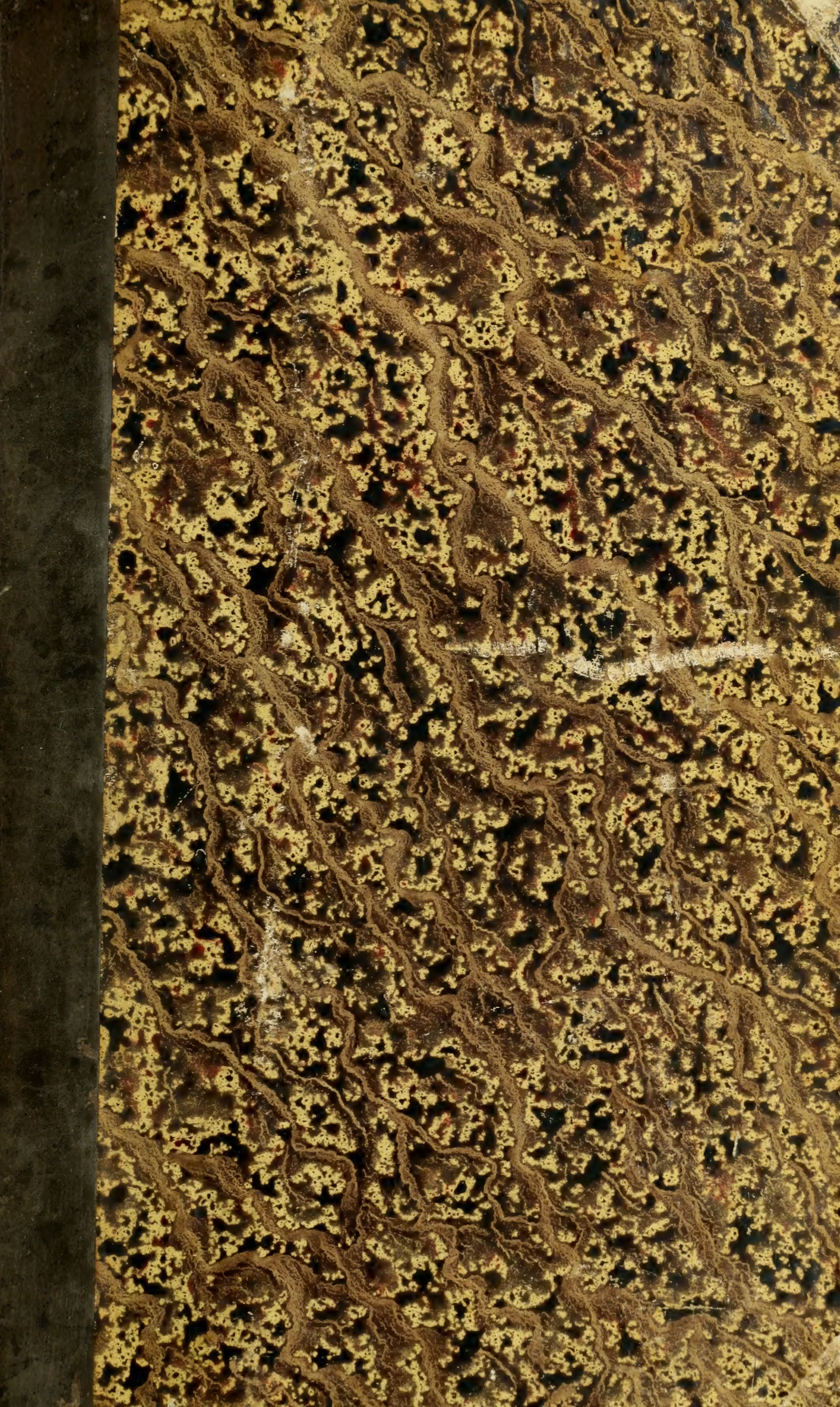
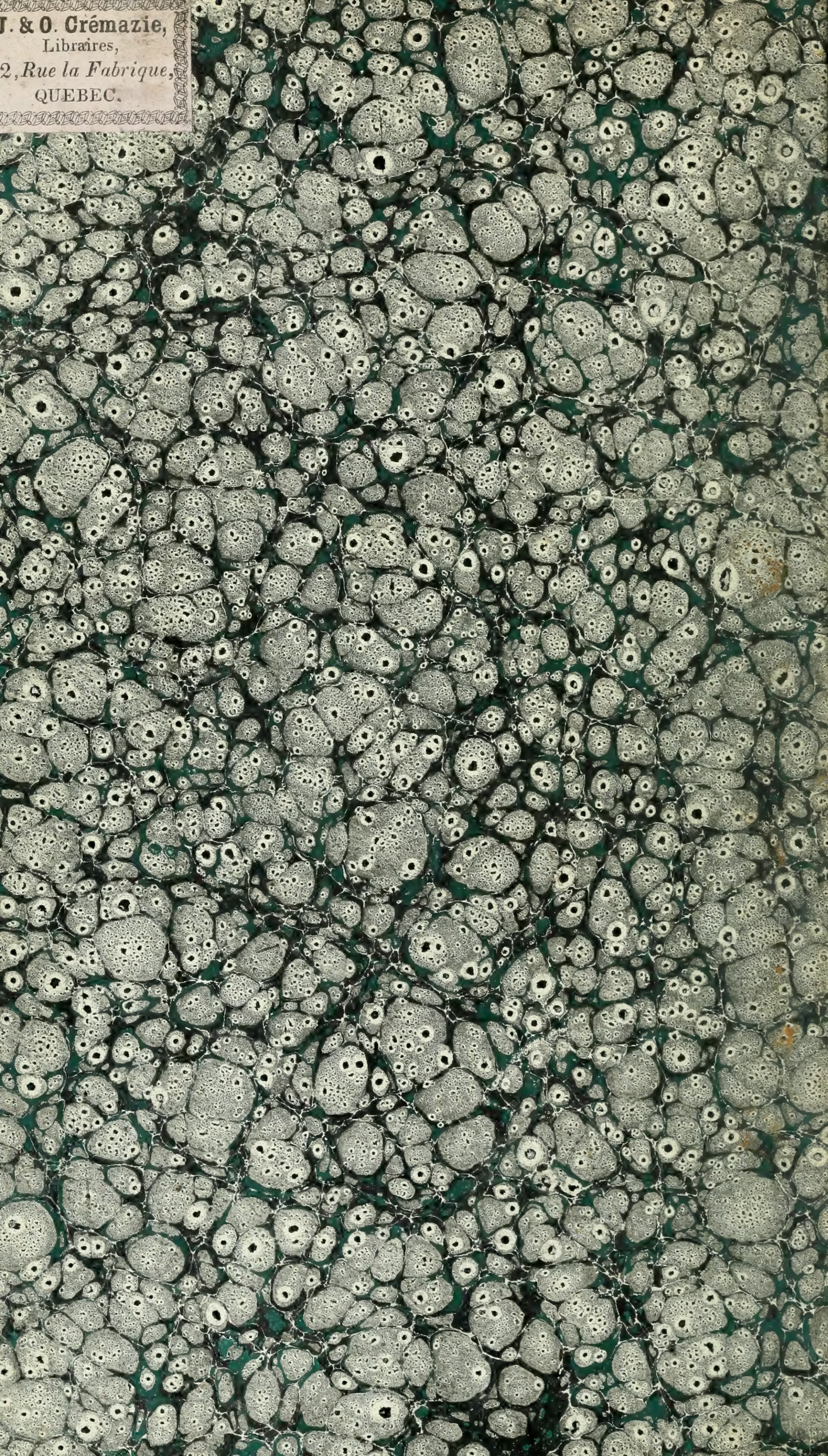
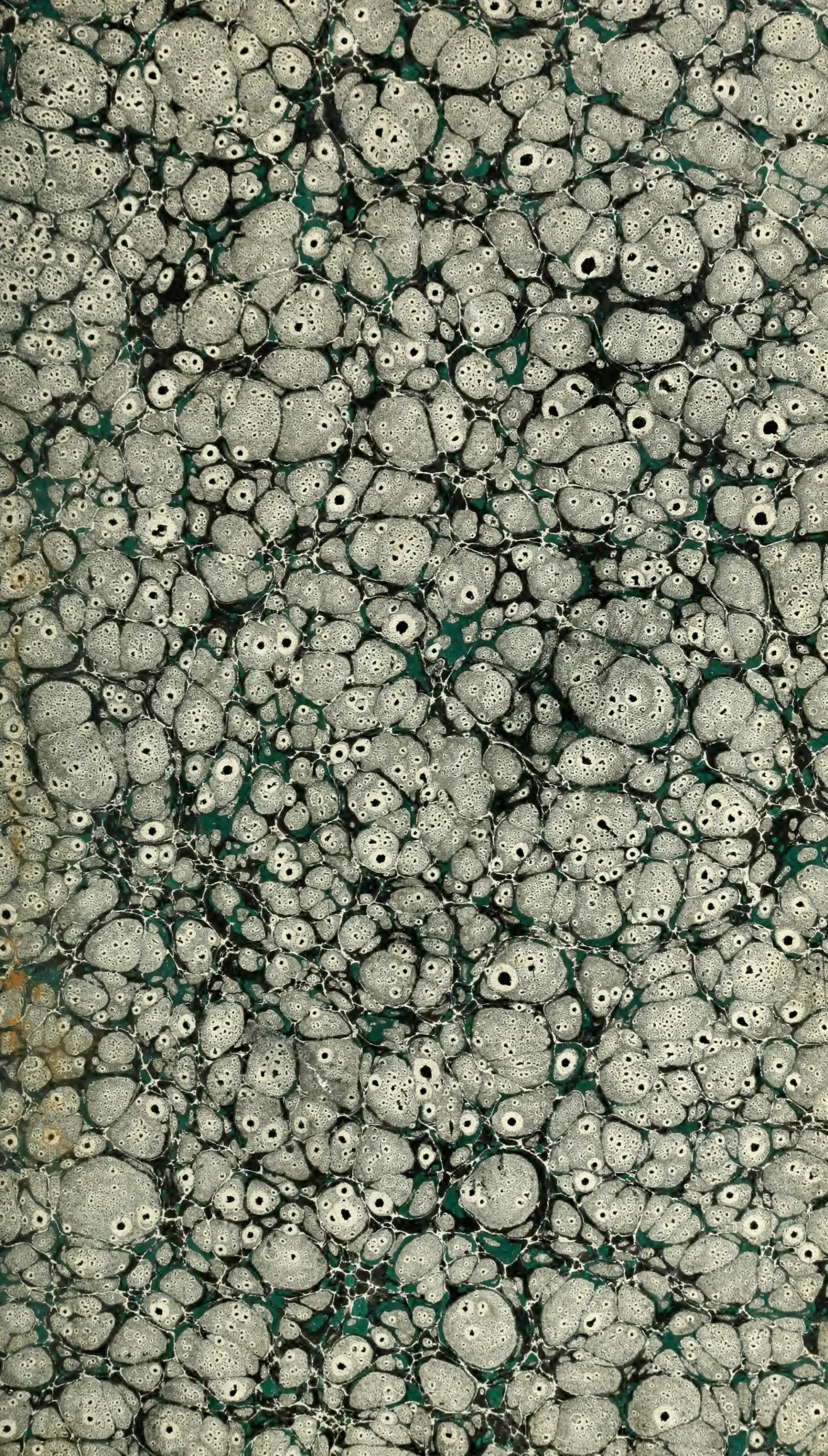




J. & O. Crémazie,
Libraires,
2, Rue la Fabrique,
QUEBEC.





REVUE

DES

DEUX MONDES.

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,
AD. WAHLEN ET Cie.

REVUE

DES

DEUX MONDES,

AUGMENTÉE

D'ARTICLES CHOISIS DANS LES MEILLEURS RECUEILS ET REVUES PÉRIODIQUES.

TOME TROISIÈME. — 1844.



Bruxelles,

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES,

RUE FOSSÉS-AUX-LOUPS, N° 74.

1844

ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

VI.

BIRMINGHAM.

Nous approchons du seul district où l'industrie en Angleterre puisse prétendre à un certain caractère d'universalité. Dans les autres cités manufacturières, il y a toujours une branche du travail qui domine, qui attire à elle les capitaux et les ouvriers. Chaque ville de fabrique est en quelque sorte une spécialité : Manchester file, tisse et imprime le coton ; Leeds file le lin et tisse le drap ; Nottingham excelle dans la bonneterie, et Coventry dans les rubans ; Sheffield travaille l'acier, Wolverhampton le fer. Burslem l'argile ; Newcastle extrait et expédie le charbon. Au sein de ces occupations qui varient peu , les artisans contractent, par la répétition des mêmes actes, des habitudes qui se gravent en caractères ineffaçables dans leur constitution physique et dans leurs mœurs. Chaque manufacture engendre pour ainsi dire une race d'hommes différents : on reconnaîtrait entre mille un serrurier de Wolverhampton, un mineur de Newcastle, ou un tisserand de Nottingham.

Birmingham n'a pas cette puissante, mais dangereuse unité ; les applications de l'industrie y sont innombrables. A l'exemple de Paris, cette ville fait un peu de tout, le fait bien, et au plus bas prix. Seulement Paris recherche davantage le beau, et Birmingham l'utile ; le génie mécanique opère ici les mêmes prodiges qu'enfante là le sentiment de l'art. A quelques égards, Birmingham est comme une succursale de Paris ; nous fournissons les modèles que copient les ouvriers du comté de Warwick. Le principal fabricant de boutons, à Birmingham, M. Turner, déclare qu'il

est obligé d'avoir un établissement à Paris pour en tirer les dessins et les ornements que les ateliers nationaux ne sauraient fournir (1).

Un autre côté par lequel Birmingham se distingue des grands centres manufacturiers, c'est l'ancienneté de ses industries. Il n'y a rien là qui ressemble à ces gigantesques cités improvisées en moins d'un demi-siècle par la *jenny* et par la machine à vapeur; Birmingham est véritablement l'œuvre du temps. Les fabriques diverses que cette ville renferme ont chacune leur date et se sont établies à leur heure, le sol industriel se formant peu à peu de ces couches superposées. Avant la révolution de 1688, Birmingham devait à sa proximité des mines de fer et de houille l'activité qu'y avait déjà prise le travail des métaux. Ce travail fut borné d'abord à la quincaillerie grossière : la fabrication des clous, qui s'opère aujourd'hui par des moyens mécaniques, occupait alors une multitude d'ouvriers; les femmes à demi vêtues maniaient le marteau comme les hommes ; les échoppes des cloutiers bordaient les avenues de la ville, et la population de Birmingham, telle que la décrit Hutton en 1741, n'était qu'une tribu de forgerons.

Après la révolution de 1688, une commande du gouvernement, obtenue à propos, y naturalisa la manufacture des armes à feu, manufacture aujourd'hui si considérable, que, de 1804 à 1818 seulement, les ateliers de Birmingham ont pu livrer, soit à l'état, soit au commerce, cinq millions de fusils, de pistolets ou de mousquetons. En ce moment, ils fabriquent dix à douze mille canons de fusil par mois ; la guerre survenant, cette fabrication serait aisément doublée. Le gouvernement, secondant l'essor d'une industrie aussi profitable à sa politique, a établi à Birmingham un tir d'épreuve où l'on essaie les canons de fusil avant de les monter. Bientôt la manufacture des armes blanches est venue se placer, comme un complément naturel, à côté de la manufacture des armes à feu : en sorte que cette ville alimente encore les arsenaux de l'Angleterre, après avoir longtemps approvisionné ceux de la coalition.

Un peu plus tard, la mode fit surgir à Birmingham la fabrication des boutons et des boucles, dont l'une a passé avec la mode, dont l'autre inonde encore de ses produits l'Angleterre, les États-Unis et l'Amérique du Sud. Vers la fin du XVIIIe siècle, l'industrie de cette ville embrassait déjà la quincaillerie fine, la sellerie, la tabletterie, la bimbeloterie, et Burke avait pu dire, avec une sorte d'orgueil, qu'elle était « la boutique de joujoux *(toy-shop)* de l'Europe. » Depuis l'Allemagne et la France ont fait à la bimbeloterie anglaise une concurrence qui a beaucoup réduit les dimensions de cette industrie ; mais, en revanche, Birmingham s'est enrichi de plusieurs produits nouveaux. La fabrication des épingles y a pris une importance telle qu'il en sort 2 à 3 milliards d'épingles par semaine. Depuis que l'usage des plumes d'acier s'est répandu en Angleterre, Birmingham en livre au commerce quatre-vingts à cent mille grosses par an ; un seul fabricant emploie 250 ouvriers, et débite quarante tonnes d'acier. L'application du vernis laque au carton-pâte, ingénieuse création de Bakerville, a donné naissance à une industrie que Birmingham exploite avec un grand succès, et que Paris est parvenu à s'approprier. La verrerie, les cristaux, les bronzes, les tôles, les plaqués et la bijouterie commune complètent la nomenclature des fabriques qui composent cet ensemble manufacturier, pareil à une pièce de marqueterie.

Birmingham peut revendiquer sa part, et une part prépondérante, dans la révo-

(1) *Children's employment commission's report.*

lution industrielle qui a couronné les progrès du dernier siècle. Ce fut là que commencèrent, dès 1738, et sous les auspices de John Wyatt, ces essais encore informes de filature que le génie d'Arkwright devait amener trente ans plus tard à leur maturité. L'établissement de Northampton, le second fondé par Wyatt, ne renfermait que 250 broches qui exigeaient l'emploi de 50 ouvriers, un ouvrier pour cinq broches : voilà quel fut l'apogée de cette invention à son début! Aujourd'hui, au moyen des métiers à moteur continu *(self-acting)*, deux mille broches sont souvent placées sous la surveillance d'un ouvrier, aidé de son rattacheur.

Mais si la filature, après ces humbles et malheureux essais, dut se greffer, pour devenir féconde, sur l'industrie du Lancastre et des comtés de Nottingham et de Derby, l'invention de la machine à vapeur, originaire de Glasgow, ne trouva qu'à Birmingham les moyens de se développer. Ce fut un manufacturier de cette ville, M. Boulton, qui, mettant ses capitaux et son intelligence commerciale au service de Watt, établit, de concert avec lui, dans ses ateliers de Soho, la première fabrique de machines à vapeur. Cet établissement, fondé en 1773, eut pendant longtemps le privilége exclusif de fournir le nouveau moteur à l'industrie de l'Angleterre, et devint la source d'une fortune colossale pour ceux qui l'avaient créé. Aujourd'hui que chaque ville manufacturière compte plusieurs ateliers de construction, ceux de Soho conservent leur vieille réputation, et le fils de Watt s'honore de les diriger. Au reste, les propriétaires ne se bornent pas à construire les machines, ils les emploient. C'est dans l'établissement de Soho que se frappe, depuis l'année 1783, la monnaie de cuivre qui circule dans le royaume ; l'on y fabrique aussi des bronzes, du plaqué et de la vaisselle d'argent.

La situation de Birmingham commande cette variété dans ses industries. Tous les autres centres manufacturiers ont une destinée en quelque sorte maritime. Les fabriques de Manchester, de Leeds et de Glasgow, les forges de l'Écosse et du pays de Galles, les mines du Cornouailles et du comté de Durham touchent à la mer, et invitent par conséquent à l'exportation. Birmingham, placé au cœur de l'Angleterre, à une égale distance de la mer du Nord et de la mer d'Irlande, de la Tamise et de la Mersey, sur la limite qui sépare les comtés agricoles du sud et de l'est des comtés industriels du nord et de l'ouest, devait être un lieu d'échange, un entrepôt, un port intérieur. De là, l'infinie diversité de ses produits. Une industrie qui exporte peut se confiner à deux ou trois genres, car la spécialité, dans le commerce extérieur, est la condition du succès. Dans le commerce intérieur, au contraire, comme il faut pourvoir aux mille besoins de la société, un article en entraîne un autre, et toute manufacture procède par voie d'assortiment.

Les avantages naturels de cette position se trouvent complétés depuis que, par l'établissement des chemins de fer, Birmingham marque le point d'intersection des deux grandes lignes qui vont de Liverpool ainsi que de Manchester à Londres, de Newcastle et de Hull à Bristol. Du centre où viennent aboutir ces rayons, il n'y a pas de point extrême que l'on ne puisse atteindre en trois, quatre, cinq ou six heures. Des canaux presque parallèles transportent les produits encombrants. Pourtant ce qui fait la principale richesse de Birmingham, ce sont les districts manufacturiers qui relèvent de cette grande cité : dans un rayon de trente lieues en allant vers le nord, se trouvent échelonnées les forges du Staffordshire, parmi lesquelles les seules usines de Bilston fournissent autant de fer que la Suède tout entière, et celles de Stourbridge, qui occupent cinq mille ouvriers; les poteries de Burslem et des environs; les quincailleries de Wolverhampton, de Willenhall,

Walsall et Sedgeley; la coutellerie et les plaqués de Sheffield; le tout établi sur un banc de houille continu qui appelle un nombre prodigieux de mineurs, et qui fait circuler chaque année sur les canaux quatre à cinq millions de tonneaux. L'influence de ces industries auxiliaires sur la prospérité de Birmingham a été rendue évidente par le recensement de 1841, qui constate que 54,000 personnes, ou environ 30 pour 100 du nombre des habitants, étaient étrangers au comté de Warwick. Au reste, l'accroissement de la population n'a pas été moins extraordinaire ni moins rapide que dans les métropoles de la laine et du coton : Birmingham renfermait, en 1781, 50,000 habitants; en 1801, 73,670; en 1811, 85,755; en 1821, 106,722; en 1831, 146,986, et 182,922 en 1841. Cette augmentation représente près de 38 pour 100 dans la période décennale de 1821 à 1831, époque où Birmingham et Sheffield nouèrent avec les États-Unis des relations plus étendues, et où commence l'ère des chemins de fer; elle s'était élevée à 47 pour 100, dans la période vicennale de 1781 à 1801, marquée par l'introduction de la machine à vapeur.

L'aspect de la ville répond à ces données de son état industriel. Elle figure un carrefour de larges rues, une espèce de *forum* que les multitudes environnantes envahissent à un jour donné, tantôt dans un but politique, et tantôt dans un intérêt commercial. On voit bien vite que la bourgeoisie, qui fait partout la base des populations urbaines, ne s'élève guère à Birmingham au-dessus des régions inférieures de la société. Rien n'y affecte de vastes proportions, pas même le travail, qui paraît si grandiose dans les comtés du nord. Le seul édifice un peu remarquable est la salle de l'hôtel de ville *(town-hall)*, où se tiennent les réunions publiques, et qui est la tribune aux harangues de cette communauté d'ouvriers. Les principales rues sont occupées par des revendeurs ou détaillants, car aucune ville d'Angleterre, après Londres, ne renferme plus de boutiques. Les ouvriers habitent des cours fermées, une maison pour chaque famille, et chaque cour réunissant de quatre à vingt maisons. On comptait à Birmingham, il y a quelques années, 2010 cours, renfermant 12,254 maisons et 48,916 personnes, ou quatre personnes par habitation (1). Le loyer d'une maison est en moyenne de 3 shillings 1/2 par semaine, le prix d'une chambre à White-Chapel ou à Spitalfields.

Ces petits cloîtres industriels ne sont rien moins que des modèles de propreté. Comme il n'y a qu'une pompe par cour, un seul trou aux cendres pour recevoir les résidus, et un seul lavoir, chaque ménagère ne manque pas de prétextes pour se relâcher de la rigueur de ses fonctions. L'usage d'engraisser des porcs contribue encore à augmenter les dépôts et les émanations qui vicient l'atmosphère (2); mais comme, après tout, les familles ont de l'air et de l'espace, comme les caves ne sont pas habitées ainsi qu'à Liverpool et à Manchester, les maladies font moins de ravages, et Birmingham jouit comparativement d'une sorte de salu-

(1) *Sanitary condition of labouring classes.*

(2) S'il faut en croire les huit médecins qui ont signé le rapport inséré dans l'ouvrage de M. Chadwick (*Sanitary condition*, etc.), la voie publique servirait littéralement de voirie. Je me borne à reproduire ici le texte anglais, dont notre langue n'admettrait pas la crudité. « It is a common custom throughouh the town to empty the contacts of the ash-pits and privies in the night into the streets, from which they are carted away early on the following morning. But some filth always remains after this proceeding and continues, until it has entirely evaporated, to be an annoyance to the neighbourhood. Deposits are made on the side of the canals, until they are removed in boats into the country. »

brité (1). Le docteur Duncan évalue la mortalité de cette ville à un décès par an sur 36 79/100 personnes; il est vrai que l'on n'y compte que 40 habitants par mille carré de surface bâtie, c'est-à-dire un peu moins qu'à Londres, et beaucoup moins qu'à Leeds, qu'à Manchester, qu'à Liverpool.

Pendant la dernière moitié du XVIII[e] siècle, le sol aux abords de la ville était divisé en petits jardins, que les ouvriers louaient à raison d'une guinée et demie par an. Là, dans la belle saison, après leur travail, ils passaient la soirée à cultiver des légumes et des fleurs, simple et salutaire occupation qui était pour eux une source de plaisirs. Depuis cette époque, les jardins ont graduellement disparu pour faire place aux maisons; et comme Birmingham, de même que Manchester et Liverpool, n'a pas de promenades publiques, les ouvriers manquent d'un lieu de récréation où ils puissent, une ou deux fois par semaine, respirer un air plus salubre et plus pur que celui des rues ou des ateliers. Telle est cependant l'excellence d'un site élevé de cinq cents pieds au-dessus du niveau de la mer, formé de plusieurs collines et baigné par plusieurs ruisseaux, que la vie moyenne à Birmingham, par une exception très-remarquable, a presque la même durée que dans les districts ruraux.

La mortalité dans l'âge le plus tendre est presque aussi considérable qu'à Manchester, et elle tient aux mêmes causes. La moitié des enfants qui naissent succombent avant la sixième année. Dans les autres districts du comté, la proportion des décès au-dessous de cinq ans n'est que de 35 pour 100. Or, quand on songe que la vie moyenne dure tout aussi longtemps à Birmingham que dans les campagnes, il faut bien reconnaître que les circonstances atmosphériques n'ont aucune part à l'espèce d'épidémie qui moissonne tant d'enfants au berceau. Cette épidémie est principalement de l'ordre moral; on en trouve la cause dans l'absence de ces soins maternels que la nature, pour le distinguer des animaux, a rendus plus nécessaires à l'homme que l'air et que le lait. A Birmingham comme à Manchester, le travail dissout la famille. Les femmes, employées dans les ateliers, négligent leurs devoirs domestiques, et cette négligence résulte de l'habitude encore plus que de la nécessité. La jeune fille, accoutumée dès l'enfance à l'existence tout extérieure des populations industrielles, ne sait pas ou ne veut pas, en se mariant, former autour d'elle un intérieur, un foyer; elle continue à fréquenter les ateliers, travaille pendant sa grossesse jusqu'au dernier jour, reprend l'ouvrage trois semaines après, et confie alors ses petits enfants aux soins de quelque vieille femme ou de quelque autre enfant à peine plus âgé que les siens; cette surveillance lui coûte à peu près autant que son travail peut lui rapporter (2). Toutefois, l'insouciance des mères ne va pas jusqu'à l'expédient barbare de ces potions opiacées qui n'endorment la faim ou les cris qu'en altérant le principe même de la vie.

Si les ouvriers vivent plus longtemps à Birmingham qu'ailleurs, cela ne veut pas dire qu'ils soient beaucoup plus robustes. Dans l'échelle sanitaire du royaume, la population de la ville occupe ce degré intermédiaire qui n'est ni le rachitisme, ni la vigueur, se maintenant presque à une égale distance de la maladie et de la santé. En entrant à Birmingham, on n'est pas frappé du spectacle de cette dégrada-

(1) A Birmingham, en 1832, l'on n'a compté que vingt-quatre cas de choléra, pendant qu'à dix milles de là, le choléra dépeuplait la petite ville de Bilston.

(2) *Children's employment commission.*

tion physique qui signale, dans quelques districts, les familles des tisserands et celles des fileurs; mais on n'y aperçoit pas non plus la race herculéenne que l'on rencontre parmi les ouvriers des mines et des forges, ces athlètes du travail qui, selon l'expression des commissaires du gouvernement (1), traversent la vie comme des coqs de combat. Ainsi, plus de la moitié des volontaires qui se présentent pour entrer dans les rangs de l'armée sont rejetés comme impropres au service militaire (2), et, ce qui indique plus que tout autre symptôme l'affaiblissement des constitutions, les maladies de poitrine comptent pour un tiers environ dans les décès.

J'ai comparé l'industrie de Birmingham à celle de Paris; les mêmes analogies se font remarquer entre les populations des deux cités. Sans doute on chercherait vainement à les ramener à un type commun; mais les habitants de Birmingham sont, par rapport à ceux de Manchester et de Glasgow, ce que sont les habitants de Paris par rapport à ceux de Lille et de Rouen. C'est la même supériorité dans les deux cas. Cependant l'ouvrier de Birmingham n'a pas, comme celui de Paris, ce goût inné et cette élégance personnelle que communique un commerce journalier avec les travaux de luxe, de mode et d'art. Il a l'air gauche et lourd sous sa longue blouse blanche qui traîne jusqu'aux talons. Pour compléter cet accoutrement d'un autre siècle, il porte volontiers des culottes courtes et des bas bleus. N'allez pas croire qu'il soit indifférent à une certaine prétention de toilette. Les femmes pâles et osseuses se drapent dans un châle fané; les hommes, par une exception assez rare dans les villes de fabrique, ont souvent deux habillements complets; les marchands d'habits sont aussi nombreux dans la ville que les débitants de boissons. Même recherche dans le choix des aliments. Les ouvriers de Birmingham ne vivraient pas, comme ceux de Boston ou de Stockport, de pain, de lard et de pommes de terre; il leur faut les meilleures viandes et les morceaux les plus délicats. Dans la semaine, ils se nourrissent de côtelettes et de *beafsteaks;* le dimanche, ils se font servir les rôtis les plus succulents *(best joints).* Souvent le chef de la famille dîne à la taverne, pendant que sa femme et ses enfants, réunis autour d'un ragoût de pommes de terre, pâtissent de cet égoïsme sensuel. L'ouvrier, à Birmingham, ne s'enivre pas de quelque liqueur brutale telle que le genièvre ou le whiskey, il boit habituellement de la bière, et souvent des vins étrangers. Par exemple, et ceci achève de caractériser la race, son appétit n'est pas au niveau de sa sensualité : il faudrait, selon un témoignage officiel (3), deux repas comme le sien pour apaiser la faim d'un laboureur.

Ce goût du luxe et de la bonne chère, qui se manifeste à Birmingham, montre que le travail y est plus productif que régulier, et que les hommes y jouissent habituellement d'une sorte de loisir. Dans la fabrique parisienne, les ouvriers, qui gagnent de 5 à 10 francs par jour, ne travaillent qu'un certain nombre de jours par semaine et qu'un certain nombre d'heures par jour. Dans les ateliers de Birmingham, la journée effective se prolonge au delà de dix heures; beaucoup d'artisans se reposent en outre le dimanche, le lundi et le mardi. Or, il est dans la nature de l'homme, dès qu'il obtient du loisir, de le consacrer aux plaisirs des

(1) « They live their lives, as fighting cocks. » (*Id.*)

(2) « Out of 613 men enlisted, almost all of whom come from Birmingham and five other neighbouring towns, only 238 were approved for service. » (*Children's commission.*)

(3) *Children's employment commission.*

sens, avant de songer aux plaisirs de l'esprit, et il passera du temps avant que la réduction ou l'intermittence du travail tourne au profit de l'intelligence des travailleurs.

Pénétrons plus intimement dans l'organisation de cette industrie. On sait que la puissance manufacturière, de l'autre côté du détroit, a suivi l'exemple de la propriété foncière, et qu'elle s'est constituée à l'état féodal. Une filature, une mine, un haut fourneau est une véritable baronnie dont le propriétaire, commandité par les banques et gouvernant à l'aide des machines le feu et l'eau, a une autorité moins arbitraire, mais plus absolue, sur ses ouvriers que les seigneurs du moyen âge sur leurs vassaux. Les ouvriers sont enrégimentés, et rien ne ressemble plus à une colonie militaire que ces colonies industrielles dont la manufacture est comme la citadelle, la cheminée de la machine le drapeau, et où le manufacturier, en admettant ou en excluant une famille, exerce indirectement, sur les membres qui la composent, le droit de vie et de mort. Là, les ouvriers, ne pouvant pas traiter avec les maîtres de puissance à puissance, ont recours au procédé universel des faibles et des opprimés : ils conspirent. L'aristocratie manufacturière est ainsi une espèce de despotisme tempéré quelquefois par des révoltes et tous les jours par des coalitions.

Les petits fabricants de drap qui habitent les campagnes voisines de Leeds et les districts septentrionaux du pays de Galles font déjà exception à cet état de choses, qui semble être en Angleterre la loi du travail, et qui se développe avec les progrès de l'industrie. A côté d'une démocratie rurale ainsi limitée et réduite à un tel isolement, on peut placer la démocratie urbaine de Birmingham et des environs, qui se recommande par des nombres plus imposants, et dont la constitution présente un sujet d'études plein d'intérêt.

Pendant que les capitaux tendent à se concentrer dans la Grande-Bretagne, ils se divisent de plus en plus à Birmingham. L'industrie de cette ville, de même qu'en France la culture du sol, est descendue à l'état parcellaire. On y rencontre peu de grandes fortunes et à peine quelques grands établissements. Certains manufacturiers opèrent avec un fonds de 10 à 20,000 francs; la plupart n'ont pas plus de cinq ou six ouvriers, le *maximum* est généralement de cinquante par fabrique. En 1843, à une époque où les produits annuels de Birmingham atteignaient une valeur de 80 à 90 millions de francs, on supposait que cette production se partageait entre quatre mille fabricants, ce qui représente une moyenne de 20,000 fr. pour chacun. En 1841, la commission sanitaire, ayant à déterminer l'influence qu'exerce chaque genre d'occupation sur la santé des ouvriers, déclarait qu'elle avait dû renoncer à remplir sa tâche (1), attendu la difficulté d'interroger cette multitude de fabricants qui, seulement pour les quatre-vingt-dix-sept industries propres à Birmingham, étaient au nombre de deux mille.

Cette organisation industrielle tient à la nature même des travaux. Dans les manufactures où la puissance mécanique domine, les rouages multipliés qui concourent à la production exigeant une mise de fonds considérable, et l'intérêt de ce capital ne pouvant être couvert que par de vastes opérations, il faut nécessairement que la direction se concentre dans un petit nombre de mains. Alors la machine est tout, et l'homme n'est rien. Le talent et quelquefois le génie se montrent dans le mécanisme de la fabrique; mais l'œuvre marche ensuite d'elle-même, et l'ouvrier, réduit à un rôle auxiliaire, n'a plus besoin que d'un peu d'attention pour

(1) *Sanitary condition of labouring classes.*

suivre la besogne qui lui est tracée. Aussi ne doit-on pas s'étonner si la femme remplace bientôt l'homme, et si plus tard l'enfant vient la supplanter. Quelque jour, une machine sera substituée à l'enfant lui-même; les ateliers achèveront de se dépeupler, et l'on verra tous ces métiers se mouvoir mystérieusement dans la solitude, avec une émulation infatigable, au simple commandement d'un chauffeur.

A Birmingham, au contraire, le travail est purement manuel. On emploie les machines comme un accessoire de la fabrication ; mais tout dépend de l'adresse et de l'intelligence de l'ouvrier. Le capital, en pareil cas, c'est l'habileté acquise. Avec un peu d'argent et des outils, un ouvrier peut travailler pour son propre compte ; il n'en faut pas davantage pour prendre rang, par exemple, parmi les fabricants de quincaillerie, de bronzes, de boutons et de plaqués.

Cela se fait de diverses manières. Tantôt l'ouvrier travaille chez lui, avec deux ou trois apprentis, achetant la matière première, qu'il revend ensuite ouvrée aux marchands. Comme l'atelier est ordinairement dans les combles de la maison, on désigne ces hommes par le sobriquet de fabricants en galetas (*garret men*); ce sont, bien qu'à un degré inférieur, les fabricants en chambre de Paris. Ces petits manufacturiers ne se forment une clientèle qu'en cédant leurs produits au-dessous du cours; aussi leurs profits, qui sont considérables dans les moments où le commerce prospère, tombent bien bas dans les époques de stagnation. Tantôt des facteurs ou courtiers (*middlemen*) s'entremettent entre le marchand et l'ouvrier. Le marchand leur livre la matière première, qu'ils se chargent de lui rendre ouvrée à un prix convenu. Ils sous-traitent ensuite avec l'ouvrier de l'exécution des commandes qu'ils ont obtenues. C'est le mode de fabrication, sans contredit, le plus vicieux, car il laisse généralement la plus grande part de bénéfice à la classe d'hommes qui a la moindre part au travail. Les intermédiaires ne sont vraiment utiles dans l'industrie que lorsqu'ils servent de lien entre l'entrepreneur et les agents de la production. Or, l'emploi des facteurs à Birmingham et dans les environs a précisément l'inconvénient d'empêcher toute relation entre les marchands qui font les commandes et les ouvriers-fabricants qui doivent les exécuter. Le courtier, étant maître du marché, peut, avec la même facilité, exagérer pour le marchand le prix des façons, et le réduire pour l'ouvrier au plus bas. Il tient dans ses mains les clefs de la production, et, comme il n'envisage que son intérêt personnel, il ne s'en sert ni au profit de l'art ni dans des vues d'humanité. Ce despotisme aurait les plus fâcheuses conséquences sans la ressource, toujours offerte aux ouvriers, de passer d'une occupation à une autre, au milieu de cette infinie variété d'articles qui constitue l'industrie de Birmingham. A Wolverhampton, à Willenhall et dans les villes qui ont une spécialité de travail, le système que je signale a fait descendre les populations au dernier degré d'abaissement.

Ce qui caractérise plus particulièrement la constitution industrielle de Birmingham, c'est le procédé au moyen duquel les petits fabricants se procurent le moteur mécanique qui semblait appartenir par privilége aux grands établissements de production. A Manchester, on peut prendre à loyer des filatures, des teintureries ou seulement des machines à vapeur ; en traversant le quartier des manufactures, vous lisez souvent sur la porte d'une usine ces mots, qui frappent aussi les regards à Paris le long du canal Saint-Martin : « Force à louer (1). » Dans les campagnes

(1) « *Power to let.* »

du Yorkshire, les fabricants de drap établissent par voie d'association des usines dont la puissance est au service de tous et de chacun. Ce que l'association a fait pour les petits drapiers de Leeds a été à Birmingham l'œuvre de la spéculation. Voici, en quelques mots, la description de ce procédé, qui montre à quel point l'on pousse en Angleterre la division du travail.

On établit une machine à vapeur dans un bâtiment qui contient une multitude de chambres d'inégale grandeur. La machine fait mouvoir des arbres qui transmettent le mouvement à des volants placés dans chaque appartement. Chacun de ces petits ateliers a pour mobilier un tour, des bancs, et les outils appropriés aux divers genres de travaux. Un ouvrier, ayant reçu des commandes qui peuvent l'occuper une semaine, un mois ou une saison, prend à loyer un ou plusieurs ateliers, selon ses convenances, et stipule qu'une certaine somme de force lui sera fournie. Il réalise ainsi, en disposant d'un faible capital et en produisant sur une petite échelle, tous les avantages que donne ailleurs aux grands capitalistes l'emploi de la vapeur; et comme les établissements qui distribuent la force en détail sont nombreux dans la ville, la concurrence que se font les propriétaires en réduit le loyer à un taux qui rend le système accessible et l'usage universel. Des ateliers, avec leur mobilier et leur moteur, se louent aussi couramment que les appartements d'un hôtel garni.

On comprend que ces facilités offertes au travail aient eu pour effet de multiplier la classe des ouvriers fabricants, de stimuler la concurrence et d'amener une diminution extraordinaire dans le prix des objets fabriqués. Lorsque l'industrie, à Birmingham, relevait de quelques manufacturiers qui étaient assez riches pour payer le travail comptant et pour livrer néanmoins leurs produits à crédit, le producteur faisait la loi au consommateur et fixait lui-même le bénéfice auquel il pensait avoir droit. Aujourd'hui que la classe des grands manufacturiers a disparu, que la fabrique attend les commandes, et que le fabricant dépend, comme l'ouvrier autrefois, du salaire de la journée ou de la semaine, le consommateur est le maître; il ne lui reste plus qu'à faire justice des intermédiaires, marchands ou courtiers, qui se placent entre le producteur et lui pour les tromper tous les deux.

Depuis 1815, le prix des articles de Birmingham a baissé de 50 à 60 pour 100. Cette diminution a été principalement sensible dans la quincaillerie, où elle atteste bien moins le progrès de l'industrie que la détresse des travailleurs. En consultant la cote nominale des articles, on croirait que le prix est aujourd'hui ce qu'il était il y a cinquante ans. La valeur apparente n'a pas changé, en effet; c'est l'escompte alloué aux marchands qui varie seul et qui donne le cours de la marchandise. A Birmingham, l'escompte représente 60 à 70 pour 100 de la valeur; à Wolverhampton, 70 à 80 pour 100; à Willenhall, 80 et même 90 pour 100. Souvent même, quand le commerce ne va pas, le fer ouvré se vend au poids et pour le prix du fer brut.

De pareils faits surprendraient moins en France. Nos commerçants ont des habitudes mesquines; opérant sur de faibles quantités, ils se livrent trop souvent à des calculs étroits; on les accuse d'avoir plusieurs prix, et de ne pas apporter dans les affaires cette franchise qui les simplifie. Pourtant nos places de commerce ou d'industrie ne présentent nulle part un brocantage comparable à celui qui est devenu en Angleterre l'état normal d'une industrie qui défie toute concurrence étrangère et qui exporte annuellement une valeur de 30 à 40 millions. Les manufacturiers de Sedan allouent, il est vrai, aux marchands des escomptes qui atteignent

quelquefois la proportion de 21 pour 100; dans les articles de Paris, l'escompte varie depuis 15 jusqu'à 30 pour 100; mais c'est là l'extrême limite de l'abus. On peut s'étonner de le voir poussé bien plus loin, dans un pays comme la Grande-Bretagne, où le commerce a généralement tant de grandeur, où les marchands n'ont qu'un prix, et où les affaires les plus colossales se traitent sans ambages, sans finesses ni temps perdu, par oui ou par non; mais l'industrie de Birmingham et des villes similaires est une exception à l'ordre général de cette société, et toute anomalie sociale se manifeste par de monstrueuses proportions.

Chez nos voisins, le travail, de même que la liberté, semble ne pouvoir se développer que sous la tutelle d'une aristocratie fortement constituée. Cette aristocratie est souvent imprévoyante et quelquefois oppressive : elle ne remplit pas toujours le rôle providentiel que ses membres ont accepté; partout cependant où son autorité ne se fait pas sentir, l'anarchie commence. Bon ou mauvais, il n'y a d'ordre possible dans la Grande-Bretagne que celui qu'elle établit. C'est un pays où il vaut encore mieux être serf qu'affranchi. L'industrie britannique, bien qu'elle soit l'apanage d'un petit nombre de familles, présente le spectacle d'une concurrence intérieure qui excède à coup sûr les besoins du progrès et du bon marché. Que serait-ce donc si les barrières qui arrêtent la foule à l'entrée de cette carrière ardue allaient s'abaisser? Si la production, dans l'état actuel, est en avant de la consommation, mise à un régime démocratique, elle encombrerait les entrepôts et réduirait les prix à rien à force de les avilir. Ajoutons que les grands capitalistes, dans leurs rivalités, ne mettent pour enjeu que leur fortune, tandis que les petits, comme le marchand de Shakspeare, jouent leur chair et leur sang. Il n'y a pas assez de modération dans le caractère anglais pour l'état démocratique. La démocratie ne convient ni aux peuples sensuels qui prennent le plaisir pour but de la vie, ni aux nations naturellement avides et dont l'ambition ne connaît pas de repos. C'est pourquoi, dans l'industrie comme dans le gouvernement, la forme aristocratique est nécessaire au peuple anglais. En lui servant de frein, elle lui sert d'appui.

Il y eut un moment où les chefs de l'ordre manufacturier sortirent du plus épais de la foule. Alors les Arkwright, les Strutt, les Ashton, les Peel, les Cobden, se firent jour : des ouvriers, des commis, des fils de fermiers, devinrent la souche de cette nouvelle noblesse, qui depuis a serré ses rangs et n'admet plus d'alliage; mais alors on était dans un temps de révolution. On marchait à la découverte et à la conquête du monde industriel; chaque travailleur avait en perspective le gouvernement d'une filature, c'était son bâton de maréchal. La conquête une fois accomplie, l'on s'est organisé pour la défense, et l'industrie a eu sa féodalité. Il est presque aussi difficile aujourd'hui à un simple ouvrier de s'élever au-dessus du poste de contre-maître qu'à un soldat de l'armée britannique de parvenir aux grades qui appartiennent aux officiers commissionnés. A Dieu ne plaise que j'approuve cette espèce de déchéance qui pèse sur une population tout entière, et que j'érige ici le fait en droit! Pourtant, lorsqu'on observe sans prévention cet ordre social, il est impossible de ne pas remarquer qu'il s'est assimilé les individus au point de convertir l'inégalité en une sorte de droit naturel. L'ouvrier anglais accepte son infériorité en présence de ses chefs, et il a besoin de la sentir. Faites-le sortir des rangs de cette hiérarchie dans laquelle il est enrégimenté, à l'instant il perd de sa valeur comme homme et comme instrument de travail. Tous les manufacturiers du continent qui ont fait venir des ouvriers du Lancastre ou du Stafford

n'ont pas tardé à s'en débarrasser, les trouvant d'un mauvais exemple, d'un caractère difficile et incapables de régularité.

Certaines races ont une aptitude pour ainsi dire universelle. Les Slaves sont de vrais Protées, également propres à la paix et à la guerre, sensibles à la poésie, organisés pour la musique, et néanmoins se façonnant promptement aux exigences de l'industrie. Le paysan russe est un charpentier adroit aussi bien qu'un patient laboureur. Et qui ne sait que l'avenir de l'Autriche repose sur ces montagnards de la Bohême, que l'on avait oubliés depuis la guerre de trente ans? La race anglaise est au contraire, individuellement, ce qu'il y a de moins complet au monde. L'Anglais naît avec une disposition spéciale, et comme une partie d'un tout; il porte en lui le principe de la division du travail. Placé en son lieu et de manière à suivre sa vocation, il contribuera merveilleusement à l'harmonie de l'ensemble; jeté hors du cadre qui le contenait, il n'est plus bon à rien. La nature, qui a donné au génie britannique plus d'exactitude et de profondeur que d'étendue, semble avoir voulu que chaque individu dans la nation ne sût et ne fît qu'une seule chose. De là cette nécessité de la grande industrie, qui localise les hommes ainsi que les pièces d'une machine, et qui condamne tel d'entre eux à user son intelligence sur une pointe d'épingle ou sur une tête de clou.

Ainsi, le génie même de la nation, indépendamment des circonstances, pousse invinciblement l'industrie anglaise dans les voies de l'aristocratie. Ce qui le prouve, c'est que le travail individuel et isolé est, dans la Grande-Bretagne, infiniment moins prospère que le travail de ces associations dont chacune représente une espèce de clan industriel. Sans sortir des districts sur lesquels s'étend l'action de Birmingham, on peut comparer les résultats des deux procédés.

Birmingham est situé, comme on l'a déjà vu, sur la lisière des comtés de Warwick et de Stafford, au centre d'un district industriel qui le cède à peine en importance aux comtés de Lancastre et d'York. Ce district s'étend de Stourbridge à Sheffield, et renferme une population d'un million d'hommes (1), dont l'agriculture n'emploie qu'une faible partie. C'est le monde de l'industrie métallurgique, dont les deux pôles sont figurés par Birmingham et par Sheffield, les deux marchés sur lesquels se versent tous les produits. Dans l'intervalle, le travail de la matière première, l'extraction de la houille et du minerai, la fabrication de la fonte et du fer, appartient aux régions aristocratiques; la démocratie industrielle s'empare ensuite du métal et le façonne pour les usages domestiques; elle s'applique à la quincaillerie, à la coutellerie, au placage et aux choses d'ornement.

La fabrication du fer est au nombre des industries qui ont fait depuis le commencement du siècle les plus rapides progrès. En 1796, quelques années après la découverte du traitement par le coke, la Grande-Bretagne ne comptait que 121 hauts fourneaux, produisant 124 mille tonnes de fer brut; en 1839, il existait dans le royaume-uni 529 hauts fourneaux, dont 377 en feu, et la production de l'année s'élevait à 1,247,981 tonneaux (2). La partie méridionale du comté de Stafford avait d'abord été le siége principal de la métallurgie; mais une concurrence formidable s'organise dans certains districts plus favorisés. Les forges du pays de Galles, placées sur le canal de Bristol, lui enlèvent insensiblement les débouchés

(1) Comté de Warwich, 401,715 habitants; comté de Stafford, 510,504; Sheffield, 111,000.

(2) En 1840, la production atteignit le chiffre exceptionnel de 1,400,000 tonneaux.

extérieurs, et les forges de l'Écosse, où l'on traite le minerai par l'air chaud, et qui emploient un minerai beaucoup plus riche *(black band)*, peuvent livrer leurs produits à meilleur marché : au mois de juillet 1843, la fonte brute ne valait, sur les bords de la Clyde, que 40 shill. (50 fr.) le tonneau. A ce compte, Glasgow aurait pu donner pour moins de 120 fr. la tonne des rails qui coûtaient alors 150 fr. à Cardiff.

La crise de 1842 a bien montré de quel côté l'industrie métallurgique suivait un mouvement ascendant, et de quel côté elle tendait à décliner. La production totale de l'année 1842 n'est inférieure à celle de 1839 que de 37 milliers de tonneaux; mais la perte ne se répartit pas d'une manière égale entre les usines du royaume-uni. Il y en a qui ont accru leur production en dépit de la stagnation du commerce; d'autres ont maintenu leur niveau; d'autres enfin ont dû éteindre leurs feux. Ainsi, les forges méridionales du Staffordshire n'ont produit que 300,000 tonnes, au lieu de 346,000; les forges méridionales du pays de Galles ont rendu au contraire 457,000 tonnes, au lieu de 453,000; enfin les forges de l'Écosse, qui n'avaient donné que 37,500 tonnes en 1830, et 196,960 en 1839, en ont produit 238,750 en 1840, accroissement qui excède la proportion de 600 pour 100 en douze années.

Dans les époques d'activité commerciale, les ouvriers des forges et les mineurs qui travaillent pour les forges obtiennent des salaires très-élevés; la moyenne n'est guère moindre de 3 sh. 1/2 à 4 sh. par jour (4 fr. 40 c. à 5 fr.); il leur est alloué en outre pour leur usage autant de houille qu'ils en peuvent emporter. On rencontre souvent sur les routes du Stafford la femme et les enfants du mineur qui s'éloignent du puits d'extraction, chargés entre eux de 80 ou 100 kilogrammes de houille qui se dressent en pyramides inégales sur leurs chapeaux. Aux époques de disette, le maître de forges et le propriétaire de mines ne suspendent pas le travail; ils se bornent à le réduire, et le salaire diminue dans la même proportion. Les chefs de cette industrie se réunissent tous les trois mois pour fixer le prix du fer; ils s'occupent aussi du sort des ouvriers. En 1843, dans un moment où de nombreuses faillites laissaient plusieurs milliers d'hommes oisifs, et où l'on craignait que ces multitudes affamées ne fissent une descente en masse sur Birmingham, la sollicitude des manufacturiers s'émut; on ouvrit des souscriptions, on distribua des aliments, on employa les hommes valides à tracer de nouvelles routes, et une grande calamité fut détournée.

Un autre district du Stafford, où les ouvriers, sous la tutelle des grands capitalistes, sont encore dans une aisance à faire envie, est celui des poteries, qui comprend 70,000 habitants répartis entre les petites villes de Stoke sur la Trent, de Longton, de Fenton, de Hanley, de Burslem et de Tunstall. Ce lieu, enrichi par les belles découvertes de Wedgwood, est désigné aussi sous le nom générique d'Étrurie. Les commissaires du gouvernement en font une peinture charmante; ils rendent hommage à la touchante bienveillance que les fabricants témoignent à leurs ouvriers. Les manufacturiers forment une classe puissante qui doit à ses lumières non moins qu'à sa richesse l'influence dont elle jouit. Plus leurs établissements ont d'importance, plus les procédés de fabrication s'y perfectionnent, et mieux leurs ouvriers sont traités : la condition de ceux-ci s'élève en raison directe de celle des maîtres; l'art et la société avancent du même pas.

Aucune industrie ne procure des salaires plus considérables; les manœuvres les moins habiles gagnent encore dans les poteries 30 sh. (37 fr. 50 c.) par semaine,

ou 6 fr. 25 c. par jour pour dix heures et demie de travail. Dans certains cas, les gains réunis d'une famille représentent 3 à 4 liv. st. par semaine, soit au *maximum* 500 fr. par mois et 6,000 fr. par an. Combien y a-t-il de chefs d'administration en Angleterre et en France qui jouissent d'un revenu égal à celui des potiers de Burslem? Aussi les maisons habitées par les ouvriers sont-elles propres, riantes, et souvent meublées avec élégance. Dans quelques ateliers, tels que ceux de dorure et de peinture, le travail est accompagné de chants religieux. En un mot, la population respire le contentement et le bonheur. Ce bonheur n'est pas assurément sans mélange; le bien, qui vient trop facilement, se dissipe de même : les ouvriers des poteries aiment le luxe, la boisson, le jeu, et font peu d'économies. Un d'eux vient-il à tomber malade, il a recours à la maison de charité ou demande des avances au fabricant. Certains détails de la fabrication ont aussi des conséquences funestes à la santé; mais ces influences pernicieuses se font surtout sentir dans les petits ateliers. Les conditions de salubrité sont meilleures dans les grands ateliers, et l'on y ménage avec plus de scrupule les forces des travailleurs. Les mêmes faits ont été observés à Sheffield, où les ouvriers émouleurs refusent d'employer les procédés de ventilation qui pourraient leur sauver la vie, et où ces précautions d'humanité ne sont prises que par les manufacturiers qui, occupant un grand nombre d'hommes, sentent plus fortement le poids de leur responsabilité.

Voilà pour l'industrie centralisée; venons à l'industrie parcellaire. Il ne faudrait pas juger de ses effets naturels par ceux qu'elle obtient à Birmingham. Partout où le travail se distribue entre mille canaux divers, les conséquences fâcheuses d'une concurrence poussée à l'excès peuvent, dans certains cas, s'atténuer. L'ouvrier chassé d'une occupation émigre vers une autre, et, comme les membres d'une même famille s'appliquent généralement à des métiers différents, les crises commerciales, en les frappant, ne leur enlèvent pas toutes leurs ressources. Quand la misère entre d'un côté, l'aisance vient de l'autre, ce qui fait qu'ils se réfugient rarement, avant la vieillesse, dans les maisons de charité.

A Birmingham, les salaires se tiennent dans une espèce de région moyenne. Quelques ouvriers d'une habileté supérieure gagnent, les hommes trente à quarante shillings par semaine, et les femmes dix à quinze shillings; la commune n'excède guère 1 livre sterling (25 fr.) pour les hommes, et pour les femmes 7 sh. (8 francs 75 cent.). Les enfants, à l'exception des petits malheureux employés dans les fabriques d'épingles, ne travaillent pas avant l'âge de dix ans; mais aussi, dès cet âge, aucune loi n'interdit de les assimiler aux adultes pour la durée du travail. L'atelier ne consumant pas la première fleur de l'enfance, les écoles publiques reçoivent un plus grand nombre de pupilles que celles de Manchester. Les progrès de l'instruction à Birmingham semblent avoir tenu ceux du crime en échec. En 1841, le nombre des arrestations fut de 5556 ou de une sur 32 habitants; c'est moitié moins qu'à Liverpool.

Mais, encore une fois, si l'on veut voir la démocratie industrielle telle qu'elle est en Angleterre et telle qu'elle peut être, ce n'est pas à Birmingham que l'on doit aller. Il faut l'examiner de préférence dans ces petites villes où le travail se trouve réduit, comme dans les centres aristocratiques, à deux ou trois branches d'occupation, et où le luxe et la civilisation d'une métropole ne concourent pas à en dénaturer les résultats. Il faut l'observer à Wolverhampton et à Willenhall. Birmingham, Wolverhampton et Willenhall sont comme les trois degrés de la démocratie industrielle en Angleterre, démocratie qui s'abaisse à mesure que son

horizon se restreint. A Birmingham, on l'a vu, elle a des apparences florissantes et se trouve à l'aise au milieu de tant de productions diverses, allant de la quincaillerie aux bronzes, des bronzes aux fabriques d'armes, de celles-ci à la bimbeloterie et aux cristaux. A Wolverhampton, elle descend d'un cran, cette ville n'étant plus en quelque sorte qu'une fraction de Birmingham et appliquant au travail du fer sous toutes les formes ses quarante mille habitants. A Willenhall, la dégradation est complète; ce petit bourg a pris une spécialité dans la quincaillerie : il est exclusivement peuplé de serruriers.

Dans les trois villes, la population a augmenté en raison inverse du bien-être. De 1831 à 1841, l'accroissement a été de 25 pour cent à Birmingham, de 50 pour cent à Wolverhampton et à Willenhall. La misère de l'Irlande elle-même n'approche pas de cette fécondité. Il y a là un état de choses si extraordinaire et si triste à la fois, que l'on craint de hasarder une impression personnelle; je me tiendrai donc le plus près que je pourrai du rapport écrit par le sous-commissaire Horne (1), travail remarquable et qui paraîtrait complet, même quand on n'aurait pas publié, à l'appui des conclusions qu'il renferme, les dépositions recueillies sur les lieux.

Wolverhampton est une ville opulente. On ne trouverait pas à Birmingham un aussi grand nombre de capitalistes possédant de un jusqu'à dix millions. La plupart de ces hommes riches ne sont pas des manufacturiers faisant part de leur richesse aux ouvriers par l'accroissement des salaires, mais bien de simples commissionnaires achetant au plus bas prix pour revendre au plus cher, et exploitant sans pitié la détresse des petits fabricants. Des riches et des pauvres qu'aucune classe intermédiaire ne joint, deux camps et un fossé entre les deux, voilà l'état social de Wolverhampton. L'on ne s'étonnera pas si, dans une pareille société, les passions politiques agitent faiblement les esprits. Une seule question est comprise et sert de point de ralliement; je veux parler des céréales. Avant de songer aux droits politiques, n'est-il pas naturel que ces pauvres gens demandent du pain?

Wolverhampton n'a pas l'aspect d'une cité industrielle. On traverserait vingt fois les rues principales, les seules qui portent un nom, que l'on n'apercevrait pas une manufacture ni un atelier. L'industrie, en Angleterre, a communément bien soin de se mettre en évidence; elle multiplie les enseignes, les affiches, les placards, et fait littéralement violence à l'attention des passants. Ici, au contraire, l'on croirait qu'elle a honte d'elle-même et veut se dérober aux yeux. Les ateliers sont cachés dans des impasses et dans des cours, comme les logements des Irlandais à White-Chapel. Les boutiques n'ont pas d'enseignes, ni les maisons de numéros. M. Horne compare les fabricants de Wolverhampton à des oiseaux dont les nids sont hors de vue; mais les oiseaux du moins ne recherchent point la fange et nichent rarement dans les lieux bas. Voici au surplus la description que donne M. Horne des tanières habitées par les maîtres-ouvriers de Wolverhampton :

« Dans les rues les plus obscures et les plus sales, on aperçoit des passages étroits qui s'ouvrent à des intervalles tantôt de huit à dix et tantôt de trois à quatre maisons. Ils n'ont guère plus de 2 pieds 1/2 de largeur sur 6 de hauteur, avec une profondeur de 12 à 24 pieds. Ces passages servent tout ensemble de voie publique et de ruisseau. Après les avoir traversés, vous vous trouvez dans un espace dont l'étendue varie suivant le nombre des maisons ou des huttes qu'il renferme. Cette

(1) *Children's employment commission.*

allée aboutit souvent à un autre passage qui donne accès dans une semblable cour. Les espaces les plus chargés de huttes figurent une sorte de garenne; il en est même un ou deux qui ressembleraient à une colonie de castors, si l'on y jouissait de la vue des vertes prairies et d'un air plus pur.

» Ces cloîtres ont de l'eau, et c'est là ce qui en diminue l'insalubrité. Ajoutez que les ateliers, les maisons et les huttes sont construits sur une légère élévation dont la pente s'incline vers le passage. Lorsqu'il y a assez d'espace, l'on établit une pompe au milieu de l'allée, non sans danger, si le bras de la pompe s'élève trop, de briser derrière soi les vitres d'une croisée, et d'inonder en face, par le jet de l'eau qui monte, la maison dont la porte serait mal fermée.

» Chaque allée renferme de deux à quatre maisons, dont une sur deux sert d'atelier. On compte ces passages par centaines à Wolverhampton. Dans l'origine, ce n'était évidemment qu'un sentier que le propriétaire d'une petite maison sur la rue se réservait le long de sa propriété pour arriver jusqu'à l'atelier, situé dans une arrière-cour; mais, le nombre des habitants venant à s'accroître, on construisit des chambres au-dessus des ateliers, et l'on bâtit des huttes partout où l'on put trouver du terrain. Voilà comment la circonférence de la ville put rester la même, pendant que la population augmentait d'année en année.

» Le sol étant la propriété de divers particuliers ou de l'église, autour de Wolverhampton, la ville ne pouvait pas s'étendre. Aussitôt que ce terrain devint disponible, de nouveaux quartiers s'élevèrent mal percés, mal pavés, sans égouts, croupissant dans la fange écumante (1), et où les maisons, habitées par les pauvres, sont déjà des ruines. Souvent ils vivent au rez-de-chaussée, lorsque le premier étage s'est écroulé. »

Selon M. Horne, le mobilier ne vaut pas mieux que les bâtiments. Grâce à la position naturellement salubre de la ville et au bas prix de la houille qui permet de combattre l'humidité par des feux constamment allumés, ces tristes demeures n'engendrent pas autant de maladies qu'on pourrait le craindre. Cependant les médecins de Wolverhampton assurent que les fièvres pernicieuses, et notamment le typhus, y sont de plus en plus fréquentes (2). Ce qui est certain, c'est que, sous l'influence combinée du mauvais air et des privations, les mœurs s'altèrent et le sang s'appauvrit. L'affaiblissement de la race est particulièrement manifeste dans les enfants. Ceux qui semblent robustes à la première inspection n'ont que des chairs sans muscles; la plupart sont maigres, délicats et quelquefois difformes, les filles surtout. Leur stature est rabougrie à un point qui permet difficilement de croire à l'âge qu'ils se donnent. Les enfants de 14 à 15 ans ont la taille des écoliers de 11 à 12 ans dans le reste de l'Angleterre. La puberté vient tard. Un jeune garçon de 15 ans vous parle avec la voix aiguë d'un enfant. De pauvres filles de 16 à 17 ans, loin de présenter les symptômes extérieurs du développement qui commence à cet âge, ressemblent, lorsqu'il leur arrive d'avoir la taille droite, « à des planches de sapin que l'on aurait sciées en deux. » Leurs longues et mélancoliques figures annoncent qu'elles ont conscience des ravages que fait dans leur organisation le travail quotidien. Leur intelligence, émoussée de bonne heure, ne se développe pas mieux que le corps.

(1) Stagnant pools, colour of dead porter, with a glistering metallic film over them. »
(2) *Sanitary condition.*

L'éducation de la première enfance est absolument nulle. L'enfant de cinq ans berce l'enfant de deux ans, pendant que l'enfant de sept ans veille sur l'un et sur l'autre, et garde la maison, tout le long du jour, en l'absence des parents. Pour faciliter cette surveillance, les mères administrent à leurs nourrissons, ainsi que cela se pratique à Manchester, des préparations d'opium. Quant aux enfants que l'on abandonne à eux-mêmes en été, ils jouent et dorment dans la boue ; en hiver, au risque des accidents, qui sont fréquents en effet, ils jouent et dorment devant le feu.

« J'ai vu, dit M. Horne, une petite fille de sept ans, à qui l'on avait confié la tutelle d'un autre enfant de cinq ans et la garde de la hutte que la famille habitait, les parents la quittant dès six heures du matin pour ne rentrer qu'à six heures du soir. La hutte était située dans un creux, parmi des tas de cendres, auprès d'une mine de houille et d'une carrière de pierre sur la route de Sedgeley. Cette misérable habitation tombait en ruines : on aurait cru voir un *wigwam* abandonné, et à coup sûr elle offrait un abri moins commode que ces huttes fabriquées de troncs d'arbre et à moitié renversées que l'on rencontre dans les solitudes du Canada. Cette petite fille recevait souvent la visite des autres enfants du voisinage, qui étaient, comme elle, les tuteurs de la famille et les gardiens de la maison. En me retirant, j'en aperçus une demi-douzaine de l'âge de sept à neuf ans, dont quatre portaient de plus jeunes enfants sur leur dos, montant le sentier tournant qui menait, à travers les cendres et les débris, à la hutte située sur le penchant du coteau. »

Ainsi, dès le berceau, les enfants sont abandonnés; à l'âge de sept ou huit ans, aussitôt que l'esprit s'ouvre et que les membres ont un peu de force, on commence à les exploiter. Les petites fabriques et les ateliers domestiques de Wolverhampton n'étant pas soumis à la loi qui règle le travail des enfants, la journée de ceux-ci dure autant que celle des hommes ; on ne leur épargne pas les travaux pénibles, et, pour les soutenir dans cette lutte inégale, on les nourrit à moitié sur la maigre pitance d'un plat de pommes de terre et de quelques harengs.

« Les plus jeunes, dit M. Horne, en quittant l'atelier, vont droit à la maison afin de souper, si même on leur donne à souper, et de se mettre au lit. Les autres rôdent nonchalamment dans les rues pendant une heure ou deux, avant de rentrer dans leurs tristes taudis. Quelquefois les jeunes gens des deux sexes se donnent rendez-vous pour battre le pavé ensemble ; trop fatigués pour se livrer à quelque jeu, ils finissent par entrer dans les tavernes à bière ou à genièvre. Bien peu de jeunes filles, eu égard au nombre de celles qui fréquentent les ateliers, se laissent séduire, et l'on ne compte pas beaucoup d'enfants naturels. Le torrent de la prostitution se répand, il est vrai, dans les rues à la chute du jour; mais les prostituées viennent presque toutes de Shrewsbury et du Shropshire. La pauvreté du sang, la maigre chère et l'épuisement qui suit le travail ne laissent aux jeunes filles de Wolverhampton ni temps ni forces, ni désir pour le mal. Elles sont protégées par l'excès même de leurs souffrances. »

De peur que l'on n'attribue cette chasteté matérielle à la retenue des sentiments, M. Horne nous apprend que le langage des jeunes filles est obscène et sans pudeur. Le commerce entre les sexes, à cet âge, est donc une corruption de l'âme, s'il

n'est pas une prostitution du corps. Du reste, point d'affections dans la famille : les frères et les sœurs, séparés de bonne heure, ne se connaissent pas ; les enfants, se voyant traités par leurs parents comme des machines à salaire, ne peuvent ni les respecter ni les aimer. L'éducation à Wolverhampton est en arrière de cent ans. Malgré les efforts que fait le clergé de toutes les communions, on réunit à peine la moitié des enfants dans les écoles du dimanche. Même après avoir fréquenté ces écoles pendant trois ou quatre ans, les enfants ne savent ni lire ni écrire ; il faudrait des méthodes plus sûres que celles que l'on emploie pour éveiller leur attention. Le travail, pesant sur l'esprit aussi bien que sur le corps, étouffe toute autre idée. Un jeune enfant, employé dans une fonderie, à qui l'on demandait s'il savait lire, répondit qu'il pouvait lire de petits mots, pourvu que ces mots ne fussent pas trop *lourds*. Le pauvre malheureux, raisonnant par analogie, voyait dans chaque lettre un poids à soulever.

A Birmingham, les apprentis jouissent d'une indépendance telle, qu'ils font la loi aux maîtres-ouvriers ; à Wolverhampton, les apprentis sont des esclaves que les maîtres logent, nourrissent, vêtissent, et traitent comme il leur plaît. Si l'enfant commet une faute, on le prive de nourriture, ou bien on le force à travailler plus qu'il ne doit. S'agit-il de le récompenser, on lui permet de se livrer à un travail extraordinaire, mais alors, en retour de cette bienveillance, le maître prélève, en forme de tribut, un tiers du produit. Pour retenir plus sûrement l'apprenti dans la dépendance du maître, on ne lui enseigne qu'une seule branche de fabrication. Après sept ans de servage auprès d'un serrurier, il est hors d'état de faire une clef ou une serrure, ayant passé tout ce temps à limer ou à forger. L'ouvrage vient-il à manquer, le malheureux bat le pavé ou s'enivre, incapable qu'il est de s'appliquer à un autre genre de travail.

Cette oppression est tellement dure et tellement constante, qu'elle ne laisse pas même à ses victimes la force de se plaindre. M. Horne déclare que des enfants qui travaillaient douze à quatorze heures par jour pour 1 1/2 shilling ou 2 shillings dont pas un *penny* n'entrait dans leur poche, mal nourris, vêtus de haillons, qui reconnaissaient qu'on ne leur donnait pas suffisamment à manger, souvent malades, battus au point de s'en ressentir un jour ou deux, ont répondu néanmoins qu'ils aimaient leur ouvrage, qu'on les traitait bien, et qu'ils étaient punis quand ils le méritaient. Une question telle que celle-ci : « Vous sentez-vous fatigué ? » ne leur avait jamais été faite, et ils ne la comprenaient pas. Au reste, si les apprentis viennent à porter plainte, le magistrat donne toujours raison au maître-ouvrier (1). Dans cette communauté industrielle, il n'y a pas un abus dont tout le monde ne soit complice ; la justice elle-même craint de troubler un ordre de choses qui semble marqué du sceau de la nécessité. Et quelle société que celle dans laquelle les enfants n'ont pas la vivacité de leur âge, où les jeunes garçons sont mornes et apathiques, où les jeunes filles n'ont jamais ni chanté ni dansé, n'ont jamais vu une fleur, et ne connaissent la verdure, selon l'expression de M. Horne, que pour avoir été piquées par une ortie ! Dans la cosmogonie du christianisme comme dans celle de l'antiquité, les tortures ne frappent que les adultes ; il était réservé à notre siècle d'inventer un enfer pour les jeunes enfants.

Ce que devient cette génération élevée dans la servitude, on le verra dans la peinture que trace M. Horne de l'état social à Wolverhampton :

(1) « Allways redress for the master, not against him. » (*Children's commission.*)

« Le nombre des ouvriers sobres et réguliers dans leur industrie est très-limité. Les femmes n'ont pas d'économie, ni les hommes de retenue. Les femmes s'enivrent rarement, mais elles lâchent la bride au penchant de leurs maris pour les dépenses extravagantes. Tant qu'il y a de l'argent dans la maison, la famille mange et boit à discrétion, restant dans ses haillons et ne songeant pas à remplacer son mobilier délabré. La majorité des ouvriers ne travaille pas le lundi; la moitié d'entre eux travaille peu le mardi. Le mercredi est le jour du marché, et cela sert d'excuse à plusieurs pour ne faire qu'une demi-journée. Enfin, leur présence au marché a souvent des conséquences qui les rendent incapables de travailler le jeudi pendant la matinée. Aussi voit-on briller la lampe ce jour-là, dans les ateliers des petits fabricants, jusqu'à dix ou onze heures du soir. Le vendredi, la ville est silencieuse, on ne rencontre personne dans les rues principales ni dans les carrefours ; on dirait que les manufacturiers l'ont abandonnée; mais les ateliers sont éclairés bien avant dans la nuit et souvent jusqu'au lendemain. Le samedi matin, les rues présentent la même solitude. Chacun travaille pour vivre. Les petits fabricants font travailler leurs femmes, leurs enfants et leurs apprentis presque jusqu'à les tuer (1). Les coups de poing, les soufflets, les malédictions, sont administrés libéralement aux enfants, à ce moment critique de la semaine. Le fabricant lui-même ne s'épargne point, et ne quitte pas l'ouvrage même pour prendre ses repas. Quand il n'y passe pas la nuit, il s'y met dès quatre ou cinq heures du matin, jusqu'à ce que, par des efforts qui vont presque à une *férocité de travail*, et en déployant la plus grande habileté, il parvienne à terminer en trois jours la tâche de la semaine.

» Le samedi, vers deux heures après midi, ceux qui ont travaillé quelque peu le mardi commencent à se montrer dans les rues. A quatre ou cinq heures, la foule s'y répand. Les femmes et les jeunes filles les plus âgées vont au marché; leurs maris et les autres adultes entrent dans les tavernes. Vers sept ou huit heures, le marché est rempli, les rues sont vivantes, il n'y a plus de place dans les cabarets; personne ne pense à faire l'économie d'un shilling.

» Il n'y a point de mendiants dans la ville. Tout adulte travaille, quand il veut travailler. Lorsqu'un mendiant étranger se présente, les ouvriers le considèrent avec curiosité, cherchant évidemment à deviner sur sa figure comment il s'arrange pour ne pas travailler durant sept jours, lorsqu'eux-mêmes ne peuvent pas prolonger au delà de trois jours une oisiveté qui leur coûte encore assez cher. Il n'est pas rare de voir le mercredi et même le jeudi des groupes d'adultes, entre vingt et trente ans, errant dans la ville, le regard vide, l'air hébété, souvent la tête penchée vers la terre; évidemment il ne leur reste plus un liard à dépenser, mais, n'ayant pas faim pour le moment, ils ne sentent pas encore la nécessité de travailler. »

Quelquefois les ouvriers qui se sont oubliés trop longtemps au début de la semaine prolongent le travail pendant la nuit du samedi jusqu'au dimanche matin. Ceux-là voudraient bien faire leur samedi le dimanche, et regagner ainsi le temps perdu pour leurs plaisirs; mais la sévérité des mœurs anglaises ne leur permet pas de s'enivrer le jour du Seigneur. Ils errent donc, sales et refrognés, lançant des regards qu'ils voudraient rendre insultants à toute personne qui passe proprement

(1) « They are almost worked to death. »

vêtue. Néanmoins ils sont trop fatigués et trop honteux d'eux-mêmes pour aller jusqu'à la provocation. Cette paresse napolitaine ne s'explique pas, comme sous le ciel du midi, par l'emportement des sens ni par le goût des plaisirs. Les ouvriers de Wolverhampton, à moins de s'enivrer de bière, ne savent que faire de leur oisiveté. A défaut de voluptés plus excitantes, ils ne jouissent, même dans le repos, ni de la nature, ni du soleil. Pour compléter ce tableau qui tranche, bien que dans une égale dégradation, sur celui que présente la population des grandes manufactures, je traduirai encore la peinture que fait M. Horne du dimanche à Wolverhampton (1).

« Je me suis promené dans la ville et dans les faubourgs à l'heure du service divin. J'ai rencontré des hommes seuls ou marchant par groupes, vêtus de leurs blouses de travail ou portant des chemises sales retroussées jusqu'au-dessus du coude et la figure noircie par la fumée des forges; quelques-uns paraissaient avoir veillé toute la nuit, soit à boire, soit à terminer leur travail. On apercevait les enfants au fond des cours et des allées, assis ou s'amusant sur les tas de cendre, bruns et bruyants comme une volée de moineaux; d'autres jouaient aux billes, entourés d'adultes qui fumaient nonchalamment sans faire attention au jeu. Plus loin, de jeunes garçons se battaient en blasphémant, et le sang ruisselait de leurs nez. Les femmes étaient assises sur leurs portes les bras croisés. Des jeunes filles de 12 à 15 ans, plus proprement vêtues que les autres, sautaient avec des cris de plaisir sur des tas de fumier. Très-peu d'enfants étaient lavés et habillés. Les seules maisons dont on eût nettoyé et sablé le parquet étaient celles où l'on vendait des oranges ou des gâteaux. Aucun ouvrier ne se promenait avec sa femme, ni aucun frère avec sa sœur. Partout une malpropreté hideuse, le désordre, l'indifférence, et avec cela point de gaieté, point de rires, point de sourires. On ne sentait que vide ou ennui; on ne remarquait pas d'autre symptôme de joie et de vivacité que les cris poussés par les jeunes filles sur les tas de fumier. »

L'état de Wolverhampton, si déplorable qu'il soit, n'approche pas de celui de Sedgeley ou de Willenhall. Dans une grande ville, le mélange des rangs, le contact des étrangers et la circonférence des intérêts tendent à relever les hommes de leur abaissement; mais dans ces petits bourgs industriels que peuple exclusivement une classe de travailleurs, quand les traditions patriarcales se sont effacées, les familles ne tiennent plus à la civilisation que par leurs besoins.

On connaît la spécialité de Willenhall; celle de Sedgeley est la fabrication des clous et des chaînes en fer. Le travail s'y fait en famille, et les jeunes filles en sont principalement chargées; c'est la ville des femmes-forgerons *(female blacksmiths)*. Celles-ci, à demi vêtues, combattent le feu *(fight fire)* quatorze à seize heures par jour. Dès l'âge de dix ans, leur tâche quotidienne est de mille clous. Associées à des hommes ignorants et dépravés, elles en contractent bientôt les habitudes, boivent, fument, jouent, et dépouillent toute pudeur. Heureusement, ces filles dévergondées se marient de bonne heure. Il n'est pas rare de voir un jeune couple entouré d'enfants avant que le père et la mère aient atteint l'âge viril. Le nombre moyen des enfants est de six à douze par famille. A l'âge de trente ou quarante ans, le père renonce au travail et vit oisif aux dépens de sa femme, de ses fils et de ses

(1) 14 mars 1841.

filles, qui travaillent tous pour lui (1). Ce procédé ne ressemble-t-il pas à celui de certains propriétaires des Antilles, qui ont des enfants de leurs négresses pour accroître le nombre des esclaves sur la plantation?

A Willenhall, la méthode d'exploitation n'est plus la même. Les maîtres-ouvriers, au lieu de se servir de leurs propres enfants, vont chercher des apprentis dans les maisons de charité de Walsall, de Coventry et de Tamworth. Sur les 9,000 habitants de Willenhall, on compte près de 1,000 apprentis. Les petits fabricants n'emploient jamais d'ouvriers adultes. Il y a pour eux double avantage à remplacer le travail des hommes faits par celui des enfants : d'abord l'apprenti ne reçoit pas de salaire, et il vit comme il peut, n'ayant pas le droit de se montrer exigeant; ensuite il apporte avec lui une espèce de dot à son maître, une prime en argent qui va de 2 à 5 livres sterling, plus un trousseau complet que le fabricant met en gage quand le commerce va mal, et qu'il n'obtient plus la bière à crédit.

Autrefois les gardiens des paroisses n'examinaient pas de bien près à qui les enfants étaient remis; quiconque les débarrassait du fardeau était le bienvenu. M. Horne a vu à Walsall un fabricant à qui l'on avait confié trois apprentis, bien que cet homme eût été, un an auparavant, condamné pour vol et enfermé dans la prison du comté. A Willenhall, un maître-ouvrier qui n'est pas établi, et qui loue une place dans un atelier, entretient souvent deux apprentis, l'un pour travailler à ses côtés, l'autre pour faire ses commissions, pour ramasser du fumier, pour mener paître son âne ou pour bercer ses enfants. Quand un fabricant a plus d'apprentis qu'il n'en peut nourrir, il en donne un ou deux à loyer; un de ces malheureux a même été vendu pour 10 shill.

On ne saurait rien imaginer de plus affreux que l'existence des apprentis à Willenhall. A tout âge, il faut qu'ils travaillent aussi longtemps que leurs maîtres, vrais cyclopes qui font quelquefois des journées de vingt heures, mangeant debout et ne s'arrêtant jamais. La nuit, ils couchent sur un peu de paille ou sur le plancher. Ils n'ont que le même vêtement pour l'hiver et pour l'été. On les nourrit à peine, et, quand on veut les punir, on les affame tout à fait (2). Il y a quelques années, on n'y mettait pas tant de raffinement. Un maître transperça son apprenti d'une barre de fer rouge et le cloua au mur; un autre fabricant fut pendu pour avoir exercé sur un enfant des tortures qui passent toute croyance; plus récemment, un troisième riva au cou de son apprenti un collier de fer, et un quatrième attacha à la jambe du sien une grosse poutre pour empêcher qu'il ne s'échappât. Aujourd'hui les châtiments sont moins étranges, mais tout aussi cruels. On frappe les apprentis d'un fouet à lanières, d'une corde à nœuds, d'un bâton, sans préjudice des instruments que l'on peut avoir sous la main. Le maître couvre leur corps de plaies et de contusions ; la maîtresse leur arrache les cheveux et les oreilles. Plus ils demandent merci, et moins on leur montre de pitié. Pourquoi les épargnerait-on? Pourvu que l'enfant n'en meure pas, la justice s'en lave les mains. Le parlement a eu ces faits sous les yeux, et il n'a pas cherché à y porter remède. Cependant, lorsque les hommes sont poussés par la pauvreté, et qu'ils ne sont pas

(1) M. Horne mentionne plus particulièrement ce fait en parlant des ouvriers de Stourbridge.

(2) « Very common mode of punishing apprentices, is that of *clamming* which means half starving. »

retenus par l'éducation, qui est le frein individuel, peut-on se dispenser de faire intervenir la loi, qui est le frein social?

On voit près de Manchester des villes, comme Staleybridge et Dukinfield, dont la population se compose presque entierement d'ouvriers; mais là, du moins, il existe un ordre social quelconque : ces petites communautés ont des chefs, une religion, une sorte d'esprit public. Ces éléments de toute société, qui se retrouvent dans les hordes les plus sauvages, manquent absolument à Willenhall. A peine séparé de Wolverhampton par une distance d'une lieue et demie, Willenhall est à mille lieues du monde civilisé Cette ville étrange se compose uniquement d'ateliers et de cabarets. Il n'y a point de magistrats ni de police, et, s'il y a un temple, les habitants laissent les prêtres qui le desservent prêcher dans le désert. Point de marchands, point de grands propriétaires, rien que des ouvriers qui vivent au jour le jour: quand le fabricant a exécuté une grosse de serrures, il va les vendre aux facteurs de Wolverhampton. Quelques bouchers sont établis dans la ville, mais ils y profitent peu (1). L'ouvrier de Wolverhampton mange et boit son salaire; l'ouvrier de Willenhall dédaigne les bons morceaux et se nourrit d'aliments grossiers; son unique débauche est la boisson. Quand il a tout dépensé et qu'il ne peut plus boire à crédit, il va s'asseoir encore dans le cabaret, les coudes sur la table, et regardant sans mot dire, pendant plusieurs heures, le feu qui pétille ou le sable qui couvre le parquet.

Les gens de Willenhall sont encore plus naturellement indolents, et dans l'occasion plus infatigables que ceux de Wolverhampton. Ils travaillent sous l'aiguillon du besoin, tant que leurs jambes peuvent les soutenir. Leur adresse est incomparable; ils visent à la qualité aussi bien qu'à la quantité, et toute concurrence recule devant la leur. Comment lutter contre des ouvriers qui exécutent, pour 1 sh. 6 d. par douzaine, des serrures dont chacune se vend à Londres 1 sh.? Ce qu'ils endurent de privations, eux et leur famille, passe toute croyance; ils vivent de pommes de terre et de mauvais lard, couchent sur un tas de paille, sont vêtus de haillons, et les échoppes où ils forgent leur marchandise n'ont ni portes ni fenêtres, même au cœur de l'hiver. L'Angleterre n'a pas de population qui donne plus de besogne aux chirurgiens. Rien n'est plus commun à Willenhall qu'une fracture ou qu'un membre démis. Parmi les adultes, un sur trois contracte des hernies; les enfants en sont fréquemment affligés dès leur naissance. Enfin le corps se déforme à force de garder la même position; la moitié des adultes ont la taille tournée ou le dos voûté. Même à Wolverhampton, l'on distingue dans la foule un fabricant de Willenhall. La peinture que l'antiquité nous a laissée du doyen des forgerons a cessé d'être une fable; tout serrurier de Willenhall est un Vulcain. Voici les accessoires du portrait :

« Leur visage, dit M. Horne, est hagard, leur personne sale, leurs membres grêles et rachitiques. On croirait que leur peau a été séchée à la fumée et racornie. Les jointures sont saillantes et comme nouées, la main droite a une raideur particulière, il semble qu'on l'ait tordue. Le genou gauche se projette en avant comme un nœud dans un arbre; le genou droit rentre en dedans, et la cheville du pied une égale inclinaison. La lèvre inférieure est pendante, ce qu indique le découra-

(1) « Not above a dozen butchers in the town, while 60 retail brewers and public houses. »

gement et l'absence de la pensée; l'œil, quand il n'est pas illuminé par l'ivresse, est terne, abattu et sans regard. Les jeunes gens ont souvent la face bouffie et comme soufflée par les liqueurs spiritueuses; dans l'âge mûr ou dans la vieillesse, les traits sont généralement durs, secs, anguleux, inflexibles, comme si, dans l'incessante contemplation des ressorts intérieurs de la serrure, la physionomie avait pris l'empreinte de ce travail. »

Dans l'espèce humaine comme parmi les animaux, les races s'améliorent par le croisement. A Willenhall, les vices de conformation finissent par devenir héréditaires; les habitants ne se marient qu'entre eux. M. Horne affirme que, si un jeune homme étranger à la ville avait l'audace de rechercher une fille de Willenhall, les hommes se lèveraient en masse, le poursuivraient et le tueraient sans merci. Quels sont donc les trésors que ces pauvres gens gardent avec une jalousie qui touche à la férocité? Ce sont des compagnes comme il les leur faut dans leur misère et dans leur isolement. La femme de Willenhall supporte les privations avec un courage qui ne connaît pas la plainte et qui ne se dément jamais. Sobre et chaste, avec une éducation meilleure, elle relèverait certainement le ménage de sa dégradation. Dans cette hutte délabrée et nue que la famille habite, elle fait régner l'ordre et la propreté. Écoutons encore ici M. Horne.

« J'entrai sans être attendu. Il n'y avait pas dans la salle basse d'autre mobilier qu'une planche brisée qui servait de table, et une pièce de bois supportée par des piquets qui servait de siége. La femme était affamée, elle pleurait de faim; ses vêtements étaient en lambeaux, et pourtant elle tenait le parquet parfaitement propre. Je gravis l'escalier, et je vis, dans une chambre qui avait sept pieds de longueur et six de hauteur sur un seul côté, la pente du toit réduisant l'autre à rien, un lit sur lequel couchaient le mari, la femme et trois enfants. Il n'y avait d'autre mobilier qu'un vieux bois de lit, et sur la paille du lit un vieux sac qui tenait lieu de couverture. Eh bien! la couverture, le parquet des deux pièces, l'escalier, tout était propre. Cette propreté allait jusqu'à la blancheur; on aurait cru voir les tables d'une laiterie dans quelque grande ferme plutôt que le misérable mobilier d'un taudis habité par un pauvre serrurier de Willenhall. »

Les ménagères de Willenhall ont d'autant plus de mérite à tenir leur intérieur décent, que la fange les environne et tend incessamment à les envahir. Tout habitant a sous les fenêtres de sa maison ou de son atelier un tas de poussière et de fumier qui est le réceptacle des immondices, et qu'il rapproche autant qu'il peut afin de mieux établir son droit de propriété, et tout prêt à s'écrier en face d'un voisin trop cupide :

« Je suis sur mon fumier comme toi sur le tien. »

En effet, toutes les querelles, tous les procès des habitants entre eux ont pour origine quelque usurpation de ce genre : c'est leur champ à eux qu'ils se disputent avec le même acharnement que des princes un royaume. Il n'y a pas de procès qui sente bon; mais le *tien* et le *mien* perd encore à être vu d'aussi bas. Si nous pénétrons sans éprouver la moindre répulsion dans l'*antre de la chicane*, qui peut voir sans dégoût des chiffonniers se battre dans le ruisseau pour la possession d'un clou rouillé?

Outre ces réserves de chaque propriétaire, la paroisse possédait encore en 1841 deux montagnes d'immondices qui s'élevaient triomphalement au centre de Willenhall, et qui auraient suffi, selon M. Horne, pour empester la Grande-Bretagne tout entière. En attendant, elles engendraient le typhus, qui a sévi à Willenhall sans interruption pendant sept ans. L'administration locale les a fait disparaître en partie, non point afin d'assainir la ville, mais par amour-propre et de crainte de se voir signalée à l'attention du parlement.

Un pareil site n'a certes rien d'enchanteur, et ce serait bien le cas de s'écrier avec le soldat de la caricature embourbé dans un marais : « On appelle cela une patrie ! » Cependant les maîtres-ouvriers de Willenhall ont pour leur ville natale un aveugle et invincible attachement. En dépit de la misère qui les y attend, on ne peut pas les déterminer à la quitter. Des serruriers de Willenhall qui avaient été appelés en Belgique, où ils recevaient de forts salaires, revinrent presque aussitôt, cédant au mal du pays. Nés dans une société exceptionnelle, il faut croire qu'ils ne se trouvent pas à l'aise dans un ordre social mieux réglé. N'a-t-on pas vu aussi des esclaves qui, effrayés d'avoir désormais à pourvoir à leur subsistance, refusaient la liberté comme un fardeau ?

Si j'ai bien rendu les traits généraux de la démocratie industrielle à Birmingham et dans le comté de Stafford, cette organisation a peu d'avantages qui lui soient propres. C'est le travail en famille, moins la sainteté des mœurs domestiques ; il lui faudrait des circonstances exceptionnelles pour lutter contre les manufactures armées de la puissance des machines et de celle des capitaux. Dans un pays comme la France, l'industrie parcellaire et domestique est, pour ainsi dire, un produit naturel ; sans parler des ateliers parisiens, quoi de plus florissant que les petites villes de Thiers, de Saint-Claude et de Gérardmer? Mais, en Angleterre, les institutions et les mœurs lui sont également contraires; elle n'y peut plus exister qu'à l'état d'anomalie et de curiosité.

Et maintenant, la possibilité, qui n'exige déjà plus pour l'ordre industriel, va-t-elle naître enfin pour l'ordre politique? L'Angleterre, ébranlée un moment par le contre-coup des journées de juillet, penche-t-elle, autant qu'on l'a cru, vers la démocratie? Les émeutes de Birmingham et de Newport ont-elles sonné l'heure de l'affranchissement? Ces millions d'ouvriers qui protestent contre les institutions et qui réclament le suffrage universel, tantôt par des pétitions, tantôt à force ouverte, ont-ils quelque chance de prévaloir contre l'influence du petit nombre d'hommes qui gouvernent le pays. L'Angleterre est-elle, comme la France en 1789, à la veille d'une révolution? Malgré des symptômes bien menaçants, je demande la permission de ne pas le croire. J'en dirai ailleurs les raisons.

LÉON FAUCHER.

PAUL SCARRON.

Dans les époques classiques, lorsque les écrivains s'efforcent de retrouver par l'étude les lignes simples et sévères des anciens poëtes, ils retombent souvent dans un excès fâcheux, dans l'ennui, dans la sécheresse. Une idée de fausse noblesse semble les poursuivre, le familier les effraie, ils écrivent dans un dialecte savant comme celui des brahmes de l'Inde. Le bon goût est une belle chose ; cependant il n'en faudrait pas abuser . à force de bon goût, on arrive à se priver d'une multitude de sujets, de détails, d'images et d'expressions qui ont la saveur de la vie. La belle et riche langue du xvie siècle, blutée et vannée par des mains trop méticuleuses, pour quelques mauvaises herbes qu'on en a retirées, nous paraît avoir perdu beaucoup d'épis pleins de grains d'or. Nous sommes de ceux qui regrettent que Malherbe soit venu. Un grand et admirable poëte, Mathurin Regnier, a exprimé la même idée en vers d'une énergie et d'une vigueur surprenantes. L'influence de Louis XIV n'a pas toujours été heureuse sur la littérature et les arts de son temps. La perruque du grand roi y domine trop. La majesté, l'étiquette, la convention, ont quelque peu chassé la nature. Les arbres du parc de Versailles portent des boucles et des frisures comme les courtisans; les poëmes sont tracés au cordeau comme les allées. Partout la régularité froide est substituée au charmant désordre de la vie; la volonté d'un seul homme remplace le caprice individuel. Louis XIV, qui se laissait bénignement personnifier sous la figure du soleil, avait plutôt l'amour du faste que celui de l'art. Il n'était pas doué de l'intelligence passionnée des Jules II, des Léon X. Il savait qu'il entre dans la composition de tout beau règne une certaine quantité de poëtes, de prosateurs, d'architectes, de statuaires et de peintres, et il se procura les artistes dont il avait besoin pour sa gloire, car les grands rois font les grands artistes; ils n'ont qu'à vouloir : un regard d'attention, une bonne parole et une poignée d'or suffisent pour cela. Mais cet art improvisé n'avait pour centre et pour but que Louis XIV. Plaire au roi, divertir le roi, louer le roi, peindre le roi, sculpter le roi, telle était la pensée unique; et comme le roi aimait la pompe un peu raide, la solennité un peu guindée, tout se modelait sur son goût. La poésie avait toujours des habits de gala avec un page pour lui porter la queue, de peur qu'elle ne se prît les pieds dans ses jupes de brocart d'or en montant les escaliers de marbre de Versailles. Une expression qui n'avait pas été reçue à la cour n'était admise nulle part. Les d'Hozier de la grammaire révisaient les titres de chaque

mot, et ceux qui se trouvaient d'origine bourgeoise étaient impitoyablement rejetés. La peinture, tout entière aux tableaux d'apparat, aux plafonds mythologiques, jugeait l'imitation de la nature au-dessous d'elle. La nature n'avait pas été présentée, et Louis XIV avait horreur de la vérité en toutes choses, et surtout en art. Les Flamands lui déplaisaient souverainement ; il aimait mieux Charles Lebrun, son premier peintre : — un goût royal dont il ne faut pas disputer.

De tout cela il est résulté un art magnifique, grandiose, solennel, mais, osons le dire, sauf deux ou trois glorieuses exceptions, légèrement ennuyeux, et qui produit une impression à peu près pareille à celle que vous donnent les jardins de Le Nôtre ou de la Quintinie : partout du marbre, du bronze, des Neptunes, des tritons, des nymphes, des rocailles, des bassins, des grottes, des colonnades, des ifs en quenouille, des buis en pots-à-feu, tout ce qu'on peut imaginer de plus noble, de plus riche, de plus coûteux, de plus impossible ; mais au bout d'une heure ou deux de promenade, vous sentez l'ennui vous tomber sur le dos en pluie fine avec la rosée des jets d'eau : une mélancolie sans charme s'empare de vous à la vue de ces arbres dont pas une branche ne dépasse l'autre, et dont l'alignement irréprochable ravirait d'aise un instructeur de landwehr prussienne. Vous vous prenez, malgré vous, à désirer quelque petit coin de paysage agreste : un bouquet de noyers près d'une chaumière au toit moussu, fleuri de giroflée sauvage, avec une paysanne tenant un enfant au bras, sur le seuil encadré d'une folle guirlande de vigne ; un lavoir dans les eaux du vallon, sous l'ombre bleuâtre des saules, égayé par le babil et le battoir des lavandières ; une grasse prairie où nagent à plein poitrail dans des vagues d'herbes ces belles vaches rousses que Paul Potter sait si bien peindre, et à qui les idylles de cour font paître un gazon de satin vert sous le nom euphonique de génisses.

Sous le règne précédent, l'élément gaulois se retrouvait plus visible au fond de la littérature, à travers un mélange d'espagnol et d'italien : la greffe hellénique que Ronsard avait entée sur le vieux tronc de l'idiome, nourrie par la séve du terroir, s'était fondue avec l'arbre. Il n'y a pas une si grande différence qu'on pourrait le croire entre les discours politiques du gentilhomme vendomois et certaines tirades de Pierre Corneille. C'était une langue charmante, colorée, naïve, forte, libre, héroïque, fantasque, élégante, grotesque, se prêtant à tous les besoins, à tous les caprices de l'écrivain, aussi propre à rendre les allures hautaines et castillanes du Cid qu'à charbonner les murs des cabarets de chauds refrains de goinfrerie.

L'esprit français, fin, narquois, plein de justesse et de bon sens, manquant un peu de rêverie, a toujours eu pour le grotesque un penchant secret. Nul peuple ne saisit plus vivement le côté ridicule des choses, et dans les plus sérieuses il trouve encore le petit mot pour rire. Du temps de Louis XIII, il régnait en littérature un goût aventureux, une audace, une verve bouffonne, une allure cavalière tout à fait en harmonie avec les mœurs des raffinés. On ne regardait de près ni aux mots, ni aux choses, pourvu que la touche fût franche, la couleur hardie et le dessin caractéristique. L'influence du cavalier Marin, de Lalli, de Caporali, de Quevedo, avait donné lieu à une foule de compositions burlesques où la singularité du fond le dispute au caprice de l'expression. On ferait un gros volume, rien qu'avec les titres de toutes ces œuvres que la réaction en tête de laquelle se trouvaient Boileau et Racine a fait rentrer dans un oubli profond, d'où les tire de loin en loin la curiosité d'un bibliophile ou d'un critique qui va chercher dans ce qu'on appelle les *poetæ minores* des traits

de physionomie négligés par le large pinceau des talents de premier ordre. Paul Scarron est en quelque sorte l'Homère de cette école bouffonne, celui qui résume et personnifie le genre; il possédait de son emploi jusqu'au physique. Byron, le chef de l'école satanique, avait le pied-bot comme le diable; Scarron, chef de l'école burlesque, était contrefait et bossu comme une figure du Bamboche. Les déviations de ses vers se répétaient dans les déviations de son épine dorsale et de ses membres : les idées, comme les marteaux des orfévres, *repoussent* la forme extérieure et lui font prendre leurs creux et leurs saillies. Le nom de Scarron est à peu près le seul qui ait surnagé de toute cette bande, et de temps à autre on lit encore quelques pièces de lui. Ce n'est pas que parmi ses confrères, engouffrés sans retour dans l'eau noire de l'oubli, on ne trouve des morceaux d'une verve aussi franche, d'un comique aussi épanoui et d'une facture non moins habile; la mémoire humaine, déjà surchargée de tant de noms, en choisit ordinairement un pour chaque genre et le lègue d'âge en âge, sans autre examen. Un travail amusant pour quelqu'un qui aurait du loisir, et qui ne craindrait pas de traverser et de remonter quelquefois le torrent des opinions reçues, serait la révision des arrêts portés par les contemporains ou la postérité, qui n'est pas toujours si équitable qu'on veut bien le dire, sur une foule d'auteurs et d'artistes : plus d'un de ces jugements serait cassé à coup sûr. Un pareil travail, appuyé de pièces justificatives, mettrait en lumière une foule de choses charmantes dans les écrivains voués à la réprobation et au ridicule, et trahirait un nombre pour le moins équivalent de sottises et de platitudes dans les écrivains cités partout avec éloge. Tous les poëtes grotesques n'ont pas eu pour leur renommée l'avantage de laisser une veuve épousée par un roi de France, et cette bizarrerie de fortune a contribué pour beaucoup à sauver de l'oubli le nom de l'auteur de *Don Japhet d'Arménie*.

Scarron naquit à Paris en 1610 ou 1611, d'une famille ancienne et bien située, originaire de Moncallier en Piémont, où l'on voit dans l'église collégiale une chapelle fondée sur la fin du XIIIe siècle par Louis Scarron, qui y repose sous un tombeau de marbre blanc blasonné de ses armes. Il eut pour père Paul Scarron, conseiller au parlement, qui jouissait d'une fortune de 25 mille livres de rente, somme considérable pour ce temps, et qui représenterait aujourd'hui plus du double. — Un Pierre Scarron fut évêque de Grenoble; un Jean Scarron, sieur de Vaujour. — Il n'y a rien là qui sente son poëte et son bouffon, et l'on aurait pu, sans crainte de passer pour un faux prophète, prédire un avenir agréable au petit Scarron et à ses deux sœurs Anne et Françoise. Cet avenir si clair et si net en apparence ne tint cependant pas ses promesses. Le conseiller Scarron perdit sa femme, et, sans tenir compte de cette faveur que le ciel lui faisait de rompre un nœud indissoluble, il commit la sottise de convoler en secondes noces.

Françoise de Plaix, la femme qu'il épousa, lui donna trois autres enfants : deux filles, Madelaine et Claude; un fils, Nicolas. — Vous savez que, si rien au monde ne vaut une mère, rien n'est pire qu'une marâtre, — si ce n'est une belle-mère. — Donc Françoise de Plaix, comme une vraie marâtre qu'elle était, aimait peu les enfants de l'autre lit, et tâchait de favoriser les siens de tout ce qu'elle pouvait tirer de son côté et du leur. Le petit Scarron, quoiqu'il fût tout jeune, s'apercevait de ces manéges et ne s'en taisait pas; il avait une amitié fort mince pour sa nouvelle famille, et savait un gré médiocre à monsieur son père de lui donner des petits frères qui devaient diminuer sa succession d'autant. Déjà il avait le parler fort libre et fort caustique, et décochait à sa marâtre des pointes piquantes qui envenimaient encore

la haine qui existait entre eux; il fit si bien que le séjour de la maison paternelle lui devint impossible. Ce n'étaient du matin jusqu'au soir que tracasseries et querelles, de sorte que le conseiller, excellent homme, mais père assez faible, fut obligé de le sacrifier à la paix du ménage et de l'envoyer chez un parent, à Charleville. Il y resta deux ans, et ce bannissement ayant un peu fait rentrer les griffes à l'humeur féroce de la marâtre, il revint à Paris, où il acheva ses études, après quoi il prit le petit collet, non qu'il eût une vocation pour l'état ecclésiastique. Son tempérament bilieux-sanguin le portait plutôt à l'activité du plaisir qu'au recueillement de la vie méditative, et il ne possédait aucune des qualités qu'exigent les grandes fonctions du prêtre; aussi s'en tint-il au petit collet, qui n'engageait à rien et ne vous empêchait même pas de porter l'épée et d'être un raffiné duelliste, comme l'abbé de Gondi. Le petit collet était un costume propre, leste, dégagé, presque galant et peu coûteux, qui signifiait seulement que la personne qui le portait avait des prétentions à la littérature ou à quelque bénéfice. Rien n'était, du reste, plus profane, plus libre de tout préjugé que ces petits collets. Costumé de la sorte, et suivi d'un laquais, l'on pouvait se présenter partout sans crainte d'encourir la colère des suisses; bien des portes qui seraient restées fermées s'ouvraient d'elles-mêmes devant monsieur l'abbé, et pourvu qu'il eût l'œil vif, la dent belle et la répartie prompte, il était le bienvenu des grands seigneurs et des belles dames.

Avec cet enjouement et cette tournure d'esprit, d'une famille honorable comme il était, et recevant quelque argent de son père, Paul Scarron devait avoir du succès dans le monde; il fréquentait les sociétés galantes et spirituelles du temps, il était bien vu chez Marion de Lorme et Ninon de Lenclos, les deux lionnes de l'époque, qui réunissaient chez elles tout ce que la cour et la ville avaient d'illustre et de remarquable, les plus beaux noms et les plus fins esprits. Ce devaient être dans ces grands hôtels de la place Royale et de la rue des Tournelles, car alors le Marais était le quartier élégant, le quartier à la mode, de bien charmantes causeries, de bien piquantes divagations à propos de rien et de tout; l'épicurisme délicat de Saint-Évremond, les saillies de Chapelle, l'entrain bachique de Bachaumont, mêlaient à la conversation des grands seigneurs un élément littéraire suffisant pour éviter la banalité des propos vulgaires, sans tomber dans la préciosité et le phébus, comme le fit la société de l'hôtel Rambouillet. A un pareil commerce, Scarron ne pouvait que gagner, et c'est là sans doute qu'il puisa cette liberté de badinage, cette heureuse facilité de plaisanterie, cet enjouement qui, s'il n'est pas toujours de bon goût, au moins n'est jamais forcé, et fait naître le sourire sur les lèvres les plus rebelles à la gaieté.

On trouve dans les poésies diverses de Scarron deux petites pièces de vers, l'une à Marion de Lorme, l'autre à Mlle de Lenclos, qui prouvent en quelles relations amicales il était avec ces deux célèbres courtisanes, et qui sont assez curieuses en ce qu'elles montrent sous quel aspect les contemporains envisageaient ces deux émules de Phryné et d'Aspasie. Voici l'étrenne adressée à Mlle Marion de Lorme :

Félicité des yeux et supplice des âmes,
Beauté qui tous les jours allumez tant de flammes,
Ce petit madrigal ici
Est tout ce que je puis vous donner pour étrennes;

Mais je ne vous demande aussi,
Au lieu de me donner les miennes,
Sinon que vos yeux pleins d'appas
Veuillent bien épargner les nôtres,
Afin qu'ils ne nous brûlent pas
Comme ils en ont brûlé tant d'autres.

Celle-ci est adressée à Ninon :

O belle et charmante Ninon,
A laquelle jamais on ne répondra non,
Pour quoi que ce soit qu'elle ordonne,
Tant est grande l'autorité
Que s'acquiert en tous lieux une jeune personne,
Quand avec de l'esprit elle a de la beauté !
Ce premier jour de l'an nouveau,
Je n'ai rien d'assez bon, je n'ai rien d'assez beau
De quoi vous bâtir une étrenne.
Contentez-vous de mes souhaits :
Je consens de bon cœur d'avoir grosse migraine
Si ce n'est de bon cœur que je vous les ai faits.
Je souhaite donc à Ninon
Un mari peu hargneux, mais qui soit bel et bon,
Force gibier tout le carême,
Bon vin d'Espagne, gros marron,
Force argent, sans lequel tout homme est triste et blême,
Et qu'un chacun estime autant que fait Scarron.

Souhaiter un mari à Ninon ! le vœu est assez bizarre, et qu'en aurait-elle fait, bon Dieu ?

Notre petit abbé vécut ainsi jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans, ne s'occupant sérieusement que de ses plaisirs et tout entier aux charmes de nombreuses liaisons. Dans ce temps, il était du bel air pour tout jeune homme posé sur un bon pied dans le monde d'aller faire un tour en Italie. Scarron n'eut garde de manquer à cette mode. Il était à Rome en 1634, et il y rencontra le poëte Maynard. L'aspect de ces ruines grandioses, la tristesse solennelle de cette ville, où chaque pierre éveille un souvenir, où le passé écrase le présent de tout son poids, ne fit aucune impression sur le jeune Scarron ; le pittoresque n'était pas son fort. Il vit la cité des Césars du même œil que Saint-Amant, qui, lui pourtant, avait à un haut degré le sentiment des merveilles de l'art et de la nature. Il en revint tout aussi mondain qu'il était parti, et sa vocation ecclésiastique ne paraît pas s'être augmentée à voir de près le pape, les cardinaux et les moines.

Scarron ne fut pas toujours ce goutteux, ce cul-de-jatte, ce paralytique à la poitrine concave, au dos convexe, que l'on voit grimacer sur le frontispice de ses œuvres. Dans une épître au lecteur qui ne l'a jamais vu, voici comment il parle de son état passé et de son état présent :

« Lecteur qui ne m'as jamais vu et ne t'en soucies guère, à cause qu'il n'y a pas beaucoup à profiter à la vue d'une personne faite comme moi, sache que je ne me soucierais pas que tu me visses, si je n'avais appris que certains beaux esprits facétieux se réjouissent aux dépens du misérable et me dépeignent d'une autre façon que je ne suis fait. Les uns disent que je suis cul-de-jatte ; les autres, que je n'ai

point de cuisses, et que l'on me met sur une table, dans un étui, où je cause comme une pie borgne; et les autres, que mon chapeau tient à une corde qui passe dans une poulie, et que je le hausse et le baisse pour saluer ceux qui me visitent. Je pense être obligé, en conscience, de les empêcher de mentir plus longtemps, et c'est pour cela que j'ai fait faire la planche que tu vois au commencement de mon livre. Tu murmureras sans doute, car tout lecteur murmure, et je murmure comme les autres quand je suis lecteur; tu murmureras, dis-je, et trouveras à redire de ce que je ne me montre que par le dos. Certes, ce n'est pas pour tourner le derrière à la compagnie, mais seulement à cause que le convexe de mon dos est plus propre à recevoir une inscription que le concave de mon estomac, qui est tout couvert de ma tête penchante, et que par ce côté-là, aussi bien que par l'autre, on peut voir la situation ou plutôt le plan irrégulier de ma personne. Sans prétendre faire un présent au public (car, par mesdames les neuf Muses, je n'ai jamais espéré que ma tête devînt l'original d'une médaille), je me serais bien fait peindre, si quelque peintre avait osé l'entreprendre. Au défaut de la peinture, je m'en vais te dire à peu près comme je suis fait.

» J'ai trente-huit ans passés, comme tu vois, au dos de ma chaise; si je vais jusqu'à quarante, j'ajouterai bien des maux à ceux que j'ai déjà soufferts depuis huit ou neuf ans. J'ai eu la taille bien faite, quoique petite; ma maladie l'a raccourcie d'un bon pied. Ma tête est un peu grosse pour ma taille. J'ai le visage assez plein pour avoir le corps décharné, des cheveux assez pour ne porter point perruque; j'en ai beaucoup de blancs en dépit du proverbe. J'ai la vue assez bonne, quoique les yeux gros; je les ai bleus : j'en ai un plus enfoncé que l'autre, du côté où je penche la tête. J'ai le nez d'assez bonne prise. Mes dents, autrefois perles carrées, sont de couleur de bois, et seront bientôt de couleur d'ardoise; j'en ai perdu une et demie du côté gauche, et deux et demie du côté droit, et deux un peu égrignées. Mes jambes et mes cuisses ont fait d'abord un angle obtus, et puis un angle égal, et enfin un aigu; mes cuisses et mon corps en font un autre, et ma tête se penchant sur mon estomac, je ne ressemble pas mal à un Z. J'ai les bras raccourcis aussi bien que les jambes, et les doigts aussi bien que les bras; enfin, je suis un raccourci de la misère humaine. Voilà à peu près comme je suis fait. Puisque je suis en si beau chemin, je vais t'apprendre quelque chose de mon humeur. Aussi bien cet avant-propos n'est-il fait que pour grossir le livre à la prière du libraire, qui a eu peur de ne retirer pas les frais d'impression, sans cela il serait très-inutile, aussi bien que beaucoup d'autres; mais ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on fait des sottises par complaisance, outre celles que l'on fait de son chef.

» J'ai toujours été un peu colère, un peu gourmand, un peu paresseux. J'appelle souvent mon valet sot, et un instant après monsieur. Je ne hais personne, Dieu veuille qu'on me traite de même. Je suis bien aise quand j'ai de l'argent, et serais encore plus aise si j'avais de la santé. Je me réjouis assez en compagnie. Je suis assez content quand je suis seul. Je supporte mes maux assez patiemment; mais il me semble que mon avant-propos est assez long et qu'il est temps que je le finisse. »

Dans une lettre à Marigny, il dit : « Quand je songe que j'ai été sain jusqu'à l'âge de vingt-sept ans assez pour avoir bu souvent à l'allemande ! » Le *Typhon* renferme un passage où le poëte parle du commencement de son mal, qui le prit dans le temps que la reine accoucha de Louis XIV. Voici l'endroit :

Je suis persécuté dès lors
Que du très-adorable corps
De notre reine, que tant j'aime,
Sortit Louis quatorzième ;
Louis surnommé Dieu-Donné,
Pour le bien de la France né.

Ce prince naquit en 1638. Scarron avait donc à peu près vingt-huit ans lorsqu'il perdit la santé et gagna son talent.

Ce fut quelque temps après son retour de Rome qu'il ressentit les premières atteintes des douleurs étranges dont il souffrit sans relâche jusqu'à sa mort. La cause de cette maladie n'est pas bien claire. Suivant un récit probablement apocryphe, Scarron aurait eu pendant le carnaval l'idée de se déguiser en oiseau. Pour remplir ce but, il s'était préalablement mis tout nu et frotté le corps de miel; après quoi il avait ouvert un lit de plume et s'était roulé dedans de manière à ce que le duvet s'attachât à sa peau et lui donnât l'apparence d'un véritable volatile. Emplumé de la sorte, il fit plusieurs visites dans des maisons où la plaisanterie fut trouvée de bon goût et des plus réjouissantes; mais, la chaleur ayant fait fondre le miel, les plumes se détachèrent et trahirent la nudité de Scarron, au grand scandale de la populace, qui se mit à le poursuivre. Effrayé des clameurs, il prit la fuite et se cacha dans un marais, où il s'enfonça jusqu'au menton. La froideur de l'eau le saisit tellement, qu'il fut pris de rhumatismes qui lui tordirent les membres et le rendirent impotent et perclus. Des contemporains moins bénévoles, tels que Tallemant des Réaux et Cyrano de Bergerac, attribuent cette maladie à une autre cause que rend tout à fait probable la vie quelque peu licencieuse que menait le jeune abbé. En ce temps-là, les remèdes étaient pires que le mal, et, si quelquefois on guérissait de l'un, on ne guérissait pas des autres. Il est à présumer toutefois que Scarron ne fut pas tout d'abord aussi infirme qu'il le devint par la suite. Les biographes bienveillants se bornent à dire qu'une lymphe âcre se jeta sur ses nerfs et le réduisit à un état de souffrances continuelles. Aussi l'épitaphe que le pauvre diable se composa lui-même, et dans laquelle on retrouve la pensée de l'inscription gravée sur la tombe de Trivulce : *Hic quiescit qui numquam quievit, tace,* est-elle plus véridique que ne le sont habituellement ces sortes de poésies :

Celui qui cy maintenant dort
Fit plus de pitié que d'envie,
Et souffrit mille fois la mort
Avant que de perdre la vie.
Passant, ne fais ici de bruit,
Garde bien que tu ne l'éveille,
Car voici la première nuit
Que le pauvre Scarron sommeille !

Les stoïciens niaient la douleur, et ils mettaient à la supporter une constance, une insensibilité de parti pris, où la morgue de l'école et l'entêtement de la doctrine avaient peut-être plus de part qu'une résignation réelle. Souffrir sans se plaindre est beau sans doute, mais il faut une bien plus grande force d'âme pour plaisanter de ses tortures, y trouver le sujet de mille bouffonneries, et faire bonne mine à fort mauvais jeu. Tourner son mal en dérision sans chercher à provoquer

la pitié des autres, la pitié, ce baume des malheureux, soutenir ce rôle pendant de longues années sans qu'un soupir d'angoisse vienne se mêler à l'éclat de rire, nous semble plus philosophique que toutes les vaines déclamations des sophistes. Nous serions curieux de voir des vers burlesques de Zénon écrits dans un accès de sciatique ou de rhumatisme; il est douteux que l'on y trouvât le plus petit mot pour rire.

Le style burlesque, dont Scarron n'est pas l'inventeur assurément, mais dans lequel il excelle et qu'il résume en quelque sorte, a eu ses partisans et ses détracteurs. Le mot *burlesque,* en lui-même, n'est pas fort ancien. Ce n'est guère que de 1640 à 1650 qu'on le voit se produire; avant cette époque, il n'avait pas franchi les monts. Sarrazin, selon la remarque de Ménage, est le premier qui l'ait employé en France, où la chose existait cependant, mais où elle était désignée par le terme de *grotesque.* L'étymologie de grotesque est *grutta,* nom qu'on donnait aux chambres antiques mises à jour par les fouilles, et dont les murailles étaient couvertes d'animaux terminés par des feuillages, de chimères ailées, de génies sortant de la coupe des fleurs, de palais d'architecture bizarre, et de mille autres caprices et fantaisies. Burlesque vient de l'italien *burla,* qui signifie plaisanterie, moquerie, et d'où dérivent les mots *burlesco* et *burlare. Burla,* que les Italiens ont adopté, est au fond un terme castillan. On nomme en Espagne *burladores* certains jets d'eau cachés sous le gazon, qui jaillissent subitement sous les pieds, et mouillent les promeneurs sans défiance de leur rosée imprévue. La comédie de Tirso de Molina, qui servit de modèle au don Juan de Molière, porte pour titre *el Burlador de Sevilla,* ce mot ayant dans sa signification espagnole une nuance plus dérisoire et plus ironique, car celui qui invite à souper le convive de pierre peut être moqueur, mais à coup sûr il n'est pas bouffon. L'emploi de ce style devint général; depuis les moutons de Panurge et bien avant, la France est le pays de l'imitation par excellence, car les Français, si hardis sur le champ de bataille et dans les situations périlleuses, sont d'une timidité extrême sur le papier, et cette nation si folle et si légère, au dire des observateurs, est celle qui a toujours conservé le plus profond respect pour les règles, et qui a le moins risqué en littérature. Dès qu'ils ont une plume à la main, ces Français si téméraires deviennent pleins d'hésitations et d'anxiétés ; ils tremblent de dire quelque chose de nouveau et qui ne se trouve pas dans les auteurs du bel air. Aussi, qu'un écrivain ait la vogue, et tout de suite il paraît des nuées d'ouvrages taillés sur le patron du sien. On aurait tort d'attribuer cet esprit imitateur au manque d'invention ou de ressources individuelles ; ce n'est qu'une déférence à la mode, une crainte de paraître manquer de goût. Il n'y a qu'en France que le mot *original* appliqué à un individu soit presque injurieux. Tout Français qui écrit est travaillé de la peur du ridicule, et c'est ce qui fait que lorsqu'un style ou un genre a été adopté par le public, tous les auteurs se jettent de ce côté, heureux de décliner la responsabilité d'une manière à eux. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le succès d'un ouvrage fait éclore un cycle d'œuvres du même genre. Chaque époque a un poëme ou un roman en vogue dont il se tire de nombreuses contre-épreuves, et ce serait un travail curieux de faire l'histoire de ces familles congénères. A cause de cela, notre littérature est plus pauvre que toute autre en ouvrages excentriques, le ton général se retrouvant dans le plus grand nombre des écrits contemporains, et chaque période ayant sa nuance particulière donnée par un succès. La réussite de Scarron amena une débâcle de poésies burlesques, ou du moins prétendues telles. Les sujets les moins aptes à la

plaisanterie furent traités de cette manière. Brébeuf lui-même, l'auteur ampoulé de *la Pharsale,* fit une parodie de Lucain, la plus froide et la plus ennuyeuse du monde, tant le goût du burlesque était généralement répandu. Tout le monde s'en mêlait, jusqu'aux laquais et aux femmes de chambre, car la plupart des gens pensaient qu'il suffit d'accoupler des rimes burlesques, de rassembler des termes extravagants et bas, en un mot de parler en langage du Ponceau ou de la Halle, pour être un poëte bouffon. Le vers de huit syllabes à rimes plates, que Scarron a presque toujours employé, et avec lequel sont écrits le *Typhon* et le *Virgile travesti,* offre des facilités dont il est malaisé de n'abuser point. Entre les mains d'un versificateur médiocre, il devient bientôt plus lâche et plus rampant que la prose négligée, et n'offre pour compensation à l'oreille qu'une rime fatigante par son rapprochement. Bien manié, ce vers, qui est celui des romances et des comédies espagnoles, pourrait produire des effets neufs et variés. Il nous paraît plus propre que l'alexandrin, pompeux et redondant, aux familiarités du dialogue, à l'enjouement des détails, et nous aimerions le voir en usage au théâtre. Il nous éviterait beaucoup d'hémistiches stéréotypés dont il est difficile aux meilleurs et aux plus soigneux poëtes de se défendre, tant la nécessité des coupes et des rimes du vers hexamètre les ramène impérieusement. Ce vers octosyllabique était si spécialement affecté aux bouffonneries, qu'il était appelé vers burlesque, bien qu'il se prête également aux inspirations nobles et sérieuses. C'est dans ce mètre que le bon Loret, le journaliste du temps, écrivait sa *Muse historique.*

Le burlesque, ou, si vous aimez mieux, le grotesque, a toujours existé, dans l'art et dans la nature, à l'état de repoussoir et de contraste. La création fourmille d'animaux dont on ne peut s'expliquer l'existence et la nécessité que par la loi des oppositions. Leur laideur sert évidemment à faire ressortir la beauté d'êtres mieux doués et plus nobles ; sans le démon, l'ange n'aurait pas sa valeur ; le crapaud rend plus sensible et plus frappante la grâce du colibri. La vie est multiple, et beaucoup d'éléments hétérogènes entrent dans la composition des faits et des événements. La scène la plus touchante a son côté comique, et le rire s'épanouit souvent à travers les pleurs. Un art qui voudrait être vrai devrait donc admettre l'une et l'autre face. La tragédie et la comédie sont trop absolues dans leurs exclusions. Aucune action n'est d'un bout à l'autre effrayante ou risible; il y a des choses fort comiques dans les événements les plus sérieux, et des choses fort tristes dans les plus bouffonnes aventures. La tragédie et la comédie sont donc des poëmes classiques, attendu que, d'après une convention arrêtée d'avance, elles rejettent l'expression de certains sentiments et de certaines idées. La netteté un peu sèche de l'esprit français s'accommode de ces divisions et de ces compartiments dans le domaine de l'art. Pleurons ou rions pendant cinq actes, c'est bien ; mais ce désir d'harmonie et de régularité ne se satisfait que par le sacrifice des couleurs et des tons. On a une littérature monochrome, comme ces combats de gladiateurs peints avec de l'ocre rouge dont parle Horace, ou ces peintures en camaïeu dont les artistes de l'autre siècle ornaient les dessus de portes et les trumeaux. Tel poëme est bleu, tel autre est vert; tout y est modelé, comme dans les grisailles, par l'ombre et le clair; dans aucun ne se marient harmonieusement les teintes variées de la nature. Nous ne reviendrons pas faire ici, à propos de Scarron, la théorie du grotesque, si éloquemment exposée dans une préface célèbre. Depuis Malherbe, la langue française a été prise d'un accès de pruderie et de préciosité dans les idées et dans les termes vraiment extraordinaire. Tout détail était proscrit comme

familier, tout vocable usuel comme bas ou prosaïque. L'on en était venu à n'écrire qu'avec cinq ou six cents mots, et la langue littéraire était, au milieu de l'idiome général, comme un dialecte abstrait à l'usage des savants. A côté de cette poésie si noble et si dédaigneuse s'établit un genre complétement opposé, mais tout aussi faux assurément, le burlesque, qui s'obstinait à ne voir les choses que par leur aspect difforme et grimaçant, à rechercher la trivialité, à ne se servir que de termes populaires ou ridicules. C'est l'excès inverse, et voilà tout. Nous admettons parfaitement la bouffonnerie, l'invention des détails comiques, la gaieté du style, la réjouissante bizarrerie des mots, les rimes imprévues et baroques, les plus folles imaginations de tous genres ; mais nous avouons ne rien comprendre à la parodie, au travestissement. Le *Virgile travesti,* un des principaux ouvrages de Scarron et celui qui a fondé sa réputation, est à coup sûr un de ceux qui nous plaisent le moins, bien qu'il soit semé de mots plaisants et de vers très-drôlement tournés. Après tout, qu'est-ce que cela signifie? Mettre à la place d'un héros une épaisse figure bourgeoise, à la place d'une belle princesse une grosse maritorne, et les faire parler en style des halles, n'a rien en soi-même de fort récréatif. Il n'est pas de chef-d'œuvre dont on ne puisse, par ce procédé, faire aisément la chose la plus plate du monde. Nous concevons la parodie dans le sens critique, c'est-à-dire au moyen d'une certaine exagération humoristique des défauts de l'œuvre qu'on travestit, qui en fait ressortir le ridicule ou le danger, comme le *Don Quijote,* quand il parle des Amadis de Gaule, des Galaor, des Agesilan de Colchos, des Lancelot du Lac, des Esplandian et des autres romans de chevalerie. Nous avons vu la parodie de toutes les pièces représentées avec succès depuis une dizaine d'années, et bien qu'il y ait au fond de l'homme le moins envieux du monde un petit sentiment de malveillance qui lui fasse écouter avec une certaine satisfaction des plaisanteries sur une tragédie ou sur un drame en vogue, nous devons avouer n'y avoir jamais pris le moindre divertissement.

Du reste, Scarron était tout à fait de notre avis sur les parodies, et la manière dont il s'en exprime dans une épître à M. Deslandes-Payen, à qui il dédie le cinquième livre du *Virgile travesti,* prouve une modestie qui va jusqu'à l'injustice :

« Je suis prêt de signer devant qui l'on voudra que tout le papier que j'emploie à écrire est autant de papier gâté, et qu'on aurait droit de me demander, ainsi qu'à l'Arioste, où je prends tant de c.... Tous ces travestissements de livres, et mon *Virgile* tout le premier, ne sont autre chose que des c......, et c'est un mauvais augure pour ces compilateurs de mots de gueule ; tant ceux qui se sont jetés sur Virgile que sur moi comme un pauvre chien qui ronge son os, que les autres qui s'adonnent à ce genre d'écrire comme au plus aisé ; c'est, dis-je, un très-mauvais augure pour ces très-brûlables burlesques que cette année, qui en a été fertile, et peut-être autant incommodée que de hannetons, ne l'ait pas été en bled. Peut-être que les plus beaux esprits, qui sont gagnés pour tenir notre langue saine et nette, y mettront bon ordre, et que la punition du premier mauvais plaisant qui sera convaincu d'être burlesque relaps, et comme tel condamné à travailler le reste de sa vie pour le Pont-Neuf, dissipera le fâcheux orage de burlesque qui menace l'empire d'Apollon. Pour moi, je suis toujours prêt d'abjurer un style qui a gâté tout le monde, et sans le commandement exprès d'une personne de condition qui a toute sorte de pouvoir sur moi, je laisserais le Virgile à ceux qui en ont tant d'envie, et me tiendrais à mon infructueuse charge de malade, qui n'est que trop capable d'exercer un homme entier. »

Il résulte de cette épître que les contrefacteurs et les copistes ne manquaient pas à Scarron, et le travestissement du *Virgile* lui était vivement disputé. Le mode de publication qu'il avait adopté favorisait les fraudes des continuateurs. Il devait d'abord faire paraître un livre chaque mois; toutefois, soit que les souffrances l'en empêchassent, soit qu'il fût ennuyé et rebuté de cette besogne, ce qui est plus vraisemblable, il ne mit pas beaucoup d'exactitude à tenir son engagement, et de longs intervalles séparèrent les apparitions des diverses parties de son poëme. Certes, il faut toute la verve de Scarron pour soutenir une si longue plaisanterie; il faut son habileté souveraine à manier le vers de huit pieds, sa facilité à trouver des rimes imprévues, des tours piquants, des suspensions, des enjambements hardis, des coupes bizarres, enfin tout ce qui peut varier une œuvre d'une telle haleine. Souvent, à travers mille incongruités plus étranges les unes que les autres, se trouvent des morceaux vraiment bien traités, et dont la littéralité familière rend beaucoup mieux l'antique que les traductions sérieuses et en beau style. Des réflexions judicieuses servent de commentaire au texte :

Soyez justes, craignez les dieux ;
Cette sentence est bonne et belle,
Mais en enfer à quoi sert-elle ?

Il est impossible de railler plus finement le fameux vers :

Discite justitiam moniti et non temnere divos !

L'*Énéide travestie* n'a pas été poussée au delà du VIIIe livre; le *Roman comique* lui-même n'est point achevé, soit caprice, soit fatigue. Nous aimons assez ces œuvres interrompues auxquelles l'imagination du lecteur est forcée de chercher un dénoûment.

Le *Virgile* fut continué, si cela peut s'appeler continué, par un certain Jacques Moreau, marquis ou comte de Brazey, et par un autre rimeur dont le nom est resté inconnu. Il est difficile de lire quelque chose de plus plat et de plus rampant, de plus insipide. Le sieur Offray n'a guère été plus heureux dans sa suite du *Roman comique*. L'immortel auteur du *Don Quijote*, don Miguel Cervantès de Saavedra, ayant laissé un long intervalle entre la publication de la première et de la dernière partie de son roman, eut aussi cet inconvénient d'être continué par un sacrilége barbouilleur de papier; mais Cid-Hamet-Ben-Engeli accrocha si haut sa plume, que personne depuis ne put la reprendre.

Le *Typhon*, qui fut composé avant le *Virgile travesti*, est un poëme burlesque sur la guerre des dieux et des géants. Il a cinq chants en vers de huit pieds. S'il y eut jamais un personnage mythologique sinistre et grandiose, c'est ce monstre informe que fit sortir de la terre Junon, jalouse de la création de son mari, qui avait produit Pallas tout seul. Sa révolte gigantesque a un caractère mystérieux et cosmogonique, effrayant comme ces bas-reliefs sculptés dans les cavernes qui font allusion à des événements dont on a perdu la mémoire et le sens symbolique, mais qu'on pressent avoir été terribles. Ce Typhon fut sur le point de mettre la terre à la place du ciel ; il coupa les bras et les jambes à Jupiter avec une faux de diamant, et inspira aux Olympiens une telle panique, qu'ils se déguisèrent, pour lui échapper, en animaux, en légumes, formes sous lesquelles les Égyptiens les adorent.

Son aspect était formidable et monstrueux ; il avait cent têtes, et de ses cent bouches sortaient avec des flammes des cris si horribles, que les dieux et les hommes en tremblaient. Le haut de son corps était couvert de plumes, et le bas s'effilait en queues de dragon. Ce géant, tout abominable qu'il était, trouva à se marier, et D'Echidna, sa femme, il eut toute une affreuse famille de monstres : Orcus, Cerbère, l'hydre de Lerne, la Chimère, le Sphinx, et le lion de Némée. Enfin, Jupiter, ayant recouvré ses bras et ses jambes par l'adresse de Mercure et de Pan, monta sur un char attelé de chevaux ailés et foudroya Typhon si dru et si serré, qu'il le renversa et lui mit sur la poitrine, pour l'empêcher de se relever, le mont Etna qui, depuis ce temps, ne cesse de cracher à la face du ciel, en signe de mépris et de révolte, des jets de flamme, des rochers, des torrents de lave, et des trombes de fumée.

Voyons comment Scarron a caricaturé ce sujet épique et traduit cette lutte colossale.

Au début du poëme, les dieux font bombance dans un Olympe macaronique arrangé en pays de Cocagne. Ils ont bu du nectar un peu plus qu'assez et se sont donné des indigestions d'ambroisie. Jupiter dort le nez sur la table ; Junon est étendue sur son lit très-peu chastement drapée ; Mars, qui vient de Flandre, boit de la bière et fume du petun en vrai soudart qu'il est. Quant à Vénus, elle fait l'œil à quelque jeune dieu encore imberbe qu'elle veut déniaiser.

Typhon et les géants ses amis s'amusent aussi sur terre à leur façon. Ils jouent aux quilles dans les champs de Thessalie. Vous pensez que les quilles de gaillards pareils ne peuvent être des jouets d'enfants : ce sont d'énormes roches, aussi hautes que le clocher de Strasbourg, que Typhon a arrachées de ses mains puissantes et qu'il a grossièrement façonnées. Un prodigieux quartier de montagne à peine dégrossi sert de boule. Cette partie de quilles cause des tremblements de terre dans la contrée. Cependant les géants ne sont pas encore échauffés ; ils jouent posément, comme cela se pratique d'abord ; petit à petit, le jeu s'anime, et Mimas, en lançant la boule, attrape le pied de Typhon précisément à l'endroit de son durillon. Typhon, enragé de douleur, mais ne pouvant s'en prendre à Mimas, qui ne l'a pas fait exprès, ramasse les quilles et la boule et les jette en l'air avec tant de force, qu'elles percent les voûtes bleues du ciel et retombent sur le buffet des dieux, où elles brisent tous les verres et toute la vaisselle. Jupiter se réveille en sursaut à ce tintamarre d'assiettes cassées, et demande, transporté de colère, ce que signifie une pareille bacchanale : — Majesté, répond Pallas, c'est un coup de quelque épouvantable machine de guerre braquée de terre contre le ciel qui a causé ce dégât dans votre buffet. Tous les verres sont en pièces, et il nous faudra désormais boire dans nos mains comme des mendiants ou des philosophes cyniques. — Ce sont neuf quilles et une boule, ajoute Mome, le gentil bouffon. — Ah çà ! dit Jupiter, le ciel est donc pénétrable ; on le crève donc comme un plafond de papier ; nous ne sommes donc plus en sûreté dans cette bicoque d'azur. Les fils de la terre deviennent de plus en plus insolents, mais je leur rabattrai bien le caquet ; je tonnerai, je grêlerai, je pleuvrai sur eux d'une si rude manière, qu'ils rentreront bien vite dans le devoir.

La conversation en est là quand paraît Apollon, qui a fini sa journée, mis ses rosses à l'écurie et son coche sous sa remise ; il est naturellement mieux informé que personne de ce qui se passe sur la terre, qu'il est chargé d'éclairer en sa qualité de grand-duc des chandelles, que lui a décernée Dubartas. Il a vu Typhon,

qui jouait avec sa bande en Thessalie, jeter les quilles contre le ciel. — Ce drôle finit par m'échauffer la bile, et la moutarde commence à monter à mon nez olympien, dit Jupiter en fronçant son sourcil de peau de taupe. Holà ! Mercure, chausse au plus vite tes souliers à talonnières, ils sont tout frais ressemelés, et va dire à ce sacripant que, s'il ne se tient pas tranquille, il aura affaire à moi.

Le fils de Cyllène se coiffe de son petasus, s'attache les ailes au pied avec une bonne ficelle, prend sa canne entourée d'anguilles, fait une révérence d'enfant de chœur, et le voilà parti. Il fend l'air, traverse les nuées, et ne s'arrête que sur l'Hélicon pour casser une croûte et boire un coup. Il trouve là les neuf Muses occupées à bluter des rondeaux, à vanner des sonnets, à trier des *jouissances* et des *regrets*. C'est le propre des vieilles filles et des dévotes de s'adonner à faire des confitures ; aussi présentent-elles à Mercure un pot de cerises et un fond de pâté entamé la veille par Apollon. Quand il a mangé, il s'essuie proprement la bouche avec le dos de la main, comme le fait un dieu bien élevé à qui l'on n'a pas présenté de serviette, et il repart au pas de course pour s'acquitter de sa commission.

Mercure arrive entre chien et loup dans l'endroit où se trouvent les géants ; on y voit encore un peu clair, mais la nuit ne tarde pas à déployer ses jupons pailletés d'étoiles. Les vauriens sont dans une plaine, non loin d'une forêt, occupés à faire un bûcher pour faire cuire une carbonnade. La forêt tout entière y passe : c'est un entassement de chênes noueux, de pins échevelés, d'ormes avec leurs racines, à croire que l'on veut brûler le monde. Des centaines de bœufs mis en quartier et qu'on a négligé d'*éplucher de leurs charrues,* rôtissent sur cet océan de charbons. Des milliers de moutons enfilés comme des alouettes dans des broches faites de cyprès tout entiers tournent lentement devant la flamme : ce souper a dû affamer toute une nation.

Les géants entourent Mercure, qui n'est pas plus rassuré qu'il ne faut en voyant se resserrer autour de lui cette ceinture de corps monstrueux ; pourtant il prend son courage à deux mains et tient ce discours à Typhon, qui le regarde de travers et de sa mine la plus effroyable : — Seigneur Typhon, malgré votre gigantosité, vous n'êtes qu'une grande canaille. Jupin, mon bourgeois et le vôtre, m'envoie vous dire que vous vous teniez coi désormais, sinon il vous foudroiera bel et bien. Vous avez démoli notre vaisselle, et il faut que vous alliez promptement à Venise chercher une centaine de verres pour remplacer ceux que vos quilles ont brisés : — qui casse les verres les paie. — Vous êtes assez ivrogne pour connaître cette maxime. — Vous avez une semaine devant vous, mais pas plus. Sur ce, bonsoir.

A ce discours, une huée formidable, à rendre sourds les quatre éléments, sort de ces bouches plus larges que des fours, de ces poitrines plus profondes que des cavernes. Mercure pensa en rendre le sang par les oreilles, comme un canonnier qui a manœuvré sa bombarde toute la journée. — Sauve-toi vite, bélître, maroufle, ou je te jette tout vif dans le feu, hurle Typhon. Je me moque de ton maître et de ses fusées et pétarades comme de colin-tampon. — Là-dessus, le colosse se met à dévorer avec sa bande des montagnes de viande à moitié grillée, et ne tarde pas à s'endormir auprès du feu qui s'éteint, après avoir mis sous sa tête, en guise d'oreiller, un rocher que vingt mille hommes n'auraient pas fait bouger d'un pouce. Ainsi se termine le premier chant.

Le pauvre Mercure, fort effrayé, grimpe sur un arbre où il perche jusqu'au retour de l'aurore, les chemins étant peu sûrs et infestés de tirelaines. Le jour venu, il descend de son juchoir et se remet en route; il trouve Jupiter encore au lit, et

ce dieu se donne à peine le temps de passer une robe de chambre, tant il est pressé de savoir les nouvelles que son messager apporte de la terre. — Tout ce que j'ai pu obtenir, dit Mercure au maître des dieux, c'est la chanson de Daye-Dandaye. Ces faquins m'ont éclaté de rire au nez comme un cent de mouches, et peu s'en est fallu qu'ils ne me bernassent. Typhon en particulier m'a accueilli comme un cueilleur de pommes du Perche. Que j'aie la gale qui dure sept ans si je n'ai dit la vérité aussi nue qu'au sortir de son puits!

Le conseil céleste s'assemble, et l'on agite la question de savoir s'il faudra sévir ou non. De leur côté, les géants se consultent et se démènent. Encelade, dont le nom fournit la plus heureuse rime à escalade, veut absolument dénicher Jupiter de son taudis aérien, et se propose de faire déloger tous les hôtes des maisons étoilées. Il n'a besoin de personne pour cette entreprise; il en aura tout seul le péril et l'honneur. Typhon entend ces fanfaronnades avec joie, et toute la bande démesurée pousse des acclamations en signe d'acquiescement. Mimas se met à braire d'aise, Porphyrion étend ses griffes de bête fauve; Polybotte, au grouin de baleine, grogne pesamment; Asie, le grand assommeur d'ours, Thoon, Ephialte, Coée, Japet, Echion, Almops, se mettent à crier comme des enragés : Vive Typhon! Malheur aux dieux!

Pendant ce temps-là, Jupiter tempête et jure dans son Olympe comme un charretier dans un chemin creux de basse Bretagne. On fait la revue des munitions, qui ne sont pas très-considérables, et l'on députe le factotum Mercure au dieu qui produit les exhalaisons. Celui-ci ne veut pas d'abord en donner à crédit, on lui doit déjà beaucoup, car au ciel on ne paie personne; cependant, vu l'urgence du danger, il répond qu'il va en faire monter de quoi contenter maître Jupin. — Mercure, chemin faisant, met dans sa poche la *Gazette* et *l'Extraordinaire* qui renferment des détails sur les forces des géants.

Le conseil des dieux ressemble beaucoup à un conseil terrestre; on s'y dispute d'abord sur le pas et la préséance. Neptune, qui n'est pas grand orateur et ne sait que gronder, s'embrouille dans son discours; Mars fait le capitaine Fracasse, le tranche-montagne, au seul vent de sa tueuse il renversera l'armée des géants. Vulcain s'offre à fabriquer pour les fenêtres et les portes de l'Olympe des grilles et des serrures si compliquées, que Typhon s'y retournerait les ongles. Le temps se passe en délibérations ridicules, et Jupiter lève la séance. Chacun retourne dans sa *chacunière* sans que les choses soient plus avancées.

Au commencement du troisième chant, Apollon fait monter là-haut les nuages demandés : ce sont des nuages première qualité, gros de nitre, de soufre et de résine; l'air en est obscurci : jamais brouillard de Londres ne fut d'une telle épaisseur. A la faveur de ces nuages qui empêchent de voir la terre du ciel, Encelade commence à poser des montagnes les unes sur les autres, comme un maçon qui arrange des briques; il met Pelion sur Ossa, et fait un si prodigieux entassement, qu'il atteint à la hauteur du logis des Olympiens, dont il rejoint les murailles à l'aide d'un pont volant. Jupiter, voulant voir le temps qu'il fait, ouvre une fenêtre, et n'est pas médiocrement effrayé en se trouvant face à face avec le monstrueux visage du géant. Heureusement la fenêtre est trop étroite pour qu'il y puisse passer. Jupiter crie : A moi! à moi! demande sa boîte à poudre, retrousse sa manche jusqu'au coude et s'apprête à darder un coup dans la tête du géant, qui, voyant le péril, enfonce par la croisée un immense tronc de cèdre. — Il ne s'en faut pas de trois doigts que Jupiter ne soit embroché et piqué contre le mur comme une

chouette à la porte d'un garde-chasse. L'alarme est donnée; les dieux jettent par-dessus les créneaux des remparts célestes des fagots, des platras, des escabeaux, des eaux de toutes sortes, excepté des eaux de senteur, des poêles pleines de beurre bouillant; Encelade en reçoit une sur le museau qui, bien que fort chaude, refroidit son courage et lui fait céder sa place à Mimas, qui, plus mince de taille, parvient à s'introduire par l'ouverture. La bataille devient générale. Jupiter monte à cheval sur son aigle et fait une sortie à la tête de tous les dieux. La foudre étonne d'abord les géants, mais elle leur fait plus de peur que de mal. Mars et Encelade se provoquent en combat singulier, mais ils se trouvent si redoutables l'un l'autre, qu'ils se tournent le dos après s'être injuriés, comme des héros d'Homère. Pendant la bataille, une vieille bohémienne fait parvenir à Jupiter, par un valet de pied, une lettre ainsi conçue : « Tirésias et Protée ont prédit que cette guerre ne pouvait être terminée à la gloire des dieux qu'avec l'aide d'un fils de mortelle; c'est l'arrêt du destin. » Cet avis jette le découragement dans l'Olympe, et les dieux sont déjà vaincus, lorsque revient Typhon avec des géants frais cuirassés de pierres de taille. La déroute est complète, et Jupiter gagne au pied en criant : Sauve qui peut! Les dieux et les déesses en font autant et détalent comme des Basques ou des coureurs dératés. Pour échapper aux énormes drôles qui les poursuivent en faisant des enjambées plus grandes que le Petit-Poucet avec ses bottes de sept lieues, ils sont obligés de se cacher sous des formes d'animaux. Jupiter se change en bélier, Junon en vache, comme son épithète de Βοωπις lui en donne bien le droit; Neptune en lévrier, Mome en singe, Apollon en corbeau, Bacchus en bouc, Pan en rat, Diane en chatte, Vénus en chèvre, Mercure en cigogne. Les géants, qui ne sont pas très-fins de leur nature, ne savent ce que leurs ennemis sont devenus, et, pendant qu'ils les cherchent, ceux-ci, à la faveur de leur mascarade, gagnent les bords du Nil, où ils vont attendre que la chance tourne, et que le jour paraisse de punir cette engeance impie et grossière.

La troupe céleste arrive près de Memphis. Jupiter, peu habitué à être vêtu de laine, a très-chaud et se fond en sueur; il traîne péniblement le gigot; il s'est fourré une épine dans le pied et se laisse choir piteusement sur l'herbe tendre. Dans cette position, il bêle une harangue en grec, et conseille à Mercure de tâcher de dérober quelque habillement et d'entrer dans la ville prochaine pour aller chercher des vêtements pour les dieux; un collier de perles que Vénus a gardé à son col paiera la dépense.

Mercure, sans se décigogner, vole au bord du Nil, où des naturels du pays sont en train de se baigner et de chercher des œufs de crocodiles; le dieu des larcins, naturellement passé maître dans le vol à la tire, s'empare d'une tunique et reprend sa forme, sous laquelle il entre dans Memphis. Il charge un mulet de pourpoints, de manteaux, de jupes et de caleçons, une friperie complète dont les dieux se revêtent après avoir dépouillé leurs déguisements d'animaux. Ils vont se loger dans une auberge dont l'hôte est cocu et la femme coquette, allitération et rapprochement tout à fait vraisemblables, et bientôt leur divinité se révèle par un symptôme que nous vous donnons en mille à deviner, et dont nous laissons toute la responsabilité à la bouffonnerie de Scarron. — Le vulgaire des mortels n'a pas, en général, le gousset fort parfumé, et l'on peut adresser à beaucoup de gens la question : *An gravis hirsutis cubet hircus in alis?* Les voyageurs mystérieux se distinguent, au contraire, par l'excellente odeur qui s'exhale de leur aisselle. Cette particularité surprend si fort les gens de la ville, qu'ils n'hésitent pas à recon-

naître sur ce seul fait la divinité de leurs hôtes. Ajoutez à cela qu'ils marchent ou plutôt qu'ils glissent sans lever les pieds, comme s'ils patinaient, attribut distinctif des puissances supérieures. Les prêtres de Memphis, informés de ces circonstances, apportent en présents aux célestes étrangers quatre poinçons de vrai baume, des poissons du Nil, des crocodiles, des hippopotames, et deux paires de gants lavés.

Sur ces entrefaites, Hercule, qui était occupé nous ne savons où, rejoint la bande divine, que sa présence ragaillardit, et Mercure est de nouveau détaché en manière d'espion pour voir ce que deviennent les géants. — Les géants continuent à entasser montagnes sur montagnes, et à faire de la Thessalie un vrai pays de casse-cou. Typhon a élevé si haut sa plate-forme, qu'il croit pouvoir bientôt s'asseoir de plain-pied sur le trône de Jupiter; mais il a compté sans son hôte. L'armée céleste arrive en tapinois, suivie de charrettes pleines de foudres fabriquées à Memphis. Jupiter lâche un coup de foudre, mais seulement pour faire diversion et dissimuler le vrai point d'attaque. Les colosses à moitié endormis se jettent à bas du lit en caleçons, et se portent du côté où le tonnerre a grondé. Pendant qu'ils se frottent de leurs doigts gros comme des colonnes leurs yeux larges comme des boucliers, les dieux envahissent le camp, et bientôt la mêlée devient générale. Les plus terribles horions sont échangés; plusieurs des géants sont tués, ce qui les contrarie beaucoup, attendu qu'ils n'étaient jamais morts jusqu'à cette heure, et après diverses alternatives, grâce à la valeur d'Hercule, qui est né d'une mortelle, l'armée gigantale est mise en déroute, et la prédiction de la bohémienne accomplie. Typhon, sautant de sommet en sommet, enjambe la botte de l'Italie et se sauve en Sicile, où Jupiter le poursuit, le renverse et lui met, en manière de cauchemar, le mont Etna sur la poitrine, ce qui ne le gêne pas médiocrement : quand il tousse, il y a une éruption; quand il se retourne, un tremblement de terre.

Ainsi presque toujours le vice
A la fin trouve son supplice,
Et jamais la rébellion
N'évite sa punition!

La gigantomachie dont nous venons de donner une idée succincte abonde en vers plaisants, en manières de dire originales, en idiotismes qui sentent bien leur terroir. Il est dommage que la pruderie de goût qui règne aujourd'hui et qui ne pardonne pas une joyeuseté de style, même dans une étude purement philosophique et littéraire, ne nous permette pas de citer les traits les plus vifs et les plus drolatiques. Autrefois la langue française ne respectait pas tant l'honnêteté dans les mots qu'elle ne le fait de notre temps; les anciens conteurs avaient une liberté d'allure que nul ne pourrait prendre aujourd'hui, et dans le genre facétieux nous comptons beaucoup de chefs-d'œuvre : Rabelais, Béroalde de Verville, la reine de Navarre, Bonaventure Desperriers, ont des manières d'écrire et des inventions de style merveilleuses dont La Fontaine ne donne dans ses contes qu'une idée bien affaiblie. C'est là que brille dans tout son éclat le véritable esprit gaulois, et il est à regretter que le *cant* anglais, qui s'est introduit dans nos mœurs, nous prive de ces bonnes farces un peu grasses où le drolatique de l'expression fait oublier la licence du détail. Scarron, par le fond de son style, tient au vieil idiome, et relativement à plusieurs de ses contemporains il est quelque peu archaïque, le burlesque se composant d'une foule d'expressions proverbiales, de locutions familières,

de termes populaires qui restent encore longtemps dans la conversation après avoir été bannis du style soutenu. Ce que nous disons de Scarron peut s'appliquer à d'autres et aux plus illustres. Molière, bien qu'écrivant à la même époque que Racine, est de cent ans plus vieux comme langue. Nous n'entendons pas par là lui faire un reproche, car, selon nous, la langue de Molière est une des plus belles qu'il ait été donné à l'homme de parler; nous voulons seulement dire que la tragédie, du moins telle que les classiques la comprennent, renferme moins d'idiotismes que la comédie.

Boileau ne se montre pas fort tendre à l'endroit de Scarron et du *Typhon* en particulier. On connaît ces vers de *l'Art Poétique :*

La cour, enfin désabusée,
Distingua le naïf du plat et du bouffon,
Et laissa la province admirer le *Typhon.*

Mais Boileau, outre la délicatesse superbe de son goût, avait peut-être quelque rancune contre Scarron ; Gilles Boileau, frère aîné du poëte, avait eu avec l'écrivain de vives escarmouches d'épigrammes, il avait été même jusqu'à dénigrer la vertu de Mme Scarron dans un sixain que voici :

Vois sur quoi ton erreur se fonde,
Scarron, de croire que le monde
Te va voir pour ton entretien ;
Quoi ! ne vois-tu pas, grosse bête,
Si tu grattais un peu ta tête,
Que tu le devinerais bien ?

Scarron, furieux, lui répondit par un déluge d'épigrammes qui ne sont pas toutes, il faut l'avouer, relevées de sel attique, mais de gros sel gris salpétré. Il riposte aux injures de Gilles par des accusations de promenades nocturnes sur le quai de la Mégisserie, les Champs-Élysées de ce temps-là, pour les rendez-vous équivoques et monstrueux. C'était alors l'habitude entre savants et littérateurs en querelle d'aller chercher des épithètes à Sodome et à Gomorrhe; ici du moins la cruauté de l'attaque excusait la violence de la riposte.

Le *Typhon,* dont Boileau lui-même reconnaissait que le début était bien tourné et d'une assez fine plaisanterie, est dédié à son éminence monseigneur le cardinal Jules de Mazarin. Cette dédicace offre un assez curieux rapprochement avec la *Mazarinade* du même auteur. Scarron appelle Mazarin *grand homme, Jules plus grand que le grand Jules, Alcide sur lequel Atlas peut s'accouder quand il se sent fatigué;* il le supplie de jeter du haut de son Olympe un regard sur le pauvre poëte; s'il l'obtient, il sera aussi joyeux que s'il avait recouvré la santé, et *que si, n'étant plus impotent,* il pouvait à *son éminence faire profonde révérence.* Il paraît que le Mazarini ne se montra pas très-sensible au compliment, ou que, pressentant quelque largesse à faire, quelque nouvelle pension à émarger (Scarron en touchait déjà une de la reine), il fit la sourde oreille et trompa les espérances que le poëte avait fondées sur sa dédicace.

L'admiration de Scarron pour le grand Jules fut immédiatement calmée, et il se fit dans sa manière d'apprécier le ministre écarlate une révolution complète. Ce fut dans cette disposition d'esprit qu'il fit la *Mazarinade;* il est difficile d'aller

plus loin en fait d'invectives et d'ordures : c'est du Juvénal, moins l'indignation honnête. A ne la considérer que sous le rapport littéraire, cette pièce, qui est fort longue, contient des morceaux très-remarquables de verve et d'esprit, mais de cet esprit affreux dont Catulle étincelle dans ses épigrammes contre Mamurra. Il lui reproche, entre autres crimes, et c'est sans doute le plus noir à ses yeux, d'avoir sa bourse fermée à ces gueux qu'on appelle poëtes, si chéris du *feu rouge-bonnet* Richelieu, qui craignait sur toute chose de voir ses beaux faits ternis par ces divins affamés; il lui reproche le ballet d'*Orphée*, où tout le monde dormit, sa musique de châtrés, ses courtisanes, ses gardes, ses deux cents robes de chambre, ses extraits d'ambre et de musc, son jeu de hoc, ses amours doubles, où il se montre

Homme aux femmes et femme aux hommes!

et mille peccadilles du même genre, dont le cardinal, habitué aux licences des pamphlets, ne se fût pas autrement inquiété, lui qui avait pris pour devise : Qu'ils chantent, pourvu qu'ils paient! Mais Scarron ne s'en était pas tenu là; il avait raconté une aventure qui touchait au vif le cardinal, c'est-à-dire l'histoire de ses amours avec une fruitière d'Alcala, amours qui lui avaient valu des coups d'étrivières et fait perdre les bonnes grâces de son patron le cardinal Colonna. Aucun détail n'est omis; il raconte comment, chassé d'Alcala, Mazarin se sauve à pied et en fort mince équipage à Barcelone, d'où il regagne son pays comme il peut et recommence sa fortune en occupant la place de Ganimède auprès d'un Jupiter empourpré; puis il lui jette à la face ses fautes et ses crimes politiques : il le tance de la simonie insolente qu'il fait des bénéfices, de Lerida deux fois manquée, de Courtrai d'où ses menées ont fait sortir la garnison, du fruit du combat de Lens perdu par sa lenteur, de la Catalogne désespérée, du duc de Guise mal logé dans Naples où on l'abandonne, du duc de Beaufort mis en cage, du vol du duché de Cardone, de l'empoisonnement du feu président Barillon, du parlement outragé, des Anglais qu'il laisse mourir de faim, de leur reine désolée à qui il a volé ses bagues, et de je ne sais combien de forfaits plus ou moins vrais pour lesquels il lui souhaite de voir

Sa carcasse désentraillée,
Par la canaille tiraillée!

Nous ne rapportons ici que les injures les plus douces; le reste est d'une virulence que les Latins eux-mêmes n'ont pas dépassée. Le burlesque y va jusqu'à la férocité; les plaisanteries sont trop littéralement sanglantes. La colère poétique tourne à la rage, et il est étrange qu'il se soit trouvé autant de fiel dans ce petit corps rabougri. Le père Duchêne est pâle à côté de cela. C'est pousser bien loin le ressentiment d'une dédicace et d'une belle reliure perdues. Mazarin, qui était un homme d'assez d'esprit pour rire aux bons endroits des pamphlets et des chansons qu'on faisait contre lui, trouva cette fois la plaisanterie un peu forte et le style un peu libre. On ne voit pas cependant qu'il ait cherché à en tirer vengeance.

Le logis de Scarron servait de lieu de rendez-vous aux frondeurs. On appelait ainsi, comme chacun sait, ceux qui tenaient pour le parlement, et mazarins ceux qui tenaient pour l'autorité royale. M. le prince n'y allait pas lui-même, mais il y

envoyait des gens de sa maison. On lisait là en petit comité l' *Avis de dix millions et plus, le Courrier burlesque de la guerre de Paris, la Juliade, le Ramage de l'Oiseau, les Triolets frondeurs.*

Les mazarins avaient aussi leurs poëtes et leurs écrivains. Cyrano de Bergerac, qui était du parti de l'éminence, détacha en manière de réponse à Scarron, qu'il désigne sous l'anagramme transparent de Ronscar, une épître vertement sanglée. Cyrano, à qui les nombreux duels qu'il avait soutenus pour la forme de son nez donnaient, même la plume à la main, des airs de capitan matamore, traite le pauvre Scarron de haut en bas; il lui dit qu'il n'a jamais vu de *ridicule plus sérieux ni de sérieux plus ridicule que le sien;* il l'accuse d'avoir fait radoter Virgile, et l'appelle *grenouille fâchée qui coasse dans les marécages du Parnasse.* Il prétend que ce qu'il écrit est fait pour les harengères, et que, si le jargon de la halle vient à changer, il ne sera plus compris. Puis, passant à la description de sa personne, il assure que, si la mort voulait danser une sarabande, elle prendrait une paire de Ronscars pour castagnettes. — Voilà dix ans que la parque lui a tordu le col sans pouvoir l'étrangler. A le voir ses bras tors et pétrifiés sur ses hanches, on prendrait son corps pour un gibet où le diable a pendu une âme. Et quelle âme! plus laide encore que le corps! Ce monstre difforme, qui reste sur terre pour être un exemple continuel de la vengeance de Dieu, a osé vomir sa bave et son venin sur la pourpre d'un prince de l'église, qui, sous les auspices de Louis, conduit si heureusement le premier état de la chrétienté. La vue d'un chapeau écarlate le fait entrer en fureur, comme un bœuf ou coq d'Inde, et même il n'a pas voulu entendre *un sonnet assez doux* de Cyrano, et a forcé la personne qui l'avait déplié à le remettre dans sa poche. — Certes, l'on ne peut douter que Cyrano de Bergerac ne professât une grande admiration pour le cardinal Mazarin et ne lui fût tout dévoué; cependant le certain petit sonnet assez doux, *qui a dû sembler fade à un homme poivré,* entre pour quelque chose dans toute cette colère.

Scarron, du reste, n'avait pas la chance pour les dédicaces. Son père, qui était un homme d'humeur assez singulière, une espèce de philosophe cynique, bizarre et fantasque dans sa conduite, eut l'imprudence de se mettre d'une partie faite entre des conseillers pour traverser quelques desseins que le cardinal-duc Armand de Richelieu avait fort à cœur : la robe rouge ne badinait pas en fait d'incartades politiques, et pourtant elle montra une clémence relative en se contentant d'exiler en Touraine le conseiller Scarron. Heureusement le bonhomme avait du bien près d'Amboise; il s'y retira et s'y tint tranquille. Notre poëte comique, qui savait le cardinal rancunier comme un Espagnol, et vindicatif comme un Corse, laissa du temps s'écouler, et lorsqu'il pensa le ressentiment de l'affaire amorti, il se hasarda d'adresser une requête à l'éminence, démarche d'autant plus nécessaire que, pendant l'absence du père Scarron, la marâtre, restée à Paris, n'avait rien négligé pour s'approprier le bien, et que la pension du pauvre infirme, comme vous le pouvez penser, n'était guère exactement payée. Dans cette requête, une de ses meilleures pièces, il demande à monseigneur le cardinal la grâce de son père, qu'il excuse de son mieux. Depuis ce malencontreux exil, Paul fils de Paul se trouve attaqué d'un mal bien dangereux :

C'est pauvreté, qui perd tous les esprits
Et tous les corps quand par elle ils sont pris.
Elle me prit lorsque mon pauvre père,
Qui de vous seul tout son salut espère,

Prit certain mal qu'on prend au parlement,
Et qu'on ne prend ailleurs aucunement.
Ce mal, nommé le zèle des enquêtes,
Fait aujourd'hui grand mal à bien des têtes.

Tout en demandant le retour de son père, il sollicitait en passant la faveur d'un petit bénéfice, mais d'une manière épisodique et timide, et seulement comme pour prendre acte. La requête se termine par ces quatre vers :

Fait à Paris ce dernier jour d'octobre,
Par moi Scarron, qui malgré moi suis sobre,
L'an que l'on prit le fameux Perpignan,
Et sans canon la ville de Sédan.

C'est-à-dire en vile prose en l'an 1642. C'était flatter l'orgueil du cardinal à deux endroits bien chatouilleux; aussi, lorsqu'on lui lut l'épître de Scarron, il la trouva assez agréablement tournée, et il dit à plusieurs reprises qu'elle était datée plaisamment. Malheureusement le poëte ne put ressentir l'effet de la bonne volonté de l'éminence qui mourut fort peu de temps après, événement qu'il déplore en ces termes dans une autre requête au roi :

Je suis, depuis quatre ans, atteint d'un mal hideux
Qui tâche de m'abattre;
J'en pleure comme un veau, bien souvent comme deux,
Quelquefois comme quatre.
Pressé de mon malheur, je voulus présenter
Au cardinal requête;
Je fis donc quelques vers, à force de gratter
Mon oreille et ma tête.
Ce grand homme d'état ma requête écouta
Et la trouva jolie;
Mais, là-dessus, survint la mort qui l'emporta
Et ne m'emporta mie.

Grâce à la protection de Mlle de Hautefort, il avait été présenté à la reine, qui daigna lui permettre de se nommer son malade en titre, emploi dont il s'acquitta avec toute la conscience imaginable. La reine lui accorda une gratification de cinq cents écus. A force de placets, de requêtes, d'importunités et de protections, il vint à bout de changer cette gratification en une espèce de pension aussi régulière que pouvaient le permettre l'incertitude des temps et le désordre des finances. Scarron, qui portait le titre d'abbé gratuitement depuis près de quatorze ans, aurait bien voulu le justifier par quelque bénéfice, prieuré, prébende ou autre; mais la vie licencieuse qu'il avait menée et la bouffonnerie dont il faisait profession ne s'accordaient guère avec des fonctions cléricales que ses infirmités l'eussent d'ailleurs empêché de remplir. Il demandait un bénéfice où il y eût si peu de choses à faire, que pour s'en acquitter il suffît de croire en Dieu. Ce fut encore Mlle de Hautefort, *son bon ange*, qui lui procura l'objet de ses désirs incessants. Elle engagea monseigneur de Lavardin, évêque du Mans, où elle avait des terres, à conférer quelque bénéfice de son diocèse au pauvre Scarron, que sa paralysie bien avérée permettait aux femmes les plus prudes de pousser et de recommander le plus chaudement

possible. Notre poëte, satisfait de ce côté-là, avait encore une autre ambition qui ne fut pas réalisée, celle d'obtenir un logement dans le Louvre ; on le lui fit longtemps espérer, mais il fut obligé de s'en tenir à l'espérance.

On aurait tort, après tout, d'après ces cris de misère et de détresse, d'induire que Scarron fût réellement misérable. Cette espèce de mendicité poétique était à la mode alors, et n'avait rien qui déshonorât. Par les sonnets flatteurs, les épîtres liminaires, les dédicaces, les auteurs cherchaient à se faire des protecteurs, à extorquer quelques cadeaux, pensions ou secours pécuniaires. Comme c'était la cour qui décidait de tout, et qu'un mot de M. le duc, un sourire de Mme la marquise suffisaient à mettre un ouvrage en vogue, il était naturel que les auteurs tâchassent de se concilier les suffrages des personnes haut situées par toutes les cajoleries possibles, et l'on sait qu'en matière de flatteries il n'y en a point de trop grosses, surtout auprès des gens de cour, accoutumés à se regarder comme le parangon et le centre de toutes les perfections. Ces phrases, qui nous paraissent aujourd'hui d'une bassesse abjecte, n'avilissaient pas plus les gens qui les employaient que les formules de prostration dont on se sert maintenant encore au bas des lettres. Et puis, il ne faut pas oublier qu'alors les nobles et les gens titrés étaient considérés comme une espèce supérieure, comme des déités visibles auxquelles il n'était pas plus humiliant de demander des grâces qu'à Dieu lui-même, tant était grande la distance qui séparait le protecteur du protégé. Sans doute, la dignité humaine semble avoir gagné à la fierté qu'affichent aujourd'hui les écrivains : leurs livres ne sont plus précédés de ces épîtres à deux genoux où l'auteur élève au-dessus du Mæcenas antique un grand seigneur ignare, dans l'espoir d'un régal de quelques écus ; mais aussi ils ne fréquentent plus le grand monde et ne vivent plus dans la familiarité des princes et des gens de qualité. Réduits à leurs propres ressources, ils sont contraints à un travail incessant et manquent presque tous de loisir, — le loisir, cette dixième muse, et la plus inspiratrice ! — s'ils ne sacrifient pas leur orgueil, il faut qu'ils sacrifient leur art. L'honneur de l'homme est sauf, mais la gloire du poëte périclite.

Scarron, bien qu'il se prétendît logé à l'*hôtel de l'impécuniosité*, habitait réellement une assez jolie maison, il avait une chambre à coucher tendue de damas jaune, avec un ameublement de six mille livres ; il portait des habits de velours, faisait une chère délicate, avait plusieurs domestiques, et menait un train assez considérable. La pension qu'il touchait de la reine, celle que lui servait son père, son bénéfice et l'argent que lui rapportaient ses livres, devaient subvenir abondamment à ses dépenses. Son *marquisat de Quinet* lui rendait de bonnes sommes. Il appelait ainsi le revenu de ses écrits ; son libraire avait nom Quinet. Il n'était donc pas si à plaindre qu'il voulait bien le dire, et s'il souffrait de toutes les tortures de Job, il n'en fut du moins jamais réduit à s'asseoir sur un fumier et à racler ses plaies avec un tesson. Son fumier était un très-bon fauteuil parfaitement rembourré avec des bras et une planchette, disposés de façon qu'il pût travailler lorsque la goutte ne le tourmentait pas trop. Il avait même un secrétaire ou un laquais qui en tenait lieu, s'il faut s'en rapporter à ces vers :

Et le valet que je faisais écrire,
Autre démon qu'on ne vit jamais rire,
Et dont l'esprit indifférent et froid
Eût fait jurer un chartreux tout à droit,

Cessant enfin d'être mon domestique,
M'a délivré d'un fou mélancolique.

Il était en relation amicale et familière avec Mmes la comtesse du Lude, de la Suze, de Bassompierre; avec MM. de Villequier, le prince et la princesse de Guéménée, Mme de Blérancourt, la duchesse de Rohan, Mme de Maugiron, de Bois-Dauphin, M. de Courcy, le major Aubry, Sarrazin, la Ménardière, et beaucoup d'autres, ses voisins et ses voisines, qui habitaient la place Royale ou les environs, et qu'il désigne par quelque compliment ou mention obligeante dans son adieu au Marais, lorsqu'il alla prendre les bains de tripes à l'hôpital de la Charité, au faubourg Saint-Germain, dans l'espérance de trouver quelque soulagement à ses maux. Le bain de tripes n'y fit pas plus que les eaux de Bourbon, qu'il était allé prendre par deux fois, et qui n'avaient pas même réussi, comme il le dit plaisamment, à changer son pis en simple mal. Si ces voyages ne contribuèrent pas au rétablissement de sa santé, ils servirent du moins sa fortune. Il y fit quantité de belles connaissances, et s'y créa d'illustres relations. Les deux *Légendes de Bourbon,* qu'on peut mettre au nombre de ses plus agréables poëmes, lui fournirent l'occasion de placer toute sorte de gracieusetés et d'allusions flatteuses pour les grands personnages avec lesquels il s'était trouvé aux eaux : il y acquit un protecteur dans la personne de Gaston de France, duc d'Orléans, frère de Louis XIII, qui daigna s'informer de la santé du pauvre diable, et parut s'intéresser à sa situation. Il s'employa pour faire revenir d'exil le père Scarron ; mais soit qu'il n'eût pas pris sa cause assez chaudement, soit que le ressentiment de Richelieu persistât encore, le conseiller récalcitrant ne fut pas rappelé, et il mourut entre Amboise et Tours, c'est-à-dire à Loches, sans autre divertissement que le voisinage de son ami l'abbé Deslandes-Payen, conseiller de la grand'chambre, prieur de la Charité-sur-Loire et abbé du Mont-Saint-Martin. Le duc de Saint-Aignan en particulier fut si flatté de l'endroit qui le regardait dans la *Légende de Bourbon,* qu'il en remercia Scarron par une épître en vers de sa façon, à laquelle celui-ci ne manqua pas de répondre. Mais ceux qui lui firent le plus d'accueil à Bourbon furent un M. Fransaiche et sa femme, qui l'emmenèrent dans leur maison où il resta un mois, gorgé de bonne chère et de friandises ; car, dans le grand ravage que la maladie avait fait sur notre poëte burlesque, elle avait respecté l'appétit, son estomac semblait avoir retiré à lui la vie qui désertait le reste du corps. Il était gourmand comme un chat de dévote, et ne laissait les bons morceaux que pour les meilleurs ; aussi parle-t-il avec une reconnaissance qui donne envie de manger, des chapons du Maine et des pâtés de perdrix que lui donnaient Mlles d'Hautefort et d'Escars.

On faisait souvent dans sa maison des écots et des régals entre gens de la meilleure compagnie ; le vin y était bon, la chère délicate, et la conversation des plus enjouées. Il est probable que ses illustres convives ne laissaient pas toute la dépense à sa charge, qu'ils lui envoyaient soit des bourriches de gibier, soit des paniers de vins généreux, et que Scarron ne fournissait guère que l'esprit, la table et les morceaux de résistance. Il ne manquait même pas dans le logis du poëte de jolis visages, quoiqu'il ne fût pas encore marié. Il avait retiré chez lui ses deux sœurs du premier lit, Anne et Françoise. L'une d'elles avait de la tournure, une figure charmante et de l'esprit. Le duc de Trêmes, qui fréquentait chez Scarron, se prit de goût pour elle et lui rendit des soins qui furent assez favorablement accueillis pour qu'il en résultât un enfant que Scarron appelait en plaisantant son

neveu à la mode du Marais. Ce garçon épousa une demoiselle Anne de Thibourt et fut écuyer de Mme de Maintenon. Scarron était loin, comme on voit, de se poser en frère féroce, et il disait de ses deux sœurs que l'une aimait le vin et l'autre aimait les hommes; cette appréciation succincte nous a la mine d'être sincère. Il prétendait aussi que dans la rue des Douze-Portes il y avait douze coureuses, en ne comptant les deux Mlles Scarron que pour une : cette pauvre rue du Marais n'est plus si gaillarde aujourd'hui, et la vertu y règne sur des murailles moisies.

Quoique perclus de tous ses membres, Scarron avait l'imagination vive. La lecture des auteurs espagnols dont il se nourrissait (car il possédait fort bien le castillan) lui remplissait la tête d'aventures romanesques. Madaillan, un de ses amis, résolut de le mystifier; il lui écrivit des lettres sous un nom de femme et lui assigna quelques rendez-vous où ce pauvre diable se fit porter en chaise, la seule manière de se mouvoir qui fût à sa disposition; il est bien entendu qu'il n'y trouva personne, et il comprit qu'on lui avait joué un tour. Une correspondance poétique avait préalablement été établie entre la dame mystérieuse et le galant paralytique, qui lui adressa, entre autres, une épître en vers dont voici le commencement :

Vous voyez, ô dame inconnue,
Par ma procédure ingénue,
Et par ma ponctualité
A faire votre volonté,
Que je tâche au moins de vous plaire.
Vous m'avez ordonné de faire
Des vers. Eh bien ! je vous en fais.
Recevez-les, bons ou mauvais,
D'aussi bon cœur que je les donne
A votre invisible personne.

Il eut beaucoup de peine à pardonner ce bon tour à Madaillan, de qui il ne parlait qu'avec grosses injures, et il lui en voulut longtemps. Cependant il n'avait été dupe que de son amour-propre et il était son seul mystificateur, car comment avait-il pu croire un instant, dans l'état où il était, avoir pu inspirer une passion, un caprice, à une femme? Il est vrai qu'il comptait sur les agréments de son esprit et sur sa réputation littéraire, qui était grande, pour couvrir les défauts de sa personne. Les poëtes disgraciés et contrefaits sont toujours prêts à trouver vraisemblable le baiser de reine qui descendit sur la bouche d'Alain Chartier endormi, bien qu'il fût d'une laideur exemplaire; sans doute aussi notre poëte était assez desséché pour prendre feu facilement, — qu'on nous passe cette mauvaise pointe, qu'il ne se serait pas refusé le plaisir de faire, malgré l'horreur que, selon Cyrano de Bergerac, Scarron professait pour les pointes.

Ce n'est pas à la vanité, mais à la seule bonté de son cœur qu'il faut attribuer l'action suivante. Ayant appris qu'une certaine Mlle Céleste de Palaiseau, qu'il avait aimée avant qu'il fût malade, se trouvait dans un état voisin de l'indigence, il la retira chez lui, et s'agita de telle sorte qu'il lui fit obtenir le prieuré d'Argenteuil, qui était de deux mille livres; cette pauvre fille n'avait pas vu le jour sous une étoile heureuse, car elle eut l'imprudence et la faiblesse de résigner son prieuré à une personne qui la laissa à la lettre mourir de misère.

Pour en finir avec les détails biographiques, arrivons à l'époque où Scarron fit la connaissance de Mlle d'Aubigné, qui devint plus tard sa femme, et dans la suite

reine de France sous le titre de Mme de Maintenon. Si jamais existence fut aventureuse et accidentée, c'est assurément celle de Mlle d'Aubigné. Elle est fabuleuse comme la réalité. Un roman n'oserait pas être si invraisemblable.

Mlle d'Aubigné descendait de ce fameux d'Aubigné qui se fit connaître sous Henri III par *la Confession de Sancy* et *le Divorce satirique,* œuvres étincelantes de verve, d'une fermeté et d'une énergie de style admirables. Nous ne nous arrêterons pas à faire ici l'histoire de Mlle d'Aubigné, elle est assez connue, et on peut la trouver dans toutes sortes de livres, sans que nous prenions la peine de la transcrire. A son retour d'Amérique, Mme d'Aubigné vint se loger avec sa fille, qui n'avait pas plus de quatorze ans, vis-à-vis de la maison de Scarron. Le voisinage ayant établi la liaison, notre burlesque, qui, malgré son gros rire, avait le cœur facile à émouvoir, s'intéressa aux malheurs de la mère, qui était dans la plus précaire des situations ; il trouva la petite charmante et proposa de l'épouser. Bien qu'il fût impotent et tordu comme un Z, sa demande ne fut pas rejetée, et la seule objection qu'on y fit, c'est la trop grande jeunesse de Mlle d'Aubigné. Il fut convenu que l'on attendrait deux ans, et que, ce temps passé, le mariage se ferait : ce qui eut lieu effectivement. Il fallait que ces deux femmes, la mère et la fille, fussent réduites à de bien tristes extrémités pour accepter un semblable parti ; peut-être cet espace de deux ans fut-il demandé par elles dans l'espoir de quelque chance heureuse qui ne se présenta point, puisque Mlle d'Aubigné devint Mme de Scarron. Voici une lettre assez curieuse que Scarron écrivait à Mlle d'Aubigné dans les commencements de leur liaison.

« Je m'étais toujours bien douté que cette petite fille que je vis entrer il y a six mois dans ma chambre avec une robe trop courte, et qui se mit à pleurer je ne sais pas bien pourquoi, était aussi spirituelle qu'elle en avait la mine. La lettre que vous avez écrite à Mlle de Saint-Hermant est si pleine d'esprit, que je suis mal content du mien de ne pas m'avoir fait connaître assez tôt tout le mérite du vôtre. Pour dire vrai, je n'eusse jamais cru que dans les îles d'Amérique ou chez les religieuses de Niort on apprît à faire de belles lettres, et je ne puis bien m'imaginer pour quelle raison vous avez apporté autant de soin à cacher votre esprit que chacun en a de montrer le sien. A cette heure que vous êtes découverte, vous ne devez point faire de difficulté de m'écrire aussi bien qu'à Mlle de Saint-Hermant. Je ferai tout ce que je pourrai pour faire une aussi bonne lettre que la vôtre, et vous aurez le plaisir de voir qu'il s'en faut beaucoup que j'aie autant d'esprit que vous. »

Dans une autre lettre, on trouve ce passage : « Je ne sais si je n'aurais point mieux fait de me défier de vous la première fois que je vous vis. Je devais le faire, à en juger par l'événement ; mais aussi, quelle apparence y avait-il qu'une jeune fille dût troubler l'esprit d'un vieil garçon, et qui l'eût jamais soupçonnée de me faire assez de mal pour me faire regretter de n'être plus en état de me revancher ?... La male peste que je vous aime, et que c'est une sottise que d'aimer tant ! A tout moment, il me prend envie d'aller en Poitou ; et par le froid qu'il fait, n'est-ce pas une forcenerie ? Ha ! revenez de par Dieu ; de par Dieu, revenez, puisque je suis assez fou pour me mêler de regretter des beautés absentes. Je me devais mieux connaître, et considérer que j'en ay plus qu'il ne m'en faut d'être estropié depuis les pieds jusqu'à la tête sans avoir encore ce mal endiablé qu'on appelle l'impatience de vous voir.... »

N'est-ce pas un spectacle étrange et philosophique de voir celle qui plus tard

partagea presque le trône de France entrer dans le mince taudis d'un poëte avec un jupon trop court, car elle avait grandi depuis qu'il était fait, et sa pauvreté l'avait empêchée de le renouveler? — Et ce bélître de Scarron qui se demande pourquoi elle pleurait! Elle pleurait parce que sa robe n'était pas assez longue. N'est-ce pas une bonne raison, une vraie raison de femme.

Pour se marier, il fallut que Scarron résignât son bénéfice, qu'il céda, moyennant trois mille livres, à un valet de chambre de Ménage, garçon d'esprit que son maître protégeait. Il se défit aussi d'une petite terre qu'il avait du côté du Maine, et dont M. de Nublé eut la délicatesse de lui donner vingt-quatre mille livres, ayant reconnu, après l'avoir visitée, que le prix de dix-huit mille, auquel elle avait été fixée d'abord, était au-dessous de sa valeur réelle. Malgré son mariage, Scarron, avec ce penchant à changer de lieux qui caractérise les gens malades, nourrissait depuis longtemps l'idée d'aller à la Martinique, d'où l'un de ses amis était revenu parfaitement guéri de douleurs semblables aux siennes. Dans une lettre à Sarrazin, il parle de cette intention en termes explicites : « Je me suis donc mis pour mille écus dans la nouvelle compagnie des Indes qui va faire une colonie à trois degrés de la ligne, sur les bords de l'Orillane et de l'Orenoque. Adieu, France! adieu, Paris! adieu, tigresses déguisées en anges! Adieu, Ménages, Sarrazins et Marignys! Je renonce aux vers burlesques, aux romans comiques et aux comédies, pour aller dans un pays où il n'y aura ni faux béats, ni filous de dévotion, ni inquisition, ni d'hiver qui m'assassine, ni de défluxion qui m'estropie, ni de guerre qui me fasse mourir de faim. »

Son union avec Mlle d'Aubigné ne pouvait que raviver ses projets, qui pourtant ne s'accomplirent pas. Admirez la marche des choses! Si, par un concours de circonstances quelconques, Scarron n'eût pas été empêché d'accomplir son dessein, Mlle d'Aubigné, devenue sa femme, serait retournée en Amérique, et la fin du règne de Louis XIV eût sans doute été toute différente. L'influence de Mme de Maintenon a été grande sur le roi vieilli et tourné vers les idées moroses, dans lesquelles elle le maintint, soit pour assurer son empire, soit par suite d'une dévotion que rien ne prouve ne pas avoir été sincère. Bien que Mme de Maintenon eût de la coquetterie et la poussât jusqu'à se faire saigner très-souvent pour conserver la blancheur délicate qui était une de ses principales beautés, les rudes leçons qu'elle avait reçues de l'adversité, les chances si diverses de sa fortune, avaient dû jeter dans son âme un sentiment grave et mélancolique de la vanité des choses d'ici-bas; elle qui avait dormi sous la couverture de Ninon et sous le toit d'un pauvre poëte contrefait, couchée entre les courtines d'or des alcôves de Versailles, devait faire d'étranges rêves et douter de sa propre identité. Il ne serait pas étonnant que Mme de Maintenon eût regretté du haut de sa grandeur le logis si joyeux, si gai et si libre de Scarron, et les jours où elle remplaçait le rôti absent par une histoire. Scarron n'était pas si difficile à rire que Louis XIV, dont elle disait qu'elle s'ennuyait à la fin de tâcher de divertir quelqu'un qui n'était plus amusable. Dans cet intérieur royal qui va s'assombrissant, se glissent les robes noires, les confesseurs rôdent en chuchotant, et doucement se préparent et s'organisent l'édit de Nantes, les dragonnades des Cévennes, le ministère Chamillard. A quoi cela a-t-il tenu? à quelques centaines de pistoles, à un rhumatisme de plus ou de moins. Cromwell manque de souliers pour se rendre au vaisseau qui devait l'emporter à la Jamaïque. Si le farouche puritain avait eu une paire de chaussures, Charles Ier aurait gardé sa tête sur ses épaules. Si Mme Scarron fût retournée en Amérique,

Louis XIV aurait probablement continué ses ballets, ses carrousels et ses amours; l'ennui des dernières années de son règne n'eût pas provoqué le long carnaval de la régence et les orgies de Louis XV, où la noblesse fit tant d'excès, que la révolution devint fatalement indispensable comme réaction et comme châtiment. Il faut si peu de choses pour faire gauchir et détourner à sa source tout un fleuve d'événements!

Lorsqu'on dressa le contrat de mariage, le notaire demanda à Scarron ce qu'il reconnaissait lui être apporté par sa future? — Deux grands yeux fort mutins, un très-beau corsage, une paire de belles mains et beaucoup d'esprit, répondit-il. — Quel douaire lui assurez-vous? ajouta le notaire. — L'immortalité, continua le poëte. — Les noms des femmes de rois meurent avec elles; celui de la femme de Scarron vivra éternellement. Mme Scarron amena dans la maison de son mari l'ordre, la bonne tenue, et, sinon la décence, du moins un enjouement plus voilé. Elle changea l'aspect de ce triste intérieur de vieux garçon malade, où les fioles coudoyaient les bouteilles, et si la compagnie fut aussi nombreuse qu'avant, du moins elle était plus choisie et plus contenue. Sous cette douce influence, Scarron, qui avait une liberté de langage toute cynique et toute rabelaisienne, se corrigea de ses vilains mots et de ses équivoques. L'on remarque dans tout ce qu'il a fait depuis son mariage une plaisanterie de meilleur goût, moins de choses grossières et surtout d'obscénités. Il ne faut pas croire pourtant, d'après cela, que notre burlesque se fût amendé complétement : une originalité aussi forte que la sienne ne pouvait ainsi renoncer à elle-même; il se permettait encore beaucoup de licences, et justifiait le programme qu'il avait adopté en se mariant : — Si je ne fais pas de sottises à ma femme, au moins je lui en dirai beaucoup.

Eh bien! ce petit homme contrefait, malade et ridicule, évita le malheur dont les plus grands hommes, dont les plus fiers génies n'ont pas toujours été à couvert. Sa femme, belle, jeune, spirituelle, courtisée par tout ce qu'il y avait de galant, d'illustre et de riche, lui garda une stricte fidélité, que personne ne mit en doute, excepté le Gilles Boileau, et qui fut reconnue des auteurs les plus médisants, au nombre desquels on peut compter Sorbière. Lorsque tant de maris jeunes, amoureux, charmants, sont trompés pour des magots ou des bélîtres, une mandragore sculptée comme Scarron évita ce qui fit le malheur de la vie de Molière. On doit rendre du moins à l'auteur de *Virgile travesti* cette justice, qu'il n'abusait pas de ses prérogatives conjugales, et ne s'en faisait pas accroire sous ce rapport.

Un jour, Ménage lui disait : « Vous devriez au moins avoir un enfant de votre femme. » Notre paralytique se tourna vers un sien valet nommé Mangin, homme simple et rustique, et lui dit : « Mangin, ne ferais-tu pas bien un enfant à ma femme, si je te le commandais? — Oui-dà, monsieur, s'il vous plaît et avec la grâce de Dieu. »

Les affaires de Scarron n'allaient pas trop mal; il avait, avec la protection du surintendant Fouquet, organisé une espèce de garantie pour les voitures arrivées à la barrière, et qu'il faisait conduire à leur destination dans la ville par des agents sûrs qui répondaient des droits. Cette entreprise lui rendait environ six mille livres par an. Outre ses nouvelles et son *Roman comique,* Scarron travaillait pour le théâtre, et fit plusieurs pièces qui lui rapportèrent beaucoup d'argent. *Jodelet Maître et Valet* fut représenté en 1645. Le sujet en est tiré d'une pièce espagnole de don Francisco de Rojas, intitulé *Don Juan Alvaredo. Jodelet Duelliste* se

donna la même année, à l'hôtel de Bourgogne, sous le titre des *Trois Dorothées,* et ne fut imprimé sous l'autre titre qu'en 1651. *Les Boutades du Capitan Matamore,* tirées du *Miles Gloriosus* de Plaute, furent jouées en 1646 (car Scarron avait une extraordinaire facilité) et offrent cette particularité, d'être en vers de huit pieds, tous sur la même rime : l'assonance choisie est *ment ;* pour continuer la plaisanterie, il est juste de dire que rien n'est plus assommant. *L'Héritier ridicule ou la Dame intéressée* parut en 1649. Cette pièce plut tant au roi Louis XIV, qu'il la fit, dit-on, jouer trois fois devant lui dans la même journée. Nous l'avons lue, et nous avouons qu'une représentation nous satisferait et au delà. Le caractère odieux et vil de donna Hélène, les vanteries et les coqs-à-l'âne du valet Filipin, que son maître fait travestir en don Pedro de Buffalos pour éprouver la *dame intéressée,* qui ne manque pas de le trouver charmant, le croyant possesseur des mines du Pérou, le tout relevé des naïvetés du laquais Carmagnole, ne nous semblent pas mériter cet engouement. Après cela, l'anecdote est peut-être controuvée.

S'il fut jamais un cadre heureux et commode, c'est celui de *Don Japhet d'Arménie,* une des pièces les plus drolatiques de Scarron. Voici comme don Japhet se pose et décline ses qualités :

> Moi je suis don Japhet, de Noé petit-fils,
> D'Arménie est mon nom par un ordre préfix
> Qu'avant sa mort laissa ce fameux patriarche,
> Parce qu'en Arménie un mont reçut son arche.

Il y eut deux portiers étouffés à *Don Japhet,* tant la presse était grande. La première représentation eut lieu en 1653. Réduit en trois actes avec des intermèdes de chant et de danse, *Don Japhet* fut joué le 10 mai 1721, devant le roi Louis XV, sur le théâtre de la *salle des machines* aux Tuileries ; Méhémet-Effendi, ambassadeur turc, y assista.

Ce fut sur le théâtre du Marais, en 1654, que se produisit *l'Écolier de Salamanque;* c'est la première où le rôle de Crispin ait été introduit. Ce sujet fut traité simultanément par Thomas Corneille et Boisrobert. La pièce de ce dernier fut donnée à l'hôtel de Bourgogne la même année, et il est probable qu'il abusa d'une lecture que Scarron avait faite de son manuscrit, comme c'était son habitude, pour brocher au plus vite une tragi-comédie sur le même argument. Nous ne nous arrêterons pas au *Prince corsaire,* à *la Fausse apparence,* et à quelques autres comédies dont on n'a imprimé que des fragments, et nous donnerons, pour faire connaître la manière de Scarron, une analyse du *Jodelet.* Don Juan Alvaredo arrive nuitamment à Madrid, si pressé de conclure son mariage avec donna Isabelle, fille de don Fernan, que sans descendre dans aucun *parador,* sans se donner le temps de boire ni de manger, il veut aller au logis de son futur beau-père, malgré les sages représentations de son laquais Jodelet, qui voudrait bien se mettre quelque chose sous la dent, et trouve qu'il est incongru de réveiller ainsi les gens, et d'aller chercher à tâton une maison dans une ville qu'on ne connaît pas. Don Juan est amoureux fou d'Isabelle, dont il n'a cependant vu que le portrait. Il lui a envoyé le sien, fait par un peintre de Flandre, pensant qu'il produira un effet semblable. Jodelet n'a pas l'air aussi sûr que don Juan du pouvoir de cette peinture, et cela par une bonne raison : c'est que Jodelet, qui est la distraction même, a emballé, au lieu du médaillon de son maître, son propre museau à lui Jodelet, que le peintre

flamand, fort bon homme, avait eu la complaisance de portraire par-dessus le marché. Cet aveu transporte de rage le seigneur Alvaredo. Qu'aura dit Isabelle? s'écrie le galant désespéré. — Elle aura dit que vous n'êtes pas beau, répond Jodelet avec un flegme désespérant. Enfin don Juan s'apaise un peu, et, tout en cherchant la maison de don Fernan de Rochas, il raconte qu'en revenant de Flandre à Burgos, sa patrie, il a trouvé son frère tué en duel et sa sœur Lucrèce enlevée, sans savoir ni par qui ni comment. En errant dans l'ombre, Jodelet se heurte contre un drôle qu'il interroge, et qui lui apprend que c'est bien là le logis de don Fernan de Rochas. Pendant cette conversation, un homme descend du balcon et manque d'enfoncer avec son pied le sombrero des voyageurs jusque sur leurs yeux. Il appelle Estienne, et, voyant que c'est Jodelet qui répond, il s'échappe, non sans avoir échangé, à travers l'obscurité, quelques estocades inutiles avec don Juan d'Alvaredo. Est-ce donc l'habitude, à Madrid, de se servir des fenêtres en manière de portes? dit Jodelet à son maître, tout penaud et tout déconfit, qui commence à prendre une mauvaise idée de la vertu d'Isabelle. Pour savoir à quoi s'en tenir, il propose à Jodelet de prendre ses habits et de jouer le rôle de maître dans la maison de don Fernan, déguisement déjà préparé par l'erreur dans l'envoi des portraits. Grâce à ce déguisement, don Juan d'Alvaredo apprend que don Luiz, l'homme qu'il a vu descendre du balcon, est le séducteur de Lucrèce et le meurtrier de son frère. Lucrèce, par un hasard romanesque, est venue précisément chercher un asile chez donna Isabelle; don Luiz répare sa faute et rend l'honneur à celle qu'il a séduite. Don Juan d'Alvaredo épouse Isabelle, qui l'a aimé bien qu'elle le prît pour un domestique, et a su reconnaître l'âme du maître sous les habits du valet. Quant à maître Jodelet, ce qu'il entasse de bévues, ce qu'il commet d'extravagances et de bêtises énormes, monte à un chiffre que nous ne sommes pas en état de calculer. Ce rôle est assurément un des plus naturellement bouffons qui se puisse voir; il a été fait pour un acteur de beaucoup de talent, nommé Julien Geoffrin, qui prenait au théâtre le nom de Jodelet et a joué tous les Jodelets. Cet acteur fut incorporé par ordre royal dans la troupe de l'hôtel de Bourgogne. Ce fut lui qui joua le personnage de don Japhet d'Arménie, et il contribua fortement au succès des pièces de Scarron.

Ces pièces, que Scarron brochait en trois ou quatre semaines au plus, sont tout à fait conduites à l'espagnole, sans nul souci des règles d'Aristote, et notre burlesque y met en pratique le précepte de Lope de Vega, d'enfermer les préceptes sous six clefs, quand il s'agit de faire une comédie. La scène est tantôt dans une rue, tantôt dans un jardin, dans une chambre ou sur un balcon; les duels, les rencontres imprévues, les travestissements, les substitutions de personnes, les enlèvements, les masques, les lanternes sourdes et les échelles de soie y sont prodigués. Quelque valet ridicule ou stupide remplit le personnage du *gracioso*. Le style, précieux et contourné dans les scènes d'amour ou de galanterie, offre en général cette rondeur familière et cette propriété qui est la grande qualité de la manière de Scarron. La plupart de ses comédies sont entremêlées de stances, comme c'était la mode alors. Au second acte de *Jodelet* se trouve une parodie en stances du *Cid*, qui commence ainsi :

Soyez nettes, mes dents, l'honneur vous le commande.

Mais le chef-d'œuvre de Scarron est à coup sûr le *Roman Comique*, vrai modèle

de naturel, de narration et d'originalité. Rien ne ressemble moins à *l'Illustre Bassa, à la Clélie, à l'Oroondate, au Grand Cyrus* et autres fadaises contemporaines. Si quelque chose peut en donner l'idée, ce sont les romans espagnols du genre dit picaresque, parmi lesquels on compte *Lazarille de Tormes, Gusman d'Alfarache, el Diablo Cojuelo,* et beaucoup d'autres.

L'action du *Roman Comique* se passe aux environs du Mans, que Scarron avait visités, et qu'il décrit avec la sûreté et la facilité de touche d'un homme qui peint d'après nature. Les personnages ne sont pas moins finement indiqués que les lieux. Il semble qu'on assiste aux mésaventures de Ragotin, tant le détail est vrai, le geste sûr, et la scène nettement indiquée. Les caractères du comédien La Rancune, de l'avocat Ragotin, sont devenus des types. Le Destin, Mlle de l'Estoile et Mlle Lacaverne, vivent dans toutes les mémoires. Il n'est pas jusqu'à la grosse Bouvillon qui n'ait un cachet de réalité, si fermement empreint, qu'il semble qu'on l'ait connue. C'est d'ailleurs une excellente prose, pleine de franchise et d'allure, d'une gaieté irrésistible, très-souple et très-commode aux familiarités du récit, et, quoique plus portée au comique, ne manquant cependant pas d'une certaine grâce tendre et d'une certaine poésie aux endroits amoureux et romanesques. Mlle de l'Estoile est une figure charmante, une délicieuse personnification de la poésie. Qui de nous d'ailleurs n'a suivi comme le Destin, en imagination du moins, dans les routes effondrées du Mans, quelque Mlle de l'Estoile sur la charrette embourbée des comédiens? n'est-ce pas l'histoire éternelle de la jeunesse et de ses illusions.

La première partie du *Roman Comique* est dédiée au coadjuteur, le cardinal de Retz, qui était des amis de Scarron et le venait visiter assez fréquemment, et la seconde à Mme la surintendante, avec qui Mme Scarron était en relation d'amitié, ainsi qu'on le voit par un passage d'une lettre de Scarron au maréchal d'Albret. « Mme Scarron a été à Saint-Mandé voir Mme la surintendante, et je la trouve si ferue de tous ses attraits, que j'ai peur qu'il ne s'y mêle quelque chose d'impur; mais comme elle n'y va que quand ses amis la mènent, faute de carrosse, elle ne peut lui faire la cour aussi souvent qu'elle le souhaite. » Le succès du *Roman Comique* fut si grand, que La Fontaine ne dédaigna pas d'écrire une comédie des aventures de La Rancune, où il ne fait, le plus souvent, que rimer la prose de Scarron. Le *Roman Comique* est entremêlé de nouvelles fort agréables imitées ou traduites de l'espagnol: outre celles-là, Scarron en a fait quelques autres tirées du recueil de donna Maria de Layas, intitulé *Novelas ejemplares. Le Châtiment de l'Avarice* est, pour ainsi dire, une traduction interlinéaire d'*El Castigo de la Miseria.* Ce n'est pas là, du reste, le seul emprunt que notre poëte burlesque ait fait à la littérature d'au delà des monts.

Un volume ne suffirait pas pour mentionner toutes les pièces et les poésies diverses de Scarron, sonnets, épithalames, requêtes, étrennes, épîtres, rondeaux, odes burlesques, chansons à boire. Ne pouvant marcher et n'ayant guère d'autres distractions, il composait presque sans cesse; joignez à cela qu'il avait une immense facilité, et vous comprendrez aisément que le recueil de ses œuvres soit considérable. Les deux *Légendes de Bourbon, les Adieux au Marais, la Foire de Saint-Germain, Héro et Léandre,* les *Requêtes à la Reine*, l'*Épître à la comtesse de Fiesque,* la *Lettre à son ami Sarrazin*, en vers trisyllabiques, son *Sonnet sur Paris,* et deux ou trois autres où l'emphase poétique est fort agréablement raillée, sont les morceaux les plus lus et les plus souvent cités.

L'existence de Scarron n'était en quelque sorte qu'une trève entre la vie et la mort, et qu'il fallait s'attendre à voir rompre au premier jour. Chaque année, malgré les secours de la médecine, les soins de Quenault et ceux de sa femme, ses souffrances s'aggravaient de façon à lui faire comprendre que sa fin était prochaine. Toute son inquiétude était de laisser sans ressource une femme jeune, belle et honnête, à laquelle il était tendrement attaché. La cour se disposait alors au voyage en Guyenne pour le mariage de Louis XIV, et cet éloignement de ses amis l'attristait encore davantage. Un jour, il fut pris d'un accès de hoquet si violent, que l'on crut qu'il allait mourir. Dans les courts moments de répit que lui laissaient les convulsions, il dit : « Si j'en reviens jamais, *je ferai une belle satire contre le hoquet.* » Il ne put tenir sa parole, car il retomba bientôt malade, et voyant autour de son lit les gens de sa maison tout en larmes : « Mes amis, leur dit-il, vous ne pleurerez jamais tant pour moi que je vous ai fait rire. » Il mourut en 1660, âgé d'environ cinquante ans, les uns disent au mois de juin, les autres au mois d'octobre. Un passage de la *Muse historique* de Loret du 16 octobre de la même année semblerait corroborer cette dernière opinion :

Scarron, cet esprit enjoué
Dont je fus quelquefois loué,
Scarron, fondateur du burlesque,
Et qui dans ce jargon grotesque
Passait depuis plus de seize ans
Les écrivains les plus plaisans,
A vu moissonner sa personne
Par cette faux qui tout moissonne;
Lui qui ne vivait que de vers
Est maintenant mangé des vers.
Il était de bonne famille;
Il ne laisse ni fils ni fille,
Mais bien une aimable moitié
Digne tout à fait d'amitié,
Étant jeune, charmante et belle,
Et tout à fait spirituelle.

Scarron fut enterré à Saint-Gervais, où, si nous ne nous trompons, son tombeau se voit encore. Mme Scarron resta seule, mais non sans protection. La pension que son mari touchait, et qui était de cinq cents écus, lui fut continuée sur le pied de deux mille livres; au sortir du couvent où elle s'était retirée pour passer le temps de son veuvage, elle fit la connaissance de Mme de Thianges, qui la mit en rapport avec Mme de Montespan. De là date le commencement de sa fortune; mais ceci est de l'histoire et ne nous regarde plus, simple biographe littéraire, humble critique cherchant quelques perles dans le fumier des écrivains de second ordre. Quand Mme Scarron fut devenue la marquise de Maintenon, il arriva une chose singulière. Il ne fut pas plus question de Scarron, qui avait si fort occupé la cour et la ville, que s'il n'eût jamais existé; la flatterie des courtisans supprima complétement le poëte comique. Personne ne se permit de faire l'allusion la plus détournée au *Typhon*, à l'*Énéide travestie*. Il se fit un grand silence sur la tombe du pauvre cul-de-jatte, et si Mme de Maintenon n'avait pas eu bonne mémoire, elle aurait pu parfaitement oublier que Mlle d'Aubigné avait épousé Paul Scarron. Le genre qu'il avait mis à

la mode disparut avec lui. Vainement le plat d'Assoucy, pensant recueillir l'héritage du maître, se proclama lui-même empereur du burlesque : Boileau l'emporta, et Scarron n'eut pas plus de postérité littéraire que naturelle; ce n'est que lorsque le grand roi fut bien et dûment couché à Saint-Denis, que l'on osa se souvenir des œuvres du pauvre poëte et les réimprimer.

Théophile Gautier.

LE TEXAS

ET

LES ÉTATS-UNIS.

I.

La question de l'annexation du Texas préoccupe depuis près d'un an tous les esprits aux États-Unis, et depuis deux mois elle commence à préoccuper sérieusement la presse anglaise. Elle a soulevé entre les organes des différents partis de l'Union américaine la polémique la plus vive et la plus irritante ; elle a donné naissance à d'innombrables brochures. Comme elle va décider d'ici à quelques semaines de l'élection à la présidence, et que du débat engagé à ce sujet peut sortir, dans un avenir plus ou moins prochain, la guerre avec l'Angleterre, et peut-être la dissolution de l'Union, nous avons cru que cette question intéressait à un haut degré les nations européennes. Les efforts de l'un des grands partis de l'Union pour accomplir la séparation du Texas d'avec le Mexique, les obstacles que ce parti rencontre aujourd'hui pour consommer son œuvre en unissant le Texas aux États-Unis, l'influence qu'exercera l'annexation sur le sort de l'Union elle-même, sur ses relations extérieures, et principalement sur ses rapports avec l'Angleterre, tels sont les divers points qui appellent notre attention sur un sujet dont aucun organe de la presse française ne s'est encore occupé (1).

Sous la domination espagnole, le Texas faisait partie de l'intendance de San-Luis de Potosi. C'est un vaste territoire qui s'étend de la Sabine, à l'est, jusqu'au

(1) La *Revue des Deux Mondes* a seule publié, dans ses livraisons de mars et d'avril 1840, un travail sur le Texas, qui contient un récit développé de la guerre de 1836 entre l'état de Mexico et la nouvelle république. Ce récit nous dispensera de nous étendre sur les incidents de la guerre, et nous permettra de nous attacher surtout au rôle qu'a joué dans l'insurrection du Texas l'influence diplomatique des États-Unis.

Rio de las Nueches, à l'ouest, et de la rivière Rouge, un des affluents du Mississipi, au nord, jusqu'au golfe du Mexique. La Sabine le sépare de la Louisiane, la rivière Rouge de l'Arkansas, les montagnes de Saint-Saba des Indiens indépendants; le Texas touche, vers l'ouest et le sud, aux états mexicains de Coahuila et du Nouveau-Santander. On évalue fort diversement la superficie de ce territoire; chaque parti, en Amérique, l'augmente ou la diminue suivant son intérêt. On lui donne quatre fois l'étendue de la Virginie, ou neuf fois celle du Kentucky; on va même au delà, mais par une exagération évidente : l'appréciation la plus probable lui donne cent cinquante lieues de long du nord-est au sud-ouest, et quatre-vingts lieues de large, c'est-à-dire un tiers de la France. Le terrain est fort ondulé, et s'élève toujours à mesure qu'on s'éloigne de la mer, sans qu'il y ait cependant de hautes montagnes; la partie supérieure forme un vaste plateau d'où découlent en grand nombre des rivières fort considérables, le Brazo, le Guadalupe, le San-Jacinto, le Natchez, l'Arroyo, toutes navigables jusqu'à vingt lieues, et quelques-unes jusqu'à quatre-vingts lieues dans les terres. Les côtes, sur un développement de cent cinquante lieues, offrent au commerce plusieurs ports naturels dans la situation la plus avantageuse, comme Galveston et San-Luis. La chaleur y est extrême, et la terre très-propre à la culture du riz, de la canne et du coton; la partie centrale présente, surtout au bord des rivières, une vaste étendue de savanes tout unies, très-faciles à mettre en culture, et où la terre, vierge encore, porte la végétation la plus vigoureuse et promet de riches récoltes de maïs et de tabac. La partie supérieure seule, où il neige assez fréquemment l'hiver, se rapproche davantage, pour le climat, des états du milieu de l'Union. Les montagnes du nord-ouest, qui sont un démembrement de celles du Mexique, présentent des mines assez riches d'or et d'argent, et même de fer. Les spéculateurs en terre, pour qui le Texas est en ce moment une mine féconde, ont fait le tableau le plus exagéré des avantages naturels du sol et du climat; mais il est certain que c'est un pays riche et fertile, et entre les mains de la race active et industrieuse qui peuple l'Amérique, il peut parvenir à la plus grande prospérité. Jusqu'à l'arrivée des émigrants des États-Unis, il n'avait pour habitants que quelques tribus errantes d'Indiens, les Waccos, les Tawackannies, les Caddos, les Tankaways, les Lepans, que les Américains n'ont pas tardé à détruire, et quelques colons mexicains. Aussi était-il resté presque entièrement inculte : aux uns manquait le désir, aux autres les moyens de tirer parti des avantages naturels du sol. Quiconque connaît l'esprit envahissant des Anglo-Américains comprendra sans peine qu'une contrée comme le Texas, bornée par deux des états de l'Union, médiocrement peuplée et offrant une perspective si flatteuse à l'industrie commerciale et agricole, devait être pour ses voisins un sujet de tentation irrésistible; mais bientôt l'intérêt même des états du sud leur fit une nécessité de l'acquisition du Texas.

On sait que l'Union se divise en deux grandes sections, les états libres et les états à esclaves; les premiers commerçants et manufacturiers, et situés au nord, les autres concentrés au sud, adonnés à la culture du tabac, du riz et du coton, et défendant le principe même de l'esclavage, parce que sous leur climat la trop grande chaleur et la nature même de leurs cultures ne permettent pas aux blancs de travailler la terre. Les états libres se sont accrus avec bien plus de rapidité que les états à esclaves; ils couvrent aujourd'hui une bien plus vaste étendue de terrain, et ils ont enfermé leurs rivaux dans un cercle presque sans issue. Depuis l'acquisition de la Louisiane et des Florides, les états du sud sont acculés à la mer, et

trois états libres, l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, ont fermé passage aux planteurs du Kentucky et du Tennessée; les hommes du sud n'ont plus de débouchés que par deux états du milieu, le Missouri et l'Arkansas. Mais les planteurs de l'Arkansas sont arrivés déjà au pied des montagnes Rocheuses, et toute cette partie de l'Amérique, infiniment plus élevée que les côtes, exposée à des hivers bien plus rigoureux, et avec une température moyenne bien plus basse, n'est pas très-favorable à la culture du tabac, et surtout du coton. Au contraire, au sud de l'Arkansas, à l'ouest de la Louisiane, s'étend le Texas, qui, par son sol et son climat, semble appeler les planteurs, et leur offre un débouché d'autant plus nécessaire, que les terres épuisées de la Virginie et du Kentucky sont désertées de jour en jour, et que la population s'accumule dans les états situés plus au sud. De ce besoin, chaque jour plus pressant, est résultée pour les états du sud une tendance irrésistible à se saisir du Texas, et c'est pourquoi, depuis longtemps déjà, les hommes d'état américains ont pensé à donner, par l'acquisition du Texas, un débouché au trop-plein de population des états à grande culture.

Le Texas était autrefois compris dans l'immense étendue de terrain dont la France réclamait la propriété sous le nom de Louisiane; car du reste il n'y eut jamais de délimitation de territoire entre les possessions espagnoles et françaises. Lorsque la France vendit la Louisiane à l'Union, elle lui transmit donc les droits qu'elle pouvait avoir sur tout ou partie du Texas actuel, et les États-Unis prétendirent étendre leur frontière jusqu'au Rio del Norte; l'Espagne au contraire protestait contre ce qu'elle appelait un empiétement, et voulait resserrer la Louisiane dans des limites bien plus étroites. Aussi, lorsqu'elle vendit les Florides à l'Union, y eut-il transaction; l'Union recula du Rio del Norte à la Sabine, et céda formellement à l'Espagne tout le pays à l'ouest de cette rivière, qui fut prise comme limite. Il est à remarquer que M. Clay (et c'est lui-même qui rappelle ce fait dans la lettre qu'il vient d'adresser à ses commettants) combattit inutilement dans le sénat le traité d'acquisition des Florides, sur ce motif qu'on sacrifiait ainsi le Texas, qui avait une bien plus grande valeur. Si M. Clay n'avait point trouvé d'appui dans le sénat lorsqu'en 1819 il insistait sur l'importance du Texas, au bout de dix ans les opinions avaient bien changé, et les états du sud cherchaient déjà de quel côté diriger le surcroît de leur population. Dès 1828, sous la présidence de M. Adams, M. Clay, ministre des affaires étrangères, chargea l'envoyé américain à Mexico de proposer l'achat du Texas; mais c'est à peine si ce diplomate fit quelques ouvertures à ce sujet, certain qu'il était d'un refus. En effet, la constitution de l'union mexicaine ne permettait pas plus au gouvernement central d'aliéner le Texas que celle des États-Unis ne permet au congrès d'aliéner le Maine ou la Virginie. Le gouvernement américain, qui n'avait peut-être voulu donner qu'une satisfaction illusoire aux états du sud, n'insista pas, et l'affaire en resta là. Cependant, lorsque l'Anglo-Américain a une fois jeté les yeux sur une proie, il est bien difficile de le distraire de l'objet de sa convoitise : les planteurs du sud insistèrent avec leur ardeur et leur emportement habituels, et, en mai 1829, on vit arriver au pouvoir, avec le général Jackson, une administration toute dévouée aux intérêts du sud. Dès le mois d'août, M. Van Buren, ministre des affaires étrangères, écrivait à M. Poinsett, ministre à Mexico, que le président voulait qu'on ouvrît sans délai des négociations pour l'achat du Texas, et tandis que l'administration précédente n'avait jamais pensé à offrir plus d'un million de dollars, le général consentait à offrir quatre millions, et même cinq, s'il le fallait. Le gouvernement

américain avait connaissance de l'expédition que l'Espagne dirigeait alors contre le Mexique, et M. Van Buren croyait l'occasion favorable pour renouveler l'offre d'une somme considérable.

Les Mexicains, malgré leur indolence et leur apathie, conservent encore quelque chose de l'orgueil castillan : ils reçurent la proposition comme une insulte, résistèrent à la tentation d'une somme aussi forte, et malgré leur dénûment triomphèrent de l'armée espagnole. M. Poinsett fut vivement blessé de cet échec et du refus péremptoire qu'il avait éprouvé; il écrivit à son gouvernement : « Nous ne pourrons jamais étendre nos frontières au sud de la Sabine, à moins de chercher querelle à ce peuple-ci. » C'était une insinuation qui fut comprise. Comment s'expliquer en effet qu'en 1830 la *Gazette de l'Arkansas* ait pu imprimer ce qui suit : « D'après les informations puisées à une source qui mérite *la plus haute confiance (entitled to the highest credit),* il paraîtrait que nous ne devons plus nourrir l'espoir d'acquérir le Texas tant qu'un parti mieux disposé pour les États-Unis ne dominera pas au Mexique, ou peut-être *tant que le Texas ne secouera point le joug du gouvernement mexicain,* ce qu'il fera sans doute dès qu'il aura un prétexte raisonnable pour en agir ainsi ? » N'était-ce pas l'annonce du plan machiavélique qu'on allait mettre à exécution? Quel était donc le correspondant si bien informé de la *Gazette de l'Arkansas?* On y vit tour à tour M. Poinsett, M. Butler, son successeur, et plusieurs des amis du général Jackson.

A ce moment, un homme qui depuis longtemps s'était fait remarquer comme un des plus chauds partisans du général Jackson, Samuel Houston, qui avait été gouverneur du Tennessée et représentant de cet état au congrès, qui se vantait de posséder l'entière confiance du président et paraissait ainsi appelé à jouer un rôle dans l'administration nouvelle, quitta tout à coup Washington après avoir mis quelques personnes dans la confidence de son projet, et se rendit au Texas, abdiquant ainsi sa qualité de citoyen américain. Il y fut suivi par un nombre assez considérable de citoyens du Kentucky et du Tennessée appartenant au même parti. Samuel Houston ne dissimulait guère ses intentions, car le *Journal de la Louisiane,* en rendant compte de son départ, disait qu'il ne s'était rendu au Texas que pour révolutionner cette province, et terminait son article par ces mots : *Nous pouvons nous attendre à apprendre bientôt qu'il a levé l'étendard de l'indépendance* (*we may expect shortly to hear of his raising his flag*). C'était cinq ans avant la révolte du Texas qu'on s'exprimait ainsi. Le gouvernement mexicain se montra on ne peut plus libéral envers les nouveaux arrivants; aucune garantie, aucune concession ne leur fut refusée, et le nombre des émigrants s'accrut rapidement. Cependant Samuel Houston, depuis son arrivée au Texas, avait groupé autour de lui tous les colons venus des états du sud : il répétait à qui voulait l'entendre qu'il *avait confidence des vues particulières du président des États-Unis;* il était devenu le chef d'un parti qui s'accroissait de jour en jour. Le centre de ce parti était la ville de Brazoria, la plus rapprochée des bords de la mer; là affluaient tous les possesseurs d'esclaves qui affectaient un souverain mépris pour les lois mexicaines, et qui, en violation de ces lois, permirent à deux négriers de débarquer et de vendre publiquement leurs cargaisons. Brazoria possédait la seule presse du Texas, elle fut employée à multiplier des circulaires, des pétitions, des libelles de toute sorte contre le gouvernement mexicain, et dès 1832 une première collision éclata entre les colons américains et le Mexique; à partir de ce mouvement, l'agitation alla croissant jusqu'à la fin de 1835.

Pendant que Samuel Houston et Stephen Austin organisaient les émigrants anglo-américains et préparaient tout pour secouer au besoin le joug du Mexique, le général Jackson continuait ses démarches pour obtenir le Texas par des voies légitimes. Dès le début de son administration, il avait annoncé l'intention bien arrêtée de ne pas quitter le pouvoir sans procurer aux états du sud, qui l'avaient nommé, cette acquisition tant désirée. Il choisit comme envoyé à Mexico, à la place de M. Poinsett, un de ses confidents intimes, M. Anthony Butler, homme du sud et personnellement intéressé dans la question, puisqu'il avait acheté des lots de terre au Texas. Outre la correspondance diplomatique, il y eut entre le président et M. Butler un échange perpétuel de lettres particulières, qui toutes roulaient sur le Texas. La correspondance officielle a été soumise au sénat, et reproduite par les journaux américains : malgré des suppressions et des altérations sans nombre, qui ont provoqué les plaintes de la presse américaine, il est facile de voir que l'acquisition du Texas était la grande affaire du président. Pendant près de sept années, il a multiplié les offres de toute nature, et toujours sans succès; il a tour à tour employé la prière et la menace. Deux traités avaient été conclus presque simultanément entre le Mexique et les États-Unis; l'un réglait les frontières des deux républiques, l'autre était un traité de commerce. On ne saurait croire tous les délais et toutes les ruses qu'employa le gouvernement américain pour arriver à échanger les ratifications du second traité séparément, afin de pouvoir revenir sur le premier. Le gouvernement mexicain, qui commençait à s'alarmer des vues ambitieuses des États-Unis, tint bon et insista pour que les deux traités fussent ratifiés ou annulés ensemble, et le président se résigna à céder. Pourtant les ratifications étaient à peine échangées, que le ministre américain, ne tenant nul compte du traité de limitation, demandait, au nom de son gouvernement, une modification considérable dans le règlement des frontières. Le gouvernement mexicain repoussa cette demande avec d'autant plus d'énergie, que la nation mexicaine se prononçait très-vivement contre la cession du Texas. Nous lisons, en effet, dans une des lettres de M. Butler au général Jackson : « Je n'ai pas perdu de vue un instant la question du Texas, au sujet de laquelle vous témoignez tant d'inquiétude, car, outre que je sais quels sont vos désirs, je ne suis point insensible aux grands avantages que notre pays tirerait de cette acquisition..... Mais l'opinion publique dans ce pays est tellement opposée à l'acquisition du Texas par les États-Unis, que le gouvernement, non-seulement n'oserait pas accueillir une proposition à ce sujet, mais oserait encore moins consentir à nous céder ce pays. Chaque fois que les journaux désiraient raviver le feu de l'opposition contre le président Guerrero, il paraissait des articles qui l'accusaient de vouloir nous vendre le Texas, et l'on ajoutait que, pour ce crime seul, il méritait d'être renversé du pouvoir. »

Le gouvernement américain ne rougit pas de descendre aux chicanes diplomatiques les plus mesquines; ainsi M. Van Buren écrivait à M. Butler : « On m'a assuré que des deux rivières qui se jettent dans la baie de la Sabine, celle qui coule le plus à l'ouest est la plus considérable, et qu'on pourrait soutenir avec raison que c'est celle dont il est question dans le traité de limitation. » Le gouvernement mexicain répondit que les deux rivières avaient toujours été connues, l'une sous le nom de Sabine, l'autre sous celui de Rio de las Nechez, et qu'il n'y avait pas de confusion possible. La chancellerie américaine se mit alors à étudier les cartes, et finit par découvrir bien au delà du Rio de las Nechez une autre Sabine, qui se jette dans le Rio Bravo del Norte, auprès de Loredo. M. Butler ne craignit pas de

prétendre que ce devait être la Sabine désignée par le traité, que la question était au moins douteuse, que le meilleur moyen d'en finir était de faire un nouveau traité, et il indiquait le désert de la Grande-Prairie comme une limite naturelle. Comme on refusait bien plus vivement encore de céder des provinces peuplées entièrement par les Mexicains, M. Butler crut avoir trouvé un moyen indirect de parvenir à son but : il avait appris en confidence que le Mexique songeait à négocier un emprunt avec les États-Unis, il pensa à demander le Texas comme gage : le Mexique étant hors d'état d'acquitter jamais sa dette, la mise en gage équivalait à une vente. Mais le gouvernement américain avait entrevu la possibilité d'avoir le Texas pour rien ; on défendit à M. Butler de faire ni de recevoir aucune proposition au sujet d'un emprunt, et l'on insista sur la Sabine nouvellement découverte. Le Mexique, loin de céder, se plaignit des menées des Américains dans le Texas, et de l'encouragement manifeste que toutes les tentatives de désordre recevaient des États-Unis. L'impatience prit alors le général Jackson, et par contre-coup M. Butler changea de ton ; il ne demanda plus, il exigea. Dans une lettre du 21 décembre 1834, il déclare, par ordre du président, qu'un « *plus long délai à déterminer la véritable frontière du Mexique et des États-Unis ne saurait être permis.* Le Mexique occupant une vaste étendue de territoire que le gouvernement du soussigné présume respectueusement *(respectfully)* appartenir au peuple des États-Unis, et dont une grande partie, comme on sait, a déjà été concédée par les autorités du Mexique à des individus de toute sorte, il devient d'une impérieuse nécessité que la question soit promptement vidée. » M. Butler termine en demandant que le traité soit fait assez tôt pour être présenté au sénat des États-Unis avant le 4 mars suivant. Ainsi les États-Unis ne sollicitaient plus un changement de frontière : ils réclamaient comme leur bien ce qu'ils demandaient auparavant comme une concession, et ils fixaient au Mexique un délai de deux mois pour se résigner à ce sacrifice.

Le gouvernement mexicain, pour gagner du temps, transporta la négociation à Washington, et M. Butler y fut appelé pour conférer à ce sujet avec le président et le ministre des affaires étrangères ; mais M. Butler avait acquis la conviction que les négociations ne pourraient amener un résultat favorable, et il songeait déjà sans doute à d'autres moyens. Comment s'expliquer autrement les réticences, les mots couverts de la dernière lettre qu'il écrivit avant son départ pour Washington, et dont le gouvernement n'a communiqué que le fragment suivant : « Quand j'aurai le plaisir de vous voir, je pourrai vous montrer clairement que je n'ai pas perdu mon temps, et que l'on a fait tout ce que les circonstances permettaient de faire, que toute chose est même prête pour terminer l'affaire à notre satisfaction. Je puis prouver, jusqu'à l'évidence, qu'en trois mois nous pouvons tout consommer ; mais il y a une pierre d'achoppement que vous seul devez écarter. L'explication en serait trop longue pour une lettre, sans compter les renseignements qu'il vaut mieux mettre sous vos yeux pour que vous voyiez tout à la fois, et je suis si près de me trouver avec vous, et de pouvoir vous en parler à l'aise, que je crois moins nécessaire de vous faire une communication écrite ; d'ailleurs, vous ne pouvez écarter immédiatement la pierre d'achoppement dont je parle. Il faudra quelques mois pour mettre toute chose en mouvement ; mais je vous donne ma parole, retenez-le bien, je vous donne ma parole que votre administration ne se terminera pas sans que vous voyiez l'objet en question en votre possession. »

M. Butler, pour se rendre à Washington, traversa le Texas, où il vit Austin et

Samuel Houston : il passa aux États-Unis les mois de mai et de juin, et les premiers jours de juillet 1835 ; puis il se remit en route pour le Mexique. Le général Jackson avait résolu de faire une dernière tentative : M. Butler avait pour instructions de demander tout le territoire à l'est du Rio del Norte jusqu'au 37e degré de latitude; la frontière aurait suivi ce degré de latitude jusqu'à l'Océan Pacifique, et aurait ainsi enveloppé une grande partie de la Californie et sa capitale Monterey. On permettait cependant à M. Butler de se contenter à moins, si ce sacrifice paraissait trop grand; enfin, on l'autorisait à porter ses offres à six millions de dollars. M. Butler mit cinq mois à se rendre à Mexico, sur lesquels il en passa trois dans le Texas, alors en pleine agitation. Il est notoire qu'il y vit fréquemment Austin, Houston, et tous les meneurs du parti américain, qui parlaient déjà ouvertement de révolte. Aussi, à peine était-il arrivé à Mexico, que le gouvernement mexicain demandait son changement. De son côté, M. Butler terminait la première lettre qu'il écrivit à Washington par ces mots remarquables : « Je suis décidément d'avis que, malgré toutes les difficultés nouvelles que fera naître ou qu'a déjà créées la situation actuelle des choses, et qui arrêtent la négociation que je poursuis, je puis réussir, quoiqu'il faille un peu plus de temps, *et certains changements dans la manière de conduire l'affaire et les agents à y employer.* » Après un dernier refus, M. Butler, qui venait d'ailleurs de recevoir la nouvelle de son rappel, quitta brusquement Mexico, en adressant au gouvernement mexicain deux lettres insolentes que le gouvernement des États-Unis fut obligé de désavouer, et alla s'établir au Texas, ou plutôt donner le mot d'ordre aux colons du sud pour arracher par la force ce que la diplomatie n'avait pu obtenir. C'est à ce moment même que parut la déclaration d'indépendance du Texas.

L'occasion était favorable; une révolution venait d'avoir lieu au Mexique. Les abus des législatures provinciales avaient été si grands, qu'une réaction eut lieu en faveur du parti centraliste : celui-ci, guidé par Santa-Anna, obtint l'avantage, et une nouvelle constitution fut mise en vigueur. Elle instituait, à la place des états, des départements administrés par un conseil législatif et par un gouverneur et un commandant militaire à la nomination du président. L'autorité des conseils législatifs était restreinte à la police, aux élections, et à la proposition des lois : le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire étaient réservés au gouvernement central. Les troubles qui accompagnèrent cette révolution au Mexique parurent aux colons anglo-américains une heureuse occasion ; ils protestèrent contre les changements introduits dans la constitution et se déclarèrent indépendants. Leur manifeste, dont la rédaction fut calculée de façon à faire appel au fanatisme démocratique et religieux des États-Unis, contenait une longue série de griefs qui servirent de prétextes à la révolte, mais n'en étaient pas les motifs réels. Les véritables causes, nous les avons déjà indiquées : c'étaient le désir qu'avaient les Américains du sud d'arracher le Texas au Mexique pour l'incorporer à l'Union, les intrigues des colons anglo-américains, appuyées, sinon suscitées, par le cabinet de Washington, l'intérêt des spéculateurs qui avaient obtenu de la législature particulière du Texas des concessions illégales de terres, contre lesquelles le gouvernement mexicain protestait, et surtout l'intérêt commun de tous les possesseurs d'esclaves, qui ne voulaient pas se soumettre aux lois du Mexique contre l'esclavage.

Aussitôt la déclaration d'indépendance publiée, tous les colons furent obligés d'y adhérer : le silence leur fut imposé sur les causes de la rébellion, et toute protestation fut étouffée. C'est à peine si un colon américain osa élever la voix dans

un journal de New-York ; encore il s'excusa de ne pas signer sa lettre, parce que c'eût été se dévouer à la mort. Un autre abandonna le pays, et publia dans le *National Intelligencer* un article signé *un émigrant de retour*. Un M. Bartlett écrivit à un journal de New-York pour réfuter cet article, et il terminait sa lettre par ces mots : « J'ai un avis à donner à ce gentleman : c'est de ne reparaître jamais au Texas après le pamphlet qu'il a publié, s'il ne veut faire connaissance avec la salutaire discipline de la loi de Lynch (1). » Mais voici un autre fait bien plus significatif. Un citoyen de la Louisiane, nommé Boatright, avait eu l'imprudence de se prononcer hautement, dans une réunion, contre la révolution texienne, et de blâmer la connivence du gouvernement américain avec les révoltés. Il fut surpris chez lui, à Caddo, sur le territoire américain, par une bande de Texiens et emmené au Texas : là on résolut de l'enterrer tout vif. Pendant qu'on creusait sa fosse devant lui, il parvint à s'échapper par un effort désespéré, mais une décharge de mousqueterie l'étendit raide mort. Son corps fut coupé en morceaux, et les membres suspendus aux arbres voisins. Le gouvernement américain garda le silence sur ce fait. Quelle ne devait pas être la terreur des Texiens quand un citoyen américain était ainsi traité !

Pendant qu'on obtenait ainsi l'unanimité des colons, tous les Américains du sud qui avaient pris part à cette œuvre de perfidie s'occupaient activement d'en assurer le succès. La ville de Cincinnati forma un bataillon de volontaires qui partit au secours du Texas. Mobile et Natchez suivirent cet exemple, la Nouvelle-Orléans envoya à elle seule trois compagnies, montant à plus de cinq cents hommes. Félix Houston, frère de Samuel, prit le titre de général et partit avec un bataillon levé dans le Tennessée. Des bureaux de recrutement furent ouverts à la Nouvelle-Orléans et dans d'autres villes, et leur adresse indiquée dans tous les journaux : des *meetings* furent tenus dans tous les états, des souscriptions ouvertes; des armes, des munitions, des provisions de toute sorte rassemblées publiquement. Le gouvernement, évidemment d'accord avec les spéculateurs en terres, garda le silence et laissa tout faire, malgré les réclamations incessantes des états du nord, dont les journaux invoquaient sans cesse la loi américaine qui fixe « une amende qui ne pourra excéder mille dollars, et un emprisonnement qui n'excédera pas trois ans contre toute personne qui, dans les limites du territoire et de la juridiction des États Unis, mettra sur pied, ou rassemblera, ou préparera une expédition ou une entreprise militaire dirigée contre le territoire ou les domaines d'un prince, état, colonie, district, ou peuple étranger, avec qui les États-Unis seraient en paix. »

A la nouvelle de la révolte du Texas, Santa-Anna partit à la tête d'une partie de l'armée mexicaine pour la comprimer. Il débuta par des succès, et sembla sur le point d'étouffer l'insurrection à sa naissance. Aussitôt Samuel Houston écrivit à un citoyen éminent de Tennessée, Dunlap : « Pour avoir les forces qui nous sont

(1) A la fin du XVII[e] siècle, des esclaves réfugiés dans des marais infestaient la Caroline du nord. Les habitants donnèrent à l'un d'entre eux, John Lynch, un pouvoir discrétionnaire au civil et au criminel. Cet usage s'est conservé, et quand les intérêts généraux du pays paraissent menacés, les principaux habitants, réunis en commission, ont droit de juger sommairement toute personne, libre ou esclave, qui leur est dénoncée. Dans le dernier complot des esclaves, plus de cinq cents personnes furent condamnées et exécutées en deux jours.

nécessaires afin de résister au Mexique, nous comptons principalement sur les États-Unis. Ce secours ne saurait arriver trop tôt..... Il n'y a, à mon avis, qu'une pensée chez les Texiens : c'est l'établir l'indépendance du Texas et d'être incorporés aux États-Unis. » Dunlap prit aussitôt le titre de général, leva un corps de troupes, et marcha vers le Texas. Samuel Swartwout, l'ami d'enfance, le confident intime du président Jackson, se mit également à rassembler des hommes et des armes, et obtint même du président une escorte pour le convoi qu'il préparait, mais qui devint inutile. On sait que Samuel Houston, ayant intercepté une dépêche de Santa-Anna, réussit à surprendre à San-Jacinto l'avant-garde mexicaine, la dispersa, et fit Santa-Anna prisonnier. On a constaté ce fait : c'est que, dans les troupes qui combattirent sous les ordres de Houston à San-Jacinto, il n'y avait que *trente-sept* Texiens ; le reste était des volontaires américains. On remarqua aussi que Houston dépêcha immédiatement un courrier particulier au général Jackson, et lorsque ce courrier arriva à Washington, quoiqu'il fût plus de minuit, on le conduisit au président, que l'on réveilla exprès.

Cependant le gros de l'armée mexicaine n'avait pas été entamé, elle comptait encore à peu près dix mille hommes, et était plus que suffisante pour réduire les insurgés, lorsque le général Jackson prit une mesure qui sauva le Texas. Cette mesure lui a été souvent reprochée, et elle est une tache dans sa vie politique, car elle est empreinte d'un caractère de duplicité indigne du chef d'un grand gouvernement. Il prétexta que les Indiens pouvaient profiter des troubles du Texas pour faire des courses sur la frontière, et expédia au général Gaines l'ordre de marcher avec un corps de troupes pour faire respecter le territoire américain ; mais Gaines, qui avait des instructions secrètes, ne s'arrêta pas à la frontière : il la franchit avec ses troupes et s'avança jusqu'à la ville de Nacogdoches, à soixante-quinze milles dans l'intérieur du Texas. Il y établit son quartier-général et s'y retrancha. En même temps il laissait passer sans obstacle, par centaines et par milliers, les volontaires et les corps organisés qui se rendaient des États Unis au Texas, et même deux cents hommes de ses troupes trouvèrent moyen de déserter avec armes et bagages, et d'aller rejoindre avec leur uniforme l'armée texienne. Aussi l'envoyé mexicain indigné quitta Washington, et de toutes parts le bruit se répandit au Texas que les États-Unis se déclaraient contre le Mexique. Samuel Houston annonçait par une proclamation qu'il était appuyé par *la plus haute autorité des États-Unis.* Le général Jackson n'eût sans doute jamais osé donner aux troupes américaines l'ordre d'attaquer l'armée mexicaine ; mais il était bien aise de le faire craindre, certain que l'effet moral produit par la marche de Gaines suffirait pour sauver le Texas. En effet, les Mexicains, qui connaissaient le peu de délicatesse politique de leurs puissants voisins, s'alarmèrent de l'approche des troupes américaines, et s'arrêtèrent fort indécis ; puis, les troubles ayant recommencé au Mexique, l'armée ne tarda pas à se disperser et à laisser le champ libre aux Texiens.

Le général Jackson venait de rendre un immense service aux insurgés : il ne s'en tint pas là. Quoique ses fonctions dussent expirer dans cinq ou six semaines, il trouva encore moyen d'employer ce temps utilement pour l'œuvre commune. Après avoir arraché le Texas au Mexique, il fallait préparer l'annexation de son territoire aux États-Unis en faisant reconnaître l'indépendance des Texiens. Le président eut encore recours à la ruse. Il commença par adresser au congrès un message où il déclarait que la délicatesse ne permettait pas aux États-Unis de reconnaître le Texas comme un état indépendant, sans faire une injustice au Mexique. Cependant,

quelques jours après, il fit ajouter au budget des affaires étrangères, par un amendement, une légère somme dans le cas où il deviendrait nécessaire d'avoir un envoyé auprès du gouvernement texien. Quand cette somme eut été votée, il paraît que ce cas si éloigné en apparence se présenta immédiatement, car le président crut devoir nommer un envoyé au Texas trois jours avant l'expiration de sa magistrature. C'est le dernier acte officiel qu'il ait signé : il léguait à son successeur et à son ami, M. Van Buren, le soin d'annexer le Texas aux États-Unis. C'est ainsi que Jackson atteignit presque le but qu'il s'était proposé en arrivant au pouvoir, et que se trouva à peu près réalisée la prédiction que lui faisait, six mois auparavant, M. Butler, que son administration ne se terminerait pas sans qu'il vît le Texas au pouvoir des États-Unis.

Les faits que nous venons de rappeler prouvent assez clairement que la séparation du Texas d'avec le Mexique a été l'œuvre des Américains du sud, et qu'elle a été singulièrement aidée par la connivence, pour ne pas dire la complicité, du gouvernement des États-Unis. Un passage remarquable de la circulaire adressée en septembre 1842 par le vénérable J. Quincy Adams à ses commettants, montre quelle est l'opinion d'un grand nombre d'Américains à ce sujet. « La politique de l'administration de Jackson envers le Mexique, dit M. Adams, est digne de Machiavel. De perpétuelles négociations pour des traités qui ne devaient jamais être exécutés ont été combinées avec des instances continuelles pour obtenir la cession du Texas. En même temps, le Texas lui-même était poussé à la révolte contre le Mexique, et il a fini par lever la bannière de l'indépendance sous les auspices d'un officier tennessien, d'un commandant militaire qui avait Jackson pour ami et pour patron, qui s'était expatrié dans le but d'accomplir cette révolution et l'a accomplie en effet. Les États-Unis ont reconnu l'indépendance du Texas, mais la manière dont on a obtenu cette reconnaissance est un commentaire lumineux de l'amitié et de la bienveillance dont nous avons si orgueilleusement fait parade envers le Mexique. »

C'était à M. Van Buren de terminer l'œuvre menée si loin par le général Jackson. Dès l'année suivante, le Texas demanda à être incorporé aux États-Unis, et envoya à Washington M. Memucan Hunt pour ouvrir des négociations à ce sujet avec M. Forsyth, secrétaire d'état. M. Hunt proposait l'union pure et simple des deux peuples, mais à une seule condition qu'il faut remarquer, c'est que les Texiens conserveraient *leur autorité pleine et incontestée sur leur population esclave.* Les états du nord, qui avaient été fort irrités de la conduite du général Jackson dans toute cette affaire du Texas et avaient souvent protesté, élevèrent aussitôt la voix. Ce fut une réclamation universelle; les législatures des états d'Ohio, de Rhode-Island et de Massachusetts, par des votes solennels, se déclarèrent ouvertement opposées à l'annexation, et le parti whig tout entier se prononça nettement contre la mesure. M. Webster prononça à New-York, dans une réunion de citoyens, un discours contre l'annexation qui fut fort applaudi. Quand la question fut portée incidemment devant le sénat, M. J. Quincy Adams se signala par l'énergie avec laquelle il combattit d'avance tout projet d'annexation. Son discours, qui remplit plusieurs séances et devint le programme du parti whig, fut, selon l'expression des journalistes américains, un coup de massue pour l'hydre de l'annexation. Enfin, le meilleur écrivain de l'Amérique après Washington Irving, le docteur Channing, publia, sous la forme d'une lettre adressée à M. Clay, une brochure qui eut le plus grand retentissement. M. Van Buren était loin d'avoir l'opiniâtreté de son prédé-

cesseur ; c'est un esprit souple et adroit qui aimait mieux tourner les obstacles que les surmonter. A peine au pouvoir, il se sentait déjà ébranlé, sa majorité dans les chambres diminuait chaque jour ; il fut effrayé de ce concert de protestations, et n'osa affronter l'opposition des états du nord. D'ailleurs le Mexique avait protesté contre la reconnaissance de la république du Texas, et en même temps il avait offert une satisfaction raisonnable pour tous les griefs dont le général Jackson avait poursuivi en vain le redressement. Il n'y avait donc aucun prétexte légitime de se jeter dans une guerre contre le Mexique, il fallait avouer qu'on voulait avoir le Texas à tout prix, et cela au moment où le congrès était convoqué extraordinairement pour rétablir le crédit de l'Union. M. Van Buren, qui rencontrait une opposition très-vive à ses mesures financières, ne voulut pas se mettre sur les bras un embarras de plus ; il refusa les offres du Texas, en donnant pour raison que le gouvernement mexicain pourrait considérer l'annexation comme équivalant à une déclaration de guerre. Le gouvernement texien ne tarda pas d'ailleurs à rompre officiellement la négociation. Il obtint successivement d'être reconnu par la France, par l'Angleterre, et par la plupart des puissances européennes : il sembla se résigner à son existence indépendante, et la question de l'annexation parut définitivement résolue contre les vœux des états du sud.

II.

Maintenant, comment cette question a-t-elle été soulevée de nouveau, et pourquoi va-t-elle décider sans doute de l'élection du président? C'est ce qu'on ne peut faire comprendre sans entrer dans quelques explications sur la situation respective des partis aux États-Unis. Personne n'ignore que l'Union s'est trouvée, dès l'origine, divisée en deux grands partis, les fédéralistes et les démocrates : les premiers, ayant pour but de fortifier, autant que possible, le gouvernement central, et de changer peu à peu les états particuliers en de véritables provinces, afin de ne faire de toute l'Union qu'un seul corps, une seule nation ; les autres, au contraire, cherchant à affaiblir, autant que possible, l'autorité du congrès au profit des états particuliers. Dans le premier parti se rangèrent tous les grands hommes de la révolution, Washington, Hamilton, Jay, J. Adams ; mais la mort de Washington fut pour les fédéralistes un coup mortel. L'opinion démocratique arriva au pouvoir avec Jefferson, et ne s'en dessaisit plus. Le parti opposé, tenu longtemps loin du pouvoir, se décomposa et cessa, à vrai dire, d'exister. Cependant les restes du parti fédéraliste, joints aux mécontents, à tous ceux qui trouvaient que les démocrates allaient trop loin, réussirent, en 1824, à porter John Quincy Adams à la présidence. Ce ne fut qu'un triomphe éphémère ; M. Adams ne put obtenir une seconde élection ; il fut renversé par le général Jackson, et, depuis 1828, il n'est plus question du parti fédéraliste. Ceux même qui en ont conservé les opinions, M. Adams, M. Channing, se gardent bien de prendre un nom impopulaire et condamné par de trop nombreuses défaites. Toutefois, au moment de la victoire, une scission s'opéra dans le parti vainqueur : beaucoup pensèrent qu'on avait dépassé plutôt qu'atteint le but ; que le gouvernement fédéral, loin de pouvoir porter ombrage à l'indépendance des états particuliers, avait à peine la force suffisante pour gouverner l'Union, et que, si on relâchait encore ces liens si faibles, on arriverait

à une dissolution presque immédiate. Ceux-ci voulurent garder ce qu'on avait conquis, mais ne pas faire un pas de plus : de là la naissance du parti *conservateur* ou *whig,* comme on l'appelle maintenant. Dès les premiers jours de son existence, ce parti se recruta des débris des fédéralistes, et c'est dans leurs rangs qu'il prit ses chefs, M. J. Q. Adams et M. Clay : son plus grand orateur, M. Daniel Webster, n'est entré dans la carrière politique que depuis l'apparition des whigs. Les démocrates, malgré cette séparation, n'en restèrent pas moins un parti puissant : ils gardèrent leur nom, quoiqu'ils soient divisés en deux sections, les *démocrates purs* et les *locofocos* ou *nullificateurs,* et ils sont demeurés maîtres du terrain, quoique évidemment en minorité dans l'Union. Mais ceci tient à d'autres causes qui veulent être signalées.

Aux États-Unis, les partis se subordonnent aux divisions territoriales, et c'est là le grand danger de l'Union; avant d'être whig ou démocrate, on est homme du nord ou du sud : l'antipathie est extrême, parce que les intérêts sont fort différents, sinon tout à fait opposés. A l'origine de l'Union, presque tous les états avaient des esclaves; tous se livraient à l'agriculture, presque aucun ne s'occupait de commerce ou d'industrie. Les états du sud, favorisés par la nature de leur sol et par le climat, avaient une grande supériorité sur les autres : aussi la Virginie exerça-t-elle quelque temps une influence prédominante. Tout a bien changé par suite du développement de l'Union. Les états issus de la Nouvelle-Angleterre, où l'esclavage n'a jamais existé, ne l'ont pas reconnu comme institution, ou même l'ont proscrit. Les états limitrophes ont suivi cet exemple, soit qu'ils subissent l'influence du voisinage ou celle du grand mouvement philanthropique donné par Wilberforce, soit parce que la nature de leur climat et de leurs cultures rend le travail esclave moins avantageux, soit enfin par l'impossibilité où se trouve le travail esclave de soutenir la concurrence avec le travail libre. Il en est résulté que le flot de l'émigration s'est surtout dirigé vers ces états, parce que le blanc ne travaille pas là où le travail est la marque de la servitude, et que les émigrants ont presque tous besoin pour vivre d'un salaire journalier. La population du nord a dépassé rapidement celle du midi. Le nord s'est livré au commerce et à la navigation ; il est devenu l'intermédiaire commercial de tous les peuples sans marine; enfin, surtout depuis la guerre de 1812, il s'est fait fabricant et manufacturier.

Les états du sud sont encore ce qu'ils étaient au temps de la révolution. La nature leur ayant refusé des ports sur une côte aride et dangereuse, exposée à tous les vents, ils n'ont pu se livrer au commerce, et se sont tournés de plus en plus vers l'agriculture. La culture du tabac, du coton, de la canne, qui demande des soins perpétuels et minutieux, a rendu chez eux le travail des esclaves plus avantageux qu'il ne l'est au nord; ce travail est d'ailleurs consacré dans ces états par de longues habitudes. Les Américains du sud s'y sont attachés avec passion, et de là une irritation extrême contre les états du nord, qui, en abolissant chez eux l'esclavage, l'ont indirectement attaqué chez les autres, et qui, par le contact des nègres libres avec les nègres esclaves, ont créé aux hommes du sud un danger immense et de tous les jours. A ce motif d'inimitié est venue se joindre la vanité blessée. Les états du nord, grandissant tous les jours en population et en richesse, n'ont pas tardé à dépasser les états du sud et à leur enlever une supériorité à laquelle ils étaient depuis longtemps habitués; ceux-ci se sont crus dépouillés par leurs rivaux. Quoique tous les calculs montrent que l'agrandissement des états du sud est hors de proportion avec ce qui se passe en Europe, ceux-ci, ne considérant

que le progrès relatif, accusent le nord de s'enrichir à leurs dépens, parce qu'il grandit encore plus vite. L'exploitation et la ruine du sud par le nord, voilà le thème perpétuel de leurs orateurs.

Le développement de l'industrie manufacturière au nord est venu créer une nouvelle cause de séparation et l'une des plus puissantes. Les États-Unis ont été longtemps dans la dépendance de l'Europe pour tous les objets manufacturés, et surtout pour les étoffes ; ils tiraient de la France les étoffes de luxe, les soieries, les velours, et de l'Angleterre les étoffes communes de laine et de coton, en sorte que les planteurs du sud vendaient aux Anglais le coton avec lequel ceux-ci fabriquaient les étoffes qu'allait chercher en Angleterre le commerçant du nord. Mais, depuis la guerre de 1812, les gens du nord, instruits par les émigrants, se sont mis à vouloir fabriquer eux-mêmes ce qu'ils allaient chercher si loin. Ils y ont assez bien réussi ; seulement ils ont demandé au gouvernement général protection contre la concurrence étrangère, et le congrès, accédant à leurs demandes, a établi ce fameux tarif de douanes qui porta un coup très-grave à l'industrie française, et qui causa en Angleterre une crise commerciale. L'Angleterre, frappée dans ce qu'elle a de plus sensible, rendit coup pour coup : elle éleva les droits sur les cotons américains, les abaissa sur les autres, et favorisa par tous les moyens la culture du coton dans l'Inde. Aujourd'hui, les cotons de l'Inde entrent pour une proportion très-forte dans la fabrication anglaise; on peut même, par la marche ascendante de ces produits, prévoir le jour où ils occuperont seuls le marché, et viendront peut-être faire concurrence aux cotons américains en France et en Allemagne. Cela est surtout probable, si la compagnie des Indes accepte le traité que lui propose la Chine, et consent à abandonner la culture de l'opium ; ce seront autant de terres que l'on consacrera à la culture du coton. Tout cela a été fait avec la merveilleuse promptitude que met l'Angleterre dans tout ce qui sert ses intérêts commerciaux. L'Inde produisait assez peu de coton; d'une année à l'autre, par la volonté de la métropole, elle a décuplé sa production pour l'affranchir de toute dépendance vis-à-vis de l'Amérique. Le contre-coup du tarif a donc porté, en définitive, sur les planteurs du sud ; aux faillites de Leeds, de Manchester et de Birmingham ont répondu celles de Baltimore, de Charlestown et de toutes les villes du sud jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Aussi, les états du sud sont-ils aussi ardents à demander le rappel du tarif que ceux du nord, et surtout de l'ouest, à en demander le maintien.

On voit quels intérêts séparent le nord du sud ; la division d'intérêts se traduit presque toujours en Amérique par la division politique, et quelquefois elle la domine. Les opinions fédéralistes prédominaient dans le nord, le sud fut démocrate jusqu'à la frénésie. Lors de la décomposition du parti démocratique, les whigs se recrutèrent surtout dans les anciens états fédéralistes et dans les états de l'ouest; ceux du sud se groupèrent autour du général Jackson, et restèrent ultra-démocrates. L'intérêt territorial s'élève au-dessus des questions politiques ; aussi chaque fois qu'il s'agit d'une mesure commerciale ou financière, ou de la question de l'esclavage, on voit les représentants du sud voter comme un seul homme sans distinction de nuances ni de partis. Il n'en est pas de même pour les états du nord ; la division règne parmi eux. Ceux de l'extrême frontière nord, qui convoitent le Canada comme les états du sud convoitent le Mexique, sont restés profondément démocratiques ; le Maine, le Vermont, le New-Hampshire et une grande partie du New-York ont toujours été et sont encore le foyer des opinions radicales.

Cette fraction du parti démocratique forme ce qu'on appelle les démocrates purs. Le sud, au contraire, a exagéré les tendances du parti, il est devenu *locofoco* ou nullificateur, et toujours par intérêt de position. Les états du sud avaient protesté dès l'établissement du tarif : loin de tenir compte de leurs plaintes, le congrès, en 1824 et 1828, maintint le droit qu'avait le gouvernement central à établir le nouveau tarif, et en éleva même la taxation. Dans le sud, on contesta ce droit, on prétendit que les états, n'ayant jamais eu l'intention de se confondre en un seul et même peuple, n'avaient pu aliéner leurs droits de souveraineté, que l'Union était une ligue d'états également souverains et indépendants les uns des autres; chaque état avait, disait-on, le droit de suspendre ou d'annuler les lois générales contraires à sa constitution particulière. Cette théorie se trouve résumée dans une phrase prononcée devant le congrès de 1833 par le chef des nullificateurs, M. Calhoun : « La constitution, dit-il, est un contrat dans lequel les états ont figuré comme souverains. Or, toutes les fois qu'il intervient un contrat entre des parties qui ne connaissent point de commun arbitre, chacune d'elles retient le droit de juger par elle-même de l'étendue de son obligation. » La désunion des états du nord a rendu à ceux du sud l'avantage que semblaient devoir leur faire perdre la naissance et les rapides progrès du parti whig, et le sud, quoiqu'en minorité, n'en a pas moins continué à diriger l'Union dans la voie la plus favorable à ses intérêts. Il a fait une alliance étroite avec les démocrates du nord, et, par l'appoint de leurs 30 ou 35 voix, il réussit à conserver une faible majorité dans la chambre des représentants : dans le sénat, les deux partis se balancent, le nord et le sud ont chacun 26 voix. Le parti démocratique pur a contracté l'habitude de soutenir la politique des états du sud dans toutes les questions économiques, et il se dédommage du peu de considération dont il jouit dans le nord, en se faisant faire par le sud une large part dans la distribution des emplois fédératifs, dont celui-ci dispose presque toujours par le moyen du président, pris dans son sein. Il est à remarquer en effet que sur cinquante-six années de présidence, cette dignité a été quarante-quatre ans entre les mains de citoyens des états à esclaves, et pendant quatre autres années, sous M. Van Buren, elle a été exercée entièrement à leur profit. C'est cette alliance des démocrates du nord avec les nullificateurs qui explique comment un citoyen de l'état de New-York, M. Van Buren, a été porté à la présidence par les hommes du sud, et comment il est encore aujourd'hui le candidat préféré d'un grand nombre d'entre eux.

Du reste, il est à remarquer qu'il se forme depuis quelques années, entre les deux grands partis qui divisent les États-Unis, un parti nouveau dont les progrès sont pour les hommes du sud une cause d'irritation extrême, et en haine duquel ils briseront peut-être l'Union. Ce parti nouveau, qui voudrait se dissimuler encore, s'intitule le *tiers parti,* et serait mieux nommé le parti des abolitionistes. Les hommes de cette opinion se prétendent neutres sur la plupart des questions qui divisent l'Union, et, en réalité, ils les subordonnent toutes à l'abolition de l'esclavage. Ils votent toujours dans le même sens que le parti whig; mais ils affectent de s'en séparer, afin de lui laisser toute sa liberté d'action, et de ne pas l'envelopper dans leur impopularité ni dans la haine qu'ils inspirent aux hommes du sud. M. Adams, en prenant la direction du tiers parti, a abdiqué au profit de M. Clay toutes les chances qu'il pouvait avoir d'être élevé de nouveau à la présidence, car son élection serait un signal de guerre civile. En effet, la question de l'esclavage est, après tout, la grande question qui divise les États-Unis; c'est elle qui met

surtout la constitution en péril, car les hommes du sud ont mille fois déclaré qu'ils aimeraient mieux rompre l'Union que de voir le gouvernement central non pas abolir l'esclavage, mais seulement le réglementer. Ils ont fait stipuler dans la constitution que le gouvernement ne se mêlerait jamais de ce qu'ils appellent les *institutions particulières du sud*, et l'on ferait un volume rien qu'en retraçant leurs exigences et leurs susceptibilités à cet égard. Avec l'appui des démocrates, ils ont été jusqu'à faire décider par le congrès qu'il n'avait point le droit d'abolir ni de modifier l'esclavage dans le district fédéral. Les gens du nord, qui connaissent la violence emportée de leurs compatriotes du sud, et qui aiment sincèrement l'union, leur ont fait toutes sortes de concessions : ils ont poussé la condescendance jusqu'à voter plusieurs fois un article suspensif du règlement du congrès, portant que l'on déposerait sur le bureau, sans les lire et sans en rendre compte. les pétitions pour l'abolition de l'esclavage. C'est alors que le tiers parti trahit son existence : M. J.-Q. Adams protesta contre cette violation du droit de pétition; au commencement de chaque session, il combattit avec énergie la suspension du règlement, et même, il y a quelques années, le vénérable vieillard, refusant de reconnaître une décision contraire à la constitution, rendit compte, malgré la suspension, d'une pétition contre l'esclavage. Aussitôt le parti démocratique entra en fureur, et, en dépit des efforts des whigs, ne rougit pas de voter un blâme contre un des membres les plus illustres du congrès, contre un ancien président. Depuis ce moment, les hommes du sud suivent avec anxiété les progrès du tiers parti, et rien n'est plus curieux que les efforts des whigs pour en dissimuler l'existence : ils affectent même de se réunir à leurs adversaires pour voter, à une immense majorité, les mesures que ceux-ci croient devoir réclamer. C'est ainsi qu'on a permis aux Américains du sud de détruire la liberté de la presse au mépris de la constitution fédérale, de suspendre la liberté individuelle, et qu'on a abandonné à la loi de Lynch, c'est-à-dire à la mort, tous ceux qui seraient surpris introduisant dans les états du sud des journaux, livres ou brochures contraires à *leurs institutions particulières*. D'autres mesures plus odieuses encore, par exemple la loi récente qui permet aux états du sud de faire vendre l'équipage d'un navire qui débarquerait un nègre libre ou emmènerait un nègre esclave, n'ont été emportées par les hommes du sud qu'à la suite d'une lutte très-vive et avec l'aide des démocrates du nord. On vit, en plus d'une circonstance, des membres du sud demander l'appel nominal pour s'assurer qu'aucun démocrate ne votait mal. Malgré ces victoires remportées par le sud, le tiers parti gagne tous les jours du terrain, et il est évident qu'il finira, dans un avenir plus ou moins prochain, par absorber le parti whig. Les nuances politiques tendent à s'effacer en Amérique; il n'y a pas de différence bien sérieuse entre les whigs et les démocrates. On a vu ceux-ci adopter au besoin les opinions et la conduite de leurs adversaires, et quand la Caroline, en 1832, annula un acte du congrès, le général Jackson agit avec autant de vigueur que l'aurait pu faire M. Clay, ou même M. Adams. Les partis ne subsistent qu'autant qu'ils ont un but bien arrêté et se distinguent par des oppositions bien tranchées. On peut donc prévoir une transformation au sein des partis américains. Si l'Angleterre est destinée à ne plus compter un jour que des radicaux et des conservateurs, l'Union n'aura plus, d'ici à quelques années, que des abolitionistes et des anti-abolitionistes, parce que les questions sérieuses sont celles où l'esclavage est engagé. Du reste, le tiers parti n'aborde pas encore directement l'abolition de l'esclavage : le moment n'est pas venu, et la constitution le défend; mais on demande, et chaque année le Massachusetts en fait

l'objet d'une pétition, un changement dans la base de la représentation. Le nombre des députés de chaque état se règle sur la population, et dans les états du sud trois esclaves comptent comme un citoyen; on demande que la répartition ne se règle désormais que sur le nombre des hommes libres. Ce changement enlèverait aux états du sud le quart au moins de leurs représentants, et donnerait à ceux du nord une immense majorité. C'est sur cette proposition que le débat s'engagera d'abord, et c'est pour lui ôter toute chance de succès que les états du sud demandent l'annexation du Texas.

La question du Texas semblait ajournée; les esprits s'en occupaient beaucoup moins que de la question du tarif, qui est chaque année l'objet de débats violents, lorsque, par une manœuvre électorale, M. Tyler, ou plutôt M. Calhoun, son principal ministre, est venu la ranimer tout à coup et en brusquer la décision par un commencement d'exécution : cette manœuvre a jeté la perturbation dans les deux grands partis qui se disputent le gouvernement de l'Union. M. Tyler est Virginien et propriétaire d'esclaves, il est donc personnellement intéressé à l'annexation du Texas, et il la préparait en secret, à petit bruit; il n'aurait point osé porter la question devant le congrès sans l'arrivée de M. Calhoun au ministère. Entraîné par celui-ci, il a changé de méthode, il a agi à ciel ouvert, et il s'est assez habilement servi de cette question, afin de rallier à l'appui de sa candidature tous les Américains de l'un et de l'autre parti, pour qui le maintien perpétuel de l'esclavage passe avant tout autre intérêt. M. Tyler recueillera-t-il lui-même le fruit de cette manœuvre? C'est ce qui dépend de M. Calhoun.

M. Calhoun ambitionne la présidence depuis vingt ans. Son immense talent, l'élévation de son caractère, ses vertus privées, et le patriotisme qu'il déploya lors de la lutte contre l'Angleterre en 1812, l'en rendraient digne. Avec moins d'impatience, il y serait arrivé déjà, à la suite de M. Adams ou du général Jackson. Porté à la vice-présidence par les mêmes voix qui avaient donné la présidence à M. Adams, il touchait au but; mais il crut voir, et devait voir en effet, un rival dangereux dans M. Clay, à qui M. Adams avait confié le département des affaires étrangères, et, sans autre motif qui pût le justifier, il se jeta dans le parti de l'opposition, qui se composait alors des débris de l'ancien parti démocratique, ralliés autour de l'immense popularité qui s'attachait au nom de Jackson. M. Calhoun, orateur et homme d'état éminent, d'une intégrité au-dessus de tout soupçon, avait peu d'estime pour la capacité et le caractère du général Jackson ; il se rattachait au parti du général, parce que Jackson était l'ennemi déclaré et acharné de M. Clay. Si la coalition qui le portait à la présidence prévalait, M. Clay disparaissait des abords du pouvoir, et l'expérience et les talents de M. Calhoun allégeraient pour le vieux général le poids des affaires. M. Calhoun éprouva un nouveau mécompte. Le parti Jacksoniste l'emporta, il est vrai; mais le caractère dominateur et arbitraire du nouveau président s'accommoda bien mieux de la souplesse un peu servile de son premier ministre, M. Van Buren, que des principes arrêtés et de la fermeté de son vice-président, M. Calhoun. Celui-ci d'ailleurs, avec un vif sentiment de sa dignité personnelle, était d'un caractère aussi impérieux et dominateur que le général Jackson, et, avec la conscience de son immense supériorité intellectuelle, il prétendait assez ouvertement à la suprême direction des affaires. Jackson inclina donc de plus en plus vers M. Van Buren, et finit par s'abandonner tout entier à lui : la succession sur laquelle M. Calhoun avait compté lui échappait encore une fois. Il rompit d'une manière éclatante avec le général Jackson et se

jeta dans l'opposition, où, tout en combattant pour son propre compte, il se trouva côte à côte avec M. Clay et M. Webster. Cette coalition des plus grands talents du congrès fut fatale à M. Van Buren, et le fit tomber de la présidence. Il y avait eu trêve de rivalités personnelles pour opposer à M. Van Buren, dans la personne du général Harrison, une popularité acquise sur les champs de bataille ; mais ce qui avait été élevé par l'épée tomba par l'épée : à peine en possession du pouvoir, le général Harrison mourut, et un homme assez insignifiant, et qui pour cela même avait été porté à la vice-présidence, M. Tyler, se trouva tout à coup à la tête des affaires.

Le principal souci de tout président, c'est d'assurer sa réélection. M. Tyler, arrivé à la vice-présidence surtout avec l'appui et par la permission des whigs, et sans influence personnelle dans aucun parti, ne pouvait espérer sa réélection qu'autant qu'il serait adopté comme candidat par un des deux grands partis de l'Union. Il lui fallait donc se laisser diriger entièrement par M. Clay, afin de conserver l'appui des whigs ; mais M. Clay, chef de ce parti depuis longues années, et tenant entre ses mains le sort de M. Tyler, se résignerait-il à attendre quatre années encore, ou n'aimerait-il pas mieux, à difficulté égale, prendre le pouvoir pour lui-même que le donner à un autre ? M. Tyler le craignit : il chercha à séparer M. Clay de ses amis et à se substituer à lui dans la direction du parti whig. Malgré l'influence que lui donnait sa position, M. Tyler échoua dans sa tentative : il ne put réussir à conserver dans le cabinet qu'un seul ministre whig, M. Webster ; mais ni le concours de M. Webster, ni le traité Ashburton, ne gagnèrent à M. Tyler le parti whig, qui resta fidèle à M. Clay. M. Tyler d'ailleurs, homme du sud de naissance et d'éducation, ne pouvait se dépouiller de toutes les opinions, de tous les préjugés, de tous les vœux même de ses compatriotes : la marche qu'il suivit dans les questions financières, et son désir d'acquérir le Texas, le montraient assez. Au bout de dix-huit mois, M. Webster quitta le ministère et rentra dans le parti whig, au moment où celui-ci commençait à faire une opposition assez vive au président. M. Tyler, repoussé de ce côté, songea alors à s'attacher le parti démocratique. Ses amis de la Virginie, qu'il avait appelés avec lui au pouvoir, M. Wise, M. Gilmer, M. Upshur, appartenaient à ce parti. Son opinion sur la banque était celle des démocrates ; tout semblait l'en rapprocher. Le ministère fut donc modifié dans ce sens, et M. Tyler crut ne pouvoir mieux sonder le terrain qu'en remettant sur le tapis la question du Texas. On le savait partisan décidé de l'annexation ; c'était aussi le rêve favori de M. Upshur, successeur de M. Webster ; toutefois ce ne fut pas sans surprise qu'on vit paraître, le 10 janvier 1843, dans un journal semi-officiel, une lettre de M. Gilmer, sénateur de Virginie, sur l'annexation du Texas. M. Gilmer se déclarait partisan décidé de la mesure, et concluait qu'elle devait être accomplie immédiatement ou pas du tout *(to be done soon or not at all)*. Une pareille démarche d'un homme étroitement lié avec le président parut une avance faite par celui-ci aux hommes du sud, et toute la presse des états à esclaves l'accueillit avec faveur. M. Walker, sénateur du Mississipi, ne tarda pas à publier, en réponse à M. Gilmer, un essai où il examinait les moyens d'annexer le Texas à l'Union, et prouvait la légalité de cette mesure. Alors la presse officielle rompit le silence, et se déclara en faveur de l'annexation. C'était jeter le masque ouvertement et se tourner tout à fait du côté du parti démocratique. Cependant les efforts de M. Tyler n'avaient pas eu grand succès ; on avait accueilli ses avances avec reconnaissance : c'était tout. Il avait bien trouvé parmi les démocrates des gens disposés à accepter des emplois ;

mais ils venaient seuls, sans lui apporter d'autre appui que leurs personnes, et la masse du parti démocratique restait groupée autour de M. Van Buren. Malgré son échec antérieur, celui-ci l'emportait encore de beaucoup en influence sur M. Calhoun, qui n'avait de crédit réel que parmi les nullificateurs. M. Tyler, ayant conçu le projet de rallier à lui le parti démocratique, résolut de profiter de la rivalité qui séparait MM. Van Buren et Calhoun, et quand la mort inopinée de M. Upshur laissa vacante la place de ministre des affaires étrangères, ce fut M. Calhoun qu'il y appela.

M. Calhoun, en arrivant aux affaires, y apporta cette promptitude et cette décision qui sont les traits distinctifs de son caractère ; il démontra au président que le temps des incertitudes et des demi-mesures était passé ; qu'en présence de la masse du parti whig, si compacte et si bien unie, et du parti démocratique entièrement désorganisé et livré à l'anarchie, il n'y avait de salut possible qu'en changeant de terrain. Poser la question entre les whigs et les démocrates, c'était aller au-devant d'une défaite : mieux valait mettre aux prises le nord et le sud, car, en ralliant fortement tous les anti-abolitionistes, tous les timides, tous ceux qui ont un intérêt quelconque à voir accomplir l'annexation, on avait des chances de gagner la bataille. Pour cela, il fallait payer de promptitude et d'audace ; en se prononçant franchement pour l'annexation, on ne perdait rien, et on avait l'honneur de l'initiative aux yeux des partisans de la mesure ; on obligeait ensuite M. Clay et M. Van Buren à se prononcer pour ou contre, et ils ne le pouvaient faire sans perdre des partisans dans l'une ou l'autre alternative. En quelques jours, un traité fut conclu, signé avec le Texas, et porté aussitôt au sénat avec un message rédigé évidemment par M. Calhoun (1). Dans ce message le président, se conformant au langage de ceux qui ont toujours demandé l'annexation, prétend que les États-Unis ne font que reprendre un territoire qui leur appartient en vertu de la cession faite par la France de la Louisiane en 1803. Il fait remarquer que la population du Texas est sortie presque tout entière des États-Unis, qu'elle en aime et qu'elle en conserve les mœurs et les institutions. Puis, après avoir parlé de la fertilité et de la richesse du Texas, il fait un magnifique tableau des avantages que

(1) Nous croyons devoir reproduire ici quelques dispositions de ce traité, qui a été signé le 12 avril 1844, par M. Calhoun pour les États-Unis, et par MM. Van Zandt et Henderson pour le Texas : « La république du Texas, etc., agissant conformément aux désirs du peuple et de toutes les branches du gouvernement, cède aux États-Unis tous ses territoires pour être possédés par eux en toute propriété et souveraineté, et être assujettis aux mêmes règlements constitutionnels que leurs autres territoires. La cession comprend toutes les sortes de propriétés publiques qui sont énumérées spécialement, comme terres publiques, mines, édifices publics, marine et arsenaux maritimes, etc. — Tous les titres et prétentions à des possessions légitimes qui ont été validés par le Texas seront maintenus aussi par les États-Unis. Les États-Unis prennent à leur charge et consentent à payer les dettes publiques et autres créances du Texas, émises jusqu'à ce jour, qui sont évaluées à 10 millions de dollars au plus. La somme de 350.000 dollars devra être payée dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront l'échange des ratifications. Pour le paiement du reste, jusqu'à un total qui ne pourra pas excéder 10 millions, y compris la somme précédente, on engage les terres publiques cédées par le traité et les revenus qu'on en tirera. Les lois du Texas resteront en vigueur, et tous les officiers exécutifs ou judiciaires du Texas, excepté le président, vice-président et chefs des chambres, conserveront leurs offices jusqu'à ce que d'autres arrangements interviennent. Le traité sera ratifié, et les ratifications échangées à Washington six mois après sa date, ou plus tôt, s'il est possible. »

l'annexation procurera à toute l'Union : les états de l'est verront se développer leur commerce maritime; les états de l'ouest trouveront dans le Texas un immense marché ouvert aux produits de leur industrie et de leur sol ; les états du sud y gagneront en sécurité Et ce ne sont encore là, pour le président, que des raisons d'une importance secondaire : le Texas a besoin de l'appui d'une puissance étrangère; il s'est plusieurs fois adressé aux États-Unis, il faut craindre de le pousser à bout par des refus obstinés qui pourraient lui inspirer l'idée de chercher appui ailleurs, et l'obliger à contracter de dangereuses alliances. Le président insiste, avant tout, sur le cas où une puissance étrangère, c'est-à-dire l'Angleterre, viendrait à se ranger du côté du Texas; il établit le droit qu'a le Texas d'abdiquer son indépendance, et celui qu'ont les États-Unis d'en accepter la souveraineté. Le passage le plus curieux est celui où il est question du Mexique, et où il est fait allusion à l'Angleterre : « Quant au Mexique, le pouvoir exécutif est disposé à adopter envers lui une conduite conciliante... Il n'a pas le moindre désir d'humilier le Mexique, ni de lui faire aucun tort; mais en même temps il ne peut compromettre par un délai les intérêts essentiels des États-Unis. Le Mexique n'a aucun droit à exiger ou à attendre pareille chose : nous traitons légitimement avec le Texas comme avec une puissance indépendante. La guerre, qui s'est prolongée pendant huit ans, n'a abouti qu'à convaincre tout le monde, excepté le Mexique, que le Texas ne pouvait être reconquis. Il est temps que cette guerre cesse. Le gouvernement, quoiqu'il la vît se prolonger avec un extrême déplaisir, a observé jusqu'ici la plus stricte neutralité. Il n'ignorait pas cependant l'épuisement produit par une aussi longue guerre. Il ignorait encore moins *les efforts faits par d'autres puissances pour engager le Mexique à se réconcilier avec le Texas à des conditions qui, en modifiant les institutions particulières du Texas, réagiraient d'une manière fâcheuse sur les États-Unis,* et pourraient menacer sérieusement l'existence de cette heureuse union. Il n'ignorait pas non plus que, quoique les gouvernements étrangers pussent désavouer toute intention de détruire les analogies qui existent entre la constitution du Texas et celle des États-Unis, cependant *l'un d'entre eux, et le plus puissant de tous*, n'a pas hésité à déclarer son opposition bien décidée à la plus remarquable de ces analogies, et son intention d'user de toutes les occasions favorables pour conseiller au Mexique d'adopter, comme base de ses négociations avec le Texas, l'abolition de cette particularité de ses institutions domestiques, et d'en faire une des conditions de la reconnaissance d'indépendance. »

Après cette allusion détournée à l'existence de l'esclavage au Texas, le président récapitule les motifs qui ont déterminé sa conduite, et il insiste encore sur ce point, que les États-Unis n'ont d'autre alternative que d'accepter le Texas, ou de le voir se jeter dans les bras d'une autre puissance, c'est-à-dire de l'Angleterre. Quant au passage que nous venons de citer, ce qui le rend remarquable, ce sont les allusions qu'il contient à une dépêche de lord Aberdeen. A la fin de l'année dernière, le bruit se répandit que l'Angleterre cherchait à acquérir le Texas, et le prédécesseur de M. Calhoun, M. Upshur, crut devoir demander à ce sujet des explications au ministre anglais, M. Pakenham, qui lui transmit en réponse une note datée du 26 décembre 1843, dont voici les points principaux : «... La Grande-Bretagne a reconnu l'indépendance du Texas, et par suite elle désire voir cette indépendance définitivement et formellement reconnue, surtout par le Mexique... Nous sommes convaincus que la reconnaissance du Texas par le Mexique tournera à l'avantage des deux pays, et comme nous prenons intérêt à la prospérité de tous deux, et à

leur rapide accroissement en puissance et en richesse, nous avons été des premiers à presser le gouvernement mexicain de reconnaître l'indépendance du Texas... Quant au Texas, nous avouons notre désir d'y voir l'esclavage aboli comme partout ailleurs, et nous serions heureux si la reconnaissance de ce pays par le Mexique était accompagnée d'un engagement pris par le Texas d'abolir l'esclavage à tout événement, et à des conditions convenables, dans toute l'étendue de la république; mais quoique nous ayons le désir ardent, et que nous regardions comme un devoir de provoquer un semblable résultat, nous n'irons pas, contre tout droit, et par une usurpation déplacée d'influence, intervenir auprès d'aucune des deux parties pour assurer l'adoption d'un pareil plan. Nous conseillerons, mais nous ne chercherons ni à contraindre ni à contrôler, contre tout droit, la conduite d'aucune des deux parties... La Grande-Bretagne ne désire exercer sur le Texas qu'une influence égale à celle de toutes les autres nations. Ses vues se bornent au commerce, elle n'a ni la pensée ni l'intention de chercher à agir directement ou indirectement, dans un but politique, sur les États-Unis au moyen du Texas. La Grande-Bretagne, comme les États-Unis le savent bien, n'a jamais cherché à jeter des germes de désaffection ni de révolte dans les états à esclaves de l'Union... Nous resterons fidèles à cette sage et juste politique, et les gouvernements des états à esclaves peuvent être certains que, tout en ne renonçant point aux efforts loyaux et honnêtes que nous avons toujours faits pour procurer l'abolition de l'esclavage dans le monde entier, nous ne prendrons jamais ni ouvertement ni en secret aucune mesure qui tende à troubler leur tranquillité intérieure. »

Ce n'était pas assez pour M. Calhoun d'avoir signé et fait présenter au congrès un traité d'annexation; il fallait, pour atteindre le but politique qu'il se proposait, que chacun sût bien positivement que le traité n'avait été conclu que dans les intérêts des états du sud, et pour affermir l'esclavage aux États-Unis. De cette façon, la question était bien nettement posée entre le nord et le sud, entre les abolitionistes et les possesseurs d'esclaves. C'était un défi audacieux jeté aux adversaires, et en même temps un appel désespéré à tous les partisans de l'esclavage. La dépêche de lord Aberdeen fournissait à M. Calhoun une occasion naturelle d'expliquer d'une façon bien nette les motifs de sa conduite. Dans le message envoyé à un congrès où les whigs avaient la majorité, on avait dû se contenter d'insinuations pour ne pas blesser ou alarmer ceux que l'on voulait gagner. En s'adressant à un ministre étranger, le gouvernement pouvait faire connaître clairement sa pensée. D'ailleurs lord Aberdeen, malgré le ton modéré et conciliant de sa dépêche, avait avoué ou plutôt annoncé un projet qui ne tendait en réalité qu'à faire avorter indirectement le projet du gouvernement américain, et à rendre inutiles tous ses efforts passés. Si le Texas devait abolir l'esclavage, autant aurait valu le laisser au Mexique. M. Calhoun a donc pu, dans sa réponse à lord Aberdeen, montrer une parfaite franchise. Il avoue que c'est par opposition à la propagande abolitioniste de l'Angleterre que le traité a été conclu; et après avoir remercié le gouvernement anglais de l'assurance qu'il donne de ne chercher jamais à troubler la paix des états à esclaves, il continue ainsi : « Le gouvernement attache la plus haute importance à l'aveu qui lui est fait pour la première fois, que la Grande-Bretagne appelle de ses vœux et secondera de ses constants efforts l'abolition générale de l'esclavage dans tout l'univers. Tant que la Grande-Bretagne a borné sa politique à l'abolition de l'esclavage dans ses propres possessions et dans ses colonies, aucune nation n'a eu droit de s'en plaindre.... Mais quand elle va plus loin et qu'elle avoue comme

le but arrêté de sa politique et l'objet de ses constants efforts l'abolition de l'esclavage dans le monde entier, elle fait aux autres pays, dont le salut ou la prospérité sont mis en péril par cette politique, un devoir d'adopter telles mesures qu'ils jugeront nécessaires pour la protection de leurs intérêts. Le président des États-Unis attache une importance bien plus grande encore à l'aveu fait par lord Aberdeen, du désir qu'entretient la Grande-Bretagne de voir l'esclavage aboli au Texas, et des efforts de sa diplomatie pour y parvenir, en faisant de cette abolition une des conditions auxquelles son indépendance serait reconnue par le Mexique... Il a acquis la conviction bien arrêtée que, dans le cas où le Texas ne saurait empêcher la réalisation des vœux de la Grande-Bretagne, il en résulterait du péril pour le salut et la prospérité de l'Union. Cette conviction acquise, c'était un devoir impérieux pour le gouvernement fédéral, le représentant et le commun protecteur des états de l'Union, d'adopter en vue de la défense générale les mesures les plus efficaces pour empêcher un pareil résultat. »

Après avoir énuméré les dangers que courrait l'Union si le Texas était soumis à l'influence de l'Angleterre, et établi le droit du Texas et des États-Unis à signer le traité d'annexation, M. Calhoun aborde avec la même franchise la question de l'esclavage, et il essaie de prouver, par des chiffres d'une exactitude fort contestée, que la liberté est plus fatale aux noirs que la servitude, et qu'elle a pour conséquence leur dégradation physique et morale ; puis il conclut sans hésiter de la façon suivante : « L'expérience a prouvé que les rapports existant actuellement dans les états à esclaves entre le blanc et le noir, et d'après lesquels l'un est soumis à l'autre, s'accordent bien avec la paix et le salut de tous deux, et avec un grand développement de bonheur pour la race inférieure ; et cette même expérience a prouvé que les relations que la Grande-Bretagne cherche à substituer aux anciens rapports dans ce pays et ailleurs auraient pour résultat, sinon de faire disparaître la race inférieure par les complots auxquels elles donneraient naissance, au moins de la réduire aux dernières extrémités de la corruption et du malheur. En envisageant ainsi la question, on peut assurer que ce qu'on appelle l'esclavage est en réalité une institution politique essentielle à la paix, à la sûreté et à la prospérité des états de l'Union dans lesquels elle existe. »

Il est impossible d'être plus clair et plus net, et le parti démocratique dans ses plus mauvais jours, alors qu'il massacrait l'infortuné Lovejoy et qu'il ensanglantait les rues de New-York et de Boston, est rarement allé aussi loin que M. Calhoun : les organes les plus exaltés de ce parti faisaient appel aux passions populaires, mais je ne sais si l'on trouverait dans leurs colonnes une apologie aussi audacieuse et aussi calme de l'esclavage. Ce n'est même pas une apologie, c'est la glorification d'un crime anti-social. Malheureusement ces principes sont devenus prédominants dans le sud, et le code de Lynch y ferme la bouche à tout contradicteur. S'il arrive que, par des concessions de places, et en invoquant une alliance consacrée depuis longues années et cimentée par la communauté de principes, M. Calhoun réussisse à enlever à M. Van Buren l'appui des démocrates du nord, il pourra devenir président ou faire élire M. Tyler, ce qui reviendrait au même. En effet, en associant le nom de M. Tyler au sien dans sa lettre à lord Aberdeen, M Calhoun lui a fait passer le Rubicon ; le président ne peut se séparer de M. Calhoun sans se condamner à un entier isolement et ruiner ce qu'il peut conserver d'espérances. En attendant, M. Calhoun a déjà obtenu le résultat qu'il avait en vue, celui de placer dans une position fausse et de compromettre vis-à-vis d'une partie de leurs amis

les deux hommes qui avaient le plus de chances d'être élus, M. Van Buren et M. Clay.

Les whigs ont pour M. Van Buren une haine qui n'a d'égale que leur mépris; cela se comprend jusqu'à un certain point de la part d'adversaires politiques ; malheureusement pour M. Van Buren, il ne jouit pas non plus d'une très-grande considération dans son propre parti. On lui reproche surtout de manquer de principes arrêtés, ou plutôt de n'en avoir pas du tout, et de se laisser guider en tout par une ambition effrénée et peu scrupuleuse. Sa vie politique a été d'une mobilité extrême: il a débuté dans le parti démocratique sous les auspices de Madison, et le quitta bientôt pour Clinton, son antagoniste, qu'il abandonna à son tour. Plus tard, on le vit hésiter entre M. Adams et M. Jackson, et c'est quand il eut perdu tout espoir d'arriver jamais au premier rang dans le parti whig, qu'il se décida pour le général Jackson, auprès duquel sa souplesse, sa flexibilité, ses flatteries, lui donnèrent un avantage marqué sur M. Calhoun. C'est un homme froid, impassible et dissimulé, mais qui sait devenir caressant au besoin, d'un talent de parole assez remarquable, d'un esprit délié et fécond en ressources, mais porté vers les moyens détournés, et connaissant à fond toute la stratégie parlementaire. Ses doctrines politiques n'ont rien de tranché, il n'est point partisan décidé de l'esclavage, son opinion est subordonnée aux besoins du moment. C'est ainsi qu'en 1836, lorsqu'il fut appelé comme vice-président à départager le sénat au sujet de l'admission de l'Arkansas, il vota, quoique d'avis contraire, pour l'admission, afin de ne pas perdre les suffrages du sud, qui le portait alors à la présidence, et maintenant il se déclare contre le sud.

M. Clay est tout l'opposé de M. Van Buren. Sans parents, sans amis, il a refait deux fois sa fortune, et n'a jamais interrompu sa carrière politique. Depuis vingt ans, il est au premier rang dans le parti whig, il combat sans relâche et sans faire jamais la moindre concession. C'est un esprit entreprenant et sagace, un caractère énergique et décidé. Il a les défauts de ses qualités, son courage devient quelquefois de la témérité, et sa fermeté de l'obstination ; il a porté jusqu'à la prodigalité la négligence de ses intérêts personnels. Toutefois, par la décision de son caractère, la fécondité de son esprit, sa fidélité scrupuleuse à ses engagements, et son dévouement entier à ses amis, il est arrivé à exercer sur les whigs un empire absolu : il les mène au combat comme une troupe bien disciplinée, et c'est à lui qu'ils doivent de s'être relevés de leurs défaites. C'est un admirable chef de parti et un orateur éminent : il parle avec une autorité et une chaleur entraînante ; Bolivar faisait lire ses discours devant l'armée chaque fois qu'il livrait bataille. Mais M. Clay est surtout remarquable comme *debater,* c'est-à-dire comme sachant engager, conduire et soutenir une discussion ; c'est par là qu'il est supérieur à M. Webster lui-même, le plus grand orateur de l'Amérique, mais qui a besoin d'être excité, d'être traîné à la tribune, et saisi d'une émotion profonde pour atteindre à toute la puissance de son talent.

C'est entre ces deux hommes, fort supérieurs tous les deux à M. Tyler, que le débat sérieux pour la présidence se serait engagé, si la question du Texas n'était venue se jeter à la traverse. Aussitôt qu'elle a été soulevée, de toutes parts on a voulu connaître l'opinion des deux candidats, et aucun d'eux ne pouvait se prononcer sans s'exposer à mécontenter une partie de ses amis. M. Van Buren a été élu une première fois par les hommes du sud unis aux démocrates du nord : les hommes du sud sont en grande majorité partisans de l'annexation ; il n'en est pas

de même des gens du nord, même des démocrates. Les gens du sud ont fait des concessions aux démocrates pour obtenir l'appoint qui leur donne la majorité; mais si l'annexation du Texas leur assure la majorité d'ici à quelques années, feront-ils les mêmes concessions à des alliés inutiles? n'en profiteront-ils pas pour faire rapporter le tarif sans s'inquiéter des manufactures de New-York ou de l'Ohio, ou pour prendre toute autre mesure qui leur conviendra et qui sera fatale à l'industrie du nord? Si le joug du sud est déjà pesant, ne deviendra-t-il pas bien plus rude, et ne vaut-il pas mieux rester maître d'obtenir toujours une faveur par la menace d'une défection? Ce sont là les idées qui prédominent parmi les démocrates du nord : ils se résigneraient à l'annexation s'il le fallait absolument, si la cause démocratique ne pouvait être sauvée qu'à ce prix ; mais ils voudraient faire acheter cette concession le plus cher possible, ils la gardent comme un dernier enjeu : l'accorder maintenant leur paraît un sacrifice trop grand et prématuré. M. Van Buren s'est donc trouvé entre ses amis du nord et du sud ; lesquels sacrifier? Se prononcer pour l'annexation immédiate, c'était perdre l'appui des démocrates de l'Ohio, de la Pensylvanie, peut-être même de New-York, son propre état, et cela pour n'avoir pas, même aux yeux des gens du sud, le mérite de l'initiative qui resterait à M. Tyler. En outre, M. Tyler, citoyen de la Virginie, l'emporterait toujours dans cet état sur M. Van Buren ; M. Calhoun, pour les mêmes raisons, dispose des deux Carolines et de la Géorgie. M. Van Buren espérait que, quelle que fût sa décision, l'Alabama lui resterait fidèle, grâce à l'influence de M. King, et la Louisiane, grâce au général Jackson. Dès lors il ne restait plus à choisir qu'entre les votes du Mississipi, de l'Arkansas, et ceux des puissants états du nord, l'Ohio, New-York et la Pensylvanie. Le choix n'était pas douteux, et M. Van Buren se détermina enfin à se prononcer avec les états du nord contre l'annexation, mais il hésita longtemps à déclarer ses sentiments. La presse démocratique du nord gardait en général le silence pour ne pas mettre à découvert la désunion du parti, et M. Van Buren se taisait également pour laisser amis et ennemis dans le doute; seulement, il faisait répandre en Virginie le bruit qu'il était favorable à l'annexation. Les élections de la Virginie ayant tourné contre lui, il s'est décidé enfin : on se lassait de son silence ; ses adversaires s'étaient depuis longtemps prononcés, il était impossible de différer plus longtemps. Le journal officiel du parti démocratique, *le Globe* du 29 avril 1844, publia une lettre datée du 20, et postérieure par conséquent à la signature du traité. Cette lettre était adressée à M. Hammet, membre du congrès pour l'état du Mississipi, en réponse au désir manifesté par lui de connaître « les opinions de M. Van Buren sur la constitutionalité et la convenance d'annexer *immédiatement* le Texas aux États-Unis, aussitôt que le Texas aura consenti à cette mesure. » La lettre de M. Van Buren n'occupe pas moins de six colonnes des immenses journaux américains ; aussi n'essaierons-nous même pas d'en rien extraire. Elle est fort habile ; seulement M. Van Buren, selon sa coutume, cherche à dissimuler sa véritable pensée et à ne mécontenter personne. On voit, par le titre même de sa lettre, qu'il affecte de ne pas mettre en doute la convenance de l'annexation elle-même, mais de l'annexation *immédiate*, et de ne regarder la question que comme une question d'opportunité, et encore, après une longue série d'arguments pour et contre, il arrive à cette conclusion peu précise que, dans certaines éventualités *(in certain emergencies)*, il agirait d'une façon, et suivrait une tout autre conduite dans d'autres circonstances. Au milieu des mille détours et de tous les ambages de ce long verbiage équivoque, on finit par entre-

voir que M. Van Buren est opposé à l'annexation immédiate; mais il pense que l'état des choses peut facilement changer, au point d'affaiblir et peut-être de détruire entièrement toutes les objections *(perhaps obviate entirely all objections to it)*. La principale de ces objections, c'est que l'annexation entraînerait une guerre avec le Mexique, et pourrait jeter la perturbation dans les rapports des États-Unis avec les nations étrangères. Quant à la légitimité constitutionnelle de la mesure, elle ne fait pas pour lui l'ombre d'un doute, « s'il n'y a rien dans la situation ou la condition du *territoire* du Texas qui puisse rendre désavantageuse son admission ultérieure dans l'Union comme un nouvel état. » Remarquez encore ce mot de territoire, qui est une concession faite à ceux qui regardent déjà le Texas comme une partie de l'Union. M. Van Buren ajoute que, s'il venait à être chargé de la lourde responsabilité de la présidence, et si la question se présentait alors, il l'aborderait avec un sincère désir de lui donner la solution qu'il croirait la plus propre à activer et à assurer le bonheur du pays tout entier. Il croit, en somme, que la question aurait besoin d'être soumise au peuple, et si le peuple se déclarait pour l'annexation, et que lui-même devînt président, il croirait alors de son devoir d'accomplir la mesure. Rien n'est moins clair, comme on voit, que les six colonnes où M. Van Buren développe ou plutôt enveloppe son opinion. Les adversaires de la mesure trouveront qu'il est beaucoup trop disposé à céder, et son système dilatoire, qui ne repose que sur les motifs allégués avant lui par M. Clay, ne satisfera nullement l'impatience des gens du sud ni les détenteurs des fonds texiens, quelque part qu'ils se trouvent, qui ont intérêt à voir la dette du Texas mise à la charge des États-Unis. M. Van Buren ne contentera ni l'une ni l'autre section de son parti, et s'il conserve ses amis du nord, ceux du sud l'abandonneront pour M. Calhoun ou M. Tyler.

M. Clay est à peu près dans la même position que M. Van Buren. Se déclarer pour l'annexation, c'est perdre l'appui du nord, et ruiner ses propres espérances; c'est bien plus encore, car M. Clay sacrifierait ses espérances à ses principes, c'est rompre avec son propre parti. D'un autre côté, M. Clay ne peut pas condamner l'annexation en principe et la repousser absolument, parce qu'il n'est point assez fort pour se passer de l'appui du Tennessée et du Kentucky, où il compte ses partisans les plus chauds et les plus actifs, et où la cause texienne a toujours été populaire : c'est de là que sont sortis les premiers colons du Texas, et que sont parties les bandes qui ont enlevé ce pays au Mexique. On avait cherché à lui éviter l'embarras de se prononcer en mettant en avant son lieutenant, M. Webster. Celui-ci, qui n'avait rien à perdre, se déclara très-nettement, dès le mois de janvier dernier, contre le principe même de l'annexation, contestant à la fois la légalité et l'utilité de la mesure. Cependant M. Clay est un homme trop loyal et trop sincère pour s'accommoder de la dissimulation, et à la première nouvelle du traité, il fit connaître son opinion par une lettre adressée au *National Intelligencer* (le *Moniteur* de l'Amérique). Par les raisons que nous avons données, il n'ose condamner en principe l'annexation, et se retranche, comme son rival, dans un système dilatoire; mais il est beaucoup plus précis et plus net que M. Van Buren. Il s'excuse de ne s'être pas expliqué plus tôt, à cause de sa longue absence et du désir qu'il avait de ne pas ajouter inutilement un nouveau sujet de fermentation à ceux qui agitaient l'opinion publique; puis il blâme énergiquement l'espèce de surprise faite au congrès par le gouvernement : « Je savais, dit-il, que les possesseurs de terres au Texas, les détenteurs de fonds texiens, et les spéculateurs sur ces fonds,

s'occupaient activement de hâter l'accomplissement de l'annexation. Toutefois je ne croyais pas qu'une administration américaine s'aventurerait jamais jusqu'à une mesure si grave et de si haute conséquence, non-seulement en l'absence d'aucune manifestation générale de l'opinion publique, mais en directe opposition avec l'expression ferme et décidée de la désapprobation nationale. Il paraît que je m'étais trompé. A l'étonnement de toute la nation, on nous apprend maintenant qu'un traité d'annexation vient d'être conclu, et qu'on va le soumettre à l'examen du sénat. Les motifs qui me faisaient garder le silence ne subsistent donc plus, et je crois de mon devoir de soumettre au public, pour ce qu'elles valent, mes vues et mon opinion sur cette question. »

M. Clay ne condamne pas le principe de l'annexation; mais il voudrait qu'elle pût se réaliser avec l'assentiment général des citoyens, sans faire soupçonner le caractère national, sans provoquer une guerre étrangère, sans danger pour l'intégrité de l'Union, enfin, sans donner pour le Texas un prix déraisonnable. Une concession accompagnée de telles restrictions n'a rien qui puisse alarmer les whigs. M. Clay fait ensuite l'historique de la question, et il établit que l'annexation ne peut avoir lieu sans que les États-Unis assument sur eux la guerre actuelle entre le Texas et le Mexique; que le président n'a pas le droit d'entraîner ainsi l'Union dans une guerre; que cette guerre peut être plus dangereuse qu'on ne croit, si le Mexique trouve des alliés en Europe; enfin, qu'elle serait souverainement injuste, le Mexique n'ayant jamais abandonné ses droits sur le Texas. « Je ne crois pas que la faiblesse d'un pays puisse, dans aucun cas, être pour nous un motif de nous engager dans une guerre ou d'en mépriser les maux. L'honneur, la bonne foi et la justice nous obligent envers les faibles aussi bien qu'envers les forts. Et si un acte d'injustice devait être accompli envers une puissance, il serait plus compatible avec la dignité de la nation, et, à mon sens, moins déshonorant de le commettre envers un état puissant...... Supposez que la Grande-Bretagne et la France, ou l'une des deux, prennent parti pour le Mexique, et déclarent dans un manifeste que leur but est d'assister un allié faible et sans appui, pour arrêter l'esprit d'envahissement et l'ambition d'une république déjà trop accrue et qui cherche de nouvelles acquisitions; de maintenir l'indépendance du Texas à côté de celle des États-Unis; enfin, d'empêcher la propagation de l'esclavage : — quel serait l'effet de semblables déclarations sur l'opinion du monde impartial et éclairé? »

M. Clay subordonne donc tout au consentement du Mexique; puis, en supposant ce consentement obtenu, il fait encore dépendre l'annexation du vœu unanime de la nation : il ne croit pas permis d'ajouter de nouveaux membres à l'Union contre le vœu d'une partie des anciens. Il n'admet pas comme motif légitime la nécessité de maintenir l'équilibre entre les états, car elle justifierait l'envahissement successif de toute l'Amérique; il s'appuie des déclarations du ministère anglais pour traiter de fables les vues ambitieuses qu'on prête à l'Angleterre, et il croit que l'avenir le plus désirable pour l'Amérique du Nord, c'est d'être partagée en trois républiques, le Canada, les États-Unis et le Texas, qui se balanceraient et se défendraient mutuellement contre la tyrannie. Enfin il termine cette longue lettre par une conclusion fort peu équivoque : « Mon opinion peut se résumer en peu de mots : je considère l'annexation du Texas dans le moment actuel, sans le consentement du Mexique, comme une mesure qui compromet le caractère national et nous entraîne à coup sûr dans une guerre contre le Mexique et probablement avec d'autres puissances, dangereuse pour l'intégrité de l'Union,

hors de propos dans la situation financière actuelle du pays, et nullement appelée par une manifestation générale de l'opinion publique. » M. Clay, pas plus que M. Van Buren, n'a réussi à satisfaire tout le monde. Le tiers parti, c'est-à-dire les abolitionistes, lui reprochent de n'avoir pas attaqué le principe même de l'annexation, bien que les conditions qu'il met à l'annexation équivalent à une condamnation absolue, et que sa conclusion ait dû rassurer tous les whigs, qui ne sauraient sans exigence lui demander davantage. Ses amis du sud au contraire n'ont pas lieu d'être satisfaits. Toutefois, M. Clay a sur M. Van Buren cet avantage qu'il est citoyen du Kentucky, et que son élection y est une affaire d'amour-propre national. En outre, il est homme du sud, il a de nombreuses relations dans tous les états à esclaves, il est propriétaire d'esclaves lui-même; c'est lui qui a fait autrefois les premières démarches pour l'acquisition du Texas. Comme il n'a pas condamné le principe même de l'annexation, on peut espérer qu'il subirait la mesure, si elle lui était imposée par la majorité des chambres. Enfin on avait prévu sa résolution; c'était pour lui une nécessité de position, et l'on ne peut l'accuser d'avoir trompé l'attente de ses amis. Il est donc possible que M. Clay, tout en se prononçant plus nettement que M. Van Buren contre l'annexation, perde moins de voix que lui dans le sud.

Quel est maintenant le sort probable du traité soumis à l'approbation du sénat? L'adoption de ce traité nous paraît impossible, et M. Tyler, en l'adressant au sénat, ne devait pas s'abuser sur le résultat. S'il n'avait fallu que la simple majorité, M. Tyler aurait pu espérer qu'en agissant activement auprès des whigs du sud, on pourrait les décider à se réunir pour une fois aux démocrates; mais il faut les deux tiers des votes, et les whigs ont la majorité dans le sénat. Il paraît même que plusieurs démocrates, MM. Allen, Tapper, Benton, peut-être même MM. Wright et Fairfield, se sont prononcés contre le traité, et qu'un seul whig, M. Henderson, du Mississipi, a manifesté l'intention de l'appuyer. Il est donc probable que le traité sera déposé sur le bureau, c'est-à-dire ajourné indéfiniment, et peut-être même rejeté à une assez forte majorité. Dans ce cas, le président pourrait encore le faire reprendre par un des représentants de son parti comme une proposition individuelle; pourtant, s'il a contre lui une forte majorité dans le sénat, il ne l'osera pas. D'ailleurs, je l'ai dit, il n'espérait pas faire passer le traité cette année; il voulait seulement obliger ses adversaires à se prononcer et faire de cette question la question décisive pour les élections qui vont commencer. Or, son but est aujourd'hui complétement atteint.

Quel sera le résultat de ces élections? c'est ce que nul ne peut prévoir encore. M. Clay aurait eu de belles chances, si la question du Texas n'avait surgi tout à coup : sa lettre lui fera perdre bien des suffrages au sud; d'un autre côté, elle lui attachera plus que jamais tous les whigs, et lui acquerra peut-être, au nord, les suffrages de tous ceux qui sont opposés à l'annexation, même dans le parti démocratique. En outre, il ne faut pas se dissimuler que la question du Texas est venue se joindre à des questions fort épineuses, celle du tarif, celle des banques, etc., et que la fermentation, qui était déjà fort grande, est devenue extrême. Bien des gens en sont sérieusement alarmés et penseront peut-être que le caractère ferme et décidé et la haute intelligence de M. Clay conviennent mieux à un temps de crise que les petites roueries diplomatiques de M. Van Buren, et la médiocrité insignifiante de M. Tyler, même sous la férule de M. Calhoun. Les élections d'états qui se sont déjà faites s'annoncent favorablement pour les whigs. Le Connecticut,

où les démocrates avaient eu aux dernières élections une supériorité décidée, a élu tous les candidats whigs à une immense majorité. Les whigs ont également eu la majorité dans le Rhode-Island; ils sont certains de l'emporter dans le Massachusetts, dont la législature vient de renouveler sa pétition sur la modification de la loi électorale, et de voter les résolutions les plus énergiques contre l'annexation. Enfin, dans la Virginie elle-même, les whigs, contre toute attente, ont obtenu une légère majorité, et les démocrates élus appartiennent au parti de M. Tyler. Le résultat des élections de New-York et de l'Ohio décidera du sort de M. Clay. En attendant, la convention préparatoire de Baltimore l'a choisi à l'unanimité pour candidat des whigs à la présidence, et, selon l'usage, on a pris par compensation un homme du nord pour candidat à la vice-présidence; le choix est tombé sur M. Frelinghuysen, de l'état de New-Jersey.

Rien n'est plus singulier que la position de M. Van Buren et ne montre mieux l'extrême mobilité des partis et de toutes choses en Amérique. Il y a six mois, il se croyait sûr de la présidence; ses amis reprochaient hautement à M. Tyler de n'être qu'*un accident* et d'occuper la place qui était due à leur chef. M. Tyler, repoussé par les whigs, avait cherché, sans trop de succès, parmi les démocrates des hommes qui n'eussent pas d'engagements étroits avec M. Van Buren, et tous ceux de ses ministres qui n'étaient pas ses amis personnels faisaient bon marché de sa candidature. Maintenant M. Van Buren paraît impossible, et nous avons dit pourquoi. D'un autre côté, le parti démocratique se condamnera-t-il lui-même à une défaite en se divisant? Les amis de M. Van Buren ont affecté de regarder la nomination de M. Wilson Shannon, ministre au Mexique, et surtout celle de M. King, ministre à Paris, comme une avance faite par M. Calhoun à M. Van Buren; d'autres n'y ont vu qu'un moyen d'écarter au moment des élections deux hommes influents et considérés, de leur donner à la fois un prétexte honorable pour laisser succomber M. Van Buren, et une compensation pour la défaite de leur parti. M. Scott, M. Benton, le général Cass, ont renoncé à se mettre sur les rangs. M. Calhoun fera-t-il élire M. Tyler dans l'espoir de lui succéder, ou bien, dans la crainte d'un troisième mécompte, voudra-t-il recueillir lui-même le fruit de son œuvre, au risque de perdre les voix démocratiques de la Virginie acquises à M. Tyler? Nous avons vu qu'il pouvait compter sur un grand nombre de voix au sud, et que l'appoint des démocrates du nord pouvait lui donner la majorité. Malheureusement ceux-ci ne paraissent pas tous favorablement disposés pour l'annexation. Dans le courant du mois de mars, la question du Texas fut introduite incidemment dans la chambre des représentants. M. Holmes, de la Caroline du sud, dit en se tournant vers les bancs des démocrates : « Je regarde les votes de ce côté de la chambre comme tous acquis à l'annexation. » Il fut accueilli par une explosion de rires qui pouvait n'avoir d'autre but que de dissimuler la secrète mauvaise humeur que cause aux démocrates le ton impérieux des hommes du sud à leur égard, mais qui pouvait indiquer aussi un commencement de défection. La convention préparatoire de Baltimore fera peut-être connaître le choix définitif du parti; je dis peut-être, car, les whigs ayant triomphé d'avance de la division qui ne devait pas manquer d'éclater dans la réunion des démocrates, ceux-ci pourront bien ne pas vouloir leur donner cette satisfaction. S'ils ne parviennent réellement pas à s'entendre, ils chercheront à déguiser la division du parti, en réunissant par une manœuvre déjà plus d'une fois employée tous leurs suffrages sur un homme insignifiant; et pendant que les whigs tourneront leurs attaques contre ce candidat

improvisé, les meneurs du parti emploieront le temps qui restera à une dernière tentative de conciliation. Le bruit a couru aussi que, pour trancher toutes les questions de personnes, les démocrates avaient l'intention de n'exposer aucun de leurs chefs à une défaite, de laisser le champ libre à M. Clay, mais d'organiser contre son administration une opposition formidable dont l'annexation deviendrait le drapeau, et de porter M. Calhoun à la présidence aux élections de 1848. Lequel de ces plans adopteront-ils? C'est ce que l'avenir nous apprendra (1).

Une seule chose est certaine, c'est que, si les démocrates l'emportent dans la lutte pour la présidence, l'annexation sera remise immédiatement sur le tapis, et, après une résistance désespérée, le nord finira par la subir. Si M. Clay l'emporte, la question sera momentanément ajournée, mais elle ne tardera pas à être soulevée de nouveau, et après bien des luttes, le sud finira par l'arracher au nord, comme tant d'autres mesures, en menaçant de tout pousser à l'extrême. Tous les intérêts du sud sont engagés dans cette question, et je n'entends pas parler ici des détenteurs de fonds texiens, qui ne désirent l'annexation que pour voir les États-Unis garantir leurs créances, ni même des sommes immenses que les gens du sud ont englouties dans les spéculations sur les terres du Texas; je parle des intérêts généraux des états du sud.

Si le Texas demeure indépendant, une barrière infranchissable arrêtera le développement de ces états et mettra le Mexique à l'abri de leurs envahissements. Il sera impossible d'obtenir jamais du Mexique ce qu'il a toujours refusé jusqu'à présent, un traité pour la restitution des esclaves fugitifs. Le sud sera condamné à rester éternellement placé entre deux terres libres, à la merci de chacune d'elles. L'œuvre de quinze années d'intrigues sera détruite, car à quoi bon arracher le Texas au Mexique pour ne pouvoir le prendre? On aura perdu toute chance de le conquérir dans une guerre, on aura reculé plutôt qu'avancé. La séparation du Texas d'avec le Mexique n'était utile que comme acheminement à sa réunion aux États-Unis. Voilà pourquoi, pendant que Samuel Houston et Stephen Austin préparaient tout pour un soulèvement, le grand publiciste du parti démocratique, M. Benton, publiait, sous les pseudonymes d'Americanus et de La Salle, ses fameux *essais* sur la nécessité d'acquérir le Texas, essais que la presse du sud reproduisait à l'envi; voilà pourquoi l'administration de Jackson faisait des efforts désespérés pour obtenir du Mexique la cession d'un territoire si désiré. La population du sud étouffe dans les limites de plus en plus étroites où la resserre le développement des états du nord, et pour qu'elle puisse s'étendre sans renoncer à ses habitudes, à ses mœurs, à ses institutions particulières, il faut qu'elle envahisse le Texas. Un autre intérêt en souffrance exige aussi cette acquisition, un intérêt dont la presse du sud prend la défense sans rougir, et qui est une tache pour la démocratie américaine : c'est le commerce des esclaves. L'élève et le trafic des esclaves sont devenus un commerce lucratif, et qui se fait sur une grande échelle; or, maintenant les états du sud ont plus d'esclaves qu'il ne leur en faut, et la traite, qui a repris vigueur, fait aux spéculateurs une concurrence chaque jour plus désastreuse. Il est donc urgent d'ouvrir un nouveau marché à ce commerce; il faut que le Texas soit colonisé par des propriétaires d'esclaves, il faut que l'esclavage n'y soit jamais aboli. Le pré-

(1) Les derniers journaux américains nous ont appris l'élection de M. Polk à la candidature du parti démocratique. M. Polk ne s'est fait remarquer jusqu'ici que par son attachement personnel au général Jackson.

décesseur de M. Calhoun, M. Upshur, ne craignit pas de dire en plein sénat que, quand la Louisiane interdit l'introduction de nouveaux esclaves dans son territoire, il y eut, le jour même où la nouvelle arriva, baisse de 25 pour 100 dans le prix des esclaves en Virginie, et que ses calculs le portaient à croire que l'annexation du Texas produirait au contraire une hausse de 50 pour 100 dans tout le sud. Il appelait cela un argument en faveur de l'annexation; mais l'argument que les gens du sud mettent le plus souvent et le plus volontiers en avant parce que leurs adversaires ne peuvent lui refuser une apparence de raison, c'est la nécessité de maintenir l'équilibre entre les deux parties de l'Union. « Faut-il donc, disait récemment au congrès M. Wise de la Virginie, faut-il donc que les états à esclaves soient arrêtés net sur les rives de la Sabine et voient un immense accroissement de territoire et de population dévolu aux états du nord? Maintenant les deux partis ont dans le sénat 26 voix contre 26, mais demain l'équilibre peut être rompu. Si l'Iowa est ajouté d'un côté, la Floride le sera de l'autre; là s'arrêteront les compensations. Admettez un nouvel état au nord, et voilà l'équilibre rompu, non pour un jour, mais à jamais ; et le sud s'arrêterait à la Sabine, tandis que le nord pourrait se répandre en liberté jusqu'au delà des montagnes Rocheuses, et emporterait en sa faveur le plateau de la balance!

En effet, le territoire de Wisconsin grandit rapidement et pourra bientôt réclamer son admission dans l'Union; les gens du sud affectent de ne demander l'annexation du Texas que comme une compensation de l'admission du Wisconsin. Pourtant le territoire de Wisconsin est limité, le Texas est immense; le congrès texien, en 1836, s'est adjugé de sa propre autorité plusieurs des provinces du Mexique, et, entre les mains des hommes du sud, ces incroyables prétentions deviendront des droits incontestables. Il est donc évident que le Texas sera divisé en plusieurs états, et cela dans un avenir très-prochain, parce que la population s'y accroît avec une extrême rapidité, et les nouveaux états enfantés par le sud lui donneront dans le congrès une réelle supériorité. Si le Texas reste indépendant, c'en est fait à jamais de la suprématie du sud; l'annexation, au contraire, c'est l'empire et pour longtemps.

Avec de semblables motifs pour désirer l'annexation, on peut être certain que les hommes du sud l'obtiendront, car ils ne reculeront devant aucune extrémité : ils feraient plutôt la conquête du Mexique tout entier, en dépit du gouvernement fédéral. Aussi les deux chefs du parti du sud, M. Holmes, de la Caroline du sud, et M. Payne, de l'Alabama, disaient-ils publiquement, il y a quelques semaines, dans la chambre des représentants, que le sud désirait avoir le Texas avec l'union, et que, s'il ne pouvait l'obtenir, il aurait alors le Texas sans l'union. Et ce n'est pas là une vaine menace; la séparation rencontrerait sans doute au sud une forte minorité, mais elle aurait lieu, car, comme je l'ai déjà dit, l'union n'est pas populaire au sud : c'est un préjugé passé en principe qu'elle est défavorable et funeste aux véritables intérêts des états du sud. Les whigs le savent ; aussi, après avoir longtemps reculé, finiront-ils par faire le compromis le plus avantageux possible. D'ailleurs la multitude, qui n'apprécie que difficilement les raisons politiques, se laissera toujours prendre aux idées d'agrandissement, de conquête et de richesse, et la cause de l'annexation, habilement exploitée, peut devenir un jour aussi populaire au nord qu'au sud, surtout si l'on sait alarmer la jalousie nationale et envenimer la question par la supposition d'une rivalité avec l'Angleterre.

III.

Maintenant, quelles seront pour l'Union les conséquences de l'annexation du Texas? Il y a, je le crois, dans l'adjonction de ce vaste plateau qui domine le Mexique, toute une révolution pour les États-Unis. Un des premiers résultats de l'annexation sera d'accumuler plus rapidement que jamais la population africaine sur les bords du golfe du Mexique. Cette population y affluera d'autant plus qu'une immense quantité de terres propres à la culture du tabac, de la canne et surtout du coton, s'étendent sur le littoral du Texas ; terres vierges encore, qui promettent à ceux qui les exploiteront les premiers les plus magnifiques récoltes. La tentation est déjà tellement irrésistible, que les Américains vont s'établir en foule au Texas au prix même de leur nationalité. Il y a huit ans à peine que l'Arkansas a été admis dans l'Union ; le tiers à peine de son vaste territoire est suffisamment peuplé, et cependant la moitié au moins des habitants du Texas sont sortis de cet état. Et ce ne sont pas seulement de simples particuliers qui émigrent au Texas, mais des hommes considérables et tenant dans leur état un rang distingué. Le général Hamilton, qui a négocié le traité par lequel l'Angleterre a reconnu le Texas, a été gouverneur de la Caroline du sud. Plusieurs anciens membres du congrès ont aussi renoncé à leur titre de citoyen américain ; dernièrement encore, un citoyen éminent de la Virginie, le général Ch. Fenton Mercer, a sollicité et obtenu du gouvernement texien deux concessions de terres, à la condition de s'y établir et de les coloniser. Aussi la population du Texas, qui en 1833 était d'environ vingt-deux mille âmes, s'élève-t-elle en ce moment à environ trois cent mille, dont un tiers esclave. Quoique un grand nombre de ces esclaves aient été importés directement d'Afrique ou de Cuba, la plupart viennent cependant des États-Unis et surtout des anciens états à esclaves ; si le Texas devenait partie intégrante de l'Union, on verrait sa population esclave s'accroître rapidement aux dépens de celle des états dont nous parlons. C'est ainsi que la Virginie, le Maryland, le Kentucky et même peut-être les deux Carolines, verront leur population dégager de son sein l'élément noir, qui y a moins de valeur que dans les terres situées plus au sud. Les cultures auxquelles se livrent les états à esclaves épuisent rapidement la terre, d'autant plus qu'il est impossible d'employer le système des jachères et d'alterner les semailles. En outre, l'esclave cultive mal et avec négligence : il se contente de retourner la terre à la surface, au lieu de la remuer profondément, comme il le faudrait quand elle a perdu sa première vigueur ; il n'a ni la force, ni la patience, ni l'industrie nécessaires pour labourer comme on le fait en Europe ; l'homme libre seul en est capable. Les états les plus anciennement colonisés, la Virginie, le Maryland, offrent une preuve frappante de ce fait ; les terres n'y sont plus assez vierges pour soutenir le travail esclave, et les produits qu'elles donnent ne sont pas en rapport avec les frais d'entretien d'une multitude de nègres. Il en résulte que très-souvent, à la mort d'un planteur, son héritier vend le mobilier et les bâtiments d'exploitation, et, abandonnant les terres paternelles, s'en va avec ses esclaves chercher au sud-ouest, dans l'Alabama, dans l'Arkansas, des terres à défricher que dans un siècle ses héritiers abandonneront à leur tour. Les terres ainsi délaissées demeurent en friche, puis se recouvrent peu à peu de forêts ; l'on peut faire souvent quinze et

vingt lieues dans le Maryland et en Virginie à travers de jeunes taillis qui recouvrent la place où étaient, il y a vingt-cinq ans, des plantations florissantes. La même chose a lieu, quoique sur une moins grande échelle, dans le Kentucky et les Carolines. Quant aux propriétaires qui répugnent à émigrer à cause de leur position ou de leur âge, beaucoup ont changé d'industrie; ils ne font cultiver la terre qu'autant qu'il est nécessaire pour la subsistance de la maison, et ils élèvent des esclaves pour les vendre ensuite dans les états situés plus au sud, où les esclaves ont une plus grande valeur; et comme les mulâtres se vendent beaucoup mieux que les nègres, le libertinage est souvent pour ces propriétaires une spéculation lucrative. Cependant, comme c'est toujours la portion vigoureuse et jeune des esclaves que l'on vend, et que celle qui reste se reproduit beaucoup moins vite, ce commerce même, quelque odieux qu'il soit, a le salutaire effet de diminuer peu à peu la population esclave des états où il se fait. Ainsi, dans la période décennale de 1830 à 1840, le Maryland a vu sa population libre s'accroître de 9 pour 100, et sa population noire diminuer de 13 pour 100 ; dans la Virginie, la population libre s'est accrue de 7 pour 100, pendant que la population noire diminuait de 5 pour 100. Dans les Carolines, la période de 1820 à 1830 avait offert un accroissement considérable; de 1830 à 1840, la population est restée à peu près stationnaire, puisqu'elle n'a présenté qu'un accroissement de 2 à 2 1/2 pour 100, et l'on peut conjecturer que la période de 1840 à 1850 présentera une diminution assez forte sur la population esclave. Dans le Kentucky, celle-ci a encore augmenté d'une façon assez notable, mais hors de proportion avec l'accroissement de la race blanche. Ainsi, en 1840, le Kentucky comptait 17,000 esclaves et 70,000 blancs de plus qu'en 1830, et l'on peut croire que bientôt la population noire y restera stationnaire pour décroître ensuite. Au contraire, dans les états voisins du Texas, la Louisiane, l'Alabama, le Mississipi, les esclaves se sont accrus de 58, de 124 et de 197 pour 100. On peut donc déjà, par le calcul, arriver presque à déterminer l'époque où les états dont j'ai parlé, le Maryland, la Virginie et les Carolines, deviendront libres, n'auront plus avec les états du nord que des intérêts identiques, et rétabliront ainsi l'équilibre politique, qui serait d'abord gravement compromis par l'annexation du Texas. Déjà le Maryland est un état presque entièrement whig, et nous avons eu occasion de dire que, cette année même, les whigs, à une faible majorité il est vrai, l'avaient emporté en Virginie.

L'annexation ne changerait donc pas essentiellement la condition actuelle et la situation respective des deux parties de l'Union ; mais, en donnant plus d'étendue à son territoire, elle rendrait les crises fédérales plus dangereuses, et l'on pourrait voir un jour aux prises le nord et le sud, si celui-ci, ne pouvant obtenir quelqu'une de ses demandes, ou en haine du parti abolitioniste, venait à briser le pacte fédéral. Ce qui fait la force de l'Union, ce qui en est l'élément modérateur, ce sont les grandes populations d'hommes libres qui occupent la partie supérieure de la vallée du Mississipi ; ce sont eux qui interposent leur médiation entre les états de la Nouvelle-Angleterre et les états du sud-ouest, et leur arrachent des concessions mutuelles. Ils tiennent au nord par le lien d'une origine commune et d'institutions semblables ; ils ne voudront pas s'en détacher, et ne permettront pas d'un autre côté qu'il s'élève au sud une nouvelle confédération indépendante qui leur barrerait le chemin de la mer. Aucune considération ne les fera capituler là-dessus ; communauté de langue et de mœurs, ancienne confraternité, tout cela sera immolé à ce qu'il y a de plus sacré pour l'Anglo-Américain, son intérêt, et cet intérêt exige

qu'il conserve ou reprenne, fût-ce par la force des armes, la libre disposition du cours du Mississipi, des ports de Pensacola, de Saint-Augustin et de la Nouvelle-Orléans : et ainsi fera-t-il, quand il devrait, par une guerre fratricide, rejeter la population du sud sur les Florides et le Mexique. Il peut arriver un jour aux hommes du sud, pour les côtes du golfe du Mexique, ce qui est arrivé aux Anglais pour la Normandie et les provinces du littoral français. Ces provinces ont dû devenir et rester françaises, sans quoi la France n'aurait jamais atteint son légitime développement, et aurait étouffé entre l'Allemagne et l'Angleterre : les gens de l'Ohio et de l'Indiana ne sont pas plus disposés à laisser étouffer leur industrie entre les Alleghanys et les états du sud.

Comme question de politique extérieure, l'annexation du Texas a également une haute importance. Quoique l'envoyé mexicain, le général Almonte, ait signifié à M. Calhoun que, si le traité était ratifié par le sénat, il quitterait les États-Unis, et que son gouvernement regarderait cette mesure comme une déclaration de guerre, nous avons peine à croire que le Mexique entre en lutte avec les États-Unis, s'il n'a l'espoir d'être soutenu par l'Angleterre, et ce serait le Mexique qui aurait le plus à craindre d'une semblable guerre. Quand même il se résignerait à ce sacrifice, l'annexation ne serait pas moins funeste au Mexique : elle le livre tout entier aux Anglo-Américains, car il est évident qu'on lui arrachera l'une après l'autre ses meilleures provinces, comme on lui a arraché le Texas. Voici déjà plusieurs années que les Américains pensent à la Californie, qui, en augmentant le nombre des états du sud, aurait encore l'avantage de leur procurer des ports sur l'Océan Pacifique, et d'offrir aux baleiniers des états du nord des points de relâche dont ils ont besoin. En outre, dans le cas désormais assez probable du percement de l'isthme de Panama, la possession de la Californie permettrait aux Anglo-Américains de surveiller et même de commander la communication des deux Océans. Déjà plusieurs milliers de pionniers, au mépris des lois mexicaines, se sont introduits de vive force dans la Californie, et y ont formé des établissements en dépit des réclamations des autorités nationales. Bien plus, ils se sont mis à trafiquer des terres ainsi volées, et ils ont trouvé des acheteurs. C'est en un mot la répétition de ce qui s'est fait pour le Texas. Le gouvernement américain, loin de réprimer ces actes de brigandage, les appuie en secret. Ce n'est pas tout : en novembre 1842, un faux bruit se répandit au Chili que des difficultés graves étaient survenues entre l'Union et le Mexique, que la guerre s'ensuivrait probablement, et que le Mexique venait de céder une partie de la Californie à l'Angleterre. Aussitôt le commandant de l'escadre américaine qui croisait sur les côtes du Chili, sans instructions, sans ordre, sans demander aucun renseignement, fait voile vers Monterey, le principal port et la capitale de la Californie, et s'en empare en pleine paix. La ville fut restituée au Mexique, mais le gouvernement américain refusa de révoquer le commandant Jones, et la proposition d'une enquête sur sa conduite fut rejetée dans le congrès, tous les députés du sud ayant voté contre. Enfin on a prétendu qu'aussitôt après le traité du Texas, M. Calhoun avait proposé au Mexique un traité pour l'acquisition de la Californie. Le Texas d'ailleurs, tel que l'étendent arbitrairement les gens du sud, comprend les provinces du Nouveau-Mexique, de Tamaulipas et de Coahuila, c'est-à-dire près de la moitié de l'ancienne vice-royauté du Mexique. Il est donc évident que la population hispano-mexicaine, déjà insuffisante pour couvrir son vaste territoire, sera hors d'état de résister; qu'elle sera tôt ou tard refoulée dans l'isthme et remplacée par la race anglo-américaine. L'humanité, loin d'avoir à se réjouir de ce résultat,

aura à en gémir. L'esclavage renaîtra sur une terre d'où il avait entièrement disparu, et la race africaine travaillera pour les nouveaux arrivés comme elle l'a fait autrefois pour les *conquistadores*. Grâce au travail des esclaves, des sources métalliques qui paraissaient s'être taries se rouvriront tout à coup et couleront avec une nouvelle abondance sous la baguette magique de l'industrie anglo-américaine; mais ce sera au prix d'un crime social que cette prospérité sera achetée, et puisse l'Union n'avoir pas à regretter un jour d'avoir perpétué l'esclavage! L'annexation du Texas accomplie, il devient difficile de former aucune conjecture sur le sort futur de la race nègre en Amérique. Si le Texas était demeuré sous la domination mexicaine, c'est-à-dire s'il était resté un état libre, l'esclavage, par le progrès des états libres de l'Union, et par le changement qui s'opère dans les plus anciens des états à esclaves, se serait trouvé resserré dans un cercle de plus en plus étroit; on n'aurait point eu d'inquiétude sur le sort de la race blanche, et on aurait pu espérer qu'un jour les états du sud, dans leur propre intérêt, seraient conduits à abolir l'esclavage. Maintenant il n'en sera plus ainsi : le nombre des états à esclaves dépassera celui des états libres, et si la race nègre, qui s'accroît déjà plus rapidement que les blancs au sud des États-Unis, conserve le même avantage au Mexique dans des conditions de climat encore plus favorables, les deux races seront peut-être un jour égales en forces, et laquelle triomphera dans la lutte? Liberté dans les îles, esclavage sur les bords du golfe du Mexique, voilà la destinée la plus prochaine de la race noire. Finira-t-elle par n'avoir plus partout qu'une même condition? la population des îles retombera-t-elle sous le joug? celle du continent arrivera-t-elle à la liberté? Nul ne le sait. L'Angleterre combat pour un principe, et l'Amérique pour l'autre; et, n'osant commencer la querelle, elles en sont encore à s'observer. En attendant, l'île de Cuba est là comme la Sicile entre Carthage et Rome; c'est là que s'établira la première lutte entre les deux principes. Une sourde fermentation y règne déjà, et se trahit de temps à autre par des complots. Les états à esclaves suivent d'un œil inquiet ce qui s'y passe, et nous pouvons citer à ce sujet des faits curieux et peu connus. Si les Anglo-Américains se montrèrent si soucieux de faire reconnaître par l'Espagne l'indépendance du Mexique, ce fut surtout dans la crainte de voir l'esprit de révolte gagner l'île de Cuba. Dans les instructions données en 1829 à M. Van Ness, ministre à Madrid, M. Van Buren lui recommande de demander la prompte reconnaissance de l'indépendance du Mexique, en insistant sur le danger que courrait l'île de Cuba par suite de la prolongation de la guerre. « Bien des considérations, dit-il, qui tiennent à une certaine classe de notre population, font attacher, par la partie méridionale de l'Union, la plus grande importance à ce qu'aucune tentative ne soit faite dans cette île pour secouer le joug de l'Espagne. Une tentative pareille aurait pour conséquence l'émancipation d'une nombreuse population d'esclaves dont l'affranchissement ne pourrait manquer d'avoir un grand retentissement sur les côtes voisines des États-Unis. » En novembre 1829, M. Van Buren apprit que le gouvernement mexicain, d'accord avec celui d'Haïti, avait formé un plan pour opérer une révolution dans l'île de Cuba; il écrivit à M. Butler, l'envoyé à Mexico, pour lui exprimer l'horreur que lui inspirait cette idée d'émanciper des esclaves, et lui dire que le gouvernement croyait de son devoir de prendre des mesures pour protéger les États-Unis contre l'introduction de cet esprit déplorable *(this baneful spirit)*. Il lui recommandait de faire les plus fortes remontrances possibles contre le projet, et, au cas où elles échoueraient, de l'avertir promptement, pour que le gouvernement pût prendre des mesures énergiques. L'année

dernière encore, sur le bruit qui courut que l'Angleterre offrait à l'Espagne de lui acheter Cuba, un député du sud, M. Ingersoll, s'écria que les États-Unis déclareraient la guerre à l'Angleterre plutôt que de permettre ce marché, et il fut couvert d'unanimes applaudissements. Les états du sud, qui n'ont pas permis que l'on reconnût l'indépendance de Haïti, ne souffriront jamais que l'esclavage soit aboli dans l'île de Cuba, parce que cette île est l'asile de leurs nombreux négriers, qu'elle sert d'éntrepôt pour les quinze ou vingt mille nègres qu'ils tirent chaque année d'Afrique, et surtout parce que là sont leurs postes avancés. L'Angleterre le sait bien ; avec la sagacité de la haine, n'osant encore attaquer l'esclavage dans l'Union, elle agite sans relâche l'île de Cuba, et depuis dix ans y entretient, par ses intrigues et son argent, une extrême fermentation au moyen des nègres libres qui vont et viennent de la Jamaïque à Cuba.

L'antagonisme des deux politiques à l'égard de la race noire mettra tôt ou tard l'Angleterre aux prises avec les États-Unis, et, sans les embarras actuels de la première de ces puissances, la guerre pourrait éclater à propos du Texas. L'Angleterre a vu d'abord avec chagrin la révolte du Texas ; elle a espéré longtemps que le Mexique rétablirait son autorité sur cette province, et ce n'est qu'en 1840 qu'elle s'est déterminée à reconnaître son indépendance. Une fois bien certaine que le Mexique ne pouvait reprendre le Texas, elle ne se montra pas difficile sur les conditions de la reconnaissance, trop heureuse de mettre un obstacle de plus aux projets des États-Unis, impatients de s'incorporer le nouveau peuple. Lord Palmerston attachait une grande importance à cette mesure, et, pour s'en convaincre, il suffit de lire l'article qu'il fit publier à ce sujet dans l'organe le plus considérable du parti whig, dans la *Revue d'Édimbourg*. Cet article est écrit d'un bout à l'autre sur le ton le plus emphatique et le plus pompeux. On y présente le Texas comme un marché précieux pour les manufactures anglaises, comme une garantie contre la dépendance où se trouve l'Angleterre vis-à-vis du commerce de l'Union. Il est dur de voir de si belles espérances détruites tout à coup. Aussi, à la nouvelle du traité d'annexation, le *Morning-Post* n'a pu retenir un cri d'alarme : « *Nos relations extérieures,* a-t-il dit, *prennent l'aspect le plus effrayant.* » Le ministère anglais, interpellé dans le parlement, a refusé de s'expliquer, sur ce motif que le traité avait besoin de l'approbation du sénat ; en réalité il voulait gagner du temps et n'osait prendre un parti. La presse anglaise a été moins prudente : depuis deux mois, elle se déchaîne sans relâche contre M. Tyler et M. Calhoun. Nous n'avons point à nous occuper de cette polémique passionnée; nous signalerons seulement, à cause de leur importance, deux articles du *Times,* l'un du 15, l'autre du 20 mai. Le premier de ces articles, publié le jour même où la nouvelle arriva, n'est qu'une véhémente philippique contre les institutions, la politique et le gouvernement des États-Unis : il est impossible d'être plus amer et plus insultant; le second, sans être écrit d'un ton beaucoup plus modéré, fait l'historique de la question et la discute : il contient sans doute la pensée du gouvernement anglais. On conteste au Texas, d'après Wattel et Puffendorf, le droit d'aliéner son indépendance; on lui conteste jusqu'à cette indépendance même, quoiqu'elle ait été reconnue par l'Angleterre ; enfin, une menace indirecte est faite au gouvernement des États-Unis. « Les Texiens ne sont pas libres, dit le *Times,* de renoncer à leurs droits de souveraineté sans faire réserve des engagements qu'au nom de cette même souveraineté ils ont antérieurement contractés avec des états étrangers. Parmi les traités conclus jusqu'à présent par le Texas, il en est un qui peut mettre la question dans

tout son jour : nous voulons dire le traité avec la Grande-Bretagne pour la suppression de la traite au moyen du droit mutuel de visite. Le Texas a fait solennellement toutes les concessions que les États-Unis sont encore fermement résolus à ne pas faire, et ces concessions, aussi bien que tous les autres engagements du Texas envers des puissances étrangères, ne peuvent être détruites que du consentement de toutes les parties. Nous avons bien peur que, d'après les principes les plus incontestables du droit international, un traité par lequel tous les traités antérieurs sont d'un seul coup annulés, rompus, mis au néant, ne soit un *casus belli* suffisant. » Après avoir commenté avec amertume les différents articles du traité, le *Times* termine ainsi : « Il est difficile de traiter avec gravité ou patience cette manifestation des basses et honteuses passions qui se trahissent ici des deux côtés; mais, quels que puissent être les motifs du traité, et quelque probable qu'en soit le rejet, les questions qu'il a soulevées pour la première fois sont intimement liées avec la stabilité de l'Union américaine, la politique commerciale des États-Unis, et la *paix du monde*. »

Si l'on rapproche cet article de la déclaration faite par lord Aberdeen à M. Calhoun, que l'Angleterre emploierait tous ses efforts pour que le Mexique fît de l'abolition de l'esclavage la condition *sine quâ non* de la reconnaissance du Texas, on peut supposer que le ministre anglais à Mexico rendra impuissants les efforts du plénipotentiaire que M. Tyler vient d'y envoyer; et quoique le rejet du traité puisse procurer un moment de relâche à lord Aberdeen, on comprend cependant que la guerre puisse sortir de cette affaire. D'ailleurs il n'y a pas seulement une question d'humanité en jeu. Que l'esclavage renaisse au Mexique et s'étende d'une mer à l'autre, l'Angleterre, bien qu'avec regret, en prendrait son parti, si ses intérêts commerciaux n'en souffraient pas; mais nous avons vu que l'annexation du Texas aurait pour conséquence l'envahissement successif de tout le Mexique par les Anglo-Américains. Or, il est peu de contrées avec lesquelles l'Angleterre fasse un commerce aussi lucratif; elle est seule en possession d'exploiter ce riche et malheureux pays. Les Français en sont maintenant écartés par la haine nationale; les Anglo-Américains en sont aussi presque entièrement exclus, et cela est pour eux un sujet de jalousie extrême. L'Angleterre se laissera-t-elle ravir un marché si avantageux? Son intérêt nous est un sûr garant du contraire; elle le défendrait contre tout droit et toute justice, à plus forte raison quand elle a le bonheur de trouver une fois sa cause d'accord avec celle de l'humanité.

Un autre intérêt est compromis par l'annexation. Quand la *Revue d'Édimbourg* faisait un si magnifique étalage du commerce que l'on pourrait faire avec le Texas, il est une considération sur laquelle elle se gardait bien d'appeler l'attention, mais à laquelle le gouvernement anglais avait sans doute songé. Supposez que le Texas devienne une république indépendante, animée d'un esprit de jalousie et d'hostilité contre les États-Unis, comme le disait la *Revue d'Édimbourg*, qui recommande d'y envoyer des colons anglais; supposez d'un autre côté que l'Angleterre transporte dans l'Orégon une partie de la population du Canada, et l'étende le long des montagnes Rocheuses jusqu'au Texas : voilà le développement des États-Unis à jamais arrêté, voilà l'approche de l'Océan Pacifique à jamais interdite à l'Union. Les Anglais se trouveraient, à bien moins de frais et avec moins de risques, avoir réalisé contre les Américains indépendants ce que les officiers français tentèrent inutilement le long des bords du Mississipi contre les colonies anglo-américaines. C'est là qu'est la véritable importance de la question de l'Orégon pour les États-

Unis, car de ce côté l'Union n'a pas encore à craindre de voir l'espace lui manquer; l'Iowa et le Wisconsin n'ont que quelques milliers d'habitants; le Michigan lui-même est loin d'être peuplé, et de ses limites jusqu'au Missouri il y a place pour plusieurs millions d'hommes. L'Angleterre ferait les plus grandes concessions de territoire pour arriver à une limitation; mais ce que les États-Unis redoutent surtout, c'est la fixation d'une frontière : une fois que la ligne de limitation sera tracée, quand même elle serait portée au delà des montagnes Rocheuses, adieu tout espoir d'arriver à l'Océan Pacifique, ce rêve de tout Anglo-Américain! Aussi voilà vingt-cinq ans que les États-Unis aiment mieux s'engager à ne point coloniser l'Orégon que de conclure un traité définitif.

Enfin un dernier intérêt est compromis indirectement par l'annexation du Texas. Le motif qui fait désirer aux états du sud la possession du Texas fait désirer aux états du nord l'acquisition du Canada. On se souvient des secours multipliés que les Canadiens reçurent des États-Unis, et des efforts désespérés que dans l'affaire Mac-Leod les états du Maine et de New-York firent pour amener avec l'Angleterre une guerre dont la conséquence eût été la conquête immédiate du Canada. Si le Texas donne aux gens du sud une supériorité trop décidée, ceux du nord demanderont, avec la même chaleur que déploie aujourd'hui le sud, l'acquisition du Canada comme compensation à celle du Texas; et s'ils ne peuvent l'obtenir, ils le prendront de force. On connaît toute la faiblesse du lien qui rattache actuellement le Canada à l'Angleterre, et le Canada français n'a pas encore pardonné à celle-ci la révolution qu'elle a opérée dans sa législation.

On le voit donc, tous les intérêts de l'Angleterre sont compromis directement ou indirectement par l'annexation du Texas, et les explications que nous venons de donner feront comprendre le ton hostile et furibond de la presse anglaise, comme la réserve pleine d'anxiété du ministère tory. Quelle est, maintenant, la conduite que doit tenir la France dans le règlement d'une question qui, comme dit le *Times*, compromet la paix du monde? Aucun des intérêts matériels de la France n'y est sans doute engagé, mais il y a une question d'humanité qui réclame sa sollicitude. Représentée, d'ailleurs, par une politique ferme et prudente, la France pourrait exercer la plus haute influence, comme puissance médiatrice. La France ne doit pas souffrir que l'esclavage reparaisse sur une terre qui a été délivrée de cette souillure. Elle doit donc insister autant que possible pour que le traité qui vient d'être rejeté ne soit pas repris, ou au moins pour que le Mexique soit mis à l'abri des envahissements ultérieurs des possesseurs d'esclaves. Comme, après tout, la cause de l'Angleterre est ici liée en partie à celle de la liberté, peut-être sera-t-il possible à la France de s'entendre avec l'Angleterre, et, tout en refusant de seconder ses vues passionnées et égoïstes, d'obtenir des États-Unis, de concert avec elle, garantie et sécurité pour l'indépendance du Mexique. Ce que l'Angleterre fera pour son commerce au nom de l'abolition de l'esclavage, la France le fera réellement et sincèrement pour la liberté.

A. Cucheval.

LE

THÉATRE MODERNE

EN ESPAGNE.

ALFONSO MUNIO,

TRAGEDIA EN CUATRO ACTOS, POR LA SENORITA DONNA GERTRUDIS GOMEZ DE AVELLANEDA.

Le 22 mai 1835, la jeunesse lettrée de Madrid se prit d'un vif enthousiasme, qui bientôt se communiqua, dans la Péninsule, à tous les hommes d'élite. Don Angel de Saávedra, duc de Rivas, grand d'Espagne, aujourd'hui ambassadeur à Naples, venait de faire représenter le plus beau de ses drames, *Alvaro ò la Fuerza del Sino* (*Alvaro, ou la Force de la Destinée*) (1), et l'on s'apercevait enfin qu'il était possible encore d'avoir un théâtre vraiment national. La joie fut profonde, et il ne faut pas que l'on s'en étonne. L'ancien théâtre est pour l'Espagne le titre de gloire le plus durable. On enlèverait à la Péninsule ses musées, ses archives, ses bibliothèques; une armée nouvelle de Vandales ou de Maures brûlerait tous ses livres, tous ses manuscrits, toutes ses chroniques : l'Espagne n'aurait pas tout perdu, si elle conservait son vieux et immortel répertoire dramatique; elle y retrouverait sûrement son histoire, sa religion, ses croyances, la tradition de ses mœurs et de ses habitudes, sa poésie lyrique et chevaleresque, sa bouffonne et sentencieuse phi-

(1) Littéralement : *Alvaro, ou la Force du Oui et du Non.*

losophie. Que dès les premières années du XVIIIe siècle le théâtre soit déchu tout à fait en Espagne, cela est bien aisé à concevoir. L'ancien drame espagnol est mystérieux et terrible, tour à tour imposant et fécond en épisodes bizarres, comme la politique de ces rois qui, s'appuyant sur le saint-office, et portant leurs bandes si longtemps invincibles sur tous les points connus des deux hémisphères, opprimaient d'un côté le Nouveau-Monde, et de l'autre fomentaient en Europe les soulèvements, les conspirations et les intrigues : le moyen que l'Espagne appauvrie et humiliée de Ferdinand VI y pût rien comprendre! Et la preuve qu'elle n'y comprenait absolument rien, c'est que, vers la fin du XVIIIe siècle, les beaux esprits de Madrid, de Murcie, de Valence, s'appliquaient principalement à remanier, à refondre les compositions gigantesques des Calderon et des Lope, mutilant, retranchant, ajoutant à leur guise et selon les petits caprices du jour, s'efforçant de voiler çà et là les lueurs éclatantes et d'ajuster les péripéties grandioses aux proportions mesquines qu'avaient prises les mœurs publiques et les sentiments nationaux. Quoi qu'on ait fait pour naturaliser au delà des Pyrénées les héros de Corneille et de Racine, notre poésie classique fut également une lettre morte pour l'Espagne; à son tour, le romantisme y a pendant un petit nombre d'années tourné quelques têtes, sans remuer les cœurs, sans pénétrer dans les esprits. On commençait à craindre que toute tentative ne fût décidément inutile, et à désespérer de la littérature dramatique au delà des monts, quand le théâtre *del Principe* donna brusquement la première représentation de *la Fuerza del Sino,* œuvre espagnole si jamais il en fut, dont l'auteur ne s'est pas plus attaché à imiter les maîtres de l'ancien répertoire que nos tragiques et nos dramaturges; œuvre originale en un mot, et telle que la pouvait enfanter un pays en révolution, où tout change et se régénère, les mœurs, les opinions et les lois. Ce fut là un fécond exemple : l'école formée par M. le duc de Rivas est déjà nombreuse et sûre de son avenir; chaque jour, de brillants débuts y ajoutent des noms qui deviennent sur-le-champ populaires. Il y a un mois à peine, un de ces débuts a produit une si grande sensation, que nous croyons devoir dire comment il s'est accompli. C'est celui d'une jeune fille, donna Gertrudis Gomez de Avellaneda, d'un talent vigoureux et fier, et dont la beauté égale, dit-on, le talent; la première femme d'ailleurs qui à Madrid se soit ainsi aventurée en pleine poésie dramatique. Les drames et les tragédies se succèdent rapidement dans les théâtres de l'Espagne; mais le public madrilègne n'en est pas pour cela plus blasé. La seule annonce d'une représentation importante imprime une physionomie toute particulière à la bonne ville des Alarcon et des Tirso de Molina; c'est là pour elle une fête véritable dont il peut être curieux de décrire les principaux incidents.

Le 15 juin dernier, en dépit de la chaleur étouffante que les vents d'Andalousie apportaient à Madrid par-dessus les montagnes de la Sierra-Morena, la vieille capitale de l'Espagne avait pris un air d'animation tout à fait extraordinaire. Au premier aspect, comme la jeunesse entière était sur pied, on se fût attendu peut-être à une émeute; mais en y regardant de plus près, on voyait bien qu'il s'agissait de tout autre chose que d'un *pronunciamiento.* Les nouvelles de province étaient aussi bonnes qu'on le pouvait souhaiter; c'était au plus si, à Murcie ou Séville, une douzaine de conspirateurs avaient été placés sous la main du chef politique, et l'on n'avait guère passé par les armes que cinq ou six factieux dans les âpres défilés du Maeztrago. Il est vrai que la veille les créanciers de l'état s'étaient quelque peu récriés à la bourse; mais on était loin d'en concevoir la plus légère

inquiétude : les menaces de financiers ne sont pas des menaces de guerre; on savait bien, après tout, que les capitalistes ne peuvent pas vouloir de révolutions. Des groupes parés de cavaliers en gants jaunes et de jeunes élégantes en mantilles se formaient au *Prado* et sous les auvents bariolés des *plazuelas* qui avoisinent les théâtres. A mesure que s'avançait la journée, l'émotion prenait toutes les allures de l'impatience. Les amphithéâtres de l'Athénée étaient déserts ; M. Alcala-Galiano ou M. Martinez de la Rosa en personne serait remonté dans sa chaire, qu'il eût fort risqué de n'avoir pas un seul auditeur. Si les cortès avaient tenu séance, députés et sénateurs auraient sûrement quitté avant trois heures l'enceinte parlementaire; cela s'est toujours vu quand il a été question pour les députés et les sénateurs de prendre part à une grande solennité littéraire, même à l'époque où les guérillas de Gomez et de Guergué poussaient jusqu'à la Granja, même en décembre 1843, au moment où M. Olozaga défendait si énergiquement sa vie et son honneur à la tribune du congrès. Dans le *Casino*, pas un publiciste, pas un poëte autour des journaux de France, et il en était absolument de même dans tous les lieux de réunion où les jeunes hommes politiques viennent, le soir, exposer, entre le sorbet et l'orange, leurs belles théories sociales et leurs plans de régénération. A quatre heures, la moitié de Madrid était sur le chemin du théâtre de la *Cruz*, dont l'immense affiche rouge annonçait triomphalement la représentation d'une pièce chevaleresque, en quatre actes et en vers, *Don Alfonso Munio*, premier ouvrage dramatique d'une jeune fille que les journaux, l'*Heraldo* en tête, avaient déjà rendue célèbre. Les meilleurs rôles étaient confiés aux plus brillants sujets des deux troupes réunies de la *Cruz* et *del Principe*, parmi lesquels se distingue très-particulièrement le chaleureux don Julian Roméa, beau-frère de M. Gonzalez-Bravo.

Les théâtres de Madrid ne sont point régis comme ceux de France et d'Angleterre; les jours de première représentation, on ne voit pas, comme chez nous, aux abords de la *Cruz* ou *del Principe*, cette foule étrange, où se mêlent confusément toutes les conditions, tous les âges, essuyant la pluie et la bise, se préparant au plaisir par un vrai supplice. Dès le matin, les portes sont ouvertes à qui désire acheter son billet d'avance; toutes les places, petites et grandes, sont numérotées soigneusement et disposées en stalles ; chacun peut tranquillement retourner à ses affaires; on est bien sûr, si tard que l'on rentre, de retrouver son fauteuil ou sa banquette complétement inoccupée. Le 13 juin pourtant, le public stationnait en foule devant la *Cruz;* les groupes se composaient de curieux attardés qui n'avaient pu se ménager l'entrée dans la salle; ni les uns ni les autres ne songeaient à regagner leurs hôtels ou leurs mansardes; la plupart étaient fermement résolus d'attendre que les heureux spectateurs se fussent prononcés sur le sort du drame nouveau. C'est là un des cas, peu nombreux à la vérité, où les bons Madrilègnes se rappellent, avec une certaine colère, l'occupation française. Si l'on excepte le *Circo,* où nos ballets se dansent, et où l'on chante nos opéras, les théâtres de Madrid sont étroits, obscurs, incommodes ; tous les soirs, les salles sont combles, mais, comme les meilleures places se cotent à un prix extrêmement modique, il est hors d'exemple qu'une entreprise dramatique ait jamais prospéré. Sous l'ancienne monarchie, Madrid possédait un théâtre immense ; c'est là que, sous Philippe III, sous Philippe IV, se donnaient ces magnifiques représentations dont l'Espagne garde le souvenir comme d'une victoire sur les Maures ou d'une expédition dans les Flandres; dès les premiers jours de l'invasion, ce théâtre fut réduit en cendres, et de toutes les cala-

mités de la guerre, c'est peut-être celle que le peuple de Madrid a le plus vivement ressentie. Après 1823, vers la fin du règne de Ferdinand VII, on se mit en devoir de construire une salle nouvelle; au moment où nous sommes, chacun encore, à Madrid, se rappelle avoir vu, travaillant aux boiseries des loges et des stalles, le jeune fils d'un ébéniste allemand qui, plus tard, devait être un des poëtes les plus puissants et les mieux inspirés de l'Espagne moderne, don Juan Eugenio Hartzembusch, génie profond et capricieux dont l'Europe entière connaît déjà l'œuvre principale : *Los Amantes de Teruel.*

A la mort de Ferdinand VII, les cortès indépendantes jugèrent tout à fait indigne de leur majesté souveraine d'aller siéger au palais, comme à l'époque où les rois absolus se donnaient la fantaisie de les convoquer. Elles s'emparèrent tout simplement du théâtre, en attendant que l'on achevât le majestueux édifice où elles doivent un jour tenir leurs séances. Et voilà pourquoi les tragédies imposantes, les comédies de genre, les drames à grands caractères se jouent encore aujourd'hui sur des planches étroites et assez mal jointes, dont nos moindres troupes de vaudeville auraient peine à se contenter.

Quoi qu'il en soit, le 13 juin avant cinq heures, la salle de la *Cruz* était remplie jusqu'au cintre ; absorbée tout entière dans l'attente, la foule gardait le silence, mais elle était bien décidée à ne point accorder une minute de grâce à l'administration du théâtre, si par aventure elle se trouvait en retard. Le moment venu, un grand cri s'élève, chacun s'assied, tous les regards se dirigent sur la toile, après quoi, pendant cinq ou six secondes, le silence s'établit de nouveau, mais cette fois si profond, que par les rues voisines on aurait pu entendre monter dans la haute ville les brises du Manzanarès. Cependant la toile demeure immobile, et le vieux poëte comique, don Léandro Moratin, dont la tête joyeuse figure tout à côté des Calderon et des Tirso de Molina, regarde en ricanant les spectateurs désappointés. Un second cri jaillit de toutes les poitrines, un cri de colère qui va au fond des coulisses chercher le directeur éperdu et l'amène tremblant en présence du public. Gens du bel air ou *manolos,* jeunes et vieux, tout le monde s'indigne; les femmes elles-mêmes sont debout, au balcon et dans les loges, l'œil en feu et la tête nue; plus d'une jolie bouche profère ces charmantes petites imprécations castillanes par lesquelles une Madrilègne, si haut placée qu'elle soit par la fortune ou la naissance, témoigne au moindre propos de son dépit et de son mécontentement. Quand le malheureux directeur est parvenu à se faire écouter, il demande en balbutiant quelques instants de répit au nom d'un artiste en vogue, et vous êtes tout surpris de voir tomber aussitôt une si terrible fureur. C'est en pareille circonstance que l'on mesure en Espagne le crédit que peut avoir un artiste : on accorde fort souvent une demi-heure à une cantatrice ou à une danseuse; on est moins généreux envers une simple tragédienne, à moins qu'elle n'ait pour nom Mathilde Diez ou Théodora Lamadrid. Quelquefois on compose par d'autres moyens avec l'impatience populaire : on promet un riche costume, une décoration magnifique, dont le souvenir ne doit pas de sitôt s'effacer; mais ce sont là des moyens désespérés. Le public espagnol s'attend alors à de telles merveilles, qu'il est à peu près impossible de répondre à l'éblouissant idéal que se fait à l'instant son imagination méridionale; on peut s'attendre à le trouver dédaigneux et mécontent, dans le cas même où l'on étalerait sur le costume promis tous les joyaux de l'ancien trésor royal de Castille, et où la décoration annoncée égalerait en magnificence la Méditerranée aperçue du haut de la Porte-de-Mer, à Barcelone, et l'immense panorama

qui, du roc crénelé de Gibraltar, s'étend à travers la mer bleue jusqu'aux chaînes grises de l'Atlas.

Le 15 juin, précisément, on eût été mal venu à parler de décorations et de costumes ; l'irritation grondait en dedans, elle allait sans aucun doute éclater encore, mais pour ne plus s'apaiser, quand on entendit le long des tringles de fer le sourd frémissement de la toile qui se repliait sur elle-même : l'orchestre n'avait pas même songé à exécuter les deux ou trois mélodies nationales, saynètes ou boleros, qui forment l'ouverture obligée de toutes les pièces. Décrire la curiosité ardente qui va s'attacher aux moindres pas, aux moindres gestes de ces personnages, plus impatiemment attendus depuis une semaine que ne l'est le premier coup d'escopette dans Alicante, un jour où les contrebandiers ont résolu de faire un *pronunciamiento,* cela est évidemment impossible, et nous prenons le parti d'y renoncer tout à fait.

Don Alfonso Munio est un drame chevaleresque. Au moment où la toile se lève, la scène est déserte, mais aux murs lambrissés, aux boiseries sculptées et fouillées, on aperçoit parmi les harpes et les guitares d'énormes cottes de mailles et des gantelets de *caballeros.* Nous sommes en pleine guerre contre le Maure ; comme au prologue des *Amants de Teruel,* vous aspirez une senteur sauvage de sang versé dans les escarmouches et les batailles rangées. Peu à peu cependant quelques personnages entrent en scène; ce sont les filles d'honneur de la reine qui tour à tour s'attristent ou s'exaltent à la pensée des combats déjà livrés et de ceux qui se préparent. La plus belle de ces jeunes filles, la plus fière, la plus rêveuse, cette damoiselle aux grands yeux noirs, aux cheveux d'ébène, que vous apercevez dans le fond, laissant errer son regard à l'aventure par ses campagnes qu'embrasse un vrai soleil de Castille, c'est la fille d'un vieux comte, l'orgueil et la richesse de don Alfonso Munio ; c'est la vertueuse Fronilde qu'alarment tout à la fois les périls de son père et les périls de l'infant don Sancho : don Alfonso Munio! don Sancho, l'infant de Castille! deux noms populaires en Espagne, et qui sont demeurés dans toutes les mémoires, comme ceux des La Cerda, des Lara, des Basan. Don Alfonso est l'ami et le conseiller, le premier vassal, le premier chevalier de don Alonzo-le-Guerrier, septième du nom, le même qui, après trente victoires, se fit couronner empereur à Tolède et à Léon. Don Sancho, c'est le fils du roi, celui qui plus tard s'appela Sancho-le-Désiré, dont le règne fut si court et la mort si amèrement pleurée; don Sancho occupa le trône une année à peine. Quand on parcourt le ssanglantes annales de l'Espagne au moyen âge, on s'arrête un instant à contempler le doux contraste que forme sa physionomie soucieuse et un peu hautaine avec les princes qui l'ont précédé et avec ceux qui ont tenu le sceptre après lui. C'est le fils de la grande reine Berenguela, princesse résolue que l'on entrevoit toujours dans les camps ou dans les *sierras* de Léon, suivant à cheval le roi-empereur, ou bien encore présidant aux tournois et aux fêtes somptueuses, aussi puissante chez les Maures que dans le cœur de ses sujets les plus fidèles par son renom incomparable de vertu et de beauté. On jugera de l'autorité irrésistible qu'exerçait une seule de ses paroles par le trait suivant, que nous trouvons dans l'histoire d'Espagne, et que les anciens dramaturges n'ont eu garde de négliger. Réduite à l'extrémité dans Tolède, où elle soutenait, en l'absence de don Alonzo, un siége vigoureusement poussé par un prince de la race indomptée des Almohades, elle envoya dire à ce prince que c'était violer toutes les lois de la chevalerie de presser ainsi une femme abandonnée à elle-même. Une heure après, le siége était levé ; le croissant ne rayonna plus sur

les collines qui environnent Tolède; du haut des tours de la ville, on put voir disparaître, un à un, au détour des vallées castillanes, les manteaux blancs des chevaliers maures; le prince avait porté ses forces dans les comtés où combattait don Alonzo. Pour célébrer un si heureux événement, Berenguela fit donner un tournoi magnifique où elle-même, de ses mains royales, devait récompenser le courage. A ce tournoi, douze chevaliers inconnus, la visière baissée, cachant leur écu et leur devise, se présentèrent tout à coup dans l'arène, et les histoires chrétiennes sont forcées de convenir que, de l'un à l'autre bout de la fête, ils se comportèrent avec un tel sang-froid, une telle vaillance, qu'on ne put, sous peine d'injustice, leur refuser le prix de l'adresse et de la valeur. C'était le prince maure, escorté de ses principaux *walis,* qui avaient saisi une si belle occasion de voir la reine, et en même temps de montrer que, s'ils avaient levé le siége, c'était par courtoisie et non par faiblesse. Le gage que la reine fut obligée d'accorder au prince infidèle, celui-ci le porta jusqu'à la mort sur son cœur, ni plus ni moins qu'un amulette bénit par tous les *alfaquies* des mosquées de Cordoue, au risque d'être condamné, ajoutent les chroniques arabes, à ne jamais contempler les houris de l'élysée musulman. Le surlendemain du tournoi, le roi don Alonzo rentra dans Tolède, et son retour donna le signal des mêlées sanglantes. Les haines de religion et de race purent de nouveau s'assouvir, aussi ardentes, aussi aveugles que par le passé; mais peu importe : étaient-ce donc des siècles de barbarie absolue que ces bizarres siècles du moyen âge espagnol où une femme trouvait tant de force dans sa faiblesse, et, pour désarmer son ennemi, n'avait à exercer d'autre empire que celui de la vertu et de la beauté?

A toutes les époques, en Espagne, on a été sûr de passionner la foule, — et de nos jours il en est absolument de même, — quand on évoque ces noms poétiques du roi don Alonzo et de la reine donna Berenguèle; la haine du Maure, qui en toute autre circonstance n'est plus qu'un souvenir historique, redevient un sentiment réel qui remue le sang et soulève les âmes. Les têtes s'exaltent au point que l'on finirait presque par ajouter foi aux prodiges que racontent les vieilles chroniques sur ces siècles étranges où un seul chevalier catholique dispersait des bataillons de Maures, de telle sorte qu'après la victoire, c'était à peine si, parmi des milliers d'infidèles tués ou mutilés dans les plaines, on parvenait à découvrir cinq ou six chrétiens tombés victimes de leur ardeur excessive, la face contre terre, et qu'on était forcé d'ensevelir avec leurs armes, leurs mains crispées refusant de s'ouvrir pour les rendre, même après la mort. Temps merveilleux où tout repoussait les Maures, non-seulement le guerrier avec sa lance ou le prêtre avec ses prières, mais les fleuves qui débordaient exprès pour emporter aux mers lointaines, hors de la catholique Espagne, leurs tentes et leurs cadavres, le sol qui s'entr'ouvrait sous leurs pieds, les maisons qui s'écroulaient sur leurs têtes, et jusqu'aux taureaux sauvages de Guadarrama qui, à leur vue, se prenaient d'un courroux soudain, et, selon la naïve expression des légendes, *se montraient bons chrétiens* en les poursuivant sans relâche ni quartier! Si dans la guerre qui se prépare contre le Maroc on veut que le soldat espagnol affronte résolument tous les périls, il suffit de faire représenter devant lui un de ces drames où éclate pleinement la haine du Maure, et l'on peut à coup sûr choisir *Alfonso Munio,* car dans aucune autre pièce, pas même dans celles du XVIe siècle, cette passion ne se retrouve plus franchement exprimée. A vrai dire, c'est la haine du Maure qui défraie tout le premier acte; c'est elle qui donne un caractère aux coutumes de la cour de la reine Berenguèle; elle

est partout, dans tous les vers, dans toutes les paroles, dans l'amour des jeunes filles qui se racontent avec orgueil les prouesses de leurs fiancés ; dans leurs craintes et dans leurs tristesses quand elles songent aux champs de bataille que le sang de leur famille a rougis déjà, et à ceux qu'il doit rougir encore ; dans les cris de joie qui emplissent le palais, se communiquant bientôt à la ville et, de proche en proche, aux *poblaciones* les plus écartées, quand la vedette au cor d'ivoire annonce le retour de l'infant, et que l'on aperçoit enfin sa bannière, dont la poussière avait caché d'abord aux plus perçants regards les tours crénelées et les lions rugissants.

Au second acte, le drame se poursuit plus simplement et plus vivement encore; nous sommes toujours au palais de la reine. Heureux de retrouver Fronilde, pour qui Munio avait cherché un asile dans un monastère perdu au fond des Asturies, mais que donna Berenguela avait retenue auprès d'elle, l'infant don Sancho ne contient plus son amour ; il l'exprime avec une véhémence dont un public français se montrerait un peu étonné peut-être, mais qu'un public espagnol accepte gravement comme la chose la plus naturelle du monde. Dans *le Cid*, Corneille n'a pris de l'amour espagnol que la sincérité profonde et l'intrépide persévérance. Les chastes transports de Fronilde répondant à la passion du prince, Corneille les eût infailliblement réprouvés ; et, en effet, ils ne conviennent point au grand cœur de sa fière héroïne qui s'irrite de son amour comme d'une faiblesse, et ne se pardonne point qu'on ait pu le deviner. Il faut avoir vécu en Espagne pour bien concevoir et pour bien aimer la passion qui éclate chez Lope et chez Calderon, la passion fougueuse dont Mathilde Diez est aujourd'hui une si énergique interprète, Mathilde Diez, la meilleure tragédienne qui se soit produite en Espagne. A l'heure même où nous écrivons, Mathilde Diez est à Paris ; elle y est venue étudier nos principaux artistes et, avant tous les autres, Mlle Rachel ; elle aura peine à comprendre, nous le craignons, que, dans leurs fureurs jalouses, Hermione et Phèdre se possèdent assez pour ne point déchirer la pourpre sur les épaules du volage roi d'Épire ou du fils indifférent de Thésée.

S'il faut dire toute notre pensée, nous croyons que dans *Alfonso Munio*, l'amour n'a pas exclusivement le caractère espagnol ; à quelques tirades un peu verbeuses, et surtout beaucoup trop philosophiques, il est très-facile de reconnaître que depuis longtemps *il n'y a plus de Pyrénées* pour les héroïnes de Mme Sand (1). Quoi qu'il en soit de cet amour, au moment où Fronilde l'exprime avec une ardeur si naïve, un événement survient qui le contrarie et le doit briser. Avant les derniers combats soutenus contre les Maures, les deux maisons de Castille et de Navarre se faisaient une guerre opiniâtre, au grand scandale de l'Europe chrétienne, qui voyait l'islam relever la tête, et peu à peu reprendre vie à la faveur de ces dissensions. Alarmés à bon droit de son audace renaissante, les principaux vassaux des deux couronnes, comtes, *caballeros*, *ricos-homes*, intervinrent à la fois par les respectueuses représentations et par les menaces ; la paix se conclut, et, pour qu'elle fût durable, on convint d'unir l'infante de Navarre à l'héritier de Castille et de Léon ; ainsi devaient se résoudre toutes les questions de territoire

(1) *Alfonso Munio* n'est point le début littéraire, mais bien le début dramatique de la senorita Gomez de Avellaneda. Depuis deux ans, donna Gertrudis a publié un beau recueil de poésies lyriques et deux romans, *Sab* et *las Dos Mugeres* (*les Deux Femmes*), où se fait sentir plus encore que dans la pièce l'influence d'*Indiana*.

et de suzeraineté. A l'époque où s'engagèrent les premières hostilités contre les Maures, les dernières négociations étaient à peu près terminées déjà. Éperdument épris de Fronilde, occupé d'ailleurs à battre les infidèles, l'infant don Sancho ne songeait guère à la princesse de Navarre; rentré à Tolède, il l'avait oubliée complétement aux genoux de la fille du comte Alfonso, quand des chevaliers de Navarre viennent solennellement rappeler à la reine Berenguela que la main de leur infante est accordée à son fils. Leur langage est pressant et un peu amer, leur attitude hautaine; voici bien des jours que l'alliance est arrêtée; on s'étonne qu'elle ne soit pas consommée encore; des deux parts, les esprits se froissent et s'aigrissent; il est temps d'en finir si l'on ne veut point que la querelle se rallume plus vive que jamais entre les deux pays.

Au troisième acte, l'infant don Sancho s'efforce d'étouffer sa passion, qui enfin prévaut sur les plus grands intérêts de Léon et de Castille; l'épreuve est trop forte pour que le jeune prince y puisse tenir. Vaincu par l'amour, il déclare hautement que sa vie entière appartient à Fronilde; c'est en pure perte que ses chevaliers, ses conseillers, la reine Berenguela, Fronilde elle-même, lui font entrevoir les malheurs que doit inévitablement appeler sur la Castille une telle détermination. A partir de ce moment, le caractère de don Alfonso Munio, considérablement effacé jusqu'ici, se montre dans toute sa noblesse; bien loin de favoriser un amour qui veut placer sa fille sur un trône, il le combat de toutes ses forces; et en cela, il est dignement secondé par Fronilde : mille fois la mort, mille fois le cloître, plutôt que d'être pour la Castille une cause d'abaissement et de ruine! De son côté, l'infant don Sancho ne songe plus qu'à se faire tuer à la première rencontre qui aura lieu entre les chrétiens et les Maures; son désespoir est si violent, il se manifeste avec une si sombre énergie, que sa mère ne se sent plus le courage de lui résister. Don Sancho épousera Fronilde; tout est rompu avec Navarre; encore quelques jours, et la guerre impie, la guerre entre chrétiens, entre frères, aura de nouveau éclaté. A cette résolution de la reine Berenguèle, la toile tombe pour la troisième fois; certes, il n'y a là ni péripéties, ni ce qu'on appelle vulgairement des coups de théâtre; et cependant nous ne croyons pas qu'en Espagne, jamais acte se soit terminé d'une plus émouvante façon. On entend déjà, pour ainsi dire, les renaissantes clameurs des collisions civiles; sous les lances chrétiennes, des flots de sang chrétien vont couler. Ce n'est pas là, néanmoins, ce qui remue le cœur et l'étreint au moment où l'acte s'achève. On frémit comme à l'approche d'une catastrophe inévitable; mais ce n'est point pour Castille et Navarre qu'on la redoute; on comprend bien que dans cette querelle, ce n'est pas la cause des peuples qui doit périr, non plus que celle du christianisme. C'est pour l'infant don Sancho que l'on tremble, pour sa vie, pour son amour, pour sa douce et belle Fronilde. Dès l'instant où le péril de son pays ne l'a point décidé à sacrifier sa passion, don Sancho est condamné; il est marqué au front du sceau fatal qui appelle la malédiction et la mort. La vieille Espagne est une terre de dévouement et d'abnégation : on y pardonne à la cruauté, à la violence; on y a excusé don Pèdre de Castille, on y cherche de nos jours à réhabiliter Philippe II; mais l'égoïsme ne s'y peut produire qu'il ne soit tout aussitôt voué à l'exécration et au châtiment.

Et en effet, au quatrième acte, le châtiment arrive prompt comme la foudre; vous pressentez à peine le dénoûment, qu'il est survenu déjà. Pour protéger sa fille contre l'amour du prince, don Alfonso l'enlève à la reine; il sort avec elle de

Tolède ; il l'amène sous sa tente, et la confie à la garde de ses chevaliers. Cependant, un jour qu'il est allé passer la revue de ses hommes d'armes, le jeune infant, tout entier à la joie d'avoir décidé la reine à lui donner Fronilde, pénètre chez le vieux comte, annonce brusquement à sa fille que les chevaliers de Navarre ont repris le chemin de leurs montagnes, et que, par les soins de Berenguela elle-même, leur mariage va s'accomplir. La digne fille d'Alfonso fait d'abord résistance; mais l'amour du prince est si éloquent, ses prières si vives, qu'elle se laisse persuader. Comme à l'époque où le prince pouvait l'aimer et le lui dire sans que la Castille eût le droit de lui en faire un crime, Fronilde accepte l'amour de Sancho et y répond avec franchise, quand tout à coup une main nerveuse, armée d'une épée, écarte les tapisseries qui forment sous la tente l'appartement de Fronilde : c'est Munio, qui, trompé par des serviteurs trop zélés, s'imagine que le prince a déshonoré sa fille; c'est Munio qui maudit Fronilde, et, tout en la maudissant, lui plonge son épée dans le cœur. Don Sancho lui-même tomberait sans doute sous ses coups, si des soldats, accourus au dernier cri de sa fille mourante, ne s'empressaient de le désarmer. Sous les imprécations du vieux comte, don Sancho revient peu à peu de la stupeur où l'a jeté une si brusque péripétie; en quelques paroles énergiques, il justifie Fronilde et se justifie lui-même. C'est en vain que Munio se précipite sur le sein de Fronilde pour arrêter avec ses lèvres le sang qui coule de la blessure; Fronilde a expiré déjà. L'infortuné père se relève et pleure ses premières larmes; de tous côtés, il cherche une arme pour se percer le cœur à son tour. Comme il s'abandonne à son désespoir, une immense clameur se fait entendre au camp et dans la ville; à la nouvelle de la rupture survenue entre Castille et Navarre, les Maures ont repris courage; aussi rapides que le vent d'Afrique, ils se portent à la fois sur Léon et Tolède; les rauques fanfares de leurs trompettes ont donné le signal de l'attaque; le cri de défi des Almoravides retentit au pied des remparts. Munio voulait se tuer, mais il comprend qu'à deux pas de sa fille morte, une autre fin lui est réservée, plus digne de lui et de sa race. Suivi de ses chevaliers, il quitte sa tente et s'élance au-devant de la mort, que don Sancho trouvera bientôt, lui aussi, dans les regrets amers et dans les ennuis de la royauté.

Si nous avons réussi à indiquer les situations principales de ce drame et à montrer comment de scène en scène l'intérêt y grandit et s'y développe, on en peut d'un seul coup d'œil apercevoir les qualités réelles et les plus notables défauts. Au point de vue rigoureusement historique, on est en droit de reprocher à l'auteur d'avoir dénaturé les caractères de l'infant don Sancho et de la reine Berenguèle ; mais au fond, comme l'un et l'autre ne cessent point un instant, malgré leurs faiblesses et leurs fautes, d'inspirer une sympathie véritable, c'est là une critique sur laquelle nous ne voulons point appuyer. Nous préférons signaler d'abord les mérites du style, qui, en dépit d'une certaine fougue aventureuse, dont l'expérience aura tôt ou tard raison, est à presque toutes les scènes d'une mélodieuse élégance et d'une rare vigueur. Une citation étendue en dira plus, d'ailleurs, que tous nos éloges ; nous choisissons les tirades où sont le mieux exprimés les deux passions, ou, pour mieux parler, les deux sentiments qui ont le plus remué, le plus dominé la vieille Espagne : la haine du Maure et l'orgueil castillan.

Trompé sur les intentions du prince, et s'imaginant qu'il médite la honte de sa famille, don Alfonso, au commencement du quatrième acte, compte les rubis qui ornent la poignée de son épée de combat ; chacun de ces rubis est le souvenir

d'un péril noblement couru, le prix d'une victoire; en les comptant, le vieux chevalier s'abandonne à toute sa tristesse et à tout son courroux.

« Ah ! s'écrie-t-il, don Sanche ! don Sanche ! mes ancêtres le tiennent de vos pères, ce titre de ma noblesse, ce gage de notre valeur ; cette épée, tant de fois trempée dans le sang du Maure, ils l'ont gagnée à force de fatigues et de prouesses, et dans la main de Munio, l'ennemi ne la trouva jamais oisive; don Sanche de Castille, ne le savez-vous pas? J'en atteste les champs d'Almodovar et de Montelo ! Les glèbes sanglantes vous diront leurs sueurs et leurs exploits populaires ; elles vous diront comment s'est agrandi par nous le beau royaume de vos aïeux. Don Sanche de Castille, à qui devez-vous votre gloire? A qui, si ce n'est à nous, la race illustre des La Cerda est-elle redevable de ses *poblaciones* et de ses comtés? Que de sang il nous a fallu verser, et que de sang il nous a fallu perdre pour refouler le Maure dans les *vegas* embrasées du midi, pour repousser ses cavaliers rapides, pour vous donner les palais des émirs, pour conquérir les mosquées au Dieu véritable, pour arracher les couronnes usurpées du front déloyal de vos grands vassaux révoltés ! N'avez-vous donc pas compris que notre nom est inséparable du vôtre, et que, si notre gloire a fait votre gloire, notre honte, don Sanche, fera votre honte également? *(Avec amertume.)* Mais que vous importent dans un vassal le courage, le dévouement, l'héroïsme ? Votre cœur magnanime méprise tout cela, et vous nous croyez assez heureux sans doute quand la beauté de nos filles défraie les loisirs que vous ont faits nos fatigues. Consommez donc mon déshonneur, grand prince, consommez-le sans remords, sans hésitation, sans regarder à mes larmes, puisque votre âme royale en a besoin pour combler le vide qu'y fait l'oisiveté; c'est un si beau spectacle, quand le Maure reprend les armes, qu'un infant de Castille ne s'occupe que de son amour et ne demande qu'à l'assouvir dans la honte de son plus fidèle vassal ! Puisque vous êtes si habile à multiplier les séductions autour d'une jeune fille sans expérience dont votre amour a charmé le cœur et que votre amour éblouit, puisque vous avilissez et désolez une famille jusqu'ici plus jalouse de la vertu de ses femmes que du courage de ses chevaliers, que demandez-vous de plus, don Sanche, et que pouvez-vous souhaiter encore? *(Avec une mélancolie soudaine.)* Mais, mon Dieu ! pensez-vous que ce soit là la gloire? Est-ce donc ainsi que vous vous préparez à porter la main de justice et le sceptre? »

. . . .

« Don Sanche de Castille ! vous vous êtes trompé, si vous avez pensé que je me résignerais à subir la flétrissure que vous vouliez imprimer à mon blason ; elle retombera sur vous, la honte que vous me réservez et contre laquelle mes services auraient dû me prémunir. Les honneurs et les distinctions accordés par votre père au sujet loyal, le chevalier offensé n'en veut plus ; reprenez-les, il vous les rend. Et pourquoi les garderait-il après tout? Quelle valeur peuvent-ils avoir, puisqu'ils ne peuvent me mettre à l'abri de vos outrages, et que vous, le fils du roi don Alonzo, vous oubliez à quel respect ils me donnent droit? Don Sanche de Castille, vous avez voulu m'enlever un bien plus précieux que toutes les distinctions et tous les honneurs que mes pères ont reçus des vôtres. Ce qu'il vous est impossible de me ravir, c'est ma résolution et ma loyauté ; à votre aise, don Sanche ! peu m'importe que vous méditiez l'outrage contre la maison des Munio, peu m'importe votre folle entreprise ! c'est un creuset où ma loyauté s'épure et s'exalte... *(Avec colère et en regardant son épée.)* Ah ! qu'elle est heureuse et bien protégée la famille

dont l'archevêque de Tolède a béni les chefs! que vous êtes heureux, don Sanche, qu'il faille respecter en vous la couronne que vous devez porter un jour, bien qu'à l'avance vous l'ayez déshonorée déjà par vos faiblesses et vos passions! »

Ce sont là de mâles accents, mais c'est la vigueur qui, dans cette pièce, est la qualité principale du style; on peut encore s'en convaincre par la scène qui termine le drame, après que l'innocence de Fronilde a été pleinement reconnue, et où le cœur de Munio se brise sous la double pression de la douleur et du remords.

« Ah! ne pleurez donc pas, don Sanche! Ce n'est point en pleurant qu'il témoigne sa douleur, un noble castillan. Il réclame du sang, le sang de Fronilde... Il aura du sang! Ce n'est point par de nouveaux crimes qu'il la faut apaiser, la douce victime; du fond de la tombe où elle va reposer, elle doit parler encore à nos cœurs, et si sa voix nous excite à la colère, c'est contre les ennemis du nom chrétien que se devra tourner notre fureur! »

. . . .

« Ah! si c'est par du sang qu'il faut expier la folie de votre amour et le malheur exécrable que la fatalité m'a forcé aujourd'hui d'accomplir, venez, prince, nous aurons du sang à verser, avant que le nôtre soit tout à fait répandu. Des bataillons d'ennemis nous provoquent au combat... Oh! laissez-moi bien entendre les défis de leurs clairons! Que toutes les tribus infidèles se liguent contre Léon et Castille! Oh! ma noble épée, tombons, tombons sur elles comme la faux aiguë sur les épaisses moissons. Pas de murailles, pas de boulevards qui les puissent protéger contre nos assauts; poursuivons-les, don Sanche, dans les recoins des vallées et par les campagnes, à travers les mers, dussent-elles nous conduire aux extrémités de la terre! Ah! comme le champ de bataille est vaste, et comme il est beau pour un vrai Castillan! Qu'il sera beau, le carnage!.... Il faut des victimes à la douleur qui pénètre la moelle de mes os; cette main qui s'est trempée dans le sang de ma fille, c'est dans le sang sarrasin que je la dois laver! »

Ici, on entend le son aigre et prolongé des cymbales chrétiennes; les tapisseries de la tente s'écartent; sans aucun doute, les escarmouches ont recommencé dans les plaines; au loin, parmi les drapeaux de Castille, vous diriez que l'on aperçoit déjà, s'inclinant et se relevant tour à tour, les bannières des musulmans. Arrivé au paroxysme de la douleur paternelle et de l'exaltation guerrière, don Alfonso s'élance d'un bond sur le devant de la scène; puis, brandissant son *pennon,* que vient d'apporter un écuyer :

« Oui, tu seras glorieuse, Castille! On tremblera un jour dans le monde, quand les lions de ton drapeau hérisseront leurs crinières; et leurs rugissements se feront entendre aux territoires les plus lointains. Munio doit périr, et après lui, pendant longtemps après lui, bien des soldats, bien des chevaliers, bien des rois invincibles..... Mais qu'importe, pourvu qu'ils te laissent triomphante, pourvu que dans le monde que t'aura conquis leur bravoure, dans le monde espagnol, le soleil ne se couche jamais?... — Dors en paix, ô fille de mon sang et de mon cœur! Moi-même, après le combat, je ne pourrai pas offrir à ta tombe l'holocauste expiatoire qu'elle réclame... Quand mes hommes d'armes me rapporteront ici tout sanglant et enveloppé dans ma bannière, fais-moi place auprès de toi! ô ma fille! permets que l'on jette sur le corps de ton père un peu de la terre qui te recouvrira!

Pour faire connaître la manière de la senorita Gomez de Avellaneda, nous avons,

en conservant de notre mieux l'éclat des couleurs et l'impétuosité du rhythme, traduit les passages dont notre goût se peut le moins étonner, et encore craignons-nous bien que l'on ne retrouve là toutes les invraisemblances, toutes les emphases de la déclamation. Dans la prose française, cela est possible, mais non certes dans le vers castillan. Rien de plus naturel, rien de plus vrai que ces images de sang et de mort, de désolation et de guerre, quand elles sont revêtues de ce dialecte magnifique tout formé, comme on sait, de feux et de rayons. On a prétendu que l'ampleur majestueuse était le caractère à peu près exclusif de la langue castillane; on s'est trompé : connaissez-vous rien de plus vibrant et de plus rapide que ces paroles de colère proférées par Munio avant d'abandonner le corps déjà refroidi de sa fille, au moment où les cymbales appellent les chrétiens au combat?

« . . . . ¡ Grato
Será á mis ojos el estrago! ¡Bella
La matanza será! ¡ Victimas pide
El bárbaro dolor que en mi se ceba,
Y Esta mano que mancha sangre illustre,
Se ha de lavar en sangre sarracena! »

Alfonso Munio a obtenu un succès immense, un succès qui rappelle la représentation des plus belles pièces de MM. de Rivas, Hartzembusch, Gil y Zárate et Zorrilla. Les dramaturges eux-mêmes ont accueilli avec enthousiasme la jeune fille qui, la première de son sexe en Espagne, vient prendre fièrement sa part des gloires et des fatigues poétiques. Ceci s'explique d'abord par la spontanéité généreuse du caractère espagnol, qui n'est guère accessible aux jalousies basses, pas même à la jalousie littéraire, et puis, ils ont intérêt, les uns et les autres, à rendre populaire une œuvre qui, pour quelque temps du moins, ramènera le drame dans les voies larges et hautes où l'a fait entrer M. le duc de Rivas. Depuis un an ou deux environ, le public de Madrid s'est refroidi à l'égard des œuvres qui demandent exclusivement leurs conditions de succès à l'art difficile et à une poétique sévère; il s'est un peu engoué des pièces politiques par lesquelles, à défaut de tribune, les quatre ou cinq partis espagnols se témoignent leurs antipathies ou leurs dédains; il s'est laissé prendre aux décevants attraits de la comédie bouffonne et railleuse, et, à notre avis, c'est là un malheur pour les lettres renaissantes. Nous ne voulons pas le moins du monde mettre en question le talent et la verve des poëtes comiques de l'Espagne actuelle, de MM. Rubi, Breton de los Herreros, Asquerino, mais nous croyons que les mœurs, les opinions, les préjugés, les travers de la société de Madrid et des villes principales, ne comportent point encore la vraie comédie. Les meilleures intelligences étaient découragées au point de se résigner, pour vivre, à traduire comme par le passé nos drames les plus médiocres ; quatre jeunes poëtes, rudement éprouvés déjà, fort connus dans la Péninsule, et parmi ceux-là don Juan-Eugenio Hartzembusch lui-même, avaient eu besoin de se réunir pour transporter sur une des scènes de Madrid le triste *Laird de Dumbicky;* quelques autres, et, parmi ceux-ci, don José Zorrilla, l'auteur d'*el Zapatero y el Rey (le Savetier et le Roi),* retombaient dans les plus vieilles exagérations du romantisme. Les horreurs systématiques de *la Copa de marfil (la Coupe d'ivoire),* de don José Zorrilla, représentée en mai dernier au théâtre d'*el Principe,* ne le cèdent en rien, assurément, à celles de *la Tour de Nesle* ou de *Richard Darlington. Alfonso Munio,*

c'est là son plus saisissant mérite, arrêtera le public sur la pente facile qui aboutit au faux goût et à la décadence précoce; l'action d'*Alfonso Munio* est énergique et simple comme dans la tragédie grecque, et, si l'on nous autorise à parler ainsi, une comme l'état social que l'Espagne révolutionnaire entreprend aujourd'hui de fonder. Les fantaisies de l'esprit, les élans du cœur, les caprices de l'imagination, qu'il est d'ailleurs impossible de proscrire et de contenir en Espagne, sont relégués dans les méandres fleuris et rayonnants du style et dans les mille détails du dialogue. Tel est le genre qui, à l'heure présente, peut sérieusement prospérer au delà des monts ; et voilà pourquoi la jeunesse d'élite, à Madrid, n'a voulu voir de la pièce que les beautés incontestables, voilà pourquoi elle a fermé les yeux sur les défauts : l'invraisemblance de certaines situations, la raideur de certains caractères, les fréquentes inégalités du style, la jeunesse de Madrid a tout excusé. Pour nous, qui vivons bien loin de l'atmosphère sympathique où peu à peu se relèvent et s'épanouissent les lettres espagnoles, de ce milieu ardent où l'avénement radieux d'une femme jeune et belle ranimera l'émulation poétique si inquiète ailleurs et si haineuse, comme autrefois sur les champs de bataille de Léon ou de Castille les grâces vaillantes de Berenguèle exaltaient le courage des *infanzones* et des chevaliers, on nous pardonnera, nous l'espérons, de nous montrer un peu moins indulgent.

Les situations du drame sont fortes et pathétiques ; nous regrettons seulement que le poëte ne se soit pas attaché à les ménager un peu mieux. Les scènes s'enchaînent sans trop s'expliquer ni se déterminer les unes les autres ; elles se succèdent comme les journées dans les montagnes de Catalogne, toutes pleines de vie et de soleil, mais séparées par des nuits profondes. L'action est une et simple, et nous avons déjà dit que, pour nous, c'est là une qualité réelle; l'unité, la simplicité, ne perdraient rien pourtant, nous le croyons, à ce que cette même action fût un peu plus neuve. Que, dans un pays comme l'Espagne, on se défie de l'imagination, des écarts où elle peut entraîner, nous sommes loin d'y trouver à redire ; mais lui couper tout à fait les ailes, supprimer l'invention en un mot, c'est un autre excès dont il eût fallu également se garder. La péripétie finale se dénoue, il est vrai, d'une façon imprévue et fort émouvante ; à part l'intérêt qu'elle soulève, c'est là précisément ce dont on peut se plaindre, que rien ne l'annonce et ne la fasse entrevoir. Il ne convient point de marcher ainsi à l'aventure ; il ne convient point de remettre ainsi au hasard le soin de trancher la complication. Que serait-il donc arrivé si, au moment où l'on comprend qu'il en faut finir, Munio ne s'allait mettre en tête que sa fille est coupable, et ne la sacrifiait à l'honneur de sa maison ? Parlons franchement, le quatrième acte forme à lui seul une pièce entière, et cette pièce n'a de commun que les noms des personnages avec celle dont vous avez jusque-là curieusement suivi les incidents. Ce n'est pas tout : dispensés d'agir, renfermés dans les limites étroites d'une situation un peu trop rigoureusement définie, ces personnages semblent avoir à cœur de se dédommager par des tirades et des monologues interminables ; nous devons ajouter cependant que le poëte leur a fourni la meilleure des excuses en leur prêtant les idées les plus généreuses, fièrement et ardemment exprimées. Puisque nous sommes ramené à signaler une fois encore la partie remarquable de l'œuvre, c'est par là que nous voulons terminer : pourquoi insister outre mesure sur des défauts que l'expérience atténuera, si elle ne les fait disparaître, quand on a ce que l'expérience n'a jamais donné à personne, la passion vraie, la pensée vigoureuse, et, par intervalles déjà, le style ferme et consistant?

Aussi, pour découvrir une ovation comparable à celle que le public de la *Cruz* a décernée au poëte, dans la soirée bienheureuse du 13 juin 1844, serait-on obligé de remonter aux plus brillantes époques de l'ancien théâtre espagnol. Quand la toile fut tombée sur les derniers vers du quatrième acte, la foule éperdue et ravie demanda sur-le-champ à saluer l'auteur de ses acclamations; on ne sait pas trop à quels excès se serait porté son enthousiasme impatient, si, d'un pas timide et le regard ébloui, donna Gertrudis ne fût venue en personne cueillir au hasard une couronne parmi celles dont la scène se trouvait littéralement jonchée. La jeune senorita était entourée, ou pour mieux dire assistée de ses principaux interprètes, — d'un côté, l'élégant don Julian Roméa et don Carlos Latorre, le Kean de l'Espagne; de l'autre, la gracieuse et pourtant si énergique senora Tablarès, les sœurs Lamadrid, ces deux artistes de mérite égal et de facultés diverses : groupe célèbre où se faisait regretter l'absence de la senora Mathilde Diez. Puis, quand tout fut décidément fini, le public entier se posta aux abords du théâtre pour attendre donna Gertrudis, que ses amis, anciens et nouveaux, connus ou inconnus, poëtes, artistes, critiques même, portèrent en triomphe à son hôtel; et jusqu'au matin, on put entendre le bruit des guitares sous ses balcons, illuminés comme le palais de la reine dans la nuit où fut célébrée la fête de la majorité.

Donna Gertrudis Gomez de Avellaneda a tout au plus atteint vingt-trois ans; elle est appelée à réhabiliter complétement ce nom d'Avellaneda, que le malencontreux continuateur du *Don Quichotte* a tant compromis au XVIIe siècle. Par sa naissance, donna Gertrudis tient aux meilleures familles des provinces méridionales; il existe un parfait rapport entre sa fière beauté de créole,— donna Gertrudis est née à la Havane, — et son talent sévère et hardi. Cela suffit, et bien au delà, pour que l'attention, à Madrid, se fixe avidement sur les débuts de la première Espagnole qui se soit ouvertement consacrée au culte sérieux de la poésie et des lettres. Il paraît, du reste, que l'exemple ne doit point se perdre, car, le lendemain du triomphe, les journaux annonçaient la publication prochaine de la *Revista Semanal,* revue hebdomadaire de littérature, de peinture, de musique, exclusivement rédigée par quatre femmes, dont la plus âgée a vingt-deux ans à peine, donna Carolina Coronado, donna Adelaïda O'dena, donna Paulina Cabrero de Martinez, et donna Josefa Pieri, fort renommées aussi toutes quatre pour leur élégance et pour leur beauté. Il n'est point aisé de prévoir où aboutiront les naissantes ambitions littéraires de la femme en Espagne; pour notre compte, il nous répugne de croire que l'esprit public et les mœurs s'en puissent un jour mal trouver. Très-peu de temps après la représentation d'*Alfonso Munio,* le plus important journal de la Péninsule, l'*Heraldo*, se récriant sur la somme énorme que *le Juif Errant* doit rapporter à M. Eugène Sue, ajoutait avec une certaine tristesse : « Quand est-ce donc qu'en Espagne les travaux de l'intelligence seront aussi magnifiquement récompensés! » Que dites-vous là, bons Madrilègnes? et pourquoi nous envier nos fastueuses misères? Ah! s'il le faut, redoublez d'enthousiasme pour vos jeunes filles poëtes, prodiguez-leur plus abondamment encore les couronnes et les sérénades plutôt que de contracter les égoïstes et prosaïques allures de nos romanciers. Mieux vaut cent fois, nous vous l'affirmons, si bizarre, si exagérée qu'on la suppose, l'émotion que vient de soulever parmi vous la première œuvre dramatique de la senorita donna Gertrudis Gomez de Avellaneda!

XAVIER DURRIEU.

LA

MAISON DU BERGER.

POÈME.[1]

—

LETTRE A ÉVA.

I.

Si ton cœur, gémissant du poids de notre vie,
Se traîne et se débat comme un aigle blessé,
Portant comme le mien, sur son aile asservie,
Tout un monde fatal, écrasant et glacé ;
S'il ne bat qu'en saignant par sa plaie immortelle,
S'il ne voit plus l'amour, son étoile fidèle,
Éclairer pour lui seul l'horizon effacé;

Si ton âme enchaînée, ainsi que l'est mon âme,
Lasse de son boulet et de son pain amer,
Sur sa galère en deuil laisse tomber la rame,
Penche sa tête pâle et pleure sur la mer,
Et cherchant dans les flots une route inconnue,
Y voit, en frissonnant, sur son épaule nue,
La lettre sociale écrite avec le fer;

(1) Ce poëme est le prologue du volume des *Poëmes philosophiques* de M. Alfred de Vigny, dont les quatre premiers : *la Sauvage, la Mort du Loup, la Flûte, le Mont des Oliviers,* ont été publiés dans cette *Revue.*

Si ton corps, frémissant des passions secrètes,
S'indigne des regards, timide et palpitant;
S'il cherche à sa beauté de profondes retraites
Pour la mieux dérober au profane insultant;
Si ta lèvre se sèche au poison des mensonges,
Si ton beau front rougit de passer dans les songes
D'un impur inconnu qui te voit et t'entend,

Pars courageusement, laisse toutes les villes;
Ne ternis plus tes pieds aux poudres du chemin,
Du haut de nos pensers vois les cités serviles
Comme les rocs fatals de l'esclavage humain.
Les grands bois et les champs sont de vastes asiles,
Libres comme la mer autour des sombres îles.
Marche à travers les champs une fleur à la main.

La Nature t'attend dans un silence austère;
L'herbe élève à tes pieds son nuage des soirs,
Et le soupir d'adieu, du soleil à la terre,
Balance les beaux lys comme des encensoirs.
La forêt a voilé ses colonnes profondes,
La montagne se cache, et sur les pâles ondes
Le saule a suspendu ses chastes reposoirs.

Le crépuscule ami s'endort dans la vallée,
Sur l'herbe d'émeraude et sur l'or du gazon,
Sous les timides joncs de la source isolée
Et sous le bois rêveur qui tremble à l'horizon,
Se balance en fuyant, dans les grappes sauvages,
Jette son manteau gris sur le bord des rivages,
Et des fleurs de la nuit entr'ouvre la prison.

Il est sur ma montagne une épaisse bruyère
Où les pas du chasseur ont peine à se plonger,
Qui plus haut que nos fronts lève sa tête altière,
Et garde dans la nuit le pâtre et l'étranger.
Viens-y cacher l'amour et ta divine faute;
Si l'herbe est agitée ou n'est pas assez haute,
J'y roulerai pour toi la Maison du Berger.

Elle va doucement avec ses quatre roues,
Son toit n'est pas plus haut que ton front et tes yeux;
La couleur du corail et celle de tes joues
Teignent le char nocturne et ses muets essieux.
Le seuil est parfumé, l'alcôve est large et sombre,
Et là, parmi les fleurs, nous trouverons dans l'ombre,
Pour nos cheveux unis, un lit silencieux.

Je verrai, si tu veux, les pays de la neige,
Ceux où l'astre amoureux dévore et resplendit,
Ceux que heurtent les vents, ceux que la mer assiége,
Ceux où le pôle obscur sous sa glace est maudit.
Nous suivrons du hasard la course vagabonde.
Que m'importe le jour, que m'importe le monde?
Je dirai qu'ils sont beaux quand tes yeux l'auront dit.

Que Dieu guide à son but la vapeur foudroyante
Sur le fer des chemins qui traversent les monts,
Qu'un Ange soit debout sur sa forge bruyante,
Quand elle va sous terre ou fait trembler les ponts
Et, de ses dents de feu dévorant ses chaudières,
Transperce les cités et saute les rivières,
Plus vite que le cerf dans l'ardeur de ses bonds!

Oui, si l'Ange aux yeux bleus ne veille sur sa route,
Et le glaive à la main ne plane et la défend,
S'il n'a compté les coups du levier, s'il n'écoute
Chaque tour de la roue en son cours triomphant,
S'il n'a l'œil sur les eaux et la main sur la braise;
Pour jeter en éclats la magique fournaise,
Il suffira toujours du caillou d'un enfant.

Sur ce taureau de fer qui fume, souffle et beugle,
L'homme a monté trop tôt. Nul ne connaît encor
Quels orages en lui porte ce rude aveugle,
Et le gai voyageur lui livre son trésor;
Son vieux père et ses fils, il les jette en otage
Dans le ventre brûlant du taureau de Carthage,
Qui les rejette en cendre aux pieds du Dieu de l'or.

Mais il faut triompher du temps et de l'espace,
Arriver ou mourir. Les marchands sont jaloux.
L'or pleut sous les charbons de la vapeur qui passe,
Le moment et le but sont l'univers pour nous.
Tous se sont dit: « Allons! » — mais aucun n'est le maître
Du dragon mugissant qu'un savant a fait naître;
Nous nous sommes joués à plus fort que nous tous.

Eh bien! que tout circule et que les grandes causes
Sur des ailes de feu lancent les actions,
Pourvu qu'ouverts toujours aux généreuses choses
Les chemins du vendeur servent les passions.
Béni soit le Commerce au hardi caducée,
Si l'Amour que tourmente une sombre pensée
Peut franchir en un jour deux grandes nations.

Mais à moins qu'un ami menacé dans sa vie
Ne jette, en appelant, le cri du désespoir,
Ou qu'avec son clairon la France nous convie
Aux fêtes du combat, aux luttes du savoir;
A moins qu'au lit de mort une mère éplorée
Ne veuille encor poser sur sa race adorée
Ces yeux tristes et doux qu'on ne doit plus revoir,

Évitons ces chemins. — Leur voyage est sans grâces,
Puisqu'il est aussi prompt, sur ses lignes de fer,
Que la flèche élancée à travers les espaces
Qui va de l'arc au but en faisant siffler l'air.
Ainsi jetée au loin, l'humaine créature
Ne respire et ne voit, dans toute la nature,
Qu'un brouillard étouffant que traverse un éclair.

On n'entendra jamais piaffer sur une route
Le pied vif du cheval sur les pavés en feu;
Adieu, voyages lents, bruits lointains qu'on écoute,
Le rire du passant, les retards de l'essieu,
Les détours imprévus des pentes variées,
Un ami rencontré, les heures oubliées,
L'espoir d'arriver tard dans un sauvage lieu.

La distance et le temps sont vaincus. La science
Trace autour de la terre un chemin triste et droit.
Le Monde est rétréci par notre expérience
Et l'équateur n'est plus qu'un anneau trop étroit.
Plus de hasard. Chacun glissera sur sa ligne
Immobile au seul rang que le départ assigne,
Plongé dans un calcul silencieux et froid.

Jamais la Rêverie amoureuse et paisible
N'y verra sans horreur son pied blanc attaché;
Car il faut que ses yeux sur chaque objet visible
Versent un long regard, comme un fleuve épanché;
Qu'elle interroge tout avec inquiétude,
Et, des secrets divins se faisant une étude,
Marche, s'arrête et marche avec le col penché.

II.

Poésie ! ô trésor ! perle de la pensée !
Les tumultes du cœur, comme ceux de la mer,
Ne sauraient empêcher ta robe nuancée
D'amasser les couleurs qui doivent te former.
Mais sitôt qu'il te voit briller sur un front mâle,
Troublé de ta lueur mystérieuse et pâle,
Le vulgaire effrayé commence à blasphémer,

Le pur enthousiasme est craint des faibles âmes
Qui ne sauraient porter son ardeur ni son poids.
Pourquoi le fuir ? — La vie est double dans les flammes.
D'autres flambeaux divins nous brûlent quelquefois :
C'est le Soleil du ciel, c'est l'Amour, c'est la Vie ;
Mais qui de les éteindre a jamais eu l'envie ?
Tout en les maudissant, on les chérit tous trois.

La Muse a mérité les insolents sourires
Et les soupçons moqueurs qu'éveille son aspect.
Dès que son œil chercha le regard des satyres,
Sa parole trembla, son serment fut suspect,
Il lui fut interdit d'enseigner la sagesse.
Au passant du chemin elle criait : largesse !
Le passant lui donna sans crainte et sans respect.

Ah ! fille sans pudeur ! fille du saint Orphée,
Que n'as-tu conservé ta belle gravité !
Tu n'irais pas ainsi, d'une voix étouffée,
Chanter aux carrefours impurs de la cité.
Tu n'aurais pas collé sur le coin de ta bouche
Le coquet madrigal, piquant comme une mouche,
Et, près de ton œil bleu, l'équivoque effronté.

Tu tombas dès l'enfance, et, dans la folle Grèce,
Un vieillard t'enivrant de son baiser jaloux
Releva le premier ta robe de prêtresse,
Et, parmi les garçons, t'assit sur ses genoux.
De ce baiser mordant ton front porte la trace ;
Tu chantas en buvant dans les banquets d'Horace,
Et Voltaire à la cour te traîna devant nous.

Vestale aux feux éteints ! les hommes les plus graves
Ne posent qu'à demi ta couronne à leur front;
Ils se croient arrêtés, marchant dans tes entraves,
Et n'être que poëte est pour eux un affront.
Ils jettent leurs pensers aux vents de la tribune,
Et ces vents, aveuglés comme l'est la fortune,
Les rouleront comme elle et les emporteront.

Ils sont fiers et hautains dans leur fausse attitude,
Mais le sol tremble aux pieds de ces tribuns romains.
Leurs discours passagers flattent avec étude
La foule qui les presse et qui leur bat des mains;
Toujours renouvelé sous ses étroits portiques,
Ce parterre ne jette aux acteurs politiques
Que des fleurs sans parfums, souvent sans lendemains.

Ils ont pour horizon leur salle de spectacle;
La chambre où ces élus donnent leurs faux combats
Jette en vain, dans son temple, un incertain oracle,
Le peuple entend de loin le bruit de leurs débats;
Mais il regarde encor le jeu des assemblées
De l'œil dont ses enfants et ses femmes troublées
Voient le terrible essai des vapeurs aux cent bras.

L'ombrageux paysan gronde à voir qu'on dételle,
Et que pour le scrutin on quitte le labour.
Cependant le dédain de la chose immortelle
Tient jusqu'au fond du cœur quelque avocat d'un jour.
Lui qui doute de l'âme, il croit à ses paroles.
Poésie, il se rit de tes graves symboles,
O toi des vrais penseurs impérissable amour!

Comment se garderaient les profondes pensées
Sans rassembler leurs feux dans ton diamant pur
Qui conserve si bien leurs splendeurs condensées?
Ce fin miroir solide, étincelant et dur,
Reste des nations mortes, durable pierre
Qu'on trouve sous ses pieds lorsque dans la poussière
On cherche les cités sans en voir un seul mur.

Diamant sans rival, que tes feux illuminent
Les pas lents et tardifs de l'humaine Raison!
Il faut pour voir de loin les peuples qui cheminent
Que le Berger t'enchâsse au toit de sa Maison.
Le jour n'est pas levé. — Nous en sommes encore
Au premier rayon blanc qui précède l'aurore
Et dessine la terre aux bords de l'horizon.

Les peuples tout enfants à peine se découvrent
Par-dessus les buissons nés pendant leur sommeil,
Et leur main, à travers les ronces qu'ils entr'ouvrent,
Met aux coups mutuels le premier appareil.
La barbarie encor tient nos pieds dans sa gaîne.
Le marbre des vieux temps jusqu'aux reins nous enchaîne,
Et tout homme énergique au dieu Terme est pareil.

Mais notre esprit rapide en mouvements abonde,
Ouvrons tout l'arsenal de ses puissants ressorts.
L'invisible est réel. Les âmes ont leur monde
Où sont accumulés d'impalpables trésors.
Le Seigneur contient tout dans ses deux bras immenses,
Son Verbe est le séjour de nos intelligences
Comme ici-bas l'espace est celui de nos corps.

III.

Éva, qui donc es-tu? Sais-tu bien ta nature?
Sais-tu quel est ici ton but et ton devoir?
Sais-tu que pour punir l'homme, sa créature,
D'avoir porté la main sur l'arbre du savoir,
Dieu permit qu'avant tout, de l'amour de soi-même
En tout temps, à tout âge, il fît son bien suprême,
Tourmenté de s'aimer, tourmenté de se voir.

Mais si Dieu près de lui t'a voulu mettre, ô femme!
Compagne délicate! Éva! sais-tu pourquoi?
C'est pour qu'il se regarde au miroir d'une autre âme,
Qu'il entende ce chant qui ne vient que de toi :
— L'enthousiasme pur dans une voix suave.
C'est afin que tu sois son juge et son esclave
Et règnes sur sa vie en vivant sous sa loi.

Ta parole joyeuse a des mots despotiques,
Tes yeux sont si puissants, ton aspect est si fort,
Que les rois d'Orient ont dit dans leurs cantiques
Ton regard redoutable à l'égal de la mort;
Chacun cherche à fléchir tes jugements rapides...
— Mais ton cœur, qui dément tes formes intrépides,
Cède sans coup férir aux rudesses du sort.

Ta pensée a des bonds comme ceux des gazelles,
Mais ne saurait marcher sans guide et sans appui.
Le sol meurtrit ses pieds, l'air fatigue ses ailes,
Son œil se ferme au jour dès que le jour a lui;
Parfois, sur les hauts lieux d'un seul élan posée,
Troublée au bruit des vents, ta mobile pensée
Ne peut seule y veiller sans crainte et sans ennui.

Mais aussi tu n'as rien de nos lâches prudences,
Ton cœur vibre et résonne au cri de l'opprimé,
Comme dans une église aux austères silences
L'orgue entend un soupir et soupire alarmé.
Tes paroles de feu meuvent les multitudes,
Tes pleurs lavent l'injure et les ingratitudes,
Tu pousses par le bras l'homme... il se lève armé.

C'est à toi qu'il convient d'ouïr les grandes plaintes
Que l'humanité triste exhale sourdement.
Quand le cœur est gonflé d'indignations saintes,
L'air des cités l'étouffe à chaque battement.
Mais de loin les soupirs des tourmentes civiles,
S'unissant au-dessus du charbon noir des villes,
Ne forment qu'un grand mot qu'on entend clairement.

Viens donc, le ciel pour moi n'est plus qu'une auréole
Qui t'entoure d'azur, t'éclaire et te défend;
La montagne est ton temple et le bois sa coupole,
L'oiseau n'est sur la fleur balancé par le vent,
Et la fleur ne parfume et l'oiseau ne soupire
Que pour mieux enchanter l'air que ton sein respire;
La terre est le tapis de tes beaux pieds d'enfant.

Éva, j'aimerai tout dans les choses créées,
Je les contemplerai dans ton regard rêveur
Qui partout répandra ses flammes colorées,
Son repos gracieux, sa magique saveur :
Sur mon cœur déchiré viens poser ta main pure,
Ne me laisse jamais seul avec la Nature;
Car je la connais trop pour n'en pas avoir peur.

Elle me dit : « Je suis l'impassible théâtre
Que ne peut remuer le pied de ses acteurs;
Mes marches d'émeraude et mes parvis d'albâtre,
Mes colonnes de marbre ont les dieux pour sculpteurs.
Je n'entends ni vos cris ni vos soupirs; à peine
Je sens passer sur moi la comédie humaine
Qui cherche en vain au ciel ses muets spectateurs.

« Je roule avec dédain sans voir et sans entendre,
A côté des fourmis les populations;
Je ne distingue pas leur terrier de leur cendre,
J'ignore en les portant les noms des nations.
On me dit une mère et je suis une tombe.
Mon hiver prend vos morts comme son hécatombe,
Mon printemps ne sent pas vos adorations.

» Avant vous j'étais belle et toujours parfumée,
J'abandonnais au vent mes cheveux tout entiers,
Je suivais dans les cieux ma route accoutumée,
Sur l'axe harmonieux des divins balanciers.
Après vous, traversant l'espace où tout s'élance,
J'irai seule et sereine, en un chaste silence
Je fendrai l'air du front et de mes seins altiers. »

C'est là ce que me dit sa voix triste et superbe,
Et dans mon cœur alors je la hais et je vois
Notre sang dans son onde et nos morts sous son herbe
Nourrissant de leurs sucs la racine des bois.
Et je dis à mes yeux qui lui trouvaient des charmes :
Ailleurs tous vos regards, ailleurs toutes vos larmes,
Aimez ce que jamais on ne verra deux fois.

Oh! qui verra deux fois ta grâce et ta tendresse,
Ange doux et plaintif qui parle en soupirant?
Qui naîtra comme toi portant une caresse
Dans chaque éclair tombé de ton regard mourant,
Dans les balancements de ta tête penchée
Dans ta taille indolente et mollement couchée
Et dans ton pur sourire amoureux et souffrant?

Vivez, froide Nature, et revivez sans cesse
Sous nos pieds, sur nos fronts, puisque c'est votre loi,
Vivez, et dédaignez, si vous êtes déesse,
L'homme, humble passager, qui dut vous être un roi;
Plus que tout votre règne et que ses splendeurs vaines,
J'aime la majesté des souffrances humaines,
Vous ne recevrez pas un cri d'amour de moi.

Mais toi, ne veux-tu pas, voyageuse indolente,
Rêver sur mon épaule, en y posant ton front?
Viens du paisible seuil de la maison roulante
Voir ceux qui sont passés et ceux qui passeront.
Tous les tableaux humains qu'un Esprit pur m'apporte,
S'animeront pour toi quand, devant notre porte,
Les grands pays muets longuement s'étendront.

Nous marcherons ainsi, ne laissant que notre ombre
Sur cette terre ingrate où les morts ont passé;
Nous nous parlerons d'eux à l'heure où tout est sombre,
Où tu te plais à suivre un chemin effacé,
A rêver, appuyée aux branches incertaines,
Pleurant, comme Diane au bord de ses fontaines,
Ton amour taciturne et toujours menacé.

Cte Alfred de Vigny.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1844.

Qu'est-il donc arrivé de si funeste au clergé? La commission dont M. Thiers est l'organe propose de rendre aux petits séminaires les huit mille bourses fondées en 1828; aussitôt le parti ecclésiastique jette feu et flamme. Il proteste, il menace, il crie au despotisme et à la corruption. Pour répondre à ces fureurs, il suffit de rappeler des faits que tout le monde sait, et le clergé mieux que personne. Le ministre qui a fait signer les ordonnances de 1828 était un évêque, M. Feutrier; la commission qui proposa de doter les petits séminaires était présidée par un archevêque, M. de Quélen. Assurément, personne ne croira que ces deux prélats se soient entendus avec Charles X pour sacrifier l'église à l'Université, et les petits séminaires à la Sorbonne. Loin de là, ces huit mille bourses, que les imprudents défenseurs du clergé appellent aujourd'hui le prix de sa servitude, lui furent offertes pour concilier les intérêts réunis de la religion et de l'état. Les petits séminaires ne pouvaient se suffire. Abandonnés à la charité des fidèles, ils se voyaient forcés d'admettre des élèves laïques dont les pensions servaient à former des prêtres. Ils s'écartaient ainsi du but légal de leur institution, et devenaient de vrais colléges. L'opinion s'en plaignait hautement. Ce fut pour les ramener à leur spécialité, et leur fournir les moyens d'assurer le recrutement du clergé, qu'on les dota. Voulait-on par là humilier l'église ou l'asservir? Lisez le rapport de M. Feutrier, il vous dira que le gouvernement comptait sur la reconnaissance des évêques. Les chambres avaient la même confiance dans les dispositions de l'épiscopat. En effet, l'élite du clergé reçut avec empressement ce don de l'état destiné à perpétuer le sacerdoce, et à fortifier l'église en l'attachant plus étroitement à sa mission. Des plaintes isolées se firent entendre. Elles étaient dictées par des motifs étrangers à la religion. L'église les désavoua, et personne n'en fut ému. Voilà comment les choses se sont passées sous la restauration. Et l'on vient prétendre aujourd'hui que le projet de rétablir les huit mille bourses est une œuvre abominable! Le pays, dont le bon sens découvre aisément toutes les intrigues parées du manteau de la religion, comprendra ce que cela veut dire.

On parle de corruption! Il faut mettre de côté cet argument, qui n'est pas sérieux. Douze cent mille francs ne tiendront pas une grande place au budget

parmi les fonds que reçoit déjà le culte catholique. La commission n'a pas pu penser que l'église consentirait pour si peu à donner le baiser de paix à l'Université. C'eût été vraiment se tirer d'affaire à trop bon marché. Disons la vérité, il ne s'agit pas ici pour le clergé d'une question d'amour-propre ; son honneur n'est pas en jeu : il s'agit pour lui d'un intérêt de domination. Le sanctuaire est devenu trop étroit; on y étouffe. On ne veut pas se résigner à n'élever que des prêtres, on veut élever les laïques, sans surveillance et sans contrôle. N'a-t-on pas dit que le droit d'enseigner est une mission divine, qui appartient à l'église ? Voilà tout le secret de cette grande colère soulevée contre le rapport de M. Thiers à propos des huit mille bourses. La commission a frappé l'endroit sensible. Ajoutez qu'elle a été généreuse autant qu'habile, et que M. Thiers a mis dans son langage autant de mesure que de fermeté. Cette modération devait avoir pour effet de redoubler l'emportement des écrivains qui se sont constitués les défenseurs du clergé. Plus on est calme et juste, plus on court le risque d'exaspérer les gens violents.

Aussi, lisez en ce moment les feuilles ecclésiastiques ; vous vous croirez dans un temps de révolution. Les pouvoirs publics sont accusés de tyrannie et dénoncés à la haine des citoyens. Les journaux légitimistes font entendre leur voix dans ce concert d'injures contre le gouvernement de juillet, et leur langage est édifiant. Ce sont eux qui attaquent le plus amèrement les huit mille bourses, l'œuvre de la restauration. Lorsque Charles X donnait ces huit mille bourses aux petits séminaires, il faisait un acte de munificence qui témoignait de son zèle pour l'église ; mais si le gouvernement de juillet venait à rétablir ce don de la restauration, il ferait un acte de perfidie, qui témoignerait de son irréligion et de la perversité de ses projets contre le clergé! Admirez la force et la sincérité de ce raisonnement! Ce qu'il y a de plus édifiant encore, ce sont les outrages que les journaux ecclésiastiques adressent à M. Thiers. On l'appelle un sacrilége, un dissolu, un homme de sang et de boue; on le compare à Robespierre. Que doivent penser MM. les évêques en lisant dans leurs journaux de pareilles choses ? Nous ne leur ferons pas l'injure de supposer qu'ils les approuvent : nous aimons mieux croire qu'elles sont du goût de ces docteurs « trop contestés, » à qui la commission de l'instruction secondaire n'a pas voulu confier la jeunesse de la France. C'est en effet leur manière de discuter ; on reconnaît leur style. Cependant l'épiscopat peut bien mériter aussi quelques reproches au sujet de cette effervescence des journaux néo-catholiques. Il écrit si souvent dans ces journaux, qu'on est en droit de supposer qu'il les dirige. Pourquoi donc ne cherche-t-il pas à leur donner des leçons de convenance et de justice? Pourquoi? nous le dirons franchement : c'est qu'il craint de se brouiller avec eux, et qu'il croit malheureusement ne pas pouvoir se passer de leur dangereux appui.

L'épiscopat de notre temps est d'un caractère faible et indécis; il a eu souvent des intentions louables qu'il n'a pas osé réaliser ; souvent aussi il a commis des excès sans le vouloir. Il n'a pas la main assez forte pour maîtriser les éléments passionnés qui s'agitent autour de lui dans l'intérêt de sa cause, ou sous le prétexte de la défendre. Il est dominé par eux. Il ne commande pas, il obéit. L'histoire, sur ce point, sera sévère à son égard. Elle lui reprochera d'avoir soulevé un débat dont il n'avait pas calculé les suites, de s'être créé un rôle pour lequel il n'était point préparé, de s'être lancé dans une voie périlleuse où il a marché sans but, entraîné par ceux qu'il aurait dû contenir, désirant quelquefois s'arrêter, et faisant

sans cesse de nouveaux pas sous l'impulsion d'une volonté plus forte que la sienne. Au commencement, toute la question était de savoir si les petits séminaires seraient surveillés ou non. L'épiscopat n'allait pas plus loin; mais on l'a vu depuis, sous l'empire des sollicitations qui l'ont envahi, approuver les pamphlets dirigés contre l'Université, défendre les jésuites, rejeter la déclaration de 1682, enfreindre les règles du concordat, traiter avec mépris le conseil d'état et les chambres, et porter jusque dans le palais du roi, le jour d'une fête, l'expression inconstitutionnelle de ses prétentions excessives. On le voit aujourd'hui protester contre la restitution des huit mille bourses, et une lettre de l'évêque de Langres menace le gouvernement d'un refus de concours. Ces témérités successives et ces exigences croissantes de l'épiscopat prouvent moins son ambition que sa faiblesse. Livré à des influences subalternes, gouverné par des agents obscurs, poussé en avant par des intérêts dont il est devenu l'instrument, il n'a pas su garder l'attitude modérée que lui conseillaient sa prudence et ses lumières. L'usage de la presse lui a été surtout funeste. Une polémique insensée, qu'il n'a pas eu le courage de désavouer, l'a forcé peu à peu à devenir ou à paraître le complice de ses exagérations. Des hommes savants et vénérables, de pieux prélats, l'estime et l'amour de leurs diocèses, se sont jetés ainsi dans des entreprises hasardeuses, tantôt par l'effet d'un entraînement irréfléchi, tantôt par suite de concessions pusillanimes, quelquefois même, il faut le dire, par la crainte de se voir gourmander dans des feuilles que personne n'aurait lues, s'ils n'avaient eu la complaisance d'y faire publier de temps en temps leurs pastorales, avec leurs études biographiques ou littéraires sur les professeurs de l'Université.

Ce qui se passait il y a peu de jours entre deux feuilles ecclésiastiques au sujet de la dernière protestation des évêques vient encore à l'appui de notre opinion sur le caractère irrésolu de l'épiscopat. Après des révélations embrouillées et des démentis réciproques, exprimés en des termes qui démontrent que les écrivains néo-catholiques ne sont pas toujours tenus d'obéir aux lois de l'Évangile et du bon goût, il est demeuré constant que les évêques présents à Paris avaient protesté individuellement entre les mains du garde des sceaux, très-étonné sans doute de se voir le confident des griefs du clergé contre une commission de la chambre des députés; mais il a été prouvé également que les protestations avaient été annoncées avant d'être faites, avant même que les évêques eussent pris la résolution de les écrire. On a trouvé plus sûr de leur donner un conseil public, un avis officiel, et ils l'ont suivi. Nous plaignons l'épiscopat d'en être réduit à s'inspirer à de pareilles sources, surtout si les instructions qu'il y puise émanent réellement, comme on le dit, d'un pouvoir devant lequel il a déjà tremblé plus d'une fois.

Il est temps encore pour l'épiscopat de sortir de cette situation, où il compromet par ses faiblesses des intérêts plus grands que les siens. Qu'il recouvre son indépendance, qu'il s'élève au-dessus d'une sphère où l'on s'agite dans un but étranger à sa mission. On le jette malgré lui dans la politique et au milieu des passions du jour, on associe sa cause à celle des ennemis de la royauté; on parle de lui faire signer des pétitions, on lui demandera bientôt son concours dans les élections contre le gouvernement de juillet. Qu'il se renferme dans le sanctuaire; il aura pour lui la reconnaissance des amis de l'ordre, qui sauront bien défendre avec lui la religion, si jamais elle est sérieusement attaquée. Nous tenons ce langage aux évêques parce que nous les croyons déjà revenus de beaucoup d'erreurs ; mais s'ils conservent des projets ambitieux, nous leur dirons que depuis un an ou deux ils

ont pu mesurer leurs forces ; ils savent maintenant que le pays a peu de goût pour les doctrines ultramontaines. La France est religieuse, mais elle veut être libre. L'esprit gallican, qui a été l'honneur et la vertu de nos pères, domine encore dans notre société. C'est un esprit peu agressif, il est indulgent, il est patient, mais il est ferme. Si l'épiscopat veut entreprendre de le dompter, il s'y brisera.

Quoi qu'il en soit, cette question religieuse n'a pas au fond l'importance qu'elle paraît avoir, et que s'efforcent de lui donner les violences intéressées des factions. C'est un de ces débats qui peuvent se prolonger plusieurs années, dans le temps où nous vivons, sans agiter gravement la société. Les excès même que l'on a commis rendront la conclusion plus facile en indiquant nettement le côté où se trouvent la vérité et la justice. Un pays mûr ne se laisse pas longtemps émouvoir par des déclamations. On aura beau crier à la tyrannie, on ne fera pas du gouvernement de juillet un oppresseur du clergé, et de l'épiscopat une victime. Le parti ecclésiastique n'est pas l'Irlande, et nous ne sommes pas l'Angleterre. Rassurons-nous donc. Cette question des huit mille bourses, pas plus que celle du programme de philosophie ou des certificats d'étude, ne dérangera pas même l'équilibre des partis dans le sein du parlement. Le ministère, il est vrai, en souffrira. La discussion à la chambre des députés montrera toute l'étendue de ses fautes : en dehors du ministère, aucune situation ne sera sensiblement modifiée. Lorsqu'on a vu des dissidences profondes sur des questions aussi graves que celles de l'Algérie ou de la conversion des rentes ne pas apporter le moindre obstacle à la formation de plusieurs cabinets, il serait assez surprenant que la question des écoles ecclésiastiques et la manière d'organiser l'enseignement secondaire ne pussent être, comme on dit, des questions réservées. D'ailleurs, tout n'a pas été dit sur ces questions. La discussion de la chambre des pairs, quoique très-brillante et très-approfondie, n'a pas été complète. Plusieurs solutions paraissent n'avoir pas eu dans la pensée de ceux qui les ont adoptées un caractère définitif. On a remarqué sur quelques points difficiles le silence assez significatif de certains hommes considérables qui pourront prendre dans un nouveau débat une position nouvelle. Et en ce qui concerne, par exemple, la question des huit mille bourses, nous ne serions pas surpris, si l'on veut savoir toute notre pensée, que la chambre des pairs, mieux éclairée, proposât un jour d'effacer les petits séminaires de la loi, et de les laisser tels qu'ils sont dans l'ordonnance. Ce serait un premier pas en arrière. Les circonstances indiqueraient plus tard s'il serait nécessaire d'en faire un second.

La chambre des pairs achève en ce moment ses travaux, et la chambre des députés a terminé les siens depuis quelques jours. Le budget a été voté rapidement. Les chemins de fer ont été l'objet d'une discussion vive, quelquefois même passionnée. Au Palais-Bourbon, l'article additionnel de M. Crémieux a été définitivement rejeté ; n'en parlons plus. Le chemin d'Orléans à Bordeaux et celui de Lyon ont été votés tels qu'ils étaient sortis de la discussion du Luxembourg. Le choix du système d'exécution est ajourné à la session prochaine. On peut dire néanmoins qu'il est arrêté dès à présent dans la chambre élective. La réaction opérée dans l'esprit public contre les compagnies, les jalousies, condamnables du reste, qu'inspirent les grandes situations financières, les dangers que présente pour la vie et la fortune des citoyens une industrie souvent égoïste, les avantages de la centralisation administrative appliquée à un service d'une importance immense, l'intention récemment annoncée par l'Angleterre de restreindre désormais chez elle le système des concessions, la même tendance beaucoup plus prononcée en Allemagne, enfin

la position plus nette et plus libre où se trouvera la chambre lorsque la question des chemins de fer se reproduira devant elle dégagée des intérêts de localité et des prétentions rivales soulevés par la question des tracés, tous ces motifs, nous le croyons, feront prévaloir dans la majorité le système de l'exécution par l'état. Ce nouveau principe de notre législation des chemins de fer se sera établi malgré les convictions opposées du cabinet. C'est une question où, jusqu'ici du moins, il n'aura pas même eu le mérite de défendre bravement sa cause pour succomber avec honneur. La discussion des chemins de fer a clos en réalité la session de la chambre des députés. Nous mentionnerons cependant le vote qui donne au ministre des finances la faculté de terminer par voie de souscription l'emprunt autorisé par la loi du 25 juillet 1841. Le ministre appréciera les circonstances où l'emploi de ce mode pourra réussir. La chambre a voulu affranchir le trésor des conditions un peu dures que lui font subir certaines influences financières. C'est pour cela peut-être que des gens connus pour sympathiser avec ces influences ont pris parti dès le premier jour contre l'article additionnel de M. Garnier-Pagès. Nous ne parlerons que pour mémoire du projet de loi sur les canaux, modifié par la chambre, et de la rétribution universitaire, cet impôt barbare que la chambre a rayé de la loi des recettes malgré les objections présentées par M. Laplagne au nom du cabinet. L'abolition de cet impôt était réclamée par la commission de l'instruction secondaire. Ces deux petits échecs, ajoutés à tant d'autres, ont été pour le cabinet une nouvelle occasion de faire admirer sa vertu dominante, la modestie.

M. Dumon, le plus modeste de nos ministres depuis deux ou trois mois, puisque la plupart des défaites essuyées depuis ce temps à la chambre des députés ont été subies par lui, a rencontré dans la chambre des pairs des dispositions plus favorables. Il y a défendu avec succès une bonne cause. Plusieurs projets de chemins de fer, votés au Palais-Bourbon, étaient menacés au Luxembourg par quelques partisans exclusifs de la loi de 1842, adversaires des embranchements et des lignes qui ne sont pas compris dans le réseau fixé par cette loi. Adoptés à cette époque de la session, les amendements qu'ils proposaient eussent abouti à un rejet pur et simple. Fort heureusement, cette tentative a échoué devant la sagesse de la pairie. Nous sommes loin d'incriminer les intentions des honorables pairs qui ont voulu ajourner les chemins de Strasbourg, du nord-ouest et du centre, par un scrupule de fidélité à la loi de 1842. Leur sentiment était louable. On ne saurait trop répéter à un pays comme le nôtre que la force du gouvernement réside, avant tout, dans la stabilité des lois. Cependant ajourner d'un seul coup trois grandes lignes pour démontrer la vérité de cet axiome, c'eût été donner au pays une leçon de légalité par trop coûteuse. Nous voulons bien croire, il est vrai, que les propositions d'ajournement s'appuyaient aussi sur d'autres raisons un peu plus solides : la chambre des députés n'avait pas envoyé à la chambre des pairs des plans irréprochables; mais la majorité de la pairie n'a pas voulu éterniser par des modifications inopportunes la question des tracés. Elle n'a pas voulu qu'on pût lui reprocher d'avoir frappé de stérilité cette longue session, qui, à tout prendre, sans les chemins de fer, n'eût pas été très-fructueuse. Nous félicitons la noble chambre d'avoir pris cette sage résolution, en dépit des efforts assez opiniâtres que l'on a faits pour l'en détourner.

Les journaux du ministère sont triomphants. Voilà enfin la session finie. Pendant cinq mois, ils n'auront plus à enregistrer chaque matin, dans leurs colonnes, une ou deux défaites parlementaires. On reprend courage. La tribune est muette

au Palais-Bourbon; M. Thiers est parti : on attaque M. Thiers. Il faut bien aussi consoler un peu M. Guizot des éloges qu'on s'est permis d'adresser, dans l'intérêt de l'Université, à l'honorable rapporteur de la loi sur l'instruction secondaire. Il y a quinze jours, M. Thiers était un homme prudent, habile, circonspect; aujourd'hui, c'est un esprit qui s'agite dans le vide, qui se jette étourdiment dans mille affaires à la fois et n'en finit aucune. L'homme d'état par excellence, celui qui termine habilement et heureusement les affaires, c'est M. Guizot. L'affaire du droit de visite, celle de l'*exequatur*, celle du Maroc, Montevideo, Taïti; les graves questions que soulèvent les intérêts commerciaux et politiques de la France en Espagne, dans l'Orient, en Grèce, tout cela est terminé, résolu. A l'intérieur, tout ce que le ministère a commencé est fini, ou marche sans obstacles. Tous les projets de loi présentés dans cette session par M. Guizot et ses collègues ont été votés comme ils le désiraient, témoin les projets de chemin de fer entièrement remaniés par la majorité, témoin aussi ce projet de l'instruction secondaire si gravement amendé par la noble chambre au milieu des désappointements cruels de M. Villemain, des joies secrètes de M. le ministre des cultes, et de la sublime indifférence de M. Guizot! Voilà de ces succès qui montrent dans tout leur jour la science du gouvernement. Et l'article du *Moniteur* sur la dotation, quelle habileté! quel heureux moyen imaginé pour terminer une affaire! Soyez donc surpris qu'au milieu de tous ces triomphes de sa politique M. Guizot ait rencontré deux ou trois admirateurs anonymes qui l'ont fait graver en empereur romain!

Nous ne ferons qu'indiquer en très-peu de mots la situation de quelques gouvernements étrangers. En Espagne, la question électorale préoccupe vivement les esprits. Déjà, des réunions préparatoires ont eu lieu. Les exécutions sanglantes de Sarragosse ont produit dans le pays une impression pénible. La reine retournera à Madrid dans les premiers jours du mois d'août. La solution de toutes les difficultés politiques est ajournée à la réunion des cortès. Il en est de même en Grèce, où l'influence française paraît devoir se rétablir par la chute probable de Mavrocordato. En Orient, les représentants de la France et de l'Angleterre agissent de concert près du divan pour obtenir des indemnités en faveur des familles chrétiennes que les Albanais ont décimées et pillées. La Porte consent, mais elle voudrait que les Albanais payassent les indemnités. Comment parviendra-t-elle à les y contraindre? Dans le Nord, la question qui domine est la réforme de la constitution de la Suède. Les troubles survenus dans les districts manufacturiers de la Bohême sont calmés. La tranquillité est rétablie dans la ville de Prague; mais à Berlin, un attentat commis sur la personne du roi de Prusse vient de jeter tout à coup la consternation dans les esprits. L'assassin a été arrêté et a fait l'aveu de son crime, qui paraît n'avoir aucune cause politique.

Les débats du parlement anglais appellent en ce moment toute notre attention. Le langage qu'on y tient sur la France est généralement mesuré. On semble éviter avec soin toute parole irritante qui pourrait compliquer les difficultés que présente pour l'Angleterre notre situation devant le Maroc. Néanmoins, sur le fond des questions, les dispositions restent les mêmes. Un discours de lord Palmerston, à la chambre des communes, a remis sur le tapis l'affaire du droit de visite. Le noble lord se plaint que la traite, au lieu de diminuer, ait pris un nouveau développement. Il reproche au cabinet tory d'avoir fait manquer la ratification du traité du 20 décembre, en négligeant de la demander à la France dans les délais voulus. De son côté, sir Robert Peel attribue le refus de la France à l'irritation causée par le

traité du 15 juillet. Tous deux, néanmoins, reconnaissent que la France veut sincèrement l'abolition de la traite. Ils accusent l'Espagne et le Brésil de ne pas remplir leurs engagements. M. Peel a su habilement ménager la position de M. Guizot. Cependant il n'a prononcé aucune parole d'où l'on puisse augurer son intention de ne pas maintenir le droit de visite réciproque. A la chambre des lords, dans la séance du 25, lord Aberdeen a donné connaissance des instructions nouvelles envoyées aux croiseurs sur la côte d'Afrique. Ces instructions renferment quelques modifications dans le système de répression de la traite. On a déjà essayé de présenter ces modifications comme une concession faite à la France par l'Angleterre, et on a rappelé en même temps l'ordonnance de l'amirauté, rendue en 1842, sur les instances de M. de Saint-Aulaire, pour empêcher la destruction des établissements à esclaves sur la côte d'Afrique. Il faut louer le gouvernement anglais d'avoir pris ces mesures, destinées à répandre chez ses croiseurs des habitudes de discrétion et de réserve qu'ils n'ont pas toujours montrées; mais si les concessions demandées par M. Guizot à l'Angleterre doivent se borner là, nous pouvons nous attendre à un amendement de M. Jacques Lefebvre dès le début de la prochaine session. Cet empressement que l'on met à signaler de pareils résultats, et à les présenter comme une première victoire de M. Guizot, peut nous faire présager dès à présent quel sera le succès de ses négociations. M. Guizot paraissait avoir meilleur espoir il y a deux ou trois mois. Le projet de loi coloniale qu'il avait fait porter à la chambre des pairs, malgré les répugnances de M. de Mackau, avait pour but de préparer un arrangement avec l'Angleterre sur le droit de visite. Au moyen d'un article qui eût donné au gouvernement des pouvoirs étendus pour abolir l'esclavage, M. Guizot espérait obtenir du cabinet anglais l'adoption en commun de procédés nouveaux concernant la répression de la traite. C'eût été un coup d'éclat pour la rentrée des chambres. Les changements apportés par la commission dans le projet de loi sur les colonies ont détruit cette espérance. Il faut maintenant que M. Guizot cherche un nouveau moyen d'obtenir la concession promise aux chambres. Il en avait un sous la main il y a un mois : il avait l'affaire du Maroc, où l'on eût pu, avec un peu d'énergie ou de présence d'esprit, stipuler avec l'Angleterre certains avantages en retour de la modération de la France. Malheureusement M. Guizot s'est empressé, dès le premier jour, de communiquer au cabinet anglais tout le plan de la France sur le Maroc. L'Angleterre a pu prendre cette promptitude et ce désintéressement pour un aveu de notre faiblesse. Comment pourrait-on lui demander aujourd'hui le prix d'une chose qui lui a été abandonnée comme un droit?

La situation des forces navales du royaume-uni préoccupe vivement la presse et les chambres anglaises. Sur la proposition de M. Hume, la chambre des communes a voté une adresse à la reine, pour la supplier de nommer une commission qui soit chargée d'examiner les ports de l'Angleterre. La *Note* du prince de Joinville a servi de texte à cette motion. M. Peel, en admettant l'enquête, a voulu lui donner la couleur d'une mesure réclamée en vue d'un intérêt commercial; mais elle a évidemment un caractère politique. Elle est l'expression d'un sentiment de défiance et de jalousie contre la France. C'est le sentiment national en Angleterre; il ne faut pas s'étonner de le voir se réveiller avec une certaine énergie dans les circonstances actuelles. L'entente cordiale n'en subsiste pas moins, mais dans les limites d'où elle n'est jamais sortie depuis qu'elle est née, c'est-à-dire entre les deux familles royales de France et d'Angleterre. Seule, ou à peu près, de l'autre

côté du détroit, la reine Victoria éprouve un entraînement sympathique pour cette alliance, devenue si nécessaire à la paix du monde. Elle a pour les vertus du roi Louis-Philippe, pour sa haute capacité politique, pour les qualités si rares de sa famille, une admiration et une affection sans bornes, qui réagissent en elle sur la France en dépit des préjugés de sa patrie, et la mettent quelquefois en lutte ouverte avec eux. On raconte à ce sujet un trait curieux. Lorsque la *Note* du prince de Joinville arriva en Angleterre, elle y excita un mécontentement général. La reine, dans le premier moment, partagea le sentiment de tout le monde, en déclarant toutefois qu'à son avis la *Note* n'était pas du prince. Plus tard, quand elle sut à n'en pas douter que le prince était l'auteur de cet écrit, si mal accueilli autour d'elle, elle se mit à le relire attentivement et le jugea excellent. Elle déclara qu'elle trouvait tout naturel que le prince eût défendu les intérêts de son pays, et qu'elle lui en ferait son compliment à la première occasion. Depuis ce temps, il a été rarement question devant elle de la *Note* du prince de Joinville.

L'Algérie a encore été l'objet des interpellations de M. Sheil. Cette fois, les whigs et les tories sont tombés à peu près d'accord sur la convenance et la nécessité de considérer notre établissement en Afrique comme un fait accompli. Voilà donc une question vidée ; mais pourquoi M. Peel a-t-il pris le soin de faire remarquer que l'Angleterre, sans protester contre l'occupation française, n'a cependant rien fait d'où l'on puisse induire qu'elle a reconnu notre droit? D'après M. Sheil, la France, si on lui reconnaît la souveraineté de l'Algérie, a le droit d'exiger que le consul anglais demande le renouvellement de ses pouvoirs. A cela, M. Peel répond que M. Saint-John agit encore en vertu de l'*exequatur* du dey. N'est-ce pas dire nettement à M. Sheil que le droit de la France n'a pas encore été reconnu? On ne le conteste pas, soit; mais, pour le reconnaître, on prendra du temps : voilà ce que signifie le discours de M. Peel. Est-ce là une situation digne de la France?

Nous savons qu'on s'est fait sur cette question une théorie, démentie d'ailleurs par les principes. On dit que les consuls n'étant pas des agents diplomatiques, la formalité de l'*exequatur,* une fois accomplie à leur égard, n'a pas besoin d'être renouvelée, quoi qu'il arrive. Au moins, sur cette fausse doctrine, faudrait-il prier l'Angleterre de vouloir bien se mettre d'accord avec nous pour dissimuler notre défaite. Mais, non, l'Angleterre paraît au contraire d'un avis tout opposé. M. Peel ne repousse pas le principe posé par M. Sheil; il semble admettre qu'en bonne règle, si on l'avait bien voulu, les pouvoirs du consul anglais à Alger auraient dû être renouvelés depuis la conquête. Il suit de là que le gouvernement anglais nous fait sciemment un affront, et qu'il ne consent pas même à nous prêter son manteau pour le cacher.

Si nous sommes bien informés, la question a été traitée plus d'une fois depuis 1830 entre l'ambassadeur d'Angleterre et les ministres des affaires étrangères. On a dit à l'ambassadeur ce que nous disons nous-mêmes, qu'en principe, les pouvoirs du consul anglais devaient être renouvelés; en effet, d'après les capitulations, le consul anglais auprès du dey avait dû être assimilé aux agents diplomatiques, et recevoir comme eux des lettres de créance; depuis notre conquête, Alger étant devenu un gouvernement dépendant de la France, une double situation se présentait : ou bien le consul anglais devenait agent commercial, alors il avait à demander son *exequatur,* ou bien il restait agent diplomatique; alors, où étaient ses lettres de créance? Voilà ce qu'on a dit d'abord à l'ambassadeur d'Angleterre. On a été plus loin : on lui a fait entendre qu'en supposant même l'incertitude dans les

principes, il était convenable que la question fût décidée dans le sens d'un renouvellement de pouvoirs, que les susceptibilités nationales en France finiraient par s'irriter là-dessus, que dans l'intérêt de la paix européenne, dont la garantie reposait sur l'union entre la France et l'Angleterre, il serait utile d'écarter cet embarras. Comment l'ambassadeur d'Angleterre a-t-il accueilli ces ouvertures? S'est-il rejeté sur une question de droit? A-t-il prétendu que d'après les règles diplomatiques les pouvoirs du consul anglais n'avaient pas besoin d'être renouvelés? Nullement. Il n'a fait aucune objection de fond : il a mis en avant le besoin pour l'Angleterre de conserver son influence à Constantinople. On sait les contestations ridicules que la Turquie a élevées sur notre souveraineté en Algérie, à tel point qu'un jour l'ambassadeur turc entra chez un ministre des affaires étrangères tenant à la main une protestation écrite, que le ministre, dont nous pourrions citer le nom, ne voulut pas recevoir, et sur laquelle il ne daigna pas même jeter les yeux. Sans doute, les prétentions du divan étaient absurdes, et il était assez étrange que l'Angleterre nous demandât de lui laisser jouer à nos dépens un rôle qui les favorisait; mais la nécessité de ménager la Turquie pour terminer heureusement les affaires d'Orient fit consentir au vœu exprimé par l'ambassadeur d'Angleterre. Le gouvernement de la France attendit des circonstances plus opportunes pour faire valoir son droit.

Ces circonstances se présentent aujourd'hui. Aucun ministre, depuis 1830, n'a reçu plus d'éloges en Angleterre que M. Guizot. Nous ne disons pas qu'on lui ait fait jusqu'ici beaucoup de concessions; mais on lui en doit beaucoup. Ce n'est pas lui que l'Angleterre ou la France peuvent soupçonner d'une préférence secrète pour la Russie. Il a tout fait pour l'Angleterre; elle lui doit bien en retour quelque chose. Ajoutez que notre situation en Algérie peut exiger d'un instant à l'autre l'emploi de grandes ressources. Le moment serait mal choisi pour l'Angleterre de maintenir, en dépit du sentiment national qui se prononce, une sorte de menace diplomatique dont l'effet serait de rendre plus difficile pour nous la lutte que nous soutenons contre les populations africaines. Une négociation à cet égard est urgente, ne fût-ce que pour rétablir des principes méconnus, et placer le gouvernement de la France dans une meilleure voie. Il serait du devoir de M. Guizot de retirer des mains de l'Angleterre une arme qu'elle a reçue de lui, et dont elle pourrait se servir plus tard contre ses successeurs.

Tous les regards sont fixés en ce moment sur l'empire du Maroc. Les escadres de la France, de l'Angleterre, de la Hollande, de la Suède, du Danemark, sont en présence devant Tanger. Le prince de Joinville est arrivé d'abord à Gibraltar; il s'est rendu ensuite à Tanger, puis à Algésiras, puis à Cadix, où il attend les instructions du gouvernement. Toutes les nouvelles s'accordent à dire que le prince, sur ce théâtre où sa bravoure et son patriotisme doivent être puissamment excités, a su déjà montrer autant de fermeté que de prudence. Sur la nouvelle qu'un vaisseau de l'escadre anglaise était entré dans le port de Tanger, le prince amiral, sortant de Cadix, a aussitôt réclamé; l'escadre anglaise a donné des explications satisfaisantes, et il a été déclaré que ce fait ne se représenterait plus.

Les bruits les plus contradictoires circulent au sujet des négociations. On avait d'abord annoncé que sir Robert Wilson, revenu du Maroc, assurait que la médiation anglaise terminerait tout; mais il y a déjà plus de trois semaines que le consul général, M. Hay, négocie près de l'empereur de Maroc, qui n'a pas encore répondu à l'ultimatum de la France. Pendant que l'on négocie, les événements

marchent avec une rapidité menaçante sur le théâtre des hostilités. Le 10 juillet, le maréchal Bugeaud se trouvait en avant d'Ouchda. Le 16, provoqué par une nouvelle attaque des Marocains, il les poursuivait jusqu'à trois journées dans l'intérieur des terres. Enfin les dernières nouvelles annoncent que le maréchal s'avance à plus de quatre-vingts kilomètres de la frontière, sur le territoire ennemi; les troupes marocaines fuient à son approche. Abd-el-Kader a failli tomber dans ses mains.

D'un autre côté, la plus grande effervescence règne dans le Maroc. Les défaites essuyées contre les Français dans les escarmouches qui ont eu lieu sur la frontière sont célébrées comme des victoires par une population fanatique, sur laquelle l'empereur n'exerce aucune influence. Les tribus prennent les armes. A Tanger, la populace a forcé les magasins et les arsenaux du gouvernement. Hamida, l'ancien kaïd, ami dévoué d'Abd-el-Kader, commande à Ouchda. Le fils aîné de l'empereur, Sidi-Mohammed, arrive sur la frontière à la tête de forces considérables. Vient-il apporter la paix? Comment le pourrait-il en présence des tribus qui méconnaissent l'autorité de l'empereur, et n'attendent qu'une occasion pour proclamer Abd-el-Kader?

Toutes ces circonstances réunies jettent le ministère dans une assez vive perplexité. On commence à voir que l'on a fait une faute en ne prenant pas dès le début une résolution énergique. Les difficultés ont grandi. On a trop compté sur les négociations. M. Guizot, dit-on, en convient facilement avec ses amis, et il leur communique ses plans. Il s'agit pour lui d'une crise dans sa carrière politique, et il cherche à en sortir avec honneur. Tout son système était fondé sur la paix; le voilà lancé dans la guerre. Il paraît accepter cette situation nouvelle; mais l'embarras est de trouver un plan efficace en dehors de ceux qu'il s'est malheureusement interdits par des engagements impolitiques, aussi contraires à son intérêt même qu'à celui du pays. Le maréchal Bugeaud propose de marcher sur Fez, et demande pour l'expédition 25,000 hommes d'infanterie, 25 pièces de canon, 6,000 chameaux, et 8,000 hommes de cavalerie. M. Guizot refuse, et nous croyons qu'il a raison. Une expédition tentée au milieu des sables, sous un ciel embrasé, dans un pays inconnu, où l'eau est rare, pour atteindre un point qui est à soixante-dix lieues de la frontière, peut exposer l'armée à des désastres incalculables. M. Guizot penche pour une expédition sur Mogador, d'où l'on ferait une pointe sur Maroc. Pourquoi ne dirige-t-il pas sur Tanger cette brave escadre commandée par un fils de France, qui brûle d'ajouter une belle page aux annales maritimes de son pays? Pourquoi? Lisez le discours de M. Peel en réponse aux interpellations de M. Sheil sur l'Algérie, voyez ce qu'il dit des communications qu'il a reçues au sujet des affaires du Maroc; vous comprendrez le motif qui empêche M. Guizot de diriger une escadre sur Tanger. Il s'est lié les mains, et il a enchaîné avec lui la fortune de la France.

ÉCRIVAINS CRITIQUES

ET

HISTORIENS LITTÉRAIRES

DE LA FRANCE.

XIII.

M. DAUNOU.

(COURS D'ÉTUDES HISTORIQUES [1].)

Je voudrais parler assez à fond d'un homme respectable que j'ai beaucoup connu, que j'ai pratiqué durant des années, et aussi familièrement que ce mot peut convenir à des relations où la déférence et, par moments, la dissidence sous-entendue avaient tant de part. Il semblera peut-être que ce soit venir bien tard aujourd'hui, et qu'il y ait peu de chose à ajouter aux hommages de plus d'une sorte qui lui ont été publiquement rendus. Nulle mémoire, en effet, autant que celle de M. Daunou, ne s'est vite couronnée de ce concert florissant d'éloges auxquels sa modestie échappait de son vivant. Il avait défendu qu'aucun discours ne fût prononcé sur sa tombe, mais il n'a pu réprimer également les voix du lendemain. Peu après sa mort, M. Natalis de Wailly a parlé de lui dans le *Journal des Savants*, et a retracé avec une précision affectueuse comme une première esquisse de cette grave figure.

(1) Chez Firmin Didot, rue Jacob, 56. Sept volumes ont paru; l'ouvrage en tout en aura seize.

M. Taillandier, exécuteur testamentaire de M. Daunou, n'a pas tardé à publier, sous le titre de *Documents biographiques,* un excellent volume où le texte tout entier de cette vie si pleine est, en quelque sorte, établi, où toutes les pièces à l'appui sont compulsées, mises en œuvre, et les moindres curiosités littéraires soigneusement indiquées : on n'a plus guère, pour le fonds, qu'à puiser là. L'examen des écrits a été repris ensuite et développé dans une *Notice* de M. Guérard avec le soin et la rectitude qui distinguent ce consciencieux érudit. Au sein des compagnies académiques, M. le baron Walckenaër, successeur de M. Daunou comme secrétaire perpétuel des Belles-Lettres, a discouru de lui avec diversité et effusion. M. Mignet, l'éloquent organe des Sciences morales et politiques, lui a consacré un de ses cadres majestueux. M. Victor Le Clerc enfin, en tête du xxe volume de l'*Histoire littéraire,* a plus particulièrement apprécié le continuateur des bénédictins. Que reste-t-il à dire après tant d'habiles gens? A les résumer peut-être, à creuser, ce qu'ils n'ont pu faire, de certains replis, mais aussi, je crois, à aborder M. Daunou par un côté qu'il n'entrait pas dans leur office principal de rechercher et de célébrer, je veux dire le point de vue de l'*écrivain* proprement dit. M. Daunou aurait pu être membre de l'Académie française, il en aurait été infailliblement si sa modestie ne l'avait tenu à l'écart; c'est là un aspect de son talent qu'il nous reste à démêler, l'homme de style en lui, le critique littéraire, le connaisseur en fait de langage. Nous n'interdirons pourtant pas à nos souvenirs la liberté d'excursion sur les autres points.

Que si, chemin faisant, nous sommes conduit, en louant ce qu'il était, à marquer du même trait ce qu'il n'était pas, ce qu'il ne voulut pas être, ce que d'autres eussent pu considérer comme un développement légitime, ou du moins glorieux, et comme une conquête, aurons-nous besoin d'excuse? Lui-même, dans ses jugements littéraires les plus bienveillants, il n'apporta jamais de complaisance, et il sut relever le prix du moindre de ses éloges en les retenant toujours dans la limite de ce qu'il croyait la vérité.

Pierre-Claude-François Daunou naquit à Boulogne-sur-Mer, au mois d'août 1761. Son père, chirurgien estimé, sorti de l'Agenois, était venu prendre femme dans le Boulonais et s'y établir. M. Daunou me paraît avoir combiné quelque chose des deux patries. Sans doute on lui trouverait difficilement ce je ne sais quoi d'entreprenant et d'insinuant qui est aisément l'apanage, dit-on, des enfants issus de la Guyenne; lui, il se borna à la douce malice du sage, à la finesse demi-souriante. Mais son accent, travaillé peut-être en vue de l'enseignement public et des nécessités oratoires, était certainement plus marqué, plus cadencé, que ne l'est d'ordinaire celui du nord de la France, et semblait attester comme un vestige de l'origine paternelle. Il tenait d'ailleurs à sa vraie patrie et au vieux fonds boulonais par les qualités sagaces, avisées, modérées, lucides et circonscrites à la fois, et, dans l'expression si distinguée que ces qualités prirent en sa personne, on aurait pu reconnaître encore, plus qu'il n'aurait cru, quelques formes de l'esprit natal, l'air de famille d'un pays qui n'avait pas eu jusqu'à lui son représentant littéraire, où Voisenon, par bonheur, ne fit que passer, où Charron, hôte plus digne, fut convié une fois, où Le Sage est venu mourir (1).

(1) Dans un article du *Journal encyclopédique* (octobre 1788), M. Daunou n'a pas laissé de railler l'ancien, le très-ancien Boulogne sur le peu de littérature du cru : sous le pseudonyme de *James Humorist,* il rend compte des singulières inscriptions qu'on avait mises

Dans les dernières années, M. Daunou avait deux regrets qui seront partagés inégalement, mais qu'il semblait mettre sur la même ligne : il regrettait de n'avoir pas écrit l'histoire de Boulogne-sur-Mer et celle de l'Oratoire. C'étaient ses deux patries ; il les avait quittées toutes deux de bonne heure et pour n'y plus revenir, mais elles lui restaient gravées toujours.

Après d'excellentes études au collége des oratoriens de Boulogne, le jeune Daunou se décida à entrer dans la docte congrégation, n'étant âgé que de seize ans et quelques mois. Son père s'opposait à ce qu'il fît son droit. Ses goûts de lettré l'éloignaient de la chirurgie; il prit le parti de ce demi-cloître et ferma les yeux sur les inconvénients de l'avenir, séduit sans doute par une perspective de retraite et d'étude au sein de vastes bibliothèques, par l'idée de ne pas changer de maîtres et de guides, lui timide et qui craignait avant tout le commerce des hommes.

Il était certainement pieux lorsqu'il entra dans l'Oratoire, il était croyant du moins ; il ne l'était plus quand il en sortit. A quel moment précis ses convictions religieuses reçurent-elles modification et atteinte ? A lire quelques-uns des écrits qu'il composa dans les premières années de la révolution (1789-1791), et dans lesquels il cherche à démontrer la conciliation des mesures politiques récentes avec les croyances chrétiennes ou même catholiques, on serait tenté de conclure qu'il ne s'émancipa que vers cette époque et graduellement ; mais, comme on retrouve les mêmes précautions et les mêmes ambiguïtés gallicanes dans son écrit sur la *Puissance temporelle des Papes*, c'est-à-dire à une époque où il était dès longtemps acquis aux pures doctrines philosophiques, on ne saurait s'arrêter à ce qui pouvait n'être chez lui que ménagement de langage. Il est à conjecturer que la foi première persista quelques années en lui, favorisée par l'étude, par la pureté des mœurs, dans cette vie abritée : on aimerait à se persuader qu'il croyait encore, lorsqu'il s'engagea définitivement, quelques années plus tard (1787), dans les voies irrévocables du sacerdoce, auquel semblait l'obliger d'ailleurs l'enseignement théologique qui lui était confié. Cependant un moment dut venir, antérieur à la révolution, où il ne se considérait plus, même sous ces beaux ombrages et dans ces maisons spacieuses de l'ordre, que comme un captif, ou du moins comme un sage qui dissimule et qui sacrifie aux règles du dehors pour mieux s'assurer la liberté silencieuse du dedans. On a beaucoup parlé du relâchement de l'Oratoire en ces années finissantes ; je ne me permettrai pas de jugement général, et je crois tout à fait que la physionomie extérieure de l'ordre était restée très-convenable, très-satisfaisante aux abords de la révolution. L'éducation qu'on y recevait n'avait pas cessé d'être excellente, et d'assez illustres témoins seraient encore là au besoin pour l'attester. Quant au fonds, il n'y a plus guère à douter qu'il ne fût très-compromis sur plus d'un point. A côté de vertus très-réelles, de croyances assurément très-conservées, et dont les Adry, les Tabaraud et tant d'autres ont donné jusqu'à la fin des exemples persistants, il y avait un courant d'incrédulité qui circulait. J'ai moi-même, dans ma jeunesse, entendu de ces anciens oratoriens se racontant, se rappelant entre eux l'arrière-fond de leur vie et de leurs pensées en ces années de régularité extérieure. Le jeune Oratoire était en partie philosophique, et de la philosophie d'alors la plus avancée. Qu'on ait trouvé à Juilly, dans les tiroirs des anciens orato-

à Wimille sur la tombe des infortunés aéronautes Pilâtre de Rosier et Romain, et il en prend occasion de décocher son trait malin à ses compatriotes d'avant 89. Tout cela a bien changé.

riens, quelques cahiers contenant des extraits de Spinoza, matière de curiosité ou de réfutation peut-être, cela est moins parlant, moins significatif que ce qui se passait à voix basse dans le jardin, à l'ombre du marronnier d'Houbigant, autour du doux vieillard Dotteville. Ce père Dotteville était un enfant naturel, si je ne me trompe, d'un grand seigneur danois qui lui avait laissé 29,000 livres de rente. Tempéré d'humeur, sans passion aucune dès sa jeunesse (il disait lui-même qu'il avait vécu et mourrait comme Newton), aimant uniquement l'étude et la paix, il n'avait rien vu de mieux que d'entrer dans l'Oratoire et de se mettre à traduire Tacite, champion un peu rude peut-être pour un si pacifique attaquant. Bref, il était heureux, il était aimable; il avait à Juilly sa petite maison au bout du jardin, et lorsque le jeune Oratoire, quelque peu imbu des idées philosophiques du jour, sentait des velléités de révolte et de rupture, et les exprimait devant lui, il donnait de bons conseils, ou du moins des conseils de soumission, de prudence, tels qu'un Érasme et un Fontenelle dans le cloître les eussent aisément trouvés. On baissait la tête après l'avoir entendu, et on n'éclatait pas. Le bon Dotteville ne mourut qu'en 1807, à l'âge de quatre-vingt-onze ans; il s'éteignit. Un matin, sentant sa fin prochaine et croyant bien ne plus avoir à passer une autre journée, il invita à un petit dîner philosophique un ami (j'ai souvent entendu ce récit chez M. Daunou lui-même), et après le repas auquel il ne fit qu'assister, mais qu'il n'avait pas négligé pour cela, prenant un air plus grave, il avertit cet ami qu'il se sentait à bout de vivre, qu'il lui disait adieu une dernière fois et lui demandait pour service suprême de lui faire une petite lecture. « Allez, lui dit-il, vous trouverez dans mon cabinet un livre (dont il désigna la place), apportez-le et lisez-le-moi à la page marquée. » — L'ami, en allant chercher le livre, se demandait tout bas si le père Dotteville n'avait pas réfléchi à ce moment du grand passage, et si ce n'était point quelque lecture religieuse qu'il réclamait enfin. Il trouva le livre, l'apporta, et, l'ouvrant à la page marquée, il lut à haute voix. — C'était Horace et l'ode à Posthumus : *Eheu fugaces, Postume, Postume!...* — Il m'a toujours semblé que c'est par ce côté de souvenirs que les anciens confrères de l'Oratoire et M. Daunou s'abordaient le plus volontiers. Je ne prétends aucunement que tout l'Oratoire fût ainsi, et que cet ordre, même dans les années voisines du terme, n'ait pas eu des portions intactes, un ensemble imposant; mais qu'on n'ignore pas (ce qu'on fait trop dans les éloges officiels) qu'il y avait ce coin-là, cet *à-parte.* Ce qui est bien certain encore, c'est que, lorsque De Lisle de Sales, le philosophe de la nature, s'en allait en Allemagne *faire ses remontes d'idées,* comme dit M. de Châteaubriand, il recevait, en passant par Troyes, un festin de bienvenue chez les oratoriens de cette ville, parmi lesquels était alors M. Daunou (1).

Aucune idée de blâme n'entre pour moi dans ce retour à des particularités oubliées; il importait seulement de bien constater l'insensible déclin d'une congrégation sage, modérée, polie, qui avait trop de fenêtres ouvertes sur le monde pour que l'air extérieur n'y entrât pas très-aisément. Lors même que M. Daunou fut moine comme on dit, il ne lui arriva de l'être que dans ce milieu doux, orné et assez riant, qui lui ressemble.

De Troyes à Soissons, de Soissons à Boulogne, et finalement à Montmorency, Daunou passa dans les divers colléges de l'ordre et monta par les divers degrés

(1) Il convient pourtant de faire remarquer que De Lisle de Sales avait été, jeune, dans l'Oratoire, et qu'il avait pu naturellement y garder des relations.

de l'enseignement. A la maison de Montmorency il fut chargé de la classe de philosophie, puis de celle de théologie. Il venait à Paris une fois par quinzaine environ, à pied durant l'été, se mettant en route avec le jour et lisant tout le long du chemin. Nous tenons d'un de ses anciens élèves de philosophie que le jeune professeur était là ce que nous l'avons vu depuis, timide, un peu embarrassé dans sa chaire, assez défiant des dispositions de son auditoire : il avait besoin que l'attention respectueuse dont il était l'objet le rassurât. C'est vers le temps de son entrée à cette maison de Montmorency que le sujet proposé depuis plusieurs années par l'académie de Nîmes le tenta et lui fournit le texte de son premier succès : *Quelle a été l'influence de Boileau sur la littérature française?* Son discours, qui est moins un éloge qu'une discussion historique, remporta le prix et fut publié en 1787 ; il a reparu plus tard corrigé, augmenté, ou plutôt totalement refondu, en tête de l'édition de Boileau (1809), et de nouveau modifié en 1825, mais, dans sa première forme, il donne mieux idée des principes et du but de l'auteur. On y voit ce que ce discours fut réellement, un ouvrage de circonstance, venu à point dans la polémique entamée alors, un écrit judicieux, d'une satire modérée, appliquée à son moment et sans exagération. Lorsque plus tard, en 1825, l'éditeur de Boileau crut devoir étendre sa polémique à Shakspeare, à Schiller, aux Schlegel, aussi bien qu'à la philosophie de Kant et à celle de M. Cousin, il dépassa la donnée première : les traits ne portèrent plus. Le discours sur l'*Influence de Boileau*, sous cette première forme moins complète, moins parfaite, me paraît donc en même temps plus proportionné et plus digne de l'excellent esprit de M. Daunou. Il répondait convenablement à ce qu'avaient répandu çà et là de restrictions et de critiques Fontenelle, Voltaire, Marmontel, d'Alembert et Helvétius ; il répondait plus vertement à ce que les littérateurs désordonnés, tels que Mercier et autres, étaient en train de débiter d'impertinences. Ceux-ci ne se tinrent pas pour battus. Une lettre du chevalier de Cubières au marquis de Ximènes mit en cause M. Daunou, à qui on ne pouvait guère reprocher pour toute inexactitude que d'avoir confondu Charles Perrault avec son frère le médecin : on lui imputait de plus (ce qui était faux) d'avoir appelé écrivains *obscurs*, littérateurs *subalternes*, *tous ceux* qui n'avaient pas admiré Boileau. « Cette manière de s'exprimer, disait-on, peut avoir cours à l'Oratoire ou dans les colléges de l'Oratoire, mais à Paris on parle plus poliment. » M. Daunou répliqua dans le *Journal encyclopédique* par une lettre (1), suivie à distance de deux articles, et il y défendit son opinion contre l'écrivain de qualité en homme qui n'était ni du couvent ni du collége. La Harpe, qui professait en ces années au Lycée avec un éclat et une vogue dont la lecture de son cours ne saurait donner idée, se trouva saisi du procès comme grand-juge, et il s'en acquitta surabondamment (2). L'ouvrage du jeune oratorien fut cité et loué par lui en pleine chaire, honneur insigne et que nous voyons payé quarante ans après avec usure. M. Daunou fit paraître, en 1826, le travail le plus complet qu'on ait sur La Harpe, et dans lequel, sans rien taire des défauts, des légèretés et des palinodies, il insista sur les qualités durables. De plus, en tout temps, il sut combattre le déchaînement

(1) 15 août 1787.

(2) Voir, dans le *Cours de Littérature*, son article Boileau. — *L'Année littéraire* de 1787 (tome VIII, page 97) contient, au point de vue classique, un article très-sévère sur le discours de M. Daunou : on lui adresse quelques reproches fondés. Mais qu'était-ce que *l'Année littéraire* comme autorité, à cette date, en comparaison de La Harpe?

de Chénier contre les ridicules du célèbre critique, et il contribua utilement à réduire cette colère de son ami au frein de l'équité.

Ce succès de Nîmes et la discussion qui s'ensuivit donnèrent à M. Daunou, dans l'Oratoire, une grande réputation d'écrivain que venait confirmer au même moment un accessit remporté à l'académie de Berlin. Le sujet de cet autre concours était plutôt philosophique et de droit civil, *l'autorité des parents sur les enfants.* M. Daunou y préludait à son avenir de législateur, à la méthode qu'on le vit plus tard appliquer dans son livre des *Garanties individuelles.* Si j'osais rendre toute ma pensée, j'ajouterais aux justes éloges que mérite ce premier et déjà savant travail, que c'est d'un point serré, fin, d'un fil bien déduit et ingénieux sans doute, mais qu'on n'est point entièrement satisfait en finissant. La lumière ne circule point à travers les mailles de ce réseau. Chaque détail semble exact et clair, une certaine obscurité recouvre l'ensemble. Cela tient, je crois, à ce que l'auteur, toujours occupé à se circonscrire, ne s'élève à aucun de ces points de vue qui domineraient le sujet. Il voit net, mais il ne voit que de près; il s'interdit les horizons. Cette impression que j'essaie de rendre se reproduira plus d'une fois en lisant de lui certaines pages politiques et philosophiques; on aura à s'étonner, à regretter qu'un aussi excellent esprit ait ainsi contracté l'habitude de se restreindre. Sa pensée à quelque chose de trop *rentré.* La qualité littéraire et de diction y trouve sans doute son compte, et elle y gagnera sur plus d'un point en finesse de repli, en concision malicieuse.

On a relevé ce passage du discours de Berlin dans lequel le jeune auteur semble faire un retour secret sur la condition religieuse à laquelle il est lié; il s'agit de savoir jusqu'où s'étendra le pouvoir des parents sur les pactes de ceux qui sont en leur puissance : « Le plus cruel abus, écrit M. Daunou, c'est de forcer les enfants à des pactes, vœux ou mariages, auxquels leurs penchants répugnent. Lorsqu'on examina sérieusement si celui que *la dévotion de son père a fait moine* est tenu à ne point quitter ce genre de vie, l'ignorance et la superstition avaient effacé toute idée d'ordre et de justice (1). »

Quoi qu'il en soit de cette sorte d'allusion personnelle où il ne faut voir peut-être qu'un trait de hardiesse philosophique sans autre intention, M. Daunou ne saurait passer aucunement pour avoir été malheureux dans l'Oratoire. Au moment où la révolution éclata, une fièvre d'enthousiasme saisit toutes les jeunes têtes, fit battre tous les jeunes cœurs; on se dit qu'on allait trouver enfin la délivrance, et on s'imagina par conséquent que, la veille encore, on était nécessairement très-opprimé. On l'était bien légèrement au contraire, et il ne fallut point beaucoup de temps à M. Daunou pour le reconnaître. Ces mêmes années de Montmorency, qui lui semblaient peut-être un peu gênées lorsqu'il en prolongeait le cours, lui offrirent en s'éloignant, et lorsqu'il les revoyait du sein des orages, une sorte de perspective idéale de la paix abritée et du bonheur. Combien de fois, causant avec lui sur les conditions d'une existence heureuse, studieuse, socialement agréable et sérieuse à la fois, agitant en sa présence les diverses époques où l'on aurait aimé à vivre, il m'exprima son choix sans hésiter! Le cadre d'existence qui lui aurait le plus souri et auquel il serait revenu comme à son berceau eût été le XVIIIe siècle embrassé dans tout son cours, et trouvant son terme avant la révolution : on serait

(1) Il faut noter pourtant que les mots soulignés ici le sont chez M. Daunou également, et qu'il les donne à titre de citation connue : c'est de Rousseau, je crois.

né vers la fin de Louis XIV, on serait mort à la veille de 89; on aurait parcouru ainsi toute une carrière paisible, éclairée, avec des perspectives de civilisation indéfinies et croissantes qu'aucune catastrophe n'aurait désembellies. On aurait cru jusqu'à la dernière heure au bienfait ininterrompu des lumières, à l'excellence naturelle des hommes. Sans doute, dans ce libre vœu rétrospectif, M. Daunou ne songeait plus à se replacer tout à fait à l'Oratoire, mais n'importe; on ne parle point ainsi d'une époque où l'on aurait été décidément malheureux.

89, en éclatant, vint couper court à ce genre de vie modérément animé, le rendre impossible en même temps que le faire sembler insuffisant. Le dernier écrit purement littéraire que nous trouvions de M. Daunou à ce moment est une *épître* à Fléchier, imprimée dans le *Journal encyclopédique* (juin 1789). Ce sont les seuls vers que je connaisse de lui; ils ne semblent guère propres à démentir ce qu'on a dit des vers de certains autres prosateurs excellents (1). Si on se demande pourquoi cet hommage si particulier à Fléchier, on y peut voir plusieurs sortes d'à-propos et de convenances, soit relativement à l'académie de Nîmes qui avait couronné M. Daunou, et dont Fléchier était la grande gloire, soit dans le souvenir de la tolérance de Fléchier envers les protestants au moment où ceux-ci recouvraient leurs droits civils. Mais la plus réelle de ces convenances se trouve dans le talent même de l'auteur : M. Daunou écrivain va droit à Fléchier par goût, comme il est allé à Boileau; ils représentent à la fois pour lui le double modèle littéraire de ce judicieux et de cet ingénieux qu'il aime dans la pensée et dans l'expression.

« Un style grave, sérieux, scrupuleux, va fort loin, » dit La Bruyère; cela peut parfaitement s'appliquer au style de M. Daunou, si l'on n'oublie pas que, chez lui, le *châtié* et l'*orné* font constamment partie du scrupule, et que le Nicole (pour prendre des noms) s'y relève du Fléchier.

Dès le 4 septembre 89, on voit M. Daunou prononcer un discours sur le *patriotisme* dans l'église de l'Oratoire à Paris, durant le service funèbre que ce district faisait célébrer pour les morts du 14 juillet; quelques mots de ce discours se retrouvent exactement les mêmes que la dernière phrase d'une petite brochure

(1) M. Guérard indique encore deux autres pièces de vers insérées dans le même journal. M. Daunou n'avait point reçu de la nature ce qu'il faut pour dégager l'élément poétique proprement dit, pour saisir la poésie en tant qu'elle se sépare nettement de la prose, et qu'elle en est quelquefois le contraire : la poésie, comme il l'entendait, et comme l'entendaient presque tous ses contemporains, n'était que de la prose plus noble, plus harmonieuse, de la prose dans ses plus riches conditions. Voici le début de son épître :

Je ne viens pas, Fléchier, t'ennuyer de ta gloire.
Il suffit que la France adore ta mémoire;
Elle est juste envers toi, puisqu'elle te chérit :
Ton éloge en nos cœurs est assez bien écrit.
Naguère, de tes soins encor reconnaissante,
Nîmes se retraçait l'histoire attendrissante
Des bienfaits qu'un hiver (*de* 1709), dans nos fastes fameux,
Te vit verser jadis sur tant de malheureux.
D'un semblable fléau nous respirons à peine;
Mais on suit ton exemple, et la France est humaine.
A ton amour, Fléchier, notre siècle a des droits.
Tes vertus sont ses mœurs. Le plus juste des rois, etc.

C'en est assez pour juger du ton. M. Daunou avait alors vingt-huit ans.

anonyme intitulée *le Contrat social des Français,* et publiée le 23 juillet précédent; ce qui, indépendamment des autres preuves, achèverait d'indiquer que ce *Contrat* est bien de lui : « Quel touchant spectacle que celui qu'offrait un *peuple aimable* lorsqu'il faisait avec tant d'harmonie les premiers pas vers la liberté ! » Style du temps, on le voit ; les plus sages ne l'évitaient pas. Nous nous garderons de trop insister sur cette époque essentiellement transitoire de la vie de M. Daunou, dans laquelle ses paroles, si rapides et si empressées qu'il les fasse, sont encore devancées par les événements. Diverses brochures et articles de journaux, de sa façon, nous le présentent essayant de concilier le caractère sacré que lui et ses amis de l'Oratoire n'ont pas dépouillé, avec les circonstances sociales nouvelles ; il s'applique à démontrer que la constitution civile du clergé, telle que la veut l'Assemblée constituante, est sincèrement d'accord avec les principes de la foi catholique et avec les conditions de cette église, y compris la primauté du pape et la supériorité de la juridiction épiscopale. Est-ce un simple vœu qu'il exprime ? est-ce un conseil de prudence et d'accommodement qu'il propose à ses amis de l'Oratoire et du clergé ? ou bien, enfin, est-ce une conviction vraiment sérieuse qu'il espère de faire prévaloir? En ce dernier cas, on aurait lieu de trouver qu'il n'appréciait pas suffisamment les deux forces aux prises ni dans leur ensemble ni dans leur caractère; qu'en s'attachant à la stricte définition des termes, il ne tenait pas assez compte de l'esprit des choses ; qu'il méconnaissait le vieil établissement catholique d'une part, et de l'autre semblait ne pas voir la marée philosophique montante, qui, ayant suscité un moment cette première réforme, devait aussitôt la déborder. Je suis toujours tenté d'en vouloir, je l'avoue, à cette méthode logique, à celle de Condillac en particulier, qui faisait ainsi appareil et illusion, à force de clarté, devant des yeux si bien organisés d'ailleurs. On affectait d'abord de tout définir, de réduire le problème à ses termes les plus nets, les plus précis, identifiant les *idées* et leurs *signes,* afin de raisonner ensuite au pied de la lettre ; on simplifiait tout pour mieux résoudre, tandis que, dans la réalité, les choses vont se grossissant, se compliquant sans cesse par suite des passions, des intérêts, des intentions cachées. Il arrivait ainsi que la conclusion logique était en raison inverse du résultat que rendaient les événements, et qu'un coup d'œil plus étendu eût fait présager : cette conclusion si nettement déduite eût été triomphante, si les hommes eussent formé une classe de logique et de géométrie, une classe docile, et non pas un peuple.

Quoique ce défaut, qui tient à l'abus de la méthode dite d'*analyse,* n'ait pas laissé de restreindre, j'ose le croire, la portée de M. Daunou comme homme politique et public et comme philosophe, j'aime mieux pourtant ici, dans ses démonstrations en faveur de la constitution civile du clergé, ne voir qu'un simple vœu honorable et de convenance, un mode d'interprétation utile qu'il propose jusqu'à la dernière extrémité, sans trop espérer de le faire accepter, et en se consolant lui-même très-aisément d'avoir à marcher au delà. « Philosophes, s'écrie-t-il en » faisant sous le masque anonyme la leçon aux deux partis, philosophes, loin de » vous des procédés injustes ou des mesures imprudentes qui détacheraient de la » cause commune à tous les Français une classe de citoyens qui, après tout, a servi » cette cause en y attachant sa destinée ! Et vous, prêtres dociles à la loi, ne calomniez pas la philosophie; c'est de ce nom qu'on appelle le plus digne usage de » la raison de l'homme; c'est un nom sacré, ne le prononcez qu'avec respect; » le plus sûr moyen de discréditer vos doctrines religieuses et d'accélérer la chute

» de vos autels serait de renouveler le scandale de ces déclamations fanatiques » devenues si ridicules, depuis un demi-siècle, dans la bouche de vos prédécesseurs. Ah ! soyez plutôt les apôtres de la morale, les propagateurs du patriotisme, les prédicateurs et les modèles de la tolérance, et vous forcerez *longtemps* » *encore* les amis de la liberté de rendre hommage à l'utilité de votre ministère. » — Ce *longtemps encore* est significatif : l'oratorien de la veille ne voyait au mieux dans le christianisme qu'une forme temporaire et provisoire ; mais pouvait-il bien espérer de convaincre à ce raisonnement humain les croyants sincères, d'amener à ce rôle subalterne, à cette fonction d'adjoints-philosophes, les prêtres encore dignes de ce nom? Je tire ce passage d'une brochure anonyme de lui, publiée en 1792, lorsque déjà la conciliation était très-compromise ; on y recueille sa dernière parole aux approches du 10 août, et comme son dernier cri d'alarme. Cette brochure, qui a pour titre *Union et Confiance, ou Lettre à un émigré de mes amis,* est censée écrite par un aristocrate du dedans qui se félicite de toutes les brouilles survenues entre les diverses fractions du parti victorieux, et qui met en scène un conciliateur peu écouté ; c'est une manière indirecte de signaler aux amis de la révolution ce qui réjouit les adversaires et ce qu'il faut par conséquent éviter. Qu'arriverait-il en effet, s'écrie en finissant le faux aristocrate, qu'arriverait-il si ces coquins de révolutionnaires s'avisaient de s'entendre : « Quel horrible avenir, » monsieur le comte!... je n'achève pas ce tableau déchirant des périls qui vous » menacent, les angoisses d'un long exil, la honte du retour, et l'*horreur du* » *pardon.* » J'ai voulu noter ce dernier trait : ainsi, même au plus fort de l'attaque et dans son plus vif entrain de persiflage, M. Daunou, fidèle à ses sentiments humains, à ses principes d'équité miséricordieuse, ne conçoit pas l'ombre d'une réaction et d'une vengeance à exercer contre les ennemis de sa cause, et ce qu'il a de plus épouvantable à leur offrir en perspective, c'est l'*horreur* de se voir *pardonnés.* De tels traits rachètent bien, convenons-en, quelques déductions logiques un peu trop rigoureuses et quelques essais d'équilibre impraticables.

A le bien considérer, M. Daunou, dans ce court prélude de sa vie publique, se dessine déjà pour nous tel qu'il sera dans toute sa carrière. Même lorsqu'il se détache d'un passé désavoué, même lorsqu'il répudie le présent comme insupportable, remarquez-le bien, il ne rompt qu'à demi, il n'éclate pas. Ne lui demandez jamais ce coup d'œil décisif qui juge d'abord les situations d'alentour et qui les tranche ; il n'ose, il semble dans son scrupule traîner toujours quelque chose des précédents avec lui. Au fond, son opinion est bien prise, sa parole extérieure demeure voilée. Ainsi ailleurs nous le retrouverons en mainte circonstance, ferme et timoré, empêché et inébranlable. Sa conduite durant la Convention et sous le Directoire fait, seule, exception par des actes plus en dehors et constitue sa vraie jeunesse : « Et encore je crois pour mon compte, dit quelqu'un qui l'a beaucoup étudié » (M. Magnin), que la fermeté très-grande et très-réelle qu'il montra à cette époque, » était, comme le *Génie* de Socrate, une force toute d'arrêt et nullement d'impul- » sion. » Partout ailleurs, voyez-le, c'est évident : il rentre, il se recouvre, il se retire. Philosophe *in petto,* il ne juge pas, dès 89, qu'il soit temps de s'affranchir de sa robe et de faire comme Sièyes et ces autres abbés, philosophes dès le premier jour. Il garde de l'oratorien et du gallican dans les formes jusqu'en 92, de même qu'après le 18 brumaire et sous le régime impérial, il gardera du républicain de l'an III, sans rompre toutefois avec l'Empire ni s'en abstenir absolument comme le firent Révellière-Lépeaux, La Fayette, et autres opposants déclarés. Il commençait à se

résigner à 'Empire vers 1810, vers 1812, quand c'eût été plutôt le cas d'y renoncer. Ainsi sous la restauration, ainsi sous le régime de 1830; il subit beaucoup, résiste de côté et devance peu. On pourrait prendre, à chaque régime, des noms pour les opposer au sien et marquer en lui cette différence qui fait son originalité, sinon sa supériorité. C'est pourquoi le public ne s'est jamais accoutumé à personnifier en Daunou aucune grande situation, et nous n'avons à le classer en définitive qu'au premier rang des hommes distingués, quand d'autres, qui ne le valaient pas, ont paru des personnages supérieurs.

L'ancien oratorien et prêtre, l'homme d'étude et l'écrivain en lui, sauf de rares moments, sont toujours venus prendre en biais et tenir en arrêt l'homme politique.

Avant son entrée à la Convention, il convient de relever encore deux circonstances. Il fut l'auteur, le rédacteur du *Plan d'éducation* présenté à l'Assemblée nationale, en 1790, au nom des instituteurs publics de l'Oratoire (1); et depuis lors, dans les diverses assemblées où il siégea, on le verrait figurer invariablement comme membre ou rapporteur de presque tous les comités et commissions d'instruction publique : questions toujours graves, trop souvent stériles, parce que tous ces beaux plans et appareils d'organisation ne valent que ce que les font dans la pratique les maîtres eux-mêmes. Vers 1791 enfin, M. Daunou se mit à concourir pour le prix fondé par Raynal à l'académie de Lyon sur le sujet suivant : *Quelles vérités et quels sentiments importe-t-il le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur?* Il mérita le prix, et Napoléon Bonaparte, autre concurrent, et grand philanthrope comme on sait, aurait eu vraisemblablement l'accessit; mais les événements de 93 empêchèrent cette distribution publique et se chargèrent en même temps de répondre à la question de l'honnête académie en signes manifestes et foudroyants.

Entré à la Convention, M. Daunou inaugura dès les premiers jours sa vie publique par le plus bel acte qui l'honore, par son opinion et son vote dans le procès de Louis XVI. Les trois écrits ou discours consécutifs où il a consigné son avis attestent un sens judiciaire très-remarquable, une méthode excellente et rigoureuse qui, pour le coup, ne saurait, en pareil cas, déployer trop de précautions, trop de scrupules. Il distingue très-bien entre la conviction morale et historique qu'on peut avoir contre Louis XVI et la conviction judiciaire qu'on n'a pas établie ni acquise. On le voit suivre pied à pied la marche du procès, et à chaque moment il sait découvrir, il ose proposer le procédé le plus sage, le moins inique, le moins sujet aux conséquences subversives et déshonorantes pour la naissante morale républicaine. Ce coup d'œil historique rapide, cette prévision soudaine et lointaine

(1) Ce *Plan d'éducation* essuya des critiques, et il paraît qu'il fut surtout attaqué par une personne assez au fait de l'Oratoire et qui probablement en était ; M. Daunou répondit en quelques pages non signées avec une singulière vivacité : « Les oratoriens, dans leur » projet d'éducation, disent que *la morale de l'Évangile serait le chef-d'œuvre de l'esprit* » *humain, si elle en était l'ouvrage;* ils veulent que cette morale soit enseignée par tous » les instituteurs, et que dans chaque pensionnat il y ait un ecclésiastique chargé de rem- » plir les fonctions sacerdotales auprès des élèves... Savez-vous ce que conclut de là mon » libelliste dans son aristocratique impudeur? Il fait entendre que les auteurs de ce projet » d'éducation et leurs adhérents sont des *spinosistes* ou des *déistes* tout au moins. » Tout cela est très-bien raisonné, *condillaquement* parlant, *e pure*..... Le libelliste, comme on l'appelle, avait-il si grand tort?

que nous n'apercevons pas chez Daunou à d'autres instants de sa vie publique, le sentiment d'équité et d'humanité les lui communique ici et les lui suggère : il comprend aussitôt que de ce premier pas que va faire la Convention dépend tout son avenir et celui de la république qu'elle enfante. La république en France ne sera-t-elle qu'une arme révolutionnaire, ou sera-t-elle une forme possible et durable? Cette question, selon Daunou, se pose déjà dans ce premier vote solennel. Saint-Just, en opinant pour que Louis XVI fût jugé par la Convention, avait ajouté qu'après tout c'était là beaucoup moins un jugement qu'on demandait qu'une vengeance, un *combat*, une *expédition :* « Citoyens, répondait Daunou, la question » entre Saint-Just et moi se réduit précisément à savoir s'il faut juger Louis XVI, » ou *l'immoler comme César et d'autres tyrans.* Je n'opposerai peut-être à l'éner- » gique opinion de Saint-Just que des considérations timides, plutôt dictées par des » habitudes et par des craintes que par l'austérité de la philosophie républicaine » qu'il a seule interrogée. Je dirai cependant que César régnait quand des séna- » teurs l'immolèrent; qu'il ne suffit pas toujours qu'une vengeance ait été méritée » par la victime; que nous sommes accoutumés encore à vouloir qu'elle soit géné- » reuse; que ce genre d'*expédition* se revêt essentiellement d'un caractère révolu- » tionnaire, trop étranger aux circonstances dont nous sommes environnés (1); » que nous devons, non pas *à nous-mêmes,* mais à l'intérêt national, quelque *atten-* » *tion,* du moins, *à ce que l'on dira de nous;* que l'opinion des peuples, et surtout » de nos propres concitoyens, sur le mode du jugement de Louis, pourra n'être » pas indifférente au succès de nos autres travaux politiques; qu'enfin, selon des » maximes qui peuvent bien mériter quelque examen, mais dont la fausseté n'est » pas démontrée encore, il sera plus digne de la Convention nationale d'accuser » un conspirateur que de *faire la guerre* à un ci-devant tyran, isolé, désarmé et » prisonnier. »

Et ensuite, lorsque la Convention se fut constituée juge : « Vous avez trouvé le » moyen d'attacher au sort d'un seul homme les destinées de la nation et les espé- » rances du genre humain. Croyez que, dans une délibération pareille, une Con- » vention nationale ne pourrait sembler injuste et trompée qu'aux dépens du salut » public; car il ne vous suffirait pas d'être sages, vous devez encore le paraître. » *Votre réputation est le premier besoin de la patrie.* »

Le style de Daunou, en cette occasion solennelle, ne se borne pas à être exact, pressé et châtié, ce qu'il est toujours; il s'élève, se dilate par instants, revêt des expressions plus hardies et même pittoresques, qu'il ne retrouvera jamais. Un peu de néologisme s'y mêle, assez justifié certes et motivé par l'inusité et le monstrueux des circonstances. Rappelons une bien belle page :

« Que l'enthousiasme soit quelquefois accusateur, du moins ne faut-il jamais » qu'il soit juge, et il est affreux qu'il prononce des arrêts de mort. De tels arrêts » outragent la nature : ils ne peuvent honorer que le crime lui-même qui les su- » birait. Je me défie de l'enthousiasme, lors même qu'il s'allie à des vertus douces » et qu'il provoque des actions généreuses; mais l'enthousiasme qui condamne » est toujours férocité, et ce n'est qu'à l'équité froide, à la raison tranquille et » calculante qu'est réservé le droit de punir. Ces vérités paraîtront communes,

(1) Dans les moments les plus orageux d'alors, on se piquait de dire que la révolution était close, qu'on tenait le définitif : Daunou s'empare ici de la fiction *parlementaire* régnante, dans l'intérêt de son raisonnement.

» mais elles sont à l'ordre du jour, et, parmi les grands intérêts auxquels je crois » qu'elles se rattachent, il en est un qui méritera l'attention des législateurs, c'est » qu'il ne faut pas dénaturer le caractère national, il ne faut pas *ensauvager* les » mœurs d'un peuple qui a été jusqu'ici doux, juste, humain, sensible, et qui, sous » ce rapport, est sans doute fort bien comme il est. La sévérité d'un républicain » n'est pas la barbarie d'un cannibale fanatique... Il ne faut point appeler *hauteur* » *de la révolution* ce qui ne serait que la région des vautours : restons dans l'at- » mosphère de l'humanité et de la justice. »

Et ailleurs, après une description un peu idéale de ce que c'est que ce *peuple* tant invoqué : « Quant aux factions plus ou moins obscures, plus ou moins intri- » gantes, plus ou moins impuissantes, quant aux agrégations partielles qui agitent, » qui divisent, qui assassinent, et que l'on s'obstine à nommer le peuple, elles ne » sont pas plus le peuple que les marais ne sont la nature et que les reptiles ne » sont l'univers. »

Ce style de Daunou, si contenu d'ordinaire, si en garde contre les trop fortes images, s'élève donc involontairement en ces heures violentes et paraît comme porté un moment par le souffle des grandes tempêtes. On noterait d'autres modes d'expressions concises, bien frappées, et qui lui sont restées plus familières ; ainsi : « Je ne puis, disait-il, attacher aucun sens à ces mots *pouvoir révolutionnaire,* et la Convention ne saurait prendre, à mon avis, une idée plus fausse et *plus égarante* de son caractère et de sa puissance. » Et en parlant de Louis XVI, par manière de concession : « Je dirais (si j'écrivais son histoire) qu'il combattit la révolution selon l'oblique et *expectante* malice de son cœur. » La concession peut sembler un peu forte, mais l'expression, l'alliance de mots est énergique et neuve. Et encore, faisant pressentir les effets désastreux d'une condamnation par vengeance : « Voilà, disait-il, comment naîtront la pitié, le regret, la terreur, les accusations contre la Convention nationale, et tous les éléments de trouble, de haine et de discorde, dont les aristocrates, les royalistes, les anarchistes, les intrigants et les ambitieux, et tous vos ennemis intérieurs, et tous les tyrans étrangers, vont s'emparer de toutes parts avec la plus *meurtrière* émulation. »

On trouvera peut-être que je fais là de la rhétorique en bien grave matière, et que je relève et souligne des mots dans la situation où ils échappaient le moins littérairement ; mais Daunou pesait tous les siens aussi soigneusement à la Convention, lorsqu'il réclamait justice pour Louis XVI, que lorsque, devant l'académie de Nîmes, il célébrait l'influence de Boileau. Et je me souviens toujours que lui-même il aimait à citer, comme exemple d'*atticisme*, une certaine petite phrase d'un discours de Ducos à la Convention, petite phrase qu'il fallait certes beaucoup de goût et une extrême vigilance littéraire pour avoir saisie au passage et retenue.

Daunou, à la Convention et dans les diverses assemblées dont il fit partie, comme dans son enseignement public, n'improvisait pas ; il écrivait toujours et récitait avec nombre. Il y a plus, il croyait peu à l'improvisation chez les autres, et n'estimait guère que le discours écrit. Il se méfiait de la parole vivante. Cela tenait chez lui à tout un ensemble de jugements et d'habitudes dont nous retrouverons le pli en mille sens, et ce n'était qu'un cas particulier de la préférence déclarée ou même de l'estime exclusive qu'il accordait en toutes choses à la méthode, à la précision, à la perfection de diction au préjudice de l'esprit d'enthousiasme et de saillie. Il calomniait même l'improvisation, et ne voyait pas qu'en allant en

gros au plus pressé, le bon sens trouve souvent son compte; il pensait que l'improvisation et le peu de précision qu'elle entraîne d'ordinaire avaient contribué à tout perdre dans les assemblées publiques; il aurait voulu qu'on pût être astreint, à la tribune, à se servir d'une sorte de langage analytique, algébrique, où l'expression ne dépassât jamais l'idée : chimère de Condorcet! L'homme de cabinet et l'écrivain, chez Daunou, mettaient donc toujours le cachet à l'orateur, et parfois le scellé. Cours public et discours politique, il rédigeait le tout comme un rapport, il couvrait des pages entières d'une écriture serrée, minutieuse, distincte, des pages écrites jusqu'au bord, sans marge, et pleines comme sa vie.

Après son grand acte du vote dans le procès de Louis XVI, et avant les jours de proscription, Daunou prit part encore aux débats sur la constitution de 93, et il publia, contradictoirement au plan d'éducation nationale de Robespierre, un *Essai sur l'instruction publique.* Comme nous ne prétendons nullement donner ici une biographie complète, nous pourrions nous taire sur ces divers *contre-projets* de Daunou, ou nous borner à en louer la sagesse, du moins la sagesse *relative;* mais il y a lieu d'en tirer quelques vues directes pour l'étude de l'homme et de l'écrivain. En faisant la part de ce qui pourrait être concessions et en y cherchant les seules convictions, celles-ci apparaissent assez à nu : on y saisit au vif ce que Daunou est bien radicalement, à savoir, le disciple de Siéyes et de Condorcet, le sectateur et l'organe des méthodes dernières qu'avait produites le XVIII[e] siècle, et dont ce siècle, soi-disant sans foi, était finalement idolâtre, pour ne pas dire esclave. S'agit-il de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, peu s'en faut que Daunou n'attribue bon nombre des maux qui ont éclaté depuis 89 au manque de méthode et de précision qui s'est glissé dans la déclaration première : « Tous » ceux qui avaient en France l'instinct de l'aristocratie, dit-il, sentirent le danger » d'un travail de ce caractère, et, saisissant avec trop de sagacité le plus infaillible » moyen d'en dégrader l'exécution et d'en énerver l'influence, ils donnèrent aux » méditations du patriotisme les noms décriés de métaphysique et de spéculations » abstraites; bien sûrs qu'il n'en faudrait pas davantage pour armer contre toute » recherche un peu profonde, contre toute analyse un peu austère, l'impatient » orgueil des esprits légers et le despotisme de l'inattention. Les projets les plus » fortement conçus, spécialement celui de Siéyes, furent écartés sans examen, et » la première injure que le peuple français reçut de ses mandataires, fut d'être » regardé par eux comme incapable de recevoir une instruction solide et d'en- » tendre le langage de la raison. On rédigea dix-sept articles dont l'incohérence, » l'ambiguïté, l'imprécision, préludèrent à l'injustice et à la faiblesse des lois, aux » humiliations constitutionnelles du peuple et à nos longues calamités. » Mais, pour atteindre le vrai en fait de déclaration des droits, que faut-il donc, selon Daunou, et de quelle manière procéder? Et notez que cette méthode que Daunou va énoncer s'applique à toute autre étude morale, qu'il l'étendra plus tard à l'enseignement de l'histoire, qu'il la préconisera en toute occasion, qu'il y restera opiniâtrément fidèle jusqu'au dernier jour; c'était sa religion à lui : « Je juge, » dit-il, de la déclaration des droits comme d'un livre élémentaire, et j'y suis bien » autorisé sans doute, puisqu'elle en sera réellement un... Or, si nous voulons im- » primer une marche plus sûre à l'esprit humain, je pense que les nouveaux livres » élémentaires devront différer des anciens beaucoup plus encore par la méthode » que par les objets : il ne faudra point qu'ils aient pour base des définitions » scientifiques, des divisions abstraites ou des principes généraux, mais des *sen-*

» *sations pures ou les comparaisons d'idées qui se rattachent le plus immédiatement*
» *à de pures sensations.* Enseigner, ce n'est pas dicter ce qu'il faut croire, c'est
» faire observer ce qui a été senti, ce n'est pas inculquer des opinions tradition-
» nelles, ce n'est pas même révéler à un élève les résultats des recherches que l'on
» a faites avant lui, c'est le diriger lui-même dans ces recherches et le conduire à
» ces résultats. La synthèse est le despotisme de l'enseignement; elle maîtrise
» ceux qu'elle instruit, et l'erreur est toujours à côté d'elle comme à côté de toutes
» les tyrannies. L'analyse, au contraire, n'exigeant d'autre docilité que l'atten-
» tion, etc. » Suivent des éloges desquels il résulterait vraiment que la clef universelle est trouvée, et dont on rencontrerait l'écho monotone, sinon la rédaction aussi parfaite, dans toutes les préfaces et dans tous les programmes d'alors. Nous touchons là du doigt la grande erreur et l'illusion philosophique de la fin du XVIII[e] siècle. Nous n'en voudrions d'autre preuve que ce qui en est sorti d'effets en plus d'un genre. Qu'il puisse y avoir beaucoup de vrai dans ces prescriptions d'analyse, Joseph de Maistre n'a pas assez d'éclats de voix ni de sifflets pour le nier; nous dirons simplement que l'erreur est d'y mettre tout, de croire que la méthode crée l'esprit et que le mot garantit l'idée, de passer le niveau sur les facultés humaines et d'en supprimer le jet naturel, de méconnaître, non pas seulement ce que le génie, mais ce que le bon sens apporte volontiers de libre et de vif avec lui. C'est assez indiquer ce que chacun sent, car nous ne péchons point par un tel genre d'excès aujourd'hui.

Judicieux esprit qui n'avait nul besoin d'exagérer l'instrument prétendu infaillible, Daunou n'a jamais cru pouvoir s'en passer; il en a dissimulé du moins plus d'une fois les inconvénients, varié l'emploi et dirigé les applications aux plus justes objets. « Il est maître en fait de méthodes, » a dit M. Mignet. Cet esprit d'ordonnance et de classification, il le porte en toutes choses, dans la création de l'Institut dont il est l'un des fondateurs, plus tard dans les bibliothèques qu'il administre, dans les Archives qu'il organise. Ainsi, dans l'ordre des études et des idées : on pourrait dire qu'héritier fidèle, et en un sens héritier pieux des richesses d'un siècle dont il égalait presque la tâche à celle de l'esprit humain, il aima mieux classer que renouveler.

Comme écrivain, un inconvénient se marque toutefois. Sa plume excellente et correcte, et de plus si faite pour les délicatesses, pour les finesses de l'art d'écrire, s'empêche par instants tout d'un coup, s'appesantit et s'attarde dans ces prescriptions méthodiques qui reviennent plus qu'il ne faudrait. Elle redit, elle prolonge, elle ne parvient pas à recouvrir ce qu'il est impossible de fertiliser. En un mot, une barrière assez marquée sépare à certaines pages le classique Daunou des grands et parfaits écrivains du XVII[e] siècle, je veux dire ce culte sans cesse proclamé de l'*analyse* et tout ce qu'il suppose avec lui.

Pour revenir à ses travaux de la Convention en cette année 93, il dira, par exemple, en parlant du vaste bouillonnement de passions qui ne doit pas déconcerter le législateur, « qu'il faut que celui-ci *fasse, en quelque sorte, un cours ex-*
» *périmental de l'immoralité publique;* que, dans un temps calme, les éléments
» divers de la société *ne donnent à la philosophie elle-même que des sensations*
» *trop obscures,* et l'on a besoin, ajoute-t-il, d'en recevoir de vives pour acquérir
» sur ces éléments, sur leur nature, sur leurs mouvements, sur leurs propensions,
» la connaissance qui est strictement nécessaire à celui qui veut les combiner. Je
» conclus que c'est *avec tout le courage de l'espérance, mais avec toute l'attention*

» *de l'analyse,* que la Convention nationale doit faire une constitution.... » Ces termes de *sensation*, d'*expérience* et d'*analyse*, ces traces de Condillac et de Lavoisier reparaissent perpétuellement : ils sont là à l'état d'éruption, si l'on veut ; mais le style en resta gravé.

Son *Essai sur l'instruction publique* de cette même date (juillet 93) contient une singularité caractéristique et piquante. Il s'agit d'un détail d'enseignement, d'un détail minime en apparence, « mais que je crois, disait Daunou, d'un intérêt suprême pour le progrès de la raison publique, et par conséquent aussi pour le perfectionnement de l'organisation sociale. » Qu'est-ce donc ? Il s'agit de la manière d'*apprendre à lire* aux enfants. Je ne saurais abréger cette page curieuse. « Cet enseignement, dit-il, quoiqu'il ait subi quelques réformes, doit demeurer » essentiellement vicieux tant que l'épellation donnera des sons élémentaires tout » à fait étrangers au son total ou syllabique (1). Observez bien ce qui se passe » dans les premières leçons de lecture que vous donnez à un enfant. Vous avez à » l'instruire des conventions les plus bizarres dont les hommes se soient avisés, » et à peine encore avez-vous le moyen de lui faire entendre que ce sont là de » pures conventions. Si, comme il arrive presque toujours et comme il doit arriver » en effet, si votre élève attache quelque caractère de sagesse et de vérité naturelle à ce que vous lui enseignez, votre élève n'apprend à lire qu'en désapprenant à penser ; et certes il a trop à perdre dans cet échange. Notre alphabet est » le premier *symbole de foi* que les enfants reçoivent, et après lequel ils embrasseront tous les autres, car il n'y en aura point de plus absurde que celui-là. C'est, » j'ose n'en douter aucunement, c'est l'épellation actuelle qui donne le premier » faux pli à la pensée, qui transporte les esprits loin du sentier de l'analyse, et » qui met l'habitude de croire à la place de la raison. J'invoque donc une réforme » d'un plus grand caractère que celles qui ont été introduites jusqu'ici dans l'enseignement de la lecture. Je réclame, comme un moyen de raison publique, le » changement de l'orthographe nationale, et je ne crois pas cette proposition indigne d'être adressée à des législateurs qui compteront pour quelque chose le » progrès, ou plutôt, si je puis m'exprimer ainsi, la santé de l'esprit humain. » Et il continue d'expliquer parfaitement la réforme proposée, et dont quelques portions ont prévalu, m'assure-t-on, dans l'*abécédaire* d'aujourd'hui. Il paraît qu'on apprend mieux à lire aux enfants qu'autrefois. Mais n'était-ce pas, je le demande, s'exagérer fabuleusement l'influence des méthodes ? N'était-ce pas recommencer à la lettre un *symbole de foi* en même temps qu'on rejetait tous les autres avec horreur ? Qu'on y voie du moins combien Daunou était radicalement de son siècle, et, sous ses airs timides, aussi rénovateur que Condorcet.

Ceux qui ne l'ont vu et connu que comme académicien des Inscriptions et dans ses travaux littéraires des dernières années ont pu goûter ses meilleurs fruits et les mieux élaborés à notre usage, mais l'arbre tout entier, le tronc, les racines sont là-bas.

Dans les premiers jours d'octobre 93, décrété d'arrestation avec les soixante-treize députés signataires de la protestation contre les événements des 31 mai et 2 juin, Daunou entrait dans les cachots pour n'en sortir qu'en octobre 94, après un an révolu. Transféré successivement dans diverses maisons, et finalement à Port-Royal de Paris, qu'on appelait Port-*Libre*, il supporta cette terrible année

(1) Ainsi, pour lire AUX, on fait prononcer aux enfants *a, u, icse,* ô. Assez d'un exemple.

avec la constance du sage, prompt à ressaisir des heures pour l'étude, et comme s'il n'avait fait presque que retrouver un cloître plus étroit. Ses compagnons de captivité en ont tous parlé en ces termes. Il lisait Tacite seul, il relut tout Juvénal avec Dusaulx, aux moments où celui-ci (grand joueur et qui avait écrit contre la passion du jeu) ne jouait pas au bouchon avec le marquis de.... Mercier, autre incorrigible, ancien adversaire de Daunou sur Boileau, maintenant son compagnon d'infortune, ne le faisait plus que sourire. L'égalité d'âme était complète. Il profita de ce loisir pour étudier les éléments de géométrie avec suite; il composa même alors une grammaire générale qu'il écrivit sur des cartes. Cependant le 9 thermidor avait sonné, et la prison ne se rouvrait pas; les douze représentants du peuple détenus à Port-Libre adressèrent à la Convention une réclamation énergique que Daunou rédigea; il y a de l'éloquence : « Si l'anarchie et la tyrannie *ont rassemblé dans* » *le cercle étroit d'une année plus de forfaits et de désastres que l'histoire des cala-* » *mités du genre humain n'en avait dispersé jusqu'ici dans l'espace de plusieurs* » *siècles;* si nous avons prévu et cherché à prévenir les malheurs du peuple dont » nous sommes les représentants, pourquoi et de quel droit nous retient-on dans » les fers? » Et arrivant à l'accusation de *fédéralisme,* dont ils sont victimes, celui qui vient de flétrir les bourreaux retrouve ses anathèmes de grammairien-idéologue contre les expressions mal définies : « Les tyrans ont eu constamment recours à » certaines dénominations odieuses, à de *vains noms* qui, *répétés sans cesse et* » *jamais expliqués,* semblaient désigner de grands crimes et n'étaient réellement » que les mots d'ordre des assassinats. La funeste puissance de ces *expressions* » *magiques* est un vieux secret d'oppression.... » L'éditeur de Boileau trouvera plus tard des flétrissures presque aussi vives pour caractériser les conséquences désastreuses qu'il attribuait à une littérature *vague* et *indéfinissable :* toujours le même pli.

Cette adresse remit en mémoire à la Convention le nom de Daunou et rappela ses titres acquis; dès les premiers jours de sa rentrée, il prit un rang, une consistance politique qu'il n'avait pas eu le temps d'établir jusqu'alors, et qu'il soutint pendant toute la durée du Directoire. On peut dire que depuis le moment de sa rentrée jusqu'au 18 brumaire, il n'est pas, dans les annales civiles et parlementaires de ce temps-là, un rôle plus honorable, plus pur, plus considérable même, que celui de Daunou. S'il n'eut pas son jour comme Boissy-d'Anglas, il eut son *tous les jours,* ce qui n'est pas moins difficile. Victime de la veille, il rentre avec l'âme calme et déterminée à la justice, c'est-à-dire, après de telles horreurs, à la clémence. Quoique sa vertu se tienne plutôt d'ordinaire dans les lignes strictes de l'équité, de la probité, et que le mot de grandeur semble jurer avec lui, il offre, dans ces moments d'après thermidor, une sorte de grandeur morale par cette tenue si ferme et si simple en des circonstances de toutes parts si émues. Également opposé aux excès de vengeance et de réaction contre la *queue* encore menaçante de Robespierre, aux excès de prévention et de rigueur contre les factions nouvelles qui se lèvent au nom de l'ordre, il maintient la doctrine républicaine dans son antique droiture et dans une mesure inaccoutumée, il contribue au salut de la Convention en vendémiaire, et n'aspire qu'au régime des lois. Principal rédacteur et conseiller de la constitution de l'an III, il mérite que ceux même qui s'en servent pour la combattre, et que fructidor ira frapper, disent de lui, par exception : « Daunou, du moins, est avec les *honnêtes gens.* » Retracer sa biographie complète en ces années, ce serait repasser toute l'histoire; elle le montrerait le rapporteur

obligé, le promoteur de presque toutes les bonnes mesures, l'orateur officiel, irréprochable, qu'on aimait à présenter aux amis comme aux ennemis dans les grandes et belles circonstances. Il faut choisir : nous nous bornerons à le prendre à deux ou trois moments qui nous le peindront.

Parmi les opinions arrêtées de Daunou qui en avait tant, on n'en aurait pas trouvé de plus fixe et de plus justifiable assurément que celle qu'il s'était formée de la Terreur, des principaux personnages qui y figurent, et particulièrement de Robespierre. Ce n'était point parce qu'il avait été victime qu'il jugeait ainsi : il savait établir la différence entre les hommes d'alors, faire la part de la lâcheté, de l'ineptie, du fanatisme ; mais sur Robespierre il était curieux et inexorable à entendre ; le burin de Tacite, pour un instant, avait passé en ses mains. Dans un journal de Mercier, *les Annales patriotiques et littéraires*, Daunou rédigeait le compte rendu (anonyme) des séances de la Convention. Or, voici en quels termes dignes de mémoire il s'exprimait le 18 nivôse an III (7 janvier 1795), à l'occasion du rapport fait par Courtois au nom de la commission chargée d'examiner les papiers de Robespierre : « Un tempérament bilieux, écrivait Daunou, un esprit » étroit, une âme jalouse, un caractère opiniâtre, avaient prédestiné Robespierre » à de grands crimes. Ses succès de quatre années, surprenants sans doute au » premier aspect, et lorsqu'on ne les compare qu'à la médiocrité de ses moyens, » ont été les effets naturels de ses haines meurtrières, de ses jalousies profondes et » ferventes. Il eut, à un degré suprême, le talent de haïr et la volonté de maîtriser. » Il voulut être tyran, bien plus ardemment que la plupart des hommes ne savent » vouloir être libres, et cette volonté vive, inflexible, toujours agissante, a tenu » lieu de génie à bien d'autres oppresseurs de l'humanité..... » Je suis forcé, à mon grand regret, d'abréger cette page pour laquelle j'ai presque à demander pardon aux *néo-terroristes* d'aujourd'hui ; mais voici l'adoucissement : « Quelque affreux » que soit Robespierre, d'après le portrait que nous en avons tracé, continue Daunou, Courtois a fait de ce personnage un portrait beaucoup plus horrible encore, » et s'est attaché surtout à lui contester toute espèce de talent. Nous convenons » que Robespierre n'a été ni un philosophe, ni un législateur, ni un éloquent écrivain, ni même un orateur supportable : il avait infiniment peu de connaissances, » et il était d'ailleurs trop occupé à haïr pour avoir le temps de penser. Nul talent » ne lui manqua davantage que celui d'improviser : si l'on excepte une ou deux » occasions où il fut assez heureusement inspiré par ses affections vindicatives, » tout ce qu'il a dit sans préparation n'a été que le plus insensé verbiage que l'on » ait entendu sur la terre, depuis que des paroles et des phrases y sont proférées » par des hommes et par des oiseaux : personne, autant que lui, n'a contribué à » effacer parmi nous jusqu'à l'idée de la véritable éloquence des tribunes. A l'égard » de ses écrits, nous croyons qu'ils n'ont mérité ni les adulations que leur prodiguait Desmoulins, ni tout le mépris dont Courtois s'est efforcé de les couvrir. » L'art d'écrire est peut-être celui dont Robespierre eût le plus approché s'il l'eût » cultivé davantage ; c'est le seul où il ait paru faire quelque progrès. L'on ne peut » nier, à ce qu'il nous semble, qu'il n'ait quelquefois donné aux idées d'autrui des » formes tout à fait tolérables, et que dans ses derniers discours, par exemple dans » celui sur l'Être suprême, on ne rencontre du moins, au milieu de beaucoup » d'inepties, certains traits, peut-être même certaines pages qui ne sont pas très- » loin du talent. Courtois a cité en preuve de la médiocrité de Robespierre les » corrections nombreuses, les ratures multipliées dont il surchargeait ses manu-

» scrits : cette preuve, nous devons l'avouer, nous a paru bien étrange ; nous » aurions pensé, au contraire, que Robespierre ne savait point assez effacer. »

Remarquez la tendance naturelle de Daunou, et cette appréciation littéraire finale qui est là comme pour mettre le sceau. L'écrivain en Robespierre avait fini pourtant par le fléchir un peu (1). On a d'autres pages de lui sur les souvenirs de ces temps, les deux premiers chapitres d'une histoire de la Convention ; il est profondément regrettable qu'il ne l'ait pas menée à fin. Cette histoire-là est au moins à mettre sur la même ligne que celles de l'Oratoire ou de Boulogne-sur-Mer, qu'il regrettait de n'avoir pas retracées. On ne conçoit pas qu'un homme aussi laborieux que Daunou, et qui savait si bien que le style seul fait vivre, n'ait pas exécuté un tel projet une fois entrepris ; mais, sans parler du découragement qui s'empara de lui à un certain jour, il n'avait pas non plus le sentiment de l'art en grand, l'idée passionnée de l'œuvre, de l'œuvre individuelle et originale, du monument. L'étude et des articles bien faits, enfouis dans de gros recueils, suffisaient à son soin modeste ; il y avait à cet égard du bénédictin en lui.

Le bénédictin aussi avait des jours de soleil. Le rôle de Daunou à l'Institut, dès l'origine et lors de la formation, fut des plus marquants ; son nom sans faste n'échappa point aux honneurs du frontispice : c'est lui qu'on chargea de prononcer le discours d'ouverture à la première séance publique, à celle d'installation (4 avril 1796). Il s'y montra tout à fait à la hauteur de sa mission et parla comme le pouvait faire le premier élève politique et philosophique de Siéyes et de Condorcet, et plus littéraire que tous deux, plus maître en l'art d'écrire, véritable secrétaire perpétuel et comme rédacteur testamentaire du XVIII[e] siècle finissant. Dans ce grave discours encyclopédique, un certain souffle d'espérance circule : « Les orages mêmes que nous venons de traverser, ce vaste ébranlement, ces » désastres dont le souvenir doit être interdit à la vengeance, et ne doit pas être » perdu pour l'instruction, deviendront sans doute aussi une grande époque dans » l'histoire de l'esprit humain. » L'enthousiasme n'y est plus retranché, proscrit, comme nous l'avons vu en d'autres endroits de Daunou ; il dit de la philosophie, en indiquant ses relations et son alliance avec les beaux-arts : « Elle sentira tout » le prix de l'enthousiasme qu'ils propagent et sans lequel il ne s'est opéré rien » d'utile et de grand sur la terre. Si, dans les sciences même les plus sévères, au» cune vérité n'est éclose du génie des Archimède et des Newton sans une émotion » poétique et je ne sais quel frémissement de la nature intelligente, comment, sans

(1) Et qu'on me permette d'ajouter encore le jugement qu'il porte de Saint-Just ; il est de ces choses qui, une fois dites, ne se retrouvent pas, et l'article de Daunou d'ailleurs serait matériellement introuvable : « Courtois a tracé ensuite les portraits de Saint-Just et » de Couthon ; le premier, froidement cruel, homicide par caractère, n'avait pas eu besoin » (comme Robespierre) d'être humilié pour être méchant. Il y a une disposition sentimen» tale qui nous fait compâtir aux infortunes des autres hommes et nous empêche au moins » de leur nuire sans intérêt pour nous-mêmes ; cette disposition n'existait point dans » Saint-Just ; cette fibre était déjà paralysée chez lui à vingt-six ans. On ne trouve dans » ses écrits aucune trace de sensibilité ; ils en sont plus dépourvus encore que ceux même » de Robespierre, auxquels ils sont très-supérieurs sous les autres rapports ; car, si l'on » veut être sincère, il faut avouer aussi que Saint-Just n'était point sans talents, et qu'il » apercevait quelquefois, avec une précision assez forte, sinon l'ensemble de l'organisation » sociale, du moins quelques-unes des relations qui existent entre les éléments dont elle » se compose. Pour Couthon, il mérita tous les mépris : il est indigne de tout souvenir... »

» le bienfait de l'enthousiasme, les vérités morales saisiraient-elles le cœur des » humains? Comment circuleraient-elles privées de ce véhicule; comment, dénuées » de cette chaleur animatrice, pourraient-elles, au sein d'un grand peuple, se » transformer en des sentiments, en des habitudes, en des mœurs, en un carac- » tère? Que deviendraient tant de maximes sociales, tant de généralités abstraites, » si les beaux-arts ne s'en emparaient pas pour les replonger dans la nature sen- » sible, les rattacher aux sensations d'où elles dérivent, et leur redonner ainsi des » couleurs et de la puissance? » Les *sensations* se retrouvent là pour fixer la date et signer la théorie, mais le mouvement est juste et beau.

Deux ans après, le 18 septembre 1798 (fin de l'an VI), Daunou, président du Conseil des cinq-cents, répondait au nom de l'assemblée à une députation de l'Institut qui venait à la barre rendre compte de ses travaux pendant l'année; il exhortait l'illustre corps à *la propagation des idées et des sentiments qui conviennent le plus aux hommes libres,* et laissait échapper cette parole tant contestée : « Il n'y a point de philosophie sans patriotisme, il n'y a de génie que dans une âme républicaine! »

Si c'est un vœu que Daunou entendait exprimer, à la bonne heure! Si c'est un fait et un jugement, comme on aurait droit de l'attendre d'un écrivain si précis, son désir assurément ici l'abusait; cet axiome-là n'est ni plus vrai ni plus faux que celui qu'il énonçait ailleurs, que la vérité est toujours du côté de l'analyse, et l'erreur du côté de la synthèse. Approchait-il davantage de la vérité, lorsque, dans son *Cours d'Études historiques,* il disait avec plus de réserve : « A fort peu d'exceptions près, les noms honorables dans l'histoire des lettres le sont aussi dans celles des mœurs privées et publiques; les plus grands écrivains sont à compter au nombre des meilleurs hommes de leurs siècles? » — Mais, ce qu'il nous importait de noter, nous retrouvons dans ces élans, dans ces éclats imprévus de l'an VI, un Daunou auquel nous sommes moins accoutumés.

Quelque temps auparavant, le 10 vendémiaire an VI (1er octobre 1797), il avait prononcé, en plein Champ-de-Mars, l'oraison funèbre de Hoche. Ce jour-là, par un beau soleil d'automne, le Directoire en grand costume, Révellière-Lépeaux en tête, sortit à pied de l'École militaire, précédé de tous les ministres, grands fonctionnaires, et des principaux corps de l'état; chaque membre du cortége tenait à la main une branche de laurier ou de chêne. Puis, sur l'autel de la patrie, qu'entouraient des groupes de peupliers et des *candélabres supportant des cassolettes fumantes d'encens,* aux pieds de la statue de la liberté, le Directoire ayant pris séance, Révellière-Lépeaux célébra le héros dans un discours plein de bons sentiments et de déclamations théo-philanthropiques. Lorsqu'il eut fini au milieu des sanglots, et que, comme intermède, quarante jeunes élèves du Conservatoire, *vêtues de blanc, les cheveux ornés de bandelettes et portant des écharpes de crêpe,* eurent chanté, autour du mausolée, une strophe de l'hymne de Chénier mise en musique par Cherubini; après que ces jeunes élèves, deux à deux, *d'une main tremblante et en détournant leurs regards où se peignaient l'attendrissement et la douleur,* furent venues déposer leurs branches de laurier aux pieds de l'effigie du mort (1); en ce moment solennel, le citoyen Daunou, membre de l'Institut national, et chargé par lui de faire le panégyrique du héros, s'avança, tenant à la main

(1) Le procès-verbal officiel ajoute à cet endroit : « Une d'elles, *succombant à l'oppression du sentiment,* s'évanouit et tombe dans les bras de ses compagnes. »

aussi sa branche de laurier, et parla sur les degrés du mausolée : « ... Oui, nous » la conserverons, la République, s'écriait-il en finissant, nous la conserverons, » pour qu'elle soit le temple de ta mémoire, l'asile de ton vertueux père, et la » gloire de tous les guerriers qui l'ont défendue comme toi. Nous repousserons la » Terreur qui t'opprima, comme le royalisme qui te proscrivit, et nous maintien- » drons cette Constitution de l'an III, qui fut le constant objet de ton dévouement, » de tes vœux, de tes espérances; nous saurons, à ton exemple, résister aux fac- » tions, braver les périls, et ne connaître sur la terre d'autres puissances irrésis- » tibles que celles devant qui seulement a pu fléchir ton âme républicaine: la loi, » la vertu, la nécessité et la mort. »

Daunou me paraît représenter très-bien l'éloquence d'alors, celle de l'an III dans son meilleur ton, caractère romain, style latin *(Conciones)*, marche un peu lourde, très-grave du moins, ferme, nombreuse, un rare éclat, mais qui frappe d'autant plus, un air stoïque : des Latins, si l'on veut, qui ont eu leur Condillac, mais qui sont d'un bon siècle encore. Lorsque, plus tard, le Consulat se lèvera dans sa gloire, quand le génie du XVIIe siècle reparaîtra de loin sur l'horizon, et que l'éloquence, comme le ciel, s'éclairera, on aura l'Éloge de Washington et Fontanes.

Une question inévitable se pose ici : à voir ce grand rôle extérieur de Daunou depuis thermidor, cette mise en dehors perpétuelle de ses talents et de sa personne, on se demande : était-ce donc bien là, en vérité, le même que ce savant renfermé et ce politique circonspect que nous avons connu ? N'y avait-il pas en lui, durant ces années, un homme jeune, énergique, espérant, dont le ressort, à un certain moment, s'est brisé ou resserré du moins, et dont nous n'avons guère vu que l'homme d'étude survivant qui s'était à la fin comme recloîtré? J'ai déjà indiqué l'opinion de M. Magnin, qui pense que, même en sa plus libre et sa plus énergique allure, le Daunou d'alors était très-près de ressembler à celui que nous savons. Quelques faits toutefois permettront le doute un moment.

Lorsque ses illusions républicaines eurent été atterrées et anéanties par l'ambition de Bonaparte, après l'élimination du Tribunat, après la suppression de la classe des Sciences morales et politiques, vers 1803-1804, Daunou, profondément affecté, se croyant de plus menacé dans sa place de bibliothécaire par suite de tracasseries avec son collègue Ventenat, fit une maladie grave, une de ces maladies nerveuses qui, coïncidant avec un âge qui est critique aussi pour l'homme, peuvent certainement altérer la trempe du caractère et briser quelque chose en nous. Une angoisse inexprimable s'était emparée de son âme; l'application lui était devenue impossible, la lumière odieuse ; un simple coup de sonnette l'agitait et lui arrachait des larmes. De la bibliothèque du Panthéon, où il logeait alors, on le menait promener au Jardin des Plantes comme un débile convalescent. Fouché, dont les émissaires n'étaient pas étrangers à ces motifs de terreur, le fit pourtant rassurer sous main, lui fit dire qu'il prenait les choses trop à cœur (1). Marie-Joseph Chénier lui-même, vers cette époque et sous le coup des déceptions patriotiques, éprouvait un ébranlement de ce genre, et des soupçons d'empoison-

(1) Daunou avait été très-lié avec Fouché, non pas à l'Oratoire, mais depuis, à la Convention, où les rapprochaient les souvenirs de cette commune origine. Fouché avait d'abord, ainsi que Daunou, des sentiments politiques modérés ; la peur le jeta dans les extrémités atroces. Après thermidor, Daunou avait activement contribué à le sauver de la réaction qui l'aurait atteint.

nement traversaient son esprit. Jean-Jacques Rousseau, on le sait, et Bernardin de Saint-Pierre, à un certain âge, éprouvèrent aussi de telles crises; ils n'y échappèrent qu'en conservant une teinte de misanthropie chagrine et une sensibilité plus ou moins aigrie. Daunou en triompha plus heureusement et retrouva son égalité d'humeur pour l'étude; mais une méfiance secrète s'infiltra ou s'accrut en lui; il eut, lui, on peut le dire, sa misanthropie, non point exaltée comme Jean-Jacques ou aigre-douce comme Bernardin, non point ardente et satirique comme Chénier, égoïste et oisive comme Sièyes, mais sa misanthropie studieuse. Il vérifia aussi, par son exemple, ce mot du moraliste : « Il se refait vers le milieu de la vie une manière de bail avec nos diverses facultés; bien peu le renouvellent. » Ce qui est vrai même dans le cours naturel d'une vie arriva ici par secousse : Daunou dut rompre, un certain jour, avec une partie de son être; il se replia au dedans, et, sous son enveloppe sévère, il déroba de plus en plus une de ces âmes sensibles, délicates, à jamais contraintes et trop souvent consternées, qui ne recommencent plus l'expérience et n'en demeurent que plus fidèles aux empreintes reçues.

Tout ceci, en restant parfaitement exact, n'empêche point que, même en son temps de plus grand essor, Daunou n'ait eu bien des velléités d'arrêt qui le faisaient identique au fond à ce que nous l'avons vu. Il ne portait point la main aux choses de lui-même, de son propre mouvement, mais seulement parce qu'il était en demeure et en devoir de le faire. Sorti du Conseil des cinq-cents au mois de prairial an v et n'y devant rentrer que par une élection l'année suivante, voyez-le dans l'intervalle : il se confine du premier jour dans sa bibliothèque du Panthéon et ne s'occupe plus que de mettre de l'ordre dans cette masse de livres, d'organiser le catalogue; c'est beau, c'est touchant de la part de celui qui vient de contenir d'autres masses et d'organiser la république, mais était-ce là le fait d'un homme politique actif et surtout d'un homme de gouvernement en de telles circonstances? M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères après le 18 fructidor, lui écrit une lettre aimable et coquette pour lui offrir la place de secrétaire général auprès de lui : Talleyrand doublé de Daunou, cela eût fait, convenons-en, une combinaison piquante et parfaite; chacun aurait eu de quoi prêter à l'autre. Daunou refusa et resta au milieu de ses livres. Il refusa, non point, je le crois, parce que c'était Talleyrand qui offrait, mais parce qu'il aimait mieux garder son coin quand il n'y avait pas nécessité d'en sortir. D'autres, remarquez-le, auraient été tentés d'accepter précisément parce que c'était Talleyrand lui-même, c'est-à-dire un nouveau monde à étudier, d'autres relations à embrasser et à saisir; la curiosité les aurait poussés. Daunou n'avait pas le principe de curiosité, ou bien quelque chose de plus fort en lui le réprimait. Mme de Staël aussi fit toutes sortes d'avances gracieuses en ce temps pour l'apprivoiser; elle ne réussit qu'à lui inspirer de la reconnaissance et une estime affectueuse qu'il lui conserva au milieu des dissidences subséquentes. Les singularités sociales de Daunou, en cette phase du Directoire, sont célèbres : son costume, bien moins réglé que nous ne l'avons vu, trahissait, même aux fêtes de Barras, le savant, le solitaire en grand effort d'étiquette. Pour simplifier les choses, il n'avait qu'un habit, et, quand il l'avait usé, il en achetait un neuf tout fait, qui, tant bien que mal, lui allait toujours. La seule conclusion que je veuille tirer de pareils traits d'originalité naïve, c'est que, même en ces années de familiarité et de liberté, où il jouait un grand personnage public et où il voyait le plus de monde, même quand il était le parrain désigné de toutes les constitutions, filles de celle de l'an III, quand il allait par delà les monts, en

qualité de commissaire, organiser la république romaine et y rétablir les *comices* et les *consuls*, Daunou n'aurait point mérité qu'on dît de lui, comme d'Ulysse, qu'il était un *grand visiteur d'hommes*. Il se souciait des hommes pour les éclairer, s'il se peut, jamais pour les diriger et les manier. Quand Bonaparte de retour d'Égypte, et qui, dans les premiers jours de son coup d'état, ne préjugeait naturellement les acteurs d'alors que sur leur renommée acquise, eut l'idée un moment de le faire consul, Rœderer, à qui il en avait parlé, put dire ensuite : « Je l'ai » bien guéri de cette idée-là, je l'ai fait causer une demi-heure avec lui (1). »

Les tristesses et les amertumes civiques de Daunou commencèrent après le 18 brumaire; il s'agissait de refaire au plus vite une constitution, celle dite de l'an VIII ; sa réputation classique en ce genre le fit choisir pour rédacteur. Il essaya d'une première rédaction, que Cambacérès qualifia de *malicieuse* et d'*hostile;* il y glissait plus d'un petit article préservatif contre l'usurpation, celui-ci, par exemple : « Si l'un des consuls prend le commandement d'une armée, il est, pendant toute la durée de ce commandement, suspendu de ses fonctions consulaires, et il y est remplacé temporairement par l'un des tribuns que nomme à cet effet le Conseil des 200, etc., etc. » Qu'on juge de l'effet sur le futur consul. Bonaparte impatient coupa court à cette guerre méthodique, et, convoquant la commission chez lui, au Petit-Luxembourg où il était alors, dicta ses volontés : « Citoyen Daunou, prenez la plume et mettez-vous là. » C'était dit de ce ton qui se fait obéir. Selon le mot de Thibaudeau, Daunou écrivait d'une main les articles, en votant de l'autre contre, pour la forme. A partir de ce jour, la France eut un maître, et Daunou, après une honorable résistance, battit en retraite devant lui. Avec toutes sortes de conditions et de réserves, il capitula. S'astreignant à refuser toute position politique, il crut pouvoir se réfugier dans des fonctions administratives réputées scientifiques et littéraires : elles ne lui manquèrent à aucun moment. Bonaparte, qui lui avait dit un jour en colère qu'*il ne l'aimait pas*, mais qui l'estimait et qui l'avait trop vu de près pour le craindre (2), savait où il pouvait utilement l'employer ; il n'en laissa

(1) Sur les relations de Daunou et de Sièyes à cette époque de crise et auparavant, j'indiquerai, sans le répéter ici, ce que j'ai écrit dans l'article sur La Fayette (*Revue des Deux Mondes* du mois d'août 1838 ; — *Portraits littéraires*, édition de 1844, tome II, page 182); je garantis la fidélité parfaite des détails, que je retrouve ailleurs moins exactement racontés.

(2) Voici un petit récit, entre autres, que je sais d'original. Bonaparte, après plusieurs refus de Daunou, voulut tenter un dernier effort ; il s'agissait de le décider à être ou directeur de l'instruction publique, ou conseiller d'état, ou les deux choses à la fois. Il l'invita à dîner aux Tuileries : « Je veux vous présenter à ma femme, lui dit-il ; elle a envie de vous connaître. » Daunou n'osa refuser. Il arrive, il est présenté à Mme Bonaparte ; il s'incline en profonds saluts, et se borne aux stricts monosyllabes. Après le dîner, Bonaparte l'emmène dans l'embrasure d'une croisée ; le salon où ils étaient se vide, parce qu'on voit que le consul veut parler d'affaires. Il entreprend Daunou en effet, le presse, ne lui laisse aucune objection sans réponse; celui-ci, après ses raisons dites, n'avait plus qu'un *non* invincible à opposer. Le ton de Bonaparte s'élevait, il avait l'air de s'impatienter ; les personnes qui se promenaient de long en large dans le salon voisin, militaires et aides-de-camp, retournaient de temps en temps la tête par curiosité pour ces éclats de voix qui leur arrivaient. Daunou s'aperçut de ce manége ; la peur le prit : il se dit que cet homme était capable de tout, qu'il était certes bien capable d'avoir machiné ce dîner pour le perdre, de supposer tout d'un coup qu'on lui manquait de respect, qu'on l'insultait, que sais-je? de le faire arrêter immédiatement. Sa tête se montait, il n'y tint plus. Bonaparte, tourné vers la

passer aucune occasion : ce furent là contre Daunou ses seules malices et ses seules vengeances. L'ancien garde des Archives impériales n'était pas juste pour Napoléon. Ceux qui l'ont entendu à ce sujet savent qu'il lui refusait, non-seulement toute perception morale (ce qui se concevrait), mais presque toute espèce de talent civil. Quant aux talents de guerrier, il se rejetait, pour n'en point parler, sur son incompétence, et, lorsqu'il avait épuisé les qualifications les plus sévères, il concluait le plus souvent ainsi : « Enfin, c'était un homme qui ne savait ni le français ni l'italien. » L'écrivain chez Daunou reparaissait dans ce trait final, qui, selon lui, était peut-être la plus grande injure.

A peine remis de la secousse politique, Daunou se dédommageait et cherchait à se consoler par de bons travaux académiques et littéraires. Son *Analyse des Opinions diverses sur l'Origine de l'Imprimerie* (1802) est du lendemain de ses luttes au Tribunat. Après avoir nettement exposé les diverses conjectures probables sur cette origine si voisine et déjà obscure, le sage examinateur conclut en toute humilité : « Il est assurément des objets sur lesquels le doute n'est qu'ignorance et » obstination ; mais le doute éclairé est aussi une science, et c'est la plus pacifique. » Il me semble au moins que le scepticisme que certaines discussions historiques » provoquent ou entretiennent n'est ni la moins douce ni la moins saine habitude » que l'esprit humain puisse contracter. » Bien de nobles cœurs qui veulent de la foi à tout prix se pourront scandaliser de cette conclusion à la Montaigne, qui met la santé de l'esprit là où d'autres voient son plus grand mal : elle me plaît et me touche chez Daunou, elle est conforme à la nature de cet esprit judicieux et craintif, au moment où, battu des orages, il se retrouve dans la sphère paisible de l'étude et où il respire.

Sa *Notice des travaux de la Classe des Sciences morales et politiques,* lue la même année 1802 (séance du 15 germinal an x), contient une fine satire d'un mémoire de Mercier contre l'histoire, et cela par le simple fait d'une analyse où le rapporteur choisit malicieusement ses points. Mercier put être content, et tout l'Institut avec le public avait souri. Daunou préludait ainsi à ses petites notes du *Journal des Savants,* même à ses extraits de l'*Histoire littéraire :* en maintenant l'extrait littéral et fidèle, il sut en faire un genre de critique fine, ingénieuse, qui parle tout bas.

Il publiait en 1803 un *Mémoire sur les Élections au scrutin,* lu précédemment à l'Institut, et dans lequel il s'attachait à déterminer mathématiquement le moyen de recueillir, de vérifier avec le plus d'exactitude l'expression de la volonté générale, au moment même où toute liberté de suffrages était ravie : un pur problème, en effet, de récréation mathématique. A partir de cette publication, on remarque une certaine lacune dans ses travaux. C'est le temps de son découragement profond et de cette maladie dont nous avons parlé.

En 1807, M. Daunou, qui était devenu garde des Archives depuis décembre

fenêtre, parlait sans le voir : Daunou avise dans un coin son chapeau, qu'il avait posé ; tandis que le consul achève une phrase, il y court, enfile les appartements et sort du palais. Tout ceci est vrai à la lettre, et je n'ajoute rien. — Ce n'est pas ce jour-là que Bonaparte lui dit : *Daunou, je ne vous aime pas,* mais en une autre occasion, dans quelque comité. Impatienté des objections de Daunou, il le fit taire en lui disant : « Vous, Daunou, je ne vous aime pas ; » et il se reprit, en disant : « Au reste, je n'aime personne... excepté ma femme et ma famille. » — « Et moi, répliqua Daunou, j'aime la république. »

1804, publia, par ordre du gouvernement et avec tous les soins d'éditeur, l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne,* que Rulhière avait laissée manuscrite et inachevée. En 1810, il publia, par ordre également, son *Essai historique sur la Puissance temporelle des Papes.* Son édition de Boileau est de 1809. On remarquera combien M. Daunou choisissait peu de lui-même ses sujets de composition : il s'en laissait charger volontiers, en ne les acceptant sans doute que lorsqu'il les trouvait convenables à ses vues ; mais l'initiative, même là, venait d'ailleurs. Ne pourrait-on pas y voir une des causes qui attristent un peu son style, si destiné, jusque dans la gravité, à l'ingénieux et au délicat? Cette vie n'avait jamais eu sa fantaisie, jamais une fleur ; son style s'en ressent. « Lire même ce qui plaît moins, n'écrire que ce qu'on aime, excellente hygiène intellectuelle, » a-t-on dit; cela est vrai : à ce régime l'esprit acquiert son sérieux, et le style garde sa légèreté naturelle. Je ne conseillerais jamais à un homme de style et de goût littéraire de faire trop de rapports et de ne jamais choisir ses sujets.

En Boileau, du moins, M. Daunou rencontrait une vieille connaissance, une matière de prédilection : aussi son discours préliminaire de 1809, et celui d'une plus grande étendue qu'il a consacré à La Harpe en 1826, sont-ils peut-être ce qu'on a écrit chez nous de plus parfait *(ad unguem)* en ce genre de littérature critique, modérée et ornée. Les dernières phrases du discours sur Boileau étaient un hommage à Napoléon : « Aujourd'hui, que toutes les émulations renaissent à la voix d'un *héros couvert de toutes les gloires,* etc. » Dans l'édition de 1825, cette conclusion a disparu et se trouve remplacée par une violente sortie contre la littérature romantique. J'aurais mieux aimé, même au nom du goût, que l'éloge de Napoléon restât.

Il faut oser le rappeler : tous les écrits que publia à cette époque l'honnête homme légèrement intimidé paient le tribut obligé d'éloges au dominateur tout-puissant, et ils portent à une certaine page le contre-seing impérial pour ainsi dire. Je ne lui en fais point un reproche, mais bien plutôt d'avoir passé, depuis lors, à un dénigrement sans mesure (1). La Fayette n'a pas négligé de relever en ses *Mémoires* une de ces inconséquences du républicain de l'an III qui renonçait sous l'Empire à rester un grand citoyen : « Malgré l'assertion, dit-il (tome V, page 231), qu'un *citoyen distingué,* M. Daunou, a paru adopter dans un écrit récent, il n'est pas vrai que *l'autorité arbitraire puisse suppléer aux principes d'une administration nationale.* » M. Daunou avait écrit quelque chose de tel dans sa notice sur Rulhière (2). Plus tard, en 1811, il lui échappait de dire à M. Joly, un

(1) Voir, dans la conclusion du livre des *Garanties individuelles,* ce qu'il dit de l'*aventurier;* l'invective y déborde : « ... Il deviendra, au dehors autant qu'au dedans, un potentat formidable dont les princes flatteront l'orgueil, couronneront *la tête impure,* rechercheront *l'ignoble alliance.* » L'auteur n'a pas l'air d'admettre qu'au dedans on ait pu servir l'Empire par d'autre motif que par corruption et par cupidité. Il termine le hideux portrait en montrant *l'ennemi du monde se précipitant lui-même, du faîte de sa puissance artificielle, dans la profonde ignominie de ses propres vices.* Cette page des *Garanties* est fâcheuse ; elle le serait encore, même sans qu'on la rapprochât de certaines autres pages de 1807-1812.

(2) Pages VI et VII : il ne fait qu'énoncer en cet endroit et développer avec une sorte de complaisance l'opinion de Rulhière. La Fayette put y relever bien d'autres passages : « C'est » à *la suprême loyauté* du chef de l'Empire et à *l'invariable libéralité de ses sentiments et* » *de ses pensées,* que le public devra la pureté du texte de cette histoire. » Napoléon voulait

de ses anciens élèves de Montmorency : « Après tout, c'est peut-être ce que nous pouvons avoir de mieux. » Il était maté alors et comme rallié.

Je parlerai peu, ou plutôt je voudrais peu parler, de son *Essai sur la Puissance temporelle des Papes*. Napoléon le lui fit demander par Fouché comme arme dans sa lutte avec le Saint-Siége ; c'était proprement une batterie historique qu'il fallait dresser contre le Vatican parallèlement au coup de main de Miollis. Henri IV, en son temps, voyant que Rome tardait à le reconnaître, fit compiler par Pithou un *Recueil des déclarations, arrêts et actes* historiques que des circonstances analogues avaient occasionnés sous les règnes précédents ; mais, au même instant, il ne faisait point enlever le pontife par ses gens d'armes mécréants. Pithou mit en tête du livre un avertissement en latin, où il protesta de son amour de la concorde et de sa haine du schisme : l'auteur du présent *Essai* en aurait-il pu dire autant avec sincérité ? On ne craindra pas de l'avouer : si son vote dans le procès de Louis XVI est le plus beau moment de la vie de Daunou, son livre sur les papes nous en paraît le moins agréable endroit. Juger l'ouvrage en disant qu'abstraction faite des doctrines latentes et du but, il offre un résumé substantiel, un narré pressant, du meilleur style et d'une modération très-suffisante à la surface, ce serait aussi prouver de soi-même trop de complaisance ou de simplicité. Ce livre est un acte. L'auteur, cette fois, cette seule fois, fait un pamphlet. Lui, ancien oratorien et prêtre, il consent, par l'ordre et dans l'intérêt de celui qu'il appellera un tyran et qu'il abhorre, à accabler, à envelopper d'un tissu historique très-équivoque, très-artificieux, le vieux pontife alors persécuté, spolié, prisonnier ; il réclame contre lui les rigueurs (1) ; il termine ce livre anonyme, à fausses couleurs gallicanes, par les éloges les plus absolus du héros qu'il semble mettre au-dessus de Charlemagne (2), et dont il recevra à ce sujet diverses sortes de récompenses : et tout

se faire de cette publication un auxiliaire dans sa campagne de 1807 contre les Russes ; on imprima en toute hâte afin de pouvoir arriver à temps et rejoindre la victoire : « L'indépendance de la Pologne, s'écriait vers la fin l'éditeur en haussant le ton, est un intérêt » de l'Europe autant qu'un droit des Polonais, et la renaissance de ce vertueux peuple sera » l'un de ces vastes bienfaits dont l'histoire de Napoléon se compose. Qui leur enseignera » mieux que lui à se prémunir contre toute domination étrangère par l'énergie de l'administration intérieure...? De qui pourront-ils mieux apprendre qu'aucune illustration » vieillie n'égale celle qui éclate ; qu'aucun nom suranné ne vaut un nom qui s'immortalise.... ? » Tout ceci est éloquent, et reste assez vrai pour qu'il n'y ait pas eu tellement à s'en repentir.

(1) « Dépouillé de tout pouvoir temporel et devenu le sujet de l'un des princes de l'Europe, le pape excommuniera-t-il son propre souverain ? Tant d'audace ou d'extravagance » est peu vraisemblable. Il est vrai que les siècles passés en offrent des exemples ; mais on » prendrait à présent une idée plus juste d'un tel anathème : on n'y verrait qu'un libelle » séditieux, qu'une provocation publique à la révolte, qu'un outrage à la majesté du prince » et des lois, qu'un attentat punissable, quoique impuissant. » (Édition de 1810, page 333.)

(2) Dira-t-on que les éloges ne sont pas sans quelque réserve implicite ? « Ces limites » (du pouvoir spirituel), dit l'auteur en terminant, *ont besoin* d'être posées par une main » victorieuse, capable d'en prescrire à toute ambition subalterne, et accoutumée à n'en » point laisser au progrès de la civilisation, au développement des lumières, à la gloire » d'un grand empire. Abolir le pouvoir terrestre des pontifes est l'un des plus vastes bienfaits que l'Europe *puisse devoir* à un héros. La *destinée* d'un nouveau fondateur de l'empire d'Occident est de réparer les erreurs de Charlemagne, de le surpasser en *sagesse,* » et par conséquent en puissance ; de *gouverner,* de raffermir les états que Charles n'a su » que conquérir et dominer ; d'éterniser enfin la gloire d'un auguste règne, en *garantis*

cela, pour servir ses propres opinions, à ce qu'il croit, et pour satisfaire ses profondes rancunes. Qu'on retourne le fait comme on le voudra, qu'on le discute au point de vue de la justice stricte, sinon de l'élévation et de la grandeur, cela n'est pas bien. Daunou, cette fois, dut en vouloir à Bonaparte doublement, à cause de cette faiblesse que le maître lui avait arrachée.

Habile à trouver la fibre secrète de chacun pour la faire jouer à son gré et l'adapter à ses fins, Napoléon avait été long à découvrir celle de Daunou, mais, pour le coup, il la tenait : il y avait quelque chose de plus avant que le républicain chez l'homme de l'an III, c'était le philosophe; il y avait quelqu'un qu'il jugeait plus funeste encore que l'empereur, c'était le pontife. On le fit instrument et rouage par ce côté.

Infirmité de l'humaine nature! Tel est l'empire des préventions et des haines invétérées, peut-être seulement des fausses positions et des faux plis, chez les meilleurs, chez les plus sages! Daunou lui-même, tout en se piquant de modérer sa plume, ne sut pas triompher de l'inspiration : le vieux levain remonta. Lui, si humain pour les opprimés, il fut sans pitié ce jour-là, il ne vit que l'intérêt philosophique en jeu, et se remit en posture de gallican pour mieux frapper. — Un plus mémorable épisode de sa vie littéraire sous l'Empire est son amitié intime avec Chénier (1). En 1807, Daunou, qui avait quelques places à sa désignation dans les Archives, y nomma son ami; lorsque Napoléon dut ratifier le choix, il le fit en disant : « Voilà un tour que Daunou m'a joué. » A partir de cette date, ou plutôt même depuis 1799, Chénier et Daunou se virent presque tous les jours, et ils eurent l'un sur l'autre une réciproque et salutaire influence. Un satirique spirituel, alors très-lié et depuis brouillé avec eux, allait répétant à qui voulait l'entendre que, dans ce commerce habituel, si Daunou enseignait à Chénier la grammaire, celui-ci lui enseignait en retour l'immoralité. Ce sont là de ces méchants propos avec lesquels il est possible de tout flétrir. Le fait est que Daunou inspirait à Chénier le goût de l'étude et des bons modèles, le culte de la diction sévère, et que l'autre lui rendait du mouvement et du monde, exhalait devant lui en toute liberté son amère connaissance et inévitablement son mépris des hommes. Des témoins (et il y en avait peu) m'ont dit que lorsque Chénier, déjà atteint de la maladie dont il mourut, arrivait là, se remettait en haleine et entrait en verve, lorsqu'à dérouler les infamies d'alentour et les palinodies qui le suffoquaient, son accent éclatait avec colère, et que son œil noir lançait la flamme, il était beau et terrible ainsi. Daunou vit dépérir de jour en jour cet ami précieux, le visita jusqu'à

» *sant,* par des *institutions* énergiques, la prospérité des règnes futurs. » Dira-t-on que ces mots : *ont besoin, puisse devoir,* ne sont pas positifs ; que la *destinée* assignée ici au héros est une sorte de futur conditionnel; qu'il est question, chemin faisant, de *sagesse,* de *gouverner,* de *garantir,* et même, en finissant, d'*institutions énergiques*, comme pour faire contre-poids à la spoliation qu'on appuie? Pénibles équivoques, auxquelles l'auteur a bien pu penser, mais qui échappaient au lecteur : Napoléon n'en demandait pas davantage. — Ce livre, au reste, était tellement une arme politique forgée *ad hoc,* que la troisième édition, imprimée à l'Imprimerie impériale en 1811, fut en très-grande partie détruite en 1813, au moment où l'on crut enfin avoir arraché un nouveau Concordat au prisonnier de Fontainebleau. Cette édition de 1811 contenait, entre autres additions, un exposé de la *conduite de la Cour de Rome depuis* 1800, vrai factum d'un canoniste de l'Empire.

(1) M. Labitte, en cette *Revue* (15 janvier 1844), nous en a déjà raconté avec intérêt plus d'un détail.

l'instant fatal, recueillit ses manuscrits, publia ses œuvres, lui rendit enfin tous les suprêmes devoirs; il n'en parlait jamais que comme d'un homme dont le talent dans ses derniers efforts s'acheminait au génie. Depuis la mort de Chénier, il n'eut plus d'autre ami intime; ce cœur, une seule fois ouvert, se referma.

L'année même de cette mort, en août 1811, il était chargé par l'empereur d'aller à Rome pour faire expédier en France les archives pontificales, avec recommandation très-expresse de n'oublier la bulle d'excommunication de juin 1809, s'il pouvait s'en saisir. Aussitôt après l'arrivée et le premier classement des pièces, Napoléon les alla visiter à l'hôtel Soubise; il demanda tout d'abord, il prit et serra dans sa main la boîte qui renfermait la bulle de son excommunication, et un sourire indéfinissable de triomphe et d'orgueil lui échappa.

« ..... Aussi l'excessif et profane usage de ces anathèmes les a-t-il décrédités à tel point, qu'il serait aujourd'hui presque aussi ridicule de les craindre que de les renouveler. » Daunou avait écrit cela dans la conclusion de son *Essai;* il put voir à ce sourire si le maître était tout à fait de cet avis indifférent.

On n'a imprimé que depuis peu (1) un mémoire de Daunou sur le *fatum* des anciens, qu'il lut à l'Institut en mai et octobre 1812, qui fit bruit alors, et qu'il avait ensuite comme retiré. C'est ce que l'auteur s'est permis religieusement de plus hardi; on se demande, en le lisant, où est cette grande hardiesse, tant il l'a encore voilée. Il résulte pourtant de la pensée du mémoire que, sous ces noms divers et assez vagues du destin et de ses synonymes, les doctrines de la Providence et d'un Dieu intelligent, éclairé, étaient déjà celles des sages anciens, et que par conséquent le christianisme n'aurait pas eu à innover à cet égard autant qu'on l'a dit; c'était comme un dernier trait hostile que Daunou rapportait du séjour de Rome, une arme d'idéologue sourdement forgée à l'ombre du Vatican. Il concluait, du reste, tout comme dans sa discussion sur l'imprimerie, avec sa prudence apparente : « La *pneumatologie* (on dirait aujourd'hui la psychologie ou l'ontologie; » mais il affecte un mot qui sent la physique pour rabaisser l'objet) est de sa nature une science que ne peuvent étendre ni nos expériences immédiates, ni les » relations ou les témoignages, à moins qu'ils ne soient surnaturels. L'esprit de » l'homme y tourne dans un cercle fort étroit; il peut bien varier les aspects, mais » ce sont toujours les mêmes objets qu'il contemple, et par conséquent les mêmes » notions qu'il exprime par différents signes. Combien donc sont à déplorer les » dissensions cruelles auxquelles l'inévitable diversité de ces signes a servi de cause » ou de prétexte, et qu'il semble aisé de comprendre qu'en de telles matières le » plus sûr moyen d'être équitable et raisonnable, c'est d'être fort tolérant! » Boileau, dans sa satire de l'équivoque, a parlé des chrétiens *martyrs d'une diphthongue*, et Voltaire, à son tour, s'est égayé là-dessus. Est-ce à dire pourtant qu'entre Sénèque et saint Paul ce n'eût été qu'une querelle de mots? — Ce mémoire donnerait une fausse idée des opinions philosophiques de l'auteur, si l'on y voyait des conclusions expressément déistes. Daunou restait en deçà; il était sceptique en ces matières, à la façon de Gabriel Naudé, et suivait volontiers, comme lui, l'axiome des jurisconsultes : *Idem judicium de iis quæ non sunt et quæ non apparent.* Ce qui ne tombe pas immédiatement sous les sens, ou ne peut s'en déduire avec précision, est absolument pour nous comme n'existant pas.

On conçoit qu'obligé de rentrer sa politique en 1802, Daunou se soit dédommagé

(1) Tome XV des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.*

en donnant plus de jour à sa philosophie : en 1814, le triomphe des influences religieuses l'obligea au contraire de rentrer à jamais cette philosophie ; il put s'en dédommager en revenant, bien qu'avec quelques gênes, à ses théories et doctrines politiques. Les événements contradictoires des premières années lui apportèrent bien des transes, des froissements et des vicissitudes, mais aussi le réveil. Son rôle de député et d'opposant, durant toute la restauration, fut des plus honorables et des plus utiles, sur la seconde ligne, celle de réserve. Par son *Essai sur les Garanties individuelles* (1818), il eut pourtant l'honneur d'exposer l'un des premiers, et avec cette netteté d'expression qui n'était qu'à lui (à lui et à Benjamin Constant, ce dernier sachant être plus limpide, plus agréable, et Daunou plus rigoureux), le programme motivé des légitimes et incontestables requêtes d'un libéralisme équitable. « Toute révolution politique, disait-il, a des intermittences, et, chaque fois » qu'elle s'arrête, on s'empresse de proclamer qu'elle est terminée. Si c'est trop » souvent une erreur, c'est toujours un vœu honorable, et l'on touche en effet de » bien près à ce terme, quand une loi fondamentale a déclaré, promis, déterminé » toutes les garanties individuelles; car il suffirait que cette loi fût fidèlement » établie, littéralement observée par ceux qui l'ont faite, pour que le renouvelle- » ment des troubles devînt tout à fait impossible. » — Santa-Rosa, dans une lettre à M. Cousin (juillet 1822), écrivait : « Je suis occupé à lire Daunou sur les *ga-* » *ranties*. Cet ouvrage a deux parties distinctes. Dans la première, l'auteur examine » ce que c'est que la liberté ou les garanties ; il les caractérise, les décompose, » les circonscrit; tout cela me paraît en général bien conçu et bien fait. Dans la » seconde partie, on recherche comment les divers gouvernements accordent ou » délimitent ces garanties. Ici, Daunou n'est ni assez étendu ni assez profond. Dans » mon ouvrage (Santa-Rosa méditait un grand travail sur les gouvernements), je » referai cette seconde partie sous un point de vue plus pratique que théorique, » et j'entrerai dans des détails faute desquels l'ouvrage de l'oratorien ressemble à » un livre de géométrie plutôt que de politique (1). » Cette critique ne peut porter que sur la forme ; quant au fond, le livre de M. Daunou n'a rien que de très-pratique. Je ne veux pas dire que, transporté et traduit, comme il le fut alors, dans les états de l'Amérique du Sud, il continuât d'être applicable ; mais, en France, la société se faisait mûre pour les garanties qu'il réclamait, que la raison publique se mit par degrés à vouloir, à vouloir avec passion, qu'insultée un jour et défiée, elle revendiqua, trois matins durant, à la face du soleil, et qui sont à peu près obtenues.

Ici et à dater de cette lutte légale de 1818 commence, sans plus d'interruption ni de crise, le M. Daunou que nous avons tous connu ; nous nous attacherons à ce qu'il devint plus manifestement avec l'âge, au pur savant et littérateur. Pendant des années, grâce à la constance inaltérable de son régime et à la rigoureuse économie de ses heures, il sut mener de front trois ordres de travaux importants, dans lesquels son talent patient et sobre, arrivé à sa plénitude, trouvait des développements appropriés, suffisamment divers et parfois brillants : 1° le *Journal des Savants* dont il fut, dès la renaissance (1816-1838), le rédacteur principal ou *éditeur*, comme on disait ; 2° la continuation de l'*Histoire littéraire*, dont il était une colonne, la colonne la plus ornée (1809-1838) ; 3° son *Cours d'Histoire* au Collége

(1) Voyez *Santa-Rosa*, par M. Cousin, dans la *Revue des Deux Mondes* de mars 1840 ; *Fragments littéraires*, page 462

de France, professé durant onze ans (1819-1830), dont on n'avait imprimé jusqu'ici que quelques extraits et analyses, qu'on publie enfin aujourd'hui pour la première fois, et qui ne formera pas moins de seize volumes très-remplis.

Sa manière de juger les ouvrages dans le *Journal des Savants* se rapportait en toute convenance à celle que ce journal a conservée, et que M. Daunou aurait seul retenue, quand tout le monde de nos jours l'eût abandonnée : elle consiste à se borner et presque à s'asservir à l'ouvrage qu'on examine, à *l'extraire,* à le suivre pas à pas, en y relevant incidemment les fautes ou les beautés, sans se permettre les excursions et les coups d'œil plus ou moins étrangers. La critique moderne, même la meilleure (témoin la *Revue d'Édimbourg*), a bien dévié de cette voie prudente et de ce rôle où le juge se considère avant tout comme rapporteur. Le livre qu'on examine, et dont le titre figure en tête de l'article, n'est le plus souvent aujourd'hui que le prétexte pour parler en son propre nom et produire ses vues personnelles. Ici rien de semblable ; on fait connaître, sans tarder et dès la première ligne, l'ouvrage dont on doit compte aux lecteurs; le plan, les divisions, quelquefois le nombre de pages, y sont relatés ; peu s'en faut que la table des matières n'y passe. Voilà bien des lenteurs; mais aussi on apprend nettement de quoi il s'agit, on est en garde contre les témérités, et une juste finesse y trouve pourtant son recours dans le détail. Ces discrets avantages ne se montrent nulle part avec autant de distinction que dans les articles de M. Daunou. Si l'on regrette au premier abord qu'il ne se permette aucune conjecture rapide, aucune considération soudaine, générale et trop élevée, on s'aperçoit bientôt que, dans son habitude et presque son affectation de *terre à terre,* il trouve moyen de laisser percer ce qu'il sent, de marquer ses réserves, d'insinuer ses malices couvertes, de faire parler même son silence : il atteint véritablement à la perfection en ce genre exact et très-tempéré. S'il n'a en rien reculé les anciennes limites, il a, mieux que personne, creusé le champ et mis en valeur, sur ce terrain étroit, les moindres parcelles. On peut citer, comme échantillons les plus complets, ses articles sur *la République* de Cicéron traduite par M. Villemain, sur les *Essais d'Histoire de France* par M. Guizot (1), et sur les *Poëtes latins de la Décadence* de M. Nisard (2).

On est tenté de s'étonner d'ailleurs, en parcourant la liste considérable des articles signés de lui, qu'il ne s'en rencontre pas un plus grand nombre dont les titres nous invitent et appellent l'attention. Le critique, cela est évident, ne se refusait pas assez à s'exercer sur des sujets secondaires et quelque peu sombres, ou même tout à fait ingrats. Comme il évitait volontiers de se mesurer en face avec les plus célèbres ouvrages modernes contre lesquels il était purement négatif, il rabattait trop souvent sa vigilante, son incorruptible critique sur des livres à étiquette sérieuse, déposés à son tribunal, et dont quelques-uns n'auraient pas mérité tant d'honneur. Au risque de le trouver rigoureux, nous l'aurions voulu voir plus fréquemment aux prises avec les doctrines dont il se méfiait, comme, par exemple, dans son examen des *Lettres sur l'Histoire de France*, de M. Augustin Thierry (3).

(1) *Journal des Savants*, mars et décembre 1823.

(2) *Ib.*, janvier 1835.

(3) *Journal des Savants*, décembre 1827. — M. Augustin Thierry avait autrefois, dans *le Censeur européen,* parlé de l'enseignement de M. Daunou en des termes pleins de sympathie et d'élévation : on peut lire l'article reproduit dans les *Dix Ans d'Études historiques*.

Les petites notes non signées, rejetées à la fin du journal, ont droit à une mention; elles contiennent, sous leur enveloppe purement bibliographique, bien de piquantes malices résultant du seul fait de citations bien prises. Le grave éditeur semble par instants s'y égayer; c'est comme son dessert.

Dans les nombreux travaux par lesquels il a contribué à l'*Histoire littéraire*, M. Daunou n'a guère fait que porter sa même manière, en l'appliquant à des morts, et sans paraître se croire autorisé à moins de réserve habituelle. Il extrait, il analyse les œuvres, il discute les points de fait : je ne dirai pas qu'il s'efface, car son jugement se marque implicitement dans le choix et la teneur de ses extraits mêmes; mais ne lui demandez aucune de ces vues qui semblent lumineuses au premier aspect, qui bien souvent ne sont que hasardeuses, par lesquelles toutefois un petit nombre de critiques supérieurs ont éclairé à cette distance des horizons jusque-là obscurs. Je ne voudrais pas faire tressaillir ses mânes en citant les Schlegel ou tel autre nom d'outre-Rhin; pour preuve que la méthode analytique, appliquée à la littérature des âges passés et maniée par de bons esprits, ne donne pas nécessairement certains résultats invariables, et qu'elle est encore ce que chaque esprit la fait, je n'opposerai à M. Daunou qu'un autre écrivain, bien connu de nous, et que la mort vient de réunir à lui avant l'heure. M. Fauriel, à qui on ne refusera pas d'être sorti également de l'école du XVIII[e] siècle et du cœur même de la société d'Auteuil, esprit exact et scrupuleux, s'il en fut, ne croyant aussi qu'à ce qu'il avait recherché et constaté, mais ayant en lui un goût vif de curiosité et d'investigation, l'étincelle de la nouveauté en tout, M. Fauriel arrivait, dans l'histoire littéraire des âges précédents, à des résultats, à des aperçus d'ensemble qui n'étaient point ceux de M. Daunou. En ne demandant pas à celui-ci autre chose pourtant que ce qu'il fit et voulut faire, on a de quoi se dédommager dans le soin accompli qu'il y apporta et dans la précision élégante de l'exécution. On a beaucoup cité son *Discours sur l'état des lettres en France au treizième siècle*, qui est, en effet, le plus beau frontispice qui se puisse mettre à l'un des corps d'une histoire monumentale, non originale; ce discours forme, à lui seul, tout un ouvrage. La notice sur saint Bernard, plus courte d'un peu plus de moitié, est aussi célèbre. Cette biographie et ce jugement du saint peuvent se dire le chef-d'œuvre de l'impartialité, venant d'un sectateur du XVIII[e] siècle; on ne saurait demander plus. On y admire, à la réflexion, la rare puissance qu'il a fallu pour rassembler, pour coordonner et maintenir tant de faits et de rapports divers si prudemment et si nettement exprimés, sans que la plume ou le compas (je ne sais comment dire) ait dévié ni fléchi un seul instant durant tout ce long travail. M. Daunou aime à envisager ses sujets et ses personnages sous un angle peu ouvert, et, une fois la mesure prise, il ne varie plus d'une ligne dans tout le relevé : cela devient quelquefois merveilleux de dextérité, de patience et de sûreté de main. Nul autant que lui n'a su la propriété des termes, n'a possédé les ressources et les nuances de la synonymie. On devine assez l'espèce de limites qu'il s'impose, lorsqu'il s'agit de moyen âge.

Cela n'empêcha point M. Daunou d'être sans complaisance pour le jeune et si original historien, qu'il loue sans doute et dont il constate le succès, mais qu'il ne classe point à son rang. Je ne blâme pas, je remarque. De la part d'un esprit sérieusement convaincu et qui croyait fermement à de certaines vérités, cela est mieux. Et puis toutes les mesures étaient gardées. Le procédé de M. Daunou pouvait souvent sembler strict, il n'allait jamais jusqu'à être dur.

M. Victor Le Clerc, en le célébrant dignement pour cet ordre de travaux, a cru pourtant devoir remarquer ce que l'habile devancier omet systématiquement, se refuse tout à fait à raconter et à reproduire dans ses résumés, d'ailleurs si exemplaires, qui laissent seulement à désirer pour la couleur et pour l'esprit des temps.

J'arrive au *Cours d'Études historiques*, la plus complète, la plus grandiose composition et le vrai monument de M. Daunou. On ne saurait assez se féliciter que le zèle de l'exécuteur testamentaire, M. Taillandier, ait procuré une publication que l'auteur (on ne voit pas bien pourquoi) s'était interdite, qu'il avait même, à un certain moment, interrompue avec alarmes, et qui, en tardant encore, pouvait devenir difficile ou impossible. Remercions hautement aussi MM. Didot d'avoir consenti, en ce temps de spéculations hâtives, à rendre ce service aux lettres sérieuses. L'apparence de ce cours est des plus sérieuses en effet, mais on est bien payé de sa peine si l'on y pénètre. Fidèle à sa méthode, l'auteur y adopte trois grandes divisions : 1° l'*examen* et le *choix* des *faits*, premier travail préalablement nécessaire à l'historien, et qui comprend la question de la certitude et des sources, celle des usages et du but de l'histoire; 2° la *classification* des *faits*, quant aux lieux, quant aux temps, c'est-à-dire *géographie* et *chronologie*; 3° l'*exposition* des *faits*, ce qui aboutit à l'histoire proprement dite, telle qu'elle se dessine aux lecteurs; les deux autres branches sont plutôt un travail de cabinet pour l'historien. Ces deux premières parties sont publiées, et le VIIe volume, le dernier paru (qui traite de la manière d'écrire l'histoire), forme l'introduction de la troisième. Les résumés patients, les discussions épineuses auxquelles l'auteur n'a pas craint de se livrer, surtout dans les questions de chronologie, sont plus souvent éclairées, ou même égayées, qu'on ne pourrait croire, par les agréables ressources de son esprit et les occasions littéraires qu'il a comme saisies au passage. Lorsqu'il arrive à ce qu'il appelle la *chronologie positive*, M. Daunou ne fait guère qu'en tirer prétexte pour retracer en douze leçons un *tableau succinct de l'histoire universelle*, dès avant Homère, jusqu'à la mort de Voltaire. D'admirables et vigoureuses touches de pinceau et surtout de burin, des traits charmants, des médaillons bien frappés, ornent en mainte page ce narré complexe et précis. Les grands hommes, je le sais bien, sont trop souvent sacrifiés : Alexandre est méconnu, outragé; Mahomet n'encourt que l'anathème; M. Daunou, qui a trop vu Napoléon, ne les aime pas. Héros, aventurier ou brigand, c'est tout un pour lui; il est inexorable et sourd à cet endroit des despotes et conquérants (1). Mais qu'un écrivain, un philosophe, un bienfaiteur incontestable des hommes se présente, que ce soit Confucius, Cicéron, Tacite ou Montesquieu, le narrateur ralentit sa marche et s'incline, son accent s'élève; ainsi, après les plus dignes hommages décernés aux talents de Cicéron, il ajoutera ces paroles éloquentes : « Les juges sévères, qui » penseraient que son courage n'a pas toujours égalé ses périls, le compteraient » du moins au nombre des derniers amis de la liberté romaine. Ils avoueraient » que celui de tous les hommes qui a le plus vivement senti le besoin d'une renom-

(1) Voir sur Alexandre, t. VI, p. 57; sur Mahomet, même volume, p. 160, et encore t. III, p. 505. Mahomet est flétri au delà de toute mesure : il cumulait en lui le conquérant et le prophète. L'auteur lui refuse, ainsi qu'à son Coran, toute espèce d'influence civilisatrice sur les destinées de l'Orient; il aurait pu interroger avec fruit là-dessus Bonaparte et ceux qui avaient vu l'Égypte. Qu'y faire? Mahomet, en son hégire, était très-peu de l'an III assurément.

» mée vaste et immortelle, a pourtant aimé sa patrie aussi passionnément que la » gloire. Jugeons-le comme l'ont jugé les triumvirs, quand ils l'ont trouvé digne » de ne pas survivre à la liberté publique. » Sur d'autres écrivains qu'il juge plus en courant, il a de ces traits qu'on aime à retenir; ainsi de Montaigne : « Philo- » sophe, dit-il, non de profession, mais par nature, sans programme et sans » système, observant toujours et n'enseignant jamais, Montaigne laisse errer sa » pensée et sa plume à travers tous les sujets qu'elles rencontrent : *jamais on ne* » *s'est aventuré avec un tel bonheur.* » Il est impossible de mieux dire.

En terminant ce premier tableau succinct dont il reprendra plus en détail et développera certaines parties dans la suite de son enseignement, M. Daunou conclut par une page qui est la plus éclatante manifestation en l'honneur du XVIII[e] siècle; il faut la citer en entier, parce qu'elle vérifie beaucoup de nos assertions précédentes sur l'auteur, et parce qu'elle résume et nous représente sous le jour le plus large et le plus lumineux toute sa doctrine :

« Ainsi, messieurs, disait-il, le dix-huitième siècle, sans tenir compte de ses » vingt-deux dernières années (il s'arrêtait en 1778, à la date de la mort de Vol- » taire), est à jamais mémorable par le rapide et vaste progrès des sciences mathé- » matiques et physiques, et des arts qui en dépendent. Ces sciences ont commu- » niqué leurs méthodes rigoureuses à tous les genres de connaissances, et *contribué,* » *quoi qu'on en ait dit, à rendre le goût plus pur et plus sévère.* Des disciples de » Racine et de Boileau ont pris des rangs glorieux au-dessous de ces grands maîtres; » et *c'est bien assez rendre hommage aux meilleurs écrivains en prose du dix-* » *septième siècle, que de laisser indécise la question de savoir si ceux de l'âge suivant* » *ne les ont point surpassés.* Du moins, l'art d'écrire s'est appliqué à beaucoup de » matières et à des sujets plus importants. Les sciences morales et politiques se sont » agrandies, en subissant le *joug de l'analyse* (1). On a conçu une idée plus juste » du caractère et du but de l'histoire; on a voulu qu'elle devînt un tableau des » mœurs et de la destinée des nations. L'antiquité a été plus attentivement et » plus profondément étudiée. L'érudition elle-même s'est quelquefois polie; on l'a » vue s'efforcer de s'ennoblir par l'exactitude et l'utilité de ses recherches. La raison » a peu à peu obtenu quelque influence sur les institutions publiques, et les » passions politiques ont été, sinon toujours dirigées, du moins souvent modérées » par les lumières. L'instruction s'est propagée dans plus de classes de la société, » et jusque dans les plus éminentes. Les gouvernements se sont adoucis en » s'éclairant. Des rois de l'Europe ont favorisé et honoré la liberté américaine. La » philosophie, malgré les persécutions suscitées contre elle, et quelquefois malgré » ses propres erreurs, a poursuivi dignement le cours de ses travaux, et a pris une » place *modeste* (2) parmi les puissances qui dirigent les choses humaines. Sans » doute il a été commis beaucoup d'injustices, essuyé beaucoup de malheurs du- » rant ces soixante-dix-huit années; *mais ce sont encore celles, depuis le siècle des* » *Antonins, où il a été le moins difficile et le moins périlleux d'exister.* » M. Daunou consigne dans ce dernier mot ce vœu le plus cher d'une vie philosophique heureuse et non périlleuse, qui lui échappait souvent : c'était son idéal à lui.

Le tome VII, qui traite, je l'ai dit, de la manière d'écrire l'histoire, mériterait un examen plus détaillé et plus attentif qu'il ne m'est permis de le faire après une

(1) Le *joug* c'est bien le mot, et qui accuse de lui-même l'excès.
(2) Pas si modeste.

course déjà si longue : il y aurait à dire sur certaines prétentions de méthode; Pline le jeune n'avait pas tellement tort dans ce mot souvent cité, et que M. Daunou réprouve ; *Historia quoquo modo scripta delectat*, l'histoire sous toutes sortes de formes trouve moyen de plaire; les professeurs d'histoire ne sauraient être si coulants; mais ce volume, à l'appui des préceptes, contient, ce qui vaut mieux, d'éloquentes appréciations et des portraits achevés des grands historiens de l'antiquité: les modernes y ont aussi leur part. Il faut se borner (1). — M. Daunou eut, en ses dernières années, de douces satisfactions puisées à l'estime publique et dues aux honneurs littéraires qu'un choix libre lui déférait. Une piqûre assez irritante qu'il reçut au sein de l'Académie des sciences morales et politiques, lorsque celle-ci, à sa renaissance, osa lui préférer M. Charles Comte, un écrivain inculte et des plus agrestes, à titre de secrétaire perpétuel (elle s'est bien dédommagée depuis en élisant M. Mignet), — cette blessure fut ensuite fermée et guérie par le choix que fit de lui en cette même qualité l'Académie des inscriptions (1838). Sa vieillesse vigoureuse sembla reverdir encore ou plutôt revenir à une maturité plus adoucie pour produire des éloges académiques, modèles de précision toujours, mais aussi de grâce et d'une bienveillance que les préventions venaient de moins en moins circonscrire et assiéger. On n'a pas oublié ses notices exquises sur Vanderbourg, sur M, Van-Praët, et particulièrement sur M. de Sacy, chef-d'œuvre d'un genre où le ton général est indiqué. En parlant de l'orientaliste vénérable, du janséniste pieux, il lui fallut légèrement entr'ouvrir cet angle habituel de son jugement, et son talent plus souple parut y gagner : quelques accents du cœur s'y mêlèrent. Cet éloge de M. Sacy peut se dire le *chant de cygne* de M. Daunou.

Dans sa dernière maladie, M. Daunou se montra ce qu'il avait été toute sa vie : au-dessous et au-dedans de celui qu'on aurait jugé faible et trop aisément alarmé, se retrouva l'homme ferme et inébranlable. De misérables, d'odieuses tracasseries d'architecte empoisonnèrent sa fin; cette persécution à part, qui le mettait hors de lui-même, il supporta ses maux sans se plaindre, interrompit le plus tard qu'il put ses occupations, régla scrupuleusement les dernières affaires littéraires dont il était chargé par l'institut. Sa conversation avait gardé son caractère de sobriété et de douce malice : « Dans une de mes insomnies, disait-il, je suis arrivé à trouver la seule vraie définition qui convienne à notre gouvernement *parlementaire;* c'est un gouvernement dans lequel les députés font et défont les ministres, lesquels font et défont les députés. » Je ne donne, bien entendu, ce mot-là que comme le songe d'un malade. — Quand il vit ses derniers moments approcher, il voulut tout régler sur sa propre dépouille, conformément à ses principes immuables, et sans la moindre concession aux coutumes, aux bienséances plus ou moins sincères, que d'ordinaire à cette heure on n'élude pas. Il fit mander dans la nuit du 19 au 20 juin (1840) son digne exécuteur testamentaire, et dicta une addition à son testament, addition dont le sens et les termes avaient ce cachet de précision et de propriété, inséparable de sa pensée : « Après mon décès dûment constaté, mon intention est que mon corps soit immédiatement transporté, etc., etc..., sans annonce, discours ou cérémonie d'aucun genre, avant 9 heures du matin (2). » Ceci

(1) Je renverrai à un excellent article de M. E. de Sacy *(Journal des Débats*, du 29 novembre 1843); les caractères de ce cours y sont parfaitement définis et rendus avec une vivacité qui atteste non-seulement un lecteur d'aujourd'hui, mais un ancien auditeur.

(2) C'était le *Père-Lachaise* qu'il indiquait comme le lieu où l'on devait le transporter,

écrit, il se fit donner le papier, le lut très-attentivement, et le signa *Pierre Daunou, testateur*, de sa main défaillante. Il mourut le même jour, à 10 heures 3/4 du matin, moins de 9 heures après cette expresse manifestation de sa volonté fixe et indéfectible.

Qu'ai-je à dire encore? il ne me reste qu'à rassembler un peu au hasard quelques impressions et souvenirs qui achèveront de le montrer tel qu'il fut de près, et là où les éloges réguliers ont pu moins le saisir. Il se levait d'ordinaire à quatre heures du matin; sa lumière (lorsqu'il habitait la rue Ménilmontant) servait, dans les saisons obscures, de signal et d'horloge aux jardiniers et maraîchers de ces quartiers pour se lever eux-mêmes. Quelquefois pourtant, quand l'insomnie le prenait, il se levait plus tôt, et dès deux heures du matin : « Mais pourquoi ne pas rester au lit? lui disait-on; le sommeil reviendrait peut-être et cela du moins repose. » — « Les pensées, répondait-il, viennent alors en foule, le mieux encore est de se lever, de se mettre à *paperasser; c'est encore la meilleure manière d'exister* (1). Et il dut passer bien des heures assez douces en effet, des heures désabusées, monotones, mais tranquilles, dans lesquelles il goûtait le plaisir philosophique et sévère d'appliquer indifféremment son esprit, de sentir son instrument exact et sûr fonctionner sur des objets bien déterminés.

Un homme de haute et sagace observation (M. Rossi) divise tous les esprits en deux classes, quels que soient d'ailleurs leur qualité et leur degré : 1° ceux qui apprennent, qui sont en train d'apprendre, jusqu'au dernier jour; 2° ceux (non pas moins distingués souvent) qui s'arrêtent à une certaine heure de la vie, qui disent *non* au but d'avenir, et se fixent à ce qu'ils croient la chose trouvée. M. Daunou était de ces derniers esprits; arrêté de bonne heure quant aux idées, rédigé et fixé à un point qu'il jugeait celui de la perfection, il n'en sortait pas. Quelque paresse du fond se cache ici sous le labeur extrême du détail. Cet état n'est pas sans charme; je ne sais qui a dit : « Étudier de mieux en mieux les choses qu'on sait, voir et revoir les gens qu'on aime, délices de la maturité. » M. Daunou, sans doute, étudiait, lisait toujours des pages nouvelles, des détails nouveaux, mais il les faisait rentrer dans la même idée. — Toutes les fois que certains sujets revenaient, il redisait invariablement les mêmes choses *(solebat*

mais il désigna formellement le cimetière sous le nom de *jardin Louis* qu'il avait porté autrefois, et sans vouloir proférer le nom néfaste en ce moment suprême.

(1) On sait, chez Rotrou, les beaux vers du vieux Venceslas qui, lorsqu'on lui demande pourquoi il devance l'aurore, répond dans un tout autre sentiment :

> Oui; mais j'ai mes raisons qui bornent mon sommeil :
> Je me vois, Ladislas, au déclin de ma vie,
> Et, sachant que la mort l'aura bientôt ravie,
> Je dérobe au sommeil, image de la mort,
> Ce que je puis du temps qu'elle laisse à mon sort;
> Près du terme fatal prescrit par la nature,
> Et qui me fait du pied toucher ma sépulture,
> De ces derniers instants dont il presse le cours,
> Ce que j'ôte à mes nuits, je l'ajoute à mes jours.

Ici, au contraire, c'est plutôt pour ôter à ce que la vie a de trop vif que le savant privé de sommeil vaque au travail dès avant l'aurore.

dicere); il ne croyait pas qu'il y eût, sur aucun point connu, deux manières de bien dire et de bien penser.

M. Guérard a remarqué que M. Daunou se raillait volontiers de l'érudition, ce qui paraît singulier de la part d'un érudit. C'est que M Daunou était plutôt un homme parfaitement et profondément instruit, et un savant écrivain qu'un érudit à proprement parler.

Il en est de l'érudit comme du moraliste : il sait une quantité de points dans le vaste champ de la littérature et de la critique, comme l'autre dans le champ de l'observation humaine ; il s'y attache, il s'y enfonce, il en tire lumière ou plaisir, il se les exagère parfois. L'érudit a sa verve, son entrain, voisin de l'engouement. La conversation de M. Daunou annonçait plutôt les caractères d'un esprit parfaitement instruit et judicieusement méthodique ; il savait et retenait les choses essentielles ; quant aux curiosités, aux raretés, à ces autres points essentiels encore, mais plus cachés, il les savait moins et ne les faisait point saillir. Il n'en savait guère plus sur beaucoup de sujets que ce qu'il en avait écrit ; l'érudition qui vient de source déborde bien autrement. Lui, quand il se laissait aller à sa nature, c'est-à-dire à sa culture favorite, il citait de préférence quelque beau trait, quelque beau mot, un beau vers latin, en homme de goût et d'une suprême rhétorique, jamais de ces détails plus particuliers et plus recélés qui attirent l'attention du philologue ou du géographe, du découvreur et fureteur en quoi que ce soit. Sa connaissance propre et vraiment familière (quand il n'avait pas la plume en main), c'était le champ vaste et varié de ce qu'on appelle *humanitas ;* il aimait à s'y promener sur les routes unies, et il était doux de l'y suivre.

S'il s'est montré épigrammatique contre l'érudition, il ne l'était pas moins contre le bel esprit organisé. Il avait même quelque propension à le voir là où son talent poli aurait dû mieux reconnaître sa parenté. M. Daunou a toujours été très-ironique (j'ai regret à le dire) contre l'Académie française. Dans son mémoire sur les *Élections au scrutin,* et pour en égayer apparemment l'aridité, il trouve moyen de remarquer qu'en 1672, époque si brillante du grand règne, l'Académie ne comptait parmi ses membres ni Boileau, ni La Fontaine, ni Racine, qui avait fait *Andromaque* et *Britannicus,* ni enfin Molière, qui n'en fut jamais. Il ne perdit depuis lors aucune occasion de renouveler ce genre un peu usé de plaisanteries. Dans sa notice sur Rulhière, il ne se lasse pas d'admirer que le discours de réception de cet académicien se puisse relire. Il ne voulut jamais, pour son compte, s'exposer à pareille fête. A la mort de M. de Tracy, on avait naturellement pensé à lui, et quelques journaux en avaient parlé : il en fut presque effrayé, et se hâta d'écrire une lettre de deux lignes pour démentir sèchement. On peut croire qu'il redoutait aussi cette seconde partie de l'éloge public qui consiste à s'entendre juger et raconter en face, situation très-délicate en effet, et contre laquelle aucun front n'est aguerri.

Nul pourtant, ce premier moment passé, n'aurait été plus désigné que lui pour le travail du *Dictionnaire ;* de la lignée de Girard, Beauzée et Dumarsais, il les résumait en les étendant ; il avait, on l'a dit, la balance d'un honnête joaillier d'Amsterdam pour peser les moindres mots ; il en possédait l'exacte valeur, l'acception définitive, dans la durée des deux grands siècles, et surtout du XVIIIe, précisément ce que Nodier, qui savait tant de choses d'avant et d'après, savait le moins. Si l'on a dit de celui-ci qu'il avait de la philologie la fée et la muse, M. Daunou tenait, pour sa part, la pierre de touche de la diction et le creuset de l'analyse moderne ;

ajoutez-y la grammaire générale toujours présente au fond, ce qui ne nuit pas. A voir combien il était peu satisfait de la dernière édition du *Dictionnaire,* on comprenait tout ce qu'il aurait pu apporter d'utile aux fondements de la nouvelle.

M. Daunou, en dépit de sa prévention peu justifiable, demeure surtout littéraire et d'une littérature d'académie. Sa vocation essentielle va de ce côté. En politique, malgré le grand rôle, il s'est retranché de bonne heure, par nécessité, par peur, par méfiance des hommes, en solitaire qui a été du cloître et qui craint toujours qu'on ne le lui reproche ; il n'est jamais rentré en lice qu'avec des réserves infinies et de très-prompts désespoirs. Il s'est rabattu constamment à l'étude, aux livres ; il a été, je l'ai dit, un misanthrope studieux.

Et là encore, remarquez sa tendance naturelle, il s'est retranché le plus possible ; il a visé à ne pas faire parler de lui ; il s'est renfermé dans les devoirs de professeur, d'académicien ; il s'est confiné et enterré, autant qu'il a pu, dans les recueils, dans les petites notes du *Journal des Savants,* s'effaçant de toutes les manières, et content de se réserver tout bas correction, finesse et malice ; mais les côtés un peu brillants de son talent qu'il aurait pu développer, peu s'en faut qu'il ne les ait retenus, j'allais dire opprimés à dessein. Mais non : des circonstances et des devoirs l'ont forcé, à son corps défendant, de les produire ; désormais son *Cours d'Études historiques,* arraché à l'oubli, le dira.

Un de ses gestes familiers trahissait en quelque sorte sa disposition habituelle : le petit homme, aurait dit un physionomiste, a l'œil vif, le sourcil épais et fin, du nez et du menton, mais le haut du front un peu bas ; — et encore il ramenait sans cesse, il aplatissait tant qu'il pouvait sa perruque pour le dérober.

On a beaucoup parlé de ses vastes et nombreux instruments de connaissances : il est permis avec lui de préciser. Il savait très-bien l'italien classique, celui de l'Arioste et du Tasse, lisait la prose anglaise, celle du temps de la reine Anne, ne savait pas l'allemand, ne lisait pas Hérodote ni Thucydide à plein courant, mais assez pour vérifier exactement les textes des citations. Ce qu'il savait à merveille et avec une distinction incomparable, c'était le français et le latin.

Pour le français, il se resserrait encore dans ses prédilections, et, sauf une ou deux exceptions, ne faisait cas que de celui des deux derniers siècles. Quant au très-vieux français, tout éditeur de Joinville qu'il était, il ne croyait guère aux règles que M. Raynouard avait essayé d'y établir, et, sur ces points comme sur tant d'autres, il ne faisait que suivre en résistant, en niant le plus possible.

Racine et Boileau, ou même Voltaire et *Chénier* à part, il goûtait plus, on le conçoit, la prose française que les vers. On peut remarquer que Boileau lui-même, comme versificateur, lui laissait plus de scrupules de détail qu'on n'aurait imaginé ; il exigeait, même du poëte, la liaison des idées selon Condillac. Il jugeait très-bas La Fontaine *un peu surfait,* et ne coulait pas sans difficultés sur ce qu'on est convenu d'appeler ses aimables négligences. En prose, il était un arbitre consommé et souverain, mais encore très-armé de distinctions ; il estimait, on l'a vu, la prose du XVIII[e] siècle au moins égale à celle du XVII[e] ; s'il parlait magnifiquement de Bossuet et le comblait d'éloges sentis, il s'attachait pour son ordinaire à Jean-Jacques, et ne cessait pas de l'admirer de près. Je l'ai entendu réciter par cœur, comme modèle d'harmonie et de récitatif cadencé, la tirade du début de *Pygmalion ;* il articulait chaque phrase, en y mettant l'accent, en y reconnaissant presque des longues et des brèves. Le style qui sentait un peu la lampe ne lui déplaisait pas.

En latin, de même : il goûte fort Sénèque, mais sans préjudice de Cicéron ; il adore Tacite, mais sans moins apprécier Tite-Live. Sur Horace, sur Virgile, il rattrape toute sa sensibilité, sa finesse morale, sa jeunesse d'impressions, comme aux jours où il en causait sous les allées de Montmorency. C'était un esprit tout latin, exquis, acquis. C'est en latin, peut-être, qu'il a eu sa plus grande ouverture d'angle, toute son *envergure*. La conversation, quand elle dérivait là-dessus, devenait avec lui des plus intéressantes et des plus fines : sous son sourcil gris, son petit œil étincelait. Là il est original et exprime des opinions particulières sur Phèdre, sur Cornelius Nepos, qu'il ne craint pas de dégrader de leurs honneurs classiques usurpés.

Le livre de M. Nisard l'avait fort remis en train et en humeur sur ces sujets ; il était très-frappé de ce livre de M. Nisard, peut-être un peu trop, comme quelqu'un qui, peu accoutumé au moderne, le trouve tout d'un coup singulièrement gracieux sous ce pavillon.

Ses opinions sur les poëtes et les philosophes modernes, même sur les historiens célèbres de nos jours, seraient capables d'étonner. J'essayais un jour de le convaincre sur Lamartine, et je lui récitais la strophe :

> Ainsi tout fuit, ainsi tout passe,
> Ainsi nous-mêmes nous passons, etc. ;

il me répondit que c'était, en effet, fort bien *conjuguer* le verbe. Il accordait à contre-cœur quelque talent à Châteaubriand. Il ne craignait pas d'avouer que, dans les comités des chambres dont il faisait partie, il lui eût été plus facile de s'entendre, ou du moins de contester avec M. de Bonald qu'avec M. Royer-Collard (1). Ce sont là de ces extrémités de jugement qui marquent à la fois la limite et l'écueil ; je les appelle les *déportements* de cet homme judicieux.

Tout ceci dérivait en grande partie d'une même source. Habitué à trop accorder à la méthode, à la discipline, M. Daunou ne faisait pas d'acception intime, de distinction radicale entre les esprits. Il était prêt, par exemple, à mettre un bon sujet qui se soigne sur la même ligne qu'un beau génie qui se néglige, et peut-être il était à craindre qu'il ne le préférât à ce dernier. L'invention en toute chose ne le frappait point assez ; il ne lui donnait jamais le pas décisif sur l'ordre et sur l'expression. En érudition, il raillait volontiers les Saumaise, et il accordait un peu trop de crédit historique à Marmontel. Il n'entendait rien du tout, j'oserai dire, au grand homme non littéraire, et n'admettait pas plus Mahomet que Grégoire VII, pas plus Alexandre que Napoléon. Qu'est-ce que le génie ? *la raison sublime,* répondait-il avec Chénier ; mais, si un seul des degrés qui, du bon sens, de la raison vulgaire, conduisent jusqu'au haut de l'échelle, se trouvait brisé, il était rétif et ne montait plus.

En chacun de ces points encore, on le trouverait bien fidèle au XVIIIe siècle, qui, tout matérialiste qu'il était en finissant, croyait surtout à l'éducation, à l'acquisition, au *fiunt* plutôt qu'au *nascuntur*.

A un certain moment, la génération qui surgissait vers 1822, surtout la jeune école historique, venait à M. Daunou comme à un maître et à un chef vénéré. Dans

(1) Il y avait en effet beaucoup de *condillacisme,* quant au procédé et à la forme, chez M. de Bonald.

l'âge de la ferveur impétueuse et de l'enthousiasme, on est quelque temps avant de comprendre que le plus grand témoignage qu'on puisse souvent donner aux hommes arrivés et désabusés, c'est de se tenir à distance ou de ne les prendre que par les surfaces qu'ils offrent. M. Daunou éluda plus qu'il n'eût fallu ces hommages sincères, s'entr'ouvrit à peine et bientôt se referma. Il découragea sans doute alors plus d'un admirateur distingué dont le contact l'eût heureusement excité et dont le mouvement l'eût rajeuni. Vers la fin, un peu plus seul ou plus indulgent, il paraissait moins insensible aux avances, et la connaissance personnelle de l'homme le faisait revenir sur l'ouvrage.

Mais, quand il avait quelque chose de direct contre une personne, il n'en revenait jamais : ajoutons vite que, si le jugement chez lui pouvait, en de certains cas, sembler vindicatif, le cœur lui-même ne l'était pas.

La conversation, la familiarité avec lui, tel que nous venons de le décrire, ne laissait pas d'avoir ses difficultés, on le comprend ; il y avait une première glace à rompre, et, même lorsqu'elle était rompue, certains points demeuraient à jamais interdits et inabordables. Son commerce pourtant, lorsqu'on parvenait à s'y établir et à y faire quelques progrès, n'en avait que plus de prix. M. Natalis de Wailly a eu, mieux que personne, raison de noter cette « bienveillance qui, triomphant peu à peu de sa timide réserve, communiquait à son exquise politesse tous les charmes de l'affabilité. » — Entre gens d'autrefois, entre bonnes gens et du pays, M. Daunou retrouvait, à de rares moments, des éclairs de gaieté qui faisaient plaisir à voir, et on a pu l'entendre, après certains dîners où les vieux souvenirs étaient en jeu, se mettant tout d'un coup à fredonner quelque chansonnette de son jeune temps.

Tel qu'il vient de s'offrir et que chacun peut désormais le considérer avec nous, c'était un homme rare, non-seulement distingué, mais unique en son genre, un de ces hommes qu'il faut connaître pour recevoir la tradition, et qui pourtant avait son cachet à part entre tous les autres individus réputés comme lui du XVIIIe siècle; c'était un caractère, une nature originale par son ensemble, médaille d'un autre âge conservée tout entière dans le nôtre, et où pas une ligne n'était effacée. En le dessinant comme nous avons essayé de le faire, en passant et repassant le trait sur les lignes de cette figure modeste, mais expressive, en y indiquant soigneusement les creux et les dégageant à nu, nous n'avons certes pas prétendu diminuer l'idée qu'on en doit prendre; nous croyons plutôt que c'est ainsi que le vieux maître a chance de se mieux graver et plus avant dans la mémoire, et qu'au milieu de tant de physionomies transmises qu'un vague et commun éloge tendrait à confondre, la sienne, plus restreinte, demeurera aussi plus reconnaissable.

SAINTE-BEUVE.

DE

LA JEUNE ANGLETERRE.

CONINGSBY OR THE NEW GENERATION,

BY B. D'ISRAELI, M. P.

Il me semble qu'on peut être curieux, en France, de savoir à peu près ce que c'est que la *jeune Angleterre.* Ces mots, par lesquels se désigne assez vaguement un groupe d'hommes distingués appartenant au côté tory de la chambre des communes, sont plus d'une fois venus jusqu'à nous depuis une année : j'avoue qu'ils n'étaient pas de nature à nous prévenir en faveur du mouvement intellectuel et politique auquel ils servent de devise. Quelle étiquette de parti plus fanée, plus usée, plus souvent menteuse que celle-là! Hélas! combien n'en avons-nous pas vu de ces audacieuses jeunesses conduites à de risibles ou à de tristes caducités au bruit des plus retentissantes espérances! Après la *jeune France,* la *jeune Italie,* la *jeune Allemagne,* la *jeune Suisse,* le plus difficile assurément pour la *jeune Angleterre* était de nous faire croire à la séve de sa jeunesse : je ne dirai pas qu'elle y a réussi; mais lorsque l'on considère les incidents qui ont marqué la session actuelle du parlement anglais, ces marches et ces contre-marches, guerre civile peu dissimulée, exécutées par des détachements du corps d'armée tory, et le cabinet à la tête duquel est placé sir Robert Peel obligé de jouer deux fois son existence contre ceux mêmes qu'il n'a pas encore cessé de nommer ses amis, il est naturel de se demander si la *jeune Angleterre* ne serait pas en voie d'acquérir une réelle importance, et, dans le cas où les scissions qui ont divisé le parti conservateur menaceraient de devenir définitives, si elle serait en mesure de donner la consis-

tance et la discipline d'un parti aux tories que le dépit ou la défiance éloigne de sir Robert Peel.

Sans doute, sous ces mots de *jeune Angleterre*, on a moins rencontré jusqu'à présent une école décidément organisée, une coterie manœuvrant avec régularité, que certaines idées flottant dans l'atmosphère morale du parti tory, mais plus arrêtées dans quelques-uns des jeunes esprits de la chambre des communes. Pour peu que l'on eût suivi depuis deux ans, dans leur carrière parlementaire, ceux qui passaient pour les principaux membres du groupe, M. d'Israeli, lord John Manners, M. Milnes, M. Smythe, l'on avait dû remarquer l'indépendance de leur attitude à l'égard du ministère, leur penchant à relever les questions par un élan philosophique, leur application dans cette voie où un nombre considérable de tories, cherchant à dégager les grands intérêts, les grands principes, les grandes traditions historiques représentées par leur parti, s'efforcent de les accorder avec les besoins actuels et les tendances de l'Angleterre. C'est dans ce mouvement, et entre autres par la diversion qu'il a opérée sur les questions de philanthropie, que le parti conservateur, retenu sur le terrain des questions commerciales, et condamné à la défensive par sir Robert Peel, a repris une initiative qui n'est pas sans générosité et s'est donné une vigoureuse position offensive contre les intérêts par lesquels il était accoutumé à se voir attaquer et refouler. Les membres de la *jeune Angleterre* paraissaient suivre dans cette direction des plans délibérés, un système résolu : s'ils avaient donc pour leurs idées l'ambition qu'on leur supposait, il semble, en présence des dissensions et du malaise du parti tory, que le moment fût venu de se montrer positivement sous leur vrai nom, d'indiquer où ils allaient, d'arborer enfin leurs couleurs et d'appeler à eux par une autre propagande que celle de l'intimité ou des salons ces éléments de jeunesse et de vie qu'ils veulent infuser au torysme renouvelé.

Ainsi apparemment l'a pensé M. d'Israeli en lançant, il y a deux mois, le manifeste auquel il a donné le titre de *Coningsby ou la nouvelle Génération*. L'accueil qui a été fait à ce livre montre que M. d'Israeli ne s'est pas trompé du moins sur l'opportunité de sa tentative, et nous autorise à parler de *Coningsby*, ne fût-ce qu'à titre de renseignement sur la situation d'un des grands partis de l'Angleterre. *Coningsby* est le livre à la mode de cette saison. Publié au mois de mai, il avait au bout de quelques semaines une seconde édition : il en a aujourd'hui une troisième. Les salons se sont amusés à en traduire les personnalités enveloppées, et à y butiner des médisances; il a été discuté et commenté par la presse : en parcourant les journaux anglais, il peut vous arriver de rencontrer encore dans les *leading articles* du *Times* et du *Morning-Chronicle* (ce sont les premiers-Paris de l'endroit) des allusions familières à plusieurs des types que M. d'Israeli a esquissés dans *Coningsby*.

Avant tout, il faut peut-être s'expliquer sur la question littéraire que ce livre soulève. Par sa forme, *Coningsby* semblerait devoir plutôt relever de la critique littéraire que de la discussion politique. *Coningsby* est bien un manifeste, mais nous ne pouvons empêcher qu'il ne soit aussi un roman. Si la critique avait à se prononcer sur ce livre avec la sévérité due aux œuvres qui prétendent aux succès désintéressés et durables de l'art, elle pourrait frapper d'une juste condamnation l'alliance illégitime que M. d'Israeli y a consommée. S'il fallait chercher dans l'épigramme la pénalité encourue par ce délit, on comparerait la violence que M. d'Israeli a faite à l'art, au nom et au profit de la politique du moment, à la

barbarie qui introduirait les armes à feu dans un orchestre : c'est, pour un cas semblable, le mot de cet esprit raffiné, M. de Stendhal, qui lui-même tramait des romans comme en aurait pu composer Machiavel, si, dans ses délassements littéraires, l'auteur de la *Mandragore* n'avait préféré oublier la science d'intrigue amassée par l'auteur du *Prince*. M. d'Israeli eût-il exigé dans l'arrêt les rigoureuses formalités de la loi ? on lui eût démontré sans peine que son œuvre enfreint les règles que la poétique impose à l'intervention de la politique dans l'art. L'art ne refuse pas de s'inspirer de la politique, puisque c'est une des faces sous lesquelles la nature humaine se présente à lui ; et, des influences morales qu'il ambitionne d'exercer, il n'exclut certainement pas celle qui peut agir sur la constitution et le gouvernement des sociétés, mais à une condition, c'est qu'il empruntera à la politique comme il emprunte aux autres branches de l'activité humaine, c'est-à-dire en faisant son miel, en généralisant les observations qu'il aura recueillies, de manière à préparer à l'homme de tous les temps un enseignement dans un plaisir. C'est ainsi que Corneille a parlé effectivement de politique au goût de Condé et de Napoléon; c'est ainsi que les hommes d'état reconnaîtront toujours leur pensée et leur style dans la langue trouvée par Racine pour Agrippine, Acomat et Mithridate. C'est ainsi que Shakspeare, lorsqu'il écrivait cet admirable discours d'Antoine à la plèbe penchée sur le cadavre de César assassiné, se montrait, dans l'art de s'emparer des masses et de les *agiter* par la parole, digne de donner des leçons à M. O'Connell lui-même. Ce que l'art ne saurait tolérer du moins dans le drame dialogué ou raconté, c'est qu'on l'asservisse, en le rapetissant, à des intérêts passagers. Qui lirait aujourd'hui Shakspeare, s'il eût braqué ses pièces contre le sir Robert Peel de son temps ? Les comédies politiques de Fielding, lors même qu'elles fussent parvenues à renverser Walpole, n'en seraient pas moins de mauvaises comédies, bien justement punies par l'oubli qui les a tuées.

Mais M. d'Israeli se moquerait de moi si j'allais sérieusement demander aux docteurs titrés en ces matières leurs gros codes et leurs épaisses férules pour m'en servir contre *Coningsby*. Je ferais une impardonnable dépense de temps et de scrupules à examiner si M. d'Israeli a écrit un bon roman. Je sais bien que ce n'est pas ce qu'il a voulu, je sais bien qu'il ne s'agissait pas pour lui de faire un beau livre. Vous eussiez offert à M. d'Israeli pour prix de son œuvre la grande gloire littéraire ou les sceaux de secrétaire d'état, je ne serais pas en peine de dire ce qu'il eût choisi; il serait désappointé, j'en suis sûr, s'il ne trouvait que la perle glorieuse au bout de son œuvre : le *grain de mil ou de blé* (c'est-à-dire une des premières places à la droite du *speaker* de la chambre des communes) *ferait bien mieux son affaire*. Je n'ai donc pas le droit de montrer plus de susceptibilité que M. d'Israeli lui-même sur la valeur de *Coningsby* comme roman. La critique ferait une escrime ridicule si elle ne suivait pas ceux qu'elle provoque sur le terrain que leur ambition lui désigne, et si elle ne savait, au besoin, raccourcir sa grande lame d'emprunt à la mesure de leur épée.

Il me suffit de comprendre le motif qui a déterminé M. d'Israeli à choisir la forme qu'il a adoptée pour sa pensée. Son but était tout simple : il s'agissait de faire parler de la *jeune Angleterre*, d'en faire parler le plus possible, de la mettre à la mode; il fallait pour cela l'introduire dans le monde, auprès des femmes peut-être (on voit dans *Coningsby* que les femmes ne sont pas des auxiliaires dédaignés par les adeptes de la jeune génération). Or, supposez qu'en cet endroit, où l'attention est chose si frêle et si facile à effaroucher, M. d'Israeli fût entré

avec un gros livre où eussent été compendieusement exposées les doctrines de son école. Il avait bonne chance à disserter en pareil lieu sur la politique financière de sir Robert Peel, sur la nouvelle loi des pauvres, sur le tarif des céréales! On l'eût averti, en s'abstenant de les lire, de garder ces beaux discours pour Westminster ; le plus magnifique succès qu'il eût pu espérer eût été de fournir le prétexte de quelques *leading articles* sur la situation du parti conservateur au *Times* ou au *Morning Post.* Les affaires de la *jeune Angleterre* eussent été bien avancées! En se contentant au contraire de glisser ses idées dans l'intrigue et dans le dialogue léger d'un roman de *high life,* M. d'Israeli avait le privilége de ne toucher aux questions que par la superficie et par les généralités où elles sont accessibles à tous. Il faisait partager à sa cause l'intérêt et la sympathie que les sollicitudes de son imagination préparaient pour ses héros. Il n'avait pas besoin des armes pesantes de l'argument contre les choses qu'il attaque et les hommes qu'il combat. Le bon mot, l'épigramme, la caricature, suffisaient; que les rieurs fussent de son côté, et la bataille était gagnée. Ajoutez qu'en choisissant ce parti, M. d'Israeli ne sortait pas des habitudes de son esprit, et conservait, dans l'usage des ressources qui lui sont familières, la plénitude de ses avantages.

En effet, M. Benjamin d'Israeli, qui représente à la chambre des communes la *jeune Angleterre* et le bourg de Shrewsbury, et qui porte un nom déjà honoré dans les lettres anglaises par l'auteur des *Curiosités de la littérature*, n'en est pas aujourd'hui à son début comme romancier. Précédé par *Vivian Grey*, *Contarini Fleming, the young Duke, Henrietta Temple* et *Venetia*, *Coningsby* n'est pas le coup d'essai de M. d'Israeli, qui pourtant nous doit encore son coup de maître. On s'aperçoit bien, en parcourant ces ouvrages, que M. d'Israeli n'a pas travaillé pour la postérité (je dirais pour l'Académie si M. d'Israeli était Français). J'ignore les motifs qui ont invité M. d'Israeli à les écrire; à l'exception d'*Henrietta Temple,* dont la composition est plus soignée, ils portent tous les traces d'une improvisation rapide. On dirait que M. d'Israeli a tout au plus envié pour ses ébauches le succès d'une saison. Il s'est contenté de laisser deviner ce qu'il pourrait faire lorsqu'il voudrait bien aiguillonner son indolence ou contenir sa facilité, et, sauf dans *Henrietta Temple,* il n'a pas daigné prendre la peine de réaliser complétement l'idée qu'il donnait de son mérite ; — ou plutôt, écrire d'une plume leste et légère, avec l'aisance et la finesse, mais aussi avec l'insouciant laisser-aller d'un homme distingué, d'un honnête homme, comme nous dirions si nous étions du XVII[e] siècle, montrer, par le ton dont on en parle, que l'on connaît, que l'on savoure toutes les élégances du *high life,* et qu'avec une nature assez délicate pour se laisser sincèrement attendrir par les émotions pures et simples, on peut encore, avec une aimable prestesse, secouer sur la conversation les étincelles d'un enjouement spirituel : tel est le mérite au renom duquel semble avoir prétendu M. d'Israeli. Après les brillants échantillons qu'il en a donnés, on aurait tort de le lui contester. Pourquoi lui reprocherait-on davantage de borner là son ambition? Parce que l'on a pris son parti de n'être ni Walter Scott ni Byron, est-il à dédaigner de se faire sans trop d'effort une distinction dans le monde des qualités de son esprit, comme tant d'autres s'en font une du choix de leurs cravates ou de la généalogie de leurs chevaux? A ce point de vue, les jeux littéraires sont un *sport* qui ne le cède à aucun autre parmi ceux qu'honore le club des jockeys.

Vivian Grey, publié en 1827, pouvait être considéré, pour les promesses de talent qu'il donnait, comme un début remarquable, surtout si l'on songe que

M. d'Israeli n'avait pas dépassé de beaucoup sa vingtième année, lorsqu'il l'écrivit. Je parlerai de *Vivian Grey*, parce qu'on y voit que l'ambition politique n'a pas été chez l'auteur une préoccupation tardive. M. d'Israeli y montrait la crainte que la critique ne voulût lire ses propres aventures à travers celles de *Vivian Grey*, et il protestait contre cette interprétation de son œuvre : il ne faut donc pas chercher dans ce livre des allusions à la carrière de M. d'Israeli ; je le veux bien. Cependant au moment où M. d'Israeli se présente à nous avec un roman politique, il peut y avoir un intérêt de rapprochement à rappeler sa première pointe dans cette voie. Vivian Grey est fils d'un homme de lettres doué d'un esprit aimable, d'une fortune honnête et d'une précieuse modération de caractère. Il s'en faut que Vivian apporte dans la vie ce philosophique dédain des grandeurs agitées, qui a permis à son père de humer avec un spirituel épicuréisme les plaisirs de l'intelligence et de la fortune. Vivian Grey entre dans le monde, altéré d'ambition; comme il est Anglais, je n'ai pas besoin de dire que son ambition est politique. En impétueux jeune homme qu'il est, Vivian marque son but au plus épais de la mêlée : il veut créer un parti. En ce temps-là, la *jeune Angleterre* n'était point encore inventée : il ne s'agissait pas encore de marcher sur la redoute du pouvoir, en faisant onduler un étendard brodé de théories. L'amitié d'un lord, propriétaire de plusieurs bourgs-pourris, valait mieux que tous les principes du monde. Aussi Vivian Grey, sans s'inquiéter d'aucune profession de foi politique, s'insinue-t-il dans les bonnes grâces d'un noble marquis qui a été longtemps ministre. Il persuade à cet homme d'état émérite de travailler à rentrer aux affaires. Devenu son agent, il lui fait nouer des alliances avec d'importants personnages qui ont, comme lui, à se plaindre du ministère. A ces influences coalisées par Vivian Grey, il manque un organe dans la chambre des communes : un seul homme pourrait remplir cette haute position, c'est Cleveland ; mais cet éloquent orateur a été précisément éloigné de la vie politique par les dégoûts dont l'a abreuvé le protecteur de Vivian Grey. Cependant le jeune intrigant parvient à le réconcilier avec le marquis. Les plans ambitieux de Vivian sont à la veille de réussir. Lui-même, aux élections qui vont avoir lieu, il doit entrer à la chambre des communes, lorsque tout à coup une femme qu'il avait insultée rompt la maille de son intrigue. La coalition se dissout. Chassé du château du marquis, provoqué au milieu d'un club par Cleveland, qui croit avoir été joué par lui, Vivian est forcé de se battre avec l'homme qu'il admire et il le tue. Après avoir consommé ainsi lui-même la ruine de ses rêves, Vivian, cruellement guéri de l'ambition, quitte l'Angleterre. Là finit réellement le roman : je ne sais pourquoi M. d'Israeli fait courir encore à son héros trois volumes d'aventures fantastiques en Allemagne. Malgré les invraisemblances délibérément commises, il faut le dire, qui abondent dans *Vivian Grey*, bien que toutes les règles de proportion y soient outragées, dans la partie que je viens d'analyser, plusieurs pages se lisent avec intérêt. L'entraînement du style rend quelquefois avec bonheur les mouvements fiévreux de l'intrigue, le dialogue court avec verve et hardiesse; on y rencontre plus d'un trait frappé au bon coin de cette mordante impertinence, de cette tranchante ironie, de ce *coupant* si aimé des Anglais, qu'on pourrait appeler le sel britannique.

Je ne croirais pas être juste envers M. d'Israeli, si je ne disais un mot d'*Henrietta Temple* C'est le livre le plus agréable qu'il ait écrit, et c'est de toute manière un charmant livre. M. d'Israeli y a rencontré l'harmonie exacte des qualités aimables et brillantes de son âme et de son esprit. *Henrietta Temple,* le second

titre l'indique, est une histoire d'amour, *a love story*. C'est une lecture unie, douce; vous n'y éprouvez jamais les transes horribles que vous inspirent les soubresauts épileptiques de l'action dans tant de romans forcenés. Je ne voudrais pas déflorer cette narration attachante par une aride analyse. L'auteur y a mis en scène une de ces vieilles familles catholiques, qui, en conservant intacte la foi de leurs pères, ont ajouté une autre et plus pure noblesse à celle de leur blason. Il s'exhale de ces vieilles maisons anglaises demeurées catholiques je ne sais quel parfum de mœurs pures et naïves, de vertus primitives et bénies, bien senti déjà par plusieurs romanciers, parmi lesquels il faut citer l'auteur de *Simple Story,* et dont M. d'Israeli a compris, lui aussi, avec une intelligente sympathie la suavité. Les tableaux d'intérieur qui ouvrent le livre sont d'une mélancolie touchante et vraie; les scènes et les correspondances d'amour entre Henrietta Temple et Ferdinand Armyne sont exécutées avec une délicatesse et une pureté ravissantes; la vie de Londres est crayonnée avec beaucoup d'entrain et d'esprit. D'ailleurs, sur quelques caractères que vous portiez vos regards, vous ne rencontrez que d'aimables figures, originales encore, malgré le rayon de bonté qui les illumine d'un charme commun. Je citerai, entre autres, le dévouement silencieux, la candide sollicitude du bon prêtre Gladstonbury; la chevaleresque, la hardie, la sentimentale Henrietta; le marquis de Montfort, ce type du lord anglais, si délicat dans sa générosité, si noblement contenu dans ses affections, vieille connaissance que l'on se souvient toujours avec plaisir d'avoir faite dans plusieurs des bons romans du XVIII[e] siècle; lady Belair, qui a vu toute l'histoire du grand monde anglais depuis le temps des jeunes années de Charles Fox, qui va partout encore malgré sa vieillesse, et dont le caquetage, spirituellement étourdi, noue et dénoue les difficultés de l'action; enfin ce gentilhomme français, le comte de Mirabel, d'une gaieté, d'un entraînement infatigables, qui donne le ton à la jeunesse dorée de Londres, et dont il n'y a pas de témérité à soupçonner le modèle, puisque M. d'Israeli, *son affectionné ami*, a dédié *Henrietta Temple* à M. le comte d'Orsay.

Ce sont là, des antécédents de M. d'Israeli jusqu'à *Coningsby,* les seuls qui me paraissent mériter d'être rappelés. Quoique j'aie déjà récusé pour *Coningsby* la critique littéraire, si j'avais à lui assigner un rang dans l'œuvre de M. d'Israeli, je le placerais après *Henrietta Temple,* mais bien au-dessus encore des autres productions de l'auteur. *Coningsby* est un roman défectueux, presque sans action, envahi par des digressions complétement étrangères au développement de l'intrigue; cependant, grâce à la vivacité, à la limpidité du style, grâce au tour piquant des conversations, grâce même à la variété des épisodes et des portraits sous lesquels l'auteur fait oublier la trame insignifiante de sa fable, *Coningsby* se lit avec plaisir. Jetez les yeux sur la dédicace qui tient lieu de préface à ce livre, vous êtes loyalement prévenu, et vous serez doué d'une perspicacité singulière si vous vous attendez à lire un roman. L'auteur ne croit ces volumes dignes d'être offerts que « parce qu'il s'est efforcé d'y peindre quelque chose de l'esprit nouveau, et meilleur, ce lui semble, qui se développe en Angleterre. »—« Son objet, continue-t-il, a été de répandre quelques idées qui puissent élever le ton de la vie publique, de fixer le vrai caractère des partis politiques et de porter les Anglais à distinguer plus soigneusement à l'avenir les choses des mots, les réalités des fantômes. » Avant de discuter les idées sérieuses de l'auteur, avant d'apprécier l'esprit nouveau qu'il a essayé de dépeindre, je ne puis me dispenser d'indiquer les combinaisons dans lesquelles il lui a plu de faire mouvoir ses idées et le cadre qu'il a donné à son tableau.

Le roman s'ouvre en 1832; c'est l'année de la réforme parlementaire, et l'on peut deviner que l'auteur va suivre l'histoire des partis depuis la perturbation jetée par cet événement dans le mécanisme des institutions anglaises. Le héros du livre, le représentant de la *nouvelle génération*, Henry Coningsby, âgé alors de quinze ans, est au collége d'Eton. Coningsby est le petit-fils d'un des seigneurs les plus riches de l'Angleterre, le marquis de Monmouth. Le vieux lord est un de ces égoïstes sybarites chez lesquels l'épicuréisme, gâté par toutes les prévenances de la fortune, engendre, sous l'enveloppe de mœurs élégantes, je ne sais quelle implacable férocité. Il est brouillé avec son fils aîné. Son second fils, père de Coningsby, est mort victime de ses duretés. Cependant les succès de Coningsby à Eton et les brillantes qualités qu'il révèle de bonne heure lui obtiennent la faveur de lord Monmouth, dont ils flattent l'orgueil. Coningsby débute donc dans la vie sous de magnifiques auspices. Au sortir d'Eton, où il a formé des amitiés avec les jeunes gens des premières familles d'Angleterre, il est introduit dans le monde par une visite au château du duc de Beaumanoir, père de lord Henry Sidney, un de ses jeunes camarades. M. d'Israeli, pour ne pas perdre le temps, fait servir les visites de son héros à son apprentissage de futur chef de parti : ainsi, dans la maison noble et patriarcale de ce duc, Coningsby se lie avec un jeune gentilhomme catholique, sir Eustace Lyle, un des plus riches propriétaires de son comté, et dont la bienfaisance lui suggère ses premières idées sur le paupérisme et sur la condition de la classe agricole; il y devient aussi l'ami d'une des filles du duc, lady Everingham, femme brillante, qui doit être plus tard une des plus séduisantes recruteuses de la *jeune Angleterre*. Coningsby, en quittant Beaumanoir, va faire une tournée dans les districts industriels. Il rencontre aux environs de Birmingham le père d'un de ses meilleurs amis d'Eton, un riche manufacturier, M. Milbank, qui lui explique les grands intérêts que l'industrie représente en Angleterre. De là l'auteur mène son héros dans la résidence princière de son grand-père, à Coningsby-Castle : il y trouve réunie la plus splendide société de l'Angleterre. Il y gagne l'intimité d'un des premiers banquiers de l'Europe, le juif Sidonia, dont la conversation, qui cherche la profondeur à travers la singularité, dégage les principes les plus élevés de la *nouvelle génération;* il y témoigne aussi à une malheureuse jeune fille, à la petite Flora, attachée à la troupe française que lord Monmouth a engagée pour l'été, une bienveillance qui doit lui rapporter plus tard une récompense imprévue. Coningsby part ensuite pour l'université. Pendant la première année qu'il passe à Cambridge, lord Monmouth s'est remarié avec une princesse italienne et s'est fixé à Paris, où il engage son petit-fils à venir demeurer quelque temps auprès de lui. Coningsby voit à Paris Edith Milbank, la sœur de son ami et la fille du manufacturier de Birmingham. Il en devient amoureux ; mais il y a entre M. Milbank et lord Monmouth une inimitié invétérée. L'homme du peuple enrichi a entrepris contre le patricien une lutte sans trève. Lord Monmouth désirait acheter une propriété voisine de ses terres de Coningsby-Castle ; M. Milbank le prévient. Lord Monmouth possédait dix bourgs à la chambre des communes avant le bill de réforme ; il travaillait à réparer la perte d'influence que cette révolution électorale lui a fait subir ; déjà il croyait avoir suffisamment établi son ascendant dans un bourg voisin de Coningsby-Castle ponr y faire nommer un de ses agents. Milbank se présente comme candidat et emporte l'élection. Milbank connaît l'amour de Coningsby pour sa fille, il le sait réciproque, mais il révèle à Coningsby les motifs qui rendent impossible toute union entre la famille de lord Monmouth et la sienne,

et il défend à Coningsby de revoir Edith. De son côté, lord Monmouth, pressentant une dissolution prochaine du parlement, veut opposer Coningsby à Milbank dans le bourg de Dalford, et l'engage à aller préparer sa candidature. Coningsby aime mieux encourir la colère de lord Monmouth que de consentir à supplanter le père de la jeune fille qu'il aime. Il paie cher sa générosité. Lord Monmouth meurt, et laisse sa fortune à la petite comédienne Flora, qui était sa fille naturelle. Coningsby, déshérité, déchu de la grande position qu'il occupait dans le monde, réduit à une pension de 300 livres sterling, se résout courageusement à tenter la fortune par son travail; il va entrer dans le barreau. Sur ces entrefaites ont lieu les élections de 1841, l'événement qui devait ouvrir à Coningsby la perspective rêvée par lui avec tant d'ardeur de la vie politique. Mais un soir que Coningsby ressentait encore plus amèrement la ruine de ses espérances, en voyant ses jeunes camarades d'Eton se présenter aux *hustings* avec des chances assurées de succès, il trouve dans un journal la nouvelle de sa nomination au bourg de Dalford. Ému de la générosité de Coningsby, sachant de quelles pertes il l'avait payée, désarmé d'ailleurs par la mort de lord Monmouth, Milbank avait en effet abandonné sa candidature en faveur de l'amant de sa fille. Coningsby épouse Edith ; bientôt même la frêle Flora meurt en lui laissant les richesses de lord Monmouth, et Coningsby, maître d'une fortune immense, entouré de ses amis d'Eton, qui le reconnaissent pour leur chef, va commencer dans la chambre des communes l'œuvre de la *nouvelle génération*.

A ce tissu d'incidents et de caractères si mince et si pauvre, M. d'Israeli a attaché deux sortes d'épisodes : des esquisses de vie élégante et ces digressions politiques dont il a voulu faire la partie culminante de son livre. Or, l'accessoire est tellement ici le principal, que l'ombre d'action romanesque sortie des pâles amours de Coningsby et d'Edith n'apparaît qu'au dernier volume. On reconnaît, il est vrai, dans les esquisses de vie élégante, le pinceau initié; je ne sais cependant si le monde même qui y est représenté peut trouver beaucoup d'attrait à ces légères aquarelles. Moi qui n'en parle qu'à titre d'étranger, j'avoue qu'elles me semblent avoir perdu pour les lecteurs du continent la fraîcheur de nouveauté qui en a fait d'abord la principale saveur. Dans tous ces romans du *grand monde*, depuis *Tremaine, Granby, Pelham* (j'y ajoute, si vous voulez, *Vivian Grey* et *Henrietta Temple*), vous voyez toujours passer devant vos yeux le même placage : ce sont, plus ou moins bien rattachées par le fil d'une intrigue qui ne sert que de prétexte, des scènes de la vie de château, des causeries de *drawing-rooms* sous la domination du lion de l'endroit, personnage obligé depuis Brummell, et qui est à cette sorte de roman ce qu'était la grande coquette à nos anciennes comédies, — des promenades à cheval, des parties de chasse, des courses, une saison aux eaux, un voyage à Paris ou en Italie, une soirée d'Almack's : toutes choses qui ont aujourd'hui autant vieilli pour nous que le marivaudage buriné de ces *livres de beauté* et les paysages effacés de ces *keepsake* qui excitaient notre admiration il y a quelque dix ans. En fait d'épisodes de ce genre, on peut signaler dans *Coningsby* une peinture du collége d'Eton par lequel ont passé depuis deux cents ans les plus grands hommes et toute l'aristocratie d'Angleterre, la splendide hospitalité de Coningsby-Castle, une vive description de *steeple-chase*, et le voyage de Coningsby à Paris. Cette dernière digression nous touche d'assez près pour mériter de notre part une courte halte.

Il y aurait ingratitude à ne pas savoir gré à M. d'Israeli des sympathies qu'il

témoigne pour la France. M. d'Israeli a fait encore, il y a un an et demi, un voyage à Paris, que l'on attribuait ici à une mission politique : s'il a laissé parmi nous d'aimables souvenirs, il semble ne pas avoir emporté de Paris de moins agréables impressions. Nous nous avouons donc flattés de ce mot qu'il attribue à lord Monmouth, lorsque Coningsby se rend en France : « Paris est l'université du monde, où chacun doit prendre ses grades. Paris et Londres devraient être les seuls buts de tous les voyageurs, le reste est simple paysage. » Au risque de passer pour prendre goût trop naïvement à l'encens que nous envoie M. d'Israeli, nous transcrirons volontiers l'hommage suivant rendu à la société parisienne : « L'art de la société, dit-il, est parfaitement compris et complétement pratiqué dans la brillante métropole de la France. Un Anglais ne peut entrer dans un salon parisien sans sentir aussitôt qu'il se trouve au milieu d'une nation plus sociable que la sienne. Quoi de plus exquis, par exemple, que la manière de recevoir d'une Française! elle unit je ne sais quel calme plein de grâce, quelle dignité sans affectation, aux attentions les plus aimables pour les personnes qui sont chez elle; elle voit tout le monde, elle parle à tout le monde, et elle voit chacun au bon moment, elle dit à chacun ce qu'il faut lui dire. Il est impossible de découvrir aucune différence dans la position de ses hôtes au ton dont elle les accueille... En Angleterre, lorsqu'un personnage nouveau paraît dans nos cercles, la première question est toujours : *Qui* est-il? En France, on demande : *Qu'*est-il? En Angleterre : Quel est son revenu? En France : Qu'a-t-il fait ? »

A travers des initiales parlantes, M. d'Israeli adresse des souvenirs polis aux personnes qui lui ont, apparemment, donné la bonne idée qu'il a gardée de la courtoisie de nos manières. M. le comte Molé, M. Thiers, M. le duc Decazes, parmi les personnages importants, sont ainsi salués d'un mot au passage. Par exemple, M. d'Israeli a fait à M. de Pourtalès une faveur plus délicate : c'est dans la belle galerie de M. de Pourtalès, rue Tronchet (l'indication de la rue n'est pas oubliée, les admirateurs de *Coningsby* en profiteront), que Coningsby rencontre Edith Milbank et s'éprend pour elle de la passion que nous vous avons racontée. Parmi les femmes, je vois mentionnée à la place d'honneur la *charmante* duchesse de G....t ; puis j'entends parler du *cercle raffiné* de la comtesse de C.s..l..ne et du bal de Mme de Rothschild. Coningsby devient aussi prisonnier un soir, au faubourg Saint-Germain, d'une princesse « qui est un des chefs du parti carliste, et qui venge par des mots spirituels la cause de la dynastie tombée et de la noblesse détruite. » Mais de quel crime cette noble dame s'est-elle donc rendue coupable envers M. d'Israeli? ne l'avait-il pas suffisamment désignée? ou, s'il voulait mettre de force son nom dans les mémoires les plus rebelles, ne pouvait-il lui trouver au moins quelque variante de tournure plus fine, au lieu de l'appeler d'une façon assez ridicule la *charmante* princesse de Petit-Poix?

J'emprunte encore au voyage de *Coningsby* à Paris une page où notre situation politique est appréciée. On aime à trouver chez un étranger cette confiance dans l'avenir de la France de juillet et cette haute estime des qualités du roi, qui sont aujourd'hui d'ailleurs dans tout ce qu'il y a d'esprits éclairés en Europe : « Qu'il est triste de penser, dit Coningsby après avoir parlé avec enthousiasme des merveilles de la société parisienne, qu'une si belle civilisation soit exposée à des périls imminents! — C'est l'opinion commune, répond Sidonia; elle me trouve quelque peu sceptique. J'incline à croire que le système social de l'Angleterre court des dangers infiniment plus grands que celui de la France. Ne nous méprenons pas à

la superficie agitée de ce pays. Les bases de l'ordre y sont profondes et sûres. Comprenez la France. La France est un royaume qui a une république pour capitale. Il en est ainsi depuis des siècles, depuis les jours de la ligue jusqu'aux jours des sections, jusqu'aux journées de 1830. C'est toujours la même France, elle a peu changé ; elle n'a fait que fortifier sa nationalité. — Pensez-vous que le roi actuel se maintiendra? — Tous les mouvements de ce pays, quelque contradictoires qu'ils puissent paraître, tendent à cette fin inévitable. La nature des choses réclamait sa présence sur le trône. — Quelle position ! quel homme ! s'écria Coningsby; dites-moi ce qu'est ce prince dont on entend parler dans tous les pays et à toute heure, de l'existence duquel dépendent, dit-on, la tranquillité et presque la civilisation de l'Europe ? — J'ai une croyance, reprit en souriant Sidonia, c'est que les grands caractères de l'antiquité sont quelquefois offerts de nouveau à notre admiration ou reproduits pour nous conduire. Ennuyée de la médiocrité, la nature verse alors le métal dans un moule héroïque. Lorsque les circonstances m'ont amené devant le roi des Français, j'ai reconnu Ulysse. »

Ceci nous amène naturellement au côté politique de *Coningsby*. On a vu les prétentions annoncées par M. d'Israeli au début de son livre. *Coningsby* promet à la fois d'abattre et de fonder, d'élever sur les débris des partis anciens une politique jeune et pleine de vie; mais, disons-le tout de suite, il s'en faut qu'il soit fidèle à sa promesse : il tient tout au plus la moitié de sa parole. Il paraît que, pour la nouvelle génération, l'art est resté ce qu'il était au vieux temps, chose plus difficile que la critique; la *jeune Angleterre*, ou du moins M. d'Israeli, n'a rien changé à cela. Aussi l'auteur de *Coningsby* a mieux aimé crayonner lestement des caricatures que de construire un système, affiler des épigrammes que de condenser des idées à la fois neuves et profondes; il a cédé à la critique, à la satire, à l'invective, la place promise avec pompe à l'exposition de ces merveilleux principes qui doivent régénérer l'Angleterre.

Coningsby, même dans la sphère où le portent ses altières prétentions, est donc surtout un livre de polémique, on pourrait dire un pamphlet. M. d'Israeli est un fondateur d'école qui a plus souvent l'épée à la main que la truelle, et, chose curieuse! il n'attaque et ne blesse que le parti au milieu duquel il siége au parlement. Il y a quelques semaines, dans la séance la plus agitée qui ait ému cette année la chambre des communes, M. d'Israeli reprochait à sir Robert Peel, avec une amertume qui a été remarquée même en France, l'outrageante dureté de ses procédés à l'égard de son parti. De quel parti M. d'Israeli voulait-il parler? Du parti conservateur apparemment. La défense de la dignité du parti conservateur était, pour le moins, une singularité étrange dans la bouche de l'auteur de *Coningsby*. Lorsque M. d'Israeli montrait sir Robert Peel traitant ses amis comme des esclaves, et faisant siffler à leurs oreilles le fouet insultant de la menace, il ne croyait donc pas s'adresser à des lecteurs de *Coningsby*. Le parti conservateur n'a jamais été plus cruellement fustigé que dans ce livre. Ce parti n'a pas de plus violent ennemi intime que M. d'Israeli.

M. d'Israeli n'a négligé en effet aucun des moyens d'hostilité que la forme de son ouvrage mettait à sa disposition. Il ne lui a pas suffi de juger la conduite générale du parti conservateur dans des considérations glissées comme des *à parte*, toutes les fois que l'action du roman touche à quelque événement politique significatif. Il analyse, en les faisant vivre dans les principaux personnages de son œuvre, les diverses nuances de caractères et d'intérêts que réunit le torysme. Sans

doute, M. d'Israeli divise le parti tory en deux groupes : il y a, pour lui, de bons et de mauvais tories. Il couvre de sa prédilection les premiers, qu'il enrôle dans la *jeune Angleterre ;* mais les autres, qu'il marque d'un signe réprouvé, qu'il flagelle de ses sarcasmes, qu'il livre au mépris et à la risée, ceux qui appartiennent à la vieille génération, forment précisément le gros du parti que dirige sir Robert Peel. Ce sont ceux dont M. d'Israeli a voulu représenter les types dans quatre personnages de son roman : Monmouth, Rigby, Taper et Tadpole.

Je sais bien qu'en Angleterre on a cherché à découvrir des figures réelles à travers ces rôles : la vérité avec laquelle y sont imités des modèles choisis dans la société anglaise n'est probablement pas l'attrait le moins piquant que le public ait trouvé dans *Coningsby ;* mais, soit que M. d'Israeli ait eu les intentions qu'on lui prête, soit qu'il les désavoue, j'ai le droit de considérer comme des types conçus avec une préméditation plus large les figures qui peuplent son roman.

Ainsi, dans le marquis de Monmouth, ce seigneur si riche, si dur envers sa famille, à qui M. d'Israeli fait épouser une princesse italienne, dont il termine l'existence voluptueuse au milieu d'un souper avec des actrices françaises, auquel il attribue un testament étrange, on a reconnu le dernier marquis de Hertford, dont le nom, la famille, la mort et le testament appartiennent à la publicité parisienne au moins autant qu'à celle de Londres. Je crois cependant que M. d'Israeli s'est proposé surtout de peindre dans le marquis de Monmouth une portion notable de l'aristocratie anglaise. Lord Monmouth est la personnification de l'égoïsme le plus absolu que le patriciat puisse produire ; il représente cette classe de nobles qui concentrent sur leurs plaisirs tout l'intérêt et tout l'effort de leur vie. Les fatigues de l'activité politique dépouillent pour eux les succès de l'ambition du prestige qui enivre des natures plus mâles. L'influence politique que les priviléges leur assurent n'exprime à leurs yeux que la sécurité de leurs oisives jouissances, de même qu'ils ne voient dans la richesse que le docile instrument de leurs désirs. Une sensualité d'une nature plus subtile, la vanité, attache lord Monmouth au torysme par un lien plus étroit encore. Dans un pays où la hiérarchie des rangs et la distinction des titres multiplient et raffinent les appétits de l'orgueil, lord Monmouth, d'abord comte, a donné le titre de marquis pour aliment et pour but à son ambition ; il l'a obtenu en devenant propriétaire de dix bourgs-pourris. Marquis, il a visé à la couronne de duc ; le succès était encore une question d'influence parlementaire. Lord Monmouth était sur le point de réussir ; il allait joindre deux nouveaux bourgs à la liste de ses propriétés électorales, lorsque le bill de réforme vint détruire ses plans. Cet échec irrite lord Monmouth et ne le décourage pas ; il entrevoit les chances que la loi nouvelle laisse aux tories. L'aristocratie peut reconquérir sur les élections une partie au moins de son ascendant. Cette perspective arrache lord Monmouth aux paresseuses délices de la vie du continent : il revient en Angleterre tenir sa maison pour assurer son influence sur la ville de Dalford, voisine de ses propriétés ; qu'il parvienne à y gagner l'élection, et que sir Robert Peel retourne au pouvoir, il sera duc. Tel est le mobile qui engage activement lord Monmouth dans le parti conservateur. M. d'Israeli exprime la morale politique de Monmouth et de la classe de conservateurs qu'il représente, au moment où le marquis avertit Coningsby qu'il lui destine le siége de Dalford. Nous ne mettons pas en doute la vérité de cette scène : même après le bill de réforme, c'est encore un coin du tableau des mœurs électorales de l'Angleterre ; mais est-ce en l'honneur du torysme que M. d'Israeli l'a dévoilé ? Coningsby,

qui a des motifs pour refuser, allègue des scrupules, il ne se croit pas, dit-il, assez préparé pour accepter la responsabilité d'un siége à la chambre des communes.

— « Responsabilité! dit le vieux tory avec un étonnement d'une cynique naïveté; quelle responsabilité y a-t-il là? Peut-on avoir un siége plus agréable que celui que je vous offre? Vous ne serez responsable qu'envers le parent même qui vous y place... Il est vrai, vous êtes jeune; mais j'avais deux ans de moins que vous lorsque je suis entré à la chambre : je n'y vis pas la moindre difficulté. Tout ce que vous aurez à faire, c'est de voter avec votre parti. Quant à prendre la parole, si votre talent vous y porte, croyez-moi, ne vous pressez pas. Apprenez à connaître la chambre, et donnez à la chambre le temps de vous connaître. Un homme avisé ne peut pas entrer trop tôt au parlement. » — Voter avec mon parti : vous voulez dire le parti conservateur, répond Coningsby. Je ne peux consentir à appuyer le parti conservateur, ajoute le chef de la *jeune Angleterre*, c'est un parti qui a trahi son mandat; les individus qui le composent n'ont pas l'intelligence de leur époque; ils ne sont pas à la hauteur de la situation, etc. « Je vous comprends, dit lord Monmouth; vous parlez de l'abandon des corporations irlandaises. Entre nous, je suis de votre avis; mais à quoi sert de récriminer sur le passé? Il n'y a qu'un homme, c'est Peel... Je sais bien que c'est notre faute si nous avons laissé échapper le principal pouvoir des mains de notre ordre; on n'aurait jamais imaginé cela du temps de votre bisaïeul, monsieur. Si, à cette époque, on abandonnait pour une session le titre de *premier* à un *commoner*, il y avait toujours là un comité secret de grands nobles de 1688 qui lui donnaient leurs instructions. » Coningsby déclare que ce n'est pas le comité des grands nobles de 1688 qu'il regrette. « Que diable voulez-vous alors? » s'écrie lord Monmouth. Coningsby prononce une homélie pénétrée des sentiments de la *jeune Angleterre*. « Tout cela est fort beau, répond le marquis; mais je ne vois pas d'autre moyen d'atteindre mon but que de soutenir Peel. Après tout, à quoi servent tous ces partis et toute cette politique? à atteindre son but. Le mien est de changer notre couronne en une couronne ducale, et de vous faire substituer la baronie de votre grand'mère. Peel ne peut pas me refuser cela. J'ai déjà acheté une terre considérable pour l'affecter à votre baronie..... Vous ferez une grande alliance..... Croyez que je prendrai tous les arrangements qui pourront être utiles à votre bonheur. » Et comme Coningsby ne peut s'empêcher de remercier son grand-père de la générosité de ses intentions : « Et pour qui aurais-je des bontés, reprend lord Monmouth, sinon pour vous, vous mon sang, vous qui ne m'avez jamais contrarié, et dont j'ai le droit d'être fier? Oui, Harry, je suis heureux de l'admiration que vous excitez et de vos succès. Tout ce que je désire, c'est de vous voir au parlement. On doit y entrer de bonne heure; quel que soit leur talent, ceux qui y arrivent tard gardent toujours une sorte de raideur. Vous avez une occasion excellente. Vous partirez vendredi pour Dalford : traitez bien les notabilités de l'endroit, exaltez Peel, injuriez O'Connell, anathématisez les indécis; parlez beaucoup de l'Irlande, c'est un bon sujet. » Voilà tout le torysme de lord Monmouth : M. d'Israeli permet au moins de supposer qu'aux yeux d'un grand nombre de nobles pairs, la cause conservatrice n'a pas un autre sens ni une autre portée, et n'oblige pas à de plus sérieux devoirs.

On prétend que le caractère de Rigby est une vengeance personnelle de M. d'Israeli. C'est, en effet, la physionomie qu'il semble avoir tracée avec le plus de complaisance. Rigby, s'il faut en croire la voix publique en Angleterre, n'est autre

qu'un rédacteur du *Quarterly Review*, le très-honorable John Wilson Croker, qui faisait une certaine figure à la chambre des communes avant la réforme. Tandis que le nom de M. Croker était ainsi en train d'acquérir avec celui de Rigby une fâcheuse synonymie, M. de Châteaubriand l'anoblissait de son souvenir, dans la *Vie de Rancé*, où il le mentionne en société de Canning ; on voit qu'il y a des compensations providentielles. Quel est le motif de la vengeance dont M. Croker est victime? doit-on croire, comme on l'a donné à entendre, que M. Croker se serait placé entre sir Robert Peel et M. d'Israeli, et aurait été l'obstacle qui a empêché les faveurs de la trésorerie d'arriver jusqu'à l'auteur de *Vivian Grey?* Il faudrait avoir ses entrées dans les coulisses pour vérifier ces médisances, qui doivent être tenues pour des calomnies tant qu'elles ne sont pas prouvées. M. d'Israeli aurait d'ailleurs des griefs plus légitimes contre M. Croker, que la vengeance dont il s'est servi ne me paraîtrait pas justifiée. Cela me semble peu loyal et peu digne d'exposer un homme au mépris, sous un travestissement à la faveur duquel l'agression se dispense de la franchise. Dante nommait ses ennemis en les mettant dans l'enfer, et ceux que Michel-Ange plaçait parmi les réprouvés étaient avertis par une ressemblance sur laquelle ils ne pouvaient eux-mêmes se méprendre. M. Macaulay, dans cet article de la *Revue d'Édimbourg* où il releva, avec une verve si inexorable, les bévues commises par M. Croker dans son édition de Boswell, montrait que l'ancien secrétaire de l'amirauté peut être attaqué avec plus de vaillance, et frappé cependant avec non moins de dureté. Le Rigby du roman est le représentant d'une classe d'individus qui ont joué, en Angleterre, surtout avant le bill de réforme, un rôle assez considérable. Hommes d'une origine obscure, mais préparés à la fortune par la souplesse de leur caractère et y arrivant par leur domesticité auprès des grands seigneurs ; de talents médiocres, mais doués de ce coup d'œil instinctif qui suffit à l'égoïsme pour démêler ses intérêts ; esprits communs, au-dessous de toutes les grandes idées, mais capables de cette application à de vulgaires détails par laquelle se gagne le renom d'homme pratique ; intelligences étroites, mais habiles à se servir de l'esprit d'autrui ; puis, surnageant à tout cela, une vanité prodigieuse, une bonne opinion de soi, si convaincue, si sincère, si bien sanctionnée par le succès, qu'elle finit par persuader le gros du public : voilà les Rigbys. Le Ricby du roman a obtenu, par sa servilité, d'être l'agent de lord Monmouth ; dirigeant l'influence parlementaire et les bourgs-pourris du marquis, pendant les longs séjours de celui-ci sur le continent, il a acquis assez d'importance pour obtenir un poste élevé dans l'administration, et il fortifie son influence en écrivant pour les revues de *slashing articles,* comme les appellent ses ridicules admirateurs, des articles qui pourfendent. A côté de Rigby, comme pour l'éclairer par le contraste, M. d'Israeli fait entrevoir le caractère d'un véritable homme d'esprit, de Lucian Grey, dont Rigby exploite le brillant entraînement et la légèreté désordonnée. Ici l'original qui a posé de profil devant M. d'Israeli est Théodore Hook, l'auteur des *Sayings and Doings*, le rédacteur du *John Bull*, cet écrivain qui a été pendant tant d'années le bouffon de l'aristocratie anglaise, qu'il amusait par ses romances et par ses bons mots, par l'intarissable saillie de son improvisation, et par la perfection burlesque de son talent mimique, enfant prodigue de la fantaisie, dont la vie perpétuellement tourmentée s'est brisée enfin au milieu de ces applaudissements du monde qui, à défaut de considération, ne lui apportèrent pas même le bien-être.

Rigby est la médiocrité qui réussit. Le plus grand inconvénient des natures de

cette trempe est d'offrir aux médiocrités qui aspirent un miroir où se contemple et s'adore leur vanité, un exemple sur lequel s'exalte leur ambition. Rigby remplit ce rôle, dans *Coningsby*, à l'égard de Taper et de Tadpole. On a voulu aussi donner une traduction réelle à ces noms de fantaisie; mais il est bien évident que le but de M. d'Israeli a été de dessiner ici une portion nombreuse et remuante du parti tory, et qu'il doit y avoir au club de Carlton plus d'un Taper et plus d'un Tadpole. La fortune de Rigby, c'est-à-dire une pension de 1,200 liv. sterl., ou, devant leur nom, le titre de *right honourable* que donne la qualité de membre du conseil privé, voilà la perspective de laquelle ne se détachent pas les yeux des Tapers et des Tadpoles. Ces personnages ne jouent aucun rôle direct dans l'action de *Coningsby;* M. d'Israeli les introduit et les fait parler, comme des comparses et des coryphées, dans les *drawing-rooms* d'un château ou dans une partie de chasse, dans un dîner politique ou dans un club, toutes les fois qu'il veut montrer les jugements portés sur les situations politiques par le vulgaire du parti conservateur. Les Tapers et les Tadpoles n'ont pas d'autres principes politiques que la convoitise des 1,200 liv. sterl. Ils ne peuvent arriver à cet *ultima Thule* de leurs rêves qu'en rentrant à la chambre des communes, d'où ils ont été exclus par la réforme. Par quelle tactique s'efforcent-ils d'y revenir? De 1832 à 1841, voici quelle est la préoccupation exclusive des Tadpoles et des Tapers. Taper a toujours l'œil sur les listes électorales *(the registration);* Tadpole se creuse continuellement la tête pour trouver ce que les Anglais appellent un bon *cry*, c'est-à-dire un mot d'ordre de nature à agir sur la multitude et à la rallier au parti conservateur au moment des élections. Tadpole avec son *cry*, Taper avec ses listes électorales, fournissent à M. d'Israeli le moyen de répandre sur la nullité d'idées, sur la pauvreté d'esprit de la foule des tories, un ridicule qui a été fort goûté en Angleterre par les adversaires du parti conservateur.

Des Monmouth, des Rigby, des Taper et des Tadpole, l'égoïsme opulent et cynique, la médiocrité vaniteuse et servile, la nullité intrigante, voilà les hommes et les caractères que M. d'Israeli attribue au parti chez lequel on n'a pas cessé de répéter le mot du marquis de Monmouth : il n'y a qu'un homme, c'est Peel; *Peel is the only man.* On dirait que M. d'Israeli ne voit point d'autres caractères parmi les conservateurs, car ce sont les seuls qu'il semble tenir à nous faire voir réellement, les seuls dont il ait essayé de découper fortement l'originalité. La pâleur, l'insignifiance des physionomies où il a cherché à exprimer ses préférences de sentiments et de principes, font mieux ressortir encore le relief des autres figures. Ainsi le duc de Beaumanoir qui patronne dans le roman la jeune génération, et que l'on dit copié sur le duc de Rutland, est un grand seigneur doux et bienveillant; mais il semble que M. d'Israeli en ait exprimé toute la portée intellectuelle dans cette scène de chasse où il lui fait abattre des faisans en l'honneur de sir Robert Peel. Quant aux jeunes gens, ils ont en commun les velléités généreuses du premier âge; ils ont une égale horreur des sécheresses de la réalité; ils s'abandonnent avec une égale confiance à ce mirage doré qui ne montre au matin de la vie que des idées grandioses et splendides, là où au milieu du jour on ne rencontre plus que l'âpre aridité des intérêts : pourtant, si je cherche à les distinguer, les différences ne sont indiquées entre eux que par des puérilités qui ne suffiront jamais à accentuer de vrais caractères. Lord Henry Sidney, la silhouette, assure-t-on, de lord John Manners, croit que l'Angleterre sera sauvée lorsqu'on reviendra aux danses champêtres de nos pères autour des mais, et lorsqu'on rétablira dans

la constitution anglaise, avec ses vieux priviléges, l'ordre des paysans. Sir Eustace Lyle, une des plus douces figures cependant qui traversent *Coningsby*, et dans lequel on veut reconnaître un lord catholique universellement aimé, lord Surrey, sir Eustace est une sorte de *petit manteau bleu* : il fait distribuer trois fois par semaine, au son de la cloche, des secours aux pauvres du voisinage de son château. Quant au héros du roman, Coningsby, la copie, à mon avis, flatte peu l'original, s'il est vrai que nous devions y voir le portrait de M. Smythe : Coningsby est un beau et bon jeune homme, aimé et admiré de ses amis. L'auteur nous le vante comme un homme supérieur, et nous sommes obligés de le croire sur parole : la supériorité de Coningsby ne se révèle que par des succès de *steeple-chase*. On peut lui en supposer une autre, celle de la mémoire : Coningsby n'a guère d'autre rôle dans les conversations sérieuses où le mêle M. d'Israeli que celui d'interrogateur, et c'est apparemment du butin de ses souvenirs qu'il doit composer les doctrines de son école. Après avoir ainsi examiné les divers personnages sur lesquels M. d'Israeli a inscrit ses répugnances ou ses sympathies, on est bien sûr en effet qu'il a voulu faire sentir au parti de sir Robert Peel les cuisantes blessures de la satire : est-il lui-même bien assuré de n'avoir pas laissé sur la *jeune Angleterre* une légère nuance de ridicule? M. d'Israeli donne au moins à ses lecteurs le droit de lui adresser cette question, ce qui n'est pas précisément un succès.

Mais j'ai assez cherché à pénétrer les intentions de M. d'Israeli à travers les artifices du romancier. Il est temps de rencontrer l'auteur de *Coningsby* sur le terrain où il se présente franchement lui-même en homme politique, sur le terrain où il attaque, visière levée, et en avertissant ceux qu'il ajuste.

M. d'Israeli a eu le mérite de poser nettement une grande question dans *Coningsby* : — Qu'est-ce que le torysme? que représente-t-il aujourd'hui? quels sont ses principes? quelle est son organisation? vers quel avenir marche-t-il? — Je n'ai garde de dire que M. d'Israeli ait résolu le problème ; mais je persiste à le féliciter de l'avoir indiqué : il est des questions qu'il suffit de poser pour éclairer des situations. Telle est la nature de celle que soulève *Coningsby*.

Nous n'avons rien en France, et je crois qu'il nous est permis de nous en applaudir avec orgueil, nous n'avons rien qui puisse nous donner une idée de la composition et de la situation des partis en Angleterre. Enlevez, chez nous, les partis extrêmes, oubliez ces hommes qui sont restés en deçà ou qui sont allées au delà de l'ordre de choses fondé par la révolution de 1830, petits groupes qui ne se recrutent plus, débris qui, dans leur ruine, conservant bien malgré eux l'utilité de garde-fous, ne semblent continuer à subsister que pour indiquer à la France les déviations qu'elle doit éviter, la route large et sûre dont elle ne doit pas s'écarter : enlevez ces partis-limites, vous verrez que nos fractions parlementaires ne répondent pas à des intérêts divisés et ouvertement hostiles dans le pays. Il y a en France, c'est là notre force et notre gloire, une admirable fusion, une puissante unité d'intérêts. Aussi n'y a-t-il, à vrai dire, dans nos assemblées que des dissentiments à peu près théoriques sur la direction à imprimer à notre activité nationale. D'accord sur l'instrument dont nous avons à nous servir, la discussion ne porte plus, suivant le mot d'un des plus spirituels de nos hommes d'état, que sur la manière dont nous devons nous en servir au profit commun de la nation tout entière. Unis sur les points fondamentaux de notre politique intérieure, nos divisions ne commencent que dans les incertitudes de notre politique extérieure, encore novice, et dont les dernières secousses, d'où nous sortons à peine, expli-

queraient du moins les timides hésitations. On peut prévoir qu'une ère magnifique s'ouvrira à la France du moment où elle-même et le monde auront pleinement conscience de cette situation.

Les choses sont différentes en Angleterre. Il y a unité entre tous les partis sur les points principaux de la politique extérieure de la Grande-Bretagne. Quelles que soient les mains qui tiennent le pouvoir, cette politique ne semble pas varier; mais c'est parce qu'elle est impérieusement indiquée par la lutte même des intérêts qui divisent profondément le pays. Je n'ai pas la prétention de rechercher ici comment, tandis qu'en France un mouvement historique sensible depuis huit siècles a progressivement confondu en une seule force, en un seul intérêt, en une nationalité unie et compacte, toutes les forces, tous les intérêts, toutes les races qui se partageaient notre territoire, en Angleterre un mouvement politique opposé a semé des germes de division sans cesse grandissants. J'observe la situation telle qu'elle s'est révélée depuis la paix, mettant en présence un intérêt de classes moyennes contre un intérêt aristocratique, un intérêt de liberté commerciale contre un intérêt de monopole agricole, un intérêt d'émancipation religieuse contre un intérêt d'église priviligiée, enfin un intérêt irlandais contre un intérêt anglais; cette lutte montre des forces nouvelles attaquant des forces anciennes, des principes d'équité attaquant des faits injustes; d'un côté une marche envahissante, de l'autre des positions déjà envahies; d'un côté des intérêts qui ont beaucoup à conquérir et qui doivent gagner quelque chose, de l'autre des intérêts qui ont beaucoup à perdre et qui doivent perdre quelque chose. Sous cet aspect, il semble que les positions soient nettement dessinées, et que de grands partis doivent se former de la coalition des intérêts qui ont à conquérir et de la coalition des intérêts qui ont à perdre. De ces deux coalitions, l'une répond à la vieille dénomination de whig, l'autre à l'ancien nom de tory : les hommes d'état qui se trouvent à la tête de la première ont pris leur point d'appui sur l'intérêt réformateur; ceux qui conduisent la seconde empruntent leurs forces à l'intérêt de conservation. Dans l'opposition, qu'ils gardent leur couleur systématique et tranchée, qu'ils demeurent dans la vérité de leur rôle, le devoir et l'intérêt le leur commandent; mais, au pouvoir, les nécessités de situation se modifient, les perspectives s'élargissent, le point de vue national domine forcément le point de vue exclusif de l'esprit de parti. Obligés de concilier les principes qu'ils représentent avec les nécessités indiquées par l'intérêt de gouvernement, il leur est impossible de ne pas blesser, de ne pas sacrifier en maintes circonstances quelques-uns des intérêts qui les ont portés aux affaires.

La conduite de l'homme d'état autour duquel le parti tory s'est rangé depuis le bill de réforme était simple, facile, naturellement tracée, tant qu'il est demeuré sur les bancs opposés à ceux de la trésorerie. Le manifeste qu'il adressa aux électeurs de Tamworth en 1834, durant son rapide passage aux affaires, après la retraite de lord Althorp, était un excellent programme d'opposition. Sir Robert Peel appelait à lui les réformateurs modérés, et préparait son alliance avec lord Stanley et sir James Graham, en acceptant sans arrière-pensée les réformes déjà accomplies; il réunissait auprès de lui les intérêts menacés et attaqués, en annonçant la résolution de résister aux agressions futures de l'esprit réformateur; et sans avoir besoin d'inscrire sur son drapeau des principes généraux qui eussent pu aliéner sa liberté d'action au pouvoir, il voyait peu à peu le nombre de ses adhérents grossir par l'effet d'une réaction naturelle, par les embarras que la marche des affaires suscitait aux whigs, et par la solidarité d'appréhensions communes.

C'est ainsi qu'en entrant au ministère, sir Robert Peel s'est trouvé à la tête d'une majorité de près de 100 voix; mais une fois arrivé à la trésorerie, il n'était plus dans la même situation à l'égard de son parti, le mot de conservation prenait un autre sens. Sir Robert Peel devait faire entrer les intérêts qui avaient adopté ce mot pour devise en compromis avec l'intérêt de gouvernement. On allait s'apercevoir, ce dont on ne s'était guère préoccupé auparavant, que le parti conservateur n'était pas un parti homogène, ayant des intérêts identiques et communs. De même que les whigs avaient été obligés de réprimer les tendances de quelques-uns de leurs partisans à un mouvement trop rapide, sir Robert Peel serait contraint de vaincre les résistances d'une partie de ses amis, de leur imposer des sacrifices; c'est ce qui est arrivé, et c'est ce qui explique comment le dépit, la défiance, la crainte, se glissant parmi les conservateurs, en ont poussé quelques-uns jusqu'à l'hostilité, en ont refroidi un plus grand nombre, et ont imprimé au parti les oscillations qui ont failli renverser deux fois cette année le ministère de sir Robert Peel.

Les tories mécontents, en récapitulant les principaux actes politiques qui ont signalé la carrière de sir Robert, paraissent avoir un prétexte légitime de s'effrayer. Sir Robert Peel a toujours montré une sagacité, une attention extraordinaires à découvrir le moment où les intérêts qui sollicitent le gouvernement vont devenir irrésistibles, et une disposition singulière à s'y conformer aussitôt. Représentant d'Oxford et des principes les plus absolus de l'anglicanisme, il a fait l'émancipation des catholiques. Le bill de réforme devient la loi du pays, sir Robert Peel, qui l'avait combattu avec opiniâtreté, déclare s'y rallier désormais sans réserve. Il est porté au pouvoir par le parti aristocratique, par le parti agricole; mais, comprenant les besoins de l'industrie anglaise, il travaille systématiquement à diminuer les charges dont elle est grevée, même au détriment des intérêts qui le soutiennent. Il y a peu de jours encore, défendant la constitution de l'église d'Irlande, il prévoyait le moment où des circonstances politiques pourraient modifier sur cette question son opinion et sa conduite. « Qu'est-ce donc, se demandent les tories mécontents, et je traduis ici les paroles de M. d'Israeli, qu'est-ce que ces principes conservateurs dont on nous parlait? Que voulez-vous conserver? Le *conservatism* respecte religieusement les formes et les mots pour se donner l'apparence d'une foi; mais en pratique il cède à la passion, à la combinaison du moment. Il pose en théorie que tout ce qui est établi doit être conservé; mais il agit comme si rien de ce qui est établi ne pouvait être défendu. Pour concilier cette théorie avec cette conduite, on met en avant ce que l'on appelle un compromis : arrangement sans principe et qui n'a d'autre fin que d'apaiser l'agitation un instant, jusqu'à ce que les conservateurs, sans guide et sans but, divisés, tentés, déroutés, soient préparés à un arrangement aussi peu politique que le précédent. »

Cependant, tandis que sir Robert Peel montre cette facilité à céder aux intérêts hostiles à ceux de son parti, par un remarquable contraste il pousse la fermeté jusqu'à l'inflexibilité dans les conditions qu'il impose à ses amis. Toute sa carrière montre en lui la résolution d'arriver à l'exercice souverain du pouvoir. Admis fort jeune dans l'administration, il abandonna bientôt le poste considérable de secrétaire du gouvernement d'Irlande, afin de prendre dans la chambre des communes l'initiative des grandes mesures économiques qui établirent son crédit parlementaire. Il fut appelé avec le duc de Wellington dans le ministère de lord Liverpool; mais après la mort de cet homme d'état, lorsque M. Canning, le ministre dirigeant

(*leader*) de la chambre, devint premier ministre, M. Peel se retira avec le duc de Wellington, et déclara qu'à l'avenir il n'entrerait plus dans une combinaison qui lui donnerait un supérieur dans la chambre des communes. Canning meurt, le débile ministère de lord Goderich essaie vainement de le remplacer; le duc de Wellington forme un cabinet, M. Peel y entre en prenant en effet le poste de *leader* des communes; mais lorsque cette administration est renversée, en 1830, M. Peel donne à entendre à ses collègues qu'il ne reviendra plus au pouvoir qu'à la condition d'y remplir la première place. Le duc de Wellington se le tint pour dit: lorsque le bill de réforme fut voté, il prévint d'avance ses amis que, la chambre des communes étant devenue le pouvoir prépondérant, le premier ministre devrait désormais appartenir à ce corps. C'est en cette qualité que sir Robert Peel passa dans le court ministère de 1834. Tant que les tories sont demeurés dans l'opposition, sir Robert Peel a rempli, avec un ascendant qui ne souffrait pas de contestation, le rôle de chef de parti. Il disait dès lors, en raillant le ministère whig, souvent condamné à voir ses mesures complétement remaniées par les chambres, que, quant à lui, il ne garderait pas une minute le ministère, du moment où les réalités du pouvoir lui échapperaient. Il tint sa parole en 1838 à l'égard de la couronne, lorsque, pendant la crise ministérielle suscitée par le bill de la Jamaïque, il mit pour condition à sa rentrée au pouvoir le renvoi des dames d'honneur de la reine : il vient de la tenir deux fois de suite cette année contre ses amis, on sait avec quelle fière énergie, en les forçant à rétracter leurs votes coup sur coup.

Telle est donc la situation du parti tory, que, dénué d'un symbole commun qui serve de garantie solidaire à tous les intérêts qu'il renferme, il voit ces intérêts abandonnés et comme suspendus à la discrétion, au pouvoir arbitraire du chef qu'il s'est choisi. « A la faveur d'un tel état de choses, dit M. d'Israeli, les chefs peuvent bien faire servir leur position élevée à obtenir du pouvoir pour leur satisfaction personnelle, mais il est impossible d'assurer à ceux qui les suivent ce qui doit être après tout la grande récompense d'un parti politique, à savoir la réalisation de leurs opinions. » On conçoit, dans une situation semblable, l'anxiété des intérêts qui se croient menacés, l'inquiétude et les murmures des esprits remuants qui sentent leur activité paralysée et leur initiative enchaînée. On comprend que ces esprits recherchent des principes communs qui planent sur les chefs comme sur le parti, et qui soient à la fois pour celui-ci une garantie d'indépendance et un gage de sécurité.

C'est là précisément la préoccupation qui anime les intelligences distinguées réunies dans le groupe de la *jeune Angleterre*. Sont-elles avancées dans leur poursuite? ont-elles trouvé les vrais principes du torysme? Nous posons ces questions sous forme dubitative, parce que nous croyons que plusieurs au moins des membres de la *jeune Angleterre* n'acceptent pas *Coningsby* comme l'expression de leur pensée, et sincèrement nous les en félicitons : par la légèreté flottante et le vague contradictoire de ses conclusions, que met en saillie le ton prétentieux et vain dont elles sont jetées, *Coningsby* ne pourrait manquer de nuire à la considération politique de la *jeune Angleterre*.

Comment concevoir en effet que M. d'Israeli, qui accuse avec tant de sévérité sir Robert Peel de livrer les intérêts de ses amis, qui lui reproche l'incertitude de sa politique, émette lui-même sur les principales questions qu'il effleure des opinions directement opposées aux principes et aux intérêts jusqu'à présent connus et avoués du torysme? Est-ce la politique commerciale de sir Robert Peel qu'il réprouve,

lorsqu'il est lui-même contraire au régime restrictif? En matière religieuse, il se déclare contre cette intolérance qui a tenu pendant si longtemps et qui tient encore sur plusieurs points les catholiques et les dissidents dans un état d'infériorité politique. Il demande, dans l'intérêt de l'église, dit-il, la rupture du *Church and State,* la séparation de l'église et de l'état. Jusqu'à présent, cette séparation me semble avoir été réclamée par les dissidents et par les catholiques bien plus que par les tories; il me semble que c'est en défendant avec une grande élévation de pensée la thèse contraire que M. Gladstone a acquis, par son livre *the Church in its relations with the State*, cette position dans son parti qui l'a conduit de si bonne heure aux premiers emplois. Des paroles comme les suivantes peuvent être dictées, je veux le croire, par un intérêt sincère pour l'église d'Angleterre : « Les seules conséquences de l'union actuelle de l'église et de l'état sont, dit M. d'Israeli, du côté de l'état une intervention continuelle dans le gouvernement de l'église, du côté de celle-ci la désertion des seuls principes sur lesquels peut être établi le gouvernement de l'église, et par l'influence desquels l'église d'Angleterre pourrait redevenir universelle. Tant que l'église est gouvernée par ses principes véritables, ses biens sont les biens du peuple. L'église est le milieu par lequel les classes méprisées et dégradées ressaisissent avec l'égalité naturelle les droits et la puissance de l'intelligence ; c'est elle qui, aux heures les plus sombres de la tyrannie normande, a fait un primat d'Angleterre du fils d'un colporteur ; c'est elle qui a placé Nicolas Breakspear, un paysan du Hertfordshire, sur le trône des Césars.» Sir Robert Inglis accepterait-il ce langage, qui respire si évidemment un hommage et un regret adressés au catholicisme romain ? Il est permis d'en douter. Il est plus douteux encore que les membres actuels de l'église établie voient un défenseur dans M. d'Israeli, lorsqu'il ajoute avec vérité, j'incline à le penser, mais avec la vérité qu'ils sont habitués à trouver dans la bouche de leurs plus décidés adversaires : « L'église ferait maintenant d'aussi grandes choses, si elle brisait l'union dégradante et tyrannique qui l'enchaîne. Vous auriez encore des fils de payans pour évêques d'Angleterre, au lieu d'hommes qui n'ont d'autre titre à cette dignité sacrée que d'être les rejetons besogneux d'une aristocratie factice; hommes d'une ignorance grossière, de mœurs désordonnées, d'insatiable avarice, qui ont déshonoré le nom épiscopal et profané l'autel. De nos jours, un prêtre n'est pas regardé comme un digne successeur de ceux qui ont écrit les Évangiles, s'il n'a pas édité une pièce grecque, et le disciple de saint Paul doit aujourd'hui avoir été au moins gouverneur d'un jeune noble qui a pris un degré! Étonnez-vous que l'église ne soit pas universelle : il faut que ses principes soient indestructibles pour avoir, quoique si faiblement pratiqués, conservé le corps désorganisé qui survit encore. » La solidarité qui lie l'aristocratie anglaise à l'église établie est-elle plus violemment attaquée par les radicaux ou les catholiques d'Irlande que dans le morceau suivant ? « C'est dans la spoliation de l'église (M. d'Israeli ne peut parler ici que de l'église dépouillée par Henri VIII) que nous devons chercher la cause première des exclusions politiques et des restrictions commerciales parmi nous. Ce pillage impie créa une aristocratie factice, tremblant toujours d'être forcée de rendre son butin sacrilége. Pour prévenir cette restitution, elle se réfugia dans le *religionisme* politique ; exploitant les inquiétudes de conscience ou les pieuses fantaisies d'une partie de la population, elle en fit sortir des sectes religieuses. Ces sectes devinrent, sans s'en douter, les gardes prétoriennes de tant de domaines mal acquis. C'est à leur tête que cette aristocratie a toujours continué depuis à gouverner le pays.

C'est à leur tête qu'elle a renversé des trônes et des églises, changé des dynasties, reconstruit des parlements, ravi à l'Écosse ses franchises et confisqué l'Irlande. » Avec de telles idées, et nous n'en contestons pas la justesse, il est difficile de comprendre que M. d'Israeli ne vote pas avec M. Ward et les whigs sur la question de l'église d'Irlande, je comprends encore moins que M. d'Israeli affiche la prétention de replacer le torysme sous la sauvegarde de ses principes traditionnels, et ce qui me paraît tout à fait inexplicable (par la logique, veux-je dire), c'est que ce soit M. d'Israeli qui accuse sir Robert Peel de livrer les intérêts du torysme.

Il y aurait vraiment de la cruauté à pousser sérieusement l'auteur de *Coningsby* sur les généralités nébuleuses qu'il a l'air de prendre pour des idées sublimes, destinées à régénérer la politique anglaise. Je ne compte pas cette bizarre et cabalistique exposition de l'influence secrète et universelle de la race hébraïque, qui nous montre des juifs jusque chez les jésuites : il y a là une préoccupation personnelle que le nom de M. d'Israeli explique au besoin ; mais l'une des révélations les plus remarquables de ce genre est le panégyrique de la jeunesse qu'il place dans la bouche de ce juif Sidonia, auquel il fait traverser son roman avec la solennité mystérieuse d'un prophète. M. d'Israeli croit-il enrichir le monde d'une découverte, lorsqu'il rappelle que tous les hommes de génie ont accompli leurs plus grandes œuvres durant les puissantes années de la jeunesse, qu'Annibal et Napoléon avaient conquis l'Italie à vingt-cinq ans, que Richelieu était ministre à trente-un ans, que Bolingbroke et Pitt l'étaient avant vingt-quatre, qu'Innocent III et Léon X ceignaient la tiare dans leur trente-septième année? Cette énumération fera toujours battre de jeunes cœurs : elle n'allumera jamais le génie là où ne brûle pas l'étincelle divine. N'est-elle alors qu'une épigramme contre les ministres actuels de l'Angleterre? Je doute que le coup porte juste : des hommes comme lord Stanley et M. Gladstone ne peuvent-ils pas être comptés parmi ceux qui sont parvenus de bonne heure à une distinction élevée? Sir Robert Peel avait à peine dépassé sa vingtième année qu'il était déjà dans les grandes affaires, et pour attacher son nom à une des mesures législatives qui ont eu le plus d'influence sur la situation économique de l'Angleterre, la reprise de la circulation métallique, il n'avait pas attendu d'avoir l'âge auquel M. d'Israeli a écrit *Coningsby*.

Une pensée semble surtout préoccuper M. d'Israeli, c'est la nécessité de rétablir l'ascendant individuel, l'autorité des grands talents et des grands caractères, pour l'opposer aux influences de castes qui se partagent l'Angleterre. Suivant lui, l'Angleterre se trouve placée aujourd'hui dans l'alternative d'appartenir ou à ce qu'il appelle mystiquement l'*infidélité politique*, — il désigne ainsi le parti conservateur, — ou au parti réformiste, qu'il qualifie de secte destructive. Pour échapper à ce sinistre dilemme, il ne voit qu'un moyen, et il paraît que c'est à ses yeux le dernier mot de la *jeune Angleterre :* ne pas abandonner la puissance aux classes, restaurer la prépondérance de la couronne, le seul pouvoir, dit-il, qui n'ait aucune sympathie exclusive. Or si M. d'Israeli ne veut pas, et il l'assure, abolir les formes parlementaires, que pense-t-il obtenir par de pareils vœux en faveur de l'influence de la royauté? Ce ne sont pas des paroles qui créent des influences de cette nature, c'est la force des choses : elles ne se donnent pas, elles se conquièrent. Je m'explique ici la pensée de M. d'Israeli : M. d'Israeli est effrayé des obstacles qui entravent le chemin du pouvoir, lorsque le pouvoir est le prix de la lutte des intérêts et des influences collectives; il croit que la fortune des hommes de talent serait plus assurée, confiée à l'autorité d'un souverain intelligent, que livrée aux chances

des combats du sénat ou du forum. Pour que M. d'Israeli et ses amis s'abandonnent à cette illusion, il faut que les difficultés auxquelles leur ambition s'est heurtée aient singulièrement obscurci à leurs yeux les leçons de l'histoire. La *jeune Angleterre* professe pour le souvenir des Stuart une sorte de dévotion : quels modèles de discernement lui offrent Jacques Ier et le roi martyr dans le choix de leurs favoris! S'il y a eu dans les temps modernes et dans les monarchies absolues un grand roi, c'est bien certainement Louis XIV; et si les partisans de l'ascendant royal veulent citer un grand souverain s'appuyant sur un grand ministre, ils ne sauraient rappeler un plus bel exemple que Louis XIV et Colbert. Pourtant Colbert fut légué pour ainsi dire à Louis XIV par Mazarin, dont il avait été l'homme d'affaires; et à quel prix l'illustre contrôleur général acheta-t-il l'exercice de l'autorité? Ceux qui, ayant le bonheur de vivre sous un gouvernement libre, flétrissent à leur aise les compromis d'intérêt dont on y paie le pouvoir, seraient plus reconnaissants pour les institutions qui les régissent, s'ils daignaient étudier l'histoire des monarchies absolues. Ce Colbert, qui relevait nos finances ruinées, qui donnait à Turenne l'argent que Turenne transformait en conquêtes et en gloire, qui, en quelques années, créait magiquement à la France, auparavant sans escadre, une flotte de cent vaisseaux de ligne, qui fondait notre industrie et notre commerce, qui fertilisait notre littérature par ses nobles générosités; ce Colbert eût été heureux s'il n'avait été obligé de payer la faveur de Louis XIV que par les magnifiques prodigalités de Versailles : c'est par d'autres services encore qu'il se recommandait à son roi; c'est lui qui alla violemment arracher une première fois au cloître et au repentir Mlle de La Vallière, et je lisais dernièrement une lettre où Louis XIV, entre autres ordres de conséquence, l'avertissait, de l'armée, qu'il eût à faire peindre en vert la volière de Mme de Montespan. Auprès de ce même Louis XIV, voyez l'origine de la fortune de Chamillart, introduit, par sa force au billard, à la cour, et pour avoir fait la partie du roi, trouvé digne par lui de porter le double héritage de Louvois et de Colbert! M. d'Israeli n'aurait pas plus de raison d'appréhender que le talent pût être garrotté et rendu stérile dans la personne d'un roi par le mécanisme des institutions représentatives : cette sublime union des qualités de l'intelligence et du caractère qui forme le génie prend et prendra toujours son niveau, quelles que soient les conditions où elle puisse être placée, et il ne faudrait rien comprendre à la nature des vraies supériorités pour s'imaginer qu'une couronne constitutionnelle pût les condamner à une irrémédiable impuissance. Le gouvernement représentatif ne donne des maires du palais qu'aux princes que leurs facultés n'élèvent pas au-dessus du rôle de rois fainéants : l'histoire contemporaine en fournirait au besoin d'éclatants exemples. M. d'Israeli n'a pas à craindre que la royauté soit honteusement subjuguée en Angleterre par ces influences aristocratiques qu'il compare à la tyrannie du patriciat vénitien. Au temps même où l'aristocratie y avait le plus de prépondérance, George III n'a-t-il pas fait prévaloir la volonté royale pour le mal comme pour le bien de l'Angleterre, dans la guerre de l'indépendance américaine comme, en 1784, lorsqu'il appela Pitt au ministère, malgré la chambre des communes? Que la couronne se pose sur une tête puissante, elle n'aura pas de peine, tout en respectant les institutions représentatives, à s'emparer de cet ascendant dont la supériorité intellectuelle suffit à investir, au sein même d'une société aristocratique et vieillie, un jeune homme tel que William Pitt ou le fils d'une cantatrice, comme George Canning.

M. d'Israeli est partisan déclaré de cet ascendant individuel; il prête à son ban-

quier Sidonia et à Coningsby le culte des hommes qui personnifient en eux de grandes causes, de grands intérêts, et qui, pour commander l'admiration après leur mort, ont impérieusement assujetti, pendant leur vie. à leurs desseins et à leurs résolutions, leurs amis, leurs ennemis et la fortune. Or, par une de ces contradictions choquantes dont fourmille *Coningsby,* M. d'Israeli fait précisément un crime à sir Robert Peel de la domination qu'il a acquise et qu'il exerce sur le parti tory. M. d'Israeli croirait-il justifier son inconséquence par la boutade, suivante obliquement dirigée contre le *leader* actuel de la chambre des communes? « Mettez, dit-il, à la tête d'un parti un homme qui inspire l'enthousiasme, il commandera au monde entier. Faculté divine! rare et incomparable privilége! un chef parlementaire qui le possède double sa majorité; celui qui n'en est pas investi a beau s'envelopper d'une réserve étudiée, et affecter avec une arrogance sans dignité une hauteur maladroite, il n'en sera pas moins aussi éloigné de gouverner l'esprit que de captiver les cœurs de ceux qui le suivent en murmurant. » Je craindrais de ne pas éviter moi-même le ridicule, si je m'arrêtais sérieusement à ces puérilités : je les indique, seulement pour montrer quels beaux prétextes certains tories, fatigués de l'ère des hommes d'état financiers et économistes, des *tradesmen,* comme ils disent avec mépris, sont obligés de donner à leur mécontentement. J'estime encore assez l'esprit politique de M. d'Israeli pour être persuadé qu'il ne regarde pas lui-même la faculté magnétique d'inspirer l'enthousiasme comme une vertu indispensable dans un grand homme d'état. Il saurait bien citer lui-même plus d'un éminent politique à qui elle a manqué tout à fait. M. d'Israeli n'ignore pas que l'enthousiasme ne va pas à toutes les situations, et que cette émotion ardente ne peut être produite que dans ces crises extraordinaires où les événements qui se précipitent soulèvent les passions exaltées. Sans lui supposer l'admiration qu'éprouvait Machiavel pour César Borgia, je suis sûr que M. d'Israeli admire des hommes d'état qui ne sauraient lui inspirer d'enthousiasme, ceux, par exemple, qu'il range lui-même dans la famille des Ulysse.

Je disais que le mérite de *Coningsby,* au point de vue politique, est de soulever une de ces questions qu'il suffit de poser pour mettre une situation en lumière. On sait maintenant de quelle manière le livre de M. d'Israeli atteint ce résultat; il éclaire la position du parti tory précisément par les solutions qu'il ne donne pas. Certes à l'amertume des reproches qu'il adresse à la politique de sir Robert Peel, à la vivacité avec laquelle il attaque la tactique du parti conservateur, il semble que si quelqu'un était intéressé à découvrir et à promulguer les principes fondamentaux du torysme, c'était M. d'Israeli. Un parti se compose avec des forces et des intérêts avant de se créer des principes. M. d'Israeli prétend que la politique de sir Robert Peel déserte et livre les intérêts de son parti; pourquoi? parce qu'elle est, suivant lui, une politique de tâtonnement, parce qu'elle ne se retrempe pas dans les principes. M. d'Israeli a l'air de poursuivre ces principes, et il arrive que ses découvertes, si elles sont sincères, imposent aux intérêts coalisés dans le parti conservateur des sacrifices bien plus cruels que ceux que sir Robert Peel leur demande. Un ami de l'auteur de *Coningsby,* voulant le peindre d'un trait, a écrit que ses sentiments sont tories et ses pressentiments radicaux. Les opinions ambiguës et contradictoires de M. d'Israeli ne pouvaient être mieux définies que par un jeu de mots. Mais dire de l'homme qui attaque sir Robert Peel parce qu'il ne le trouve pas assez conservateur à son gré, que ses pressentiments sont radicaux, est une manière imprévue de le recommander aux tories. Les plaintes de certains

tories contre l'illustre baronnet sont donc dénuées de justice; le parti conservateur, ceux même qui ont la prétention de le mieux servir le déclarent, doit s'attendre à voir s'écrouler peu à peu et se transformer les priviléges sur lesquels il s'appuie. Chercher dans des idées abstraites une sanction chimérique à ces priviléges serait un effort superflu. Le parti conservateur doit bien plus se préoccuper de conduite que de théorie. L'important pour lui, c'est de ralentir le plus possible le mouvement qui le presse, c'est de ne proportionner les concessions qu'à la mesure prescrite par la nécessité des circonstances ; c'est d'opérer, avec le moins de secousses possible, une transformation inévitable, mais qui, dirigée avec imprudence et précipitation, pourrait entraîner des froissements douloureux et mettre des intérêts nationaux en péril. La grande affaire du parti conservateur au gouvernement est donc une question de tactique; cette question ne peut être sûrement résolue que par des hommes placés à ce point de vue supérieur d'où l'on découvre la résultante de tous les courants d'intérêts qui s'entre-choquent dans une société, d'où l'on peut établir, sur les complexités du présent que l'on embrasse tout entier, cette règle de proportion si difficile, si délicate, que les gouvernements ont la mission de résoudre chaque jour entre le passé et l'avenir. Si une tâche semblable doit surtout être confiée au coup d'œil, à la prudence, à l'habileté pratique d'un seul homme, parmi les hommes politiques de l'Angleterre et du parti conservateur, qui est plus digne de la remplir que sir Robert Peel? Qui possède à un degré plus élevé, plus complet, les qualités de tacticien consommé et l'intelligence éprouvée des intérêts pratiques de l'Angleterre? Jusqu'à ce que M. d'Israeli et les mécontents aient signalé un autre nom, il faudra bien qu'ils permettent à leur parti de dire avec lord Monmouth : *Peel is the only man.*

Pour juger ainsi le rôle naturel d'un gouvernement conservateur en Angleterre, nous ne croyons pas condamner à l'oisiveté les intelligences jeunes, actives, généreuses du parti tory. Convaincus de la nécessité de la politique sagement progressive de sir Robert Peel, nous croyons qu'une mission grande et haute s'offre aux hommes d'avenir du torysme, à la *jeune Angleterre* elle-même. La *jeune Angleterre* ne saurait songer sans folie à renverser le ministère actuel, mais elle peut travailler avec honneur à agrandir les idées de son parti et à en élever les tendances générales. La *jeune Angleterre* n'a et ne peut guère avoir encore que des intentions ; des intentions ne suffisent pas pour mener le gouvernement d'un pays ; mais lorsqu'elles sont nobles, lorsqu'elles joignent pour auxiliaires aux qualités du cœur les facultés cultivées de l'esprit, elles peuvent acquérir, en se développant, une puissante influence sur la vie morale d'une société. Il semble aujourd'hui que le progrès, l'activité, l'ardeur ascendante, soient du côté du torysme. Depuis le bill de réforme, les whigs, dont la faiblesse politique a si souvent trompé le bon vouloir, ont vu leurs rangs s'éclaircir chaque jour ; le radicalisme utilitaire et philosophique a perdu son influence sur les masses ; la sécheresse de ses doctrines économiques, plus favorables aux intérêts des chefs d'industrie qu'au bien-être immédiat des classes pauvres, lui enlève toute chance de popularité sérieuse. Or, tandis que l'initiative semble échapper au parti industriel et réformateur, deux mouvements, un mouvement philanthropique et un mouvement religieux grandissent au sein du torysme. Par l'un, à la tête duquel s'est placé lord Ashley, une fraction nombreuse du parti tory cherche à prendre le patronage des classes pauvres, à contrôler dans un intérêt d'humanité et à modérer dans un intérêt politique les excès de l'industrie; l'autre est la tentative entreprise par l'école d'Ox-

ford pour rétablir les vrais principes du christianisme et pour ranimer le sentiment religieux au point de vue et dans l'intérêt de la haute église. Les membres les plus distingués de la *jeune Angleterre* secondent avec ardeur cette tendance. Les progrès rapides qu'elle fait au sein du torysme contribueront sans doute à y effacer les préjugés barbares dont les catholiques sont encore victimes, ils aideront peut-être un jour à aplanir les difficultés de l'Irlande. La promesse que sir Robert Peel faisait la semaine dernière, aux applaudissements de M. Sheil, de s'occuper de la formation d'une université catholique en Irlande, les paroles bienveillantes avec lesquelles lord John Manners s'est empressé de l'en féliciter, nous confirment dans cette espérance. Les hommes de la *jeune Angleterre,* en suivant cette double voie, peuvent préparer au torysme cette réserve d'idées justes et généreuses qui fécondent et élèvent les grandes opinions; c'est pour eux la meilleure manière de servir leur parti et leur pays, leur ambition et leur renommée. Mais si, perdant de vue ces nobles intérêts, la *jeune Angleterre* se laissait entraîner dans une guerre personnelle et acerbe contre sir Robert Peel, si elle se plaisait au jeu périlleux des crises ministérielles, au lieu d'acquérir la considération d'une école sérieuse et pleine d'avenir, elle ne laisserait dans l'histoire contemporaine que le souvenir d'une mesquine et puérile intrigue.

Tout à fait désintéressés dans ces questions, que nous croyons pouvoir par cela même apprécier avec impartialité, tels sont les enseignements que nous tirons de *Coningsby.* Nous présumons qu'au fond notre manière de voir ne diffère pas de celle des principaux membres de la *jeune Angleterre.* Peut-être M. d'Israeli accusera-t-il la sévérité du jugement que nous avons porté à regret sur *Coningsby.* Je dis à regret : car les distinctions réelles de M. d'Israeli, la reconnaissance que je lui garde des sentiments dont il témoigne pour la France, me font déplorer la violence et l'amertume qu'il a mises lui-même dans des attaques qu'il a complétement échoué à justifier. Après dix-sept années consacrées aux travaux littéraires ou aux affaires publiques, et pendant lesquelles son esprit eût dû acquérir en maturité ce qu'il gagnait en qualités agréables, j'aurais, pour ma part, sincèrement souhaité qu'il eût préservé sa conduite politique des témérités emportées dont il dépeignait lui-même les fièvres, et dont il racontait la triste catastrophe dans *Vivian Grey.*

E. FORCADE.

TH. JOUFFROY.

MÉLANGES POSTHUMES.

Il s'est écoulé plus de deux ans depuis que nous avons perdu M. Jouffroy. Loin de s'être effacée, sa mémoire a grandi, et son nom est cité chaque jour avec plus de respect; il devient une autorité. Rien là ne doit surprendre; c'était l'infaillible, mais unique consolation que le temps réservait à ses amis. Dès le jour où il leur fut enlevé, les regrets de tous prouvèrent bien que c'était un coup d'éclat que la mort venait de frapper. Chose heureuse et remarquable, un homme qui n'avait guère parcouru que la moitié de la carrière, qui, par la nature de ses études, la modestie de sa vie, la réserve de son caractère, n'appelait point l'attention si partagée du public, avait obtenu pourtant la réputation solide et brillante dont il était digne. Dans un temps où il se fait tant de bruit qu'il semble impossible qu'un nom soit entendu, s'il n'est répété par les mille porte-voix de la publicité, un philosophe silencieux avait atteint la renommée, donnant ainsi un utile exemple à ceux qui prennent tant de peine pour contrefaire la gloire et réaliser l'oubli, comme à ceux qui se plaignent des jugements de la multitude et ne croient pas qu'une société tumultueusement démocratique puisse être juste. Jamais, au contraire, il ne fut aussi bon qu'aujourd'hui d'être un homme de mérite; peut-être même le métier est-il devenu trop facile.

Cette rare estime qu'il avait obtenue, M. Jouffroy la devait sans doute à lui-même; mais les regrets excités par sa perte tenaient encore à des causes générales. Il appartenait à la génération qui règne maintenant, et qui, à peu d'exceptions près, s'est emparée de l'opinion et de l'influence. Parmi les hommes éminents qui la guident, c'est un des premiers qui aient disparu de la scène, et cette génération s'est sentie atteinte avec lui. Il était de ceux qui ont contribué à former cet ensemble d'idées et de sentiments qui dominent aujourd'hui là ou les idées et les sen-

timents peuvent encore quelque chose. C'est un des auteurs du présent qu'en lui le présent a perdu, et, pour emprunter une expression de Voltaire, c'est un des *maîtres à penser* de notre temps.

On ne peut en effet le bien juger si on l'isole. Comme tous les hommes supérieurs, il eut son originalité ; mais il se ressentit profondément des circonstances au sein desquelles il s'était formé. On n'échappe point à l'influence des événements, et l'on naît dans un milieu social que l'âme réfléchit, comme la mer reflète les couleurs du ciel. M. Jouffroy eut l'esprit de son temps, et il réagit sur l'esprit de son temps. Il faudrait donc, pour le complétement connaître, l'étudier seul, c'est-à-dire dans ses ouvrages, puis le considérer parmi ses contemporains ou dans ses rapports avec le monde où il a vécu. Il y a toujours des liens intimes entre la vie d'un philosophe et son système, entre sa philosophie et le génie de son époque.

La philosophie a cessé d'être le nom d'une science universelle. Elle n'oblige plus à connaître tout ce qui se peut connaître, *omne scibile,* comme disait l'école ; mais il est certain encore, et il demeurera éternellement certain que, remontant sans cesse aux sources de la connaissance, elle touche à toutes les sciences par leurs principes, et domine en particulier les sciences morales, qu'elle pourrait dans ses jours d'orgueil appeler ses conséquences. Non que des conséquences de cet ordre ne forment par elles-mêmes des sciences dont l'importance et la difficulté réclament au besoin toutes les forces d'une intelligence éminente. L'esprit humain peut s'enfermer dans une partie de son domaine et s'y montrer sublime. Sa grandeur ne se mesure pas à celle du théâtre qu'il a choisi ; il y a plus de gloire à gouverner Athènes que la Scythie tout entière. Mais si l'on considère les sciences morales dans leur liaison nécessaire, on ne peut méconnaître que toutes dépendent logiquement de celle qui s'enquiert des principes du vrai, du juste et du beau, et que celles-là surtout qui traitent de l'intelligence et de la volonté de l'homme relèvent de la philosophie.

A cet enchaînement logique, notre siècle a ajouté le fait d'une influence positive et réciproque. En faisant tomber les barrières de la tradition, il a permis à la philosophie de produire ses conséquences naturelles. La raison libre a dû sortir son plein et entier effet, et il est maintenant peu de choses qui se touchent dans la théorie sans se modifier entre elles dans la pratique. L'intellectuel est devenu le réel, et l'homme fait le monde à l'image de sa pensée. Qui donc voudrait aujourd'hui avoir des opinions spéculatives pour les laisser isolées et stériles dans son esprit, comme l'algèbre ou le sanscrit ? Quel homme sérieux voudrait d'une philosophie qui ne se lierait point à la religion, à la morale, à la politique, à la théorie des arts ? Il n'y a plus de métaphysique de pure curiosité, et celui qui s'est élevé jusqu'aux principes prétend aujourd'hui redescendre aux applications et projeter la lumière du flambeau intérieur sur les routes où l'entraîne sa destinée : heureux s'il parvient à établir une constante harmonie entre les idées de sa raison et les règles de sa conduite. Pour les individus comme pour la société, le grand effort est en effet de mettre d'accord la science et la réalité, et c'est à cela que tendent nos révolutions.

Cette précieuse unité, l'ambition de tout noble cœur, M. Jouffroy travailla constamment à l'établir en lui-même, et il y parvint autant que le lui permirent et la brièveté de sa vie et les agitations de son âme. Jamais il ne sépara la philosophie de ses nobles et utiles corollaires. Cet esprit méditatif et recueilli s'enferma souvent dans une question spéciale et parut se détacher du reste du monde ; mais

il ne prononça jamais de vœux irrévocables, et revint sans cesse à ces généralités pratiques qui, mieux encore que de pures idées, constituent les opinions réelles d'un homme ou d'une époque. Ce ne serait donc pas le faire connaître tout entier que d'exposer ses recherches sur la perception ou l'induction, que d'essayer une analyse, même complète, de ses idées sur l'objet et le rang de la psychologie, que de rédiger un extrait raisonné de tous ses écrits. C'est l'affaire de l'historien de la philosophie; nous aimerions mieux tracer l'histoire du philosophe, non pas une biographie cependant, les éléments n'en sont pas dans nos mains, mais un tableau successif du développement de ses opinions. A l'intérêt d'un tel récit, quand il s'agit d'un homme distingué, se joindrait l'intérêt plus vif encore qui s'attache à la formation de l'esprit général d'une époque dont M. Jouffroy fut un des plus dignes représentants.

Il était né vers la fin du dernier siècle; il avait été élevé dans les croyances chrétiennes et dans les sentiments patriotiques, dont l'union trop rare se retrouve encore au sein des modestes populations de quelques-unes de nos provinces frontières. Aussi les montagnes de la Franche-Comté lui sont-elles toujours restées chères comme le berceau de son enfance, et comme l'asile où il s'était formé au pieux amour du devoir et de la liberté. L'esprit de sa patrie et de sa famille l'animait encore tout entier lorsqu'il vint à Paris pour entrer à l'École normale.

C'était vers la fin de l'empire (1813). Quel temps pour le premier éveil d'une noble intelligence!

On se plaint amèrement de l'état des esprits. La critique gémissante est à la mode, et, s'il en fallait croire la société actuelle sur la valeur de ses œuvres et de ses idées, la tristesse devrait le disputer à l'effroi, une grave maladie morale aurait atteint le monde. Mais quoi! ces lamentations sont-elles si neuves qu'elles doivent beaucoup nous troubler? n'est-ce pas la redite éternelle de ce que nous entendions, il y a quelque vingt ans? Il est vrai, d'autres bouches alors parlaient ainsi, et ce langage était plus recevable de la part des adversaires que nous avions à combattre. Déplorer le présent convenait de tout point aux représentants du passé, *temporis acti;* mais lorsque aujourd'hui nous nous prenons à les imiter et que nous entonnons le chant funèbre sur le dépérissement des croyances, l'anarchie des intelligences et toutes les calamités à la mode, ne risquons-nous pas d'avoir bien mauvaise grâce et de rappeler les Gracques se plaignant de la sédition? Tout n'est pas bien aujourd'hui assurément; qui voudrait pourtant changer de siècle? Le plus grand mal est peut-être dans ce découragement qu'on étale, dans ce scepticisme dont on se vante. Au fond, le monde est moins incrédule qu'il ne dit.

Mais quand l'on se montre si sévère pour le temps présent, qu'aurait-on dit il y a trente ans? Qu'était-ce que l'état des esprits aux derniers jours de l'empire, avant la restauration? Que pensait-on alors? Et qui s'avisait de penser? Et que pouvait-on croire? Quelle grande idée ne passait pas alors pour une chimère? On était revenu de toutes choses, de la gloire comme de la liberté. La politique ne connaissait plus de principes; la révolution avait cessé d'être en honneur, mais ses résultats matériels n'étant pas contestés, elle ne se plaignait pas. La morale se réduisait graduellement à la pratique des vertus utiles; on l'appréciait comme une condition d'ordre, non comme une source de dignité. La religion, admise à titre de nécessité politique, se voyait interdire la controverse, l'enthousiasme, le prosélytisme. Il paraissait aussi inutile de la discuter qu'inconvenant de la défendre. Une littérature sans inspiration attestait la froideur des esprits, et, par-dessus

tout, un besoin de repos, trop motivé par les événements, mais aveugle et pusillanime, subjuguait, énervait les plus nobles cœurs. Déçue dans toutes ses espérances, lasse de ses aventureuses tentatives, la raison était comme humiliée.

La restauration vint, et ce ne fut pas sa faute, si elle n'augmenta point le mal. Elle se croyait elle-même un démenti donné à toutes les croyances de la fin du XVIIIe siècle. Elle se présentait comme une leçon pour les peuples, comme une victoire sur les idées modernes. Ce qu'elle trouvait de moins offensant à signifier à son temps, c'est qu'elle le guérirait de ses illusions, et le rendrait sage en lui contestant toutes ses découvertes, en lui supprimant toutes ses créations. Pour se ressaisir de la société française, on lui faisait incessamment son procès. Nous avons été élevés à nous entendre relire tous les jours notre acte d'accusation, et nos prétendus maîtres ne nous enjoignaient que de cesser d'être nous-mêmes. Il fallait, pour leur plaire, tuer en nous, non pas *le vieil homme,* comme disent les théologiens, mais l'homme nouveau.

Des préjugés peuvent être utiles, ils peuvent même être vrais; mais une fois détruits, les vouloir rétablir à titre de préjugés, c'est une entreprise insensée. On ne refait pas de main d'homme l'œuvre du temps. On ne peut ramener les esprits à des vérités méconnues ou délaissées qu'en rajeunissant leur forme, qu'en les délivrant de cette rouille du passé qui les cache et les ronge. L'or d'une médaille fruste peut être fin et pur, la médaille même est précieuse comme monument; cependant elle ne peut plus servir à rien, et il la faut refrapper si l'on veut en faire de la monnaie.

La restauration ne connut jamais ni sa force ni sa faiblesse. Sa force aurait été de se fier au présent, sa faiblesse était de s'en tenir au passé. Si en épousant le pays elle eût adopté ses intérêts et ses sentiments, si, forte de la situation que lui créaient les souvenirs de l'histoire, elle eût en quelque sorte apporté le passé en dot au présent, l'union durerait encore, et elle aurait réussi à remettre en honneur le peu de vérités politiques dont elle avait conservé le dépôt. Il n'en est aucune qu'elle n'ait compromise.

Prenons pour exemple la plus sainte de toutes, la religion. Malgré certaines doctrines philosophiques, elle demeure au moins comme la forme nécessaire et consacrée des croyances les plus essentielles de l'humanité. Nul esprit élevé ne lui dispute cette inviolabilité historique qui en fait comme une institution perpétuelle. De qui lui refuse la croyance, elle obtient facilement la vénération. Or la contre-révolution se croyait à juste titre des devoirs envers elle. Qu'en voulait-elle faire cependant? Un moyen de gouvernement, un instrument politique, et comme un châtiment de l'esprit du siècle. A l'en croire, Dieu punissait les peuples par les révolutions, et les révolutions par les restaurations. Ainsi le christianisme, qui, dans son vaste sein, devrait recevoir toutes les formes politiques, le christianisme, qui, s'il a des préférences pour quelque régime, en devrait à celui qui tient le plus de compte de la dignité humaine, semblait accepter pour mission de reconstruire toutes les usurpations renversées, toutes les inégalités détruites. Lui qui se glorifie de l'abolition de l'esclavage, on le présentait comme incompatible avec l'émancipation des peuples. On paraissait ne le réhabiliter que comme l'ancien régime de la raison et l'auxiliaire du pouvoir absolu. Telle était la religion pour le système de 1815, quelque chose de périssable comme un gouvernement et de commode comme un moyen de police. En toutes choses, la restauration a imité ce prince de triste mémoire qui, pour retrouver le respect des peuples, allait rouvrir les caveaux

de l'Escurial, et qui, rapportant un cadavre du tombeau sur le trône, mettait la couronne sur un front livide, le sceptre dans une main glacée, et croyait ainsi faire réparation à la royauté en rendant ses insignes aux restes inanimés d'une reine au cercueil.

Il n'y avait point de chance de convertir la nation. Cette tentative de remettre debout des préjugés abattus pouvait produire des hypocrites, non des croyants. La France se laissa faire, et non persuader. Sa raison résista, et même elle se développa par la résistance. La lutte lui fut bonne, et lui rendit ses forces en les éprouvant. Mais au début, quand la restauration commençait, qu'on se représente la situation d'un esprit élevé et sérieux, mis à l'épreuve du conflit d'idées qu'amenèrent les événements de 1815. N'avait-on pas tout autrement droit alors de se plaindre et de déplorer le désordre des intelligences? Il fallait se défendre contre un double courant d'idées et de passions contraires, résister à deux réactions opposées qui s'appelaient l'une l'autre, et choisir entre elles deux la bonne voie avec discernement et résolution. Pense-t-on qu'il fût alors si doux et si aisé de faire un choix, de dégager la vérité de tout ce que les souvenirs, les ressentiments et les préjugés y mêlaient d'altération, de profiter enfin de l'expérience de tous, sans se laisser aller au scepticisme, fruit le plus ordinaire de l'expérience?

C'est le tableau des perplexités de cette situation que nous présenterait l'histoire des premiers jours de la jeunesse de M. Jouffroy. Nous l'avons dit, il était né dans une famille de mœurs simples et sérieuses : il avait sucé avec le lait ces principes de morale et de religion que donnent la leçon et l'exemple d'une bonne mère ; mais il avait aussi respiré dans ses montagnes l'air des sentiments patriotiques et des idées de la révolution. Deux surtout de ces idées s'étaient profondément enracinées en lui, l'égalité et la nationalité. C'en était assez pour déterminer irrévocablement le parti auquel il appartiendrait un jour; d'ici là, pourtant, il fallait sur tout le reste se faire un avis. Dans les écoles publiques, il avait trouvé l'insouciance de la raison, l'indifférence en matière de théories, résultat à peu près immanquable de l'éducation lettrée et régulière, mais superficielle, que l'empire en déclin avait fini par nous donner. M. Jouffroy possédait une qualité, je dirais presque une vertu d'esprit, qui ne lui permettait pas de suivre le torrent : il ne pouvait être convaincu que par lui-même. Il aimait mieux ignorer que douter, et douter que croire de léger. Comprendre à peu près, savoir à demi, adhérer de confiance, répéter sur parole, tout cela lui était insupportable et presque impossible. Il ne se rendait pas aisément aux opinions communes, dût-il finir par les adopter. Il n'avait pas besoin de penser autrement que les autres, mais de penser comme eux de son chef et en son propre nom. Ce n'est que sur sa propre autorité qu'il souscrivait au sentiment de tout le monde. On pressent combien il dut avoir à faire lorsque, arrivant à la jeunesse, il ne trouva rien de fixe, rien de convenu, et vit tous les sentiments et toutes les passions aux prises, toutes les croyances et tous les principes en question. Cependant il ne se sentait sur aucun point une conviction réfléchie, une conviction qui fût son œuvre, rien, sinon que l'absence de conviction était une faiblesse et une souffrance. La nécessité de tout savoir, de tout approfondir à la fois, se dressait donc devant lui, impérieuse et pressante. C'était quelque chose comme le doute universel de Descartes, sauf que le doute de Descartes était volontaire et accepté triomphalement, parti pris d'un esprit ferme, confiant, téméraire, qui se donne la mission de détruire le monde intelligible, parce qu'il se sent la puissance d'en faire un autre. Une mission analogue venait en par-

tage à M. Jouffroy, mais comme une dure nécessité que lui imposaient fatalement son temps et sa nature, comme un fardeau qui lui tombait sur les épaules. Il devait tout reconstruire dans son esprit, non pour faire un système, il n'y songeait pas alors, non pour opérer une révolution dans les sciences, il n'eut jamais cette ambition, mais seulement pour savoir que penser, pour donner plus de calme à son esprit et dissiper un malaise intérieur. C'est ainsi qu'il devint philosophe.

Simple écolier, il ne s'était distingué que par les talents littéraires qui s'annoncent dans les colléges; rien ne révélait en lui une autre aptitude. Il savait à peine ce que c'était que la philosophie; seulement, ne trouvant rien dans ses études qui répondît aux désirs de sa raison, rien qui résolût cette question immense et vague qu'il se posait incessamment et confusément : que sais-je et que dois-je penser? il apprit un jour qu'il existait une science dont la prétention était justement de répondre à cette question-là. N'était-ce donc pas ce qu'il cherchait péniblement, ce qui devait lui donner ce qui lui manquait, le guérir enfin et le ranimer? Avant de posséder la science comme un bien, il la salua comme une espérance.

C'était à l'École normale. Ses succès de collége lui avaient ouvert cette école célèbre, plus puissante encore qu'elle n'est célèbre, et dont l'influence aura été grande sur notre temps. Institution singulière qu'on aurait peine à croire une œuvre impériale, si ce n'était un fait historique que la volonté de Napoléon fonda ce séminaire où la puissance de l'esprit de corps devait étroitement s'unir à celle de l'indépendance de la pensée. L'École normale de 1815 ressemblait peu à celle d'aujourd'hui. L'érudition y était faible, et l'étude de l'antiquité plus littéraire qu'archéologique. Au-dessus des lettres elles-mêmes, il y dominait une préoccupation des choses dont les lettres ne sont que l'expression. L'amour du beau dans les arts d'imagination n'y avait que la seconde place, et l'enthousiasme des idées y prenait le pas sur l'admiration du talent. Au spectacle de la chute du colosse impérial, au bruit des débats retentissants que rouvrit la restauration, ces jeunes âmes s'émurent, et, à défaut de systèmes arrêtés, toutes les sérieuses pensées assaillirent leur cœur. Dans leur propre sein s'engagea la lutte intestine des opinions qui semblaient se disputer le monde, et si tous ne furent pas dès le premier moment ralliés dans une croyance immuable, ils le furent du moins dans la persuasion commune qu'il y a une idée en chaque chose, des principes pour tout, que le monde matériel, politique, social, n'existe que pour le monde moral, et que tout sur la terre reconnaît la souveraineté de la pensée. Que ce soit l'éternel honneur de M. Royer-Collard d'avoir implanté au sein de l'élite de la jeunesse française cette généreuse foi du spiritualisme pratique. Sûrement il n'acceptait pas lui-même toutes les opinions qui devaient en sortir ; il a toujours volontairement clos en d'étroites limites la liberté native de sa puissante raison ; enfin, cet esprit indomptable souffre malaisément la contradiction et la dissidence. Et cependant, lorsqu'il y a trente ans, sous les auspices d'un gouvernement défiant, intolérant par nature, il exerça légalement sur l'enseignement une autorité presque illimitée, il respecta, il protégea dans cette jeunesse qui devait instruire l'autre, et à laquelle il commettait ainsi l'avenir du trône et du pays, l'indépendance intellectuelle, le droit de penser par soi-même et de tout ramener en ce monde sous la loi de la raison en liberté. Je ne connais rien dans sa noble vie d'aussi grand que cela.

M. Jouffroy était tout prêt. Ces premiers dogmes de la croyance qu'il n'avait pas encore, ce rationalisme vague, étaient dans les instincts de son esprit. Cependant

tenir la pensée pour la reine du monde, ne reconnaître à la raison de limites que celles de la nature humaine, professer que rien d'extérieur et de visible n'a un droit absolu sur la liberté de l'intelligence, et que nulle autorité n'est légitime si elle ne justifie de son titre, c'est assurément croire quelque chose; mais ce n'est point répondre à toutes les interrogations du cœur, de l'imagination, de la raison même, et il reste encore après cela bien du vide dans l'esprit. On est loin de s'être mis à l'abri des atteintes du doute et des angoisses de l'incertitude; on n'est encore qu'au début des épreuves que toute jeunesse sérieuse a de nos jours infailliblement traversées. Lorsqu'on s'est prescrit de ne penser et de ne croire que par soi-même, on n'a fait encore qu'augmenter la difficulté de penser et de croire. Une phase de scepticisme est donc en ce cas pour chacun la transition inévitable. Ceux qui le nient ne sont pas sincères ou n'ont de leur vie pensé à rien. Ceux qui le dissimulent sont des politiques qui feignent la croyance pour l'imposer ou cachent la vérité dans l'intérêt de la vérité même. C'est une innocente hypocrisie que de prétendre qu'on n'a jamais douté.

Récusons donc tous ceux qui se disent indignés du moindre aveu d'un jour de scepticisme. Que la restauration s'en fâchât, à la bonne heure : elle voulait très-sérieusement changer les conditions d'un âge d'examen ; elle s'imaginait supprimer l'incrédulité en l'anathématisant, et des esprits censurés lui semblaient des esprits convertis; elle croyait posséder par privilége la vérité toute faite, et se mettait de la meilleure foi du monde au rang des choses sacrées dont on ne dispute pas. Cette prétention lui a mal tourné, et c'est pour s'être érigé en principe absolu que son principe a péri. La prétention serait non moins malheureuse et beaucoup plus ridicule aujourd'hui, et aucun pouvoir existant n'a de principe à soustraire à l'examen. Mais si le rationalisme s'applique à tout désormais, le doute universel n'est pas pour cela l'état permanent de cette société; et comme je crois fermement que la vérité a un droit naturel et divin sur la raison, et que la raison est naturellement et divinement apte à la vérité, je regarde la croyance comme le prix de la réflexion, et je vois la foi au terme de l'examen.

Ces considérations nous éloignent moins qu'il ne semble de la jeunesse de M. Jouffroy. Elle a passé par toutes les épreuves; elle a été livrée aux incertitudes inévitables, et sa raison a subi la loi commune, le travail. Le pain spirituel aussi n'est gagné par l'homme qu'à la sueur de son front.

Les études littéraires éclairent l'intelligence, forment le goût, élèvent les sentiments, inspirent l'amour de ce qui est pur et beau ; mais aux esprits méditatifs elles ne suffisent pas. Elles ne nous entretiennent pas nécessairement des principes des choses, et laissent beaucoup à faire à celui qu'un impérieux penchant force à se rendre compte de ce qu'il pense. Des armes défensives lui manquent contre les attaques du scepticisme contemporain. Il peut devenir insouciant et frivole ; du moins quelque chose n'est pas développé en lui, ce qu'on pourrait appeler la conscience de l'esprit. Les études philosophiques seules comblent le vide. Voilà, pour le dire en passant, le motif qui en fait le nécessaire complément de l'éducation des colléges. Elles donnent pour accompagnement à l'amour du beau l'amour de *son camarade,* le vrai. Elles n'ont point pour but de consacrer tous les hommes à la méditation des problèmes spéculatifs; mais elles font plus que leur donner une teinture de ce que la raison humaine, attestée par ses plus dignes organes, a pensé sur les questions qui touchent de plus près l'humanité. La philosophie des écoles a pour principal avantage d'inculquer à la jeunesse que la raison aussi a des

devoirs, parce qu'elle a une loi, la vérité. Sans études métaphysiques, on peut assurément déployer de grands talents comme de grandes vertus; mais la raison demeure sans règles. Il manque à l'esprit des principes; c'est une lacune que rien ne remplit, et dont j'ai vu souffrir, jusque dans l'âge mûr, les meilleurs esprits.

M. Jouffroy demandait beaucoup à la philosophie. Il espérait d'elle la solution de toutes les questions ensemble, car elles s'agitaient toutes autour de lui. En France, quand la controverse s'élève, elle est encyclopédique. Il cherchait dans une science qui renaissait alors l'apaisement de toutes les anxiétés du doute et de l'ignorance. Son esprit était exigeant et difficile, son cœur inquiet et troublé, et il invoquait la philosophie au moment où elle se cherchait encore elle-même. Obscures et ambiguës, les réponses de l'oracle ne changèrent point l'état de son âme, état douloureux qu'il a décrit dans quelques pages vraiment éloquentes, que toutes les sortes de fanatismes ont à l'envi défigurées (1). Un fragment où il raconte ses débuts dans l'étude de la philosophie, où il retrace avec beaucoup de sagacité et de chaleur ces premières épreuves de la raison, bien connues de quiconque prend au sérieux les idées et s'inquiète de la vérité, a été publié depuis sa mort, et dans cette confession, qui rappelle à la fois saint Augustin et Rousseau, l'esprit de parti a cherché des armes contre lui, contre ses amis, contre l'Université, contre la philosophie. Aveux étranges en effet! révélation monstrueuse! Quoi! M. Jouffroy à vingt ans n'avait pas ses croyances arrêtées! M. Cousin presqu'au même âge n'était point parvenu à enseigner une philosophie complète et définitive. L'École normale était l'asile d'esprits consciencieux et ardents qui cherchaient péniblement la foi et la science! Enfin il paraît prouvé que la philosophie est une initiation laborieuse à la vérité, et qu'elle a comme l'humanité, comme le monde, des problèmes qui accablent et tourmentent l'intelligence! Voilà, certes, un beau sujet d'étonnement, et jamais l'indignation ne fut plus légitime!

Parlons aux hommes sincères et sérieux. La philosophie n'est point une inspiration soudaine, ce n'est point l'œuvre d'un jour, mais l'acquisition lente de la vérité par la raison. C'est la pensée recherchant sa nature, retrouvant ses lois, raffermissant ses bases et s'élevant par degrés à la possession réfléchie de la science. Or cette science ne suffit qu'à celui qui en a tout à la fois reconnu les fondements et les limites, et qui, sans être plus troublé de ses lacunes qu'ébloui de ses lumières, accepte les immuables conditions de l'esprit humain, et n'exagère ni la confiance dans ce qu'il sait, ni la résignation à ce qu'il ignore. Comme l'homme de la grâce, l'homme de la raison a tout ensemble sa dignité et son humilité; l'union de la connaissance et de l'ignorance est en une certaine mesure le terme nécessaire de la philosophie comme de la religion. Seulement le philosophe s'abaisse sous la volonté de Dieu telle que sa propre nature la lui manifeste, et le chrétien sous la volonté de Dieu telle que la lui révèle une autorité extérieure.

La philosophie, pour M. Jouffroy, se personnifia d'abord dans M. Cousin. Bien que l'un et l'autre, aux yeux de la multitude, représentent la même école, et que le premier ait été le disciple du second, des différences éclatantes les séparent. La philosophie, pour M. Jouffroy, semble n'être que l'esprit humain s'étudiant lui-même; pour M. Cousin, le génie de l'humanité étudié dans son histoire.

Cependant l'origine des deux doctrines est commune. Depuis Descartes, la clef

(1) *De l'Organisation des sciences philosophiques,* seconde partie.—*Nouveaux Mélanges philosophiques,* p. 111.

de toute science philosophique est la réflexion prise au sens propre et rigoureux, c'est-à-dire la pensée réfléchie sur la pensée; c'est ce qu'on appelle, en langage d'école, le point de vue psychologique, et en psychologie la conscience ou le moi. C'est par ce procédé suivi à la manière des Écossais que M. Royer-Collard, mettant en cause tous les systèmes modernes, pensait leur avoir victorieusement intenté un procès de tendance au scepticisme. Aux hypothèses érigées par quelques-uns en principes, il avait substitué le sens commun, éclairé et légitimé par l'observation rigoureuse des phénomènes de conscience. C'est sur cette base que devait s'élever l'édifice ou modeste ou magnifique de la science. C'est cette première pierre qui devait supporter le Parthénon, soutenir le Capitole, ou rester l'humble borne, appui de la pauvreté souffrante et nue.

M. Jouffroy médita longtemps assis sur la pierre. Son esprit circonspect s'en tint longtemps à un seul point de la philosophie, et c'était le point de départ. M. Cousin avait bien fortement aussi appuyé sur ce premier pas, il est le grand promoteur parmi nous des méthodes psychologiques; mais enfin, le terrain solide une fois trouvé et mesuré, il y posait le pied et s'élançait dans toutes les voies où marche la raison humaine; le flambeau de la critique à la main, il éclairait jusqu'aux nuages voisins des cieux. Son jeune émule au contraire paraissait vouloir s'en tenir au premier pas. Jamais il ne croyait avoir consacré trop d'heures et de soins au principe de la psychologie. Il assouplit donc scrupuleusement son esprit à l'observation de lui-même; il s'enfonça de plus en plus dans cette méditation du moi, sans cependant s'y perdre jamais, et, toujours fidèle à la méthode expérimentale, il poussa la contemplation très-loin sans tomber dans l'extase ou dans le mysticisme. C'est un des caractères de l'esprit moderne et occidental que de savoir, en méditant, éviter cet écueil où se sont brisés l'antiquité et l'Orient.

Avec une incomparable patience, M. Jouffroy, pendant de longues années, se contenta de réduire la philosophie à la psychologie, et même à une psychologie plus descriptive encore qu'inductive, et qui servit à témoigner comme à développer en lui la sagacité de l'observateur et le talent de l'exposition. Il apprit à connaître avec profondeur ce qui se passe en nous, et à le rendre avec une lucidité parfaite. L'intimité du moi est comme la caverne mystérieuse où le Scythe de Platon allait chercher des spectacles inconnus qu'il rapportait ensuite à la clarté du jour.

Cette philosophie certaine, mais bornée, pouvait d'abord paraître un peu stérile. Réduite à ne constater que des phénomènes internes, elle pouvait sur le reste ne produire que le doute. Les sceptiques ne sont pas tous des téméraires. Le scepticisme fut souvent le fruit d'une dialectique hardie qui se joue du naturel et du vraisemblable; mais il naît quelquefois chez les modernes d'un excès de prudence ou plutôt de timidité. L'abus des méthodes d'observation y peut conduire un esprit profondément expérimental qui constate et ne conclut pas. Cette excessive réserve fut un des caractères de la philosophie naissante de M. Jouffroy, et même à une époque plus tardive, lorsque sa doctrine s'était enhardie, elle conserva des traces de scepticisme (1), elle se contint en deçà de ses légitimes conséquences; du moins parût-il encore suspendre son jugement, alors même qu'il le suggéra sous la forme d'une irrésistible induction. C'est le fruit de son opiniâtreté à vou-

(1) Voyez, dans les premiers *Mélanges*, le fragment intitulé : *du Scepticisme*, p. 200, et dans le premier volume du *Cours de droit naturel*, la neuvième leçon : *Réfutation du scepticisme*.

loir retrouver à toutes les vérités philosophiques le caractère primitif de faits de conscience, caractère qu'une sagacité ingénieuse ne parvient pas toujours à leur restituer. L'unité et la sévérité de sa méthode l'obligent à des efforts infinis de pénétration et quelquefois de subtilité pour transformer ainsi toutes nos idées spéculatives, et pour enlever sur tous les points aux naturalistes le privilége de la science expérimentale, en faisant de la méthode de Bacon la clef d'une philosophie qui n'est au fond rien moins que celle de Bacon.

Je ne l'ai point entendu dans sa jeunesse, alors qu'il était répétiteur à l'École normale, ou qu'il enseignait la philosophie au collége Bourbon (1819); mais j'ai lu et tous les amis de la science se rappellent son premier ouvrage. C'était une *Introduction* aux *Esquisses de Philosophie morale* de Dugald Stewart (1826). La méthode psychologique y est déjà supérieurement décrite et maniée. Elle est dirigée avec art contre les conclusions excessives de la physiologie appliquée à l'esprit. Pour établir l'existence morale de l'homme, il la montre attestée par des phénomènes non moins certains que tout autre fait d'expérience, bien qu'autrement observables que les faits de l'histoire naturelle; et, content de cette première victoire, il s'arrête et semble, après avoir constaté des phénomènes spéciaux, hésiter à leur attribuer un sujet spécial comme eux. L'être spirituel lui paraît plutôt une haute probabilité, et il n'en fonde l'existence que sur une démonstration négative, le néant des preuves du matérialisme. Je sais que c'est déjà plus en dire que tel des pères de l'église; je sais que c'était garder la position prise par Stewart; je sais, enfin, qu'il y avait un peu d'ironie dans ce respect exclusif pour l'observation des phénomènes, ou du moins une condescendance calculée aux prétentions des sciences naturelles. Toutefois, je suis forcé de rappeler que la philosophie a des droits plus étendus, que la raison en elle-même est plus féconde, et j'ajoute qu'il y a loin de ce modeste début aux conclusions rationnelles qu'il saura quelque jour tirer de la psychologie même, lorsque, franchissant les bornes de l'empirisme écossais, il restituera dans la science toutes les vérités sublimes et familières, titres impérissables de la vieille foi du genre humain.

Mais nous ne prétendons pas ici suivre tout le développement de sa philosophie. Contentons-nous d'en dégager les idées fondamentales; peut-être paraîtront-elles bien simples, aujourd'hui qu'elles courent le monde, et l'on aura quelque peine à en reconnaître l'originalité. C'est le sort de tous les esprits d'élite : ils ne font guère que devancer leur temps, et quand leur temps les a rejoints, eux et lui marchent du même pas. Leurs nouveautés de la veille sont devenues vulgaires, et ils pensent comme tout le monde ce qu'ils ont pensé avant tout le monde, car la pensée est de sa nature universelle, et n'a besoin que d'être comprise pour devenir la propriété du premier venu. Le talent seul ne passe jamais dans le domaine public. Heureux donc ceux qui savent à temps donner à leurs conceptions individuelles l'empreinte du talent qui les date et les conserve! C'est une injustice peut-être : les vérités sont de plus haute valeur que l'art tout personnel de leur prêter de l'éclat ou du charme, le beau n'est que la parure et partant que l'accessoire du vrai; mais enfin ainsi sont faits les hommes, il faut leur plaire ou les toucher pour rester dans leur mémoire; ils sont plus sensibles à l'art qui exprime qu'au génie qui invente, et l'éloquence laisse plus de traces que la vérité. Non que la vérité périsse, mais elle devient promptement une idée raisonnable, une opinion reçue, enfin un lieu commun, et la multitude s'imagine qu'on a su de tout temps ce qu'elle ne se souvient pas d'avoir appris.

Voici donc quelles étaient les maximes philosophiques de l'école de M. Jouffroy. La première vérité de la science comme la première règle de la méthode, c'est que l'observation de soi par soi ou la conscience attentive est la source de la certitude. Tout système est donc faux ou fragile qui ne se fonde pas sur une connaissance exacte de l'esprit humain par lui-même interrogé. Toute métaphysique séparée de la psychologie est hasardée ou suspecte, conséquemment sans autorité légitime. Cependant comme l'esprit humain ne peut trouver que dans la conscience ce qu'il conçoit de lui-même, jamais ce qu'il en conçoit ne saurait être absolument fictif, essentiellement faux. C'est au moins et nécessairement un fait de conscience, et l'erreur n'est pas de l'admettre, mais de l'admettre seul, et d'en exagérer les conséquences ou de le généraliser à l'exclusion de tout le reste. D'où il résulte que le faux n'est que le partiel, ou qu'il n'y a point d'erreur complète. Tout système est un fragment de la vérité. Or, la condition de la connaissance de la vérité étant l'observation qui n'exclut rien, on ne peut apprécier tous les systèmes qu'en les rapportant à l'observation, ni contrôler l'exactitude de l'observation que par la revue de tous les systèmes. Ils doivent contenir tout ce qu'elle constate; elle doit donner tout ce qu'ils renferment. C'est ainsi que les recherches psychologiques éclairent l'histoire de la philosophie, qui les éclaire à son tour.

De ces deux idées qui se balancent et se répondent, M. Cousin avait saisi l'une comme la plus vaste, et partant celle qui était le mieux à sa mesure. M. Jouffroy sembla préférer l'autre, qui supposait un regard attentif, une vue perçante, toutes les patientes qualités d'un grand observateur. L'un sut tout embrasser, l'autre s'efforça de tout pénétrer, et tous deux contribuèrent puissamment, par des efforts divers, à introduire dans les choses de l'esprit une qualité précieuse et une véritable vertu, l'impartialité ; car la science aussi est sœur de la justice.

Mais l'impartialité n'est ni le doute ni l'indifférence. Elle éclaire sans refroidir les nobles esprits, et elle s'allie parfaitement à cette connaissance de la marche générale des choses humaines qui ne permet à aucun de nous l'immobilité. Appliquée aux destinées de l'humanité, la méthode d'observation nous les montre composées des destinées des nations, et celles-ci à leur tour emportent dans leur sein les individus. Les individus ont donc leur part du mouvement universel. Or, ce mouvement, la direction peut nous en échapper quelquefois, mais l'origine en est moins mystérieuse que le but, et elle donne au rôle des individus dans l'action générale les caractères d'une mission. Il n'y a donc point d'indifférence permise, parce qu'il n'y a pas, à parler rigoureusement, d'inaction possible. Cela conduit et oblige en même temps le philosophe à s'enquérir, à se préoccuper de son temps et de sa patrie. De là, à toutes les époques, le lien nécessaire de la philosophie avec la politique actuelle, et ce lien, par ses principes même, M. Jouffroy ne pouvait ni l'ignorer ni le rompre.

Les hommes marchent sous la loi de leurs idées ; ce n'est qu'en seconde ligne que se forment à la suite de ces idées des intérêts et des passions. Ces idées, dans leur développement historique et social, se confondent en une seule ou peuvent se ramener à une seule, celle d'un ordre vrai vers lequel gravite le genre humain. Cet ordre, s'il se réalisait jamais, serait celui d'une justice relativement parfaite, c'est-à-dire qu'il réduirait à ses moindres termes le mal sur la terre, le mal ou tout ce qui dégrade la dignité, restreint la liberté, altère la pureté de l'homme. Cet ordre restera éternellement idéal; mais c'est vers l'idéal qu'il est toujours permis ou plutôt nécessaire de tendre. Nations et individus marchent à ce but,

sans prendre toujours les voies les plus droites, sans toujours avancer d'un pas rapide ou sûr. Tout grand mouvement social est un effort qui suppose une résistance; partout et toujours il y a donc lutte, conflit, sous des formes variées, et lorsque des événements grandioses et caractéristiques signalent une de ces luttes, on l'appelle, dans son développement régulier, du nom de révolution. Toute révolution qui rapproche soit l'humanité, soit une société, du but idéal, est bonne en soi et mérite la fortune. Ainsi doit se juger la révolution française.

On a tout dit sur le mélange du mal au bien dans les révolutions. La nôtre, jugée même en dehors de ses actes, considérée dans ses systèmes, n'échappe pas à la critique. Elle a payé largement tribut à la faiblesse favorite de l'esprit humain, c'est-à-dire que des idées exclusives l'ont souvent égarée, et cent fois plus exclusifs que les idées sont encore les sentiments de l'homme. Les sentiments exclusifs engendrent les actions iniques. De là les fautes et les excès de la révolution. A elle aussi devait donc s'appliquer la méthode critique qui servait à juger les doctrines, car les doctrines ne sont que les événements et les révolutions de l'histoire de l'esprit humain. Après vingt-cinq ans, la révision méthodique des systèmes et des actes politiques, sous la condition d'une fidélité inaltérable à la cause qui ne pouvait cesser d'être la bonne, devait épurer et améliorer en quelque sorte la révolution en la rendant plus impartiale. Une connaissance plus complète des éléments sociaux correspondait en politique à un dénombrement plus exact en psychologie des faits intellectuels, et c'est ainsi que la même méthode pouvait agrandir et assurer ensemble la pensée du philosophe et celle du citoyen.

On voit comment cette méthode devait conduire M. Jouffroy en métaphysique à un spiritualisme, en politique à un libéralisme, qui ni l'un ni l'autre n'étaient exclusifs. Si l'on veut appeler cette doctrine du nom prodigué d'*éclectisme*, entendons par ce mot la restitution dans la science de tous les faits oubliés, de tous les principes omis, et concevons que dans un tel travail l'esprit s'étende et l'âme se modère sans que la fermeté des convictions et le dévouement à la vérité s'affaiblissent.

C'est au lecteur à décider si la doctrine, dont nous venons de retracer brièvement les procédés et les résultats, n'a point peu à peu, et sous des formes diverses, pénétré dans les esprits, modifié les opinions, influé sur les événements, et contribué même à déterminer le caractère de la révolution de 1830. Assurément ceux qui ont, comme M. Jouffroy, concouru avec éclat à la constituer et à la propager, n'ont point confiné leur action dans l'intérieur des écoles. Les traces de leur passage se voient partout sur le sol où nous marchons.

Le jour vint où cette philosophie sortit de l'ombre des classes. A partir de 1820, l'opposition libérale se rajeunit et se fortifia. Des hommes nouveaux, venant la joindre, lui composèrent cette réserve d'ardentes recrues qui devait faire plus tard la force de l'armée du gouvernement de 1830. C'est l'époque où l'intérêt de nos communes idées, je devrais dire de notre commune cause, me rapprocha de M. Jouffroy. L'histoire de la formation des divers groupes d'écrivains qui renouvelerent alors la presse militante serait intéressante à raconter; une réserve que l'on comprendra ne me permet que de l'esquisser.

La restauration a eu du malheur; elle succédait à un gouvernement qui avait abusé de la guerre et du pouvoir : elle apportait la paix et la liberté, excellentes conditions pour se faire bien venir d'un pays et demeurer populaire; mais elle sacrifia ce double avantage au désir insensé de faire de son avénement le triomphe

d'un parti. Elle tenait à honneur de punir la France en la contrariant; elle gâta la paix en froissant le patriotisme, et la liberté en la donnant à regret. Ainsi, de gaieté de cœur, elle jeta les deux plus beaux joyaux de sa couronne au flot des révolutions.

Elle avait l'air de se chercher des ennemis. Elle en avait de tout faits dans les partisans obstinés des gouvernements déchus ; mais ceux-là, elle pouvait les gagner en ne les outrageant pas, une bonne conduite les devait ramener. Elle y eût échoué, que le temps seul, en éclaircissant leurs rangs, aurait rendu leur hostilité moins redoutable. D'ailleurs les mécontentements partiels ne prévalent jamais contre les intérêts généraux et permanents, quand ceux-ci sont satisfaits. La restauration n'a pas voulu, et sa chute a pu se prédire dès qu'on a vu ses ennemis de fondation grossis ou remplacés par les générations même élevées à son ombre. Dans toutes les classes, dans toutes les professions, de nouveaux adversaires se rencontrèrent en foule, nulle part plus nombreux et plus formidables que parmi les hommes voués à ce qu'on pourrait appeler le métier de l'intelligence. Après les tentatives plus ou moins malheureuses du carbonarisme, la scène s'ouvrit surtout à ceux qui, sans antécédents obligatoires, sans engagements de situation, se jetèrent par choix dans les hasards d'une guerre raisonnée contre le pouvoir. La presse devint leur instrument presque unique; la légalité, leur arme et leur abri. Nous tous, qui avons milité dans ces guerres, ne l'oublions jamais, la presse, quoi que nous soyons, la presse nous a faits ce que nous sommes.

Bien que le drapeau fût le même, il y avait plusieurs pelotons dans l'armée. Quelques-uns de nous, d'abord obscurs, inconnus, venus de loin, devaient tout à eux-mêmes. Aucune tradition de famille, aucune situation notoire ne les avait prédestinés à l'opposition active, ils en étaient, parce qu'ils l'avaient voulu, et puisant leur mission dans leur instinct, leur puissance dans leur nature, le temps en avait fait des écrivains politiques. Élevés loin de Paris, ils s'étaient rapidement acclimatés dans ce monde nouveau, en conservant quelque chose de l'énergie d'une éducation rude, sans mollesse et sans distraction. Ils avaient respiré leurs opinions avec l'air vital, et, profondément imbus des sentiments de la France, ils étaient capables de les juger en les éprouvant, et par-là même de les mieux servir et de les régler. C'étaient, par leurs passions, les représentants naturels de cette démocratie impétueuse qui s'était tant égarée, mais par la droiture de leur intelligence ils pouvaient en devenir les modérateurs et presque les maîtres. Contenir l'opinion libérale en la propageant, l'éclairer en la flattant, acquérir à force de sympathie avec le pays le droit de résister à ses emportements, de redresser ses erreurs par le courage de la vérité, telle était leur puissance et leur but. Esprits étendus, mais positifs, ardents, mais pratiques, suppléant à l'imagination inventive par l'élévation des facultés usuelles à leur plus haute puissance, la politique et l'histoire étaient, de toutes les choses intellectuelles, celles qui leur allaient le mieux. A cette époque, où comme à nous tous l'expérience leur manquait, ils devaient beaucoup ignorer des personnes et des choses; leurs vues pouvaient être étroites encore que sensées, et ils avaient à redouter cet emportement logique auquel résistent peu les esprits fermes et convaincus. Mais un bon sens supérieur maîtrisait tout en eux, et les systèmes et les passions, tandis que leurs instincts, sincèrement nationaux, les rendaient propres à prendre de l'ascendant sur les masses. Si l'étude et la méditation n'avaient pas encore suffisamment agrandi leurs idées, il était certain que les faits exerceraient toujours un empire décisif sur des intelli-

gences si justes et si vigoureuses. Jamais rien de la réalité ne leur devait échapper. Ils avaient à cœur d'achever l'œuvre effective commencée par nos pères. En eux se devait personnifier quelque jour la révolution, éclairée et non affaiblie par le temps, ayant conservé toutes ses passions et gagné toute sa sagesse.

Ce n'était pas dans les brillantes et mobiles écoles de Paris qu'ils s'étaient formés. Les véritables élèves de ces écoles, ceux qui en continuaient la féconde impulsion, étaient de jeunes hommes dont la science et l'étude avaient assoupli et développé l'esprit, nourri d'abord des croyances et des idées populaires. Déjà les mécomptes de la politique, et l'on pourrait dire de la philosophie révolutionnaire, la curiosité naturelle à des gens lassés des banalités d'une littérature usée, les loisirs laborieux de la paix, l'excitation générale produite par les luttes de principes que la restauration provoquait follement, avaient enfanté un certain nombre d'esprits critiques, mais graves et enthousiastes, élevés et difficiles, tout à fait propres à renouveler les goûts et les idées. Après des études approfondies et variées, familiarisés avec l'examen de tous les systèmes sur le vrai et de tous les genres de beau, ces hommes à tendances spéculatives avaient comparé toutes les doctrines à toutes les réalités, et, trouvant peu d'accord, ils étaient naturellement amenés à se refaire des principes sur chaque chose. Leur prétention était de sortir de toutes les routines, et d'ouvrir l'œil et l'oreille aux idées neuves, sans prédilection de parti pris, sans engouement systématique. Politique, littérature, beaux-arts, mœurs même, tout les intéressait à la fois, et en tout ils cherchaient la pensée profonde que le vulgaire méconnaît. La nouveauté les séduisait trop peut-être, mais il leur semblait que les revers nombreux de la cause du siècle attestaient de telles erreurs, que c'était le servir que l'éclairer sur lui-même et rajeunir ses idées. D'ailleurs ils prétendaient bien ne rien omettre, ne rien supprimer, et retrouver des raisons inconnues même pour les vérités communes. Plus rationnels que pratiques, ils pouvaient manquer quelquefois de l'art, sinon d'exciter les intelligences, du moins d'échauffer les âmes, et ils semblaient plus faits pour agir sur l'esprit humain que sur l'esprit des hommes. Il y avait en eux ce qui fonde une école plutôt que ce qui forme un parti.

On reconnaissait dans cette partie de la presse opposante l'influence de la philosophie que nous avons décrite, comme dans l'autre partie les traditions améliorées de la révolution française. Des deux côtés étaient de nobles esprits, dont les efforts ont diversement, mais peut-être également, contribué à la formation de la pensée publique. Pour compléter le dénombrement, je devrais citer encore des écrivains qui vinrent d'un nouveau point de l'horizon et s'entendirent avec les uns et les autres. Dans une région sociale différente, des hommes du même âge, appartenant pour le plus grand nombre aux classes élevées par la révolution et l'empire aux fonctions publiques, avaient su se défendre des piéges et des séductions du pouvoir, et, pénétrés des idées et des sentiments contemporains, sacrifier à leurs convictions de faciles avantages. Ils apportaient à la cause plus de connaissance de la scène politique et des acteurs, et comme une expérience anticipée. Moins populaires que les uns, moins originaux que les autres, ils ne pouvaient exercer le même ascendant, ils pouvaient rendre autant de services. Nul n'avait aussi librement qu'eux choisi sa direction, nul ne se rendait mieux compte de son choix. Leur patriotisme moins communicatif n'était ni moins pur ni moins fidèle, et une absolue liberté d'esprit leur donnait une clairvoyante impartialité. C'étaient toutefois des combattants redoutables, car ils avaient vu de près l'ennemi, le connais-

saient bien, et l'attaquaient sans colère comme des soldats volontaires qui guerroient par honneur et par goût. Enfants de Paris pour la plupart, ils avaient ce qui est si puissant à Paris, l'arme de la conversation, et ils servaient par elle au moins autant que par leur plume la cause qu'ils avaient embrassée.

Je raconte ce que j'ai vu. De ces trois classes d'écrivains, la première arriva exclusivement par la presse périodique ; la seconde, venue presque tout entière de l'Université, passa de l'enseignement à la presse et de l'étude à la controverse. A la tête de l'une, le lecteur aura déjà placé M. Thiers ; au premier rang de l'autre, on devinera qu'il faut mettre M. Jouffroy.

Je me rappelle encore les jours où je les rencontrai l'un et l'autre, non pas ensemble, ils ne furent jamais rapprochés, et ceux avec qui je venais formaient comme un intermédiaire entre les deux. Des sentiers divers nous avaient conduits sur le même terrain, et nous travaillions en commun au triomphe des principes dont il nous semblait que la défense devait un jour nous donner le pouvoir en héritage. « Nous sommes la jeune garde, » me disait M. Thiers en 1823.

C'était à l'occasion d'une entreprise qui nous réunit. Un recueil périodique s'était fondé, un moment remarqué, oublié aujourd'hui, *les Tablettes universelles*. Il disparut bientôt, brisé par les difficultés légales qui alors entravaient la presse. Chacun se reprit à chercher de son côté des chances de succès, des occasions de travail. M. Thiers et M. Mignet rentrèrent dans la voie où ils trouvèrent plus tard à créer *le National*. Pour nous, nous fûmes bientôt ralliés autour d'une œuvre qui a laissé quelque souvenir : je veux parler du *Globe*, recueil périodique que M. Dubois et M. Leroux fondèrent vers la fin de 1824.

Je rappelle ce fait parce qu'il fixa décidément M. Jouffroy dans les rangs de la presse militante. L'École normale dominait *le Globe* à son origine ; le nom de M. Dubois ne peut laisser à cet égard aucun doute. A cette direction appartenaient MM. Damiron, Trognon, Patin, Farcy, etc., et se rattachèrent M. Ampère, M. Lerminier, M. Magnin, et un peu plus tard M. Sainte-Beuve. Venus d'ailleurs, MM. Duvergier de Hauranne, Duchatel, Vitet, d'autres encore, tempérèrent ce que cet esprit pouvait avoir d'exclusif, par une diversité nécessaire d'études et de goûts. Nous formâmes ainsi un faisceau de critiques qui, je le puis dire sans témérité, exerça dans la philosophie, la littérature et la politique, une véritable influence pendant les cinq dernières années de la restauration.

M. Jouffroy primait parmi nous. Il y avait en lui quelque chose de doux et d'imposant qui nous captivait. Sa raison n'était pas froide, mais calme, et nous nous sentions plus assurés encore de nos convictions quand elles passaient par sa bouche. Il avait là deux fidèles amis à qui son souvenir reste à jamais présent, M. Dubois, qui prêtait à nos opinions la verve d'un talent passionné et l'autorité d'une ferme loyauté, M. Damiron, auteur d'écrits bien précieux, le plus sage de nous tous, le seul sage peut-être, puisqu'il n'a pas cessé d'être heureux, puisqu'il n'a pas cessé de vouer à la science toute son ambition. M. Jouffroy était philosophe par l'esprit et les mœurs : mais son âme était loin d'avoir atteint cette stoïque insensibilité à laquelle aspire, dit-on, la philosophie. Elle recélait une ardeur contenue qui a pu répandre quelques souffrances dans sa vie, mais qui animait d'une manière heureuse la gravité de son talent. On peut en juger encore par ses écrits. Il semble ne s'y attacher qu'à se rendre raisonnable, c'est son travail évident : toujours il procède par l'observation rigoureuse des faits, jamais il ne trouve assez d'appuis à sa pensée ; mais sous les formes sévères de sa méthode se cache ou plutôt se trahit

une imagination qui reproduit vivement, si elle ne crée pas. Cette imagination le sert et parfois le séduit *en se cachant de lui* avec plus de soin encore que ne faisait, dit-on, celle de Malebranche. Ce qui se montre dans ses écrits se retrouvait dans sa nature, et il était plus ému des choses que ne le laissait voir la noble tranquillité de sa figure et de son attitude.

On peut relire les fragments qu'il a écrits pour *le Globe*. Les plus importants ont été recueillis. La raison s'y montre partout sans doute, mais une raison ardente et persuasive, et les idées générales n'y servent qu'à voiler une forte polémique. On sent en le lisant qu'un adversaire puissant est là, et que la vérité est en péril. L'état général des esprits à cette époque était le sujet inépuisable de nos articles. C'est le fait que nous considérions sous tous ses points de vue, fait puissant qui contenait tous les autres, centre de toutes nos recherches, et que nos constants efforts avaient pour but de caractériser et d'établir, comme le plus fort obstacle aux vues de la restauration et la plus forte objection à ses doctrines ; car, malgré la sagacité de ses plus illustres défenseurs, elle avait constamment méconnu, elle mettait son orgueil à méconnaître la réalité et la profondeur de la révolution dans les idées. Elle voulait tout attribuer aux passions individuelles, aux illusions d'un moment, et se représenter comme un mal passager une rénovation sociale. De là l'espoir insensé de tout réparer à sa guise, et de là aussi la vanité de ses efforts. C'était donc lui répondre et l'intimider peut-être que de lui montrer sans cesse la grandeur des résultats accomplis comme supérieure à toute tentative de réaction. La discussion des principes, si goûtée et si brillante au début de la révolution, devait être en ce sens modifiée et complétée, quand nous approchions de son terme, par l'observation et la description des faits. On sent combien cela devait convenir à l'esprit de M. Jouffroy. Dans la politique, il retrouvait ainsi sa philosophie, et pouvait appliquer aux questions du jour la même méthode qu'aux recherches des lois éternelles de l'esprit humain. C'est ce qui donne tant de solidité à sa polémique. Lorsqu'il raisonne, il semble raconter ; l'observation se mêle partout à la déduction ; les idées les plus neuves prennent l'air de simples notions du sens commun, et la conviction est irrésistible sans paraître passionnée (1).

La cause qu'il défendait si bien triompha un jour, et la révolution de 1830 fit en un moment des idées contestées les idées reçues, de l'offensive la défensive, de l'opposition le pouvoir. *Le Globe* disparut, sa mission était finie ; M. Jouffroy, libre comme la France, revint à l'enseignement, et ne tarda pas à entrer dans la politique active.

Suivons-le, mais rapidement, dans cette double carrière.

Dans l'une, nous retrouvons la philosophie proprement dite. M. Jouffroy remonte dans sa chaire, avec un esprit plus mûr, avec des doctrines mieux arrêtées, plus complètes ; à son enseignement définitif correspond la publication de ses plus importants écrits. Les douze dernières années de sa vie sont les plus fécondes, et pour analyser ses travaux il faudrait exposer toute une philosophie. Il est trop tard, et cet article ne se prolonge que trop. Quelques mots seulement sur l'ensemble et le caractère de sa doctrine.

Le fondement de tout est, comme on sait, la psychologie. Il y a un esprit humain ; il se connaît par la conscience et dans la conscience. Ses opérations, ses facultés,

(1) Voyez surtout, dans les premiers *Mélanges*, les articles intitulés : *Comment les dogmes finissent* et *la Sorbonne et les Philosophes*.

ses lois, sont des faits; la psychologie, et par suite la philosophie tout entière, est une science de faits, et il n'existe d'autres sciences que des sciences de faits. Seulement, tous les faits ne sont pas semblables, et toutes les sciences ne sont pas les mêmes, parce que tous les faits ne sont pas de même nature; mais toutes reposent sur l'observation. L'observation diffère dans son procédé, suivant la nature des faits. De là, diversité de méthode et de certitude; mais la méthode est également sûre, la certitude également entière, qu'il s'agisse des faits internes ou des faits externes. La psychologie n'est pas la physiologie, elle en est profondément distincte, elle s'appuie sur des bases mieux connues et procède par des inductions moins contestables. Tous ces points, que M. Jouffroy a cent fois traités, ne l'ont jamais été peut-être avec plus de clarté et de force que dans un de ses derniers écrits qu'il composa pour l'Académie des sciences morales et politiques (1).

Mais la psychologie serait fausse, si elle se bornait à constater des opérations et à en conclure des facultés. Il naît de ces opérations et de ces facultés des inductions constantes, universelles, qui sont des faits aussi, des faits de l'esprit humain, et qui tout à la fois se livrent à l'observation, satisfont la raison, et forcent son assentiment. Les démêler, les constater, les mettre dans tout leur jour, c'est établir indirectement, mais solidement, les grandes vérités qui en découlent, et la même méthode sert à connaître et l'esprit humain, et ce que l'esprit humain connaît, et ce qui est. La psychologie n'est donc pas réduite à retracer ce qui nous semble. Elle donne, à la suite des faits primitifs de conscience, elle y rattache, elle y enchaîne des conclusions qui vont au delà du cercle de la pensée et se réalisent en dehors de nous. La philosophie écossaise, qui commence bien, s'arrête en chemin. Elle ne connaît pas toute la fécondité de l'esprit humain, elle ne connaît pas toutes les ressources de la raison et la certitude de ses conceptions. Les vérités, pour avoir débuté par être des idées, n'en sont pas moins des vérités, c'est-à-dire les objets et les types des idées (2).

Pourtant les sciences philosophiques, bien qu'appuyées sur de fermes fondements, n'ont pas su toujours les découvrir, et quelquefois les ont sapés elles-mêmes. Elles n'ont pas établi irréfragablement l'autorité de leur méthode, elles n'ont pas rigoureusement déterminé l'existence et la nature de leur objet, elles n'ont pas exactement tracé leurs limites, et tour à tour elles ont empiété sur d'autres sciences ou se sont laissé envahir par d'autres sciences. Elles sont donc mal faites et mal ordonnées, elles ne sont pas organisées. Il y a eu de grands travaux philosophiques, surtout de grands philosophes; il n'y a pas peut-être de philosophie (3).

Cependant l'histoire de la philosophie doit être étudiée, non-seulement parce qu'elle est curieuse, intéressante, brillante même, mais parce qu'elle est le tableau de l'humanité recherchant la vérité. Or, les hommes pensent, même lorsqu'ils se trompent; leurs idées sont nécessairement des faits intellectuels; à ce titre, elles ne peuvent jamais être fausses. Il y a toujours du vrai dans le faux et de la raison dans l'erreur. Seulement, toute la vérité n'est nulle part; la raison n'est jamais toute la raison. On ne peut s'approcher de la vérité, de la raison, qu'en réunissant, qu'en combinant tout ce qu'à différentes époques l'esprit humain a su

(1) Mémoire sur *la légitimité de la distinction de la psychologie et de la physiologie.* — *Nouveaux Mélanges,* p. 223.

(2) Préface de la traduction de Reid, tome I des *OEuvres complètes.*

(3) *De l'Organisation des sciences philosophiques.* — *Nouveaux Mélanges*, p. 1-221.

apercevoir et constater ; et ce n'est que des fragments de vérité épars dans toutes les philosophies qu'on peut constituer enfin la philosophie (1).

Jamais, cependant, la philosophie ne résoudra toutes les questions. Il y a dans la nature humaine un indomptable inconnu, dans la destinée humaine un impénétrable mystère. L'objet de la religion existe aussi réellement que celui d'aucune science ; mais il n'est pas susceptible de la connaissance parfaite : les croyances primitives, qui sont comme la substance de la religion, se démontrent par l'étude de l'esprit humain aussi invinciblement que tout autre fait scientifique, et la religion qui les consacre et les transmet sans les altérer est essentiellement vraie.

C'est par la même méthode qu'on peut réussir à juger tous les systèmes ou sur le juste ou sur le beau. La science du juste ou celle du droit naturel ne peut avoir de fondement solide, si elle ne repose sur une idée rationnelle donnée par une analyse rigoureuse de l'esprit humain. La science du beau ou l'esthétique a besoin de s'appuyer sur une démonstration semblable ; en cette matière, comme en morale, tous les systèmes sont conciliables, pourvu qu'on les subordonne tous à celui qui prend au fond même de l'âme l'idée du juste ou du beau, comme une notion nécessaire (2).

C'est dans le détail qu'il faut étudier une telle philosophie ; dans le détail éclate tout ce qu'elle peut avoir d'ingénieux, de saisissant, d'original. Le texte seul des ouvrages de M. Jouffroy peut faire admirer la clarté de son exposition, la simplicité de sa manière, le style sain, naturel, animé, et par intervalles éloquent, dans lequel il sait rendre sa pensée. Qui veut le connaître le lise. Quant à nous, nous renonçons à essayer ici un jugement définitif. Nous avons loué hardiment ; s'il fallait juger, nous serions plus timide. Nous ne pouvons dire que la philosophie de M. Jouffroy nous satisfasse complétement. Quoiqu'il ait su donner à ses principes une fécondité inespérée, il nous paraît cependant être resté en-deçà des vérités certaines, et il n'a pas égalé le connu au connaissable. En vain s'est-il efforcé d'exclure, ou plutôt de restreindre le doute, inséparable des connaissances d'un être borné tel que l'homme, il laisse encore au doute une part plus grande qu'il ne faut, et sa défiance envers la philosophie nous paraît excessive. Nous croyons la science mieux faite et plus avancée qu'il ne dit ; mais ce sont là des idées qu'on ne peut motiver en passant, il ne s'agirait pas de moins que de discuter les plus grandes questions de la science. Bornons-nous à dire que, comme les Écossais ses maîtres, mais avec plus d'étendue, de force et de profondeur que ses maîtres, M. Jouffroy nous paraît avoir établi une excellente philosophie d'introduction, et que toutes les fois que dans l'avenir on reviendra aux questions préliminaires de la science, surtout à l'examen des fondements, des procédés et de l'objet de la psychologie, son nom se présentera naturellement ; il sera cité comme une autorité tant que l'histoire de la philosophie restera dans la mémoire des hommes.

Un dernier mot encore. Cette philosophie est-elle un sacrilége? Question étrange à poser et dont M. Jouffroy, dans ses derniers jours, n'eût certes pas prévu le retour ; mais depuis un temps, les ennemis de la science ne sont pas devenus moins ridicules, seulement ils sont devenus plus hardis. Aucune réponse ne leur est due ;

(1) *De l'Histoire de la philosophie.* — Premiers *Mélanges*, p. 221. — *Ouverture du cours d'histoire de la philosophie ancienne.* — *Nouveaux Mélanges*, p. 349.

(2) *Leçons préliminaires du cours de morale.* — Premiers *Mélanges*, p. 383. — Cours de droit naturel. — Cours d'esthétique.

une apologie serait peu digne d'une pure et noble mémoire. Je ne sais qu'une chose, c'est que leurs déclamations se réduisent à quatre ou cinq propositions que voici. — La philosophie n'est que vanité et faiblesse ; elle a pour origine l'orgueil humain et les passions terrestres. — Le doute est le résultat le plus clair de toute philosophie. — L'éclectisme est une méthode mortelle à toute croyance et à toute religion. — Et je sais aussi qu'on lit dans saint Grégoire de Nazianze : « Rien de plus fort que la philosophie ; rien n'est invincible comme elle (1). » On lit dans saint Clément d'Alexandrie : « Il est visible que l'ancienne science hellénique est avec la philosophie même venue de Dieu aux hommes (2). » On lit dans saint Cyrille d'Alexandrie : « Le principe de la connaissance est l'inquisition, et la racine de l'intelligence des choses qu'on ne sait pas est le doute (3). » On lit enfin dans le même saint Clément : « J'appelle philosophie non celle des stoïciens, ni celle de Platon, ni celle d'Épicure, ni celle d'Aristote; mais tout ce qui a été dit d'excellent par chaque secte, tout ce qui enseigne la justice avec une science pieuse, c'est ce tout, cet ensemble éclectique que j'appelle philosophie. La philosophie introduit donc et prépare à l'avance ceux que le Christ achève (4). »

Voilà de l'ancien christianisme ; mais peut-être n'est-il pas du goût du nouveau.

« La même loi de la raison, dit M. Jouffroy, qui en s'appliquant tour à tour à l'individu, à la société ou à l'espèce, fait concevoir à l'homme que les individus, les sociétés et l'espèce sont ici-bas pour une fin, en s'appliquant à l'univers au sein duquel l'humanité n'est qu'un phénomène, lui fait concevoir aussi que cet univers en a une, et comme la partie ne saurait être contradictoire au tout, que la fin de l'humanité doit concourir à cette fin totale, n'en être qu'un élément et par conséquent avoir en elle sa raison et son explication dernière. Ainsi, par un mouvement irrésistible, la pensée s'élève de l'ordre individuel à l'ordre social, de l'ordre social à l'ordre humain, et de l'ordre humain à l'ordre universel. Là seulement elle peut s'arrêter, parce que là seulement elle rencontre le dernier mot de l'énigme qui la tourmente, la dernière raison des phénomènes dont elle cherche le sens. Mais je me trompe, messieurs, elle va plus loin encore, et elle doit le faire. L'ordre universel lui-même n'est qu'une loi, loi suprême, il est vrai, qui résume toutes les autres et qui contient la raison dernière de tous les phénomènes, mais qui dans l'ordre ontologique n'est encore qu'un fait et présuppose un être intelligent qui l'ait conçue et par conséquent réalisée. En d'autres termes, l'ordre universel suppose l'ouvrier universel dont il est tout à la fois la pensée et l'œuvre. L'intelligence humaine va donc jusqu'à Dieu, et là elle se repose, parce que là enfin elle trouve la source de ce fleuve immense que l'inflexible logique des principes qui la gouvernent l'oblige de remonter. Dieu trouvé, l'aspect de l'univers change, l'ordre devient la providence, et les mille rameaux de la loi universelle deviennent les mille résolutions de la volonté et la sagesse divine. L'âme humaine échappe

(1) Orat. XXVI, p. 481 ; tome I de l'édition des bénédictins de Saint-Maur.

(2) Stromat., liv. I, p. 287 ; édition de Paris, 1641.

(3) L'inquisition, ζήτησις ; le doute, ἐπαπόρησις ; deux mots qui ont servi à désigner les sceptiques, appelés quelquefois zététiques et aporétiques. — S. Cyrill. Alex. op. Comm. in Johan. ev., lib. II, cap. IV, p. 180 ; tome IV de l'édition de Paris, 1638.

(4) Stromat., liv. I, p. 288. 292.

avec joie à l'empire de l'inflexible fatalité, et se range avec bonheur sous celui de la sagesse et de la bonté de Dieu. Les rapports paternels du Créateur à la créature succèdent aux rapports sévères de la loi et du sujet, et la question suprême et dernière qui était de savoir quel rôle joue la destinée de l'espèce humaine dans la destinée totale de l'univers, revêtant des formes plus consolantes, devient celle de savoir quels sont les desseins de Dieu, c'est-à-dire d'un être souverainement sage et bon, sur l'homme, c'est-à-dire sur un être faible par son pouvoir, mais semblable à lui et supérieur à tout le reste par le don de l'intelligence (1). »

La politique n'a jamais été la première pensée de M. Jouffroy, non qu'il fût indifférent aux grands intérêts de la société; c'eût été l'être aux intérêts de la justice et de la vérité, et rien ne serait moins philosophique. Il aimait la France, et il s'inquiétait du rôle de son pays dans le monde. La révolution lui était chère, la recherche des moyens d'en concilier les principes avec la sûreté et l'influence de notre nation au milieu des nations européennes le préoccupait vivement; les affaires étrangères avaient pour lui l'attrait qu'elles offrent presque toujours aux esprits philosophiques. Peut-être est-ce que, par l'étendue même de la sphère dans laquelle elles se meuvent, elles rappellent davantage la généralité des problèmes familiers à la philosophie.

M. Jouffroy était appelé naturellement à siéger dans la chambre élective, et le rang qu'il occupait parmi ceux de son âge le désignait aux suffrages de ses concitoyens. Il fut nommé député en juillet 1831, aux seules élections qui se soient effectuées sous le ministère de M. Casimir Périer. Il entra dans la chambre avec l'intention si naturelle aux nobles esprits, mais que je n'ai jamais vu un homme raisonnable suivre jusqu'au bout, d'y garder une indépendance absolue. Ce dessein était peut-être d'une exécution moins difficile pour lui que pour un autre; il vivait assez solitaire, les petites passions lui étaient étrangères, les petites questions indifférentes. Généralisateur par penchant et par métier, il ne s'abaissait pas aisément aux conditions des affaires courantes, aux exigences momentanées des associations parlementaires. Il acceptait, il entendait à peine les considérations particulières qui, à toutes les époques, presque à toutes les séances, déterminent dans les assemblées la conduite des partis. Il n'entrait pas aisément dans les pensées des autres; son intelligence ne recueillait en quelque sorte que ce qu'elle avait semé. Il put donc, un temps du moins, traverser avec assez d'indifférence les luttes passionnées des premières années de sa vie publique.

Cet esprit, habitué à tout tenir de lui-même, était par cette raison lent à se modifier. M. Jouffroy resta donc d'abord dans une sorte d'isolement. Toujours bienveillant et de bon conseil pour ses amis, il ne les suivait point et se tenait à distance. Il aimait leurs succès, il ne leur refusait ni les encouragements ni les éloges; mais sa sympathie n'allait pas plus loin. Il demeurait sur le rivage, regardant tristement les flots agités, toujours prêt à soutenir d'une parole amie ceux qui luttaient contre l'orage, à tendre une main secourable à ceux qui, regagnant la terre, venaient se reposer sur la plage auprès de lui.

Mais le temps fléchit tout, et les esprits indépendants sont ceux qu'il est le plus lent à dompter. Le temps ne fit jamais de M. Jouffroy un député ambitieusement

(1) *Méthode pour résoudre le problème de la destinée humaine.* — Premiers *Mélanges*, p. 466.

actif, cependant il le rapprocha de plus en plus des hommes politiques et l'unit avec eux par des liens plus étroits. A mesure que nos discussions se pacifièrent, sa voix tranquille put se mieux faire entendre; elle réussit toujours à se faire religieusement écouter. Il parlait doucement, gravement, sans prétendre à l'effet, disant avec simplicité des choses originales, avec noblesse des choses sensées, quelquefois de belles choses qu'il rencontrait et ne cherchait pas. Il fut un des premiers à proclamer à la tribune une vérité peu comprise et qui put paraître au premier moment un lieu-commun de philosophie éclectique : c'est que dans les diverses nuances du parti constitutionnel tout le monde est au fond du même avis, et qu'il n'y a pas sur les choses essentielles de dissidence sérieuse dans l'immense majorité de la chambre. Je me rappelle encore l'effet un peu singulier que produisit cette déclaration à une époque où la nouveauté la rendait paradoxale, et je ne doute pas qu'elle ne le paraisse encore aux Machiavel des salons conservateurs. Il est remarquable que M. Jouffroy ait des premiers vu et développé cette idée avant qu'elle dût être bien comprise, et que depuis qu'elle a pu devenir une règle de politique pratique, il ait paru quelquefois découragé de sa propre pensée et accessible à d'autres conseils.

Je ne dirai que ces mots du dissentiment qui a pu nous séparer dans quelques circonstances des deux dernières années de sa vie. Sur une grande question qui intéresse le monde, la question d'Orient, il avait eu une pensée heureuse, si les circonstances eussent souffert qu'elle fût praticable, celle d'un concert européen (1839). Il avait cru conciliable le maintien d'un accord unanime avec le succès de la politique française : cet espoir fut déçu par l'événement. Il imputa aux hommes ce qui, je crois, tenait à la nature des choses, et réprouva toute politique qui n'avait pas réalisé sa pensée. Rien ne s'explique mieux que cette persistance d'un esprit sévèrement méthodique qui s'est fait un principe et qui en veut les conséquences. Mais la politique des faits ne se déduit pas comme un système. M. Jouffroy le savait bien. Cependant ses convictions, fortement méditées, souffraient peu la contradiction, même celle des événements; il s'attrista, et, las de débats stériles à ses yeux, de dissidences vaines, il condescendit à la politique qui l'avait jusque-là trouvé froid et même dédaigneux. L'âge venait, et il commençait à se glisser dans son âme ce que les années nous apportent tôt ou tard, un peu de lassitude des choses de la terre. N'est-ce pas ainsi que nous disons devenir sages en vieillissant?

La position de M. Jouffroy a toujours été élevée dans la chambre. Elle s'était créée sans efforts; c'était l'œuvre naturelle de son mérite, et comme un simple effet de sa présence. Il était respecté; sa haute valeur était reconnue même des moins capables de le comprendre. Dès qu'on le sut atteint d'un mal menaçant, lorsqu'on put entrevoir les périls d'une santé toujours fragile, la sollicitude commune répondit à l'anxiété de ses amis, et, quand vint le jour fatal, tout ce monde, si absorbé dans les futiles intérêts du présent, trouva un moment pour regretter un homme qui ne les servait pas, et dont la vie n'était utile qu'à la science et à la vérité.

M. Jouffroy avait une figure calme et régulière qui annonçait l'attention pénétrante et l'élévation de l'esprit. Sa taille était grande, ses manières distinguées et simples; sa bienveillance sans abandon accueillait et ne prévenait pas. Il unissait à la dignité la sérénité, si du moins on en devait croire son front et son accent, et sans doute il déroba toujours son âme aux émotions éphémères qui troublent la

vie, aux épanchements fugitifs qui les aggravent en les exprimant. Cependant un œil clairvoyant découvrait sous ce calme apparent une sensibilité facile à blesser, et la trace de souffrances qu'il n'avouait pas. Il pouvait se résigner à être inconnu, mais non méconnu, et les attaques injustes, même les contradictions vives, trouvaient le faible de son cœur. Peut-être manquait-il de philosophie avec les hommes, puisqu'il leur avait laissé le pouvoir de lui faire du mal. Comme on sentait dans ses graves écrits un feu caché d'imagination, sous le calme inaltérable de son attitude on devinait une vivacité d'impressions qui put coûter quelque chose à son bonheur, et rien à sa dignité. De tendres amis ont seuls pu savoir dans quelle mesure se compensaient en lui la sensibilité qui trouble l'âme et la raison qui l'apaise. Peut-être sa destinée ne fut-elle pas aussi heureuse qu'elle fut tranquille. Dieu seul assiste à la vie intérieure de l'âme. La paix du cœur n'est souvent que la douleur ignorée.

Qui pourrait cependant ne pas envier le partage de M. Jouffroy? Il a vécu pur, digne, honoré; il a connu les affections intimes, le bonheur de la famille. Ses talents et son caractère l'auraient dans tous les temps distingué parmi les meilleurs. Les circonstances où il a vécu ont rehaussé sa valeur; il a traversé un temps instructif, où, s'il n'a guère été permis de faire de grandes choses, il a été facile d'en apprendre, d'en concevoir, d'en propager d'excellentes. Il n'a failli à aucun de ces devoirs. Il s'était formé à cette école de la disgrâce où les esprits se fortifient, où les caractères s'ennoblissent. L'opposition dans une bonne cause est le meilleur des apprentissages; qui ne l'a point traversé s'en ressentira toujours. Nous avons eu le bonheur d'être pendant longues années en lutte légitime contre un pouvoir assez fort pour résister, non pour opprimer; condamnés par là à une excellente discipline, nous avons pu nous façonner à tous les devoirs de la vraie liberté. Pour la jeunesse d'alors, la vérité était tout, le calcul peu de chose; la préoccupation d'un avancement personnel, cette idée fixe qu'on inspire avec tant de soin à la jeunesse bien élevée, était alors une chimère inconnue. La crainte pusillanime d'être appelé téméraire pour avoir bravé un préjugé, ou niais pour s'être fié à une idée, était un sentiment qu'on n'eût point compris. On n'avait pas découvert alors que la tranquillité publique fût tout l'ordre moral des sociétés. J'ignore ce que l'avenir réserve aux nouvelles générations. Puissent-elles ne regretter jamais de n'avoir point passé par les utiles épreuves qui nous ont été imposées! Il leur sera plus difficile de s'élever à ces scrupules de la raison qui, dans les siècles de discussion, sont un appui nécessaire à ceux de la conscience. L'industrialisme qui aujourd'hui s'applique à tout, qui règne jusque dans la vie politique et dans la vie littéraire, ne peut guère trouver de contre-poids que la foi dans les idées. La probité privée est d'un secours médiocre, les intérêts personnels s'accordent trop souvent avec les vertus domestiques. Une politique qui ne s'appuierait que sur ces vertus-là peut aisément se corrompre et s'avilir. Le jour où, pour gouverner un pays, on n'en appellerait qu'aux sentiments qui font le bon père de famille, c'en serait fait de la dignité nationale, car c'est aussi une des formes de la décadence que l'honnêteté dans la bassesse. Pour moi, je ne puis penser sans reconnaissance envers l'arbitre de nos destinées que j'ai vu d'autres temps et entendu d'autres leçons. Peut-être est-ce un préjugé de l'âge, mais il me semble que notre dignité à tous se mesure sur notre fidélité à ces souvenirs, et à mesure que l'expérience, cette conseillère tant vantée, détache les hommes de ce qu'ils nomment des illusions, je crois les voir s'affaisser; Dieu sait où cela

les mène. Que d'autres soient heureux ainsi, j'y consens ; mais qu'ils nous laissent nous obstiner dans la pensée que nous ne nous sommes pas trompés quinze ans. Schiller dit quelque part que l'homme fait doit porter respect aux rêves de sa jeunesse : la première marque de respect qu'on leur doive donner, c'est de ne pas dire qu'ils soient des rêves.

CHARLES DE RÉMUSAT.

L'ULTRAMONTANISME

OU

L'ÉGLISE ROMAINE ET LA SOCIÉTÉ MODERNE,

PAR M. EDGAR QUINET.[1]

M. Quinet est à la fois professeur et écrivain. Les succès du professeur sont constatés par l'affluence qui se presse autour de sa chaire et qui vient chercher dans l'enceinte du Collége de France les nobles émotions que donnent toujours un style harmonieux et des sentiments élevés. Aujourd'hui M. Quinet fait de son cours un livre, et, comme écrivain, il s'adresse, non plus à un auditoire jeune et restreint, mais à la généralité des lecteurs. A un semblable appel, la critique ne saurait rester inattentive, indifférente : occupons-nous donc de *l'Ultramontanisme.* Tel est le titre des neuf leçons que M. Quinet vient de publier. Les devoirs de la critique sont parfois un fardeau bien lourd à porter : nous l'éprouvons aujourd'hui. S'il est déjà pénible de ne pouvoir approuver ce qu'a écrit un homme d'un talent reconnu, il l'est plus encore d'être obligé de motiver cette désapprobation.

Quand, l'année dernière, nous vîmes M. Quinet partir pour l'Espagne, nous nous en réjouîmes ; il est bon que les poëtes voyagent. M. Quinet nous le dit lui-même ; il a besoin, pour parler des choses, des monuments et des hommes, de les toucher de ses mains et de les voir de ses yeux. Aussi a-t-il considéré un voyage en Espagne comme indispensable à ses études. « Je suis parti pour l'Espagne, nous dit-il, sans l'appui de personne, contre le conseil et les vœux de tous mes amis, qui, dans leur sollicitude, ne me présageaient que ruine et désastre sur cette terre de misère. » M. Quinet doit se féliciter aujourd'hui de n'avoir pas cédé

(1) Un vol. in-8°, au Comptoir des imprimeurs-unis, 15, quai Malaquais.

aux inquiétudes de ses amis, elles étaient excessives. Plus d'une fois, il est vrai, s'il faut l'en croire, il a fouillé, au péril de sa vie, les sierras les plus inhospitalières, mais enfin il n'a rien perdu sur *cette terre de misère,* pas même sa bourse, et il nous est revenu avec un bagage d'impressions et d'idées dont il faut apprécier la valeur.

La société espagnole est peut-être celle de nos sociétés modernes qui demande à l'observateur qui veut la connaître plus de temps et de réflexion. Nous pouvons pressentir la variété des aspects que présente le caractère espagnol, par les vicissitudes infinies dont l'histoire politique de la Péninsule nous donne aujourd'hui le spectacle. Le génie des peuples est la cause principale de leurs révolutions. Quand une nation surprend l'Europe chaque matin par des changements brusques, par des péripéties imprévues, quand elle a contracté l'habitude d'une instabilité perpétuelle, elle nous avertit que ce n'est pas en un jour qu'on peut la connaître, puisqu'elle se cherche encore elle-même. Dans ces idées qui se débrouillent, dans ces croyances et ces passions qui se combattent, il y a le chaos, et, au fond de ce chaos, il y a, nous l'espérons, la fécondité. Mais ce travail sera long, et il ne livre pas ses secrets au voyageur qui passe. Indépendamment de la curiosité littéraire qui, pour le professeur des littératures modernes au Collége de France, est un devoir, M. Quinet avait, pour aller en Espagne, une autre raison, et, nous dit-il, *c'est peut-être la principale. Dans le combat que les hommes du passé nous livrent, j'ai voulu aller au-devant de ce fameux fanatisme espagnol et portugais, le voir de près, l'interroger, le chercher sous ses cendres.* Ce fameux fanatisme est donc mort, s'il faut le chercher sous ses cendres? Ne nous rassurons pas trop vite par la manière dont M. Quinet pose la question, car il pense que, si ce fanatisme est mort, il peut renaître, il craint qu'il n'ait été réveillé par nos querelles théologiques, et qu'il ne se prépare, de son côté, à garrotter l'esprit du midi de l'Europe. Voilà, dit M. Quinet, *ce qu'il m'était indispensable de connaître.* Puisque M. Quinet s'est donné à lui-même une pareille mission, il a le droit d'être écouté gravement. Toutefois, s'il faut l'avouer, nous eussions désiré qu'il eût franchi les Pyrénées avec un esprit plus libre. Cette terre sillonnée par tant de civilisations successives, cette terre si ardente et si mobile, veut être vue et décrite avec la plus complète indépendance d'imagination et de jugement. Nous avons avidement interrogé le livre de M. Quinet sur les mœurs, sur la poésie, sur les arts de la Péninsule, et nous avons eu le déplaisir de le trouver muet sur tous ces points. Pas un mot de Lope de Vega; rien sur Calderon, que la critique de Frédéric Schlegel a su si bien mettre en contraste avec Shakspeare. Notre voyageur a dédaigné le théâtre pour marcher droit à l'église.

Contentons-nous donc de la seule chose que M. Quinet ait voulu voir en Espagne, et abordons avec lui l'étude du clergé et des institutions catholiques de la Péninsule. Malheureusement, voici une autre espérance qui sera encore en partie déçue : il est difficile d'étudier et d'apprendre les choses en prenant M. Quinet pour guide; il vous entraîne à sa suite, il vous charme quelquefois, mais il vous instruit rarement. Il entasse les images plus qu'il n'éclaircit les idées, il est véhément et sonore plutôt que solide et lumineux. Aussi les pages que notre auteur a consacrées à l'Espagne ont-elles laissé dans notre esprit, à une première lecture, des notions fort peu nettes; toutefois, c'est un devoir pour nous de revenir sur nos impressions par une analyse attentive ; il faut savoir qui est ici en défaut, l'écrivain ou le lecteur.

M. Quinet entre vivement dans son sujet, et il s'écrie : « Où êtes-vous, légions de moines guérillas? où êtes-vous, moines héroïques, qu'êtes-vous devenus ? » Le voyageur nous apprend qu'il a heurté à la porte d'innombrables chartreuses, il a appelé, personne n'a répondu. Après une énumération de cloîtres qu'il a trouvés déserts, M. Quinet ajoute : *Je voulais à tout prix rencontrer un moine en Espagne, je n'ai pu y parvenir.* Mais ne voilà-t-il pas qu'à trois pages de distance, M. Quinet nous dit, toujours avec la même chaleur : « Voyez-vous en Espagne, à la suite d'une contre-révolution politique, ces moines dont je vous parlais tout à l'heure renaître de leurs cendres au cri de guerre, et tenter l'auto-da-fé du XIX[e] siècle? Ah! je ne demande pas leur perdition, j'ai sympathisé avec leur misère, *je l'ai dit à ceux que j'ai rencontrés,* et j'ai dit la vérité. » Nous n'insisterons pas sur une contradiction aussi flagrante; nous savons que les poëtes ne sont pas des logiciens; seulement on conviendra qu'avec de tels renseignements il nous est difficile de savoir s'il y a aujourd'hui des moines en Espagne.

Si nous passons des moines au clergé régulier, nous voyons que M. Quinet nous représente les ecclésiastiques espagnols comme des hommes simples qui ne lisent pas, et sont près de considérer tout ouvrage nouveau comme une hérésie. Il nous assure qu'ils sont restés parfaitement sourds aux appels des théologiens et des prêtres étrangers. Cette conviction, qu'il a rapportée de l'Espagne, doit le rassurer sur le réveil possible du fanatisme espagnol, qui ne sera pas ranimé de ses cendres par nos querelles théologiques, puisque ces querelles ne passent pas les monts. Malheureusement cette conviction n'est pas très-solide dans l'esprit de M. Quinet, car nous trouvons dans sa neuvième leçon un passage qui dément les assertions de la première. « En Espagne même, dit M. Quinet (page 238), où le clergé était jusque-là si profondément incorporé à la nation, toutes les voix qui se font entendre répètent à leur tour le même cri : Rome! L'évêque des Canaries, dans l'ouvrage qu'il vient de publier, place la nouvelle indépendance de l'église espagnole dans la servitude absolue à l'égard de Rome. » Cependant M. Quinet nous avait dit plus haut que le clergé de l'Espagne était resté parfaitement sourd aux appels des prêtres étrangers. Il faut bien avouer qu'ici encore nous ne sommes pas mieux édifiés sur le clergé régulier que sur les moines. Entre ces versions différentes, quelle est la vraie?

Heureusement l'imagination de l'écrivain peut offrir au lecteur désappointé des dédommagements. Quand M. Quinet se représente lui-même parcourant les montagnes de l'Andalousie à la suite d'un guide qui, pour interroger un chevrier du haut d'un rocher, l'appelait *caballero,* il sait vous communiquer les impressions pittoresques qu'il a recueillies dans sa course. Il a assisté à Madrid à quelques séances des cortès, et l'effet qu'a produit sur lui l'éloquence espagnole est rendu avec une piquante animation. En général, tout ce qui est sentiment, image, est toujours revêtu par M. Quinet d'une forme brillante; mais il est moins bien servi par son talent quand les faits et les hommes réclament un jugement net, une appréciation précise. Aux yeux de M. Quinet, l'Espagne est un peuple de prolétaires, une monarchie de prolétaires, un empire de prolétaires. Peut-être, si l'on voulait discuter ce point, trouverait-on qu'en Espagne il n'y a pas plus de prolétaires que partout ailleurs en Europe. Si dans le midi de la Péninsule la propriété est très-peu divisée, elle l'est beaucoup dans d'autres parties. Mais enfin, puisque M. Quinet n'a vu dans la nation espagnole qu'un peuple de prolétaires, il a dû s'en affliger. Non, tout au contraire, il s'en félicite. L'état de l'Espagne est, à ses yeux, une

pauvreté héroïque qui peut faire la gloire de ce pays, *si ses législateurs savent le comprendre.* Il remarque que l'insolence des riches et la jalousie des pauvres n'ont rien à faire là où la pauvreté est l'état de tout le monde, et c'est précisément parce que l'Espagne est aujourd'hui la plus mendiante, la plus nue des nations, *qu'elle pourra encore une fois étonner le monde par une forme nouvelle.* Nous doutons fort que l'homme d'état qui s'occupe en ce moment de réorganiser les finances espagnoles, M. Mon, attribue à la pauvreté de l'Espagne le don d'opérer de tels miracles. Il croit qu'un peu de richesse et un peu d'ordre dans la fortune publique ne nuirait pas à la liberté. Quant à M. Quinet, il ne s'arrête pas à ces petits détails, et il ne veut qu'une chose, il veut qu'on fasse rentrer le sentiment du grand, du *divin,* dans la science politique. « Oui, s'écrie-t-il, il faut que l'Espagne, sans plus regarder en arrière, répète dans la science politique le vieux mot des croisades : Dieu le veut! Dieu le veut! » M. Quinet conseille donc à l'Espagne de devenir encore plus catholique? Nous l'avions pensé d'abord, mais nous avons lu aussitôt après qu'une seule parole prononcée dans ce sens, *au nom de la science, de la philosophie française,* aurait plus d'efficacité sur l'esprit de l'Espagne que toutes les conspirations et toute la diplomatie du monde. Que conclure maintenant? L'Espagne ne peut donc pas se sauver elle-même; elle a besoin de la France, elle a besoin d'une parole prononcée au nom de la philosophie française. Alors M. Quinet veut une intervention illimitée et une propagande révolutionnaire? Soyons juste. M. Quinet ne s'est pas rendu un compte exact de la portée de ces propositions successives. C'est un artiste qui fait un usage harmonieux des mots sans les peser, qu'une première vue des choses saisies sous leur aspect dramatique séduit et contente. Il ne serait pas équitable de lui demander la patience d'un observateur, son tempérament ne la lui permet pas.

Néanmoins nous espérions toujours qu'une fois passé le premier éblouissement que peut donner à une imagination vive le spectacle de choses nouvelles, nous arriverions, dans le livre de M. Quinet, à quelques larges peintures de la civilisation espagnole. Pour parler du midi de l'Europe, j'arrive de Grenade et de Cordoue, avait-il dit dès le début. C'était donc bien dans la Péninsule qu'il était allé surtout chercher ses inspirations. Cependant, dès le troisième chapitre, ou, si l'on veut, la troisième leçon, nous ne sommes plus en Espagne, mais en Italie. La scène change, et l'auteur entre brusquement dans un autre sujet : il faut l'y suivre, non sans jeter un regard de regret sur cette Espagne que nous désirions tant connaître.

Le dessein qui anime aujourd'hui M. Quinet, et qui l'éloigne de l'histoire des littératures, n'est pas médiocre ; il ne se propose rien moins que de sauver le christianisme, compromis par le catholicisme. L'an dernier, dans les cinq leçons qu'il a faites sur les jésuites, il s'était contenté de réfuter le passé; aujourd'hui, pour nous servir de ses expressions, il *s'avance bien plus loin,* il veut montrer *les indices de l'avenir,* marquer *des fondements réels;* enfin, en face de chacune des idées de l'ultramontanisme, il élèvera *une autre idée plus vraie, plus féconde, plus religieuse.* Ainsi M. Quinet prend l'engagement d'édifier des dogmes nouveaux. Avant de comparer les résultats aux prétentions, reconnaissons que M. Quinet a eu raison de dire qu'aujourd'hui il s'avance bien plus loin. L'année dernière, en effet, M. Quinet ne faisait la guerre qu'aux jésuites, aujourd'hui il la déclare au catholicisme, à l'église elle-même. Déjà, l'année dernière, l'entreprise avait dépassé ses forces, et nous avons dû remarquer que le brillant polémiste, malgré toute son ardeur, n'avait qu'effleuré son sujet : maintenant sera-t-il plus fort, sera-t-il plus heureux, quand,

au lieu de prendre à partie une société particulière, il lève sa lance contre l'église romaine?

Il est d'abord un point qu'il est à propos d'éclaircir. Les philosophes du XIXe siècle doivent-ils, comme ceux du XVIIIe, soutenir contre l'église une guerre persévérante, systématique? L'attitude des philosophes de nos jours doit-elle être toute militante, entièrement hostile? A cette question nous répondrons par deux mots de Spinoza : *Non detestari, sed intelligere.* Si les philosophes n'avaient pour l'église que de la haine, ils montreraient qu'ils ignorent le véritable but de la philosophie, la mesure de ses forces, et qu'ils ne connaissent pas davantage la mission salutaire de la religion. En face des croyances religieuses, le génie philosophique ne doit pas avoir des pensées de proscription, mais l'ambition du partage. A-t-on jamais cru que les mathématiciens dussent exterminer les poëtes? Pourquoi donc la science chercherait-elle sa prospérité dans l'anéantissement de la foi? Sans doute il y a des débats inévitables, et la raison doit défendre son indépendance. Pour notre part, nous ne croyons pas avoir jamais manqué à la défense nécessaire de la philosophie, mais une pratique plus mûre de la vie et de la pensée nous a convaincu que des attaques incessantes contre l'église ébranleraient la stabilité sociale, sans donner aux idées nouvelles une impulsion puissante. Le travail de notre époque doit être plutôt une transformation qu'une lutte. D'ailleurs, l'esprit du siècle pénètre et modifie l'église plus peut-être qu'elle ne le pense elle-même, et elle subit l'action du temps, quoiqu'elle se dise bâtie pour l'éternité. Nous ne voudrions donc pas qu'on troublât trop, par des cris de guerre, le cours naturel des choses. Ne pouvons-nous voir à la fois les pouvoirs politiques maintenir avec fermeté l'église dans de justes bornes, et les penseurs rester calmes dans les régions de la philosophie et de l'histoire, sans permettre à des émotions passagères de rendre leurs jugements moins intègres, et d'altérer la paisible sérénité de leurs regards? C'est parce que nous sommes persuadé que cette position serait à la fois la plus digne et la plus forte, que nous ne saurions approuver la nouvelle polémique où vient de s'engager M. Quinet. Il y a des choses qui, une fois faites, ne se recommencent pas. La passe d'armes contre les jésuites avait réussi, c'était un petit tournoi qui n'avait pas manqué d'éclat; cette année, il eût été de bon goût et de bonne conduite de ne pas courir après le même genre de succès. Nous savons bien que M. Quinet a la prétention, cette fois, d'être plus dogmatique que polémique, et c'est ici qu'il s'abuse. Nous constaterons, chemin faisant, combien la part des idées positives est faible chez l'ardent écrivain, qui n'aperçoit plus les choses que sous l'aspect d'un duel contre l'église. Les divisions de son livre en font foi. L'auteur met tour à tour l'église en contraste, en opposition avec l'état, avec la science, avec l'histoire, avec le droit, avec la philosophie, avec les peuples, et toujours il conclut que l'église a manqué à ses devoirs. Avec un tel plan, avec des dispositions aussi agressives, on peut tracer des pages rapides et colorées; il suffit de quelques faits mis en lumière aux dépens de tous les autres pour écrire un *factum,* mais l'impartiale histoire et la véridique philosophie mettent à un plus haut prix leurs résultats.

Pour tracer des généralités historiques, il faut à la fois un coup d'œil très-sûr et une érudition forte. Une généralité n'est légitime qu'à la condition de ne contredire aucun fait important. Autrement, on arriverait à cet effet étrange d'élever une apparence de vérité générale avec des erreurs de détails. Au premier regard que M. Quinet jette sur le moyen âge, il est frappé de l'esprit de parallélisme qui

existe entre le développement de la société religieuse et celui de la société politique. Il est certain, en effet, que la papauté et la monarchie s'élevèrent dans le même temps à une grande autorité. Ce synchronisme a été remarqué plusieurs fois, notamment par M. Guizot; mais, dans l'imagination de M. Quinet, il prend des proportions tout à fait nouvelles. « Grégoire VII et ses successeurs, dit-il, appuyés sur la plèbe des ordres mendiants, répriment, humilient les évêques; ils fondent la monarchie spirituelle. N'est-ce pas dans toute l'Europe chrétienne le signal pour la monarchie temporelle de suivre la même voie? Louis-le-Gros, Philippe-Auguste, *autant d'ombres* qui marchent dans l'imitation des papes des siècles précédents. » D'abord, ni Grégoire VII ni ses successeurs n'ont systématiquement réprimé, humilié les évêques, car les évêques étaient pour eux ou des partisans dévoués, ou des adversaires puissants. La querelle du sacerdoce et de l'empire partagea l'épiscopat, et souvent les papes se trouvèrent sans force contre les évêques d'Allemagne et de France. Que de fois Innocent III s'adressa aux évêques allemands, pour leur rappeler les liens qui devaient les unir au chef de l'église! Un jour, dans sa douleur, ne s'écria-t-il pas : *La clef de Pierre est méprisée!* Ce n'étaient donc pas les papes qui humiliaient les évêques. Pas davantage les rois n'imitèrent les papes. Louis-le-Gros, qui n'était pas *une ombre,* et ses successeurs n'ont pas marché dans l'imitation des papes des siècles précédents. Cette manière de voir de M. Quinet, si elle était acceptée, défigurerait l'histoire et n'irait à rien moins qu'à nier l'originalité et l'indépendance de la puissance temporelle. Le monde temporel, demande M. Quinet, n'a-t-il pas obéi aux moindres impulsions du monde spirituel? Non. Le monde temporel, et c'est sa force, a eu dès le principe son génie distinct. M. Quinet insiste, et il dit : « Il n'a fallu à l'église que remuer un fil pour tourner dans le sens où elle a voulu toute la société chrétienne. » A ce compte, c'est le sacerdoce qui aura voulu que l'empire allemand et la monarchie française missent avec tant d'énergie une digue à son ambition. Si Philippe-le-Bel a fait souffleter Boniface VIII, c'est que ce pape a *remué un fil.*

N'est-il pas bizarre que l'écrivain qui semble vouloir nous entraîner à une croisade contre ce qu'il appelle l'*ultramontanisme* méconnaisse à ce point la persistance individuelle de la puissance temporelle à travers toute l'histoire? M. Quinet est persuadé que jusqu'à la révolution française le monde civil s'est moulé sur les formes de la société spirituelle : il oublie toute une moitié du moyen âge, il oublie le jurisconsulte venant se mettre à côté du prêtre pour le contredire, l'antagonisme du droit romain et du droit canonique, et ici ce fut l'église qui calqua sa législation sur les formes des lois romaines. M. Quinet oublie la majesté impériale en Allemagne, l'autorité parlementaire en France. Avant la révolution française, il y avait en Europe une société civile puissante ayant ses origines, ses traditions, son esprit. M. Quinet veut prendre place parmi les défenseurs de la puissance temporelle : c'est fort bien, seulement il ne faut pas qu'il commence par rayer une partie de ses titres et par mutiler son histoire. Quelques pages plus loin, il est vrai, M. Quinet reconnaît que l'état, lorsqu'il est devenu chrétien, a senti qu'il avait comme l'église *le droit divin d'être et de durée.* Alors, dit-il, sa dépendance du spirituel a cessé, la lutte a commencé, c'est l'époque que domine saint Louis. Mais cette époque, quand s'est-elle ouverte? Plus haut, M. Quinet nous a montré Philippe-Auguste marchant dans l'imitation des papes; or, entre la mort de Philippe-Auguste et l'avénement de saint Louis, il n'y a que trois ans d'intervalle. Il valait la peine de nous donner le secret d'une révolution si soudaine et si complète. L'i-

magination de M. Quinet ne s'est pas encore pliée à l'exactitude, à la précision de l'histoire.

Maintenant abordons directement l'idée même du livre de M. Quinet, l'ultramontanisme. Voici comment l'écrivain pose la question. Au XVIe siècle, la papauté a dit à l'Italie : Tu es morte, mais je vais te faire régner. Le dessein de la papauté a été, nous suivons les idées de M. Quinet, d'imposer au monde les pensées de mort qui s'élèvent du milieu des maremmes et des villes désertes de l'Italie, de faire pâlir le temporel devant le spirituel, de faire croître l'herbe sur le monde civil comme sur la campagne de Rome. C'est là, dit expressément M. Quinet, ce qu'on appelle l'ultramontanisme moderne. La définition est peu rigoureuse ; mais enfin, travers le langage poétique de l'auteur, on aperçoit sa pensée. M. Quinet voit dans le catholicisme romain l'ennemi de toute liberté, de toute lumière ; il veut donc à la fois le combattre et lui substituer quelque chose qui puisse nous dédommager. La société est pour lui comme une autre Agar dans le désert : cette Agar ne verra-t-elle aucune source jaillir à ses côtés ? Comment, après des propositions aussi extrêmes, a-t-il pu venir à l'esprit de M. Quinet de nous dire qu'il avait sur l'avenir religieux de l'Europe les mêmes idées que Leibnitz, et d'ajouter : *Si je suis condamné, Leibnitz le sera avec moi?* Leibnitz, grand Dieu ! le génie à la fois le plus conciliateur et le plus positif, non-seulement l'homme des idées spéculatives, mais l'homme des textes et des faits ! Entre le catholicisme et le protestantisme, Leibnitz pouvait prononcer des paroles de paix, parce qu'il acceptait les bases essentielles des deux communions. Même sur le concile de Trente, qui fut un des principaux objets de ses discussions avec Bossuet, Leibnitz portait un jugement impartial ; il écrivait à Mme la duchesse de Brunswick que « la plupart des décisions de ce concile avaient été faites avec beaucoup de sagesse, et qu'il était loin de le mépriser. » Maintenant écoutons M. Quinet : « Le concile était plein de menaces... Les dernières paroles que prononcent les prélats en se séparant sont anathème ! L'écho répète anathème pendant deux siècles d'inquisition politique. » Qu'on juge s'il nous est possible de rendre Leibnitz solidaire des opinions de M. Quinet.

C'est en s'autorisant de l'histoire de Galilée que l'auteur de *l'Ultramontanisme* reproche vivement à l'église romaine d'être contraire aux progrès de la science. Ce chapitre est remarquable, et M. Quinet avait pour le rédiger de précieux matériaux. Nous voulons parler du troisième livre de l'*Histoire des sciences mathématiques en Italie*, par M. Libri. Sur un fait particulier, M. Quinet cite une lettre de Galilée que M. Libri a publié dans *le Journal des Savants* en 1841. Peut-être M. Quinet n'eût-il pas dû se contenter de ce renvoi ; en effet, c'est dans *l'Histoire des sciences mathématiques en Italie* que se trouve tracée dans les proportions les plus étendues et avec les justifications les plus intéressantes la biographie scientifique de Galilée. Ce savant morceau de M. Libri a dû être fort utile à M. Quinet (1). Quand l'auteur de *l'Ultramontanisme*, en traitant de l'église romaine et de la philosophie, énonce et développe cette idée, que l'Italie a eu deux cents ans avant la France son XVIIIe siècle, il a encore l'avantage de se trouver sur les traces d'un autre de ses collègues, M. Philarète Chasles, qui, dans cette *Revue*, a tracé le plus piquant tableau de l'Italie philosophique du XVIe siècle (2). Dans la rapidité de sa course, M. Quinet a négligé d'indiquer ce travail. Au milieu du chapitre où l'au-

(1) Cette biographie de Galilée se trouve dans la *Revue* du 30 juin 1841.
(2) Voir le numéro de mars 1842.

teur de *l'Ultramontanisme* apprécie les relations de l'église romaine avec les peuples, il nous dit : « Croirait-on que l'inquisition est ce qui a conservé chez l'Espagne l'esprit de race? Rien n'est plus certain..... Pendant trois siècles, un bûcher national a conservé, en dépit de l'ultramontanisme, la nationalité de l'Espagne. » Ici M. Quinet semble s'étonner lui-même de la nouveauté hardie de sa pensée, et il oublie qu'il ne fait que répéter M. de Maistre, dont, pour abréger, nous ne citerons qu'une phrase: « Si la nation espagnole a conservé ses maximes, son unité, et cet esprit public qui l'a sauvée, elle le doit uniquement à l'inquisition (1).» M. Quinet, qui cite M. de Maistre au sujet de choses fort connues, comme le fameux passage sur le bourreau, avait une occasion excellente, dans le chapitre qu'il intitule *l'Inquisition*, de discuter les *Lettres* du célèbre ultramontain.

Nous ne nous permettons ces observations de détails que pour faire comprendre les préoccupations qui assiégent M. Quinet. Il est trop pressé, trop agité, pour s'arrêter à des soins que prendraient d'autres écrivains. Il s'aperçoit quelquefois lui-même de son état, et il s'écrie quelque part : *Mais quoi! parlons tranquillement.* Cette résolution est sage; par malheur, l'auteur y est souvent infidèle. Quand il est en face de la papauté, son exaltation redouble, et à de justes censures il mêle les griefs les plus étranges. Ainsi M. Quinet fait un reproche à Rome de n'avoir pas sauvé en 1815 le maréchal Ney et le roi Murat; il demande pourquoi le pape n'a pas délivré Napoléon prisonnier à Sainte-Hélène : « Où est l'homme, s'écrie-t-il, qui n'eût été frappé, ébranlé jusque dans le fond de son cœur, à la vue de ce Prométhée délivré du vautour par l'*Hercule chrétien?* » Tout à l'heure on raillait le pape de son impuissance, maintenant c'est un autre Hercule. Ici le poëte domine, et sans doute M. Quinet s'est imaginé qu'il faisait des vers. De pareilles choses ne devraient pas s'écrire en prose.

M. Quinet loue beaucoup le XVIIIe siècle, et il veut faire de la gloire de cette époque son arme la plus redoutable contre le catholicisme. Cette intention n'est pas nouvelle, et d'autres l'ont eue avant lui. Peut-être les écrivains si spirituels et si clairs du XVIIIe siècle, s'ils pouvaient lire le panégyrique que leur consacre l'auteur de *l'Ultramontanisme*, seraient-ils un peu surpris par le jugement dont leur époque se trouve l'objet. « Le XVIIIe siècle, dit M. Quinet, est arraché a sa vallée d'Égypte; il laisse derrière lui *ce qu'il a adoré,* et les Pharaons le poursuivent pendant plus d'une journée. *Il est entraîné à l'écart par ceux qui le conduisent.* » Le XVIIIe siècle entraîné à l'écart! Mais ceux qui l'ont défendu avaient toujours pensé qu'il n'avait jamais quitté le chemin direct des idées légitimes et puissantes. Le XVIIIe siècle, qu'il en ait eu plus ou moins conscience, est l'héritier d'Abailard, de Montaigne et de Descartes. Ici M. Quinet méconnaît la tradition philosophique comme il a méconnu la tradition du pouvoir civil. « L'homme moderne, écrit-il, reste loin de la vieille société, sans aucun intermédiaire, en face de la raison. » Non, il y a eu des intermédiaires; sans remonter aux grands hommes que nous avons nommés, nous ne sommes arrivés à Voltaire qu'en passant par Bayle, et l'auteur du *Télémaque* a préparé l'auteur de l'*Émile.* En pénétrant dans le XVIIIe siècle dont M. Quinet veut se faire l'historien, nous avons en vain cherché Diderot, d'Alembert, l'Encyclopédie et Fréret. Cependant il est impossible d'avoir l'idée la plus élémentaire de ce siècle sans apercevoir les fondateurs de l'Encyclopédie, sans

(1) *Lettres à un gentilhomme russe sur l'inquisition espagnole.* Quatrième lettre, pages 97, 98.

contempler les lignes principales de ce grand monument, sans apprécier, même en courant, les travaux du célèbre critique, qui est un des plus formidables ennemis du christianisme. Puisqu'il voulait glorifier le XVIIIe siècle, M. Quinet aurait dû lui emprunter un peu de son esprit d'analyse.

Arrêtons-nous un instant devant la figure de Voltaire. L'empire que ce grand homme exerça sur son siècle fut si étendu, que sur ce point l'exagération n'est pas possible. M. Quinet, dans son enthousiasme d'assez fraîche date pour Voltaire, a donc pu se donner librement carrière. Nous ne le chicanerons pas pour avoir dit que Voltaire s'est assis *sur le trône des esprits,* qu'il a été un *ange d'extermination*, qu'il a été *le rire de l'esprit universel, un grand acte de la Providence;* mais, quand M. Quinet affirme que Voltaire est *l'esprit chrétien lui-même,* nous ne saurions souscrire à une telle appréciation. M. Quinet a-t-il voulu dire que Voltaire est chrétien, parce qu'il a été le prédicateur le plus puissant des droits de l'humanité? Mais la pensée constante de Voltaire fut précisément de faire primer le christianisme par l'esprit de l'humanité. Avant Jésus-Christ, nous trouvons dans les écrivains romains la notion de l'humanité, nous la trouvons dans Térence, dans Cicéron, dans Sénèque; c'est avec la pensée de Sénèque et de Cicéron que renoue Voltaire. Loin de vouloir, comme le dit M. Quinet, envelopper la terre entière dans le droit de l'Évangile, Voltaire a toujours travaillé à substituer à la religion révélée du Christ l'indépendance la plus complète et la généralité la plus absolue de l'esprit humain.

Prétendra-t-on que Voltaire fut animé de l'esprit chrétien, parce que dans *Zaïre*, dans *Alzire,* il a fait un pathétique usage des beautés morales du christianisme; Voltaire a tenté des excursions dans l'art chrétien, comme il s'est servi de la mythologie grecque, en poëte. Quant à l'homme même, il est l'ennemi systématique du dogme chrétien. M. Quinet n'avait donc plus en mémoire la correspondance de Voltaire quand il a écrit que Voltaire était l'esprit chrétien lui-même? Qu'il ouvre ce vaste dépôt des pensées intimes de l'auteur d'*Alzire*, il trouvera de nombreux démentis à son assertion. Voltaire écrivait à Helvétius en 1759 : « Nous aurions besoin d'un ouvrage qui fît voir combien la morale des vrais philosophes l'emporte sur celle du christianisme. » Voici ce qu'en 1765 il mandait au comte d'Argental : « C'est à mon gré le plus grand service qu'on puisse rendre au genre humain de séparer le sot peuple des honnêtes gens pour jamais, et il me semble que la chose est assez avancée. On ne saurait souffrir l'absurde insolence de ceux qui vous disent : je veux que vous pensiez comme votre tailleur et votre blanchisseuse. » Loin de reconnaître dans le christianisme l'idée la plus générale, et un enseignement que toutes les intelligences, même les plus hautes, dussent accepter, on voit que Voltaire se révoltait contre l'uniformité du joug que l'Évangile impose à tous; pour lui, l'aristocratie et l'indépendance de l'esprit étaient la règle suprême.

Nous relevons en passant ces inexactitudes dans lesquelles la fougue de M. Quinet l'a entraîné, parce que rien n'embrouille plus les questions que les méprises sur les faits et sur les hommes. Que gagne-t-on à faire de Voltaire un chrétien, et de Descartes un philosophe orthodoxe? Ce n'est pas la première fois que nous demandons qu'on laisse aux grandes idées qui se disputent le monde le caractère qui les spécifie, et qu'on ne tombe pas dans l'illusion ou dans l'hypocrisie de confondre avec le christianisme les doctrines qui lui ont été le plus contraires.

La révolution française préoccupe beaucoup, et à juste titre, l'auteur de *l'Ul-*

tramontanisme. C'est elle qu'il oppose à l'esprit de l'église romaine. Mais alors pouvait-on s'attendre que M. Quinet représenterait la révolution française comme une espèce de plaie d'Égypte, dont Dieu a voulu frapper les méchants? Nous citerons ses paroles : « Il fallait qu'un grand châtiment vînt avertir l'église qu'elle se trompait. *Ce châtiment sacré, la Providence le lui a envoyé en déchaînant contre elle la révolution française. Le ciel ne pouvait pas parler plus haut.* A-t-il été entendu, compris?... L'église niera-t-elle le châtiment? Cela est impossible. Prétendra-t-elle que ce qui est vrai pour les autres n'est pas vrai pour elle? Elle ne le peut pas davantage. L'avertissement n'a-t-il pas été donné avec assez de force. *Faut-il que Dieu se répète?* Elle le pense encore moins. » Et M. Quinet, à quoi a-t-il pensé quand il a écrit de semblables lignes? La révolution française n'est à ses yeux qu'un châtiment sacré que Dieu déchaîne pour punir l'église! Nous pensions, nous, qu'elle était une source féconde de principes et d'idées, le développement légitime de la société française, et que les excès, même les crimes qu'on doi lui reprocher, ne sauraient abolir chez elle ce grand caractère d'une régénération nécessaire et glorieuse. Ce sont les ennemis de la révolution qui tiennent le langage que leur emprunte aujourd'hui M. Quinet, par la plus singulière des inadvertances. A son insu, M. Quinet apprécie la révolution française comme certains écrivains mystiques. Nous le renverrons à un écrit de Saint-Martin que ce théosophe publia en 1795. Cet écrit de quatre-vingts pages a pour titre : *Lettre à un Ami ou Considérations politiques, philosophiques et religieuses sur la révolution française.* L'auteur mystique y reconnaît la nécessité de la révolution, et la raison qu'il en donne, c'est que Dieu dans ses décrets avait condamné le clergé et l'*église extérieure.* Saint-Martin trouve naturel que Dieu verse du sang, arrache les fondements d'une société antique, dans l'unique intérêt de ses élus et de l'église invisible. M. Quinet devait-il donc se placer au même point de vue? Que devient alors le peuple dans cette manière d'apprécier la révolution? Il n'est plus qu'instrument et victime. Il est le jouet de Dieu, qui le pousse et qui l'immole. Il y a plusieurs années qu'en causant à Munich avec le célèbre mystique Franz Baader, je recueillis de sa bouche cette parole : *La révolution française est un ordre de Dieu, exécuté par le diable.* Pour ma part, dans cette définition, j'acceptai Dieu, mais je retranchai le diable. M. Quinet reproche à un prélat espagnol d'avoir dit que la révolution française est une invention de l'enfer, et il accuse « Gœrres de faire écho sur ce point à l'évêque des Canaries. » Il ne s'aperçoit pas qu'il dit presque la même chose en appelant la révolution française *un châtiment sacré*, en écrivant que la Providence a *déchaîné* contre l'église la révolution française. Il ne reste plus qu'à savoir comment la Providence envoie les châtiments et déchaîne les monstres; c'est un détail d'exécution. C'est assez sur ce point, mais nous voulions constater qu'il y a chez M. Quinet une sorte d'illuminisme poétique dont il n'a pas conscience; c'est souvent un mystique sans le savoir.

Nous arrivons à l'examen des opinions dogmatiques que nous a promises l'auteur de *l'Ultramontanisme.* Les imaginations de poëtes sont sujettes à se tromper elles-mêmes; elles grossissent les objets, elles peuplent le vide de créations fantastiques. Il peut arriver à un poëte, quand il est dans le domaine des idées philosophiques, de prendre de vagues aspirations vers la pensée pour des vérités substantielles. C'est un peu l'histoire de M. Quinet. Il est de très-bonne foi quand il dit à son auditoire : « Je ne suis qu'un degré de cette échelle de lumière que vous devez parcourir jusqu'à Dieu. Demain ou après, l'échelon peut disparaître. Qu'importe?

j'ai montré le chemin; allez plus loin que moi! élevez-vous plus haut que moi! » Il est évident que M. Quinet se croit très-loin et très-haut quand il fait une pareille invitation à ses auditeurs. Cherchons un peu dans quelle région, dans quelle latitude il les a conduits.

Il est une justice que nous rendrons d'abord à M. Quinet avec un plaisir véritable et qui s'adresse à la générosité des instincts, à la noblesse des sentiments, dont l'expression se trouve consignée dans ses pages. Il demande la liberté pour tous les peuples, le respect des nationalités, et il prêche la fraternité universelle. Toutes ces généralités, neuves il y a cinquante ans, ont trouvé dans M. Quinet un chaleureux interprète. On sent qu'il est plein des souvenirs de l'histoire de notre révolution. Il demande que, dans le démembrement de la puissance spirituelle, il se forme une autorité dont l'effet se fasse sentir à tous les peuples. Il rappelle que les premières assemblées de la révolution française ont eu cette pensée, et pour lui la déclaration des droits de l'homme est une *profession de foi canonique.* Ici constatons une interversion singulière dans la manière dont M. Quinet pose les questions. Ce que tout le monde appelle pouvoir politique, il l'appelle pouvoir spirituel; il demande aux assemblées politiques de nos jours d'être l'organe de la nouvelle puissance spirituelle : il ne s'agit pas, dit-il, de renverser la cité catholique, mais bien de la réaliser. M. Quinet continue dans l'ordre spéculatif l'erreur qui l'a si fort fourvoyé quand il a voulu tracer des généralités historiques. Nous l'avons vu, quand il parlait du moyen âge, absorber entièrement le pouvoir temporel dans la puissance spirituelle; maintenant il appelle puissance spirituelle le pouvoir temporel lui-même. Il aperçoit l'avenir de l'humanité sous la forme d'une église universelle; les assemblées seront des conciles, et leurs décrets remplaceront les bulles des papes. Tout cela est faux; non, je me trompe, tout cela est puéril : c'est jouer avec les mots, ce n'est pas traiter gravement la réalité. Il y aura toujours deux ordres d'idées fort distincts : l'ordre spirituel, l'ordre temporel. Nous avons déjà montré dans cette *Revue* (1) que ces deux ordres étaient aussi étendus, aussi complets l'un que l'autre, et qu'ils devaient se respecter mutuellement dans leurs attributions et leurs limites légitimes. Nous ne reviendrons pas sur ce point. Il nous suffit d'avoir rendu sensible l'erreur de M. Quinet.

Si le pouvoir politique, sous le nom de pouvoir spirituel, absorbait tout, que deviendrait la religion? C'est ce que nous cherchons en vain dans le livre de M. Quinet. Il nous a dit expressément qu'il aspirait à un enseignement plus véritablement religieux que l'enseignement ecclésiastique (pag. 116). Quel est cet enseignement religieux? L'année dernière, M. Quinet écrivait qu'il était de la communion de Descartes, de Turenne, de Latour-d'Auvergne, de Napoléon. Or, tous ces illustres personnages appartenaient à la communion catholique, car probablement M. Quinet entendait parler de Turenne après sa conversion. En rappelant ces grands noms, il se proposait sans doute de montrer qu'il ne voulait pas se séparer de l'église catholique. Aujourd'hui, nous ne trouvons plus M. Quinet dans la même situation; il proclame que le catholicisme va se retirer des états modernes, et il cherche pour le remplacer un *principe religieux d'être et de durée.* Quel sera ce principe? M. Quinet incline-t-il au protestantisme? On pourrait d'abord le penser quand on voit l'auteur de *l'Ultramontanisme* emprunter parfois des armes aux protestants pour combattre l'église catholique; mais au delà de ces apparences il

(1) *L'Église et la Philosophie.* — *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1843.

n'y a plus de similitude entre les croyances du protestantisme et les idées que professe aujourd'hui M. Quinet. Le protestantisme est une religion fort positive; il a des dogmes très-arrêtés, et il se propose avant tout la régénération intérieure de l'individu. Or, aujourd'hui, c'est de l'humanité que se préoccupe principalement M. Quinet. « Vous cherchez le Christ dans le sépulcre du passé, nous dit-il, mais le Christ a quitté le sépulcre, il a marché, il a changé de place; *il vit, il s'incarne, il descend dans le monde moderne.* » Ici M. Quinet répète, sans s'en apercevoir, ce qu'a dit en Allemagne le docteur Strauss, que dans cette *Revue* même il a si éloquemment combattu. Quand M. Quinet écrivait ce bel article, il raillait assez amèrement l'humanité qui s'adore elle-même; il comparait le genre humain à un autre Saül saisi de vertige, il nous le montrait s'écriant dans son ivresse : « Je sens que je deviens Dieu! » Or, que fait autre chose aujourd'hui M. Quinet que diviniser l'humanité et le monde, puisqu'il nous dit que le Christ s'y incarne? Ne nous dit-il pas aussi que Galilée, Keppler et Newton sont les prophètes du monde moderne, des *voyants*, parce qu'ils ont lu en Dieu lui-même leur géométrie sacrée? Cependant, lorsque M. Quinet critiquait Strauss, il se faisait l'adversaire du Dieu-substance.

Quand on suit avec attention la pensée de l'auteur de *l'Ultramontanisme*, on la voit s'épuiser en efforts pour aboutir à un système sans pouvoir y parvenir. M. Quinet s'agite dans un spiritualisme généreux, mais vague, plein d'élans poétiques, mais aussi de contradictions flagrantes. Un moment on serait tenté de le croire déiste avec Rousseau, puis on le trouve panthéiste. Son spiritualisme a mille aspects, mille couleurs : il amuse un moment l'imagination; mais, comme il n'édifie rien, il ne saurait satisfaire les intelligences qui veulent se rendre compte des choses.

Pour nous résumer sur le livre même, *l'Ultramontanisme* est de beaucoup inférieur à la publication qu'a faite l'année dernière M. Quinet sur les jésuites. Les attaques auxquelles il se livre contre l'église ne sont ni nouvelles ni habiles. Sous les formes parfois éclatantes de la polémique de M. Quinet, il y a trop de réminiscences et de lieux communs. Il donne aussi trop beau jeu à ses adversaires par l'ardeur irréfléchie qui l'entraîne, tant pour les faits que pour les idées, dans d'étranges confusions. Sous le rapport dogmatique, l'écrivain s'est tellement abusé lui-même, qu'il a pris des sentiments vagues et des emprunts à des écoles contraires pour des idées positives et neuves.

En dépit de toutes ces méprises, nous n'en tenons pas moins pour très-réel le talent même de M. Quinet. Laissons enfin le court ouvrage que nous avons dû critiquer pour considérer un moment l'écrivain avec sa belle imagination et sa brillante plume. Il y a dans ce qu'a écrit M. Quinet, nous ne parlons que de sa prose, un reflet splendide du génie poétique de M. de Châteaubriand. C'est un de ceux qui, parmi nos contemporains, ont été le plus frappés par le style immortel de l'auteur des *Martyrs*, et qui ont su en garder quelques rayons. Il faut ajouter à ces impressions les idées et les sentiments dont M. Quinet a été s'inspirer en Allemagne. Pour lui, la métaphysique allemande fut comme une poésie initiatrice, et il sut teindre de vives couleurs les trames subtiles de l'idéalisme germanique. Par une réaction qui nous prouve une fois de plus que M. Quinet est un poëte, l'auteur d'*Ahasverus* professe aujourd'hui autant de dédain pour l'Allemagne qu'il ressentait autrefois d'enthousiasme pour elle. A l'entendre, les illustres universités d'Allemagne ne disent plus rien, la torpeur est à Berlin, et la mort à Munich.

Devait-on s'attendre à trouver de pareilles sentences dans la bouche du traducteur de Herder et de l'hôte d'Heidelberg ?

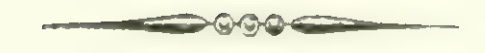
Dans la critique littéraire, M. Quinet apportait un précieux avantage, son imagination ; grâce à elle, il pouvait entrer mieux que personne dans l'intelligence, dans le secret de ces grandes épopées où se reflète la vie héroïque et religieuse des peuples. En fécondant encore par l'étude cet heureux don, M. Quinet était appelé à se faire une belle place parmi les historiens de la littérature. Les morceaux si remarquables qu'il a réunis sous le titre d'*Allemagne et Italie*, et qui ont paru successivement dans cette *Revue*, attestaient une touche aussi ferme que brillante ; ils annonçaient un critique vraiment artiste qui saurait comprendre en penseur, commenter en grand écrivain les œuvres du génie et les monuments des civilisations. Pourquoi faut-il que, depuis plusieurs années, ces belles espérances aient été, sinon détruites, du moins bien ajournées ? Pourquoi M. Quinet semble-t-il dédaigner aujourd'hui les études auxquelles il doit ses meilleurs titres, et qui seules peuvent confirmer sa renommée dans l'avenir, pour se livrer uniquement à une polémique plus retentissante qu'utile et judicieuse ! Le temps s'écoule cependant, et le talent, au lieu de se fortifier, de s'accroître, s'amoindrit et s'égare.

Les intelligences élevées doivent, à mesure que la vie se déroule devant elles, trouver de plus en plus la force et le calme, et se séparer des agitations stériles. Il arrive un moment où l'esprit apprécie toutes choses pour ce qu'elles valent, et n'a plus qu'une ambition sérieuse : c'est de se contenter lui-même. Alors, dans quelque route où se trouve engagé l'écrivain, qu'il soit poëte, historien, philosophe ou publiciste, il s'honorera par un culte sévère de l'art et de la science, et dédaignera de sacrifier aux faux dieux. Il aura un mépris tranquille pour ces succès éphémères qu'il faut acheter en altérant la vérité dans sa grandeur féconde. Il sait d'ailleurs que de pareils succès sont le plus grand obstacle à une renommée durable. Dans sa clairvoyante justice, l'opinion discerne ceux qui la courtisent par de petits moyens de ceux qui savent mériter, attendre ses suffrages sans les chercher. Il est possible que les rois, s'ils ont encore des flatteurs, soient toujours leurs dupes et les prennent pour des amis sincères; mais il est un autre souverain, le public, qui, en paraissant accepter toutes sortes d'adulations et d'hommages, a le plus souvent peu d'illusions sur le compte de ceux qui les lui prodiguent. Pour arriver à son estime, l'indépendance de l'artiste, celle du penseur est encore la voie la plus sûre ; c'est pour ainsi dire la voie sacrée qu'un homme comme M. Quinet ne doit jamais vouloir quitter. Qu'il reprenne ces beaux travaux où il avait su donner à la critique tant d'animation et de splendeur : c'est le vœu sincère que font parmi nous tous ceux qui ont pour son remarquable talent une sympathie profonde. Il ne s'estimerait vraiment pas à sa juste valeur, s'il ne se croyait plus d'autre mission que de déclamer contre les jésuites et les ultramontains. Le brillant passé de M. Quinet nous donne le droit de demander autre chose à l'écrivain que dans sa jeunesse un noble enthousiasme emportait vers la patrie de Platon et d'Homère.

Dans une époque où à chaque pas on se trouve en face de l'exploitation industrielle et du charlatanisme littéraire, il importe que les idées et ceux que leur talent appelle à en être les interprètes ne descendent pas des hauteurs où les place la nature des choses, dans le dessein de se rendre plus populaires. Le beau et le vrai, par leur propre efficacité, exercent sur tous les hommes, sur le peuple aussi bien

que sur les connaisseurs, un irrésistible empire, et, pour avoir toute leur puissance, ils ne doivent sacrifier aucune de leurs conditions essentielles. En gardant aux lois nécessaires de l'art et de la science une fidélité ferme, les artistes et les penseurs attireront le peuple à eux, et de cette manière ils l'élèveront ; au contraire, si des esprits d'élite, cédant à de déplorables exemples, imaginaient de prendre pour règle les prétendus besoins et les convenances présumées de la foule, et d'y accommoder l'art et la science, cette conduite serait funeste à eux-mêmes, à la poésie, à la pensée, enfin au peuple qu'on aurait voulu servir. Ce n'est pas en abaissant les idées qu'on élèvera les masses. On compromettrait gravement l'éducation de la démocratie, si on la traitait comme ces enfants débiles pour lesquels on retranche dans les disciplines humaines tout ce qu'il y a de rude et de grand.

LERMINIER.



BRUMMELL.

THE LIFE OF BRUMMELL,

BY CAPTAIN JESSE.

L'auteur du célèbre dictionnaire de la langue anglaise, Johnson, eut pour compagnon inséparable, pendant presque toute sa vie, une sorte de sténographe, qui s'attacha à ses pas comme son ombre, qui recueillit les moindres syllabes qui tombèrent de ses lèvres, comme si c'eût été des rubis ou des perles, et qui finit par mettre au jour dix volumes dans lesquels le portrait de son illustre ami fut reproduit aussi exactement qu'il l'eût été par le daguerréotype. Ce que Boswell fit pour Johnson, le capitaine Jesse vient de le faire pour une célébrité d'un autre genre, et il est parvenu à composer deux volumes sur un homme qui passa la plus grande partie de sa vie à mettre sa cravate. George Brummell est probablement peu connu en France; en Angleterre même, il n'existe déjà plus que dans le souvenir de quelques-uns de ses contemporains. Et cependant ce singulier personnage exerça longtemps dans un certain monde une véritable royauté, celle de la mode. Il fut en Angleterre le roi des *dandies,* ce que nous appellerions ici, par corruption, le roi des *lions.* En empruntant à nos voisins cette dénomination, nous en avons complétement altéré le sens. Il n'est pas absolument nécessaire, pour être un lion, d'avoir des danseuses, et de se promener sur le boulevard des Italiens, de Gand, si vous voulez, avec des moustaches ou des gilets excentriques. Ce n'est pas l'habit qui fait le lion. Le véritable lion, c'est la chose remarquable du moment, c'est la curiosité du jour. Chodruc-Duclos, avec ses haillons, a été un lion; Abd-el-Kader, s'il venait à Paris, serait un lion; les Bédouins, les Bayadères, Listz, ou Mlle Taglioni, tout ce qui fait courir la cour et la ville, voilà ce qui constitue véritablement le lion. Il y a un siècle, ceux qui donnaient le ton à la mode s'appelaient, en Angleterre, des *macaronis*, plus tard ils s'appelèrent des *dandies;* mais dans tous les temps, on les désigna par le mot français de *beaux*. En France, l'empire de la

mode est un peu une république : nous avons beaucoup d'hommes élégants; mais il n'y a pas de chef d'école. Que voulez-vous? c'est le malheur de notre temps! Il n'y a de doctrine nulle part, ni dans la politique, ni dans les arts, ni dans les lettres, ni dans la cravate. En Angleterre, au contraire, ce pays de la discipline, la mode est une institution monarchique et héréditaire; il y a toujours un prince régnant. Celui d'aujourd'hui est bien connu : nous ne le nommerons pas, parce que cela ne nous regarde pas; mais son prédécesseur appartient à l'histoire.

Le capitaine Jesse, avec la sollicitude naturelle aux biographes, et particulière aux biographes anglais, se livre à beaucoup de recherches sur la généalogie de son héros. Nous nous contenterons de dire que le grand-père de Brummell était ce qu'on appelle en anglais un *confectioner,* c'est-à-dire un pâtissier-confiseur, et que son père, protégé par lord Liverpool et par lord North, successivement ministres, et secrétaire particulier du dernier, fit une assez belle fortune, et laissa à ses trois enfants environ 1,600,000 francs. C'est à peu près tout ce que l'on sait des ancêtres de George Brummell ; ils furent moins célèbres, mais plus honnêtes et plus heureux que leur descendant, et eurent l'avantage de faire un meilleur métier que le sien.

Brummell (George Bryan) était né le 7 juin 1778. Son père le mit au collége d'Eton, où est élevée toute la jeune aristocratie britannique. Il paraît qu'il y manifesta, dès son plus jeune âge, les qualités qui devaient plus tard le rendre si célèbre, et que s'il ne se distinguait pas par la supériorité de ses études classiques, il était absolument sans rival dans l'art de se coiffer et de ne pas crotter ses bas quand il pleuvait. On l'appelait dès lors *buck* Brummell *(lapin Brummell).* Le mot *dandy* n'était pas encore inventé. Un de ses condisciples affirmait qu'il n'avait jamais été fouetté. « Or, ajoutait-il, un homme qui n'a jamais été fouetté ne vaut pas le diable. » Brummell passa ensuite à l'université d'Oxford, où il continua de cultiver les relations aristocratiques qu'il avait formées à Eton ; il y resta peu de temps, et à l'âge de seize ans il fut nommé cornette dans le 10ᵉ hussards, alors commandé par l'homme qui devait exercer le plus d'influence sur toute sa vie, son illustre ami et ennemi, le prince de Galles. Le prince avait à cette époque trente-deux ans, et il se prit d'une prédilection toute particulière pour le jeune cornette dont l'esprit vif et caustique, les manières élégantes et la bonne tenue le mirent d'emblée au premier rang dans la jeunesse dorée qui entourait l'héritier du trône. Il faisait, du reste, son métier en amateur; il ne reconnaissait sa troupe, disait-il, que grâce à un de ses hommes doué d'un nez bleu qui lui servait d'enseigne. Il ne brillait qu'à table, où il avait toujours en réserve un fonds inépuisable d'histoires et de chroniques. Quoiqu'il eût les chances les plus heureuses d'avancement, et qu'il eût été fait capitaine à dix-huit ans, Brummell quitta subitement la carrière militaire, qui, en effet, ne lui convenait guère; car nous ne voyons pas que, dans tout le cours de sa vie, il ait jamais manifesté un excessif amour du danger. Ce qui contribua aussi beaucoup à sa détermination, ce fut le désir de s'affranchir de l'usage de la poudre que l'on ne conservait plus que dans l'armée. La grandeur et la décadence de la poudre formeraient un chapitre assez plaisant de l'histoire de l'Angleterre à la fin du XVIIIᵉ siècle. On n'imagine pas la part que prit la politique à la révolution qui s'opéra alors dans les chevelures des trois royaumes. En 1795, M. Pitt, le grand ministre tory, pour subvenir aux besoins de son échiquier, frappa d'une taxe l'usage de la poudre. Tout aussitôt, la *jeune Angleterre* de ce temps-là, dont le foyer était la maison du duc de Bedford, mit la poudre au ban de la mode

et de la *fashion*. Tous les dandies et macaronis du parti whig entrèrent dans une sainte alliance contre cette branche nouvelle du budget, et s'engagèrent, sous peine d'amende, à porter leurs cheveux au naturel. Au mois de septembre 95, il y eut à l'abbaye de Woburn, la résidence héréditaire des Russell, un lavement solennel des cheveux de l'opposition, et une répétition générale du massacre des Innocents, représentés par les queues de l'ancien régime. Parmi les familiers de cette inquisition d'un nouveau genre, on comptait le marquis d'Anglesea, lord Jersey, lord William Russell, M. Lambton, le père de lord Durham, et d'autres encore qui occupaient un rang considérable dans leur pays, et qui donnaient le ton à la mode. Le ministre tory se vit ainsi privé d'une source de revenu sur laquelle il avait compté : on lui prêta un instant l'idée de faire face à ce déficit en taxant l'usage des faux cheveux ; mais il paraît que M. Pitt recula devant l'indignation des toupets et des tours, et cette audacieuse atteinte à l'*habeas corpus* resta à l'état de projet.

Il se trouva, du reste, que les whigs, en faisant une œuvre d'opposition, firent presque une œuvre de patriotisme, car l'usage universel de la poudre, dans ces temps de guerre, menaçait de réduire l'Angleterre à la disette. Les Anglais, qui, entre autres manies, ont au suprême degré celle de la statistique, ont calculé ce que, dans l'armée seulement, il se consommait de farine pour l'entretien de la tête. Les forces militaires du royaume se montaient alors à 250,000 hommes, dont chacun usait une livre de farine par semaine, ce qui faisait par an la somme de 6,500 tonnes pesant, c'est-à-dire une quantité suffisante pour faire 3 millions 59,353 pains de quatre livres, ou la nourriture de 50,000 hommes. La disette devint telle en l'année 1800, que dans la maison du roi l'emploi de la farine pour la pâtisserie fut défendu et remplacé par le riz, et que les pâtissiers firent faire des murailles de bois pour servir de croûtes. Si l'*anti-corn law League* et M. Cobden avaient existé à cette époque, sans doute nous aurions vu ces singuliers calculs occuper une grande place dans la question des céréales.

Il semblerait donc que Brummell quitta l'armée parce qu'il n'aimait pas la poudre, de toute façon. Une dernière catastrophe le détermina. Son régiment fut envoyé à Manchester, la métropole du commerce, la patrie du coton. « Votre altesse royale, dit-il au prince de Galles, sent combien ce serait désagréable pour *moi*. Songez donc un peu ; *Manchester !* » Brummell donna donc sa démission. Un an après, il devint majeur et entra en possession de sa fortune, qui, s'étant accumulée pendant sa minorité, se montait alors à 30,000 livres, ou 750,000 fr. C'était peut-être assez pour vivre à Calais, presque à Paris ; ce n'était rien pour vivre à Londres dans la compagnie de la plus riche aristocratie du monde et dans la familiarité d'un prince qui dépensa 2,500,000 fr. pour sa garde-robe. Brummell administra d'abord son petit patrimoine, son *auream mediocritatem* avec une certaine prudence. Il ne fit point de folies, car, comme tous les hommes sincèrement corrompus, il apportait beaucoup d'ordre et de régularité dans ses passions, si toutefois des goûts de cette espèce peuvent être honorés du noble nom de passions. Si plus tard il se ruina, ce fut au jeu. Il prit une petite maison dans le West-End, deux chevaux et un cuisinier, et reçut raisonnablement ses amis. En peu de temps, il devint l'arbitre de la mode, le patron des tailleurs et des dandies, de ceux qui faisaient les habits et de ceux qui les portaient. Sa principale ambition fut d'être l'homme le mieux mis de Londres, et sous ce rapport il montra toujours beaucoup de goût et apporta infiniment d'esprit dans sa toilette. Comme tous les

hommes d'une véritable élégance, il évitait toute excentricité et ne se distinguait que par un soin extrême. Le matin, des bottes et des pantalons, une redingote et un gilet de couleur claire; le soir, un habit bleu, un gilet blanc, des pantalons noirs boutonnés très-serrés sur la cheville, des bas de soie et le claque. Quant à la cravate, oh! la cravate, c'était l'article important de Brummell, son *exegi monumentum*. Il y avait, disait-on à cette époque, trois hommes dans le monde : Napoléon, Byron et Brummell. Il serait injuste de nier que les deux premiers n'aient exercé une certaine influence sur leurs contemporains, mais aucun d'eux n'accomplit dans l'ordre politique ou littéraire une révolution aussi radicale que celle que Brummell effectua dans le domaine de la cravate. Lors de son avénement, on portait encore la cravate tout simplement roulée autour du cou, avec un nœud d'une insouciance scandaleuse. Enfin Malherbe vint, et le premier à Londres, George Brummell introduisit l'empois dans les cravates. Nous n'entreprendrons point de décider si la postérité lui doit beaucoup de reconnaissance pour cette innovation; des goûts et des couleurs il ne faut disputer. C'est avec le même sentiment de réserve que nous nous contenterons de traduire, d'après son biographe, la manière dont ce grand homme procédait à la cérémonie solennelle de la mise de sa cravate. Nous regretterions de priver tous ceux qui s'adonnent à cet exercice de la connaissance d'un seul des éléments de cet important système. « Brummell, dit le capitaine Jesse, ne mettait point sa cravate à l'épreuve en essayant s'il pouvait en soulever les trois quarts en la tenant par un coin sans la faire plier; mais quand le nœud n'était pas fait convenablement du premier coup, il la jetait immédiatement. La méthode à l'aide de laquelle il atteignait cet important résultat m'a été communiquée par un de ses amis, qui avait souvent été témoin oculaire de cette amusante opération. Le col, qui était fixé à la chemise était si grand, qu'avant qu'il fût replié, il cachait complétement sa tête et sa figure; et la cravate blanche avait au moins un pied de haut. Le premier coup d'archet était donné au col de chemise, que Brummell repliait à la mesure convenable; puis alors, debout devant la glace, et le menton élevé le plus haut possible, par la pression douce et graduelle de la mâchoire inférieure, il rabaissait la cravate à des dimensions raisonnables, la forme de chaque pli successif étant donnée par la chemise qu'il venait de rabattre. »

Tout le monde sait l'histoire, apocryphe ou non, de ce marquis émigré qui fit sa fortune à Londres en accommodant la salade. Brummell aurait pu faire la sienne en donnant des leçons dans l'art de mettre sa cravate. Il posait chez lui pour ses illustres amis, et souvent, dit-on, le prince de Galles allait le regarder s'habiller, et s'instruire à cette école de l'élégance et du bon goût. On sait que le prince était le plus magnifique *gentleman* de son temps; quand il mourut, la vente de sa garde-robe produisit à elle seule 15,000 liv. ou 375,000 francs. Lord Chesterfield paya 5,500 francs un manteau qui en avait coûté 20,000.

Brummell, en outre, réunissait toutes les qualités qui rendent un homme aimable dans le monde. Il dessinait passablement, faisait un peu de musique et des vers, et il dansait en perfection. Il avait de plus une ressource précieuse dans son inépuisable bonne humeur, qui faisait de lui un très-gai compagnon. Aussi était-il toujours le bien-venu dans la société la plus élégante et la plus exclusive, à Brighton, chez le prince de Galles; à Belvoir, chez le duc de Rutland; à Woburn, chez le duc de Bedford; à Chatsworth, chez le duc de Devonshire. Il n'était pas grand *sportsman*, n'aimant pas sans doute à déranger sa cravate, mais il était un

très-convenable *rider*. Ses chevaux étaient toujours aussi bien tenus que leur maître. Cette partie de sa maison était entièrement abandonnée à la discrétion de son groom, qui achetait, vendait et changeait ses chevaux sans même le consulter. Brummell ne s'en occupait pas, pourvu qu'il fût toujours bien monté.

Brummell a déjà servi de type à plusieurs personnages de roman. M. Edward Bulwer lui a fait beaucoup d'emprunts pour son *Pelham*. Le personnage de Trebeck, dans *Granby*, était celui que Brummell considérait lui-même comme le moins *chargé*. C'est dans ce roman qu'il est dit de lui et de sa manière de ridiculiser les gens : « Un gardien de ménagerie n'aurait pas mieux montré un singe qu'il ne montrait les originaux. Il avait l'art de faire poser le malheureux objet de son expérience de manière à faire briller ses absurdités, tout en paraissant le flatter de la façon la plus aimable. » Brummell, en effet, entendait admirablement bien l'impertinence ; il excellait dans le sarcasme à froid. Son biographe a recueilli une foule de traits qui donnent une idée assez originale de son caractère. Deux dames dont les noms avaient une certaine ressemblance, une Mme Thompson et une Mme Johnson, donnaient l'une et l'autre un bal le même jour. Le prince de Galles avait annoncé l'intention de paraître au bal de Mme Thompson, et comme c'était peu de temps après la rupture du prince avec Brummell, celui-ci avait naturellement été exclus de la liste des invités. Voici que le soir, au moment où Mme Thompson attendait à sa porte son royal hôte, entourée d'un cercle nombreux, elle voit soudainement apparaître Brummell, armé de son plus aimable sourire. Comprimant difficilement sa colère, elle lui donne à entendre qu'il n'a pas été invité. « Pas invité! dit Brummell en continuant de sourire ; il faut donc qu'il y ait eu erreur. » Et cherchant lentement dans toutes ses poches pour prolonger l'anxiété de la malheureuse Mme Thompson, qui tremblait de voir survenir le prince, il finit par tirer une carte d'invitation, qu'il lui présente. « Eh ! monsieur, s'écrie-t-elle, mais c'est la carte de Mme Johnson ; mon nom est Thompson, monsieur! — Vraiment, madame! reprend Brummell de l'air de la surprise la plus innocente ; mon Dieu, quel malheur! En vérité, madame Johns... Thompson, veux-je dire, je suis bien fâché de cette méprise ; mais vous savez, Johnson et Thompson, Thompson et Johnson, cela se ressemble tant. Madame Thompson, j'ai bien l'honneur de vous souhaiter le bonsoir. » Et il se retire en faisant un profond salut, au milieu des rires mal dissimulés de la société de Mme Thompson. Mais ce qui distinguait surtout Brummell, c'était une imperturbable assurance, c'était ce genre de fatuité dont tout le sel est dans l'excès même de l'affectation, et qui devient spirituelle et inoffensive à force d'exagération. Un jour, on lui dit au club : « Brummell, où donc avez-vous dîné hier? — Ah! dit-il, j'ai dîné chez un individu du nom de R... Je présume qu'il désire que je fasse attention à lui, c'est pour cela qu'il m'a donné à dîner. Je m'étais chargé des invitations, j'ai prié Alvanley, Pierrepoint et quelques autres. Le dîner était parfait, mais, mon cher, concevez-vous mon étonnement quand j'ai vu que M. R... avait l'effronterie de s'asseoir et de dîner avec nous! »

On sait qu'à Londres il y a la démarcation la plus tranchée entre le *West-End*, le quartier comme il faut, et la Cité, le quartier des boutiques. Il y a entre ces deux pôles une bien plus grande distance encore qu'entre la rue de la Paix et la rue Saint-Denis. Quand on a quelques prétentions à la fashion, on n'avoue pas la Cité. Pour Brummell, c'était une terre inconnue. Il demandait où on changeait de chevaux sur la route. Un jour qu'un riche marchand l'avait invité à y venir dîner :

« Je le veux bien, dit-il, mais promettez-moi de ne le dire à personne. » Cependant, dans ce genre de plaisanteries, Brummell n'avait pas toujours le dernier mot, et la Cité se vengeait quelquefois par des réparties à brûle-pourpoint qui dérangeaient les feux d'artifice du dandy. Un brasseur célèbre, dont le nom peut se lire encore à Londres sur tous les murs, l'alderman Combes, jouait un jour avec lui au club, et perdit successivement vingt-cinq *ponies* (un *pony* veut dire vingt-cinq guinées). Brummell se leva, salua gravement son adversaire, et lui dit en empochant les guinées : « Merci, alderman, à l'avenir je ne boirai plus d'autre *porter* que le vôtre. — Je voudrais, monsieur, répondit froidement l'alderman, que tous les autres vauriens de Londres en fissent autant. » Brummell, à ce qu'il paraît, ne trouva rien à dire ; il se promit sans doute de ne plus se compromettre avec la roture.

D'après tout ce qu'on connaît déjà de Brummell, on n'aura pas de peine à croire qu'il n'avait pas l'organe de la tendresse fort développé. Son biographe en convient. Il avoue qu'il ne fut jamais bien sérieusement amoureux, et qu'il ne songea jamais à s'asphyxier. Il aimait trop son précieux individu pour avoir de la tendresse de reste. Cependant le capitaine Jesse assure que Brummell avait, en affaires d'amour, *une vanité et une honnêteté également extraordinaires*, et il raconte à ce propos l'aventure que voici : « Brummell entra un matin dans la chambre d'un de ses nobles amis, chez lequel il était en visite, et lui dit avec beaucoup de chaleur et d'apparence de sincérité, qu'il était fâché, très-fâché, de le quitter, mais qu'il fallait absolument qu'il partît. Eh mais ! dit son hôte, vous deviez rester un mois. — C'est vrai, mais il faut absolument que je parte. — Mais pourquoi ? — C'est que, voyez-vous, je suis amoureux de votre femme. — Qu'est-ce que cela fait, mon cher? J'ai été comme vous. Mais est-elle amoureuse de vous ? — Le beau hésita, et finit par répondre à demi voix : Je crois que oui. — Oh ! alors, dit le mari, prenez la poste. »

C'est ce trait qui serait de la fatuité la plus impertinente, s'il n'avait pas plutôt l'air d'une mauvaise plaisanterie que le biographe de Brummell nous donne pour un exemple de l'honnêteté de son héros. Brummell, il faut le reconnaître, avait trop de goût pour commettre sérieusement de pareilles bévues ; son excessive vanité ne se faisait supporter que parce qu'il savait la rendre plaisante et en rire tout le premier. Mais, pour en revenir à ses amours, il est évident que le rôle qu'il jouait dans le monde s'opposait, autant que son caractère, à ce qu'il eût des passions sérieuses. Malgré ce culte exclusif qu'il avait pour lui-même, il ne s'appartenait pas. Il était l'esclave de la mode ; il était la propriété, la chose de cette abstraction qu'il s'était donnée pour maîtresse unique et jalouse. Il fut peut-être homme à bonnes fortunes ; mais, comme l'assure son biographe, et comme nous le croyons sans peine, il ne fut jamais tenté de s'asphyxier.

Précisément parce qu'il n'était pas amoureux, Brummell était très-agréable dans le monde. Il était généralement le bienvenu auprès des femmes, avec lesquelles il faisait des madrigaux et de la tapisserie. Il était un habitué de la maison de cette belle et célèbre duchesse de Devonshire, qui joua à cette époque un si grand rôle dans la société politique de son pays. Lady Georgiana Spencer, duchesse de Devonshire, est certainement une des figures les plus originales et les plus éclatantes de ce temps extraordinaire. Mariée à l'âge de dix-sept ans, et à la tête de la société anglaise par sa beauté, son esprit, le rang et l'immense fortune de son mari, elle devint bientôt comme le foyer autour duquel se groupèrent les hommes les plus illustres : Fox, Wyndham, Burke, lord Townshend, Sheridan et d'autres. Elle fit

fureur; ses caprices devinrent des lois; et son nom fut donné à tout ce que la mode voulut inventer. Elle recevait dans Devonshire-House avec une splendeur qui éclipsait complétement celle de la cour; on y jouait avec l'entraînement qui caractérisait ce temps révolutionnaire. Fox et Sheridan étaient, comme on sait, des joueurs impénitents, et la belle duchesse était elle-même passionnée pour les jeux de hasard. On se souvient encore de la part active qu'elle prit aux affaires publiques, au milieu d'un mélange de scandale et d'enthousiasme. Quand la guerre d'Amérique éclata, on la vit parcourir les camps avec l'uniforme de la milice de Derby. Quand la guerre fut déclarée à la France, elle se mit à l'ouvrage avec toutes ses amies pour faire des gilets de flanelle pour les troupes. Mais ce qui est resté plus célèbre, ce fut le rôle qu'elle joua dans l'élection de Fox en 1784. A cette époque, les élections ne se faisaient pas en un seul jour comme depuis le bill de réforme; le *poll* restait ouvert des semaines entières, et chaque jour voyait de nouvelles batailles. L'élection de Westminster (un des quatiers de Londres), où Fox se portait, se prolongea pendant un mois et dix-sept jours. Durant ces six semaines, il régna dans Londres une véritable fièvre. Les femmes, comme les hommes, portaient des faveurs et des cocardes à la couleur du candidat. Les plus grandes dames s'oublièrent, dit-on, jusqu'à s'arracher mutuellement leurs insignes en criant: Vive Fox! ou, Pas de Fox! A un dîner chez le prince de Galles, on attacha secrètement avec une épingle les couleurs de Fox sur la tête de lady Talbot, qui était une violente tory, et qui, lorsqu'elle s'aperçut du tour, arracha la cocarde et la foula aux pieds, au milieu des rires des assistants. La duchesse de Devonshire brilla par-dessus toutes. On l'appelait et on l'appelle encore la *duchesse de Fox*. Accompagnée de sa sœur, lady Duncannon, presque aussi belle qu'elle, elle alla bravement tous les jours aux *hustings* en brillant équipage, avec des faveurs sur son chapeau et d'autres sur la poitrine, portant le nom de Fox. Elle allait quêter des voix pour son candidat dans toutes les boutiques, et entraînait les électeurs éblouis et émerveillés de sa grâce et de sa beauté. Quelquefois elle en emmenait dans sa voiture. Un charbonnier qui la regardait avec admiration s'écria : J'allumerais ma pipe à vos yeux ! Tout le monde connaît cette autre histoire, très-vraie, d'un boucher qui lui demanda pour prix de son vote la permission de baiser sa joue patricienne. On sait aussi que la belle enthousiaste accepta le marché. Ce mémorable exploit excita la verve de tous les poëtes des trois royaumes. Dans un volume qui fut publié quelques mois après, il n'y a pas moins de cent trente sonnets ou pièces de vers inspirés pour l'accolade du boucher de Westminster. La duchesse de Devonshire faisait elle-même des vers en anglais, en français et en italien.

Au milieu de sa vie dissipée, elle se montra constamment bonne et généreuse. Elle avait toujours la main ouverte et donnait sans compter. La fascination qu'elle exerçait venait moins, à ce qu'il paraît, de la régularité de ses traits que du charme et de la grâce que respirait toute sa personne. Un contemporain a dressé un tableau arithmétique et comparatif des beautés régnantes de cette époque. Les qualités distinctives de chacune de ces divinités éphémères y sont désignées et évaluées par des chiffres. Le chiffre le plus élevé est 20. La duchesse de Devonshire a 20 pour la grâce, 18 pour l'amabilité, 17 pour l'élégance, 16 pour l'expression, 15 pour le teint, 16 pour la taille, et seulement 14 pour les traits. Dans ce dictionnaire des grâces, nous voyons figurer la princesse Marie, duchesse de Gloucester, qui avait alors dix-sept ans, et passait pour la plus aimable jeune fille d'Angleterre. Son altesse royale avait le pied et la cheville sans défaut, ce que tra-

bissaient heureusement les jupes courtes que l'on portait alors. Les autres sont la duchesse de Rutland, la duchesse de Montrose, lady Stormont, lady Anne Fitzroy, lady Anne Lambton, lady William Russell, la femme de celui qui fut si tristement assassiné il y a deux ans par son valet de chambre ; lady Erskine Saint-Clair, lady Webster, lady Caroline Campbell, lady Élisabeth Lambert, Mme Tickell, belle-sœur de Sheridan, Mme Law, miss Ogilvie, et Paméla, la femme de lord E. Fitzgerald, désignée comme fille du duc d'Orléans et de Mme de Genlis. Lady Fitzgerald a le chiffre 20 pour l'amabilité, 16 pour la taille, 18 pour l'élégance, 18 pour la grâce, 18 pour l'expression, 14 pour le teint, 16 pour les traits.

Au milieu de ces hommes de forte trempe et de ces femmes d'élite qui prenaient héroïquement leur part des grandes passions de leur temps, Brummell se trouve un peu à l'ombre ; au milieu de cette société pleine de vie, pleine d'action, pleine de drame, qui mêlait les crises nerveuses des jeux de hasard aux émotions plus ardentes encore dont la révolution française enflammait le monde, ce personnage *tiré à quatre épingles* fait une assez modeste figure. Pour lui rendre justice, il ne faut pas le tirer de sa sphère. Le bon moment de sa vie est celui qui suivit sa rupture avec son illustre et puissant patron, le prince de Galles. On n'est pas bien d'accord sur les causes qui amenèrent sa disgrâce. Brummell l'attribua toujours à l'influence de Mme Fitzherbert, la maîtresse du prince, qu'il avait grièvement blessée par quelques sarcasmes. Et puis, le prince prenait du ventre, ce qui l'indisposait beaucoup contre son ami, qui avait l'indiscrétion de rester toujours jeune. Quoi qu'il en soit, Brummell se vit fermer ce palais de Carlton où il avait régné si longtemps. La manière dont il supporta sa disgrâce lui fait certainement le plus grand honneur. En aucune circonstance de sa vie, il ne montra plus d'esprit et plus de verve, autant de courage et de dignité. Il prouva alors ce dont on aurait pu douter, qu'il était quelque chose par lui-même, et qu'il n'était la créature ni de son protecteur ni de son tailleur. Loin de reculer devant son royal ennemi, il le poursuivit de respectueuses impertinences, et lui fit une guerre impitoyablement spirituelle. « C'est moi qui l'ai fait, disait-il, je saurai bien le défaire. » Il prétendit avec la gravité la plus amusante qu'il mettrait le vieux roi à la mode, et du salon du prince de Galles il passa dans celui du duc d'York. Le côté sensible du prince, son embonpoint, devint pour le favori disgracié un texte inépuisable de sarcasmes. A cette époque, Brummell et trois de ses amis, lord Alvanley, M. Henri Pierrepoint, et sir Henri Mildmay, la fleur des pois de Londres, donnèrent un bal célèbre connu sous le nom de *bal des dandies*. Ils venaient d'avoir une veine, et avaient gagné au jeu une somme considérable; ils résolurent d'en faire royalement les honneurs. Le bal fit événement; on en parla longtemps à l'avance, et le prince de Galles manifesta le désir d'y être invité. « Quand l'approche du prince fut annoncée, dit le narrateur, les quatre dandies prirent chacun une bougie et allèrent le recevoir dans toutes les formes. Pierrepoint, qui connaissait le prince, se tint le plus près de la porte ; Mildmay, comme le plus jeune, était vis-à-vis, Brummell et Alvanley à côté. Le prince entra, parla poliment à Pierrepoint, à Mildmay et à Alvanley, puis il se tourna du côté de Brummell, le regarda, et passa sans avoir l'air de le connaître. Ce fut alors que Brummell, saisissant avec infiniment d'esprit et de promptitude l'hypothèse qu'ils étaient inconnus l'un à l'autre, dit tout haut à son vis-à-vis : « Alvanley, qui est ce gros homme de vos amis? » Ceux qui virent en ce moment le prince disent qu'il fut piqué au vif par le sarcasme. »

Brummell ne perdait plus une seule occasion de blesser le prince, avec l'air du monde le plus innocent. Un autre jour, il passait devant un monument public au moment où la voiture du prince s'arrêtait à la porte. Les sentinelles présentèrent les armes ; Brummell, avec le plus grand sérieux, prit le salut pour lui, et ôta gravement son chapeau, en ayant l'air de ne pas voir qui était dans la voiture. Le prince, à ce qu'il paraît, rougit de colère, mais il ne dit rien.

Cette lutte entre l'héritier de la couronne d'Angleterre et un homme qui n'avait pourtant aucun des avantages de la naissance ou de la richesse, se prolongea quelque temps encore. Ce ne fut pas le succès, ce fut l'argent qui manqua à Brummell. Le nerf de la guerre lui fit défaut.

Une fois exclu de Carlton-House, il se montra beaucoup plus assidu au club et il y joua. Il eut d'abord un très-grand bonheur au jeu ; il paraît qu'il gagna un jour 26,000 livres, ou 650,000 francs. Ses amis lui conseillaient d'en rester là et de s'acheter des rentes ; il continua et perdit tout. Il emprunta à des usuriers, à des taux ruineux. Il empruntait aussi à des gens qui payaient ainsi l'honneur de faire sa connaissance. Brummell les considérait comme ses obligés. L'un d'eux le pria un jour de le rembourser. « Je vous ai déjà payé, répondit le dandy. — Quand donc, monsieur? — Quand? eh ! l'autre jour, lorsque vous passiez devant la fenêtre du club et que je vous ai crié : Bonjour, Jemmy, comment cela va-t-il ? » Cependant, comme il ne pouvait payer toutes ses dettes de cette manière, il vit bientôt sa liberté compromise, et il lui fallut songer à se mettre à l'abri. Ce fut le 16 mai 1816 qu'il disparut subitement de la scène de ses triomphes. Le matin même, il écrivit à un de ses amis cette petite note : « Mon cher Scrope, prêtez-moi 200 louis ; la banque est fermée, et tout mon argent est dans le 3 p. 100. Je vous rendrai cela demain matin. » Son ami lui répondit non moins laconiquement : « Mon cher George, c'est bien malheureux, mais tout mon argent est dans le 3 p. 100. » Après cette tentative infructueuse, le *beau* Brummell parut le soir à l'Opéra ; il sortit de bonne heure, et, sans retourner chez lui, il monta dans une chaise de poste qu'il avait commandée. En doublant les guides, il arriva le matin à Douvres, loua un petit bâtiment, et quelques heures après il était sur le sol français.

Ici commence pour Brummell une nouvelle période. Le récit en est triste ; le biographe ne nous fait plus assister qu'au spectacle d'une décadence successive. Avec une patience qui ferait honneur à un antiquaire, le capitaine Jesse a recherché et recueilli ce qui restait de ces ruines d'un dandy ; il a suivi les traces de Brummell à Calais, où il passa quatorze ans, puis à Caen, où il mourut. A Calais, le premier soin de Brummell fut de s'arranger confortablement dans son nouveau logis. Il avait, dit le capitaine Jesse, une passion de douairière pour les meubles de Boulle ; il faisait venir tous ses meubles de Paris par un courrier qui, en douze ans, gagna 30,000 francs à ce métier. Brummell avait emporté de Londres 25,000 francs ; il dépensa le tout pour meubler ses trois chambres. Les dons volontaires de ses anciens amis devinrent, dès ce moment, sa seule ressource, et il en fut ainsi jusqu'à la fin de sa vie, car le traitement du consulat qu'il obtint plus tard fut toujours pris à l'avance. La duchesse d'York lui envoyait souvent de ces petits cadeaux qui entretiennent l'amitié, soit une bourse, soit un carnet, et toujours l'un ou l'autre était garni de quelques bank notes. Parmi les personnes qui donnèrent encore à Brummell des témoignages semblables de bienveillance, on comptait les ducs de Wellington, de Rutland, de Beaufort, de Richmond, de

Bedford, les lords Sefton, Jersey, Willougby d'Eresby, Craven, Ward, et Stuart de Rothesay. Lord Alvanley fut le plus fidèle de tous. Comme Brummell était sur la route, ses amis ne passaient jamais sans s'arrêter pour l'inviter à dîner. Le capitaine Jesse nous apprend que le grand homme avait réglé sa vie avec une exactitude mathématique. Il se levait à neuf heures, déjeunait avec du café au lait, lisait le *Morning-Chronicle*. A midi, il commençait sa toilette, qui durait deux heures; puis il tenait son lever comme M. de Talleyrand. A quatre heures, il allait se promener dans la rue Royale comme il faisait autrefois dans Saint-Jamess'-Street; à cinq heures, il rentrait s'habiller pour dîner, et à sept heures et demie il s'en allait au théâtre où il avait sa loge. Comme tout *gentleman*, il avait une profonde antipathie pour la société de ses compatriotes en pays étranger, et il ne voyait que ceux qui étaient de passage. Le grand événement de sa vie de Calais fut le voyage de son ancien ami le prince de Galles, devenu George IV : c'était en septembre 1821. Le roi d'Angleterre allait en Hanovre, et M. le duc d'Angoulême vint le recevoir à Calais. Ce fut un moment de crise dans la vie de Brummell. Il alla s'écrire à l'hôtel Dessin, où était descendu son souverain, mais il ne se présenta pas, ne voulant pas s'exposer à un refus. Il y avait grand dîner à l'hôtel. Brummell donna son valet de chambre pour faire le punch; mais George IV partit sans avoir appelé son ancien favori. Quand il revint, il passa sans s'arrêter. L'hôte de Brummell, à Calais, raconte autrement la chose. « J'étais, dit-il au capitaine Jesse, sur le devant de ma porte, et je vis M. Brummell qui cherchait à rentrer; mais la foule l'en empêcha. Quand la voiture du prince passa, tout le monde se découvrit, et j'entendis le roi dire tout haut : « Dieu! Brummell! » M. Brummell put alors traverser la rue. Il était pâle comme la mort, et entra sans me dire un mot. »

Quoi qu'il en soit, les deux amis ne se réconcilièrent pas. Brummell était cependant en grand besoin d'argent; il en était de plus en plus réduit aux expédients. Les présents de ses amis de Londres le firent encore vivre à Calais quelques années; mais le personnage coûtait cher. Enfin, on réussit à le faire nommer consul d'Angleterre à Caen. Avant de quitter Calais, il dut y régler son budget. Ses dettes étaient considérables; pour les payer, il vendit ses meubles de Boulle et son vieux Sèvres. Cela ne fut pas suffisant, et son banquier resta encore son créancier de 12,000 fr. Il devait à son valet de chambre plus de 6,000 fr. pour les dépenses de sa maison, et 3,400 fr. à l'hôtel d'où on lui apportait à dîner. Il eut besoin de tous ses moyens de persuasion pour déterminer son banquier à lui avancer encore 12,000 fr., et pour garantie, il lui céda 8,000 fr. de son traitement, qui était de 10,000. Il lui resta donc 2,000 fr. par an pour aller vivre à Caen. Il quitta Calais à la fin de septembre 1830, et, avant d'aller s'enterrer dans sa nouvelle résidence, il courut se retremper dans l'air de Paris. Pendant les huit jours qu'il y passa, il se retrouva dans son élément, vit le plus grand monde, et se dédommagea des quatorze années d'ennui qu'il avait tuées à Calais. Mais, hélas! il fallait partir, et le 5 octobre 1830 la ville de Caen vit arriver dans ses murs le consul de S. M. britannique. Nous ne devons pas oublier de dire qu'avant de quitter Paris, Brummell s'était commandé une tabatière qui lui coûta 2,500 fr., plus d'une année de son revenu. Par suite du même système, il fit son entrée à Caen avec quatre chevaux de poste, descendit au meilleur hôtel, et se fit servir immédiatement le meilleur dîner. Au bout de six mois, il était aussi endetté qu'à Calais.

Dès que la vie de Brummell cesse d'être mêlée à celle des personnages historiques de son temps et de son pays, elle n'offre plus le même intérêt. Nous nous

dispenserons donc de suivre le capitaine Jesse dans tous les détails de blanchissage de son illustre ami. Cependant, comme la *personnalité* de Brummell consistait surtout dans ses manières, et comme on pouvait dire de lui à juste titre : La tournure, c'est l'homme, nous reproduirons encore ici le portrait du *beau*, tel qu'il était à cette époque, et nous laisserons parler le biographe :

« Brummell, dit-il, garda les couleurs whigs jusqu'à la fin. Le soir, il avait un habit bleu avec un collet de velours, un gilet jaune, un pantalon noir, et des bottes. Il est difficile de savoir pourquoi il avait adopté cette dernière innovation dans son costume du soir, à moins que ce ne fût à cause de l'altération des proportions de sa jambe, l'excuse ordinaire aujourd'hui. Le nœud de sa cravate était toujours irréprochable. En fait de bijoux, il n'avait qu'une bague unie, et une chaîne d'or massif pour sa montre. Il n'en laissait passer que deux chaînons, de son gilet à sa poche. Un claque et des gants qu'il tenait à la main complétaient un costume qui, par sa simplicité, n'était pas de nature à appeler l'attention sur tout autre que lui. Le matin, il portait constamment une redingote de couleur brune, avec un collet un peu plus foncé, et un gilet de cachemire qui devait avoir coûté une centaine de louis. Le fond était clair, et quoiqu'il eût déjà subi plusieurs hivers, il était aussi bien conservé que lui-même, peut-être parce que la redingote était toujours boutonnée. Il avait un pantalon bleu foncé, des bottes très-pointues, un chapeau noir, et des gants clairs. Dans l'été, il portait un gilet de valencia clair..... Chaque cheveu bien à sa place, le chapeau un peu sur le côté, bien ganté, et son parapluie sous le bras, le corps un peu penché, et le nœud de sa cravate se mirant dans des bottes brillantes, il sortait de l'hôtel, marchant sur la pointe des pieds. Dans les premiers temps de son séjour à Caen, le *beau* portait généralement une canne; mais comme dans ce pays le baromètre est souvent au variable, et comme la chance seule de la pluie l'alarmait extraordinairement, il prenait presque toujours un parapluie, qui était protégé par un étui en soie aussi symétriquement adapté que son habit. La tête du parapluie était un portrait de George IV en ivoire (le prince de Galles) ; il n'était pas flatté, et c'est peut-être pour cela que Brummell le portait. Dans la rue, il n'ôtait jamais son chapeau à personne, pas même à une dame; il aurait eu trop de peine à le remettre bien en place, car il le posait invariablement avec le plus grand soin ; de plus, son toupet aurait pu être dérangé, catastrophe qu'il fallait éviter à tout prix. Quand il faisait beau, il rendait le salut de ses amis par une légère inclination de tête ou par un signe de la main. Quand le temps était mauvais, il était trop occupé à choisir les pavés pour voir autre chose. Quand je sortais avec lui, et que la rue n'était pas propre, il ne manquait jamais de me prier de me tenir à distance, consigne que j'avais appris à exécuter mécaniquement. »

Brummell, une fois placé, fut beaucoup moins riche qu'il ne l'était avant d'avoir un traitement. Ses amis le crurent pourvu avec ses 10,000 fr., et ils suspendirent leurs envois d'argent. De plus, Caen était une ville perdue, où ses amis devaient l'oublier avec le temps. « Calais, au contraire, dit le capitaine Jesse, étant sur la grande route de Paris à Londres, était la meilleure place pour un mendiant de sa trempe, car là du moins il pouvait lever un impôt sur ceux qui avaient autrefois cheminé avec lui sur la chaussée de la vie fashionable. Il tomba au bout de quelques mois dans l'état de dépendance le plus abject, et fut réduit à solliciter et à emprunter d'hommes qu'en d'autres temps il aurait tenus à une incommensurable distance. »

Brummell n'eut bientôt plus à Caen, pour unique ressource, que les services

d'un de ses compatriotes appelé Armstrong, qui faisait toutes sortes de commerces. Il était réduit à lui faire des emprunts de 100 fr. « Mon cher Armstrong, lui écrivait-il un jour, envoyez-moi 70 fr. pour payer ma blanchisseuse, je ne puis pas obtenir d'elle une chemise et elle meurt de faim à cause de moi. Je n'ai pas de quoi payer mon médecin ni mes ports de lettres. » Pour comble de malheur, le consulat anglais à Caen fut aboli. Il paraît que lord Palmerston, alors ministre, fit demander à Brummell si le consulat était absolument nécessaire. Brummell, qui espérait se faire envoyer en Italie, répondit qu'il n'y avait rien à faire à Caen. Lord Palmerston profita de l'avis, supprima le consulat, et ne donna à Brummell que des promesses. Tout à fait sans ressources, le malheureux *beau* fit appel à ses amis de Londres, et à l'automne de 1832, il envoya Armstrong en Angleterre pour faire une quête. La démarche réussit; le duc de Wellington, lord Willoughby, lord Burlington, lord Pembroke, M. Standish, et, le premier de tous, lord Alvanley, couvrirent la souscription, et l'ambassadeur de Brummell revint avec une somme suffisante pour payer les dettes courantes; mais, naturellement, c'était toujours à refaire. Le plus fort créancier, d'ailleurs, le banquier de Calais, n'était pas payé. Il se lassa, et au printemps de 1835, il fit arrêter son infortuné débiteur. Brummell était au lit, et dormait quand on vint le prendre. Brusquement réveillé, et se voyant entre les mains de la justice, il s'abandonna au plus violent chagrin. Il demanda qu'on le laissât seul un instant pour s'habiller, et ne put l'obtenir. « Ceux qui ont connu Brummell, dit son biographe, imagineront quel effet cela dut produire sur sa vanité et sur sa recherche habituelle. Pour la première fois de sa vie peut-être, il fut obligé de s'habiller à la hâte. »

Dans les premiers jours qu'il passa en prison, il tomba dans le plus profond découragement. Toutes ces superfluités de la vie, qui lui étaient devenues de plus en plus nécessaires avec l'âge, lui manquèrent à la fois. Il ne commença à se remettre que lorsqu'on lui eut rendu ses savons, ses pommades, son eau de Cologne, tout ce qu'il appelait ses « comestibles. » Il reprit alors ses habitudes, et un de ses compagnons de prison raconte « qu'il consacrait trois heures à sa toilette, se rasait tous les jours, et faisait des ablutions complètes de toutes les parties de son corps. Pour cette opération de propreté, inouïe dans les fastes de la prison, douze à quinze litres d'eau et *deux litres de lait* lui étaient régulièrement apportés. » Le créancier de Brummell avait probablement compté que la mesure de rigueur qu'il avait prise déterminerait les amis du vieux dandy à liquider sa dette. Il ne s'était pas trompé. Armstrong partit encore en mission pour Londres. Il alla quêter de porte en porte, en faisant un tableau lamentable des malheurs du ci-devant roi de la mode Le duc de Beaufort et lord Alvanley ouvrirent de nouvelles souscriptions. Le duc de Devonshire, le général Upton, le général Grosvenor et d'autres donnèrent chacun 25 louis; lord Palmerston y ajouta 200 louis comme indemnité de la suppression du consulat. Enfin, Armstrong put encore revenir avec assez de fonds pour éteindre non-seulement la dette de Calais, qui était de plus de 15,000 fr., mais aussi les dettes de Caen. De plus, quelques-uns des amis de Brummell s'engagèrent à lui envoyer tous les ans 3,000 fr. pour le mettre à l'abri du besoin.

Brummell sortit de prison, et le même jour parut au bal. Il avait recouvré sa bonne humeur : « C'est aujourd'hui, disait-il gravement, le plus beau jour de ma vie, car je suis sorti de prison et... j'ai mangé du saumon. » Cependant, à dater de ce moment, il baissa rapidement. Il avait conservé son goût pour la bonne chère,

et, ne pouvant plus bien dîner à ses dépens, dînait sans scrupule aux dépens d'autrui. Il était devenu une des curiosités de l'endroit et un meuble indispensable de la table d'hôte. Lui, autrefois si *exclusif*, ne répugnait plus à accepter d'un étranger une bouteille de vin de Champagne. Il dépensait d'ailleurs une bonne partie de sa pension en eau de Cologne et en vernis pour ses bottes, qu'il faisait venir de Paris. Armstrong, son chargé d'affaires, fut obligé d'annoncer dans toute la ville qu'il ne payerait plus que les mémoires qui seraient réglés par lui. Cependant Brummell effectua à cette époque une grande réforme dans son train de vie ; il se résigna à porter des cravates noires ! Ce fut un événement dans son monde, une véritable abdication; mais ce fut aussi le commencement de la fin. Le vieux dandy arriva bientôt à négliger les soins extérieurs qui avaient été la principale occupation de toute sa vie ; c'était un signe irrécusable que son esprit s'altérait. Il n'avait plus d'autre instinct que celui de l'appétit, et mangeait avec une voracité telle qu'il fallut lui interdire la table d'hôte. Bientôt sa raison s'égara au point qu'on fut forcé de lui donner une garde. Le spectacle de sa folie était profondément triste. « Quelquefois, dit son biographe, il se mettait dans l'idée de donner une fête, et il invitait tous les compagnons de sa vie brillante d'autrefois, dont beaucoup étaient déjà morts. Ces jours-là, il faisait ranger sa chambre, mettre la table du whist, et allumer des bougies (qui n'étaient que de la chandelle). A huit heures, le domestique, auquel il avait donné ses instructions, ouvrait la porte toute grande, et annonçait la duchesse de Devonshire. Le *beau* se levait de son fauteuil, et il s'avançait jusqu'à la porte pour recevoir la belle Georgiana. Son salut était presque aussi gracieux que trente-cinq ans auparavant. « Ah ! ma chère duchesse, disait-il en grasseyant, que je suis heureux de vous voir ! Je vous en prie, ensevelissez-vous dans ce fauteuil. Savez-vous bien qu'il m'a été donné par la duchesse d'York, une très-bonne amie à moi ? Pauvre femme, elle n'est plus maintenant ! » Ici les yeux du vieillard se remplissaient de larmes, et se laissant tomber lui-même dans son fauteuil, il regardait vaguement le feu jusqu'à ce que lord Alvanley, ou lord Worcester, ou tout autre, fût annoncé, et alors il recommençait la même pantomime. A dix heures, on annonçait les voitures, et la farce était finie.

Enfin ses amis n'eurent plus d'autre ressource que de le mettre à l'hospice. Il fallut l'y porter de force ; il croyait qu'on le menait encore en prison. Le vieux *beau* mourut dans la maison du Bon-Sauveur, à Caen, le 30 mars 1840, à l'âge de soixante-douze ans.

L'histoire de George Brummell porte avec elle son propre enseignement. Sa mort fut triste; sa vie fut-elle plus enviable? nous ne le croyons pas. Elle manque de dignité et de vérité. Le sentiment de l'égoïsme y absorbe tous les autres. Brummell eut des amis qui le logèrent, le nourrirent, le vêtirent pendant vingt-cinq ans, et le jour où il perdit son caniche, il dit qu'il avait perdu son meilleur ami. Il n'eut point la grande et la plus légitime excuse de tous les écarts, la passion. On ne voit point qu'il ait eu les saintes faiblesses du cœur ; il n'eut que celles de la vanité. Ce ne fut point pour une maîtresse qu'il se perdit; ce fut pour de l'huile antique, de l'eau de Cologne, et des bains de lait. Assurément, celui qui, sans aucun des avantages de la naissance ou de la fortune, sut se créer une espèce de dictature sur la plus fière et la plus opulente aristocratie du monde, ne fut pas un homme ordinaire; mais il montra seulement comment il est possible d'unir beaucoup d'esprit et un goût exquis à un manque à peu près absolu de sens moral. Nous n'avons point la prétention de faire du puritanisme : tout au contraire, nous croyons que

la délicatesse des soins extérieurs est une présomption très-réelle et très-sérieuse en faveur de la délicatesse de l'esprit; mais si nous apprécions infiniment un homme qui sait se bien mettre, c'est à la condition que la préoccupation de son habit ne l'empêche pas de voir qu'il y a autre chose en ce monde et dans l'autre. Après tout, un nœud de cravate n'est pas la chose dont on puisse dire : *Porrò unum est necessarium.*

John Lemoinne.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1844.

Dès que le ministère du 29 octobre a pris les affaires, on lui a dit : Ne vous jetez pas inconsidérément dans l'alliance anglaise, ne précipitez rien, soyez prudent. Vous voulez renouer l'alliance brisée par le traité du 15 juillet, vous la jugez nécessaire au repos de l'Europe, vous voulez sortir de l'isolement où les événements de 1840 ont placé la France : soit. Rapprochez-vous de l'Angleterre, mais n'aliénez pas votre liberté. L'Angleterre se tient sur la réserve avec vous : ne montrez pas dans la recherche de son alliance une vivacité indiscrète, mesurez surtout votre langage officiel, ne donnez pas vos espérances pour des réalités, songez aux ressentiments excités en 1840. Pour proclamer l'intimité des deux gouvernements et des deux peuples, attendez qu'elle soit rétablie.

M. Guizot, sans écouter ces sages conseils, a proclamé l'entente cordiale ; aussitôt on lui a dit : Vous allez contre le but que vous voulez atteindre, vous compromettez l'alliance par cet empressement irréfléchi. Du côté de l'Angleterre, vous ferez naître des exigences ; du côté de la France, vous exciterez de justes susceptibilités : vous ferez croire, vous ferez dire que le gouvernement de juillet a fléchi, et qu'il est disposé à faire des concessions; le sentiment national s'inquiétera. L'alliance anglaise, devenue pour vous une source d'embarras et une blessure pour l'amour-propre du pays, sera impopulaire. Les esprits s'aigriront chez les deux peuples; le moindre accident, amené par le hasard au milieu de cette situation équivoque, pourra produire une explosion.

L'incident est arrivé, et l'explosion a eu lieu. L'affaire du missionnaire Pritchard a mis le feu dans les journaux des deux pays; les vieilles jalousies nationales se sont ranimées : nous voulons croire qu'elles s'apaiseront. Le révérend M. Pritchard, après avoir allumé la guerre dans Taïti, n'aura sans doute pas la satisfaction de voir l'Europe s'embraser à cause de lui. Cependant cette malheureuse affaire, en supposant même qu'elle se termine bientôt par les négociations, ce qui nous paraît douteux, laissera en France un souvenir pénible qui s'effacera difficilement. Nous voulons parler de l'impression causée par les paroles de sir Robert Peel dans le parlement anglais.

Sir Robert Peel n'est pas un homme qui se laisse entraîner par la passion. C'est

un orateur froid qui calcule toutes ses paroles. S'il a été prompt et véhément, c'est qu'il a pensé que cela lui serait utile. Il a compté sur la forme insolite de ses réclamations pour intimider notre cabinet. De là est venue l'émotion que la France a ressentie. Voilà pour elle le fruit de la politique suivie depuis quatre ans à l'égard de l'Angleterre. Un différend s'élève à deux mille lieues entre les deux peuples : à la première nouvelle qui en arrive à Londres, le ministre anglais, sans examiner les faits, sans discuter, annonce en plein parlement qu'il demande une ample réparation à la France. Il envoie du haut de la tribune anglaise une sommation à notre gouvernement. Voilà comme l'Angleterre en use avec nous! Tant de soins, tant de sacrifices, tant d'avances faites à la tribune et dans les discours du trône, ont abouti à une alliance bâtarde, où l'égalité des prétentions n'existe pas, où l'Angleterre conserve une opinion exagérée de sa force, où nos complaisances sont prises pour un signe avoué de notre faiblesse! Quel échec pour la politique de M. Guizot, et quel sujet de tristes réflexions pour la France!

Félicitons nos chambres. Elles n'ont pas voulu se séparer sans témoigner au pays qu'elles partageaient son émotion. Le sentiment national a trouvé dans M. Molé et dans M. Billault des interprètes également fermes et mesurés. N'oublions pas M. Charles Dupin, qui a parlé le premier de tous et a excité une sensation très-vive, en défendant énergiquement l'honneur de notre marine. Une déclaration a été arrachée à M. Guizot par M. Molé. Venu au Luxembourg avec l'intention bien arrêtée de garder le silence, M. le ministre des affaires étrangères, troublé par l'attitude de la chambre et par le danger de sa situation ministérielle, a protesté qu'il avait à cœur autant que personne l'honneur de notre marine et la défense des droits de nos officiers. On lui rappellera un jour cette déclaration. Elle a une portée que M. Guizot a voulu sans doute atténuer dès le jour même, en ajoutant dans le *Moniteur* qu'il la regardait comme élémentaire et inutile : il est bon qu'on sache que ce commentaire restrictif n'a pas été exprimé devant la chambre des pairs. Aucun membre ne l'a entendu. L'accueil de la noble chambre ne lui eût pas été favorable.

Ainsi donc, M. Guizot négocie, et la France attend ses actes. On a pu croire un instant que les difficultés s'aplaniraient par le retour subit du ministère anglais à des sentiments plus raisonnables et plus justes; on a été trompé. Après sir Robert Peel, lord Aberdeen, sans modifier les prétentions exprimées par son collègue, avait tenu cependant un langage plus modéré. A Paris, M. Guizot montrait à qui voulait la voir une lettre de notre chargé d'affaires à Londres, M. de Chabot, annonçant que lord Aberdeen désapprouvait les termes employés par sir Robert Peel. Bien plus : des journaux anglais, connus pour recevoir les inspirations de M. Peel, présentaient l'affaire sous un jour nouveau qui en rendait la conclusion facile. M. Guizot était déjà triomphant. Ses écrivains les plus intimes plaisantaient fort agréablement sur la simplicité des journaux de l'opposition, sur tout ce bruit fait à propos d'une petite reine de sauvages et d'un religionnaire exalté, sur la bonhomie de ceux qui conservaient encore des inquiétudes sérieuses au sujet de cette puérile affaire. M. Molé devait en être pour ses paroles à la chambre des pairs; M. Billault était prié de réserver son éloquence pour une meilleure occasion. Malheureusement, les faits qui ont suivi sont venus troubler ces joies indiscrètes et cette confiance prématurée. Le gouvernement anglais a reproduit avec une insistance évidemment calculée toutes ses prétentions sur l'affaire de Taïti. Les hommes les plus graves de l'Angleterre se sont fait, en quelque sorte, un point d'honneur

de parler, à peu de chose près, comme M. Peel. Lord Wellington a déclaré formellement que l'Angleterre avait été insultée et que cette insulte devait être réparée. Quant à lord Palmerston, il a dû naturellement saisir cette heureuse occasion d'exprimer avec sa bienveillance ordinaire les sentiments qu'on lui connaît à l'égard de la France. La presse anglaise, ouvertement encouragée par lord Aberdeen, a fait comme le parlement; elle a montré la même vivacité et la même décision. Son langage a été unanime. Il est devenu dès lors manifeste pour M. Guizot que sa situation personnelle, si soigneusement ménagée jusqu'ici par le ministère anglais, était sacrifiée sans scrupule. Un fait qui s'était passé peu de jours avant aurait pu lui en donner le pressentiment. Lors des premières interpellations sur Taïti, dans la première séance du mois d'oût, lord Aberdeen avait commis envers M. Guizot une grave indiscrétion. Le noble lord avait affirmé que le désaveu de M. Dupetit-Thouars avait été demandé à la France. C'était démentir publiquement M. Guizot, qui a déclaré il y a six mois, à la tribune française, que ce désaveu a été spontané. Un pareil oubli des intérêts de M. Guizot avait déjà quelque chose de significatif dans les circonstances.

Le cabinet anglais ne retire donc aucune de ses prétentions primitives. Il exige une réparation. Il compte l'obtenir de M. Guizot en cessant de protéger sa position ministérielle, et il se présente ayant derrière lui tout le parlement et toute la presse de l'Angleterre. Que fera M. Guizot?

Plus on examine cette affaire, plus il est difficile de voir à quel titre l'Angleterre exige une réparation. Si l'on en juge par les détails publiés dans les journaux anglais, aucune accusation sérieuse ne peut être légitimement intentée contre MM. Bruat et d'Aubigny. Il est avéré que le religionnaire Pritchard fomentait des troubles contre le gouvernement substitué au protectorat. Il était l'âme d'une insurrection. Sur l'ordre de M. d'Aubigny, commandant en l'absence de M. Bruat, M. Pritchard est arrêté et incarcéré; puis, au retour du gouverneur, il est mis à bord d'un vaisseau anglais sous la condition de n'être débarqué sur aucun point des îles de la Société. Que peut-on reprocher aux autorités françaises? Dira-t-on avec lord Palmerston que les Français n'avaient pas le droit d'exercer la souveraineté dans l'île, que cette souveraineté, ayant été désavouée par la métropole, est réputée n'avoir jamais existé; que dès lors, pour M. Pritchard, elle a été nulle de fait et de droit? Cette doctrine n'est pas soutenable; elle est à peine défendue par les feuilles anglaises. Lord Palmerston en a tout le mérite. C'est un principe reconnu que tout gouvernement de fait exerce une autorité souveraine; ceux qui l'attaquent le font à leurs risques et périls : il ne leur est pas permis d'invoquer la protection de leur gouvernement pour couvrir leurs hostilités. M. Pritchard avait protesté contre l'occupation souveraine de Taïti : il devait en rester là. Combattre cette occupation sans l'aveu de l'Angleterre, c'était faire un acte dont il devait seul répondre, et qui par conséquent ne pouvait être mis sous la garantie de son gouvernement. D'ailleurs, que la souveraineté établie à Taïti fût réputée légitime ou non par M. Pritchard, peu importe. Si les Français n'avaient pas la souveraineté, ils avaient au moins le protectorat; or, pas plus sous le protectorat que sous la souveraineté, les missionnaires et les résidents étrangers n'avaient le droit de troubler l'ordre. Dira-t-on encore avec lord Palmerston, soutenu cette fois par lord Aberdeen et par les feuilles anglaises, que M. Pritchard, bien qu'il eût amené son pavillon, n'avait pas cessé d'être consul de l'Angleterre? Qu'importe? Consul ou résident, il n'avait pas le droit de conspirer. S'il était consul, dites-vous, on ne pouvait le détenir ou même l'arrêter; son titre le rendait inviolable! On fait ici une

confusion : c'est en effet le privilége d'un ambassadeur d'être inviolable dans le pays où il représente son souverain ; s'il conspire, on peut le renvoyer, et non l'arrêter. Mais ce privilége n'existe pas pour les ministres plénipotentiaires, à plus forte raison pour les consuls. Le révérend M. Pritchard était-il donc ambassadeur d'Angleterre à Taïti ?

En France, pour venir au secours de M. Guizot, on a imaginé un autre texte d'accusation. Deux feuilles ministérielles ont insinué plus ou moins clairement que des réclamations légitimes pouvaient s'élever sur la durée et sur la rigueur de la détention. Cela mènerait au désaveu de M. d'Aubigny. Voilà l'expédient trouvé. Le bruit court que M. Guizot ne serait pas éloigné d'offrir cette satisfaction à l'Angleterre. S'il en est ainsi, M. Guizot serait bien mal inspiré. Où a-t-il vu que M. d'Aubigny se soit rendu coupable de procédés violents envers son prisonnier? On lit partout que M. Pritchard a été traité comme un prisonnier de distinction. De plus, M. d'Aubigny est connu pour un homme sage et modéré. Si des violences ont été commises, comment se fait-il que tout le monde les ignore, excepté M. Guizot? Quant à la durée de la détention, comment pourrait-on blâmer M. d'Aubigny d'avoir fait garder à vue M. Pritchard jusqu'au retour du gouverneur ? Du reste, cette pensée d'un désaveu partiel semble appartenir exclusivement à M. Guizot ou à ses journaux. Le ministère anglais ne paraît pas goûter cette demi-humiliation. Les feuilles de Londres qui ont distingué entre M. Bruat et M. d'Aubigny n'ont pas pris, dit-on, l'idée de cet expédient en Angleterre. Presque toute la presse anglaise demande que les deux officiers français soient désavoués.

Faut-il parler de ces révélations sinistres que les affidés de M. Guizot font tout bas à l'oreille? Il s'agirait, suivant eux, d'une insulte au pavillon anglais ! Voilà des gens bien informés ! Comment l'Angleterre ignore-t-elle ce qu'ils savent, et, si elle en est instruite, pourquoi garde-t-elle le silence sur un pareil fait? Pourquoi M. Guizot, de son côté, hésiterait-il à le révéler, ne fût-ce que pour simplifier sa situation ? Ces fausses rumeurs nous ont bien l'air d'être inventées pour éprouver les esprits, pour les troubler, et les préparer à l'idée d'une concession.

L'avenir nous dira quels sont les faits communiqués par lord Cowley à M. Guizot. S'ils présentent un caractère nouveau, nous les apprécierons ; s'ils s'accordent avec les détails publiés dans les feuilles anglaises et connus aujourd'hui de tout le monde, nous n'hésitons pas à déclarer, dès à présent, que les exigences de l'Angleterre n'ont rien de fondé. Lui accorder, sur de pareils motifs, la réparation qu'elle demande, ce serait une faiblesse sans excuse. Désavouer nos officiers lorsqu'ils ont fait leur devoir, lorsqu'ils ont montré de la prudence et de la fermeté, lorsqu'ils ont pris les mesures nécessaires pour épargner le sang de la France, lorsque, soutenus par une poignée d'hommes contre une population fanatique, ils ont su, à trois mille lieues de nous, garder fidèlement le poste confié à leur bravoure ; les rappeler, les frapper d'une disgrâce au moins apparente, lorsque leur conduite mériterait au contraire l'approbation du gouvernement, ce serait un acte déplorable. Rapproché du désaveu qui a frappé l'amiral Dupetit-Thouars, ce nouveau coup porté à notre marine aurait des conséquences funestes. L'idée s'accréditerait de plus en plus que le bras de la France ne s'étend pas au delà des mers pour soutenir ceux qui la servent avec honneur, que tout dévouement est méconnu, et que tout acte de vigueur est menacé d'un désaveu, s'il porte ombrage à l'Angleterre. Cette pensée jetterait l'inquiétude et le découragement chez nos marins. Le moment serait bien choisi de répandre de pareils sentiments sur notre flotte,

lorsque nous avons une escadre qui croise sur les côtes du Maroc, en présence des vaisseaux de l'Angleterre!

On ne peut se dissimuler toutefois que la position de M. Guizot est délicate. Les embarras lui viennent de la conduite qu'il a tenue jusqu'ici vis-à-vis du cabinet anglais. Il est placé entre une concession humiliante ou un énergique démenti brusquement donné à toute sa politique. L'alternative est cruelle; aussi M. Guizot paraît en proie à de vives perplexités. Il a perdu, dit-on, sa confiance accoutumée. On cite de lui des paroles empreintes d'un certain découragement. Il trahit ses inquétudes secrètes par des mouvements de dépit contre l'occupation de ces petites îles, d'un intérêt si méprisable à côté de la grandeur des débats qu'elles ont suscités. M. Guizot, sur ce point, ne peut accuser que lui seul. C'est chez lui qu'est née, à défaut de combinaisons plus glorieuses, l'idée bizarre de planter le drapeau de la France sur ces îlots lointains, dédaignés par l'avide Angleterre. Aujourd'hui même, après les tristes résultats de l'occupation de Taïti, on nous annonce que le pavillon français flotte sur les îles de Gambier. Demain, on nous apprendra l'occupation de quelque rocher désert, ignoré des navigateurs, dans les mers de la Chine. Voilà les conquêtes du cabinet. Cet établissement stérile de Taïti n'avait-il pas été critiqué dès le début par les esprits les plus sages? N'a-t-on pas montré la base fragile sur laquelle il reposait? N'a-t-on pas dit que le mode d'occupation institué sous le nom de protectorat serait insuffisant pour maintenir l'ordre dans une société sauvage, où la force exerce plus d'empire que les lois? N'a-t-on pas vivement blâmé l'institution de cette autorité indéfinie, privée des moyens nécessaires pour résister à la violence, et destinée par la nature même des choses à renier son principe, dès que son existence serait menacée? M. Guizot était prévenu. Il a méprisé les avertissements qu'on lui donnait. Aujourd'hui, toutes les prédictions faites sur l'établissement de Taïti se réalisent. Le conflit élevé entre la reine Pomaré et les autorités françaises avait déjà condamné le système du protectorat : la guerre allumée par le religionnaire Pritchard, le sang de nos soldats massacrés dans des embuscades, la conspiration flagrante des missionnaires et des résidents étrangers, les prétentions annoncées par le cabinet anglais, le soin de notre sécurité et de notre dignité, rendent désormais le protectorat impossible. Ou il faut trouver le moyen de se retirer de Taïti avec honneur, ou il faut prendre la souveraineté.

Il est triste de voir, au milieu de circonstances si graves, les singulières ressources que M. Guizot emploie pour raffermir sa fortune ébranlée. Lisez les feuilles anglaises : vous aurez le secret de ses combinaisons actuelles. Vous verrez où il cherche son point d'appui. La presse anglaise, pleine d'outrages contre la France, ne tarit pas d'éloges sur M. Guizot. De sir Robert Peel ou de M. Guizot, quel est le plus grand ministre? On s'évertue tous les jours de l'autre côté du détroit à résoudre cet important problème. M. Guizot serait le collègue de M. Peel qu'il ne serait pas mieux traité. Son éloquence, sa sagesse, sa gloire, sont un texte inépuisable de louanges. On ne devrait pas oublier son patriotisme. Si cependant toutes ces louanges venaient d'une source que M. Guizot pût avouer, si l'Angleterre en prenait seule la responsabilité, nous ne pourrions faire qu'une chose : plaindre M. Guizot d'être moins admiré chez nous que chez nos voisins; mais qui peut ignorer maintenant l'origine de ces apologies fastueuses que deux feuilles anglaises particulièrement insèrent dans leurs colonnes avec une complaisance si méritoire? C'est une chose sue de tout le monde. Depuis bientôt quatre ans, chacun en rit, M. Guizot peut-être tout le premier. Le procédé toutefois cesse d'être plaisant

dans les circonstances où nous sommes. Cette soif indiscrète des éloges de l'étranger, ce besoin de se faire célébrer dans les feuilles anglaises au moment d'un conflit diplomatique entre les deux pays, sont de nature à irriter la France, surtout lorsqu'elle rencontre dans ces mêmes feuilles, à côté des magnifiques hommages décernés à M. Guizot, des invectives grossières dirigées contre des hommes dont elle honore le caractère et les talents. Les éloges et les outrages seraient-ils donc de la même source? La plume qui rédige tous les jours le bulletin des victoires parlementaires de M. Guizot, qui vante sa fermeté et son courage, qui élève aux nues son génie politique, qui en fait l'homme d'état nécessaire à la paix du monde, serait-elle donc la même qui appelle M. Thiers un brouillon et un factieux, un esprit vide, un partisan de la guerre, et M. Molé l'indigne chef d'une lâche et méprisable faction, qui, de désespoir et sans scrupule, s'associe au parti de la guerre pour renverser M. Guizot?

Si M. Molé et M. Thiers pouvaient être sensibles à ces calomnies odieuses, une chose les consolerait : c'est de voir les éloges, communiqués ou non, que les feuilles anglaises prodiguent à M. Guizot, cruellement compensés par des paroles qui doivent lui causer un déplaisir amer. « Sans doute, a déclaré lord Palmerston dans le parlement, l'intérêt de l'Angleterre veut que M. Guizot reste ministre : c'est aussi l'intérêt de la France et du monde; mais, pour obtenir ce résultat, aucun ministre anglais ne doit sacrifier les intérêts et l'honneur de l'Angleterre. » Ce qui veut dire : nous reconnaissons volontiers que M. Guizot nous a rendu de grands services; mais, pour avoir notre appui, il faut qu'il continue de faire nos volontés. Quelle ironie sanglante et quelle injure! Peut-on stipuler plus outrageusement le prix moyennant lequel M. Guizot peut compter sur la bienveillance de l'Angleterre?

Quiconque, en France, s'est senti blessé par la menace calculée de M. Peel, quiconque déclare que les faits connus ne justifient pas les prétentions du ministère anglais, quiconque cherche à fortifier M. Guizot contre des réclamations injustes et contre les entraînements naturels de sa politique, quiconque le supplie de défendre énergiquement, selon sa promesse, l'honneur et les droits de notre marine, celui-là, des deux côtés du détroit, est accusé de vouloir la guerre. Dans les feuilles anglaises, comme dans les journaux ministériels de France, c'est le langage convenu. M. Molé, pour avoir parlé du sentiment national, est du parti de la guerre; M. Charles Dupin, pour avoir loué nos officiers de marine, veut la guerre. M. Billault veut la guerre. Sans doute M. Fulchiron, qui n'a pas parlé, mais dont l'émotion a été remarquée pendant le discours de M. Billault, est aussi du parti de la guerre. Avons-nous besoin de dire encore une fois que ce prétendu parti de la guerre n'existe pas? Avons-nous besoin de faire savoir au journal anglais qui s'est chargé si complaisamment de calomnier M. Molé, que l'ancien président du 15 avril est un des hommes dont la présence aux affaires sera toujours la garantie d'une paix honorable et digne entre les deux nations? Vouloir une alliance fondée sur une estime mutuelle et sur un respect réciproque, vouloir une balance égale dans les relations des deux pays, vouloir qu'il n'y ait pas, d'une part, un empressement indiscret, un abandon irréfléchi, source d'infériorité, et de l'autre une certaine présomption et une tendance à tout exiger, suite nécessaire de la facilité à tout obtenir; vouloir que le gouvernement de la France, imitant la prudence de l'Angleterre, ne se lie pas les mains à chaque instant, comme cela est arrivé pour la convention des détroits, pour le droit de visite, pour Taïti, pour le Maroc; vouloir, en un mot, du

côté de la France, dans ses rapports avec l'Angleterre, une politique qui sache garder son secret, qui reste indépendante sans être ombrageuse, qui soit un bouclier pour le pays, et vouloir, du côté de l'Angleterre, dans ses rapports avec la France, une politique plus mesurée dans son langage et dans ses actes, est-ce là vouloir la guerre? N'est-ce pas, au contraire, vouloir un système favorable à l'harmonie des deux peuples, le seul capable d'apaiser l'irritation causée par la fausse attitude de leurs gouvernements?

Ce système est celui des hommes que les journaux dévoués à la fortune de M. Guizot attaquent violemment aujourd'hui; il est facile de comprendre dans quel but. On les calomnie parce qu'on les redoute plus que jamais. On sait que leur entrée au pouvoir aurait l'assentiment de la majorité; les chambres, en se séparant sous une impression douloureuse, ont témoigné au cabinet des dispositions qui l'inquiètent vivement pour l'avenir. Plusieurs membres du parti conservateur n'ont pas dissimulé leur regret d'avoir laissé vivre le ministère en dépit des dissidences nombreuses qui les séparent de lui depuis longtemps. Ils ont exprimé des craintes, sinon sur les intentions réelles de l'Angleterre, qui rencontre du côté des États-Unis et de l'Irlande des motifs sérieux pour vouloir le maintien de la paix, du moins sur la marche même de M. Guizot, désormais engagé par ses fautes dans une voie où il lui est peut-être impossible d'arrêter le mal et de faire le bien. La couronne, dit-on, a daigné entendre de nombreuses confidences à ce sujet. Voilà ce qui nous a valu le plaisir de voir M. Guizot porté aux nues dans les feuilles anglaises, et ce qui a ressuscité tout à coup dans les journaux ministériels de Paris le fantôme du parti de la guerre!

La session est close en France; elle se termine en Angleterre. Les deux cabinets vont se trouver en présence. M. Guizot paraît penser que cette situation vaut mieux pour lui. Il aura plus de liberté dans ses mouvements; n'étant plus poussé par la tribune, il demandera du temps, et le temps, comme on dit, est un grand maître. Nous reconnaissons volontiers que M. Guizot peut se féliciter du départ des chambres, il a beaucoup de raisons pour cela. Le pays partagera-t-il son sentiment? C'est autre chose. L'attitude prise dès le premier jour par le parlement français était une garantie que les négociations seraient sagement et honorablement conduites tant qu'il serait assemblé. Fera-t-on librement en son absence ce qu'on eût été forcé de faire devant lui? L'avenir décidera cette question. Quoi qu'il en soit, M. Guizot nous permettra de considérer comme un heureux hasard que la question de Taïti soit venue en France la veille de la clôture de la session, au lieu du lendemain. Qui sait? sans les paroles de M. Charles Dupin, de M. Molé et de M. Billault, le *Moniteur* nous aurait déjà peut-être annoncé le rappel de M. d'Aubigny.

A côté de cette grave affaire de Taïti, la plupart des autres questions débattues entre la France et l'Angleterre ont perdu momentanément leur importance. Les explications données par lord Aberdeen sur l'affaire du Maltais de Tunis ont passé inaperçues. Il résulte cependant des paroles assez aigres de lord Aberdeen qu'il a été sur le point de demander à M. Guizot le désaveu de notre consul à Tunis. C'eût été l'occasion d'un nouveau conflit. Le coupable, jugé par un tribunal de Tunis, malgré l'intervention de notre consul, a subi sa condamnation. L'exécution ayant eu lieu, lord Aberdeen déclare qu'il s'est contenté d'adresser à notre gouvernement des représentations énergiques. Lord Beaumont eût voulu une réparation.

La question du droit de visite a été encore agitée. M. Guizot s'est prononcé d'une manière assez explicite à la chambre des pairs. Son langage, rapproché des

irconstances nouvelles, qui ne paraissent pas de nature à diminuer ses embarras dans cette question, mérite d'être remarqué. Il déclare qu'il a pris au sérieux le vœu national, et qu'il s'efforce de le faire prévaloir; il agit, dit-il, devant le cabinet anglais comme il a parlé dans les chambres. Les négociations sont ouvertes; il espère qu'elles auront atteint un résultat à l'ouverture de la session prochaine. Pour justifier cette espérance, M. le ministre des affaires étrangères a parlé des instructions que le gouvernement anglais vient d'adresser à ses croiseurs. Ces instructions sont sages; mais l'Angleterre, en les publiant, n'a rien fait pour alléger le fardeau de M. Guizot. La mission qu'il a reçue des chambres n'est pas de réclamer des améliorations réglementaires dans l'exercice du droit de visite; il a pris l'engagement d'en réclamer la suppression. Sur ce point, il n'a rien obtenu. L'opinion anglaise lui oppose toujours une résistance énergique. Son langage n'a pas varié depuis trois ans. C'est toujours la même manie de nous supposer des répugnances pour l'abolition de la traite, et de nous croire à la merci des passions coloniales. L'ambition maritime et commerciale, mal déguisée sous de vains prétextes de philanthropie, maintient ses exigences. L'orgueil britannique ne se dément pas. Récemment, un journal anglais, parlant des instructions données aux croiseurs, lesquelles ont tout simplement pour but de leur commander d'être polis en visitant les navires, déclarait que l'Angleterre ne peut pousser plus loin l'abandon de toute prétention à la suprématie maritime. Quelle condescendance en effet, et quel effort d'humilité! Les croiseurs anglais consentiront à changer leurs façons arbitraires pour des manières polies et mesurées : voilà ce qu'on appelle en Angleterre une concession immense! La marine anglaise veut bien désormais se montrer discrète dans l'exercice du droit de visite : c'est la preuve qu'elle abdique toute prétention à l'empire des mers! De pareilles dispositions, jointes à des difficultés politiques devenues si grandes pour M. Guizot, peuvent inspirer des doutes sur le succès des négociations qu'il poursuit pour obtenir la révision des traités. L'œuvre paraît au-dessus de ses forces. Cependant les chambres attendent l'accomplissement des devoirs qu'elles lui ont imposés. La France ne peut consentir à aliéner l'indépendance de son pavillon.

Si la France a ses embarras, l'Angleterre a les siens. Sans parler de ceux que nous lui donnons, bien malgré nous, et qui sont l'effet d'une politique dont nous souffrons pour le moins autant qu'elle, son attention est dirigée sur plusieurs points qui provoquent de sa part des réflexions sérieuses. Aux États-Unis, ses intérêts sont menacés. Pour se concilier les états de l'Union, elle leur a fait des concessions de territoire qui n'ont pas suffi à l'ambition américaine. Le territoire de l'Oregon devient l'objet d'un nouveau litige qui peut amener des complications graves. Ce n'est pas tout. La grande question qui divise l'Angleterre et l'Amérique est l'annexation du Texas. Source de rivalités et de déchirements dans le sein de l'Union, l'affaire du Texas, pour l'Angleterre, est une lutte d'intérêts commerciaux et maritimes avec les États-Unis. Si le Texas est annexé à l'Union, les états du sud, qui regorgent d'esclaves, en peupleront les déserts de cette vaste contrée, grande comme le tiers de la France; ce sera un nouveau marché destiné à la traite. Secondé par les habitudes rapaces et violentes des hommes du sud, l'esclavage se développera sur les bords du golfe du Mexique, et prendra possession d'un territoire d'où l'on ne pourra l'extirper que par la guerre. Ce sera un coup mortel porté à la politique abolitioniste de l'Angleterre. En outre, le voisinage de la race américaine sera funeste au Mexique; tôt ou tard la race mexicaine, faible et dégénérée, sera refoulée dans

l'isthme, et le commerce de l'Angleterre en éprouvera un dommage immense. Aussi l'annexation du Texas est l'objet d'attaques universelles dans les journaux anglais. Les agents de l'Angleterre, répandus dans les états de l'Union, fomentent la discorde entre les partis, et se mêlent ouvertement à une lutte violente, dont l'issue est encore douteuse. Chez elle, l'Angleterre trouve une plaie plus grande. C'est l'Irlande, la malheureuse Irlande, plongée aujourd'hui dans un morne abattement, prête à se réveiller demain, si la voix de son agitateur retentit, et à former autour de lui des rassemblements nombreux comme des armées. L'Irlande, du reste, par un singulier retour de fortune, pourrait être appelée à profiter des embarras présents de l'Angleterre. Le parti tory, son implacable ennemi, semble ne pas repousser l'idée qu'il serait temps enfin de fermer ses blessures. Un voyage de la reine en Irlande, un acte de clémence en faveur d'O'Connell et de ses amis, quelques mesures destinées à diminuer la misère du pays, voilà, d'après certains indices, le plan qui serait sérieusement discuté aujourd'hui, dans le but de calmer l'agitation du rappel, et d'étouffer les éléments d'une guerre civile. Le gouvernement de la Grande-Bretagne, devenu plus libre, fixerait alors ses regards vers les États-Unis et vers la France. S'il en devait être ainsi, nos démêlés diplomatiques avec l'Angleterre seraient moins regrettables. Ils auraient eu du moins pour résultat de mettre fin à la plus grande injustice qui ait jusqu'à présent flétri l'honneur d'un peuple.

Un autre point préoccupe encore l'Angleterre, c'est la Grèce. Son influence y est menacée par la chute probable de M. Maurocordato et de ses collègues. L'Angleterre devra s'attribuer en partie cet échec. M. Maurocordato, en entrant au pouvoir, annonçait un esprit droit, des vues libérales, de la modération, un patriotisme éclairé, sachant apprécier les véritables intérêts de la Grèce. Des conseils imprudents l'ont jeté dans une mauvaise voie. M. Lyons en sait quelque chose. Les circonstances vont donner à M. Piscatory un nouveau rôle. Il ne s'est associé sans doute jusqu'ici à M. Lyons que pour ne pas compromettre par des dissidences inopportunes l'œuvre difficile d'un gouvernement nouveau, incertain dans sa marche. Aujourd'hui, si M. Coletti triomphe, et s'il a, comme on l'annonce, la ferme volonté de rester indépendant de la Russie, la situation de M. Piscatory cesse d'être indécise. Son influence doit dominer. M. Lyons en acceptera-t-il la solidarité? Suivra-t-il à son tour l'exemple de prudence et de désintéressement que lui a donné le ministre de France? Ceux qui connaissent M. Lyons et les instructions qu'il reçoit de l'Angleterre n'osent pas l'espérer.

L'opinion, en France, s'est occupée du voyage de M. de Nesselrode à Londres. M. Billault en a parlé à la tribune. Le diplomate du Nord va-t-il remercier l'aristocratie anglaise de l'accueil empressé qu'elle a fait à l'empereur Nicolas? Va-t-il, à la faveur des démêlés récents de la France avec l'Angleterre, reprendre l'œuvre de M. de Brunow? A-t-il reçu l'ordre de se concerter avec le cabinet anglais sur les questions de l'Orient, de la Grèce et du Maroc ? Nous ne pouvons dire qu'une chose à ce sujet : c'est que le moment du voyage est admirablement choisi. Nous pensons que cet incident diplomatique n'est pas indigne de l'attention des gens sérieux.

Pendant que M. de Nesselrode est à Londres, on se demande en France si le roi Louis-Philippe ira voir en Angleterre la reine Victoria. On ne peut se dissimuler que l'affaire de Taïti a rendu ce voyage assez problématique. Si la réparation que l'Angleterre exige est accordée, le voyage sera peu populaire en France; si la réparation est refusée, l'accueil de l'Angleterre ne pourra pas être très-empressé.

Néanmoins, les personnes qui se prétendent bien informées persistent à dire que le voyage se fera au mois d'octobre. S'il se fait, puisse-t-il avoir du moins un résultat sérieux! Puissent les deux couronnes, noblement inspirées, comprendre que l'alliance des deux peuples, pour être solide, doit revêtir un autre caractère; qu'il faut la faire sortir de ce cercle étroit où on l'a renfermée; que les deux gouvernements s'abaissent dans cette politique d'observation mutuelle, de surveillance réciproque et de prétentions mesquines, que l'on a voulu nommer l'entente cordiale! Lorsque, le lendemain de la révolution de juillet, l'Angleterre et la France, marchant de concert, protégeaient le réveil des institutions libres en Belgique, en Portugal, en Espagne, leur union était plus puissante qu'aujourd'hui, et on n'avait pas cependant songé à lui donner une dénomination pompeuse. Elle était forte, parce qu'elle reposait sur de grands intérêts. Elle avait une base; or, c'est justement ce qui manque aujourd'hui, avec le seul intérêt d'avoir pour ministres d'un côté M. Peel, de l'autre M. Guizot, vous ne ferez pas ce qui peut s'appeler légitimement une alliance entre deux peuples. Vous ne ferez qu'un contrat entre des ambitions égoïstes. Voulez-vous unir solidement l'Angleterre et la France, associez-les dans une grande cause; cherchez pour elles une grande entreprise, qui soit l'objet d'une émulation généreuse. Alors les passions des deux peuples, ainsi poussées au dehors et dirigées vers un noble but, produiront une intimité forte et durable, au lieu de ces tiraillements perpétuels et de ces malentendus que nous voyons aujourd'hui.

On annonçait, depuis plusieurs jours, la paix avec le Maroc; on disait que l'empereur accordait à la France les satisfactions demandées; on ajoutait qu'un courrier, parti hier de l'hôtel des affaires étrangères, était allé porter à Madrid, au duc de Glucksberg, les pouvoirs nécessaires pour ratifier les conventions arrêtées par notre consul, M. de Nyon; la paix semblait certaine, et voilà que tout à coup on apprend ce soir, à Paris, qu'une dépêche télégraphique vient d'apporter la nouvelle du bombardement de Tanger. Les satisfactions offertes par l'empereur n'ayant point paru suffisantes, M. le prince de Joinville, dit-on, a bombardé les défenses de la ville. On assure que la place renfermait quatre-vingts pièces de canon et un matériel de guerre considérable. Le prince de Joinville aurait renversé les fortifications établies par les Marocains du côté de la mer. En l'absence de tous renseignements officiels, nous ne voulons pas calculer aujourd'hui la portée d'un événement si grave et si imprévu.



DES

TENDANCES LITTÉRAIRES

EN ANGLETERRE ET EN AMÉRIQUE.

CARLYLE ET EMERSON. — HISTORIENS, ROMANCIERS ET POËTES. — ABAISSEMENT INTELLECTUEL. — ROMANS DE FREDERIKA BREMER. — CORRESPONDANCE DE ROBERT BURNS. — LITTÉRATURE ET MOEURS AMÉRICAINES. — FUSION DES RACES. — SYMPTOMES DE L'AVENIR.

Il semble difficile aujourd'hui d'isoler la littérature d'un peuple et de la soumettre à une analyse spéciale, tant les produits de l'intelligence sont partout confondus et mêlés. Une nappe de lumière égale et pâle est répandue sur l'Europe et sur le monde. Les livres ont beau venir de loin, ils sont frères ; nous les savons par cœur. Cet *annuaire* imprimé au cap de Bonne-Espérance, ce recueil de *poésies* par un colon australasien, cet *almanach* imprimé à Surinam avec de petits contes, ce traité de littérature écrit plus loin que le Canada, du côté des glaces ; ce pamplet publié à Toronto, ville peu connue et florissante des États-Unis, tous ces livres nouveaux n'ont rien de neuf, de destinct et de marqué. Ils ressemblent à tout et se ressemblent complétement. Londres, Paris, Java, Surinam, Pittsburgh et Halifax donnent les mêmes fruits, d'une saveur fade et aigrelette, avec des qualités utiles, faciles aux estomacs paresseux, mais peu nourrissants, sans élévation, sans fraîcheur, ne portant pas à la tête ; quelque chose d'honnêtement sain, comme ces liqueurs qui ne font pas faire de folies, qui abreuvent sans danger et coûtent peu.

Les originalités tranchées, les livres qui ressortent du caractère intime et spécial de l'écrivain, disparaissent chaque jour. Je ne vois en Amérique que le philosophe Emerson, et en Angleterre Carlyle, qui se détachent de la masse par une physionomie puissante et neuve. C'est toujours cette monnaie des talents, dont l'équivalent nous arrive en petites pièces, et en petites pièces sans effigie. Tout est vulgaire, rien n'est exécrable. La plupart des romans anglais dévident plus ou moins adroitement le fil d'un récit qui devrait occuper vingt pages, et qui en usurpe neuf cents. Une miss Agnès Strickland, que Dieu bénisse ! est à son septième volume des *Reines d'Angleterre* (1), et n'a pas atteint une époque plus moderne que 1610. Jugez de la place que ce procédé lui réserve pour les XVII[e], XVIII[e] et XIX[e] siècles. Miss Louisa Costello, femme de talent, ne traite guère moins librement les *Femmes illustres d'Angleterre* (2). La littérature de la Grande-Bretagne roule doucement sur cette pente de décadence que nous avions depuis longtemps mesurée de l'œil. Il semble que tout se rapetisse et dégénère. Les derniers débats de la chambre des communes ont quelque chose de puéril et de froid ; les conquêtes même de lord Ellenborough dans l'Inde se sont teintes d'une emphase ridicule et d'un orientalisme qui pourrait passer pour une parodie ; les théâtres n'existent plus que pour mémoire. Macready, Bulwer, mistriss Gore, Sheridan Knowles, Young, Kemble, tous les talents du théâtre et de la presse se sont en vain ligués pour rendre vie à la muse comique et tragique. Pas un poëte nouveau, tout semble épuisé. Carlyle seul maintient sa position singulière de chef intellectuel et mystique dans un pays pratique et commercial ; encore son dernier ouvrage (*Past and Present*) semble-t-il annoncer le relâchement précoce de ce talent peu commun ; il se répète déjà et se perd dans l'image. Sa doctrine cependant fait des prosélytes, Emerson la propage en Amérique.

Elle courrait risque de passer auprès des esprits légers pour vague et inexplicable ; on pourrait l'accuser d'une contradiction flagrante. Carlyle et Emerson sont démocrates, si l'on entend par ce mot la sympathie avec l'humanité, l'intérêt porté au bien-être des masses. Ils sont aristocrates, si l'on appelle aristocratie l'amour de la supériorité intellectuelle, le respect de l'idéal, la vénération pour tout ce qui représente la dignité et l'élévation de l'homme. Ce parti, qui n'est pas encore formé, échappe aux dangers et aux ruines de ces vieilles institutions qu'on ne peut espérer de reconstruire ; il se détache aussi des illusions de l'avenir et des crédulités du présent. Il ne prend pas la brutalité pour la force et l'activité physique pour le progrès ; il n'espère pas raviver les fantômes de la chevalerie et du moyen âge. Carlyle et Emerson ne croient ni à la régénération par les missionnaires protestants ou autres, ni à la toute-puissance de la statistique. Ils n'ont foi en aucune panacée ; l'organisme doit sortir un jour du désordre moral et de l'affaissement intellectuel ; telle est, selon eux, la loi divine. Mais cet organisme ne sera pas pour les temps futurs ce qu'il a été pour les temps écoulés.

Carlyle, bien supérieur à son élève, traverse sans crainte cette forêt d'additions, de soustractions et de colonnes, de promesses et de théories dont l'ombre épaisse nous environne, et va droit au fait. Chez Emerson, le penchant démocratique est très-prononcé ; chez Carlyle, le respect pour le passé se maintient avec énergie. Il y a des vues hasardées ou incomplètes, mais un style ardent et net dans le livre

(1) *The Queens of England*, by miss Agnes Strickland ; 1843 et 1844.
(2) *Memoirs of eminent English Women*, by miss Louisa Stuart-Costello ; 1844.

d'Emerson intitulé *Essays;* le dernier ouvrage de Carlyle, *Past and Present*, s'élève plus haut. On y reconnaît le même coup d'œil sagace et prophétique qui distingue ses précédents ouvrages, *Hero-Worship, Chartism, the French Revolution*, et sa première œuvre, *Sartor resartus.*

Nous reparlerons bientôt d'Emerson, quand nous le retrouverons parmi les poëtes américains ; il a d'ailleurs trop peu écrit pour nous occuper longtemps. Nous nous sommes plusieurs fois expliqué (1) sur la valeur intrinsèque et la forme attaquable, mais brillamment audacieuse, de ce Thomas Carlyle, qui nous semble marcher à la tête des penseurs anglais, — à leur tête, en dehors du groupe. — Assurément sa destinée n'est pas accomplie. C'est un demi-Écossais, un *borderer*, ou homme des limites de l'Écosse et de l'Angleterre, né au milieu de ces ravines pittoresques et de ces vallées sinueuses entremêlées de cascades bondissantes et de rochers abruptes qui séparent l'Angleterre de l'Écosse. Le village d'Ecclesfechan, dans le comté d'Annandale, à la fois civilisé par le voisinage de l'Angleterre et sauvage par sa situation dans une gorge de montagnes, regardait comme son oracle le père de Carlyle, fermier riche, et dont la veuve, une *maîtresse-femme*, à ce que dit son fils, existe encore, et s'enorgueillit de la renommée acquise par Thomas. Le fils, intelligence originale, traversa, comme il arrive souvent aux hommes supérieurs, plusieurs zones d'études et de pensées avant de trouver sa voie définitive ; on dut le prendre pour inconstant, parce qu'il était vaste. Élevé pour l'église, inscrit sur la liste des élèves d'un collége écossais, il s'éprit d'abord des sciences exactes, où il excella, ensuite de la jurisprudence, qu'il étudia à fond, enfin de la métaphysique, qui le conduisit à l'étude sérieuse de la philosophie allemande. Ainsi la connaissance pratique de la vie résultait pour lui de la rustique simplicité de sa jeunesse; il devait l'habitude de la précision à la science des nombres, la subtilité des déductions aux arguties de la chicane, et la profondeur rêveuse de ses nouveaux maîtres venait se mêler à cet extraordinaire mélange; ces derniers le séduisirent jusqu'à l'enivrer.

La route des esprits médiocres et des talents ornés est bien plus directe; Pascal, Leibnitz et Goethe essaient longtemps leurs forces et traversent obliquement vingt régions contraires avant de tracer le cercle qui les circonscrit. Leur apprentissage semble une erreur et un voyage au hasard ; c'est une douleur et une exploration. « Longtemps, dit Carlyle dans son étrange style, je me suis adressé cette question : Possèdes-tu en toi-même une certaine faculté, un certain germe, une force propre que tout le monde n'a pas, ou bien es-tu tout simplement la plus complète nullité de ces temps modernes ? Comment répondre? O terrible incrédulité, de ne pas croire en soi-même ! Et je n'avais pas foi ! Comment l'aurais-je eue? Récemment le ciel avait paru s'ouvrir à mes yeux ; j'avais aimé ardemment et en vain; le paradis, se refermant tout à coup pour moi, ne m'avait laissé que le sentiment du désespoir et le mépris de moi-même. Je ne savais que faire de la grande énigme de la vie spirituelle, et le mystère de la vie pratique m'échappait également; je ne faisais pas le plus léger progrès dans le monde, partout ballotté, méprisé, repoussé, honni des hommes. Perdu dans cette foule menaçante, chiffre isolé au milieu de cette multiplication infinie, sans pouvoir, sans force, sans avenir, il me semblait que je n'eusse d'autre faculté que celle de voir, et de voir ma propre misère. Les hommes me pressaient de toutes parts, et je me sentais éloigné

(1) Voyez *Thomas Carlyle* dans la *Revue des Deux Mondes* d'octobre 1840.

d'eux, séparé de la foule par des murs d'airain, murs invisibles. Un enchantement douloureux me condamnait à vivre, à aimer, à penser isolé de tout ce qui vit, de tout ce qui aime, et de tout ce qui pense. Y avait-il dans ce vaste monde un cœur fidèle sur lequel je pusse reposer mon cœur? Oh non! mon Dieu, pas un! Je restai donc, le mépris dans la pensée, la douleur dans l'âme, un sceau de silence sur les lèvres, muet au milieu de cette succession changeante d'amis prétendus: âmes avides et vénales, cœurs ridés, tout prêts à profiter de mes fautes, et auxquels je dérobais soigneusement ce que rêvait mon cerveau, ce que mon âme souffrait. Dans ces circonstances-là, ce qu'on a de mieux à faire, c'est de parler peu, de se tenir bien clos et couvert et de n'emprunter jamais sa conversation qu'aux papiers publics; de la sorte on ne court aucun risque. Oui, quand je regarde en arrière, je m'étonne d'avoir pu vivre ainsi; hommes et femmes, même en me parlant, n'étaient que des images, et, dans le commerce habituel de la vie, je ne sentais plus de cœurs battre auprès de moi; des marionnettes rapaces de bois et de métal m'environnaient de toutes parts. Solitaire, je marchais au milieu de leurs rues et de leurs assemblées, dévorant dans ma caverne, comme le tigre, non pas les autres, mais mon propre cœur, et sauvage comme lui dans ses solitudes indiennes. »

Cette biographie secrète de l'isolement inévitable dans les premières luttes du génie est pathétique à faire trembler. On voit à quelle profondeur Carlyle rencontre ce mélange d'émotions contenues et de pensées métaphysiques qui, jaillissant en images, constituent son originalité spéciale. Goethe, Jean-Jacques Rousseau, Mme de Staël, Schiller, ont laissé des traces dans cette intelligence, d'ailleurs spontanée. Il publia d'abord, en 1824, une traduction fidèle de l'*Apprentissage de Wilhelm Meister,* puis une série de contes et de romans allemands en quatre volumes. Collaborateur du *Fraser's Magazine,* il fit sa route, comme tous les talents réels, contre vents et marée; quand il se vit appuyé par le public, grand protecteur des mérites véritables, il alla voiles déployées, et s'abandonna plus librement à cette humeur fantasque si rarement unie à la solidité de la pensée, rayon de soleil qui se brise et se joue sur les eaux de la mer profonde. Ce fut alors qu'il écrivit pour le *Fraser* une rêverie bizarre, où les formes des gouvernements, des institutions et des arts, sont comparées aux vêtements qui se modèlent sur la taille de l'homme; l'histoire de ces vêtements, à la fois symboliques et nécessaires, variables et réductibles à des types communs, c'est le *Sartor resartus,* qu'il faut relire au moins cinq fois pour le comprendre un peu, et qui prouve que l'imagination de Carlyle était alors remplie des plus subtiles vapeurs allemandes. D'autres recueils, et spécialement le *Foreign Quarterly Review,* s'attachèrent cet écrivain original, et Carlyle, qui n'avait pas dépensé sa jeunesse en pages futiles, n'eut qu'à faire jaillir de sa veine les pensées, les images qui s'y étaient accumulées pendant les solitaires méditations dont il a tracé le tableau. C'était un étrange style et bien incorrect. Le trop-plein de ses idées et de ses souffrances se déversa ainsi dans une série d'articles où la pensée philosophique se cache sous une forme hétéroclite, allemande et anglaise; — c'est tantôt Sterne, tantôt Jean-Paul, quelquefois Goethe; — la chimie, l'astronomie, l'algèbre, jetées pêle-mêle et confondues. Je ne pourrais mieux le comparer qu'au style de Mirabeau père, *l'ami des hommes*, que Carlyle lui-même a si bien caractérisé : « Un style riche et richement extravagant, dit-il, plein de nouveauté, de vigueur, de soleil et d'ombre, — étincelant sous sa cuirasse de métaphores et sous les triples écailles de ses images extraordinaires, disloqué, tortueux, mystérieux, — des vapeurs molles sur des angles de montagnes, et des

rayons de soleil dans des trous profonds, avec une veine de satire cachée que le XVIIIe siècle ne comprenait pas. La pâture était trop forte pour ces jeunes et aimables enfants. »

Carlyle fit paraître en 1837, et toujours dans le même style, *French Revolution, a history;* en 1839, ses *Essais,* et une brochure intitulée *Chartism;* en 1841, ses leçons sur *le Culte des Héros,* et, tout récemment, *le Présent et le Passé.* C'est dans l'*Histoire de la Révolution* que brille le plein soleil de son talent et de sa vigueur; mais c'est à ses autres ouvrages, un peu affadis et amollis quant à la forme, qu'il faut demander le développement de ses doctrines et leur application au temps actuel et à l'avenir. *Le Chartisme* offre l'analyse pittoresque des maladies sociales que l'accroissement démesuré de l'industrie et du commerce entraîne après lui. Il étudie cet anévrisme commercial comme un médecin qui reconnaît que la force de la vie s'est accumulée sur un seul point d'une façon dangereuse. La vapeur lumineuse de son style agrandit les objets par une sorte de mirage fantastique, mais ne les dissimule ni ne les voile. Ses admirateurs devenaient nombreux, et, sous l'éloquence ardente de ses livres, on crut deviner l'orateur ; on se trompait. L'intensité et la nouveauté, les deux qualités principales de sa pensée et de sa forme, deviennent des défauts quand il s'agit d'émouvoir les masses par l'électricité de la parole. Ses leçons publiques sur *le Culte des Héros (Hero-Worship)* eurent peu de succès, et l'on n'en reconnut la valeur que lorsqu'elles furent imprimées. C'est encore un singulier ouvrage, mais dont la pensée première est profonde. Le philosophe y étudie, l'une après l'autre, toutes les espèces d'hommes qui ont dirigé l'humanité, comme poëtes, législateurs, rois, guerriers, fondateurs de religions, et il prouve que, malgré les nuances des temps, des conditions et des lieux, leur force, essentiellement la même, consiste dans une sympathie innée avec leur époque et l'humanité. Dans cet ouvrage comme dans les précédents, l'esprit pratique de l'Anglo-Écossais contracte alliance avec l'idéalisme allemand. Le style en est moins pénible, mais il est aussi moins coloré et plus lâche que celui du *Chartisme,* inférieur lui-même aux *Essais,* qui ont paru après l'*Histoire de la Révolution française,* et qui sont loin de la valoir.

Past and Present, le dernier ouvrage de Carlyle, complète le développement de ses doctrines politiques. La conquête féodale, désordonnée, sanglante, inhumaine, et s'organisant peu à peu d'elle-même, sous la lumière et la chaleur de la sympathie et de la charité chrétiennes, telle est la première partie du livre de Carlyle : c'est le passé. La nouvelle conquête industrielle, commerciale, démocratique, à peine achevée aujourd'hui, entraînant mille dangers, affaiblissant l'intelligence, détruisant les arts, livrant à la matière un règne souverain et passager, puis s'organisant d'elle-même avec lenteur et difficulté, mais certitude et grandeur, telle est la seconde partie : c'est le présent. Peut-être tout cela est-il un peu rapide et ébauché, et l'on voudrait qu'un esprit aussi remarquable ne se laissât pas emporter à l'allure violente du pamphlet. On peut lui reprocher encore des couleurs criardes, une mise en scène qui cherche le drame, un défaut de sobriété et de simplicité; ces défauts ont accru sa popularité et lui ont fait un public. Les têtes de cette capacité sont rares, et il est difficile de se montrer à la fois moins dogmatique et plus fécond en idées nouvelles que Carlyle.

La première partie de son œuvre est occupée par un tableau du moyen âge. Pour présenter, dans sa vérité, l'ère féodale et la vie intime des couvents au XIIe siècle, s'est servi d'une publication archéologique fort curieuse, que la société Camden

vient d'éditer (1). Ce document, retrouvé dans les parchemins du Musée britannique, est l'œuvre d'un moine contemporain du roi Jean, qui se nommait Jokelyn de Brakelond, et qui l'a écrit en latin. Au lieu de s'en tenir aux maigres détails dont la plupart des chroniqueurs se contentent, Jokelyn a tout observé, et tout redit, ses jugements sur l'abbé, ses petites querelles personnelles, ses opinions sur la science et la politique du temps; il a été aussi minutieux qu'intéressant : de cet égoïsme heureux est résulté le tableau du monastère de Saint-Edmondsbury, de son économie domestique, de ses revenus, de ses révolutions intérieures et de ses habitants. Le livre est utile, unique, charmant. Le bien et le mal y sont dits avec ingénuité; Jokelyn, aussi bavard que Pepys ou le marquis de Dangeau, avec plus de bon sens, a sur eux l'avantage de nous entretenir d'une époque et de choses inconnues; il s'ennuie, se console la plume à la main, et nous fait passer en revue les moines, les paysans, le bon abbé Sampson, Hugues l'abbé paresseux, les seigneurs et leurs femmes ; on aperçoit des abus, mais on est ému des grandes actions naïves qui compensaient les torts de cette merveilleuse époque. On vit de la vie du couvent au XII[e] siècle. Cet abbé Sampson, qui ne dirigeait qu'une communauté, eût été un grand monarque ; on admire son énergie réformatrice, son économie sans mesquinerie, son goût pour les arts; il faut le voir siéger comme juge dans sa grande salle, écouter les plaideurs et rendre des sentences pleines d'équité. Ce roitelet ecclésiastique qui se fait obéir, aimer, servir, qui civilise la barbarie et donne la vie et l'ordre à une province, curieux portrait qui ne se trouve que dans le *Mémoire de Jokelyn,* prouve bien ce que nous avions soupçonné, que l'organisation politique et administrative du moyen âge émanait en grande partie du clergé.

Carlyle a employé les détails de ce vieux tableau de famille pour montrer comment les plus mauvaises époques se rachètent et comment se corrigent d'eux-mêmes, par la seule force de vitalité qui réside au fond des sociétés humaines, les plus effroyables abus. Ainsi, le principe de charité et d'ordre, représenté par le bon abbé Sampson, finit par triompher de l'élément de désordre et d'oppression, qui avait pour représentant son prédécesseur, l'abbé Hugues. Cette évolution graduelle de l'anarchie à l'harmonie est la véritable clef de l'ouvrage auquel elle prête un intérêt puissant, et il n'y a pas de détail, tel minutieux qu'il soit, que l'on ne suive dans cette chronique avec une attention soutenue. « Par exemple, dit le chroniqueur Jokelyn, grand admirateur de Sampson, son prédécesseur Hugues l'avait fait emprisonner ; Sampson, après son élection, appela le serviteur que l'on avait chargé de lui attacher des fers aux mains et aux pieds et lui assigna une pension pour la vie. Cette charité fut cause que les moines chantèrent trois messes en son honneur. Il envoya aussi chercher maître Walter, fils de maître William de Dissy, et lui dit · « Ton père était maître des écoles quand je n'étais, moi, qu'un pauvre clerc ; il me donna l'entrée libre et gratuite de son école, et le moyen d'apprendre ; aussi. moi, je te concède, pour l'amour de Dieu, la vicairerie de Chevington. » Charitable et bienveillant, Sampson se montrait sévère pour ceux à qui la charité manquait. Deux chevaliers de Risby, l'un nommé William et l'autre Norman, avaient à lui payer chacun vingt shillings de redevance par année. Les ayant cités devant lui : « Quand je n'étais qu'un moine cloîtré, leur dit-il, on m'envoya à Durham pour les affaires de notre église et je m'égarai en route. Je passais

(1) *Jokelyn of Brakelond, a memoir,* translated by T. E. Tomlins, etc.

par Risby, la nuit était venue; lord Norman me refusa l'hospitalité, lord William me l'accorda très-gracieusement. Les vingt shillings de lord Norman, je les exige. Je prie lord William d'agréer mes remercîments et de garder les vingt shillings qui me sont dus. » Il y a mille traits de cette espèce dans la petite chronique du moine; on est surtout frappé, en la lisant, de l'autorité des bourgeois, de leurs prétentions, de leur puissance, et l'on s'étonne de trouver, sous ce règne d'une féodalité belliqueuse et oppressive, tant de germes de liberté et de si vigoureux symptômes de civilisation. Le voyage de Sampson à Rome fournit au chroniqueur des anecdotes qui peignent à merveille la situation, aujourd'hui peu connue, de la métropole catholique au XII[e] siècle. « Il n'y avait rien de plus fréquent, dit Jokelyn, que de voir à Rome des cadavres de prêtres mutilés par l'un et l'autre parti. Le pape Octavien et le pape Alexandre avaient tous deux leurs partisans qui ne se ménageaient pas; mais tous avaient peur des Écossais, qui étaient des hommes farouches et sans pitié. Porteur de lettres du pape Alexandre, je laissai pousser ma barbe, pris à la main une pique écossaise, et me déguisai entièrement comme un Écossais, ayant soin de ne parler que par menaces et avec colère, comme les gens de ce pays. On croyait alors que j'étais un pauvre Écossais revenant de Rome à Canterbury et n'ayant aucune affaire à traiter avec l'un et l'autre pape. Cependant, quelques officiers sortant d'une forteresse soupçonnèrent que je les trompais, m'arrêtèrent, se mirent à visiter mes haillons, mes bas et jusqu'à mes souliers, que je portais sur mon épaule à la façon des Écossais, et ne me renvoyèrent que cette fouille terminée. Ils ne furent guère plus avancés. J'avais saisi dans ma valise et caché dans le creux de ma main les lettres d'Alexandre, qui, se trouvant pressées contre une petite cruche dans laquelle j'avais mis du vin, échappèrent à tous les regards, pendant que je brandissais ma cruche, dont j'avalai une bonne gorgée. Grâces soient rendues à Dieu et à saint Edmond! j'échappai sain et sauf. » — Mille pages arrachées à nos romans historiques n'équivaudraient pas à ce détail simple et à cette scène naïve.

L'érudition a donc fait une bonne œuvre en déterrant ce manuscrit, à peu près unique dans son espèce; les contemporains de Jokelyn aimaient mieux agir qu'analyser, et le détail des actes de la vie monacale ne se trouve guère reproduit ailleurs. Il y a plus d'originalité et d'intérêt dans ce vieux fragment que dans quelques histoires locales publiées nouvellement et remplies de détails souvent puérils. Si l'on doit les consulter, c'est moins pour y trouver de nouveaux faits que pour signaler l'esprit moderne qui les anime et certaines révélations de l'avenir. Au nombre des plus curieux symptômes se place un fait notable, l'affaissement de l'esprit calviniste dans son sanctuaire même, en Écosse. La *Vie de Montrose* (1), par Napier, et l'*Histoire de Saint-André* (2), du docteur Lyon, sont dictées par un esprit contraire à Knox ; Calvin, le grand-prêtre de l'Écosse, y est maltraité. Fusion des sectes, affaiblissement des doctrines, aplanissement de l'Europe, ces symptômes, observés depuis longtemps, continuent. Où mènent-ils l'Europe? Dieu le sait. Ce qui est indubitable, c'est que les âmes presbytériennes se seraient insurgées en masse, il y a vingt ans, contre le demi-catholicisme dont le *puseyite* M. Lyon se fait gloire aujourd'hui.

Observons donc ce mouvement nouveau qui dérive du XVIII[e] siècle et qui est

(1) *Montrose's Life and Times*, etc. Edinburgh, 1843.
(2) *History of Saint-Andrews*, by the rev. C. J. Lyon. Edinburgh, 1844.

important pour l'avenir; il prête de la valeur à ces monographies. Saint-André, dont M. Lyon a rédigé les annales, est une petite ville antique située sur un promontoire qui commande à la fois la mer d'Allemagne et le *Frith* de Tay. Saint-André passe pour avoir servi de point de ralliement aux premiers missionnaires chrétiens qui allèrent civiliser ces régions inconnues et barbares. La réforme religieuse fit de sa belle église gothique un monceau de ruines; depuis lors, il ne fut guère question dans le monde de ses *wynds* ou allées sinueuses, de ses maisons étranges avançant dans la rue par la pointe ou par le côté, et aussi magnifiquement chenues que les maisons de Rouen les plus décrépites. M. Lyon, ministre de l'église anglicane, a donc fait récemment l'histoire de ces vieux édifices, et en passant il a écrit celle des moines, des abbés, des prieurs et des évêques. Quand il traite de la révolution ecclésiastique opérée en 1550, de Knox, de Marie Stuart, de Melville et du protestantisme républicain, si funeste à Charles Ier, il s'écarte de toutes les données convenues et orthodoxes du *kirk* presbytérien; pas une erreur ou une violence protestante qu'il ne mette en lumière; il ne passe rien aux réformateurs adorés en Écosse, Bossuet ou Bellarmin n'eussent pas mieux fait. C'est comme si la satire de Rome s'imprimait au Vatican, et l'on ne s'attendait guère à voir la réforme battue en brèche par son avant-garde. Ceux qui ne voient pas seulement dans les livres un sujet de déclamation ou d'insignifiante analyse, mais qui aiment à y reconnaître les signes du temps et les présages inattendus, trouveront ici un sujet de réflexion grave, qui d'ailleurs coïncide avec l'affaiblissement général des doctrines et des idées à travers le monde.

L'histoire proprement dite n'a pas produit d'ouvrages éminents; Fraser Tytler vient de terminer son *Histoire d'Écosse*, un peu dénuée de couleur (1) mais riche de documents originaux. Je ne citerais pas les *Mémoires de l'amiral Saint-Vincent*, publiés récemment par Tucker (2), et sa *Vie, suivie de sa Correspondance* (3), par Brenton, si ces deux ouvrages diffus, assez médiocres, et qui n'ont d'intérêt que pour la marine anglaise, n'éclairaient quelques parties curieuses de l'histoire britannique dans les derniers temps. Ces notices biographiques, relatives à l'un des plus sévères chefs maritimes dont l'Angleterre honore le souvenir, donnent beaucoup de détails sur les révoltes de matelots que cet amiral fut obligé d'étouffer, et sur les terribles moyens qu'il employa pour rétablir la discipline sur les flottes anglaises. En lisant dans le premier de ces deux ouvrages à quelles extrémités le chef de l'amirauté fut réduit, et quelle terreur la révolte des équipages inspira à l'Angleterre, on ne peut s'empêcher de penser à la prodigieuse force d'équilibre et de combinaison qui soutint si longtemps l'édifice colossal de la grandeur britannique. Surveillance, activité, énergie de tous les moments, pas un acte donné au hasard, pas une minute livrée à l'imprévoyance, pas une faute qui ne soit punie avec une inflexible cruauté : ce sont là les conditions de ce pouvoir aussi fragile qu'il est grand.

Vers la fin du XVIIIe siècle, au moment où la révolution française expirante et l'astre de Napoléon, qui s'élevait, menaçaient l'Angleterre d'une ruine qui paraissait inévitable, l'Irlande, ulcère toujours sanglant, achevait de compromettre une

(1) Huit volumes in-8°. Edinburgh, 1839 à 1844.

(2) *Memoirs of adm. the R. H. the earl of Saint-Vincent*, by Jedediah Stephens Tucker; 2 vol. 1844.

(3) *The Life of earl Saint-Vincent*, by E. P. Brenton; 2 vol. 1839.

situation qui n'a jamais été présentée par les Anglais eux-mêmes dans toute la gravité de son péril. La discipline sur les vaisseaux anglais était d'une dureté excessive; les Irlandais s'y trouvaient nombreux, et les rapports que ces derniers avaient eus à Cadix avec des prêtres catholiques et avec des émissaires de la France républicaine avaient fomenté leurs espérances. L'insubordination s'était mise dans tous les équipages; un capitaine Maitland, à qui un lieutenant refusait d'obéir, le tua sur place d'un coup de poignard, et fut acquitté « comme ayant agi, dit la sentence, avec trop de précipitation sans doute, mais avec succès et avec courage! » tant la discipline des matelots, une fois ébranlée, paraissait devoir compromettre le pays. Peu de temps après, un matelot ayant été condamné à mort pour désobéissance, Saint-Vincent, qui ne prit ce titre qu'après le combat de Saint-Vincent et dont le véritable nom était Jervis, ordonna que l'équipage du navire auquel ce matelot appartenait exécuterait la sentence; c'était soumettre à la plus cruelle épreuve ces hommes qui partageaient la révolte de leur camarade. « — Commandant, dit le capitaine du *Marlborough* à Jervis, jamais mes hommes ne laisseront de tels ordres s'exécuter. — Ah! prétendez-vous donc, interrompit Jervis, ne pouvoir plus maintenir la discipline sur le *Marlborough?* Dans ce cas, j'enverrai tout à l'heure un officier qui s'en chargera. — Mais au moins vous pourriez charger de l'exécution l'équipage des autres navires; c'est la coutume, et je crains que mes hommes se refusent... — Capitaine Ellison, reprit Jervis après une pause et un sévère silence, vous êtes un vieil officier, qui avez beaucoup servi; vous vous êtes souvent battu et avez souffert; vous avez perdu un bras; je serais fâché que votre âge et votre faiblesse fussent des prétextes ou des motifs de révolte. Je vous le dis, cet homme sera exécuté demain à huit heures et demie par ses camarades du *Marlborough;* pas un homme d'un autre navire ne mettra le pied sur le vôtre. Vous pouvez retourner à bord, et, si cette besogne est au-dessus de vos forces, un officier sera près de vous. » — On enlève les canons du vaisseau révolté, qui le lendemain matin se trouve environné d'embarcations armées, commandées chacune par un lieutenant; ordre était donné de faire feu jusqu'à ce que tout symptôme de résistance eût cessé. La scène fut terrible; l'équipage, entouré de cent bouches à feu prêtes à le détruire et à le couler bas, consterné et muet, attacha de ses propres mains à la vergue le malheureux qu'il avait voulu sauver. Un témoin de cette scène, à laquelle assistaient plus de deux mille personnes, et qui se passait à Spithead, dit que l'on n'entendit pas un seul bruit sur le rivage et sur les navires, si ce n'est le coup de canon qui commandait l'exécution et le sifflement du câble qui lançait le matelot dans l'éternité.

Ces mémoires, très-minutieux et assez mal rédigés, constituent cependant une portion majeure de la grande histoire que personne n'a encore écrite, et qui demande deux siècles écoulés pour qu'on puisse l'essayer, l'histoire des conquêtes et de la puissance anglaise depuis 1780. Il faut y joindre la vie de Clive, celle de Hastings, les mémoires de Maitland, de Nelson, de Marsden, œuvres diffuses et incomplètes, matériaux désordonnés et nécessaires. Une des plus tristes portions de ces extraordinaires annales, ce sera très-assurément l'épisode de l'Afghanistan, dont tout le monde connaît les détails, décrits avec chaleur et simplicité par lady Sale (1), une des victimes de la guerre. Femme du lieutenant-colonel du 13e régiment d'infanterie légère, sir Robert Henri Sale, employé dans l'Inde comme général

(1) *Journal of the disasters of Afghanistan*, by lady Sale; 1843.

de brigade, elle se trouvait jointe à cette malheureuse troupe de seize mille cinq cents personnes, qui sortirent de Kaboul le 6 juin 1842, s'engagèrent dans les âpres défilés qui devaient les conduire à Jellalabad, et tombèrent à la fois sous les balles des Afghans et la rigueur de la saison. Le docteur Brydon et une vingtaine de prisonniers, entre autres lady Sale, échappèrent seuls à cette catastrophe terrible, dont les circonstances se trouvent consignées dans le journal de lady Sale. Pour de pareils récits, c'est la forme la meilleure; elle ne permet point d'ornements romanesques, fait assister le lecteur ou plutôt l'associe à tous les événements, et en reproduit le cours dans sa vérité nuancée. Si lady Sale n'est point un écrivain, c'est mieux : c'est une femme héroïque, qui parle en riant de la balle qu'elle a reçue dans le bras et de celles qui se sont logées dans sa pelisse. Elle évoque avec naïveté la tragédie de cette retraite, cadavres à demi enfouis sous les six pieds de neige des ravins, soldats et officiers frappés d'idiotisme, le tremblement de terre qui accueillit à Bouddieabad la malheureuse troupe, et le grésil des balles mêlé aux flocons de neige qui tombaient du ciel. Il y avait parmi ces captifs cinq femmes, dont trois accouchèrent pendant la route, et, selon l'expression anglaise que lady Sale n'a garde d'oublier, « présentèrent » un petit nouveau-né à leurs maris. On voit les formes raides de l'étiquette britannique, et ces mots consacrés qui expriment une civilisation un peu empesée et factice, se conserver fidèlement pendant les affreuses luttes de ces pauvres femmes contre la nature et les hommes; elles n'en sont pas moins énergiques, moins patientes, ni moins sublimes. L'habitude les suit et les domine dans les forteresses barbares; il leur faut encore leur tasse de thé et leur morceau de sucre, et tout leur paraît supportable à ce prix. En un mot, l'histoire sans style de ces huit mois d'angoisses, à côté de tant de romans mal inventés, est un admirable roman.

Ce recoin peu connu de l'Asie centrale, où la nécessité de soutenir et de poursuivre la conquête commencée a récemment enseveli près de vingt mille hommes des troupes anglaises ou hindo-britanniques, vient d'être ouvert à la civilisation, qui a frayé jusqu'à lui, selon sa coutume, une route de sang. Aux ouvrages déjà connus du lieutenant Eyre (1), d'Outram, de Burnes et de Charles Masson, il faut joindre la correspondance officielle et les *Observations personnelles* du capitaine Postans *sur le Sindh* (2).

L'Angleterre a d'ailleurs un si rude et si vaste combat à soutenir, à l'intérieur comme à l'extérieur, que tout ce qui s'y rapporte intéresse le philosophe. Quel sera le dénoûment de cette lutte gigantesque? Ceux dont cette question sollicite la curiosité peuvent consulter le dernier volume récemment publié de l'ouvrage de Porter : *The Progress of the Nation*, — le livre de Thomas Nobles, *the Influence of Manufactures*, — celui de Carlyle dont nous avons parlé plus haut, *Past and Present*, et enfin le traité de Samuel Laing *sur les Causes de la Détresse actuelle et sur les remèdes qu'on peut y apporter*. Ce sont des livres de mérite différent, mais qui doivent être rapprochés pour que la lumière se fasse. Séparer le mouvement social du mouvement intellectuel n'est pas possible; aussi devons-nous attirer l'attention sur ces ouvrages, dont la partie statistique ne nous occupera pas ici. Nous laissons à de plus habiles la tâche de lutter contre les dangers et de fixer les

(1) Voyez *Journal d'un prisonnier dans l'Afghanistan ; — Revue des Deux Mondes*, février 1843.

(2) *Personal Observations on Sindh*, by captain Postans; 1843.

incertitudes de la statistique, en conciliant ses oracles contradictoires. Tout chiffre étourdiment appliqué aux sciences morales conduit trop facilement à l'erreur ; le chiffre ne représente qu'une abstraction : dès que vous voulez en faire une idée individuelle ou un être, vous courez risque de vous égarer. Pascal avait raison de dire que, plus on a d'esprit, plus on voit de différence entre les choses ; il n'y a dans ce monde que des exceptions. Or, le chiffre, qui efface les différences, efface les réalités; il généralise, confond ce qui diffère, et établit des cadastres menteurs, qui demandent, pour être rectifiés, une sagacité infinie.

Telle est la complaisance des chiffres que des tables statistiques de Porter, dont l'exactitude semble reconnue, les tories déduisent une conséquence absolument opposée à celle que les radicaux en font découler. M. Laing, dont nous allons parler tout à l'heure, fait servir l'élasticité de ces chiffres à effrayer ses compatriotes sur l'accroissement de la criminalité et le danger des manufactures, tandis que M. Noble et beaucoup d'autres les mettent en œuvre pour rassurer la population et lui persuader, ce qui est consolant pour elle et utile pour les panégyristes, qu'elle est vertueuse et riche autant qu'heureuse. Thomas Carlyle le rêveur n'est pas aussi confiant. « Cette puissance du commerce a son danger, dit-il ; cette conquète fait des cadavres ; une tension exagérée des forces sociales est féconde en douleurs. Vos souffrances naissent d'une énergie qui dépasse ses limites ; ne pas chercher le remède serait folie et faiblesse. » Carlyle nous semble avoir décidément l'avantage sur ceux qui affectent de le mépriser. Un journal lui demandait récemment s'il était un puritain pour traiter ainsi son époque. Dès que les vrais symptômes d'un temps sont signalés par un contemplateur désintéressé, les sycophantes lèvent les mains au ciel et crient que c'est un scandale. S'agit-il donc d'un de ces rois d'Orient que nul ne doit trouver malade ? et par quel bizarre sophisme ose-t-on prétendre que, pour signaler les cupidités infâmes, les sensualités ignobles et les doctrines énervantes, personne n'a titre, permission et autorité, s'il n'est un saint ou Dieu lui-même ? Carlyle repousse avec raison les attaques de ces philanthropes confits en amour de leur époque, qui ne voudraient pas être dérangés dans l'exploitation de leur philanthropie, dans l'heureux sommeil de leurs fortunes et de leurs gloires, et qui, trouvant odieuse la voix de l'avertisseur, lui demandent s'il est puritain, s'il est ange, s'il ne partage pas les torts de son temps.

On avait mis au concours, l'année dernière, la question suivante : « Déterminer les causes et indiquer les remèdes de la détresse qui existe aujourd'hui en Angleterre. » Cent cinquante-sept personnes ont concouru. Un comité composé de sir David Brewster, Herman Merivale, George Pryme, Thomas Tooke et Jean Wilson, tous noms célèbres dans le haut enseignement, a décerné trois prix de valeur inégale, le premier à Samuel Laing, d'une famille écossaise connue dans les lettres, le second au révérend Joseph Angus, et le troisième à Édouard Baynes. L'œuvre du premier lauréat, publiée récemment, coïncide par le fond avec les vues de Carlyle ; comme lui, et avec moins d'éclat dans le style, M. Laing met le doigt sur la plaie, et fait voir ce que d'autres avaient soupçonné : la misère et l'opulence marchant ou plutôt courant parallèlement, et semblant lutter de vitesse ; une organisation barbare dans la production de la richesse, s'embarrassant peu du reste, pourvu qu'elle accumule les produits, et ne tenant compte ni de la vie ni du bonheur des hommes, pourvu qu'elle arrive à ce résultat : l'argent ; l'excès de travail abrutissant les populations soumises à la loi de fer de la civilisation britannique. M. Laing examine dans des chapitres séparés, avec beaucoup de soin et

de détail, la situation, la vie, la moralité des populations de pêcheurs, d'agriculteurs et de mineurs : la pire condition paraît être celle des ouvriers de manufactures ; les mineurs viennent ensuite, puis les agriculteurs, et enfin les pêcheurs. On dirait que le retour à la vie sauvage, l'air libre, la communion avec la nature, balancent en faveur de ces derniers l'état social extrême et violent qui domine l'Angleterre et la fièvre morale et physique qui résulte de cette presse ardente des ambitions et des hommes.

Un ouvrage du genre de celui de M. Laing serait fort utile pour la France, si l'on n'y apportait ni fausse philosophie, ni complaisances pour les faiblesses de l'opinion, et que l'on distinguât avec plus de soin qu'il ne l'a fait les populations, les races, les états et les contrées. Il pèche, selon la coutume, du côté des remèdes qu'il propose, et il a raison de dire à la fin de son livre qu'après tout il n'offre guère qu'une enquête ; mais l'enquête est toujours bonne, et les peuples qui ne craignent pas de se dire à eux-mêmes la vérité doivent espérer le salut, quelques dangers qu'ils courent. Ce qui est nuisible, c'est le respect superstitieux de certaines convenances, l'horreur du vrai, la crainte de toucher aux ruines : timides et tristes complaisances qui couvrent ces ruines d'une poussière sur laquelle les races s'endorment et meurent.

Si nous nous éloignons du domaine des faits, des documents, de la politique expectante ou inquisitive, et que nous cherchions le soleil et l'air de l'imagination pure, nous trouvons de médiocres et pâles résultats. La saveur du style, la fraîche beauté des créations, se sont évaporées. On fabrique beaucoup : il y a pour cela un procédé comme pour la mosaïque et les meubles de Boule; mais on crée peu et péniblement, dans le vrai sens du mot créer. L'auteur reste en dehors de l'œuvre ; il se fait machine, et produit d'après des procédés matériels. Depuis *le Dernier des Barons*, de Bulwer, roman historique qui ne manque pas d'énergie, et qui cependant a moins réussi que ses œuvres précédentes, un seul roman, *Coningsby*, par Benjamin d'Israeli, a fait sensation à Londres. Cependant les jeunes personnes et leurs institutrices ont pris sous leur protection morale les œuvres tendres et un peu pâles d'une Suédoise, Frederika Bremer; on lui décerne le trône fragile que miss Edgeworth, miss Austin, et avant ces deux dames miss Burney, occupèrent au commencement du siècle. La famille et le foyer *(home)*, objets de culte dans les pays germaniques, sont pour ces écrivains aimables et faibles un inépuisable texte de peintures qui plaisent par leur ténuité même et par l'atmosphère morale qui les environne et les anime. Douze pages de ce style font plaisir ; quinze sont fades ; un volume produit l'effet d'un grand repas de sucreries. Ce roman de détail, si minutieusement chinois, si patiemment étudié, est particulier à l'Angleterre et au royaume du milieu, qui le cultive avec beaucoup d'art et de bonheur ; le petit nombre de fictions chinoises que M. Abel Rémusat et ses savants confrères ont traduites en français sembleraient sorties de l'école de miss Burney. Une des femmes d'Angleterre qui écrivent aujourd'hui la prose anglaise avec le plus de grâce et de facilité, la quakeresse Marie Howitt, s'est chargée de prêter à la Suédoise le costume britannique, et il faut convenir que la version est exécutée avec une agréable fraîcheur. *Les Voisins*, *la Famille H....*, *les Filles du Président*, *Peines de famille et joies de famille*, de Frederika Bremer, occupent assez le public féminin pour que sa biographie lui ait été demandée ; elle a répondu par une lettre curieuse insérée dans une feuille publique, et où des événements fort simples

sont enveloppés d'un crépuscule mystique, assez commun vers les régions polaires. *Trælinnan, ou la Fille esclave,* le dernier ouvrage de cet écrivain, manque de réalité et de vigueur; c'est la mise en scène d'une saga du Nord, bizarre et vaporeuse, d'ailleurs de peu d'intérêt. Au surplus, la librairie anglaise aux abois se rejette vers les dernières limites de la Scandinavie, et demande aux écrivains suédois l'originalité de coloris qui manque aux écrivains anglais. Après Frederika Bremer vient immédiatement Émilie Carlen, auteur de *la Rose de Tistelœn.* Émilie Carlen n'est pas simple et gracieuse comme Frederika Bremer. Il y a des douaniers, des meurtres, des repentirs en foule dans son œuvre, mais rien de cette saveur singulière et domestique, de cette vérité du coin du feu qui rend les romans de Frederika dignes d'un coup d'œil de la critique. La tiédeur mélancolique des passions dans les ouvrages de cette dernière, et le peu de paroles que prononcent ses héros, complètent l'intérêt caractéristique dont ils s'entourent. On s'étonne seulement de les voir, à la fois sentimentaux et friands, confondre les intérêts de leur cœur avec les exigences d'une gastronomie très-accidentée. L'amant prend son verre d'eau-de-vie de Cognac; la jeune personne blanche et timide qui vient de se marier à celui qu'elle préfère boit un grand verre de rhum à la fin du dîner, et, comme témoignage d'une joie impatiente, elle jette le verre vide par-dessus son épaule; tous ceux qui l'environnent l'imitent. Le président s'abreuve d'anisette; le candidat relève par le kirschwasser son esprit et son courage. Miss Gunilla, qui est une gracieuse personne, préfère le punch, et l'on dirait même que l'auteur a voulu conformer les nuances des caractères aux saveurs de leurs préférences alimentaires; c'est un raffinement de l'art que la critique n'aurait jamais deviné. Comme notre romancière n'oublie rien, il ne faut pas s'étonner de ce détail de liqueurs et de gourmandise; dans ses œuvres, le lit se fait et se défait, la pipe et la bassinoire n'y manquent pas. Une grande délicatesse de touche relève ces objets, et même dans *les Voisins,* son meilleur ouvrage, certaine scène de pipe, scène qui nous montre le mari voulant fumer, la femme ne le voulant pas, puis la réconciliation du ménage et l'apologie domestique de la pipe, fait venir très-sincèrement les larmes aux yeux.

Parmi les produits de cette presse romancière, si féconde en volumes qui n'apprennent rien, les plus dignes de mention, ou du moins de lecture, sont encore quelques ouvrages dus à des femmes du monde, et les rapides et amusantes créations de l'inépuisable Dickens. Nous citerons en passant *les Destinées des Falconars,* par mistriss Gordon, roman qui se distingue par d'élégants détails d'observation intime; un roman de lady Georgina Fullerton, *Helen Middleton,* qui ne manque ni d'intérêt ni de finesse, et *Martin Chuzzlewit,* le dernier ouvrage de M. Dickens. La trame de *Chuzzlewit* est mélodramatique et peu vraisemblable; il s'agit d'un vieillard presque idiot, instrument passif en apparence entre les mains des intrigants qui se sont emparés de lui, et tout à coup rejetant ses langes mystérieux, apparaissant comme la terreur du vice et le vengeur de la vertu. Sur ce fond vulgaire et faux, l'auteur a jeté d'heureuses figures, d'une vérité frappante pour qui connaît les *oddities* ou singularités de la vie bourgeoise en Angleterre; avidité, prétention, moralité extérieure, économie sordide et vaniteuse, mélange de frivolité dans le sérieux et d'ennui dans l'abus secret des plaisirs, tous ces caractères qui résultent du progrès d'une civilisation sans analogue ailleurs, sont *croqués,* comme disent les peintres, par le crayon de Dickens, avec une facilité vive et une justesse énergique dont les nationaux sont charmés. Il y a surtout un caractère de chercheur

d'émotions, dont l'originalité est vraie, et dont M. Dickens a seulement un peu trop chargé la caricature. Cet homme a soif de sensations et d'aventures; la vie calme l'ennuie; il va de traverse en traverse, seulement pour agiter son existence; c'est un bon rôle comique et parfaitement de notre époque. On ne peut trop regretter d'ailleurs la forme décousue que Dickens, ainsi que Marryatt et la plupart des romanciers actuels, donnent à leurs créations. Publiant périodiquement et d'une façon fractionnaire les diverses portions de leur œuvre, ils cherchent le coup de théâtre et ne songent qu'à suspendre la curiosité. Ce procédé matériel, fatal aux vues d'ensemble, détruit l'harmonie, la sobriété, la grâce, l'heureux équilibre des parties; le livre n'est plus qu'une course au clocher, partagée en plusieurs casse-cou; nul talent au monde ne résisterait aux dangers de ce mode de fabrication. Sans doute Richardson l'employait : *Clarisse, Paméla, Grandisson,* parurent par numéros détachés; mais d'abord ces livres pèchent par la composition, bien qu'ils se relèvent par la fécondité et le détail; ensuite l'esprit religieux des souscripteurs auxquels Richardson s'adressait remplaçait la curiosité fébrile du lecteur moderne. Il était permis d'ennuyer périodiquement son monde, pourvu qu'on l'ennuyât moralement. Aujourd'hui l'auteur n'a plus cette latitude. Il est tenu d'être toujours piquant, rapide, accentué, coloré, intéressant, surprenant; à ces conditions seules, on lui permet la diffusion et les longueurs.

Il serait injuste de ne pas s'occuper quelques instants de plusieurs ouvrages d'agréables causeries et d'anecdotes, qui forment une gerbe variée, par exemple, les *Scènes et Contes de la vie de campagne* (1), et les *Gleanings in natural history,* de M. Édouard Jesse. Ces deux livres ont pour modèle un charmant et ancien volume qui n'est pas connu en France, *White's History of Selborne,* et dont on peut donner une idée aux lecteurs de cette *Revue* en rappelant à leur souvenir les intéressants morceaux que M. de Quatrefages y a insérés. C'est un petit coin de la nature prise sur le fait, étudiée patiemment, amoureusement, par un artiste, un savant, étudiée comme chose vivante avec une sympathie attentive, qui serait désolée d'en perdre un seul aspect. Peut-être y a-t-il quelque chose de trop enfantin dans l'étude de M. Jesse, comme celle de Bernardin de Saint-Pierre était trop coquette et recherchée. White, plus naïf, ne voulait pas composer un livre, mais satisfaire son secret penchant. L'observation de M. Edouard Jesse, qui par parenthèse est inspecteur royal des parcs et domaines de Windsor, est moins spontanée, quoique minutieuse et quelquefois puérile; mais il en expose les résultats avec une modestie qui charme. Vous le suivez volontiers dans ces allées couvertes de l'ombre que versent les vieux chênes anglais; il comprend surtout et explique une difficile matière qui a embarrassé bien des philosophes, les instincts variés des animaux. C'est le livre d'un solitaire rêveur, et il n'en paraît plus guère de ce genre en Europe.

J'aime encore la curieuse vie de Beau Brummel, par le capitaine Jesse. Le capitaine était digne de tenir cette plume élégante et fine; il entre avec grâce dans les mystères de la cravate. Il a le génie de la blanchisseuse et du tailleur. C'est l'homme de son livre; nul plus que lui n'était digne d'approcher du sujet. Puisqu'il a si bien rédigé cette légère et triste vie du *dernier des beaux,* que ne s'occupe-t-il d'un charmant sujet qu'il me permettra de lui indiquer? Que ne trace-t-il l'histoire de ces dynasties couronnées par la mode qui les a fait régner de Henri III jusqu'à

(1) *Scenes and Tales of Country-Life, with recollections of natural history,* by E. Jesse; 1843.

nous, —*mignons*, —*raffinés*, — *roués*, — *viveurs*, — dynasties de papillons dont le moraliste n'a pas encore tracé les annales? Cette histoire se rattache à nos mœurs secrètes; la race des dandies change de nom, mais ne meurt pas; les raffinés de Louis XIII sont pères des petits-maîtres, qui donnent naissance aux libertins, desquels naissent les fats, puis les roués, auxquels succèdent les muscadins; ceux-ci cèdent le pas aux *beaux*, qui enfantent les dandies, lesquels se transforment en lions et aboutissent aux viveurs; nous sommes contemporains de ces messieurs. Le lion anglais date du temps des conquêtes et des batailles, de 1815; — le dandy est plus ridicule; comme dit un satirique anglais,

> C'est le quart d'un mortel, le pâle et froid dandy,
> Qui vit de blanc manger et de sucre candi!

Le libertin porte avec lui sa marque d'époque; il brille entre Louis XIII et Louis XIV, sous le poëte Théophile; — le raffiné remonte à Henri IV et à ce temps de mœurs peu raffinées où une paire de gants était chose de luxe; — la faiblesse platonique de Louis XIII donna naissance aux petits-maîtres, dont le pauvre Cinq-Mars fut le dernier, comme la faiblesse plus méprisable de Henri III avait fait naître les mignons Quélus et Saint-Mégrin. Parmi ces variétés de l'homme papillon, la belle espèce, la plus spirituelle, la plus ardente, me paraît être celle des roués, entre 1710 et 1760. Nos viveurs, fils d'une époque matérielle, se vantent trop haut d'une faculté peu séduisante, la faculté de vivre, qui leur est commune avec les coléoptères et les mollusques. Quant à *beau* Brummel, mêlé aux folies de la royauté expectante, dans une grande époque et chez un peuple qui exagérait l'activité du commerce et de la politique, cet insecte d'espèce rare était digne de trouver son biographe.

On se rejette volontiers, faute de grands travaux et de génie, sur ces œuvres coulantes et faciles; l'élévation et l'originalité manquant, cette petite littérature a son mérite. Les vieux documents, les correspondances retrouvées, inspirent aussi de l'intérêt. Voici la correspondance amoureuse, ou plutôt une des correspondances amoureuses de Robert Burns. Certes le titre est curieux (1) : des lettres intimes échangées pendant une année entre une dame écossaise mal mariée, belle, romanesque, un peu hardie, et le paysan passionné qui fut pour l'Écosse un demi-Jean-Jacques et un demi-Béranger! vraiment cela s'annonce bien, mais quel dénoûment!

On s'attend à de la flamme, on va marcher sur l'Etna; vous vous dites tout bas qu'il y aura là des choses bien fortes, et, si l'on est décidément très-vertueuse et très-puritaine, on tremble, tout en se rassurant sur la solidité des principes. Eh bien! pas du tout. Les choses tournent de la manière que voici : le paysan est affecté, la dame romanesque, les compliments sont fades et sentent la province d'une lieue; l'héroïne s'appelle Clarinda, le héros est Sylvander (quelque chose comme Sylvandire ou Sylvanire), et, s'il vous faut absolument de la passion simple, puissante, complète, vous irez la chercher ailleurs, dans les salons les plus exquis, chez Mlle de l'Espinasse, Mme de Staël ou Mme Cottin.

La correspondance érotique de Mme Mac-Lehose, destinée à grossir le nombre des livres inutiles, embarrasse un peu les admirateurs idolâtres de Burns, dont

(1) *The Correspondence between Burns and Clarinda*. Edinburgh, 1844.

la pureté n'était pas immaculée en matière amoureuse. Il s'accusait lui-même à cet égard de toute espèce de vices et de faiblesses ; coquetterie, penchant, goût, folie, entraînement fugitif, passion, caprice, il admettait tout :

Misled by fancy's meteor ray,
By passion driven.

Le feu follet de la fantaisie l'avait attiré cette fois vers une demi-veuve, femme d'esprit et d'une beauté colossale, séparée de son mari et disposée à l'indulgence pour un grand poëte paysan. Mistriss Mac-Lehose habitait Édimbourg et y tenait bureau d'esprit. Entourée de son auréole de femme à la mode, parée de cette élégance hasardée que le métier de précieuse permet au beau sexe, elle captiva aisément l'enfant des *Glens*, qui d'ailleurs avait l'œil brillant comme un diamant noir, et se posait fièrement sur ses hanches. Il en résulta une *flirtation,* comme disent les Anglais, qui par parenthèse nous ont emprunté ce mot, une double et mutuelle préférence, excessivement factice et qui produisit les lettres fades que l'on vient de publier. Mistriss Mac-Lehose faisait de son mieux pour être ingénue ; le paysan se donnait un mal extrême pour flûter et idéaliser sa rustique et noble voix. C'était, convenons-en, un duo ridicule où tout sonnait faux.

Mais, dans le moment même où se traînait ce roman sans passion, un drame plus vulgairement pathétique se jouait ailleurs. La villageoise aux yeux bleus que ses parents avaient refusée à Burns, Jeannie Armour, l'héroïne blanche et rose des plus tendres ballades de Burns, sur le point de donner le jour à un second enfant naturel du poëte, était chassée par une nuit d'hiver de la ferme paternelle. Pendant que Robert, vêtu d'un bel habit brun à boutons d'or, et faisant briller ses bottes à revers jaunes, étalait sa crinière de lion sauvage dans le salon de mistriss Mac-Lehose, la jeune paysanne traversait sous la bise les champs couverts de neige, sans secours et sans amis. Pour lui, de retour dans sa chambre, il écrivait à la dame des lettres hyperboliques qui auraient fort affligé, par l'absence complète de simplicité, le cœur d'une femme qui l'eût aimé; mais mistriss Mac-Lehose était parfaitement au niveau de Burns sous ce rapport : pas un accent d'amour ne traverse les vapeurs rhétoriques et métaphoriques de leur correspondance. Ce jeu dura près d'un an. Cependant *bonnie Jean,* Jeanne « la gentille, » avec ses deux petits enfants, délaissée de ses parents calvinistes et de ses amis de village, attendait dans un coin de chaumière obscure, au fond d'un vallon de l'Ayrshire, que le soleil et la joie reparussent pour elle. Ce moment arriva ; le paysan s'ennuya du beau langage, du thé scientifique, des métaphores parfumées et des exagérations coquettes ; il revint tout bonnement à sa Jeannie et l'épousa. Mme Mac-Lehose s'irrita fort comme de raison, et promit de brûler la correspondance : elle ne la brûla pas ; on ne se défait guère de semblables trophées. En définitive, ces lettres offrent, par leur recherche ampoulée, quelque intérêt à ceux qui aiment à étudier ces bizarreries du cœur et la variété de ses faiblesses.

Dans la stérilité de l'imagination et de la littérature anglaises actuelles, c'est la poésie qui est le plus cruellement frappée. Deux tragédies médiocres dont Strafford est le héros, un ou deux recueils de poésies de femmes, une nouvelle édition des poésies agréables de Barry Cornwall, une réimpression des œuvres médiocres de Pollock, ont succédé au dernier ouvrage poétique qui ait fait quelque bruit en

Angleterre, aux *Chants populaires de l'ancienne Rome*, par Macaulay (1), prosateur énergique et critique éloquent. C'est une application de l'archaïsme à la poésie, et l'on sait ce que signifient ces efforts de l'érudition pénétrant dans le domaine qui lui appartient le moins. Cet essai audacieux et singulier serait peu compris en France; l'archéologie romaine y devient ballade teutonique; c'est Tite-Live découpé en ballades, la prose de Caton et de Varron amplifiée en style de Walter Scott et du *Border :* — erreur savante d'un homme très-distingué, partagée par tous les savants de son pays. On aurait même grand'peine à leur persuader qu'ils se trompent. Le type poétique pour les Anglais, c'est le type scandinave et germanique, et, par un préjugé fort naturel, ils croient volontiers que les vieux Romains faisaient des ballades comme les skaldes. M. Macaulay, par exemple, montre à ses lecteurs la Virginie romaine apparaissant au centre d'un groupe de robustes soldats « comme une petite étoile dans un nuage sombre, »

« Just then, as through one cloudless chink in a black stormy sky
» Shines out the dewy morning star, a fair young girl came by. »

Un passage du poëte suédois Tegner, que certes M. Macaulay n'a pas lu, offre exactement les mêmes expressions : « la belle fille parut au milieu des guerriers, comme brillait l'étoile dans un ciel orageux (2). » D'où vient cette analogie frappante? C'est que l'idée, la comparaison, l'image, sont de race et d'origine scandinaves et septentrionales; les plus beaux vers de M. Macaulay, et il en a de très-beaux, portent ce caractère. Nous autres Romains de race et d'éducation, nous saisissons au premier coup d'œil cette bizarrerie d'une reconstruction romaine opérée avec des éléments germaniques. Tite-Live est notre père nourricier, et nous ne pouvons nous habituer à le voir anglais et sentimental à la façon d'Otway.

Oh! how I loved my darling,

dit le Virginius de Macaulay en embrassant sa fille; on est blessé de voir ce vieux Romain détremper son langage de larmes septentrionales. Si l'on s'accoutume à ce costume extraordinaire et que l'on accepte la métamorphose, on reconnaît l'éloquente énergie de l'écrivain moderne.

Le titre même de l'ouvrage, *Lays of ancient Rome*, est germanique : c'est le *lióth* des Islandais, le *lied* des Germains, le *lay* des Anglo-Normands et des Anglais. Niebuhr et Herder pensent que les éléments primitifs de l'histoire, chez tous les peuples, se composent d'abord de rhythmes traditionnels, phénomène curieux que Lessing et Leibnitz avaient pressenti, et qui paraît aujourd'hui prouvé. Mais plus ces éléments frustes se rapprochent du berceau des races, plus ils conservent la vive empreinte du caractère de la race même; le chant skalde, tragique, dramatique, grandiose, s'éloigne complétement du fragment keltique, vif, animé, tissu de faits rapidement déduits; la plainte lente du Serbe a sa nuance précise, comme le récit naïf et passionné de la ballade écossaise. Il ne faut pas confondre ces carac-

(1) *Lays of ancient Rome,* by Th. Babington Macaulay ; 1843.

(2)
Bak kœmpens stol en tærna
Stœr med sin liljehi
Och blickar, dome en stjerna
Bakom en stormy sky.

tères, et nous craignons bien que les *chants* romains de M. Macaulay ne soient des chants germaniques.

Si Tite-Live, dans les premiers livres de son histoire, n'a fait que mettre en prose les anciens chants romains, ce grand artiste et sa merveilleuse habileté d'historien ont dû faire subir aux fragments barbares qu'il élaborait un changement conforme à l'époque de civilisation pour laquelle il écrivait. Son mérite est d'avoir conservé la grandeur dans la pureté, la simplicité poétique dans l'éclat de l'imagination, et sous ce point de vue il est inimitable. Qu'un homme du XIX[e] siècle, Écossais d'origine, membre du parlement, philosophe, penseur, mêlé à toutes les grandes affaires, aussi lettré que possible, et placé à la tête de la société anglo-saxonne de ce temps, imagine de ressusciter la vieille chanson latine en disséquant et retravaillant la prose de Tite-Live, c'est un tour de force d'archaïsme qui pouvait séduire un moderne et que l'on étudie avec intérêt, mais qui rencontrait dans la nature même des choses son invincible obstacle.

Rien ne prouve mieux ce fait, qu'on ne devrait jamais perdre de vue, et auquel beaucoup d'intelligences distinguées résistent encore faute d'études comparatives suffisantes : l'invincible séparation des génies et des races, — romain méridional d'une part, et germanique septentrional de l'autre; — fait unique, qui donne à lui seul la clef de l'histoire littéraire des temps modernes, et qui se manifestera de plus en plus, comme une loi générale et génératrice, à mesure que la hardiesse des esprits sages étudiera de plus près ces matières subtiles et de difficile maniement. Qu'est-il advenu en effet lorsqu'un des écrivains les plus accomplis d'Europe, bon classique d'ailleurs, sachant Homère et Virgile sur le bout du doigt, mais imprégné des souvenirs et des idées de son énergique race, s'est avisé de toucher à Tite-Live et de le paraphraser en vers, espérant retrouver ainsi le vieux chant populaire de Rome ? Il est revenu, à travers Tite-Live, aux développements germaniques; traversant cette couche de prose latine qu'il admire, il a touché précisément le fond gothique dont il voulait s'éloigner.

La Mort de Virginie est une des plus touchantes ballades qu'il ait empruntées à Tite-Live, puisque ballade il y a; écoutons d'abord le Romain, que je traduis avec une littéralité servile; voici les paroles de Tite-Live :

« Va, licteur, dit Appius; écarte la foule; fais faire place au maître pour saisir son esclave. — Ainsi tonna sa voix pleine de courroux. La multitude s'écarta d'elle-même; abandonnée, la vierge resta seule, livrée à l'outrage. Alors Virginius, quand il vit qu'il n'y avait nulle part de recours pour lui : — « Je te prie, dit-il, Appius, pardonne d'abord la douleur d'un père, si j'ai été envers toi trop violent et trop dur; permets ensuite que je consulte sa nourrice en présence de la vierge, afin que, si je ne suis pas vraiment son père, je me retire moins affligé. » — La chose accordée, il emmena sa fille et la nourrice du côté des étaux que l'on appelle aujourd'hui le *Marché-Neuf*, et arracha un couteau de la main d'un boucher : — « C'est le seul moyen, dit-il, ô fille, de te rendre à la liberté! » — Il transperça le sein de la vierge, et se retournant vers le tribunal : « Sur toi, dit-il, Appius, sur ta tête tombe ce sang ! » — La clameur soulevée par cet acte terrible attire Appius, qui ordonne de saisir Virginius. Lui, de son couteau, perçait la foule et se frayait partout passage; enfin, la foule même le protégeant, il atteignit la porte (1).

(1) *I, lictor, submove turbam,* etc. Tite-Live, liv. I[er].

Sans nous arrêter à faire remarquer le mouvement et la grandeur de ce récit, comparons avec la prose de Tite-Live la ballade retrouvée par M. Macaulay.

« A l'instant, Virginius conduisit la vierge un peu à l'écart, du côté où se trouvaient les boucheries fumantes, remplies de cornes et de peaux entassées, tout auprès de cette arche basse et sombre par où jaillit en cascade pourpre, avec un sourd murmure, le flot de sang qui tombe dans le grand égoût. Là, un boucher avait déposé sa lame sur un étal; Virginius saisit la lame et la cacha dans sa robe. Et alors ses yeux devinrent très-obscurcis, et sa gorge commença d'enfler, et d'une voix rauque et altérée, il parla : — Adieu, doux enfant! Oh! combien j'aimais ma chérie *(my darling)!* Quoique je sois parfois sévère, je ne le suis pas envers toi, tu le sais; qui pourrait l'être envers toi? Et combien ma chérie m'aimait! Qu'elle était heureuse d'entendre mon pas sur le seuil, quand je revins l'année dernière! Comme elle dansa de plaisir de voir ma couronne civique, et prit mon épée, et la suspendit, et m'apporta ma robe! Maintenant tout cela est fini, oui, toutes tes jolies façons, ton aiguille, ton babil, tes fragments de vieilles ballades! Personne ne pleurera plus quand je m'en irai, ne sourira quand je reviendrai (1); personne ne veillera près du lit du vieillard ou ne pleurera sur son urne. Notre maison, qui était la plus heureuse dans les murs de Rome, celle qui n'enviait pas à Capoue ses marbres et sa richesse, au lieu de l'éclat de ton sourire, n'aura plus qu'une ombre éternelle, — au lieu de la musique de ta voix, le silence de la tombe. Le temps est venu... Embrasse-moi autour du cou une fois encore, et donne-moi encore un baiser. Et maintenant, ma chère petite fille à moi (2), il n'y a qu'un moyen, c'est celui-ci. — Il la frappa... etc., etc. »

Quel est l'homme qui parle? C'est un chevalier du XIIe ou du XIIIe siècle, né en Allemagne et prêt à commettre le forfait grandiose de Virginius. Voici l'esprit de famille, le détail d'intérieur, le *home* adoré, la situation nouvelle des femmes, compagnes de l'homme, mais non esclaves, la description minutieuse des *boucheries fumantes* et de la cascade de sang rouge, jusqu'aux expressions toutes gothiques, « la musique de ta voix, l'éclair de ton sourire, » et ce retour mélancolique du vieillard un peu égoïste sur lui-même : *personne ne pleurera sur mon urne;* enfin ces autres teintes bibliques, « le silence de la tombe dans la maison; » — tous ces traits admirables, quelques-uns d'une observation très-fine, le poëte les a trouvés dans sa sensibilité propre, dans celle de sa race : ils ressortent de la trempe même du génie anglais. La Rome de Tarquin ne comportait rien de cela; elle vivait au grand jour; le développement sentimental n'existait pas. L'action était prompte, la vie nue; le sentiment délicat de la famille et de ses tendresses intimes était impossible dans sa manifestation extérieure; et c'est ce que prouve bien la tragique et sublime narration de Tite-Live. L'horreur de l'esclavage *(mancipium)* domine chez le Romain; le sentiment de la famille *(home)* est l'inspiration du Germain moderne. Les beautés particulières et sentimentales que M. Macaulay a puisées dans son sujet détruisent de fond en comble celles de Tite-Live, qui leur sont opposées. S'étant une fois attendri, le poëte moderne perd ce mot romain : « Je te rends à la liberté, fille, de la seule façon possible; *hoc te uno quo possum*

(1) *And none will grieve when I go forth, or smile when I return.* Ce vers est délicieux.
(2) *My own dear little girl!*

modo, filia, in libertatem vindico! » — *Libertatem!* c'est la note sensible. Au lieu de cela, le Virginius anglais prie sa fille de lui passer ses petits bras autour du cou, et de baiser son père une fois encore. Tout ce que nous disons ici d'ailleurs, à l'appui d'un principe littéraire de la plus grande importance à établir, et dont les conséquences sont nombreuses, n'empêche pas que le tour de force exécuté par M. Macaulay ne soit digne d'attention, d'admiration même, car les preuves d'énergie dans la pensée et d'assimilation avec la marche générale de la civilisation romaine primitive y sont nombreuses. C'est surtout dans la reproduction des mouvements populaires que le poëte moderne excelle; il n'a plus alors à peindre l'individu romain à une époque marquée, mais des masses humaines, dont les passions et les grands chocs se ressemblent toujours.

Un fait poétique moins grave, mais curieux, c'est le suivant. — A Paisley, en Écosse, un droguiste sentimental, affligé d'une passion profonde et secrète pour une beauté inconnue, commet une longue pièce de vers, tous hexamètres, rimant bien et sur leurs pieds, en l'honneur de ces charmes idolâtrés. Ajoutons à ce commencement de vaudeville que l'apothicaire ou le droguiste désespéré n'adressa jamais un seul mot à sa belle, et l'aima sans lui parler jusqu'à l'âge de cinquante-six ans, qu'il ferma tristement sa boutique, courut le monde pour oublier sa passion, enfin qu'il mourut obscur dans sa ville natale de Paisley, tout au bout du monde européen, en 1750. Il s'appelait James Wilson, et l'on vient de publier son poëme intitulé : *Silent Love,* « l'Amour qui se tait. » — Le manuscrit était resté entre les mains d'une sœur cadette pendant trente-cinq ans.

Rien n'est plus touchant, plus pur de forme, plus élevé de pensée, plus vrai de sentiment, que le petit poëme de James Wilson (1). En lisant ces vers si doux, qui ne sont pas le voile, mais l'écho épuré d'une émotion profonde, on ne peut s'empêcher d'aimer l'apothicaire; on voudrait pour beaucoup soulever un coin de cette biographie perdue, de ce roman secret et pathétique comme il y en a tant dans cette vie. Littérairement, Wilson a fait un petit chef-d'œuvre; c'est dommage que quelques détails portent la trace d'une époque arriérée; les ornements ont légèrement vieilli, mais la grâce reste, et la passion et la mélodie. Wilson s'est défié de son talent; il a fait des vers comme il a aimé, loyalement, tristement, sans espoir, avec une modestie trop vraie. — Parmi toutes les espèces d'âmes étranges qui se trouvent répandues en ce bas monde, celle-ci me séduit et m'émeut particulièrement, c'est une espèce rare; les arrogantes, les impudentes, les vénales, les âmes de bateleurs et de condottieri ne manquent pas, celles qui font violence à la gloire et à l'amour. Mais ce pauvre mélancolique poëte, qui écrivait dans sa boutique pour lui-même, pour consoler son mal secret, pour soulager sa veine, je l'aime en vérité. Il avait peut-être placé son amour « dans quelque haut lieu, » comme on disait sous le règne de Malherbe : lady Montrose, ou lady Campbell, ou lady Clanricarde, ou lady Gordon, qui sait? De ce secret amour des vers délicieux sont éclos; il n'osait les publier, et ne voulut pas en faire d'argent, ni de moyen de fortune. Que tout cela me paraît aimable! Cet obscur Wilson vivait du temps de Rousseau et de Vauvenargues, du temps de Gray, autre mélancolique curieux à étudier; à côté de Burns, âme inquiète comme celle de Rousseau, voix vibrante comme celle de Béranger; près de Mackenzie, ce doux Écossais, et de l'Anglais Cowper, ce timide instrument poétique, qui craignait le souffle des hommes et ne

(1) *Silent Love,* a poem, by James Wilson (Paisley en Écosse); 1844.

résonnait que dans la solitude, à l'ombre fraîche des grands ormes balancés par le vent.

Wilson de Paisley, le droguiste, était de la race de ces intelligences sensitives qu'il ne faut pas mépriser; c'est un des tempéraments du génie et des plus exquis. Nous demanderons à d'autres des machines pour filer. Les fleurs ne traînent pas la charrue, elles donnent un encens perpétuel, et l'encens des beaux vers est plus divin, il ennoblit la race humaine à travers les temps. Quant à l'excès de sensibilité nerveuse qui caractérise ce poëte endormi et ressuscité, il faut penser que c'était une maladie du XVIII[e] siècle finissant. Le courant électrique qui soufflait depuis 1710 était devenu trop violent, tout se précipitait; les âmes avaient la fièvre, et les plus tendres souffraient mortellement. Au XIX[e] siècle, aujourd'hui, nos vices sont autres, et ce n'est pas l'excès de la délicatesse qui nous fait mal.

Je voudrais que ceux qui me lisent pussent comprendre et partager le plaisir inattendu que les vers de Wilson m'ont donné; mais ici, comme dans toutes les exquises poésies, le rhythme et la forme étant pour beaucoup, je me trouve embarrassé. Les idées de Wilson sont d'ailleurs fort naturelles; ce sont des sentiments plutôt que des idées, des sentiments vrais, rendus avec une ingénuité passionnée; pas une nuance de plus, pas une teinte de moins. « Ce n'est rien qu'un nom, disent-ils. — Rien! Qui a pu le penser? — Un nom, mais c'est tout; c'est une chaîne magique, secrète et sainte, qui vous captive le cœur. Prononçait-on devant moi ce nom unique, les ténèbres se dissipaient aussitôt, je sortais de ma nuit, et mon âme joyeuse renaissait au jour qui la charmait. Dans le livre sacré je le retrouvais encore, vestige adoré qu'entourait une auréole, et que les anges du ciel murmuraient à mon oreille. Si je rencontrais une autre personne qui le portât, mon cœur battait plus vite, et plus vite encore. Je me taisais; toute pensée étrangère s'éloignait de moi, mes yeux se fixaient sur le sol; j'écoutais, fasciné par des accents si chers, j'écoutais toujours. Pourquoi pleurez-vous? me demandait-on. Je ne pouvais répondre. — Ce nom, des enfants, dans leurs jeux, l'avaient prononcé. Jamais, jamais un tel nom ne se confondra avec les noms vulgaires (1)..... » C'est

(1) . . . . . . What's in a name? . . .
. . . .
A wondrous, inward, sacred spell,
That wheresoe'er one name escaped man's lips
My spirit rose from out its dark eclipse.
And in the sacred book I often found
The dear impress with heavenly halo bound,
And angel forms seemed whispering in mine ear
The accents of the name I loved so dear.
Oh! when I met with one who owed the same,
My heart's pulsations quicker went and came,
All other thoughts,...... etc.

Je n'ose pas trop louer ces vers que j'aime, et voici pourquoi. Le poëme de Wilson a été publié récemment. Par une singulière coïncidence, une petite pièce de vers, justement oubliée, publiée en 1823 par l'auteur de cet article *inter delicta juventutis,* et dont la ressemblance avec le fragment anglais est extrême, commence par la même image et continue par la même série d'idées. On nous pardonnera de joindre ici cette curiosité littéraire, d'ailleurs exemple de vanité comme d'humilité; elle prouve qu'il ne faut pas soupçonner trop vite les gens de plagiat. — Et qui de nous n'a pas de ces souvenirs et de ces délits

de la vraie poésie intime; nulle affectation, et cependant de l'élégance; aucune exagération et de la force. Nous ne parlerons que pour mémoire d'une autre poëte écossaise, mistriss Chalenor, morte veuve et très-jeune, qui a laissé quelques jolies pièces, remarquables par l'extrême simplicité; j'aime, entre autres, une petite ballade : *Ma Robe grise.* Le sentiment moral et domestique du devoir et de la raison domine dans ces pièces, dont l'inspiration est courte et trop peu soutenue.

De la littérature anglaise affadie à la littérature américaine des États-Unis, il n'y a qu'un pas; au moins cette dernière commence-t-elle à professer avec une logique hautaine le dédain de la philosophie, de la poésie et des arts. Dans un des recueils américains les plus répandus (1), le rédacteur, à propos des romans peu dangereux de Frederika Bremer, écrit six pages contre la fiction en général et le roman en particulier. « La vie positive et pratique, dit-il, suffit à l'homme; l'imagination est un péril, les arts sont un malheur. » Que les Américains se rassurent, l'imagination et le raffinement ne sont pas près de les ruiner. Dans un autre article du même recueil, la philosophie est traitée avec le même sans-façon. En définitive, ce sont les plus hautes facultés de l'esprit que l'on frappe d'anathème; et ce qui nous effraierait, si l'avenir n'était pas le grand réparateur, c'est que la civilisation moderne paraît s'engager tout entière dans cette rainure d'un matérialisme épais, si contraire au progrès de la destinée humaine.

Cette civilisation américaine, née de la prose, bâtie sur la prose, en lutte contre la matière, et n'estimant, quand elle se rend compte d'elle-même, que la matière exploitée au profit du corps, n'en a pas moins ses poëtes; elle en a même une foule, et cela se comprend ; la poésie ne leur coûte rien, ils la fabriquent à leurs moments perdus, comme on s'amuse le dimanche à la paume ou au billard, quand on a passé la semaine sous le joug laborieux d'une industrie casanière. Un M. Rufus William Griswold s'est plu à recueillir en un énorme volume, qui en vaut douze, la

par-devers lui, fruits des années attendries ou orageuses? Je ne veux reproduire que les premières strophes de cette innocente pièce :

SON NOM.

Nom sacré, voix mystérieuse,
Quel magique pouvoir a formé tes accents?
Quelle chaîne mélodieuse
Captive donc mon cœur, alors que je t'entends?
Moins douce est la voix solitaire
Du rossignol au fond des bois;
Moins doux est ce doux nom : *ma mère!*
Murmuré par l'enfant pour la première fois!

Qu'un doigt léger, qu'un souffle tendre
Fasse gémir l'ivoire ou soupirer le buis,
C'est ton nom que je crois entendre
Dans l'ombre du vallon, dans le calme des nuits.
Sitôt qu'il frappe mon oreille,
L'ombre qui m'entourait s'enfuit;
Tout mon cœur engourdi s'éveille,
Et le jour qui renaît m'inonde et me sourit, etc.

(1) *New England's Magazine.*

masse colossale de la poésie américaine. Une introduction historique sert de propylées à ces redoutables cinq cents pages, où brillent les noms de plus de cent poëtes indigènes (1). Le signe distinctif de toutes ces œuvres, c'est le lieu commun ; tout y est fabriqué à l'emporte-pièce. Tirez votre chapeau à ces épithètes, saluez ces images ; c'est de la poésie de *Gradus ad Parnassum*. Les formes usées en Europe font fortune là-bas, comme les bonnets passés de mode font fortune aux colonies. Les images sont stéréotypées ; le lac est toujours *bleu*, la forêt toujours *frémissante*, l'aigle toujours *sublime* ; on emprunte aux gloires émérites leurs audaces d'autrefois. Les mauvais poëtes espagnols n'écrivaient pas plus vite, *stantes pede in uno*, leurs misérables rimes que ces modernes versificateurs américains, banquiers, *settlers*, commerçants, commis, maîtres d'hôtel, leurs épopées et leurs odes. En fait de contrefaçon, ils ne se gênent pas. Celui-ci refait le *Giaour*, cet autre *la Dunciade*. M. Charles Fenno Hoffmann décalque les chansons de Thomas Moore, M. Sprague se modèle sur Pope et sur Collins. Tel s'empare de la stance byronienne, tel autre s'approprie la cadence et les images de Wordsworth. Mistriss Hemans, Tennyson, Milnes, trouvent leurs imitateurs ; il suffit d'avoir reçu la consécration du public anglais pour subir la contrefaçon américaine.

Pourquoi cette muse décrépite et provinciale s'assied-elle au pied des monts Alleghanis? La fraîcheur de ces golfes de feuillage, vieux comme le monde, et le soleil se brisant en prisme sur les immenses cascades, ne peuvent-ils féconder cette indigence? Tous les éléments sont là ; la matière poétique ne manque pas aux hommes, le génie poétique manque à la société. Lorsque, en dépit de leurs institutions matérialistes et de leur tendance industrielle, les Américains du Nord ont voulu avoir des poëtes, ils en ont eu ; mais ce n'étaient que les reflets décolorés de la métropole, les échos affaiblis de la nationalité britannique. Chez la plupart, la rapidité de l'exécution, l'incorrection du langage, se joignent étrangement à une exagération descriptive, à un flot de métaphores vagues et énormes qui n'expriment rien. Quelques-uns renoncent même à la grammaire, et la formation nécessaire des mots anglais est mise en oubli par eux. Ainsi le poëte Payne ne craint pas d'employer les mots *fadeless* et *tireless*, qui sont d'affreux barbarismes, nés d'une composition de mots contraires à la grammaire et à l'analogie saxonnes. Le privatif *less* (qui n'est autre que le gothique *laus* et l'allemand *los*, « exempt de, libre de, privé de ») ne peut évidemment s'adapter qu'à un substantif, — *house-less colour-less*, « sans maison, sans couleur. » Rien de plus facile à concevoir que cette règle peu abstraite. Les Allemands, si libres dans leurs formes, la suivent constamment ; ils disent *ehr-los*, *furcht-los*, « sans honneur, sans crainte. » Ils ne disent pas plus *ehr-lich-los* ou *furchtbar-los* que nous ne pouvons dire *sans honorable, sans redoutable*, au lieu de « sans honneur et sans crainte. » Le vrai poëte ne détruit jamais les éléments d'un langage ; il en use avec une savante hardiesse qui les féconde.

Fidèles d'ailleurs à la probité commerciale, les poëtes américains font en général « bonne mesure, » et vous livrent des tonnes pleines de vers médiocres ; le lecteur se retrouvera sur la quantité. *La Colombiade*, de Joël Barlow ; *la Conquête de Chanaan*, par Dwight ; *Tecumseh*, par Colton (2), poëmes épiques, colosses de

(1) *The Poets and Poetry of America*, with an historical introduction by Rufus W. Griswold. Philadelphie, 1842.

(2) *Tecumseh, or the West thirty years since*, by G. H. Colton. New-York, 1842.

coton et de papier mâché, forment une masse de près de dix mille vers qui doivent toutefois céder la palme du ridicule à une épopée américaine qui vient de faire son entrée dans le monde et qui a pour titre *Washington* (1). Le docteur Channing avait accusé quelque part les États-Unis de n'avoir pas de littérature nationale : « Cela me frappa, dit l'auteur dans sa préface, et je pris aussitôt la résolution de faire à ma patrie le cadeau d'une épopée. » Mais notre homme avait une boutique à garder. Le moyen de faire marcher de front les soins du comptoir et ceux du poëme épique! « J'eus la prudence, ajoute-t-il, de remettre la fabrication de mon poëme à l'époque où j'aurais achevé ma fortune. Gâter un bon commerçant sans créer un bon poëte, c'eût été conscience. Je commençai donc par mettre mes affaires à jour, après quoi je me retirai dans la solitude avec mon imagination. » Retiré dans la solitude « avec son imagination, » le poëte américain « fit donc cadeau » à sa patrie de ce poëme épique extraordinaire et vraiment grandiose, intitulé *Washington, épopée nationale.* Le début en est simple. Washington prend le thé avec sa femme : « Oui, bien sûr, comme il est vrai que je me lève de cette chaise, s'écrie le héros, j'entreprendrai cette nuit de soulever le peuple! » Sa femme voudrait qu'avant de soulever le peuple, il prît une tasse de thé, car elle est là, « armée de sa porcelaine chinoise reluisante, et elle est prête à lui verser le rafraîchissement. » — « Très-chère femme, reprend Washington, mon temps n'est pas à moi, et je ne suis venu que pour t'assurer (2), etc. » Le monde, qui a vu bien des épopées ridicules, n'en avait pas vu de pareille.

Que dire ensuite des grands hommes dont M. Griswold a peuplé son Parnasse américain, Trumbull, Alsop, Clason, sans compter Robert Payne, Charles Sprague, Cranche, Leggett, Pike, Hopkinson et près de cinquante autres? L'un d'eux, Robert Payne, représente Washington debout, repoussant avec sa poitrine les coups du tonnerre et tenant son épée nue, « en guise de conducteur électrique, pour diriger la foudre vers l'Océan où elle va s'éteindre. » Ce héros-paratonnerre produit un bel effet; c'est le chef-d'œuvre de la poésie-machine. Quelques autres, par exemple Percival, ont poussé aussi loin que possible l'art d'entasser les mots sans idée : « Oui, dit-il quelque part (nous le traduisons littéralement), l'arc-en-ciel nébuleux qui se joue en frémissant dans les flots d'azur du ciel, et l'écume chatoyante dont les nymphes sacrées entourent l'âme vibrante et l'harmonie innée du poëte.... c'est la poésie. » A la bonne heure! M. Charles Sprague, caissier de la maison de *banque du globe* dans le Massachussetts, et qui vit fort retiré, fabrique laborieusement sur le modèle de Pope des vers didactiques, sans originalité et sans élégance; c'est quelque chose de curieux qu'un Pope républicain, américain et caissier.

M. Dana, auteur du *Boucannier,* et M. Drake, qui a écrit *la Fée coupable,* s'élèvent un peu plus haut. M. Jean Pierrepont, avocat renommé et auteur des *Airs de Palestine,* est excessivement moral, monotone et peu poëte. Plusieurs femmes, mis-

(1) Boston, 1843.

(2) « .... For me, as from this chair I rise,
So surely will I under take this night
To raise the people.... »

. . . .

« There by her *glistening* board, ready to pour
Forth the refreshment of her chinese cups. »

. . . .

(*Washington,* canto I[er], v. 70.)

triss Osgood, mistriss Sigourney, et mistriss Brooks, surnommée *Marie de l'Occident*, ont publié des poëmes. Ceux de la première sont d'une puérilité prétentieuse, la seconde ne se distingue que par une verbeuse facilité; quant à mistriss Brooks, auteur de *Zophiel*, son talent extraordinaire est si fatigant par l'entassement des couleurs, des sons et des images, par la complication du rhythme et par la recherche fantastique du sujet, que l'esprit et l'oreille demandent également grâce au poëte. Les seuls noms que l'on puisse isoler honorablement au milieu de cette forêt de versificateurs sont ceux de Street, Fitz-Greene-Halleck, William Cullen Bryant, Henry Wadsworth Longfellow et d'Emerson, dont nous avons déjà parlé. Street est un poëte descriptif agréable et diffus. Halleck, surintendant du riche M. Astor, capitaliste et propriétaire du plus grand hôtel de New-York, est auteur de *Marco Botzaris* et de *la Jaquette rouge*, poëmes plus mélodieux que fortement pensés. Bryant lui est de beaucoup supérieur. Pour la solennité du ton, l'énergie contemplative, la gravité sérieuse, il rappelle souvent le poëte allemand Klopstock, et n'est pas exempt de ses défauts; la fantaisie et le libre caprice lui manquent trop. Vous errez avec lui sous une de ces sombres arcades de verdure qui abritent des flots lents et paisibles; à peine quelques vagues émues rayonnent sous un rare soleil. Le ton du sermonaire domine dans les deux recueils de ses poésies réimprimés à Londres (1). Un fragment de ce poëte donnera quelque idée de sa manière :

« Encore un jour, un jour d'été qui s'achève! Le soleil est couché. L'occident est rouge, et les dernières heures s'en vont doucement; elles ont rempli leur tâche, ces heures filles de Dieu. L'herbe a poussé sa verte tige, et les troupeaux en ont fait leur pâture. Le jeune rameau a développé sous le soleil son tissu de soie. Les fleurs du jardin et du désert se sont ouvertes pour mourir, et les graines fécondes, brisant leurs cachots, se sont ensevelies sous la terre où elles attendent le moment de la renaissance..... La vie continue son mouvement éternel..... Partout, sous la muraille nue de la chaumière ignorée, sous l'or de l'alcôve princière, dans les greniers infects des capitales, de nouvelles mères, toutes joyeuses, ont pressé sur leur sein de nouveaux fils; partout, sur la lisière de la forêt, sur la rive et dans les villes, de nouvelles tombes se sont creusées, — et remplies, — et refermées. Aujourd'hui des amis chers se sont séparés, et des amitiés nouvelles se sont liées; la vierge longtemps priée d'amour a enfin cédé. — Encore un jour! Entre deux âmes qui s'aimaient, la première parole dure s'est échangée, et le bonheur est brisé. — Encore un jour! Adieu, soleil, adieu, journée! adieu, vie qui finis, et toi, vie nouvelle, qui recommences! »

Ralph Waldo Emerson, ministre unitaire aujourd'hui détaché de son église, dont il diffère quant à l'interprétation de la cène, mérite une mention plus spéciale, bien qu'il ait produit à peine deux volumes de vers et de prose. Aujourd'hui directeur d'une revue trimestrielle qui paraît à Boston, c'est l'esprit le plus original ou plutôt le seul que les États-Unis aient produit jusqu'à ce jour. On ne peut lui opposer ni Channing, ni Prescott, ni même Irving. Le docteur Channing, connu par des *Essais* éloquents, des discours et un travail remarquable sur Milton et sur Napoléon, manque de clarté et de mesure dans la pensée, et sacrifie à une sonorité pompeuse les avantages sérieux de la prose, la solidité et la concentration. Le charmant

(1) 1840 et 1842.

style de Washington Irving se compose d'une élégante imitation d'Addison et d'une heureuse étude des vieux poëtes. Il est difficile de pousser plus loin l'agrément et la douceur ingénieuse que M. Irving ; ce n'est ni de la force ni de la profondeur. Son paysage est doux et velouté, sa lumière pure et bien disposée, ses personnages sont heureusement groupés comme ceux de Wouwermans; comme ce peintre, il n'est exempt ni de monotonie ni de manière. Prescott, auteur d'une bonne *Histoire d'Isabelle la catholique,* s'est procuré en Espagne des documents originaux et authentiques dont il a fait une composition sage et complète, non colorée et puissante; on s'intéresse d'ailleurs malgré soi à un ouvrage dicté par un aveugle à sa jeune fille, qui en a, sous la direction de son père, compulsé et arrangé les matériaux. Irving est de l'école d'Addison, Channing imite Burke, Prescott se modèle sur Robertson. Emerson, au contraire, a un cachet particulier de profondeur dans la pensée et de couleur dans l'expression qui le rapproche de Carlyle sans qu'on puisse lui reprocher de copier ce maître. Ce sont des idées analogues, souvent plus hasardées, qu'il exprime : — la réconciliation de l'esprit réformateur et de l'esprit conservateur, la moralité portée dans l'industrie, la dignité humaine rendue aux masses aveugles, et le hideux sentiment de l'envie refoulé dans ses profonds repaires. Emerson n'a publié encore en prose qu'un petit volume intitulé simplement *Essays;* lorsque ces *Essais* tombèrent entre les mains de Carlyle, ce dernier fut tellement frappé de l'analogie de sa pensée avec celle d'Emerson, qu'il se fit à Londres l'éditeur du petit volume américain, et le volume eut du succès.

Quelques poëmes de lui sont marqués au coin de la même originalité. Une petite pièce *à l'Abeille* est délicieuse dans son genre et presque digne de Milton. A travers bois et vallées, l'abeille s'en va, heureuse, active, dédaignant tout ce qui est malfaisant ou sans beauté, cherchant le soleil, les solitudes odorantes, les secrets parfums qui ravissent, le murmure des eaux courantes, et bourdonnant dans le rayon et dans l'encens. Rien de plus vif que cette peinture; un sens mystique et une veine cachée de philosophie serpentent sous le luxe et la grâce des images. Le rhythme même et la mélodie reproduisent le vol doré de l'abeille dans les feuillages frais :

« Thou in sunny solitudes,
» Rover of the underwoods.
» The green silence dost displace
» With thy mellow breezy bass! »

Nous ne nous amuserons pas à détruire, en traduisant ces jolis vers, une combinaison rare et délicate de la musique, de la forme, de la couleur et de la philosophie.

Mais ce sont là des exemples peu communs, des exceptions plutôt que des règles. Plus varié que Cullen Bryant, et voué à la poésie, dont Emerson ne semble faire qu'un délassement passager, Henri Wadsworth Longfellow, aujourd'hui professeur de littératures française et espagnole au collége de Haward, a été élevé en Europe et a voyagé en Suède et en Danemark. Le génie scandinave moderne paraît avoir exercé sur sa pensée l'influence la plus active. Une sévère beauté intellectuelle, une douceur particulière d'expression et de rhythme, distinguent ses vers, en assez petit nombre, mais remarquables, et spécialement le volume intitulé *Voix de la Nuit.* C'est une poésie pâle et « clair de lune, » comme disent les Améri-

cains eux-mêmes, qui attire par une triste et douce grandeur. L'effet en est étrange, et les couleurs en sont si transparentes, que le roman sentimental en réclamerait volontiers le mérite au détriment de la poésie. Ces œuvres sont d'ailleurs fort supérieures au flot commun des poésies tièdes dont le Parnasse anglais est inondé, par exemple à l'*Ecclesia* d'un moderne ministre. Le caractère du talent de Longfellow a l'air d'appartenir à une région plus froide et plus douce que l'Amérique. Peu de passion et un grand calme qui approche de la majesté, une sensibilité émue dans la profondeur, se manifestent par des vibrations et des rhythmes modérés; les poésies suédoises de Tegner donneraient seules une idée de cette mélodie lente et de cette émotion réfléchie. Longfellow nous semble occuper la première place parmi les poëtes de son pays. Une saveur distincte le caractérise; on croit sentir, en le lisant, la permanence triste des grands bruits et des grandes ombres dans ces plaines qui n'ont pas de fin et dans ces bois qui n'ont pas d'histoire.

La littérature américaine proprement dite n'a pas acquis plus de force, de nouveauté et de couleur que par le passé. Le roman vulgaire y surabonde; c'est surtout pour la caricature outrée que les Américains de l'Union montrent du talent; je croirais volontiers que le premier homme de génie auquel ce peuple donnera naissance sera quelque grand satirique. Les nations, à la fois jeunes et vieilles, qui, héritières d'une ancienne civilisation, voient devant elles un monde inconnu d'industrie et de politique à conquérir et à organiser, se trouvent environnées de si ridicules contrastes, qu'une pente naturelle les entraîne à l'ironie. La Gaule romaine a commencé par là. Chez les Américains, cette ironie est encore à l'état brut; elle se développe rudement, mais elle se raffinera; aujourd'hui la séve en est singulièrement âcre et grossière. Les lecteurs de ce côté de l'Atlantique ne peuvent éprouver que du dégoût pour les scènes odieuses auxquelles se complaisent les peintres de mœurs américaines, MM. Moore et Mathews, auteurs de *Tom Stapleton* (1) et de *Puffer Hopkins* (2). J'ai parcouru avec avidité ces tableaux de la vie américaine par des Américains. L'impression en est triste; ce n'est pas populaire, c'est bas et aristocratique dans le pire sens du mot : des vices fades et corrompus, sans compensation de grâce et de goût; une envie lâche qui poursuit les titres, qui en veut à la fortune, et se rue sur le succès. Ces mœurs sont sans pureté, sans passion, sans simplicité, sans élégance, sans grandeur; vous diriez l'arrière-boutique des plus petits marchands de White-Chapel transportée tout à coup dans un salon doré, empruntant gauchement les vices d'en haut sans quitter les vices d'en bas. Ce n'est plus Washington, ce n'est pas encore Walpole. On ne peut exprimer le dédain et la douleur que font naître ces vices éreintés et brutaux, qui tiennent par l'impureté aux scandaleux boudoirs du vieux monde et rappellent la senteur de la tabagie, tout en affichant des prétentions aristocratiques.

Est-ce là, bon Dieu! qu'il faut chercher des données vraies sur la société américaine? Dickens, Marryatt, mistriss Trollope, miss Martineau, en leur qualité d'Anglais, devaient nous inspirer peu de confiance; ils sont moins défavorables à l'Amérique que M. Moore et M. Mathews, dont les romans, *highly popular*, édités in-4° dans une publication périodique intitulée *Brother Jonathan* (*Jonathan* est le type national, le John Bull américain), avec d'horribles gravures sur bois, don-

(1) *The Adventures of Tom Stapleton*, by John M. Moore; New-York, 1843.
(2) *The Career of Puffer Hopkins*; by Cornelius Mathews; New-York, 1843.

nent pour douze cents et demi (à peu près onze sous) la valeur de trois volumes in-8° de 300 pages chaque, un peu plus de trois sols et demi par volume. C'est le dernier terme du bon marché porté dans l'art d'imprimer. Ajoutons qu'il est impossible de rien imaginer de plus incorrect et de plus laid à voir que ces impressions économiques; la matière n'est pas indigne de la forme. Il y avait une idée dans *Puffer Hopkins*, l'homme du puff, traversant la démocratie voiles déployées sur le vaisseau du charlatanisme et de la fraude; mais la grossièreté des scènes fait de ce livre quelque chose de hideux. Plus léger et plus frivole, *Tom Stapleton* accumule les orgies, les coups de bâton, les scènes d'ivresse, les chaises cassées et les chutes dans les escaliers, mêlées aux scènes grivoises et aux libertés philosophiques du compère Mathieu. L'auteur a voulu peindre les faits et gestes des aimables vauriens de New-York; personne ne voudrait se trouver seul la nuit avec ces gaillards-là. Le gourdin joue le premier rôle dans leurs exploits; l'un d'eux, Tom lui-même, sert d'ami et de protecteur secret à une héroïne digne de lui. Quand on ne se grise pas, on se bat; quand on ne se bat pas, on se grise. Le tout finit par un bon mariage, doublé de dollars, au profit du héros, mariage accepté avec enthousiasme par une jeune personne conquise à la vigueur du poignet. L'état d'une société sauvage reparaît dans sa nudité à travers ce roman qui rédige de temps à autre, sous forme de théorie, la brutalité des incidents qui composent la trame du récit. Sans prétendre à une sainteté spéciale, on regrette de voir un grand peuple, dont plus de la moitié brûle ou pend les abolitionistes et réinstitue contre eux la censure, adopter comme un de ses livres favoris un ouvrage où les paroles suivantes se trouvent placées dans la bouche, non d'un bandit, mais du héros même, que l'auteur a soin de rendre intéressant : — « Honnêteté ! le mot est ridicule et ne signifie rien. Chacun de nous en attrape autant qu'il peut. *L'honnêteté est contre nature.* Il n'y a qu'une seule loi qui gouverne l'univers, c'est l'attraction, elle régit sous ce nom les choses inanimées. Dans les êtres animés, cela s'appelle acquisition, ou vol. Le soleil, s'il pouvait, attirerait à lui toutes les planètes. Un seul homme, s'il le pouvait, absorberait les jouissances de tous ses semblables, et les dévorerait tous. Il n'y a qu'un mot d'ordre raisonnable : *Dieu pour tous et chacun pour soi* (1) ! » Voilà un résumé franc, honnête, candide, une philosophie bien formulée. J'avais toujours frémi de colère plus que de peur, lorsqu'un drame lyrique, dont la musique est belle, me faisait entendre ce cruel et triste refrain : *Chacun pour soi et Dieu pour tous !* Il me semblait que la Némésis de la vie sauvage se levait tout à coup, dictant cet épouvantable chœur, invoquant la destruction de tout lien entre les hommes; l'auteur américain nous donne l'explication de ce cri féroce. C'est la loi de la force. La vie est un pillage universel; au plus fort la première proie, au plus rusé la seconde. Ces philosophes-hyènes mériteraient qu'Héliogabale et Tamerlan les nommassent leurs législateurs.

Une fois cette insurrection contre la probité, l'imagination, la poésie et la philosophie, devenue universelle, l'humanité n'a plus qu'un but, celui de vivre, et de se battre pour vivre, *fruges consumere nati;* tout cela est d'accord et bien en harmonie. Il y a au contraire, comme le dit Emerson, une croisade à entreprendre aujourd'hui en faveur de l'intelligence et du dévouement, contre le moi, l'égoïsme, l'avidité, la brutalité pillarde. La devise de cette ligue serait au contraire : *Dieu pour chacun! chacun pour tous!* C'est la devise des grandes races, c'est le thème

(1) *Tom Stapleton,* p. 73, seconde colonne, ligne 3; édition in-4°.

civilisateur; le reste doit aller se confondre dans les égouts du bas-empire. Le passage précédent de l'auteur américain prouve que cette sainte ligue contre les intérêts égoïstes ne serait pas hors de propos; c'est à la France, non de s'engager dans une voie de sensualité fatale, mais de marcher à la tête de cette croisade généreuse.

Tous ces nouveaux auteurs américains, qui ne valent ni Franklin pour la bonhomie, ni Washington Irving pour l'aménité, ni Cooper pour la force et la précision des tableaux, ne manquent jamais, tels vulgaires qu'ils soient, de s'intituler *esquires*. Cette petite distinction chevaleresque orne le titre de leurs romans remplis de trivialités inexprimables, et ce n'est pas un des caractères les moins plaisants du peuple nouveau que le goût vif ou plutôt l'engouement qu'affichent pour les titres de noblesse les adorateurs de la populace. Avec ses penchants aristocratiques, le *Yankee* est susceptible comme un provincial; il prend feu dès qu'un étranger s'avise de reprocher une imperfection à l'Amérique. On formerait une bibliothèque des réponses imprimées que le voyage de M. Dickens a fait naître. La plupart de ces livres n'ont pas beaucoup de sel, quoiqu'ils aient beaucoup de colère; le plus remarquable porte ce titre singulier : *Monnaie des Notes de M. Dickens, par une Dame américaine.* Ce dernier, homme d'esprit, avait intitulé son livre : *Notes à mettre en circulation;* le mot *note* signifie, comme on sait, note et billet de banque. Nous ne croyons pas que la monnaie de la dame soit suffisante. Notre voyageuse est amère sans originalité; elle raconte tout ce qu'elle sait des travers, des vices et des folies de l'Angleterre, et elle sait peu de chose. « Les hommes, dit-elle, y sont grossiers, les femmes mal mises, les maisons uniformes, et le coup d'œil de la brique éternelle est ennuyeux. » Où sont la nouveauté, la vivacité, la profondeur? nous craignons que la *lady* américaine n'ait pas rendu à M. Dickens « la monnaie de sa pièce. » Rien de plus trivial que ses remarques sur l'impolitesse des douaniers, sur la multitude des malheureuses qui courent les rues de Londres, sur l'immense étendue de la ville, « qui, dit-elle, offre un assemblage de hameaux juxta-posés, mais non une ville. » Nous voilà bien peu avancés et bien peu instruits sur le cours des événements, la tendance des esprits, la réalité des faits, et le sort réservé à l'Angleterre. La dame américaine (qui a soin de s'appeler *lady*) n'aperçoit que les surfaces; l'avenir caché dans le présent lui échappe. Laing, Chambers, Porter, et surtout le prophétique Carlyle, nous renseignent bien mieux à ce sujet que *la Monnaie rendue à M. Dickens* par l'observatrice (1).

Ce sont les journaux républicains qu'il faut placer en regard des nouveaux romans publiés à New-York, pour éclairer ce présent obscur et cet avenir singulier. Là se trouvent des renseignements certains sur l'état de l'Union. Dans le nord, l'afflux des Irlandais est énorme; il usurpe le territoire et crée une Amérique irlandaise. Dans le sud, comme le dit le poëte Dana dans un beau vers,

Le nègre fait trembler le maître qui l'écrase.

Ce double état de choses produit souvent de sanglantes catastrophes, et la constitution s'en tirera comme elle pourra. Déjà la liberté de la presse et la liberté du sujet sont entamées; on a vu que les lois de la probité ne l'étaient pas moins. Lisez

(1) *Change for the American Notes*, in letters from London to New-York, by an american lady; 1843.

cette constitution : vous la trouvez humaine, juste, philanthropique, digne de Washington et de Franklin. Elle consacre les droits du sujet et assure sa vie ; elle décrète la liberté de l'individu et celle de la presse. Descendez jusqu'aux faits ; examinez comment cette constitution fonctionne. Les papiers publics pullulent de documents curieux à cet égard. La *Gazette de Clinton* (mai 1843) vous apprendra que « le vendredi soir, 22 mai, la multitude assemblée a décidé du sort de James (accusé d'avoir poussé les nègres à l'insurrection). Les uns votaient pour les verges, les autres pour la pendaison. Le parti de la pendaison *(the hanging party)* l'a emporté à une majorité écrasante. La mort de James a été votée par la masse du peuple. D'après ce *sentiment*, exprimé d'une façon peu équivoque, James a été conduit jusqu'à un mûrier noir, et suspendu à l'une des branches de l'arbre. Nous approuvons entièrement cette mesure, ajoute le rédacteur ; le peuple a agi *convenablement* (1). » — C'était la seizième fois que le peuple agissait ainsi extra-judiciairement et *convenablement* depuis six mois.

Voilà pour la sûreté des personnes. Quant à la liberté de la presse, elle est abolie dans plusieurs localités ; le maître, c'est la foule ; ce qui déplaît au maître, on ne peut l'imprimer. Un journal de New-York ayant reproduit un discours du docteur Channing, lequel discours renfermait des observations contraires à l'esclavage, ce journal fut mis en vente à Charleston, ville du sud ; aussitôt l'association des planteurs de la Caroline intente un procès au libraire de Charleston, que l'on force à déposer 1,000 dollars pour sa caution. Ce libraire venait de recevoir un ballot d'exemplaires du voyage de Dickens, qui, on le sait, n'épargne pas les planteurs ; effrayé, il se hâte de faire insérer l'annonce suivante dans les journaux de la ville : « Le livre de M. Dickens sera soumis à l'inspection d'un comité composé de membres intelligents de l'association de la Caroline du Sud. S'ils en approuvent la vente, je le mettrai en vente ; sinon, non. » Ce comité, n'est-ce pas la censure elle-même ? — Non-seulement ces faits existent, mais ils s'érigent en principes ; ils constituent une théorie. La *Chronique de Georgia Augusta* dit expressément : « Il faut que tous les états du Sud mettent à mort quiconque demandera la liberté des esclaves, et qu'on tue cet homme dès qu'on le trouvera, partout où on le trouvera. » — Le *Télescope de Colombie* (Caroline du Sud) va plus loin encore, et s'exprime en termes plus atroces : « La question de l'esclavage n'est pas ouverte à la discussion ; ce système a poussé chez nous de trop profondes racines, il doit durer à jamais. Du moment où un individu s'avise de venir nous sermonner sur l'immoralité et le péril de l'esclavage, il faut lui couper la langue et la jeter sur le fumier (2). »

Le *Trurican de la Nouvelle-Orléans* et le *Phare de Norfolk* (Virginie) sont remplis de menaces analogues. Ces menaces se réalisent souvent, comme le prouvent les récits contenus dans le *Libre Commerçant des Natchez* (3) et dans *l'Argus du Missouri*. Tous ces journaux, que nous avons sous les yeux, font foi d'un retour complet à la vie sauvage. Deux ennemis se rencontrent dans les rues et se massacrent ; cela s'appelle un duel. Les journaux s'expriment très-légèrement là-dessus et racontent en trois lignes ces boucheries domestiques, comme les choses du monde les plus naturelles. « Le major un tel a rencontré le capitaine un tel, et lui a assené un coup de bâton ; le capitaine a répondu par un coup de pistolet

(1) *The people have acted properly.*

(2) « His tongue *shall be* cut out and cast upon the dunghill... »

(3) 16 juin et 17 octobre 1843.

(*revolving pistols*), et tous les deux sont morts. » Voilà tout. Sous ce régime, la loi, c'est la haine, c'est la rage. Un nègre nommé Joseph est brûlé « à petit feu » par le peuple, avec une frénésie calme, qui eût fait honneur à l'inquisition dans ses beaux jours. La terreur en France était moins scientifiquement horrible; elle ne brûlait personne « à petit feu. »

Je préfère les voyages américains à la plupart des livres qui viennent de ce pays, en exceptant ceux d'Emerson, Channing, Prescott et Irving. L'Américain du Nord est voyageur; mais encore faut-il s'entendre : s'il voyage du côté de l'Europe, le préjugé, l'orgueil national, la rancune, l'aveuglent ou l'enveniment ; il voit mal et juge de travers, il se trompe. Dans les régions nouvelles et vierges, sa naïveté se conserve; en face de la nature, il reproduit avec une vérité souvent piquante et même éloquente des émotions et des impressions qui lui plaisent. Les *Incidents d'un voyage dans la province d'Yucatan,* par E. Stephens (1), et le *Galop à travers le paysage américain, esquisses de scènes et d'aventures américaines*, par Silliman (2), méritent d'être distingués. C'est une véritable course au galop que le petit volume de Silliman, et, dans cette société qui va si vite, les meilleurs livres et les plus agréables styles sont ceux qui s'élancent à toute bride, ne s'embarrassant ni de philosophie ni de beau langage. Il y a dans les *Esquisses* de Silliman une peinture magnifique de la cataracte de Niagara pendant l'hiver; cet immense palais de glace suspendue et étincelante, ce mouvement gigantesque arrêté dans l'air par une force magique, composent un des plus étourdissants spectables dont on puisse s'aviser. La touche de l'auteur américain est facile, rapide, hasardeuse, un peu incorrecte, mais chaude, et n'en vaut que mieux. Les mœurs de l'Yucatan, province qui, comme on sait, forme la pointe extrême de l'Amérique méridionale, les étranges habitudes de ce pays perdu, où les coutumes indiennes se mêlent aux souvenirs féodaux et aux traditions espagnoles, sont reproduites dans le voyage de Stephens avec beaucoup de vérité et de détails. C'est peut-être le livre où l'on trouve le plus de renseignements neufs sur cette race intéressante des Maceguas, indigènes de cette portion de l'Amérique. « J'ai été témoin, dit M. Stephens, d'une représentation dramatique indienne qui m'a frappé; les Indiens l'appellent *Chtol;* la scène se passe du temps de la conquête. Les natifs, résolus d'opposer aux conquérants une résistance héroïque, se réunissent dans un temple. Un vieillard à barbe blanche les exhorte à mourir pour la patrie, et tous vont marcher au combat, lorsqu'un Espagnol, ou du moins un Indien revêtu du costume castillan, fait son entrée en scène, armé d'un mousquet. Le prétendu Espagnol fait partir son arme ; l'explosion épouvante les Indiens, qui tombent à genoux devant lui. Il enchaîne le chef de la troupe, l'emmène prisonnier, et le drame finit. » Le style de ces livres ne brille point par la compression, l'énergie, la concentration; mais une certaine rapidité franche de pinceau les fait valoir, et les voyageurs européens, souvent affectés, se targuant d'une grande supériorité de savoir, ont rarement cette vivacité ingénue qui donne du prix aux pages d'Audubon, de Silliman et de Stephens.

Voici une curiosité américaine plus piquante. La manufacture de Lowell dans le Massachussetts n'a que des ouvrières, et le prix de la main-d'œuvre est assez cher pour que chacune de ces demoiselles, après avoir accompli sa tâche, se retire

(1) *Incidents of Travel in Yucatan.* 2 vol. in-8°, New-York, 1843.

(2) *A Gallop among American scenery, or sketches of American scenery and military adventure.* New-York.

dans sa petite chambre, lise ou écrive, sorte armée d'une ombrelle verte, et se donne des airs de duchesse qui ont émerveillé les touristes anglais. L'explication de ce fait est bien simple. Il faut des bras à l'Amérique travailleuse, qui n'a pas quitté encore la période du labeur physique; c'est lui qu'elle rétribue : le labeur intellectuel n'est pour elle qu'un ornement factice. Elle possède, il est vrai, des universités et des colléges, qui ressemblent assez aux décorations de carton que Potemkin montrait à son impératrice. On en jugera par un seul exemple; dans un recueil américain, qui a des prétentions à l'érudition, le mot *dives*, dont tous les écoliers connaissent le pluriel, *divites*, se trouvait transformé en *diveses* (the *diveses* of our land).

Pourquoi miss Martineau s'étonne-t-elle que les ouvrières de Lowell soient des demoiselles et prennent des airs? Elles sont princesses; leur blason, c'est celui du pays, un bateau à vapeur et une machine à filer. Cette congrégation de fileuses du Massachussetts a eu naturellement l'idée de se former en académie, et de présenter au monde littéraire un échantillon de ses talents de conteuses, de romancières et de poëtes. En effet, ce sont des femmes de loisir que ces ouvrières; elles réalisent de cent à deux cents dollars par année, portent des montres d'or, suspendent une douzaine de robes de soie dans leur garderobe, et peuvent bien s'octroyer de temps à autre les douceurs de la mélancolie, de la rêverie et de la poésie. Ces béguines de l'industrie américaine se sont donc cotisées pour rédiger et faire imprimer une sorte d'almanach des muses, sous le titre de *Lowell Offering,* « l'Offrande de Lowell. » Il y a là tout ce qui peut traverser l'esprit de jeunes filles oisives; de la prose, des vers, des odes, des sonnets, de l'amour, du caprice, des caveaux et des tourelles; un mélange des précieuses ridicules et des modernes romanciers.

Anna Tabitha, Oriana, Lucinda, Gregoria, Alleghania, Atala, Gesmunda, Tancreda, Velleda (où donc vont se nicher les beaux noms du cabinet bleu d'Arthénice!), signent ces médiocres fragments, dont à peine deux ou trois obtiendraient admission dans un journal européen de l'ordre le plus humble, mais dont l'ensemble est un curieux phénomène. Nous avons vu naître ici les poésies des ouvriers, qui, entre nous, disons-le tout bas, ne valent pas de bon pain et de bonnes bottes. Les Américains ont les poésies des ouvrières, que je n'hésiterais pas à donner en masse pour une paire de bas bien raccommodée ou un mouchoir convenablement ourlé. A quoi bon de la poésie ouvrière? J'aimerais mieux des ouvriers poétiques, ne faisant de vers que si Dieu les leur commande, et conservant au fond de leur cœur le foyer sacré du beau moral, l'amour de la nature et de l'honnête, et la virile énergie et la faculté du dévouement. De toutes les pièces des Tabitha et des Ellenora qui travaillent *at the mills*, une seule mérite d'être citée. L'idée en est grandiose et extravagante, le style élevé et bizarre, et, si cette fantaisie était tombée dans l'esprit de Jean-Paul-Frédéric Richter, non dans celui d'une *factory-girl* de Lowell, le grand mystique allemand lui eût donné une valeur puissante : telles qu'elles sont, ces pages, sorties d'une plume de dix-huit ans, et de la plume d'une ouvrière vivant à l'autre bout du monde, sont fort singulières. Elles ont pour titre : *Pas de nuit*, et offrent la contre-partie de cette création effrayante de lord Byron, *Darkness* (ténèbres). Ici, dans l'œuvre de l'ouvrière américaine, c'est au contraire le soleil qui ne se couche jamais, c'est le monde fatigué de splendeur, la vie demandant à Dieu du repos, de l'obscurité et du silence.

L'archéologie locale a donné quelques produits en Amérique comme en Angleterre. Il n'y a pas si petite fraction des États-Unis qui ne possède son historien,

pas de petite ville qui ne veuille se présenter au monde dans un volume in-8° ou in-4° avec gravures. Le chef-d'œuvre de ce genre moléculaire est une *Histoire de Beverly* (1), petite ville de la Nouvelle-Angleterre, avec gravures, plans, cartes, biographies, etc. On ne se serait guère douté que cette honnête petite ville eût possédé deux cent trois grands hommes inconnus. C'est encore une des marques du temps que l'excessive importance attachée aux moindres objets, et l'égoïsme des localités. Les États-Unis, qui manquent de souvenirs féodaux et par conséquent d'histoire, dont l'âge héroïque est d'avant-hier, essaient de se rattraper par des minuties qui n'ont pas même l'intérêt douteux des curiosités antiques et le charme mélancolique qui s'attache aux débris moussus du passé.

Plus loin encore que Beverly, Halifax, capitale de la Nouvelle-Écosse, ville complétement étrangère aux habitudes littéraires, s'est piquée d'honneur depuis l'apparition de *Samuel Slick* (2), et cette partie obscure et lointaine des domaines britanniques, l'Amérique anglaise, commence à élever des prétentions. Trois volumes intitulés *Littérature coloniale,* par G. E. Young (Halifax), témoignent de ces excellentes intentions; hélas! ce sont des intentions, et rien de plus. M. Young répète ce que Blair, La Harpe et Batteux nous ont dit trop souvent. Il n'y a que les vieilles sociétés qui soient fécondes en philosophie et en critique ; les sociétés au berceau font éclore la poésie vierge et la chronique naïve. La Nouvelle-Écosse n'est pas jeune; c'est une vieille enfant de l'Angleterre jetée sous une latitude glacée. Elle n'est pas antique; mœurs, institutions, coutumes, tout date pour elle de l'époque où elle s'est acclimatée au bout du monde. On dirait que ces livres, qui viennent de si loin, ont été pensés, écrits et imprimés dans une ville de province, soit en Angleterre soit en France. Il y a quelque curiosité, quant aux faits, dans un volume intitulé *Huit mois dans l'Illinois,* par William Olivier (3), ouvrage peu ambitieux, sorti de la plume d'un ouvrier du Roxburghshire, et imprimé dans l'Illinois même. Parti pour ces climats lointains afin d'y établir sa famille, l'auteur donne à ses compatriotes les conseils nécessaires à leur émigration future. On a sous les yeux un état de société absolument dans le germe, un pays à peine habité, de grandes prairies basses et couvertes d'eau, la culture pénible d'un sol inaccoutumé à la charrue, et les efforts de la colonisation dans ces lointains parages, détails curieux et neufs qui intéressent jusqu'à l'émotion.

L'Amérique republie, pour onze sous, tous les romans que l'Angleterre édite pour trente francs. Les images du *Pictorial* servent à des clichés qui passent l'Atlantique, et vont assouvir la faim littéraire des *settlers* et des *Ojibbeways.* Chaque état de l'Union aura bientôt son histoire en dix volumes ; les lettres de Washington, d'une extrême sagesse et d'une égale insignifiance, remplissent six volumes ; Franklin en avait déjà fourni dix ; Jefferson et Quincy-Adams vont être exploités de même sorte. Ce ne sont donc pas les volumes imprimés qui manquent. Le globe en est couvert. Bientôt les forêts manqueront, et l'on élèvera des pyramides de livres dont on ne saura que faire. Un esprit bizarre et supérieur, le *philosophe inconnu,* autrement dit Saint-Martin, demandait comment on ferait pour

(1) *History of Beverly, civil and ecclesiastical, from its settlement,* by Edwin M. Stone 1842.

(2) Voyez *Scènes de la vie privée dans l'Amérique du nord ; — Revue des Deux Mondes* du 15 avril 1841.

(3) *Eight Mon ths in Illinois*, etc., 1843.

se tirer, dans deux mille ans, de cet océan de livres qui répètent les mêmes idées avec une légère variation de nuances. Il proposait, dans une de ses œuvres les plus étranges et les moins connues, le procédé burlesque et facétieux que voici : « Réduire en pâte tous les livres existants, nourrir avec cette bouillie encyclopédique la jeunesse et l'enfance, et charger du rôle de nourrices les beaux esprits et les savants, auxquels une superbe cuiller d'honneur serait consacrée, selon le grade qu'ils obtiendraient dans cette nouvelle université; — cuiller d'argent, cuiller de vermeil, cuiller d'or; — le dernier titre serait celui de *grande cuiller* (1). » L'état intellectuel et typographique du monde donne quelque prix à cette plaisanterie contenue dans l'œuvre satirique et fantastique de Saint-Martin. Déjà cette pâte littéraire semble faite d'avance. Tout le monde écrit de la même encre, et dans quelque trois cents ans, Dieu sait avec quelle joie et quel amour on recueillera le peu de livres, si petits qu'ils soient, qui auront un caractère et qui sembleront nés d'un cerveau humain, non d'un mécanisme intelligent. L'originalité, l'humour, la poésie, manquent de tous côtés. Aujourd'hui, en France, comme en Amérique et en Angleterre, les hommes supérieurs qui prétendent aux grands honneurs craignent de se montrer humoristes. Il n'y a guère que deux ou trois téméraires qui osent encore rêver, méditer, ne pas dogmatiser éternellement, se livrer au caprice, errer dans les fleurs de la pensée et jouir de la liberté. Toute l'Amérique ne possède pas un humoriste, l'Angleterre ne compte que Carlyle. Cependant les vrais hommes sérieux, à libre pensée, ne se refusent pas le caprice, comme les tempéraments forts risquent une course à cheval trop longue, trop vive et sous le soleil, redoutée des maladifs et des chétifs. J'ai peu de foi dans ces gravités excessives et dans ces modérations de tempérament. Je me défie de ces dames si vertueuses, qu'elles marchent éternellement raides, craignent le froncement d'un pli au bas de leurs robes, et n'osent pas lire Molière à quarante ans.

Si nous revenons sur nos pas, et que nous cherchions avec sincérité le sens définitif des observations fournies par cette longue course à travers toute sorte d'ouvrages, anglais, coloniaux, américains, poésie, prose, romans, contes, philosophie, nous retrouverons ce résultat que nous avions énoncé plus haut, la similitude et l'abaissement des produits. Le besoin d'une popularité facile et le mercantilisme se font sentir partout. On veut être compris de toutes les intelligences, et l'on commence à craindre singulièrement l'originalité, la profondeur, l'élévation, l'intensité, qualités qui ne sont pas de tout le monde, défauts pour qui ne les sent pas. De là diffusion, lenteur de style, abus de mots, facilité de verbiage, mélange d'ampoulé et de commun, des notions que l'on n'épure pas, des inventions que l'on néglige de concentrer, des faits que l'on ne vérifie point aux sources, des talents qui se perdent ou s'égarent; rien d'achevé. On craint le pédantisme; l'avidité coopère avec ce penchant, qu'elle fortifie et qui la sert; au nom du *circulating-library*, du cabinet de lecture, l'écrivain est sommé d'étendre son travail jusqu'à certaines dimensions; il ne peut plus produire d'œuvre contenue dans un petit cadre, plus de ces rayons purs qui tiennent peu de place et vont loin, — *le Vicaire de Wakefield*, — *Manon Lescaut*, — *Adolphe*. Il faut trois volumes post-octavo, selon la forme voulue et le goût du public. Allongez, délayez. Si c'est un voyage, trois volumes et gravures; si c'est un roman, trois volumes et de nombreux chapitres. La nécessité des gravures est un autre résultat de l'industrie matérielle

(1) *Crocodile*, liv. V.

envahissant les œuvres de l'esprit. Tous n'ont pas de génie : à quelques-uns l'imagination, au plus petit nombre la réflexion; mais tous ont des sens. Traduisez donc l'idée en images : faute de conquérir toutes les intelligences, vous ouvrez tous les yeux; ce progrès était dans la fatalité des conséquences. Si vous consultez les catalogues, vous verrez que le même flot de lithographies et de bois gravés couvre les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne et la France. Dans cette manufacture des choses imprimées, les Allemands sont les plus arriérés, et nous fabriquons plus que les Anglais. Le roman-feuilleton ne prospère que chez nous.

Quant aux Allemands, ils ont appliqué ce procédé à la traduction ; ils traduisent tout : romans anglais du dernier ordre, vaudevilles français de toute couleur, nouvelles, contes, tout y passe. L'année dernière, on publiait en allemand une traduction nouvelle de *la Semaine* de Dubartas, et une autre du *Galant homme*, espèce de *civilité* puérile et honnête appartenant au commencement du XVIIe siècle, *Der Galanthomme!* Toutes les pièces de M. Scribe sont immédiatement couvertes de la robe allemande. M. Paul de Kock marche en triomphe à travers les cités d'Allemagne, en Angleterre, on l'épure, on le fait chaste; opération qui le rend moins viril et ne le rend pas plus agréable. Comme ces ateliers germaniques sont pleins d'ouvrages à terminer, on emploie à peu près tout le monde, et jusqu'au titre des pièces est travesti par les ouvriers empressés. *La Camaraderie ou la Courte Échelle*, une des plus jolies pièces de M. Scribe, est intitulée *Cameraderie* (à l'allemande), *ou le Moyen de s'élever très-rapidement soi-même* (*Sehr schnell sich emporbringen*). *S'élever soi-même — et très-rapidement* — est joli. La courte échelle apparemment est un mystère de civilisation inconnu à nos voisins.

L'absence de philosophie, le mépris des idées élevées et de la généralisation des vues marquent presque toutes les publications nouvelles de l'Europe, l'Allemagne exceptée, qui se laisse emporter à deux attractions particulières, à la politique pratique d'une part, d'une autre à un *humorisme* souvent affecté. Elle a des Jean-Paul et des Voltaire par centaines. Au delà du Rhin, tout le monde rit. Raupach écrit des farces; les muses germaniques sont en plein carnaval. Le père Bouhours ne demanderait plus si un Allemand peut avoir de l'esprit. Sur la face du globe, il n'y a pas aujourd'hui de peuple qui fasse danser plus éperdument sa phrase et son idée.

L'art, c'est la force plastique qui concentre l'idée, selon les lois de la suprême beauté, et l'on s'éloigne de l'art en Europe et hors d'Europe. Les romans hâtifs, les traductions grossières, les faux documents historiques, les contes replâtrés, les correspondances intimes sans valeur, les livres populaires taillés dans les manuels connus, concourent à l'abaissement général, irrécusable, momentané, de l'intelligence. Je dis momentané, et il faut se souvenir que l'horloge des peuples a des siècles pour heures. La prolixité couvre tout l'espace; l'idée n'a plus de valeur. La lumière quitte les cimes où elle rayonnait d'une splendeur divine et limitée; elle descend dans les vallées, où elle s'étend et se meurt en crépuscule incertain, et, à moins que l'on ne parvienne à séparer le mercantilisme de l'art, on n'arrêtera pas ce mouvement dangereux. La critique même est impuissante; quand le public ne dicte pas lui-même sa critique, cette dernière passe à l'état de moraliste inutile et n'est pas écoutée. Supposez que le public ait les mêmes goûts, qu'il apprécie moins le savoir que la chose commune et facilement comprise, moins la pensée que la phrase facile et lâche, moins l'art supérieur que le métier vulgaire; supposez que la grande condition imposée par lui soit le bon marché et la curiosité : on

lui donnera du bon marché et de la curiosité. La manufacture ira toujours, elle fera même des progrès ; puisque les paroles comptent et se vendent, on ne cessera pas de les multiplier. Pour en mettre moins, on y joindra des images, et Dieu sait où cela pourra s'arrêter.

La surface inondée est donc très-vaste et le niveau inférieur, il descendra encore ; mais une fois ce grand déluge du lieu-commun essuyé, lorsque toutes les formes populaires auront été épuisées, quand tout le monde aura sa provision faite de science courte, de notions incomplètes et d'idées confuses, malheur compensé jusqu'à un certain point par les idées justes et les notions réelles qui se trouveront acquises, il s'agira d'élever ce vaste niveau, de frayer une voie nouvelle au génie.

Ce fait d'un affaissement universel des intelligences et d'une préparation puissante de l'avenir agrandi est-il aussi nouveau qu'il le semble au premier coup d'œil ? Est-ce que la période grecque n'a pas eu son appendice et sa longue traînée de pâle lumière ? Est-ce que la vaste domination de l'intelligence romaine n'a pas fléchi, pendant trois siècles, avant l'éclosion du génie moderne ? A ne considérer les peuples européens et chrétiens que comme le faisceau de la civilisation moderne, à ne voir les institutions féodales et monarchiques que dans leur ensemble, ce vaste organisme ne s'en va-t-il pas de toutes parts en fragments qui se dissolvent ici, qui là sont vermoulus, plus loin soutenus par des étais chancelants, partout fragiles ? Enfin, l'expression définitive et complète de cette ruine des monarchies n'est-elle pas la société de l'Amérique du Nord ? Et le retour invincible à la vie sauvage, que nous avons signalé tout à l'heure dans les faits et dans les livres de ce pays, n'est-il pas une des preuves évidentes de cette ruine ?

Tout se présente donc sous une face nouvelle ; l'étincelle de vie se cache sous les cendres. Les éléments de force surabondent, et parmi ces éléments qui jouent et joueront longtemps encore leur rôle de destruction ou d'abaissement, avant de parvenir à leur phase de création et d'organisme, il faut placer en première ligne cette matérialisation de l'intelligence, cette domination des procédés industriels, cette vulgarisation des idées et des faits, et cette assimilation générale des doctrines affaiblies, dont quelques résultats importants et épars se sont offerts à nous dans le cours de cette étude.

PHILARÈTE CHASLES.

ÉCONOMISTES CONTEMPORAINS.

M. ROSSI.

Cours d'Économie Politique.[1]

L'esprit de révolte contre les idées sanctionnées par l'expérience était naguère si général, que peu de sciences sont demeurées à l'abri de ses atteintes. A mesure que le goût des aventures devenait plus vif, il devait se faire un peu de vide autour des doctrines qui s'appuient sur le passé. C'est ce qui est arrivé pour l'économie politique. En butte à des attaques nombreuses et diverses, elle a essuyé une crise et traversé une période d'affaissement dont chaque jour elle tend à se remettre. Des esprits éminents et judicieux ont concouru, il est vrai, à cette réaction ; mais ce qui a surtout préservé la science et la préservera toujours, c'est sa force propre et l'ascendant des vérités qu'elle enseigne.

Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur les travaux essentiels qu'a inspirés l'économie politique pour se pénétrer de ce qu'elle vaut, et voir quels noms glorieux s'y rattachent. Dès la fin du XVII[e] siècle, le maréchal de Vauban lève l'étendard d'une réforme, et, en place des mille impôts abusifs qui, sous des noms différents, écrasaient les classes pauvres, il conseille une taxe unique, uniforme, inspirée par un principe alors bien nouveau, celui de l'égalité proportionnelle des charges. Bois-Guillebert vient ensuite, et parle de ces graves intérêts avec une entière liberté d'esprit. En face du monarque le plus vain et le plus absolu, il ne ménage ni la soif des conquêtes ni la manie des prodigalités, montre l'abîme où de telles passions conduisent le trésor, et conclut à un renouvellement complet dans le mécanisme administratif de la France. Avant lui, les plus fortes têtes en matière d'économie publique s'étaient accordées à voir dans les métaux précieux la cause et le

(1) 2 volumes in-8°, chez Joubert, rue des Grès.

signe de la richesse d'un peuple : l'art de gouverner consistait dès lors à attirer et à retenir chez soi l'or et l'argent, en leur assurant des facilités à l'entrée du royaume et en leur opposant des obstacles à la sortie. Bois-Guillebert comprit et démontra la vanité de ce système ; il expliqua le rôle que jouent les métaux comme agents de circulation, et, sans méconnaître les services qu'ils rendent, il en limita la portée. Law poussa cette réaction plus loin, et naturalisa en France, avec le papier-monnaie, les excès de l'agiotage.

Ainsi les éléments de la science s'amassaient peu à peu. Des discussions sur les valeurs métalliques, on passa à l'étude des forces productives. Au milieu des écrits qu'engendra la crise de la rue Quincampoix, ceux de Melon et de Dutot se firent remarquer par quelques aperçus curieux sur l'industrie et le commerce. Un malaise profond pesait alors sur ces deux branches du travail. La prospérité un peu artificielle que l'administration de Colbert avait vu éclore venait de disparaître au milieu des dilapidations du grand règne et des témérités financières de la régence. On eût vainement cherché, à cette époque, les quarante-quatre mille métiers à laine que laissa, en mourant, le ministre de Louis XIV, et cette population de cent mille marins sortie à sa voix de notre littoral. Tout dépérissait, et chacun se préoccupait des motifs de ce dépérissement. Melon crut les entrevoir dans le mouvement et l'équilibre des échanges avec l'étranger ; il imagina une loi, connue depuis sous le nom de *balance du commerce,* qui constituait l'état en bénéfice toutes les fois que la somme des sorties dépassait celle des entrées, et en perte dans l'hypothèse contraire. En cela, Melon s'appuyait sur Colbert, comme Quesnay, chef de l'école des physiocrates, s'appuya ensuite sur Sully. Le règne de ces derniers ne tarda pas à venir. Les déceptions du papier-monnaie et les mécomptes industriels avaient lassé les esprits; par un sentiment de défiance, les physiocrates se rejetèrent vers le sol, et proclamèrent l'agriculture comme la seule richesse. A leurs yeux, l'industrie et le commerce étaient des occupations stériles, des travaux improductifs. C'était quitter un excès pour l'autre, et changer d'exagération.

Cependant nulle école ne rendit à la science des intérêts, encore au berceau, de plus grands services que l'école des physiocrates. L'attention qu'elle accorda aux échanges agricoles réagit sur l'ensemble des transactions et sur tous les modes d'activité. C'est un de ses membres, Gournay, qui, à l'aspect des entraves auxquelles était assujettie la circulation intérieure des grains, ne put un jour s'empêcher de s'écrier : « *Laissez faire, laissez passer!* » cri inspiré par un abus partiel et qui n'avait pas la prétention de devenir une formule générale, cri d'unité, cri de liberté, au bout duquel se trouvaient l'adhérence des diverses parties du royaume et le principe de la centralisation actuelle. L'école des physiocrates eut un honneur plus grand encore ; elle porta Turgot, l'un des siens, au pouvoir. On sait quelles pensées généreuses animèrent cet homme de bien, et quelles réformes signalèrent son passage dans cette haute position. Par une contradiction singulière, le ministre s'occupa d'abord de l'industrie et du commerce, c'est-à-dire de deux professions stériles, selon Quesnay. Turgot y appliqua ses premiers efforts, et il se créa deux titres immortels, d'un côté en supprimant les servitudes de la circulation, de l'autre en abolissant les maîtrises et les jurandes, qui constituaient le travail à l'état de privilége.

Les choses en sont là quand Adam Smith paraît : un demi-siècle a suffi pour cette enquête préparatoire de l'économie politique. Vauban a proclamé l'égalité de l'impôt, Bois-Guillebert a assigné aux métaux précieux leur véritable rôle, Law

a fait connaître le papier-monnaie, Melon a donné une théorie des échanges, Quesnay et Turgot ont fondé la liberté du travail. Voilà tous les éléments d'une science complète; il suffit désormais qu'un esprit puissant les anime, les éclaire et les résume. Adam Smith aura cet honneur. Jusqu'ici, la France a été le théâtre de ces études, et c'est une injure gratuite que l'on fait à l'économie politique lorsqu'on la traite chez nous en étrangère. L'Angleterre continuera ce mouvement ; la théorie industrielle se complétera sur le sol où doit fleurir la pratique. Chaque secte a eu sa devise; Smith aura aussi la sienne, le travail, c'est-à-dire l'action de l'homme sur la nature. Dès ce moment, le travail prendra sur ce globe le rang qui lui appartient; il deviendra l'honneur et la noblesse des peuples modernes. A côté de Smith, Verri et Galiani auront quelques éclairs au milieu de beaucoup d'ombres, et après lui s'élèvera l'école dont il est le chef, et qui compte une suite de disciples éminents. Dans l'ordre des dates et des mérites, Jean-Baptiste Say commence cette série : il apporte sur le terrain économique les ressources d'un esprit net et sensé, une sûreté rare dans la conception, une lucidité parfaite dans le style. David Ricardo a les qualités opposées, et les pousse jusqu'à l'abus ; il est le métaphysicien de la science, comme Sismondi en est le critique. Ce dernier semble même incliner vers le schisme; mais il est au fond plus orthodoxe qu'il n'affecte de le paraître, et, après avoir proposé ses doutes, il avoue l'impuissance où il est d'en tirer aucune conclusion. Quant à Malthus, à part son problème de la population, qui n'est guère qu'une digression économique, il demeure fidèle à Adam Smith, comme Mac-Culloch, Mill, Storch, Senior et Thomas Tooke. C'est alors le beau temps de la science; elle règne dans les livres et dans les chaires, elle fait même un pas de plus et entre, avec Huskisson et Henri Parnell, dans les conseils de la couronne. La France ne reste pas en arrière de cette impulsion, et il s'y forme un groupe d'économistes dont nous aurons ici à apprécier successivement les titres.

La science est donc fondée; rien ne lui manque, ni la sanction du temps, ni l'autorité des noms. Elle a rallié sous son drapeau des esprits spéculatifs, comme Smith et Say, des hommes pratiques comme Huskisson et Turgot. D'où vient que ce cortége de célébrités, cette suite de livres et d'écrivains, n'ont pu la défendre contre les dédains des uns et les attaques des autres? Comment se fait-il qu'une doctrine qui a de tels précédents soit encore remise en question et contestée dans son ensemble? Cela tient à plusieurs causes, les unes extérieures, les autres intérieures, pour ainsi dire.

Parmi les obstacles extérieurs, il faut oublier les effervescences juvéniles et la prétention de tout refaire qui semble être l'une des maladies du siècle. Si l'économie politique n'avait eu à combattre que de pareilles révoltes, son autorité n'en aurait reçu que d'insignifiantes atteintes. Malheureusement, au bruit que menaient autour d'elle de petites vanités sont venues se joindre des agressions sourdes de la part des intérêts privilégiés qu'elle menace. Pendant que l'orage grondait sur sa tête, on minait le terrain sous ses pieds. Pour quiconque a étudié, ne serait-ce que superficiellement, les problèmes économiques, il est démontré qu'en livrant les intérêts à leur marche naturelle, la science n'accomplit pas seulement une œuvre de justice, mais encore de prévoyance. Tôt ou tard le privilége s'expie : ce n'est pas impunément que l'on sort des voies de la vérité. Tantôt la loi brise elle-même l'arbitraire qu'elle a établi, tantôt les événements politiques s'en mêlent et opèrent un violent retour au droit commun. Même pour les intérêts cantonnés dans le pri-

vilége, la liberté est donc une condition meilleure et plus sûre ; ils devraient le sentir et moins s'en défendre. C'est le contraire qu'ils font, et de là une lutte ouverte.

Rien n'est plus fâcheux que cette situation. L'empire et la restauration nous ont légué un régime industriel et agricole basé sur une protection presque sans limites, et il en est sorti une multitude d'intérêts artificiels qui se sentent mal à l'aise, se nuisent mutuellement et cherchent leur voie à tâtons. Les uns demandent en excès précisément ce qui constitue leur faiblesse, les autres réclament, comme remède à leurs maux, ce qui doit causer du tort au voisin. On ne sait à qui entendre, ni qui secourir; si l'on se porte vers celui-ci, on froisse celui-là; l'immobilité est aussi douloureuse que le mouvement. A bien étudier le mécanisme de la protection, on s'assure qu'à chacun de ses prétendus bienfaits correspond un dommage réel, et tout ce que l'on peut se promettre d'un tel système, c'est que les bienfaits et les dommages se fassent équilibre. Ainsi la protection accordée aux produits du sol élève le prix des denrées nécessaires à la vie et frappe les manufacturiers en réagissant sur le taux du salaire, tandis que la protection accordée aux produits de l'industrie atteint à son tour les consommateurs agricoles, obligés de payer une prime au privilége manufacturier. Tel est le jeu de la protection; elle détruit d'une main ce qu'elle fait de l'autre, et cela dans toutes ses applications : d'où il est naturel de conclure que l'on se donne un mal infini pour obtenir des résultats au moins nuls et substituer partout une vie précaire au libre développement de nos forces. Ces vérités élémentaires, l'économie politique a le tort de les proclamer, et les intérêts protégés ne le lui pardonnent pas.

D'autres causes d'affaiblissement ont pris naissance dans son sein même. Il fut une heure où la science avait le champ libre devant elle. Avec les derniers physiocrates venait de disparaître la seule hérésie considérable; rien ne troublait plus l'horizon ; toute protestation semblait éteinte, toute inimitié désarmée. C'était le cas de se mettre hardiment à l'œuvre et d'agir avec concert. Au lieu de prendre ce parti, que font les économistes et les plus éminents d'entre eux? Ils engagent des querelles sans fin pour des subtilités d'école. Ricardo se jette dans des formules abstraites sur la valeur et sur la rente du sol ; Malthus pose son problème de la population ; Sismondi se réfugie dans le scepticisme et se déclare sans force contre les doutes qui l'assiégent. La discussion s'échauffe, et au lieu des clartés qu'on devait en attendre, il se fait dans ces questions une obscurité telle que Jean-Baptiste Say écrit à Ricardo (1) : « Je suis un peu confus qu'avec la prétention que j'ai eue de me mettre à la portée des esprits les plus ordinaires, je ne sois pas compris des hommes les plus distingués. » Et plus loin il ajoute : « Ce que je crains, c'est que nous ne rebutions le commun des hommes par des raisonnements trop abstraits. C'est ainsi que procédaient les disputeurs du moyen âge, et c'était, je crois, la raison pour laquelle ils ne s'entendaient jamais. » Or, quand les savants pensent et disent ceci d'eux-mêmes, que veut-on qu'en dise et pense le public?

Un dernier tort des économistes, c'est d'avoir maintenu leur doctrine sur les hauteurs de la théorie et de s'être défendus de l'application comme d'un piége. Pour eux, l'économie politique n'est qu'une étude spéculative; ils semblent la désintéresser des faits existants, ou bien ils imaginent deux sortes de science, l'une pour le monde réel, l'autre pour un monde imaginaire. En cela, il faut le croire,

(1) Correspondance, pages 97-121 et 134.

les économistes ont voulu se ménager un terrain libre pour le débat, loin du bruit des passions et du déchaînement des priviléges. Ce calcul, en supposant qu'ils l'aient fait, n'est pas heureux : ils se sont volontairement affaiblis et n'ont désarmé personne. Il était bien plus sage d'entrer dans la région des intérêts, d'y porter hardiment le flambeau, et d'y gagner à la cause du bon sens les esprits éclairés et les consciences droites. Si le combat devait être plus vif ainsi, il avait du moins un but, une sanction. C'était toucher aux réalités, au lieu de s'égarer à la poursuite d'une métaphysique de la richesse. Même erreur, même faute pour les questions morales qu'effleure l'économie politique. Sans doute, prise abstractivement, la science peut considérer les hommes comme des rouages et oublier les misères qui se cachent sous le mécanisme des intérêts; mais cette donnée, juste à la rigueur, ne saurait être sans péril poussée jusqu'au système. Il est dangereux de faire d'une doctrine quelque chose de semblable au char du dieu indien, qui ne s'avance vers le temple qu'en teignant ses roues du sang des victimes. Certes, personne n'accuserait l'économie politique d'avoir dérogé à sa mission et méconnu son objet, si elle avait su aborder les problèmes du travail et faire comprendre aux classes nécessiteuses tout ce qu'elle renferme de solutions secourables et de résultats féconds. Voilà un souci qui n'a point, avant ces derniers temps, assez préoccupé les hommes qui ont traité ces matières. Sismondi seul s'en montre touché, quoique d'une manière désespérante et négative. Les autres se contentent de dire qu'une science d'observation n'est pas une science de sentiment, et que le rôle du médecin au chevet du malade consiste à guérir et non à s'apitoyer. Soit; mais de son côté le malade se confie en raison de l'intérêt qu'on lui témoigne, et quand la guérison se fait attendre, il s'impatiente et ferme sa porte au médecin. C'est l'histoire des économistes : ils ont voulu convaincre et ont négligé de se faire aimer; ils en portent aujourd'hui la peine.

Voilà par quelles phases a passé l'économie politique avant d'arriver jusqu'à nous. Si elle a eu à souffrir de son propre fait et du fait de ses ennemis, aucun coup sérieux ne lui a été néanmoins porté. Ses grands principes restent intacts; ses analyses n'ont rien perdu de leur valeur. Déjà des esprits éminents, et parmi eux M. Rossi, l'ont remise sur la voie de l'avenir et ont su lui ménager une seconde période qui s'annonce avec quelque éclat. C'est de ce mouvement que nous aurons à nous occuper ici, et parmi les noms qu'il met en relief s'offre, en première ligne, celui de l'ancien professeur au collége de France. Sa vie est de celles qui méritent qu'on s'y arrête : elle est pleine d'excellents travaux et d'infatigables excursions dans tous les champs de la pensée.

Né à Carrare en 1787, M. Rossi commença ses études dans la ville qui a donné son nom à un peintre illustre, à Correggio, dont le collége jouissait alors d'une vogue méritée, et vint les achever dans les universités de Pavie et de Bologne. On sait ce que furent jadis ces grands foyers de l'enseignement italien, et quels hommes supérieurs en sortirent. En mettant même Vico à part, on est embarrassé pour le choix des noms, tant ils abondent. Ce sont des criminalistes comme Beccaria, des moralistes comme Filangieri, des économistes comme Galiani et Verri. M. Rossi devait marcher sur les traces de ces penseurs célèbres, et les continuer en les rectifiant. Ses progrès furent si rapides, qu'à l'âge de dix-neuf ans il obtenait, à l'unanimité des suffrages, le grade de docteur en droit. Le programme des études n'était, dans les écoles d'Italie, ni étroit ni exclusif; il embrassait la connaissance des sciences exactes. Aussi le jeune légiste put-il donner carrière à toutes ses fa-

cultés et développer les diverses aptitudes de son esprit. Il poussa les mathématiques jusqu'aux premières notions du calcul intégral et différentiel, et s'initia aux sciences morales et économiques, qui formaient un cours obligatoire, compris dans la matière des examens. A ce point de vue, la faculté de Paris est encore en arrière des universités de Bologne et de Pavie. M. Rossi se trouva donc en contact, dès son début, avec cette économie politique dont il devait être l'un des interprètes les plus judicieux; il en aborda les problèmes avec tant de sûreté et d'aisance, que son professeur Valeriani ne voulait pas croire que cette étude lui fût nouvelle.

Quand il s'agit de choisir une carrière, M. Rossi se décida pour le barreau. Après avoir rempli pendant deux ans les fonctions de secrétaire du parquet près la cour royale de Bologne, il revêtit la robe d'avocat et se voua à la plaidoirie. Dès ses premiers pas, il fut aisé de voir que rien en lui ne se ressentait du praticien vulgaire, et qu'il ne se traînerait pas dans l'ornière de la profession. L'esprit du jurisconsulte, le souffle du criminaliste, animaient ses travaux et le suivaient jusque dans les minutieux détails de la procédure. Une maturité précoce, un jugement solide et net, la faculté d'embrasser d'un coup d'œil l'ensemble d'une controverse et de la résumer en quelques traits rapides et concluants, une dialectique aussi impénétrable qu'acérée, vive dans l'attaque, vigilante dans la défense, un essor élevé même en des sujets qui n'y semblaient pas compatibles, une dignité réelle, une tenue parfaite, une parole sûre d'elle-même, ornée, éloquente, souvent ingénieuse, parfois énergique, telles furent les qualités dont le jeune avocat fit preuve à la barre des tribunaux de Bologne, et le souvenir de quelques affaires qu'il soutint avec un talent réel n'est pas encore effacé en Italie. Cependant le barreau ne pouvait être, pour une intelligence de cette trempe, qu'une sorte de gymnastique et de préparation. Il est rare que les hommes vraiment supérieurs puissent vieillir dans cette profession : beaucoup la traversent, peu s'y fixent. Ainsi fit M. Rossi, et en Italie même il aborda la carrière de l'instruction publique, y occupa deux chaires, et professa les éléments du droit civil au lycée de Bologne, et ensuite la procédure civile et le droit pénal à l'université de la même ville.

Il venait à peine de se consacrer à l'enseignement, que les événements de 1814 et de 1815 éclatèrent et modifièrent profondément le sort des états italiens. A l'unité éphémère et au joug uniforme que Napoléon y avait fait prévaloir succédèrent les douleurs du fractionnement et les excès des tyrannies locales. Désormais plus d'indépendance pour la pensée et peu de sûreté pour les personnes. Il faut croire que cette perspective exerça une grande influence sur les déterminations de M. Rossi : ce n'est jamais sans combat que l'on dit adieu au sol de la patrie et que l'on cherche un ciel plus clément. S'il se résigna à l'exil, c'est que l'exil lui parut moins odieux que les servitudes de l'intelligence. Le choix qu'il fit de Genève comme lieu d'asile témoigne de cette disposition d'esprit. A travers bien des vicissitudes, cette petite république avait toujours su conserver à sa tête un noyau d'hommes éclairés pour qui le savoir était une recommandation et le malheur un titre de respect. Sans y jouir d'une liberté entière, un étranger s'y trouvait à l'abri de la persécution. Nulle part d'ailleurs un esprit de quelque étendue ne pouvait se créer des relations d'un ordre plus élevé et se trouver en contact avec des hommes plus éminents. Genève, par une fortune singulière, réunissait alors dans ses murs MM. Sismondi, écrivain si érudit et si ingénieux; Dumont, l'ami et l'interprète de Bentham; Pierre Prévost, le traducteur de Malthus; Bellot, jurisconsulte distingué;

le naturaliste de Candolle; les deux Pictet, l'un physicien, l'autre polygraphe; De la Rive, Lullin de Châteauvieux, Bonstetten, puis d'autres noms, célèbres à divers titres. Non loin de là, le château de Coppet gardait l'empreinte qu'y avait laissée sa glorieuse châtelaine, et conservait encore pour hôtes MM. de Broglie et Auguste de Staël. Ainsi cette hospitalière vallée du Léman, où s'étaient abrités au jour de leur disgrâce Voltaire, Jean-Jacques Rousseau et l'auteur de *l'Allemagne,* pouvait s'enorgueillir d'une famille de penseurs et de savants, éclose aux rayons de leur génie.

Ce fut dans ce foyer restreint, mais choisi, que M. Rossi devait trouver sa route et prendre le sentiment d'une direction. Il est un caractère commun à tous les écrivains qui nous sont venus de la Suisse française, et dont peu d'entre eux ont su se défendre : c'est un esprit de méthode poussé à l'excès et un penchant vers les idées dogmatiques. Ceux même qui, comme M. Guizot, n'ont fait que traverser les écoles genevoises, se ressentent du ton sentencieux qu'y affecte l'enseignement et d'une sorte de raideur inhérente aux mœurs locales. Cette tendance donne à la pensée quelque chose de systématique, de tranchant, d'impérieux. M. Rossi fut préservé de cet écueil par la souplesse de son talent et par la verve dont s'inspire le génie méridional; il associa, dans un mélange heureux, ses qualités originelles aux qualités acquises, et se créa une profondeur qui n'allait pas jusqu'à la sécheresse. Rien n'égale l'ardeur qu'il apporta à étendre alors la sphère de ses connaissances. Les événements avaient bouleversé toutes ses perspectives; il fallait s'ouvrir une nouvelle carrière, changer d'idiome comme de résidence. De semblables métamorphoses ne s'opèrent qu'au prix de longs efforts. La langue natale est pour l'homme un instrument familier, acquis sans peine, assoupli par l'usage : on dirait presque un sixième sens. Dans ces conditions, la pensée se fait jour sans embarras, sans travail; les mots qui la rendent arrivent naturellement sur les lèvres. Il n'en est pas de même quand on a recours à un dialecte étranger : à l'instant l'émission des idées se complique d'une opération de plus; il y a traduction mentale, rapide si l'on veut, mais forcée.

Voilà l'une des difficultés contre lesquelles eut à lutter M. Rossi : elle fut promptement vaincue. La langue française n'eut bientôt plus de secrets pour lui; il en pénétra les délicatesses, en devina les ressources, et acquit peu à peu ce style ferme et correct, élégant et précis, qui distingue ses ouvrages. Il est rare qu'un étranger puisse prétendre à des résultats si complets, et parmi les Français, les très-bons écrivains seuls y arrivent. Cependant une autre difficulté subsistait encore, difficulté purement mécanique, celle de l'accent et de la prononciation. Malgré tous ses soins, M. Rossi ne put en triompher entièrement : aujourd'hui encore il sacrifie parfois à la prosodie et à la mélopée italiennes, et porte à la tribune et dans sa chaire ce témoignage de sa première nationalité. Cela surprend d'abord, mais facilement on s'y habitue. Ce débit a quelque chose de musical qui en relève la singularité, et la parole est d'ailleurs si choisie, si transparente, en un mot si française, qu'on oublie sans peine l'accent qu'elle emprunte.

En même temps qu'il se formait ainsi un instrument nouveau, M. Rossi fortifiait l'ensemble de ses études. L'histoire, le droit public, l'économie politique, attirèrent successivement son attention; il se mit au courant des travaux les plus récents, les jugea avec sa pénétration ordinaire, et se sentit bientôt en mesure de les dominer. Les langues vivantes l'attirèrent ensuite; l'allemand et l'anglais lui devinrent familiers. Ces exercices ne l'empêchaient pas de cultiver l'idiome natal;

en 1817, il publia une traduction en vers italiens du *Giaour* de lord Byron : excursion singulière dans le domaine de la fantaisie, et qui semble être le seul tribut qu'un esprit si sérieux ait payé au culte de l'imagination.

A mesure que M. Rossi prenait racine à Genève, ses amis éprouvaient un désir plus vif d'y assurer sa position. Il avait ouvert en 1818 un cours libre de droit public : on s'entremit pour le convertir en cours officiel, et en 1819 il fut reçu à l'académie de Genève comme professeur de droit romain et de législation criminelle. Ce choix était presque un événement. Jamais spectacle pareil n'avait été donné dans cette enceinte où régnait toujours l'esprit sombre de Calvin. Un catholique venait pour la première fois d'en forcer les portes ; le poison pénétrait dans le sanctuaire. Les puritains crièrent, comme on le pense, à la profanation ; le reste de la ville accueillit avec faveur ce témoignage de tolérance. On ne chercha même pas à s'assurer de quelques garanties contre la croyance du nouveau professeur, et ce fut sur sa seule et expresse demande qu'on l'autorisa à s'abstenir des délibérations du corps académique, lorsqu'elles n'auraient pour objet que le développement de l'instruction et de la théologie protestante. Ainsi M. Rossi appartenait au corps enseignant de cette petite république : il allait payer par des services rendus à la jeunesse l'hospitalité qu'il avait reçue. Ses leçons attirèrent un nombre considérable d'auditeurs, et quand il y eut joint des cours libres d'histoire, de droit public et d'économie politique, cette affluence ne fit que s'accroître.

A tout autre cette tâche de professeur eût pu suffire ; l'activité de M. Rossi ne s'en contenta pas, et chercha de nouveaux aliments. Il existait et il existe encore à Genève un recueil jouissant d'une estime méritée, *la Bibliothèque universelle ;* M. Rossi l'enrichit de remarquables articles. Plus tard, M. de Broglie, dont il avait fait la connaissance au château de Coppet, lui ouvrit la *Revue française*, dans laquelle il traita divers sujets de critique historique, de législation, d'économie sociale et d'administration publique. Cependant il s'attacha d'une manière plus intime et plus suivie à une publication ayant d'abord pour titre : *Annales de législation et de jurisprudence*, et qui se nomma ensuite *Annales de législation et d'économie politique.* Les fondateurs et collaborateurs de ce recueil étaient, avec lui, MM. Sismondi, Dumont et Bellot. De ces trois noms, c'est le dernier qui est resté le plus cher à M. Rossi. Le souvenir du professeur Bellot semble avoir laissé de profondes traces dans son esprit ; il n'en parle qu'avec émotion et avec respect. Bellot était un de ces cœurs droits, une de ces intelligences d'élite qui ne dévient jamais du chemin de la justice et de la vérité. Il occupait à Genève une chaire de droit, et s'est fait connaître en France par de fort bons travaux sur l'organisation judiciaire, la procédure civile et le système hypothécaire. Personne n'a rendu à sa patrie des services plus réels, et n'y a causé plus de vide par une mort prématurée.

C'est surtout dans les *Annales de législation et d'économie politique* que M. Rossi fit ses premières armes comme écrivain. Rien n'exerce mieux le jugement et la plume que ces résumés substantiels, assortis au cadre des *revues.* Le livre permet des développements qui n'ont pas toujours l'intérêt nécessaire, et délaient l'idée sans l'éclaircir. La *revue,* au contraire, exige des aperçus toujours concluants, des expositions lumineuses et rapides, une critique qui va au but. Un livre peut transiger sur la forme, une revue ne le peut pas ; on feuillette l'un pour en connaître la portée, tandis que l'autre est lue phrase à phrase. Le livre renferme tout un sujet, la revue n'en donne que l'essence. Aussi est-il peu d'apprentissages plus féconds, de travaux plus fortifiants que ceux dont les revues sont la cause et l'objet.

L'auteur s'y sent en présence du public; il est contenu par l'attention même qu'on lui prête, excité par le désir de ne rester inférieur ni à ses collaborateurs, ni à lui-même. On citerait aujourd'hui peu d'hommes de quelque valeur qui n'aient passé par cette épreuve et qui n'y aient souvent recours pour se retremper la main. Personne n'en a mieux compris les avantages que M. Rossi et n'a puisé de plus grandes forces dans ces exercices de la pensée et du style.

Parmi les travaux qui parurent dans les *Annales de législation et d'économie politique,* il faut distinguer une suite d'appréciations sur les principes et les tendances de cette école historique en jurisprudence qui venait de se produire à grand bruit de l'autre côté du Rhin. On ignorait encore en France les détails de ce mouvement; les *Annales* s'en emparèrent, l'expliquèrent au monde savant, et donnèrent l'impulsion aux études qui se firent dans cette voie. C'est dans les *Annales* également que M. Rossi posa les bases de ses principes *dirigeants* en législation, qu'il ne faut pas confondre avec les principes généraux et philosophiques du droit. Il y a là une indication précieuse : malheureusement ce n'est qu'une indication. L'auteur a eu dans sa carrière plusieurs de ces bonnes fortunes trop négligées; il se contente d'émettre l'idée et l'abandonne à mi-chemin, sans prendre la peine d'en tirer les développements qu'elle comporte. D'autres travaux considérables marquèrent l'existence des *Annales* et en auraient assuré le succès, si un coup imprévu n'eût frappé cette publication. A la suite des troubles de 1820 et 1821, la sainte-alliance prit ombrage du régime de liberté sous lequel vivait la confédération helvétique; elle voulut y comprimer l'essor de la pensée et imposer une sorte de censure politique. A cette violation des franchises locales, les cœurs indépendants se révoltèrent, et plutôt que de donner l'exemple d'une soumission blessante, les fondateurs des *Annales* aimèrent mieux sacrifier leur entreprise.

Désormais le nom de M. Rossi était placé en évidence; il avait conquis, à force de services, son droit de bourgeoisie et de cité. Aussi l'appela-t-on bientôt à remplir des fonctions politiques. Nommé membre des conseils, il put s'initier au mécanisme des états représentatifs, en connaître le fort et le faible, les grandeurs et les misères. Dans un cadre étroit et sur une échelle réduite, Genève voyait s'agiter dans son sein toutes les questions qui passionnaient les gouvernements constitutionnels de l'Europe. M. Rossi se mêla à ces discussions; il y apporta sa rectitude d'idées et cette application soutenue dont il a fourni tant de preuves. Avec MM. Bellot et Girod, il concourut à la réforme du système hypothécaire; avec MM. Dumont et Rigaud, il poursuivit diverses améliorations judiciaires, et surtout le rétablissement du jury. En 1815, Genève, tout en conservant les codes français, avait cédé à l'esprit de réaction sur quelques points essentiels, entre autres sur le jury, qui avait été supprimé. Cette institution, il est vrai, n'est pas sans inconvénients au sein d'un petit état, et exige, dans la pratique, des combinaisons ingénieuses. Il s'agissait de vaincre ces difficultés, de combattre une foule de préventions et de triompher d'opiniâtres résistances. C'est ce que M. Rossi essaya de faire dans un rapport étendu adressé au conseil d'état, et qui ébranla fortement les opinions. Sans les vicissitudes politiques, il est à croire que le plan exposé dans ce document aurait reçu une application immédiate. Ce ne fut néanmoins que plus tard et sur de nouveaux efforts de M. Rigaud-Constant, esprit ferme et judicieux, que s'opéra ce changement dans la juridiction criminelle.

Ces travaux législatifs mettaient peu à peu M. Rossi sur la voie d'un ouvrage qui devait fonder sa réputation et lui assurer un rang élevé parmi les criminalistes de

ce siècle. Depuis longtemps les questions de l'ordre pénal lui étaient familières; il les avait étudiées plutôt avec sa conscience qu'avec des livres. Sans être tourmenté du désir de produire du nouveau et d'imaginer un système, il n'avait pu s'empêcher de reconnaître que la réaction provoquée par Bentham franchissait peu à peu ses justes limites et aboutissait à une sorte d'égoïsme social où se perdait toute initiative morale. C'était moins de la philanthropie qu'une obéissance à la fatalité. Au lieu d'accepter sans contrôle des idées qui exerçaient alors un très-grand empire, M. Rossi entreprit de les discuter, et dans le cours de 1828, il vint à Paris où il publia, en trois volumes, son *Traité du droit pénal.*

Le droit pénal s'était développé en Europe sous l'influence exclusive de l'une ou de l'autre des deux grandes écoles philosophiques qui se partagent le monde savant, l'école spiritualiste et l'école sensualiste. Vers la fin du XVIII[e] siècle, l'école sensualiste avait pris le dessus, et tous les criminalistes de quelque valeur s'étaient rangés sous sa bannière. Sous des noms divers, on ne donnait plus à la justice sociale non-seulement d'autre mesure, mais d'autre principe que l'intérêt. Elle n'était plus qu'une application tempérée, il est vrai, par les mœurs, de ces tristes maximes qui excusent tous les excès et justifient toutes les tyrannies.

C'est cette doctrine que M. Rossi se proposa de combattre dans son *Traité du droit pénal.* Il s'y sépara résolument de la donnée sensualiste, et la poursuivit sous les divers déguisements qu'elle avait pris; mais, tout en repoussant ce principe dangereux, il ne se laissa point emporter par le principe contraire. On l'a accusé de ne voir dans la justice sociale qu'une expiation et d'en faire ici-bas la réalisation de la justice éternelle; ce reproche porte à faux, il ne peut provenir que d'un malentendu. M. Rossi a expliqué nettement et à plusieurs reprises que, si la loi morale est le principe souverain de la justice sociale, l'intérêt de la société en est le mobile et la mesure. Le pouvoir social n'a pas le droit, quelles que soient les suggestions de l'intérêt, de qualifier de crime et de punir un acte louable ou indifférent. Voilà quelle est la règle suprême. Mais il n'a pas non plus l'obligation de punir tous les actes immoraux, de calquer la répression sur le modèle de la loi morale. Le pouvoir social ne réprime que les faits immoraux dont l'impunité ici-bas serait incompatible avec l'ordre matériel. Il laisse les autres à la sanction morale et religieuse. L'intérêt social n'est donc pas le principe, il est seulement la mesure de la loi pénale. Le législateur doit se renfermer dans le cercle que la loi morale lui trace, il n'a pas le droit d'en sortir; mais il n'est pas tenu de l'embrasser tout entier dans les prescriptions du droit positif. C'est sous l'inspiration de ce principe que M. Rossi a développé toutes les parties du droit pénal et donné la théorie de la responsabilité, de la tentative, de la complicité, ainsi que de la peine et de la loi pénale.

On voit combien ce thème est fécond; M. Rossi en a tiré un parti très-grand. Rien de plus lumineux que les analyses dont son livre est semé; il y règne un attrait bien rare en des sujets aussi arides. La discussion y est soutenue avec une solidité et une vigueur extrêmes; parfois même elle va jusqu'à des conclusions trop sévères. L'école que M. Rossi était appelé à combattre avait eu sans doute le tort de s'enivrer d'une idée juste au début, mais dégénérée en erreur depuis qu'on en avait forcé les conséquences. Il importait de faire la part de l'excès, tout en rendant hommage au mérite de la découverte. Au moment où Beccaria et Bentham écrivirent, il s'agissait moins d'une organisation définitive que d'une protestation contre le passé. Voilà quel fut le titre des criminalistes du dernier siècle. Le nôtre a des

devoirs différents, et c'est ainsi que tout système a une valeur relative qu'il ne faut isoler ni des temps, ni des lieux, ni des circonstances. Quoi qu'il en soit, les blessures que M. Rossi porta à l'école dont il se séparait durent être bien vives, puisque Jean-Baptiste Say écrivait à Dumont de Genève : « Je suis furieux contre quelques docteurs qui nous représentent comme des espèces de coquins, et qui ont l'air de nous faire grâce en nous appelant des *sensualistes*, après avoir eu bien soin de faire comprendre qu'ils entendent par là *matérialistes*. Singuliers scélérats, en vérité, qui consacrent leur vie au plus grand bien du plus grand nombre ! »

M. Rossi se partageait ainsi entre le soin d'importantes publications et les devoirs de la vie politique, lorsque les événements de 1830 lui imposèrent un nouveau rôle. A la chute de l'ancienne dynastie qui régnait en France répondit en Suisse la chute du gouvernement aristocratique. Le lien qui unissait les cantons entre eux fut ébranlé, et il fallut songer à mettre les institutions fédérales en harmonie avec la situation nouvelle. C'était un temps d'épreuve, presque une crise, et le choix des hommes chargés de délibérer sur d'aussi graves intérêts devait exercer une influence décisive sur le repos actuel et les destinées futures de la Suisse. Genève délégua trois fois M. Rossi pour la représenter à la diète, sûre de sa prudence et de sa fermeté.

De tous les états européens, la confédération suisse est peut-être celui dont l'organisation est la plus compliquée et la plus difficile à connaître. Composée d'états souverains qui diffèrent entre eux par la langue, par la religion, les mœurs, les lois, autant que par le climat, la configuration physique et toutes les conditions économiques et sociales, d'états qui n'ont ni la même origine, ni la même histoire, ni les mêmes besoins, ni les mêmes intérêts, la confédération helvétique n'existe que par une sorte de miracle qui se renouvelle tous les jours, qui honore le patriotisme des Suisses, mais dont la durée, sans cesse compromise, n'éveille pas assez leur sollicitude. Au XVIIIe siècle, la Suisse n'eut pas d'histoire. Elle paraissait s'amoindrir, s'affaisser sur elle-même, comme si elle eût été fatiguée de ses anciens exploits. Des aristocraties sans lumières et sans grandeur, des démocraties encore peu éclairées, des nobles et des paysans opprimant comme souverains des populations nombreuses et asservies qui les valaient à tous égards, voilà le spectacle qu'offrait ce pays lorsque la révolution de 1789 éclata au pied de ses montagnes. On connaît l'histoire de ce temps. Des patriotes suisses, poursuivant un plagiat malencontreux, rêvèrent une république une et indivisible, tandis que les hommes du privilége voulaient continuer le moyen âge. Après des luttes sanglantes et d'affreux déchirements, un bras puissant intervint, et Napoléon dicta aux cantons ce que l'on a nommé l'*acte de médiation,* transaction assez tolérable entre le passé et le présent, et qui promettait à la confédération, sinon un brillant développement et des jours glorieux, du moins un repos honorable et un accroissement de prospérité matérielle.

Ce système tomba avec son fondateur, et l'esprit de réaction envahit la Suisse en 1815. La sainte-alliance ne pouvait permettre qu'un foyer d'idées démocratiques subsistât au centre de l'Europe. L'Autriche prenait ombrage d'un pareil voisinage, la Prusse y avait un intérêt plus direct encore à cause de Neufchâtel, et la Russie devait embrasser la défense des principes aristocratiques, ne fût-ce que par position et par calcul. L'empereur Alexandre s'empara donc de cette question et la trancha à son gré. Napoléon avait dicté l'acte de médiation, Alexandre dicta le pacte de 1815, qui plaçait sous l'influence des grandes puissances les délibérations

de la diète fédérale, et jusqu'à un certain point le régime intérieur de chaque canton. C'était une servitude déguisée, un vasselage indirect dans lequel plusieurs grandes familles du pays jouèrent un triste rôle ; mais quel qu'en fût l'instrument, ce joug n'en était pas moins odieux aux populations, et incompatible avec la vieille indépendance helvétique.

Aussi la révolution de 1830 fut-elle pour la Suisse le signal d'une métamorphose fondamentale. Tous ces gouvernements, qui n'avaient d'autre appui que la sainte-alliance, tombèrent au bruit des trois journées. Le principe démocratique s'empara de la confédération entière, et surtout des cantons où le principe contraire avait été dominant. Rien de plus radical aujourd'hui que le canton de Berne, naguère le foyer principal de l'absolutisme. Cependant, au sein de la diète, le changement de régime ne s'opéra pas sans de profondes résistances. Il était évident que le pacte ancien s'adaptait mal au nouvel ordre de choses, et que les démocraties de 1830 et 1831 ne pouvaient porter sans gêne le manteau fédéral des aristocraties de 1815. Au lieu d'accepter cette nécessité et d'adoucir la transition, les états stationnaires se refusèrent à toute réforme. De leur côté, les radicaux, héritiers des patriotes de 1798, voulaient un état presque unitaire, une confédération où les petits cantons auraient été asservis par les grands, puisque le droit devait se proportionner à la population. C'est sous l'empire de ces circonstances qu'une demande de révision fut portée à la diète.

On a vu que M. Rossi y figurait au nombre des députés de Genève. Les circonstances étaient graves, difficiles. A la question du pacte qui dominait toutes les autres, qui menaçait de briser la Suisse et fixait par conséquent l'attention de l'étranger, venaient se joindre les déplorables affaires de Neufchâtel, de Bâle, de Schwitz, cantons où la guerre civile était toujours imminente, et où elle devait laisser de si profondes et douloureuses traces. Au milieu de ces conjonctures délicates, les députés de Genève n'eurent qu'une pensée : se séparer de la faction qui poussait à une résistance aveugle, faire au temps et aux événements des concessions raisonnables, sans se laisser emporter par les exagérations du parti radical. Les opinions extrêmes reprochaient avec une égale aigreur, aux députés de Genève, cette politique de tempéraments ; ils ne s'en laissèrent point détourner et gardèrent résolument leur ligne. Cette sagesse porta ses fruits. Peu à peu leurs intentions furent mieux comprises, et leurs idées, gagnant chaque jour du terrain, finirent par triompher devant la diète. Nommé membre de la commission fédérale chargée de la révision du pacte, M. Rossi continua à y défendre les plans de transaction qui lui semblaient être la seule issue possible de ce débat, et il eut la satisfaction de les voir adopter même par des commissaires qui avaient appartenu au parti radical. Une fois dans cette voie, il devint facile de s'entendre et de poser les bases d'un pacte nouveau. Ce fut à M. Rossi qu'on délégua le soin de résumer la discussion et de rédiger le rapport.

Il s'agissait d'y concilier les principes avec l'histoire, et de conserver l'existence politique des petits cantons sans rendre impossibles les améliorations et les progrès que les grands cantons avaient raison de désirer. C'est le problème que M. Rossi essaya de résoudre dans un travail fort étendu où il aborde les plus hautes questions de politique, de droit public et d'économie sociale. Il commença par distinguer deux ordres bien différents de confédérations : celles où les états particuliers n'ont que la portion de droits qu'un pouvoir central préexistant leur dispense et leur abandonne, et celles où au contraire le pouvoir central ne prend naissance et

n'existe que par les concessions que les souverainetés locales et préexistantes veulent bien lui faire. Or, le plus simple calcul indique que la Suisse appartient à la seconde de ces catégories, et qu'il serait dès lors ridicule de vouloir en faire tout à coup un état unitaire, ou quelque chose de semblable à une confédération américaine. La Suisse, d'après M. Rossi, n'est et ne peut être un véritable état fédératif; elle est plutôt une confédération d'états.

On devine maintenant quelles conséquences devaient découler d'un principe ainsi posé. Il en résultait évidemment le respect des régimes particuliers et pleins d'anomalies qui constituent la vie des divers cantons, et l'obligation de contenir les réformes fédérales dans de telles limites qu'elles ne portassent point atteinte à l'organisation intérieure des états confédérés. M. Rossi apporta dans la solution de ce problème tant de mesure, de précautions et de soins, il ménagea si bien toutes les répugnances et tous les scrupules, que son rapport et le projet qui le couronnait furent adoptés par la commission à l'unanimité. Elle en ordonna la traduction en italien et en allemand, et il fut publié à un grand nombre d'exemplaires dans les trois langues officielles de la confédération suisse. Le projet fut discuté ensuite et accueilli par la diète assemblée à Zurich.

Rien ne semblait s'opposer à la promulgation du nouveau pacte, qui avait pris et a conservé dans le pays le nom de *pacte Rossi*. Il avait passé par les épreuves des pouvoirs législatifs et renfermait la somme des améliorations compatibles avec l'état de la république, alors livrée à des dissentiments profonds. L'affaire semblait donc marcher vers une issue heureuse, quand une dernière formalité vint tout remettre en question. D'après la loi suisse, le vote de chaque commune doit sanctionner celui de la diète pour les mesures qui touchent aux grands rapports de la confédération. Le pacte fut soumis à cette épreuve définitive, qui ne lui fut pas favorable. Dans le canton de Lucerne, il fut repoussé par les communes rurales sous l'empire des intérêts locaux, et par suite de l'opposition combinée des partis extrêmes qu'appuyait une faction monacale. Cet échec dans le canton qui devait être le siége permanent de l'autorité fédérale paralysa tout : le projet fut retiré, et aujourd'hui la Suisse regrette d'avoir laissé échapper cette occasion, unique peut-être, de sortir de l'état de faiblesse et de tiraillement où elle se trouve.

Cet échec ne semble pas avoir été sans influence sur une détermination que prit alors M. Rossi. Il comptait en France des amis dévoués, qui depuis longtemps l'engageaient à se produire sur un théâtre plus vaste et devant un auditoire plus nombreux. Deux d'entre eux, MM. de Broglie et Guizot, venaient, à la suite de la révolution de 1830, d'être portés aux affaires, et tout conseillait à M. Rossi de se rapprocher d'appuis aussi précieux, aussi sûrs. Avec de pareilles sympathies et la conscience de sa valeur, il n'aurait pas dû hésiter; il hésita pourtant : cette perspective ne l'éblouit pas. Il aimait Genève, pour lui si hospitalière; il en était l'enfant adoptif. Tout y avait adouci, charmé son exil; il y avait trouvé les joies du cœur, les plaisirs de l'intelligence, il y avait fait, agrandi sa position. Son nom devenait de plus en plus inséparable des intérêts de la cité, de son rôle en Europe, de sa politique fédérale; il aurait pu s'en tenir là et faire le calcul de César. Recommencer ailleurs, sur d'autres frais, une carrière scientifique et politique, se créer un nouveau public, une nouvelle clientèle, lui semblait une entreprise grave et chanceuse. Peut-être la prudence eût-elle été chez lui plus forte qu'une légitime ambition, si l'état précaire de la Suisse et les fluctuations politiques auxquelles le pays était en butte n'eussent jeté dans son esprit quelque lassitude et quelque

découragement. Il était fatigué de ces tempêtes dans un verre d'eau, de ces batailles qui ne terminaient rien, de ces agitations sur place. Un dernier motif le décida : la mort de Jean-Baptiste Say venait de laisser vacante la chaire d'économie politique au Collége de France. Il songea à se mettre sur les rangs pour lui succéder, et, vers les premiers mois de 1833, il se rendit à Paris où ses amis avaient déjà préparé les voies à sa candidature. On sait que ces choix se font sur une présentation double, l'une de l'Institut, l'autre du Collége de France. Le Collége désigna M. Rossi, et l'Académie des sciences morales et politiques, M. Charles Comte, son secrétaire perpétuel. Le ministre se rallia au premier de ces suffrages, et M. Rossi fut nommé, en 1833, professeur au Collége de France, puis, en 1834, professeur de droit constitutionnel à la faculté de Paris. Des lettres de grande naturalisation suivirent de près ces deux investitures.

Depuis ce temps, M. Rossi appartient à notre pays, qui a fait en lui une acquisition précieuse. Il apportait dans l'enseignement des facultés solides et supérieures, un esprit exercé, judicieux, maître de lui-même, et en outre une fermeté de convictions qui prenait sa source dans un sens droit et de longues études. Jamais ces qualités n'avaient été plus nécessaires qu'au moment où il monta dans sa chaire d'économie politique. L'esprit d'aventures faisait alors de grands ravages ; de divers côtés, on voyait s'élever des écoles qui traitaient la science comme un spectacle et n'avaient pas assez de dédains pour les économistes restés fidèles à la tradition. Toute poursuite semblait vaine, toute amélioration puérile, quand elles n'embrassaient pas la société entière et n'avaient pas le caractère d'une métamorphose. Il ne s'agissait plus de définir la richesse, mais de la répandre par torrents ; il ne s'agissait plus d'expliquer les ressorts qui règlent le jeu des intérêts, mais d'en briser les éléments, afin de les soumettre au creuset d'une transformation complète. Personne ne voulait accepter comme point de départ le monde réel ; on ne rêvait que des mondes imaginaires. Quelques formules hermétiques allaient suffire pour régénérer la société, la délivrer des maux qui l'assiégent, y fonder à jamais l'empire du bonheur et le règne de l'aisance. Désormais plus de misères, plus de souffrances ; il ne devait y avoir de place ici-bas que pour une félicité sans limites.

On devine quels dangers peut engendrer une semblable disposition des esprits. Sans doute le devoir des classes favorisées est de penser à celles qui vivent sous une sorte de tutelle, et dans une société qu'animerait un mobile élevé, le dévouement devrait se produire en raison de la position. Ce devoir est impérieux, il ne souffre point d'exception et n'admet pas de privilége; mais, en le remplissant dans toute son étendue, il convient aussi de ne pas s'égarer dans les régions de l'impossible et de se défendre contre des illusions funestes. C'est jouer avec le malheur que de le bercer de rêves, de faire des promesses qui ne seront pas tenues, d'exciter des désirs qu'aucun pouvoir humain ne saurait satisfaire. Il y a là-dedans une ironie cruelle, un abus de l'imagination vis-à-vis des réalités. Si l'intention est louable, l'effet en est triste. Quand on aura longtemps échauffé le peuple au récit exagéré de ses propres douleurs, quand on lui aura promis des réparations chimériques, par exemple, plus de salaire en retour d'un moindre travail et un bien-être indépendant de ses efforts, pourra-t-on s'étonner de le voir un jour changer ses désappointements en colères et continuer l'utopie dans le sens d'une rébellion? Peut-être serait-il sage de réfléchir plus qu'on ne le fait à cet avenir gros de menaces et de s'occuper ardemment du bien qui peut se réaliser sans épuiser sous toutes les formes l'histoire et le roman du mal.

Cette prudence a été l'un des plus beaux titres de M. Rossi; il a su résister, et en résistant il a préservé la science. Ni le bruit ni les attaques ne le troublèrent dans la ligne de ses études, dans les voies de son enseignement. Il sut préparer et attendre l'heure d'une réaction. Convaincu de la force que l'expérience ajoute aux idées, il reprit l'économie politique au point où ses devanciers l'avaient laissée, et tout en expliquant Smith, Say, Ricardo et Malthus, il les discuta avec la liberté d'un esprit puissant, mais respectueux. Il se fit l'interprète de la tradition, mais ce fut un interprète indépendant, discutant les problèmes économiques en homme habitué à les dominer, n'abdiquant pas son initiative, quoiqu'il sût la contenir. Ainsi, d'une part résister au choc des idées turbulentes et téméraires, de l'autre ne rien accepter du passé sans contrôle, tels furent le double mérite du professeur et le caractère de ses leçons.

Les cours publics de M. Rossi, en donnant la mesure de son savoir, devaient naturellement lui ouvrir les portes de l'Institut. Il y entra en 1836, lorsque la mort de Sieyes eut laissé un siége vacant à l'Académie des sciences morales et politiques, dans la section d'économie politique et de statistique. Il n'eut pas, à proprement dire, de concurrent. Sur 22 votants, il réunit 21 suffrages. Quoiqu'il existât un peu de froideur entre lui et M. Charles Comte, secrétaire perpétuel, ce fut pourtant ce dernier qui lui fit donner l'avis de se mettre sur les rangs, et, au jour de l'élection, M. Comte, alors presque mourant, se fit porter à l'Institut pour y déposer son bulletin en faveur de M. Rossi, qui s'en montra vivement touché. A peine admis, le nouvel académicien prit une part active aux travaux du corps, le présida en 1840 et y fit plusieurs lectures, dont la plus importante est un travail sur les *rapports de notre droit civil avec l'économie nationale*. Ce n'est là toutefois qu'une esquisse et le germe d'une idée qui appellerait de nouveaux développements. Un travail plus essentiel a empêché M. Rossi de s'y livrer. Une ordonnance royale ayant chargé l'Académie des sciences morales et politiques de publier l'histoire de ces sciences en France depuis 1789, et cela pour compléter le travail que l'Institut avait entrepris par ordre de Napoléon, M. Rossi a été nommé rapporteur pour l'économie politique et la statistique. Toute grave qu'elle est, cette tâche ne forme à ses yeux qu'une partie d'une entreprise plus considérable où il compte embrasser l'économie politique soit dans le monde ancien, soit dans le monde moderne.

Il est à craindre pourtant que cette idée, ainsi qu'une foule d'autres émises et quittées par M. Rossi, ne demeure à l'état de projet et d'embryon. Le compte de l'arriéré est facile à faire. Voici d'abord la théorie des principes *dirigeants* en législation, puis l'examen des rapports du droit civil avec l'économie nationale, qui attendent des commentaires. Ce n'est pas tout : le *Traité du droit pénal* appelle un complément indispensable dans l'analyse des diverses catégories de crimes et les principes de l'instruction criminelle. Quant au *Cours d'économie politique*, il n'embrasse que la moitié de la science, la formation des richesses; l'autre moitié, qui en expose la distribution, est encore à publier. En outre, l'Académie compte sur un rapport constatant les progrès des sciences morales et politiques depuis 1789, et l'auteur n'envisage cette tâche que comme un simple extrait d'une histoire générale de l'économie politique. Ce sont là de bien séduisantes promesses; mais les promesses des hommes qu'emporte le tourbillon des affaires sont sujettes à tant d'ajournements!

Que d'esprits élevés ou délicats les travaux politiques ont ainsi ravis à l'étude de

la science et à la culture des lettres! Combien en pourrait-on citer qui font aujourd'hui un vide irréparable parmi les érudits et les écrivains, et dans le nombre à peine en est-il deux ou trois qui ont la force de suffire à un double devoir et mènent de front les succès de la parole et ceux de la plume! Rien n'aura été plus fatal au monde scientifique et littéraire que cette attraction exercée sur lui par la politique. En divisant son effort, l'esprit perd toujours une portion de sa puissance, et il arrive un moment où il succombe sous sa tâche sans pouvoir fournir en aucun point l'entière mesure de sa valeur. Le dommage est réel; reste à savoir s'il présente une compensation suffisante. En se recrutant dans l'élite des savants et des lettrés, la politique gagne-t-elle ce qu'y perdent les sciences et les lettres? C'est un problème d'arithmétique sociale qu'il est plus facile de poser que de résoudre.

Nommé pair de France en 1839, M. Rossi a pris depuis lors une part très-active aux travaux législatifs, et il est peu de débats importants auxquels il n'ait été mêlé, soit comme orateur, soit comme rapporteur. En cette dernière qualité, il a préparé diverses lois, entre autres celles des sucres, de la banque de France et du régime financier des colonies: il s'occupe actuellement de la loi sur la réforme pénitentiaire. A la tribune, M. Rossi a révélé un talent rare de dialecticien et une méthode qui éclaire et élève les discussions. Ses connaissances aussi vastes que variées, la sûreté et la promptitude de son coup d'œil, lui assurent une influence qui ne dépend ni des vicissitudes de l'opinion ni des hasards de la parole. C'est une voix écoutée parce qu'elle ne sacrifie ni aux lieux-communs ni aux sophismes. S'il est un reproche que l'on puisse faire à M. Rossi, c'est de ne point conserver sur le terrain de la politique la rigidité d'opinion qu'il apporte dans la science, et de ne pas toujours mettre ses conclusions en harmonie avec les principes qu'il pose. Un homme qui sait si bien reconnaître la vérité, et qui fait si prompte justice de l'erreur, ne saurait s'abuser ni sur les voies que l'on suit ni sur les moyens que l'on emploie en matière de gouvernement. Il est même des fautes si dangereuses, des déviations si fatales, que le dévouement et la reconnaissance ne sauraient justifier le concours qu'on y attache. Exprimer ce regret, c'est prouver à M. Rossi le cas que l'on fait de son caractère et de son talent: en politique comme ailleurs, il gagnerait à obéir à ses inspirations, à ne relever que de lui-même. Il est peu d'esprits que la nature ait mieux traités: personne n'a des vues plus nettes en droit public, en administration, en économie sociale; il sait à fond la jurisprudence, le mécanisme des intérêts et la langue des affaires; rien ne lui est étranger, ni les petits effets, ni les grandes causes, ni l'ensemble, ni le détail. Pourquoi ne donne-t-il pas à ces facultés éminentes une direction, un essor plus libres? pourquoi les laisse-t-il s'énerver, s'amoindrir dans une condescendance fâcheuse? Les hommes qui ont apprécié ce qu'il vaut sont en droit d'attendre beaucoup de lui et d'y compter le jour où il se livrera davantage à son initiative.

Comme économiste, M. Rossi est à l'abri de toute accusation de ce genre. Personne n'a envisagé avec plus d'indépendance les problèmes qui se rattachent au régime des intérêts, exposé les faits avec une conscience plus entière, ne cachant, ne déguisant rien, ni ses convictions ni ses doutes. En lisant ces belles pages où le bon sens parle une langue si claire, on n'éprouve qu'un regret, c'est que l'œuvre soit restée à moitié et qu'il faille en attendre la fin. On l'a vu, M. Rossi est un économiste orthodoxe, mais ses croyances s'appuient sur un examen raisonné. Les théories de Smith et de Ricardo ont pris, en passant par sa plume, une force et

une autorité qui n'y étaient qu'en germe : M. Rossi les rectifie et les agrandit en les expliquant. Cependant il évite avec soin tout ce qui ressemble à de l'indiscipline, et au milieu des folies du temps, c'est là une preuve d'un bon sens exquis. Pour être prise au sérieux, une science a besoin d'apporter quelque mesure dans les modifications qu'elle subit : elle ne peut pas se laisser reconstruire, tous les dix ans, de fond en comble. La liberté d'une époque n'est pas enchaînée sans doute par le point de vue des époques antérieures, et il serait ridicule de vouer la pensée humaine à l'immobilité ; mais l'usage du droit de réforme, quand il porte sur l'ensemble d'une science, ne saurait être accompagné de trop de ménagements ni entouré de trop de réserve. Le passé lègue à l'appui des idées qu'il recommande, outre leur valeur propre, l'impression qu'elles ont produite, l'ascendant qu'elles ont acquis, la clientèle qu'elles se sont faite. Dans un système de destructions successives, ces résultats s'évanouissent, et un jour arrive où l'on ne trouve plus que le néant en place d'une science, et des ruines pour tout abri.

M. Rossi n'a pas voulu que son nom fût impliqué dans une œuvre d'effervescence et d'étourderie. En demeurant sur le terrain de l'expérience, il a infligé une leçon à ceux qui s'égarent à la poursuite de chimères et prennent pour des symptômes de force les éblouissements de la vanité. Certes, une intelligence comme la sienne aurait eu plus de droit qu'aucune autre à présenter un système qui lui fût propre et des combinaisons personnelles. Sans aller jusqu'au pays des aventures, il pouvait, en restant dans la science, y marquer son passage par un contrôle sévère et des dissentiments plus profonds. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il y a vu un péril pour les doctrines vérifiées. Il a voulu se montrer d'autant plus discret qu'autour de lui on l'était moins, donner, au milieu du désordre des opinions, l'exemple de l'obéissance, et rester soldat quand tout le monde aspirait à devenir général. Voilà quel motif en a fait un traducteur si fidèle des économistes qui l'ont précédé, et l'a rendu si sobre en matière d'innovation. L'originalité de M. Rossi consiste dans la façon dont il expose et compare les théories des maîtres, en sachant faire la part de l'erreur et celle de la vérité, en ajoutant à leurs idées ce qui peut les mettre en relief, en éclairant ce qu'elles ont de trop vague ou de trop obscur. Une science a beaucoup à gagner dans cette étude comparée, traitée de haut, et sous la double autorité de la position et du talent ; elle est heureuse d'avoir à son service une de ces plumes qui laissent un sillon partout où elles passent, et communiquent à ce qu'elles touchent de la lumière, de la séve et de la vie. Ce qui distingue le travail de M. Rossi, c'est une admirable clarté, un jugement qui ne bronche jamais, une méthode sans égale. Son style fait passer dans les abstractions même la transparence qui le distingue ; rien de plus serré que la trame de sa composition, de plus nerveux que sa polémique. L'ordonnance générale y est si rigoureusement calculée, qu'on n'en saurait distraire aucun détail sans nuire à l'harmonie de l'ensemble. Ce signe est un de ceux qui trompent le moins ; il caractérise les œuvres fortes et durables.

On a vu à quels combats de mots l'économie politique était naguère livrée, et que de tempêtes se sont élevées autour de ses définitions. Ce sont là des joûtes à armes courtoises que toute science aime à se ménager pour tenir en haleine l'ardeur de ses champions. Les coups portent un peu dans le vide, mais on s'y exerce la main. Parmi les points qui ont défrayé cette gymnastique, il en est trois ou quatre surtout dans lesquels les notabilités de la science sont intervenues, et que M. Rossi ne pouvait, à raison de ce fait, retrancher de son examen. Tels sont la

définition de la valeur, le rôle de la rente ou fermage de la terre, l'influence des frais de production sur le prix du produit, enfin le rapport entre le chiffre des populations et celui des subsistances. Un simple coup d'œil suffira pour prouver que ces questions sont loin d'avoir l'importance qu'on leur a attribuée, et que l'économie politique renferme des parties plus fécondes et d'un intérêt bien autrement vif.

L'école de Smith n'admettait qu'une seule nature de valeur : la valeur en échange ou échangeable; Ricardo, et avec lui M. Rossi, disent qu'à côté de celle-ci il en est une seconde, qu'ils nomment la valeur en usage. La première serait l'utilité indirecte, l'autre l'utilité directe; l'une le trafic, l'autre l'emploi immédiat des choses. La nécessité de ce second terme de la valeur paraît indispensable à MM. Ricardo et Rossi pour expliquer certains faits et classer certains phénomènes. Il est, par exemple, des objets dont on use sans pouvoir ou sans vouloir les échanger. Tels sont les monuments publics, les routes, les canaux, les ponts; telles seraient les récoltes que le fermier consommerait lui-même au lieu de les vendre. Tout cela, ajoutent-ils, ne peut rentrer dans la classe des valeurs en échange ; il faut donc créer une nouvelle catégorie, qui est celle de la valeur en usage.

Il y a là-dedans, ce semble, plus de subtilité que de vérité. C'est confondre la propriété avec la destination des choses. Tout produit est échangeable, a eu cette qualité ou l'a encore : seulement, au lieu de l'échanger, parfois on en use, on le consomme directement. L'usage n'infirme pas la valeur d'échange des objets, et ne saurait être invoqué contre elle. Il est vrai que certaines richesses, comme les chemins et les monuments, deviennent, entre les mains de la communauté, des biens de main-morte, indivisibles et se refusant à toute appropriation individuelle, par conséquent à tout échange; mais, pour arriver à cet état, ces richesses ont dû passer par la loi commune, être échangées contre des salaires et autres services productifs, et si, quand elles sont créées, la société aime mieux en jouir que les aliéner, ce n'est pas une raison de penser que toute valeur d'échange soit détruite en elles, parce qu'elle y sommeille. La vente des biens nationaux dans la période révolutionnaire, l'aliénation de plusieurs forêts de l'état à une époque plus récente, prouvent que ces richesses de main-morte peuvent retrouver, à un jour donné, leur valeur d'échange et rentrer dans la circulation après en avoir été longtemps distraites. La difficulté se réduirait dès lors à quelques exceptions qui ne méritent pas que l'on surcharge la science d'une définition de plus.

Le même caractère se retrouve dans la théorie des frais de production que Ricardo oppose à celle de l'offre et de la demande. Voici, en peu de mots, quel est ce problème. La mesure de la valeur, c'est le prix : or comment se règle, se détermine le prix? Ici commencent les incertitudes. Dans un ordre logique, le prix devrait se composer du coût des choses, plus d'un bénéfice raisonnable pour le producteur. Malheureusement les faits ne se prêtent pas à cette marche naturelle et simple. Entre les producteurs existent des inégalités d'aptitudes, de prétentions, de positions, qui ne permettent pas d'adopter une loi uniforme, même scientifiquement. Ce serait non-seulement une erreur, mais encore une injustice. Qu'ont fait les économistes? A la loi de la production ils ont substitué la loi du marché. Le prix, disent-ils, ne se détermine qu'indirectement par le coût des choses; il se détermine directement, essentiellement, par le rapport de l'offre à la demande. L'offre représente la quantité des produits qui cherchent un acheteur ; la demande est la quantité des produits que l'on désire acquérir. La demande est-elle forte et

l'offre faible, les prix se maintiennent ou s'élèvent : au contraire l'offre est-elle abondante et la demande faible, à l'instant les prix inclinent vers une dépréciation. Dans les deux cas, c'est la concurrence qui opère ; elle se déclare entre les vendeurs quand la somme de la marchandise excède celle des besoins, elle naît entre les acheteurs quand la somme des besoins excède celle de la marchandise. En remontant jusqu'à la production, l'effet de l'offre et de la demande se manifeste soit par un ralentissement d'activité quand l'offre abaisse les prix au-dessous de la limite où s'arrête la convenance de produire, soit par un accroissement de travail quand la demande se résout en bénéfices qui sont une prime offerte à une production plus grande. Il va sans dire que la quantité n'est pas le seul terme décisif dans le phénomène de l'offre et de la demande, et que la qualité y tient une place tout aussi considérable comme règle et mesure du prix.

Voilà une loi simple et peu s'en faut complète ; elle n'a qu'un tort, c'est de ne pas saisir le produit à l'origine pour le suivre dans les diverses opérations auxquelles il donne lieu. Ricardo et M. Rossi après lui ont pris cette marche et cherché la valeur réelle des choses dans les frais de toute nature nécessaires pour les produire. Ils ont poursuivi tous deux la théorie du prix, tandis que les autres économistes n'en signalent que le plus constant phénomène. Cette donnée, juste en elle-même et méthodique, a le défaut grave d'être incompatible avec les faits. Ce que l'on nomme le prix de revient ne règle jamais l'état du marché ; c'est au contraire l'état du marché qui règle le prix de vente. A côté du coût des choses, il est une foule de circonstances variables qui influent sur le parti que l'on en tire : par exemple, la perfection plus ou moins grande de l'objet, le besoin de réaliser, les masses sur lesquelles on opère, le jeu des rivalités industrielles et commerciales. Vouloir soumettre à une règle fixe des causes si mobiles et si diverses, c'est poursuivre une chimère et introduire dans l'économie politique le procédé de Procuste. L'idéal de l'état du marché serait de n'y présenter qu'une quantité de marchandises égale aux besoins et d'y maintenir cet équilibre, comme aussi d'y faire prévaloir des prix d'une mutuelle convenance, éloignés de bénéfices exagérés et de rabais excessifs. Or, qui ne comprend que c'est là un rêve où le bienfait n'est qu'apparent et dans lequel l'esprit d'ordre étoufferait l'esprit de liberté ? Qu'est-ce d'ailleurs que le besoin ? En pourra-t-on jamais obtenir la mesure fixe, invariable ? N'y faut-il pas laisser une grande part à l'imprévu, à l'éventuel ? Somme toute, l'état du marché est et doit rester nécessairement aléatoire, chacun réglant volontiers sa conduite sur le voisin et se déterminant par nécessité plutôt que par calcul.

Comme la théorie des frais de production, celle du fermage de la terre, qui appartient également à Ricardo, est empreinte d'une couleur trop spéculative, et touche de très-près au sophisme. Ricardo pose en principe que la valeur des choses ne se compose que du travail qu'elles ont coûté, et que le fermage n'entre pour rien dans le prix des produits obtenus du sol. C'est exactement comme si l'on disait que le louage d'une machine, d'un instrument, n'est pour rien dans le prix d'un produit industriel. Il est vrai que l'économiste anglais n'a pas présenté son idée d'une manière aussi crue, et qu'il a su l'entourer de voiles qui empêchent de distinguer sur-le-champ ce qu'elle a d'étrange et d'erroné. Les comparaisons les plus spécieuses, les considérations les plus abstraites semblent accumulées à dessein pour donner le change à l'esprit, et il en résulte de telles ténèbres, qu'au dire de Ricardo lui-même, vingt-cinq personnes au plus se sont, en Angleterre,

rendu compte de ce qu'il a voulu dire. Il faut dès lors laisser à ce petit nombre d'élus le soin d'en peser le mérite.

Le problème soulevé par Malthus a plus de clarté et une portée plus grande. A le résumer en peu de mots, c'est la théorie de la prévoyance au point de vue de la multiplication de l'espèce. Malthus a voulu opposer une digue à cette fécondité presque bestiale qui entraîne certaines populations, et, pour cela, il a évoqué un épouvantail, la famine. A ses yeux, le mouvement des subsistances ne peut plus désormais se mettre en équilibre avec le mouvement ascendant des populations, et si des pratiques de continence n'arrêtent pas cette progression menaçante et fatale, la terre, si vaste qu'elle soit, ne suffira bientôt plus à la nourriture des hommes. Ainsi parle Malthus, et il appuie son hypothèse de chiffres terribles. Heureusement que, sous des apparences exactes et sérieuses, il n'y a là qu'un roman. Malthus envisage la fertilité du sol et la reproduction de l'espèce comme des termes d'une équation rigoureuse. Pourtant rien n'est plus inégal, variable, bizarre même, que ces deux phénomènes : pour peu qu'on les étudie, soit dans les faits actuels, soit dans l'histoire, on s'assure qu'ils se refusent à tout calcul lointain. La fertilité du sol et la multiplication des êtres, loin de dépendre de lois suivies, ne procèdent que par anomalies et fluctuations, obéissent au caprice des événements, et ressemblent moins à un flot qui monte toujours qu'à une eau qui se déplace. Malthus prend pour point de départ deux suppositions, l'une que la fertilité du sol a des bornes, l'autre que la reproduction de l'espèce n'en a pas. Rien n'est moins prouvé. Si la fertilité du sol a une limite, elle n'est pas encore connue, et l'on peut dire que cette fertilité s'est, jusqu'à présent, accrue en raison des bras et des intelligences qui s'appliquent à la culture. Quant à la reproduction de l'espèce, loin d'être infinie, loin d'aller toujours croissante, le moindre examen suffit pour attester qu'elle a des phases, des temps d'arrêt et des intermittences. Tel pays regorge d'habitants, lorsque tel autre voit ses populations s'éclaircir. L'Europe s'est couverte d'hommes aux dépens de l'Asie ; l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie se peuplent aujourd'hui aux dépens de l'Europe. Des races entières disparaissent pendant que d'autres races pullulent. A tout prendre, ce n'est pas la terre qui jusqu'ici a manqué aux hommes, mais plutôt les hommes à la terre. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un regard sur la carte du globe. Le présent n'a donc rien qui puisse alarmer : quant à l'avenir, il prendra soin de lui-même. L'économie politique peut, sans regret, décliner ce souci et s'en remettre à la Providence.

Tels sont les divers thèmes sur lesquels la science économique concentrait naguère son principal effort, et, comme historien, M. Rossi a dû s'enquérir de ce qui s'est fait dans cette voie, mettre sous nos yeux les pièces du procès, prendre des conclusions pour ou contre. Cependant il est impossible qu'il s'abuse sur la valeur de pareils débats. Les matières raffinées et délicates intéressent tout au plus un groupe d'initiés ; le public ne s'y arrête jamais. Ce sont des questions d'école ; elles y naissent, elles y meurent. Comme action sociale, l'économie politique n'a que fort peu de chose à en attendre, et tout lui conseille de les laisser désormais s'éteindre. En revanche, il existe des thèses vives et fécondes, où il est de son devoir d'intervenir d'une manière plus directe qu'elle ne l'a fait, ne fût-ce que pour protester contre les erreurs qui circulent et les puérilités qui se débitent. Dans le nombre et au premier rang figurent les problèmes qui se rattachent au travail et à la condition des classes laborieuses. Notre époque assiste à des crises qui, pour avoir été exagérées, n'en sont pas moins profondes et réelles. Diverses

causes y ont contribué. La principale est la transformation complète du régime industriel, sous l'influence des diverses applications de la vapeur, et la substitution, aujourd'hui générale, du travail mécanique au travail à la main.

Dans l'origine, cette révolution, due à un agent nouveau, se signala par de tels bienfaits, revêtit un tel caractère de grandeur, qu'on n'aperçut pas ce qu'elle renfermait en germe de dissolvants et de misères. Des industries isolées étaient frappées de mort ; mais les industries agglomérées comblaient largement ces vides, et attiraient dans de grands centres d'activité d'innombrables légions de travailleurs. L'Angleterre offrit surtout ce spectacle : l'industrie y improvisa des villes aussi populeuses que des capitales. Tout marcha d'abord à souhait : les salaires étaient élevés, les bénéfices importants; le chiffre des commandes s'élevait chaque jour, et le travail surexcité se maintenait au même niveau. Tant que dura cette période d'activité, il n'y eut pas, il ne pouvait pas y avoir de souffrances. L'aisance régnait chez les ouvriers, et avec l'aisance les bras humains suffisent au plus rude service. La fortune restait fidèle aux entrepreneurs, et dans les jours de prospérité, on n'abuse pas des forces de l'homme. Ce fut l'âge d'or de l'industrie et aussi celui du monopole de l'Angleterre. On eut le tort, de l'autre côté du détroit, de croire ce monopole éternel, de prendre cette fièvre pour un état régulier et d'y engager, non-seulement le bien-être, mais encore la vie des populations. L'expiation ne se fit pas attendre. Sous l'influence d'une longue paix, chacun des grands états, en Europe et en Amérique, sentit son activité se réveiller. L'industrie venait de faire brillamment ses preuves : partout on voulait la naturaliser chez soi. En Allemagne, aux États-Unis, en Hollande, en France, on apprit à se passer de l'Angleterre, et chaque jour un marché nouveau se fermait devant les produits de ses manufactures. Cette résistance passive suffit pour amener une réaction fatale. Chaque débouché qu'on perdait au dehors provoquait une crise, soit générale, soit partielle, au sein des foyers manufacturiers de la Grande-Bretagne. De là tantôt un chômage, tantôt une diminution de salaire, c'est-à-dire le dénùment et la faim au foyer de l'ouvrier.

Ces misères ont été décrites plus d'une fois, décrites avec talent, avec sentiment, même avec un peu d'imagination. Peut-être aurait-on dû insister davantage sur les causes, soit anciennes, soit nouvelles, qui les ont produites : c'est en dominant les faits qu'on parvient à les modifier ou à s'en défendre. Ainsi, en dehors même de cet amoindrissement du débouché extérieur qui a réagi sur le sort des artisans anglais, une circonstance peu remarquée a donné aux souffrances dont les villes manufacturières sont le siége une intensité et une énergie que sans cela elles n'auraient jamais eues. Naguère encore, et pas plus loin que 1833, l'état ou les paroisses distribuaient, entre treize cent mille individus appartenant à la classe pauvre, une somme de huit millions cinq cent mille livres sterling, c'est-à-dire deux cent quinze millions de francs environ. En 1834, ces subsides de la bienfaisance furent brusquement supprimés : une loi frappa le paupérisme. Aux secours en argent on substitua des lieux d'asile où l'indigent devait trouver ce qui est nécessaire à la vie en échange de son travail. La réforme était utile; malheureusement elle prit un tel caractère de dureté, les maisons destinées aux travailleurs furent assujetties à un régime si austère, que le but fut dépassé. Treize cent mille indigents furent mis, du jour au lendemain, en demeure d'opter entre la discipline de l'atelier public et le dénùment dans la liberté : six cent mille subirent le joug nouveau, sept cent mille demandèrent au travail libre ce qu'ils obtenaient autre-

fois de la charité officielle. Si le premier résultat de la loi fut d'épargner cent millions de francs à l'état et aux paroisses, en revanche il fallut que le salaire manufacturier comblât ce vide et nourrît cette population déclassée. De là ce double effet d'une irruption soudaine de nouveaux venus dans des cadres déjà pleins, et d'un avilissement de la main-d'œuvre par suite d'une offre excessive du travail. Combinée avec la diminution du débouché extérieur, cette affluence des pauvres dans la manufacture dut y apporter le principal élément d'une détresse dont on a fait de si sombres tableaux.

Quoi qu'il en soit, un enseignement a dû sortir de ces crises, c'est que la suprématie industrielle ne s'acquiert et ne se maintient qu'au prix de grandes douleurs. En Angleterre même, cette conviction pénètre dans les esprits. Sans exclure la misère, le travail isolé ne lui communiquait pas une fermentation dangereuse et ne l'aggravait pas par de continuelles intermittences. Il semble que de tous côtés on s'accorde à voir les choses ainsi. Jamais plaintes plus vives ne se firent entendre contre les excès du régime manufacturier; on le dépeint comme une école de débauche, comme une source d'infection morale. Les populations s'y étiolent et s'y dégradent; on y abuse non-seulement de l'adolescence et de l'âge mûr, mais aussi de l'enfance; on y écrase sous le poids d'un travail forcé non-seulement les hommes, mais les femmes. C'est une exploitation odieuse qui se consomme à la face du ciel, et où la créature faite à l'image de Dieu descend jusqu'au rôle de la brute. A la bonne heure; il ne reste plus alors qu'à expliquer une inconséquence singulière. Dans les pays même où cette accusation trouve de nombreux échos, où la plainte contre le régime industriel a le plus d'énergie, on se donne un mal infini pour en accroître les applications. On trouve que la manufacture énerve, pervertit, abaisse l'homme, et l'on fait tout pour que la manufacture absorbe chaque jour des populations plus nombreuses. Encore s'il s'agissait d'industries naturelles, le danger serait moindre; mais c'est d'une manière artificielle, à l'aide de lois prohibitives et de tarifs exagérés, empiriquement et à l'aventure, que l'on fait naître une foule d'industries caduques et précaires. Au lieu de s'apitoyer sur les êtres qu'opprime l'atelier, il serait bien plus sage de les arrêter en chemin et de n'y laisser arriver que le contingent nécessaire. Pour cela, il n'y a pas même à agir; il suffit de s'abstenir à propos et de ne pas vouloir tout produire; il suffit de remplacer le travail direct par l'échange, et de prendre l'étranger pour fournisseur là où il opère avec moins d'efforts et avec plus d'avantages.

C'est la liberté en matière de commerce qui peut seule assainir l'industrie, lui rendre son équilibre et faire cesser les tristes hécatombes qui s'y succèdent. Aucun principe n'a plus de vertu, plus d'efficacité. M. Rossi en a fait l'objet de deux chapitres qui sont des modèles de clarté, de logique et de raison. Il y a vraiment du vertige au fond de cette prétention qu'ont aujourd'hui les peuples, même les plus éclairés, de se passer de leurs voisins tout en les mettant à contribution, de leur fournir le plus d'objets possible sans en rien recevoir, de fermer leurs propres frontières en demandant l'accès des autres états. Ce sont autant de contradictions qu'expliquent seules l'âpreté habituelle des intérêts et les terreurs puériles dont ils s'inspirent. On a l'air de chercher autour de soi des nations qui consentent à être dupes, et l'on dirige contre elles des tarifs de douane comme des machines de guerre. Tout cela est désastreux en pratique, insensé en théorie. S'il est une vérité démontrée, hors d'atteinte, c'est qu'un état ne perd pas nécessairement ce qu'un autre gagne, et qu'il paie toujours en produits de son sol et de son industrie les

produits que lui fournissent l'industrie et le sol étrangers : d'où il suit que chacun d'eux doit s'attacher à faire ce qu'il fait bien et à bon compte, et demander aux autres ce qu'ils font mieux et à meilleur marché que lui.

Cette loi si simple est cependant méconnue. De toutes parts, on affiche le dessein de régler ses intérêts à l'exclusion de ceux des autres peuples ; on prétend se suffire en tout, on s'isole par des blocus volontaires. L'Allemagne et la Belgique échangeaient hier des aggravations de droits ; elles se rendaient rigueur pour rigueur, blessure pour blessure. Demain ce sera la France, ou la Hollande, ou bien l'Angleterre, berceau de la prohibition. Les états ainsi régis sont-ils plus heureux ? La prospérité y est-elle plus générale, plus soutenue ? Le travail s'y maintient-il dans une situation régulière par le seul fait qu'il se trouve placé à l'abri de toute concurrence extérieure ? Les convulsions commerciales et industrielles sont là pour répondre. En revanche, il est quelques points de l'Europe, la confédération helvétique par exemple, qui n'ont pu ni voulu défendre l'activité locale au moyen d'un cordon de douanes, ce luxe des grands empires. En sont-ils plus mal partagés ? Y voit-on régner la misère qui décime les foyers industriels ? Les populations y sont-elles plus chétives, les races plus dégradées ? Ce régime libéral est-il la source d'une infériorité en toutes choses, et les met-il bien au-dessous des pays qui assurent à leur propre production le privilége du débouché intérieur ? M. Rossi nous le dira. « La production suisse, lit-on dans son *Cours* (1), n'a pas cessé de s'accroître ; l'industrie agricole et l'industrie manufacturière y ont également prospéré. Sur le penchant des Alpes, à côté de la fumée pastorale des chalets, on voit s'élever les noirs et épais tourbillons de l'usine qui carde, qui file, qui tisse à la vapeur. L'Anglais, le Français, le Belge, le Saxon, rencontrent sur plus d'un marché l'industrieux Helvétien, qui, par le seul effet de son travail intelligent et de son esprit d'ordre et d'économie, parvient à lutter avec les producteurs que le privilége favorise. »

A la rigueur, on peut admettre qu'à l'origine des industries une protection a été légitime, afin de leur laisser le temps de se placer au niveau des pays les plus avancés et de fournir l'entière mesure de leur force. On doit reconnaître aussi que les intérêts créés sous l'influence d'un régime, même abusif, ont droit à tous les respects, à tous les ménagements, et qu'une réforme ne peut être que l'œuvre des années. La science, qui est la vérité, doit savoir attendre ; elle ne désire pas une victoire douloureuse aux vaincus, mais une victoire inoffensive, lente, successive. L'essentiel, c'est que le principe soit mis au-dessus de toute atteinte, que le droit soit reconnu par ceux que les circonstances en ont fait sortir. Quant aux applications, le temps y pourvoira avec persévérance, mais avec mesure. Eh bien ! cette concession, si adoucie qu'elle soit, les intérêts privilégiés la repoussent. Au principe de la liberté progressive ils opposent celui d'une protection éternelle. Ils ne se contentent pas d'un bail à courte durée, ils exigent une emphytéose. A les entendre, le marché français leur a été irrévocablement aliéné, c'est leur bien ; ils ne souffriront pas qu'on y touche. Aussi, sur quelque point que le privilége soit menacé, s'élève-t-il à l'instant un concert de voix éplorées ou furieuses qui demandent le maintien de ce qui est avec un accent déchirant ou le ton de la colère. Le gouvernement lui-même est mis au défi d'y porter la main, et cette effervescence des intérêts va parfois, comme dans le projet d'union belge, jusqu'à prendre le caractère

(1) Page 355, vol. 2.

d'une coalition de chefs d'industrie et de législateurs. Cette situation est intolérable ; elle ne saurait se prolonger sans danger. La faiblesse engendre les prétentions immodérées, et l'état ne peut pas être à la merci des industries que couvre le privilége. Avec plus de prévoyance, on aurait pu s'épargner cet embarras. Il suffisait de ne donner à la protection qu'un caractère transitoire et de la mesurer à la force des industries dans une proportion toujours décroissante. C'est le contraire que l'on a fait. Les sages avis n'ont pas manqué pourtant, et M. Rossi s'exprimait là-dessus avec autant d'éloquence que de raison : « Ceux-là seuls ont besoin de priviléges, disait-il, qui manquent de courage, de prévoyance, de lumières, ou bien qui, plus répréhensibles encore, veulent s'enrichir à la hâte, aux dépens de n'importe qui, et demandent à la loi soudainement les gains qu'ils ne devraient faire que peu à peu, à l'aide d'un travail habile et persévérant. »

On le voit, toutes ces questions sont graves, actuelles ; elles touchent la société par mille points, elles demandent des solutions promptes. Le rôle de l'économie politique est d'y concourir d'une manière active, avec modération sans doute, mais avec fermeté. Naguère des milliers d'ouvriers s'ébranlaient au cœur de l'Allemagne et prenaient pour cri de ralliement la destruction des machines. Ces excès ne sont pas nouveaux ; l'Angleterre, berceau des découvertes mécaniques, a eu à s'en défendre, et l'expérience a suffi pour les éloigner. Les classes laborieuses ne sont pas longtemps rebelles aux conseils de la réflexion et aux inspirations de la sagesse. Mieux éclairés sur l'emploi des machines, les ouvriers ont fini par en comprendre l'utilité, et c'est avec plaisir que l'on aime à rappeler la réponse d'un tisserand écossais, Joseph Fauster, devant une commission d'enquête formée en Angleterre. Après avoir déclaré que le travail mécanique ruinait sans retour le travail à la main, et que son salaire était descendu d'une livre sterling par semaine à sept shillings, Fauster ajouta : « Les tisserands de Glasgow savent que les machines doivent continuer à marcher, qu'il est impossible de les arrêter ; ils savent aussi que tout ce qui est instrument, outil d'agriculture ou de manufacture, est une force mécanique, en d'autres termes une machine, que tout ce qui est au delà des dents et des ongles est une machine. Il n'y a qu'à s'y résigner. En parlant ainsi, j'exprime l'opinion de la majorité de mes confrères. »

Ajoutons que des découvertes aussi décisives, aussi révolutionnaires que celle de la vapeur et de ses applications, ne se renouvellent qu'à de longs intervalles, et ne peuvent être considérées que comme des faits exceptionnels dans le cours des siècles. Après un élan pareil, ordinairement le génie humain se repose, et à ce point de vue notre époque, pleine de surprises, se détache des temps réguliers. Les douleurs de l'enfantement pèsent sur nous ; notre génération souffre pour les générations qui vont suivre ; mais ces douleurs sont glorieuses comme celles de la fécondité, elles en ont le charme et les angoisses. Il en est ainsi pour la liberté industrielle et commerciale, dont les écarts seuls nous frappent, et pour cette colonisation algérienne, pleine de sacrifices si méritoires. Partout nous préparons l'avenir en vaillants pionniers : ici, jaloux de laisser dans nos institutions et dans nos lois les germes d'une émancipation féconde, là, sur le sol de l'Afrique, l'empreinte de notre nationalité. Faut-il se rebuter parce que la besogne est rude, la plainte vive, le sol ingrat? Faut-il retourner sur nos pas à la vue des difficultés qui nous attendent encore, renoncer à assainir ce qui est insalubre, à fertiliser ce qui est stérile? Suffira-t-il de quelques mécomptes pour nous faire abandonner et les conquêtes de principes et les conquêtes de territoire?

Il est des personnes que les maux du temps découragent, et qui volontiers les imputeraient à un affranchissement trop précoce du travail. Les souffrances de l'artisan au sein de l'atelier, les violences des coalitions, l'abus des forces humaines, les fluctuations du salaire, les brusques déclassements opérés par l'emploi des machines, les écarts de la concurrence, l'audace des sophistications, tous ces symptômes, et d'autres encore, leur rendent la liberté de plus en plus suspecte, et, pour échapper à ces inconvénients, ils ne sont pas éloignés de se réfugier dans l'arbitraire ou de se livrer à l'empirisme. C'est un sentiment qu'il faut combattre avec les armes de la raison, et l'économie politique a pour principal devoir de maintenir le travail dans les voies où notre révolution l'a fait entrer. L'avenir n'est pas du côté de la servitude, et encore moins du côté de l'utopie. Il est dans un exercice plus régulier de droits désormais acquis, dans un esprit d'ordre et de prévoyance qui se développe de plus en plus, dans le respect mutuel des intérêts et des personnes, dans l'équilibre des modes d'activité, dans l'emploi mieux réparti des forces et des facultés sociales, toutes choses qui doivent nécessairement naître d'une longue pratique de la liberté et des leçons quelquefois sévères de l'expérience. En industrie comme en politique, on passera de l'abus à l'usage, on se dégoûtera des agitations stériles : la fièvre des intérêts se calmera comme s'est calmée la fièvre des petites ambitions. Il y aura toujours des douleurs ; quel régime ici-bas en est exempt? mais peu à peu, les mœurs aidant, on verra s'accroître la somme du bien et diminuer celle du mal, sans qu'il soit nécessaire de recourir pour cela à une organisation arbitraire ou d'entrer dans le pays des rêves.

Sans doute l'économie politique ne repousse aucun des moyens de détail qui peuvent rendre le régime des intérêts moins pesant à l'ouvrier, fonder sa sécurité et préparer son bien-être. Toutes les institutions de prévoyance, tout ce qui tend à répandre dans les classes laborieuses des sentiments d'ordre et de solidarité, tout cela, la science l'accepte, le défend, le propage : elle ne veut rester étrangère à aucune idée morale, à aucune inspiration généreuse; mais il lui est impossible de s'abuser sur les effets nécessairement restreints de ces combinaisons. Toutes, elles se fondent sur l'épargne, et l'épargne est une vertu facultative quand elle est possible : il n'y a donc rien de général à en attendre. La rendra-t-on obligatoire? Il faudrait pour cela que le salaire fût plus que suffisant, ce qui n'est pas la règle, mais l'exception. Ira-t-on alors jusqu'à se placer entre l'ouvrier et l'entrepreneur, et à imposer à celui-ci soit un taux déterminé pour le salaire, soit toute autre charge accessoire au profit du salarié? C'est faire d'un contrat libre un contrat forcé, et frapper la production en même temps que le producteur. Il est difficile d'échapper à ce cercle vicieux.

Avec M. Rossi, avec les véritables économistes, il faut chercher ailleurs un remède plus général et plus efficace. Parmi les maux qui affligent le monde industriel, il en est beaucoup qui dérivent de la situation fausse, précaire, factice, que nos lois ont faite aux intérêts. Ces lois multiplient sur tous les points les existences artificielles aux dépens des existences naturelles , et il en résulte des embarras et des lésions dont la main-d'œuvre se ressent. Au lieu de laisser les industries se distribuer d'elles-mêmes selon le vœu de la nature et l'aptitude des populations, au lieu de les maintenir dans un jeu uniforme où elles engageraient seulement le nombre d'hommes qu'elles peuvent nourrir, on ne semble pas avoir d'autre souci que de les faire éclore par artifice, et de leur imprimer ensuite, à coups de tarifs, des fluctuations qui troublent leur économie et déclassent les travailleurs. C'est ainsi

que l'activité du pays ne marche que par accès, tantôt frappée de langueur, tantôt animée d'une énergie fébrile. Ce régime funeste, dangereux, la science économique doit en poursuivre la condamnation : sa gloire sera de l'atténuer ou de l'abolir. M. Rossi a tracé le chemin avec une autorité, un éclat qui rendent la victoire désormais facile. Il ne s'agit plus que d'insister sur quelques grands principes à l'empire desquels le monde ne saurait plus longtemps se dérober, et de les faire pénétrer dans le domaine des faits, jusqu'ici rebelles à tous les efforts. Surtout plus de querelles dans le champ des idées abstraites ; rien qui puisse lasser l'attention, causer des vertiges à l'intelligence. L'économie politique ne doit plus livrer de combats hors du terrain des réalités. Adam Smith, qui était un grand esprit, a voulu en faire une science expérimentale ; c'est une malheureuse déviation que de lui donner des allures trop spéculatives.

Louis Reybaud.

DE

LA POÉSIE PHILOSOPHIQUE

EN ALLEMAGNE.

I.

LES POËTES DE LA JEUNE ÉCOLE HÉGÉLIENNE.

I. — *Laien-Evangelium* (L'Évangile des Laïques), par M. Frédéric de Sallet. Leipsig, 1842.

II. — *Laienbrevier* (Le Bréviaire des Laïques), par M. Léopold Schefer. Berlin, 1834.

III. — *Vigilien* (Vigiles), par M. Léopold Schefer. Guben, 1843.

Voici plusieurs livres assez curieux pour qui désire connaître l'état des esprits dans cette partie de l'Allemagne où s'agite et se transforme la philosophie de Hégel. Voici deux écrivains, deux poëtes, qui se font les interprètes de la doctrine du maître et essaient de populariser par des chants ce que tant d'autres expliquent ou obscurcissent en de longs commentaires. C'est une grande gloire assurément pour une école philosophique de gouverner les différentes directions de la science, de planter son drapeau dans tous les champs de la pensée; il y a là un témoignage de puissance qu'on ne saurait méconnaître. Hégel étendit très-loin cette souveraineté de son génie. Ses idées, qu'il avait imposées lui-même à l'ensemble des con-

naissances humaines, furent reprises en détail et appliquées avec force par des esprits dévoués; M. Rosenkranz les fit régner dans l'histoire littéraire. M. Hotho dans les études esthétiques, et n'est-ce pas un titre sérieux pour le philosophe de Berlin d'avoir compté parmi ses disciples un théologien comme Marheinecke, un jurisconsulte comme Édouard Gans? Il lui a manqué un poëte, car malgré la haute déférence que Goethe témoigna souvent à Hégel, il est difficile de voir dans *le second Faust* une poétique consécration de la nouvelle philosophie. Les préoccupations naïves d'un disciple enthousiaste ont pu seules imaginer ce rapprochement, et l'on sait que M. Hinrichs, quand il commentait dans ce sens l'œuvre du poëte de Weimar, s'attira une de ces réponses poliment ironiques qui ne permettent pas d'insister. La jeune école hégélienne a été plus heureuse que le maître dont elle usurpe le nom; elle a eu ses poëtes, M. Frédéric de Sallet et M. Léopold Schefer, deux esprits ardents, décidés, convaincus, dont il faut apprécier le rôle et marquer la place.

On comprend sans peine que certains systèmes de métaphysique puissent produire et susciter des poëtes. Quand une doctrine a tenté hardiment l'explication universelle des choses, s'il y a, parmi les intelligences qu'elle saisit, de promptes imaginations, des esprits généreux et inspirés, il est naturel qu'ils veuillent consacrer à leur manière, par des images et des symboles, les découvertes de la science et réaliser l'invisible. Rappelons-nous d'ailleurs qu'aux époques primitives la philosophie encore unie à la religion s'exprime souvent elle-même par des hymnes avant d'atteindre la forme rigoureuse, la précision sévère que lui donnera sa maturité; rappelons-nous les poétiques origines de la philosophie grecque. En outre, ce caractère n'est point propre seulement aux philosophies naissantes; il appartient aussi aux époques vieillies, lorsque la science, en résumant tout un ensemble d'idées, en voulant tout couvrir, tout embrasser, se confond avec la religion, se substitue à elle, et lui dérobe quelquefois, avec son enthousiasme et sa souveraineté jalouse, les longs voiles du temple et le langage mystérieux du sanctuaire. L'école d'Alexandrie est pleine de poëtes et d'hiérophantes; Plotin est persuadé que la véritable méthode est une inspiration d'Apollon et des Muses. Ce n'est pas assez pour Proclus d'écrire des hymnes; il se proclame le prêtre, non d'une religion, mais de toutes les religions, le pontife de l'humanité tout entière; et si vous cherchez le poëte de cette école, ne saisit-on pas très-distinctement l'écho des leçons d'Alexandrie dans les hymnes chrétiennes de Synésius?

Des Alexandrins aux Allemands, je n'ai pas besoin de transition. Quelque jugement que l'on porte sur les deux derniers systèmes qui ont régné en Allemagne, il faut reconnaître qu'ils se prêtaient singulièrement au mysticisme poétique. M. de Schelling, dans sa première période, l'a clairement prouvé. Je ne parle pas seulement de la philosophie de la nature et de l'enthousiasme qu'elle communiqua aux sciences, à l'histoire, à l'érudition. Avant ce triomphe, avant que M. Oken, M. Kreuzer, M. Goerres, se fussent groupés autour de lui, M. de Schelling avait rencontré à Iéna un poëte qui, dans l'histoire de la philosophie allemande, se place gracieusement à ses côtés. Ce poëte, c'est l'auteur des *Disciples de Saïs,* c'est Novalis. Esprit aimable et souffrant, exquise et subtile nature dont le christianisme et les doctrines panthéistes se partagèrent douloureusement les nobles instincts, Novalis a été pour M. de Schelling un Synésius plein de délicatesse et de profondeur.

Or, quel pouvait être le poëte Hégel? Était-il possible seulement qu'il y en eût

un? La doctrine du philosophe de Berlin, cette doctrine inflexible, effrayante, eût-elle réussi à inspirer un artiste? Oui, je le crois, car le système de Hégel est lui-même une construction pleine de magnificence. Quand on a pénétré le secret de ces formules, ce n'est pas uniquement le sens philosophique qui vous frappe, c'est aussi la majesté du temple; seulement, ce ne sont pas les *templa serena* dont parle Lucrèce. Je crois que ce système eût offert à une pensée forte et sombre des inspirations vraiment grandes. La conception de l'univers particulière à Hégel était faite pour tenter un poëte hardi; ce dieu qui sort de lui-même, qui se produit dans les formes visibles, dans la nature, dans l'humanité, et ensuite les brise sans pitié dès qu'il a retrouvé la conscience de son être, cette divinité terrible qui a besoin de tant de ruines, eût pu saisir avec vigueur une intelligence dantesque. Comme le dieu de Platon, comme le dieu bienfaisant du christianisme plane sur les écrits de tant de poëtes et les éclaire d'une lumière pure, le dieu implacable de Hégel eût arraché à ses croyants de sublimes cris de douleur ou de révolte. Lugubre poésie assurément! Pour la traduire en de puissants symboles, il eût fallu l'imagination douloureuse et bizarre qui, dans un songe effroyable, vit le Christ moribond annonçant aux hommes qu'il n'y a point de Dieu. L'art eût pu accepter de telles conceptions exécutées par l'auteur du *Titan,* et elles eussent pris place, entre Faust et Manfred, parmi les sombres enfants de l'esprit tourmenté des modernes.

Mais Hégel n'a inspiré aucun poëte, et les écrivains dont j'ai à parler ne représentent que la jeune école hégélienne; c'est de M. Strauss qu'ils procèdent directement, c'est par M. Feuerbach qu'ils nous sont présentés. Avant d'ouvrir ces livres que j'ai dans les mains, je me défie singulièrement, je l'avoue, d'une poésie inspirée par de tels conseillers. Il ne me paraît pas que l'auteur de la *Vie de Jésus* et le fougueux rédacteur des *Annales de Halle* aient enfermé dans leurs théories beaucoup d'éléments poétiques dont un art sérieux puisse tirer profit. On sait que toute la partie grandiose du système de Hégel, son idéalisme, souvent égaré, mais toujours puissant, a complétement disparu dans le commentaire de ses jeunes disciples. Sous prétexte de réaliser les doctrines du maître, de leur donner une vie complète par une application immédiate, ils ont substitué à son insatiable ardeur je ne sais quel matérialisme vulgaire. Triste enseignement pour la muse! Comment pourrions-nous fonder de sincères espérances sur cette poésie de l'école? Lisons pourtant : Lucrèce a chanté les dogmes d'Épicure, et là où il attaquait les croyances qui sont la source de toute inspiration, il a bien su, par un magnifique effort de son esprit irrité, atteindre à des beautés imprévues. D'ailleurs nous verrons, dès les premières pages, combien ces écrivains sont graves, sérieux, décidés. Si ce ne sont de très-habiles artistes, ce sont des cœurs honnêtes et généreux. Nous ne trouverons pas, je le crains, une poésie très-haute; mais nous pouvons faire certainement une curieuse étude morale.

M. de Sallet, qui vient de mourir, bien jeune encore, l'année dernière, était déjà cité avec orgueil par ses amis. Inconnu longtemps, après maintes hésitations, après maintes tentatives abandonnées et reprises, il sortit tout à coup de l'obscurité en publiant, une année avant sa mort, le recueil qu'il a intitulé l'*Évangile des Laïques*. Ce livre fut accueilli avec beaucoup d'empressement. Il renfermait assez de qualités recommandables pour attirer au poëte non-seulement l'admiration toute prête de son école, mais l'attention désintéressée de la critique. On respecta chez le jeune écrivain une âme ardente et sincère qui confessait sa foi en termes très-

nets et la prêchait avec une confiante tranquillité. Sa droiture inspirait une vive sympathie à ceux-là même qui ne pouvaient partager ses idées; tant de simplicité, tant de répugnance pour tout ce qui était faste et ostentation, un amour si loyal de la vérité, donnait pour l'avenir de grandes espérances ; mais la mort vint tout interrompre. Aujourd'hui les documents abondent sur la destinée trop courte du poëte mort avant l'âge; ses amis ont soigneusement éclairé la route qu'il avait suivie; ils ont recueilli avec piété ses derniers écrits, des vers, des fragments, des lettres. On voit qu'ils veulent se couvrir de son nom. Cette vie est, en effet, une bonne défense pour eux; dans cette école, où l'élévation morale des chefs a été obscurcie chez les disciples par tant de vanités bruyantes, par tant de colères factices, il n'est pas beaucoup d'écrivains chez qui l'on rencontre la haute distinction de M. de Sallet et qui aient su montrer, au milieu des plus grandes témérités, au milieu des plus folles erreurs de l'esprit, une confiance si calme, une si affectueuse sérénité.

M. de Sallet, dont l'origine est française, appartient à une famille protestante qui s'expatria après la révocation de l'édit de Nantes. Né en 1812, dans une petite ville de Prusse, à Neisse, il commença ses études au gymnase de Breslau, puis, destiné à la carrière des armes, il entra au régiment des cadets à l'âge de douze ans. Au milieu de ces études toutes militaires, ses instincts poétiques se déclarèrent bientôt. A dix-huit ans, le jeune soldat essayait déjà sa plume de mille manières; tantôt dans le silence de ses promenades, tantôt en montant la garde sous les remparts de la citadelle de Juliers où il passa une partie de sa jeunesse, il méditait, il faisait des vers, et construisait des plans d'étude, des projets d'ouvrages de toute sorte. Ces fragments, publiés depuis sa mort et qu'on aurait pu laisser dans l'ombre, attestent sans doute une pensée active, mais ils ne nous présagent rien de la direction qu'il a suivie, et l'on n'y trouve même pas ce travail inquiet d'une intelligence qui cherche sa voie. Chose étrange! celui qui crut devoir être le poëte de la morale hégélienne hésita longtemps avant de démêler sa vocation. Arrivé à Berlin en 1832, un an après la mort de Hégel, au moment où la doctrine du philosophe n'avait encore rien perdu de son autorité, le jeune écrivain, qui allait bientôt être subjugué par elle, n'y vit d'abord que des bizarreries qui provoquèrent sa verve. Il est curieux que l'auteur de l'*Évangile des Laïques* ait commencé par publier à Berlin, dans le *Conversationsblatt,* une petite nouvelle, vivement écrite, où il raillait très-spirituellement la terminologie de l'école hégélienne. Les amis de M. de Sallet n'ont garde de négliger les rapprochements que cette aventure rappelle; saint Paul aussi avait persécuté les chrétiens, et M. de Sallet, disent-ils, se trouvera bientôt sur le chemin de Damas. En attendant l'illumination, il continue à écrire çà et là; il donne des vers à l'*Almanach des Muses* rédigé alors par Chamisso, il publie en 1835 un recueil de poésies qui ne méritait guère d'être remarqué et qui le fut peu en effet. Surtout il s'occupe de littératures étrangères; la vieille poésie anglaise, française, italienne, l'attire beaucoup, et il achève en 1835 une traduction des ballades de Percy qui ne peut trouver un éditeur. C'est vers cette époque qu'il se familiarise avec cette philosophie de Hégel dont l'aspect étrange et la langue barbare l'avaient d'abord épouvanté. Pour sauter par-dessus ces barrières, pour pénétrer dans l'intimité de la doctrine, il lui fallait un guide; un de ses amis, M. Julius Moecke, se charge de l'introduire. Dès ce jour, la révélation sera complète pour M. de Sallet, et la pensée du philosophe s'emparera de toute sa vie.

Forcé de quitter Berlin pour quelques années, il emporta avec lui ces idées nouvelles et en nourrit désormais son âme. Quand il revint à Breslau, en 1839, la philosophie de Hégel, étudiée par lui de plus en plus, n'avait pas un disciple aussi dévoué, aussi scrupuleusement fidèle. Ce qui l'avait surtout frappé et subjugué, c'était, disait-il, l'évidence religieuse, le caractère divin de cette morale. Au milieu des incertitudes du présent (faut-il dire s'il fut plus heureux ou plus à plaindre que tant d'autres chercheurs morts à la peine?), il avait trouvé dans les doctrines de M. Strauss et de M. Feuerbach le repos auquel aspirait son âme; car, bien qu'attiré par Hégel d'abord, il s'était attaché bientôt à cette partie de son école qui, sous le nom de *jeune école hégélienne*, venait d'introduire des dogmes tout à fait nouveaux. Ces dogmes, il les approuvait, il les aimait. Tandis que ses coreligionnaires nous offrent surtout, au milieu des déchirements du scepticisme, des âmes violentes, des intelligences troublées, chez lui il n'y a aucun trouble, aucune violence, c'est la ferme candeur du lévite. Voilà son rôle dans cette histoire des idées, voilà la place qu'il occupe dans ce groupe bizarre. Cette candeur, cette conviction naïve, quoique très-décidée, il va la manifester enfin dans le livre qui a désigné son nom à l'attention de la critique sérieuse. C'était le moment où la nouvelle école hégélienne s'efforçait de populariser, d'appliquer à sa manière les théories de la métaphysique; les *Annales de Halle* venaient d'être fondées, et M. de Sallet y avait envoyé de Breslau plus d'un article. Tandis que ses amis s'adressaient à la presse, tandis que les publicistes armaient leur plume pour le succès de leur entreprise, M. de Sallet convia au même travail la muse qu'il avait tant aimée; il résolut de présenter en images, en récits, en paraboles, le catéchisme des idées hégéliennes, de le donner sans bruit, sans aucune prétention, sous une forme très-simple, très-calme, et il écrivit l'*Évangile des Laïques*.

Très-simple, très-calme, oui, mais très-hardie, telle est l'idée de ce livre. Il tient tout ce que promet le titre et le nom de l'auteur; c'est l'Évangile refait par un docteur hégélien pour une église nouvelle. Le poëte suit pas à pas saint Jean ou saint Luc, depuis l'incarnation du Verbe éternel jusqu'à la résurrection du Christ, depuis Bethléem jusqu'au Calvaire; il traduit gracieusement le divin récit, et chaque chapitre est terminé par une explication qui en détourne le sens et lui fait proclamer les idées de l'école.

Voici d'abord un prologue qui renferme en quelques vers l'histoire de la chute, selon le récit de la Genèse, avec l'interprétation hégélienne, puis l'évangile s'ouvre comme dans saint Jean : *In principio erat Verbum,* au commencement était le Verbe. Quand le poëte a traduit l'évangéliste, ce qu'il fait souvent avec assez de bonheur, il se met à prêcher sur son texte ; et pour qu'on sache ce que sera cette prédication dans tout le cours de l'ouvrage, il suffit peut-être d'indiquer le commentaire de ce premier chapitre. Ce Verbe éternel, incréé, qui s'est fait chair, il s'était fait chair bien avant le Christ; dès que l'homme est créé, dès qu'il existe dans l'œuvre des six jours, voilà le Verbe venu en ce monde. Seulement, comme l'humanité a oublié qu'elle était le Verbe, comme la chair a étouffé l'esprit, le Verbe s'est fait chair une seconde fois d'une manière spéciale, d'une manière expresse et déterminée, dans la personne du Sauveur. Jésus a été le sauveur, parce qu'il a délivré le Verbe des liens qui l'enchaînaient, parce qu'il a montré à tous les hommes qu'ils étaient, comme lui, les fils de Dieu et le Verbe devenu chair. Que vous dirai-je enfin? Dès le début de son évangile, le poëte a dit le dernier mot de la doctrine de Hégel, il a atteint les conclusions de M. Strauss. Le procédé sera

le même à tous les chapitres ; le récit d'abord, puis les commentaires apocryphes, et enfin les mystiques élans, les prières, l'encouragement moral, l'exercice de piété pratique approprié à chaque sujet.

Au moment de détruire ainsi le sens consacré des livres saints, le poëte, malgré la ferme décision de son esprit, semble hésiter quelquefois. Écoutez ces strophes sur l'annonciation :

« La pieuse légende est semblable à l'œuf d'or qui brille, mystérieux, sur le duvet du nid. Son éclat attire l'œil curieux des enfants ; chaque jour, c'est une fête nouvelle.

» Ils ne se doutent pas, dans leur innocente gaieté, qu'au sein de l'œuf fermentent des forces vives, jusqu'à l'heure où, couvé par l'esprit brûlant, il enfantera l'oiseau merveilleux, l'oiseau d'or !

» Un jour, ils s'approchent ; l'œuf est brisé : ils s'emportent (puérile colère !) contre le méchant qui a fait le mal ; et, pleurant et criant, ils tiennent les débris dans leurs petites mains.

» Enfants que vous êtes ! insensés ! Là-haut, sur la cime des arbres, n'entendez-vous pas le chant de l'oiseau ? L'être s'éveille, l'apparence s'évanouit, la pensée brise son enveloppe.

» Près de la vierge Marie, un ange s'est approché par le sentier des divins messages : Salut, pleine de grâce ! ne crains rien, Dieu est avec toi, tu as trouvé grâce devant lui.

» Tu enfanteras un fils que tu nommeras Jésus le Sauveur. Le Seigneur le consacrera pour qu'il soit un roi éternel, et le nommera le fils du Très-Haut.

» Ainsi parle la légende : langage profond, mystérieux ! Mais si vous nous forcez de l'accepter comme un fait, vous la changez en un conte qui n'a plus de sens, vous détruisez le vivant esprit qu'elle renferme.

» Sans doute, c'est un triste devoir pour le poëte, quand, armé d'airain pour la guerre, il foule aux pieds et ravage les sentiers fleuris ; mais une voix lui crie : Marche, jusqu'à ce que tu aies pris la forteresse de la vérité.

. . . .

» La parole de l'ange s'adresse encore aux femmes de la terre : Si la pudeur et l'amour t'enflamment toujours, ô femme ! si ce feu sacré te donne une vie nouvelle et te transfigure, tu demeureras toujours pure, toujours vierge.

» Aussi longtemps que tu ne sauras rien des désirs terrestres, et que, dans les bras de ton époux, tu songeras seulement à Dieu, l'esprit saint descendra sur toi ; il t'enveloppera des forces du Très-Haut.

» Ce que tu enfantes est saint et deviendra grand en esprit. C'est le roi éternel sur la terre. Oui, Dieu a choisi ton sein maternel pour y devenir homme tous les jours, tous les jours.

» Ainsi, avec humilité, semblable à la mère de Jésus, tu reçois le Seigneur dans la pure beauté de ton âme. De la vallée de la terre tu fais un royaume céleste, et tes enfants s'appellent les fils de Dieu. »

J'ai traduit cette pièce tout entière pour indiquer par un seul exemple la manière de l'auteur. On voit que c'est le dernier terme de la doctrine hégélienne ; on voit que ce sont ses plus grandes hardiesses, ses excès les moins tolérables. L'humanité substituée au Christ, tel est aussi l'enseignement de M. Strauss, et M. Feuer-

bach n'a-t-il pas montré les précieux avantages de ce dogme dans un style badin et léger qui voudrait rappeler Voltaire? Ce qui distingue M. de Sallet, c'est une certaine grâce mystique unie à la fermeté de ses croyances. M. Strauss est dur et impitoyable; M. Feuerbach s'efforce d'être gracieusement impie ; M. de Sallet n'est ni dur ni prétentieux, il croit ce qu'il proclame, et je ne sais quelle mélancolie vient tempérer chez lui et adoucir l'esprit de système. Une chose me frappe encore : que les doctrines de ce panthéisme puissent séduire les intelligences, il n'y en a que trop d'exemples ; mais il est rare de rencontrer un homme dont elles aient pénétré le cœur, qui y soit attaché avec amour, avec douleur, et au point de régler sa conduite d'après ces théories. Eh bien ! cet homme, il est trouvé, le voici : c'est M. Frédéric de Sallet.

Cette piété très-sincère de l'auteur, ce mysticisme appliqué à de tels égarements, est le caractère distinctif de son livre. Voilà pourquoi on se laisse volontiers aller à cette lecture; il y a là un charme bizarre, mêlé de compassion. On voit se dérouler, l'un après l'autre, ces tableaux sacrés, ces pages merveilleuses de l'Évangile, ces divines scènes du lac de Nazareth, et toujours avec un sens nouveau, avec un commentaire inattendu. De la meilleure foi du monde, sans aucune intention impie, l'auteur détourne à son profit l'enseignement de Jésus : voilà saint Jean devenu, grâce à lui, docteur à l'université de Berlin, et saint Luc attaché à la rédaction des *Annales de Halle*. D'abord, ce sont les récits de l'enfance du Christ, Jésus dans le temple enseignant les docteurs de la loi, puis les grandes scènes, la tentation dans le désert, le sermon sur la montagne, etc... Si l'auteur a trouvé le moyen de prêcher sa doctrine sous le voile des premiers chapitres de l'Évangile, le sermon sur la montagne sera pour lui une occasion dont il s'emparera avidement : chaque parole du Christ, chaque point du sermon est longuement développé, et j'ai dit dans quel sens. Toutefois, c'est le dogme surtout qui est bouleversé par M. de Sallet; la morale chrétienne est souvent conservée et enseignée avec noblesse. L'auteur n'est jamais descendu aux saturnales qui ont si fort séduit ses amis ; au contraire, sa parole est grave et rigide, et il n'y a point trace dans son livre de cet épicurisme vulgaire qui est devenu, chez quelques-uns, le terme désiré, la conclusion suprême de la philosophie hégélienne. Je voudrais savoir l'opinion de M. Feuerbach sur ce ferme chapitre où le poëte, prêchant la chasteté d'après les paroles du Christ, repousse avec dégoût les théories sensuelles de nos jours. Peut-être M. Feuerbach a-t-il pardonné : M. de Sallet était jeune et nouveau venu, il ne connaissait pas encore le fond de la doctrine, le secret des *Annales de Halle;* on l'aurait tout à fait converti un jour; d'ailleurs ses intentions étaient bonnes, il avait rendu de grands services à l'école par cette poésie naïve et populaire, et, s'il errait sur la morale, pour tout ce qui intéressait le dogme, sa plume était sans reproche. En effet, M. de Sallet est vite ramené à ses interprétations favorites; pas un chapitre des Évangiles n'est oublié; les paraboles deviennent, l'une après l'autre, autant de symboles métaphysiques. Voici l'enfant prodigue, les ouvriers qui travaillent à la vigne, les vierges folles et les vierges sages. Subtilités, recherches bizarres, commentaires alexandrins, toutes les ruses de l'esprit sont mises en œuvre, et bien évidemment le Christ est venu sur la terre pour enseigner le panthéisme. Quand il monte sur le Thabor, que signifie cette transfiguration lumineuse? Pourquoi ces trois disciples seulement qui l'accompagnent? Le sens est bien clair pour qui connaît la métaphysique nouvelle. Tout cela veut dire que l'homme est une même chose avec Dieu; mais cette unité nous est cachée

par la grossièreté de notre intelligence, par la tyrannie des sens et des préjugés; si elle nous est révélée, c'est en de courts instants, en une rapide illumination, et devant deux ou trois témoins au plus; au pied du Thabor, la foule intelligente n'en sait rien, elle ne peut monter jusqu'aux cimes de la métaphysique hégélienne. Écoutez le Christ quand il célèbre la pâque, écoutez-le quand il flétrit les pharisiens et les docteurs de la loi; suivez-le au jardin des Olives, au Calvaire, et voyez-le sortir du tombeau : c'est toujours Hégel, toujours sa doctrine, et la plus grande hardiesse du livre est, en effet, dans cette persistance d'une contrefaçon régulière, dans ce plagiat systématique et ouvertement proclamé.

La candeur naïve, la foi profonde qu'on ne saurait refuser à M. de Sallet, ne suffit pas cependant pour l'absoudre. On a remarqué déjà que parmi les gnostiques plus d'un avait mêlé à ses rêveries une singulière et touchante tristesse : M. de Sallet est un gnostique, comme ceux qui furent combattus par saint Clément et saint Irénée. Cet audacieux emprunt des formes sacrées ne saurait être excusé ni par le chrétien ni par le philosophe. En reconnaissant même que le ton sérieux et convaincu de l'auteur écarte tout reproche d'impiété, toute occasion de scandale, le plus simple bon goût réprouve ces mélanges impossibles. Je sais bien que le christianisme, dans les premiers siècles, s'était souvent approprié des traditions étrangères, des formes païennes; que de différences cependant! Des temples pouvaient se changer en églises, des cérémonies antiques pouvaient être adoptées par la liturgie et le culte nouveau, mais je ne vois pas qu'aucun docteur, en prêchant la religion de Jésus, ait rien conservé des dogmes ou des légendes du polythéisme. C'est ce mensonge qui est inacceptable chez M. de Sallet. Entre le christianisme et les enseignements de la jeune école de Hégel, il n'y a point d'alliance permise. M. de Sallet n'est pas chrétien; il valait mieux le déclarer nettement que de transformer le Christ en un docteur panthéiste. De tels jeux d'esprit embrouillent toutes les questions, et comment ne produiraient-ils pas les plus singulières méprises? En voici un curieux exemple : un des lecteurs de M. de Sallet fut ramené au pur christianisme par l'*Évangile des Laïques*, et lui écrivit avec effusion la lettre suivante : « Vous m'avez ramené au Christ, et cela ne pouvait arriver que » par l'*Évangile des Laïques*. Votre livre m'a ouvert l'esprit; maintenant, je puis » mourir, je vous devrai la gloire d'être mort en vrai chrétien. » Ce n'est pas là précisément ce que voulait l'auteur, et son succès lui donna de cruelles impatiences. Cette impatience, nous l'éprouvons aussi, et beaucoup trop souvent, quand nous lisons les vers de M. de Sallet. Ses doctrines étaient nettes et arrêtées, mais elles allaient s'embarrasser et se perdre dans des explications alexandrines. Son âme était sincère; sa plume, involontairement, ne l'était pas.

A ne juger que le mérite littéraire de l'*Évangile des Laïques*, on peut aussi adresser au poëte plus d'une objection sérieuse. M. de Sallet, qui, dans sa première jeunesse, s'était spirituellement moqué de la phraséologie hégélienne, a eu tort de trop lui pardonner plus tard, quand il fut initié aux mystères. Cette langue barbare, ces formules qu'il veut consacrer, gênent et appesantissent sa marche; au milieu des mystiques élans, au milieu des mouvements inspirés, les expressions métaphysiques viennent comprimer son essor, et la poésie emprisonnée étouffe derrière les verrous de l'école. Alors le poëte se résigne à une forme didactique, à un style terne et timide. Rien n'est plus fatigant que cette continuelle inégalité. Après les strophes éloquentes, voici des quatrains bourgeois qui rappellent ceux de Pibrac, et que recommanderait le bonhomme Gorgibus, s'il pouvait jamais de-

venir hégélien. Quand M. de Sallet ne fait que reproduire le récit de saint Luc, son style est souvent plein de simplicité et de grâce ; mais sa muse l'abandonne dès qu'il commence sa prédication. Le traducteur est bien inspiré; c'est le scholiaste alexandrin, c'est le gnostique qui parle une langue moins heureuse. Il commet souvent des fautes de goût bien choquantes; je n'aime pas qu'au milieu d'un chapitre de l'Évangile, après avoir montré le Christ reprenant les saducéens, il détourne la leçon du maître sur les ennemis de la philosophie hégélienne, et qu'il le fasse d'un ton si cavalier :

« Voyez-vous courir ce petit homme blême ? c'est maître Bon Sens ! Otez votre chapeau. A son visage maigre, vous avez dû le reconnaître, et aussi à son regard perçant qui fait si bien le rusé. »

Cette prétentieuse légèreté n'est guère à sa place, et cette phrase moqueuse sonne comme une note fausse au milieu du grave développement des idées.

L'auteur de l'*Évangile des Laïques* a montré dans sa vie la calme fermeté, la confiance hardie qui éclate dans ses ouvrages. Il ne connut pas, comme Novalis, les troubles, les incertitudes de l'esprit. En possession de la doctrine hégélienne, il crut que c'était la vérité dernière et résolut gravement de régler sa vie d'après ces principes. Fiancé en 1840 à sa cousine, Mlle Caroline de Burgsdorf, il lui écrivait souvent des lettres qui ont été conservées et qui attestent une singulière tranquillité d'âme. Il lui expose ses théories, sa religion, et avec une ferveur si pure, que ce panthéisme hégélien n'effraie pas l'âme naïve à qui il est confié. Il ne semble pas que la fiancée de M. de Sallet éprouve aucun doute, aucune inquiétude ; un secret instinct l'attire. Dans ces confidences philosophiques, dans cette éducation réciproque de ces deux âmes, ce n'est pas Faust répondant à demi aux questions inquiètes de Marguerite ; c'est plutôt la douce sévérité d'Eudore quand il instruit et reprend Cymodocée. Je ne prétends ni blâmer ni louer, tout cela est fort loin de nous; je signale seulement un fait curieux qui atteste le calme résolu de certains esprits dans le camp des hégéliens. N'oublions pas d'ailleurs que ceci se passe dans l'Allemagne du nord, dans la patrie de Kant, dans le pays où enseignait Hégel ; ce n'est pas certes de cette façon que tous les fiancés correspondent au delà du Rhin. Peu de temps avant son mariage, il écrivait à un ami : « Tant que nous n'aurons pas gagné les femmes, nous devons renoncer à voir régner nos idées, puisque c'est entre leurs mains qu'a été remise l'éducation du genre humain. » Il voulut donc se créer un intérieur conforme à ses vœux les plus ardents, et ses amis nous apprennent qu'il y réussit. Tous ceux qui l'ont approché sont d'accord sur la parfaite sérénité, sur l'austérité irréprochable de sa vie; jeune et grave, il commandait le respect. Qui sait ce que ce noble et sincère esprit eût pu produire un jour, lorsque l'âge, en éclairant ses opinions, l'eût écarté peu à peu des routes impraticables ? Il est mort après une maladie de quelques jours, le 21 février 1843. Il avait demandé à être enseveli sans bruit, sans aucune cérémonie. Son jeune frère, quelques heures après l'enterrement, écrivait à un ami du poëte qui n'avait pu conduire sa dépouille au cimetière : « Je l'ai vu quand la mort eut fait de son corps un cadavre; vous dirai-je comment il m'est apparu? Il était couché dans le cercueil, beau et gracieux ; nous avions placé sur son grand front une couronne de lauriers. On eût dit un de ces poëtes d'un temps plus heureux, le Tasse, l'Arioste ! Il était facile de voir, malgré les coups de la mort, qu'il avait

été une des plus nobles âmes de ce temps-ci... Nous l'ensevelîmes en silence. Qu'aurait pu dire un prêtre sur une telle tombe ? »

Ainsi s'annonçait gravement, ainsi vient de mourir un des hommes les plus sérieux et les plus dignes parmi les disciples de la jeune école hégélienne, celui qui avait voulu être son poëte. Il eût réussi peut-être, s'il avait vécu, à concilier d'une manière plus harmonieuse les différents éléments qui luttent et se heurtent dans ses vers. Il aurait dû s'attacher à assouplir sa langue, à secouer le joug des programmes de l'école. Son âme noble, calme, animée des plus généreuses intentions, eût pu redresser les erreurs de son esprit, et, en se débarrassant de l'esprit de secte, il n'était pas impossible qu'il donnât à l'Allemagne un grave poëte moraliste. Une mort prématurée n'a point permis qu'il fît ce travail sur lui-même. Toutefois l'ouvrage qu'il a laissé a fait autre chose que d'ajouter un nom à la liste des évangiles apocryphes, puisqu'il nous montre, au milieu d'un gnosticisme bizarre, des qualités vraiment recommandables, qui auraient pu se dégager un jour et être conduites à bien.

Avec M. de Sallet, l'école hégélienne a perdu plus qu'un écrivain, elle a perdu un homme, un caractère droit et sérieux. Le zèle que ses amis ont apporté à honorer sa mémoire, à publier ses derniers écrits, à recueillir ses feuilles dispersées, dit assez haut combien cette perte a été vivement sentie. Peut-être dans cet empressement a-t-on agi un peu vite ; tout n'était pas à conserver dans les fragments inachevés de l'auteur. Le livre intitulé *les Impies et les Athées de notre temps,* qui a été récemment publié, n'est guère qu'un recueil de lieux communs sans valeur. Beaucoup de vers aussi ont vu le jour, et il n'est pas sûr que le poëte se fût décidé à les donner sous cette forme imparfaite. Je crois qu'on a trop compté sur l'autorité de son nom.

Cette autorité, en effet, commençait à être considérable dans l'école hégélienne, et voici déjà que M. de Sallet a trouvé des imitateurs. Un écrivain assez distingué, romancier et poëte, M. Léopold Schefer, avait publié, quelques années avant l'*Évangile* de M. de Sallet, un poëme intitulé le *Bréviaire des Laïques.* Cette œuvre, malgré un mérite réel d'élévation et de grâce, avait été peu remarquée; elle l'a été davantage depuis le succès du livre de M. de Sallet. Or, l'auteur, profitant de cette veine, et continuant l'exemple qui vient d'être donné, publie en ce moment même un recueil de poésies toutes consacrées à la doctrine hégélienne ; il les intitule *Vigiles.* Évangile, bréviaire, vigiles, voilà déjà une littérature canonique fort bien commencée. Le panthéisme complète peu à peu ses livres saints. Nous aurons peut-être bientôt l'Apocalypse par M. Arnold Ruge, plusieurs épîtres aux Corinthiens par M. Bruno Bauer, et pourquoi M. Feuerbach ne nous donnerait-il pas l'*ordinaire* de la messe? Voyons d'abord le *Bréviaire* et les *Vigiles* de M. Léopold Schefer.

Ce bréviaire est un recueil de pièces morales consacrées à chacun des jours de l'année. Ce qui y respire surtout, c'est un immense amour de la nature. Le monde extérieur, avec ses enchantements sans cesse renouvelés, est le temple mystique où chante le poëte. Un souffle véritablement religieux remplit toutes ses pages ; Dieu y est partout présent. Sans doute on ne saurait pas toujours dire quel est ce dieu ; tantôt c'est le dieu du christianisme, supérieur au monde et qui l'éclaire, tantôt le dieu du panthéisme moderne ; mais malgré ce qu'il y a de vague dans les croyances du poëte, un ardent amour de la divinité y éclate à chaque vers. L'auteur assiste à toutes les transformations de cette terre où s'épanouit son âme ; un brin d'herbe

qui tremble dans le creux d'un sillon, une fleur qui pousse, un bouton qui s'ouvre, la première bouffée de chaleur qui annonce le printemps, ce nuage qui passe, les plus petits spectacles, les moindres événements de la vallée et de la forêt, tout l'enchante, tout lui rappelle l'universelle présence de la Divinité. Il ne songe guère au dogme comme M. de Sallet, et il n'a pas encore l'idée de faire chanter à sa muse les doctrines de Hégel. Le poëte a quitté l'école de bonne heure; il en a bien retenu les idées générales, la direction et le mouvement de l'esprit, mais les dogmes particuliers, les doctrines expresses que l'*Évangile des Laïques* s'est chargé d'enseigner, ne les lui demandez pas encore Non, il s'est enfui de l'école, et tandis que les docteurs continuent de dogmatiser, le voilà qui prie sur la lisière du bois, sous le chêne de la montagne, près de la fontaine murmurante. Quand le soleil se lève, quand le soleil se couche, il écoute la voix de la nature harmonieuse, et c'est l'alouette, ou le bruit de la source, ou le gémissement du vent dans les feuilles du peuplier, qui achève pour lui la leçon interrompue du maître. Il prêche alors, mais non pas comme M. de Sallet, sur un texte de l'Évangile; son texte pourrait s'indiquer ainsi : une fleur s'est épanouie ce matin, le bouvreuil a chanté sur mon arbre; hier soir, au couchant, deux nuages d'or se sont arrêtés sur la colline. Tel est l'événement de la journée et le texte du sermon quotidien. Cela suffit au poëte. Dans ces charmantes prédications, la philosophie devient une idylle, et la morale a toute la grâce d'une églogue. M. Schefer avait commencé ainsi :

« Celui qui entend toutes les voix de la nature peut seul en saisir l'harmonie. Là, tout près, à mes pieds, pleure un enfant, et autour de moi, dans les arbres, les oiseaux chantent par centaines. Voici un chêne vieilli qui se courbe et s'affaisse, et près de lui s'agitent gracieusement de jeunes arbres en fleurs. J'entends des chants funéraires auprès d'un lit de mort, et ici, du sein de la forêt, quelle joyeuse musique de noces s'élève dans les airs! Maintenant, dans le cercueil entr'ouvert, j'aperçois le mort lui-même étendu, — et là, par une fente de la porte, j'ai vu deux beaux enfants qui s'aiment et se regardent en silence. Là-haut, cependant, sans s'inquiéter de tout ce qui se passe sur la terre, les nuages continuent leur voyage éternel. Oh! comme tous les sentiments de mon cœur s'unissent en une mesure parfaite, en un repos divin! L'esprit de cette harmonie si belle a passé en moi. Également éloigné et de la joie et de la douleur, me voici prêt à recevoir tout ce que m'apportera la vie. »

Il est fidèle, en effet, à ce programme; il commence avec le 1er janvier, et, pendant les mois d'hiver, sa poésie est grave et haute; il prononce de sévères paroles sur la mort, sur Dieu, sur le but sérieux de cette vie qui nous est accordée. Mais quand avril est arrivé, voici le chant qui s'envole comme l'alouette. Chaque jour amène ainsi son enseignement, et c'est un grand charme, sans contredit, que cette morale prêchée de la sorte par les plus doux, par les moins pédants de tous les maîtres, par le ruisseau qui coule, par l'oiseau qui fait son nid, par les harmonies sans nombre de la nature adorée.

J'ai signalé les mérites de M. Léopold Schefer, ce sentiment profond des harmonies du monde extérieur, et l'ingénieuse sagacité avec laquelle il rattache à ses tableaux de tous les jours un noble et grave enseignement; je dirai aussi franchement ce qu'il faut blâmer. Or, il lui manque, autant qu'à M. de Sallet, quelque chose de décisif et sans quoi la poésie n'existe pas; il lui manque la forme, il lui

manque une langue souple, intelligente, exercée à suivre avec grâce le mouvement de l'inspiration. En prose comme en vers, M. Léopold Schefer ne possède qu'un instrument rebelle qui se refuse à rendre toutes les richesses de son âme. Ce contraste perpétuel entre le prodigue épanouissement des idées et la stérile monotonie de l'expression est pénible et douloureux. Nous retrouverons un jour M. Schefer parmi les romanciers, et nous devrons signaler dans sa prose la même inexpérience, la même barbarie qui opprime cruellement les précieux germes de sa pensée. Je disais tout à l'heure que M. Schefer avait quitté de bonne heure les formules de l'école hégélienne pour continuer son étude sous les arbres de la forêt voisine, et substituer aux discussions pédantes de gracieuses et sévères églogues; il les a quittées beaucoup trop tard encore, puisqu'il en a conservé ce style pesant que ne peut soulever la vive imagination du poëte.

Le *Bréviaire des Laïques* n'avait pas obtenu un très-grand succès, malgré les qualités réelles qu'il renferme, malgré l'élévation et la sérénité des idées. Le retentissement du livre de M. de Sallet est venu réveiller la muse de M. Schefer; tenté par l'exemple, il a voulu être décidément le poëte de l'école hégélienne. La place était à prendre; M. Schefer écrivit les *Vigiles.* Dans son *Bréviaire,* il était facile, sans doute, de reconnaître un ami de la philosophie nouvelle; mais l'auteur, nous l'avons vu, ne se donnait pas pour mission de dogmatiser selon les formules de l'école : c'était un allié seulement qui avait conservé la liberté de son drapeau. Cette fois, M. Léopold Schefer vient d'enrôler sa muse. Le voilà soumis à la discipline étroite du dogmatisme hégélien. Il faut dire adieu à cette philosophie charmante, à cette prédication vraiment poétique, à ces textes de sermon qu'il allait cueillir le matin sur les branches humides de la forêt, ou dans les aubépines des buissons. Tout cela a disparu dans les *Vigiles.* Vigile et jeûne, l'auteur, sans le vouloir, a trouvé le vrai titre. Jeûnons, puisqu'il le faut, et résignons-nous : renonçons à ce que promettait le *Bréviaire des Laïques;* voici, pour toute poésie, les dissertations de M. Feuerbach ou de M. Bruno Bauer, que portent péniblement de pauvres ïambes boiteux.

Il y avait dans l'*Évangile* de M. de Sallet une foi tranquille, une calme ferveur qui souvent inspirait le poëte et protégeait la témérité de sa pensée : dans le *Bréviaire,* dont je viens de parler, on était charmé de la douce gravité des conceptions; mais ici, dans les *Vigiles,* comment trouver autre chose qu'un jeu d'esprit, un tour de force, une gageure fantasque? Il est absolument nécessaire que la philosophie hégélienne, la nouvelle surtout, soit régulièrement versifiée depuis la préface jusqu'à la conclusion. Pas une sentence, pas une formule n'échappera au poëte; il les forcera, l'une après l'autre, à venir recevoir de ses mains le poétique costume qu'il a préparé pour elles. Je voudrais bien ne pas rire en des questions si graves, mais est-il rien de si plaisant que cette philosophie endimanchée? Celui qui mettait l'histoire romaine en madrigaux a trouvé son maître. L'auteur, pour rompre la monotonie de la tâche bizarre qu'il s'est imposée, abandonne, il est vrai, le ton de prédication simple et grave, la forme de poésie gnomique adoptée dans son *Bréviaire;* il cherche des tableaux, des images, des symboles, mais cette tentative ne lui réussit guère, et on ne voit à chaque pas que le travail désespéré d'une belle intelligence en lutte avec une œuvre impossible. Que de recherches, de subtilités! que d'esprit et de paradoxes dépensés follement! Pour ne point suivre trop servilement son texte, il est obligé de le raffiner, de le subtiliser, d'en extraire la quintessence. Poésie bizarre, maladive, qui s'emploie à développer des thèmes comme celui-ci :

« C'est la foi, dit-on, qui rend l'âme heureuse! Mais qu'est-ce que l'âme? L'âme, c'est Dieu. Or, Dieu est heureux. Il me suffit donc de savoir que je suis dieu, et je serai heureux. » Ou bien : « Je ne connais au monde qu'un seul miracle, c'est que Dieu existe ; mais ce miracle, je ne le crois pas; je fais bien plus, je le sais, je le vois, je le sens, je le suis moi-même. » Plus loin, pour dépasser l'enseignement de l'Évangile : « Heureux ceux qui ne voient pas et qui croient ! » le poëte dira dans son mysticisme illuminé :

« Heureux ceux qui voient et qui ne croient pas! Heureux ceux qui voient des tombeaux et ne croient pas aux morts, qui voient les tyrans à l'œuvre et ne croient pas à la puissance des méchants, qui voient des temples et ne croient pas à une demeure où séjournent les dieux! Heureux ceux qui voient souffrir les pauvres gens et ne croient pas qu'ils soient abandonnés de Dieu, qui voient ramper les vers et ne croient pas qu'ils soient délaissés et errants au hasard! Heureux ceux qui voient le soleil se lever et se coucher, et ne croient pas qu'il change de place! Heureux ceux qui voient les fleurs renaître et ne croient pas qu'elles soient mortes! Heureux ceux qui voient les enfants des hommes et ne croient pas qu'ils soient autre chose que la force de Dieu même! Heureux enfin ceux qui voient et ne croient pas, car ceux qui voient et qui croient, ceux-là sont dignes de pitié. »

Voilà dans quels raffinements va se perdre le poëte, et quand la pensée s'égare en de telles subtilités, ce n'est point le style, déjà si peu sûr de lui-même, qui pourrait corriger ce galimatias et sauver les bizarreries du fond. Figurez-vous Lycophron chargé d'expliquer Hégel!

Si M. Schefer renonce au rôle singulier qu'il a choisi, s'il ne s'obstine pas à vouloir être le hiérophante de la métaphysique nouvelle, son inspiration, opprimée sous ces lourdes chaînes, pourra retrouver sa sérénité d'autrefois. C'est la renommée de Novalis qui vous tente, et vous voulez, comme lui, que la Muse soit sœur de la philosophie; mais rappelez-vous quelle grâce, quelle liberté son imagination conserva toujours! C'est là une condition inflexible. La Muse est jalouse; celui qui veut la livrer aux docteurs sera renié par elle et ne livrera que son ombre. Il y a plus : ce n'est pas seulement le poëte qui souffre sous cette discipline qu'il accepte; croit-on que le philosophe y gagne beaucoup ? La belle gloire de mettre en quatrains le catéchisme d'une secte nouvelle qu'il faudra refaire demain! L'Allemagne a produit dans ces derniers temps des poëmes philosophiques qui, sans appartenir à aucune école, ont un intérêt vraiment élevé. Je m'assure qu'il y a bien autrement de profondeur dans le *Merlin* d'Immermann, dans l'*Ahasverus* de Julius Mosen, que dans les écrits de M. Schefer, précisément parce que ces œuvres ne portent point l'étiquette d'un système. Mais quoi! on veut être adopté par un parti, et comme on a renoncé à penser librement, on est bien sûr d'être appelé un poëte original, un vigoureux et hardi penseur! Ces misères n'appartiennent pas seulement à l'Allemagne; elles nous rappellent les nôtres. Et ne devons-nous pas nous défier de ces prétentions philosophiques, nous qui voyons, hélas! de vives intelligences s'éclipser volontairement au fond de ténébreuses écoles, et des artistes que nous aimions se condamner, pour de vulgaires éloges, à un si dur esclavage!

Si cette tentative de poésie hégélienne a obtenu des éloges qu'elle ne méritait pas, elle a excité aussi des appréhensions qui semblent peu fondées. Il ne faut pas

craindre qu'un tel enseignement puisse jamais pénétrer bien avant; cette poésie froide, terne, sans enthousiasme, peut être curieuse à interroger si l'on y cherche la situation de certains esprits, mais la fortune n'est point pour elle. Tandis que M. de Sallet et M. Léopold Schefer prêchaient en vers le panthéisme hégélien, la poésie évangélique, la poésie piétiste, méthodiste, supernaturaliste, toujours féconde, redoublait d'efforts et d'activité. Pour combattre l'influence de ces bréviaires philosophiques, le méthodisme a suscité ses poëtes M. Albert Knapp continue de publier des vers gracieux et purs, animés d'un véritable sentiment chrétien. M. Knapp s'est fait une place modeste et respectée, et ce n'est pas de lui que je parle ; mais autour de lui viennent se grouper chaque jour des phalanges de petits poëtes, soutiens du temple ou de l'église. La même résistance qui, dans le domaine des sciences théologiques, a accueilli la *Vie de Jésus* de M. Strauss, reparaît aujourd'hui dans la poésie contre M. de Sallet et M. Léopold Schefer. Jamais on n'a tant publié de poëmes empruntés aux livres saints. Ce sont les *Scènes de la vie de Jésus (Scenen und Bilder aus dem Leben Jesu),* par M. Henri Doehring, *le Seigneur et son Église (Der Herr und seine Kirche),* par M. Moeller, les poésies de M. Lange, etc... Le catholicisme est représenté par les légendes de M. le comte Pocci, par la *Vie de sainte Cécile* de M. Guido Goerres, etc... Or, comment ces hardis champions se préparent-ils à la lutte? Quelles sont leurs armes? Des armes très-inoffensives, des intentions très-honnêtes, mais qui serviront peu leur fortune poétique, une simplicité extrême, la résignation la plus humble, un désir de médiocrité presque toujours satisfait, et je ne sais quelle profonde horreur pour l'ombre même de la pensée. La poésie méthodiste fait pénitence pour expier les témérités de M. de Sallet.

Ni ces alarmes puériles, ni les acclamations intéressées de l'école ne nous donneront le change. Le succès de M. de Sallet et de M. Schefer ne saurait être de longue durée. On aimera chez M. de Sallet une âme douce et ferme, honnête et sérieuse, un écrivain généreux mort avant l'âge et qui donnait de véritables espérances : on reconnaîtra chez M. Schefer une intelligence élevée, une âme ardente ; mais l'un n'a pas eu le temps d'élever son monument, et nous ne savons pas encore si l'autre abandonnera la voie funeste où il est engagé. Je me défie, je l'avoue, de cette poésie philosophique, car je vois toujours venir les commentateurs subtils, les interprètes alexandrins, les abstracteurs de quintessence dont il est question dans Rabelais. Toutefois, si une telle littérature est possible, si la Muse peut consacrer en de beaux symboles quelque grande doctrine, il semble que ces tentatives soient surtout à leur place en Allemagne, dans un pays où nulle intelligence cultivée n'assiste avec indifférence aux débats de la philosophie. Mais que de difficultés pour réaliser une telle œuvre! Quelle conviction assurée doit posséder l'artiste! quelle foi positive en cet idéal qu'il invoque! et puis, quelle fermeté pour ne point se laisser subjuguer par les programmes officiels! quelle supériorité! quelle fière indépendance! ce ne serait pas trop de l'impassibilité souveraine de Goethe. Hégel eût certainement exigé ces conditions de l'homme qui eût voulu confier à la poésie une traduction libre et vigoureuse de sa pensée. Ce grand esprit, qui avait de l'art une idée si haute, se serait-il reconnu dans les poëmes de M. Schefer ou de M. de Sallet? On peut affirmer que non. L'auteur de l'*Évangile des Laïques* et l'auteur des *Vigiles* n'ont eu que les applaudissements de la jeune école hégélienne; ce n'est pas tout à fait la même chose.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

THÉATRE

MODERNE

DE L'ESPAGNE.

GIL Y ZÁRATE.

Un Ano Despues de la Boda. — Don Carlos el Hechizado. — Don Guzman el Bueno, etc.

L'histoire contemporaine du théâtre en Espagne se pourrait, au besoin, résumer dans les œuvres dramatiques de don Antonio Gil y Zarate. C'est assez dire à quel rang élevé nous plaçons M. Gil y Zarate, cette question du théâtre étant, sans aucun doute, une des plus importantes qui, dans la Péninsule, se soient jamais débattues ou se puissent débattre à l'avenir. De la couronne que la vieille Espagne s'est faite à elle-même par le courage ou le génie de ses enfants, l'ancien théâtre forme, à notre avis, le plus riche fleuron. C'eût été justice si, à partir du XVII[e] siècle, la Castille avait ajouté à ses armes, parmi ses lions et ses tours, la lyre des Calderon et des Moreto. De toute nécessité, la littérature dramatique devait prendre de glorieux développements dans ce pays, où, pour exalter l'âme, il suffit des aspects du ciel, de la disposition des mers, des plaines et des montagnes, des splendeurs du soleil et de la température, où les monuments des plus anciennes civilisations, ruines de mosquées, châteaux, palais, cathédrales, ont conservé, pour ainsi dire, une physionomie originale qu'il serait inutile de chercher en toute autre con-

trée de l'Europe, si poétique d'ailleurs qu'on l'imagine. En vain, depuis le XVIe siècle, une politique aventureuse jusqu'à la folie ou débile jusqu'à la lâcheté s'est efforcée de comprimer ce glorieux essor des romanciers et des poëtes, qui, par les Pedro Lopez de Ayala, par les Villena, était si vigoureux déjà sous Ferdinand V et Isabelle-la-Catholique, à un moment où les autres peuples bégayaient encore leur langue nouvelle : ni l'intolérance religieuse, ni les excès du pouvoir absolu, ni la misère qui, en Espagne et partout ailleurs au moyen âge, a été le partage fatal des génies les mieux doués, ni la faiblesse des rois et la corruption de leurs favoris, ni les démembrements de la monarchie et la perte des batailles, ne parvinrent à déconcerter l'imagination et à tarir les sources de l'enthousiasme. De toutes parts sur la Péninsule se repliaient, repoussées et humiliées, les bandes espagnoles; jamais du moins le découragement des ministres et des vieux capitaines ne se communiqua aux poëtes; déjà, vers le milieu du XVIe siècle, ils s'écriaient avec amertume : « Ce Dieu des chrétiens, pour qui nous avons combattu huit cents ans, semble avoir, pour toujours, abandonné les Espagnes ! » L'instant d'après, ils reprenaient courage, car, pour les consoler, Dieu leur avait laissé leur verve féconde, leur voix harmonieuse et puissante, les charmants caprices du cœur et les nobles élans de l'esprit. Aux théâtres populaires qui, du soir au lendemain, s'improvisaient dans Madrid, Barcelone ou Valence, sur les places et à l'entrée même des carrefours, les villes entières accouraient, s'émerveillant à ces histoires si belles et si longues de gloire et d'amour, où revivait l'ancienne Espagne; il n'en fallait pas davantage pour oublier les désastres des Flandres ou du Portugal. C'est aux seules époques de ruine et de décadence que les nations peuvent enfin bien comprendre leurs prospérités évanouies, et les chanter dignement; il importe que le regret s'empare du cœur humain et le remue à son aise pour y susciter les éloquents et poétiques souvenirs.

A l'avénement de Philippe V, les idées françaises ont pris possession de la Péninsule; personne aujourd'hui ne conteste que par ces idées l'Espagne ne doive, dès ce moment, se régénérer tout entière; c'est assez qu'au delà des monts les meilleurs esprits s'empressent de le reconnaître, pour qu'à notre tour nous devions franchement convenir que la civilisation française a tué l'ancien théâtre espagnol. C'est ici une des questions les plus hautes et les plus délicates qui se puissent agiter entre deux grands peuples; il convient donc que l'on fasse à chacun sa part aussi nettement que possible, si l'on veut mettre un terme aux récriminations toujours si promptes à s'élever dans un pays qui subit l'influence contre celui qui l'exerce irrésistiblement. Dans aucun siècle, assurément, le théâtre ancien de l'Espagne n'a eu des pièces d'un mérite accompli, comme certaines tragédies de Corneille et de Racine, ou certaines comédies de Molière; d'un autre côté, il est vrai de dire que jamais la France, ni aucun autre peuple en Europe, n'a eu un théâtre aussi varié, aussi abondant, aussi complet, si l'on nous permet de parler ainsi, que l'ancien théâtre espagnol. Des premiers jours du XIVe siècle à la fin du XVIIe, Madrid et les autres grandes villes ont eu comme des phalanges de dramaturges qui, se renfermant avec scrupule dans l'histoire nationale et s'occupant aussi peu des autres histoires que si le peuple de Pélage et de saint Ferdinand avait été le seul peuple de la terre, s'attachaient à retracer ou à reproduire les mœurs et les coutumes de la patrie, ses traditions, ses croyances, ses légendes, ses prouesses et ses revers. On conçoit la révolution profonde qui tout à coup se fit au théâtre, lorsqu'à cette personnification du vieux caractère espagnol, qui, en dépit des complications de l'intrigue et des

péripéties de la scène, s'était jusque-là maintenue dans toutes les pièces, on substitua brusquement, sans les discuter ni les comprendre, ces types grecs et romains, et ces types français, — puisque après tout nous parlons aussi de Molière, — qui avaient franchi les Pyrénées à la suite de Philippe V. On objectera peut-être que dans *le Cid*, les fils *des vieux chrétiens* pouvaient retrouver leurs ancêtres; nous le voulons bien; par malheur, de toutes les pièces de Corneille, *le Cid* est la seule que l'Espagne du XVIIIe siècle ne se soit pas mise en devoir d'imiter. Nous avons sous les yeux un grand nombre d'essais dramatiques, où les héros défigurés de nos tragédies classiques défilent tristement, tant bien que mal drapés à l'espagnole par Moratin le père ou Huerta. On ne saurait croire quelle peine on s'y donne pour dénaturer ou supprimer tout ce qui de près ou de loin pourrait rappeler que l'Espagne aussi a eu sa littérature originale; Rojas, Lope de Vega, Calderon, étaient bien morts, et avec eux cette spontanéité véhémente qui est le secret de leur force et de leur fécondité. Le peuple entier protesta, en désertant les théâtres, qui dès lors tombèrent dans cet état de pénurie matérielle, d'où il leur est aujourd'hui si malaisé de sortir. Mais dans un pays comme l'Espagne, il fallait aux masses une compensation poétique, et voilà pourquoi, depuis la fin du XVIIIe siècle, à travers les guerres de l'indépendance et les crises sociales de ces derniers temps, il s'est produit en Espagne tout un *romancero* de chants populaires. Blasés et le cœur desséché, les lettrés de 1780 ou de 1808 auraient cru se compromettre, sans aucun doute, s'ils y avaient pris garde le moins du monde; mais, dans ces dernières années, quand on s'est lassé de ce que l'on était convenu d'appeler le règne de la raison sévère et des strictes règles de l'art, c'est précisément à cette poésie populaire, jusque-là reléguée avec les bandes de contrebandiers et de *guerilleros* dans les *sierras* d'Andalousie ou les ravines de Catalogne, que les jeunes dramaturges se sont empressés d'ouvrir à deux battants les grandes portes des théâtres de Madrid.

Au moment où M. Gil y Zarate a fait représenter ses premières pièces, la scène espagnole était encore livrée au genre classique; déjà pourtant la réaction romantique s'était déclarée en France, et les applaudissements qui accueillaient à Paris *Henri III* et *Marion Delorme* ne tardèrent point à se prolonger jusqu'à Madrid. Dans les deux écoles, M. Gil y Zarate a tour à tour lutté avec une intrépidité exemplaire, et il est aujourd'hui considéré comme l'un des chefs de cette troisième école nationale qui maintenant se relève, aussi distincte des deux autres que la première peut l'être de la seconde. M. Gil y Zarate n'est pas seulement un poëte dramatique; publiciste, administrateur, simple critique, simple journaliste même, il a pris une large part à la discussion des idées où se retrempe l'Espagne constitutionnelle. A travers les ennuis littéraires et les vicissitudes politiques, M. Gil y Zarate a fait tout seul sa position, et une position sous quelques rapports glorieuse; esquisser rapidement sa biographie, ce sera faire l'histoire, nous pouvons l'affirmer, de presque tous les esprits d'élite qui se sont produits en Espagne durant ces derniers vingt-cinq ans.

M. Gil y Zarate est né à l'Escurial, en décembre 1796, de la comédienne Gil et du comédien Zarate, que l'on a longtemps applaudis sur les scènes de la Cruz et del Principe. A peine âgé de huit ans, il fut envoyé en France par son père, et son enfance s'écoula tout entière dans une institution de Passy. Plus tard, quand il retourna dans son pays, il en avait presque tout à fait oublié la langue; ce fut une autre éducation à commencer. Très-peu de temps après son retour, cepen-

dant, M. Gil y Zarate entreprit les travaux multiples qu'il poursuit à l'heure présente; comme les jeunes hommes éclairés de cette époque (c'était en 1819, un peu avant la seconde phase constitutionnelle), il commença par traduire quelques œuvres éminentes des littératures étrangères. Parmi les traductions qu'il fit alors, on remarque celle du livre anglais de Philips sur les attributions du jury. La révolution de 1820 éclata pourtant, bientôt suivie de l'intervention française; quelques années après cette intervention, quand la première terreur se fut enfin dissipée, la jeunesse libérale de Madrid s'indigna de n'avoir point d'organe. Nous ne savons comment elle s'y prit pour obtenir que le gouvernement ombrageux de Ferdinand VII tolérât la publication d'un journal (1); quoi qu'il en soit, à la fin de 1832, le *Boletin del comercio* fut fondé; c'est ce journal qui, devenu l'*Eco del comercio*, est en ce moment le doyen de la presse de Madrid. L'*Eco* était dirigé par un des plus fiers et des plus fermes caractères du moderne libéralisme espagnol, don Fermin Caballero, ancien ministre de l'intérieur sous le ministère Lopez, aujourd'hui même une des notabilités du parti exalté, dont M. Gil y Zarate est demeuré l'ami en dépit de ses opinions modérées. M. Gil y Zarate compta parmi les plus actifs et les plus assidus rédacteurs de l'*Eco* jusqu'à l'époque — vers 1835 — où le journal arbora franchement la bannière ultrà-progressiste. Et d'ailleurs, depuis quelque temps, la révolution installée au palais de Ferdinand VII appelait de tous côtés aux affaires les hommes de cœur et d'intelligence. Le tour de M. Gil y Zarate vint en 1836; le cabinet, composé des meilleurs noms du parti modéré, M. le duc de Rivas, M. Isturitz, M. Alcala-Galiano, lui confia un emploi important au ministère de l'intérieur. Dans ce même ministère, M. Gil y Zarate avait fait déjà ses preuves pendant les troubles de 1820. Le cabinet Isturitz s'étant retiré devant la ridicule échauffourée de la Granja, M. Gil y Zarate rentra dans la vie purement littéraire. En 1840, son emploi lui fut rendu par M. Pérès de Castro; mais les événements de Barcelone et la chute de Marie-Christine le contraignirent à le résigner une seconde fois. Réinstallé à l'intérieur, en juin 1843, par le cabinet Lopez dont faisait partie son ami don Fermin Caballero, M. Gil y Zarate s'y est jusqu'ici maintenu. A l'heure même où nous écrivons, M. Gil y Zarate est le chef d'une section très-considérable, et l'on peut dire que la direction ou plutôt la réorganisation de l'instruction publique lui est à peu près exclusivement confiée. Ses études sur l'enseignement public ne sont pas du reste les seuls travaux qui aient fait sa position officielle; M. Gil y Zarate, — c'est là un titre assez peu connu hors de l'Espagne pour que nous nous empressions de le constater, — a aussi rassemblé les éléments, et avec M. Alcala-Galiano rédigé les nombreux articles de la fameuse loi sur les municipalités.

Au demeurant, quand il se laissait ainsi absorber en grande partie par les soins de l'administration publique, M. Gil y Zarate n'avait point renoncé au théâtre et aux luttes de la presse. Ses tragédies et ses drames se sont coup sur coup succédé,

(1) En sa qualité de roi absolu, Ferdinand VII n'aimait point les journaux, à moins pourtant qu'il ne les fît faire ou ne se donnât la peine de les écrire lui-même. Durant les troubles de Madrid, très-peu de temps avant l'intervention française, un journal prodiguait chaque jour les plus violentes injures non-seulement à sa majesté espagnole, mais à tous les princes de l'Europe, et particulièrement à Louis XVIII. Ses diatribes ne furent pas, dit-on, étrangères à la détermination que prit Louis XVIII d'envoyer une armée au secours de son royal cousin. Or, on prétend que ce journal avait pour principal rédacteur le roi Ferdinand, septième du nom.

à partir de 1833 ; ses comédies sont plus anciennes ; elles remontent presque toutes à 1828. C'est également depuis 1833 que M. Gil y Zarate a composé son *Manual de litteratura,* qui renferme, à vrai dire, la charte de l'école nationale, dont il a si puissamment contribué à relever les ruines. C'est depuis 1833 qu'il a publié, avec don Cristobal Bordiu, ces courtes et substantielles études sur diverses questions d'administration et de politique dont les jeunes publicistes font chaque jour leur profit, et l'on formerait dix volumes des essais qu'il a écrits çà et là dans les journaux et dans les revues, dans la *Revista de Madrid* notamment, sur les plus âpres problèmes de réforme sociale et d'administration ; c'est depuis 1833 qu'il a prononcé au Lycée de Madrid ses remarquables leçons d'histoire romaine, tout récemment recueillies en volume. M. Gil y Zarate avait dans l'enseignement public un précédent méritoire ; après les convulsions de 1823, le *Consulado* de Madrid (la chambre de commerce), animé d'un esprit d'initiative que le vieux régime absolu se chargea bientôt de décourager, avait fondé des écoles gratuites où les lettres, les langues, les sciences, étaient d'abord sérieusement représentées. Pendant huit ans, M. Gil y Zarate y a occupé la chaire de langue française. A partir de 1833, cette institution du *Consulado* a été continuée par l'Athénée et le Lycée ; mais le Lycée ne tarda point à se désister de ses prétentions littéraires et scientifiques : c'est aujourd'hui un *casino* fashionable, un salon de peinture et de sculpture ; la jeunesse élégante s'y donne des fêtes somptueuses, bals, concerts, et parfois joûtes poétiques ; le bon public madrilègne a pu tout à son aise y applaudir Rubini. Si déchu pourtant que soit le Lycée de sa splendeur première, on n'a pas oublié tout à fait qu'il a quelque temps été le rival de l'Athénée par les leçons brillantes de M. Gil y Zarate et du malheureux poëte Espronceda.

A vrai dire, depuis 1833 la position de M. Gil y Zarate n'a point changé le moins du monde ; comme il luttait alors, il lutte en ce moment dans la presse et sur les scènes de la *Cruz* et *del Principe.* Hier encore, il était un des principaux collaborateurs du *Semanario Pintoresco*, fondé par le spirituel M. Mesonero de Romanos, et rédigé par toutes les célébrités espagnoles, MM. Zorrilla, Breton de los Herreros, Hartzembusch, Escosura, Pedro de Madrazo, et tous les autres enfin. C'est une destinée vraiment curieuse que celle du *Semanario Pintoresco;* exclusivement consacré d'abord à la poésie et à la littérature, ce recueil fut bientôt, grâce aux préoccupations de l'époque, envahi tout entier par les plus sérieuses discussions. C'est là que se sont le mieux débattues, avant 1840, les grandes questions d'économie politique et de réorganisation sociale ; c'est au *Semanario* de MM. Mesonero et Gil y Zarate que Madrid est redevable de ces belles salles d'asile où l'on recueille jusqu'à huit cents enfants sans famille ou sans pain. La collaboration de M. Gil y Zarate au *Semanario* consistait principalement en des biographies de personnages célèbres, écrites avec une fougueuse et énergique éloquence, et en des poésies lyriques, parmi lesquelles se sont fait remarquer une *Ode à l'amnistie,* où abondent les généreux sentiments, et un beau dithyrambe sur le siége de Bilbao. — Aujourd'hui, avec MM. de Rivas, Mesonero de Romanos, Enrique Gil, Rubi, Aben-Amar (don Santos Lopez Pelegrin), M. Gil y Zarate concourt à la publication de *Los tipos espanoles,* œuvre consciencieuse si nous en jugeons par les volumes déjà parus, et où l'on se propose de décrire aussi exactement que possible les mœurs actuelles de la Péninsule. Ce sont les études de M. Gil y Zarate, *l'Employé en fonction, l'Ancien employé, l'Ancien moine,* qui à notre avis forment jusqu'ici les meilleures pages de la collection. Dans ces trois essais, la question est traitée

au point de vue le plus élevé, et l'on peut citer comme un des plus pathétiques morceaux qui soient jamais sortis d'une plume espagnole celui où M. Gil y Zarate réclame un habit de bure et du pain pour les malheureux que les excès de la révolution et de la guerre civile ont chassés de leurs couvents.

Quels que soient, du reste, dans l'administration publique, dans l'enseignement, dans la presse, les précédents et la position de M. Gil y Zarate, c'est au théâtre que se poursuit sa vraie carrière; c'est au théâtre que l'auteur de *Un Ano despues de la boda* et de *Don Guzman el Bueno* peut agrandir encore son glorieux avenir. Les tragédies que don Antonio Gil y Zarate a composées dans les règles de l'école classique ont pour titre *Don Rodrigo* et *Donna Blanca de Borbon*. Le sujet des deux pièces est emprunté à l'histoire nationale; par l'élévation de leurs sentiments, par la fierté du langage, les personnages que M. Gil y Zarate y met en scène sont dignes assurément de chausser le célèbre cothurne. L'action de *Don Rodrigo* commence à l'affront que le dernier roi goth fit subir à la fille du comte don Julian; elle se termine à la ruine absolue de la monarchie, dans la journée fameuse du Guadalete. La vengeance du comte don Julian, l'amour mutuel de sa fille et du jeune don Teofredo, cette idole de l'armée et de la noblesse, que le père offensé ne peut déterminer pourtant à trahir son Dieu ni son roi, telles sont les passions qui défraient la pièce. Pour observer les trois unités de temps, de lieu et d'action, le poëte a sacrifié à peu près complétement le rôle du roi don Rodrigo, et c'est un vrai malheur pour son œuvre. Le comte don Julian a beau faire, il a beau maudire le ravisseur, il a beau appeler sur sa tête les calamités de la guerre civile et de la guerre étrangère ; le spectateur doit infailliblement demeurer impassible. Vous ne lui avez pas montré l'injure, comme il la faut montrer au théâtre, non point racontée en quelques vers pompeux, à grand renfort d'images et de ronflantes épithètes, mais toute vivante encore, pour ainsi dire, et au moment où elle s'accomplit : le moyen qu'il s'intéresse au ressentiment? comment voulez-vous qu'il s'indigne contre ce malheureux prince qu'il voit toujours persécuté, repoussé, battu, livré dès la première scène à tous les ennemis de sa religion et de sa couronne, poursuivi jusqu'à la dernière par les imprécations violentes et les implacables malédictions?

Pour le fond comme pour la forme, *Donna Blanca de Borbon* est de beaucoup supérieure à *Don Rodrigo;* l'indomptable caractère de don Pèdre-le-Cruel y est retracé avec une grande énergie et dans des proportions qui parfois vous rappellent le *Richard III* de Shakspeare. Voilà précisément le défaut capital de la pièce : tout l'intérêt porte ici sur don Pedro ; en dépit de ses emportements et de ses violences, vous êtes surpris de voir qu'on n'éprouve pas la moindre pitié ni pour sa femme qu'il opprime, ni pour ses vassaux qu'à tout propos il force à faire un choix entre la révolte ou la mort. La mémoire du roi don Pèdre est demeurée populaire en Castille ; on lui pardonne aisément des cruautés dont un amour à chaque instant contrarié fut la cause unique; il n'est pas d'homme en Espagne qui, au fond, quoi qu'il en dise, ne soit indulgent pour les excès auxquels vous peuvent porter de profondes et invincibles passions. M. Gil y Zarate lui-même n'est pas sévère outre mesure envers le roi don Pèdre ; personne assurément ne lira la pièce sans en vouloir presque à son frère don Enrique, à ce bâtard de Transtamare qui, au moindre propos, lui va susciter les obstacles et les périls, en Aragon, en France, partout. Nous ajouterons que donna Blanca de Borbon abuse un peu trop de la résignation et de la mansuétude dont, en sa qualité de femme légitime, sacrifiée à une puis-

sante et fougueuse maîtresse, la muse tragique lui fait un devoir. Il faut être bien convaincu qu'elle est la vraie fiancée du roi don Pèdre, la vraie reine de Castille, une princesse du vrai sang royal de France, pour comprendre que de beaux et galants chevaliers comme les Albuquerque, les Lope, les Alvar, ne lui aient point préféré cette donna Maria de Padilla, la vaillante favorite, à la parole de feu, aux prières plus impérieuses mille fois que les menaces, et dont les regards gagnaient des batailles, si l'on s'en rapporte aux chroniques du temps.

Au demeurant, *Donna Blanca de Borbon* accuse un très-notable progrès dans la manière et le style de M. Gil y Zarate. On s'en peut convaincre par la scène où donna Maria de Padilla détermine son royal amant à rompre tout préparatif de mariage; M. Gil y Zarate y assouplit sensiblement la raideur classique, et bien que la représentation de *Donna Blanca* remonte à une époque éloignée déjà, ce dialogue est demeuré dans presque toutes les mémoires au delà des monts. Quelques parties de cette scène méritent d'être citées. Il est bon de remarquer à ce propos que M. Gil y Zarate ne ressemble point à la plupart des poëtes de son pays, dont les vers, à la traduction, perdent leur éclat et leur valeur. Presque toujours, chez M. Gil y Zarate, la forme est énergique et brillante, mais, à notre avis, c'est là son moindre mérite. C'est avant tout de la force des idées, de la vérité même des sentiments que M. Gil y Zarate se montre préoccupé.

Don Pedro. — Que vois-je? Mes yeux me trompent, sans doute! Grand Dieu! Est-ce bien toi, Maria?

Donna Maria. — En vérité, je vous admire, ne deviez-vous pas m'attendre, seigneur? Quand le ciel vous unit à une femme accomplie, et qu'à cette occasion tout le monde, à la cour et dans le royaume, vous bénit et vous félicite, n'est-il pas convenable que moi-même, comme tout le monde...

Don Pedro. — Fuis, insensée! Quel est ton dessein?... Si l'on te voyait! C'est la mort que tu viens chercher ici, puisque tout le monde ici la désire et l'exige!

Donna Maria. — Eh bien! oui, je la viens chercher! Venez, grand prince, et livrez-moi vous-même aux fureurs de votre peuple; qu'il assouvisse enfin sa vengeance et trempe ses mains dans mon sang; qu'il mette mon corps en lambeaux et disperse au loin mes membres par les rues et les places de la ville! Venez! ce sera un beau spectacle, et tout à fait digne du roi don Pedro!

On devine que don Pedro ne peut longtemps écouter de sang-froid les reproches de donna Maria; peu à peu l'amour reprend le dessus dans son cœur. Le moment de la scène où la passion sort victorieuse de sa lutte contre le devoir est rendu avec une singulière énergie par M. Gil y Zarate :

Don Pedro. — Eh! qu'importe l'opinion du peuple? qu'importe sa colère? Je t'aime, et mon amour anoblit tout. Ah! si l'on te menace!... si un homme, quel qu'il soit, en voulait à ta vie!...

Donna Maria. — Il est bien loin, le temps où don Pedro, fidèle à son amour, méprisait les clameurs du peuple; il pouvait alors protéger son amie; alors c'était un roc dans la tempête! Aujourd'hui, son âme n'est plus que terreur et ingratitude...

Don Pedro. — Moi, je craindrais!....

Donna Maria. — Loyauté des jours écoulés, bravoure indomptable, qu'êtes-vous devenues?

Don Pedro. — Je craindrais !...

Donna Maria. — Aujourd'hui, ce sont les grands qui commandent ici...

Don Pedro. — Ah ! je leur prouverai bien que je suis encore don Pedro !

Donna Maria. — Non, résignée à mon triste sort, j'attends la mort et je l'appelle de tous mes vœux. Que donna Blanca ait tout votre amour !... qu'elle prenne place, à côté de vous, sur votre trône !... que la Castille recouvre enfin un peu de paix... que tout le monde soit sauvé, je consens à mourir seule... Mais s'il est vrai que la première je vous ai inspiré une passion véritable, puissiez-vous du moins garder un faible souvenir de cette passion ! Mais non, que ma triste fin ne vous arrache jamais ni soupirs ni larmes ! Oubliez un jour, oubliez bientôt que je suis morte, sacrifiée à votre amour...

Don Pedro. — Maria !...

Donna Maria. — Je ne vous demande qu'une grâce... je suis mère... Dans mes entrailles se fait entendre le cri énergique, le saint cri de la nature, et l'amour maternel les déchire... Peu m'importe de mourir ! Mais mes enfants... les enfants de mon âme... ce sont eux qui m'arrachent ces larmes... pauvres enfants !... Prince, ils sont votre sang ! Si leur mère vient à leur manquer, vous serez leur protecteur, n'est-ce pas ? Ils trouveront en vous un père. N'êtes-vous pas leur père après tout ? Que cet espoir m'accompagne dans la tombe. . . . .

. . . .

Vous me voyez à vos pieds, seigneur !... vous ne serez point insensible à mes plaintes, et les prières de l'amour maternel...

Don Pedro. — Ah ! assez ! je n'y puis tenir davantage ! Toi seule es mon amie ! Je le comprends bien aux battements de mon cœur, je ne puis avoir d'autre femme que toi !... Je sais que les peuples de Castille vont s'indigner encore de ma passion... et que m'importe ? Que tous les chevaliers d'Espagne appellent à leur aide tous les chevaliers de France, qu'ils unissent leur vaillance et leur colère, ils ne parviendront point à t'arracher de ces bras !... Au pied des autels, tu recevras ma foi éternelle... Monte sur le trône... règne, Maria, règne ! C'est le prix légitime de ton amour et de ta constance... Que tes ennemis se prosternent tremblants devant toi...

Donna Maria. — Ah ! prince, que dites-vous ?... serait-il possible ?...

Don Pedro. — Je le jure !

Donna Maria. — Mais les dangers...

Don Pedro. — Je les méprise !

Donna Maria. — Vous oubliez que d'autres nœuds...

Don Pedro. — Je les vais rompre ! Toi seule seras ma femme !...

Donna Maria. — Vaines promesses ! Vous-même vous ne pourrez...

Don Pedro. — Et qui s'opposera...

Donna Maria. — Vos vassaux !...

Don Pedro. — Mes vassaux ! Ah ! mes vassaux ! Qu'ils tremblent ! cette épée saura bien abaisser leur arrogance. Qu'ils choisissent entre l'obéissance absolue ou la mort. C'est en vain que, dans leur orgueil insolent, ils attendent, aux abords du temple, pour imposer à leur roi un joug qu'il déteste ! Qui donc a osé commander ces fêtes ? Qui a osé faire ces préparatifs ? Qu'ils cessent, et à l'instant ! Moi-même, moi-même, je vais m'empresser d'y mettre ordre... Malheur à eux, s'ils essaient de me résister !...

En résumé pourtant, quels que soient, dans *Don Rodrigo* et *Donna Blanca de*

Borbon, les mérites de la pensée et du style, les tragédies classiques de M. Gil y Zarate ne forment point un titre durable; nous en dirons autant des comédies nombreuses, — une seule exceptée, — qu'il a composées, non pas dans le genre de Molière, comme l'affirment les critiques de la Péninsule, mais bien dans celui de La Chaussée. A la vérité, nous ne nous chargeons pas de justifier par les détails une telle comparaison : il s'en faut de beaucoup que les personnages de M. Gil y Zarate appartiennent au genre larmoyant. Nous avons seulement voulu établir que pour M. Gil y Zarate, comme pour ses devanciers immédiats, comme pour La Chaussée, la comédie n'est le plus souvent, — nous pourrions citer *Cuidado con las novias! (Prenez garde aux fiancées!)* et *El Entremetido (l'Officieux empressé)*, — qu'un cadre philosophique, assez correctement dessiné, où défilent en bon ordre, revêtus pour ainsi dire de costumes bourgeois, personnifiés dans des types d'une très-contestable originalité, les moralités sentencieuses et les prétentieux lieux-communs. Pour être juste cependant, nous devons reconnaître que, dans *El Entremetido*, on retrouve parfois la verve cavalière et l'aventureuse humeur des vieux poëtes comiques de l'Espagne, et çà et là le mordant et caustique esprit de don Léandro Moratin.

S'il eût persisté, M. Gil y Zarate serait devenu, nous le croyons, un excellent poëte comique, et la preuve, c'est qu'il a écrit une comédie, un vrai petit chef-d'œuvre de malice et de grâce, où sont très-exactement, très-curieusement décrits les travers et les ridicules de la société espagnole à l'époque même où nous vivons. Cette pièce a pour titre *Un Ano despues de la boda (Un An de mariage)*, et aussi bien elle pourrait s'appeler *le Bourgeois Gentilhomme*, car le sujet n'est, en définitive, que l'histoire fort habilement rajeunie de ce bon M. Jourdain. A côté de M. Jourdain reparaissent tous les personnages de la comédie française, avec leurs vices et leurs ridicules, qui sont les ridicules et les vices du XIXe siècle comme du XVIIe et de tous les autres; mais ces personnages sont convenablement modifiés quant aux manières et au langage. Et d'abord, M. Jourdain sait parfaitement aujourd'hui à quoi s'en tenir sur l'exacte valeur des titres; ce n'est pas lui que l'on pourrait leurrer en lui proposant de le nommer *mamamouchi;* il fermerait sa porte à Fuad-Effendi lui-même, si l'excellence turque lui venait offrir le *nicham-ictihar*. M. Jourdain est bien et dûment marquis; il vient d'acheter un bon titre de Castille, ce qui en ce moment est la chose la plus facile du monde, si l'on rencontre sur son chemin un pauvre *hidalgo ruiné*, hors d'état d'acquitter la *lanza* (1). Il se nommait hier don Juan Chinchilla; c'était le fils d'un riche marchand; mais il est décidé à faire souche de gentilhomme, et il se nomme aujourd'hui le marquis de Rosa-Blanca! Don Juan Chincilla nous rappelle un bon négociant de Saint-Sébastien qui, voyant sa fille unique à la veille d'épouser un comte, désespéré de n'être pas même noble, glissa mystérieusement dans sa corbeille de noces deux titres de marquise, qu'il s'était procuré tout exprès à cette occasion. Cela ne vous ramène-

(1) En Espagne, tout noble titré paie au trésor une contribution de douze cents réaux, quel que soit du reste le titre. Cette curieuse coutume, très-peu connue hors de la Péninsule, est d'origine féodale : le tribut porte le nom de *lanza*, car sous Ferdinand-le-Catholique, qui l'a établi, il a remplacé le nombre de lances qu'un chevalier était autrefois obligé de fournir. Quand le possesseur d'un titre se voit hors d'état de payer la *lanza*, il cherche naturellement à s'en défaire en faveur d'un plus riche; s'il ne trouve point à le vendre, il déclare tout net au gouvernement qu'il entend ne plus le porter. Ce n'est qu'en renonçant au titre qu'il peut se soustraire à l'impôt.

t-il point à cette plébéienne de Rome qui se désolait que son mari ne pût pas être nommé consul?

Le Jourdain madrilègne est marié, mais non cette fois avec cette acariâtre ménagère *dont la tête est plus grosse que le poing,* et qui forme avec son mari un si curieux contraste par son imperturbable bon sens. Par ses manières et par son langage, la *marquesa* de Rosa-Blanca ne serait point trop déplacée dans *les Précieuses ridicules;* mais cela tient à ce milieu équivoque de fêtes et de *tertulias* dansantes où elle a coutume de vivre depuis son mariage. De sa nature, la pauvre marquise est une jeune femme charmante, moitié *Agnès,* moitié *Henriette,* une *Henriette* un peu trop déniaisée pourtant, car, à force de passer en revue ces excellents personnages de notre grand comique, on finit par reconnaître au confiant et crédule don Juan quelque air de parenté avec George Dandin. Et, en effet, c'est à sa femme et non à sa bourse qu'en veut le comte Dorante... nous nous trompons, le comte tout court, — M. Gil y Zarate a négligé de nous dire son nom de Navarrais ou de Manchègue. Du matin au soir et peut-être du soir au matin, le comte ne bouge point de la maison de don Juan. J'oubliais de vous apprendre que don Juan a vingt-trois ans à peine, et au fait, cela va sans dire, dans le siècle où nous sommes, il faut n'avoir point franchi l'âge des illusions pour se laisser prendre à ces petites vanités sociales; M. Jourdain, à quarante ans, dédaignerait aujourd'hui de revêtir tous ces oripeaux dédorés; il passerait tout simplement sa journée à la bourse, dans la rue Basse-San-Martin, et depuis longtemps déjà il n'aurait eu d'autre ambition que d'arriver à être nommé membre d'une députation provinciale ou de quelque *ayuntamiento.*

Rassurez-vous pourtant : bien que dans la comédie de M. Gil y Zarate l'ancienne Mme Jourdain soit remplacée par une tête vide et rieuse, le bon sens n'y a pas encore tout à fait abdiqué ses droits; le bon sens y est représenté par un oncle de don Juan, don Gregorio Chinchilla, et vous verrez que le digne homme s'acquitte passablement de son emploi. Nous disons passablement, car, il faut bien l'avouer, l'espèce humaine a dégénéré depuis deux siècles; nous soupçonnons le bon Gregorio d'être un peu sensible, dans le plus secret de son cœur, à ce que son écervelé de neveu appelle l'élévation de sa famille; on s'en aperçoit aisément, même dans les scènes où il le raille et le gourmande avec le plus de sévérité, au sujet de ses prodigalités et de ses folles espérances. Eh! mon Dieu, don Gregorio n'est après tout qu'un Espagnol, et il l'est comme on l'est depuis des siècles. Est-ce que le grand Sancho Panza, ce *parangon* de sagesse, n'a point eu aussi ses petites illusions, il y a deux cents ans?

Nous sommes à peine aux premières scènes de la comédie, et déjà don Gregorio est excédé du luxe importun qui de toutes parts s'étale dans la maison de don Juan, du peuple de valets qui l'encombre, de ces visiteurs, protecteurs ou parasites, qui à tout moment y viennent affluer, de l'étiquette insupportable qu'il y faut constamment observer. Toutes ses heures sont indignement bouleversées; à l'heure où autrefois il pouvait dormir à son aise, on le voit aujourd'hui veillant ou courant par la ville; à l'heure où il dînait, c'est tout au plus s'il peut déjeuner maintenant. Encore deux jours d'une vie pareille, et don Gregorio meurt à la peine. Deux jours encore, juste ciel! il préférerait de beaucoup se résigner à ne plus voir son neveu que sur la colline spacieuse et ombragée de Josaphat, où, si l'on en croit les vieilles prophéties légendaires, l'ange du dernier jugement doit convoquer les bons Espagnols. Ce qui scandalise le plus Gregorio, c'est la parfaite indif-

férence où vivent à l'égard l'un de l'autre, un an après leur mariage, deux jeunes époux dont les amours romanesques avaient été pour tous, — même sous ce beau ciel des Asturies, où pour tous l'amour est l'affaire principale, — un vrai sujet d'admiration et, peu s'en faut, d'ébahissement. M. le marquis ne voit plus sa femme qu'aux heures des repas, et souvent il lui arrive de ne point lui adresser une parole. De son côté, M[me] la marquise donne des *tertulias* où elle invite qui bon lui semble; bals, promenades, spectacles et concerts, elle voit tout, elle est partout, et toujours sans M. le marquis. Don Gregorio entame à ce propos une tirade chaleureuse. Le marquis hausse les épaules; il essaie de faire comprendre à son oncle les lois du bon goût et du savoir-vivre. Ne faudrait-il pas, en vérité, qu'il eût jour et nuit sa femme à ses côtés, ni plus ni moins qu'un *escribano* de Xadraque? ne faudrait-il pas qu'il la célât et fît à la moindre occasion le boudeur ou le jaloux? Ah! don Gregorio, vous n'y songez point! On ne se marie pas, quand on est d'un certain rang, pour imposer à sa femme le soin des petits enfants et du ménage : est-ce donc pour rien que l'on a des majordomes et des gouvernantes? On se marie pour avoir du lustre; ce sont les femmes qui étendent la réputation et le crédit, en Espagne surtout, où les marquises de vingt ans, fussent-elles plus jeunes encore de noblesse, seront toujours préférées à une douairière de la maison d'Ossuna ou d'Onate, si fière qu'elle puisse être de ses titres et de ses parchemins. Par les femmes, les protecteurs vous arrivent en foule et d'eux-mêmes. Autrefois, quand don Juan Chinchilla avait besoin de recourir à leur bienveillance, c'était lui qui les allait trouver. Maintenant c'est tout le contraire : ce sont eux qui viennent chercher l'heureux marquis de Rosa-Blanca. Quand il sort avec la marquise, à chaque pas il les rencontre qui le saluent et le complimentent; vous diriez d'une continuelle ovation. Mais on comprend qu'il se décerne très-rarement un pareil triomphe; le grand ton exige qu'il l'accompagne tout au plus deux ou trois fois par an, à l'église, au théâtre, à la promenade; c'est à d'autres que ce soin revient. N'est-ce point assez pour lui que des fenêtres du salon il la puisse voir, dans son fringant équipage, entourée de personnages qui bien souvent ne sont rien moins que des ducs et des généraux?

Le marquis et son oncle s'éloignent, et la scène est occupée par de nouveaux personnages que M. Gil y Zarate n'a pas dessinés d'une manière moins piquante; c'est le comte, c'est la marquise dont la toilette vient de s'achever. En vain le comte a-t-il essayé de lui apprendre à prononcer ce mot français de *toilette* avec cette gracieuse aisance qu'y pourrait mettre une de nos marquises du XVIII[e] siècle; jusqu'ici le galant y a perdu ses peines, la jeune femme n'a pu encore suffisamment assouplir son terrible accent d'Oviédo ou de Segura : en attendant mieux, sur ses jolies lèvres, ce mot charmant de *toilette* est devenu *toaleta*. Ici commence, entre le comte et la marquise, un dialogue pétillant d'esprit et de malice, où se trouvent scrupuleusement reproduites les manières des coquettes madrilègnes. La marquise est hors d'elle-même : vous pensez qu'elle vient de sa toilette? Détrompez-vous; elle échappe à une véritable question. C'en est fait, la Mouchez ne sait plus déjà peigner une chevelure et la disposer en bandeaux lisses et chatoyants comme la châsse de jais d'une madone grenadine; elle lui a fait aujourd'hui une tête qui doit effrayer les gens. Le comte s'empresse de la rassurer; il est trop amoureux pour ne point la trouver charmante; il déclare pourtant, sa conscience l'y oblige, qu'il manque à deux ou trois boucles un certain degré d'élégance.... Mais, en vérité, c'est votre faute, madame! Quand vous procédez à une affaire si

importante que celle de votre toilette, pourquoi donc vous enfermer comme une reine-mère dans son oratoire? C'est là méconnaître les plus simples et les plus strictes lois du bon goût. Il est de rigueur qu'à une heure si décisive on convoque autour de soi admirateurs et amis. C'est le moment où une jeune femme se montre dans toute sa grâce radieuse; chacun s'empresse de la servir, et brûle pour ainsi dire l'encens sur l'autel de sa beauté. Celui-ci présente les essences parfumées; celui-là, avec de frêles pincettes d'argent, ramène sur les tempes reluisantes une mèche rebelle qui essaie de lutter contre le peigne d'ivoire; tel autre assiste la *camerera* quand elle replace les rubis ou les émeraudes aux blanches oreilles de sa maîtresse; tel autre enfin se tient prêt à offrir le riche collier de perles, le trop heureux collier qui doit étinceler sur les neiges de l'épaule et du sein. Et pendant tout cela, on discute le nombre des papillottes, le volume et le rang que chacune doit tenir. Est-il donc rien de plus sérieux, de plus important? Quant à la jeune femme qui se voit l'objet de toutes ces prévenances, c'est par un regard, par un simple sourire qu'elle daigne y répondre; chacun la quitte enchanté, et, plus que la veille encore, épris d'elle. A-t-elle perdu sa matinée? Non, certes, car il n'est pas un seul de ses noirs cheveux qui ne doive arracher des soupirs, une seule mèche qui ne lui ait valu un cœur tout entier.

Assurément, ce sont là de magnifiques triomphes; malheureusement, ce n'est point sans efforts, la marquise finit par le comprendre, que l'on parvient à les obtenir. La jeune femme est un peu fatiguée déjà de ces bals où l'on étouffe, de ces plaisirs bruyants dont le plus clair résultat est la pulmonie ou la fièvre, de ces *tertulias*, cohues élégantes où se déchirent les plus belles réputations. Elle-même cependant, la douce et naïve marquise, elle est vraiment passée maîtresse dans cet art charmant de calomnier ou de médire; amis, ennemis, indifférents, inconnus, personne devant elle ne trouve grâce. Le comte est émerveillé des progrès de son élève, et il est décidé à ne pas s'arrêter en si beau chemin. Il réussira sûrement s'il parvient à mettre dans ses intérêts la comtesse Dorimène... pardon! nous nous trompons encore, nous voulons dire une baronne dont le marquis s'est épris dès le premier aspect. C'est contre un simple *tortil* de baronne que Dorimène a cette fois échangé sa couronne de comtesse. La baronne est au dernier mieux avec le marquis; mais, par la scène suivante, on verra clairement qu'elle ne peut refuser au comte l'honnête service qu'il lui va demander.

La Baronne. — En vérité, le marquis fait bien les choses; tout ici est élégance et richesse.

Le Comte. — Ce n'est pas la première fois, je le suppose, que vous honorez ces fêtes de votre présence, madame la baronne?

La Baronne. — Je n'aime point ces *galas* où l'on affronte les indigestions; mais, je l'avouerai, j'ai un faible pour la marquise, et puis je désirais avoir un entretien avec vous.

Le Comte. — Oh! je savais que les grandes dames comme vous, baronne, reçoivent chez elles à dîner bien plutôt que d'aller ainsi dîner chez les autres.

La Baronne. — Ma foi! comte, venez chez moi demain, vous verrez si je ne sais pas faire les honneurs à mon tour.

Le Comte. — Parfait! Il paraît que vous me recevrez dans l'autre maison du marquis.

La Baronne. — Mauvais plaisant!

LE COMTE. — Ce luxe au milieu duquel vous reluisez comme dans une châsse, c'est le marquis, j'en suis sûr, qui en doit faire les frais.

LA BARONNE. — Et pourquoi donc?

LE COMTE. — C'est qu'il fut un temps où vous daigniez imposer un tel fardeau à mes débiles épaules.

LA BARONNE. — Bon ! qui se souvient d'un pareil temps?

LE COMTE. — Qui? tous mes créanciers.

LA BARONNE. — Ingrat ! comment avez-vous eu le cœur de m'abandonner toute seule à Paris?

LE COMTE. — Ma foi ! ma chère âme, je te laissai comme je t'avais trouvée. Il me semble, d'ailleurs, que tu t'es consolée bien vite avec ce gros négociant qui t'emmena à Cadix.

LA BARONNE. — Don Juan de Soto ! Le pauvre diable a fait faillite....

Arrêtons-nous un instant. La digne personne n'en finirait point de si tôt, si elle était forcée de dire comment, de vicissitudes en vicissitudes, elle en est venue à jouir de ce luxe extravagant dont elle est redevable aux prodigalités du marquis. Ah ! madame, soulevez un peu le coin de votre mantille, j'ai cru entendre la voix de Nérine racontant les mésaventures de jeu ou d'amour des fils de famille et des gentilshommes bas-normands. Et vous, mon beau comte, parlons franchement, ne seriez-vous point par hasard le seigneur Sbrigani?

Par bonheur pour le marquis, il faut bien que tout prenne fin, même les intrigues et les conspirations qu'ourdissent le comte et la baronne contre son honneur et sa fortune. Le marquis est trop fier de la noble société qu'il a réunie dans ses salons pour ne pas la montrer à son oncle ; don Gregorio saisit avec empressement l'occasion de contempler face à face ce beau monde, dont on lui a fait de si étranges contes au fond de sa province. Il le faut voir, avec sa bonne grâce de muletier *maragato*, présentant de groupe en groupe, à qui veut bien lui adresser une parole, son énorme tabatière d'argent, qu'il vient d'acheter au haut de la rue d'Alcala ! Tout à coup,.... ô prodige !..... savez-vous qui don Gregorio s'avise de reconnaître dans cette fière baronne dont l'air superbe et les grandes manières l'avaient au premier abord ébloui ? Ni plus ni moins que la Juana Pantojo, l'ancienne servante du bonhomme,... un joli bijou, au demeurant, don Gregorio est trop juste pour ne pas le proclamer de lui-même, la plus habile main des Asturies, sans aucun doute, quand il s'agit de préparer aux piments un *guisado* de poulets ! — La leçon est humiliante pour le marquis ; il n'a garde pourtant de se plaindre, car il voit clairement par quelle pente rapide il allait tout droit à sa complète ruine, et à un autre malheur plus grave encore, dont un Espagnol, si ridicule d'ailleurs qu'on le suppose, ne se peut jamais consoler.

Un Ano despues de la boda et *Donna Blanca de Borbon* ferment la série des compositions classiques de M. Gil y Zarate. Ici commence la seconde phase de sa vie littéraire ; il est assez curieux de voir comment, du soir au lendemain, il s'est lancé en plein romantisme, bien au delà du *Roi s'amuse* et de *Richard Darlington*. Considéré à bon droit comme un des chefs de l'école ancienne, M. Gil y Zarate essuyait naturellement les plus rudes attaques, au moment où se représentait *Donna Blanca de Borbon*, de la part des jeunes adeptes de l'école nouvelle. Les querelles des classiques et des romantiques avaient contracté brusquement une vivacité extrême : c'était le moindre argument des adversaires de M. Gil y Zarate de pré-

tendre que, malgré les ressources de son esprit et de son style, il lui serait radicalement impossible de quitter la voie étroite et routinière où il se trouvait engagé. Pour imposer silence à toutes ces clameurs, M. Gil y Zarate n'imagina qu'un moyen, mais, en vérité, le plus sûr : ce fut de répondre par un vrai drame romantique, *Don Carlos el Hechizado (Charles II, l'ensorcelé)*, qui en Espagne est demeuré le modèle du genre.

Cette pièce a soulevé dans les journaux de la Péninsule, et de temps à autre encore y soulève des polémiques violentes. Le sujet offre tant d'invraisemblances bizarres et de données inadmissibles, qu'il est impossible de comprendre qu'un homme aussi loyal, aussi modéré que M. Gil y Zarate, ait eu seulement l'idée de le traiter à la scène. Dans aucune autre pièce du reste, nous devons le reconnaître, M. Gil y Zarate n'a aussi énergiquement engagé, compliqué, tranché l'action dramatique ; dans aucune autre, il n'a aussi habilement déployé les richesses de son style capricieux et savant ; de l'un à l'autre bout, le vers y est profond et rapide comme les desseins et les vengeances de cette inquisition formidable dont M. Gil y Zarate a d'une si originale façon décrit les sombres magnificences. La représentation de *Don Carlos el Hechizado* a été en Espagne un véritable événement. Pour la première fois les passions politiques faisaient irruption à la scène ; et quelles passions, bon Dieu ! celles qui, à Madrid, à Murcie, à Barcelone, ont répandu comme l'eau le sang des moines sur le seuil de marbre de leurs couvents. M. Gil y Zarate appartient cependant au parti modéré ; c'est un de ses publicistes les plus dévoués et les plus anciens. Il y a mieux encore : quelque temps après la représentation de son terrible drame, où la haine du moine éclate comme les obus un jour de bombardement, c'est M. Gil y Zarate lui-même qui, dans ses pages magnifiques sur *l'Esclaustrado (le Décloîtré)*, plaidait éloquemment la cause des religieux épargnés en 1834 et en 1835. On peut se demander comment de telles contradictions se sont produites dans un esprit élevé, et en vérité la question serait difficile à résoudre si l'on n'admettait que dans *Don Carlos* l'homme politique a voulu s'effacer complétement devant le poëte.

Le héros de *Don Carlos el Hechizado* est le confesseur du roi Charles II, le père Froïlan Diaz, dont il a plu à M. Gil y Zarate de faire un grand inquisiteur en dépit de l'histoire. Dans le drame de M. Gil y Zarate, ce Froïlan est la perversité même de l'enfer incarnée, la perversité de l'enfer telle qu'on la comprend en un pays catholique. Dès la première scène, Charles II, ce roi imbécile dont les derniers jours s'achèvent tristement entre la peur de mourir et l'ennui de vivre, Charles II ouvre à Froïlan son cœur oppressé. Pour lui rendre un peu de résolution et de courage, Froïlan lui fait un tableau magnifique de ses richesses et de sa puissance. Et, en effet, pourquoi donc se désespérer ainsi ? Est-il un autre roi qui se puisse comparer au petit-fils de Charles-Quint ? Quel autre sceptre sur la terre peut valoir le beau sceptre espagnol ? L'or et l'argent de tout un monde coulent à torrents dans les coffres du roi catholique. Pourquoi donc la vie lui pèse-t-elle ? Quel mauvais sort, pour employer une expression du poëte, le livre sans défense entre les mains de la douleur ?

A toutes les consolations le roi demeure insensible ; le regard morne, le cœur éteint, il fait à son tour le tableau de ses misères : dans ses vastes royaumes, il n'est pas un Indien condamné au travail des mines, un bohême poursuivi par la faim, qui ne le prît en pitié, s'il pouvait l'entendre racontant à son confesseur tout ce qu'il lui a fallu souffrir. Le roi s'abandonne désormais à une destinée qu'il lui

est impossible de conjurer ni de vaincre; il voit le bien, il le désire, et pourtant il n'a jamais fait que le mal. Monté sur le trône, au milieu de toutes les factions déchaînées, jouet de leurs passions qui aspiraient à le retenir dans une perpétuelle enfance, il a été roi, mais de nom seulement. En vain il a vu son humiliation, en vain il a cherché à rompre ses chaînes; s'il échappait à un joug, c'était pour retomber meurtri sous un autre. Toujours malade, il a compris quel fardeau intolérable c'était de porter la couronne; aux plus nobles, aux plus illustres, il aurait voulu donner sa confiance, et cependant ce sont les méchants qui, à toute époque, se sont emparés de sa volonté. Qu'ont-ils fait de ce pouvoir que lui avaient laissé ses ancêtres? De toutes parts chancelle et s'écroule l'état en décadence; les années de son règne, il les faut compter comme autant de malheurs. Si parfois il a voulu tenter la fortune des armes, il n'a jamais pu acquérir la moindre gloire; — partout la honte et la défaite, sur la terre comme sur la mer. Toujours, dans les guerres d'Italie ou de Flandre, on a vu fuir ou s'incliner en signe de détresse le drapeau des douze royaumes; ce qui lui reste de ses domaines est aujourd'hui couvert de ruines et dépeuplé. Et comme si ce n'était point assez des douleurs présentes, son âme s'emplit des terreurs de l'avenir. Face à face avec l'éternité malheureuse, il se demande qui recueillera cet héritage? Et aussitôt il aperçoit les monarques de l'Europe, dont sa mort prochaine éveille les ambitions, dévorer du regard ses Espagnes; vous diriez de loups affamés, guettant le passage des troupeaux dans les ravines du Guipuzcoa. Déjà, se repaissant d'odieuses espérances, ils se sont en secret partagé son manteau royal. Est-ce bien de l'Espagne qu'il s'agit, de l'Espagne qui, hier encore, était la terreur de l'Europe? C'est par lui que s'est évanouie la splendeur du sceptre catholique; la discorde civile, la guerre étrangère, voilà le seul héritage qu'il laisse en mourant.

Assurément, il faut plaindre cette infortune irremédiable; mais, nous le demandons à M. Gil y Zarate lui-même, aujourd'hui qu'il est revenu de son ultrà-romantisme fiévreux, est-ce là une infortune bien dramatique? Dans son *Ruy-Blas*, M. Hugo lui-même, qui pourtant a poussé assez loin, ce nous semble, les hardiesses de l'école, n'a point osé donner le spectacle d'une royauté si complétement décrépite. Indigne de la couronne, avilie par sa faute, et que le poëte dédaigne de lui remettre au front, le Charles II de M. Hugo est relégué à l'écart, tandis que dans son manteau, ministres, conseillers de Castille, amirantes, se taillent à leur gré de petits pourpoints. Et encore est-il là question d'un roi capable de supporter les fatigues de la chasse et le *grand vent* qui courbe les forêts de pins des *sierras*, aux alentours d'Aranjuez; le Charles II de M. Gil y Zarate ne pourrait pas même tenir l'escopette avec laquelle celui de M. Hugo *a tué six loups*. Un jour, Charles II, — non pas celui de M. Hugo ou de M. Gil y Zarate, mais le vrai Charles II de l'histoire, — racontant ses maux plus amèrement que de coutume à l'un de ses nombreux confesseurs, le prêtre rebuté lui imposa brusquement silence, et lui dit que, de tous ses péchés envers le ciel, le plus grand, sans aucun doute, était de n'avoir conservé un peu de force que pour se plaindre et gémir. Le confesseur avait raison, et si Charles II a trouvé grâce devant la justice de Dieu, il n'a pas été absous par celle du peuple ni par celle de la postérité. Ce sont des destinées fatales que les destinées des princes : ils personnifient en eux toutes les grandeurs ou toutes les lâchetés de leur époque; si l'on admire en Louis XIV les splendeurs du XVIIe siècle français, Charles II à lui seul inspire tout le dégoût dont on ne se peut défendre à l'aspect du XVIIe siècle espagnol. Ce qui nous étonne, c'est que dans cette Espagne,

où tant de nobles intelligences et de courages éprouvés cherchent en ce moment à relever des ruines si anciennes, un poëte ait songé à exploiter ainsi le règne qui a le plus amoncelé de ces ruines. Le beau modèle à proposer en vérité, et comme cela doit enhardir les masses aux entreprises par lesquelles se régénèrent les peuples, que d'aller, aux derniers jours de la dynastie autrichienne, dresser minutieusement l'inventaire des fautes et des faiblesses qui ont précipité le déclin de la vieille monarchie! M. Gil y Zarate s'est montré dans son drame fort peu respectueux envers l'histoire. Il semble avoir voulu assombrir encore un tableau qui n'est déjà que trop hideux. Aujourd'hui même, au delà des Pyrénées, il y a aussi une jeune école de publicistes qui méconnaît systématiquement la vérité historique. Mais elle, du moins, c'est la dignité, c'est l'honneur de la nationalité espagnole qui forme sa préoccupation exclusive. Elle s'efforce de réhabiliter Philippe II : irrésistiblement attirée par le génie et la puissance, elle veut les dégager, quoi qu'il en coûte, des crimes de la politique; si coupable qu'elle soit aux yeux de la science impartiale et scrupuleuse, elle est mieux inspirée, on en conviendra, que l'auteur de *Don Carlos el Hechizado*.

Ce n'est pas tout : M. Gil y Zarate est modéré; dans les revues, dans les journaux, dans les livres, il s'est porté le champion énergique de l'ordre et de la royauté. Mais par quels services M. Gil y Zarate pourra-t-il réparer le tort qu'il a fait au principe monarchique, le jour où il l'a montré, dans son œuvre la plus émouvante, tombé en des mains débiles, et perdant la fortune de tout un pays? Puisqu'il a tant fait que d'entreprendre contre la royauté une procédure implacable, pourquoi n'est-il point allé plus loin et plus haut encore? Plus tard, il a écrit sous la régence d'un soldat et sous la minorité d'une femme : pourquoi n'est-il pas remonté à ces régences et à ces minorités célèbres qui, de l'un à l'autre bout du moyen âge, ont traîné dans la boue et le sang les sceptres de Castille et d'Aragon?

Poursuivons cependant; à la façon dont M. Gil y Zarate a traité son sujet, on verra bien qu'il y a réfléchi d'avance, et que, pour livrer au discrédit public les institutions qui déjà avaient tant de peine à se défendre contre les *pronunciamientos* et les révolutions sociales, il lui était impossible de mieux choisir. Épuisé par une maladie qui défie la science, Charles II se tourne avec angoisse vers son confesseur, et le supplie de chercher à pénétrer un si douloureux mystère. Si la sainte église elle-même est hors d'état de le soulager, de quelle autre puissance lui viendra la guérison? Froïlan hésite à répondre. Les inquiétudes du roi s'en augmentent; elles deviennent intolérables. « Parlez! s'écrie-t-il la voix pleine de larmes, ne me cachez rien! Songez que votre ministère vous oblige à tout dévoiler!

FROÏLAN. — Seigneur, il ne m'appartient point de révéler..

LE ROI. — Ah! il serait vrai ?...

FROÏLAN. — Quoi, seigneur?...

LE ROI. — Je n'ai pas même le courage de le dire... On affirme... que je suis... possédé du démon!...

FROÏLAN. — Grand Dieu! qui a pu vous apprendre?...

LE ROI, *avec désespoir*. — C'est donc vrai? Dieu saint! Ah!

(Il se cache le visage dans ses mains qu'il mouille de ses pleurs.)

Dès ce moment, ce n'est plus Charles II, mais bien Froïlan, qui est le vrai roi d'Espagne; Charles II tout entier lui appartient, corps et âme, cœur et volonté.

Pour échapper à l'obsession qui est ici-bas comme le symptôme avant-coureur de la réprobation éternelle, Charles II conjure Froïlan de vouloir bien entendre l'aveu de ses fautes; s'il ne tombe point à ses genoux, c'est que Froïlan prend en pitié un prince malade, arrivé au dernier degré de la débilité physique et morale; Froïlan lui permet de rester assis. Tous les deux, confesseur et pénitent, cherchent la cause d'un état si misérable; quels crimes a donc pu commettre un pauvre prince qui ne s'est jamais gouverné lui-même, pour être ainsi livré vivant aux peines de l'enfer? Les crimes de la politique? Évidemment, il n'en peut être responsable, lui que le pouvoir a écrasé toutes les fois qu'il a essayé d'en soutenir le fardeau. La seule faute qu'à toute heure le roi se reproche, c'est une faute d'amour, et c'est aussi la seule dont il lui soit impossible de se repentir. En vain ses confesseurs l'ont absous, il n'a jamais pu se réconcilier avec sa propre conscience; le souvenir de cette faute rajeunit son âme; c'est en lui qu'il trouve la force de supporter les maux dont il est accablé. C'était l'époque où il subissait la honteuse tutelle de ce Valenzuela, qui, pour l'éloigner des affaires, multipliait à la cour les fêtes et les plaisirs énervants. Si Charles II n'avait pas été roi, l'amour l'eût sauvé peut-être; mais à quoi lui pouvait servir d'aimer une vassale, si ce n'est à payer par toute une vie de remords quelques rapides instants de bonheur? Il aima pourtant, et bientôt une fille, belle et douce comme sa mère, fut le gage d'une si malheureuse passion. Un an plus tard, Dieu lui fit la grâce de voir en quel abîme de corruption il s'était jusque-là complu à vivre; quand le confesseur Matilla lui ordonna d'exiler à jamais la mère et la fille, il obéit à regret, mais il obéit. Depuis lors, seize ans se sont écoulés sans qu'il ait pu savoir où s'était réfugiée leur misère, et voilà précisément ce qui lui fait la vie intolérable. Il sait bien qu'en pleurant une enfant dont la naissance fut un crime, il encourt la damnation éternelle; mais comment imposer silence à l'amour paternel qui remue ses entrailles et les déchire? Dans l'enfer même où il va descendre, c'est encore l'absence de sa fille qui sera son plus terrible tourment.

Après un tel aveu, Charles II n'ose lever les yeux sur son confesseur, tant il redoute l'indignation que Froïlan en doit éprouver. Il s'en faut de beaucoup cependant que Froïlan s'indigne et le menace des colères célestes; Froïlan ne songe qu'à le consoler. Que le roi se rassure, c'est un scrupule exagéré qui l'a décidé à éloigner sa fille; le ciel ne s'offensera point qu'il la rappelle dans son palais même pour lui faire oublier de si longues années d'abandon. Qui peut sonder les desseins de Dieu, quand il permet que les rois eux-mêmes viennent à pécher? Si le grand Charles-Quint ne s'était point abandonné, lui aussi, aux séductions de l'amour coupable, l'Europe eût-elle été sauvée par le vainqueur de Lépante? De tous les crimes, d'ailleurs, c'est celui pour lequel le juge suprême se montrera le moins sévère; sans aucun doute, son courroux fléchira devant la prière fervente des Espagnes le jour où la sainte inquisition, qui déjà se prépare à pratiquer l'exorcisme, sommera le démon d'abandonner une âme que la crainte de Dieu seule doit à l'avenir posséder.

Si Froïlan compatit aux maux du roi, il ne faut pas que l'on s'en étonne. Plus que le roi, il a besoin lui-même d'indulgence; plus que le roi, le grand inquisiteur a subi les séductions de la femme; toute la puissance de son cœur, toute la fougue de son esprit, il la consume, il l'épuise à aimer une pauvre enfant abandonnée, recueillie par pitié à Saint-Ildefonse, et dont la reine a fait sa fille d'honneur. Froïlan a osé dire à Inès, — c'est le nom de la jeune fille, — à quel point

elle s'est emparée de son âme, et Inès a pris en horreur la passion de cet autre Frollo. Voici le moment d'en faire la remarque : la donnée principale de *Don Carlos el Hechizado* est de tout point celle de *Notre-Dame de Paris;* M. Gil y Zarate s'est contenté de l'adapter à quelques personnages historiques de l'Espagne et aux mœurs du XVII[e] siècle. C'est dans la manière dont il l'a traitée à son tour, c'est dans la fécondité des moyens dramatiques, c'est dans la richesse et la puissance du style, que réside son incontestable originalité. Il est juste de dire encore que son Inès, aussi intéressante à notre avis que l'Esmeralda, ne ressemble pourtant d'aucune façon à l'héroïne de M. Hugo. Ce n'est pas tout, Inès s'est éprise d'un beau page du roi, Florencio, à qui elle s'est promise, et, de son côté, Florencio aime Inès comme on peut aimer à vingt ans. S'il faut dire ici notre opinion tout entière, nous déclarerons nettement qu'à nos yeux le brillant Phébus de Chateaupers pâlit un peu à côté de ce jeune et ardent Florencio, qui souvent nous a rappelé les plus charmants et les plus loyaux cavaliers des comédies de Tirso de Molina et des drames de Calderon.

Repoussé par Inès, Froïlan imagine une vengeance qui eût effrayé Torquemada et tous les grands inquisiteurs habitués à brûler les nouveaux chrétiens par centaines. Froïlan préside à l'exorcisme qui se pratique sur le roi, et, par le prêtre qui dirige cet exorcisme, il fait déclarer que l'auteur du maléfice n'est autre qu'Inès, la plus belle et la plus jeune des filles d'honneur de la reine. Parlons mieux, ce n'est point un vrai prêtre qui exorcise le roi, mais bien un misérable qui, après avoir changé de nom, s'est arrogé du soir au lendemain les droits et les priviléges du sacré ministère; c'est un barbier des faubourgs de Madrid, et non certes un évêque, qui lui a fait, au haut de la tête, cette large tonsure dont il est si fier. Ce rôle d'imposteur est une monstruosité de plus dans la pièce, et, qui pis est, une monstruosité purement gratuite. Quelle fantaisie a pris à M. Gil y Zarate d'envelopper le clergé séculier dans la même réprobation que les moines? C'est un prêtre séculier qui se charge d'arracher le roi au pouvoir de Satan. Que M. Gil y Zarate se soit fait, en l'exagérant, l'interprète de la haine que les moines inspirent au peuple, cela n'est guère généreux à une époque où les moines demandent un peu de pain comme l'on sollicite une aumône, et où l'aumône leur est refusée. A toute force pourtant, cela peut se comprendre : cette haine subsiste en dernier résultat. Mais ce clergé séculier si résigné, si honnête, dont on a pu, il est vrai, contester les lumières, les lumières seulement et non les vertus, pourquoi le faire intervenir où il n'a que faire? Pourquoi le représenter comme le complice de l'inquisition qu'il a de tout temps combattue au nom de l'humanité?

Froïlan a surpris le secret de l'exorciste; il le force à dénoncer Inès, lui donnant le choix entre un bûcher ou un riche bénéfice. On peut juger si le faux prêtre hésite à porter contre Inès l'accusation formidable qui tout aussitôt la plonge dans les cachots de l'inquisition. A cette nouvelle qu'Inès est arretée pour crime de sorcellerie, Florencio parcourt le palais, la rage au cœur, les paroles de révolte à la bouche : contre le saint-office, contre le joug des moines et contre les ordres religieux en général, Florencio profère la plus furieuse imprécation qui se soit jamais fait entendre au théâtre; mais nous sommes encore sous Charles II, c'est-à-dire séparés par tout un siècle de l'époque où les cortès de Cadix doivent abolir le saint-office, et par un siècle et demi de celle où la populace aux bras nus de Madrid et de Murcie doit égorger les moines. Florencio appelle en pure perte ses amis à la vengeance; tout ce qu'il y gagne, c'est d'être arrêté lui-même et conduit à la prison, où ès attend déjà son arrêt de mort

Nous nous bornons à poursuivre l'idée capitale du drame, à travers les incidents qui s'y mêlent et la compliquent. Nous vous faisons même grâce du roi Charles II, à genoux dans une chapelle du couvent d'Atocha, où se passe l'action du second acte, le cierge en main et prêt à subir l'exorcisme. Aucun poëte n'a tracé de la puissance du saint-office une peinture qui ne s'efface devant celle qu'en a faite l'auteur de *Don Carlos el Hechizado*. Tout proclame cette puissance, les rumeurs que jettent au loin par la ville les apprêts de l'auto-da-fé, les terreurs du roi, les terreurs du peuple, celles des plus grands seigneurs et des plus grandes dames qui accourent à leurs balcons, sitôt que se font entendre les sommations des familiers et des alguazils, pour saluer avec leurs mouchoirs blancs l'étendard de la sainte inquisition. Hâtons-nous de revenir à Froïlan et à sa passion abominable qui s'acharne à la perte d'Inès; aussi bien est-ce contre le moine amoureux que le poëte a voulu tourner tout l'effet de sa conception, la plus audacieuse, sans aucun doute, qui se soit produite sur la scène romantique. Dans le cachot où Inès se prépare à mourir, Froïlan lui vient brusquement proposer de racheter sa vie au prix de l'honneur; de toutes ces infamies, le grand-inquisiteur ne retire qu'un refus exprimé avec la même énergie et le même dédain. Il y a ici une scène qu'il serait vraiment difficile de lire jusqu'au bout, si pendant que Froïlan s'attache, pour ébranler Inès, à lui décrire la mort par le chevalet, par l'estrapade, par la flamme qui vous enlace toute vive, et, desséchant la peau, vous pompe le sang, la fière Inès ne répondait par les plus nobles paroles de résignation que lèvres de Castillane aient jamais prononcées. C'est un contraste d'idées qui peut-être ne s'est point rencontré encore dans une autre œuvre littéraire au même degré. Froïlan se roule aux pieds d'Inès, mordant ses chaînes et la poussière du cachot; prières et menaces échouent contre les mépris de la captive. Un instant, il la peut désoler en lui annonçant que sur le même bûcher où elle doit brûler vive, Florencio est aussi condamné à mourir. Les amours d'Inès et de Florencio ne sont point de celles que l'on peut étouffer sur la terre; par-delà les flammes du bûcher, elles revivent dans le ciel. Pour son amant, Inès accepte fièrement la mort comme elle l'avait acceptée pour elle-même, et Inès a bien jugé son amant. Froïlan quitte enfin le cachot et va lui-même veiller aux apprêts du supplice. Touché des larmes de la condamnée et ne pouvant, comme il le dit lui-même, *résister à une si douce sorcellerie*, le geôlier de l'inquisition lui amène Florencio. Tous deux résolus à mourir, Inès et Florencio se demandent s'il ne vaut pas mieux en finir par le poison que par les flammes; pendant que les familiers du saint-office imaginent de nouvelles tortures, tous deux échapperont à leurs persécuteurs. Ici commence la plus belle scène du drame, celle où M. Gil y Zarate a mis le plus de poésie et d'élévation, la seule du reste où il n'ait exprimé que des sentiments généreux, la seule qu'à ce titre on puisse applaudir sans le moindre scrupule et de tout son cœur. Florencio ôte de son doigt un anneau qui renferme un poison subtil, et, après l'avoir ouvert, l'applique à ses lèvres. A ce moment Inès, subitement frappée d'une autre idée, s'élance à lui et arrête son bras :

« Attends, s'écrie-t-elle, que faisions-nous? attend!...

Florencio. — Eh quoi! tu as peur?

Inès. — Moi! avoir peur?.... tu te trompes... Du moins, je n'ai pas peur de mourir, mais seulement de te perdre...

Florencio. — Tu dois me perdre, et pour toujours; ainsi le veut le destin inexorable.

Inès. — Oui, dans ce monde de misères; mais dans un monde meilleur nous devons nous retrouver ensemble et nous aimer d'un éternel amour. C'est là l'espérance enivrante qui dans tous mes maux m'a soutenue. Mais du séjour céleste c'est la vertu qui ouvre les portes, et notre dessein est si criminel! Souffrons, ô mon bien-aimé! sachons souffrir. Qu'importe de souffrir une heure encore, si, toujours purs et dignes de grâce, nous pouvons bientôt nous présenter devant le trône de Dieu? Crains-tu que le courage manque à la femme que tu aimes? Non, quand je subirai ma sentence, tu me verras sourire au milieu des flammes; fixe alors tes yeux sur les miens, tu verras que, fixant aussi mes regards sur toi, je te donnerai le *oui* nuptial d'une voix aussi ferme que si nous étions au pied de l'autel........ En dépit de nos persécuteurs, le bûcher même sera l'autel; ses charbons ardents se convertiront en un lit de roses où s'accomplira notre union! »

Rarement, il en faut convenir, la résignation et l'espérance chrétienne ont trouvé de plus sublimes accents. On peut juger de l'impression que doit produire une telle scène dans un pays où chacun au besoin sait mourir, sans rien comprendre, du reste, à *Werther* ni à *René*.

Nous voici parvenus au cinquième acte; dès ce moment, le drame se précipite avec une rapidité sans exemple dans le théâtre espagnol. Revêtue du costume des condamnées et coiffée du *san-benito,* Inès est conduite au supplice. Durant le trajet, elle échappe aux alguazils et se réfugie au palais; elle pénètre jusqu'au roi Charles II. Dans l'égarement de la désolation et de la terreur, elle se jette aux genoux du roi, elle parle de ses malheurs et de sa naissance... Le roi, qui d'abord avait reculé, comme à l'aspect d'une réprouvée, s'élance vers elle et l'embrasse avec effusion. Inès est sa fille, sa fille dont la perte lui arrache depuis seize ans des larmes si amères, et que, depuis bien des jours déjà, il faisait vainement chercher de l'un à l'autre bout des Espagnes! En l'embrassant, Charles II renaît enfin au bonheur de vivre; mais Froïlan se présente, à la tête des familiers du saint-office, réclamant la *sorcière* qui doit mourir. Charles II s'indigne, il prie, il pleure, il menace le grand-inquisiteur de sa colère. La colère de Charles II! Elle est bien faite pour intimider l'inquisition, qui a bravé celle du fils tout-puissant de Charles-Quint! Froïlan va l'emporter sans aucun doute, quand tout à coup un jeune soldat, qui jusque-là s'est tenu à la porte, la visière baissée et l'arquebuse à l'épaule, jetant au loin son arme pesante sur le parquet sonore et dégaînant un poignard, s'avance vers Froïlan, lui montre à nu son visage, et lui dit : « Me reconnais-tu? — Florencio! s'écrie Froïlan. » Oui, Florencio, qui, lui aussi, est parvenu à s'échapper des cachots du saint-office; Florencio, qui, sous l'habit d'un garde, venait demander au roi la grâce d'Inès. Mais ce n'est point assez qu'Inès vive, il faut encore qu'elle soit vengée. A peine Froïlan a-t-il reconnu Florencio, que celui-ci lui plonge son poignard dans le cœur.

A mesure que nous avons présenté l'analyse de ce drame, nous avons eu soin d'en indiquer les qualités et les défauts. Chacun, du reste, a pu voir ce que les situations ont de véritablement tragique, et ce qu'elles ont d'exagéré, ce que M. Gil y Zarate a de temps en temps mis de grandeur dans les caractères, et en quoi il les a outrés. M. Gil y Zarate a exactement décrit les mœurs de l'Espagne au XVII[e] siècle, mais à un point de vue exclusif et par conséquent étroit, au point de vue de la terreur qu'inspirait le seul nom du saint-office. C'est le style qui forme la plus brillante partie de l'œuvre, bien que çà et là il soit un peu forcé, et que plus

souvent encore il manque, non pas d'énergie, mais de concision. Ce n'est pas, du reste, sous le rapport littéraire que *Don Carlos el Hechizado* doit être avant tout jugé, mais sous le rapport moral et politique; le drame serait de tout point une œuvre littéraire excellente, que M. Gil y Zarate devrait encore se le reprocher comme une mauvaise action. Nous avons, en 1838, assisté à une représentation de *Don Carlos* : parmi les clameurs qui, dans les hautes galeries, s'élevaient au moment où Florencio maudit tous les moines dans la personne de Froïlan, au moment où ce dernier tombe sous le poignard du jeune page, on pouvait, dit-on, parfois reconnaître la voix des *septembriseurs* de 1834 et de 1835.

Aucun genre de succès n'a manqué à la pièce de M. Gil y Zarate; dans un pays où, dès la sixième soirée, le public se rebute et s'éloigne du drame nouveau, *Don Carlos* a dépassé d'un seul trait et de beaucoup les cent représentations. Quand les progressistes avaient en main le pouvoir, ils se réjouissaient d'une pièce qui exaltait si bien les plus aveugles instincts révolutionnaires; et les modérés se seraient exposés à une émeute furieuse, si, rentrés aux affaires, ils avaient essayé d'interdire la scène *del Principe* à ce roi possédé du démon, à ce moine corrompu et fanatique, à cette jeune fille qui va toute vive brûler sous le *san-benito*. Dès son apparition, *Don Carlos* a soulevé dans la presse péninsulaire des polémiques violentes qui, nous l'avons dit, se réveillent encore de temps à autre. Enfin, il a eu jusqu'aux honneurs d'une poursuite judiciaire : un parent du père Froïlan Diaz, indigné de voir le nom de sa famille livré tous les soirs à l'exécration publique, somma M. Gil y Zarate de déclarer qu'il avait pris, non dans l'histoire, mais dans son imagination, l'odieux personnage du grand-inquisiteur. Le procès n'eut pas lieu pourtant, et nous ne savons pour quels motifs. Assurément, le parent du père Froïlan fit preuve, en se désistant, d'une modération fort louable; il n'en est pas moins vrai qu'aucune autre mémoire historique n'a été aussi étrangement défigurée et travestie. Ce père Froïlan n'a jamais été grand-inquisiteur, mais tout simplement confesseur du roi Charles II. Bien loin de s'être porté le dénonciateur en titre du saint-office, c'est lui précisément qui a eu à se débattre contre ses persécutions. En butte à l'inimitié de la reine, par la seule raison que, dans une monarchie absolue, une reine doit haïr nécessairement le confesseur du roi, il se vit contraint de se réfugier à Ségovie pour échapper au grand-inquisiteur de l'époque, don Baltasar de Mendoza, que la reine avait irrité contre lui. On ne sait jusqu'où serait allée la haine de la reine et du grand-inquisiteur, si, dès son avénement, Philippe V, qui réellement a eu l'intention d'abolir le saint-office, n'avait, de sa pleine autorité, ordonné la suppression de la procédure que le zélé Mendoza s'était mis déjà en devoir d'entamer. Sur un seul point, M. Gil y Zarate ne s'est pas écarté de la vérité historique : de concert avec Rocaberti, le prédécesseur de Mendoza, Froïlan, cela est certain, a pratiqué l'exorcisme sur le roi Charles II; mais qu'est-ce donc que cela prouve, sinon que Froïlan et Rocaberti croyaient à la sorcellerie comme la plupart des Espagnols de leur temps? Nous avons sous les yeux un procès-verbal de l'inquisition, dressé à Saragosse, le 4 juin 1640, contre don Pedro Arruebo, seigneur de Lartosa, condamné au fouet et aux galères pour avoir livré à Satan plus de six cents personnes, dans le seul royaume d'Aragon. Et que parlons-nous de l'Espagne et de 1640 ? Ceux qui, en plein XIXe siècle, ont visité nos provinces pyrénéennes, savent bien si la foi en la puissance de l'exorcisme est un dogme qui se puisse retrancher aisément de la religion du midi.

C'est de lui-même, au demeurant, que M. Gil y Zarate a quitté les voies excentriques, non pour revenir au genre classique, — après *Don Carlos el Hechizado,* c'était là un retour impossible, — mais pour se rallier étroitement à l'école nouvelle inaugurée par le *Don Alvaro* de M. le duc de Rivas. M. Gil y Zarate a depuis composé un assez grand nombre de comédies et de drames dont l'intrigue et le dialogue rappellent à quelque degré les meilleures pièces de l'ancien théâtre espagnol. Quatre de ces drames, *Don Alvaro de Luna, un Monarca y su privado (un Monarque et son favori,* Philippe IV et Olivarès), *el Gran Capitan* (Gonzalve de Cordoue), *Masaniello,* ont pour sujet des événements historiques, et il serait inutile d'en entreprendre ici l'analyse : qui ne sait à quoi s'en tenir sur la révolte des lazzaroni, sur les prouesses de Gonzalve, sur les intrigues et les galanteries de la cour de Philippe IV, sur la chute du connétable Alvaro de Luna? Si à toute force on voulait établir des analogies entre ces œuvres et quelques monuments du théâtre moderne en Europe, ce n'est point chez nos dramaturges qu'il les faudrait chercher, mais bien plutôt dans le *Comte d'Egmont* de Goethe et la *Marie Stuart* de Schiller. Dans les autres pièces de M. Gil y Zarate, *Matilde, Rosmunda, Cecilia la ciguecita* (*Cécile l'aveugle*), l'action est exclusivement défrayée par l'amour ou l'ancienne loyauté castillane; ce sont particulièrement les mérites du style qui leur ont valu un accueil favorable sur les scènes *del Principe* et de la *Cruz.* Le drame de *Don Guzman el Bueno* est le titre durable de M. Gil y Zarate; cette pièce reproduit également les vieilles mœurs espagnoles, et dans un style qui est, à notre avis, le point d'arrêt du poëte : il importe de s'y arrêter. Nous aurons montré comment don Antonio Gil y Zarate a successivement marqué dans les trois écoles : dans l'école classique où il a produit une comédie charmante, dans l'école romantique qui lui doit une de ses conceptions les plus audacieuses, et dans celle qui a salué *Guzman el Bueno* comme un éclatant hommage à ses sympathies pour Tirso de Molina et Calderon.

Don Guzman el Bueno est une des quatre pièces dont la poésie espagnole contemporaine est à bon droit le plus fière; de l'un à l'autre bout de la Péninsule, le *Don Guzman* est aussi populaire que le *Don Alvaro* de M. le duc de Rivas, *los Amantes de Teruel* de M. Hartzembusch, *el Zapatero y el rey* de M. Zorrilla. Le principal personnage de M. Gil y Zarate est le plus glorieux ancêtre de l'illustre famille des Médina-Cœli; dans leur palais de Barcelone, les ducs de ce nom montrent encore la devise adoptée par leurs pères, en souvenir de l'héroïque dévouement qui forme le sujet du drame de M. Gil y Zarate : *Patriam liberis præferre parentem decet,* — à sa patrie un père est tenu de sacrifier ses enfants. Don Guzman est gouverneur, sur les côtes d'Andalousie, d'une ville qu'il a prise sur les Arabes, à la tête de ses vassaux. Au premier jour, les Arabes, refoulés jusqu'à Grenade, reviendront en force pour essayer de reconquérir leur boulevard maritime, la riche et fière ville de Tarifa. Don Guzman se prépare à la plus opiniâtre résistance, et comme il se propose d'associer désormais son fils don Pedro à tous ses périls et à toutes ses fatigues, il convoque au palais écuyers et *ricos-hombres;* en leur présence, il arme lui-même don Pedro chevalier. Dans les pièces de M. Gil y Zarate, c'est toujours la première scène qui est la plus imposante. On a pu s'en convaincre par le dialogue de Charles II et de Froïlan, qui ouvre *Don Carlos el Hechizado :* le prologue de *Don Guzman el Bueno* nous paraît plus saisissant encore et de beaucoup par la noblesse des caractères et la force de la situation.

Nous avons été sévère envers M. Gil y Zarate à propos de son drame; aussi, nous

l'espérons, notre opinion ne paraîtra point irréfléchie ni suspecte, si nous affirmons que *Don Guzman* est le meilleure épopée dramatique que les siècles chevaleresques de l'Espagne aient jusqu'à ce jour inspirée. Les personnages historiques de ce moyen âge de l'Espagne, si violent et à la fois si loyal, y reprennent tous leur physionomie hautaine ou mélancolique et leurs véritables allures. On reconnaît dans don Guzman le haut baron qui sait bien quelle responsabilité lui impose la part qu'il exerce de la souveraineté féodale, et poursuit la mission chrétienne par la lance comme le prêtre par la parole; on aime dans donna Maria, la mère pieuse et vaillante qui, aux périls de son fils, s'alarme et défaille, et ne lui pourrait pardonner cependant de les avoir fuis. — Nuno est le vrai soldat des guerres de religion et de race, qui, toujours poussé en avant par la haine du Maure, serait capable de suspendre aux fourches patibulaires du camp un infant de Castille et l'archevêque de Tolède lui-même, s'ils pouvaient le moins du monde se montrer favorables aux ennemis de son Dieu; — l'infant don Juan, le seul type abhorré du XIIIe et du XIVe siècle en Espagne, est bien le prince inquiet et sans foi qui, pour assouvir ses ambitions félonnes, ne recule ni devant la révolte ni devant la défection. A côté de ces personnages principaux se détachent heureusement don Pedro, le chevalier de vingt ans, qui épuisera jusqu'aux dernières gouttes de son sang, pourvu que, des hauts balcons de la ville, les yeux noirs d'une femme s'efforcent de distinguer au loin dans les plaines son pennon que balafre le fer recourbé des cimeterres; — donna Sol, la fière Castillane qui durant la paix se dérobe sous les longs voiles, et pendant les guerres ne veut faire son lit nuptial qu'avec des bannières musulmanes; — Aben-Comat, enfin, le seul chevalier maure que le drame espagnol ait osé représenter comme étaient réellement les chevaliers maures, si intrépide dans le combat, si généreux après la victoire, que don Guzman lui-même se tient honoré d'être son ami. L'action est simple et dégagée tout à fait des incidents et des épisodes qui en pourraient affaiblir l'intérêt; il suffit de la raconter en très-peu de mots pour que l'on puisse voir combien y abondent les péripéties inattendues, avec quelle habileté le poëte les amène et les dispose, et comment pour ainsi dire elles se doivent distribuer d'elles-mêmes à tous les actes et à toutes les scènes capitales.

Tarifa est assiégée par les infidèles que l'infant don Juan va rejoindre avec tous ses vassaux. Le jour même où il est armé chevalier, don Pedro tombe au pouvoir des Arabes; pour le délivrer, son père et Nuno se disposent à faire une sortie générale, quand tout à coup don Pedro lui-même rentre dans Tarifa, accompagné d'Aben-Comat. Aben-Comat se voit contraint par les Walis et par l'infant de remplir auprès de Guzman une mission dont il s'acquitte, la rougeur au front et le regard baissé; il se voit contraint de lui dire que si, au moment où le clairon musulman se sera fait trois fois entendre, il n'a pas livré la place, son fils don Pedro, qui sur sa foi de chevalier a juré de retourner dans la journée même auprès de l'infant, sera mis à mort en vue des remparts. Don Guzman s'indigne d'une proposition si infâme; sur l'heure même, don Pedro repartira pour le camp ennemi. En vain donna Maria et donna Sol, la mère et la fiancée, s'efforcent de le retenir; don Pedro s'arrache à leurs embrassements, et la première fanfare annonce qu'il est de nouveau entre les mains des infidèles. A la seconde fanfare, peuple et soldats, la ville entière court aux remparts; la chevelure éparse et les vêtements en désordre, donna Sol exige qu'on aille déclarer à l'infant que de son propre sang elle paiera la mort de son fiancé. Donna Sol est la fille de l'infant; sans aucun

doute, pour ne point perdre sa fille, le traître épargnera don Pedro. Donna Sol se trompe; le rauque son de la troisième fanfare a retenti déjà, il arrive à la ville rapide et perçant comme l'acier d'une flèche cordouane; un cri terrible s'élance de toutes les poitrines oppressées d'horreur et d'angoisse. Tarifa sera pour toujours chrétienne; mais don Guzman n'a plus de fils.

Voilà, il en faut convenir, une œuvre d'une donnée vraiment neuve, et dont le dénoûment est original, si jamais il en fut. Sommes-nous obligé de dire quelle durable émotion ce dénoûment laisse au fond de tous les esprits? Par *Don Guzman el Bueno,* M. Gil y Zarate a du premier pas accompli un grand progrès littéraire; qu'il persiste, et désormais, pour devenir populaire, le poëte, chez lui, n'aura plus besoin de dénaturer l'histoire et de saper à leur base des institutions que le publiciste a toujours défendues. Il n'aura plus besoin d'emprunter le sujet et les principaux incidents de ses pièces aux poëtes étrangers, à Molière, à Victor Hugo, à Schiller, à Walter Scott lui-même, comme le témoignent *Un Ano despues de la boda, Don Carlos el Hechizado* et *Rosmunda.* Ce n'est point ainsi qu'autrefois l'auteur du *Cid* et celui de *Gil Blas* imitaient les vieux dramaturges de l'Espagne et ses vieux romanciers. Comme MM. de Rivas, Hartzembusch et Zorrilla, M. Gil y Zarate est certainement le petit-fils des Rojas et des Calderon. Pour la force des conceptions et l'habileté des moyens dramatiques, les uns et les autres, pourquoi ne pas le dire? peuvent sans désavantage soutenir la comparaison avec leurs maîtres : ce qu'ils n'ont pu réinstaller encore sur les scènes de la *Cruz* et *del Principe,* c'est la fantaisie adorable des charmants génies qui ont écrit *el Premio del bien hablar* (*le Prix du beau langage*) et *la Estrella de Sevilla* (*l'Étoile de Séville*), c'est leur profond et solide bon sens. Les tragiques actuels de la Péninsule ont eu tort, nous le croyons, de renoncer tout à fait à cet élément comique dont les plus sombres œuvres de l'ancien répertoire abondent beaucoup trop peut-être; ce *gracioso* éternel qui rebute aujourd'hui le goût délicat du public valencien ou madrilègne, il ne s'agissait point de le supprimer complétement, mais bien de le transformer. Quoi qu'il en soit, à l'exemple de MM. de Rivas, Gil y Zarate, Zorrilla, Hartzembusch, toute une phalange de jeunes esprits noblement inspirés, et dont les travaux doivent infailliblement attirer l'attention de l'Europe, s'éprend chaque jour davantage des gloires, des mœurs, des traditions péninsulaires. Par la régénération littéraire, l'Espagne doit reconquérir sa place dans la civilisation générale autant pour le moins que par la réforme de ses institutions.

Le théâtre de l'Espagne est plus heureux que le nôtre. A l'excès du romantisme qui a compromis l'école entière, on voudrait voir succéder chez nous une période nouvelle qui, transformant le genre et l'agrandissant, l'élèverait à la hauteur de la civilisation actuelle de la France. Il faut le dire pourtant, nous en sommes à la phase de découragement et de lassitude : rien encore ne laisse entrevoir le jour où la poésie nationale reprendra son plein et vigoureux essor. En Espagne, c'est tout le contraire; si pendant quelque temps le théâtre de la Péninsule a subi comme le nôtre l'influence exclusive du genre classique et puis celle du genre romantique, il a du moins secoué franchement l'une et l'autre pour redevenir ce qu'il était, il y a un siècle et demi à peine, avant le complet abaissement de la scène madrilègne ou sévillane. Et en effet, pourquoi se faire Allemand, Français ou Anglais, quand il y a pour lui tant de profit à redevenir Espagnol? Chaque peuple, s'il veut sérieusement renaître à la vie intellectuelle, est tenu de s'inspirer des idées et des sentiments qui lui sont propres. On peut bien, en dehors de ces voies fécondes,

déconcerter un instant le goût public ou l'éblouir par les brillants caprices et les imitations décevantes; mais c'est dans la seule originalité de ses allures que doit chercher l'avenir toute littérature qui se sent forte et vivace, et l'originalité ne se conserve ou ne se recouvre que par le culte religieux de la nationalité. Durant tout ce mouvement de rénovation où se retrempe et se rajeunit la poésie espagnole, M. Gil y Zarate soutiendra bien, nous l'espérons, la responsabilité que lui imposent l'énergie même de son talent et l'élévation de son esprit. M. Gil y Zarate n'a point pris l'initiative; c'est M. le duc de Rivas qui à bon droit en revendique l'honneur. Cependant nul mieux que M. Gil y Zarate ne peut en assurer le triomphe par ce rare instinct des choses les plus émouvantes et les plus grandioses de la scène, que discipline aujourd'hui l'expérience, par les réels mérites des idées aussi bien que par ceux du style En un pays tel que l'Espagne, n'est-ce point une précieuse fortune pour un homme de passion et d'imagination éclatante, que chez lui on trouve non-seulement un poëte, mais encore un penseur?

XAVIER DURRIEU.

REVUE LITTÉRAIRE.

Histoire. — Poésies. — Romans.

Parlons d'abord de quelques ouvrages d'histoire. Aussi bien, des trois branches productives de la littérature actuelle, l'histoire, la poésie et le roman, c'est l'histoire qui tient le mieux son rang et ne déroge pas. Tandis que la poésie fait l'école buissonnière et que le roman s'égare dans un mercantilisme cupide, l'histoire garde ses habitudes de dignité et de travail, et, sauf quelques exceptions, — il y a toujours quelques Varillas à droite ou à gauche, — mérite l'estime, parfois même une renommée éclatante et durable. Je ne sais dans quel vieux conte j'ai lu qu'il y avait une fois une mère d'assez bonne maison qui avait un fils et deux filles, — trois enfants de grande espérance. L'aînée des deux sœurs, prudente et rangée, fit un mariage convenable, et prit position dans le monde; la seconde, plus séduisante, plus belle, et dont l'enfance avait été brillante, presque magique, prêta l'oreille aux propos trompeurs, et se laissa enlever un beau jour, abandonnant la maison natale pour courir les aventures; le jeune homme, spirituel et hardi, pouvant prétendre à tout, et ayant donné assez de preuves de son mérite précoce pour qu'on pût, sans trop de présomption, compter sur son avenir, se jeta dans tous les débordements, gaspilla les dons les plus rares, et se prépara une mauvaise fin.—Si la poésie et le roman connaissent leur mal, ils me comprendront; s'ils ne le connaissent pas, ils crieront au pédantisme. Fi du pédantisme! je ne l'aime pas, et je le dis tout haut. Je n'en cours pas moins la chance de passer pour un maître d'école aux yeux de tel romancier superbe qui prendra pour une injure un bon conseil, ou de tel poëte irritable qui se croira blessé au moment où il sera secouru. Advienne que pourra. Je vais être vrai avec tous ceux que je rencontrerai sur ma route, poëtes, romanciers, historiens; il en restera toujours quelque chose.

Les fonctions d'historien deviennent chaque jour plus difficiles à remplir. Lors-

qu'à l'histoire superficielle, qui prenait les faits à fleur de terre, succéda l'histoire aux nombreuses recherches, aux fouilles profondes, la nouveauté, dans les premiers moments, suffisait, on était facile sur le reste. La nouveauté était un pavillon qui circulait librement et forçait tous les passages; mais aujourd'hui que les travaux ont été poussés loin, que les documents ont été accumulés en grand nombre et de tous côtés, on est devenu à bon droit plus exigeant, et l'on demande presque chez l'historien toutes les qualités au complet : science et impartialité, clarté et profondeur, style original. Quelques hommes ont répondu noblement à ce programme, et ce n'est pas une médiocre consolation, dans l'abaissement actuel des lettres, de voir s'élever ces vaillants et heureux champions des études historiques, au nombre desquels il faut placer M. Michelet.

M. Michelet continue son immense travail sur l'histoire de France avec une patience courageuse et sans fatigue apparente; son sixième volume est digne de ses aînés, s'il ne leur est point supérieur. Pour qui connaît en effet le procédé de M. Michelet, il est aisé de comprendre qu'appliquée à ce règne de Louis XI, qui exige presque autant les qualités du romancier que celles de l'historien, il ait réussi, et que le tableau soit bien venu. Louis XI, on l'a remarqué, est le roi de France qui a été le plus curieusement interrogé dans ces derniers temps. Je m'explique sans peine cette curiosité de notre époque révolutionnaire à l'égard de ce bizarre et profond personnage, qui a commencé en France les révolutions. Bizarre et profond personnage en effet, accomplissant une œuvre gigantesque avec des formes souvent puériles et ridicules, agrandissant la France et comprenant si bien les avantages de l'unité, qu'il disait à Commines : « Si je vis encore quelques années, il n'y aura en France qu'une coutume, un poids et une mesure! » Prodigieuse pensée qui ne devait s'accomplir que plusieurs siècles plus tard! Homme habile qui jouait les autres et s'est plus d'une fois joué lui-même, comme cela arrive souvent à la ruse qui se prend à son trébuchet. Audacieux quelquefois, et souvent lâche, car il ne se piquait pas à contre-temps de cœur romain, dit Bayle; tyran qui donne asile à l'imprimerie, c'est-à-dire à la liberté future du monde; la tête la plus positive et la plus superstitieuse : tout mis en balance, dit Duclos, c'était un roi. Oui, c'était un roi, et un vilain homme.

Moins grand comme politique, Charles-le-Téméraire a une physionomie plus attachante et plus poétique. Enthousiaste et opiniâtre, ayant foi à sa fortune depuis les triomphes de Montlhéry et de Dinant, aimant l'antiquité, ce qui est toujours un bon témoignage, et cherchant sans cesse à comprendre Alexandre, Annibal et César; faisant de grandes choses sans suite, ayant pour toute politique la soif de l'ambition et l'amour de la gloire, trop pompeux en habillements, au dire de Commines, fou de musique, très-habile aux échecs, grand prince après tout, et bref, ayant disparu dans la tempête comme Romulus; le duc de Bourgogne est sur les confins de l'histoire et du roman, où vient se placer aussi Warwick, l'homme à la prodigieuse fortune. Warwick est un souverain véritable, recevant à Londres tout le monde à portes ouvertes, et ayant des tables abondamment servies pour tous, si riche, que dans tous ses châteaux il nourrissait plus de trente mille personnes; si puissant, qu'il tenait deux rois sous clef, Henri VI à Londres, Édouard IV dans un château du nord; négociateur adroit, le plus adroit de son siècle, n'ayant pas su finir toutefois et couronner l'œuvre, et terminant misérablement ses prospérités inouïes.

Ces trois figures, Louis XI, Charles-le-Téméraire et Warwick, vivent sous le

pinceau de M. Michelet, qui a su également, avec beaucoup d'habileté, dérouler le tableau des événements. Tant qu'il ne s'agit que de peindre, l'imagination de M. Michelet le sert à merveille. Quand il s'agit de conclure, M. Michelet est moins heureux. En général, ses conclusions manquent d'étendue, et son coup d'œil, si perçant parfois, ne s'étend pas toujours assez loin.

M. Michelet, dans ce dernier volume, a eu à rivaliser avec deux historiens remarquables, M. de Barante et Jean de Muller. Or, M. de Barante a rempli sa tâche avec une vive intelligence et un goût irréprochable, et Jean de Muller avec un bon sens profond et une grande largeur de vues. M. Michelet a payé, comme il convenait, hommage à ses devanciers ; la note est en tout point convenable : cependant je ne puis m'empêcher de remarquer qu'il appelle M. de Barante et Jean de Muller « deux grands et *aimables* historiens ; » il me semble qu'*aimables* n'était pas tout à fait le mot juste.

Au milieu des effets heureux de style, on pourrait en noter quelques-uns de bizarres. Il y a aussi dans ce volume quelques inadvertances qui disparaîtront sans doute à une seconde édition. Ainsi, lorsque le roi, en 1465, rentre à Paris après les troubles où il avait failli par hasard perdre la couronne, M. Michelet dit que, « voyant le tyran revenir en force, on s'attendait à des vengeances de Marius et de Sylla. » Et le paragraphe suivant s'ouvre par ces mots : « On savait le roi si peu rancuneux. » Comment, si on savait le roi peu rancuneux, pouvait-on s'attendre à des vengeances de Sylla ? Il y a là une contradiction qui saute aux yeux. A un autre endroit, M. Michelet dit : « A peine roi, il prit l'habit de pèlerin, la cape de gros drap gris, avec les housseaux de voyage, et il ne les ôta qu'à la mort. » Cependant, l'auteur dit autre part que le roi était vêtu d'une riche robe fourrée, car, ajoute-t-il, « vers la fin, il s'habillait richement. » C'est mon zèle pour les intérêts de l'éminent écrivain qui me rend si minutieux.

M. Michelet ne s'est pas contenté d'offrir pour son compte de bonnes pages d'histoire à notre époque ; il a été réveiller au fond de son tombeau une intelligence supérieure oubliée depuis un siècle et demi, et il a eu l'honneur de présenter Vico à la génération nouvelle. Il y a des résurrections dans les lettres, et des revenants glorieux. De grands esprits, dédaignés de leur vivant, émergent du sein des ombres et viennent, après décès, prendre possession de la vie pour ne plus la quitter : c'est une belle revanche ; Vico a eu la sienne, et il doit à M. Michelet d'avoir si promptement gagné sa partie en France. Il est vrai cependant que la première traduction était écourtée, presque tronquée ; mais le *précis* était excellent et porta la traduction. Le second travail de M. Michelet fut bien supérieur au premier, bien qu'il n'ait pas découragé les rivaux, et qu'aujourd'hui même une dame célèbre qui se complaît dans les idées sérieuses, une princesse qui a commerce avec les pères de l'église, publie une traduction *complète* de *la Science nouvelle*, avec préface sur la vie et les ouvrages de Vico. Je me hâte de dire que de telles entreprises sont constamment à l'ordre du jour : le tout est d'y briller, ou au moins d'y être utile.

Je n'ai pas à développer et à discuter en ce moment le système de Vico ; j'éprouve le besoin de dire cependant que *la Science nouvelle* ne me paraît rien moins qu'une révélation historique. Je mets à part le génie de Vico et les ingénieuses découvertes de détail, je ne parle que du système. Au lieu d'éclaircir les ténèbres antérieures, il me semble qu'il les épaissit. Il fait entrer de vive force le monde réel dans son cercle idéal. Dès lors il y a un résultat évident pour moi, c'est que les

histoires particulières sur lesquelles j'avais des données très-positives n'existent plus, et que l'histoire universelle éternelle, qui sera toujours fort douteuse, n'existe pas encore ; de telle sorte qu'en suivant Vico, j'ai abandonné la proie pour l'ombre. — Je dis cela bien humblement en présence d'autorités si graves, mais il faut avoir le courage de son opinion.

Le livre de Mme la princesse de Belgiojoso est une œuvre louable, bien qu'à vrai dire, ni la traduction ni la préface ne donnent à connaître aucune particularité nouvelle sur le caractère, le génie ou le système de Vico. L'introduction, à laquelle on attribue peut-être une grande importance, a des passages heureux et des naïvetés. On sait que, d'après Vico, ce fut le premier coup de tonnerre qui délia la langue de l'homme, et qu'à ce moment de terreur fut prononcée la première syllabe *pa*. De ce *pa* au sanscrit, il y a une course. L'auteur de la préface explique clairement toute la pensée de Vico, et il ajoute avec beaucoup de sérieux : « Vico pense que le développement de la parole ne fut pas pour les hommes l'affaire d'un jour. » Je le crois bien. La parfaite connaissance de la langue philosophique n'est pas non plus pour l'écrivain l'affaire d'un jour.

J'ai remarqué que l'auteur de la préface s'exprime dans les deux genres, que tantôt *il s'est efforcé*, et que tantôt *elle est satisfaite*. Un flatteur dirait que le génie n'a pas de sexe, et je serais capable de le dire, si je n'avais la clef de l'énigme, que Mme de Belgiojoso me remet elle-même. Elle parle des amis qu'elle a consultés, de l'assistance qu'elle en a reçue. Ne serait-ce pas alors quelqu'un de ses amis irresponsables qui aurait oublié de retirer sa prose? Pourquoi donc emprunter, quand on est riche?

Sans sortir de l'Italie, de Vico passons à la papauté. Depuis quelque temps, la papauté est l'objet de nombreux travaux littéraires. M. Hurter, M. Léopold Ranke, se sont livrés à des investigations sérieuses sur le gouvernement des papes, et quoique ces écrivains n'aient pas toujours été impartiaux, la lumière a été faite sur beaucoup de points. A son tour, M. de Cherrier intervient et publie l'*Histoire de la lutte des papes et des empereurs de la maison de Souabe*. Ce livre commence à Frédéric Barberousse, et finit à Conradin. Le sujet est vaste, quoique l'auteur se soit imposé des limites ; il a une haute portée, car il ne s'agit de rien moins que de pénétrer, durant ces luttes mémorables et sanglantes, la pensée de l'église romaine et celle des empereurs, touchant cette nationalité italienne, encore en procès de nos jours. — Il ne faut pas chercher dans le livre de M. de Cherrier les brillantes peintures; érudit et attentif, M. de Cherrier s'entend mieux à pénétrer les effets et les causes des événements qu'à prodiguer les vives couleurs. Ce qu'il entend le mieux après tout peut-être, c'est l'impartialité. Malgré ses sympathies pour la politique du saint-siége, il ne manque pas, lorsque les papes se laissent emporter par les passions humaines, de les reprendre avec énergie. Une telle bonne foi mérite de ne pas passer inaperçue, et il est juste d'appeler l'attention sur un ouvrage instructif qui rachète ce qui lui manque d'éclat et de profondeur à force d'honnêteté et de bon sens.

Aujourd'hui la papauté a changé de rôle : elle a une autre mission. La logique enflammée du comte de Maistre, qui dévore tout ce qu'elle touche, et les fougueuses inconséquences de M. de Lamennais, n'ont pas été écoutées ; il y aura bien d'autres mécomptes. Je suis sûr, pour aller du grand au petit, qu'on ne demanderait pas mieux que de faire descendre la papauté dans le débat actuel ; mais elle n'y descendra pas, et la lutte entre le clergé et l'état se poursuivra comme elle a commencé : Rome restera simple spectatrice. Du reste, cette question de l'enseigne-

ment, à peine au début, est singulièrement envenimée. Déjà les écrits de toute espèce, minces ou gros, honnêtes ou venimeux, hypocrites ou violents, se sont succédé coup sur coup. Nous ne mentons pas à notre vieille renommée : la *furia* est toujours française. — Parmi les écrits qui plaident directement ou indirectement la cause de l'Université, un des plus consciencieux certainement est l'*Histoire de l'Université de Paris*, par M. Eugène Dubarle. A part l'intérêt du moment, ce livre offre une lecture des plus instructives. N'est-il pas intéressant et curieux d'aller de Ramus au bon Rollin en côtoyant les jésuites, d'arriver au rapport de M. de Talleyrand à l'assemblée nationale, et de passer avec M. de Fontanes à l'établissement de l'Université impériale? Est-il indifférent de suivre cette pensée féconde de l'instruction primaire avec les deux hommes éminents de ce temps-ci qui ont le plus contribué à ses progrès, M. Royer Collard et M. Guizot? — Le livre de M. Dubarle avait déjà paru sous la restauration : c'est une sentinelle qu'on avait relevée et qui revient prendre son poste.

M. l'abbé Liautard est une autre sentinelle qu'on place dans la guérite opposée. Sous la restauration, il fut l'ennemi impatient et colère de l'Université, et on peut dire qu'il a été le précurseur de la croisade actuelle, à laquelle on fait assister son ombre par la publication de ses *Mémoires*. Ce n'était vraiment pas un homme vulgaire que M. Liautard, et il a de tout temps exercé de l'influence sur ceux qui l'ont approché. On a dit qu'un sang royal coulait dans ses veines; alors seraient expliquées ses longues relations avec la cour sous la branche aînée des Bourbons. Pendant les quinze années de la restauration, de près ou de loin, par ses conversations ou par ses notes, ce prêtre à l'esprit tranchant a influé sur la politique, et retiré dans son collége Stanislas, au milieu d'élèves dont il savait se faire aimer, il avait la main longue et la voix haute. Plein d'esprit du reste, il était mécontent de ce qui se passait, et il s'escrimait de verve contre les hommes et les choses. Je trouve dans ses *Mémoires* un morceau intitulé : *Le Trône et l'Autel*. M. de Bonald n'a jamais rien écrit de plus résolu ni de plus vif contre la liberté de la presse. Louis XVIII eût souri, Charles X eût été atterré, s'il eût lu ces pages virulentes et sinistres; mais il ne les lut pas. On ne savait pas toujours, chez M. Liautard, où finissait le sérieux et où commençait la moquerie. Dans ce même écrit, sur le trône et l'autel, après avoir proposé au roi un moyen d'en finir avec la presse, il conseillait, une fois que tous les journaux existants auraient passé de vie à trépas, de créer au compte du pouvoir *un journal de la pluie et du beau temps pour l'agrément de la bourgeoisie modeste*. Le plan et le titre étaient singuliers. Pas si singuliers, M. Liautard dégradait en riant son ennemi.

Les *Mémoires* contiennent une correspondance fort curieuse de M. Liautard sur une combinaison ministérielle de 1828. L'éditeur a été forcé, pour des raisons de convenance que j'apprécie, d'employer beaucoup d'initiales, et d'abord de voiler la personne à laquelle ces lettres étaient adressées. C'est fâcheux; le piquant a disparu. « A..., dit M. Liautard, est un pauvre cerveau sur lequel je compte beaucoup ; possédant fort peu de justesse dans l'esprit, il disputera à perte de vue, comme il fait à la chambre, consumera le temps, lassera tout le monde, et empêchera de conclure. » Ce portrait ne manque pas de finesse assurément, et rien n'y manque que le nom. Le nom propre n'est pas toujours banni d'ailleurs. « M. de Villèle a démoli les royalistes et a failli démolir la royauté, » dit M. Liautard, qui, dans la même lettre, conseille de neutraliser momentanément M. Lainé *en lui donnant à la chambre des pairs force besogne*. Que pensez-vous de la recette? Elle est

bonne à méditer, ce me semble; et que dites-vous de M. l'abbé Liautard dans les coulisses politiques? Il n'y est pas trop embarrassé et s'y démène assez bien, je pense. —Il faut regretter que cette partie des *Mémoires* ne soit pas plus étendue. M. l'abbé Denys, dans l'élégante préface qu'il a consacrée pieusement à son bienfaiteur et à son ami, dont il est l'exécuteur testamentaire, dit qu'il aurait pu multiplier les documents sur la vie intime des *politiques* de la restauration. Le livre y aurait gagné; a-t-on craint que M. Liautard n'y perdît? Je ne veux pas finir par cette pensée, qui est triste. J'aime mieux dire que dix ans après la révolution de juillet, étranger depuis longtemps aux menées politiques et à toutes les petites intrigues qui se nouent et se dénouent du matin au soir, M. l'abbé Liautard est mort en bon curé, et qu'il repose dans la paix du Seigneur à l'ombre de la royale forêt de Fontainebleau.

La politique de la restauration, celle d'hier, est déjà vieille; la politique d'aujourd'hui le sera demain. M. le capitaine Tanski a fait sagement en réunissant sans retard ses *Lettres sur l'Espagne en* 1843 *et* 1844 : le meilleur moyen de faire valoir un livre, c'est de le publier à propos. M. Tanski a séjourné assez longtemps en Espagne pour être initié aux détails de la situation, faire connaissance avec les hommes, ne pas se laisser prendre aux apparences, découvrir les ressources cachées, et pouvoir, en un mot, témoigner à son retour de ce qu'il a vu, en méritant créance. Le livre de M. Tanski s'ouvre en août 1843 et se ferme en mai 1844, et durant cette courte période se passent des événements à défrayer des années. Le régent tombe de haut, sans chercher à se défendre, comme s'il était poussé d'une main fatale; le ministère Lopez ne sait pas s'asseoir ; les affaires de Barcelone éclatent, Saragosse se soulève, les *pronunciamientos* font leur tour d'Espagne. Ici se place comme intermède une comédie politique qui a failli devenir un drame: l'élévation, la puissance et la chute de M. Olozaga forment une trilogie qu'aurait pu écrire Beaumarchais. M. Gonzalez-Bravo s'improvise ministre, le général Narvaez arrive et prend le gouvernail, et cela, tout cela, en moins d'une année! Quelle succession d'événements et de leçons! Mais au milieu de la débâcle politique, des désordres financiers, des soulèvements des provinces, il est un spectacle que je ne puis me rappeler sans attendrissement : c'est la jeune reine et sa sœur, à Retiro, sous l'œil de la veuve de Mina, bêchant un petit jardin, parce que leur gouvernante veut leur faire comprendre la vie du pauvre.

Les lettres de M. Tanski sont une gazette très-variée. De la *Puerta del Sol*, ou de la politique en plein air, on passe à la vie et à la pensée intime des hommes considérables, ministres, orateurs, généraux, qui exercent une influence sur les affaires actuelles de la Péninsule. Aucun détail n'est omis, et on peut constater, jour par jour, les difficultés énormes qu'éprouve le gouvernement représentatif à s'acclimater dans la vieille Espagne. Chacun le désire, le veut même; mais on ne peut s'y faire. Le raisonnement y porte, et l'habitude en éloigne; là est la cause de cette instabilité effrayante qui habite les régions gouvernementales; là est la vraie cause de cet imprévu, puissance nouvelle qui semble tout dominer en Espagne, et qui ouvre des chausse-trappes sous les pas de tous ceux qui escaladent le pouvoir. Vraiment, c'est bien à propos de cette malheureuse Péninsule, s'efforçant d'établir le régime constitutionnel malgré elle-même, et où la logique des événements brille par son absence, qu'on peut, comme le grand Frédéric, reconnaître sa majesté le Hasard.

La situation politique et les mœurs actuelles de l'Espagne sont fidèlement reproduites dans les *Lettres* de M. Tanski, qui ont un intérêt véritable. M. Tanski est un esprit qui observe et qui voit juste. On désirerait seulement qu'il allât un peu plus

au fond des choses, et ne se contentât point de jouer à la surface, comme cela lui arrive souvent.

Bien me prend, au sortir de l'Espagne, et avant de m'engager dans d'autres contrées où je pourrais m'oublier, de me souvenir que j'ai à parler de quelques poëtes, et qu'il est temps de les introduire devant le lecteur. Je voudrais avoir un gentil page pour les annoncer gracieusement et faire sonner leur nom harmonieux. Je n'ai pas de page et j'annonce moi-même M. Hippolyte Morvonnais. Poëte par le cœur, habitué aux longues rêveries, plein de Wordsworth, M. Morvonnais est un lackiste breton. Après un premier recueil, *la Thébaïde des Grèves,* M. Morvonnais vient d'en publier un second, *les Larmes de Madeleine.* La poésie de M. Morvonnais est une sorte d'idylle chrétienne qui a pris sa source dans *Jocelyn.* Ce n'est certes pas l'élévation de la pensée qui manque à l'auteur des *Larmes de Madeleine*, et si chez lui l'art répondait toujours au sentiment, son poëme ne serait pas à beaucoup près aussi défectueux. D'abord la création principale serait plus heureuse, car cette pécheresse du grand monde, cette Madeleine qui habite des appartements dorés et que le paysan breton rencontre dans une église de Paris, le soir, pour qu'aussitôt, sans le connaître, à la première ou à la seconde vue, elle lui confie les secrets de son cœur, les mystères de ses larmes; cette grande dame n'est pas assez dans la réalité pour être touchante. J'aime mieux *Marie* de M. Brizeux et aussi *Georgine* de M. Morvonnais, quoique de Georgine à Marie il y ait encore plus loin que d'un bout du pont Kerlo à l'autre bout.

Le poëme de M. Morvonnais est coupé à chaque instant de longs épisodes sous lesquels l'action principale disparaît. J'avoue que je ne comprends pas pourquoi M. Morvonnais a jugé à propos d'enclaver ses églogues dans un cadre dramatique; elles n'y gagnent pas, et le poëte a le désavantage d'avoir créé un drame qui n'est pas intéressant. Un autre reproche qu'il faut adresser à M. Morvonnais, et qui est plus sérieux, parce qu'il s'agit d'un défaut qui étouffe toutes les bonnes qualités, c'est de se livrer à une abondance de détails qui est presque toujours de la diffusion. Rêvez, poëte, rêvez longtemps sous vos forêts touffues, au bord de vos étangs mélancoliques : qu'un rien remplisse vos heures, si tel est votre bon plaisir, vous êtes le maître ici et personne n'a le droit de vous demander raison de vos caprices; mais quand vous écrirez, souvenez-vous que vous ne devez donner au lecteur qu'un choix de vos rêveries, la meilleure part de vos sensations, que vous devez, en un mot, faire de l'or avec de la petite monnaie.

Ne séparant pas assez le lecteur de lui-même, et croyant continuer son monologue, tandis qu'il a admis un interlocuteur, l'auteur des *Larmes de Madeleine* ne varie pas suffisamment son paysage. Les ajoncs, les glaïeuls et les nymphœas reviennent trop souvent sous son pinceau, et il peint toujours les mêmes choses, parce qu'elles lui plaisent et le touchent toujours, si bien que c'est un paysagiste ému, qui, à force de se complaire dans son émotion, oublie de me la communiquer. Néanmoins M. Morvonnais a prouvé qu'il avait une remarquable habitude de la forme poétique, et je le félicite de s'être efforcé, comme il nous l'apprend, de rapprocher son vers du vers de Virgile. Il a réussi quelquefois; il est vrai qu'il a échoué souvent : la poésie de Virgile s'est montrée à lui pour lui échapper.

Et fugit ad salices.....

Qu'il coure après; c'est le meilleur moyen de séduire cette Galathée.

Je souhaite qu'il m'entende, d'autant plus qu'en courant de ce côté M. Morvonnais, je l'espère, s'éloignera de quelques idées singulières qui sont venues frapper à la porte de sa Thébaïde et mêler leurs inspirations suspectes aux douces rêveries du soir. Oui, le fouriérisme, qui le croirait ? s'est assis au foyer de l'homme de la solitude. L'auteur des *Larmes de Madeleine* parle en effet, dans sa préface, du *mode simple*, du *mode composé*, et du reste, en disciple expert de Fourier, de telle sorte qu'au prochain poëme *les Reflets de Bretagne* menacent de devenir des reflets de phalanstère. Il y a vraiment danger, si le poëte, sans retard, ne chasse le faux ami qui s'est introduit dans son foyer. Cela fait, qu'il retourne seul à ses grèves, et aux simples inspirations de sa raison et de son cœur, dussent-elles être monotones.

Je sais un recueil qui ne serait pas monotone, s'il tenait ses promesses et si son titre n'était menteur. Il est là, ce recueil, c'est une brochure d'environ cent pages qui s'appelle la *Poésie de l'Histoire*, rien que cela, c'est-à-dire ce qu'il y a d'éclatant et de triste dans les annales de l'humanité. La *Poésie de l'Histoire!* c'est-à-dire l'odyssée des douleurs et de la gloire des nations. Pour un si vaste sujet, ce ne serait pas trop d'Homère, et nous avons M. Belmontet et sa brochure. Cette brochure a une préface, laquelle préface est intitulée en gros caractères : *Un Poëte de l'Empire*, ce qui est, pour M. Belmontet, la dénomination la plus enviable et la plus glorieuse. En effet, dit-il, puisque la littérature est l'expression de la société, et que l'époque impériale est une époque de merveilles, la poésie impériale est une poésie à nulle autre seconde. Voilà qui est clair et d'une argumentation triomphante; cela est mathématiquement vrai, et la poésie de Delille *égale* Austerlitz. Ce n'est pas tout, et ce raisonnement, tout vigoureux qu'il est, ne suffit pas encore à notre auteur, qui, pour agrandir la gloire de la poésie de l'empire, a eu recours à l'ingénieux moyen que vous n'auriez jamais imaginé, et qui consiste à donner le nom de poëte de l'empire à tous les poëtes qui sont venus au monde sous l'empire. Ah ! M. de Lamartine et M. Hugo ne sont pas des poëtes de l'empire ! dites-vous. Allez consulter leur acte de naissance, vous répond victorieusement M. Belmontet. Ah ! M. de Musset n'est pas un poëte de l'empire, parce que, dites-vous, il n'a écrit ses premiers vers qu'en 1829 ! Et moi, je vous dis, réplique vertement M. Belmontet, que M. Alfred de Musset était au berceau à la chute du grand homme. Voilà qui ferme la bouche à tout, comme dit Molière. Qui donc oserait contredire M. Belmontet, quand il parle ainsi et quand il ajoute que *M. Frédéric Soulié, M. Eugène Sue, M. Monteil, M. Romey !* — je cite textuellement, — sont des planètes du système napoléonien ? La critique, si rogue qu'elle soit, n'a qu'à baisser la tête ici ; elle a trouvé son maître.

Le péristyle franchi, entrons dans le temple. *Vive Attila!* c'est par là que débute M. Belmontet, et ce premier morceau est dédié à M. Villemain. Si le versificateur de l'empire cherchait un bon juge, il ne pouvait mieux choisir; mais il me semble qu'il faut être bien sûr de soi pour aborder un tel juge, je dirais presque qu'il faut être un poëte sans peur et sans reproche. A la vérité, M. Belmontet est sans peur, et il croit sérieusement tracer de beaux vers lorsqu'il s'écrie :

Il est des siècles d'atonie
Où, rampant sous un lâche sort...

Lâche sort est heureux dès le second vers, il faut l'avouer. Cependant ce qui est

plus heureux encore, c'est le mouvement de la fin, lorsque Attila offre pour hécatombe

Un abattis du peuple-roi.

Cet *abattis* a dû être fort goûté, et c'est une charmante idée que de l'avoir offert en primeur à celui qui déguste mieux qu'homme de France l'exquise liqueur d'Horace et de La Fontaine.

Quant au culte de M. Belmontet pour Napoléon, je le trouve très-légitime, et je ne le chicanerais pas sur ce point, si, toutes les fois qu'il s'agit de l'empereur, il n'avait à son service quelque grosse exagération qui éclate comme une bombe. Ce que c'est pourtant que de ne pas naître à propos! Si M. Belmontet fût né quelques années plus tôt, il eût été le plus fortuné des versificateurs; il eût chanté le sacre, il eût chanté le divorce, il eût chanté le mariage, il eût chanté la naissance, et il eût toujours eu dans son portefeuille une ode pour la victoire du lendemain. Puis, voyez la différence! au lieu d'être traité par la critique selon ses mérites, ce qui lui arrive en ce moment, il eût reçu les pompeux éloges du *Journal de l'Empire*, une bonne pension de trois mille livres et un petit logement dans la colonne. Il n'y a qu'heur et malheur.

Gloriana! fille aérienne de Tieck, blonde fée d'Allemagne, douce inspiratrice, descends, je t'invoque; viens me montrer ton jeune et ardent enthousiasme qui s'épanouit, à la place de cet enthousiasme lourd et refroidi qui se livre à des contorsions. — Gloriana a répondu à mon appel, mais elle n'est pas venue seule; c'est M. Louis Ulback qui me l'a amenée par la main, et qui l'a affublée d'un accoutrement sous lequel elle n'est presque plus reconnaissable. M. Louis Ulback est d'origine allemande et d'origine française, et s'il eût su réunir en faisceau les qualités diverses d'imagination qui sont dévolues aux deux peuples, s'il eût su marier la rêverie d'outre-Rhin à notre clarté, il eût fait, à coup sûr, un meilleur livre que *Gloriana*. Disciple fervent de M. Hugo, M. Ulback compose sur nouveaux frais *les Feuilles d'Automne*. Son vers a de l'éclat; c'est ce qu'on peut en dire de mieux, car il n'exprime pas toujours des idées justes; il est dur parfois et de mauvais goût. Voici une idée fausse :

Et le doute qui chante est bien près de la foi.

Comment! si je doute et que je me prenne à chanter, je serai sur le point de croire! L'auteur a-t-il voulu dire que le doute heureux est moins profond, moins enraciné que l'autre? C'est précisément alors le contraire qui est vrai, car le malheur est la grande route qui mène à la foi. M. Ulback a accouplé des mots sans s'en rendre compte. Voici maintenant du mauvais goût :

Les paroles sont des causeuses.

Voici un vers dur :

Que ton doigt, quand il veut, pour lire plus loin, ôte....

Or, je n'ai pas trié ces exemples sur le volet; j'ai pris au hasard. Il y a donc de nombreux défauts dans *Gloriana ;* cependant je ne voudrais pas affirmer qu'une abeille, quand M. Louis Ulback était enfant, n'ait déposé un peu de miel sur ses lèvres.

Je suis sûr que la nourrice de M. Barthélemy Théophile n'entendit bourdonner aucune abeille autour de son berceau. *Les Sylvies* sont l'ouvrage d'un esprit sensé qui n'aurait jamais dû se piquer de poésie. Tous les sujets traités dans ce recueil annoncent une intelligence nourrie de bonnes études philosophiques et religieuses; il faut autre chose pour être poëte. Ne faut-il pas un peu d'imagination ? A un vrai poëte, le poëme de *Justin et Philon* aurait fourni de larges et féconds développements. Quoi! vous entrez dans l'empire romain lorsque *ce grand empire n'en pouvait plus*, vous arrivez au milieu de cette décadence épouvantable, et vous ne trouvez pas de grands traits, pas un seul mouvement; vous peignez un froid tableau de genre! Vous êtes jugé. — La manière de M. Barthélemy Théophile se rapproche beaucoup de celle de Louis Racine; il a dû lire et relire le poëme de *la Religion;* il eût mieux fait de chercher à se pénétrer d'*Athalie*. D'ailleurs, quand on a le cœur si tranquille ou si loin de la tête, et la tête si loin du bonnet, on n'a rien de commun avec le *mens divinior,* et l'on écrit en prose ou l'on n'écrit pas du tout. Je ne donne aucun conseil à M. Barthélemy, si ce n'est de prendre congé de la Muse. Fût-il moins ambitieux, et voulût-il descendre au roman, là encore il faut de l'imagination, ou, au lieu de marcher, on se traîne.

Il faut plus que de l'imagination, car nos romanciers n'en manquent pas, et Dieu sait pourtant, la critique aussi, s'ils mettent au monde des chefs-d'œuvre! Je ne veux pas parler de la *Modeste Mignon* de M. de Balzac, qui s'est enfin mariée. Certes il y aurait quelque cruauté à troubler les douceurs d'une lune de miel si chèrement achetée par cet excellent Ernest de Labrière aidé de Butscha, lequel à lui tout seul a plus d'esprit que tout le monde et joue sous jambe avec une incroyable prestesse, dans la conversation, un grand poëte, un grand orateur, lui qui n'est qu'un pauvre clerc de notaire. Butscha n'est pas plus vrai qu'une chinoiserie; mais M. de Balzac se préoccupe bien de la vérité des caractères! Mlle Modeste n'a-t-elle pas le cœur à droite? C'est la mode du reste dans les romans de M. de Balzac depuis quelques années, depuis que les cravaches de sept mille francs qu'on va chercher à franc étrier en courant jour et nuit, au risque de se tuer, jouent un si grand rôle dans ses fictions. Je ne voulais faire qu'une simple observation, et je m'engage malgré moi; je reviens : je voulais dire qu'avec l'imagination seule on produisait des œuvres foncièrement défectueuses où un peu d'or se trouve mêlé à beaucoup de cuivre et d'étain. — Un romancier célèbre avait invité récemment quelques amis à venir manger, dans sa retraite, quelques reliefs d'ortolan. L'on dîna sur une table ordinaire, non sur un tapis de Turquie, comme les deux amis de La Fontaine; mais hélas! on remarqua la variété et la singularité du couvert. Pour une cuiller en vermeil qui brillait là par hasard, le reste était de fer ou en bois. Que de livres, à commencer par ceux de l'amphitryon, sont composés comme cette table était servie!

Dieu me garde d'arrêter un moment *le Juif Errant* dans sa course à travers les mondes! *Le Juif Errant,* c'est le choléra; ingénieux moyen qu'a trouvé M. Sue pour effrayer la critique et la tenir à distance! S'il y avait danger, s'il y avait péril en la demeure pour le lecteur, on pourrait se risquer; il n'en est rien. L'intérêt n'a pas grandi depuis le début, et ne pas avancer en ce cas, c'est reculer. Les innombrables complications qui vont survenir réveilleront-elles la curiosité assoupie? cela est au moins douteux. Le fantastique va être pour M. Sue un élément de malheur : la plupart de ses créations des *Mystères* n'avaient point la réalité humaine, mais le lecteur, facile à tromper, se laissait prendre à ces semblants de vie et s'in-

téressait à ces fantômes. Aujourd'hui tout est changé. Votre Juif errant et son Hérodiade, la Juive éternelle avec laquelle il a tous les cent ans une petite entrevue, laissent tout le monde froid. Parviendriez-vous à intéresser avec les autres personnages, l'ombre du Juif errant plane sur tous vos tableaux pour les glacer. Je sais que vous réservez pour les grands moments vos deux jeunes filles; que déjà vous vous être écrié: « Chères créatures, si jeunes, si naïves, qu'avez-vous donc fait pour être si malheureuses? » à peu près comme Ducray-Duminil, qui s'écriait : « Pauvres enfants, si naïfs, si bons, qu'avez-vous donc fait aux hommes? » Mais les enfants de Ducray-Duminil couraient de vrais dangers, et la lectrice en frémissait au coin de son feu ; tandis que les vôtres se sauveront de tous les mauvais pas ; vous avez averti le lecteur en donnant à vos deux héroïnes, pour protecteurs, l'ange Gabriel et le Juif errant, qui ne connaît aucun obstacle matériel, renverse les portes des prisons et franchit les distances comme le vent. C'est une des plus graves fautes que puisse commettre un romancier, et vous l'avez commise si complétement et d'une telle façon, qu'il vous est impossible de revenir sur vos pas, et que vous allez porter pendant vos dix volumes la peine de votre premier feuilleton.

Avec de l'esprit, une plume aimable et facile, et le commerce habituel d'une époque, on peut donner le jour aux plus invraisemblables fictions. L'auteur de *Madame de Favières*, M. Houssaye, va nous le prouver.

Dans une petite chambre, chez un menuisier du Marais, loge un joueur de violon, du nom de Franjolé. La chambre du musicien donne sur le jardin de M. le marquis de La Chataigneraie, un roué du régent, qui a un duel par semaine et une nouvelle maîtresse tous les soirs; ces roués se vantaient. M. le marquis de La Chataigneraie, qu'il exagère ou non ses tristes exploits, se lie avec Franjolé par amour pour son violon. Or, il se trouve que Franjolé est amoureux d'une main qui passe chaque jour à travers une jalousie pour jeter une pièce de monnaie à un vieil aveugle qui joue de la flûte dans la rue. Réellement, Franjolé n'a vu que la main, et il aime cette main ; cela se passait ainsi dans le XVIIIe siècle de M. Arsène Houssaye. La Chataigneraie est tombé aussi amoureux de cette main, et comme il est plus audacieux que Franjolé, il fait enlever la dame, un soir qu'elle revenait seule avec sa camériste; au moment où Mme de Nestaing (c'est le nom de la dame) se croit perdue, La Chataigneraie arrive pour la sauver, comme Grandisson, et met en fuite le ravisseur, qui était son compère. Revenue à elle, Mme de Nestaing remercie avec effusion son sauveur, et le laisse entrer dans cet hôtel mystérieux, où elle ne recevait aucun homme. Quand on demande son nom à La Chataigneraie, il se garde de le dire, vu ses projets ultérieurs; et, adoptant le premier nom qui tombe sur ses lèvres, il déclare s'appeler le chevalier de Riantz. Mme de Nestaing aime M. de Riantz. Tout allait bien, s'il n'eût existé de par le monde un véritable chevalier de Riantz, qui, apprenant l'abus qu'on fait de son nom, arrive un matin, au petit lever du marquis, et le prie de venir se couper la gorge dans le parc voisin. On se bat. Riantz est tué. Le marquis rompt avec sa maîtresse, et l'occasion est excellente, car il laisse croire à Mme de Nestaing que c'est lui, le faux Riantz, qui est mort. Voilà donc Mme de Nestaing pleurant son amant. Avant de pleurer son amant, elle avait pleuré son mari, lequel n'est autre que Franjolé, qui a jugé à propos, pour se séparer de sa femme après quelque scandale, de passer pour mort. Continuons. Franjolé est toujours amoureux de la main, et comme cette main ne se montre plus à la jalousie, il en a demandé des nouvelles, et il a appris qu'elle était

partie pour le château de Froidmont. Il va à Froidmont, où il y a bal, et où Mme de Nestaing, déguisée en Diane, est au mieux avec La Chataigneraie, déguisé en Actéon, car l'amant est ressuscité, à la grande surprise de sa maîtresse. Que dira-t-elle donc lorsqu'elle verra son mari ressusciter aussi? Le mari ressuscite; Franjolé redevient M. de Favières; pour le coup, à cette seconde résurrection, Mme de Nestaing ou mieux Mme de Favières, n'y tient pas et meurt de chagrin, bien et dûment, sans que résurrection s'ensuive cette fois.

Après cette analyse, on comprend ce que c'est que *Madame de Favières*. Ce n'est ni un roman historique ni un roman de passion, c'est un roman de fantaisie. M. Houssaye joue avec son sujet, qu'il ne prend pas au sérieux ; il s'amuse à peindre des pastels qu'il ne prétend pas sans doute nous donner pour la nature. Il écrit avec le pinceau de Watteau et s'ingénie à reproduire Marivaux ou Dorat. Il aurait mieux à faire : il y avait dans son talent une naïveté et une fraîcheur dont on pouvait tirer un meilleur parti, et qu'on pouvait employer à quelque chose de mieux que des pastiches, si gracieux qu'ils soient. Seront-ils d'ailleurs toujours gracieux? M. Houssaye écrit vite et beaucoup : l'industrie littéraire aura frappé à sa porte, que le jeune romancier aura par mégarde laissée entr'ouverte.

Parlerons-nous d'un nouveau *prône-roman* de M. Louis Veuillot? Aux quelques lignes que nous avions consacrées ici à ses homélies sentimentales et romanesques, M. Veuillot répond par une longue préface. Il a si peu d'amour-propre littéraire! Que lui importe la critique? Pourquoi donc se débat-il pendant quinze pages contre le souvenir d'une innocente piqûre? Aurions-nous contesté la sincérité de ses convictions? Au contraire ; mais nous avons dit que ses romans ne nous intéressaient guère. C'est assez, M. Veuillot ne se contient plus ; il est dévot, et il s'emporte. Bien plus, il nous excommunie sans façon, car c'est merveille de voir comment ces convertis d'hier matin lancent facilement les foudres du haut de leur petit Vatican ! Cependant que M. Veuillot réfléchisse un peu : parce que ses contes ne m'amusent point, est-ce une raison pour que je ne croie pas à l'Évangile? A la vérité, je n'ai pas l'habitude de me mettre toute la journée à la fenêtre pour crier aux passants : « Je suis catholique, apostolique et romain. » Je crois même qu'il vaut mieux ne pas crier si fort et être un peu plus ému au fond de son cœur. Peut-être sommes-nous bien arriéré, et ne sommes-nous pas tout à fait au courant de ce qui se passe? Il me semble comprendre cependant que les nouveaux apologistes ont détrôné l'humilité chrétienne et l'ont remplacée par l'outrecuidance, et que dans ce coin de sacristie, quand on a un petit talent, on est autorisé à se croire un grand homme et à s'imaginer qu'on est une armée quand on est un pauvre soldat. J'avoue que tant de confiance en soi me désarme, et que je n'ai pas le courage de rire de M. Veuillot s'écriant, avec des airs de matamore, qu'il accompagne, la plume au poing et pistolets à la ceinture, la religion de ses pères pour la défendre envers et contre tous. M. Veuillot a l'air de penser qu'il tire la religion d'un grand embarras, et qu'elle ne pourrait en aucune façon se sauver sans lui.

C'est avec ses romans, autant et plus qu'avec sa polémique étourdie et violente, que M. Veuillot a la prétention de porter un puissant secours au catholicisme. Or, voici ce que c'est que *l'Honnête Femme;* c'est un tableau assez vulgaire des mœurs de province, une peinture peu délicate d'un monde où de vilaines gens, hommes et femmes, se livrent à des infamies cachées, à des capitulations de conscience. Les belles choses à offrir aux jeunes filles pour lesquelles, dites-vous, vous écrivez! Qu'importe que la moralité arrive à la fin du livre, comme dans une

fable; l'auteur n'a pas moins offert à son scrupuleux public, sous le prétexte de l'édifier, des scènes d'un goût suspect. M. Veuillot, je le sais, a une réponse à tout : ses livres se vendent. Quoi! il n'aspire qu'à ce résultat? Vraiment il laisserait croire, ce que nous ne voulions pas penser, que la littérature religieuse, en de certaines mains, n'est qu'une branche particulière de la littérature industrielle. Ce serait de l'industrie littéraire ni plus ni moins que *le Diable à Paris, les Étrangers à Paris,* et toutes ces publications où l'on cherche à attirer le public avec des noms célèbres et des images.

Il est évident que le métier porte malheur; autrement, comment se ferait-il que ces écrivains pour la plupart spirituels ne réussissent à faire, en s'associant, qu'un livre où l'esprit brille par son absence. Réunis dans un but de lucre, sans que l'art y soit pour rien, ils élèvent un ou deux étages de quelque mesquine Babel, où l'ignorance de l'architecte se fait remarquer comme l'indiscipline des travailleurs. L'influence du lieu pèse si fort sur l'écrivain, que son talent, s'il en a, s'évanouit dès le seuil. L'inspiration méconnue se venge et se vengera si bien, qu'elle disparaîtra pour ne plus revenir. C'est ce qui est déjà arrivé à plusieurs. Que ceux qui ne sont pas encore mortellement frappés y songent : la chose en vaut la peine; il s'agit de tout leur avenir.

PAULIN LIMAYRAC.

SOUVENIRS DU PORTUGAL.

—

Erinnerungen aus den Jahren 1841 — 1842.[1]

Ce livre a paru sans nom d'auteur et porte sur son titre, en manière d'épigraphe, deux vers d'Horace qui du moins indiquent que le touriste n'est point une femme :

Dextra tenet calamum,
Strictum tenet altera ferrum.

Déjà en 1841, un des romanciers en renom de l'autre côté du Rhin, Mme la comtesse Hahn-Hahn avait publié sur le même sujet des impressions de voyage fort recherchées du public allemand; cette fois, je le répète, il ne s'agit pas d'une femme, et le ton général du livre moitié littéraire, moitié politique, alliant autant que possible les détails de mœurs, l'observation pittoresque, à l'étude des intérêts matériels du pays, répond parfaitement à la double devise affichée, non sans quelque hauteur, au frontispice. Ici, du reste, l'air cavalier, le style à libre allure ne messied pas. Aujourd'hui que tant de gens qui ne sont rien ni par le talent, ni par l'esprit, ni par la naissance, en prennent si volontiers à leur aise avec le lecteur, on peut bien, quand on est une altesse et qu'on a de gaieté de cœur essuyé vingt fois les plus terribles mousquetades, se donner un moment le plaisir d'aborder son monde avec confiance, et, comme on dit, le chapeau sur l'oreille. Mais n'allons pas trop loin, et, puisque anonyme il y a, respectons l'anonyme.

Esprit entreprenant et singulier, curieux sur toute chose de rencontres périlleuses et de romanesques hasards, l'auteur de ce livre aime le voyage pour ses aventures et n'est pas homme à négliger une émotion nouvelle, dût-il l'aller chercher dans les gorges sauvages du pays basque, au milieu des guérillas de don Carlos dont il commanda dix-huit mois les bandes par fantaisie, ou, dans des dis-

(1) Un volume, Mayence, 1843.

positions moins chevaleresques, au fond des plaines arides de l'Estramadure, partageant avec des populations misérables leur triste galetas et leur pain noir frotté d'ail, quitte à s'indemniser des privations du moment par le sentiment du pittoresque, cette jouissance que le vulgaire ignore, ce plaisir raffiné des poëtes et des grands seigneurs. Et cela n'empêche pas notre aristocratique touriste de recueillir çà et là ses notes de voyage tout aussi bien, je dirai même beaucoup mieux que personne, car au moins, avec lui, la fantaisie et le caprice ne viennent point à tout propos dénaturer ce que telle ou telle observation peut avoir en soi d'utile et de profitable, et vous n'avez pas à craindre à chaque page tant de digressions insignifiantes, tant de plates et sottes vantardises dont trafique aujourd'hui chez nous toute une espèce d'écrivains, braves gens qui courent les grandes routes par spéculation, et se font comme les commis-voyageurs de je ne sais quelle industrie littéraire en honneur chez un certain public.

Avant d'écrire le livre qui nous occupe, l'auteur de ces esquisses sur le Portugal avait publié un volume sur l'Espagne, ouvrage sérieux et contenant sur les opérations de l'armée carliste pendant la guerre civile, sur les projets et les plans de don Carlos, des renseignements du plus haut intérêt. Quiconque a lu ce livre se souviendra d'un passage célèbre où l'auteur, après avoir exposé les mille passions qui s'agitaient autour du prétendant, raconte les étranges motifs qui empêchèrent l'armée carliste, un moment triomphante et touchant aux portes de Madrid, d'entrer dans la capitale des Espagnes, et jette un nouveau jour sur cet épisode resté obscur de cette déplorable campagne. Aujourd'hui c'est le Portugal que visite le voyageur, complétant ainsi son travail sur la péninsule ibérique, excursion toute pacifique cette fois et que le jeune général, naguère au service d'un prince factieux, entreprend en ancien ami du royal époux de donna Maria, en poëte aventureux épris du romanesque, en gentilhomme s'informant de politique, d'industrie et de littérature, et, comme on l'imagine, voyant partout le meilleur monde.

Ce livre a cela d'original, qu'il ne s'en tient pas aux capitales, et pousse ses explorations au cœur même du pays, mérite plus rare qu'on ne l'imagine dans les ouvrages de ce genre. En effet, rien n'égale l'indifférence de certains touristes à l'égard des villes centrales, si ce n'est leur aplomb à reproduire éternellement, et sans grandes variations, les mêmes thèmes. En général, on croit avoir tout dit quand on a parlé de Lisbonne et de Cintra, et poursuivre jusqu'à Mafra ses pérégrinations, c'est vouloir faire plus qu'on ne doit à son lecteur. Aujourd'hui que les bateaux à vapeur d'Angleterre ne mettent que quatre jours dans leur traversée, et qu'il faut vingt heures pour passer de Cadix à Lisbonne, cette facilité de voyager, au lieu d'enhardir les gens et d'éperonner en eux le désir de connaître, semble encourager davantage leur humeur indolente, et vous en verrez bon nombre rayer de leurs tablettes tout endroit où les omnibus n'atteignent pas. Si je ne me trompe, au XVIII[e] siècle les choses se faisaient plus en conscience. Il en était alors un peu des touristes comme des poëtes. A la vérité, les uns et les autres on ne les comptait point par centaines, comme aujourd'hui ; mais au moins, s'il s'en présentait un, la méfiance ne s'attachait point à ses récits, et quand il vous prenait fantaisie d'écrire sur les mœurs et la politique d'un pays que vous veniez de parcourir, il n'entrait jamais dans l'esprit du lecteur de contester l'autorité de votre parole. Là comme partout, la dignité humaine avait une plus large place, et les droits de la vocation étaient maintenus. Lorsqu'en 1777 le duc du Châtelet visita le Portugal, il ne se contenta pas de voir Lisbonne; en dépit d'une température excessive, en

dépit des mauvais chemins et des mauvais gîtes, il parcourut tout le pays, et ses notes de voyage sont restées comme un des plus intéressants documents qui existent sur les commencements du règne de Maria Ire. Il vit Pombal dans sa solitude, dans cette petite ville de Pombal où le ministre déchu se retira et vécut jusqu'à l'âge le plus avancé. A ce propos, je remarquerai combien il est fréquent de voir les hommes d'état atteindre à des vieillesses fabuleuses. D'où vient ceci? N'y a-t-il point là un problème à résoudre, et dont on trouverait peut-être la clef dans ce mot d'un homme d'esprit : « Les égoïstes vivent cent cinquante ans, comme les perroquets? » A l'exemple du duc du Châtelet, l'auteur du livre nouveau s'est occupé de Pombal, mais d'une façon moins complète sans doute, moins authentique, et se bornant à recueillir les souvenirs encore vivants dans sa ville natale. Chez nous, un travail historique fort distingué avait récemment appelé l'attention sur cet homme d'état. Après les remarquables pages de M. le comte de Saint-Priest, qui lui aussi, et mieux que personne, serait appelé dans l'occasion à dire son mot sur le Portugal, on ne lira peut-être pas sans intérêt certains détails biographiques contenus dans l'ouvrage allemand. « Derrière Cordiera, à l'ouest, s'élève une longue chaîne de montagnes de craie. Ici le pays devient plat et désert; des champs de maïs pauvrement ensemencés, çà et là quelques oliviers rabougris, trahissent déjà le voisinage de l'Estramadure. Enfin, après cinq lieues mortelles, vous arrivez à Pombal, assise au sein d'une vallée agréable, véritable oasis en ces solitudes désolées. C'est là que l'illustre ministre portugais a passé dans l'exil ses dernières années, au milieu d'une population qui, encore aujourd'hui, ne prononce son nom qu'avec reconnaissance. Les petits enfants parlent de lui au voyageur, et vous rencontrez des vieillards à barbe blanche qui vous racontent comme quoi le grand marquis, *o gran marquez,* avait fait construire à Pombal des magasins de blé, bâtir des greniers d'abondance où les indigents de la ville pouvaient puiser à discrétion. Chaque jour, après son dîner, une multitude affamée assiégeait sa petite maison, dont les portes s'ouvraient à mesure, jusqu'à ce que le dernier se fût retiré satisfait. Je voulus voir cette maison, bâtie dans des proportions plus que modestes. Elle a pu être assez confortable, mais, à coup sûr, le luxe n'y est jamais entré. Sur une colline voisine où s'adosse une partie de la ville s'élèvent les ruines d'un antique château-fort d'origine mauresque. Il est faux, comme on l'a prétendu, que Pombal ait jamais habité ce château et mené là un train de prince. Pombal vécut seul avec sa femme, une comtesse Daun, et son secrétaire, qui lui faisait la lecture. Du reste, déjà au temps de Pombal, ces ruines étaient inhabitables. Les seules traces qui témoignent encore de la présence du célèbre marquis sont d'abord un système mieux entendu dans la culture de la terre, puis çà et là quelques fondations municipales, des aqueducs, des puits, deux bâtiments publics et une chaussée garnie d'une double rangée d'arbres conduisant jusqu'aux limites de ses domaines. »

Du reste, s'il faut en croire le gentilhomme allemand, le nom du marquis de Pombal, encore assez vivace dans un coin du Portugal, a singulièrement perdu de sa gloire et de son éclat dans la capitale du royaume. Voilà soixante-dix ans à peine que le célèbre ministre a quitté la scène, et déjà cette Lisbonne qu'il releva de ses mains ne se souvient plus de lui ; triste chose quand un pays honore si peu ses hommes illustres, et qui marque d'ordinaire les jours de décadence et d'abaissement moral. Toutefois, ce nom que la haute classe a si vite oublié de parti pris (et convenons qu'elle avait bien ses raisons d'en agir de la sorte), ce nom se re-

trouve encore dans le peuple, et il n'est pas rare d'entendre une bouche grossière répéter, en faisant allusion aux hommes du jour, la fameuse épigramme qui courut Lisbonne au lendemain de la chute de Pombal : « *Mal por mal melhor Pombal.* » Je ne sais, mais, en lisant l'histoire de cet homme singulier, je ne puis m'empêcher de penser au cardinal de Richelieu. Il y a évidemment plus d'un trait de ressemblance entre ces deux ministres, toute proportion gardée, bien entendu, et en admettant la différence respective des deux pays. Seulement Pombal obéissait peut-être à une nécessité plus impérieuse, plus absolue, nécessité du moment qui ne permettait pas d'attendre. De là l'expulsion des jésuites et l'exécution d'Aveiro et de ses neuf complices. Il faut dire que le ministre portugais avait affaire aux prétentions d'une noblesse bien autrement démoralisée et corrompue que celle de Richelieu. Mais le plus beau titre, le plus incontestable, du marquis de Pombal à la reconnaissance de l'histoire, est à coup sûr la conduite qu'il tint après le tremblement de terre, et dont le spirituel touriste raconte en détail les merveilleux résultats. La Lisbonne d'aujourd'hui, reconstruite presque entièrement par ses soins et son génie, est à vrai dire un monument élevé à sa gloire.

L'ère nouvelle du Portugal s'ouvre, comme on sait, à la révolution de 1832. C'est de ce moment que procèdent toutes les individualités plus ou moins illustres appelées depuis à jouer un rôle dans les affaires, c'est de là que datent ces institutions aujourd'hui si vivement débattues dans les luttes parlementaires, et pour lesquelles ces mêmes hommes acharnés désormais à les battre en brèche versaient alors si volontiers leur sang. L'auteur du livre sur le Portugal ne pouvait manquer d'insister sur un point de cette importance. Son ouvrage est une sorte de galerie où figurent en pied les portraits de tous les personnages qui ont brillé à cette époque et depuis cette époque. Dom Miguel et dom Pedro, les ducs de Terceira et de Palmella, Costa Cabral, tous défilent sous vos yeux, marqués au front de cet intérêt que les événements attachent à certains hommes. A peine en vue du bourg de Mindillo, l'écrivain, signalant un obélisque élevé là sur le rivage en mémoire du débarquement de dom Pedro, évoque les souvenirs de cette journée célèbre, où l'incroyable impéritie des autorités miguélistes fit la partie si belle à l'aventurier conquérant. Le 7 juin, sur le soir, un des gardiens du télégraphe de Villar da Paraiso allait clore son rapport de la journée, lorsqu'il aperçoit tout à coup, à l'aide du télescope, une partie de la flotte ennemie, et reconnaît environ vingt-huit voiles à l'horizon, au nord d'Oporto. A neuf heures, on bat la générale, et l'alarme est jetée partout. Cependant personne ne bouge et nul ne songe à s'opposer au débarquement, de telle sorte que dom Pedro entre le soir même et sans obstacle dans le petit port de Villa do Conda, où il met à l'ancre. Son équipage entier se composait de deux frégates, d'une corvette, de deux bricks, de quatre schooners et quarante-deux bateaux de transport, le tout monté par huit mille trois cents hommes, parmi lesquels se trouvaient environ quinze cents étrangers, ce qui réduisait à sept mille cinq cents le nombre des combattants à bord; et c'était avec de pareilles ressources qu'un homme qu'on avait perdu de vue depuis des années s'avançait pour conquérir un royaume dont le régent commandait une armée de cinquante-cinq mille hommes et disposait d'une quantité de places fortes, de magasins et d'arsenaux, sans parler des avantages qu'offrait un des sites les mieux fortifiés par la nature. Le 8, dom Pedro envoie un parlementaire au brigadier Cordova, gouverneur de Vicenna, et qui jouissait de l'estime de tous les partis. Le parlementaire fut éconduit, et le message qu'il reçut répondit, pour cette fois, à

l'idée qu'on se fait de l'honneur militaire. Ce premier échec ne laissa point de jeter quelque consternation parmi l'état-major de dom Pedro. Le lendemain, la flottille, abandonnant Villa do Conda, vint jeter l'ancre dans la baie de Mindillo, à deux lieues d'Oporto, et vers midi commença le débarquement sous les yeux des avant-postes du vicomte de Santa-Martha, dont la division de vingt-deux mille hommes, cantonnée dans Oporto et sur la rive du Douro, étendait jusqu'à Villa do Conda son aile droite. Les troupes miguélistes laissèrent ce débarquement s'effectuer le plus tranquillement du monde, et se contentèrent d'ouvrir, sur le soir, un feu de mousqueterie sans conséquence. A la première nouvelle de la marche de l'ennemi, Santa-Martha, qui n'avait pas moins de quatre mille hommes dans Oporto, traversa le fleuve et se replia sur Aliveira, abandonnant, outre un matériel considérable, le château de San-Joao da Foz, qui commande l'embouchure du Douro, et livrant la position du couvent de la Serra, qui domine la ville. Dom Pedro entra le jour même, et sans coup férir, dans Oporto, et la cité constitutionnelle par excellence l'accueillit avec enthousiasme. On voit par le trait que nous venons de citer ce que dom Miguel était en droit d'attendre de l'aptitude de ses généraux. Il faudrait chercher longtemps dans les annales militaires des peuples pour trouver un pareil exemple d'héroïsme; mais, ajoute l'auteur de l'ouvrage sur le Portugal, de semblables faits se sont renouvelés si souvent durant le cours de cette campagne, qu'on finit par ne plus s'en étonner.

Heureusement la fortune du Portugal devait trouver des représentants plus dignes chez les hommes du parti de la reine. Ici, nous le savons, la faiblesse et l'apathie du vaincu peuvent rendre contestable la gloire du vainqueur; mais n'oublions pas qu'en cette guerre, s'il y eut des rencontres déplorables, les engagements sérieux ne manquèrent point : d'ailleurs la part que les Terceira et les Palmella prirent à la révolution, terminée par la venue de dom Pedro, datait de loin. Et dans cette conviction qui brave tout, l'exil et les privations; dans cette persévérance audacieuse qui ne se lasse pas de revenir à l'assaut et court au-devant du péril sans compter ses ressources, il y a, quoi qu'on puisse dire, un certain élan chevaleresque des temps illustres. Le maréchal duc de Terceira, après avoir passé alternativement, et sous le nom de comte de Villa-Flor, du service du Brésil au service du portugal, se trouvait à Lisbonne, en 1828, lorsque le retour de dom Miguel le mit en demeure de quitter la place. La même année, il prit part à l'insurrection d'Oporto, qui se termina par la défaite des troupes constitutionnelles. A peine arrivé en Angleterre, le comte de Villa-Flor n'eut rien de plus pressé que de se concerter avec le duc, alors marquis de Palmella, au sujet d'un nouveau plan d'opérations. Le 5 juin 1829, il s'embarque au Havre, passe à travers la flotte miguéliste, et descend accompagné de quelques officiers dans l'île de Terceira, la seule qui n'eût pas reconnu l'autorité de dom Miguel. Je laisse parler ici notre Allemand : « La situation de l'île en plein Océan, son éloignement de la mère-patrie, et les vents impétueux qui règnent d'ordinaire dans ces parages, ont presque toujours favorisé l'insurrection. D'âpres rochers, des cimes volcaniques dont les flancs déchirés plongent dans les flots, rendent en certains endroits l'abordage impossible. Ainsi fermée de toutes parts, l'île est réduite à ses propres ressources, qui, Dieu merci, suffisent aux besoins des habitants. Le blé, le maïs et le riz s'y récoltent en abondance, et les troupeaux réussissent au mieux. En cet étroit espace, les produits des zones les plus diverses se multiplient avec un luxe merveilleux; l'ananas et la noix de coco, le citron, l'orange et la banane mûrissent à côté de la

fraise et des autres fruits du nord. Le myrte, le frêne et le châtaignier s'y forment en bois épais; des plaines toujours vertes, un ciel éternellement bleu, le climat le plus doux, des sources chaudes et de tièdes brises marines, 60,000 habitants, et pour capitale une charmante ville, Angra ; telle est la description de ce petit Éden, et l'on m'accordera facilement, sans que je prétende en aucune façon porter atteinte au mérite de personne, qu'une expédition commencée en pareil lieu n'offrait pas du moins en perspective à ses chefs tous les désastres d'une campagne de Russie ou de la guerre dans les montagnes du pays basque. » Ne remarquez-vous pas dans cette pointe d'ironie l'homme du métier qui se trahit chez l'écrivain? Ici la main qui tient la plume se souvient de l'épée, et je retrouve l'épigraphe du livre. Il ne veut porter atteinte à la gloire de personne, et cependant il ne peut s'empêcher de sourire en songeant à cette campagne d'hommes du monde sous un ciel clément et favorable. Évidemment cette guerre en plein Éden est presque du dilettantisme pour lui qui a bataillé dans ces montagnes du pays basque et qui sait ce qu'il en coûte.

A côté du duc de Terceira figure le duc de Palmella, compagnon d'exil du comte de Villa-Flor en Angleterre, président de la régence dans l'île de Terceira et plusieurs fois ministre. Le marquis-duc occupe une trop large place dans l'histoire contemporaine du Portugal, pour qu'un touriste qui tient à faire les choses en conscience néglige de s'informer de lui. Le marquis de Palmella, on le sait, se signala au débarquement de Mindello, et contribua puissamment à la formation d'un gouvernement provisoire. A la tête du conseil des ministres, en 1834 et 1835, on le vit reparaître pour la dernière fois au cabinet, pendant le court espace qui s'écoula entre la révolution d'Oporto et le rétablissement de la charte. Élevé aujourd'hui à la présidence de la chambre des pairs, et par conséquent au-dessus des fluctuations ministérielles, comblé par la fortune, investi pour lui et sa famille d'honneurs et de dignités de toute espèce, le noble duc semble avoir touché au terme de son ambition, et tout porte à croire qu'après tant de vicissitudes et de traverses, il ne quittera plus cette retraite pour rentrer dans les débats de la politique active. « Quand j'arrivai à Lisbonne, écrit l'auteur du livre sur le Portugal, le duc de Palmella habitait sa magnifique villa de Lumiar. Nos lettres se croisèrent, et je désespérais de le joindre, lorsqu'un matin il vint, ou plutôt se glissa chez moi sur la pointe du pied et comme à la dérobée ; — c'est un petit homme d'une taille insignifiante, au visage pâle, au nez d'aigle, aux traits italiens et marqués. Rien, du reste, d'original ou d'imposant dans sa physionomie. Ses yeux seuls, où la finesse perce, et son sourire particulier indiquent une nature supérieure. Je ne crois pas que ce sourire ait jamais réjoui personne, quoique le duc passe pour généreux et bienveillant; peut-être aussi faut-il y voir une qualité diplomatique. Le duc de Palmella, en dépit du peu d'avantages de sa personne, se présente avec une très-grande dignité, et dans les occasions solennelles, lors de l'ouverture des chambres, par exemple, ne laisse pas de faire excellente figure sur son fauteuil de président, où il trône revêtu de l'ancien costume espagnol. Sa villa de Lumiar est une délicieuse résidence, dans laquelle le luxe de la vie moderne étale ses plus riches merveilles. La duchesse passe pour avoir eu de la beauté, et possède encore, comme presque toutes les Portugaises, des yeux étincelants dont une expression singulière rehausse encore l'éclat. Le fils aîné du duc de Palmella, le marquis de Fayal, était en voyage. Il a épousé, comme on sait, la plus riche héritière du Portugal, donna Maria Luiza de Sampayo, fille du comte de Povoa, sur les millions duquel

on raconte des choses fabuleuses. Elle a aujourd'hui dix-sept ans à peine, et son mariage date du 5 juillet 1836. Je ne reviendrai pas sur l'histoire de ce mariage entremêlée de scènes romanesques dignes du moyen âge, les journaux de l'époque en ont assez parlé; tout ce que je sais, c'est que, s'il y a eu violence, l'objet ravi ne doit guère en avoir souffert; on trouverait difficilement une victime plus résignée que la jeune marquise. Le duc de Palmella donne d'excellents dîners. Sur un service de dessert d'une rare élégance était gravé l'écusson de sa famille avec cette devise : *veritatem regibus ;* et comme je remarquais la chose, le duc, avisant ma curiosité, ajouta à voix basse : *et populo.* »

La société de Lisbonne est ainsi passée en revue jusqu'aux membres du corps diplomatique et des chambres. On a souvent parlé des habitudes médiocrement civilisées du parlement américain et du sans-gêne de la tribune britannique ; mais, s'il faut en croire l'auteur de ce livre, rien n'égale la grossièreté des mœurs publiques en Portugal, et ce n'est que dans le vocabulaire des halles qu'on trouverait les termes dont on s'apostrophe. Se figure-t-on, par exemple, un membre de l'opposition disant à un ministre de la couronne que, sous son administration, tout n'est que simonie et concussion! Sur quoi le ministre répond à son interlocuteur : « Quand tu étais aux affaires, tu volais bien autrement. — Non, répond un troisième, le véritable brigand, c'est toi. » En vain le président agite sa sonnette à tour de bras; nul, dans l'assemblée, ne s'en inquiète. On s'agite, on pérore, on se démène sur les bancs, et, pendant ce temps, la galerie accompagne le sabbat de ses huées. Aux élections de 1842, un électeur élu (1) de l'Estramadure, contre l'attente de son parti, vota pour le ministère. Le lendemain, le *Revoluçao de Setembro,* organe des septembristes, contenait le manifeste suivant : « Vu sa trahison et son manque de foi envers ses amis politiques, vu l'affront qu'il vient de faire au collége électoral de l'Estramadure, vu l'ignoble concours qu'il prête à la plus infâme des administrations, le sieur Joao-Antonio-Rodrigues de Miranda est dénoncé au mépris des honnêtes gens. »

Je l'ai dit, l'auteur de ce livre a pénétré dans les provinces. Il a vu de près et bien vu ce peuple original, frotté de constitution à la surface, et sous plus d'un rapport resté au fond le même qu'aux beaux jours de Vasco de Gama. A mesure que vous vous éloignez des métropoles, les modifications importées de l'étranger s'effacent, et le naturel reparaît; insensiblement vous touchez à des points où l'action révolutionnaire n'arrive pas. En Portugal, tout le mouvement politique se concentre dans Lisbonne et dans Oporto, et le reste du pays vit la plupart du temps sans se soucier le moins du monde des changements de ministère et de constitution. Allez à Coïmbre, par exemple, et vous m'en direz des nouvelles; c'est le moyen âge pris sur le fait : vous savez, ce peuple de Cervantes au costume à la fois clérical et séculier. Croirait-on qu'il y a encore un endroit en Europe où les étudiants s'habillent comme Faust et Paracelse, parlent latin, s'intitulent enfants des Muses, et jouent de la guitare au clair de lune sous la fenêtre de leurs maîtresses? Si *Childe Harold* vous inspire l'idée de voir Cintra, le *glorious Eden* de Byron, le paradis de la Lusitanie :

Cintra donde as Naiadas escondidas
Nas fontes vao fugindo ao duro braço;

(1) En Portugal, l'élection est double; chacune des sept provinces nomme un certain nombre d'électeurs, lesquels nomment ensuite les députés pour la province.

j'avoue qu'en ce livre Coïmbre m'est apparu sous un aspect bien tentant. En effet, rien de plus romantique et de plus singulier que cette Athènes du moyen âge conservée là comme par magie, rien de plus curieux que ce peuple de virtuoses tapageurs ne relevant que de la discipline de l'université dont il porte aujourd'hui encore le costume tel qu'il était en 1537, au temps de dom Garcia de Alméida, le premier grand-maître de Coïmbre. Depuis dom Garcia, on ne compte pas moins de quarante-cinq recteurs, dont les portraits figurent dans la salle du conseil tendue de damas brodé d'or. Le personnage actuellement investi de ces magnifiques fonctions (les protocoles universitaires donnent au recteur le titre de *sa magnificence*) est un vieux comte de Terena dom Sébastien Correa de Sà. Ici je cède la parole au spirituel touriste, qui nous racontera, sans omettre un détail, le cérémonial d'une visite en si haut lieu. « A peine installé dans mon hôtellerie, j'envoyai au vieux comte une lettre de Costa Cabral, et deux heures après le neveu de *sa magnificence* vint me chercher dans un équipage digne des prélats du XVIIe siècle. C'était un lourd et somptueux carrosse à huit glaces, et tiré par quatre mules que dirigeaient deux élégants postillons. Nous traversâmes ainsi à grand fracas les rues tortueuses de Coïmbre, et montâmes au palais de l'université, construit en haut de la montagne sur un plateau qui domine la ville. En arrivant, nous trouvâmes le comte de Terena occupé à présider les conférences publiques qui ont lieu au terme de l'année scolaire et se prolongent des semaines entières avec beaucoup de solennité. Sa magnificence, assise sous un dais de velours et portant l'ancien costume portugais à épée, dirigeait un débat juridique, ayant autour d'elle les doyens des diverses facultés. Les débats se tenaient en latin, en présence d'un nombreux auditoire de jeunes gens auxquels leur pourpoint noir donnait un air de gravité à surprendre fort, je dois le dire, leurs joyeux confrères d'Heidelberg et d'Iéna. En général, l'étudiant portugais ressemble assez à un enterrement, et, si je ne me trompe, cette mine lugubre qu'on lui reproche lui vient de sa manière d'aller vêtu. Un moment, Pombal voulut réformer le costume ; mais les traditions universitaires prévalurent, et d'ailleurs on lui représenta que ce costume favorisait les idées d'égalité en rendant impossible toute distinction entre le riche et le pauvre. — Sitôt que le recteur eut levé la séance, nous nous rendîmes dans son appartement. Le comte de Terena est un digne et honnête vieillard pénétré à fond de l'excellence de ses écoles, et qui, sur le chapitre de l'établissement qu'il dirige, n'entendrait pas raillerie; nous parcourûmes avec lui les salles où se tiennent les cours, et tout ce que j'y remarquai fut une ouverture pratiquée dans le mur et recouverte d'un rideau, au moyen duquel sa magnificence peut surveiller son monde en cachette, et savoir à toute heure, sans être vue, ce qui se passe entre les professeurs et les élèves. » Voilà, j'imagine, une façon d'agir tout orientale, et ce mystérieux rideau m'a bien l'air de venir en droite ligne du sérail de quelque prince maure. — L'université de Coïmbre ne compte pas plus de mille étudiants. Quarante-six professeurs, assistés de vingt-sept suppléants, enseignent la théologie, le droit canon, la jurisprudence, la médecine, les mathématiques, en tout six facultés auxquelles il faut joindre un institut pour les arts. Cette organisation date de Pombal, et, quoi qu'on ait fait depuis soixante ans pour l'améliorer, elle est bien loin de répondre encore aux besoins de la science moderne; sans rappeler ici les arts pratiques totalement omis, que devient l'histoire dans ce programme?

Avez-vous jamais ouï parler de Condeixa, nom charmant, qui signifie en portugais *corbeille de fleurs?* Condeixa est une petite ville à deux lieues de Coïmbre,

ou plutôt un délicieux jardin de myrtes, de lauriers-roses et de cactus. L'auteur de ces *Souvenirs,* après avoir loué les délicieuses oranges qu'on y trouve, cite en passant cette phrase recueillie par lui : « Les femmes de Condeixa sont fort jolies et plus libres que dans aucune autre ville du Portugal ; le voisinage des étudiants de Coïmbre en est la cause. Ceci donne à penser, et volontiers j'inclinerais à croire, après l'ingénieuse remarque, que les étudiants en soutane, après tout, ne sont pas si noirs qu'ils en ont l'air. »

En France, on a peu écrit sur le Portugal. Si l'on excepte les mémoires du duc du Châtelet, que j'ai cités plus haut, l'*Essai statistique* de M. Balbi, volumineux ouvrage à compulser, mais d'un optimisme fatigant, la belle étude de M. Magnin sur Camoëns, l'*Histoire de la littérature portugaise* de M. Ferdinand Denis, et enfin un travail curieux et complet de M. de Lasteyrie sur l'état politique et moral du pays je ne vois guère quels documents il reste à invoquer; bien entendu que nous ne parlons pas ici des livres de Dumouriez et de Foy, ouvrages militaires et d'un intérêt tout spécial. Sous ce rapport, l'Allemagne est plus riche. On ne saurait croire, en effet, quel accroissement cette espèce de littérature que j'appellerai, faute d'un autre terme, la littérature touriste, semble vouloir prendre depuis quelque temps au delà du Rhin. En dehors de l'escouade tumultueuse de MM. Herwegh et Wienbarg papillotte et s'agite toute une nuée d'esprits élégants et faciles, d'ingénieux diseurs qui ne demandent qu'à trouver le butin. Aussi c'est merveille de voir comme les impressions de voyage se multiplient; il y en a sur l'Italie, sur l'Espagne, sur la France, et les dernières ne sont pas les moins curieuses. Pour en revenir au Portugal, le livre de M. de Eschwege. écrit vers 1836, ouvre, si je ne me trompe, en Allemagne la série des travaux contemporains sur cette question. Depuis se sont succédé les *Reisebriefe* de Mme la comtesse Hahn-Hahn, et enfin l'ouvrage nouveau sur le Portugal. M. de Eschwege est pessimiste, il voit tout en noir; c'est un écueil auquel échappe l'auteur des *Souvenirs de* 1842, sans tomber dans l'optimisme que je blâmais tout à l'heure. Ce qui plaît surtout dans ce livre, c'est l'impartialité de jugement jointe à un coup d'œil sûr, à une manière toute sérieuse d'envisager les événements et les hommes. Je reprocherai cependant à l'auteur certaines négligences de détail qu'il aurait pu s'épargner, et qui font tache. Ainsi, chaque fois qu'il s'agit de raconter un site ou de décrire les magnificences d'un palais, ce palais fût-il celui d'Ajuda, il se tire d'affaire en quatre lignes et ne manque jamais de vous renvoyer, pour plus ample information, aux *Reisebriefe* de Mme de Hahn-Hahn, « qui, ajoute-t-il, a plus d'esprit et de patience que moi. » Quand on prétend écrire un livre sur un sujet, il faut envisager d'avance toutes les difficultés du travail, et, quelles qu'elles soient, y faire face de son mieux. A cela près, l'ouvrage est excellent; mais, je le répète, ces compléments, qui peuvent entrer plus tard dans la pensée du lecteur, il n'appartient jamais à l'écrivain de les indiquer. Un ouvrage doit se suffire à lui-même, et le seul corollaire qui fût permis à l'auteur du *Portugal,* c'était son livre sur l'Espagne.

HENRI BLAZE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1844.

Les affaires du Maroc et de Taïti fixent en ce moment l'attention de l'Europe. Du côté du Maroc, les événements ont pris depuis peu de jours un caractère décisif. Le prince de Joinville a bombardé Tanger et Mogador. L'île de Mogador est occupée par nos troupes; la ville, foudroyée et déserte, a été pillée par les Kabyles. Le dommage causé à l'empereur est immense. Pendant ce temps, le maréchal Bugeaud remportait la victoire d'Isly, qui rappelle les glorieux combats de l'armée d'Égypte.

La France applaudit au courage héroïque de ses marins et de ses soldats; elle admire l'énergie, la bravoure et la sagacité de leurs chefs. Si ces coups n'avaient pas été frappés à propos, l'occasion eût pu échapper; d'un jour à l'autre, des hésitations et des lenteurs eussent pu changer le sort de la guerre. Le prince de Joinville avait des instructions qui lui donnaient une certaine latitude; il en a profité pour agir vigoureusement. Le maréchal Bugeaud était maître de ses mouvements : son coup d'œil a saisi avec une admirable justesse le moment d'engager l'action. Des deux côtés, la force et l'intrépidité de l'ennemi ont rehaussé la gloire de nos armes. Nous pouvons être fiers quand nous voyons un de nos princes exécuter avec un petit nombre de vaisseaux des entreprises dans lesquelles de grands capitaines ont déployé autrefois des forces immenses, quand nous le voyons joindre aux talents d'un marin consommé l'esprit supérieur de l'homme politique qui sait juger la portée des événements; lorsque enfin, le canon une fois tiré, nous le voyons s'exposer au feu comme le dernier matelot de son escadre. Les savantes dispositions du maréchal Bugeaud, ses dix mille hommes supportant le choc de toute la cavalerie marocaine et la culbutant de toutes parts après quelques heures de combat, sont aussi un de ces faits d'armes que nous pouvons inscrire avec fierté dans nos annales.

Sans parler des bruits que l'on a répandus depuis deux jours sur l'ordre donné par l'empereur de saisir Abd-el-Kader, il est permis d'espérer que ces événements mettront bientôt un terme à la guerre du Maroc. Abderrahman et son peuple sentiront la nécessité de faire la paix, et de nous offrir les garanties que nous avons droit d'exiger. M. Guizot, un peu confus peut-être au milieu de tant de gloire, se

trouvera ainsi débarrassé, comme par enchantement, d'une grande difficulté qu'il avait aggravée par ses fautes. Les engagements qu'il avait pris dès le début avec l'Angleterre, ses confidences au sujet des instructions destinées à l'escadre, sa confiance excessive dans les résultats de la médiation anglaise, étaient autant d'imprudences qui pouvaient compromettre le succès des opérations militaires, si le prince et le maréchal n'eussent compris qu'il était urgent d'aller jusqu'au bout des limites accordées à leurs pouvoirs.

Il est inutile d'ajouter que les satisfactions données par le Maroc doivent être complètes. Nous devons exiger les garanties nécessaires pour assurer désormais le repos de l'Algérie. La France ne peut avoir dépensé son sang et ses trésors pour des réparations illusoires.

Si la question du Maroc a cessé de troubler les esprits, il n'en est pas de même de l'affaire de Taïti, qui pourrait bien se compliquer par le secret dépit que donnent à l'Angleterre les succès de notre marine. Les négociations sont toujours pendantes à Londres et à Paris. On a fait là-dessus bien des versions différentes; voici, selon nous, la véritable. L'Angleterre n'a pas envoyé son ultimatum. Elle demande le rappel de M. Bruat et de M. d'Aubigny. Ces conditions ne sont pas acceptées par M. Guizot. Il consent seulement à exprimer un blâme sur la nature des procédés employés par M. d'Aubigny à l'égard de M. Pritchard. Les négociations en sont là. On sait en outre que lord Cowley presse vivement le cabinet de Londres de s'en tenir au rappel de M. d'Aubigny; mais l'arrangement ne pourrait être conclu sur cette base : M. Guizot ne consent pas au rappel, il n'offre que le blâme des procédés.

Blâmer M. d'Aubigny serait une concession. Après le langage tenu par M. Peel à la chambre des communes, cette concession serait grave. Est-il juste que la France l'accorde? Cela dépend sans doute de circonstances que nous ignorons, que le public jusqu'à présent ignore comme nous, et dont M. Guizot est instruit. Lorsqu'on nous dira les faits, nous les apprécierons. Quant au rappel de M. d'Aubigny, il est impossible. On peut le blâmer, s'il a manqué aux égards dus à M. Pritchard; on ne peut lui infliger l'humiliation d'un rappel, s'il a usé d'un droit, s'il a agi légalement dans un intérêt français, pour garantir la sécurité du poste confié à sa prudence et à son honneur.

On s'accorde généralement à dire que M. Guizot montre en ce moment de la fermeté. C'est une qualité nouvelle chez lui; l'exemple du prince de Joinville et du maréchal Bugeaud lui a profité. Du reste, plusieurs de ses amis ne lui ont pas caché que sa situation était critique. Ils lui ont déclaré qu'ils ne pourraient plus le soutenir, s'il se rendait coupable d'une faiblesse. Ils lui ont dit : Tout l'honneur de votre carrière politique dépend de la résolution que vous allez prendre. C'est vous qui avez engagé dans cette affaire de Taïti les destinées de votre pays; vous avez commis la faute de rappeler l'amiral Dupetit-Thouars; nous vous avons défendu, nous ne pourrions aller plus loin. Vous avez le droit pour vous; vous avez le sentiment du pays : relevez-vous par une résistance énergique. C'est une question de vie ou de mort pour vous. On nomme ceux qui ont donné ce conseil à M. Guizot. Il paraît aujourd'hui décidé à le suivre jusqu'au bout.

Néanmoins, il y a des jours, dit-on, où le superbe ministre fléchit, et où il insinue que toute l'affaire pourrait s'arranger facilement sans lui. Il déclare qu'il est prêt à se retirer, et que, s'il y a une lâcheté à faire, on en trouvera d'autres qui la feront à sa place. Ces paroles imprudentes ont été souvent prononcées, dit-on.

Il est inutile de démontrer qu'elles renferment une accusation injuste. Aucun des hommes qui ont traversé le pouvoir, depuis 1830, n'accepterait de signer les concessions demandées aujourd'hui par l'Angleterre. Il ne faut pas que l'Angleterre s'y laisse tromper : on lui donne un espoir qui ne se réaliserait pas. Elle a devant elle M. Guizot; qu'elle le garde. C'est encore lui qui servira le mieux ses intérêts. Pourquoi, d'ailleurs, M. Guizot voudrait-il se retirer sur l'affaire de Taïti? Pense-t-il donc que ce serait pour lui une retraite glorieuse? Il serait étrange qu'un ministre tirât vanité d'abandonner une situation qu'il a semée de périls. Peut-on se glorifier d'une désertion?

L'attitude du corps diplomatique à Paris est curieuse à observer. Elle semble favorable à la France. Malgré la réserve que les agents des diverses puissances sont naturellement tenus de s'imposer, on reconnaît aisément qu'ils approuvent notre conduite. La cause que nous soutenons leur paraît juste. Ils sont unanimes pour convenir que la précipitation de sir Robert Peel a créé les principales difficultés; ils déclarent tous que ce serait la chose du monde la plus ridicule de voir l'Angleterre et la France se tirer des coups de canon au sujet d'un démêlé survenu dans une île sauvage, à quatre mille lieues de nous, et à l'occasion du révérend M. Pritchard.

La presse anglaise, si injurieuse il y a peu de jours, a changé de langage. Au sujet du Maroc, elle est devenue plus calme. Elle a rétracté d'odieuses calomnies, que la presse française a livrées au mépris de l'Europe, sans songer à les réfuter. En ce qui touche Taïti, les journaux de Londres, sans être moins exigeants au fond, ont cessé d'être aussi impérieux dans la forme. Le langage de nos voisins est devenu moins amer. Cependant on sait que l'Angleteterre fait des préparatifs, et qu'une assez grande activité règne dans ses arsenaux. Il en est de même en France. Sans doute il est permis de compter sur la paix, mais il serait dangereux de se livrer à une confiance illimitée. M. Peel avait annoncé que l'affaire de Taïti serait probablement conclue avant la clôture du parlement, qui se réunira dans les premiers jours de septembre, et rien ne paraît encore terminé ou près de l'être. Que dira le parlement? Dans quelle voie le ministère anglais sera-t-il poussé par sa majorité? En de pareilles conjonctures, tout esprit sage doit hésiter, et ne pas mettre en avant des hypothèses hasardées.

Quoi qu'il puisse arriver, l'Europe nous voit et nous juge. On nous a accusés devant elle d'être ambitieux et de vouloir la guerre : c'était le cri de la presse de Londres il y a peu de jours; c'est le mot d'ordre donné à tous les agents anglais sur le continent. L'accusation est répandue surtout dans les cours du Nord. Là, on s'appuie sur les préventions naturelles que rencontre chez des gouvernements absolus un gouvernement libre, fondé sous les auspices d'une dynastie nouvelle. On nous représente comme un peuple inquiet, d'une liberté orageuse et d'une humeur conquérante, que ses revers n'ont pas suffisamment instruit, que le sentiment exagéré de sa force domine, et qui n'a pas cessé d'être dangereux pour la paix du monde. La presse française repousse ces accusations injustes, et elle en a le droit. Quel gouvernement a été plus pacifique et moins ambitieux que le nôtre depuis la révolution de juillet? Qu'avons-nous fait pour troubler la paix? Le lendemain d'un soulèvement populaire, dans la plus grande effervescence des esprits, au milieu des passions belliqueuses excitées par le réveil du sentiment national, notre gouvernement est resté calme; les désirs de gloire et de puissance ont été contenus; les souvenirs de 1815, les ressentiments légitimes, les haines, ont été comprimés; les

velléités de propagande ont été étouffées. Cependant les provinces rhénanes s'agitaient, la malheureuse Italie se ranimait, la Pologne se soulevait pour mourir, et la France, indignée et frémissante, n'a pas remué. Si nous avons protégé les institutions libres en Espagne, en Portugal, en Belgique, en Grèce, nous l'avons fait de concert avec l'Angleterre, et du consentement de l'Europe. La question d'Ancône et celle de Luxembourg ont montré jusqu'où pouvaient aller notre désintéressement et notre résolution sincère de maintenir la paix.

Toutefois, une nation comme la France ne peut rester immobile. Après avoir témoigné si clairement nos dispositions pacifiques et notre respect pour les traités, pour ceux même dont nous avons le plus souffert, plusieurs circonstances se sont présentées où le sentiment de nos droits et le soin de notre dignité, gage de notre indépendance, nous ont portés à réclamer une part légitime d'influence au dehors. Les démêlés de l'Orient ont fait naître la question d'Égypte. L'histoire dira si nous avons élevé en 1840 des prétentions excessives. Dans tous les cas, la manière dont nous les avons soutenues et la conclusion du débat n'ont pu donner au monde une idée bien menaçante de notre esprit de domination. Peu de mois après le bombardement de Beyrouth, nous avons signé la convention des détroits, nous avons offert de rentrer dans le concert européen, et nous avons tendu cordialement la main à l'Angleterre, voulant, au risque de lui faire prendre notre empressement pour une faiblesse, lui témoigner par ce procédé l'oubli d'une injure récente, et une généreuse confiance dans ses intentions amicales.

En quoi donc sommes-nous des ambitieux et des amis de la guerre? Est-ce parce que nous avons tiré vengeance de quelques insultes commises envers nous au delà des mers, vengeance quelquefois bien incomplète, si l'on se rappelle le blocus de Buénos-Ayres, et si l'on regarde ce qui se passe en ce moment à Montevideo? Est-ce parce que nous occupons l'Algérie, conquête de la restauration, que le gouvernement de juillet n'aurait pu abandonner sans honte, et qui d'ailleurs, en délivrant la mer d'une race de pirates, n'a pas moins profité aux puissances maritimes de l'Europe qu'à nous? Est-ce enfin parce que M. Guizot a planté le drapeau français sur quelques rochers de l'Océanie? Sans doute la France a pu blâmer avec raison cette entreprise de M. Guizot. L'utilité ne lui en a pas été démontrée. Elle en a reconnu du premier coup tous les inconvénients. Elle a critiqué surtout la forme de l'établissement créé à Taïti. Elle a cru voir dans ces stériles conquêtes de M. Guizot beaucoup moins la pensée de faire une chose sérieusement avantageuse au pays que le dessein de se grandir à peu de frais, et de se raffermir au pouvoir par des actes d'une vigueur et d'une utilité apparentes. Mais si M. Guizot, pour fortifier sa politique, a voulu doter son pays de quelques îlots perdus dans l'Océan et dédaignés par tous les peuples maritimes, en quoi ces acquisitions illusoires pourraient-elles alarmer l'Europe ou l'Angleterre? Pour mettre les choses au pire, l'équilibre européen sera-t-il troublé parce que, dans l'espace d'un an, une trentaine de nos bâtiments de commerce auront relâché aux îles Marquises ou aux îles Gambier?

Une seule chose pourrait inquiéter l'Europe; ce serait l'intention témoignée par la France de reprendre ses frontières du Rhin. Or, sur ce point, que l'Europe consulte les actes et les paroles de notre gouvernement, le langage même des partis à la tribune ou dans la presse, elle verra que la question des limites du Rhin n'existe plus pour nous. L'opposition constitutionnelle, après l'avoir soulevée dans les premières années du gouvernement de juillet, l'a retranchée de son

programme politique depuis le jour où elle a formellement accepté les faits accomplis. Renonçant désormais à toute pensée d'agrandissement territorial sur le continent, assurée que le progrès naturel des idées libérales suffira pour convertir l'Europe à ses principes, l'opposition constitutionnelle n'excite plus le gouvernement à renverser les barrières de 1815. Au lieu de lui conseiller d'agir sur le continent, elle le pousse à se mouvoir au dehors. Elle lui dit : Observez les traités et cherchez, sans sortir de leurs limites, à développer justement, pacifiquement, l'influence de la France. La mer vous est ouverte; maître de l'Algérie, vous avez une grande influence à exercer dans la Méditerranée; au nom de la civilisation chrétienne, au nom même des intérêts politiques de l'Europe, vous avez un rôle important à jouer dans les affaires d'Orient, vous avez aussi à protéger notre commerce et à faire respecter le pavillon français sur les mers; si vous rencontrez des obstacles dans cette sphère légitime de votre action, si vos droits sont méconnus, résistez, le pays vous soutiendra. Tel est le langage que l'opposition constitutionnelle adresse au gouvernement depuis plusieurs années, et celui-ci s'en est inspiré plusieurs fois dans sa politique. C'est même, il faut le reconnaître, pour répondre à ce mouvement de l'opinion que M. Guizot, dans un intérêt de pouvoir, s'est fait le conquérant de quelques îles de l'Océanie. Il a voulu ouvrir au commerce et à la politique de la France une nouvelle voie dans des mers lointaines. Quel qu'eût été le motif des établissements fondés par M. Guizot, la France les eût approuvés, s'ils avaient présenté un caractère sérieux, et si, bien loin d'offrir des résultats utiles, ils n'avaient pas fait craindre dès l'origine les embarras et les dangers survenus depuis.

Ce mouvement qui porte chez nous l'opinion à chercher au dehors des dédommagements pour prix de l'inaction que les traités nous imposent sur le continent, cette tendance à développer pacifiquement l'influence diplomatique, maritime et commerciale de la France, ne peuvent surprendre l'Europe ni l'inquiéter : elle ne peut blâmer des dispositions qui sont la loi naturelle de tout gouvernement prospère établi sur de fortes bases. C'est le devoir et l'honneur des nations de travailler sans cesse à leurs progrès sans entraver l'action légitime des autres peuples. Comment pourrions-nous gêner l'Europe en prenant les mesures nécessaires pour garantir nos possessions d'Afrique, en combattant les projets avoués de la Russie sur Constantinople, en protégeant contre les excès du fanatisme musulman les chrétiens d'Orient, en offrant sur les mers un contre-poids utile pour prévenir les écarts d'une puissance qu'une domination trop étendue pourrait rendre tyrannique? Comment troublerions-nous la paix continentale en ouvrant, par des traités et des découvertes, de nouvelles routes et de nouveaux ports à notre commerce maritime? D'ailleurs, en suivant cette voie d'un progrès régulier et pacifique, agissons-nous autrement que l'Europe elle-même? Que font aujourd'hui sur le continent tous les états fortement constitués? Ne travaillent-ils pas à étendre leur action politique et commerciale? Que fait la Prusse, que fait l'Allemagne? quels sont les projets commerciaux de l'Autriche? Qu'est-ce que ce réseau de douanes qui semble déjà substituer à l'action séparée de plusieurs états une immense unité, capable un jour de déranger l'équilibre de l'Europe? Parlerons-nous de la Russie, dont les progrès sont des envahissements, et qui viole ouvertement les traités? Parlerons-nous de l'Angleterre, dont l'histoire maritime est une série d'usurpations et de violences?

Abordons la véritable difficulté, la seule peut-être : nous voulons avoir une

marine ; voilà ce qui déplaît, non pas à l'Europe, mais à l'Angleterre. La *Note* du prince de Joinville irrite encore profondément tous les cœurs anglais ; elle a fait déjà le sujet de plus de vingt discours dans le parlement. La presse anglaise y revient sans cesse, elle y reviendra encore longtemps. Et cependant que dit cette *Note?* Dit-elle que la France doit posséder ou disputer l'empire des mers? Elle ne dit pas autre chose que ceci : l'Angleterre a une puissante marine à vapeur qui menace les côtes de la France ; la France doit se hâter d'utiliser ce même moyen contre l'Angleterre, afin de détruire la confiance que lui inspire depuis si longtemps sa position insulaire. La marine à vapeur rendra les chances d'une guerre d'invasion égales entre les deux pays. Quant aux escadres à voiles, la France doit les entretenir sur un pied respectable : elle fera bien d'établir des croisières sur tous les points du globe pour protéger son commerce et son honneur ; mais elle n'est pas en état de rivaliser sur ce théâtre avec la puissance britannique. Voilà le véritable sens de la *Note* de M. le prince de Joinville, et tous les bons esprits du continent ont admiré la sagesse de ce conseil, car il ne s'adresse pas seulement à la France : tôt ou tard il pourra être d'un excellent usage pour tous les peuples qui ont des ports sur l'Océan, sur la Manche, ou sur la mer du Nord. L'Angleterre peut-elle avec raison réclamer contre un système naval dont le but est de créer entre des peuples voisins qui ont des frontières maritimes une indépendance et une égalité réciproques? Autant vaudrait dire qu'elle a le droit de se plaindre des fortifications de Paris.

C'est cependant le secret dépit de voir s'élever peu à peu une marine française capable de soutenir dignement dans la Méditerranée et dans la Manche le rôle qui appartient à la France, c'est ce sentiment injuste qui nous fait accuser tous les jours dans les feuilles anglaises et ailleurs d'être tourmentés du démon de la guerre. Les prétendus griefs que l'on étale contre nous, les exigences que l'on nous montre, n'ont pas d'autre cause. L'affaire de Taïti n'est au fond qu'un prétexte dont se sert la jalousie britannique ridiculement excitée contre nous. Autrement, si l'Angleterre était de sang-froid, si la passion ne troublait pas son jugement, pourrait-elle, au sujet de Taïti, nous accuser de vouloir la guerre, nous dont la seule faute peut-être a été de céder trop complaisamment à ses premières exigences, et d'avoir encouragé par là ses prétentions ultérieures dans un débat où les plus simples règles du droit des gens nous donnent mille fois raison, tandis qu'elle a de son côté tous les torts que peuvent donner la précipitation, la violence et l'injustice ? Et si l'on veut parler de la guerre du Maroc, appellera-t-on ambitieux des gens qui, forcés pour leur sûreté de repousser les agressions d'un peuple barbare, ont commencé, avant le premier coup de canon, par désavouer à la face de l'Europe tout projet de conquête, par déclarer qu'ils ne prendraient pas un pouce de territoire à l'ennemi, et que tous les points occupés temporairement pendant les hostilités seraient évacués dès que la paix serait conclue? Voilà une singulière ambition! Que serait la puissance coloniale de l'Angleterre, si elle avait toujours montré ce désintéressement?

Non, la France ne mérite pas les accusations dirigées contre elle. Son ambition n'est pas la cause du conflit qui s'est élevé entre elle et l'Angleterre. Elle n'en sera pas responsable. La France ne met pas de forfanterie dans son langage. Elle ne cherche pas à dissimuler les périls de la situation. Loin de vouloir la guerre, elle ne craint pas de dire qu'elle la déteste, et qu'une guerre avec l'Angletere lui semblerait un horrible fléau pour le monde et le renversement des principes de la

civilisation. Cependant, puisque bon gré, mal gré, il lui faut arrêter son esprit sur cette idée de la guerre, elle se console en songeant qu'elle a le droit pour elle. Le sentiment du droit fortifie l'âme des peuples, et leur inspire une confiance salutaire.

On annonce que plusieurs puissances européennes ont terminé depuis peu leurs différends avec le Maroc. Probablement l'attitude énergique de la France n'aura pas nui au succès de leurs négociations. L'empereur Abderrahman voulait réserver toutes ses forces contre nous. L'Espagne, dans cette circonstance, aura peut-être regretté de séparer ainsi sa cause de la nôtre. Nous devons reconnaître cependant que ses embarras intérieurs peuvent lui servir d'excuse. Il est juste qu'avant de ménager nos intérêts, l'Espagne songe aux siens, qui réclament en ce moment toute son attention.

Les opérations électorales vont commencer; le résultat en est indiqué d'avance. Tout prouve que le parti modéré aura dans les cortès une forte majorité. Par une résolution qu'on doit blâmer, et qui fait naître des doutes sur la légalité de leurs desseins, les progressistes se sont écartés de la lutte. Leurs chefs ne se présenteront pas dans les colléges. L'arène est ainsi abandonnée aux modérés et au parti carliste, qui figurera pour la première fois dans les cortès depuis 1833, mais en très-petite minorité. Les modérés seront donc les maîtres de la situation. C'est dans leurs mains que sera remis le sort de l'Espagne constitutionnelle. Ils auront à régénérer le pays, à effacer les dernières traces de la guerre civile, à fermer la carrière des soulèvements provinciaux, des révoltes militaires, des questions dynastiques, de tous les abus et de tous les désordres au milieu desquels l'Espagne se débat depuis onze ans. Les preuves que le parti modéré a déjà données de son patriotisme et de ses lumières font espérer qu'il remplira sa tâche avec honneur. Il compte dans ses rangs des hommes dont la capacité administrative et les talents oratoires sont estimés dans toute l'Europe. Lui seul, de tous les partis qui se sont disputé l'Espagne dans ces derniers temps, possède la science du gouvernement. On lui doit les mesures qui ont été les plus efficaces contre l'anarchie. C'est lui qui a courageusement refusé de consacrer la constitution de 1812, présentée sur les baïonnettes des révoltés de la Granja ; c'est lui, c'est son initiative, c'est l'éloquence de ses hommes d'état qui ont contribué principalement à faire proclamer l'an dernier la majorité de la reine. A différentes époques, les modérés, bien qu'ils n'eussent pas perdu leur influence dans le pays, ont cru devoir s'effacer de la scène des événements, et laisser le pouvoir entre des mains, sinon plus fermes, du moins plus dures que les leurs; la violence de la lutte n'admettait pas les tempéraments de leur politique : aujourd'hui, leur politique convient pleinement à la situation. Qu'ils concertent leurs efforts, qu'ils restent unis, et une nouvelle ère de prospérité s'ouvrira pour l'Espagne.

M. Mon n'a pas attendu les cortès pour introduire quelques réformes dans les finances. Tout le monde sait que les finances de l'Espagne sont dans un désordre effroyable. Depuis longtemps, le gouvernement espagnol vit d'expédients ruineux qui ont élevé sa dette à un chiffre inconnu. C'est un abîme que l'on n'ose sonder. L'ancienne monarchie a ouvert la plaie; les révolutions, l'anarchie, la guerre civile, l'ont envenimée et agrandie. Maintenant les abus qu'il faudrait déraciner trouvent malheureusement dans toutes les classes une foule de gens intéressés à les soutenir. Ces abus sont le fléau de la nation, et on croirait néanmoins que la nation les aime. Le jour où le recouvrement des impôts sera arraché à des traitants

avides, où les sommes dues au trésor ne seront plus pillées par les municipalités et les intendants, où les trésoriers ne spéculeront plus avec les fonds de l'état, où la contrebande ne tarira plus la source des revenus de la douane, où le budget ne sera plus une fiction, où les recettes d'une année ne seront plus prélevées par anticipation pour solder les dépenses d'une année antérieure, où chaque ministre rendra ses comptes, où les exactions et les prévarications des fonctionnaires seront réprimées, où la dette publique ne sera plus un problème insoluble, quelquefois même un mensonge offert comme un appât à la confiance aveugle des capitaux étrangers, le jour où tout cela n'existera plus, les finances de l'Espagne seront sauvées, et cependant il se trouvera encore, jusque dans les classes supérieures de la société, des gens qui ne dissimuleront pas leurs regrets pour ce régime de vénalité, de concussions et de brigandages. Triste exemple qui prouve combien l'anarchie peut, à la longue, pervertir l'esprit et la moralité d'un peuple!

M. Mon s'occupe de reprendre la gestion de certains revenus de l'Espagne, et de relever le crédit. Il régularise le mouvement des capitaux destinés aux services publics. Forcé, comme ses prédécesseurs, de recourir aux anticipations et aux emprunts, il obtient des conditions moins onéreuses pour le trésor. Il cherche à fixer le sort des créanciers de l'état. Après avoir liquidé en 3 p. 0/0 la créance des *contratistes,* et retiré de leurs mains les gages dont ils avaient été munis, il s'occupe de la conversion des billets de la dette flottante et du trésor; mais l'acte le plus important de M. Mon est le décret du 8 août, qui suspend immédiatement, sauf la décision ultérieure des cortès, la vente des biens du clergé séculier, et en affecte les produits à son entretien. Ce n'est pas seulement un acte financier, c'est une mesure politique de la plus haute gravité. Nous croyons volontiers que les sentiments de religion et d'humanité y tiennent une grande part; que le clergé, dépouillé de ses biens et ne recevant pas le paiement de la contribution que les lois lui avaient assurée en échange, devait exciter un vif intérêt; qu'en appliquant les revenus des biens non vendus à l'entretien de leurs anciens possesseurs, on a agi d'après un principe d'équité. Nous reconnaissons aussi qu'en déclarant inviolable la propriété des biens aliénés, on a donné toutes les garanties désirables aux droits acquis; mais, d'un autre côté, les biens non vendus étaient le gage des créanciers de l'état: ce gage disparaît, si la vente devient impossible, et si les revenus des biens reçoivent une affectation spéciale.

Un événement prévu vient de s'accomplir en Grèce. M. Mavrocordato et ses collègues ont donné leur démission. Le roi a chargé M. Coletti de former un ministère. Déjà les députés élus dans les provinces arrivaient, et les élections d'Athènes avaient commencé; elles ont été suspendues. Le ministère du 29 mars tombe sous le coup des mécontentements que ses fautes ont provoqués de toutes parts. L'amnistie du 31 juillet, relative aux insurgés de l'Acarnanie et de la Grèce occidentale, n'a pas calmé l'irritation excitée contre lui. On lui reproche surtout sa conduite dans les dernières élections; on l'accuse d'avoir employé l'intrigue, la corruption, les menaces, et jusqu'à des arrestations arbitraires, pour faire triompher ses candidats. D'indignes manœuvres paraissent avoir été commises. Voilà le fruit des conseils de M. Lyons.

Les événements de la Grèce ont bien mal justifié les prévisions encore récentes de M. Guizot. Répondant à M. Billault, qui signalait l'opposition permanente de l'Angleterre et de la France en Grèce, opposition fondée sur ce que l'Angleterre doit désirer l'affaiblissement de la marine grecque, et la France son accroissement,

M. le ministre des affaires étrangères, dans la séance du 20 janvier, se félicitait hautement des résultats obtenus à Athènes sous la tutelle de l'entente cordiale. A l'entendre, l'union des deux peuples représentée par celle de leurs agents avait déjà fondu ensemble les deux partis anglais et français. Ces dénominations s'effaçaient; les chefs des deux partis, MM. Coletti et Mavrocordato, animés d'un même esprit, imitant par leur bon accord le généreux exemple qui leur était donné, travaillaient de concert, et dans des vues communes, à asseoir solidement la nouvelle constitution de leur pays. Obéissant à l'impulsion de leurs chefs, les hommes des deux partis se réunissaient pour marcher au même but; la nation entière les suivait. L'entente cordiale, passant de l'Occident à l'Orient, était venue produire en Grèce tous ces miracles. On voit aujourd'hui comment ces prédictions sublimes se sont réalisées. M. Piscatory et M. Lyons n'ont pas marché deux mois ensemble. Sous l'influence de M. Lyons, le ministère Mavrocordato a précipité la Grèce dans les embarras et les discordes qui ont suspendu chez elle tout progrès, tout mouvement régulier de réforme, tout essai de régénération morale ou matérielle. Au lieu d'affermir la constitution, il l'a ébranlée; au lieu d'être modéré et conciliant, il a été violent et arbitraire. Pendant ce temps, M. Coletti, blâmant des excès funestes à son pays, s'est isolé; M. Piscatory, dans l'intérêt de la France, a fait de même, et les voilà rapprochés aujourd'hui par la chute de M. Mavrocordato, qui reçoit les consolations de M. Lyons. Qu'on nous parle maintenant des prévisions de M. Guizot et des heureux fruits de l'entente cordiale en Grèce!

Quoi qu'il en soit, l'influence française est au moment de se rétablir à la faveur des circonstances nouvelles. Avec le parti modéré, national, qui paraît sur le point de triompher dans la personne de M. Coletti, la France peut s'entendre intimement. Tous ses intérêts sont de ce côté, et c'est là aussi que l'on comprend le mieux la valeur et la loyauté de ses conseils. Chose digne de remarque : les partis que la France affectionne en Grèce comme en Espagne sont des partis modérés, constitutionnels, sincèrement dévoués à leur patrie, aussi généreux que sages. Tel est en Espagne le parti qui compte parmi ses chefs les plus honorables M. Martinez de la Rosa; tel est celui que représente en Grèce M. Coletti. Au contraire, la diplomatie britannique affectionne plus volontiers les partis exagérés, violents, ceux qui mettent en danger le repos et les institutions de leur pays. D'où vient cette différence? Serait-ce qu'il y a dans le monde deux politiques? l'une, peu désintéressée, peu noble, dont le système est de triompher à tout prix; l'autre, plus élevée et plus digne, qui sait faire à son honneur le sacrifice d'un intérêt d'ambition, qui prêche aux gouvernements nouveaux une liberté sage, parce qu'elle en connaît elle-même les bienfaits, qui se croit tenue, quoi qu'il arrive, à soutenir partout les droits de la vérité et du bon sens, et qui ne consentirait jamais à profiter de l'inexpérience d'un peuple pour le pousser, par des suggestions hypocrites, dans une voie contraire à sa fortune. Si ces deux politiques existent, l'Europe pourra se demander quelle est la nôtre, et le résultat de cet examen ne pourra pas nous nuire près d'elle dans les circonstances présentes.

Les nouvelles du Levant ont présenté depuis peu des faits dignes d'intérêt. Un différend entre la France et la Porte a été heureusement terminé, grâce à la fermeté de notre ambassadeur à Constantinople. Des violences avaient été exercées dans la ville de Mossoul contre des religieux établis sous la protection de la France. Le sang chrétien avait coulé dans une émeute excitée par des fanatiques. Le consul français lui-même avait été frappé. M. de Bourqueney a exigé aussitôt un juste

châtiment de ces excès. Après quelques difficultés, qui ont été sur le point d'amener une rupture, toutes les conditions posées dans l'ultimatum de notre ambassadeur ont été acceptées. Les coupables ont été punis. Nous aimons à rencontrer cet acte de vigueur sur un théâtre où notre diplomatie doit veiller plus soigneusement que jamais à garder son rang, et à ne pas souffrir la plus légère atteinte à ses droits.

Tout le monde sait le singulier tour que Méhémet-Ali a joué à la presse de l'Europe. On nous annonce un beau matin qu'il abdique et se retire à la Mecque. Aussitôt nous nous lançons dans les hypothèses. Nous comparons d'abord Méhémet à Charles-Quint. Nous admirons en lui ce superbe mépris des grandeurs humaines, et cette passion subite pour la gloire des prophètes. Les uns disent qu'il est fou, les autres qu'il n'a jamais été plus profond politique. On parle d'un traité par lequel il met Ibrahim sous la protection de l'Angleterre. Nous voyons déjà une armée britannique allant dans l'Inde par l'isthme de Suez. Sur ces entrefaites, on apprend que le malicieux vieillard est revenu paisiblement au Caire, et tous nos songes orientaux s'évanouissent. Toutefois, ce ne doit pas être un motif pour déclarer souverainement absurdes certaines suppositions que la promenade de Méhémet-Ali a fait naître. Si l'Orient est le pays des mystères, il est aussi le pays des ambitions gigantesques et des grandes usurpations : la France ne doit pas l'oublier.

POLITIQUE COMMERCIALE.

La France et la Prusse vis-à-vis de la Belgique.

C'est une vérité reconnue dans le commerce, qu'il n'y a pas de petites affaires; il en devrait être de même en politique, et en effet, les véritables hommes d'état, même au milieu des préoccupations les plus graves, ne les ont jamais négligées. Ils savent que les grandes choses débutent modestement et sans bruit, et que c'est une gloire aussi belle de les avoir préparées que d'arriver à l'heure où on peut les accomplir. Ce n'est point gouverner que de ne s'occuper que d'une affaire à la fois; on oublie celles qui sont secondaires pour l'instant et qui reviendront au premier rang plus tard, et cependant l'occasion de les terminer arrive et passe sans attendre que l'on ait le loisir de l'apercevoir.

Ces réflexions s'appliquent à la situation présente. Le cabinet actuel ne voit que

les difficultés qui se sont élevées entre l'Angleterre et la France, et tous les autres événements extérieurs depuis lors n'ont plus aucune importance à ses yeux. Ainsi il se présente un fait qui, en toute autre circonstance, lui eût paru considérable : c'est la rupture commerciale survenue entre la Belgique et le *Zollverein*. A la vérité on a pu croire un moment qu'il en comprenait toute la portée, car le bruit avait couru qu'une nouvelle convention allait modifier les droits sur certains articles du tarif belge et du tarif français, mais depuis quelques jours il n'en est plus question; la négociation ouverte à ce sujet vient d'être abandonnée. L'on a eu tort d'attribuer ce triste résultat aux représentations de l'Angleterre : c'est tout simplement que cette affaire rencontrait de part et d'autre quelques obstacles qu'il fallait se donner la peine de lever. M. Guizot n'en a pas eu le temps ; toute son attention se concentre sur la question de Taïti et du Maroc.

Cette affaire pourtant n'est pas si petite qu'elle le paraît, et l'on pourrait bien se repentir plus tard de n'y avoir prêté qu'une attention superficielle. Sans méconnaître toute la gravité d'un différend qui a semblé un instant menacer le repos du monde, on peut penser que les événements qu'on ne voit point, ceux qui s'accomplissent lentement et pacifiquement à côté de la France, auront peut-être sur l'avenir des peuples une influence plus directe que ces bruyantes et stériles querelles de rivalité nationale. C'est la paix aujourd'hui et non la guerre qui, à notre sens, est destinée à changer la force relative des états et notre position de puissance vis-à-vis de l'Europe. Déjà le résultat de ce mouvement de transformation est sensible. L'Allemagne, ramassée en un faisceau d'intérêts industriels, n'est plus cette confédération militaire qu'avait imaginée le congrès de Vienne. Devenue indépendante, la Belgique non-seulement a ruiné sans retour la double pensée de défense et d'agression d'où était sorti le royaume des Pays-Bas, mais a changé par la base les traditions de notre politique du côté du Nord. Là où il n'y avait qu'un territoire à conquérir, que des populations sans lien commun à faire entrer dans la nationalité française, il s'est élevé un peuple dont il est nécessaire d'accepter l'existence et la durée, et de cultiver les sympathies sous peine de le voir chercher des appuis et des alliances parmi nos adversaires naturels. Les nécessités de notre politique sont restées les mêmes : nous ne pouvons souffrir qu'à cinquante lieues de Paris, une frontière hostile pèse sur le flanc si large et si vulnérable qui s'étend de Metz à Dunkerque; mais à l'unique perspective indiquée autrefois par la prévoyance de ce danger même, la conquête, les esprits élevés commencent à comprendre qu'il est temps de substituer des moyens plus patients et plus dignes de la civilisation, des moyens qui concilient le droit des faibles avec l'ambition naturelle à tous les grands peuples.

Si donc la question de notre sécurité et de notre prépondérance du côté du Nord consiste tout entière dans la nature des rapports pacifiques que nous entretiendrons avec la Belgique, tout ce qui tend à changer la position de ce royaume vis-à-vis de ses voisins est pour nous d'une importance extrême, et se rattache, par des conséquences presque directes, à cette éventualité d'une guerre future avec l'Angleterre, qui occupe tous les esprits en ce moment. Dans cet ordre d'idées, la dissidence commerciale qui vient d'avoir lieu entre la Prusse et la Belgique est un événement. Il est très-intéressant pour nous d'en bien connaître la signification.

La politique commerciale de la Belgique peut se formuler ainsi : obtenir les débouchés qui sont indispensables à ses industries, sans compromettre son indé-

pendance politique. Dès le moment qu'ils ont pu s'occuper de déterminer les rapports de leur pays avec l'Europe, les hommes politiques qui se sont succédé au pouvoir en Belgique ont eu pour objet principal de faire en sorte qu'aucun des états voisins n'exerçât sur le nouveau royaume une prépondérance exclusive. Redoutant moins la Hollande, qui n'a pu empêcher la dissolution du royaume des Pays-Bas, et l'Angleterre, qui ne domine sur le continent que par intermédiaires, ils n'ont vu autour d'eux que deux puissances, l'Allemagne ou plutôt la Prusse et la France, en position de s'emparer de cette suprématie tant redoutée par eux ; ils ont compris qu'en s'attachant plus étroitement à l'une, ils se trouveraient malgré eux avec celle-ci contre l'autre, et pour fuir cette alternative, ils se sont flattés de pouvoir tenir la balance entre toutes les deux, en traitant tour à tour avec elles, en n'accordant pas à la France un avantage commercial dont l'Allemagne n'eût aussitôt sa part, en conduisant de front deux négociations contraires, l'une pour la fusion des intérêts belges avec le *Zollverein,* l'autre pour l'union douanière avec la France. Cette tactique, au premier aspect, a un caractère fâcheux de duplicité ; elle ressemble fort à la politique des ducs de Savoie, qui, considérant leur petite puissance militaire comme un appoint aux forces des deux grandes monarchies européennes, la France et l'Empire, marchandaient leur alliance à tous les deux et passaient sans scrupule d'un parti à l'autre, selon qu'ils y voyaient leur profit. Cependant l'analogie n'est que superficielle ; ce n'est point l'ambition, c'est un sentiment de conservation qu'on ne peut blâmer, le désir de maintenir intacte l'indépendance nationale, qui a poussé les hommes d'état belges dans cette voie. Malheureusement pour eux, la rupture avec le *Zollverein,* en même temps qu'elle a démasqué leurs finesses diplomatiques, vient d'en démontrer les déplorables résultats.

Au moment où cette rupture a éclaté, voici comment on en expliquait la cause. On sait qu'au mois de juillet 1842, le gouvernement belge, alarmé des conséquences d'une disposition générale que notre cabinet venait de prendre contre l'introduction des lins et des toiles étrangères, avait obtenu à force d'instances qu'il fût fait une exception à cette mesure en faveur des produits belges. Le prix de cette faveur était un abaissement notable des droits sur nos vins et sur nos soieries. Cependant, un mois plus tard, on vit avec surprise en France le gouvernement belge, qui devait s'estimer si heureux de l'exception qu'il venait d'obtenir, appliquer de son propre mouvement, et sans que la Prusse eût semblé solliciter cette faveur, aux vins et aux soieries de provenance allemande le tarif réduit pour les produits similaires de provenance française. L'arrêté du 28 août 1842, qui consacrait cette disposition, était provisoire, à la vérité : il ne devait avoir d'effet que pour le terme d'une année. Sans doute, se disait-on, la Belgique espérait qu'avant les douze mois révolus, la Prusse répondrait par des concessions également spontanées à cette gracieuse avance. L'année s'écoula ; la Prusse n'ouvrit point ses bras. Le cabinet de M. Nothomb, sans se décourager, reporta le terme fatal jusqu'au mois d'avril de cette année : même dédain de la part de l'Allemagne. Enfin ce cabinet prend le parti de ne pas renouveler l'arrêté du 28 août, paraissant avouer ainsi l'inutilité de ses prévenances, et l'ancien tarif sur les vins et les soieries allemandes succède, à partir du 1er avril, au nouveau. Alors seulement la Prusse s'émeut ; au nom du *Zollverein,* elle trouve mauvais qu'on lui ait retiré brusquement une faveur qu'on lui avait jetée à la tête, et, par mesure de représailles, elle frappe tout d'un coup les fers et les fontes belges d'un droit qui leur ferme pour ainsi dire le débouché de l'Allemagne.

Cette interprétation des faits jusqu'alors connus était plausible ; mais un journal de Liége vient de publier un document prussien qui a jeté une grande lumière sur l'origine véritable de cet événement et démontré que les causes de la rupture datent de beaucoup plus loin. Cette pièce diplomatique, évidemment émanée de la légation prussienne, porte le titre de *Mémoire du gouvernement prussien notifié au gouvernement belge le 18 juillet* 1844. On y voit que, dès 1837, le cabinet de Bruxelles a cherché à conclure une alliance commerciale avec le *Zollverein*, et que plus tard il l'a poursuivie concurremment avec les arrangements qui se négociaient à Paris pour l'union douanière. L'arrêté du 28 août 1842 n'était pas une avance faite gratuitement à l'Allemagne ; il rétablissait les conditions d'un traité futur avec le *Zollverein*, dont la convention récente avec la France venait de déranger l'équilibre. Cette longue affaire diplomatique a eu plus d'une péripétie. Le gouvernement belge, de l'aveu même des journaux qui ont discuté le *Mémoire prussien*, a employé plus d'une fois les faux-fuyants et les moyens dilatoires, quand la Prusse le pressait enfin de conclure. On le voit se refroidir à l'égard du *Zollverein* chaque fois qu'il a quelque faveur à obtenir de la France et reprendre ses projets d'alliance prussienne dès qu'il craint que la France ne trouve dans les concessions qu'elle lui fait le moyen d'accroître son influence politique. Ce jeu difficile de bascule n'a pas réussi aux négociateurs belges. La Prusse a fini par exiger que le cabinet de Bruxelles s'expliquât catégoriquement sur les bases du traité à venir. Or, à ce point-là, celui-ci n'a pu éviter plus longtemps de rencontrer la difficulté qui, dès l'origine de la négociation, devait la faire échouer. Ce que la Belgique voulait, c'était l'abaissement du droit de sortie sur les laines allemandes nécessaires à ses manufactures de draps et un privilége pour l'entrée de ses fontes et de ses fers, et elle offrait en retour des avantages secondaires ou illusoires sur les droits de navigation, sur les vins, sur les soieries allemandes. D'un autre côté, la Prusse, contrainte comme chef du *Zollverein* d'encourager l'industrie métallurgique des états associés, a déclaré ne pouvoir faire en faveur de la Belgique aucune exception à un tarif essentiellement hostile à toute industrie métallurgique étrangère. Toute la négociation s'est donc resserrée autour de cet article, les fers et les fontes, et il s'est trouvé que la Belgique et la Prusse, forcées également de protéger avant tout chez elles la même industrie, n'ont pu se faire aucune concession. De là les malentendus, les manœuvres diplomatiques, les mécomptes, la rupture ; voilà pourquoi aussi cette rupture a été signalée de la part de la Prusse précisément par une aggravation de droits sur les fontes et les fers belges, qui équivaut à la prohibition.

Il suffit d'indiquer une situation pareille pour montrer tout le parti que notre gouvernement pourrait en tirer, s'il avait l'esprit assez libre pour préparer l'avenir. Certes, jamais occasion plus belle ne s'est présentée à la France d'augmenter l'influence légitime qu'il lui est permis d'exercer sur la Belgique. Et quand nous parlons d'influence, qu'on ne se méprenne pas, de l'autre côté de la frontière du nord, sur le sens de nos paroles. C'est d'une influence toute morale que nous voulons parler, de celle qu'assure à un grand peuple, voisin d'un petit état, l'étroite union de tous les intérêts durables, qui s'appuie enfin sur les seules alliances réelles, les alliances où l'on donne autant que l'on reçoit. Du reste, quand le respect des nationalités et le sentiment de notre mission ne nous indiqueraient pas qu'il nous convient d'être les amis plutôt que les maîtres des petits peuples groupés autour de nous, notre intérêt bien entendu nous imposerait le devoir de faire une excep-

tion pour la Belgique et de ne chercher à exercer sur elle qu'une influence librement consentie. Il est possible que l'occasion revienne pour la France de reprendre ses projets d'autrefois; si par malheur une guerre continentale éclatait, les prétextes ne nous manqueraient pas pour nous autoriser à prendre possession de la Belgique : nous aurions bientôt le territoire, les villes, les richesses; mais nous n'aurions point le peuple, et, qu'on le sache bien, il se rangerait contre nous au premier revers. Nous n'avons plus qu'une conquête possible du côté du nord; il nous faut conquérir l'affection de cette petite nationalité jalouse, qui nous voit toujours prêts à la dévorer, et nous n'y parviendrons qu'en l'attaquant par ses intérêts, qu'en y mêlant les nôtres de telle sorte qu'un jour nous ne puissions pas plus nous passer de son indépendance qu'elle ne pourra se passer de notre bon vouloir.

Or, n'est-ce pas quand la Belgique vient de voir s'évanouir ses illusions au sujet d'une alliance intime avec l'Allemagne que l'heure précise est arrivée d'inaugurer cette généreuse et grande politique? Ne doit-on pas craindre que cette heure ne passe vite et ne revienne plus, du moins aussi singulièrement propice? Nous ne conseillons point de reprendre l'union douanière dont il fut tant question il y a deux ans. Nous avons regretté comme tout le monde en France l'abandon trop brusque d'une tentative d'alliance commerciale qui, si elle eût réussi, aurait fixé à jamais nos rapports avec la Belgique et assuré d'un trait de plume cette pacifique influence qu'il nous importe tant d'exercer sur elle ; cependant nous comprenons que cette négociation, si brillamment commencée, ait eu un si pauvre résultat. Le projet était vaste et séduisant; mais il n'a été ni prudemment préparé ni lentement mûri. Ce sont les Belges qui ont l'honneur d'avoir inventé l'union douanière, qui ont jeté tout à coup le mot et l'idée, sans aucun préambule, au milieu du jeu de notre machine industrielle, toute montée pour la protection et même la prohibition, sans trop se demander ce que l'un et l'autre valaient et où ils allaient ; il leur semblait que rien ne fût plus simple et plus facile que de calquer le *Zollverein*. Pourquoi le mur de tarifs qui les séparait de la France ne tomberait-il pas, comme étaient tombées les barrières entre les petits états d'Allemagne? Par malheur, ce mur était en même temps une frontière, ce qui détruisait toute l'analogie. La question, au lieu d'être domestique, devenait européenne, et touchait par tous les points à la politique. Il en résulta qu'au lieu d'un seul obstacle, provenant de l'inertie de notre système prohibitif, le projet d'union douanière en rencontra deux dont on ne pouvait espérer de vaincre la résistance combinée. Les Belges demandaient que notre cabinet signât sur l'heure un pacte de famille d'un nouveau genre, sans s'inquiéter des jalousies étrangères. Pour conclure une affaire aussi délicate, il fallait être prêt de toutes les façons à en soutenir les conséquences. L'union douanière devait donc manquer. Le plus grand tort qu'on ait eu, ç'a été de laisser croire qu'elle était immédiatement possible. L'opinion qui, dans les deux pays, avait accueilli cette idée avec trop de passion, la tenant pour perdue sans retour, a cessé tout d'un coup de s'y intéresser. On est allé à l'extrémité contraire : pour nous, nous n'avons partagé ni cet excès d'enthousiasme, ni cet excès de découragement, et nous le déclarons ici en réfléchissant sérieusement à la situation de la Belgique, la pensée de l'union douanière peut être reprise, pourvu qu'on lui laisse le temps qu'exige le développement de toutes les grandes choses, pourvu que le gouvernement sache saisir les occasions et sache aussi les attendre, et qu'il se trace enfin une ligne de conduite qu'il ait la constance de suivre. Porté sur le

terrain de la politique qui agit à propos et adapte les faits à un plan prévu, le problème de l'union douanière est encore d'une solution possible.

Ainsi il y aurait à présent quelque chose à faire. La rupture des négociations avec l'Allemagne vient de jeter le plus grand trouble dans toutes les opinions en Belgique ; il faudrait savoir en profiter et se hâter d'offrir aux industries belges, sinon la réalité immédiate, du moins la perspective des avantages que la Prusse leur a refusés. Toute avance venant de la France serait reçue avec gratitude dans un moment où les deux grandes espérances de l'industrie belge, l'union douanière et l'alliance avec le *Zollverein,* ont abouti coup sur coup à une déception amère, où sa situation est vraiment critique, comme le prouve bien la nouvelle attitude prise par les partis et par le gouvernement dans la question vitale des débouchés extérieurs. Le gouvernement espère encore que la Prusse reviendra sur la mesure violente qu'elle a adoptée, et que le droit de 50 pour 100 sur les fers et les fontes belges sera rapporté. Il négocie dans ce sens, et il est possible en effet qu'il parvienne à obtenir de la Prusse le rétablissement de l'ancien tarif ; mais ce n'est pas l'égalité de traitement, c'est une faveur qu'il demandait avant la rupture. Or, il est évident que, si la négociation est ramenée à ce point, le même obstacle se représentera. La Prusse a agi sans colère dans cette circonstance ; elle a sacrifié l'alliance belge aux nécessités d'un système patriotiquement prohibitif qui lui mérite la reconnaissance du *Zollverein.* Si elle se radoucit, elle n'ira jamais jusqu'à protéger les fers belges au détriment des fers nationaux. Par conséquent, l'industrie de Liége n'attend rien de la réconciliation des cabinets de Bruxelles et de Berlin, et plus que jamais elle jette avec désespoir ses regards sur les barrières élevées de toutes parts autour d'elle.

Il faut bien distinguer le parti industriel des partis purement politiques. Celui-là est près d'accepter les débouchés dont il manque, de quelque côté qu'on les lui ouvre ; les partis politiques en sont encore, par excès de méfiance nationale, à craindre les faveurs de la France. Les libéraux soutiennent vivement M. Nothomb dans sa tentative de rapprochement avec la Prusse. Les catholiques sont plus habiles ; ils essaient de mettre à profit la consternation générale en se hâtant d'exprimer tout haut un vœu qu'ils nourrissaient depuis les premiers jours de la révolution, mais qu'ils n'avaient jamais formulé nettement ; ils conseillent aux Belges l'isolement commercial et politique. Telle est en effet la portée des mots significatifs qu'on a pu lire, il y a quelque temps, dans le *Journal de Bruxelles,* organe principal de l'opinion catholique : « Encore quelques provocations, dit ce journal, à des hostilités commerciales de la part de l'Angleterre, de la Hollande et de la France même, aussi peu justifiées que celles de la Prusse, et la Belgique saura faire comprendre à ses voisins que le pays qui consomme, non pas le plus de matières, mais la plus grande somme d'objets *fabriqués,* et qui reçoit le plus de marchandises en *transit,* est aussi le pays qui dicte les conditions selon lesquelles il veut être traité. » Pour comprendre ce langage, il faut savoir que le parti catholique s'appuie sur l'intérêt agricole ; il déplore au fond du cœur que l'intérêt industriel impose des alliances à une nation qu'il voudrait préserver du contact de ses voisins. Si ce parti agit puissamment sur le pays moral, le pays matériel a des besoins qu'il ne peut satisfaire ; il voudrait les voir s'affaisser faute d'aliments ; mais les industries, et c'est ce qui rend le plan des catholiques impraticable, ne consentent point à s'éteindre. Elles survivent longtemps aux conditions de leur prospérité. Ce qui les éternise, ce qui les force à s'ouvrir de nouvelles issues, quand elles ont

perdu leurs premiers débouchés (comme c'est le cas des industries belges), c'est qu'elles produisent avant tout une population de producteurs que le travail seul peut nourrir. Ainsi le parti industriel ne consent point à l'isolement ; il ne croit plus à l'alliance prussienne. Il pousse le gouvernement et les partis politiques à revenir, par un long détour, à cette alliance qu'ils voudraient bien éviter, à l'alliance française.

La position de la France est donc excellente pour le moment; mais elle peut changer d'un jour à l'autre. Le gouvernement aurait dû déjà encourager cette tendance. Loin de là, il repousse les ouvertures que le cabinet de Bruxelles, après la rupture avec la Prusse, est venu lui faire pour apaiser les mécontentements de l'opinion industrielle, et s'empresse de suspendre la négociation à la première difficulté qui se présente, parce qu'il ne veut pas être forcé de songer à autre chose qu'aux affaires du Maroc et de Taïti. Il donne précisément par là gain de cause à la politique anti-française de M. Nothomb. Vous voyez bien que la France ne veut pas de nous, disent les partis politiques au parti industriel. — Revenons à la Prusse, ajoutent les libéraux. — Isolons-nous, s'écrient les catholiques. Et notez que la convention, ainsi négligée par notre cabinet, passait en Belgique pour trop favorable aux intérêts français. La convention, quelle qu'elle fût, aurait dû être conclue, parce qu'arrivant après les représailles de la Prusse, elle aurait produit le meilleur effet sur l'opinion belge, et aurait fortifié le parti industriel dans ses préférences pour l'alliance française. C'est donc une faute très-grave que M. Guizot vient de commettre.

Peut-être notre gouvernement se flatte que tout rapprochement de la Belgique et du *Zollverein* est désormais impossible. Il aurait tort : sans doute les bases de l'alliance avec le *Zollverein* sont inacceptables encore, telles que les a présentées jusqu'à ce jour le gouvernement belge : mais il faut craindre qu'on ne finisse par trouver de part et d'autre une nouvelle combinaison et que l'on ne se relâche à la longue sur les points en litige. Déjà la *Gazette d'Augsbourg* parle d'un projet qui ferait d'Anvers un port du *Zollverein ;* c'est une pensée que le gouvernement belge poursuit depuis 1834, la création du chemin rhénan l'indique assez. Il n'est pas impossible qu'il parvienne enfin à l'accomplir. Les besoins de l'industrie n'en resteraient pas moins à satisfaire, les grands débouchés qu'elle demande seraient encore à trouver; mais le gouvernement belge pourra obtenir d'elle qu'elle prenne patience, en la leurrant de l'espoir d'amener un jour le *Zollverein* à de plus amples concessions.

L'occasion qui s'offre aujourd'hui à la France de se concilier l'affection de la Belgique, de reprendre sous une autre face le projet d'union douanière, peut donc nous échapper d'un moment à l'autre. Le ministère a eu un premier tort dans cette circonstance, c'est d'abandonner la négociation ouverte au commencement de ce mois au sujet de l'abaissement de certains articles des tarifs français et belges; il en commettrait un plus grand s'il ne se hâtait de réparer cette faute, et de prendre en outre un parti dans la question de l'alliance commerciale avec la Belgique. Qu'il étudie bien les documents que la querelle des cabinets de Bruxelles et de Berlin vient de faire connaître, il verra que toute la difficulté du problème a porté sur le droit à l'entrée des fers et des fontes belges. Dans un traité avec la France, la difficulté est la même; eh bien! si l'on est convaincu de la nécessité d'arracher la Belgique à l'influence de la Prusse, si l'on comprend, comme nous, que l'union douanière, préparée de longue main, pourra enfin s'accomplir, il faut

que l'on soit bien persuadé aussi qu'il y a un point qui prime tous les autres dans la question : c'est qu'il faut que la France fasse une grande concession sur les fers et sur les fontes belges.

En se plaçant au-dessus des petits intérêts d'existence ministérielle qui lui font craindre le mécontentement des industries métallurgiques, le cabinet sentirait l'importance capitale d'une faveur accordée ou même seulement promise aux fers et aux fontes belges, et se hâtant de reprendre la négociation dont nous avons parlé, il l'élargirait dans ce sens. S'il ne le fait point, et surtout s'il ne se presse pas de le faire, le plus grand événement commercial qui soit arrivé depuis longtemps à nos portes non-seulement sera perdu pour nous, mais pourra être tourné contre nous.

MADEMOISELLE

DE LA SEIGLIÈRE.

PREMIÈRE PARTIE.

I.

S'il arrive jamais qu'en traversant Poitiers, un de ces mille petits accidents dont se compose la vie humaine vous oblige de séjourner tout un jour en cette ville, où je suppose que vous n'avez ni parents, ni amis, ni intérêts qui vous appellent, vous serez pris infailliblement, au bout d'une heure ou deux, de ce morne et profond ennui qui enveloppe la province comme une atmosphère, et qu'on respire particulièrement dans la capitale du Poitou. Je ne sais guère, dans tout le royaume, que Bourges où ce fluide invisible, mille fois plus funeste que le mistral ou le sirocco, soit si pénétrant, si subtil, et s'infiltre dans tout votre être et d'une façon plus soudaine et plus imprévue. Encore, à Bourges, avez-vous, pour conjurer le fléau, le pèlerinage à l'une des plus belles cathédrales qu'aient élevées l'art et la foi catholiques ; il y a là de quoi défrayer l'admiration durant une semaine et plus, sans parler de l'hôtel de Jacques Cœur, autre merveille, où vous pouvez, autre distraction, méditer à loisir sur l'ingratitude des rois. Enfin, le long de ces rues désertes où l'herbe croît entre les pavés, en face de ces grands hôtels tristement recueillis au fond de leur cour silencieuse, l'ennui revêt bientôt, à votre insu, un caractère de mélancolie qui n'est pas sans charme. Bourges a la poésie du cloître : Poitiers est un tombeau. Si donc, malgré les vœux sincères que j'adresse au ciel pour qu'il vous en garde, quelque génie malfaisant, quelque malencontreux hasard

vous arrête en ces sombres murs, ce que vous aurez de mieux à faire, sera de vous hâter d'en sortir. La campagne est à deux pas; les alentours, sans être pittoresques, ont de riants et frais aspects. Gagnez les bords du Clain. Le Clain est une petite rivière à laquelle la Vienne cède l'honneur d'arroser les prairies du chef-lieu de son département. Le Clain n'en est pour cela ni plus turbulent ni plus fier. Égal en son humeur, modeste en son allure, c'est un honnête ruisseau qui n'a pas l'air de se douter qu'il passe au pied d'une cour royale, d'un évêché et d'une préfecture. Si vous suivez le sentier, en remontant le cours de l'eau, après deux heures de marche, vous découvrirez un vallon dessiné par l'élargissement circulaire des deux collines entre lesquelles le Clain a fait son lit. Imaginez deux amphithéâtres de verdure, élevés en face l'un de l'autre et séparés par la rivière qui les réfléchit tous les deux. Un vieux pont aux arches tapissées de mousses et de capillaires est jeté entre les deux rives. En cet endroit, le Clain, s'élargissant avec les coteaux qui l'encaissent, forme un bassin de belles ondes unies comme un miroir, et qu'on prendrait en effet pour une glace d'une seule pièce, jusqu'au barrage où le cristal se brise et vole en poussière irisée. Cependant, à votre droite, fièrement assis sur le plateau de la colline, le château de La Seiglière, vrai bijou de la renaissance, regarde onduler à ses pieds les ombrages touffus de son parc, tandis qu'à votre gauche, sur la rive opposée, à demi caché par un massif de chênes, le petit castel de Vaubert semble observer d'un air humble et souffrant la superbe attitude de son opulent voisin. Ce coin de terre vous plaira, et si vous vous êtes laissé conter par avance le drame auquel cette vallée paisible a servi de théâtre, peut-être éprouverez-vous, en la visitant, quelque chose de ce charme mystérieux que nous éprouvons à visiter les lieux consacrés par l'histoire; peut-être chercherez-vous sur ces épais gazons des traces effacées; peut-être irez-vous à pas lents et rêveurs, évoquant çà et là des ombres et des souvenirs.

Unique héritier d'un nom destiné à finir avec lui, le dernier marquis de La Seiglière vivait royalement dans ses terres, chassant, menant grand train, faisant du bien à ses paysans, sans préjudice de ses priviléges, quand tout d'un coup le sol tressaillit, et l'on entendit comme un grondement sourd pareil au bruit de la mer que va soulever la tempête. C'était le prélude du grand orage qui allait ébranler le monde. Le marquis de La Seiglière n'en fut point troublé et s'en émut à peine; il était de ces esprits étourdis et charmants qui n'ayant rien vu ni rien compris de ce qui se passait autour d'eux, se laissèrent surprendre par le flot révolutionnaire, comme des enfants par la marée montante. Soit qu'il courût le cerf dans ses bois de haute futaie, soit qu'assis mollement sur les coussins de sa voiture, près de sa jeune et belle épouse, il se sentît entraîné au galop de ses chevaux, à l'ombre de ses arbres, sur le sable de ses allées; soit qu'il réunît à sa table somptueuse les gentilshommes ses voisins, soit que du haut de son balcon, il contemplât avec orgueil ses prés, ses champs de blé, ses forêts, ses fermes et ses troupeaux; de quelque point de vue qu'il envisageât la question politique et sociale, l'ordre présent lui paraissait si parfaitement organisé, qu'il n'admettait pas qu'on pût s'occuper sérieusement de mettre rien de mieux à la place. Toutefois, moins par prudence que par ton, il fit partie de cette première émigration, qui ne fut, à vrai dire, qu'une promenade d'agrément, un voyage de mode et de fantaisie; il s'agissait de laisser passer le grain et de donner au ciel le temps de se remettre au beau. Mais au lieu de se dissiper, le grain menaça bientôt de devenir une horrible tourmente, et le ciel, loin de s'éclaircir, se chargea de nuages sanglants d'où

s'échappaient déjà des éclairs et des coups de foudre. Le marquis commença d'entrevoir que les choses pourraient bien être plus sérieuses et durer plus longtemps qu'il ne l'avait d'abord imaginé. Il rentra précipitamment en France, recueillit à la hâte ce qu'il put réaliser de son immense fortune, et s'empressa d'aller rejoindre sa femme qui l'attendait sur les bords du Rhin. Ils se retirèrent dans une petite ville d'Allemagne, s'y installèrent modestement, et vécurent dans une médiocrité peu dorée : la marquise, pleine de grâce, de résignation et de beauté touchante; le marquis, plein d'espoir et de confiance en l'avenir, jusqu'au jour où il apprit coup sur coup qu'une poignée de vauriens, sans pain ni chausses, n'avaient pas craint de battre les armées de la bonne cause, et qu'un de ses fermiers, nommé Jean Stamply, s'était permis d'acheter et possédait, en bonne et légitime propriété, le parc et le château de La Seiglière.

Depuis qu'il existait des Stamply et des La Seiglière, il y avait toujours eu des Stamply au service de ces derniers, si bien que la famille Stamply pouvait se vanter à bon droit de dater d'aussi loin que la famille de ses maîtres. C'était une de ces races de serviteurs dévoués et fidèles dont le type a disparu avec la grande propriété seigneuriale. De simples gardes-chasse qu'ils avaient d'abord été de père en fils, les Stamply étaient devenus fermiers, et peu à peu, à force de travail et d'économie, grâce aussi aux bontés du château qui ne leur fit point faute, ils avaient fini par se trouver à la tête d'un certain avoir. On ne savait pas au juste à quoi se montait leur fortune, mais on les disait plus riches qu'ils ne voulaient le laisser croire, et nul ne fut surpris dans le pays, lorsque après le décret de la convention qui déclara propriétés nationales tous les biens territoriaux des émigrés, on vit le fermier Jean Stamply se faire adjuger aux enchères l'habitation de ses anciens maîtres. Cela fait, il continua de vivre dans sa ferme comme par le passé, actif, laborieux, se tenant à l'écart; rachetant sans bruit, à vil prix, morceau par morceau, les terres déjà vendues ou demeurées sous le séquestre; réunissant, rajustant chaque année quelques nouveaux débris de la propriété démembrée; enfin, quand la France se prit à respirer, et que le calme commença de renaître, par un beau matin de printemps, il mit sa femme et son fils dans la cariole d'osier qui lui servait habituellement de calèche, puis, s'étant assis sur le brancard, le fouet d'une main et les guides de l'autre, il alla prendre possession du château qui était comme la capitale de son petit royaume.

Cette prise de possession fut moins triomphante et moins joyeuse qu'on ne pourrait se plaire à le croire. En traversant ces vastes appartements auxquels l'abandon avait imprimé un caractère grave et solennel, sous ces plafonds, sur ces parquets, entre ces lambris encore tout imprégnés du souvenir des anciens hôtes, Mme Stamply, qui n'était, à tout prendre, qu'une bonne fermière, se sentit singulièrement troublée, et lorsqu'elle se trouva devant le portrait de la marquise, qu'elle reconnut aussitôt à son regard doux et caressant, à son frais et gracieux sourire, la brave femme n'y tint plus. Stamply lui-même ne put se défendre d'une vive émotion qu'il ne chercha point à dissimuler.

— Tiens, Jean, dit la fermière en essuyant ses yeux, ne restons pas ici : nos cœurs y seraient mal à l'aise. J'ai déjà honte de notre fortune en songeant que Mme la marquise souffre peut-être de la misère ; j'ai beau me dire que cette fortune, nous l'avons laborieusement gagnée, j'en éprouve comme des remords. Ne te semble-t-il pas que ces portraits nous observent d'un air irrité, et qu'ils vont prendre la parole? Allons-nous-en. Ce château n'a pas été bâti pour nous; nous

y dormirions d'un mauvais sommeil, et, crois-moi, c'est déjà trop pour nous de ne manquer de rien, tandis qu'il y a des La Seiglière dans la peine. Viens, retournons à notre ferme. C'est là que ton père est mort, c'est là qu'est né ton fils ; c'est là que nous avons vécu heureux. Continuons d'y vivre simplement ; les honnêtes gens nous en sauront gré, les envieux nous respecteront, et Dieu, en voyant que nous jouissons de nos richesses avec modestie, nous regardera sans colère et bénira nos champs et notre enfant.

Ainsi parla la fermière, car elle avait le cœur haut placé, et, quoique sans éducation première, était femme d'un sens droit et d'un jugement sain. Voyant que son mari l'écoutait d'un air pensif et paraissait près de céder, elle redoubla d'insistânces ; mais Stamply triompha bientôt de l'émotion qu'il n'avait pu réprimer d'abord. Il avait reçu quelque instruction, s'était frotté aux idées nouvelles, et, bien qu'il gardât pour le marquis de La Seiglière moins encore que pour la marquise un reste de respect et même de reconnaissance, à mesure qu'il s'était enrichi, les instincts de la propriété l'avaient gagné peu à peu et avaient fini, dans les derniers temps, par l'envahir et par l'absorber. D'ailleurs il avait un enfant, et les enfants sont toujours un merveilleux prétexte pour encourager et pour légitimer dans les familles les excès de l'égoïsme et les abus de l'intérêt personnel.

— Tout cela est bel et bon, dit-il à son tour ; mais un château est fait pour qu'on l'habite, et j'imagine que nous n'avons pas acheté celui-ci pour y parquer nos bœufs et nos moutons. Si nos maîtres ont quitté le pays, ce n'est pas notre faute ; ce n'est pas nous qui avons mis leurs personnes hors la loi et leurs biens sous le séquestre. Ces biens, nous ne les avons pas dérobés ; nous ne les tenons que de notre travail et de la nation. Il n'y a plus de maîtres ; les titres sont abolis, tous les Français sont égaux et libres, et je ne sais pas pourquoi les Stamply dormiraient ici moins bien que n'y dormaient les La Seiglière.

— Tais-toi, Stamply, tais-toi, s'écria la fermière ; respecte le malheur, n'outrage pas la famille qui de tout temps a nourri la tienne.

— Je n'outrage personne, reprit Stamply un peu confus ; je dis seulement que, lors même que nous continuerions de vivre à la ferme, cela ne changerait rien à la question ; je ne vois guère ici que les rats qui s'en trouveraient plus à l'aise. Nous ne sommes que des paysans, c'est vrai : notre éducation et notre position sont en désaccord, j'en conviens ; mais, si nous en souffrons, nous devons veiller à ce que notre fils n'en souffre pas un jour ; c'est notre devoir de l'élever en vue de la position à laquelle notre fortune lui permettra de prétendre plus tard. Seras-tu bien à plaindre, quand tu verras ce petit drôle de Bernard, l'épée au côté, avec deux épaulettes à grains d'or ? Et toi-même, je voudrais bien savoir, en fin de compte, pourquoi tu ne deviendrais pas, comme Mme la marquise, la providence de ces campagnes et l'ornement de ce château.

— Pour n'avoir pas grandi dans un palais, notre fils n'en vaudra que mieux, et Mme la marquise, en abandonnant sa demeure, n'y a pas laissé le secret de sa grâce et de sa beauté, répliqua la bonne femme en branlant la tête. Vois-tu, Stamply, ces gens-là avaient quelque chose qui nous manquera toujours, à nous autres ; on peut bien leur prendre leurs domaines, mais ce quelque chose-là, on ne le leur prendra jamais.

— Eh bien ! nous nous en passerons ; qu'ils le gardent, et grand bien leur fasse ! Toujours est-il que nous sommes chez nous, et nous y resterons.

Ce qui fut dit fut fait. On touchait alors au printemps ; c'était le premier du

siècle. Le petit Bernard avait huit ans au plus; c'était, dans toute l'acception du mot, un franc polisson qui possédait à un degré éminent tous les agréments de son âge, bruyant, mutin, tapageur, indisciplinable, s'attaquant à tous les drôles du village, tour à tour battant et battu, ne rentrant jamais au logis qu'avec une veste en lambeaux ou quelque meurtrissure au visage. Stamply commença par donner un précepteur à cet aimable enfant; puis, se reposant sur un cuistre du soin de lui former un homme, il se disposa à jouir paisiblement et sans ostentation de la position qu'il s'était faite par le concours simultané de ses labeurs et des événements. Malheureusement il était écrit là-haut que sa vie ne devait plus être qu'une longue suite, rarement interrompue, de déboires, de tribulations et d'épouvantables douleurs.

D'abord le jeune Stamply se montra on ne peut plus rebelle aux bienfaits de l'éducation : non qu'il manquât d'intelligence et d'aptitude, mais c'était une nature indomptable chez laquelle les instincts turbulents étouffaient ou contrariaient tous les autres. Il découragea successivement la patience de trois précepteurs qui, de guerre lasse, lâchèrent la partie après y avoir perdu leur latin. Découragé lui-même, le père Stamply se décida à placer son fils dans un des lycées de Paris, espérant que l'éloignement, le pain sec, les pensums et le régime militaire qui gouvernait alors les colléges, viendraient à bout de ce jeune ange. La séparation ne s'effectua pas sans déchirements. Tel que nous le voyons, Bernard était l'amour, l'orgueil et la joie de sa mère. En le voyant partir, la bonne femme sentit son cœur près de se briser, et lorsqu'à l'heure des adieux elle le pressa dans ses bras, elle eut comme un pressentiment qu'elle ne le reverrait plus et qu'elle l'embrassait pour la dernière fois.

C'est qu'en effet la pauvre mère ne devait plus revoir son enfant. Sa santé s'était sensiblement altérée. Habituée aux travaux de la ferme, l'oisiveté la consumait. Le jour, elle errait, comme une âme en peine, dans ses appartements; la nuit, quand elle parvenait à s'endormir, elle rêvait qu'elle voyait la marquise de La Seiglière demandant l'aumône à la porte de son château. Il n'y avait que Bernard qui jetât autour d'elle un peu de mouvement, de bruit et de gaieté. Lorsque la maison ne retentit plus des éclats de la voix joyeuse et que la fermière n'eut plus là, sous la main, son petit Bernard pour l'étourdir et pour la distraire, elle se sentit prise d'une sombre mélancolie, et ne tarda pas à dépérir. Son mari fut longtemps à s'en apercevoir. Il avait conservé ses habitudes de travail et d'activité. Il restait rarement au gîte, était sans cesse par monts et par vaux, visitait ses domaines, avait l'œil à tout, et se donnait parfois la satisfaction de tirer quelques lièvres et quelques perdreaux sur ces terres où ses aïeux avaient gardé le gibier seigneurial. Il finit pourtant par remarquer l'état languissant de l'humble et triste châtelaine.

— Qu'as-tu? lui disait-il parfois. N'es-tu pas une heureuse femme? Que te faut-il? que te manque-t-il? Parle enfin, que désires-tu?

— Hélas! répondait-elle alors, il me manque notre modeste aisance d'autrefois. Je voudrais, comme autrefois, traire nos vaches et battre notre beurre ; je voudrais faire la soupe pour nos bergers et nos garçons de ferme; je voudrais revoir mon petit Bernard; je voudrais apporter ici chaque matin nos œufs, notre crème et notre lait fumant. Tu te souviens, Stamply, comme Mme la marquise l'aimait, notre crème! Qui sait, pauvre chère âme, si elle en a d'aussi bonne à présent?

— Bah! bah! répondait Stamply, la crème est bonne partout. Sois donc sûre

que Mme la marquise ne manque de rien. Le marquis n'est point parti les mains vides, et je jurerais qu'il a dans ses tiroirs plus de bons louis d'or que nous n'avons, nous autres, de méchants écus de six livres. S'il n'a pas emporté dans son portefeuille son château, son parc et ses terres, nous n'y pouvons rien ; ce n'est pas à nous qu'on doit s'en prendre. Il faut se faire une raison. Quant à ton petit Bernard, tu le reverras; le drôle n'est pas mort. Penses-tu qu'au lieu de l'envoyer étudier et s'instruire, il eût été plus raisonnable de le garder ici à dénicher des oiseaux pendant l'été, et, durant l'hiver, à se battre à coups de boules de neige avec tous les va-nu-pieds du pays ?

— C'est égal, Stamply, ce n'est pas ici notre place, et ç'a été un mauvais jour, le jour où nous avons quitté notre ferme.

A ces mots, qui revenaient sans cesse dans tous les discours de sa femme, Stamply haussait les épaules et se retirait avec humeur. Cependant le mal empirait. Esprit faible, conscience timorée, la pauvre châtelaine en arriva bientôt à se demander avec épouvante si son mari ne l'avait pas trompée, si les choses s'étaient accomplies aussi honnêtement qu'il le disait, s'il était vrai que toute cette fortune fût légitimement acquise, et que le château n'eût rien à reprocher à la probité de la ferme. Grâce à la préoccupation continuelle, elle passa promptement du doute à la conviction, du scrupule au remords. Dès lors elle se dessécha dans l'idée que Stamply avait volé et dépossédé traîtreusement ses maîtres. Ce devint en peu de temps une monomanie qni ne lui laissa ni paix ni trève, et, malgré tous les efforts que tenta son mari pour lui montrer qu'elle était folle, cette folie ne fit qu'augmenter. Ce fut au point que Stamply, qui pensa lui-même en perdre la tête, se vit obligé de l'enfermer et de veiller sur elle, car elle allait partout répétant que son mari, elle et son fils n'étaient qu'une famille de gueux, de bandits et de spoliateurs. Elle mourut dans un état d'exaltation impossible à décrire, croyant entendre la maréchaussée qui accourait pour la saisir, et suppliant son mari de rendre aux La Seiglière leur château et tous leurs domaines, trop heureux, ajouta-t-elle en expirant, s'il pouvait à ce prix sauver sa tête de l'échafaud et son âme du feu éternel.

Maître Stamply n'était pas précisément un esprit fort. Sans parler de la douleur qu'il en ressentit, la mort de sa femme le frappa d'une étrange sorte. Bien qu'il affichât volontiers un certain mépris de la classe nobiliaire, il y avait toujours en lui un vieux fonds de vénération pour les maîtres qu'il avait remplacés, et quoiqu'en interrogeant sa conscience, il se jugeât irréprochable, il ne pouvait parfois s'empêcher d'être troublé par leur souvenir. Toutefois, les impressions funèbres dissipées, il reprit son même train de vie, et reporta vers son fils absent toutes ses pensées et toutes ses ambitions.

A seize ans, son éducation se trouvant achevée, Bernard revint au logis. C'était alors un beau jeune homme, grand, mince, élancé, au cœur bouillant, aux regards de flamme, tout rempli des ardeurs de son âge, qu'excitaient encore les belliqueuses influences d'une époque éprise de gloire et de combats. Jusqu'alors la vie du château n'avait guère différé de celle de la ferme. Au retour de Bernard, tout prit une face nouvelle. Étranger aux faits du passé, n'ayant qu'un vague souvenir des La Seiglière, qu'une idée confuse des événements qui l'avaient enrichi, ce jeune homme pouvait jouir des bienfaits de sa position sans scrupule, sans trouble et sans remords. Jeune, il avait tous les goûts, tous les instincts de la jeunesse. Il chassa, creva des chevaux, étonna le pays par le luxe de ses équipages, et fit,

comme on dit, sauter les écus paternels, le tout à la plus grande satisfaction du digne Stamply, qui ne se sentit pas d'aise de reconnaître chez son fils les manières d'un grand seigneur. Tout était pour le mieux, lorsqu'un matin Bernard alla trouver son père et lui tint ce langage :

— Père, je t'aime et devrais m'estimer heureux de passer ma vie près de toi. Cependant je m'ennuie et n'aspire qu'à te quitter. Que veux-tu? J'ai dix-huit ans, et c'est une honte de tirer sa poudre aux lapereaux, quand on pourrait la brûler glorieusement pour le service de la France. L'existence que je mène m'étouffe et me tue. Toutes les nuits, je vois l'empereur, à cheval, à la tête de ses bataillons, et je me réveille en sursaut, croyant entendre le bruit du canon. L'heure est venue où mon rêve doit s'accomplir. Préférerais-tu voir ma jeunesse se consumer dans les vains plaisirs ? Si tu m'aimes, tu dois vouloir être fier de ta tendresse. Ne pleure pas, souris plutôt en songeant aux joies du retour. Quelles joies, en effet! quelle ivresse! Je reviendrai colonel, je suspendrai ma croix à ton chevet, et le soir, au coin du feu, je te raconterai mes batailles.

Et le cruel partit. Ni les remontrances, ni les larmes, ni les prières ne purent le retenir. A cette époque, ils étaient tous ainsi. Bientôt ses lettres arrivèrent comme de glorieux bulletins, toutes respirant l'odeur de la poudre, toutes écrites le lendemain d'un jour de combat. Engagé comme volontaire dans un régiment de cavalerie, sous-officier après la bataille d'Essling, officier un mois plus tard, après la bataille de Wagram, où l'empereur l'avait remarqué, il allait à grands pas, poussé par le démon de la gloire. Il fut un de ceux qui prouvèrent, au dire de Puisaye, qu'une année de pratique supplée avantageusement toutes les manœuvres et tous les apprentissages d'esplanade. Chacune de ses lettres était un hymne à la guerre et au héros qui en était le dieu. Au commencement de l'année 1811, son régiment se trouvant à Paris, Bernard profita d'un congé de quelques jours pour courir embrasser son vieux père. Qu'il était charmant sous son uniforme de lieutenant de hussards! Que le dolman bleu à tresses d'argent faisait ressortir avec grâce l'élégance de sa taille svelte et souple comme la tige d'un jeune peuplier! Qu'il portait galamment sur l'épaule la pelisse bordée de fourrures! Que sa brune moustache relevait fièrement sur sa lèvre fine et rosée! Qu'il avait bon air avec son grand sabre, et quel joli bruit le parquet rendait sous ses éperons sonnants! Stamply ne se lassait pas de le regarder avec un sentiment d'admiration naïve, lui baisait les mains et doutait que ce fût son enfant.

Comme le soleil à son couchant, l'astre impérial brillait de son plus bel éclat, lorsqu'un frisson mortel passa sur le cœur de la France. Une armée de cinq cent mille hommes dans laquelle la mère patrie comptait deux cent soixante et dix mille de ses fils les plus forts et les plus vaillants, venait de passer le Niémen pour aller frapper l'Angleterre au sein glacé de la Russie. Le régiment de Bernard faisait partie de la réserve de cavalerie commandée par Murat. On reçut au château une lettre datée de Wilna, puis une autre dans laquelle Bernard racontait qu'il avait été fait chef d'escadron après l'affaire de Volontina, puis une troisième, puis rien. Les jours, les semaines, les mois s'écoulèrent : point de nouvelles! Seulement on apprit qu'une bataille, la plus terrible qui se fût donnée dans les temps modernes, avait été livrée dans les plaines de la Moscowa ; la victoire avait coûté vingt mille hommes à l'armée française. Vingt mille hommes tués, et point de lettres! L'empereur est à Moscou, mais point de lettres de Bernard. Stamply espère encore; il se dit qu'il y a loin du château de La Seiglière au Kremlin et qu'entre ces deux

points le service des postes ne saurait, surtout en temps de guerre, se faire très-régulièrement. Mais des bruits sinistres circulent; bientôt ces sourdes rumeurs se changent en un cri d'épouvante, et la France en deuil compte avec stupeur ce qui reste de ses légions. Que se passait-il au château ? Ce qui se passait, hélas! dans tous les pauvres cœurs éperdus qui cherchaient un fils dans ces rangs éclaircis par le froid et par la mitraille. Stamply s'étant décidé à s'adresser au ministère de la guerre pour savoir à quoi s'en tenir sur la destinée de Bernard, la réponse ne se fit pas attendre : Bernard avait été tué à la bataille de la Moscowa.

La douleur ne tue pas : Stamply resta debout. Seulement il vieillit de vingt ans en moins de quelques mois, et quelque temps on le vit plongé dans une espèce de marasme approchant de l'imbécillité. On le rencontrait, par le soleil ou par la pluie, errant à travers champs, tête nue, le sourire sur les lèvres, ce sourire vague et incertain, plus triste et plus déchirant que les larmes. Lorsqu'il sortit de cet état, le bonhomme en vint peu à peu à remarquer une chose à laquelle son esprit ne s'était jamais arrêté jusqu'alors : c'est qu'il n'avait autour de lui ni amitiés ni relations d'aucune sorte, et qu'il se trouvait dans un isolement absolu ; il crut même entrevoir qu'il était, dans la contrée, un objet de mépris et de réprobation générale. Et c'était vrai depuis longues années. Tant qu'avait duré la terreur et que maître Stamply était resté modestement dans sa ferme, on ne s'était guère préoccupé, aux alentours, de sa fortune et de ses acquisitions successives; mais quand des jours plus calmes eurent succédé à ces temps d'épouvante, et que le fermier se fut installé publiquement dans le château seigneurial, on commença d'ouvrir de grands yeux, et lorsque enfin les blasons et les titres reparurent sur l'eau, comme des débris après la tourmente, il s'éleva de toutes parts contre le malheureux châtelain un formidable concert d'injures et de calomnies. Que dit-on ? que ne dit-on pas ! Les uns, qu'il avait volé, ruiné, chassé, dépossédé ses maîtres ; les autres, qu'il n'avait été que le secret agent du marquis et de la marquise, et qu'abusant de leur confiance, il refusait de rendre les domaines et le château qu'il avait rachetés avec l'argent des La Seiglière. Les bonnes âmes qui, en 93, auraient été enchantées de voir trancher le cou du marquis, se prirent à chanter ses vertus et à pleurer sur son exil. Les sots et les méchants s'en donnèrent à cœur joie; aux yeux même des honnêtes gens, la probité des Stamply fut pour le moins chose équivoque. La triste fin de la bonne fermière, les remords qu'elle avait laissé éclater sur ses derniers jours, donnaient du poids aux suppositions les plus outrageuses ; le train qu'avait mené Bernard, pendant son séjour chez son père, avait achevé d'exaspérer l'envie. Ç'avait été, à Poitiers et aux environs, un *tolle* universel. Enfin il n'y eut pas jusqu'à la mort de ce jeune homme qui ne servît de prétexte à l'insulte : on y reconnut un effet de la colère divine, une expiation méritée, trop douce au dire de quelques-uns. Loin de plaindre Stamply, on l'accabla; loin de s'attendrir sur son sort, on lui jeta le cadavre de son fils à la tête.

Tant que Bernard avait vécu, absorbé dans sa joie et dans son orgueil paternel, Stamply non-seulement n'avait pas remarqué l'espèce de réprobation qui pesait sur lui, mais encore ne s'était pas douté des propos calomnieux répandus sur son compte. C'est ainsi que les choses se passent assez communément : le monde se préoccupe, s'agite, s'inquiète et crie, tandis que le plus souvent les êtres auxquels s'adresse tout ce bruit sont dans leur coin heureux et tranquilles, sans même soupçonner l'honneur que le monde leur fait. Mais, lorsque après la mort de son fils,

qui avait été tout son univers, Stamply jeta çà et là un regard désolé, ne rencontrant ni une main amie, ni un cœur affectueux, ni un visage bienveillant, le pauvre homme finit par s'apercevoir qu'il y avait autour de lui comme un cordon sanitaire. Ses paysans et ses fermiers le haïssaient, parce qu'il était sorti de leurs rangs; les gentillâtres ses voisins se détournaient en le voyant et ne lui rendaient pas son salut. Enfin, sur les derniers temps, les petits drôles l'insultaient et lui lançaient des pierres quand il traversait le village. — Tiens, se disaient-ils entre eux, voici ce vieux gueux de Stamply qui a fait fortune en dépouillant ses maîtres! — Il passait, le front baissé, les yeux pleins de larmes. Son esprit qui, sous le double fardeau du chagrin et de l'âge, avait déjà beaucoup baissé, acheva de s'affaisser sous le sentiment du mépris public; sa conscience, qui n'avait jamais été bien paisible, recommença de se troubler. Bref, dans son château, au milieu de ses vastes domaines, il vécut seul, misérable et proscrit.

II.

Tout à l'heure je vous montrais du doigt le castel de Vaubert, à moitié caché par un bouquet de chênes et regardant d'un air mélancolique la façade orgueilleuse du château qui domine les deux rives du Clain. Le castel de Vaubert n'a pas toujours eu l'humble aspect que nous lui voyons aujourd'hui. Avant que la révolution eût passé par là, c'était un vaste château avec tours et bastions, pont-levis et fossés, créneaux et plates-formes, vraie place forte qui écrasait de sa masse imposante l'architecture élégante et fleurie de son svelte et gracieux confrère. Les domaines qui se pressaient à l'entour et constituaient de temps immémorial la baronnie de Vaubert, ne le cédaient en rien, ni pour l'étendue, ni pour la richesse, aux propriétés des La Seiglière. Qui disait La Seiglière et Vaubert disait les maîtres du pays. A part quelques rivalités inévitables entre voisins de si haut bord, les deux maisons avaient toujours vécu dans une intimité à peu près parfaite, que dut resserrer, sur les derniers temps, l'appréhension du danger commun. Toutes deux émigrèrent le même jour, suivirent la même route et choisirent le même coin de terre étrangère pour y vivre plus rapprochées dans l'infortune qu'elles ne l'avaient été dans la prospérité; car, réunissant ce qu'elles avaient pu réaliser de leur avoir, elles s'établirent sous le même toit, en communauté de biens, d'espérances et de regrets : plus de regrets que d'espérances, plus d'espérances que de biens. Comme le marquis, M. de Vaubert avait sa femme, et de plus un fils, encore enfant, destiné à grandir dans l'exil.

Ces patriciens qu'on a tant calomniés, quand il était si aisé d'en médire, ont montré du moins en ces temps d'épreuve, qu'ils savaient supporter la mauvaise fortune comme s'ils n'avaient jamais connu la bonne. Chez ces âmes habituées au luxe et à la mollesse, chez ces esprits légers pour la plupart, frivoles et dissipés, il s'est trouvé, aux jours du malheur, des ressources imprévues d'énergie, de courage et de résignation facile. Ainsi, la petite colonie dont nous parlons s'installa gaiement dans sa pauvreté et commença par y vivre avec une aimable philosophie. La maison qu'elle occupait, au bout d'un faubourg de la ville, se composait d'un corps de logis flanqué de deux pavillons : l'un s'appelait le château de Vaubert, l'autre le château de La Seiglière. Le jour, on se visitait, suivant les lois de l'éti-

quette; le soir, on se retrouvait au salon commun. Chacun apportait à ces petites réunions sa politesse exquise et ses belles manières; Mme de La Seiglière et Mme de Vaubert y ajoutaient le charme de leurs grâces et de leur beauté : l'une, déjà prise de ce mélancolique désintéressement propre aux êtres destinés à mourir avant l'âge; l'autre, nature moins poétique, esprit remuant, actif, aventureux, digne de briller sur un plus vaste théâtre, au milieu des intrigues qui s'ourdissaient alors dans les salons de Vienne et de Coblentz. On se consolait par un bon mot, on se vengeait par un sarcasme; on n'allait jamais jusqu'à la colère. Tant de philosophie reposait, il faut le dire, sur un grand fonds d'illusions et sur une complète inintelligence des faits. En général, c'était un peu là le secret de ce courage, de cette énergie, de cette facile résignation que nous nous plaisions à reconnaître tout à l'heure. On persistait à croire que le grand œuvre qui se consommait n'était qu'une parade sanglante, jouée par une bande d'assassins; on s'attendait de mois en mois à voir la France châtiée et remise dans le droit chemin. La ruine de leurs espérances modifia singulièrement les esprits, et les amena forcément à une appréciation plus juste et plus sensée des événements accomplis. Dès que ces enfants qui avaient joué étourdiment à l'exil eurent compris que le jeu était sérieux, et que l'exil les prenait au mot, plusieurs d'entre eux songèrent sérieusement à rentrer en France, les uns pour se mêler aux menées du parti royaliste, qui commençait de s'agiter dans les sections de Paris; les autres, pour essayer de recueillir, s'il était encore temps, quelques débris de leur fortune. Le baron de Vaubert fut au nombre de ces derniers. Jamais, à vrai dire, il ne s'était montré très-chaleureux à l'endroit de l'émigration; sa femme l'y avait entraîné malgré lui; il avait gardé la conviction qu'il aurait pu, avec un peu d'adresse, conserver sa tête et ses biens. Le marquis de La Seiglière, soit fermeté, soit entêtement, ayant déclaré qu'il ne rentrerait en France qu'avec ses maîtres légitimes, M. de Vaubert partit seul, se réservant de revenir près de sa femme et de son fils ou de les appeler près de lui, selon le résultat de ses démarches et la tournure des événements.

M. de Vaubert trouva son château mutilé, ses créneaux abattus, ses fossés comblés, ses écussons brisés, ses terres morcelées, ses propriétés vendues. C'était un esprit assez positif, revenu des idées chevaleresques, dont il ne se pardonnait point d'avoir été dupe un instant. Rentré sous un faux nom, il obtint à la longue sa radiation de la liste des émigrés, et reprit son titre aussitôt que les hautes classes de la société commencèrent de se reconstituer. Baron comme devant, il ne s'agissait plus que de reprendre la baronnie; c'est vers ce but qu'il tourna toutes ses facultés.

Il n'est rien que l'adversité pour développer dans le cœur de l'homme les instincts industrieux dont l'ensemble compose ce mauvais génie qu'on appelle le génie des affaires. Il est vrai d'ajouter que le moment était bien choisi. Époque de ruine et de fondation, si les vieilles fortunes croulaient comme des châteaux de cartes, les fortunes nouvelles poussaient comme des champignons le lendemain d'une pluie d'orage. Il y avait place pour toutes les ambitions : les parvenus encombraient le sol; les particuliers s'enrichissaient d'un jour à l'autre au jeu des spéculations hasardeuses, et, au milieu de la prospérité individuelle, il n'y avait, à proprement parler, que l'état qui se trouvât dans le dénûment. M. de Vaubert se jeta dans les affaires avec l'audace aventureuse des gens qui n'ont plus rien à perdre; sans se laisser décourager par la difficulté de l'entreprise, il se proposa vaillamment de reconquérir et de réédifier l'héritage qu'il avait reçu de ses pères, et qu'il avait à

cœur de transmettre à son fils. Toutefois, des années s'écoulèrent avant que le succès couronnât ses efforts, et ce ne fut guère qu'en 1810 qu'il put racheter ce qui restait de son manoir, en y joignant quelques terres environnantes. Il en était là de sa tâche, qu'il espérait mener à bonne fin, quand la mort le surprit, comme il venait d'écrire pour rappeler près de lui sa femme et son fils, qu'il n'avait pas revus depuis près de quinze ans.

Pendant ce temps, que s'était-il passé dans l'exil? Le marquis avait vieilli; Mme de Vaubert n'était plus jeune; son fils Raoul avait dix-huit ans; il y en avait dix que Mme de La Seiglière était morte en donnant le jour à une fille qui s'appelait Hélène et promettait d'être belle comme l'avait été sa mère. La lettre de M. de Vaubert décida la baronne à partir sur-le-champ. La séparation fut douloureuse. Malgré la différence de leurs âges, les deux enfants s'aimaient tendrement. Mme de Vaubert et le marquis de La Seiglière étaient liés par l'habitude et par le malheur. D'aucuns ont prétendu méchamment qu'ils s'étaient consolés mutuellement dans leur veuvage; ces sots propos ne nous importent guère. Le fait est que, près de se quitter, ils se sentirent émus et troublés. C'étaient de vieux amis. La baronne insista pour emmener le marquis et sa fille, leur offrant de venir continuer à Vaubert la vie qu'ils avaient menée sur la terre étrangère, et laissant percer l'espoir d'unir un jour Hélène et Raoul. Le marquis ne dissimula pas qu'une pareille union comblerait ses vœux les plus chers; plus d'une fois il en avait lui-même caressé secrètement le rêve. Il prit acte de la proposition de la baronne, et dès cet instant, les deux enfants se trouvèrent fiancés l'un à l'autre. Quant à l'offre de retourner en France, et d'aller s'établir à Vaubert, M. de La Seiglière, quoiqu'il lui coûtât de se séparer de ses compagnons d'infortune, fit entendre assez clairement qu'il la regardait comme inacceptable. Ses idées, en vingt ans, n'avaient pas fait un pas. Il ne pardonnait pas à M. de Vaubert d'avoir compromis son nom dans les fournitures des armées, et n'était pas homme à partager les bénéfices d'une fortune rachetée à ce prix. Enfin, pour rien au monde il n'aurait consenti à voir de si près le vieux trône de France occupé par un usurpateur, et les domaines de La Seiglière possédés par un de ses fermiers. A ses yeux, Bonaparte et Stamply n'étaient que deux spoliateurs qu'il mettait sur la même ligne; il appelait l'un le Stamply des Bourbons, l'autre le Napoléon des La Seiglière. Il était curieux et plaisant à entendre sur ce sujet; aimable esprit d'ailleurs, qu'on ne pouvait s'empêcher d'aimer. Bref, plein de confiance dans un avenir qui réintègrerait la monarchie et ses serviteurs dans leurs biens, droits et priviléges, il s'obstina à ne vouloir remettre les pieds en France que lorsqu'on en aurait chassé les Stamply de toute sorte, les uns à coups de canne, et les autres à coups de canon.

La rentrée de Mme de Vaubert fut tout un poëme de déceptions poignantes et d'amers désenchantements. Sur la lettre de son mari, qui n'abordait aucun détail, et qui, jusqu'alors, avait toujours exagéré le succès de ses entreprises, la baronne s'était imaginé qu'elle allait retrouver son château tel à peu près qu'elle l'avait laissé, avec toutes ses dépendances. A Poitiers, elle ne fut pas médiocrement surprise de n'y point voir, avec une voiture à ses armes, M. de Vaubert, qu'elle avait eu soin de prévenir du jour de son arrivée. Il y avait une bonne raison pour que M. de Vaubert manquât au rendez-vous; mais la baronne ne la soupçonnait pas. Comme elle avait hâte de marcher sur ses terres, elle prit le bras de son fils, et tous deux, ayant gagné les rives du Clain, suivirent le sentier qui devait les conduire à Vaubert. Il faudrait avoir passé vingt années dans l'exil pour comprendre

quelles émotions durent s'emparer du cœur de cette femme, lorsqu'elle aspira et qu'elle reconnut au parfum l'air de ces campagnes au milieu desquelles s'étaient écoulées les belles années de sa jeunesse. Son sein se gonfla et ses yeux se remplirent de larmes. Disons-le à sa louange, ce n'était pas seulement le sentiment de la propriété retrouvée qui la troublait ainsi. Ces émotions, elle les avait ressenties en touchant le sol de la France; seulement, à cette heure, il s'y mêlait naturellement une plus douce ivresse, car s'il est juste de flétrir l'égoïsme des petites âmes qui bornent la patrie aux limites de leurs domaines, il est juste aussi de reconnaître que le champ paternel et le toit héréditaire sont dans la patrie commune comme une seconde patrie. Raoul, qui n'avait aucun souvenir de ces lieux, ne partageait pas l'attendrissement de sa mère, mais il sentait son jeune cœur tressaillir d'orgueil et de joie en songeant que ce château, ces bois, ces fermes, ces prairies qu'il avait tant de fois entrevus dans ses rêves comme de fabuleux rivages, il les tenait là sous sa main, et qu'il touchait enfin à cette seigneuriale opulence dont on l'avait entretenu souvent, après laquelle il avait soupiré toujours. A mesure qu'ils avançaient, Mme de Vaubert lui montrait l'océan de verdure qui se déroulait devant eux, et disait avec complaisance : — Tout ceci, mon fils, est à vous. — Elle jouissait des transports de ce jeune homme, et se faisait surtout une fête de l'introduire dans le gothique manoir des aïeux, vraie forteresse au dehors, au dedans vrai palais où respirait le luxe de dix générations. Cependant elle s'étonnait de ne voir venir à sa rencontre ni M. de Vaubert ni quelque députation de fermiers et de jeunes payannes accourus pour fêter son retour, et lui offrir des fleurs et des hommages. Raoul lui-même qui, pour avoir grandi au sein des privations, ne s'était pas moins élevé selon les idées de sa race, que lui avaient inféodées de bonne heure les entretiens de sa mère et du marquis de La Seiglière, Raoul s'émerveillait tristement du peu d'empressement qui l'accueillait sur son passage; mais, grand Dieu! quelle ne fut pas la stupeur de la baronne, lorsqu'au détour du sentier, elle découvrit ce qui restait de sa garenne et de son château, et que Raoul, voyant sa mère en douloureuse et muette observation, lui demanda quelle était cette masure qu'elle contemplait de la sorte. Elle refusa d'abord d'en croire ses yeux; comme le soleil venait de se coucher, elle pensa sérieusement que c'était un effet de crépuscule, et qu'elle était le jouet d'un mirage de nouvelle espèce. Toutefois, elle acheva le trajet d'un pas moins ferme et d'un cœur moins joyeux. Hélas! il n'était que trop vrai, la garenne avait disparu, il n'en restait qu'un bouquet de chênes. Le château n'était plus qu'un corps mutilé qui cachait ses blessures sous un linceul de lierre. Les fossés étaient transformés en jardins potagers; la chapelle n'existait plus; les tourelles avaient disparu; la façade tombait en ruines. Et pas un serviteur sur le seuil de la porte! pas un coup de fusil! pas un bouquet! pas une harangue! pas d'autres cris que ceux des hirondelles qui volaient dans l'air bleu du soir! partout, aux alentours, la solitude et le silence des tombeaux. Mme de Vaubert continuait d'avancer, et son fils répétait en la suivant d'un air surpris : — Où donc allons-nous? où me conduisez-vous, ma mère? — La baronne marchait en silence. Lorsqu'elle pénétra dans ce nid dévasté, elle sentit ses jambes défaillir et son cœur qui se mourait dans sa poitrine. L'intérieur était plus sombre encore et plus dévasté que ne le promettait le dehors. Les parquets étaient pourris, les lambris enlevés, enlevées aussi les tentures de damas et de cuir de Hollande; enlevés les tableaux ; enlevés les meubles gothiques et les meubles de la renaissance; salles vides, appartements déserts, murs nus et délabrés; seulement, çà et

là, aux plafonds quelques vestiges de dorure; aux fenêtres, quelques lambeaux de soie oubliés, décolorés par l'humidité et rongés par les rats. — Où sommes-nous, ici, ma mère? demandait Raoul en promenant autour de lui un regard étonné. Mme de Vaubert allait de chambre en chambre et ne répondait pas. Enfin, après avoir cherché vainement une âme à travers ces débris, elle trouva dans la cuisine un vieux serviteur profondément endormi sous le manteau de la cheminée. Elle le secoua violemment par le bras, en s'écriant à plusieurs reprises d'une voix impérieuse et brève : — Où est M. de Vaubert ? — M. de Vaubert, madame? répondit le vieillard en se frottant les yeux, il est au cimetière. — Vous êtes fou, bonhomme, répliqua vivement la baronne qui n'avait plus la tête à elle. Que voulez-vous que M. de Vaubert soit allé faire au cimetière? — Madame, répondit le vieux serviteur, il y fait ce que je faisais ici tout à l'heure, il y dort d'un profond sommeil. — Mort! s'écria la baronne. — Et enterré depuis un mois, ajouta tranquillement le vieillard. — Au cri qu'elle jeta, le bonhomme regarda attentivement et reconnut enfin Mme de Vaubert, car il avait été autrefois un des serviteurs de la maison; il en était le seul à présent. L'âge et les infirmités l'avaient rendu à peu près imbécile. Il raconta comment M. le baron, au moment où il venait de racheter son château et deux petites fermes qui composaient toutes ses propriétés foncières, était mort sans avoir eu le temps de faire exécuter les réparations et embellissements qui devaient mettre le manoir en état de recevoir convenablement Mme la baronne et son fils. Mme de Vaubert était atterrée; Raoul ne revenait pas de ce qu'il voyait et de ce qu'il entendait. Brisé par la fatigue du voyage et par les émotions du retour, le jeune baron s'endormit sur une chaise de paille, et sa mère passa la nuit dans le seul lit un peu propre qui se trouvât dans le logis.

Le lendemain, en sortant de sa chambre, Mme de Vaubert rencontra Raoul qui se promenait mélancoliquement dans le château de ses ancêtres. Ils se regardèrent l'un l'autre sans échanger une parole. Cependant la baronne cherchait encore à s'abuser sur sa position; mais lorsqu'on eut levé les scellés et liquidé la succession, soit que de son vivant M. de Vaubert dissipât d'un côté ce qu'il gagnait de l'autre, soit qu'il s'abusât lui-même sur le résultat de ses opérations, sa femme et son fils furent obligés de reconnaître qu'en réalité leur héritage se bornait au château tel que nous le voyons aujourd'hui, à deux petites fermes d'un médiocre rapport, et à une somme de cinquante mille francs que le baron avait déposée chez son notaire, quelques jours avant sa mort. C'était là le plus clair et le plus net de leur avoir. Ils organisèrent leur vie modestement, et le train qu'ils menèrent dans leur châtellenie ne différa guère de celui qu'ils avaient mené dans l'exil.

Mme de Vaubert était réservée à d'autres déceptions non moins cruelles. A mesure qu'elle vécut sur ce sol que le soc révolutionnaire avait remué de fond en comble et divisé à l'infini, à mesure qu'elle observa ce qui se passait dans cette France, grande alors, prospère et comblée de gloire, à mesure qu'elle étudia la constitution territoriale du pays, et qu'elle vit la propriété nouvelle déjà consacrée par de longues années de jouissance, paisible, inattaquable, appuyée sur le droit commun, elle sentit tout le vide et tout le néant des illusions du parti de l'émigration; elle comprit qu'en mettant les choses au mieux, la rentrée des Bourbons dans leur royaume ne réintègrerait pas nécessairement le marquis de La Seiglière dans ses domaines; elle jugea que Napoléon, au faîte de la puissance, était encore moins solidement assis sur son trône que la fortune de maître Stamply sur le plateau de sa colline, et qu'on pourrait chasser l'un à coups de canon, sans qu'il fût permis pour

cela de chasser l'autre à coups de canne. Ces réflexions refroidirent peu à peu Mme de Vaubert à l'endroit du mariage projeté entre son fils et Mlle de La Seiglière. Près de quitter le marquis et sa fille, elle s'était laissée entraîner par l'attendrissement des adieux ; à distance, la froide raison ressaisit son empire. Raoul était beau, élégant, bien tourné, pauvre, mais de race noble s'il en fut, car les Vaubert remontaient au premier baron chrétien. Dans une époque de fusion et de ralliement, où, pour complaire au chef de l'état, les parvenus de la veille cherchaient à blasonner leurs sacs et à décrasser leurs écus au frottement des vieux parchemins, Raoul pouvait évidemment prétendre à un riche mariage qui lui permettrait de relever la fortune de sa famille. Ces idées se développèrent insensiblement, et prirent, de jour en jour, dans l'esprit de la baronne, une forme plus nette et plus arrêtée. Elle aimait tendrement son fils ; elle souffrait dans son amour tout autant que dans son orgueil de voir la destinée de ce beau jeune homme se consumer et se flétrir dans l'ennui de la pauvreté. Jeune encore elle-même, mais pourtant à cet âge, avide de bien-être et de sécurité, où les calculs de l'égoïsme ont déjà remplacé les élans généreux de l'âme, on devine sans peine tout ce qui couvait d'ambitions personnelles sous la sollicitude, très-sincère d'ailleurs, de la mère pour son enfant.

Mme de Vaubert, qui s'était d'abord tenue à l'écart, ne se mêlant qu'à cette fraction de la noblesse qui s'obstinait à bouder dans son coin, songeait donc sérieusement à se rallier à la fortune de l'empire et à chercher pour son fils quelque mésalliance lucrative, quand soudain on apprit que l'aigle impériale, frappée d'un coup mortel aux champs de la Russie, ne tenait plus les foudres de la guerre que d'une serre à demi brisée. La baronne jugea prudent d'attendre et de voir, avant de prendre aucun parti, de quel côté s'abattrait l'orage qu'on entendait gronder à tous les points de l'horizon. Ce fut à cette époque, on doit s'en souvenir, que Stamply reçut la nouvelle de la mort de son fils. Le bruit en parvint à Mme de Vaubert, qui décida charitablement que c'était une justice du ciel, et ne s'en préoccupa point davantage. Elle haïssait ce Stamply pour son propre compte et pour le compte du marquis. Elle n'en parlait qu'avec mépris, et les récits exagérés qu'elle faisait de la position de M. de La Seiglière et de sa fille n'avaient pas peu contribué à déchaîner sur la tête du pauvre diable toutes les colères et toutes les malédictions du pays. Les choses en étaient là, lorsqu'un soir tout sembla devoir prendre bientôt une face nouvelle.

Assise auprès d'une croisée ouverte, Mme de Vaubert paraissait plongée dans une méditation profonde. Ce n'étaient ni les harmonies ni les images d'un beau soir d'été qui la tenaient ainsi rêveuse et recueillie. Elle regardait avec un sentiment de tristesse et d'envie le château de La Seiglière, dont les derniers rayons du soleil embrasaient les fenêtres, et qui resplendissait dans toute sa gloire, avec ses festons, ses arabesques, ses clochetons et ses campanilles, tandis que les ombrages touffus du parc ondulaient à ses pieds au souffle caressant des brises. Elle voyait en même temps les riches fermes groupées à l'entour, et, dans l'amertume de son cœur, elle songeait que ce château, ce parc et ces terres étaient la propriété d'un rustre et d'un manant. Raoul la surprit au milieu de ces réflexions. Il prit place auprès de sa mère et demeura silencieux, comme elle, à regarder d'un air affaissé l'étendue de paysage qu'encadrait la croisée ouverte. Ce jeune homme était miné depuis longtemps par une sombre mélancolie. N'ayant point goût à l'étude qui seule aurait pu charmer sa pauvreté, il consumait son énergie en regrets stériles, en désirs impuissants. Ce soir-là, dans une promenade solitaire à travers champs,

il avait rencontré une troupe joyeuse de jeunes cavaliers qui s'en retournaient à la ville, en grand équipage de chasse, au bruit des fanfares, escortés de leurs meutes et de leurs piqueurs. Il n'avait, lui, ni piqueurs, ni meute, ni pur sang limousin sur lequel il pût promener ses ennuis, et il était rentré au logis plus découragé et plus sombre que d'habitude. Il s'accouda sur le dos de sa chaise, appuya son front sur sa main, et Mme de Vaubert vit couler deux larmes sur les joues amaigries de son fils.

— Mon fils! mon enfant! mon Raoul! dit-elle en l'attirant sur son sein.

— Ah! ma mère! s'écria le jeune homme avec amertume, pourquoi m'avoir trompé? pourquoi m'avoir bercé d'un fol et vain espoir? pourquoi m'avoir nourri, dès l'âge le plus tendre, de rêves insensés? pourquoi m'avoir fait entrevoir, du sein de la pauvreté, les rives enchantées où je devais n'aborder jamais? Que ne m'avez-vous élevé dans l'amour de la médiocrité? que ne vous êtes-vous étudiée à borner mes désirs et mes ambitions? que ne m'avez-vous enseigné de bonne heure l'humilité et la résignation qui convenaient à notre destinée? Cela vous eût été bien facile!

A ces reproches mérités, Mme de Vaubert ne répondait qu'en baissant la tête, quand des cris du dehors attirèrent son attention. Elle se leva, s'approcha du balcon, et reconnut, au bout du pont jeté sur le Clain, Stamply qu'une bande de petits drôles poursuivaient à coups de mottes de gazon. Le vieux proscrit, sans chercher à repousser les hostilités, s'enfuyait aussi vite que le permettaient son âge et ses souliers ferrés. Mme de Vaubert le suivit longtemps des yeux, puis retomba dans sa rêverie. Elle en sortit souriante et radieuse. Que s'était-il passé? qu'était-il advenu? Moins que rien, une idée. Mais une idée suffit à changer la face du monde.

III.

A quelques jours de là, Mme de Vaubert prit le bras de son fils, et, sous prétexte d'une promenade aux environs, gagna la rive droite du Clain. C'était la première fois, depuis son retour, qu'elle se décidait à toucher cette rive. En passant devant la grille du parc, elle s'y arrêta quelques instants, et, comme si elle cédait à l'entraînement des souvenirs, elle ouvrit la porte et entra.

— Que faites-vous, ma mère? s'écria Raoul, qui s'était vainement efforcé de la retenir sur le seuil; ne craignez-vous pas d'outrager le marquis et sa fille en mettant le pied sur ces terres? N'est-ce point faillir du même coup au culte de l'amitié et à la religion du malheur? Enfin, avec les sentiments de haine et de mépris que nous professons l'un et l'autre contre le maître de ces lieux, vous semble-t-il que ce soit ici notre place?

— Venez, venez, mon fils; ce n'est point outrager le marquis que de chercher sous ces ombrages les souvenirs qu'il y a laissés. Où vous voyez une insulte au malheur, M. de La Seiglière ne verrait lui-même qu'un pèlerinage pieux. Venez, répéta-t-elle en s'appuyant doucement sur le bras de Raoul; nous n'avons pas à redouter de fâcheuses rencontres : c'est l'heure où je vois, chaque jour, passer M. Stamply allant visiter ses domaines. D'ailleurs, je dois vous avouer, mon fils, que je suis un peu revenue de mes préventions, et que cet homme ne me paraît mériter,

à bien prendre, ni la haine ni le mépris dont le pays se plaît à l'accabler. Je dirai même qu'il y a dans cette destinée proscrite et malheureuse au sein de la prospérité quelque chose de touchant, et qui, malgré moi, m'intéresse.

— Quoi ! ma mère, s'écria le jeune homme ; un fermier qui a dépossédé ses seigneurs ! un serviteur qui s'est enrichi de la dépouille de ses maîtres ! un misérable....

— Misérable en effet, vous avez dit le mot, Raoul, répliqua Mme de Vaubert en l'interrompant ; si misérable, que je me repens à cette heure d'avoir mêlé ma voix à celles qui l'accusent. Le ciel a traité cet infortuné avec assez de rigueur pour qu'il nous soit permis de lui montrer un peu d'indulgence. Mais, mon fils, laissons là cet homme, ce n'est pas de lui qu'il s'agit. Tenez, ajouta-t-elle en l'entraînant dans l'allée qui longe le bord de l'eau, je retrouve à chaque pas quelque image de mes belles années ; je crois respirer l'âme de Mme de La Seiglière dans tous ces parfums.

Ainsi causant, ils marchaient à pas lents, lorsqu'au détour de l'allée ils se trouvèrent presque face à face avec Stamply, qui, de son côté, se promenait solitairement dans son parc. Raoul fit un mouvement pour s'éloigner, mais la baronne le retint et s'avança vers le bonhomme, qui, ne sachant à quoi attribuer l'honneur d'une pareille rencontre, se confondait en salutations.

— Pardonnez, monsieur, lui dit-elle avec grâce, la liberté que j'ai prise de m'introduire ainsi dans votre propriété. Ces beaux ombrages me rappellent tant et de si doux souvenirs, que je n'ai pu résister plus longtemps au désir que j'avais de les visiter.

— Soyez remerciée plutôt que pardonnée, madame, répondit le vieux Stamply, qui tout d'abord avait reconnu Mme de Vaubert. C'est le plus grand honneur, c'est le seul, ajouta-t-il avec tristesse, qu'aient reçu ces lieux depuis que je les habite.

Puis, comme s'il comprenait que ce n'était pas à lui que l'honneur s'adressait, soit discrétion, soit humilité, le vieillard fit mine de vouloir se retirer, après avoir invité ses hôtes à poursuivre leurs excursions ; mais Mme de Vaubert l'interpellant avec bonté :

— Pourquoi, monsieur, nous quitter sitôt? C'est vouloir nous donner à penser que notre visite est indiscrète et que nous troublons votre solitude. S'il en est autrement, restez ; vous n'êtes pas de trop entre nous.

Confus de tant de prévenances, Stamply ne savait comment témoigner sa gratitude, et ne réussissait qu'à exprimer sa stupéfaction. C'était la première fois, non-seulement qu'il voyait chez lui des hôtes de cette importance, mais encore qu'il s'entendait adresser quelques paroles polies et bienveillantes. Et c'était Mme de Vaubert, la baronne de Vaubert, la plus grande dame de la contrée, l'amie des La Seiglière, qui daignait le traiter ainsi, lui, Stamply, le vieux gueux, comme il savait trop bien qu'on l'appelait dans le pays ! Mais que devint-il, lorsqu'il sentit à son bras le bras de Mme la baronne, et que celle-ci lui dit avec un doux sourire et d'un ton presque familier : — Allons, monsieur Stamply, soyez mon cavalier et mon guide ! Les pauvres âmes réprouvées, mises par la calomnie au ban de l'opinion, connaissent seules tout le prix d'un témoignage inespéré de sympathie et de bienveillance : quelque léger qu'il soit, elles s'en saisissent avec transport et s'y appuient avec un sentiment d'indicible reconnaissance ; c'est le brin d'herbe que la colombe jette à la fourmi qui se noie. En sentant à son bras le bras de la baronne de Vaubert, Stamply fut pris d'une joie à peu près pareille à celle qu'é-

prouva le lépreux de la cité d'Aost, lorsqu'il sentit sa main serrée par une main amie, et la fête aurait été complète, si le bonhomme eût été moins embarrassé de son costume et de son maintien. Il est très-vrai que sa personne contrastait étrangement avec celle de Mme de Vaubert, qui, dans sa ruine, humiliait l'opulence de son voisin par l'élégance de sa tenue et la grâce de ses manières.

— Si j'avais pu penser qu'un si grand honneur me fût réservé, j'aurais fait, ce matin, un peu de toilette, dit-il en regardant tristement ses gros souliers à boucles de cuivre rougi, ses bas de laine bleus, son gilet de futaine et sa culotte de velours de coton, élimée jusqu'à la corde.

— Comment donc! s'écria la baronne; mais vous êtes très-bien ainsi. D'ailleurs, monsieur, vous êtes chez vous.

Ces mots — vous êtes chez vous — allèrent au cœur de Stamply, et achevèrent de le remplir d'une douce satisfaction. Vous êtes chez vous! ces mots si simples qu'il osait à peine, depuis longtemps, s'adresser à lui-même, tant la conscience qu'il avait du mépris public l'avait cruellement ébranlé dans le sentiment de sa propre estime, ces mots, prononcés par Mme de Vaubert, n'étaient-ils pas un démenti formel aux commentaires injurieux des méchants? N'étaient-ils pas, en effet, pour cet homme, comme une réhabilitation éclatante, comme une solennelle consécration de ses droits et de sa fortune? Cependant le jeune de Vaubert, dont la surprise était pour le moins égale à celle de Stamply, se tenait auprès de sa mère, froid, silencieux, hautain, ne sachant que conclure ni qu'imaginer de la scène, pour le moins étrange, qu'il voyait se passer sous ses yeux.

Tout en marchant, tout en causant, ils arrivèrent, par d'insensibles détours, devant la façade du château. Il faisait une journée brûlante; le ciel était chargé de nuages. Il y avait près d'une heure que Mme de Vaubert marchait sous des ombrages embrasés que ne rafraîchissait aucune brise. Elle s'assit sur une des marches du perron, et passa son mouchoir sur son front et sur son visage, tandis que Stamply se tenait devant elle, immobile et roulant entre ses doigts les larges bords de son chapeau de feutre qu'il n'avait pas cessé de tenir à la main durant toute la promenade.

— Madame la baronne mettrait le comble à ses bontés, dit-il enfin d'un air suppliant, en daignant venir se reposer un instant chez moi. Je serais d'autant plus touché d'une faveur si grande, que je m'en reconnais moins digne.

— Ma mère, dit aussitôt Raoul, qui avait hâte d'en finir avec cette comédie, dont il n'entrevoyait ni le but ni le sens; ma mère, un gros orage se prépare; il nous reste à peine le temps, avant que la nue crève, de regagner notre demeure.

— Eh bien! mon fils, laissons passer l'orage, répondit Mme de Vaubert en se levant, et puisque notre aimable voisin nous offre une hospitalité si cordiale, allons attendre sous son toit que le ciel nous permette de regagner le nôtre.

A ces mots, la figure de Stamply rayonna, et sa bouche s'épanouit en un sourire de béatitude. Quel triomphe, en effet, pour lui, de recevoir Mme de Vaubert et de montrer ainsi à ses gens, qui ne manqueraient pas d'en instruire tout le pays, qu'il était moins déconsidéré que les méchants ne se plaisaient à le dire et les sots à le croire! Leicester recevant la reine Elisabeth dans le château de Kenilworth ne fut ni plus heureux ni plus fier qu'en cet instant maître Stamply, lorsqu'il vit la baronne monter les degrés du perron et franchir le pas de sa porte. Raoul suivit sa mère avec un mouvement d'humeur que celle-ci feignit de ne point remarquer, et que ne remarqua point Stamply, tout absorbé qu'il était dans sa joie et dans

son bonheur. Lorsque, après avoir introduit ses hôtes dans le salon, le bonhomme se fut esquivé pour veiller lui-même aux soins de l'hospitalité, Raoul, demeuré seul avec sa mère, allait enfin lui demander l'explication d'une énigme dont il s'épuisait vainement à chercher le mot depuis une heure; mais il en fut empêché par un autre sentiment de curiosité qui lui ferma la bouche et lui fit ouvrir de grands yeux.

Quoiqu'on n'eût rien changé à la disposition des appartements, l'intérieur du château de La Seiglière ne répondait plus à la magnificence du dehors. Tout s'y ressentait de l'incurie et des habitudes moins qu'aristocratiques, bourgeoises tout au plus, du nouveau propriétaire. Ajoutez que les vingt années qui venaient de s'écouler n'avaient point rajeuni la fraîcheur des tentures. Ces lampas fanés, ces dorures noircies, ce luxe sans jeunesse, ces vestiges d'une splendeur où la vie ne se révélait plus, composaient l'intérieur le moins réjouissant qui se puisse imaginer. C'était beau et triste comme ces vastes salles du palais de Versailles, qu'on admire en les traversant, mais où l'on sent qu'on mourrait d'ennui, si l'on était obligé de les habiter. Il n'y avait que le salon où venaient d'être introduits Mme de Vaubert et son fils qui eût conservé, par une faveur toute spéciale, la fraîcheur et l'éclat, la jeunesse et la vie. On eût dit que Mme de La Seiglière l'animait encore de sa grâce et de sa beauté. Bernard, de son vivant, s'était plu à l'orner et à l'embellir de tous les trésors que le marquis n'avait pu emporter avec lui dans l'exil, et Stamply, après le départ et même après la mort de son fils, avait voulu, par religion pour sa mémoire, que cette pièce fût entretenue avec autant de soins que par le passé, comme si Bernard devait y rentrer d'un instant à l'autre. Aussi tout y respirait-il la splendeur des hôtes d'autrefois. Ce n'étaient que damas de Gênes, tapisseries en point de Beauvais, meubles de Boule chargés d'objets d'art, cristaux étincelants, groupes en biscuit, porcelaines de Saxe et de Sèvres, filets d'or courant au plafond, bergeries de Watteau au-dessus des portes; il y avait là de quoi fournir vingt pages de description à quelques-uns de ces esprits charmants qui ont créé la poésie de l'inventaire et se montrent moins préoccupés du mobilier de l'âme que de l'ameublement des maisons. Après avoir tout observé avec une attention jalouse, après avoir reconnu et touché du doigt tout ce qu'il n'avait vu jusqu'alors que dans ses rêves décevants, Raoul s'approcha de la fenêtre et se prit à regarder d'un air sombre le castel ruiné de Vaubert, qui ne lui avait jamais paru si pauvre ni si désolé qu'à cette heure. Pendant ce temps, la baronne contemplait son fils avec complaisance, souriante et sereine comme si elle tenait en son pouvoir la baguette magique qui devait relever les tours de son château et rendre à Raoul la fortune de ses ancêtres.

Stamply ne tarda pas à revenir, suivi de deux garçons de ferme qui portaient d'un air ébahi des plateaux chargés de sirops, de crème, de fraises et de vins d'Espagne. La foule des serviteurs, qui se composait d'une cuisinière, d'un jardinier et d'une gardeuse de dindons, se pressait dans l'antichambre et cherchait à voir, par la porte entr'ouverte, Mme la baronne et son fils. Depuis l'avénement de Stamply, c'était la première fois que le château se trouvait à pareille fête.

— Voici qui est du dernier goût, dit Mme de Vaubert avec son plus aimable sourire; vous nous faites, monsieur, une réception royale.

Stamply s'inclina, se troubla, balbutia; puis, apercevant les deux garçons de ferme, qui, après avoir déposé les plateaux sur le marbre d'une console, s'étaient assis chacun dans un fauteuil et s'y prélassaient sans façon, il les prit par les épaules et les poussa tous deux hors du salon.

— Savez-vous, monsieur, dit la baronne, qui n'avait pu s'empêcher de rire à cette petite scène, savez-vous que vous mériteriez d'être nommé conservateur-général des châteaux de France? Celui-ci n'a rien perdu de son ancienne splendeur; je crois même que vous y avez ajouté un nouvel éclat. D'autre part, on prétend que les domaines de La Seiglière ont doublé de valeur sous votre administration. Vous êtes, à ce compte, le plus riche propriétaire du pays.

— Hélas! madame la baronne, répondit tristement le vieillard, Dieu et les hommes me l'ont fait payer bien cher, cette prospérité qu'on m'envie! Dieu m'a pris ma femme et mon enfant; les hommes m'ont chargé d'outrages. Le vieux Job était moins malheureux sur son fumier que je ne le suis au sein de la richesse. Vous avez un fils, madame; consultez votre joie, et vous comprendrez mes douleurs.

— Je les comprends, monsieur; votre fils, dit-on, était un héros.

— Ah! madame, il était ma vie! s'écria le vieillard en étouffant ses pleurs et ses sanglots.

— Les desseins de Dieu sont impénétrables, dit Mme de Vaubert avec mélancolie; quant au jugement des hommes, je crois, monsieur, que vous auriez tort de vous en trop préoccuper. On vous a chargé d'outrages, dites-vous? Je l'ignorais; vous me l'avez appris. Qu'importe l'opinion des sots? vous avez l'estime des honnêtes gens.

A ces mots, Stamply secoua la tête d'un air chagrin, en signe de dénégation.

— Vous vous calomniez, monsieur, reprit vivement Mme de Vaubert. Pensez-vous, par exemple, que je serais ici, si je ne vous estimais pas? Je suis, ce me semble, assez intéressée dans la question pour ne pas être suspecte de partialité en votre faveur. Amie des La Seiglière, j'ai, quinze ans durant, partagé leur exil; comme eux, j'ai vu mes biens séquestrés et vendus par la république. La république nous a dépouillés; elle a disposé de ce qui ne lui appartenait pas : que ce lui soit une honte éternelle! Mais vous, acquéreur de bonne foi, qui avez acheté à beaux deniers comptant, qui vous blâme? qui vous accuse? L'adversité a pu nous aigrir, mais elle n'a point étouffé dans nos cœurs le sentiment de la justice. Ce n'est pas à vous qu'appartient notre haine. Que de fois n'ai-je pas entendu le marquis et Mme de La Seiglière se féliciter de ce que leurs domaines étaient échus du moins au plus probe de leurs fermiers!

— Serait-il vrai, madame? s'écria Stamply avec un mouvement de joie et de surprise; Mme la marquise et M. le marquis parleraient de moi sans colère? J'aurais pensé que je n'étais pour eux qu'un objet de mépris et d'exécration.

— Pourquoi donc cela, monsieur? répliqua la baronne en souriant. Je me souviens que, quelques jours avant sa mort, la pauvre marquise me disait encore....

— Mme la marquise est morte! s'écria Stamply avec un étonnement douloureux.

— En donnant la vie à une fille belle aujourd'hui comme le fut sa mère. Je vous disais donc, monsieur, reprit Mme de Vaubert, que, quelques jours avant sa mort, la marquise me parlait de vous, de Mme Stamply, qu'elle appréciait et qu'elle aimait. Elle en parlait avec cette bonté touchante que vous n'aurez point oubliée. Le marquis vint se mêler à l'entretien, et se plut à citer plusieurs traits de dévouement et de fidélité qui honorent votre famille. « Ce sont de nobles cœurs, ajouta Mme de La Seiglière, et, dans notre malheur, ce m'est presque une consolation de penser que nos dépouilles sont tombées entre des mains si pures et si honnêtes. »

— Ma mère, dit Raoul, qui était resté debout dans l'embrasure de la fenêtre

et qui souffrait visiblement d'entendre parler ainsi Mme de Vaubert, un coup de vent vient d'emporter l'orage ; le ciel s'est éclairci ; nous pourrions sans danger regagner notre gîte.

La baronne se leva, et, se tournant vers Stamply :

— Je vous remercie, monsieur, lui dit-elle, de votre bonne hospitalité et me félicite du hasard qui m'a procuré l'avantage de vous connaître. Je fais des vœux sincères pour que nos relations ne se bornent pas à cette première entrevue. Il dépend de vous que ces vœux soient exaucés. N'oubliez pas, rappelez-vous souvent que vous avez sur l'autre rive des voisins qui s'estimeront toujours heureux de vous recevoir.

A ces mots, prononcés avec une grâce qui en releva l'expression à un point que nous ne saurions dire, Mme de Vaubert se retira, appuyée sur le bras de son fils et reconduite par Stamply, qui ne quitta ses hôtes qu'à la grille du parc, après s'être incliné jusqu'à terre.

— Enfin, ma mère, s'écria le jeune homme, m'allez-vous donner l'explication de ce que je viens de voir et d'entendre ? Hier encore, vous méprisiez, vous haïssiez cet homme ; jusqu'à ce jour, vous n'aviez parlé de lui qu'en termes flétrissants ! Quelle révolution étrange s'est opérée tout d'un coup dans vos idées et dans vos sentiments ?

— Mon Dieu ! rien n'est plus simple, et je croyais déjà vous l'avoir dit, mon fils, répliqua la baronne sans s'émouvoir. Au rebours de ce citoyen d'Athènes qui condamna Aristide à l'ostracisme, parce qu'il était las de l'entendre appeler juste, à force d'entendre dire du mal de M. Stamply, j'ai fini par en penser du bien. Si des préventions légitimes, si ma vieille amitié pour les La Seiglière, si l'ignorance des faits dans laquelle j'ai vécu durant près de vingt ans ont pu m'entraîner à des propos inconsidérés, depuis longtemps j'en avais des regrets ; j'en ai des remords à cette heure.

— Permis à vous, ma mère, repartit Raoul, d'en appeler de vos jugements et de casser les arrêts que vous avez rendus vous-même ; mais vous n'aviez pas mission des La Seiglière d'absoudre en leur nom le détenteur de leurs domaines. Pensez-vous que le marquis vous pardonnât de l'avoir pris, en cette occasion, pour complice de votre indulgence ?

— Eh ! mon fils, s'écria la baronne avec un mouvement d'impatience, fallait-il porter le dernier coup à ce cœur déjà si cruellement blessé ? Ne devais-je entrer sous le toit hospitalier que pour m'y faire l'écho des malédictions de l'exil ? Suis-je coupable, suis-je criminelle pour avoir essayé de verser quelques gouttes de baume sur les plaies de cet infortuné ? Ah ! jeunesse, vous êtes sans pitié ! Je ne sais si le marquis me pardonnerait ; mais je suis sûre qne du haut du ciel l'âme de la marquise me sourit et m'approuve.

La visite de Stamply ne se fit pas attendre. Il se présenta, par une après-midi, au château de Vaubert, dans le costume le plus galant qu'il avait pu choisir dans sa garde-robe de fermier enrichi. Raoul était absent. N'étant point gênée par la présence de son fils, la baronne reçut son voisin avec toute sorte d'égards et de coquetteries ; elle l'amena doucement à parler de son fils, et parut s'intéresser à tous ses discours. On pense quelle satisfaction pour ce pauvre vieillard de rencontrer un cœur bienveillant dans lequel il pût librement épancher ses regrets ! Cependant il finit par remarquer le modeste ameublement du salon où il se trouvait, et, songeant à ce qu'avaient été autrefois et à ce qu'étaient aujourd'hui les

Vaubert et les Stamply, il fut fut pris d'un vague sentiment de pudeur et de confusion que les âmes délicates n'auront point de peine à comprendre. Comme pour ajouter à l'embarras de son hôte, la baronne raconta les déceptions de son retour, et comment, en place de son château et de ses domaines, elle n'avait retrouvé qu'un pigeonnier et quelques méchants morceaux de terre; mais elle le fit avec tant de grâce et de gaieté, que Stamply, quoique susceptible et défiant, ne put en prendre aucun ombrage, et qu'au contraire il se sentit délivré d'un grand poids en voyant de quelle façon Mme de Vaubert s'accommodait à sa fortune.

— Je vous garde à dîner, lui dit-elle; mon fils est allé passer la journée chez un de nos amis. et ne rentrera que ce soir; vous me tiendrez compagnie. La solitude est triste à notre âge. Que voulez-vous? ajouta-t-elle gaiement, en renouant le fil de la conversation brisée; chacun son tour, comme dit le proverbe. On assure que les révolutions ont leur bon côté; nous avons payé pour le croire. Nous ne nous plaignons pas. Plût à Dieu seulement, ainsi que le répétait souvent ma pauvre et bien-aimée marquise, plût à Dieu, monsieur, que tous ceux qui ont profité de nos désastres fussent d'aussi honnêtes gens que vous! La résignation nous serait encore plus facile.

Dîner en tête-à-tête avec la baronne de Vaubert ne fut pas seulement pour Stamply le comble de l'honneur; ce fut aussi la plus douce joie qu'il eût goûtée depuis bien longtemps. C'est surtout à l'heure des repas que l'isolement se fait cruellement sentir. C'était l'heure de la journée que Stamply redoutait le plus; lorsqu'il lui fallait s'asseoir à table devant la place vide de Bernard, sa tristesse redoublait, et souvent il lui arrivait, comme au roi de Thulé, de boire ses larmes dans son verre. Ce fut donc pour lui comme une fête improvisée. Le festin n'était point somptueux ; mais Mme de Vaubert suppléa le luxe du service par le charme de son esprit. Elle entoura son convive de mille petites attentions délicates, le flatta, le choya et le gâta comme un enfant, sans avoir l'air de remarquer les gaucheries et les énormités qu'il disait et faisait en matière d'étiquette et de savoir-vivre. Il y eut un instant où le vieillard tourna vers elle un regard dont nous n'essaierons pas de rendre l'expression : rappelez-vous ce beau regard si doux, si tendre, si reconnaissant que tourne le chien de chasse vers son maître qui le caresse. Le bonhomme put croire qu'il n'était plus seul au monde et qu'il avait une famille.

A partir de ce jour, il s'établit des rapports fréquents entre les deux châteaux. Mme de Vaubert, à force de prières et de remontrances, amena peu à peu son fils à tolérer la présence de Stamply et à l'accueillir, sinon avec bienveillance, du moins sans trop de morgue et de hauteur. En même temps, elle étudia, pour les flatter, les goûts et les manies du vieillard. Elle en vint même jusqu'à s'initier aux petits détails de son intérieur et veilla avec une sollicitude toute maternelle à ce que rien ne manquât au soin de son bien-être. Stamply ne résista pas à tant de séductions : il s'y prit comme une mouche dans du miel. Son cœur passa vite de la reconnaissance à l'affection, de l'affection à l'habitude. La meilleure partie de ses journées s'écoulait à Vaubert. Il y dînait trois fois la semaine. Le matin, il s'y arrêtait en allant visiter ses champs ; il y retournait le soir pour causer de Bernard, et des affaires du jour, qui préoccupaient vivement les esprits. Par les soirées sereines, Mme de Vaubert lui prenait le bras, et tous deux s'allaient promener sur les bords du Clain. Qu'on tâche de se représenter l'ivresse du vieux Stamply tenant à son bras le bras d'une baronne, causant familièrement avec elle, et, le long de ces rives

où on l'avait parfois salué à coups de pierres, prenant sa part des coups de chapeaux qui s'adressaient à sa compagne? Il est très-vrai qu'un reflet de la considération qui entourait la noble dame avait rejailli jusque sur lui. Si ses domestiques ne l'en volaient pas moins, ils l'en respectaient davantage. Bref, il faudrait rajeunir la comparaison surannée de l'oasis dans le désert pour peindre en peu de mots ce que fut dans la vie désolée de cet homme l'apparition enchantée de la baronne de Vaubert. Sa fin d'automne en reçut comme un doux éclat. Sa santé se raffermit, son humeur s'égaya, son caractère aigri par le chagrin, retrouva sa bonté native. Il eut, comme on dit, son été de la Saint-Martin ; mais le plus grand bienfait qu'il retira de ces relations, fut de recouvrer l'estime de lui-même et de se sentir réhabilité à ses propres yeux. Sa conscience troublée s'apaisa, et, fort d'une amitié si belle, il releva la tête et porta gaiement sa fortune.

Bientôt à ces salutaires influences Mme de Vaubert en mêla d'autres, plus lentes et plus mystérieuses, que Stamply subit sans chercher à s'en rendre compte. Après s'être emparé de la vie de cet homme, elle s'empara de son esprit, qu'elle pétrit à son gré et façonna comme un bloc de cire. Elle s'étudia et réussit à effacer en lui jusqu'au dernier vestige des idées révolutionnaires. Elle sut, à force de subtilités, le réconcilier avec le passé qui l'avait opprimé et le brouiller avec les principes qui l'avaient affranchi. Elle le ramena, à l'insu de lui-même, au point d'où il était parti, et lui fit reprendre, sans qu'il s'en doutât, la carapace de serf et de vassal sous laquelle ses pères avaient vécu. En même temps, le nom du marquis de La Seiglière et le nom de sa fille revenaient dans tous ses discours, mais avec tant de réserve, que Stamply ne songea même pas à s'en effaroucher. Il en arriva, sans efforts, à s'attendrir sur la destinée de cette jeune Hélène que Mme de Vaubert ne se lassait pas de lui représenter comme la vivante image de sa mère. C'était la même grâce, le même charme et la même bonté. Stamply convenait qu'à ce compte Mlle de La Seiglière devait être un ange en effet. Il avait gardé quelques préventions contre le marquis; Mme de Vaubert s'appliqua patiemment à étouffer ce vieux restant du levain de 93. L'adversité, disait-elle, est une rude école à laquelle on profite. Elle se flattait, pour sa part, d'y avoir beaucoup appris et beaucoup oublié. M. de La Seiglière, à l'entendre, était devenu, dans l'émigration, le plus parfait modèle de toutes les vertus, et ce marquis si fier s'honorerait à cette heure de serrer la main de son ancien fermier et de l'appeler son ami. Stamply répondait que, le cas échéant, ce lui serait un très-grand honneur.

Des mois s'écoulèrent ainsi dans une douce intimité à laquelle Raoul ne se mêla point; ce jeune homme était triste et recherchait la solitude. Or, tandis que ces événements s'accomplissaient sans bruit dans la vallée du Clain, Waterloo venait de clore la grande épopée de l'empire. Le temps pressait; dans une lettre toute récente, le marquis de La Seiglière, convaincu plus que jamais que la chute de Napoléon allait nécessairement entraîner celle de Stamply, et que le premier acte des Bourbons, après leur rentrée définitive en France, serait de réintégrer tous les émigrés dans la propriété de leurs domaines, rappelait généreusement à sa vieille amie la promesse qu'ils avaient échangée d'unir un jour Hélène et Raoul. Mme de Vaubert jugea prudent de pousser au dénoûment de la petite comédie dont elle avait seule le secret.

Ses relations avec le fermier châtelain étaient, on peut le croire, un grand sujet d'ébahissement pour le pays. La médisance et la calomnie n'avaient point manqué à l'appel. On s'étonnait, on s'indignait de voir qu'une amie des La Seiglière frayât

avec l'homme qui les avait dépossédés. Le bruit courait qu'elle visait à se faire épouser par Stamply. La noblesse criait à la trahison, et la roture au scandale. Soit qu'elle ignorât ce qui se disait, soit qu'elle ne s'en souciât pas autrement, la baronne avait jusqu'à présent poursuivi son idée, sans détourner seulement la tête pour écouter les cris de la foule, quand tout d'un coup Stamply crut remarquer des symptômes de refroidissement dans les témoignages de cette amitié qui le faisait si heureux et si fier. Il n'en ressentit d'abord qu'un sourd malaise qu'il ne s'expliqua pas; mais, ces symptômes prenant de jour en jour un caractère plus décidé, il commença de s'en alarmer sérieusement. C'est qu'en effet Mme de Vaubert n'était plus la même, et quoiqu'elle s'efforçât de dissimuler le changement qui s'opérait en elle, ce n'était pas l'âme susceptible et tendre du pauvre Stamply qui pouvait s'y tromper. Il souffrit longtemps en silence, et ce qu'il souffrit ne saurait se dire, car il avait tourné de ce côté toutes ses facultés aimantes; il avait mis dans cette affection tout son cœur et sa vie tout entière. Longtemps le respect lui ferma la bouche; mais un soir, ayant trouvé Mme de Vaubert plus distraite, plus réservée, plus contrainte que d'habitude, il exprima son inquiétude d'une façon indiscrète peut-être, touchante à coup sûr. Mme de Vaubert en parut touchée, mais demeura impénétrable.

— Madame, qu'y a-t-il? je pressens quelque grand malheur.

Mme de Vaubert répondit à peine; seulement, lorsqu'il fut près de se retirer, elle lui prit les mains et les pressa entre les siennes avec une effusion de tendresse qui ne fit qu'ajouter aux terreurs du vieillard.

Le lendemain, Stamply se promenait dans son parc, encore tout agité de la soirée de la veille, lorsqu'on lui remit un billet de la part de Mme de Vaubert. Moins flatté qu'effrayé d'un si rare honneur, il brisa le cachet d'une main émue, et lut ce qui suit à travers ses larmes :

« Vous pressentiez un grand malheur, vos pressentiments étaient justes. Si vous devez en souffrir autant que j'en souffre moi-même, c'est un grand malheur en effet. Il faut ne plus nous voir; c'est le monde qui le veut ainsi. S'ils ne frappaient que moi, je braverais ses arrêts avec joie, mais je dois, en vue de mon fils, m'imposer des sacrifices que ne m'aurait jamais arrachés l'opinion. Comprenez quelle nécessité nous sépare, et que ce vous soit une consolation de penser que votre cœur n'en est pas plus profondément affligé que celui de votre affectionnée,

» Baronne de VAUBERT. »

Stamply ne comprit d'abord qu'une chose, c'est qu'il venait de perdre le seul bonheur qu'il eût ici-bas. Puis, en relisant cette lettre, il sentit retomber sur lui toutes les malédictions et tous les outrages dont l'amitié de Mme de Vaubert avait si longtemps soulevé le poids. Il se vit replongé plus avant que jamais dans le gouffre de la solitude; il crut perdre Bernard une seconde fois. C'était plus qu'une affection qui se brisait pour lui; c'était une habitude. Que ferait-il désormais de ses jours inoccupés, de ses soirées oisives? Où porter son cœur et ses pas? Plus de but; partout, autour de lui, l'abandon, le silence, les steppes désolées. Dans son désespoir, il prit le chemin de Vaubert.

— Madame, s'écria-t-il en entrant dans le salon où la baronne était seule, madame, que vous ai-je fait? en quoi ai-je pu démériter de vous? Pourquoi m'avoir tendu votre main, si vous deviez la retirer plus tard? Pourquoi m'avoir appelé,

si vous deviez me chasser sans pitié? Pourquoi m'avoir tiré de mes ennuis, si vous deviez m'y rejeter sitôt? Regardez-moi : je suis vieux, mes jours sont comptés. Ne pouviez-vous attendre encore un peu? je n'ai guère de temps à vivre.

Mme de Vaubert s'efforça d'abord de l'apaiser, protestant de son affection et lui prodiguant les mots les plus tendres. Lorsqu'elle le vit plus calme, elle essaya de lui faire comprendre les motifs impérieux auxquels elle avait dû céder. Elle y mit en apparence une extrême réserve et une exquise délicatesse ; mais en réalité chacune de ses paroles entra comme la lame d'un poignard dans le cœur de Stamply. Un reste d'orgueil le soutint et le ranima.

— Vous avez raison, madame, dit-il en se levant ; c'est moi qui suis un insensé. Je m'éloigne sans me plaindre et sans murmurer. Seulement, rappelez-vous, madame, que je n'aurais point osé solliciter l'honneur que vous m'avez offert ; rappelez-vous aussi que je ne vous ai pas trompée, et que, dès notre première entrevue, je vous ai dénoncé moi-même les outrages et les calomnies que le monde avait amassés sur ma tête.

A ces mots, il marcha résolument vers la porte ; mais, épuisé par l'effort de dignité qu'il venait de faire, il tomba dans un fauteuil, et laissa ses larmes couler.

En présence d'une douleur si vraie, Mme de Vaubert se sentit sincèrement émue.

— Mon ami, écoutez-moi, dit-elle. Vous pensez bien que je ne me suis pas résignée sans effort à briser des relations qui faisaient ma joie autant que la vôtre. Je m'étais prise pour vous d'une tendre affection ; je me complaisais dans l'idée que j'étais peut-être dans votre existence quelque chose de bon et de consolant. De votre côté, vous m'aidiez à supporter le poids d'une bien triste vie. Votre bonté me charmait ; votre présence distrayait mes ennuis. Jugez donc si je me suis décidée volontiers à déchirer votre cœur et le mien. J'ai longtemps hésité ; enfin, j'ai cru devoir, par égard pour mon fils, donner satisfaction à ce monde stupide et méchant auquel je n'aurais point sacrifié, s'il ne se fût agi que de moi, un seul cheveu de votre tête. J'ai dû le faire ; je l'ai fait. — Cependant, ajouta-t-elle après quelques instants de réflexion silencieuse en fixant tout d'un coup sur Stamply un regard qui le fit tressaillir, s'il était un moyen de concilier les exigences de ma position et le soin de vos félicités? s'il était un moyen d'imposer silence aux clameurs de la foule et d'assurer à votre vieillesse des jours heureux, honorés et paisibles?...

— Parlez, parlez, madame, ce moyen, quel est-il? s'écria le vieillard avec la joie du naufragé qui croit voir une voile blanchir à l'horizon.

— Mon ami, reprit Mme de Vaubert, j'ai mûrement réfléchi sur votre destinée. Après l'avoir envisagée sous toutes ses faces et sous tous ses aspects, je suis obligée de reconnaître qu'il n'en est pas de moins digne d'envie, et que vous êtes, à vrai dire, le plus infortuné des mortels. Vous aviez raison, le vieux Job sur son fumier était moins à plaindre que vous au sein de vos prospérités. Riche, vous n'avez pas l'emploi de vos richesses. Les hommes ont élevé entre eux et vous un mur d'opprobre et d'ignominie. L'outrage, l'injure, le mépris public, voici jusqu'à présent le plus clair de vos revenus. Vous ne teniez à la vie sociale que par un lien ; ce lien rompu, vous n'avez pas une âme où vous puissiez abriter la vôtre. Je vois votre vieillesse livrée à des soins mercenaires. Vous n'aurez même pas, à votre dernière heure, la consolation de léguer à quelque être aimé cette fortune qui vous aura coûté si cher ; il ne vous reste qu'un héritier, l'état, de tous les héritiers le moins intéressant et le plus ingrat. Maintenant, il s'agit de savoir s'il vous serait plus doux

d'avoir une famille qui vous chérirait comme un père, de vieillir entouré d'amour et de tendresse, de n'entendre autour de vous qu'un concert de bénédictions, de reposer vos derniers regards sur les heureux que vous auriez faits, enfin de ne laisser après vous qu'une mémoire chérie et vénérée.

— Une famille... à moi! s'écria le vieillard d'une voix éperdue. Moi, Stamply, le vieux gueux, comme ils m'appellent, entouré de tendresse et d'amour!... des concerts de bénédictions!... ma mémoire chérie et vénérée!... Hélas! madame, cette famille, où donc est-elle? Ma femme et mon enfant sont au ciel, et je suis tout seul ici-bas.

— Cette famille, ingrat! répliqua Mme de Vaubert en souriant; vous en avez déjà la moitié sous la main.

Avec un peu de finesse ou de vanité, Stamply aurait pu croire que Mme de Vaubert sollicitait en cet instant l'occasion d'une mésalliance; mais le bonhomme n'était ni fin ni vain, et, malgré l'intimité de ses rapports avec la baronne, il n'avait jamais oublié quelle distance séparait encore le paysan parvenu de la grande dame ruinée. Il resta donc bras tendus et bouche béante, hésitant, interdit, et ne sachant comment interpréter les dernières paroles qu'il venait d'entendre.

— Vous est-il arrivé, mon ami, reprit Mme de Vaubert avec calme, de vous demander quelle aurait été la gloire de Bonaparte, si, comprenant sa mission divine, cet officier de fortune, après avoir écrasé les factions, eût replacé les Bourbons sur le trône de leurs ancêtres? Supposons un instant qu'au lieu de songer à fonder une dynastie, ce Corse, aujourd'hui misérable et proscrit, chargé d'opprobre, traqué et muselé comme une bête fauve, eût mis son épée et son ambition au service de nos princes légitimes, quelle destinée n'aurait pâli devant la destinée de cet homme? Le monde, qui le maudit, le contemplerait avec admiration; les rois qui ont juré sa perte se disputeraient l'honneur de lui tendre la main, et véritablement empereur à partir du jour où il aurait cessé de l'être, l'auréole qu'il porterait au front humilierait l'éclat du diadème.

— Et mon petit Bernard vivrait encore, ajouta Stamply en soupirant.

— Mon ami, s'écria Mme de Vaubert, par quel étrange oubli, par quel fatal enchantement n'avons-nous pas compris, l'un et l'autre, que la Providence avait placé sous votre main une destinée à peu près pareille, et qu'il dépendait de vous de réaliser un si beau rêve?

A ces mots, Stamply commença de dresser les oreilles comme un lièvre qui entend remuer autour de lui la pointe des bruyères.

— Ah! pour vous, du moins, il en est temps encore, poursuivit la baronne avec entraînement. Ce que cet homme n'a pas su faire, vous pouvez l'accomplir dans la sphère moins haute où Dieu vous a placé. Consultez votre cœur, descendez dans votre conscience; votre cœur est pur, votre conscience intacte. Les hommes cependant en jugent autrement, et vous-même, irréprochable que vous êtes, ne vous arrive-t-il jamais de vous sentir inquiet et mal à l'aise, quand vous songez que le dernier rejeton d'une famille qui combla de bienfaits la vôtre languit, déshérité, sur la terre étrangère? Eh bien! vous pouvez d'un seul mot légitimer votre fortune, confondre l'envie, désarmer l'opinion, changer en applaudissements les outrages dont on vous accable, vous raffermir dans votre propre estime, et donner au monde un de ces grands exemples qui de loin en loin relèvent l'humanité.

— Le vieux gueux ne porte pas si haut ses ambitions, madame, répondit Stamply en hochant la tête; il n'a pas la prétention de donner des exemples au monde; ce

n'est pas à lui qu'appartient la tâche de relever l'humanité : de plus humbles soins le réclament. D'ailleurs, madame, je ne comprends pas bien...

— Si vous ne comprenez pas, tout est dit, répliqua froidement Mme de Vaubert.

Stamply avait trop bien compris. Quoique fermier de naissance et paysan d'origine, il n'était, nous le répétons, ni fin, ni rusé, ni même bien clairvoyant; mais il avait le cœur ombrageux, et chez lui la défiance pouvait au besoin suppléer à la ruse. Non-seulement il comprit où la baronne voulait en venir, mais encore il crut entrevoir que c'était là le secret des avances qu'il avait reçues.

— Je vous entends, madame la baronne, dit-il enfin avec ce profond sentiment de tristesse qu'éprouvent les âmes tendres, lorsqu'en creusant l'affection qu'elles croyaient sincère et désintéressée, elles découvrent, sous la première couche, un abîme sans fond d'égoïsme : je crois seulement que vous faites erreur. Je n'ai pas à légitimer ma fortune, ma fortune étant légitime; je ne la dois qu'à mon travail. Quant à Mlle de La Seiglière, il est très-vrai que je ne pense jamais sans attendrissement à cette enfant qui, m'avez-vous dit, est la vivante image de sa mère. Bien souvent j'ai été tenté de lui faire passer des secours; je l'ai voulu, et je n'ai point osé.

— Vous auriez tort d'oublier qu'il est des infortunes qui ne sauraient accepter d'autres secours que les sympathies qu'elles inspirent, ni d'autres bienfaits que les vœux qu'on forme pour elles, répondit Mme de Vaubert avec dignité ; mais laissez-moi vous dire, ajouta-t-elle d'un ton plus affectueux, que vous ne m'avez pas comprise. Je ne songeais qu'à votre bonheur. Je raisonnais, non pas en vue de vos devoirs, mais seulement en vue de vos félicités. Que m'est-il échappé qui vous blesse ou qui vous offense? Le hasard me fait vous rencontrer; votre destinée m'intéresse. Je sens que je vous suis une consolation, je vous en aime davantage. Cependant il arrive qu'un jour le monde envieux et jaloux nous sépare. Mon cœur en gémit; le vôtre s'en alarme. Sur ces entrefaites, je me figure, follement peut-être, qu'en rappelant le marquis de La Seiglière et sa fille pour leur offrir de partager une fortune dont vous n'avez que faire, vous assurez à vos vieux ans le repos, la paix et l'honneur. Là-dessus, mon imagination s'exalte. Je vous vois entouré d'affections et d'hommages; au lieu de se briser, notre intimité se resserre; le monde qui vous proscrivait vous recherche; les voix qui vous maudissaient vous bénissent; Dieu vous a pris un fils adoré, il vous rend une fille adorable. A ce tableau, je m'émeus et je me passionne; cette idée, je vous la soumets. Admettons que j'ai fait un rêve. Et puis soyez heureux. Je veux croire que je me suis exagéré le malheur de votre position. Vous vous referez à la solitude; la nature est bonne, le monde n'est point regrettable. Vous êtes riche; la fortune, à tout prendre, est une charmante chose : je souhaite ardemment qu'elle vous tienne lieu du reste.

Cela dit avec tant d'aisance et de naturel que le vieillard en fut tout ébranlé, Mme de Vaubert se leva, et, sous prétexte d'une visite à faire dans le voisinage, se retira, laissant Stamply seul et livré à ses réflexions.

Ces réflexions furent moins que joyeuses. Stamply s'en alla, médiocrement charmé d'une proposition qui ne l'aurait agréé d'aucune sorte, même en supposant qu'elle eût été faite uniquement en vue de son bonheur. C'était un vieux brave homme; nous n'avons pas dit que ce fût un saint. Il y avait en lui, par exemple, une passion contre laquelle avaient dû se briser toutes les insinuations de Mme de Vaubert. Il n'est pas rare de rencontrer ainsi chez ces molles natures, taillables et malléables à merci, un point dur, résistant, infrangible, qu'aucun

effort ne saurait entamer; c'est l'anneau d'acier dans la chaîne d'or. Stamply était avare à sa manière; il avait la passion de la propriété. Il l'aimait pour elle-même, comme certains esprits aiment le pouvoir. Tous ses revenus passaient en achats de terres, et c'est ainsi qu'il en était arrivé peu à peu, par empiétements successifs, à reconstituer dans son intégrité l'ancien domaine de La Seiglière. Il venait même d'y réunir tout récemment deux ou trois métairies aliénées depuis plus d'un siècle. N'avoir accompli ce grand œuvre que pour en faire hommage à monsieur le marquis, certes, le cas eût été beau; mais Stamply n'avait pas, ainsi qu'il l'avait dit lui-même, la prétention de donner à ses contemporains une si éclatante leçon d'abnégation, de sacrifice et de désintéressement. Il pensa que Mme de Vaubert en parlait trop à son aise, et qu'avant de s'y décider, la chose valait la peine qu'on y regardât à deux fois. Il rentra chez lui, résigné à la perte d'une amitié qui se mettait à si haut prix.

La résignation lui fut d'abord aisée. L'affection blessée, l'amour-propre offensé, la crainte d'avoir été pris pour dupe, ranimèrent en lui un reste de chaleur, de force et d'énergie. Tous ses vieux instincts d'indépendance et d'égalité se réveillèrent et reprirent un instant le dessus; mais cette espèce de surexcitation s'abattit bientôt comme un feu de chaume. Il avait contracté dans la fréquentation de Mme de Vaubert l'habitude des entretiens familiers et des épanchements intimes. Réduit brusquement au silence, son cœur ne tarda pas à se sentir atteint d'un mortel ennui. Il perdit en moins de quelques jours cette paix intérieure et cette douce sérénité qu'il avait puisées dans ses relations. Privée de son unique appui, sa conscience recommença de défaillir. La vanité se mit de la partie pour tourmenter cette pauvre âme. Son expulsion de Vaubert n'était déjà plus un mystère. C'était le bruit général que Mme de Vaubert avait chassé ignominieusement le vieux gueux; on en faisait des gorges-chaudes. Stamply aurait pu ignorer les sots discours qui se tenaient à ce propos; mais un soir, en traversant le parc, il entendit ses serviteurs, qui, ne le sachant pas si près, s'entretenaient gaiement de sa mésaventure. Ses fermiers, vis-à-vis de qui, en des temps plus heureux, il s'était paré d'une amitié illustre, affectaient de s'enquérir auprès de lui des nouvelles de Mme la baronne. S'il restait au logis, se promenant de chambre en chambre d'un air accablé, ses gens venaient à lui d'un air officieux et demandaient, tantôt l'un, tantôt l'autre, pourquoi leur maître, pour s'égayer et se distraire, n'allait pas faire visite à Mme la baronne. S'il se décidait à quitter la maison pour battre tristement la campagne, la valetaille disait, en manière de réflexion, assez haut pourtant pour qu'il l'entendît : Voilà notre maître qui va passer une heure ou deux avec Mme la baronne! Quoique d'humeur endurante, il fut tenté plus d'une fois de leur frotter les épaules avec son bâton de cornouiller.

Ces mots, madame la baronne, résonnaient sans cesse à son cœur et à ses oreilles. La vue du château de Vaubert le plongeait dans des mélancolies sans fin; il demeurait souvent de longues heures, silencieux, immobile, à contempler l'Éden perdu et regretté. Cet amour même de la propriété, que nous venons de signaler, ne lui suffisait plus; Mme de Vaubert avait développé en lui d'autres instincts, d'autres appétits, d'autres besoins non moins impérieux. D'ailleurs, cet amour, le seul qui lui restât ici-bas, était empoisonné dans sa source. Il se rappelait avec épouvante la misérable fin de l'excellente Mme Stamply, ses scrupules, ses terreurs, ses remords, les dernières paroles qu'elle avait prononcées avant d'expirer. Il y pensait le jour, il en rêvait la nuit; exaltée par l'abandon, son

imagination lui faisait un sommeil peuplé de lugubres images. C'était tantôt le spectre irrité de sa femme, tantôt l'ombre éplorée de Mme de La Seiglière. Après une semaine ou deux d'une existence ainsi torturée, il se tourna, sans y songer, vers l'idée que la baronne lui avait indiquée comme un port. Ce ne fut d'abord qu'un point lumineux, scintillant dans la brume, au lointain horizon. Insensiblement ce point s'élargit, se rapprocha et rayonna pareil à un phare. A force de l'examiner en tous sens, Stamply finit par en saisir le côté poétique et charmant. C'était une âme défiante, mais un esprit simple, honnête et crédule. Il se demanda si Mme de Vaubert ne lui avait pas en effet révélé le secret du bonheur. En admettant qu'elle n'eût raisonné qu'en vue du marquis de La Seiglière et de sa fille, il fut obligé de convenir qu'en vue de lui-même elle n'aurait pu rien imaginer de mieux. La perspective des félicités qu'elle lui avait fait entrevoir se dégagea peu à peu des nuages qui l'obscurcissaient, et s'offrit à lui sous un jour enchanté. Il se représenta son intérieur embelli par la présence d'une jeune et douce créature; il se vit introduit, par la reconnaissance du marquis, dans le monde qui l'avait repoussé; il entendit un concert de louanges s'élever sur ses pas; il crut voir Mme de La Seiglière, la bonne Mme Stamply et son petit Bernard qui lui souriaient du haut des cieux. Toutefois, la défiance le retenait encore sur la pente de ses bons sentiments. A quel titre d'ailleurs le marquis et sa fille rentreraient-ils dans ce château et dans ces domaines? Résigner une fortune si laborieusement acquise, ne serait-ce pas convenir qu'elle était usurpée? Au lieu de confondre l'envie, n'allait-il pas lui prêter de nouvelles armes? Avant de prendre aucun parti, Stamply se décida à voir Mme de Vaubert pour se consulter avec elle; mais à peine eut-il touché quelques mots du sujet qui l'amenait, qu'elle l'interrompit aussitôt :

— Je souhaite, dit-elle, qu'il ne soit plus question de ceci entre nous. Il est des choses qui ne se pèsent ni ne se discutent. Je vous le répète, je n'ai cherché, je n'ai voulu que votre bonheur. Il ne s'agissait, dans ma pensée, ni du marquis ni de sa fille : il ne s'agissait que de vous, à ce point que, si mon idée vous eût souri et que le marquis s'y fût résigné, le bienfaiteur, à mon sens, ne serait pas vous, mais bien lui. Gardez vos biens; nous n'en sommes point jaloux. On dit que la pauvreté est amère à ceux qui ont connu la richesse. On se trompe, et c'est le contraire qu'il faut dire. Nous avons connu la fortune, et la pauvreté nous est chère.

Là-dessus, après s'être informée de la santé de son vieil ami et de quelle façon il menait l'existence, Mme de Vaubert lui donna poliment à comprendre qu'il n'avait plus qu'à se retirer, ce qu'il fit, très-émerveillé de l'élévation des sentiments qu'il venait d'entendre exprimer. Il s'accusa d'avoir calomnié des intentions si désintéressées, et, quoi qu'il trouvât un peu bien étrange qu'en ceci le marquis dût passer pour le bienfaiteur, et lui, Stamply, pour l'obligé, il alla, pas plus tard que le lendemain, se livrer, pieds et poings liés, à la discrétion de Mme de Vaubert, qui n'en parut ni joyeuse ni bien surprise. Elle témoigna même une vive répugnance à s'entremettre de cette affaire, par la crainte qu'elle avait, disait-elle, d'offenser les susceptibilités de ses amis. Stamply mit d'autant plus d'ardeur à la chose que Mme de Vaubert y montra moins d'empressement, et, s'il pouvait être plaisant de voir le cœur dupé par l'esprit et la bonhomie exploitée par la ruse, c'eût été une scène plaisante à coup sûr que celle où le bonhomme supplia la baronne, qui s'en défendait, d'intercéder pour lui, à cette fin que le marquis daignât consentir à rentrer dans un million de propriétés.

— Qu'on aime un peu le vieux Stamply, disait-il; qu'il voie, sur la fin de ses jours, des visages heureux lui sourire; qu'une main amie lui ferme les yeux, qu'on donne une larme à sa mort; ici-bas et là-haut, Stamply sera content.

On pense bien que Mme de Vaubert finit par céder à de si touchantes instances; mais ce qu'on ne saurait s'imaginer, c'est la joie qu'éprouva le vieux enfant après avoir préparé sa ruine. Il s'empara des mains de la baronne, qu'il pressa sur son cœur avec un sentiment d'ineffable reconnaissance : — Car c'est vous, lui dit-il d'une voix émue et les larmes aux yeux, c'est vous, madame, qui m'avez montré le chemin du ciel. — Mme de Vaubert sentit que c'était un meurtre de s'être jouée d'une âme si parfaite; mais, cette fois comme toujours, elle apaisa vite les murmures de sa conscience en se disant que la destinée de Stamply se trouvait intéressée au succès de cette entreprise, qu'elle ne s'y serait pas prise autrement pour assurer le bonheur de cet homme, et qu'en toutes choses la fin excusait les moyens. Il ne s'agissait plus que de tromper l'orgueil du marquis, qu'elle savait trop bon gentilhomme pour s'abaisser jamais à rien tenir de la main de son ancien fermier. La baronne écrivit ces trois mots :

« Bourrelé de remords, sans enfants, sans amis, sans famille, Jean Stamply n'attend que votre retour pour vous restituer tous vos biens. Venez donc. Pour prix de sa tardive probité, ce malheureux demande seulement que nous l'aimions un peu; nous l'aimerons beaucoup. Rappelez-vous le Béarnais : Paris vaut bien une messe. »

Un mois après, le retour de M. de La Seiglière s'effectua simplement, sans faste et sans bruit. Stamply le reçut à la porte du parc et lui présenta tout d'abord, en guise de clefs sur un plat d'argent, un acte de donation rédigé en termes touchants, et dans lequel le donateur, par un sentiment d'exquise délicatesse, s'humiliait devant le donataire.

— Monsieur le marquis, vous êtes chez vous, lui dit-il.

La harangue était courte; le marquis la trouva bien tournée. Il mit dans sa poche l'acte qui le réintégrait dans la propriété de tous ses domaines, embrassa Stamply, lui prit le bras, et, suivi de sa fille qui marchait entre Mme de Vaubert et Raoul, il rentra dans son château, aussi jeune d'esprit qu'il en était sorti et sans plus de façons que s'il rentrait de la promenade.

Et maintenant, pour nous en tenir aux suppositions de Mme de Vaubert, si Napoléon Bonaparte, réduisant la grandeur de son rôle aux proportions mesquines d'une probité bourgeoise, eût consenti à n'être que l'homme d'affaires de la famille des Bourbons; après avoir relevé, du bout de son épée, la couronne de France, si, au lieu de la poser sur son front, il l'eût placée sur la tête des descendants de saint Louis, il est à croire qu'à cette heure un chapitre de plus enrichirait le grand livre des royales ingratitudes. Nous ne prétendons outrager ni la royauté ni personne; nous ne nous en prenons qu'à cette ingrate espèce qui s'appelle l'espèce humaine. Sans aller chercher nos exemples si haut, restons pour en juger sur les rives du Clain.

JULES SANDEAU.

(La suite au prochain numéro.)

DE

L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

DE LA FRANCE EN 1844.

I.

Une nation grande et puissante comme la France, dont le sol s'étend sur un vaste territoire, fertile dans la plus grande partie, fournit au travail de la production les moyens de s'exercer sous mille formes différentes. Depuis le labeur agricole, qui sert de base et de soutien à tous les autres, jusqu'aux recherches des arts les plus difficiles, les hommes occupent leurs forces et leur intelligence à la création de produits utiles et variés. L'échange journalier de ces produits entre les membres de la grande famille politique entretient un commerce immense et actif, et ce qui ne peut se consommer à l'intérieur devient la source d'un autre commerce, moins considérable à la vérité, mais d'une importance qui ne peut être méconnue. C'est par lui que se développent les liens divers qui nous rattachent aux autres nations civilisées, c'est par lui que nous pouvons porter jusque chez les peuples les plus sauvages les bienfaits des arts et de connaissances plus avancées; c'est enfin par le commerce extérieur, par la navigation qui en est la suite, par les richesses qu'il procure, par tous les moyens de puissance qu'il met à notre disposition, que, comme état politique, nous consolidons le rang auquel nous avons droit de prétendre.

Le mouvement du commerce extérieur consiste dans l'échange des produits qui surabondent chez nous, après nos propres consommations satisfaites, contre d'autres produits dont nous manquons. Ce mouvement se compose de phases diverses dont nous nous bornerons à indiquer quelques-unes. Ainsi, c'est une chose importante pour le pays que de vendre à l'étranger un objet qui a reçu des mains-d'œuvre multipliées, qui a acquis ainsi une grande valeur, si cette valeur est ap-

préciée, et que l'on nous donne en retour des produits qui auront chez nous une valeur supérieure. Il est encore avantageux de créer des produits qui s'adressent à la masse la plus nombreuse des consommateurs de l'étranger, quand même il faudrait pour cela laisser un article dans un état de médiocrité relative et loin de la perfection à laquelle il pourrait atteindre. Il faut enfin arriver à obtenir de l'étranger le plus haut prix possible pour ce qui aura coûté la somme la plus modique de capital et d'efforts.

Les métaux précieux servent à mesurer et numérer la valeur ; il faut que le pays en possède une quantité suffisante pour qu'ils puissent aisément apparaître dans toutes les transactions où la nécessité et même le caprice exigeront leur présence réelle. Quand cette quantité suffisante existe, le crédit vient se placer à côté pour se substituer au métal et en faire l'office. Cette situation est favorable aux rapports commerciaux, et les affaires se succèdent sans devenir onéreuses. Si cependant les métaux précieux arrivent à être en excès, l'équilibre des valeurs de toutes les choses mises dans le commerce en est rompu, et une perturbation souvent fâcheuse en est la conséquence jusqu'à ce que l'emploi ou l'exportation de ces métaux comme marchandises ait fait cesser le dommage. Si, d'un autre côté, les métaux précieux ne sont pas assez abondants, tout ce qui tendra à les rappeler sera également à l'avantage du pays.

Vers la fin du siècle dernier, les gouvernements européens et surtout celui de la France, attachant une importance exagérée aux métaux précieux, se montrèrent fort préoccupés de la recherche de la *balance du commerce*. Quelques-uns la poursuivent même encore. On voulait, en estimant minutieusement et longuement, d'après les prix courants commerciaux, toutes les marchandises dont l'entrée avait été constatée et toutes celles qui étaient sorties, juger par la différence ce que l'on supposait être l'appoint ou la *balance* fournie en métaux précieux d'un côté ou de l'autre. Les éléments de ce travail étaient trop incomplets, trop défectueux, et trop de circonstances accessoires étaient omises pour qu'aucune induction réelle pût en sortir. Ce n'est pas que la balance du commerce n'existe pas, mais elle peut être plutôt sentie qu'appréciée avec exactitude. Il faudrait, pour l'obtenir, le concours d'un nombre d'explorateurs trop grand pour que l'on parvînt jamais à en réunir les travaux, et de nombreuses modifications viennent altérer les chiffres que l'on recueille, quelle qu'en soit l'exactitude.

Ainsi, un commerce spécial entre deux peuples peut être fait pour le compte seulement de l'un des deux qui en recueille seul les avantages ou en supporte les pertes ; puis viennent les transports ou frets, les assurances, les droits à l'entrée et à la sortie, toutes choses qui composent une grande partie de la valeur des marchandises, et qui peuvent être acquises par l'un ou par l'autre des peuples commerçants. Enfin, le commerce de banque et les changes directs ou intermédiaires, les emprunts publics et les actions industrielles, altèrent à chaque instant les résultats par aperçu de la balance extérieure.

Le gouvernement du pays exerce une grande influence sur les résultats du travail et sur l'échange qui s'en fait : à l'extérieur, par les douanes, les prohibitions, les primes, les lois maritimes et les traités de commerce ; à l'intérieur, par les impôts de toute nature dont il ordonne la perception, par les voies de communication, les monopoles et les faveurs qu'il accorde. Son but est toujours de développer et d'exciter le travail ; mais les moyens auxquels il se rattache sont-ils toujours heureux ? C'est ce que l'exposition qui vient de se clore nous a engagé à examiner.

La France est venue, pendant deux mois, assister à l'exposition des principaux produits de l'industrie nationale. Les étrangers sont accourus de tous les pays pour prendre part à cette solennité, et joindre leurs acclamations à celles de nos concitoyens. La foule empressée a manifesté une admiration chaque jour plus vive. La saison la plus belle de l'année, un ciel presque constamment favorable, la fête au milieu du travail, l'éclat et le choix des objets présentés, tout a concouru à charmer et séduire les esprits les plus rebelles. Cependant, aujourd'hui que le bruit a succédé au silence, que ces richesses réunies sont de nouveau dispersées, l'entraînement peut faire place à la réflexion, et l'esprit, plus libre, est maître de se livrer à quelques considérations sur les avantages réels ou imaginaires que la répétition des expositions industrielles peut avoir pour le pays et pour les exposants.

Il y a déjà dix ans que, dans ce même recueil, et à l'occasion de l'exposition de 1834, nous essayâmes d'apprécier le mouvement industriel de la France (1). Les fêtes de juillet furent alors l'occasion de l'exposition et le prétexte sous lequel un but de politique intérieure se trouvait dissimulé. En voyant ce qui se passait autour de nous, nous ne pûmes nous défendre de jeter un coup d'œil rapide sur les tendances du pays au milieu des dernières vagues frémissantes de la révolution dont un si court espace nous séparait. Les hommes et les choses furent jugés, comme nous les vîmes alors, et avec une impartialité si rigoureuse, qu'après une longue période, nous trouvons que nos opinions n'ont subi aucun changement. Nous examinâmes les causes qui avaient motivé les premières expositions, et qui les ressuscitaient inopinément après une interruption de sept ans. Puis, dans un but d'utilité plus immédiate, nous essayâmes de comparer la part dont notre industrie nationale se trouvait en possession sur les marchés lointains, avec celle qui était le partage de l'industrie de nos rivaux, et nous dûmes souvent déplorer l'infériorité de nos débouchés. Sommes-nous parvenus aujourd'hui à conquérir la place à laquelle nous devions aspirer ? Notre industrie s'est-elle révélée au monde comme entrée dans cette voie solide et ferme qui lui garantisse le succès ? Nous craignons qu'il n'en soit autrement; nous n'entendons pas disputer le mérite à qui l'on a décerné de si éclatantes récompenses; des juges intègres et honorés pour leur savoir n'ont laissé de doute dans l'esprit de personne. Ce que nous voulons rechercher, ce sont les causes qui nous retardent, et l'avenir que nous réserve la direction imprimée au travail.

L'on peut appliquer le nom d'*industrie* (2) à tous les travaux produits sous l'inspiration de l'entreprise et de l'étude. L'industrie touche d'un côté à l'agriculture, qui en est elle-même la première branche; elle se termine de l'autre aux beaux-arts, à qui elle prête un aide puissant et qui la récompensent en la guidant et l'éclairant. L'exposition des Champs-Élysées a donc pu admettre entre ces limites tout ce qu'il était possible de transporter et de loger. Cependant il a fallu se restreindre, porter son choix sur ce qui était l'objet d'une fabrication ou d'une manufacture, donner en conséquence la préférence à ce qui exigeait le concours d'hommes se prêtant une aide mutuelle. Telle s'est présentée l'exposition, incomplète nécessairement, mais grande, radieuse, brillante, entraînant après elle même ceux qui doutent encore de son utilité.

(1) *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1834.

(2) *Industria est alacritas et studium in labore suscipiendo, urgendo et perferendo.* Cicero Ernesti.

Rien, en effet, n'est plus controversable que les avantages sérieux et réels de l'exposition. Elle procure, il est vrai, une satisfaction vive aux ministres et aux hommes puissants qui sont chargés de la diriger et d'en faire les honneurs. Leur importance s'en accroît momentanément, et combien sont nombreuses les occasions de se créer des amis! Pour le prince, sa famille et sa suite, quelle jouissance n'est-ce pas de devenir pendant quelque temps comme associés, sans embarras, à tous les mystères et à tous les procédés des arts que l'on s'empresse de leur expliquer, et qui sont pour eux le sujet de tant de paroles aimables et gracieuses, paroles dont l'effet n'est jamais perdu et dont le souvenir sera précieusement gardé dans le canton de la France où il sera transporté! Viennent ensuite les citadins empressés autour de ce qui est spectacle et montre, se groupant devant les mêmes objets qui n'attirent pas leurs regards dans les magasins de nos boulevards et de nos rues, et enfin les explorateurs, dont les uns décrivent et les autres examinent les merveilles exposées.

Nous avons déjà eu occasion de le dire, comme foire européenne, comme bazar immense, l'exposition peut servir quelques industries, appeler sur elles l'attention qui les négligeait, leur conquérir plus aisément des consommateurs : elle devient utile surtout aux manufacturiers nouveaux en produisant leurs noms, et la même cause y retient les manufacturiers anciens, qui ne peuvent déserter le camp où leurs rivaux paraissent; mais aussi pour tous que de temps perdu, que d'affaires négligées, que de frais en pure perte! La justice du jury et la bienveillance de l'autorité accordent, il est vrai, des médailles et des mentions honorables qui recommandent la production auprès du public; mais comme presque tous arrivent à une distinction, et que le monde insoucieux ne s'enquiert pas des classes diverses, il s'ensuit que personne n'est précisément distingué. Que s'il s'agit de récompenses d'un ordre plus élevé, il est rare que celui qui les obtient ne soit pas déjà par sa situation une personne assez considérable pour avoir fixé les regards du pouvoir. Le sort d'une manufacture utile ne nous paraît donc dépendre en aucune façon du maintien des expositions, et si la fabrique est dirigée avec habileté, il est des cas nombreux où le grand jour lui sera fatal.

Nous ne sommes pas seuls à partager l'opinion que nous exprimons ici : ou l'article envoyé n'indiquera, quoique de bonne qualité, aucun progrès marquant, et alors il n'ajoute rien à la réputation dont jouit le producteur; ou cet article se distingue par quelques qualités nouvelles, et dans ce cas qu'arrive-t-il? Le public, peut-être, sera mis à même de mieux l'apprécier ; mais les rivaux du producteur, plus habiles et plus intéressés que le public, s'empresseront à l'envi de reconnaître par quels procédés particuliers on a pu arriver à la perfection qu'ils voient accueillie. Cette leçon donnée leur profitera, et sans avoir eu les chances des expériences à faire, les frais plus ou moins grands des tâtonnements, ils se trouveront de plain-pied les égaux de celui qui les avait devancés. Puis viendront les investigations du jury dont l'enquête se poursuit dans les moindres détails et veut tout savoir pour tout apprécier. Arrivera enfin, mais non la moins dangereuse, l'exploration de l'étranger qui vient s'éclairer par la comparaison de tant d'objets réunis, et importe chez lui le résultat de nos découvertes et de nos veilles.

Telle est la perplexité du fabricant français : d'un côté la louange et la récompense qui la suit, la vanité, disons-le, plus ou moins satisfaite, l'espoir incertain de débouchés nouveaux; de l'autre les frais, l'abandon de ses affaires, la communication presque certaine à ses rivaux de ses moyens particuliers de réussite.

Faut-il donc s'étonner de la répugnance que tant de fabricants éclairés témoignent pour les expositions? Doit-on s'émerveiller par exemple que la fabrique de Lyon et celle de Roubaix n'aient envoyé que des étoffes déjà passées dans le domaine public, *usées*, pour ainsi dire, sous le rapport du goût? Est-ce que leur ruine n'était pas attachée à la divulgation de leurs produits les plus *actuels*, de ceux que la saison prochaine doit révéler? Les succès de la plupart des industries dépendent du secret; l'homme industrieux qui aura inventé un objet qui peut plaire et attirer l'acheteur doit être en possession d'une espèce de monopole temporaire pendant lequel la vogue le dédommage de ses travaux, et qui cesse lorsque la tourbe des imitateurs vient partager sa récompense.

Les expositions ont pu être utiles au sortir de notre première révolution, lorsqu'il convenait de rassurer le pays et de lui prouver que tout esprit d'industrie n'avait pas péri dans la tourmente : elles ont pu servir encore les vues du chef de l'empire; depuis, il est permis de discuter leur mérite. Quant à nous, nous croyons qu'une exposition où l'on pourrait, même à grands frais, réunir les productions de l'industrie étrangère, si elle flattait moins notre amour-propre national, nous serait un sujet inépuisable d'émulation et d'enseignement. Dans une pareille exposition, il ne s'agirait uniquement que de l'industrie étrangère, de ses produits et de la recherche de ses débouchés. Nous formons quelquefois le vœu que le pays sous ce rapport le plus avancé, la Grande Bretagne, en vînt à se décider à ouvrir un concours à l'instar de celui qui vient de se fermer en France; mais nous doutons que ses fabricants répondissent à la voix qui les inviterait : chacun d'eux voudrait étudier ses concurrents, comme déjà ils viennent de le faire chez nous; aucun ne voudrait servir de sujet d'étude.

Une longue paix, les populations croissantes, une application mieux raisonnée des forces des hommes aux arts agricoles et industriels, a augmenté partout la masse des produits destinés aux besoins des nations. La richesse s'est trouvée représentée sous toutes les formes échangeables, et le crédit, se développant à sa suite, a déterminé des efforts chaque jour nouveaux. L'entreprise a calculé les avantages qui pouvaient être réalisés par le travail en commun et sous la direction d'une seule volonté. Toutes les fois que l'artisan ne s'est pas trouvé dans l'obligation d'un rapport direct avec le consommateur, il a dû se retirer et faire place au fabricant. Il n'est presque plus besoin de commander à l'avance, si ce n'est pour quelques objets spéciaux; l'on trouve partout et tout prêts tous les objets dont le besoin peut se faire sentir. L'extension donnée aux manufactures diminue le prix de revient, et la spontanéité du désir promptement satisfait augmente les consommations, qui souvent n'auraient pas eu lieu, s'il eût fallu les soumettre à la discussion et surtout à l'incertitude d'une satisfaction future. Telle est la voie où tous les peuples sont entrés, et les conséquences en ont été importantes.

Quel que soit le génie inventif et appliqué de ses habitants, la France n'est arrivée que sur un petit nombre d'objets, et non tous des plus importants, à cette perfection industrielle où ses rivaux l'ont devancée. Les choses où elle excelle sont surtout celles qui dépendent de ce sentiment presque indéfinissable que l'on nomme le goût, puis aussi celles qui veulent être aidées par le concours de la science, et où les hommes éminents qu'elle possède ont pu la guider. Cette part est belle assurément; cependant ce n'est pas celle qui, dans les relations avec les nations étrangères, peut mettre de notre côté la balance de la fortune publique. Les

arts utiles qui s'occupent davantage des produits nécessaires à tous les peuples, et chez les divers peuples aux classes les plus nombreuses, sont justement ceux où nous sommes restés inférieurs.

Sans doute on ne peut considérer comme une chose fâcheuse que généralement en France le prix de la main-d'œuvre dans nos fabriques soit assez élevé pour qu'une aisance relative d'accord avec notre climat et les besoins de la vie soit le partage des classes laborieuses. Il vaut certes mieux que le prix de l'objet produit soit plus élevé, quand quelque désavantage devrait en résulter, et ne pas voir dans notre patrie s'établir la misère et l'avilissement des ouvriers, tels qu'on peut les trouver dans des contrées voisines. Mais la main-d'œuvre n'est pas le seul élément de la production ; les machines et les métiers nécessaires, les agents moteurs qui déjà ont exigé l'emploi de machines-outils antérieurs, sont trop chers en France, et nos progrès sont loin de répondre à nos besoins.

II.

L'exposition nous a révélé des progrès immenses dans la fabrication des *machines-outils,* destinées à servir de générateurs aux métiers employés plus immédiatement aux fabrications. Pourquoi ces améliorations ont-elles tant tardé, pourquoi ne sont-elles pas plus générales et plus importantes? C'est là certainement une grave question. Pendant longtemps on ne fondait pas de manufactures, parce que l'on manquait de mécaniciens pour les établir à un prix modéré ; d'un autre côté, il fallait enfouir de tels capitaux dans la création des ateliers de mécanique que des demandes faibles et incertaines ne suffisaient pas à en provoquer l'établissement. Modèles, ouvriers, matériel, que de choses à rassembler avant d'être prêt pour la moindre commande ! A ces difficultés venaient se joindre la rareté des métaux secondaires dont la nature nous a si pauvrement dotés, le haut prix comparé de la fonte et du fer, le défaut ou le manque de nos voies de communication pour le transport des combustibles ; il a fallu surmonter tout cela, et, aujourd'hui que la situation s'est améliorée, on ne pourra refuser son admiration aux hommes courageux qui se sont mis en mesure d'aider les autres industries. Espérons que, le mouvement enfin établi, nous pourrons monter des manufactures, puisque nous possédons des mécaniciens à même de répondre à leurs besoins, et que ces derniers auront des travaux assurés par le développement de l'esprit d'industrie.

Le fer et le combustible sont les éléments premiers de toute industrie. Il faut, pour que nous puissions lutter avec l'étranger, que le fer soit abondant et partout à bas prix, et c'est à cette situation que les actes, non l'intention du gouvernement, ont été constamment défavorables. On a, il est vrai, protégé par un tarif élevé la production française contre l'importation étrangère, et il en est résulté un mouvement d'émulation et de concurrence qui a conduit les maîtres de hauts fourneaux, de forges et d'usines diverses, à rechercher d'un côté les économies possibles, de l'autre l'amélioration des procédés. La fabrication du fer a donc fait de grands progrès, mais elle a été loin de recueillir toujours la récompense de ses efforts. La protection dont on l'entourait est venue profiter outre mesure et dans une tout autre proportion au propriétaire de forêts ; c'est lui qui sans risques et sans travaux a obtenu l'avantage le plus certain.

En 1819, on a fabriqué en France :

110,500 tonnes de fonte au charbon de bois.
2,000 — au coke.
112,500 en total.

73,200 tonnes de fer au charbon de bois.
1,000 — à la houille tant exclusivement que partiellement.
74,200 en total.

En 1842, la production est arrivée

à 297,174 tonnes de fonte au charbon de bois.
102,282 — au coke.
399,456 en total.

et à 109.795 tonnes de fer au charbon de bois.
175,029 — à la houille.
284,824 en total.

Jusqu'en 1828 pour la fabrication de la fonte, et jusqu'en 1833 pour celle du fer, l'augmentation du combustible minéral a été très-lente ; c'est à dater de 1829, que la loi d'indemnité ayant versé des capitaux considérables dans la classe des grands propriétaires, les forêts, recherchées comme placement, acquirent une valeur relative très-élevée, et le cours des bois à exploiter s'en ressentit. Le minerai de fer est très-libéralement répandu par la nature sur la surface du sol français; mais certains gîtes, fort importants par leur masse et leur bonne qualité, se trouvent loin des mines de houille, et seulement à portée de forêts consacrées de tout temps à leur exploitation. Là, les maîtres de hauts fourneaux et de forges se sont trouvés à la merci des propriétaires de bois, l'imperfection ou le manque de voies de communication pour la houille interdisant encore tout appel à un changement de méthode. Aussi trouve-t-on que, de 1829 à 1840, le prix du charbon de bois, dont l'usage pour la fabrication du fer est indispensable, a doublé en Franche-Comté, dans les Vosges et dans la Haute-Marne, pays si riches en forêts. La concurrence des consommateurs y a contribué. mais les efforts des ministres des finances qui se sont succédé ont été le véritable principe du mal. L'état, héritier par succession des droits de la conquête franque sur la plus grande partie des forêts de l'ancienne Gaule, a agi dans leur aménagement comme un bourgeois économe qui n'a d'autre souci que d'élever le prix de la chose que seul il peut offrir à la concurrence des acheteurs. En Angleterre, dans le même temps, le charbon et le minerai, distribués largement par la concurrence des vendeurs, ont permis aux hommes entreprenants un immense développement de l'industrie, et c'est de la flamme des usines de cette île brumeuse que sont sortis les moyens d'acquérir la puissance souveraine qui régit la moitié du globe.

Les élaborations principales et accessoires du fer et de la fonte, la conversion de ces matières en acier, en tôle, en verges, en grosse taillanderie, etc., accroissent encore l'emploi du combustible. En réunissant ces divers travaux au traitement des matières premières, l'administration des mines trouve que l'on a consommé, en 1842, pour 45 millions 500 mille francs tant de charbon de bois que de bois, et pour 15 millions de houille, de coke, etc. C'est pour le bois un cinquième de plus qu'il y a dix ans, et pour les combustibles minéraux une augmentation de deux cinquièmes.

La fabrication du fer est une question de richesse et de puissance pour la France. Il faut que le fer soit abondant et à bas prix pour que notre industrie puisse lutter avec les industries étrangères; il le faut encore pour que l'agriculture ait de meilleurs instruments et concoure de son côté à rendre la vie plus facile aux classes les moins aisées. Après l'état, on trouve comme possesseurs des forêts la liste civile, les communes et un petit nombre de grands propriétaires. Ces derniers suivent l'impulsion qui leur est donnée d'en haut et quelquefois la provoquent au moyen de leur influence politique. C'est par le fait un monopole qui s'établit et abuse de sa situation, car le producteur de fer ne peut lui échapper. Il serait de la sagesse du gouvernement d'amener par la réduction des mises à prix de ses coupes de bois un abaissement qui ne rendît pas vains, pour les consommateurs et pour les producteurs, les progrès que l'esprit d'ordre et d'économie, aidé par la science, a obtenus depuis quelques années. Des soins extrêmes sont pris pour qu'aucun effet utile ne soit perdu dans la série des opérations métallurgiques, et sans doute le dernier mot n'est pas dit dans le résultat des améliorations, mais il ne faut pas que ce soit seulement pour le profit du propriétaire du sol.

La France fait chaque jour de plus grands progrès dans la voie du travail, et toutes les professions utiles sont respectées et honorées à mesure que l'oisiveté perd de son crédit; mais ni la véritable agriculture, ni la véritable industrie, ne réside dans la simple administration du propriétaire de la terre ou du capital, qui se borne à surveiller le fermier ou l'exploitant. Celui-là n'opère pas par lui-même, il profite seulement de la rivalité des travailleurs et d'une meilleure entente des travaux, dont la conséquence a été des produits plus importants. Le fermage a partout augmenté; la terre, à chaque mutation, a acquis une valeur vénale plus considérable, et cette réaction incessante, à laquelle aucun obstacle n'est venu s'opposer depuis trente ans, fait que chaque nouveau propriétaire se plaint du faible intérêt que rend la terre, lutte contre tout ce qui pourrait le réduire, et réclame toutes les mesures qui peuvent l'augmenter.

Le taux de l'intérêt, loyer ou usure des capitaux mobiliers, a éprouvé de graves modifications, il s'est abaissé avec le concours d'une sécurité plus grande, d'un crédit plus étendu; mais comme cette partie de la confiance publique reste toujours accompagnée de quelques chances, ce taux est encore supérieur à celui du loyer de la terre. Néanmoins l'on voit qu'à mesure que les richesses se forment et s'accumulent dans la même main, l'homme qui arrive à la fortune engage généralement une partie de son avoir dans la possession de la terre. D'un autre côté, l'agriculteur véritable, l'homme qui laboure et bêche, s'il peut réaliser quelques économies, se hâte de les échanger contre le morceau de terre qu'il trouvera à sa disposition. Celui-là aussi n'a point d'égard au fermage qu'il serait possible d'obtenir; il confond dans son esprit le loyer avec la rémunération du travail qu'il se dispose à appliquer à sa nouvelle acquisition, et dont il fait peu de compte. Il trouve ainsi son affaire avantageuse, tandis que le simple propriétaire doit rechercher toutes les occasions d'élever le taux de la redevance dont il a à traiter, et fait en sorte d'obtenir la plus forte part dans l'augmentation des produits, soit en valeur, soit en quantité.

L'état, les communes et la haute propriété ont donc été, avec des errements différents, les véritables auteurs du maintien d'un prix relativement élevé pour les fers, et c'est en luttant contre eux avec toutes les ressources de l'activité et de la science que les producteurs de fer ont amélioré une situation si difficile, en suc-

combant parfois dans le combat. L'état maintenait la protection contre le fer étranger; mais par la mise à prix des coupes de bois, il ajoutait chaque année quelque chose au prix de revient du fer national. Chaque jour aussi la concurrence intérieure, la nécessité et le niveau atteint des droits protecteurs déterminaient une baisse du prix vénal au détriment du fabricant.

L'abaissement du prix du fer, qui se poursuivra plus vivement encore du moment où le gouvernement consultera le véritable intérêt du pays et non pas seulement le besoin de ses ressources journalières, a déjà produit une partie des heureux effets que l'on devait en attendre. La France s'agite en remarquant les pas rapides que toutes les nations font dans la voie de l'industrie et du travail. Les hommes capables se trouvent excités par l'impulsion publique, et malgré les insuccès de quelques-uns, les autres n'abandonnent pas la carrière. Dans le nombre, nous mettons donc au premier rang les mécaniciens, en leur tenant compte des entraves qui les arrêtent. Nous savons bien qu'une exposition publique ne saurait guère avoir lieu dans un pays voisin, car tout le pays est à la fois une exposition, et, chaque comté, chaque bourg de l'Angleterre aurait ses merveilles d'art et de mécanique à produire; mais nous avons déjà comme garant de l'habileté de nos constructeurs de machines la demande de l'étranger qui en a tiré de France en 1837 pour environ 1 million 800 mille francs, en 1842 pour près de 4 millions 600 mille francs, et en 1843 pour près de 5 millions 400 mille francs. L'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Russie, l'Allemagne, presque tous les pays voisins, ont concouru à cette demande. Notre exportation en autres ouvrages dont les métaux sont la base, en fer, fonte, cuivre, etc., s'est élevée à 7 millions 458 mille fr. en 1842, et à 8 millions 725 mille fr. en 1843. Ces sommes sont encore faibles; nous les citons parce qu'elles indiquent la voie où nous entrons.

En possession de machines à planer, tourner, tarauder, étirer, découper de toutes manières la fonte, le fer et la tôle, nous ne craindrons plus de manquer des outils de la production. Toutes les machines qui ont été exposées étaient exécutées avec la netteté et la précision que réclameraient les instruments les plus précieux destinés aux sciences mathématiques, condition indispensable aujourd'hui que le principe de la vie et du mouvement de ces forces puissantes est généralement puisé dans la vapeur, cette grande auxiliaire de l'homme, mais en même temps puissance exigeante, brisant tous les obstacles qui voudraient la faire dévier de sa route.

L'exposition n'offrait pas de local suffisant pour que les machines à vapeur pussent s'y produire dans toute leur magnificence. Elles n'y ont été admises en effet que sur échantillons ou comme spécimen de systèmes divers. Cela a suffi pour démontrer que nous n'avions plus rien à souhaiter sous le rapport de la perfection.

Une foule d'inventions variées, dont la conception a pour but d'aider ou de préparer les travaux des hommes, ont frappé tous les regards. Quelques-unes sont dues au génie national, un plus grand nombre sont d'origine étrangère, mais heureusement imitées. On ne peut s'étonner de ce que nous sommes souvent réduits à emprunter, car nous ne sommes pas poussés par le stimulant de la demande, qui force à la recherche de toutes les économies possibles dans la fabrication. Nous allons lentement, surtout avec l'incertitude d'un amortissement pour un capital industriel, toujours si onéreux à créer. Il est facile de juger que, sans l'existence des causes qui ont retardé chez nous le développement de l'industrie du fer,

nous aurions fait de tout autres progrès dans l'avancement des arts mécaniques.

Les nations modernes, produites par les migrations, les conquêtes, les réunions et les fusions que l'histoire a la mission de nous retracer, ont cependant, au milieu de ces éléments divers, conservé quelques-uns des traits les plus saillants des principales races auxquelles elles se rattachent. En dépit des individualités sans nombre qui s'écartent de la masse, le caractère d'un peuple se définit aisément, et il est aisé d'en généraliser les défauts et les qualités. Dans la poursuite des travaux industriels, nous sommes prompts à entreprendre, faciles à décourager; doués d'un esprit inventif, nous abandonnons aisément les découvertes que nous faisons pour les rechercher de nouveau quand l'expérience de nos rivaux a montré le parti utile que l'on peut en tirer. Cependant une chose qui est reconnue du monde entier, c'est que nous apportons dans la pratique des arts cette qualité précieuse que l'on appelle le goût et que l'on sent plutôt qu'on ne l'explique. En inventant comme en s'appropriant les inventions d'autrui, le Français cherche à donner à l'objet qu'il produit cette juste proportion dans la forme, cette heureuse harmonie dans le choix des couleurs, qui procurent à l'esprit observateur cette satisfaction qu'en deçà on serait lourd ou grossier, qu'au delà on pècherait par le défaut contraire. Si parfois un excès d'élégance entraîne vers la mesquinerie, si encore la séduction de l'étrangeté emporte vers des formes bizarres, le goût national arrive pour rectifier ces erreurs du fabricant, et les produits français reprennent bien vite la place qu'ils doivent occuper. C'est sous ce rapport que les expositions faites en France se montrent surtout remarquables.

Le goût s'appuie en France sur une disposition naturelle à la culture des beaux-arts. Dans la capitale et dans les villes principales, l'attention des classes les moins aisées se porte avec avidité sur les produits nouveaux que chaque année enfante. Le peuple apprend à voir et à juger, et, malgré le renouvellement incessant des hommes de labeur dans les villes par les habitants incultes des campagnes, le sentiment des arts se fraie un chemin dans les intelligences les plus bornées, et concourt à amener à la perfection de nombreux articles de notre industrie.

Les bronzes, par exemple, comme article de commerce, ne sont pas un objet méprisable, et ils forment en valeur la moitié de nos exportations en métaux ouvrés. Les travaux du dessin, du moulage, de la fonte, de la ciselure, de la dorure et des autres accessoires, assurent une large part à la main-d'œuvre. Nos principaux fabricants sont en possession de faire pénétrer dans tous les pays les œuvres admirables qui sortent de leurs ateliers. L'art français reçoit le tribut des classes supérieures et des classes riches du globe entier, et la part du mauvais goût, de l'afféterie et de la petite manière devient moins grande chaque année.

Notre orfévrerie est également à l'abri de toute rivalité. Quelquefois obligée de sacrifier au goût bizarre et singulier des peuples étrangers, elle laisse néanmoins sentir la modification que la main française lui imprime. Les contours s'épurent et deviennent élégants, la ciselure brillante achève de donner la vie et de porter dans les détails la grâce qui fait valoir l'ensemble. De véritables chefs-d'œuvre de dessin, d'art et d'assemblage de métaux ont marqué cette exposition, et justifient la vogue qui s'empresse auprès de nos artistes fabricateurs. Leur émulation les a portés vers l'étude de l'antique, vers les caprices variés des diverses périodes du moyen âge, leur a fait aborder les recherches de l'art indien, réunir les oppositions des divers métaux précieux à l'éclat des pierres précieuses, et toujours le succès de leurs entreprises a scellé la confiance que leurs talents inspiraient à l'avance.

Une exportation annuelle et presque régulière de dix à douze millions en orfévrerie, bijouterie, coraux et plaqués, indique le cas que l'étranger fait de nos travaux. Le procédé galvanique de la dorure et de l'argenture des métaux, appelé à prendre une grande extension, ne peut manquer d'accroître considérablement les avantages dont nous sommes déjà en possession.

Nous recevons de l'étranger, avec déclaration en douane et indépendamment de la contrebande, pour cinq à six millions d'horlogerie de toute espèce, et nos exportations restent au-dessous de deux millions. On jugera par là combien la fabrication française est loin de répondre à nos besoins. Nous n'entendons pas ici juger des exceptions honorables qu'il faudrait mentionner ; mais les noms français ont si peu de faveur, que la plupart des pièces exportées doivent être signées d'un nom étranger. Cette circonstance est, au reste, quelquefois plus heureuse que loyale, car nous avons la mémoire récente d'un capitaine de navire français qui, exportant des montres à la Chine, ne demandait au fournisseur autre chose, si ce n'est que les mouvements et les aiguilles pussent se maintenir ensemble jusqu'après l'arrivée du navire à Canton. Le procès qui s'en est suivi n'a été qu'un des nombreux épisodes de ce malencontreux commerce de pacotille, qui a tant contribué à discréditer le commerce français sur des points éloignés.

La fabrication des instruments de précision, de mathématiques, de physique et d'optique, celle surtout des phares maritimes qui rassurent le navigateur contre les dangers des côtes, ont reçu des louanges méritées. Les sciences trouvent à se pourvoir amplement de tous les auxiliaires qui assistent l'homme dans les travaux qu'il entreprend pour reculer les bornes de nos connaissances.

Nous sommes inférieurs à l'Angleterre dans la coutellerie ordinaire à l'usage de toutes les classes, pour laquelle la bonté et la solidité suffisent, et doivent être unies à des prix fort modérés. Notre système de fabrication par le travail isolé est peu favorable à cette branche, qui s'améliore lentement. Quoique nous réussissions mieux dans la coutellerie fine, sauf une trop grande légèreté due à la recherche de l'élégance, nos exportations presque régulières se bornent à une valeur annuelle de 1,200,000 francs. C'est à peu près aussi le chiffre de nos exportations d'armes de toute espèce, dont deux tiers en fabrication de choix et un tiers en armes de traite. L'exposition ne nous a guère révélé que ce qui tient aux efforts dictés par le luxe ou par un choix particulier.

La coutellerie et les armes sont au nombre des articles importants d'exportation de l'Angleterre ; cependant les manufacturiers de Birmingham et de Sheffield se sont empressés de venir explorer nos produits. Ils confessent avoir recueilli dans leur visite, au profit de leurs établissements, des observations utiles et intéressantes, que personne ne pourrait réunir par des démarches réitérées dans les magasins de vente. Ils rendent au travail français une pleine justice, mais ne peuvent concevoir aussi aisément les causes qui nous obligent à maintenir des prix excessifs pour tant d'objets utiles dans tous les détails de la vie, et pour les emplois où le fer se substitue graduellement à d'autres matières, comme par exemple les lits en fer.

La fabrication du fer est, comme on l'a vu, quadruplée en France depuis un quart de siècle. Elle commence à être plus en rapport avec nos besoins ; mais le prix est encore trop élevé. L'application du fer à une foule d'emplois est sans limites possibles ; aussi, à mesure que nous ferons des progrès, verrons-nous se développer des branches d'industrie fort arriérées encore, telles que la coutellerie et les

armes, la clouterie, la quincaillerie, tant fine que commune, toutes choses pour lesquelles nous sommes dépassés par l'étranger.

A la suite des industries importantes que nous venons de signaler, il s'en trouve quelques autres d'un grand intérêt et qui touchent de très-près au bien-être intérieur que les hommes recherchent dans leur domicile. En première ligne est la fabrication des meubles, et même celle des instruments de musique, que nous ne devons considérer que sous leur rapport commercial. Là encore se rencontre la manifestation du goût français, avec ses recherches et ses études.

Les nations civilisées attachent une certaine importance à ce qui fait l'ornement intérieur et la commodité de leurs demeures. Le climat, qui nous tient renfermés chez nous pendant des heures si longues, nous a rendu nécessaire une variété infinie d'objets que ne peuvent apprécier les habitants des pays chauds. Non-seulement nous voulons que nos meubles soient commodes, mais encore que les formes et l'aspect nous en soient agréables, et dans nos tentatives pour y parvenir, nous sommes entraînés par l'esprit de changement. La mode, qui a remplacé le dessin pseudo-romain par celui du moyen âge et de la renaissance, a produit une grande variété dans les formes des ameublements. Elle a appelé le concours de la sculpture sur bois, de la ciselure des métaux, de la dorure, et parfois de l'application d'étoffes ou de matières précieuses. L'encombrement et les frais de transport empêcheront toujours que l'étranger s'adresse à la France pour autre chose que pour des objets de prix; mais dans cette occasion, nous gardons nos avantages, et les exportations ont été, en 1843, de 3 millions pour les meubles; 1,200 mille francs pour les instruments de musique.

Les arts de la sellerie et du carrossier étaient peu représentés à l'exposition, et cependant ils sont au nombre de ceux qui ont fait le plus de progrès. Avec la baisse des fers et des aciers et une meilleure entente de la mécanique, on a amélioré toutes les parties de ce service important, et chez l'étranger on commence à apprécier le travail de nos ouvriers; aussi l'exportation de 1843 est-elle déjà de 13 à 14 cent mille francs.

L'art du verrier et celui du potier sont au nombre de ceux dont la marche progressive peut être remarquée. Nos glaces n'ont point de rivales; après une longue hésitation, nos cristaux commencent à se montrer dignes de lutter avec ceux de la Bohême, de Venise et de l'Angleterre, et on ne pourrait sans être blâmé s'abstenir de mentionner les disques de flint-glass de grande dimension qui promettent de nouveaux progrès à l'astronomie. Ces articles ont fourni en 1843 à une exportation de 3 millions 200 mille francs, et il est vraisemblable que leur succès s'accroîtra.

L'exportation des porcelaines a été, en 1843, de 2 millions et plus pour la porcelaine ordinaire, et de 7 millions pour la porcelaine fine. En tout 9 millions; ce qui est une augmentation sur 1841 et 1842.

L'usage, dans les classes aisées, d'une poterie qui réunit aux avantages d'un prix modéré ceux de la propreté la plus grande, susceptible de devenir un objet de luxe en recevant l'application de la dorure, celle des peintures les plus précieuses et des ornements les plus gracieux, gagne chaque jour. De la faïence on a passé à la terre de pipe, et aujourd'hui la porcelaine a pénétré jusque dans les auberges de village. Nous continuons à fabriquer de bonne et belle porcelaine. C'est un des arts qui tend le plus à se développer; toutefois, en recherchant l'originalité de formes nouvelles, il est souvent arrivé au lourd et à l'incommode. Cela nous a paru

aussi une pauvre idée que celle de l'imitation des chinoiseries. Le type chinois n'est recherché que parce qu'il indique pour le possesseur une rareté relative, effet de l'éloignement et de la difficulté ; dès qu'on le verra descendre dans le domaine de tous, la mode s'en retirera, et les frais d'une entreprise excentrique seront aventurés. Quelle haute préférence nous donnerions aux efforts de laborieux fabricants qui chercheraient à établir dans la poterie plus usuelle, dans celle qui doit être encore longtemps destinée aux classes pauvres, un rapport suffisant entre le bas prix, la solidité et cette appropriation aux usages de la vie qui est elle-même de bon goût sans recourir à l'étrangeté. C'est par là que nous péchons, et la majeure partie de nos populations en est réduite à des ustensiles de terre grossière dont nous regrettons cependant de n'avoir pas vu les types plus nombreux à l'exposition, du moins assez pour que l'on pût juger de la situation réelle, dans les diverses contrées de la France, de l'un des arts les plus utiles. Une exposition spéciale qui réunirait des échantillons de tout ce qui se fabrique en France contribuerait peut-être à éclairer les divers manufacturiers sur les ressources qui sont à leur portée. Les effets de la concurrence seraient là moins à redouter.

Toutes les professions tenant à être représentées à ce grand concours de l'industrie, beaucoup d'entre elles n'ont pu y parvenir qu'en alléguant ou produisant une méthode d'amélioration ou d'innovation sur ce qui se pratique ordinairement. Cela s'est principalement rencontré dans les arts secondaires qui tiennent à la construction des édifices. La fabrication des tuiles, de la terre cuite, des appareils de chauffage, de menuiserie de parquets, des stucs et des marbres factices, l'emploi sous toutes les formes des bois, des métaux et du marbre, exigeraient des volumes pour être seulement indiqués; mais presque tous ces objets ne sont pas susceptibles d'un commerce de mouvement. Leur emploi presque exclusif dans la localité où ils se produisent nous empêche de nous y arrêter, bien que chacun d'eux soit appelé à satisfaire un besoin ou une fantaisie et contribue à marquer notre ère de civilisation. Il en est autrement quand le commerce extérieur s'en empare, et dans l'impossibilité de nombrer en détail tous les articles qui ont passé sous nos yeux, nous dirons que l'on a exporté de produits français :

En 1843, pour	18,500,000 fr.	de mercerie,
	1,200,000	de tabletterie,
	1,200,000	de parapluies,
	5,100,000	de modes,
	et 5,600,000	d'articles variés de cette industrie parisienne si élégante et si habile à séduire les consommateurs.

Sans doute c'est peu en valeur, mais cette valeur est précieuse parce qu'elle est presque toute d'industrie et de main-d'œuvre.

Les arts chimiques ont aussi concouru à fournir à l'exposition une grande variété d'articles dignes d'être appréciés; ils contribuent également à notre commerce extérieur. La parfumerie, qui marche à leur suite, est une branche assez importante pour fournir chaque année pour 8 millions de produits à l'exportation.

Les préparations diverses que subissent les cuirs et les peaux, et qui les rendent propres aux usages domestiques, ont suivi le cours de toutes les améliorations. Aussi les exportations dépassent 8 millions pour les peaux préparées, et plus de 21 millions pour celles qui ont été ouvrées. Les gants entrent pour 8 millions dans ce dernier chapitre.

La chapellerie paraît rester stationnaire dans ses progrès comme dans les exportations, qui depuis trois ans ne s'élèvent pas au-dessus du chiffre de 2 millions.

Tous les arts s'enchaînent et s'entr'aident. Moins de quatre siècles ont suffi à l'imprimerie pour renouveler la face du monde, car qui peut se dissimuler que c'est à cette merveilleuse invention que nous devons les changements opérés par la propagation des connaissances et la diffusion de la pensée? Le papier, cet auxiliaire puissant, n'a point fait défaut dans le besoin et donne lieu à un commerce qui va sans cesse s'accroissant.

L'exportation du papier blanc, d'enveloppe ou colorié, a plus que doublé depuis dix ans, et est aujourd'hui de près de 8 millions. La fabrication à la mécanique a déterminé un énorme abaissement de prix qui a développé de nouvelles consommations. On a remarqué à l'exposition un moulin à papier destiné à la Belgique, et qui rivalise avec les machines de précision les mieux établies. Les arts qui se rattachent à l'emploi du papier se sont maintenus à la hauteur où ils étaient arrivés La typographie, la lithographie, la gravure, les cartes, la musique gravée, fournissent à notre commerce extérieur un contingent remarquable, qui n'a pas été moindre de 9 millions 400 mille fr. en 1843. Il faut y ajouter 1 million 700 mille francs de papier peint. Ce dernier article, toujours guidé par le goût français, n'éprouve pas de rivalité.

III.

Nous avons sommairement apprécié notre commerce avec l'étranger de quelques-uns des articles principaux de l'exposition. Cette revue dénote la faiblesse de nos ressources et l'énorme distance à laquelle nous restons de nos rivaux. La Grande-Bretagne seule, après avoir retenu ce qui est nécessaire à son immense consommation, envoie au dehors annuellement autant de fer que la France elle-même en produit. Que l'on juge par là de sa supériorité sur tout le reste! Nous avons encore à examiner d'autres industries non moins importantes et d'utiles enseignements à recueillir de ce travail. Nous continuerons de nous adresser pour cela aux documents précieux que livre à la publicité notre administration des douanes. Guidé par elle, on peut suivre, analyser et comprendre les moindres mouvements du commerce. Importation, exportations, transit, entrepôts, navigation et cabotage, tout est recueilli par elle et présenté dans un ordre méthodique, simple et clair. Seulement on remarquera qu'astreinte à ne se servir dans ses calculs que des chiffres officiels qui ont été adoptés en 1825, l'administration donne dans ses tableaux une évaluation exagérée à un grand nombre de marchandises. Ainsi à l'importation, les denrées coloniales, les teintures, les cotons, etc., à l'exportation, les tissus de coton, de lin, et presque toutes nos fabrications, entrent dans la balance pour des sommes qui dépassent d'un tiers ou de moitié la valeur réelle. Il n'existe pas chez nous de valeur déclarée ou rectifiée qui rétablisse à peu près la vérité.

Quoi qu'il en soit, et sans trop nous arrêter à cet inconvénient qu'un travail opiniâtre ne ferait disparaître qu'en partie, nous devons rappeler que notre législation accorde de grandes facilités au commerce de transit et de réexportation. Les marchandises, même celles que nous repoussons de notre consommation, sont,

aussi bien que les denrées coloniales et les matières premières, admises à stationner dans nos entrepôts et à circuler sur notre territoire, sortant par les frontières de terre et de mer pour aller d'une nation à l'autre. La valeur du mouvement qui se fait, presque sans notre participation, sauf le bénéfice de frais modiques, de peuple étranger à peuple étranger à travers la France, est comprise dans ce que l'on appelle le *commerce général*. L'administration résume ensuite, sous le nom de *commerce spécial*, ce qui concerne seulement le commerce français, savoir : à l'importation les articles dont nous acquittons les droits pour les nationaliser et les consommer, et à l'exportation les articles nationalisés, les produits de notre sol et ceux de notre industrie. La différence entre le commerce spécial et le commerce général donne exactement la valeur des affaires de l'étranger, faites sous nos yeux et sous notre contrôle.

En 1845, le commerce général a été à l'importation	1,121,400,000 fr.
et le commerce spécial.	845,600,000
Laissant pour le commerce de l'étranger.	275,800,000

Valeur des marchandises transitées, réexportées ou laissées en entrepôt.

Le commerce général a été à l'exportation	992,000,000 fr.
et le commerce spécial.	687,300,000
Laissant pour le commerce étranger	304,700,000

Valeur des marchandises réexportées des entrepôts ou transitées.

Notre territoire se trouve merveilleusement situé pour les communications entre les États-Unis, l'ancienne Amérique espagnole, le Brésil, les Antilles, l'Angleterre, et un peu l'Espagne d'un côté, avec les états sardes, le royaume de Lombardie, la Suisse et l'Allemagne centrale, partie du *Zollverein*, même la Belgique de l'autre. L'Angleterre n'emprunte guère la voie du continent pour son commerce des pays lointains ; mais la Hollande par le Rhin et la Meuse, Brême et Hambourg sur la mer du Nord, Trieste sur l'Adriatique, Gênes et Livourne sur la Méditerranée, offrent le choix de routes diverses, autres que celles de la France, à l'industrie de l'Europe intérieure. Nous devons en conclure que les faits que nous allons examiner ont une importance bien plus grande que celle des chiffres dont nous disposons.

Nous pouvons, en comparant entre eux les produits de nos divers manufacturiers, en apprécier aisément la qualité et le mérite relatif ; mais notre jugement n'aura tout son prix que lorsqu'il sera confirmé par celui des nations avec qui nous sommes en relations de commerce. Ayant prohibé les articles similaires, nous n'avons pas devant nous tous les termes de comparaison désirables, et ce n'est que par l'état de notre commerce extérieur que nous finissons par être éclairés. Les étrangers nous montrent, par l'usage plus ou moins étendu qu'ils font de nos marchandises, si, à leur égard, nous sommes dans une voie avantageuse. Une instruction semblable nous arrive quand la rivalité d'une autre nation vient troubler les débouchés dont nous étions en possession. C'est le consommateur étranger, libre de choisir entre toutes les provenances, dont il faut écouter la voix ; car à l'intérieur nous sommes maîtres du marché, et personne ne nous le dispute. Nous allons donc, sous ce point de vue, examiner plus particulièrement la situation des quatre grandes branches d'industrie qui ont formé la partie la plus éclatante de l'exposition. La mise en œuvre de la soie, de la laine, du lin et

du chanvre, et enfin du coton, est le résultat final de la plupart des arts que nous avons passés en revue. Le fer, les machines-outils, l'emploi de la vapeur et des autres forces motrices, les mécaniques les plus compliquées, la teinture, les apprêts et les arts chimiques viennent en définitive aboutir au filage et au tissage. Notre examen sera donc à présent plus minutieux, et si nous faisons usage de quelques chiffres, c'est que, sans eux, nos idées pourraient manquer d'appui et notre raisonnement rester sans force, réduit qu'il serait à de simples assertions.

Aucun pays, assurément, ne peut contester à la France la suprématie la mieux caractérisée dans les plus remarquables des tissus. On ne trouvera nulle part rien qui rivalise avec ce qui sort de nos manufactures françaises. S'il s'agit de la soie, nous présentons le velours, le satin, les étoffes riches et façonnées ; pour la laine, nous avons les draps fins, les mérinos, les châles ; pour le lin, les batistes, les linons ; pour le coton, enfin, nos toiles imprimées. Est-ce à dire que nous ayons atteint le but, et que cette excellence nous assure l'avantage sur nos concurrents ? Non, sans doute; nous avons dépassé le but, mais nous n'avons pas su nous y arrêter, et tandis que nous fournissons aux exigences de la richesse et du luxe, nous avons de la peine à lutter quand nous devons travailler pour des acheteurs plus nombreux qui prennent à la fois en considération le prix et l'usage.

Indépendamment des causes générales que nous avons indiquées comme ayant plus particulièrement jusqu'ici paralysé les efforts de notre industrie, nous signalons encore les droits imposés sur les matières premières, dont l'action se fait sentir même en dépit des primes de sortie. Le fabricant ne sait pas toujours à l'avance qu'il travaille pour l'exportation, toutes les chances doivent lui être acquises; puis, nous le redisons, les prohibitions absolues nous rendent inhabiles à connaître les rivalités que nous avons à combattre, et nous restons stationnaires quand il faudrait avancer.

Filer et tisser composent un des arts les plus anciens du monde. La laine des animaux, plus tard la soie, le lin, le coton, ont dû exciter vivement l'industrie des hommes, avant que l'on en vînt à produire les tissus d'espèces si variées qui signalent notre époque. Appliqués à l'embellissement de nos demeures et aux besoins de nos vêtements, les tissus dont les populations font usage sont l'indice le plus certain de leur aisance ou de leur misère. Puis une puissance que tout le monde reconnaît, la mode, exerce un grand empire sur le choix des étoffes, comme sur les formes qu'elles doivent revêtir, et ce mobile en apparence si futile crée ou renverse la richesse en dépit souvent de la raison.

Presque tous les hommes sont susceptibles d'être vivement impressionnés par la vue d'une étoffe nouvelle, d'une couleur brillante, sombre ou bizarre, ou d'une coupe de vêtement se présentant inopinément à leurs regards. Si au sentiment d'une certaine étrangeté qui appelle l'attention, vient se joindre une appréciation d'harmonie, d'élégance ou de distinction dans la personne que nous voyons parée d'une façon à laquelle nous ne sommes point habitués, la mode est créée. Cette personne devient un type que chacun s'empressera d'imiter, sans songer que la grâce que nous lui reconnaissons peut lui être tout à fait particulière, et cependant bientôt une population tout entière adopte l'étoffe ou la mise nouvelle. La durée de la mode est incertaine ; elle est d'abord le partage d'un petit nombre d'élus, puis elle gagne de proche en proche, luttant quelquefois malgré l'incommodité ou le mauvais goût. Des classes élevées, où elle a pris naissance, elle descend les degrés de la société, chassant devant elle les habitudes anciennes et les faisant disparaître, jusqu'à ce

qu'elle-même succombe devant une mode nouvelle à laquelle un hasard nouveau aura donné naissance et qui est appelée à parcourir plus ou moins rapidement le même cercle. La durée de la mode est incertaine : fille d'un caprice, un caprice la détruit, et cependant cette puissance fugitive a dans son règne éphémère distribué la richesse, animé les populations et produit des effets économiques de la plus haute importance.

Les pouvoirs les plus élevés sont impuissants contre la mode. Elle suit la grâce et résiste à la contrainte. Par exemple, en France, il est de prescription de ne se rendre à une invitation adressée par le prince que revêtu d'un costume particulier appelé le costume de cour. Les assemblées où ce costume est d'étiquette offrent le mélange le plus singulier de vêtements de coupes différentes, empruntées à des époques diverses, d'ornements de mauvais goût, de broderies capricieuses. L'artiste, l'homme de lettres, le citadin, qui ne sont pas distingués par un habit particulier, une espèce d'uniforme comme les fonctionnaires publics, comprennent qu'en sortant de la solennité à laquelle ils sont conviés, cette mise d'un jour ne peut les suivre dans la société de leurs amis, que la mode ne ratifiera pas l'habit à prétention, et on se hâte de le déposer, et avec lui la gêne qui l'accompagnait. L'habit de cour, lorsqu'il était aussi celui que les salons des hommes titrés pouvaient seuls recevoir, devenant d'un usage fréquent, était soumis à la loi commune et à l'empire du goût et de la mode ; il n'est plus que l'indice d'une obligation passagère, car le pays a trop la conscience de la valeur des hommes pour que l'aspect d'une broderie ajoute à la considération qu'il leur porte.

En respectant l'usage des tissus les plus importants, comme les draps, par exemple, et les soieries unies, auxquels elle ne s'attache que pour en changer les couleurs ou l'emploi, la mode amène chaque année presque une rénovation dans les soieries façonnées, dans les étoffes variées, mélangées ou imprimées. C'est par là surtout que nos expositions de l'industrie prennent chaque fois un aspect nouveau, aspect qui se reflète dans la foule environnante, séduite et charmée par le choix de tant d'objets destinés à lui plaire.

La mode prend indistinctement naissance dans tous les pays civilisés ; en passant d'un peuple à l'autre, elle reçoit un cachet particulier qui laisse cependant toujours entrevoir son origine. En Asie, en Égypte, dans l'ancienne Thrace, elle a vaincu la répulsion de l'islamisme pour les coutumes franques, et elle fera au moins par l'extérieur une seule famille de toutes les nations. En attendant ce temps encore éloigné, les peuples barbares doivent être vêtus à leur guise, et nos échanges avec eux se baser sur d'autres goûts que les nôtres.

Nous allons, à cette heure, essayer de comparer notre commerce réel avec celui que l'étranger fait chez nous. Si dans les documents officiels de notre commerce d'exportation nous portons notre attention sur les articles de tissus, nous trouvons qu'il est sorti de France en 1843 :

	DE FABRICATION FRANÇAISE.	D'ORIGINE ÉTRANGÈRE.
Tissus de soie, pour.	129,579,499 fr.	33,469,810 fr.
— de laine.	79,376,547	20,967,605
— de lin et de chanvre. . .	9,663,571	12,062,150
— de lin, batistes et linons. .	8,252,320	328,840
— de coton.	82,070,943	39,186,182
— matières diverses. . . .	487,216	1,175,208
Fils divers.	3,019,091	2,212,294
TOTAL. . . .	312,649,187 fr.	109,402,089 fr.

Les tissus exportés de France, ayant une valeur totale de 422 millions, représentent près de la moitié de notre commerce général ; pour avoir le taux du commerce réel des tissus, il faut donc en distraire 109 millions, ou au delà du quart, qui appartient à la fabrication étrangère. Bien plus, notre commerce spécial renferme la consommation de nos colonies, qui n'ont pas la faculté de se pourvoir ailleurs et qui sont seules à acheter nos toiles natives ou nationalisées, et aussi une bonne partie de nos calicots ou cotonnades. Dans notre exclusion des marchés étrangers, les produits qui nous font défaut sont ceux que nos manufacturiers négligent par incurie ou par fausse direction, entraînés qu'ils sont par les applaudissements des expositions publiques, si favorables aux articles de luxe et d'exception, si peu soigneuses de mettre en évidence ce qui tient aux consommations des masses. Un coup d'œil jeté sur les résultats particuliers de chaque industrie justifiera nos assertions.

Les soieries ont toujours été considérées comme une branche où tout le monde doit nous céder la palme. Nous possédons depuis longtemps la production d'une partie considérable de la matière première que nous employons. L'élève des vers à soie fait chaque année des progrès au moyen d'une émulation puissante, des encouragements donnés à cette culture et de l'habileté bien reconnue de nos mouliniers. La soie a paru à l'exposition depuis l'état de cocon jusqu'à l'état de préparation le plus avancé, même préparée par le teinturier à entrer dans la fabrication. Elle a justifié les efforts de l'agriculture et de la magnanerie, comme ceux du moulinage et de la teinture.

Des calculs faits avec soin, et qui remontent à un petit nombre d'années, établissaient à 8 ou 9 millions de kilogrammes la quantité des soies de toute nature versées dans les fabriques européennes par les pays d'Europe, le Levant et l'Asie orientale. L'Italie seule en fournissait près de la moitié, et la France était comptée pour 8 à 900,000 kilogrammes. Ces soies se répartissaient entre tous les peuples manufacturiers dans des proportions variées. La France, pour sa part, en a reçu, tant gréges que moulinées ou bourres,

En 1841. . . .	1,418,000 kil.,	pour une valeur de	72 millions.
En 1842. . . .	954,000	—	43
En 1843. . . .	1,318,000	—	50

C'est en moyenne 1,230,000 kilogrammes pour une valeur de 55 millions, et sa production actuelle doit aller à bien près d'une quantité semblable.

Aux mêmes époques, nous avons exporté en soies de même nature, de notre cru ou nationalisées, même en soies teintes,

En 1841,	pour 3 millions	562	mille francs.
En 1842.	5	679	
En 1843,	7	915	

Et de plus notre territoire s'ouvrait pour laisser passer en transit,

En 1841,	pour près de	47 millions.
En 1842,	—	51
En 1843,	—	51

Ce transit est en moyenne d'une somme égale à nos propres importations, et les

soies de la Lombardie, du Piémont et des pays orientaux, n'ont fait que traverser notre sol à la destination des manufactures aujourd'hui rivales de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Suisse.

Si, comme nos efforts en témoignent, nous arrivons à nous passer des soies étrangères, nos rivaux ne nous trouveront plus en concurrence avec eux sur les marchés de l'Italie; il est probable qu'ils en profiteront pour obtenir des abaissements de prix; et de cette façon réunir contre nous une plus grande somme d'avantages. Ceci n'est certes point une crainte imaginaire; ainsi alimentés, et avec un système de fabrication moins coûteux que le nôtre, les pays que nous venons de citer nous ont atteints et nous devancent. Les exportations générales de 1843 comprennent, dans les articles de soieries,

	FABRICATION FRANÇAISE.	PROVENANT DE L'ÉTRANGER.
Foulards imprimés, valeur. . .	1,168,320 fr.	6,880,440 fr.
Étoffes de soie unies.	48,811,320	12,039,480
Rubans.	23,817,240	11,762,760

Si une immense supériorité nous est restée d'ailleurs pour les articles de goût, on ne peut plus vivement nous disputer, sur notre propre terrain, ce qui sert à la consommation générale.

Notre situation, pour l'industrie de la laine, est encore plus désavantageuse, car une première entrave s'est trouvée dans les exigences des propriétaires du sol; déjà ils ont renchéri le fer en doublant le prix du bois, ou du moins ils l'ont empêché de descendre à son prix normal; maintenant ils défendent le prix de l'herbe en faisant imposer la laine à 22 p. 100 de droits de douane, qui même, disent-ils, ne leur suffisent plus. Élever sans le concours d'aucun travail spécial la valeur vénale de la terre, puis le prix du fermage, et réclamer par suite une augmentation de protection sur les produits, est aussi funeste à toute industrie que si quelque mesure financière était instituée dans le but d'élever le taux de l'intérêt du capital et de resserrer le crédit. Nous confessons donc que le fabricant de lainage a eu dans cette occasion à lutter contre une difficulté grave, à laquelle les primes à la sortie des étoffes sont loin de remédier, car il en résulte une hausse artificielle sur les laines françaises. Au reste, le fabricant a, dans cette occasion, prêté aide de grand cœur au propriétaire, dans la crainte que le retrait du droit n'entraînât la cessation de la prohibition. Il a sacrifié le développement d'une industrie qui depuis si longtemps fait la gloire de la France au doux repos dont le système actuel lui permet de jouir.

Nos importations de laines étrangères se bornent, année moyenne, à une vingtaine de millions de kilogrammes, dont la valeur est aussi moyennement de 40 millions de francs. Dans la division des produits exportés, nous trouvons que les articles de lainage ont été, en 1843,

	FABRICATION FRANÇAISE.	FABRICATION ÉTRANGÈRE.
Tapis, pour.	391,000 fr.	835,000 fr.
Draps.	19,280,000	8.420,000
Casimirs et mérinos. . . .	5,695,000	4,124.000
Étoffes variées.	17,006,000	4,225,000
Bonneteries.	2,069,000	314,000
Étoffes mélangées. . . .	6,225,000	2,135,000
Châles.	26,964,000	790,000

On voit par ce petit nombre d'articles que nos fabriques continuent à rivaliser pour l'excellence, mais que, pour les qualités moyennes, elles ont oublié les exigences des peuples éloignés et les traditions qui avaient mis nos ancêtres en possession exclusive des débouchés du Levant, alors les plus importants.

Est-ce au manque de laines convenables à des prix modérés, est-ce à la mauvaise direction de nos fabriques qu'il faut attribuer la presque nullité des progrès faits depuis 1834 dans l'art des tapis? Le plus vanté de ceux qui ont paru à l'exposition était bien médiocre de qualité et de bien mauvais goût pour le dessin. L'éclat, et non l'usage, c'est à quoi l'on s'attache, et nous nous rappelons les paroles consacrées par l'enquête de 1834; l'on réclamait la continuation de la prohibition des tapis de Turquie, et l'on disait : « On les recherche, car ils sont bons, chauds et peu chers. » Hélas! nous n'avons pas vu à l'exposition de 1844 des tapis qui eussent ces qualités.

Dans l'industrie des châles, la France n'a point de rivale; c'est là un de ces tissus dont un goût délicat peut seul perpétuer la mode en le variant avec habileté. Aussi notre exportation de châles, après avoir été de 8 millions en 1841 et de 10 millions en 1842, est-elle arrivée à dépasser celle des draps, presque stationnaire ou même rétrograde depuis trois ans.

L'industrie du lin et du chanvre, qui touche de si près à tous nos emplois domestiques, a les plus grandes peines à se naturaliser en France depuis qu'elle est généralement sortie des mains de la famille pour entrer dans la classe des manufactures. Le rouet de la bonne femme et le modeste métier du tisserand cultivateur sont à la veille d'être voués à l'inaction la plus absolue. Le progrès des arts a troublé le dernier refuge de la pauvreté, et la France, à qui est due la découverte de la filature mécanique, n'a pas encore pu la mettre à profit d'une manière assez complète pour se passer de ses rivaux. Depuis longtemps le sol fertile de la Belgique était en possession de nous fournir la toile qui nous manquait, et venait suppléer à une partie de nos besoins. Aujourd'hui nous demandons à l'étranger même le fil dont quelquefois nous avons fourni la matière première. Le remède de nos lois douanières s'est trouvé impuissant pour le détourner.

La France a acquitté en fil de lin et de chanvre :

En 1841. . .	9,915,000 kil.,	de la valeur de	40 millions de francs.	
En 1842. . .	11,314,000	—	45 mill.	900 mille fr.
En 1843. . .	7,629,000	—	30	500

La législation, changée en 1842, a suspendu un moment l'importation, mais déjà les premiers mois de 1844, comparés à ceux de l'année dernière, montrent une progression notable. L'élévation des droits ne suffit plus à garantir nos filatures; ce n'est qu'en elles-mêmes qu'elles doivent chercher les moyens de repousser les produits étrangers. La surélévation des taxes protectives n'aboutirait plus qu'à développer la fraude.

En toiles de lin et de chanvre, l'acquittement a été :

En 1841,	d'une valeur de	18 millions	100 mille francs.
En 1842,	—	19	300
En 1843,	—	13	600

Il est vrai néanmoins de dire que certaines de nos fabrications sont encore

demandées pour l'exportation, et que nos propres colonies prennent chez nous des toiles étrangères acquittées; il s'en est suivi, sans distinction de provenance, une exportation qui a été pour les toiles de lin et de chanvre :

En 1841, de 14 millions de francs.
En 1842, de 10 millions 200 mille francs.
En 1843, de 11 700

et pour les batistes et linons :

En 1841, de 13 millions 100 mille francs.
En 1842, de 8 300
En 1843, de 8 300

On pourrait à ces chiffres rattacher une exportation de fils de lin et de chanvre qui va de 12 à 15 cent mille francs.

A quelle cause est due notre infériorité dans cette industrie si ancienne et presque liée à l'exploitation du sol? c'est ce que les investigations du jury pourront peut-être révéler; mais, en attendant, nous constatons que, supérieurs à tous pour faire de la batiste, nous ne comptons que sur l'étranger pour la toile qui sert à faire nos chemises. Au reste, nos exportations de batiste, si les avis que nous avons sont exacts, seraient elles-mêmes menacées, et en travaillant aux articles d'un usage général, nos rivaux seraient sur le point d'arriver à la perfection dans ceux de luxe et d'exception.

Le coton, matière première exotique pour la France, supplée la soie, la laine et le lin. Par la modicité de son prix, il permet aux classes les moins aisées d'être convenablement vêtues et de compléter à peu de frais l'ameublement des plus humbles demeures, tandis que, employé par des mains habiles, il concourt à l'embellissement des plus riches palais. Depuis un demi-siècle, les efforts de l'industrie, en se portant sur l'emploi du coton, aidés par l'extension de la culture et la fertilité du sud-ouest de l'Amérique, ont produit une révolution tellement puissante, qu'elle a changé l'équilibre politique des états et modifié la situation des classes sociales des points les plus importants du globe. La bonne harmonie entre les deux rives de l'Atlantique n'est peut-être due qu'à l'existence du cotonnier.

La France marche après l'Angleterre, mais séparée par une distance énorme, dans l'exploitation de l'industrie du coton. Une partie de la Prusse, la Saxe, la Belgique, et surtout la Suisse y prennent aussi une large part. Nous nous en apercevons, car, à l'exception des tulles qui vont de l'Angleterre en Suisse, sans doute pour se déverser sur les pays voisins, les articles de coton qni transitent sur notre territoire proviennent des pays que nous venons de nommer.

Nos exportations comparées de 1843 ont été :

	FABRICATION FRANÇAISE.	FABRICATION ÉTRANGÈRE.
Tissus de coton et calicot, pour. . .	17,626,000 fr.	1,411,000 fr.
Toiles imprimées.	49,900,000	12.480,000
Mouchoirs et châles.	4,713,000	6,831,000
Draps et velours.	974,000	639,000
Tulles et gazes.	1,306,000	9,242,600
Mousseline.	1,052,000	5.151.000
Bonneterie.	1,092,000	332,000

Nous voyons ici les toiles imprimées de Suisse et d'Allemagne remplacer les nôtres dans ces exportations, les mouchoirs et les châles de l'étranger surpasser ceux de l'Alsace, et les mousselines de la Suisse et de la Saxe quintupler le chiffre de celles de Tarare et de Saint-Quentin, qui cependant ont paru si éclatantes et si belles à l'exposition qui vient de se fermer.

La variété des dessins et la richesse des couleurs, le cachet de notre génie inventeur renouvelant sans cesse des choses où la nouveauté paraissait devoir être épuisée, n'ont cependant pu garder nos fabriques de Sainte-Marie aux Mines et des riches vallées de l'Alsace contre l'envahissement du grand-duché de Berg et surtout de Glasgow. Cette dernière ville s'est substituée à nous dans tous les pays orientaux pour les cambayas et les mouchoirs rouges, dont une seule maison couvre pour ainsi dire le monde entier.

Les Anglais ont fait, il y a quelques mois, explorer en France la situation de l'industrie cotonnière (1). Ils ont trouvé que sur quatre mille filatures grandes ou petites, à l'exception de celles du Haut-Rhin, les métiers et les machines étaient dans un grand état d'imperfection ou de détérioration. Dans l'Alsace, on imitait les modèles anglais; mais l'établissement d'une filature bien ordonnée coûtait encore, malgré nos progrès, 30 pour 100 de plus qu'en Angleterre. Par l'emploi des cours d'eau, dont on peut disposer dans certains cantons, comme par exemple en Normandie, et ailleurs par une excessive économie dans le chauffage, on remédiait un peu à la cherté de la houille. Par défaut d'habileté, on employait, pour produire des numéros à finesse égale, des cotons d'une valeur de 20 à 22 francs par 100 kilogrammes de plus que cela ne se fait en Angleterre, et cela suffirait pour indiquer le désavantage dont nous sommes frappés.

Si ces détails sont exacts, comme nous le pensons, ils contribueraient à expliquer que c'est à la source première qu'est le mal, et que, lorsque nous aurons amélioré la filature, notre habileté dans la teinture et l'impression relèveront les parties les plus faibles de notre fabrication.

Notre infériorité dans la filature est telle, que, bien loin de prendre part à l'immense exportation en coton filé qui a lieu de la Grande-Bretagne, nous sommes obligés d'en recevoir d'elle, dans les numéros élevés, pour nos fabriques de mousseline, et cela en dépit des espérances que le droit protecteur avait fait concevoir il y a dix ans. La même cause, l'imperfection de nos filatures, et c'est une cause vitale, continue à empêcher le développement de notre commerce de bonneterie. Le Gard et l'Aube nous ont mis à même de juger à quelle énorme distance nous étions restés pour cet article. Soit en laine, soit en coton, la bonneterie est fort arriérée en France, et le haut prix paralyse non-seulement l'exportation, mais encore la consommation intérieure.

IV.

A Dieu ne plaise que personne puisse voir, dans cette esquisse rapide des tendances et des errements de l'industrie française, aucun dessein de rabaisser le mérite de nos laborieux manufacturiers. Nous nous sommes associé avec toute la

(1) *Manchester Guardian*, décembre 1843.

France dans le concert d'éloges où le nom de presque tous a été, à si juste titre, proclamé. A ces louanges le gouvernement est venu joindre de hautes et brillantes récompenses, proportionnées à ce que chacun a fait. Un jury éclairé et consciencieux livrera plus tard à la publicité le motif de ses décisions, et sans doute aussi quelque chose des éléments qui ont guidé ses appréciations. Là nous trouverons certainement, sur l'emploi de tant de produits variés, sur le poids dont ils sont dans la balance commerciale, de précieuses indications destinées à compléter les renseignements de l'enquête de 1834. Dix années se sont écoulées, et il serait important d'examiner si les promesses faites, si les améliorations espérées ont été obtenues et quelles causes ont pu les faire ajourner.

Un grand enseignement nous paraît caché sous les chiffres des tableaux de notre mouvement commercial. Là réside le principe qui doit raffermir et élever la puissance de la France. Agriculture, industrie, commerce, navigation, sont les premiers anneaux d'une chaîne qui se termine par la richesse, le revenu, la marine et le pouvoir.

Si nous insistons d'une manière si vive sur la nécessité pour la France de reconquérir pour ainsi dire la fabrication des articles courants et à bon marché, c'est encore que le système de prohibition absolue perd chaque jour de son terrain. L'Angleterre, qui n'a jamais reculé devant aucune mesure qui pouvait lui procurer un grand avantage, qui a fait autrefois la guerre à l'Espagne afin d'avoir le droit d'être seule à l'approvisionner d'esclaves, et qui la lui ferait volontiers aujourd'hui pour émanciper ces mêmes esclaves, afin de ruiner la Havane au profit de l'Inde britannique, l'Angleterre a inventé le système de prohibition, et ce stimulant a développé l'industrie chez elle. Aujourd'hui cette arme est usée, les représailles sont trop faciles depuis que les peuples s'entendent mieux, et la Grande-Bretagne y a renoncé. Il est vrai que partout des droits protecteurs fort élevés ont remplacé la prohibition; ce n'est pas la même chose. Les relations ne sont pas actives; cependant elles existent, et il y a échange des industries diverses. Nous seuls, pour quelques articles, notamment les tissus de laine et de coton, nous avons conservé les dispositions de nos lois de 1796, et nos manufacturiers se sont opposés à toute modification. Est-ce à dire qu'un changement n'arrivera jamais? Nous ne le pensons pas; l'opinion s'éclaire, et, comme nous l'avons déjà dit, l'interdiction complète ne nous a pas été favorable; elle prendra fin un jour, et malgré les droits protecteurs, tant élevés doivent-ils être, nous verrons des tissus étrangers. Pour que notre industrie résiste convenablement à cette concurrence, il est de son intérêt de produire à bon marché, de lutter sous ce rapport avec ce qui se fait ailleurs. Elle doit se garder d'être envahie, et en faisant ce qu'il faut pour cela, elle arrivera naturellement à reconquérir et à reprendre la place qu'elle devrait occuper dans les exportations.

Les expositions, comme nous l'avons vu, nous poussent constamment dans la voie contraire. La finesse, la beauté, l'éclat, c'est là tout ce qu'on répète parce que cela seul conduit aux distinctions. Le bon usage, la qualité intrinsèque, le bon marché, tout cela est dédaigné, et cependant c'est ce qui mène au débouché, au bien-être des populations, à la richesse du pays.

Toutes les nations chez qui le travail est honoré, et dont l'attention se porte sur le bien-être des classes pauvres et laborieuses, sont à la recherche de débouchés pour l'excédant de leurs produits. Faut-il, comme nous le faisons, s'adresser aux consommateurs étrangers pour leur offrir seulement les objets destinés au luxe et

à la richesse? ou faut-il avoir en vue les acheteurs de tous les étages, même les classes pauvres, et par conséquent les besoins journaliers et utiles chez tous les peuples? Cette question est grave, et pour nous, comme on l'a vu, la solution n'est pas douteuse; le grand commerce est celui qui se fait pour les masses.

Peut-être pourrait-on objecter que les ouvriers employés à des produits riches, créés au moyen d'une plus grande habileté de main-d'œuvre, sont mieux payés que ceux qui font un travail auquel tout le monde peut atteindre. Nous le concédons, quoiqu'il y ait de grands exemples du contraire : aussi n'entendons-nous pas qu'aucun travail soit supprimé; mais un moyen de donner de l'ouvrage à plus de monde est de s'occuper aussi des objets plus simples et appropriés à plus de besoins. Le salaire sera moins élevé en exigeant moins de science; mais, sous un climat moins dur que celui de l'Allemagne ou de l'Angleterre, avec plus de ressources pour une nourriture convenable, ce salaire peut être suffisant; puis encore, en faisant pénétrer certaines industries au milieu des travaux agricoles, l'existence de l'ouvrier aura deux points d'appui, et n'arrivera jamais à l'excès de misère où l'extrême division du travail a conduit des populations voisines.

A ce propos de salaires, nous n'avons pu nous défendre de pénibles impressions en voyant figurer à l'exposition des produits variés qui ont été confectionnés dans les maisons de reclusion. Nous concevons l'embarras de la société en présence des hommes qu'elle a rejetés de son sein; cependant, par le système qu'elle adopte, elle fait revivre pour eux toutes les conditions de l'esclavage et non les peines de la prison. Elle vend leur travail à un spéculateur qui en traite au meilleur marché possible, et qui, au moyen d'une tâche imposée et des moyens de coercition que lui accorde l'administration, s'efforce d'en tirer le plus grand parti. Certainement, c'est là le travail esclave, et peut-être n'aurions-nous pas à le blâmer, s'il ne venait pas s'interférer avec le travail de l'homme libre. Des travaux rudes et grossiers, dont l'extension est indéfinie, n'offrent aucun inconvénient, n'amènent aucune perturbation si la société y applique les criminels; mais le reclusionnaire qui travaille le cuivre, le marbre, fait des gants ou d'autres articles usuels, réduit, par sa position, le salaire de l'ouvrier qui lui fait concurrence : c'est exactement le travail esclave en présence du travail libre.

Les nombreuses colonies que la France avait semées sur le globe lui ont presque toutes été ravies. Dans son incurie inintelligente, elle a méconnu la valeur de celles qui lui restaient, et qui chaque année descendent un peu plus dans le cercle de misère qui leur est assigné. Personne ne s'occupe ni de les relever, ni de les remplacer, et quand des hommes forts et intelligents sont tentés d'essayer la fortune des contrées lointaines, tous reculent devant l'aspect misérable des pays qui appartiennent encore à la France. Quinze mille Français sont à Montevideo, et si le Mexique n'eût pas adopté des lois inhospitalières, on aurait peine à nombrer ceux de nos concitoyens qui l'habiteraient. Nos compatriotes vont partout, excepté où la France conserve son pouvoir; ceux de race germanique et leurs voisins les Souabes se rendent de concert aux États-Unis. De grandes forces sont perdues pour la France sans que ce sacrifice lui conquière nulle part un seul point d'appui. Nous n'avons ni possessions lointaines, ni peuples barbares à gouverner; notre situation commerciale exige d'autant plus d'études et de soins.

On n'obtient et on ne conserve des débouchés que par une activité et une surveillance de tous les jours. Si le progrès d'un rival se manifeste, il doit être combattu par un progrès égal; il ne faut pas que le sommeil gagne la France. On fait

le commerce chez elle, sans elle, sans s'inquiéter d'elle. Elle-même en prend peu de souci, et tout est dit quand on s'est mutuellement complimenté.

Nous n'avons pas à pénétrer dans le secret des délibérations du cabinet, mais là surtout l'esprit de suite et de tradition paraît manquer. Tantôt on néglige et on oublie les plus graves intérêts de nos relations commerciales anciennes; puis, une circonstance surgissant, on se passionne et on s'engoue pour d'autres errements. Un diplomate, déplacé par une considération politique, fait songer que la Chine a enfin consenti un traité avec une nation européenne, et l'on se dit que nous devons amener le céleste empire à une concession pareille. Un armement brillant emporte bientôt l'ambassadeur et sa suite et des délégués commerciaux, tous gens de mérite, charmés cependant d'avoir une longue traversée à faire pour acquérir dans le voyage quelque connaissance de ce qui se rattache à leur mission, et surtout des langues, même européennes, qui leur seront nécessaires, et que tous à peu près ignorent. La France reste les yeux fixés sur cette expédition, dont elle attend des renseignements jusqu'ici inconnus, et cependant qu'y a-t-il à apprendre de la Chine que tout le commerce et même le ministère ne sachent parfaitement? Si nos rapports avec les Chinois ont à se développer, ce sera par une consommation plus grande du thé, de quelques drogueries, de la porcelaine et des articles variés d'une industrie assez semblable à celle que nous nommons *articles de Paris*. Quant aux exportations, l'Angleterre nous paie chaque année une espèce de tribut pour renoncer au commerce immoral de l'opium ; ce qu'il y a de plus important ensuite se compose de coton filé, de calicot grande largeur, de draps d'une dimension appropriée et d'un prix modéré, de camelots, etc., toutes choses où notre infériorité est reconnue, parce qu'il ne s'agit plus d'articles de luxe, mais bien d'articles d'usage utile. Les Américains eux-mêmes savent tout cela, et tandis que nous délibérons sur les essais que nous voulons faire, la seule ville de Boston, aux États-Unis, a expédié, en 1843, pour les mers de l'Inde, de l'Orient et du Sud, soixante-six navires, dont seize à la seule destination de Canton et d'autres points de la Chine. Au reste, nous ne nous appesantirons pas sur cet incident dont le dénoûment arrivera bientôt. L'expédition a encore d'autres missions qui peut-être nous dédommageront, celle entre autres, non de rapporter des soies de la Chine, mais bien d'apprendre les méthodes de culture pour les rapporter chez nous.

Pour régulariser le développement de l'industrie française, pour contribuer à la placer dans des voies de durée indépendantes, autant qu'il se pourra, des caprices et des variations de la mode, il faut le concours du gouvernement aussi bien que celui du commerce. Le commerçant doit, à ses risques et périls, rechercher les débouchés, interroger les besoins des peuples divers, reconnaître ceux qui ne sont pas satisfaits, et aviser aux moyens d'y pourvoir qu'offre notre industrie. La tâche du gouvernement est de suivre pas à pas le commerce dans ses explorations, de veiller sur lui au moyen de notre marine, et de lui offrir l'appui d'agents consulaires avant même que le besoin s'en fasse sentir. Ces agents doivent avoir double mission, celle de protéger les nationaux, celle de s'informer des plaintes que leur manière de trafiquer pourrait exciter. Il n'y a personne qui ne sache qu'au retour d'une expédition lointaine, si un article d'exportation a réussi, le pacotilleur ne manque pas, en faisant une nouvelle commande, de dire au fabricant qu'il entend avoir *quelque chose de plus avantageux,* c'est-à-dire qu'en amoindrissant la qualité et le prix, on sauve l'apparence. L'article ainsi amoindri est porté au consommateur comme étant d'une valeur identique et n'est reconnu que

par l'usage. Les marchandises françaises vont ainsi en se discréditant, et notre renommée se perd sans retour.

Le système commercial de la France dans ses rapports avec l'étranger se rattache à quatre ou à cinq de nos départements ministériels. Les affaires étrangères règlent la diplomatie, nomment les consuls et les agents de qui nos négociants devront réclamer aide et protection ; la marine suit sur toutes les mers notre navigation marchande pour la soutenir et la défendre, et elle a la nomination des autorités des colonies ; les finances, gardiennes des intérêts du trésor, entendent être écoutées dans toutes les questions de taxes et de tarifs. Enfin, arrive ce que nous appelons le ministère de l'agriculture et du commerce, qui demande à chacun des autres les renseignements et les informations qui ne lui parviennent ainsi que par voie indirecte. Limité dans sa juridiction, plus limité encore dans ses moyens d'agir, il ne touche par lui-même presque à rien d'important, et émet seulement des opinions sans pouvoir les faire prévaloir. Les idées d'assimilation et de centralisation, qui nous préoccupent plus que le résultat même de l'action gouvernementale, ont ainsi réglé les choses de l'administration, qu'un ministre demande un travail à un directeur, qui le demande à un chef de bureau, qui parfois transmet la demande à un autre employé. Le rapport remonte par la même voie accompagné de notes successives, refondu s'il y a lieu dans son cours, mais sans être jamais le produit d'une discussion sérieuse, car tout s'est passé entre le supérieur et l'inférieur. Au-dessous du ministre, chaque homme est un rouage et se garde bien de sortir de son engrenage, car la hiérarchie en serait affectée. Que peut-on attendre de sérieux, de grand, de suivi, d'une semblable organisation pour la prospérité commerciale du pays? Où se trouveront les traditions, le souvenir des entreprises dès longtemps conçues et méditées, enfin le plan d'ensemble qui doit guider même les successeurs que la politique des temps et des hommes doit amener? Nous concevons un *ministre président du bureau de commerce,* un homme politique changeant avec les partis, s'il le faut, mais s'appuyant, dans de si grands intérêts, sur l'avis discuté devant lui par les membres d'un bureau choisi dans des hommes de capacité et d'expérience, n'éprouvant guère d'autres mutations que celle qu'entraîne le cours de la vie humaine et enfantant des résolutions empreintes d'un esprit de force et de durée. Un semblable bureau, auquel viendraient prendre place, à titre égal, des directeurs pris dans les autres branches d'administration dont le concours est nécessaire, pourrait délibérer en présence même de tous ceux des ministres qui y seraient intéressés. Tous sortiraient de cette réunion éclairés pour le conseil qui lui succèderait. Le bureau de commerce rendrait superflues ces commissions temporaires dont un si petit nombre termine ses travaux par une délibération utile et praticable; il rendrait encore inutile le conseil supérieur, qui renferme des noms illustres, mais si peu d'hommes éclairés par la pratique des affaires du temps présent. L'avenir du peu de colonies qui nous restent, la création d'établissements nouveaux, nos rapports commerciaux avec tous les peuples, la dignité du nom français, les intérêts de notre marine, la direction de notre industrie, seraient des sujets perpétuels de méditation; la confiance du commerce s'en accroîtrait, et peut-être verrait-on cesser la répugnance des maisons françaises à fonder des comptoirs dans les pays lointains.

La paix entre les grandes puissances est rétablie depuis trente ans, et malgré les nuages que les événements peuvent soulever, elle est trop dans les intérêts de tous les peuples et de tous les gouvernements pour que les passions les plus

vives puissent la troubler. La guerre mettrait le commerce du monde aux mains des nations qui garderaient la neutralité, et personne ne veut grandir ses rivaux en fortune et en richesse. Le monde est donc ouvert à tous ceux qui voudront et sauront l'exploiter : non pas qu'il n'y ait bien des pays déjà soustraits à l'activité générale, monopolisés par le protectorat ou la colonisation ; mais ce qu'il en reste offre encore d'immenses ressources, et le commerce français ne peut se décourager. Le devoir du gouvernement est de l'accompagner dans ses travaux, de placer, partout où nos nationaux peuvent être appelés, des agents consulaires en nombre suffisant pour que la protection ne fasse jamais défaut. Non-seulement de semblables emplois doivent être le partage d'hommes dignes, éclairés et fermes, capables de faire respecter le pavillon qui flottera sur leur demeure; mais, en exigeant d'eux de grandes qualités et des connaissances variées, il faut que le pouvoir leur donne les moyens d'exercer sur ce qui les entoure une influence légitime et de soutenir le rang qu'ils ont à garder. Dans les deux Amériques, en Asie, dans les pays orientaux, dans le Levant, nos consuls doivent vivre sur le pied d'égalité avec les agents des autres nations européennes; autrement leurs efforts se trouveraient paralysés. Le pays ne peut reculer sans honte devant des sacrifices dont le but, après tout, est d'assurer à la France une part plus grande dans le trafic du globe. A Manille, à Canton, à Macao, à Calcutta, à Bombay, etc., partout enfin, c'est à des maisons anglaises ou américaines que nos négociants et nos capitaines sont réduits à se consigner, et des comptoirs français seront plus faciles à fonder, quand des consuls considérés et puissants les décideront par leur présence.

Nous sommes tenté de penser qu'une exposition comme celle qui vient de se clore devrait être remplacée par une institution bien autrement profitable; ce serait celle qui réunirait et mettrait sous nos yeux les produits étrangers, soit ceux qui nous font concurrence, soit ceux de pays lointains susceptibles de nous servir de modèles. L'instruction que nos fabricants ont reçue l'un de l'autre, cette instruction qu'ils ont donnée à l'étranger, ils la recevraient à leur tour, et le profit ne pourrait qu'en être immense.

Comme le président du jury (1), nous avons admiré *la magnificence de nos soieries,* en déplorant que les soieries unies, les rubans, les velours de Creveld, produits de l'Angleterre, de la Suisse et de la Prusse, prissent notre place à l'étranger; — *la finesse de nos tissus, la perfection de nos dentelles,* en regrettant de voir que, si nous faisons de la batiste, nous avons besoin de l'Angleterre pour avoir du fil, et de la Belgique pour avoir de la toile; — *la légèreté de nos châles,* en craignant qu'un retour de mode ne vienne quelque jour compromettre une industrie qui exporte aujourd'hui pour 27 millions, tandis que la draperie, fabrication sûre et régulière, reste stationnaire ou décroît; — *la richesse de nos tapis*, qui à la vérité ne font pas de grands progrès dans l'usage domestique, parce que le haut prix les bannit des demeures modestes. Sur presque tout le reste nous adhérons à des louanges qui n'ont été répudiées par personne. Cependant, quand le but est aussi sérieux, les jouissances de la vanité devraient être comptées pour peu de chose.

D.-L. RODET.

(1) Discours de M. Thénard, *Moniteur* du 31 juillet.

LES

CAISSES D'ÉPARGNE.

L'ancien régime avait couvert la France d'ordres religieux que la révolution a détruits ; le vide laissé par ces institutions grandes et disparues, que le temps avait formées et que le temps a renversées, se fait encore sentir dans la situation troublée de notre industrie. L'assemblée constituante, en réorganisant la France sur les bases nouvelles de la philosophie et de la liberté, s'aperçut, au sourd malaise des consciences, qu'elle commençait une ère de transition dont elle ne verrait pas le terme. Elle ébaucha à grands traits un système économique sur lequel nous vivons encore à cette heure, mais qui laisse en dehors de soi, il faut le reconnaître, de graves questions et d'immenses intérêts. Cette assemblée, qui osa tout le reste, recula effrayée devant la solution du problème de la misère. N'ayant point le loisir de s'arrêter dans un temps où tout marchait, elle passa outre, et nous légua un avenir chargé des orages que cette question soulève quand elle s'agite chez un peuple. Les gouvernements qui se sont succédé ont péri devant ce fantôme menaçant, toujours debout sur la route de l'avenir, comme celui que les compagnons de Gama rencontrèrent sur le chemin du Nouveau-Monde. La république avait tenté de forcer le passage à l'aide d'efforts gigantesques ; elle attaqua le problème par toutes les armes qu'elle avait alors dans la main, la destruction, les assignats, le maximum ; or, si la force est impuissante, c'est surtout lorsqu'il s'agit d'organiser dans une société comme la nôtre une position stable et régulière : elle échoua. L'empire n'eut presque point à s'inquiéter du sort des classes ouvrières dont il employait les bras à une guerre éternelle ; c'était une besogne toute trouvée. La restauration comprima les forces vives du pays, et avec elles les idées sourdement militantes qui agitaient la surface du peuple ; mais comprimer n'est pas régner : elle en fit l'épreuve en tombant. Le gouvernement de juillet hérita de l'expérience et des embarras de ses devanciers ; dès son début, il se trouva en présence de ces questions un instant amorties qui se redressèrent bientôt avec des mouvements formidables. Les partis choisirent précisément pour y établir leur champ de bataille ce problème du travail et de la subsistance qui avait résisté à la

gloire de l'empire comme aux froids dédains du gouvernement déchu. L'ordre fondé en 1830 est sorti victorieusement de la lutte. Ce résultat, il le doit surtout aux principes économiques où il a puisé toute sa force. Dans un temps où les intérêts ont pris la place des croyances, le moyen de s'en faire une défense, un rempart, c'est de les associer, de les unir, de les souder, pour ainsi dire, les uns aux autres dans ce qu'ils ont de commun. Aux institutions religieuses, irrévocablement détruites, doivent succéder des institutions économiques qui les remplacent dans leur destination tutélaire. Ce besoin s'est traduit depuis quelques années, en France, par des tentatives incroyables. Passons sur les cendres encore tièdes de ces entreprises colossales qui, sous le nom de commandites, ont agité la fortune publique. Il ne faut pas s'effrayer des ruines dans une voie et sur un sol inconnus qui tremblent encore des dernières secousses que leur a imprimées la chute d'une société établie par plus de huit siècles. Aujourd'hui une foule innombrable de compagnies mutuelles d'assurance s'élèvent sur des millions, les unes bonnes, les autres mauvaises, mais toutes fondées autour de ce principe vital, l'association. Au milieu de ces caisses, de ces banques créées par la spéculation, et sur lesquelles l'état étend plus ou moins sa surveillance, il existe une institution qui les efface toutes : nous voulons parler de la caisse d'épargne. Ce n'est pas seulement par la masse de son numéraire qu'elle défie toute rivalité, sa destination la rend encore plus précieuse à nos yeux ; la caisse d'épargne est le grand livre des ouvriers.

La véritable origine des caisses d'épargne doit être rapportée à l'Angleterre, ou, pour mieux dire, à l'Écosse. La Suisse a revendiqué l'honneur de cette création ; mais les caisses d'épargne, si l'on peut leur donner ce nom, qui existaient, depuis un grand nombre d'années, dans le pays, étaient complétement inconnues au dehors : il ne serait jamais venu à personne l'idée d'aller les chercher là, et, de plus, le système sur lequel elles étaient fondées méritait peu de trouver des imitateurs. Par une force d'attraction peu commune, l'institution, à peine établie en Angleterre, fut exportée en France ; deux années lui suffirent pour traverser le détroit : 1816 avait vu fonder la première caisse d'épargne à Londres, 1818 vit naître la caisse d'épargne de Paris.

Nous devons arrêter un instant nos regards sur ces caisses d'épargne d'Angleterre, qui ont servi de modèle aux nôtres ; leur but fut celui-ci : ouvrir aux plus basses classes de la société un lieu de dépôt pour leurs petites économies, en leur accordant, chaque mois, un intérêt raisonnable, et en leur laissant d'ailleurs toute liberté de retirer leur argent, en tout ou en partie, à quelque époque que ce soit. Un écrivain français signala, en 1817, le système d'organisation de la caisse d'Édimbourg, qui était et qui est encore la plus importante des trois royaumes. On y reçoit toute somme au-dessus d'un shelling ; mais, quand la masse des dépôts d'un individu s'est une fois élevée à 10 livres sterling (dix louis), on lui ouvre alors un crédit équivalent sur une forte maison de banque, et la caisse d'épargne continue d'enregistrer, comme par le passé, ses économies. Les résultats de ces petits placements sont plus considérables qu'on ne l'imaginerait d'abord : une épargne de 2 shellings par semaine, continuée exactement pendant vingt années, s'élèvera à un capital de 104 livres 12 shellings (2,510 fr. 50 c.) ; ce qui, avec les intérêts, calculés sur les statuts de la banque d'Édimbourg, donne une somme de 157 livres sterling (3,768 francs). Les caisses d'épargne, comme on le voit, ont donc été fondées sur ce double principe, que les petits courants forment les grands fleuves, par suite des accroissements continus, et que le moyen de toute améliora-

tion dans la condition matérielle des hommes, c'est le sacrifice des convoitises du moment au bien-être de l'avenir.

Le dimanche 15 novembre 1818, un certain nombre de banquiers, à la tête desquels se trouvait M. Benjamin Delessert, sous la présidence de M. le duc de Larochefoucauld-Liancourt, ouvrirent la première caisse d'épargne française, qui rencontra plus d'un genre d'obstacles. Le gouvernement d'alors envisageait avec une sourde défiance les progrès d'une institution qui contrariait ses desseins; loin de rien faire pour propager les secours de la prévoyance, il employa sa puissance à les limiter; tandis que l'Angleterre se couvrait de caisses d'épargne, il n'en existait pas en France plus d'une dizaine au moment de la révolution de juillet. Le nouvel établissement eut surtout à lutter contre une autre institution fameuse, qui flattait par ses promesses séduisantes la misère du peuple. Au reste, le résultat de ce duel ne pouvait être longtemps douteux; la victoire pencha du côté des doctrines économiques de l'époque et de l'inexorable bon sens : la caisse d'épargne venait de naître, la loterie disparut.

Il ne faut calomnier personne; aujourd'hui surtout que la loterie est au rang des institutions déchues, il convient de la juger avec impartialité. La loterie s'appuyait sur un sentiment de la nature humaine dont les pères de l'église avaient fait une vertu théologale, dont les physiologistes modernes ont fait un organe du cerveau; ce sentiment est l'espérance. Quand la foi au paradis vint à pâlir, la société eut besoin d'une institution aléatoire qui plaçât dans cette vie l'attente d'un meilleur sort. En faisant luire aux yeux de la classe souffrante le miroir des illusions, la loterie flattait cet instinct du merveilleux qui avait été si longtemps exalté par les croyances du moyen âge. La loterie s'associait d'ailleurs plus qu'on ne croit au sentiment religieux : combien de cierges allumés par de vieilles femmes sur les triangles en fer de nos églises, dans l'attente d'un extrait, d'un ambe ou d'un terne! Que de sous tombés dans le tronc du culte, auxquels on demandait des pièces blanches! Au point de vue matériel, cette institution se soutenait par le désir du gain; si l'on peut définir la pauvreté un billet non gagnant dans la loterie de la vie, l'homme auquel ce triste lot était échu avait peut-être quelque droit de demander à remettre la main dans l'urne : ce second tirage pouvait corriger pour lui le tirage de la naissance. Ces raisonnements ne trouvèrent pas grâce devant la froide logique des publicistes : presque tous, scandalisés des abus d'une institution qui dévorait les économies de la classe pauvre, la condamnèrent comme immorale. En retirant la loterie, on a enlevé du monde une grande poésie, celle du hasard; mais il faut reconnaître que cette poésie était ruineuse pour le peuple, et qu'on a bien fait d'y substituer un système d'épargne plus en rapport avec les mœurs économiques de notre siècle. La restauration était le gouvernement des croyances; le nouveau pouvoir était le gouvernement de la raison et des intérêts matériels : le premier avait favorisé la loterie, le second la frappa.

La révolution de 1830 imprima aux caisses d'épargne un mouvement considérable; les doctrines sur lesquelles leur prospérité devait s'établir furent soutenues par tous les hommes qui s'intéressaient à la monarchie fondée en juillet. Voici en quelques mots ses doctrines conservatrices : amasser un bien solide sur lequel le hasard ne domine pas, chercher des appuis dans le travail et dans l'économie, étendre aux années futures les précautions dictées par la sagesse. Ce langage est sévère; les rêveurs et les poëtes aimeront mieux celui du Christ, lorsque, faisant observer au peuple la splendeur des lis, qui ne travaillent ni ne filent, et la douce

insouciance des oiseaux du ciel, qui n'amassent pas de blé pour l'hiver dans des greniers, il exhortait les hommes à la confiance en Dieu. Aujourd'hui, ce beau langage ne serait plus de nature à être écouté; l'état conseille sans cesse au peuple, malgré l'Évangile, de songer au lendemain, de s'inquiéter des vêtements qu'il portera dans la saison froide, et du pain qu'il mangera dans ses vieux jours. Que faire à cela? C'est la doctrine du siècle, c'est celle de la philosophie et du bon sens. La nature s'occupe bien tous les ans de filer de ses doigts délicats la tunique des lis; mais la société ne se charge pas de fournir des habits à ses enfants : les oisifs ou les imprévoyants courent donc grand risque d'aller tout nus parmi les fleurs écloses Il faut nous résigner à vivre économiquement et prosaïquement. C'est la loi du temps; nos regrets n'y peuvent rien changer. Les sociétés modernes ne défendent pas à l'homme de demander son pain de chaque jour à notre père qui est aux cieux; mais elles lui conseillent surtout de le demander à ses bras, à son intelligence, à son travail. On ne connaît plus guère cette aveugle Providence, qui, étant censée élargir ses mains sur toutes les créatures, pouvait engendrer chez l'homme la paresse, l'oubli du lendemain, l'incurie pour lui et pour les siens de la stérile vieillesse; on croit aujourd'hui à la providence du sage, qui, tout en se confiant dans la bonté du Créateur, veille néanmoins lui-même sans cesse pour éloigner de son patrimoine les chances de ruine et pour accroître le bien-être autour de sa famille, la providence, en un mot, de l'homme qui prend pour devise le précepte du fabuliste : *Aide-toi, le ciel t'aidera.*

L'église a été obligée de subir elle-même l'influence des idées économiques; une caisse d'épargne a été fondée à Rome, et Grégoire XVI a recommandé du haut de son siége l'usage de cet établissement, comme utile aux bonnes mœurs. « Le jour du Seigneur, s'écrie-t-il, sera mieux sanctifié, parce qu'on y épargnera l'argent dépensé à jouer ou à boire. » Au nombre des services publics que les caisses d'épargne sont appelées à rendre, le saint-père signale encore celui-ci : *Les délits diminueront, car la misère et la faim conduisent certainement au mal.* Presque tous les gouvernements se sont empressés d'accueillir une institution qui devait les affermir contre l'esprit de désordre et contre les suites du malaise dans les classes ouvrières. La fortune de l'état, enfermant en soi tant de fortunes particulières, les intéresse toutes à sa stabilité.

L'économie n'est pas une vertu nouvelle dans la classe bourgeoise; l'histoire de la bourgeoisie nous présente, au contraire, un système d'économie opiniâtre, suivi sans relâche durant huit siècles, et arrivant pas à pas à son but, c'est-à-dire à la révolution de 89. C'est au moyen de l'épargne que le serf primitif a racheté sa personne d'abord, et ensuite une à une toutes ses libertés, violemment confisquées par le régime féodal. La bourgeoisie en France avait inventé la caisse d'épargne longtemps avant 1818; cette caisse était le territoire sur lequel sans cesse elle plaçait le produit de son travail, et dont elle finit par devenir propriétaire. Il n'en était pas de même du peuple. Pauvre et prodigue, ce dernier dissipait les fruits de son dur labeur. Il y a trente ans, l'ouvrier vivait encore au jour le jour; il ignorait les ressources de cette faculté utile qui a fait la réputation de la fourmi. Son imprévoyance avait souvent des suites funestes. Que faisait-il dans la belle saison et quand l'ouvrage allait bien? Soir et matin, à tout venant, il chantait, ne vous déplaise, au cabaret du coin; mais après l'été venaient les temps de bise et de chômage : il lui arrivait souvent d'être réduit à subir le froid et la faim. Que devenir? Il songeait alors à emprunter, comme la cigale de la fable. Par malheur, la bourgeoisie n'est pas prê-

teuse, ou elle ne prête qu'à gros intérêts et sur nantissement. Il fallait donc porter ses vêtements et son linge au mont-de-piété, qui avance d'une main et qui retire de l'autre; après les habits, on s'en prenait aux meubles, qu'on vendait pour avoir du pain. Tout cela était triste et déchirant; on jurait alors, mais un peu tard, qu'on ne se laisserait plus aller à la dissipation, sœur de la misère; puis revenaient des temps meilleurs, et l'on recommençait la même vie insouciante. Des habitudes d'ordre et de prévoyance ne se forment pas en un jour dans le sein d'une classe de la société qui a justement contracté des habitudes contraires; il a fallu du temps à l'institution de la caisse d'épargne pour faire pénétrer son esprit dans les masses et pour vaincre la résistance des mœurs plebéiennes. C'est à ces obstacles invétérés qui ont entouré sa marche dans les commencements qu'on doit surtout rapporter la lenteur de ses progrès durant les dix premières années. Dans la voie de l'économie, comme dans celle du désordre, ce n'est que le premier pas qui coûte. L'épargne attire l'épargne; celui qui a amassé une fois veut amasser encore. Ce résultat devient de jour en jour plus sensible dans la classe ouvrière; quelques publicistes commencent même à s'alarmer du succès moral des caisses d'épargne; en créant la prévoyance dans les masses, elles y ont créé l'égoïsme. On rencontre dans le peuple moins de charité mutuelle qu'autrefois, moins de ce désintéressement et de cette bienveillance fraternelle qui ont fait dire à Béranger : « Vivent les gueux, ils s'aiment entre eux ! » Les gueux ne s'aiment plus guère; ils commencent à adopter la devise économique de la bourgeoisie : chacun pour soi Seulement il est peut-être injuste d'accuser ici une institution du principe même qui l'a fondée; les caisses d'épargne ne sont pas la cause, mais la suite et l'expression de ce mouvement d'individualisme qui entraîne à cette heure les sociétés. Il est plus facile de déclamer contre cette tendance que de l'arrêter; nous croyons que les meilleures résistances se briseraient à lutter contre cette force fatale; il faut accepter ce qui vient du peuple et ce qui vient de Dieu. L'économie a aussi sa grandeur, puisque c'est par elle que la liberté est entrée dans les états généraux.

Exhorter la classe ouvrière à se former de ses épargnes une réserve pour l'avenir, c'est lui indiquer le chemin qui a conduit la bourgeoisie, sans secousses et sans spoliations, au rachat de ses droits politiques. La même cause produirait, dans un temps donné, les mêmes effets chez cette portion inférieure du peuple qui a vainement tenté d'améliorer son sort par les soulèvements de la force. Un vaste système d'épargne, suivi avec courage, amènerait, sans bouleversements, ce grand résultat vers lequel marchait un instinct aveugle et stérile de destruction : transformer peu à peu l'ouvrier en artisan, le prolétaire en propriétaire de ses instruments de travail. Or, la propriété se forme, dans les classes pauvres du travail qui acquiert, de l'économie qui conserve, et de la prévoyance qui place à intérêt les fruits de l'économie. Le gouvernement, loin de s'effrayer de ce progrès, doit tendre lui-même à l'accomplir. La force et la durée d'un état ne s'établissent que sur la prospérité de tous : à la providence ancienne, qui laissait l'homme dans l'incertitude de ses voies, doit succéder maintenant une providence sociale, dont la main active et visible s'étende à toutes les existences rassurées. Plus que toute autre institution, la caisse d'épargne nous semble de nature à créer dans les familles les habitudes d'ordre et de confiance qui intéressent la stabilité des pouvoirs. Le père chargé d'ans pourrait reposer tranquillement sa tête sur l'oreiller de la tombe sans entrevoir pour ses fils, et surtout pour ses filles, un avenir gros de tentations, de périls et de déshonneur, que ces sacrifices auraient conjuré. Cette source ouverte à l'hérédité par le labeur et

l'économie finirait de la sorte par tarir la misère. De tels résultats seront lents à paraître, mais il faut se souvenir que Dieu a semé les institutions utiles à travers l'espace et le temps, comme pour servir de marque à sa toute-puissance et de témoignage de notre faiblesse.

Créer la propriété chez une classe étrangère à ses bienfaits est une œuvre immense qui ne peut sortir que du travail des siècles. Nous savons pourtant qu'il n'existe pas d'autres sources d'aisance pour une classe de la société que la lente succession des efforts : les moyens violents peuvent faire naître une propriété vague, éventuelle, fugitive, qui s'en aille comme elle est venue, mais non une propriété assise qui se conserve et se transmette. Il faut, pour réaliser cette dernière, une suite de travaux et d'économies incessantes qui s'ajoutent séculairement les uns aux autres, comme les grains de sable dont l'entassement a formé les montagnes du globe. Il est seulement bon que l'état accoutume les classes ouvrières à s'appuyer sur sa protection. Les caisses d'épargne atteignent ce but : elles élèvent le peuple sans le détacher de cette classe moyenne avec laquelle il a tant de liens profonds et nécessaires. La bourgeoisie est intéressée à l'amélioration du sort des travailleurs, ne fût-ce que pour faire disparaître cette plaie hideuse du paupérisme qui ronge et défigure les sociétés modernes. Des esprits que la fortune retient captifs dans ses délices n'ont peut-être jamais regardé aux souffrances de la classe déshéritée : il n'en est pas moins vrai que ces souffrances existent. Les statistiques sont là pour répondre aux froides dénégations de l'égoïsme. Encore cette misère officielle, enregistrée, chiffrée dans les livres, ne représente-t-elle qu'un côté du malaise de la société : à côté d'elle, il y a la misère anonyme, honteuse, inconnue, qui s'enveloppe dans son manteau troué. Combien de familles dans le dénûment rejettent les dons d'une charité publique qu'il faut conquérir par des certificats! Combien d'âmes encore raides et fières sous la chape de plomb de la nécessité refusent de se baisser pour ramasser à terre une aumône inscrite sur le livre de la mairie! Ce n'est pas tout : les caisses d'épargne ne sont pas fondées seulement pour le peuple, pour cette classe d'hommes sans lendemain, dont le travail est le seul capital, mais aussi pour la petite bourgeoisie, pour cette classe intermédiaire, si nombreuse, qui se voit menacée plus que toute autre par la concurrence. Les pertes et les ruines subites entrent par trop d'endroits dans la fortune des petits commerçants pour pouvoir être arrêtées de toutes parts; la prévoyance leur conseille donc de s'affermir ailleurs et de chercher dans un placement de fonds assuré une ancre contre les instabilités du négoce.

On a dit qu'il était plus facile d'acquérir que de conserver. Ceci est surtout vrai du commerce de notre époque, soumis à mille chances aléatoires et mobiles; cela est même vrai du travail, sans cesse variable et inégalement rétribué. Autrefois, quand la société était calme, quand les générations se succédaient autour du centre immuable de l'église; quand des ordres religieux, riches et puissants, employaient de siècle en siècle dans les campagnes un nombre considérable d'ouvriers; quand la fortune ne se déplaçait guère de certaines familles, chez lesquelles le temps l'avait pour ainsi dire consacrée, on comprend que l'insouciance pût se reposer sur le présent. Il n'en est plus de même aujourd'hui : il faut compter à cette heure non-seulement avec le présent, mais encore avec l'avenir, car ce dernier fait prendre çà et là aux événements humains une face inattendue. Ne voyons-nous pas chaque jour des fortunes subites mettre à décroître et à s'évanouir la même rapidité qu'elles avaient mise à se former sous nos yeux? Il est donc devenu né-

cessaire de songer au lendemain. Au milieu de cette situation tempêtueuse qui dérange à chaque instant toutes les prévisions, un immense besoin se fait sentir, celui de s'abriter sous des institutions nouvelles. C'est à l'économie politique de remplir le vide laissé par la disparition des ordres religieux ; elle y parviendra en créant des établissements sages et tutélaires, où le travailleur trouve le moyen d'appuyer ses forces à celles de l'association. Les caisses d'épargne, si elles étaient établies sur une base large et populaire, rendraient sous ce rapport d'éminents services. Ces institutions seraient profitables à tous les points de vue : au point de vue moral, en ce qu'elles développent chez les classes laborieuses le sentiment de la prévoyance et du sacrifice, qui servent de germe à toutes les vertus sociales ; au point de vue politique, en ce qu'elles créent chez les générations futures, qui participeront de la sorte au bienfait de l'hérédité, un véritable amour de l'ordre; au point de vue industriel, en ce que, par la réunion des capitaux, elles permettraient un mouvement de fonds considérable pour alimenter le commerce, l'agriculture, la navigation.

Nous allons achever en quelques traits l'histoire des caisses d'épargne en France. Cette institution, qui avait jusqu'alors vécu sous le régime des ordonnances, passa en 1835 sous celui de la loi. L'usage des fonds déposés à la caisse d'épargne a subi quelques modifications. La loi du 5 juin 1835 avait laissé au trésor la gestion de l'argent des caisses d'épargne ; il en résultait plusieurs inconvénients : le plus grave de tous était d'absorber des sommes considérables et de les condamner à l'inaction, les règlements de la trésorerie lui défendant de placer ses capitaux au dehors. Une autre loi, celle de mars 1837, se proposa de remédier au mal, en chargeant du service des caisses d'épargne la caisse des dépôts et consignations, plus libre dans ses allures, et qui peut à volonté employer ses fonds, soit en rentes sur l'état, soit en actions des canaux, soit en prêts aux communes, soit enfin en bons royaux. C'était un pas bien débile sans doute et bien timide, mais enfin c'était un pas vers la mobilisation du capital des caisses d'épargne. Le plus grave reproche, et selon nous le plus fondé, que les adversaires de cette institution renouvellent sans cesse, est en effet que la caisse d'épargne retire du commerce des fonds énormes, sans leur imprimer une activité, sans les faire vivre en quelque sorte ; car l'argent dans un état vit et respire comme le sang par la circulation. Malheureusement ce progrès, si faible qu'il fût, se vit bientôt lui-même entravé dans sa marche par des obstacles matériels. Pendant un temps, la caisse des dépôts et consignations put acheter des rentes au-dessous du pair ; mais les fonds des caisses d'épargne allant toujours croissant, et d'un autre côté, la rente cessant de présenter un intérêt égal à celui qui est dû aux caisses d'épargne (4 pour 100), la caisse des dépôts et consignations ne se soucia pas de rester à découvert, et au lieu de continuer ses emplois de fonds, elle préféra en laisser la plus grande partie au trésor. Voilà donc l'institution retombée, à peu de différence près, sous le régime vicieux de 1835. Les administrateurs conviennent eux-mêmes que cet état de choses n'est pas régulier. Pour rétablir l'équilibre, il est question d'employer dans un avenir prochain 100 ou 150 millions provenant des caisses d'épargne. Nous croyons que le choix des administrateurs n'est pas fixé sur l'exercice qu'il conviendrait d'imprimer à cette masse de capitaux.

Pour mieux juger la situation financière de nos caisses d'épargne, il faut la placer en face de ce qui existe de l'autre côté du détroit : les caisses d'épargne d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande réunies, possèdent aujourd'hui plus de 650 mil-

lions; celles de France n'en ont pas plus de 360. La différence en moins provient de la lenteur avec laquelle, pendant les premières années, l'institution s'est développée dans les départements. La France, demeurée un instant au-dessous de ses industrieux voisins, tend à reprendre son rang · l'augmentation en sommes déposées, dans les cinq dernières années, a été de 41 millions. Si ce progrès continuait dans la même proportion pendant douze ans, le nombre total des déposants à la caisse d'épargne de *Paris seulement* se trouverait être de trois cent mille, auxquels il serait dû environ 200 millions. L'accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne des départements est encore plus considérable qu'à Paris, et l'œil de l'économiste entrevoit déjà le moment où l'institution sera dépositaire dans tout le royaume de plus d'un milliard. Cette prospérité est si grande, qu'elle commence à jeter l'alarme dans certains esprits ; on s'effraie d'un succès qu'on a provoqué, et déjà les caisses d'épargne sont accusées de trop bien remplir leur destination. Nous ne nous dissimulons pas ce que cette accusation a malheureusement de trop fondé : s'il survenait une crise, si une panique excitée par des événements imprévus arrivait à jeter la perturbation dans les affaires, les 360 millions que les caisses d'épargne ont maintenant en dépôt seraient redemandés. En 1840, alors que la menace de la guerre sema dans les esprits un commencement d'inquiétude, les remboursements des dépôts d'épargne dépassèrent les versements de 400,000 fr., puis le mois suivant (octobre) de 4 millions. Or, ce sont ces années de bruits de guerre et de crainte sourde que les adversaires des caisses d'épargne prennent avec raison pour point de comparaison des périls futurs. Que fera l'état, quand une population inquiète, turbulente, livrée par avance à toutes les terreurs de la faim, viendra s'entasser dans la rue à la porte de la caisse, pour réclamer son argent? Ne restera-t-il pas lui-même les mains vides, pris qu'il sera au dépourvu entre des obligations énormes et la nécessité de faire face à des événements qui menacent le pays? Que résultera-t-il de cet embarras inévitable? Une perte affreuse pour les déposants, et pour le gouvernement, disons le mot, une banqueroute.

Une commission s'est formée très-récemment, dans le but de prendre des mesures pour que des demandes de remboursement subites et trop considérables ne viennent point à amener quelque désastre. On a proposé et discuté longuement divers moyens plus ou moins capables de conjurer les éventualités de la peur ; quelques-uns étaient d'avis qu'on trouverait un remède aux inconvénients de la position actuelle dans l'augmentation du délai entre la demande et le remboursement ; ils estimaient qu'on pouvait fixer ce délai à six semaines. Ce terme leur paraissait suffisant pour donner à l'opinion publique le temps de se calmer, et pour prendre toutes les mesures que les circonstances rendraient nécessaires. Les hommes de pratique ont rejeté ce moyen comme dangereux ; l'expérience a au contraire démontré dans les années orageuses, à la suite des émeutes qui ont ébranlé Paris, que le meilleur moyen de rassurer les déposants pâles et agités qui venaient en hâte retirer leurs mises était de leur montrer de l'argent. Quelques-uns perdaient à l'instant même une résolution dictée par la peur, en voyant la facilité qu'ils avaient de rentrer dans leurs créances. La véritable manière pour ne pas être contraint à payer, c'est de montrer qu'on en a les moyens. D'autres déposants qui avaient retiré leur somme s'en trouvaient bientôt embarrassés, et venaient la rapporter au bout de quelques jours, non sans l'avoir légèrement écornée çà et là aux folles dépenses de la vie ; ils juraient alors, honteux et contrits, de ne plus se laisser prendre à la crainte.

Après avoir longtemps envisagé la difficulté sous toutes ses faces, l'avis de la commission a été qu'il n'y avait rien à faire. Les adversaires des caisses d'épargne prendront cette conclusion pour une déroute; ils diront que le problème, resté insoluble, ayant vaincu les esprits les plus capables, les dangers de cette institution subsistent tout entiers. Il y a sans doute là un inconvénient que tout le monde admet, mais il ne faut pas l'exagérer. Il faut surtout se défendre de cette prévoyance ombrageuse qui va toujours chercher ses obstacles dans l'exception, dans la conjecture, dans l'éventualité, et qui se prive de faire le bien dans un présent certain, par la crainte souvent imaginaire d'un avenir douteux et chimérique. Sans doute on ne doit pas s'endormir dans un quiétisme aveugle quand il s'agit d'intérêts, et surtout des intérêts de la classe laborieuse, mais les alarmistes ont aussi le défaut de tout troubler sans rien fonder ni rien modifier. Pour que la caisse d'épargne fût renversée, il faudrait autre chose qu'une émeute, autre chose qu'une panique, autre chose même qu'une guerre étrangère; il faudrait une invasion. Oui, il faudrait que la France fût conquise, anéantie, démembrée, qu'elle eût cessé d'être la France. Eh bien! nous le demandons, quelle est l'institution qui survivrait à cette mort nationale? Aucune, assurément. La caisse d'épargne, en s'abîmant dans une catastrophe et une tourmente universelles, ne ferait donc que subir une loi inévitable. Éloignons de nos regards cette triste et fantastique prévision de maux que la main de la Providence écartera à jamais de notre pays. Ajoutons, pour nous rassurer et pour raffermir la confiance dans cette masse si nombreuse de travailleurs qui va porter ses économies à la caisse d'épargne, que l'Angleterre se trouve sur ce point dans le même cas que la France. Or l'Angleterre ne craint pas. Un des administrateurs de la caisse d'épargne de Londres, pressé par l'agent central de la caisse d'épargne de Paris de s'expliquer sur l'événement possible d'une révolution, lui donna cette réponse : « Je ne ferai jamais entrer dans mes combinaisons le déluge universel. » Le monde a eu plusieurs déluges, et la France a déjà traversé deux révolutions; or il est juste de proclamer qu'aucune institution vraiment utile n'a péri dans ces transitions violentes d'un gouvernement à un autre. Pourquoi donc la caisse d'épargne périrait-elle? Cette providence sociale dont nous avons parlé plus haut, et qui est chargée de veiller sur les destinées des peuples modernes, doit prendre exemple sur la providence divine dont elle émane; or celle-ci, loin de s'arrêter devant l'œuvre de la création aux idées de cataclysmes qui, à plusieurs fois, ont bouleversé la face du monde terrestre, n'a cessé au contraire d'y répandre à pleines mains les trésors de sa fécondité, sachant bien que derrière ces révolutions et ces désastres de la nature la vie reprendrait son cours, et l'ordre général des choses son immuable puissance.

L'administration de la caisse d'épargne de Paris occupa longtemps une aile de bâtiment qu'elle tenait de la générosité de la banque de France; en 1841, le nombre toujours croissant des opérations l'obligea d'acheter un immeuble considérable qu'elle paya 460,000 francs. Rue Coq-Héron, en face de la poste aux lettres, s'élève un ancien hôtel, remarquable à l'extérieur par ses grandes proportions; un corps de logis en pierre de taille développe deux ailes latérales qui se rejoignent par la porte d'entrée; le style monumental de cet édifice particulier étonne surtout dans un temps comme le nôtre, où l'on ne bâtit plus que de chétives maisons; son origine doit remonter à la fin du XVIIe siècle. Les titres de propriété constatent que cet hôtel a appartenu à un fermier général allié de la famille des Nicolaï; plus tard, lorsque l'industrie et la spéculation eurent détrôné

l'ancien système financier, trois frères vinrent s'installer à la place du fermier général, et établirent sous ces murs une banque dont l'existence se termina par une ruine. Ces banquiers étaient les frères Enfantin. Dans le même hôtel s'écoulèrent les premières années de l'adolescence et de la jeunesse pour l'apôtre du saint-simonisme; cet ancien édifice, berceau d'une doctrine qui promettait d'améliorer le sort matériel des classes ouvrières, sert maintenant de résidence à l'une des institutions les plus philanthropiques du XIXe siècle.

Les bureaux de la caisse d'épargne de Paris présentent l'image de l'ordre; l'administration a trouvé le moyen d'y résoudre ce problème ardu : exécuter des travaux considérables au moyen d'un petit nombre d'employés. Ces résultats généraux sont dus à M. Agaton Prevost, qui a su créer pour les versements et les remboursements un mécanisme simple et facile. Les connaisseurs regardent ses travaux en ce genre comme un chef-d'œuvre de comptabilité. On comprendra l'importance de cette œuvre, quand on saura que les versements montent aujourd'hui à un million par semaine, et qu'ils sont effectués par plus de six mille personnes. Le bureau central reçoit les dépôts, le dimanche et le lundi de chaque semaine, depuis dix heures jusqu'à deux. Nous avons eu la curiosité de faire le guet à la porte de la caisse, pendant les jours de recette, pour étudier la physionomie de la classe à laquelle appartenaient ces citoyens économes. Nous y avons vu une population mêlée; cependant nous croyons vrai de dire qu'en général les clients qui hantent le bureau de la banque de France s'élèvent vers les classes aisées. Il n'en est pas de même dans les autres bureaux de la capitale.

Outre l'hôtel de la rue Coq-Héron, dans lequel la caisse d'épargne de Paris a établi ses bureaux, et le local provisoire de la rue de la Vrillière, que la banque de France prête depuis longues années à l'institution, il existe dix succursales ou bureaux de recette ouverts deux jours par semaine durant quelques heures, et presque tous annexés à la mairie des divers arrondissements. Ces succursales ont été créées en vue de la classe ouvrière, pour laquelle le temps est le plus précieux des capitaux; on a voulu lui éviter ainsi des démarches et des dérangements considérables qui l'auraient dégoûtée de placer ses économies. Ces bureaux auxiliaires ne suffisent pas encore, il faut le dire, aux besoins de l'épargne chez les travailleurs. Il en résulte que plusieurs d'entre eux, dans la crainte d'une perte de temps, ne se décident qu'une ou deux fois par année à se mettre en marche pour verser dans les mains de l'institution le fruit de leur bonne conduite. Il est consolant de voir cette population ouvrière, qu'on représente si souvent comme esclave de ses appétits et de ses convoitises, avoir assez de sagesse, assez d'empire sur elle-même, assez d'habitude et de pratique de l'économie, pour écarter l'attrait des dépenses frivoles et pour conserver à domicile durant plusieurs semaines, souvent même durant plusieurs mois, les deniers qu'elle a prélevés jour par jour sur son modique salaire. Néanmoins cette somme, acquise à la sueur du front, court d'autant plus de risques de se dissiper, qu'elle se trouve plus à portée de la main. Quand le lundi, la banlieue, la fête du compagnonnage, le beau temps, le sexe tendre, ou tout autre diable poussant, on n'a qu'à introduire la clef dans une armoire, afin d'en retirer du bon argent tout prêt, il faut vraiment avoir le cœur armé d'une triple cuirasse d'économie pour résister. Il serait du devoir d'une société bienfaisante d'éviter à la classe ouvrière ces tentations. La ville de Paris, qui possède en revenu près de 50 millions, pourrait bien concéder une somme de cent mille francs pour établir une succursale dans chaque quartier;

cela ne formerait encore que quarante-huit bureaux, et la loterie en comptait cent.

La nature de la population des arrondissements de Paris imprime son caractère au mouvement de ces succursales; les bureaux qui font les plus fortes recettes et qui délivrent le plus grand nombre de livrets sont toujours les bureaux situés à proximité de la classe ouvrière. Les deux succursales du faubourg Saint-Antoine et des quartiers Saint-Denis et Saint-Martin se présentent en tête de toutes les autres, avec leur armée de travailleurs économes. Les plus importantes, après ces deux premières, sont celles de la rue de Grenelle-Saint-Germain et de la rue d'Anjou; les hommes de service s'y montrent plus nombreux que dans les autres quartiers; la moyenne des versements y est plus élevée; on y sent la présence de gens à gages, qui, se trouvant nourris par leurs maîtres, sont plus à portée que d'autres de réaliser des bénéfices et de les convertir en épargnes. C'est toujours dans les premiers mois de l'année qu'ont lieu les plus fortes recettes; elles ont été de 4.906,000 francs en janvier 1843; ne pourrait-on attribuer cette circonstance au voisinage du jour de l'an, qui enfle de ses étrennes la bourse des domestiques? La statistique de la population et des recettes de la caisse d'épargne donne le bilan de l'économie parisienne. Longtemps on a cru, et plusieurs croient encore, que la plus nombreuse clientèle de cette institution est formée des gens de service. Ce résultat serait déplorable; sans vouloir exclure personne des secours de la prévoyance et de la charité sociales, nous ne craindrons pas de dire que cette classe parasite, fainéante, louée à terme, qui achète volontairement l'aisance au prix de la liberté, est la moins intéressante de toutes et a d'ailleurs le moins besoin de notre protection. Ceux qui raisonnent dans cette hypothèse ont accusé, non sans raison, les caisses d'épargne de développer des goûts de rapine et d'avidité dans une race qui n'est déjà que trop portée à étendre ses mains. Tout cela peut être vrai, pourtant il ne faut pas envisager une grande et sérieuse institution à travers les imperceptibles inconvénients qui obscurcissent çà et là ses irrécusables services. Sans doute, il y aurait un danger grave à ce que l'argent confié aux caisses d'épargne fût le fruit du vol au lieu d'être le fruit de l'économie; nous allons voir que ce danger n'existe pas.

Il est faux que la classe ouvrière soit restée étrangère aux bienfaits de la caisse d'épargne; ce qui est vrai, c'est qu'elle y est venue lentement. Au commencement, la catégorie des domestiques entrait pour moitié dans la clientèle de cette institution; plus tard, elle ne formait que le tiers, et enfin aujourd'hui elle ne compte plus que pour un cinquième. Tandis que la classe des gens de service subissait ce mouvement de décroissance, celle des ouvriers suivait un mouvement contraire d'ascension; dans les premiers temps, on remarquait avec peine leur absence; quelques années après, on les voyait constituer un sixième, puis un quart, puis un tiers, et enfin aujourd'hui ils forment la majorité des déposants. Pour exprimer leur situation en chiffres, nous sommes fondé à dire que le nombre des ouvriers qui versent à la caisse d'épargne est de 90,000, et celui des domestiques de 34,000. Les hésitations de la classe ouvrière, dans les commencements, n'ont rien qui doive nous surprendre; d'abord il a fallu du temps aux travailleurs pour faire leur éducation d'économie; des habitudes invétérées de désordre et de dissipation ne se suppriment pas en un jour; il a été nécessaire de les détourner peu à peu, avant de créer à la place des habitudes nouvelles; ensuite la défiance a arrêté les progrès de l'institution. Celui qui possède le moins est celui qui craint le plus pour son chétif avoir; ce fruit de plusieurs années d'épargne se grossit à

ses yeux des peines et des sueurs qu'il s'est donné pour l'acquérir. Il y a encore des gens qui cousent des pièces d'or dans leurs vêtements. En 1833, une paysanne des environs de Paris a apporté 300 francs à la caisse d'épargne; cette somme avait été enfouie en 1814 pour la soustraire à la rapacité des Cosaques. L'argent n'est pas semblable au grain; l'enfouir n'est pas le moyen de le faire fructifier; si cette femme eût apporté ses 300 fr. en 1818, elle eût possédé 246 fr. de plus en 1833. Cette doctrine commence à pénétrer dans les masses; la voix de la sagesse souffle à l'oreille de l'ouvrier : « Pourquoi donc avoir caché ton argent dans un linge? — Les écus ne multiplient pas d'eux-mêmes; ils ne font pas de petits, comme on dit communément; si tu les avais portés à la banque, un jour tu les eusses retirés accrus des intérêts. » Le peuple, avec cet admirable bon sens qui le caractérise, comprit en outre que c'était le moyen de mettre son argent en lieu sûr; cet argent si chèrement gagné, si courageusement épargné, avait moins à craindre dans la caisse publique du trésor que dans sa propre maison, où la main des voleurs pouvait, nuit et jour, le surprendre. Ce mouvement une fois imprimé ne s'arrêtera plus. Chaque année, chaque mois, chaque jour voit grossir le budget de la caisse d'épargne; la force entraînante de l'exemple, la sainte propagande de l'économie, attirent à cette institution, dans la classe ouvrière, des individus jusque-là rebelles à l'ordre, et que les résultats de la bonne conduite de leurs camarades ont, pour ainsi dire, convertis. On voit donc que la caisse d'épargne atteint son but : constituer la richesse dans la classe prolétaire par les moyens qui la font acquérir et conserver.

Toutefois, nous devons le dire, pour que ce but fût complétement atteint, il faudrait que l'esprit de charité se montrât plus actif et plus large dans ses créations. Les caisses d'épargne sont jusqu'ici pour la classe ouvrière une exhortation à l'économie; elles devraient être un encouragement. En Angleterre, sur la terre classique de l'égoïsme, l'état accorde une pension viagère de 20 livres sterling à tout travailleur sexagénaire qui, depuis l'âge de trente ans, aura déposé dans les caisses d'épargne une somme de 3 shellings par semaine. La classe qui possède a senti la nécessité d'attirer à l'économie par un secours, par un sacrifice, la classe qui ne possède pas. En France, on a laissé faire; la caisse d'épargne s'est constituée elle-même; les populations ouvrières, un instant indécises, ont cédé aux avances de l'institution, et sont venues entasser denier par denier une somme exorbitante. L'état a vu ce développement des forces économiques avec un œil favorable, mais il n'a rien fait, ou presque rien, pour le protéger. Nulle prime d'encouragement n'a été offerte à la prévoyance et aux autres vertus qu'elle suppose dans les classes laborieuses, l'abstinence, la probité, l'austère observation de tous les devoirs. L'intérêt servi par l'état est des plus restreints : 4 pour 100, sur lesquels l'administration prélève à bon droit un quart pour les frais de gestion et de bureaux; reste donc 3 et 3/4 pour 100 au déposant. C'est peu. On sera surtout frappé de l'exiguïté du bienfait, si l'on compare cet intérêt à celui des monts-de-piété; dans un prêt hebdomadaire de 3 fr., renouvelé cinquante-deux fois par an, l'intérêt payé par l'emprunteur est calculé sur le taux de 173 pour 100, y compris les frais du commissionnaire. Restons dans les limites les plus modérées : n'est-il pas toujours affligeant de voir l'état emprunter d'une main à 4 pour 100 et prêter de l'autre, dans les cas ordinaires, à 13 pour 100? Nous ne nous dissimulons pas les charges qui pèsent déjà sur le trésor et la difficulté qu'il y aurait, dans la situation de nos finances, d'encourager par un don quelconque la bonne volonté des déposants à la

caisse d'épargne ; mais s'il est vrai, comme l'avance M. B. Delessert, que *pas un déposant aux caisses d'épargne n'a subi de condamnation devant les tribunaux,* l'argent que l'état débourserait pour aider cette saine institution se retrouverait sur la diminution des frais de justice, de gendarmerie, de prisons et d'hôpitaux. Nous croyons que c'est une bonne économie de favoriser l'économie, et qu'on ne paie jamais trop cher les vertus d'une population. Or, sous ces 365 millions qui forment la réserve matérielle des travailleurs, il y a, selon nous, un autre trésor bien autrement précieux, trésor de devoir et de moralité : chaque franc, chaque sou, chaque liard de cette somme lentement amassée représente une victoire sur soi-même, une résistance aux séductions du plaisir ou de la débauche, un élan d'amour filial, un sentiment réfléchi de l'avenir ; voilà surtout ce qu'il faudrait exciter par l'émulation.

Il y aurait en outre un danger sérieux à ne pas récompenser les premiers pas de la classe ouvrière dans la voie de l'ordre et de l'économie. Si l'on songe à toutes les suggestions de l'industrie pour attirer à elle les petits capitaux par l'appât de gros bénéfices ; si l'on se met à la place de l'homme du peuple, entouré de prêteurs empressés qui lui offrent un intérêt suborneur, on tremblera pour son modeste pécule. Tel est néanmoins le bon sens de la classe populaire, qu'elle a constamment repoussé ces leurres perfides. Elle s'est dit avec le fabuliste : *Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras,* et avec le pape Grégoire XVI, « qu'il vaut mieux un gain petit, mais certain, qu'un grand qui peut échapper. » Ce gain, il faut le reconnaître, est d'ailleurs la moindre des considérations pour les clients de la caisse d'épargne. Ce n'est pas dans le but d'obtenir un intérêt élevé de leur argent que les classes pauvres et laborieuses versent leurs économies dans les mains de cette institution : elles n'ont guère en vue que la conservation du capital ; elles se proposent de mettre en sûreté le fruit précieux de tant de rudes efforts, et voilà tout. S'il existait beaucoup de dépositaires intègres, la caisse d'épargne deviendrait presque inutile ; mais où est l'ami assez assuré, où est la main assez fidèle pour mériter qu'on lui confie le sort d'une prévoyante vieillesse? L'ouvrier a compris que l'état était encore le plus solvable des débiteurs. Tout en encourageant le peuple dans cette voie, nous ne pouvons néanmoins nous défendre de regretter que le taux des intérêts de la caisse d'épargne soit ainsi restreint Conserver et rendre les économies de la classe laborieuse, c'est déjà bien ; nous voudrions qu'on fît mieux, en s'occupant de les accroître. Il résulte de l'état de choses actuel qu'au lieu de voir dans la caisse d'épargne un mode de placement définitif pour l'avenir, les ouvriers s'accoutument à y chercher tout simplement une ressource provisoire contre les cas de maladie, de chômage, et contre les événements soudains. L'argent passe dans cette institution tutélaire ; il n'y séjourne pas. Quand les versements depuis 1 franc jusqu'à 300 se trouvent constituer la somme de 2,000 francs, qui est le maximum des dépôts, ou celle de 3,000 francs, terme de l'accumulation des intérêts, cette somme est retirée pour être transformée en un établissement, en un achat d'immeuble, en une pension viagère ou en tout autre emploi foncier. En limitant la quotité des versements à 300 francs une fois par semaine, et en arrêtant le compte de chaque individu à la somme totale de 2,000, on a prétendu écarter de cette institution les gens riches qui voudraient mordre dans les bénéfices des pauvres. Où la spéculation va-t-elle se nicher? Il existe pour les classes aisées mille moyens d'utiliser leur fortune, car l'argent est de nos jours un capital bien autrement actif que le travail ; comment se fait-il donc qu'elles aillent

encore disputer à l'ouvrier le faible intérêt que l'état lui sert pour encourager ses économies? Quelques spéculateurs ont été jusqu'à cumuler sous leur nom ou sous des noms empruntés plusieurs livrets : il faut flétrir de telles manœuvres, et malheureusement il y en a eu, il y en a encore. Ces oisifs opulents viennent prendre au banquet de la charité sociale la place du nécessiteux et de l'homme de peine. La caisse d'épargne n'est point créée pour eux; cette institution, dans laquelle les classes ouvrières, les classes qui ne possèdent pas, s'exercent à l'économie et aux moyens de faire naître l'aisance, n'a point été fondée pour les riches, qui n'ont que faire de ses services.

Si les fonds des caisses d'épargne étaient mobilisés, comme quelques administrateurs le désirent, s'ils étaient employés à des travaux utiles, nous ne verrions plus un si grave inconvénient à ce que tout capital stagnant, et par suite frappé de mort (car la vie pour le numéraire, comme pour les êtres organisés, c'est le mouvement), vînt augmenter les forces de la production. Il n'en est pas ainsi : l'état fait en faveur de ces caisses un sacrifice, léger il est vrai, dont il veut faire profiter le travail pauvre, et non la richesse. Dans cette situation, nous regrettons qu'une prime d'encouragement ne soit point accordée aux petites épargnes. Ce serait le moyen d'attirer vraiment à l'institution la classe ouvrière. Nous n'aimons pas à voir figurer sur les livrets ces sommes de 300 francs, surtout quand elles se représentent plusieurs semaines de suite; nous aimerions mieux l'humble mise de 10 francs, ou même d'un écu, parce que sous ce petit versement il y aurait un germe considérable d'économie. Ce que nous devons surtout désirer, c'est l'exactitude; c'est que le dépôt, si faible qu'il soit, engagé le lundi se renouvelle le lundi suivant. Or, pour favoriser cette répétition et cette continuité d'efforts, il serait nécessaire de faire entrevoir, derrière les courageuses privations du moment, un avenir à l'homme du peuple. Aujourd'hui, il faut le dire, cet avenir est peu propre à stimuler son ambition. Le compte de tout individu se trouvant arrêté à 3,000 francs, chacun retire cette somme de la caisse, lorsqu'elle cesse de marquer pour les intérêts. Quel emploi en fera-t-il? La caisse ne s'en mêle plus alors, son rôle est fini; seulement, pour *dernier bienfait,* elle acquitte, si le propriétaire y consent, les frais d'un contrat de rente sur l'état. Au prix où est la rente, 3,000 fr. représentent 130 francs de revenu annuel, qui donnent 7 sous par jour, c'est-à-dire une ressource presque dérisoire contre les besoins de la vieillesse. On voit donc que la caisse d'épargne laisse encore beaucoup à désirer comme institution tutélaire. Gardons-nous cependant de nier les services qu'elle rend; la meilleure preuve que le peuple y trouve un avantage, c'est qu'il y vient. Dans cette phase industrielle où nous sommes, le travail se voit chaque jour menacé par des découvertes nouvelles; chaque jour, des machines suppriment des milliers de bras et remettent en question à l'improviste des existences alarmées. Cette lutte de l'homme avec la matière pour l'asservir et pour dégager les forces morales de la pesanteur des éléments mérite sans doute notre admiration; mais nous n'avons à la considérer ici que dans ses effets passagers. Ces travailleurs, remplacés par des mécaniques, sont contraints de renouer leur activité à une autre industrie. Il en résulte pour eux des moments de transition pénibles, dans lesquels ils sont heureux de retrouver à la caisse d'épargne le fruit de leurs salaires passés. Acceptons donc cette institution pour ce qu'elle est, une réserve contre l'adversité, en souhaitant toutefois de la voir devenir par la suite une caisse de secours étendus à toute la vie.

Nous avons déjà vu que la classe des ouvriers et celle des domestiques fournissent les principaux éléments à l'existence de la caisse d'épargne de Paris. Il est possible d'aller plus loin : nous devons à M. A. Prevost, agent général, un relevé statistique des professions qui figurent sur les livrets. Il est intéressant de savoir d'abord lequel des deux sexes l'emporte sur l'autre en économie? Malgré l'infériorité des salaires, le sexe faible est celui qui, toute proportion gardée, met le plus à la caisse d'épargne; on voit donc que l'exemple de l'ordre, de la prévoyance et des sages privations vient encore ici du côté de la femme. On peut ajouter qu'il en est de même dans le ménage; c'est elle, c'est sa faible main qui a retenu souvent la clef de l'armoire dans les moments de crise ou de tentation où l'homme voulait dévorer le fruit de plusieurs semaines de travail et d'abstinence. Nous nous sommes informé de vive voix si la caisse d'épargne avait une influence sur les femmes de mauvaises mœurs? La réponse a été affirmative. La débauche, ne pouvant être une profession reconnue, ne s'accuse guère d'elle-même : d'où il suit qu'elle n'a pu et n'a pas dû trouver place sur les tableaux que M. A. Prevost soumet tous les ans à l'assemblée générale. La plupart des femmes de petite vertu qui reçoivent des livrets en échange de leurs dépôts se déguisent, suivant leur toilette, sous la profession de rentières ou d'ouvrières. Les employés les reconnaissent du reste aisément pour ce qu'elles sont. L'une d'elles, qui avait amassé ainsi 2,000 francs, trouva dans ses économies le moyen de se racheter d'un infâme métier et de monter à Paris un établissement de bains. Quelques moralistes s'indignent de ce résultat général ; nous nous en félicitons au contraire : la misère étant, dans la plupart des cas, la cause première et incessante de la dégradation de ces femmes, nous devons les aider à se relever par l'économie des deniers qu'elles prélèvent sur la brutale libéralité des hommes. C'est au mal de guérir le mal, comme le scorpion qui, écrasé, cicatrise lui-même sa blessure. La race des grisettes, cette race frivole et dissipée, qui a la réputation de vivre çà et là comme l'oiseau, volant de branche en branche, becquetant où elle peut, riant quelquefois, chantant toujours, n'est pas elle-même demeurée étrangère aux conseils de la caisse d'épargne. Elle a compris *que le temps des amours ne dure pas toujours,* non plus que celui de la jeunesse fugitive; la sagesse lui a dit d'assurer son destin sur un roseau moins mobile que le cœur de l'homme et sur une fleur moins fragile que la grâce de son visage. La prévoyance, qui le croirait? est entrée chez cette folle du logis; ces mains toujours ouvertes, qui gaspillaient tout au hasard, se sont fermées; ces petits pieds, qui ne connaissaient guère que le grand chemin du *Prado* ou de la *Chaumière,* ont appris peu à peu la voie étroite de l'économie. Les vieux disent que le monde est changé depuis la révolution ; quel changement survenu en effet, seulement depuis 1830, dans l'humeur de cette jeune fille dont la sagesse a été si longtemps de ne rien prévoir! Après avoir dissipé le bien de la jeunesse *vivendo luxuriose,* après avoir été mille fois au Mont-de-Piété sans s'en trouver mieux, au contraire, elle s'est dit un beau jour : « On raconte qu'il y a quelque part une caisse bonne et charitable, une sorte de seconde mère, qui reçoit de la main de ses enfants l'argent qu'ils ont de trop, et qui le leur restitue en temps utile; allons-y! » Et elle est venue.

Ce tableau statistique de 1843 indiquant la liste des professions, groupées par classes, est d'un grand intérêt; il nous enseigne que plus l'on descend, en quelque sorte, vers les entrailles du peuple, et plus on voit augmenter le chiffre de la richesse confiée à la caisse d'épargne. Il n'y a, par exemple, qu'un fils de pair de

France représenté par la somme de 50 fr., que 3 magistrats, 1 fils de vice-consul, 2 sous-chefs de division, tandis qu'il existe 846 ouvriers bottiers et cordonniers inscrits pour la somme de 154,499 fr. Dans la classe des artisans patentés et marchands, c'est également le petit commerce qui donne les plus gros chiffres. Dans la grande division consacrée aux *hommes et femmes de peine*, et qui monte à plus de 2,500 individus, ayant déposé, dans l'année 1843, la somme énorme de 476,550 francs, on est surpris de voir figurer les *journaliers proprement dits* au nombre de 570, les *cochers de voitures publiques* pour 155, et (chose plus remarquable encore) les marchands ambulants pour 283, avec une somme de 62,422 fr. L'économie est de toutes les professions; celles connues sous le nom de libérales, c'est-à-dire prodigues, ne sont pas demeurées insensibles aux charmes un peu sévères de l'institution : 19 artistes sculpteurs, 41 artistes dramatiques, 110 peintres, 27 hommes de lettres, 71 étudiants en droit, ont fait déjà l'apprentissage de l'épargne et de la prévoyance. Ce tableau est une sorte de thermomètre qui sert à indiquer les degrés de la moralité dans les différents états ; c'est ainsi que la classe des écrivains publics, reconnue pour entrer dans la catégorie des classes dangereuses, inventée par M. Frégier, n'a donné à la caisse d'épargne qu'un seul individu inscrit pour la somme de 100 fr. Au chapitre des rentiers et enfants de rentiers, on lit, non sans intérêt, 14 orphelins et 19 orphelines. Parmi les domestiques, 334 portiers et 214 portières figurent, les uns pour la somme de 71,833 fr., et les autres pour celle de 43,256 fr. Dans le sexe féminin, les classes pauvres et laborieuses n'offrent pas des proportions moins imposantes : 1,399 couturières ont déposé dans l'année la somme de 212,696 fr. ; on n'ignore pas, d'ailleurs, tout ce que cette désignation générale renferme de nuances dans les états d'aiguille pour les femmes ; il faut encore y ajouter les professions plus ou moins équivoques, qui se cachent presque toutes, comme nous l'avons dit, sous ce voile emprunté. Les sages-femmes, qui sont, en général, très-loin d'être des femmes sages, ne sont pas, elles-mêmes, demeurées sourdes aux conseils de la prudence ; 26 d'entre elles sont venues apporter à la caisse une somme de 5,150 fr. ; qu'elles eussent à coup sûr dissipée, il y a quelques années, en futiles objets de toilette, ou en parties aux bois avec leurs amants. Enfin la classe des militaires montre à son tour l'exemple de l'ordre et de la bonne conduite ; les plus faibles soldes, les grades les plus inférieurs de l'armée donnent les plus fortes sommes et les plus nombreux déposants à l'institution. Nulle profession n'a plus besoin que celle du soldat de s'abriter pour les mauvais jours de la vieillesse contre les coups de vent et les vicissitudes du sort : il ne faut plus que Bélisaire soit réduit, comme sur la gravure, à recevoir dans son casque rouillé l'obole de l'aumône.

La caisse d'épargne a voulu porter plus loin ses services dans le sein de la classe si intéressante des militaires. Une des plaies de l'armée était le recrutement. Nous avons tous vu ces maquignons d'hommes dont le métier était de parcourir l'Alsace ou les autres provinces fertiles en misères, et d'en ramener à Paris un troupeau de vagabonds, couverts de guenilles, nus pieds, qu'ils revendaient aux individus tombés au sort pour le remplacement militaire. Une fois enrôlés dans les cadres de l'armée, ces mauvais soldats échappaient presque tous au service par la désertion ou par l'emprisonnement; c'était une calamité. Il en résultait qu'une sorte de flétrissure était attachée au régiment sur ceux qui entraient par cette voie dans l'état militaire; un remplaçant était frappé d'excommunication ; il ne pouvait avancer en grade et subissait, durant tout son séjour au corps, la peine de son

ignoble marché. Le remplaçant conformait ses mœurs à sa réputation : débauché lui-même, il débauchait ses camarades. On en a vu dévorer, durant les quelques semaines qui suivaient leur entrée au régiment, le fruit de leur esclavage dans les lieux de débauche. La caisse d'épargne a eu l'heureuse idée de changer cet état de choses et d'arrêter ces désordres : elle y a réussi. Plusieurs chefs de corps désignent maintenant eux-mêmes à l'administrateur de la caisse d'épargne de *bons sujets* auxquels ils s'intéressent. Ces soldats, qui ont déjà fait l'expérience du service, sont recommandés aux familles, et le prix des remplacements est versé dans la caisse au nom du remplaçant. Il suit de là que ce contrat, rendu légitime par l'assentiment des chefs, n'est plus un obstacle à l'avancement, et produit au soldat un gain solide. Un maréchal des logis, brave et honnête Breton, qui avait renouvelé deux fois son engagement, se trouva ainsi se retirer du service, et rentrer chez lui avec une somme de 3,000 francs ; c'est une petite fortune dans son pays. Mais ne nous réjouissons pas si vite : à côté de l'esprit organisateur qui cherche à détruire le mal, veille sans cesse l'esprit de trafic et de spéculation qui s'efforce à le conserver. Il s'est formé, par suite de cette sage mesure, une ignoble industrie qui double le métier des acheteurs de reconnaissances du Mont-de-Piété : c'est celle des acheteurs de créances sur la caisse d'épargne. Comme il a été stipulé dans le contrat que la somme versée au nom du remplaçant ne pourrait être retirée avant sa sortie du service, celui-ci ne se trouve avoir, pendant sept années, entre les mains, qu'une valeur présentement nulle, une lettre morte. Des gens à mine cauteleuse et pateline se chargent de la vivifier. Ces loups-cerviers, déguisés sous la peau de mouton d'un ami, circonviennent le soldat, l'obsèdent, l'entraînent au cabaret, cet antre des mauvais conseils, et là, tête à tête, lui offrent d'échanger sa créance contre de l'argent, du bon argent, visible, palpable, de l'argent dans la main. Le soldat a bon cœur ; le soldat est faible, surtout quand il a bu : il songe qu'avec cet argent il pourra mettre une croix d'or sur le cou de Jeanne, et il cède. Ces misérables paient les deux tiers (c'est rare), la moitié, le plus souvent le tiers de la créance, et moyennant un transfert à leur nom deviennent propriétaires de la somme placée à la caisse d'épargne. L'agent général, instruit de ces abus, et armé d'un article du règlement qui interdit à chacun d'avoir plus d'un livret nominal, a fait supprimer les intérêts à quelques cessionnaires sur toutes les sommes excédant le maximum autorisé. Cette mesure a déjà dégoûté quelques acheteurs de créances de leur périlleux métier ; mais on compte sur une loi, depuis deux années pendante devant la chambre des pairs, pour interdire aux militaires le transport des sommes déposées dans les caisses d'épargne, et pour couper ainsi le mal à sa racine.

L'institution a aussi voulu encourager la philanthropie, en admettant des sommes données au profit de mineurs, avec la condition que ces versements et les intérêts qui en proviennent ne pourront être retirés avant leur majorité. Ces bienfaits sont moins rares qu'on pourrait le croire dans notre siècle d'industrie et de froide concurrence. La caisse d'épargne les voit se renouveler fréquemment, et pour que la source de cette noble libéralité ne s'arrête jamais, nous croyons utile d'en publier les résultats. A l'époque de leur mariage, M. le duc et Mme la duchesse d'Orléans eurent l'idée de consacrer une somme de 160,000 francs à des livrets de caisse d'épargne, pour être distribués dans toutes les principales villes de France. Paris a eu pour sa part 40,000 francs, qui ont servi à délivrer 1,760 livrets. Ces dons ont été faits le 11 juin 1837. Si l'auteur de ce bienfait revenait à la lumière,

il verrait que le grain jeté dans la terre sainte de l'économie a profité; la somme totale inscrite au nom des divers possesseurs de ces livrets, et malgré l'extinction de 116 comptes, par suite de départ ou de décès, s'élève aujourd'hui à 181,431 francs; le don primitif s'est accru ainsi des épargnes successives faites par les jeunes gens, et des petites sommes qu'ont pu y ajouter leurs familles, tant il est vrai que le goût d'amasser naît d'une première somme mise en réserve; si l'abîme de la misère appelle l'abîme, la première pierre qui doit le combler attire une autre pierre, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il soit fermé. On voit donc que la caisse d'épargne, si souvent accusée au premier chef de développer l'égoïsme, favorise et provoque aussi la charité. Elle dit aux riches : Donnez-moi de votre superflu, pour que j'amasse à l'un de vos serviteurs fidèles une pension pour ses vieux jours. Elle dit à la jeune femme du monde opulente et coquette : Votre cou frêle et délicat porte autour de soi dans un fil la valeur de bois, de mines et de terres labourables qui feraient vivre plusieurs familles, laissez couler une de ces perles dans ma main; votre robe est chargée de paillettes et de fleurs, comme celle de l'aurore, secouez-la pour qu'il en tombe quelques-unes sur la terre des pauvres; j'en cultiverai le germe précieux durant plusieurs années, et je m'en servirai un jour pour revêtir de la robe nuptiale vos sœurs déshéritées, après les avoir rachetées de la misère qui conseille le vice.

L'économie a aussi (qui le croirait?) son côté poétique; elle ne rejette point ces fleurs du sentiment que la civilisation est accusée, un peu à tort, d'étouffer sous sa main égoïste et froide. Deux jeunes filles ont payé, en 1836, les dettes de leur père, et l'ont fait sortir de prison avec les fruits accumulés d'un travail assidu que la Providence a béni; leurs enfants un jour le leur rendront, quand elles seront mères! Dans la ville de Beauvais, deux fiancés se sont rencontrés, la veille de leur mariage, à la caisse où ils allaient retirer les économies qui devaient servir à leur établissement. Quelle joie de se surprendre l'un et l'autre dans la même pensée, dans la même bonne œuvre, et comme en flagrant délit de sainte prévoyance! A Paris, on voit chaque jour des ouvrières, mères d'une petite fille encore au berceau, que l'amour, un imprudent amour de dix-sept ans, a par hasard jetée entre leurs bras, venir, à la fin de chaque semaine, apporter cinq francs, fruit de leur labeur de chaque jour, et continuer ce dépôt avec une persévérance infatigable durant plusieurs années, pour amasser une dot à cet enfant sans nom. On en voit d'autres arriver, par les mêmes travaux de l'aiguille et à force d'économie, à conquérir, écu par écu, leur lit de noces et les premiers meubles du ménage. Les unes et les autres trouvent ainsi moyen d'éviter pour elles ou pour leurs filles ce gouffre de la prostitution qui attire à soi par la misère comme par un fil les oisives ou les imprévoyantes. La caisse d'épargne n'est point étrangère aux sacrifices les plus âpres, ni aux vertus les plus morales. Si l'histoire du bohémien qui vit, comme l'oiseau, d'espace, de soleil et de chansons, qui dissipe son temps et sa bourse le long de la route, plaît par son caprice et par sa fantaisie, l'honnête ouvrier, père de famille, retranchant chaque jour de sa paie la dîme du dévouement, pour assurer, en cas de mort, à une tête chérie, à des enfants en bas âge, une défense matérielle contre les horreurs et les tentations de la subite misère, cet homme-là, dis-je, n'est pas seulement intéressant, il est sublime. L'un traverse la vie en semant çà et là sur son chemin, comme l'enfant, des miettes de pain que les oiseaux du ciel font disparaître, tandis que l'autre jette des signes durables et féconds de son passage.

Les dévouements obscurs et anonymes sont plus communs qu'on ne le croit dans la classe pauvre. Nous avons vu nous-même une de ces vieilles veuves, dont Jésus-Christ mettait l'aumône au-dessus de celle du riche, apporter dans la caisse de l'administration son humble denier, non pas pour elle, qui va bientôt mourir, et dont la prévoyance ne s'étend plus qu'à l'éternité, mais pour un enfant adoptif qui la suivait par la main. L'économie a un cœur ; l'économie, qui ferme les mains pour ses besoins, les ouvre sur ceux qui lui survivront. Autrefois, en Italie, les villageois plantaient autour du berceau de leur fille des peupliers dont la valeur, croissant d'année en année, devait contribuer un jour à la dot de son mariage. La caisse d'épargne a remplacé la terre pour l'ouvrier de nos grandes villes ; il est certain de recueillir ce qu'il y a semé. Cette confiance a déjà porté ses fruits ; il y a moins de misère dans la classe laborieuse depuis que les caisses d'épargne existent. Il s'agit à présent d'entretenir et d'encourager ce mouvement, en récompensant l'exactitude des petits dépôts, soit par une somme d'argent, comme cela a lieu en Angleterre, soit par un champ que l'état délivrerait en propriété. Aux yeux de l'économiste, celui qui met le plus à la caisse d'épargne, c'est le pauvre qui met de sa pauvreté même. Or il est à craindre que, voyant le peu de résultats de ses efforts et le peu de fruit de ses sacrifices, l'ouvrier ne finisse par se dégoûter d'une économie stérile, ou par s'engager dans des entreprises douteuses. On est en droit de s'étonner du prodigieux succès de la caisse d'épargne, quand on considère le grand nombre de sociétés mutuelles sur la vie qui travaillent à lui faire concurrence. Jusqu'ici, ces institutions n'ont guère pénétré dans la classe laborieuse, d'abord parce qu'étant régies par des mains particulières, elles offrent moins de motifs de confiance que le trésor de l'état, et ensuite parce qu'on ne peut plus en retirer son argent à volonté. Le grand avantage des caisses d'épargne, ce qui fait leur mérite aux yeux du peuple, c'est ce mouvement de *va et vient* du numéraire ; l'argent entre et sort sans obstacle, de sorte que l'ouvrier peut avoir recours à l'établissement comme à son coffre-fort plusieurs fois dans l'année, pour subvenir à ses besoins imprévus, au paiement de son loyer, à ses habillements d'hiver ou d'été. Dans les années critiques, comme en 1840, le peuple place 99 millions d'une main et en retire 78 de l'autre. La malveillance savait bien que cette faculté de ravoir son argent à bref délai était une des causes de la prospérité des caisses d'épargne ; elle essaya d'obscurcir cet avantage par des arguments faux et ridicules, que le bon sens de la nation a dissipés.

La caisse d'épargne est visiblement une institution empreinte d'un sentiment charitable. Au lieu de la prendre par son côté moral et philosophique, ses adversaires se sont arrêtés devant des inconvénients de détail, et encore devant des inconvénients éloignés, arbitraires, selon nous chimériques. Plutôt que de proposer de détruire une institution comme celle-là, dans un temps où le peuple a tant besoin d'une sauvegarde, au milieu de la tourmente des intérêts, contre les secousses et les perturbations de l'industrie, mieux vaut proposer de l'étendre et de l'affermir. Le seul reproche qui, selon nous, puisse frapper juste sur la constitution actuelle des caisses d'épargne est celui-ci : les avantages qui en résultent sont individuels, la masse n'en profite pas ; or, le résultat qu'il importe avant tout d'obtenir n'est pas que la condition de tel individu soit relativement plus favorable, mais que la condition générale du peuple soit changée. Cet argument ne nous semble pas irréprochable ; en améliorant le sort particulier de chaque citoyen, on arriverait au contraire à améliorer l'état de la masse. Il est cependant

vrai que jusqu'à ce jour les caisses d'épargne ont marché dans une voie étroite; cette voie peut s'élargir. L'institution a encore cela de bon, qu'elle est capable de développement; si elle n'a rendu jusqu'ici que des services isolés, il faut s'en prendre à cet esprit de timidité ou peut-être de prudence qui veille sur le berceau des caisses d'épargne. Ceux qui ont fondé ces établissements, fiers à juste titre de leur premier succès, craignent de le compromettre dans des tentatives immodérées. Nous ne partageons pas leurs défiances, mais nous aimons à reconnaître avec eux que, telle qu'elle existe, la caisse d'épargne est déjà la pépinière de la fortune du peuple.

Quelques économistes ont cherché, dans ces derniers temps, à faire prévaloir les compagnies viagères sur la caisse d'épargne : nous ne partageons pas leur avis; ces institutions ont à nos yeux le tort de créer souvent, par des tables artificielles, une mortalité qui n'est pas dans la nature. Il en résulte des calculs entachés de promesses illusoires dont l'événement ne se réalise jamais. Loin de nous, toutefois, la pensée de repousser toutes les combinaisons des sociétés mutuelles sur la vie : les *assurances en cas de mort*, les *caisses dotales*, les *caisses d'assurance pour le recrutement militaire*, nous paraissent en elles-mêmes d'excellentes branches d'une même institution, et très-propres à produire cette solidarité des intérêts qui est le but de l'économie moderne. Nous croyons que l'État ferait bien de les enter peu à peu sur la caisse d'épargne. S'il faut exprimer ici toute notre pensée, nous ajouterons que la caisse d'épargne, pour atteindre complétement son but, devra se transformer dans l'avenir en une banque d'escompte pour le petit commerce, et en une banque de prêt aux ouvriers. Ce sera le moyen de rendre à la circulation, c'est-à-dire à la vie, les fonds qu'elle engloutit maintenant dans le trésor. Ce sera également le moyen de créer un point de contact entre le capital et le travail pour les féconder l'un par l'autre. Lorsqu'on s'adresse maintenant à la portion souffrante de la classe ouvrière, et qu'on lui vante les bienfaits de l'épargne, elle vous répond : « Comment voulez-vous que j'amasse, puisque je n'ai pas même de quoi subvenir à mes besoins? Avant d'économiser, il faut vivre. » Cet argument est d'une certaine force, et nous ne croyons pas qu'on y réponde par l'état actuel de l'institution. L'expérience démontre qu'un homme tombé dans l'extrême misère est incapable de se relever par lui-même; il faut qu'une main étrangère (nous voudrions que ce fût la main de l'état) vienne à son secours. Jusqu'ici, la caisse d'épargne est une institution passive; elle attend : nous voudrions qu'elle agît, qu'elle allât au-devant, et que, non contente d'être prête à recevoir les fruits d'une économie souvent impossible, elle fournît à la classe pauvre un moyen efficace pour se retirer de la gêne. Tous ceux qui ont étudié de près la condition des classes laborieuses savent que sur une journée de 2 fr. l'ouvrier en doit souvent la moitié aux prêteurs sur gage ou sur parole, qui lui ont avancé ses vêtements, son lit et les premiers instruments de son travail. La production se trouve ainsi chargée d'impôts énormes qu'elle n'arrive jamais à soulever. Que faudrait-il à ces hommes pour sortir d'un si triste état? Une première mise de fonds qui leur permît d'affranchir leur travail et leur personne de la dent des usuriers qui les rongent. Que la caisse d'épargne intervienne dans cette situation critique, et la face des choses va changer; recevant d'une main, prêtant de l'autre, elle sèmerait sur celui-ci ce que celui-là aurait récolté, et rétablirait alors cette précieuse mutualité des intérêts qui concourt à l'union des citoyens. Il est important que les classes pauvres ne se sentent pas abandon-

nées; ce prêt, si faible qu'il fût, et entouré de garanties raisonnables, aurait pour avantage de faire entrer l'espoir, et par suite l'amour de l'ordre, dans cette classe si nombreuse, que décourage la stérilité de ses efforts. On n'accuserait plus alors la caisse d'épargne de refouler l'homme dans l'unique considération de son intérêt privé. Si en effet l'économie favorise l'isolement, le prêt public, le prêt de l'économie au travail, développerait au contraire le sentiment de la charité. Nous avons plutôt pour but de soumettre ici une idée, un projet, que d'expliquer une organisation : il va sans dire que celle-ci rencontrerait des obstacles; mais ce n'est pas une raison pour s'en détacher. La plus grande difficulté consiste dans la garantie à obtenir de l'emprunteur; nous ne la croyons pas insoluble. Il serait d'ailleurs beau que, dans la suite, la moralité devînt une valeur escomptable; en prêtant à l'ouvrier sur sa réputation, sa bonne conduite et sa capacité, on le relèverait déjà à ses propres yeux, et relever l'homme, c'est l'enrichir. Nos institutions économiques sont encore trop dans l'enfance pour que ces réformes ne soient pas traitées d'utopies : il existe pourtant déjà, au sein des administrateurs de la caisse d'épargne de Paris, deux camps, l'un formé d'esprits positifs et timides, l'autre d'esprits systématiques et progressifs, qui représentent la résistance et le mouvement. Nous croyons que le mouvement l'emportera. Pour l'instant, l'élément financier domine dans l'administration, et par conséquent l'immobilité. On nous objectera peut-être qu'il est tout simple de remettre à des banquiers la surveillance du maniement des fonds, et qu'on n'ira pas chercher des romanciers ni des poëtes pour ranger des écus : très-bien ; mais nous disons que des institutions comme celle-ci, des institutions amies de l'humanité, doivent tendre sans cesse à agrandir l'échelle de leurs services, et que les hommes de pensée ne sont pas inutiles à cette œuvre.

Une des améliorations les plus désirables et les plus dignes de cet esprit de charité que la philosophie a fait naître sera de combiner les caisses d'épargne avec les monts-de-piété. On arriverait par ce moyen à abaisser le taux de l'intérêt payé par l'emprunteur, et peut-être, avec le temps, à le supprimer. Ceci n'est pas un rêve : déjà cette alliance existe dans une grande ville de l'est, déjà un établissement fondé sur ce principe a produit des résultats admirables. Les effets moraux de cette association ne seraient pas moins importants à recueillir : on établirait de la sorte un lien, lien sacré, entre l'économie et la misère. Aujourd'hui, l'une et l'autre sont séparées, divisées, isolées : deux femmes demeurent porte à porte sur le même escalier; l'une, aisée, célibataire, amasse dans un chiffon caché sous le chevet de son lit, une somme qu'elle porte secrètement chaque semaine à la caisse d'épargne; l'autre, pauvre mère de plusieurs enfants en bas âge, engage secrètement aussi et furtivement au mont-de-piété la dernière paire de draps qui restait dans son armoire. Entre ces deux créatures humaines, ces deux sœurs selon la foi et selon la charte, il n'existe aucune assurance mutuelle; l'économie de l'une ne profite en rien à la misère de l'autre. Nous croyons que dans une société charitable il doit en être autrement. Loin d'entretenir par la rivalité des institutions cet antagonisme entre le prêt et l'emprunt, nous croyons qu'il faudrait au contraire les rapprocher, les marier, les unir, bonifier l'un par l'autre. Cette précieuse solidarité aurait pour effet de combattre l'égoïsme que les caisses d'épargne, isolées, fomentent dans le cœur des classes ouvrières ; ce serait aussi le moyen de réprimer les excès de l'économie, non moins à craindre pour la morale que ceux de la prodigalité.

M. Félix de Viville, directeur du mont-de-piété et de la caisse d'épargne de Metz, a réuni ces deux administrations et a obtenu un succès digne de ses efforts. 400,000 francs appartenant aux déposants sont employés en prêts sur nantissement à un intérêt de 7 1/2 pour 100 ; 600,000 francs sont versés au trésor public, qui sert un intérêt de 4 pour 100 ; il en résulte donc un bénéfice de 3 1/2 pour 100 sur une partie des capitaux. Voilà des chiffres. On peut conclure de l'expérience faite par M. de Viville que la combinaison de la caisse d'épargne et du mont-de-piété présente des avantages certains. Nous n'admettons pas que ce qui se fait à Metz ne puisse se faire à Paris. Il nous semble, au contraire, que les résultats grandiront à mesure que le cercle des opérations s'élargira. Si les 83 millions de francs qui formaient, en décembre 1841, le solde des caisses d'épargne de Paris à la caisse des dépôts et consignations avaient été versés dans celle du mont-de-piété, ils auraient fécondé, depuis deux années, les régions inférieures de la société, dénuées aujourd'hui presque absolument des ressources du crédit. Il est d'ailleurs inutile de faire observer que le capital des caisses d'épargne ne devra jamais être jeté tout entier dans la circulation ; il faudra toujours une réserve considérable pour faire face aux demandes de remboursement. Nous estimons qu'une moitié seulement pourrait être mobilisée. On serait libre de donner encore à l'argent de ces caisses bien d'autres destinations ; nous avons cru devoir nous arrêter à celles qui découlent de la nature de leurs services. Dans douze années peut-être, les caisses d'épargne de Paris renfermeront un milliard ; il serait désolant de laisser cette masse de capitaux inerte, improductive, se rouiller dans le trésor public, au lieu de s'en servir à transformer la condition des classes ouvrières.

Pour résumer notre opinion sur la caisse d'épargne de Paris, la plus considérable de toutes celles du royaume, nous dirons que, tout en la regardant déjà comme utile, profitable et excellente, nous la croyons encore incomplète ; nous la regardons moins, en un mot, comme une institution faite que comme le noyau magnifique et imposant d'une institution à venir. Elle est présentement un lieu de réserve, une sorte de grenier d'abondance, dans lequel l'ouvrier amasse gerbe à gerbe des provisions pour les moments de disette. Nous avons dit ce que nous voudrions qu'elle fût. La société ne peut vivre sans ces institutions tutélaires dont la France, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, l'Italie, l'Europe entière commence à se couvrir. L'état matériel du peuple, et par suite son état moral, ne peut s'améliorer chez nous que par des établissements qui favorisent le travail et l'économie. La révolution lui a donné la liberté, l'empire lui a jeté de la gloire ; c'est à un régime plus calme de lui assurer le nécessaire. Les caisses d'épargne nous semblent destinées à exercer une influence sur l'avenir des classes ouvrières : dans les 360 millions qui forment à cette heure la réserve du peuple, il y a plus qu'une fortune qui s'amasse, il y a une œuvre qui s'accomplit. Longtemps la philosophie a cru pouvoir traiter avec une sorte de dédain ces questions positives qui s'adressent aux intérêts des masses ; aujourd'hui, nous savons que l'aisance d'une société concourt à ses développements intellectuels : en 1789, c'est l'argent qui a racheté la pensée. A mesure qu'elles acquerront une propriété, les classes pauvres et obscures s'éclaireront. Il nous semble que nous marchons à ce progrès lentement, il est vrai ; mais le temps est la condition des œuvres de l'homme et de celles de la Providence. Ne nous effrayons pas de l'état de désordre dans lequel l'industrie naissante a jeté toutes les conditions : cet état n'est que passager. Un conseil éternel

et immuable se cache derrière tous ces événements troublés que le hasard semble déployer çà et là avec une si prodigieuse incertitude. L'économie ne cesse de marcher à travers tous ces mouvements et de réaliser à l'écart un bien-être individuel qui doit s'étendre et remonter un jour à toute la société. En favorisant jusqu'à cette heure l'égoïsme, l'élément du *moi*, les caisses d'épargne n'ont fait qu'obéir à une tendance nécessaire; il fallait que l'intérêt particulier, toujours plus actif et plus insatiable de sa nature, entrât comme premier agent dans la création de la fortune publique. Cette direction ne nous semble ni complète ni durable; les doctrines morales, qui impriment leur forme aux institutions, feront peu à peu refluer sur la masse les bienfaits de l'épargne, en les convertissant en crédit. En attendant, nous devons arrêter un regard plein de confiance sur une création d'hier qui, déjà imposante par sa prospérité et par ses services, cherche à améliorer la condition des classes nécessiteuses, non à l'aide de moyens violents que la société repousse, mais en exhortant le peuple à se montrer laborieux, économe, sobre et patient comme Dieu, parce qu'il est éternel.

Alphonse Esquiros.

HISTOIRE

DE

L'ÉCOLE D'ALEXANDRIE

PAR M. JULES SIMON.[1]

Aucun genre de grandeur n'a manqué à l'école d'Alexandrie; le génie, la puissance, la durée, ont consacré son souvenir. Ranimant, à une époque de décadence, la fécondité d'une civilisation vieillie, elle a suscité toute une famille de grands esprits, de nobles caractères; Plotin, son vrai fondateur, a fait revivre Platon; Proclus a donné à Athènes un autre Aristote. Déjà si grande dans l'ordre de la pensée, elle a eu la noble ambition de gouverner les affaires humaines; avec Julien, elle a été la maîtresse du monde. Durant trois siècles, elle a tenu en échec la plus grande puissance qui jamais ait paru parmi les hommes, le christianisme, et si elle a succombé, c'est en entraînant dans sa chute la civilisation dont elle était le dernier rempart.

Avant de devenir une grande école de philosophie et une puissance politique et religieuse, Alexandrie avait été un brillant foyer littéraire et scientifique, et comme une seconde Athènes. Avant de produire les Longin, les Origène, les Porphyre, elle avait donné à la poésie Callimaque et Apollonius, à l'histoire Duris de Samos et Manéthon, aux sciences médicales Hérophile, Érasistrate, Dioscoride, aux mathématiques Euclide, à l'astronomie Sosigène, à l'érudition enfin toute une génération de grands critiques, un Ératosthènes, un Zénodote, un Aristarque. C'est dans ce centre des lettres, des sciences et des arts, où la Grèce, Rome, Pergame et l'Égypte venaient à l'envi répandre et mêler leurs trésors. que se forma peu à peu

(1) Chez Joubert, rue des Grés. 14.

cette doctrine philosophique qui, dans un vaste et puissant éclectisme, devait réunir toutes les pensées, toutes les croyances, toutes les traditions, toutes les gloires du passé pour les opposer à l'esprit nouveau.

L'éclectisme d'Alexandrie n'exclut pas une originalité profonde. Il a pour base le platonisme, mais il y assimile avec puissance une foule d'autres éléments, et présente au monde un panthéisme mystique que la pensée grecque n'avait pas connu. A la Trinité chrétienne, il oppose la sienne; au principe de la création, celui de l'émanation. Il a son Verbe, son médiateur, ses légions d'anges et de démons; il a sa théorie de la grâce et de la prière, ses pratiques de mortification et de pénitence, son culte épuré et rajeuni, ses prophètes, ses inspirés, ses miracles; il a des docteurs et des prêtres, des prédicateurs et des martyrs. Spectacle unique dans les annales du monde! A côté du Musée d'Alexandrie grandit et s'élève le Didascalée des chrétiens. Dans la même cité, le juif Philon et le pyrrhonien OEnésidème fondent leurs écoles. Saint Pantène, Ammonius Saccas, vont y venir. Bientôt Lucien la traversera au moment où y enseigne Clément d'Alexandrie. Après Plotin, nous y trouverons Arius et Athanase. Le scepticisme grec, le judaïsme, le platonisme et la religion du Christ y auront des interprètes non loin du temple de Sérapis.

Mais ce qui fait à nos yeux le plus puissant intérêt de cette curieuse époque, ce sont les surprenantes analogies qui la rapprochent de la nôtre. Loin de nous la pensée d'assimiler en aucune façon la religion de la Grèce et de Rome avec le christianisme; mais, quelle que soit la supériorité de la religion la plus sainte et la plus pure qui fut jamais, et quoi qu'on puisse penser de l'éternité promise à l'église, personne ne contestera que, depuis trois siècles, son unité n'ait été profondément ébranlée, et que de graves symptômes de dissolution et de décadence n'éclatent de toutes parts. A Dieu ne plaise aussi que nous voulions prédire à la philosophie de notre temps les tristes destinées de l'école d'Alexandrie! Non, nous sommes profondément convaincu que l'avenir appartient à la philosophie du XIXe siècle; mais les plus légitimes espérances ne doivent pas nous fermer les yeux sur les réalités du temps présent. Ne semble-t-il pas que la philosophie européenne, comme la philosophie grecque au temps d'Ammonius et de Plotin, soit en quelque sorte épuisée par sa fécondité, et qu'elle succombe sous le poids de ses propres fruits? Ne la sentons-nous pas profondément atteinte par les coups que le scepticisme du XVIIIe siècle lui a portés? Et comme la philosophie ancienne avait eu son demi-scepticisme, conciliable avec les besoins de la vie et une certaine sagesse, dans les Arcésilas et les Cicéron, son scepticisme radical et métaphysique dans les Pyrrhon et les Agrippa, son scepticisme ironique et railleur dans Lucien, ne retrouvons-nous pas dans Bayle, dans David Hume, dans Voltaire, des formes analogues du scepticisme renaissant? Ne rencontrons-nous pas autour de nous ces brillants et ingénieux *académiciens,* ces douteurs systématiques et obstinés, et la cohorte pour longtemps nombreuse des enfants dégénérés de l'auteur de *Candide?*

Dans cet état d'universelle défaillance, les esprits les plus fermes reculent devant la responsabilité d'une doctrine nouvelle. Autant à d'autres époques l'on cherche la grande originalité, autant elle fait peur aujourd'hui. Même quand ils inventent, nos philosophes mettent leurs nouveautés sous la protection des grands souvenirs. Ammonius et Plotin ne voulaient être que les disciples de Platon, nous ne voulons être que ceux de Descartes.

Si Descartes en effet, si Malebranche et Leibnitz n'ont bâti que de fragiles

systèmes que le souffle du temps a emportés sans retour, pourquoi recommencer après eux une carrière où ils se sont égarés et perdus? Comment ne pas désespérer, après tant de philosophies impuissantes, de la philosophie elle-même? Mais non, tout n'a pas péri dans le naufrage de ces grands systèmes. La vérité n'est pas à découvrir tout entière ; elle est déjà dans le passé ; il suffit de savoir l'y reconnaître et de la recueillir. C'est sur la foi de ces pensées que nous entreprenons de réconcilier Descartes et Bacon, Leibnitz et Locke, comme autrefois Plotin et Proclus réconciliaient Platon avec Aristote. C'est ainsi que nous sommes plus historiens qu'inventeurs, plus érudits que philosophes, impartiaux, tolérants, conciliateurs, un peu indifférents, en un mot éclectiques.

Si ces traits de ressemblance ne sont point chimériques, n'avons-nous pas, au XIXe siècle, quelques leçons à demander à l'histoire de l'école d'Alexandrie? Cette généreuse et noble école a entrepris deux grands desseins : s'allier avec l'antique religion contre l'esprit nouveau ; être à la fois une école de philosophie et une église. L'école d'Alexandrie a échoué dans ces deux entreprises. Reniée par le paganisme qu'elle altérait en le voulant transformer, elle a été vaincue par l'esprit nouveau et a péri avec la religion et la philosophie helléniques. De nos jours aussi, nous voyons reparaître ces tentatives où Porphyre, où Jamblique, où Julien, ont échoué. Tandis que des esprits étroits ou frivoles continuent contre le christianisme et contre toute religion une guerre insensée, rêvant je ne sais quelle religion de la nature ; tandis qu'un parti non moins aveugle dans ses desseins, non moins violent dans ses implacables haines, s'acharne à la destruction de toute libre philosophie, les esprits plus sages ou plus généreux se partagent en deux directions contraires : les uns nous proposent un mélange impossible de la philosophie avec le christianisme, les autres courent hardiment après la chimère d'une religion nouvelle. Sur des entreprises analogues, l'histoire a prononcé une fois. Écoutons et méditons ses arrêts, et, tout en comprenant la différence des temps passés et des temps nouveaux, faisons servir l'étude approfondie des siècles qui ne sont plus à l'utilité du nôtre. C'est l'œil toujours fixé sur ce but que nous allons introduire nos lecteurs dans l'histoire de l'école d'Alexandrie.

L'école d'Alexandrie était profondément inconnue en France il y a vingt-cinq ans. Qui s'intéressait alors à l'histoire de la philosophie? Qui lisait Platon et Aristote, saint Anselme et Gerson, Bruno ou Campanella? Descartes et Leibnitz étaient les anciens. En lisant Spinoza, on eût craint de se jeter dans l'érudition et d'être taxé de pédanterie. Aux uns, Condillac suffisait pleinement; aux autres, Reid. Aussi, lorsqu'en 1819, M. Cousin annonça qu'il allait publier les manuscrits inédits de Proclus, il n'y eut qu'un cri parmi ses amis contre une entreprise aussi ingrate, aussi stérile, aussi insensée. C'était quitter la philosophie pour une vaine et laborieuse érudition, c'était déserter les problèmes eux-mêmes pour leur histoire, c'était jeter l'esprit moderne dans une fausse voie. M. Cousin laissa dire ses amis. La publication de Proclus se rattachait à ses yeux à un grand dessein ; il voulait renouer la chaîne des traditions que le XVIIIe siècle avait rompue. Il voulait donner à la philosophie de notre temps une base large et puissante dans les travaux accumulés du passé. En proposant à ceux qui l'entouraient cette vaste et pénible tâche, M. Cousin ne se ménageait pas : il éditait Proclus, traduisait Platon, restituait Xénophane, débrouillait Eunape et Olympiodore et méditait d'avance la scolastique et Abailard. Aujourd'hui que ces travaux en ont suscité tant d'autres d'un si grand prix, et que la plupart des monuments de la pensée humaine, dans l'anti-

quité, le moyen âge et les temps modernes, ont été explorés, déchiffrés, approfondis, nous pouvons juger de la grandeur et de l'utilité de l'entreprise, et payer un juste tribut de reconnaissance à celui qui l'a conçue et qui a tant fait pour l'accomplir.

L'ouvrage de M. Jules Simon sur l'histoire de l'école d'Alexandrie est le plus récent résultat et à coup sûr un des plus remarquables de ce grand mouvement historique. De toutes les écoles de l'antiquité, celle-là avait été la plus négligée. Depuis les premiers travaux de M. Cousin, un livre, savant, utile, il est vrai, mais où la philosophie avait peu de place, celui de M. Matter, et un mémoire excellent de M. Berger sur la doctrine de Proclus, voilà tout ce qu'avait à son service un historien d'Alexandrie. Je ne parle pas de quelques publications récentes sorties du clergé : elles sont au-dessous de l'examen.

L'Allemagne, si riche sur d'autres parties de l'antiquité, ne pouvait être ici d'un grand secours. Brucker, Tiedemann, Tennemann lui-même, n'ont pas compris la grandeur d'Alexandrie. Ritter l'a souvent défigurée. Hégel seul, historien souvent chimérique, médiocrement érudit, mais doué au plus haut degré du sentiment du grand et de ce coup d'œil rapide et profond qui le découvre dans les plus obscurs monuments, a supérieurement jugé la philosophie alexandrine. Comprendre le panthéisme de Plotin, c'était se souvenir de lui-même.

C'est d'une plume française que sortira une histoire vraiment complète de l'école d'Alexandrie. Depuis cinq années, M. Jules Simon l'a prise pour sujet de ses leçons à la Sorbonne : aujourd'hui, il donne au public le fruit de ses solides et fécondes études et nous montre une partie déjà imposante du monument qu'il veut élever à l'honneur de cette grande école (1).

Dans une préface trop courte à notre gré, mais riche d'aperçus métaphysiques, M. Jules Simon caractérise et apprécie en général l'école d'Alexandrie. Puis il se donne tout entier au principal objet de son ouvrage, et s'attache à nous faire connaître, dans tous ses replis, la métaphysique alexandrine, depuis ses principes les plus abstraits jusqu'à ses dernières conséquences. Cette vaste exposition qui n'avait jamais été faite, et où se déploient avec éclat une intelligence philosophique et un talent de style de l'ordre le plus élevé, nous dévoile un système d'une grandeur et d'une originalité inattendues, et sans lequel il est impossible de se rendre un compte sévère du rôle qu'Alexandrie a joué dans le monde, des luttes mémorables qu'elle a soutenues contre l'église naissante, de l'influence qu'elle a exercée sur les développements du christianisme, enfin, des causes profondes qui, après l'avoir élevée si haut, ont amené sa décadence et ses revers. Avant donc d'examiner ces hautes et périlleuses questions que M. Jules Simon a aussi touchées avec un rare talent, quoiqu'il n'ait pu encore que les effleurer, cherchons avec lui à déterminer les caractères, à constater les origines, à éclaircir les principes de la philosophie alexandrine. Comme lui, n'ayons pas peur de la métaphysique. Pour les esprits frivoles, elle obscurcit toutes les questions ; mais c'est elle au fond qui les éclaire.

(1) L'Académie des Sciences morales et politiques, qui montre dans le choix des sujets qu'elle met en concours une si remarquable intelligence des besoins de la science, proposa en 1840 un prix sur l'école d'Alexandrie. Voyez l'intéressant rapport de M. Barthélemy Saint-Hilaire sur les résultats de ce concours et particulièrement sur le mémoire de M. Vacherot, couronné par l'Académie.

I.

L'école d'Alexandrie a été fondée par Ammonius Saccas, vers la fin du second siècle de l'ère chrétienne. Esquissons rapidement l'état du monde civilisé à cette époque. Si l'on regarde à la surface, rien de plus régulier, de plus imposant que cette immense réunion de peuples divers sur lesquels Rome, après huit siècles de luttes et de victoires, avait étendu le niveau d'une administration uniforme, partout puissante et partout respectée ; mais pour qui pénètre jusqu'aux sources mêmes où s'alimente la vie des peuples, la scène change, et l'apparente régularité de ce monde que Rome a soumis ne couvre que désordres et que ruines.

L'antique religion d'Orphée, d'Homère et d'Hésiode avait perdu tout prestige. Le sacerdoce dégénéré n'avait plus le sens de cette ingénieuse et profonde mythologie des anciens jours. Marque décisive de la décadence d'une religion! la philosophie, dès le IV[e] siècle avant Jésus-Christ, au lieu d'attaquer le paganisme, le protége contre l'excès et la brutalité d'un scepticisme frivole : elle s'applique à retrouver sous la lettre des croyances antiques l'esprit qui autrefois les vivifia. Platon se complaît à encadrer ses plus beaux dialogues dans un de ces poétiques récits que lui livre la tradition religieuse ; Aristote, interprétant avec une philosophie indulgente la religion ionienne, prononce cette parole célèbre, bien altière dans sa haute modération : Le philosophe est l'ami des mythes, Φιλόσοφος φιλόμυθος (1).

Après s'être substituée par degrés à la religion dans le gouvernement des intelligences, après avoir enfanté avec une admirable fécondité les plus magnifiques systèmes, la philosophie à son tour avait épuisé sa vitalité. Un seul fait caractérisera sa décadence : la seule école qui fût debout au premier siècle de l'ère chrétienne, c'était celle de Pyrrhon, reconstituée par OEnésidème.

Ce fut alors que, pour le salut du monde, un esprit nouveau commença de se faire sentir et de pénétrer dans les âmes. Durant les deux premiers siècles de notre ère, cet esprit se manifeste confusément encore par un certain nombre d'écoles particulières, qui bientôt disparaissent et s'éclipsent, perdues en quelque sorte dans l'éclat de deux grandes rivales, la religion chrétienne et l'école d'Alexandrie. Ici, l'esprit nouveau éclate avec puissance, et se constitue au travers d'une lutte de trois siècles dont le résultat est le triomphe définitif et l'établissement universel du christianisme.

Cette lutte était inévitable. L'école d'Alexandrie et la religion chrétienne cherchaient l'une et l'autre à s'approprier à l'esprit nouveau, mais d'une manière différente : la première en s'associant au passé, la seconde en rompant avec lui. Du reste, leurs directions générales étaient les mêmes : mysticisme, surnaturalisme, éclectisme, fusion de l'esprit grec et de l'esprit oriental, toutes ces tendances encore vagues ou exclusives dans l'école de Philon le Juif, dans celle de Numénius, chez les néo-platoniciens, les néo-pythagoriciens, les kabbalistes, les gnostiques, nous les retrouvons développées, unies, organisées dans l'un et l'autre des deux grands systèmes contraires.

(1) *Métaphysique,* liv. I, ch. 4.

Considérée à ce point de vue, l'école d'Alexandrie a trois époques. La première et la moins éclatante, mais la plus féconde, c'est celle d'Ammonius Saccas et de Plotin. Un portefaix d'Alexandrie se fait chef d'école, et il trouve des hommes de génie pour l'écouter; Origène, Longin, Plotin, sont ses premiers disciples. L'école se développe en silence, se discipline intérieurement, et se donne un point d'appui solide par un système. Bientôt Plotin, qui en est l'auteur, l'enseigne à Rome avec un éclat extraordinaire. C'est alors que l'école d'Alexandrie entre dans sa seconde phase. Avec Porphyre, avec Jamblique, elle devient une sorte d'église qui prétend disputer à l'église chrétienne l'empire du monde. Le christianisme monte sur le trône avec Constantin; l'école d'Alexandrie l'en fait descendre et s'y place à son tour avec Julien. On a beaucoup déclamé contre l'empereur apostat, et sans doute il a fait la plus grande faute où pût tomber alors un homme d'état : il n'a pas compris le christianisme. Mais cette faute est-elle sans excuse? Julien était un enfant de la Grèce, un fils de Platon, un Athénien passionné pour les lettres et les arts, pénétré du sentiment de la dignité de l'esprit humain. A ses yeux, les chrétiens étaient des barbares; il ne comprenait rien à cette foi farouche, il n'y voyait qu'ignorance et folie. Plein de mépris pour la rudesse des Galiléens, il ne leur enviait que leurs vertus! Lisez sa lettre aux citoyens d'Alexandrie. Quel amour pour la grandeur des souvenirs! quel sentiment de la gloire hellénique! Et puis, que d'esprit, que de verve, que de fine raillerie dans ses lettres! quelle grandeur dans les desseins! quel ensemble dans les mesures! quelle modération dans un homme si jeune et si passionné! Que de choses accomplies ou tentées en si peu de temps! quelle trace profonde laissée dans l'histoire par un empereur qui régna quelques mois!

Avec Julien périt l'école d'Alexandrie, comme puissance politique et religieuse. Le christianisme, en perdant Constantin et Constance, n'avait rien perdu de sa force, parce qu'elle était tout entière dans ses idées. L'école d'Alexandrie, dépassée par l'esprit nouveau, et s'épuisant en vain à le ramener en arrière, tomba dès que le bras qui la soutenait fut brisé. Ici commence sa dernière époque, celle où brille encore le nom de Proclus. Alexandrie redevient une école de pure philosophie, et, se rapprochant plus étroitement que jamais du platonisme, elle cherche à ressaisir par la pensée spéculative l'influence qu'elle a perdue; mais l'esprit du siècle s'était retiré d'elle : elle s'éteint sous Justinien.

Voilà la destinée extérieure de l'école d'Alexandrie; pour la comprendre, il faut avant tout se demander quelle est cette doctrine philosophique suscitée par Ammonius, organisée par Plotin, opposée au christianisme par Porphyre, Jamblique et Julien, et qui essaie en vain de se reconstituer et de vivre par le génie de Proclus.

Pour qui néglige, dans ce vaste système de l'école d'Alexandrie, tout ce qui n'est qu'accessoire et subordonné, pour s'attacher à l'essentiel de la doctrine, elle se laisse ramener sans effort à trois points fondamentaux : la méthode, la théorie de la Trinité, le principe de l'émanation. Par sa méthode, Alexandrie est platonicienne; elle est mystique par sa théorie de la Trinité; par son principe de l'émanation, elle est panthéiste. Ce sont là les trois caractères qui la constituent. Le problème à résoudre pour l'historien, c'est donc d'éclaircir, d'expliquer et par là même de concilier ces trois caractères; c'est de former de la combinaison de ces différents traits un tableau fidèle où se fasse reconnaître, où revive l'école d'Alexandrie. La question pourrait être posée de la sorte : Comment une école de philo-

sophie, fille de Platon par sa méthode, a-t-elle abouti à un panthéisme mystique comme au dernier terme de ses spéculations? Voici pour notre part comment nous résoudrions ce problème délicat et compliqué, soit en profitant des lumières qu'y a répandues l'exposition toujours pénétrante et profonde de M. Jules Simon, soit en proposant nos propres vues et contredisant même les siennes quand cela nous paraîtra nécessaire.

La méthode que les alexandrins empruntent à Platon, c'est la *dialectique*. Ce nom a perdu aujourd'hui le sens que les platoniciens lui donnaient; mais si le nom a péri, la méthode reste immortelle. C'est le premier titre d'honneur de Socrate d'avoir le premier entrevu cette haute méthode et de l'avoir appliquée, d'une manière timide encore il est vrai, mais déjà féconde, à ce qu'il appelait ingénieusement l'accouchement des intelligences. C'est par là que Socrate occupe une grande place dans l'histoire de la pensée et qu'il a été véritablement le maître de Platon. Platon lui-même n'est si grand que par cette méthode socratique d'où son génie tira tant de trésors, et si la théorie des idées, dont le temps a détruit les parties périssables, garde un impérissable fond de vérité qu'elle a déposé tour à tour dans le christianisme et dans la philosophie moderne, c'est qu'elle est bâtie sur le fond solide de la dialectique. Décrivons en quelques traits cette méthode si souvent défigurée.

Il est des intelligences, il est des âmes à qui rien de fini et d'imparfait ne peut suffire. Tous ces êtres que l'univers offre à nos sens, qui captivent tour à tour nos mobiles désirs, qui enchantent notre imagination de leur variété et de leur éclat, trahissent par un trait commun leur irrémédiable fragilité : ils ont des limites, ils passent et s'écoulent. Comment pourraient-ils satisfaire une intelligence capable de l'éternel, rassasier une âme qui se sent faite pour sentir, pour goûter, pour posséder la plénitude du bien?

Celui donc qui, pressé d'une inquiétude sublime, se détourne sans effort de la scène mobile de l'univers et rentre en soi-même pour s'y recueillir dans le sentiment de sa propre existence, déjà moins fragile que celle des phénomènes du dehors, pour trouver dans son âme l'empreinte plus durable et plus profonde d'une beauté plus pure, quoique encore bien imparfaite; celui qui, s'attachant ainsi à des objets de plus en plus simples, de plus en plus stables, de moins en moins sujets aux limitations de l'espace et aux vicissitudes du temps, monte sans relâche et sans faiblesse les degrés de cette échelle de perfection, sentant s'allumer ses désirs et croître ses ailes à mesure qu'il s'élève, et incapable de s'arrêter et de trouver le repos, si ce n'est au sein d'une perfection absolue, d'une beauté sans souillure et sans tache qu'aucun souffle mortel ne saurait ternir, d'une existence qu'aucune limite ne borne, qu'aucune durée ne mesure, qu'aucun espace ne circonscrit; celui-là, suivant Platon, est le vrai dialecticien.

Qu'on n'aille pas se persuader que la dialectique platonicienne n'est qu'un élan sublime de la pensée; c'est une méthode scientifique, susceptible d'une application rigoureuse et sévère : c'est au fond la méthode de tous les grands métaphysiciens. Je ne parle pas seulement de Platon et de sa glorieuse famille, les Plotin, les saint Augustin, les saint Anselme, les Malebranche; je parle aussi des plus sévères génies, des métaphysiciens géomètres, Descartes, Spinoza, Leibnitz, qui sont tous à leur manière de grands dialecticiens. En ce sens, la dialectique platonicienne est plus qu'une méthode, c'est le génie même du spiritualisme, c'est l'âme de toute vraie philosophie.

On élève contre la dialectique un éternel reproche: Aristote l'adressait à Platon, Gassendi le renouvelle contre Descartes, Arnauld contre Malebranche : « Vous réalisez des abstractions. » Juger ainsi la méthode platonicienne, c'est mal la comprendre, ou pour mieux dire, c'est n'en voir que l'abus, c'est en méconnaître l'usage et l'essence. Quoi! chercher en toutes choses le simple, l'éternel, c'est courir après des abstractions vaines! quoi! quitter le phénomène pour l'essence, l'individu pour sa loi, le temps pour l'éternité, l'espace pour l'immensité, le contingent et le fini pour l'infini et le nécessaire, c'est quitter le corps pour s'attacher à l'ombre, la réalité pour la chimère! Quoi! l'ordre, l'unité, la parfaite justice et la parfaite vérité, ce sont là des êtres de fantaisie! Et l'infini même, l'être des êtres, que sera-t-il alors, sinon la plus stérile et la plus vide des abstractions? Étrange philosophie qui, par la crainte de l'abstraction, renonce aux êtres véritables et détruit les plus solides et les plus saintes réalités! Ces réserves faites, nous conviendrons que, si l'histoire de la philosophie consacre la légitimité de la méthode platonicienne, elle en dévoile aussi les excès. J'en signalerai deux : la dialectique incline au panthéisme, et par une suite très-naturelle, elle incline aussi au mysticisme : en sorte que cette même méthode qui fait la force et l'honneur de la pensée humaine peut devenir la cause de ses plus funestes égarements. Misère, infirmité de l'homme! Otez-lui le sens de l'éternel et du divin, il rampe sur la terre plus vil que les bêtes destinées à y vivre et à y périr; rendez-lui ce sens sublime, il s'enivre et court aux abîmes.

Je ne dis point que la méthode dialectique conduise nécessairement au panthéisme; je dis qu'elle y incline par une impulsion naturelle que les plus fermes génies n'ont pu surmonter. Cette méthode consiste en effet essentiellement à poursuivre en toutes choses ce qu'elles contiennent de persistant et de simple, l'élément positif, substantiel, *l'idée,* comme disent les platoniciens. Or, ce principe absolu et parfait auquel la dialectique aboutit par tous les chemins, soit qu'elle interroge la nature, soit qu'elle sonde la conscience humaine; ce principe où tout ramène une âme de philosophe, depuis les astres qui roulent dans les cieux jusqu'à l'humble insecte caché sous l'herbe, ne semble-t-il pas qu'à mesure que la pensée s'élève vers lui, elle se détache du néant pour arriver à l'être, qu'elle dépouille en quelque sorte les objets qu'elle abandonne de toute la perfection et de toute la réalité qu'elle y peut saisir, pour la transporter, pour la rendre tout entière à celui qui la possède en propre, et qui contient tout en soi dans la plénitude de son existence absolue? Et quand on quitte ainsi dès le premier pas la réalité sensible, l'individualité, l'espace, le mouvement et le temps; quand tout cet univers n'est plus en quelque sorte qu'une vapeur brillante et légère à travers laquelle l'âme contemple l'être parfait et absolu dans sa majesté éternelle, ne touche-t-on pas au panthéisme?

Rien n'autorise à penser que Platon se soit laissé entraîner jusqu'à cette extrémité périlleuse, de ne plus voir dans les êtres de l'univers qu'une émanation, un écoulement, un développement nécessaire de Dieu; mais s'il n'a jamais adopté, si même il n'a jamais clairement aperçu le principe de l'émanation, on peut dire que ce principe est caché dans les profondeurs de sa doctrine, et qu'il suffit de la presser pour l'en faire sortir. Du reste, ce noble et ferme génie, en qui Socrate avait imprimé sa mâle sobriété, a toujours repoussé avec énergie les conséquences trop ordinaires du panthéisme; toujours il s'est tenu ferme sur la liberté de l'homme et la providence de Dieu. Qu'il me suffise de rappeler ce passage de la

République où Platon, dans un mythe admirable, fait parler la vierge Lachésis, fille de la Nécessité : « La vertu n'a point de maître ; elle s'attache à qui l'honore, et abandonne qui la néglige. On est responsable de son choix ; Dieu est innocent. »

Du panthéisme au mysticisme, la pente est rapide. Le principe de l'un et de l'autre est le même : un sentiment exalté de l'infini. La méthode platonicienne, dont ce sentiment est l'âme, doit incliner également vers tous deux. Quel est le point de départ de la dialectique? La profonde insuffisance du fini. Quel est le dernier terme où elle aspire? L'infini, l'absolu, l'être dans sa plénitude et sa pureté. Et quel est l'instrument de ses recherches? Ce ne sont pas sans doute les sens et l'imagination. qui ne se repaissent que de phénomènes ; c'est la raison, qui atteint les lois, les causes, les essences. Mais la raison, même quand on la délivre du joug de l'imagination et des sens, conçoit les choses dans de certains rapports et sous de certaines conditions : elle aperçoit les objets dans le temps, où elle-même déploie la suite de ses opérations successives; dans l'espace, où elle-même a son point de vue. Or, l'infini, l'absolu qui cherche la dialectique, est, par sa nature même, exempt de toute condition. Il n'est pas dans un certain espace, ni même dans tous les espaces, étant simple et infini. Comme parfait, il ne peut changer; il n'est enfermé dans aucune durée, ni sujet d'aucune façon à l'écoulement du temps. Mais, s'il est absolument immuable et simple, comment peut-il vouloir, agir, penser? La volonté suppose l'effort, l'activité la plus pure implique le passage de la puissance à l'acte, par conséquent le changement et le temps. La pensée elle-même a pour condition la conscience, par suite le moi et la personnalité avec ses limites et ses faiblesses. Voilà donc le dieu de la dialectique, un dieu sans activité et sans pensée, sans conscience et sans vie. Voilà l'écueil où la raison vient faire naufrage : elle aspire à un dieu absolument parfait, elle s'élève vers lui d'un vol ardent et rapide, et au moment où elle croit l'atteindre, il lui échappe et s'évanouit. Elle-même, en voulant le saisir, le détruit, car elle lui impose les conditions de sa nature. Mais quoi ! est-il possible que je porte au fond de mon être un invincible besoin de l'infini et que je sois condamné à le poursuivre toujours sans jamais l'atteindre? Non, si ma raison ne peut concevoir l'absolu, quelque chose en moi de plus profond saura le saisir. La raison, dans son plus sublime essor, tient encore à la personnalité, au moi ; l'amour brisera ce dernier lien. C'est à lui de nous faire goûter la perfection de Dieu même en répandant notre être dans le sien ; car Dieu ne se révèle qu'à qui se donne tout à lui, et il faut se perdre soi-même pour le posséder pleinement. Voilà le mysticisme. Ici encore la sagesse de Platon, son éducation socratique, l'ont sauvé des écueils ; mais dans ses plus beaux ouvrages on trouve la trace du puissant effort qu'il a dû opposer à l'entraînement de ses propres pensées. Quand il ose décrire, au sixième livre de sa *République*, la nature même de Dieu, après nous avoir montré, au sommet de la hiérarchie des idées, ce soleil intelligible, foyer de la pensée et de l'être, il se trouble, il sent qu'il lui faut monter un dernier degré. Au-dessus de la pensée et de l'être, c'est-à-dire au-dessus de toute mortelle raison, il entrevoit comme à travers un épais nuage cette unité absolue qui nous attire par un charme mystérieux et nous accable de son impénétrable mystère. Cette haute région, d'où Platon se hâte de descendre de crainte de s'y égarer, les alexandrins entreprennent de s'y établir. Le mysticisme, comme le panthéisme de cette audacieuse école, sont donc deux développements naturels de la méthode platonicienne. C'est avec raison qu'Alexandrie s'est déclarée fille de Platon, bien que les deux doctrines soient essentiellement

différentes. Alexandrie est platonicienne par sa méthode; mais elle l'est avec puissance, avec originalité, parce qu'elle a tiré de cette méthode un panthéisme mystique qui n'y était contenu qu'en germe.

De là une explication assez simple de leur fameuse trinité. Au premier coup d'œil jeté sur cette trinité d'Alexandrie qui se rattache à tous les grands souvenirs de l'histoire de la pensée humaine, au système de Pythagore, à celui de Platon, aux trinités de l'Inde, enfin à cette haute et profonde Trinité chrétienne qui fait depuis dix-huit siècles le fond des croyances religieuses de la partie la plus éclairée de l'espèce humaine, l'esprit est saisi de tout ce qui s'y rencontre d'extraordinaire. Dieu est triple et un tout ensemble. Cette nature absolument simple se divise. Au sommet de l'échelle plane l'Unité ; au-dessous, l'Intelligence identique à l'Être, ou le *Logos ;* au troisième rang, l'Ame universelle, ou l'Esprit. Ce ne sont pas là trois dieux, mais trois hypostases d'un même Dieu. Qu'est-ce qu'une hypostase? Ce n'est point une substance, ce n'est point un attribut, ce n'est point un mode, ce n'est point un rapport. Qu'est-ce que l'Unité? Elle est au-dessus de l'Intelligence et de l'Être, au-dessus de la raison ; elle est incompréhensible et ineffable. Sans être intelligente, elle enfante l'Intelligence ; elle produit l'Être, et elle-même n'est point un être. A son tour, l'Intelligence immobile et inactive produit l'Ame, principe de l'activité et du mouvement. Est-ce assez de ténèbres? est-ce assez de contradictions?

Un examen plus approfondi, sans résoudre ces contradictions, sans dissiper toutes ces ténèbres, les éclaircit. Quand l'âme humaine, imposant silence à l'imagination et aux sens, se recueille en soi-même comme dans un temple consacré à Dieu pour méditer sur le principe de son être, quand elle oppose aux misères de cette existence fugitive l'idéal d'une vie parfaite, le premier moyen qu'elle possède de se représenter Dieu, c'est d'étendre, pour ainsi dire, à l'infini toutes les perfections dont elle porte la trace. C'est là le premier effort d'une âme philosophique. Elle s'élève de la connaissance de soi-même à la connaissance de Dieu, se souvenant qu'elle est faite à son image, et qu'elle est comme un miroir où Dieu a réuni et concentré l'image de toutes ses perfections. L'âme est une activité intelligente; mais cette intelligence n'embrasse qu'un petit nombre d'objets et de rapports : elle est sujette au doute et à l'erreur. Cette activité est limitée à une sphère restreinte, et dans cette étroite sphère, il faut qu'elle lutte et souvent qu'elle succombe. Dieu, au contraire, est une intelligence qui embrasse tous les objets et tous les rapports ; une activité qui remplit tous les espaces et tous les temps, et qui répand partout l'ordre, l'être, la vie. Ce Dieu, conçu comme un parfait modèle dont l'âme humaine est une copie, cette Ame infinie et universelle, c'est la troisième hypostase de la Trinité alexandrine. C'est là Dieu, sans doute, mais ce n'est pas Dieu tout entier : ce n'est pas un Dieu qui puisse suffire à la pensée humaine et où la dialectique se puisse arrêter.

Ce Dieu, en effet, si élevé au-dessus de la nature et de l'humanité, participe encore de leurs misères. Il agit, il se développe, il se meut. Il a beau remplir tous les espaces et tous les temps, il tombe lui-même dans l'espace et dans le temps. Il connaît et il fait toutes choses; mais il n'est pas le premier principe des choses, car il ne peut les connaître et les faire qu'à la condition d'emprunter à un principe plus élevé l'idée même et la substance des êtres qu'il réalise. Au-dessus d'une activité intelligente qui conçoit et produit dans l'immensité de l'espace et des temps les types éternels des choses, nous concevons l'Intelligence en soi qui contient

dans les abîmes féconds de son unité ces types eux-mêmes. Cette pensée absolue, éternelle, simple, immobile, supérieure à l'espace et au temps, c'est Dieu encore, c'est la seconde hypostase de la Trinité alexandrine.

Il semble que la pensée ait ici atteint le plus haut terme de son développement. Quoi de plus parfait que de penser et d'agir, si ce n'est de posséder en soi la plénitude de la pensée et de la vie, la plénitude de l'être? Mais la pensée humaine ne peut encore s'arrêter là. Une nécessité inhérente à ce qu'il y a de plus divin dans sa nature la presse et l'agite, et ne lui laissera de repos que quand elle aura atteint un point où le désir de la perfection suprême s'épuise dans la possession parfaite de son objet.

Dieu est la pensée absolue, l'être absolu. Or, qu'est-ce que la pensée? quel en est le type? C'est la pensée humaine, la pensée liée à la personnalité. Qu'est-ce que l'être? L'être de cette fragile créature que nous sommes. Mais quoi! l'être de Dieu sera-t-il comparable au nôtre? la pensée de Dieu sera-t-elle analogue à celle des hommes? Penser, c'est connaître un objet extérieur dont on se distingue. Rien n'est extérieur à Dieu. Penser, c'est avoir conscience de soi, c'est se distinguer, se déterminer par rapport à autre chose. Or, il ne peut y avoir en Dieu ni distinction, ni détermination, ni relation. Ce n'est donc pas encore considérer Dieu en soi, mais relativement à nous, que de se le représenter comme la pensée, comme l'Être. Dieu est au-dessus de la pensée et de l'être; par conséquent, il est en soi indivisible et inconcevable. C'est l'Un, c'est le Bien, saisi par l'extase; c'est la première hypostase de la Trinité alexandrine.

Voilà les trois termes qui composent cette obscure et profonde Trinité. Le genre humain, la raison encore imparfaitement dégagée des sens, s'arrêtent à l'Ame universelle, principe mobile du mouvement; la raison des philosophes s'élève plus haut, jusqu'à l'Intelligence immobile où reposent les essences et les types de tous les êtres; l'amour, l'extase seuls peuvent nous faire atteindre jusqu'à l'Unité absolue.

Les alexandrins se complaisent à retrouver cette Trinité dans tous les systèmes philosophiques, dans toutes les traditions religieuses. Ils n'ont pas la sagesse de s'en tenir à Platon. La Trinité est dans Aristote; elle est dans Héraclite, dans Anaxagore. Il y a visiblement ici un abus incroyable de l'éclectisme. Cependant il est vrai de dire que, si l'on considère les spéculations les plus puissantes de la philosophie grecque, la doctrine d'Alexandrie en présente une sorte de résumé systématique qui n'est ni sans grandeur, ni sans profondeur et sans portée.

La troisième hypostase de la Trinité alexandrine répond assez bien au Dieu-nature des stoïciens et d'Héraclite : panthéisme encore grossier dans Héraclite, déjà plus profond dans les stoïciens, et qui n'a pas été sans influence sur celui d'Alexandrie. Au-dessus de ce Dieu mobile, la seconde hypostase de la Trinité de Plotin rappelle trait pour trait le Dieu d'Aristote, cette pensée éternelle et immobile dont l'activité, ramassée en elle-même, s'épuise dans la contemplation de soi, et ne tombe par aucun endroit dans le temps, la variété et le mouvement. Enfin, on ne saurait nier que la première hypostase de la Trinité alexandrine ne se rapproche singulièrement de cette unité pythagoricienne que Parménide épura si sévèrement de toute analogie et de tout rapport avec le monde, qu'il en perdit le sentiment du fini et n'y put voir qu'une ombre trompeuse de l'existence (1). Le

(1) Voyez la savante monographie de M. Riaux sur Parménide d'Élée.

Dieu des alexandrins est donc à la fois le Dieu de Platon, le Dieu de Pythagore et d'Élée, le Dieu d'Aristote, le Dieu d'Héraclite et de Chrysippe. En lui se résument et se concilient tous les systèmes ; par lui aussi s'expliquent toutes les religions. Les trois dieux d'Orphée, Phanès, Uranus et Cronus, sont les trois hypostases de la Trinité divine. Orphée lui-même n'est qu'un anneau de la chaîne dorée qui remonte jusqu'au grand révélateur égyptien Hermès, et Pythagore connut la Trinité quand il fut initié par l'archiprêtre Sonchide aux mystères égyptiens. Ainsi, tout s'unit, la philosophie et la religion, l'Orient et la Grèce, tous les dieux, tous les sages, tous les poëtes, toutes les traditions.

Cette théorie d'un Dieu en trois hypostases est le fond de la philosophie des alexandrins. Leur platonisme, leur éclectisme, leur mysticisme, tous les caractères de leur doctrine sont là. Il est aisé d'y marquer aussi la place de leur panthéisme. La même loi en effet qui préside aux rapports des hypostases divines leur sert à expliquer le rapport de Dieu au monde, de l'éternité au temps, de l'infini au fini ; cette loi, c'est celle de l'émanation. De même que l'Intelligence émane de l'Unité, l'Ame de l'Intelligence, nous voyons le système entier des êtres de la nature sortir de l'Ame universelle, premier anneau d'une chaîne d'émanations successives qui n'a d'autre terme que celui du possible.

Telle est l'idée que nous nous formons de la philosophie alexandrine ; elle est un développement original du platonisme. Ce développement, fondé d'ailleurs sur les lois mêmes de la pensée, a été déterminé par deux grandes causes : l'esprit du temps, qui inclinait avec force toutes les âmes au mysticisme; l'invasion des idées orientales, qui les poussait dans le même sens. De là un vaste système, platonicien par sa méthode et ses tendances générales, mystique et panthéiste par ses résultats, capable à ce double titre de se mettre en harmonie tout ensemble avec les traditions de la philosophie grecque et l'esprit nouveau qui de l'Orient soufflait sur le monde, très-propre par conséquent à les réunir dans un éclectisme universel.

M. Jules Simon n'entend pas tout à fait de la même façon les origines et les caractères de la philosophie alexandrine. En pareille matière, ses opinions ont une si grande autorité, que le droit de les contredire impose le devoir de les discuter. L'origine de tous nos dissentiments, c'est notre différente manière d'entendre la doctrine de Platon. Suivant M. Jules Simon, sur la question de la nature de Dieu, Platon s'est arrêté à un dieu mobile, à une sorte d'âme de l'univers ; sur celle des rapports de Dieu avec le monde, il a adopté le dualisme.

On a beaucoup répété que le dualisme était le fond de toute la métaphysique ancienne, que la notion d'un principe unique de l'existence universelle appartenait essentiellement au christianisme. Suivant cette doctrine, le plus grand effort des plus puissants génies de l'antiquité, ç'a été de concevoir une intelligence suprême qui a organisé le chaos. Le dieu de la philosophie ancienne est l'architecte du monde; il en est même la providence, mais non point le père et l'auteur. Cet artiste admirable a besoin d'une matière, laquelle, en recevant son action, lui impose à son tour des limites et entre en partage de ses plus sublimes attributs, l'éternité, la nécessité, l'indépendance. De là une sorte de manichéisme qui fait Dieu source de tout bien ; la matière, source de tout mal. Il était réservé au christianisme d'extirper le mauvais principe et d'annoncer aux hommes l'être des êtres, source unique de tout ce qui respire et qui vit. Voilà l'histoire de la philosophie telle que les pères de l'église l'ont faite, et telle que Baltus, au XVIII[e] siècle, l'op-

posait aux philosophes qui prétendaient trouver dans Platon les dogmes fondamentaux du christianisme.

La discussion approfondie de cette question nous mènerait trop loin ; nous n'insisterons que sur un point qui nous paraît incontestable : c'est qu'il est de l'essence de la méthode dialectique d'exclure le dualisme. Elle consiste en effet à s'élever des objets sensibles aux idées et des idées à Dieu ; elle y parvient en séparant dans chaque chose deux éléments, l'élément positif, durable, l'être, et l'élément négatif, variable, le non-être. Dans cette marche dialectique dont parle Platon, le philosophe ne laisse donc rien derrière soi que des limites et des négations, et le dieu auquel il arrive, cette idée par excellence qui contient toutes les idées, c'est l'être absolu, l'être hors duquel il n'y a rien.

Nous pouvons consentir moins encore à admettre que Platon, dans sa sublime théodicée, se soit arrêté à un Dieu mobile et changeant, à cette âme du monde que les alexandrins ont placée au plus bas degré de leur Trinité. On abaisse ici singulièrement le maître devant le disciple, et j'ose dire que Plotin eût décliné l'honneur que son historien lui veut faire, d'avoir, le premier, conçu Dieu comme un être absolument immuable, élevé, non par des degrés, mais par la plénitude incommunicable de la perfection au-dessus de tous les êtres de l'univers. Faut-il rapporter ici les passages de la *République*, du *Phédon* et du *Banquet*, où Platon s'explique avec une majesté et une magnificence de langage qui n'excluent pas la plus rigoureuse précision sur l'absolue immutabilité du principe inconditionnel de l'existence? Faut-il introduire ici, comme fait Socrate au banquet d'Agathon, la belle étrangère de Mantinée, s'écriant. « Celui qui dans les mystères de l'amour s'est avancé jusqu'au point où nous en sommes par une contemplation progressive et bien conduite, parvenu au dernier degré de l'initiation, verra tout à coup apparaître à ses regards une beauté merveilleuse, celle, ô Socrate! qui est la fin de tous ses travaux précédents : beauté éternelle, non engendrée et non périssable, exempte de décadence comme d'accroissement, qui n'est point belle dans telle partie et laide dans telle autre, belle seulement en tel temps, dans tel lieu, dans tel rapport, belle pour ceux-ci, laide pour ceux-là ; beauté qui n'a point de forme sensible, un visage, des mains, rien de corporel, qui ne réside dans aucun autre être différent d'avec lui-même, comme un animal, ou la terre, ou le ciel, ou toute autre chose ; qui est absolument identique et invariable par elle-même; de laquelle toutes les autres beautés participent, de manière cependant que leur naissance ou leur destruction ne lui apporte ni diminution ni accroissement (1). » Est-ce là un Dieu changeant et mobile, une âme, un être mêlé au monde, et ne différant de nous que par le degré? Et en vérité, est-ce bien Platon qu'on vient accuser d'anthropomorphisme? On cite le *Timée* et ses poétiques récits. Faut-il donc prendre ici Platon à la lettre, et se rendre très-attentif, par exemple, à ce vase où Dieu compose l'âme du monde? Mais quoi ! le *Timée* lui-même contient des preuves décisives contre cette manière d'interpréter Platon. Il nous fait assister à la formation de cette âme universelle, ouvrage de l'éternel artiste, Dieu des sens et du vulgaire, Dieu engendré et périssable, qu'on veut nous faire confondre avec le Dieu de la *République* et du *Banquet*. Ce grand Dieu, qui, dans le *Timée*, crée le temps du sein de l'éternité pour en être l'image mobile, ce Dieu dont il ne faut pas dire qu'il a été et qu'il sera, de crainte d'altérer la majesté de son existence immuable,

(1) *Banquet*, traduction de M. Cousin, VI, 326.

mais seulement qu'il est, ce Dieu dont la grandeur pénétrait saint Augustin d'admiration et d'enthousiasme, et faisait dire à saint Justin que le Verbe, avant de s'incarner, s'était révélé à Platon, qu'a-t-il donc à démêler avec l'espace, le temps, le mouvement et toutes les faiblesses de notre nature? On s'appuie sur ce qu'Aristote reproche sans cesse à Platon la mobilité de son Dieu. C'est une erreur : Aristote adresse vingt fois à Platon le reproche contraire, savoir : d'arriver par la dialectique à une région immobile et abstraite, d'où le mouvement et la vie ne peuvent plus sortir. Aristote a évité cette difficulté, on sait à quel prix, par le dualisme. Mais imputer à Platon le dualisme et un Dieu mobile, c'est fermer les yeux sur la méthode de Platon, c'est s'inscrire en faux contre ses doctrines explicites, c'est sacrifier à un ou deux passages secondaires d'une explication difficile tous les grands monuments de la philosophie platonicienne; c'est mal comprendre la polémique d'Aristote et la véritable différence qui sépare le maître du disciple; enfin, c'est se condamner à laisser dans l'ombre l'intime lien qui rattache tout ensemble le panthéisme et le mysticisme des alexandrins à la philosophie de Platon. M. Jules Simon veut que le Dieu du *Timée* occupe le troisième rang dans la Trinité alexandrine; mais il sait bien que le Dieu du *Timée*, c'est l'intelligence, enfermant en soi les types des êtres et toutes les formes de la vie. Ce Dieu serait donc tout au plus la seconde hypostase, et non la troisième, et M. Jules Simon sait aussi que nous sommes sur ce point parfaitement d'accord avec les deux plus grands philosophes d'Alexandrie, Plotin et Proclus.

Si l'on peut reprocher à M. Jules Simon d'être trop favorable aux alexandrins, quand il expose leur doctrine et leur suppose une originalité qu'ils n'ont pas, il faut reconnaître qu'il est juste et sévère pour eux, quand il discute et apprécie la valeur de leurs spéculations. C'était là la partie la plus difficile de la grande tâche qu'il s'est proposée; disons tout de suite qu'il s'en est acquitté, en ce qui touche le mysticisme alexandrin, d'une manière supérieure. Il est impossible de remonter aux causes philosophiques du mysticisme de Plotin, et en général de tout mysticisme, avec une sagacité plus pénétrante, et de mettre à nu avec plus de vigueur et de solidité l'illusion sur laquelle repose cet étrange et curieux système.

Les mystiques tombent dans une confusion qui, pour être assez naturelle à toute intelligence éminemment spéculative, n'en est que plus dangereuse; ils confondent les conditions sous lesquelles s'exerce la raison dans une intelligence imparfaite avec l'essence et le fonds même de la raison. Lors donc que, dans leur effort sublime pour atteindre le principe de toute existence, ils arrivent à un être absolument dégagé de toute condition, à un être que l'on ne peut concevoir dans le temps, dans l'espace, qu'on ne peut rapporter à une cause supérieure, à un être en un mot à qui on ne peut assigner aucune limite, et en qui on ne peut concevoir aucune diversité, ils s'imaginent que la raison est condamnée à se contredire avec elle-même, étant forcée de concevoir un être inconcevable, de nommer un être ineffable, d'assujettir à une condition un être absolument inconditionnel. C'en est donc fait de la science, et il faut tomber dans le scepticisme et le désespoir, s'il n'y a pas en nous un autre moyen d'atteindre ce qui échappe à toutes les prises de la raison. Ce moyen, c'est l'extase, l'enthousiasme. La raison est un don sublime, mais elle a pour ainsi dire un vice originel, elle tient à la personnalité; l'extase en est l'abolition; elle identifie l'âme avec son objet, elle nous unit à Dieu, elle nous fait Dieu. M. Jules Simon démontre fortement que le principe de tout ce système est ruineux. L'idée de l'absolu, comme il le prouve avec une grande puis-

sance d'analyse, est le fonds même de la raison. Toutes ces lois, tous ces principes, toutes ces vérités éternelles et nécessaires qui soutiennent nos pensées, qui dominent et dirigent nos sciences, perdent leur sens si on les sépare de l'idée de l'absolu. Loin de l'exclure, comme le croit le mysticisme, elles l'impliquent. C'est elle qui les engendre, les conserve et les constitue au plus intime de l'âme humaine. Pour trouver Dieu, l'homme n'en est pas réduit à renoncer à sa raison; il lui suffit de l'interroger dans son fonds. C'est donc la raison qui éclaire l'homme, alors même qu'il croit avoir éteint sa lumière. Contemplation, vision, extase, tout cela n'est encore que la raison qui se dérobe à la conscience dans la soudaineté sublime de son action. Hors de là, il n'y a que les chimères d'une imagination exaltée, les visions d'un cerveau malade, et, faut-il le dire? les hallucinations d'un sang échauffé. Les mystiques veulent secouer le joug de la personnalité, et ils y retombent sans cesse. Ils croient entendre la voix de Dieu, c'est celle de leur fantaisie. Ils s'imaginent sortir du moi, ils s'y emprisonnent; en croyant s'envoler au ciel, ils s'enchaînent plus étroitement à la terre, et le dernier fruit de cette exaltation qu'on croit angélique n'est que trop souvent l'abandon le plus déplorable aux déréglements les plus honteux.

Toute cette critique du mysticisme alexandrin est d'une solidité et d'une profondeur également remarquables; M. Jules Simon est loin d'être aussi fort contre le panthéisme. Il accorde et même il démontre que le panthéisme n'a rien à démêler avec l'athéisme, qu'il ne consiste point à absorber l'infini dans le fini, et Dieu dans la nature, mais seulement à les unir par le lien d'une consubstantialité et d'une coéternité nécessaires. Il va même jusqu'à soutenir, et à notre avis il réussit à prouver avec la plus rare sagacité, que le panthéisme n'exclut pas absolument les conditions de l'individualité, et peut laisser place à une multiplicité distincte de forces finies; il indique en passant les emprunts, très-remarquables en effet, que Plotin a faits au dynamisme d'Aristote et à toute sa belle théorie de la nature; puis, après avoir soulevé ces questions redoutables, il les tranche en quelques mots. Le panthéisme, dit-il, est contradictoire. Soit; mais il ne faudrait pas le prouver par des arguments dont on a fait soi-même toucher au doigt la faiblesse. Voici une assertion plus grave encore. On soutient que le dualisme, le panthéisme et tous les systèmes des philosophes qui ont consumé leur génie à éclaircir, à expliquer le rapport de Dieu au monde, tout cela n'est qu'une suite d'illusions, un jeu d'esprit stérile. Suivant M. Jules Simon, la question du rapport du fini à l'infini est entièrement insoluble. Cependant il la résout et se prononce explicitement pour la doctrine de la création *ex nihilo*. Qu'est-ce à dire? M. Jules Simon voit-il dans cette doctrine une solution positive du problème du rapport du fini avec l'infini? Il paraît bien, car il ne veut pas convenir que cette solution soit négative. D'un autre côté, il ne croit pas à la possibilité d'une solution. La vérité est que M. Jules Simon n'attache qu'une bien médiocre importance à ce genre de problèmes. Dualisme, panthéisme, création *ex nihilo*, il ne voit là que des métaphores qui nous déguisent le vide absolu de nos idées. Si donc il penche pour la création *ex nihilo*, c'est précisément à cause de son caractère tout exclusif et tout négatif, qu'il paraissait d'abord lui contester.

Pour nous, nous ne pouvons admettre que les efforts des métaphysiciens pour résoudre le premier problème de la philosophie, que les spéculations d'Aristote et de Platon, de Plotin et de Spinoza, n'aient abouti qu'à substituer une métaphore à une autre, et que ces grands esprits, qui croyaient s'occuper de choses,

n'aient spéculé que sur des mots. C'est d'abord une grave injustice de considérer d'un œil si dédaigneux les plus hautes spéculations des philosophes; c'est en outre pour soi-même un grave danger.

Il n'est pas exact de dire que le dualisme et le panthéisme expliquent le rapport du fini à l'infini par une pure métaphore. La conscience humaine, à laquelle il faut toujours en revenir en saine métaphysique, nous fournit le type de deux sortes d'actions parfaitement distinctes. La volonté de l'homme agit sur la nature extérieure. L'industrie ne peut, il est vrai, donner l'être à un brin de paille; mais elle peut changer la face du monde. L'artiste ne peut créer une statue; mais donnez-lui du marbre, et il en tirera Minerve ou Jupiter. Telle est l'idée que les hommes se sont souvent formée de l'action divine : et de là le dualisme. La matière et Dieu sont deux principes coéternels également nécessaires. Dieu agit sur la matière et lui imprime les formes sublimes de sa pensée; il ne lui donne pas l'être, mais le mouvement, l'ordre et la vie.

Or il y a dans la conscience de l'homme le type d'une action plus spirituelle, plus relevée, savoir, l'action intérieure par laquelle nous pouvons modifier et déterminer notre existence morale. Ici, ce n'est plus l'action d'une force sur un terme étranger, c'est l'action d'une force sur soi-même, c'est son développement, c'est sa vie. Quand mon activité pensante forme une idée, cette idée n'est pas hors de moi; elle n'est pas séparée, quoiqu'elle en soit distincte, de l'activité qui l'enfante; elle est cette activité elle-même qui se détermine et se féconde. L'idée passe, l'activité reste, et produit des idées nouvelles. Voilà le type primitif sur lequel les panthéistes conçoivent l'action divine. Pour eux, les êtres de ce monde ne sont pas extérieurs à Dieu, bien qu'ils s'en distinguent formellement; ils n'ont point une existence séparée; ils sont les effets immanents d'une activité éternelle et inépuisable qui les produit sans mesure et sans terme dans l'espace et le temps, sans y tomber elle-même, toujours pleine, parfaite, immobile en soi.

Sont-ce là des mots et des métaphores? Quand je parle d'une force qui agit sur un terme extérieur, ou d'une activité qui se détermine par elle-même, sais-je ou non ce que je dis? Ai-je ou non une idée positive? Mais, dit-on, cette double action est environnée de mystères. Que sera-ce, si de l'homme on s'élève à Dieu, du fini à l'infini, du relatif à l'absolu? Les difficultés deviendront infinies comme l'objet de la pensée et se changeront en impénétrables énigmes. Je réponds par le mot de Montaigne : « Nous ne savons le tout de rien; » tout est mystère autour de nous, et, comme disait Pascal, l'homme est à lui-même le plus profond de tous les mystères. Est-ce à dire que nous ne sachions rien? Nous ne pouvons, dites-vous, comprendre Dieu. Je le crois bien, nous ne pouvons comprendre un atome. Celui qui connaîtrait dans son fonds et dans son tout la plus chétive des créatures connaîtrait tout le reste, et aurait le secret de Dieu. Leibnitz disait avec esprit et avec grandeur : « Dieu est un géomètre qui calcule et résout incessamment ce problème : Étant donné une monade, un atome de l'existence, déterminer l'état présent, passé et futur de tout l'univers. » Mais n'y a-t-il pas un milieu entre comprendre et ignorer, entre connaître absolument et ne point connaître du tout? En bonne logique, prouver qu'on ne peut avoir l'idée complète d'une chose, est-ce prouver qu'on n'en peut avoir aucune idée? N'est-il pas clair que, dans les notions les plus positives et les plus précises d'un être imparfait, il y aura toujours la part des ténèbres et du néant?

M. Jules Simon nous livre le secret de son opinion sur le panthéisme, quand il

pose en principe que la raison humaine ne peut connaître Dieu ou l'absolu d'une manière positive. Selon nous, c'est infiniment trop accorder à Plotin; c'est perdre tout le terrain qu'on vient de gagner, et du mysticisme vaincu incliner à une extrémité non moins dangereuse.

M. Jules Simon, en historien philosophe, juge l'école d'Alexandrie au nom d'un système. A la théorie de Plotin sur la raison il oppose la sienne. Signalons au moins le caractère et les conséquences de cette théorie. Elle est contenue dans ces deux principes fondamentaux : l'idée de l'absolu ou de l'infini est le dernier fonds de la raison; nous ne pouvons avoir toutefois de la nature de l'absolu aucune connaissance positive. Par le premier de ces principes, et en général par sa manière d'entendre l'absolu, M. Jules Simon se rattache à la nouvelle philosophie allemande, celle de Schelling et de Hégel; par le second, il se rapproche plutôt de Kant et de l'esprit général de la philosophie critique, laquelle dans le fond ne conteste pas la notion, ni même l'existence de l'absolu, mais seulement la possibilité de le connaître, d'en faire la science. Cette combinaison du kantisme et d'une sorte d'hégélianisme n'est assurément pas sans puissance. Elle a déjà séduit un éminent philosophe de l'Écosse, un savant et profond critique, M. Mamilton, dont les vûes métaphysiques ont reçu une force nouvelle en s'associant à celles du ferme esprit, du vigoureux écrivain qui s'est fait en France son interprète (1).

M. Hamilton et M. Jules Simon pensent donc que l'absolu ne peut être l'objet d'une connaissance positive. Nous concevons fort bien que l'on soutienne avec Kant cette thèse; mais nous demandons en même temps qu'on en reconnaisse la nécessaire conséquence, savoir : que l'idée de l'absolu n'existe véritablement pas. M. Hamilton a parfaitement vu cette conséquence, et s'y est résigné. M. Jules Simon a préféré, comme Kant, se contredire. Il a mieux aimé être inconséquent que d'être sceptique. Dans tout son livre, nous trouvons en lui un partisan déclaré et éloquent du dogme de la divine Providence. Or, je le demande, comment conciliera-t-on ce dogme sublime avec l'impossibilité absolue où l'on prétend qu'est la raison d'avoir de Dieu aucune connaissance positive? Croire à la Providence, c'est apparemment croire que Dieu est l'intelligence parfaite, la parfaite justice et la parfaite sainteté. Sont-ce là des affirmations positives, ou soutiendra-t-on encore que ce sont des métaphores et de vains mots? Dire que Dieu pense, qu'il est juste, qu'il est saint, est-ce ne rien dire de positif et d'effectif? Est-ce s'incliner devant une métaphore, adorer des formules vides de sens, embrasser une ombre, un néant? Assurément on ne l'entend pas de la sorte. Où prenons-nous cependant, après tout, le type réel et positif de l'intelligence, le type de la justice, si ce n'est dans le moi lui-même, modèle primitif et universel de toutes nos conceptions? Or, s'il n'y a aucune ressemblance, aucune analogie (c'est ce que l'on soutient positivement) entre notre intelligence, notre être, et l'intelligence et l'être de Dieu, de quel droit dirons-nous que Dieu est une intelligence et un être? de quel droit dirons-nous même qu'il y a un Dieu? C'est véritablement alors que nous prononcerions des paroles vides de sens. Mais, dira-t-on, vous tombez dans l'anthropomorphisme. Vous faites Dieu semblable à l'homme. Vous souillez sa majesté de toutes les imperfections de notre nature. Votre Dieu n'est que le moi divinisé; votre Dieu n'est qu'une idole. — Je réponds à mon tour : Pour faire Dieu trop grand, vous en compromettez l'existence. Pour rendre la raison modeste, vous la faites pyrrhonienne. Si Dieu ne peut être connu positi-

(1) Voyez la préface de M. Louis Peisse aux *Fragments* de Hamilton.

vement par la raison, c'en est fait de la raison et de Dieu. Toute connaissance négative implique une connaissance positive; si le mot Dieu ne répond dans mon esprit et dans mon âme à aucune idée positive, toute affirmation sur Dieu est arbitraire, vaine et inintelligible. Toute philosophie et toute religion sont égales, également vaines. L'histoire n'a plus de sens. Le dieu de Platon n'est pas plus vrai que celui de Thalès et d'Héraclite. Le dieu des chrétiens n'est pas plus saint et plus pur que ceux du paganisme et que les plus grossiers fétiches. On n'a plus de critérium pour les distinguer, et il faut tomber dans l'indifférence absolue des philosophies et des religions.

Réduisons la question à ses termes les plus précis : si une intelligence finie ne peut connaître positivement que ce qui lui est analogue, alors, j'en conviens, plus de système sur le rapport du fini et de l'infini, plus de science de l'infini lui-même, mais alors aussi plus de philosophie, plus de religion, plus de Providence, plus de Dieu. Admet-on ces tristes conséquences? On est sceptique, mais on est logicien. Si, au contraire, l'on accorde une fois que la raison a l'idée de l'absolu, qu'il y a un rapport possible entre une raison finie et un être infini, je dis que c'est une faiblesse et une inconséquence de s'arrêter là, et, contredisant à la fois la logique et le genre humain, de soutenir que nous n'avons aucune connaissance positive de la nature de Dieu, et qu'il n'y a rien de commun entre son être et le nôtre. Spinoza, lui aussi, disait qu'entre la pensée de Dieu et la nôtre il n'y a pas plus de ressemblance qu'entre le chien, constellation céleste, et le chien, animal aboyant. Spinoza excède ici sa propre pensée; il tombe dans le mysticisme : ce n'est plus Spinoza, c'est Plotin. Un mystique peut dire avec calme : La raison n'atteint pas Dieu; car l'extase est là pour lui donner un asile, et satisfaire son âme et son cœur. Mais quand on a l'esprit assez ferme pour ne voir dans l'extase qu'une haute et noble extravagance, je me sers des mots de Bossuet, que M. Simon ne désavouera pas, si l'on refuse à la raison le droit de connaître positivement la nature de Dieu, il n'y a, je le répète une dernière fois, d'autre issue à un pareil système que le scepticisme.

II.

Abordons maintenant avec M. Jules Simon cette question grave et périlleuse qui fait pour beaucoup d'esprits le principal intérêt de l'histoire d'Alexandrie. Quels ont été les rapports de cette école avec le christianisme? quelles analogies les rapprochent? quelles différences les séparent? quelles sont les causes qui ont déterminé la chute de l'école alexandrine et le triomphe de la religion du Christ? M. Jules Simon a expressément réservé pour la seconde partie encore inédite de son ouvrage la discussion approfondie de ces épineux problèmes; mais il a été conduit à s'expliquer assez nettement sur le fond du debat dans deux des chapitres les plus intéressants de son livre, l'un sur l'établissement du christianisme, l'autre sur les rapports de la Trinité chrétienne avec celle d'Alexandrie.

On a pu voir plus haut que les alexandrins avaient concentré dans leur théorie d'un Dieu en trois hypostases toute la substance de leur philosophie. Le dogme de la sainte Trinité n'a pas dans le christianisme moins d'importance. Étroitement

lié au mystère de l'incarnation, qui lui-même est inséparable du mystère de la rédemption, le dogme de la sainte Trinité est la base de toute la métaphysique chrétienne. La plupart des grandes hérésies, l'arianisme, le sabellianisme, le nestorianisme, ont attaqué par quelque endroit ce dogme fondamental. Ébranler un seul point en pareille matière, c'est tout compromettre. Arius touche d'une main profane à l'égalité, à la coéternité du Père et du Fils; voilà le monde agité pour un siècle. Nestorius nie l'union du Verbe et de l'homme en Jésus-Christ, et il fonde en Orient une sorte de christianisme nouveau. Toutes les autres hérésies qui ont remué l'univers chrétien se rattachent par quelque lien essentiel à ce grand mystère de la sainte Trinité.

En comparant la Trinité chrétienne avec celle d'Alexandrie, M. Jules Simon ne compare donc rien moins que les deux philosophies rivales, et bien qu'il ait presque toujours limité ses conclusions à ce dogme capital, elles ont par la force même des choses une portée beaucoup plus étendue. Dans ce grand débat agité en des sens si divers, M. Jules Simon a pris une position qui, je crois, lui appartient en propre, et qui appelle le plus sérieux examen. Les uns soutiennent, comme on sait, que la Trinité chrétienne est un emprunt fait à Platon et aux alexandrins, et prétendent invoquer en leur faveur l'autorité et les aveux de plus d'un illustre père de l'église, saint Justin par exemple et saint Augustin. Les autres accusent les alexandrins de s'être faits les plagiaires du christianisme. C'est la thèse de la plupart des apologistes de l'église. Déjà Théodoret élevait cette accusation contre Plotin ; elle a été depuis mille fois répétée. Des deux côtés on suppose que les deux trinités sont analogues. Or, M. Jules Simon s'attache précisément à démontrer qu'elles sont essentiellement différentes; d'où il conclut que de part et d'autre l'imitation a été impossible. Si l'on veut que l'un des deux dogmes ait influé sur l'autre, on ne peut admettre en tout cas que le christianisme ait imité ou dérobé l'école d'Alexandrie ; car, suivant M. Jules Simon, la théorie chrétienne de la Trinité, et en général les dogmes fondamentaux du christianisme, étaient constitués bien avant la naissance de cette école. M. Jules Simon paraît donc incliner à admettre l'originalité parfaite de la Trinité chrétienne. Elle n'est point, suivant lui, dans Platon ; elle n'est entrée dans Alexandrie que longtemps après l'organisation définitive du christianisme ; c'est donc là un dogme parfaitement propre à l'église. Les alexandrins seuls pourraient être plagiaires, ou si l'on veut imitateurs. Mais M. Jules Simon, se fondant sur les différences des deux trinités, préfère absoudre tout le monde.

Nous ferons deux parts dans ces conclusions : qu'il y ait entre la Trinité alexandrine et celle du christianisme de profondes différences, il faut reconnaître que M. Jules Simon l'a démontré d'une manière péremptoire et avec la plus rare habileté. C'était là son principal objet, et ce sera certainement un des grands résultats de son entreprise historique. Mais à quelle condition M. Jules Simon a-t-il démontré cette thèse? A condition de prendre pour base de sa comparaison, d'une part la doctrine de Plotin, de l'autre le symbole de Nicée. C'est en effet dans ce symbole que l'on trouve pour la première fois une doctrine organisée, précise, explicite, sur la Trinité. Mais le concile de Nicée est du IVe siècle, et le système de Plotin est antérieur d'un siècle environ. De plus, il ne faut pas oublier que l'école d'Alexandrie a des liens avec d'autres écoles antérieures ou contemporaines, celle de Philon le Juif, celle d'Alcinoüs, celle de Numénius d'Apamée, et que l'on trouve dans ces trois écoles des systèmes trinitaires qui ne sont pas sans analogie et qui

n'ont pas été, à coup sûr, sans influence sur les doctrines qui ont suivi. Or, qu'est-ce qui donne le droit à un historien philosophe de penser que cette vaste élaboration à laquelle l'idée de la Trinité a été soumise pendant près de quatre siècles n'ait eu aucune action sur la formation et le développement de la Trinité du christianisme? Absolument rien, que nous sachions, et il y a, selon nous, des preuves décisives du contraire.

La question a été mal posée. Il ne s'agit pas de savoir si le christianisme, arrivé à un certain point de son développement, s'est trouvé en possession d'une doctrine différente de celle d'Alexandrie, il s'agit de déterminer l'influence qu'Alexandrie a certainement exercée sur la formation du christianisme et sur son organisation définitive. Oui, sans doute, si l'on suppose que la religion chrétienne s'est formée en un jour, qu'elle a possédé dès les premiers siècles une doctrine parfaitement positive et complète, que l'œuvre des apôtres, des pères et des conciles, a été une œuvre d'éclaircissement et de définition, et non une œuvre d'organisation interne et de successive création, alors la question de savoir si Alexandrie a influé sur le christianisme est merveilleusement simple; elle est tranchée par la date seule d'Alexandrie, et il suffit de savoir que Plotin est postérieur à Jésus-Christ et à saint Paul. Mais cette supposition, de la part d'un critique et d'un philosophe, est parfaitement gratuite, et nous ne croyons pas qu'elle résiste à l'épreuve d'un examen sévère des faits.

Pour ne parler en ce moment que du dogme de la sainte Trinité, il nous semble que les preuves dont on se sert pour établir qu'il était parfaitement arrêté avant la naissance de l'école d'Alexandrie sont singulièrement insuffisantes. Ce sont, en général, des passages des premiers pères de l'église, où se trouvent nommés le Père, le Fils et le Saint-Esprit. Ces énumérations ne prouvent rien. Il ne s'agit pas d'établir que les chrétiens ont eu dès les premiers siècles une Trinité. Chaque secte religieuse, chaque école de philosophie, avait alors la sienne. Ce qui pourrait caractériser la Trinité chrétienne, ce serait la détermination précise de la nature et de la fonction propre de chacune des trois personnes divines et l'exacte définition des rapports qui les enchaînent l'une à l'autre. Il faudrait prouver, par exemple, que l'égalité absolue, que la consubstantialité des trois personnes de la la sainte Trinité étaient explicitement affirmées et universellement consenties dans les premiers siècles de l'ère chrétienne. Or, c'est là ce que les passages invoqués ne démontrent pas le moins du monde.

Le premier qu'on cite est tiré de saint Clément. « N'avons-nous pas, dit l'évêque de Rome, un même Dieu, un même Christ, un même esprit de grâce répandu sur nous ? » Je demande ce qu'une critique exacte peut conclure d'un tel passage, alors même qu'on le rapprocherait avec tout l'art du monde d'un certain nombre de passages analogues. Je vois là trois noms, encore sont-ils assez peu précis : Dieu le Christ, l'esprit de grâce. Où est la détermination de la nature de ces trois termes? Où est la divinité du Christ? Où est celle de l'Esprit? Où sont l'égalité, la consubstantialité du Père et du Fils? Qui m'assure même qu'il faut s'arrêter à trois personnes et que l'énumération est terminée?

Les textes de saint Hermas et de saint Ignace ne sont guère plus significatifs. D'ailleurs, ne sait-on pas que ces textes n'ont aucune authenticité? On dit qu'ils sont fort anciens, qu'ils sont cités dans des auteurs du II[e] et du III[e] siècle; c'est déjà bien s'éloigner des apôtres. Mais il est impossible d'accorder même cela. On n'ignore pas, en effet, que, lorsqu'il s'agit d'absoudre saint Ignace de l'accusation

d'arianisme, les théologiens sont obligés de soutenir que ses épîtres ont été falsifiées au IVe siècle par des mains ariennes.

Je reconnais que les passages de saint Justin, de Tertullien et de Clément d'Alexandrie ont beaucoup plus d'importance ; mais ils sont si peu favorables à la thèse qu'on veut établir, qu'au besoin il serait possible de les retourner contre elle. « Nous adorons, dit saint Justin, le créateur du monde ; à la seconde place, le Fils ; à la troisième, l'Esprit prophétique. » Je ne veux pas argumenter trop strictement contre un texte isolé ; mais il me semble qu'un hérétique se servirait assez bien des paroles de saint Justin pour introduire des degrés de perfection dans la sainte Trinité ; en tout cas, M. Jules Simon m'accordera aisément que ce passage ne serait pas bon à citer pour prouver l'égalité absolue des trois personnes divines. Saint Justin ne passe pas auprès des théologiens pour avoir toujours été d'une orthodoxie parfaite ou du moins d'une correction irréprochable sur ce point délicat ; et l'on sait assez que les pères alexandrins ne sont pas des guides infaillibles touchant la distinction des personnes. Saint Justin dit ailleurs, il est vrai : « Le Fils est Dieu. » Mais comment l'est-il ? Voilà la question. Arius lui-même disait aussi que Jésus-Christ est Dieu, et les alexandrins admettaient à leur façon la divinité du Verbe. Avec une critique aussi peu sévère, on trouverait la Trinité chrétienne dans Numénius et dans Philon.

Le passage de Tertullien, sur lequel on s'appuie sans doute de préférence, est à coup sûr très-remarquable ; mais il faut observer qu'en le citant on le traduit, et qu'en le traduisant on l'interprète. Reste à savoir si cette interprétation est légitime. M. Jules Simon prend évidemment pour règle de traduction et d'exégèse, et en quelque sorte pour clef, le symbole de Nicée, ce qui est théologiquement très-légitime. La théologie suppose, en effet, *a priori* que le temps et les hommes ne sont pour rien dans l'organisation des dogmes religieux, et que les conciles se bornent à éclaircir les vérités révélées, sans y ajouter et sans en retrancher jamais rien. De quel droit cependant un philosophe, interprétant un texte de Tertullien où il est dit expressément que les trois personnes sont des *degrés* de la substance divine et qu'elles diffèrent entre elles par le *degré*, affirmera-t-il que ce père n'a pas entendu introduire dans la Trinité des différences de degré ? La seule raison qu'on puisse donner, c'est que l'église l'entend de cette façon ; mais que dire à ceux qui ne s'en rapportent pas à l'église ?

Reste enfin un passage de Clément d'Alexandrie. J'avoue qu'il serait piquant, si l'on peut employer ce mot en si grave matière, de se servir des paroles des pères platoniciens d'Alexandrie pour fortifier une thèse qui tend au moins indirectement à nier toute influence de Platon et d'Alexandrie sur la formation du christianisme. Malheureusement pour cette thèse, jadis si accréditée, mais qui est devenue aujourd'hui presque paradoxale, le passage de saint Clément ne contient rien qui puisse distinguer la Trinité chrétienne d'une foule d'autres, ce qui lui ôte toute importance dans ce débat.

Il s'en faut donc infiniment qu'on ait établi que le dogme de la sainte Trinité et la doctrine chrétienne en général étaient constitués et fixés avant la naissance de l'école d'Alexandrie. Ce n'est pas avec quelques textes vagues et indécis, d'une authenticité souvent suspecte, d'un caractère souvent équivoque, qu'on répondra aux innombrables difficultés qui s'élèvent contre une thèse aujourd'hui bien compromise. Nous ne pouvons les indiquer toutes ; mais il est nécessaire d'en esquisser ici quelques-unes, non pas assurément pour résoudre le vaste problème de l'in-

fluence d'Alexandrie sur le christianisme, mais pour rétablir au moins la question dans ses termes véritables.

On sait les incroyables efforts qu'ont dû faire les plus savants apologistes et les plus profonds théologiens de l'église pour disculper d'hérésie certains pères des premiers siècles. Or, quels sont ceux que M. Jules Simon cite de préférence? Saint Justin, Athénagore, Origène, Clément d'Alexandrie, Tertullien. Ce sont justement les plus suspects. Pour Tertullien, il est assez reconnu que la forte imagination de cet éloquent et fougueux écrivain s'accordait peu avec la sévérité, la précision, la mesure que demande une exacte théologie. Qui ne sait que le matérialisme peut se placer sous son patronage, et qu'il a fini par donner tête baissée dans les chimères de Montan? Origène, puissant génie, mais incapable de règle, reste frappé des anathèmes de l'église. Faut-il avoir plus de confiance dans les autres pères platoniciens? Bossuet lui-même a remarqué que les images dont se sert saint Justin pour décrire la Trinité exagèrent beaucoup trop la distinction des personnes Qu'on lise l'immense ouvrage du savant jésuite Petau, et l'on verra combien de pères se sont écartés de la foi de Nicée. Comment explique-t-on ces différences? On dit, et il faut bien qu'on dise, que ces saints personnages parlaient mal, mais qu'ils pensaient bien. Ingénieuse explication, admirable règle de critique! Qu'on essaie de la transporter dans l'histoire, dans la philosophie, on en verra les suites. Un théologien dont l'Allemagne catholique s'honore, le savant historien d'Athanase, Mœhler, s'est jeté dans un système d'exégèse véritablement désespéré. Ne pouvant ramener à l'orthodoxie certains passages rebelles des premiers pères de l'église, il distingue subtilement entre la croyance des pères et les preuves sur lesquelles ils l'établissent. La croyance est pure, mais les preuves ne le sont pas, en ce sens qu'elles conduisent à une croyance toute contraire. Voilà une distinction merveilleuse, et bien respectueuse surtout pour ces pères vénérables, dont il faut dire désormais qu'en croyant à certains dogmes ils ne savaient ce qu'ils croyaient, et qu'en voulant prouver leur foi ils travaillaient à sa ruine!

Ce n'est point ici le lieu d'insister davantage, de chercher le trithéisme dans saint Grégoire de Nysse et dans saint Cyrille d'Alexandrie, l'arianisme dans saint Ignace et dans saint Irénée, en un mot dans les pères les plus autorisés le germe des plus célèbres hérésies; mais je citerai au moins un grand fait, qui me paraît en cette matière absolument décisif: c'est le fait de l'existence et des progrès extraordinaires de l'arianisme au IVe siècle de l'ère chrétienne (1).

On sait qu'Arius niait le dogme du Verbe incarné, coéternel au Père. C'était nier au fond la divinité de Jésus-Christ, qui descendait au rang d'une créature; c'était nier le dogme de l'Homme-Dieu, qui est l'âme du christianisme. Il ne s'agissait donc point ici d'une subtilité, d'une distinction théologique; il s'agissait d'un dogme essentiel, lié à la Trinité, à l'Incarnation, à la Rédemption, qui touchait à toutes les croyances, à tous les principes, et jusqu'aux cérémonies du culte. Supposez qu'au IVe siècle la doctrine chrétienne fût arrêtée, organisée sur tous les points; supposez surtout que, depuis trois siècles, elle n'eût pas un instant varié: je vous demande de m'expliquer comment une hérésie qui la renversait de fond en comble a pu faire une si prodigieuse fortune, comment un simple prêtre d'Alexandrie a pu faire échec à l'église tout entière? Ce prêtre

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1841, un remarquable article sur l'arianisme, par M. Lerminier.

obscur se lève un jour, et propose sa doctrine sur Jésus-Christ. Son évêque veut étouffer sa voix ; il persiste, et, quelques années après, sa querelle est celle du monde. L'arianisme envahit les conciles, et bientôt, suivant l'expression de saint Jérôme, le monde s'étonne d'être arien.

Qu'on remarque bien qu'il ne s'agit point ici de considérer l'arianisme comme un premier appel au droit d'examen, comme une protestation prématurée de la raison contre un dogme qui la révolte et l'enchaîne ; je parle des progrès de la doctrine d'Arius au sein même de l'église, parmi les fidèles les plus éprouvés, les évêques les plus respectables, les conciles les plus imposants par la solennité et le nombre. Qu'on fasse la part si grande qu'on voudra à l'obscurité des questions théologiques, aux intérêts temporels qui ont pu pousser certains évêques à l'arianisme et influer sur certains conciles, réserves déjà bien périlleuses pour l'infaillibilité de l'église, il reste une difficulté radicalement insoluble : c'est qu'une grande doctrine étant depuis plus de trois siècles, à ce qu'on assure, établie dans l'église et universellement consentie, il se soit rencontré pour autoriser, pour imposer la doctrine contraire, je ne dis pas de nombreux chrétiens, je ne dis pas un certain nombre d'évêques, je ne dis pas un synode ou une forte minorité dans un concile; je dis des millions de fidèles, des centaines d'évêques, une foule de grands conciles. Sait-on bien que le concile de Milan, qui a condamné et déposé Athanase, en qui s'était personnifiée la foi de Nicée, était composé de trois cents évêques ? Je ne veux pas m'appuyer sur le concile de Rimini, qui comptait plus de membres que celui de Nicée, et qui signa la formule de l'arianisme; je sais que des intrigues passionnées se mêlèrent à la discussion ; que la faim et la soif vinrent au secours de l'hérésie ; qu'une violence matérielle fut exercée contre les évêques; mais avant tout ordre de l'empereur Constance, le concile de Rimini comptait quatre-vingts évêques ariens. Le concile de Séleucie était composé de cent quarante-huit évêques, presque tous partisans déclarés de l'arianisme. C'est dans cette assemblée qu'il fut décidé, à la majorité de 105 voix contre 43, que la substance du Fils n'était pas identique à celle du Père *(homoiousion)*, mais semblable seulement *(homoousion)*. Les mots diffèrent peu, et l'on peut rire avec Boileau de l'univers troublé par une diphthongue ; mais allez au fond des choses : entre Jésus-Christ homme et Jésus-Christ homme-dieu, il y a l'infini, il y a, si l'on peut ainsi parler, l'épaisseur du christianisme. Or, ce mot fameux d'*homoiousion*, qui devint le drapeau de l'orthodoxie, d'où venait-il quand Nicée le consacra? Si l'on en croit un témoignage très-précis, quelque scandale qu'il puisse produire, ce mot sorti pour la première fois d'une bouche hérétique avait été expressément rejeté par le concile d'Antioche.

Ces conciles qui s'accusent réciproquement d'hérésie, ces synodes qui lancent l'anathème sur des hommes reconnus innocents par d'autres synodes, tout cela présente-t-il l'image d'une entente parfaite, d'une organisation définitive dans la doctrine ? Croit-on que le prêtre Arius ne fût pas d'aussi bonne foi que l'évêque Alexandre ? Eusèbe de Nicomédie n'avait pas le grand caractère et le génie de saint Athanase; mais était-il moins sincère et moins attaché à la tradition des apôtres? et le concile de Milan était-il moins indépendant du pouvoir civil que celui de Nicée où assistait l'empereur Constantin ?

Je ne citerai plus qu'un témoignage bien propre à peindre le véritable état de l'église au IVe siècle de l'ère chrétienne. Je l'emprunte à un personnage qui fut à la fois spectateur et acteur dans toutes les grandes affaires de son temps :

« C'est, dit-il, une chose aussi déplorable que dangereuse, qu'il y ait autant de professions de foi que d'opinions parmi les hommes, autant de doctrines que d'inclinations, et autant de sources de blasphèmes qu'il y a de péchés parmi nous, parce que *nous faisons arbitrairement des symboles que nous expliquons arbitrairement.* L'*homoousion,* est successivement rejeté, reçu et expliqué dans différents conciles. La ressemblance totale ou partielle du Père et du Fils devient dans ces temps malheureux un sujet de dispute. *Chaque année, chaque mois, nous inventons de nouveaux symboles pour expliquer des mystères invisibles.* Nous nous repentons de ce que nous avons fait, nous défendons ceux qui se repentent. Nous anathématisons ceux que nous avons défendus, nous condamnons la doctrine des autres parmi nous, ou notre doctrine chez les autres ; et en nous déchirant avec une fureur réciproque, nous travaillons à notre mutuelle ruine (1). »

Est-ce là le langage de quelque spectateur ironique, de quelque sceptique pessimiste et morose? Non ; c'est celui d'un illustre père, d'un grand et vénérable prélat, de saint Hilaire, ce même évêque qui déclare en un autre endroit que dans les dix provinces de l'Asie où il était exilé il n'a trouvé qu'un bien petit nombre de prélats qui connussent la vraie religion, le vrai Dieu. Plus je relis ces témoignages, plus je me persuade que de toutes les entreprises la plus difficile serait d'établir que la doctrine chrétienne était fixée au second siècle, avant la formation de l'école d'Alexandrie.

Nous accorderons maintenant à M. Jules Simon un point de grande conséquence : c'est qu'en définitive, après une élaboration de quatre siècles, le christianisme a opposé à l'école d'Alexandrie une doctrine sur la Trinité qui diffère essentiellement de celle de Plotin. Il est impossible de recueillir avec plus de sagacité, d'analyser avec plus d'ordre et de netteté, de grouper d'une manière plus saillante les différences des deux systèmes. Toutefois, il en est une qui, sans doute, n'a pas échappé à l'habile historien, mais qui méritait d'être mise en un plus grand jour. A nos yeux, c'est la plus essentielle de toutes, et comme elle se rattache à l'ensemble tout entier et à l'esprit même de ces deux grands systèmes d'idées, elle nous conduira à les apprécier l'un et l'autre.

Dans la doctrine alexandrine, la troisième hypostase émane de la seconde comme la seconde émane de la première ; et cette même loi d'émanation par laquelle l'Unité engendre l'Intelligence, et l'Intelligence la Vie, préside aux émanations inférieures et gouverne tout l'univers. Elle est la loi unique, uniforme, nécessaire de l'existence. De là un vaste système où tous les degrés de l'être, depuis l'unité absolue jusqu'aux limites extrêmes du possible, se classent, s'échelonnent en vertu d'un même principe.

Dans la doctrine chrétienne, il en est tout autrement. Les trois personnes de la sainte Trinité ne sont pas unies par le même rapport. Le Père *engendre* le Fils, mais le Fils n'engendre pas le Saint-Esprit. Le Saint-Esprit est le fruit de l'union du Père et du Fils, il *procède* de l'un et de l'autre. Je me sers des termes consacrés : le rapport du Père au Fils est un rapport de *génération ;* le rapport du Saint-Esprit au Père et au Fils est un rapport de *procession.* Ces distinctions paraîtront subtiles et peut-être puériles à certains esprits ; nous croyons que sous ces définitions en apparence toutes verbales se cachent des idées profondes. Si les trois hypostases de la Trinité sont ainsi conçues, que la seconde émane de la première

(1) *Hilarius ad Constantium*, liv. II, c. IV, v, p. 1227-28.

et la troisième de la seconde, comme il arrive dans la théorie alexandrine, chacune d'elles n'a de rapport immédiat qu'avec celle qui la précède, de sorte que la première et la troisième sont pour ainsi dire étrangères l'une à l'autre. Au contraire, dans la Trinité chrétienne, le Saint-Esprit étant le rapport même du Père et du Fils, il en résulte que les trois personnes de la sainte Trinité sont profondément unies ensemble, et, comme dit Bossuet, forment entre elles une sainte et divine société. Le Père connaît et aime le Fils, et il en est connu et aimé. Le Saint-Esprit aime et connaît l'un et l'autre, et lui-même est l'objet de leur connaissance et de leur amour. Le Père, le Fils et le Saint-Esprit, quoique distincts l'un de l'autre, se pénètrent par l'intelligence et l'amour dans un saint et éternel embrassement.

De cette grave différence en résulte une autre : c'est que dans la Trinité chrétienne le monde est profondément séparé de Dieu Le Père, le Fils et le Saint-Esprit forment, si l'on peut ainsi parler, un cercle divin. Ces trois personnes n'ont de rapport nécessaire qu'entre elles. Elles se suffisent; elles ne supposent rien au delà. Si le monde dépend de Dieu, c'est par un lien tout différent de celui qui enchaîne l'une à l'autre les personnes divines. Le monde n'est pas *engendré* de Dieu, c'est-à-dire formé de sa substance; il ne *procède* pas de Dieu, dans la rigueur théologique; il est librement tiré du néant, c'est-à-dire créé. De là la nature divine profondément séparée de l'univers; de là l'indépendance, la liberté de Dieu, et, dans cet être auguste, une sorte de personnalité sublime dont la nôtre est une faible image; de là enfin, dans l'ordre moral, des conséquences inépuisables.

Dans la doctrine alexandrine, au contraire, les degrés de l'existence divine, au lieu de former un cercle, se déploient sur une ligne qui se prolonge à l'infini. L'Unité engendre l'Intelligence, l'Intelligence l'Ame, l'Ame à son tour produit au-dessous d'elle d'autres êtres qui à leur tour en enfantent de nouveaux, jusqu'à ce qu'on arrive à un terme où la fécondité de l'être est absolument épuisée. Il en résulte un système où la fatalité préside, d'où sont exilées la personnalité et la liberté; où Dieu, décomposé en une série de degrés, se confond presque, en perdant son unité, avec tous les autres degrés de l'existence.

Ce rapide aperçu peut déjà faire entrevoir la supériorité de la doctrine chrétienne sur celle d'Alexandrie, et les causes principales qui ont amené le triomphe du christianisme.

Selon nous, la première et la principale cause de ce triomphe, c'est que la religion chrétienne apportait aux hommes une doctrine plus vraie, et nous ne disons pas seulement une doctrine mieux appropriée au temps et aux circonstances; nous disons encore, nous disons surtout une doctrine plus raisonnable. Le christianisme, il est vrai. n'a point paru d'abord parler aux hommes au nom de la raison. Saint Paul veut sauver le monde par la *folie de la prédication.* Il ne sait qu'une seule chose : Dieu crucifié; il ne s'adresse point aux sages et aux philosophes, mais aux simples d'esprit. Le fougueux Tertullien s'écrie : *Credo quia absurdum.* De nos jours encore. on prétend prouver l origine surnaturelle du christianisme en l'opposant à la raison. Étrange honneur qu'on veut faire à la religion la plus raisonnable et la plus digne de l'homme qui fut jamais! Confusion singulière des formes variées que revêt tour à tour la raison avec son fonds toujours le même et qui ne passe pas! Opposition insensée qu'on veut établir entre Dieu et les hommes! Oui, sans doute, le christianisme a été le triomphe de la raison de Dieu sur celle des hommes, c'est-à-dire le triomphe de l'éternelle raison qui

enfante tous les systèmes philosophiques et religieux, les détruit et les renouvelle sans cesse et survit à tous, sur un système de croyances et d'idées qui avait fourni sa carrière et n'avait plus rien à faire pour le progrès et le salut du genre humain.

Outre cette cause générale et dominante, nous en signalerons deux autres plus particulières qu'il importe à notre temps de bien connaître et de méditer. Les philosophes d'Alexandrie ont fait deux fautes capitales : la première, ç'a été de se rattacher étroitement à la religion du passé, et d'associer leur destinée avec celle du paganisme ; la seconde, d'avoir voulu être à la fois un système philosophique et une secte religieuse, une école et une église. C'est en grande partie par là qu'ils ont péri. L'histoire, ici, parle assez haut pour être entendue sans long commentaire, et nos conclusions pour le temps présent s'établiront comme d'elles-mêmes.

Quand on considère la situation des esprits et des âmes aux premiers siècles de l'ère chrétienne, on demeure convaincu que dans cette dissolution philosophique, morale, religieuse, politique, où était le monde, au milieu de ce scepticisme et de cette indifférence universelle, sous la dure tyrannie que les Césars imposaient aux nations, et quand déjà se faisait entendre au loin le flot menaçant des barbares, le besoin le plus général et le plus pressant de ce monde épuisé, c'était qu'un esprit nouveau vînt relever la personnalité que tout semblait accabler, et qui succombait sous le poids de ses propres fautes et de ses propres misères. Il suffira de rappeler quelques faits pour peindre l'universel abattement des cœurs, à cette orageuse et triste époque. Tout le monde sait le prodigieux entraînement qui, dans les premiers siècles du christianisme, précipitait au désert une foule d'âmes d'élite atteintes d'un profond dégoût de la vie active et des hommes ; on se rappelle les merveilles de la Thébaïde, ces dures mortifications, ces jeûnes, ces veilles, ces macérations, ce silence; ces solitaires qui, sous un soleil brûlant, traversaient, pieds nus, le désert, allant chercher au loin dans le fleuve de quoi arroser une branche morte plantée dans le sable, ironie étrange et profonde, puissante et poétique expression de la vanité de la vie; ces stylites enfin, immobiles sur leurs colonnes solitaires, l'œil fixé sur le ciel dans une muette extase. Mais voici un fait plus caractéristique encore, s'il est possible. Saint Augustin nous raconte qu'il existait de son temps une secte religieuse, celle des circoncellions, enflammée de la plus étrange frénésie dont il y ait jamais eu d'exemple. Ces fanatiques avaient soif du martyre et de la mort. Il leur importait peu de périr par telle ou telle main, pourvu qu'ils périssent. Les uns couraient dans les temples des dieux pour en insulter les statues ; les autres, fureur plus étrange encore, se précipitaient aux lieux où la justice humaine rendait ses arrêts, et forçaient les juges à ordonner leur prompte exécution. Quelques-uns arrêtaient les voyageurs sur les grands chemins, et les forçaient à leur infliger le martyre en leur promettant une récompense s'ils consentaient à les immoler, et en les menaçant de leur donner la mort s'ils leur refusaient ce singulier service. Lorsque toutes ces ressources leur manquaient, ils annonçaient un jour où, en présence de leurs amis et de leurs parents, ils se précipiteraient du haut d'un rocher; et on montrait plusieurs précipices devenus célèbres par le nombre de ces suicides religieux (1). Ce qui n'est pas moins curieux à constater, c'est que ces mêmes signes de découragement, ce même mélange d'exaltation et de désespoir, se rencontraient alors du côté des philosophes et de

(1) Voyez Gibbon, *Histoire de la Décadence de l'Empire romain*, tom. IV.

l'ancien monde, aussi bien que du côté des chrétiens et du monde nouveau. La philosophie avait aussi ses suicides et ses circoncellions. Pérégrinus se brûlait aux jeux olympiques sous les yeux de Lucien, qui nous raconte cette étrange scène en en persiflant le héros. Avec ses martyrs volontaires, la philosophie avait ses miracles et ses ascètes. Sans égaler les Pacome et les Macaire, Porphyre écrivait sur l'abstinence et la pratiquait héroïquement; Plotin rougissait d'avoir un corps.

Jamais la vie humaine n'avait paru plus méprisable et plus stérile; jamais la personnalité n'était tombée si bas. Il fallait la relever, ou c'en était fait du monde. Or, le plus frappant caractère de la philosophie alexandrine, c'est l'abaissement systématique, c'est presque l'anéantissement de la personnalité; tandis qu'au contraire c'est le trait le plus profond de la philosophie chrétienne de la maintenir et de la sanctifier. Alexandrie présente aux hommes un Dieu inaccessible que l'esprit ne peut concevoir, que la bouche ne peut nommer; un Dieu que l'âme ne possède qu'en se perdant elle-même; un abîme qui l'engloutit, au lieu d'un Dieu d'amour qui la console et l'embrasse. La philosophie alexandrine promet à l'homme, il est vrai, la possession la plus intime de Dieu dans les ravissements de l'extase; mais ce n'est là qu'une illusion. En exaltant outre mesure la personnalité, le mysticisme l'écrase, et pour diviniser le moi il l'absorbe et l'abolit.

La nature humaine porte dans son fonds misérable le germe d'un double dérèglement. Si vous abandonnez la personnalité à elle-même, sans guide supérieur, sans appui divin, elle s'enivre de sa puissance et se dévore par ses propres excès. Si, dans le sentiment exalté de sa faiblesse, elle perd celui de sa force et de sa grandeur, c'est une autre ivresse non moins périlleuse que l'autre, quoique plus noble, et qui souvent porte les mêmes fruits. Ç'a été le caractère et l'excès de la civilisation grecque et romaine de faire l'homme si grand à ses propres yeux qu'il en perdait le sentiment du divin, et ne voulait connaître Dieu qu'à condition de lui imposer sa propre forme. Au premier siècle, cette forte personnalité antique était épuisée; c'était à l'Orient, terre du mysticisme, à répandre dans la Grèce et dans Rome le sentiment effacé de l'éternel et du divin. Le problème du salut du monde, si l'on peut parler de la sorte, était alors de concilier, de fondre ensemble l'âme de l'Orient et celle de la Grèce. Tous les esprits étaient frappés de la nécessité absolue de cette fusion. Philon le juif, les gnostiques, les kabbalistes, l'essayèrent tour à tour. Ce qui distingue Alexandrie, c'est qu'elle entreprit de réaliser cette harmonie avec plus de suite, de force et de génie, que toutes les autres écoles contemporaines. Voilà pourquoi elle parut si grande. Mais elle échoua dans sa tentative. Elle ne sut point opérer ce difficile mélange de raison et de sentiment qui convient toujours et qui convenait alors plus que jamais au genre humain; elle y laissa prévaloir et dominer l'élément mystique. Qu'on songe que le sage Plotin, au témoignage de son plus intime ami, avait joui trois fois de l'union extatique, s'était par trois fois identifié avec l'Un. Porphyre, modeste disciple, ne jouit de cette haute faveur qu'une seule fois. Saint Augustin caractérise à merveille ce dernier personnage qui hésita, dit-il, toute sa vie entre les sacriléges secrets de la magie et la profession de philosophe. Pour Jamblique, il n'a plus rien du génie grec; c'est un prêtre oriental. Vainement Proclus s'efforce de ramener dans Alexandrie l'élément platonicien. Tandis qu'il travaillait laborieusement à cette réforme impossible, le christianisme avait accompli l'union de l'Orient et de la Grèce par le dogme à jamais saint de l'Homme-Dieu.

Certes, le dieu du christianisme est grand. En dehors, au-dessus de l'espace et

du temps, il se suffit à lui-même dans la béatitude inaltérable d'une vie parfaite. Il se possède, il se connaît, il s'aime. Fécond sans sortir de soi, il trouve dans son propre fonds une société éternelle, un commerce ineffable d'intelligence et d'amour. Et cependant ce dieu si grand, si indépendant, s'incarne dans l'homme par une effusion de sa bonté. L'homme est faible, il naît pécheur. Heureuse faiblesse, s'écrie un père, heureux péché où éclate la liberté de l'homme qui le rend semblable à Dieu et digne de le connaître et de l'aimer! Le mystère de l'Incarnation donne à l'homme un prix infini ; il consacre l'union de la personnalité avec Dieu ; il rend la nature humaine capable de l'éternel et du parfait.

La personne humaine réhabilitée relève le prix de la vie. Puisque Dieu même a voulu vivre de la vie des hommes, cette vie n'est donc pas si méprisable. Et quelle a été la vie de ce dieu incarné, la vie qui doit servir de modèle à la nôtre? Jésus-Christ est-il un contemplatif, un solitaire, un ascète? Non ; il passe au milieu des hommes en leur faisant du bien. Ses miracles font éclater sa bonté plus encore que sa puissance : c'est un malade qu'il guérit, une fille qu'il rend à sa mère. Il couronne enfin cette vie de charité par un sacrifice suprême, et du haut de sa croix il embrasse le genre humain.

Qu'il y a loin de cette philosophie, de cette morale à la fois si sublimes et si pratiques, à ce mysticisme chimérique d'Alexandrie où l'activité libre, la personnalité sont considérées comme le sceau de la faiblesse, où le comble de la vertu est une vie oisive et extatique, consumée dans l'oubli de soi-même et du genre humain. On lit dans la *Cité de Dieu* un récit où se caractérise fortement ce contraste profond de l'esprit d'Alexandrie et de celui du christianisme. « Quelqu'un ayant demandé à Apollon à quel dieu il devait s'adresser pour retirer sa femme du christianisme, Apollon lui répondit : Il vous serait peut-être plus aisé d'écrire sur l'eau ou de voler, que de guérir l'esprit blessé de votre femme. Laissez-la donc, dans sa ridicule erreur, chanter d'une voix lugubre un dieu mort condamné à un supplice cruel par des juges équitables. »

Apollon, ici, c'est le paganisme, c'est l'école d'Alexandrie, incapables de comprendre que ce dieu crucifié, c'est l'alliance sublime de Dieu et de l'homme, Dieu s'inclinant avec amour vers sa créature, l'homme se relevant de Dieu, le sentiment du divin exalté et contenu, le monde sauvé. Du reste, nous ne pouvons rien voir là de surnaturel. Le triomphe du christianisme n'est point le scandale de la raison; le christianisme a vaincu, parce qu'il a apporté aux hommes une philosophie sublime, parce qu'il a réussi à fondre ensemble dans une combinaison profonde et durable les éléments de vitalité et de force que possédait alors le genre humain. Il a fallu sans doute, pour accomplir cette fusion, un souffle de vie, un esprit d'en haut. Ce souffle, cet esprit, c'est Dieu même, présent dans l'humanité, qui l'a faite et qui la conserve, et lui fournit sans cesse, tantôt sous une forme et tantôt sous une autre, sous des lois régulières empreintes d'une parfaite sagesse, la part de vérité qui lui est nécessaire pour subsister et développer ses destinées.

On a dit souvent que, si le christianisme a vaincu Alexandrie, c'est qu'à une époque où le genre humain avait plus besoin de croire que d'examiner, une religion devait nécessairement triompher d'un système de philosophie ; je ne conteste pas que la forme religieuse ne fût alors parfaitement appropriée à l'état du monde ; mais s'il n'avait fallu qu'offrir aux hommes une religion pour les gouverner, Alexandrie avait la sienne ; c'était le paganisme, rajeuni par la philosophie, réformé dans son culte antique par Maximin et Julien. Or, cette tentative de faire revivre

le paganisme fut justement la faute des alexandrins et la cause de leur ruine. Ils entreprirent d'être à la fois une philosophie et une église, et de rendre la vie à une religion éteinte. C'était assez d'une de ces deux tentatives pour assurer leur chute. Le paganisme n'existait en quelque sorte plus dès le temps de Xénophane et de Thalès, s'il est vrai qu'une religion ait cessé d'exister du jour où elle ne gouverne plus les intelligences d'élite. Revenir au paganisme, au IIIe siècle de l'ère chrétienne, c'était donc supprimer violemment huit siècles de développement philosophique. Entreprise insensée! On ne pouvait renouveler le paganisme qu'en l'altérant, en conservant la lettre et changeant l'esprit; mais le genre humain repousse l'artifice de ces transformations. Comment s'inclinerait-il devant des symboles qui ne répondent plus à son esprit et à son cœur? Il était nécessaire d'ailleurs que le sacerdoce se tournât contre les philosophes. En effet, comment les prêtres se seraient-ils accommodés de cette manière si libre d'interpréter les symboles, qui conduisait au fond à identifier tous les cultes. On sait que les alexandrins se faisaient initier à tous les mystères ; que Proclus se proclamait *l'hiérophante de tout l'univers*. Haïs, accusés par le sacerdoce, mal compris du peuple, contraints à respecter en apparence ce qu'au fond ils dédaignaient, privés de toute la puissance que donne une conviction sincère et droite, de cette mâle énergie que détruisent toujours les subtilités de l'exégèse et les calculs de la politique, les alexandrins devaient succomber.

Qu'est-ce qui fait la puissance et l'attrait de la philosophie? qu'est-ce qui en rachète les excès, en compense les doutes, les fatigues et toutes les misères? C'est qu'elle donne à l'esprit le sentiment de sa liberté, de son indépendance; la pure, la divine jouissance d'une force qui sent qu'elle se gouverne et se maîtrise elle-même. Qu'est-ce qui fait la vitalité et l'influence d'une religion? C'est qu'elle offre à l'esprit une règle, à l'âme un appui, à l'imagination un aliment, aux désirs un terme assuré. Voulez-vous être à la fois une école de philosophie et une église? Comme église, vous perdez toute liberté, toute indépendance, puisqu'une église suppose un symbole fixe, un dogme immuable ; comme école, vous perdez toute règle, toute discipline, puisqu'une école de philosophie suppose une liberté sans limites, le droit absolu de l'individu de contredire ses semblables et de s'inscrire en faux contre tout le genre humain. C'est ainsi qu'en voulant réunir des principes contradictoires vous les neutralisez l'un par l'autre.

C'est l'histoire des alexandrins, et c'est aussi la nôtre. Jetons en effet, en terminant, un coup d'œil rapide sur la situation de notre époque. Nous rencontrons d'abord un parti très-bruyant, très-violent, au fond le plus faible de tous, qui se persuade que le moment est bien choisi au XIXe siècle pour dégoûter l'esprit humain de la liberté et de la philosophie, et nous ramener aux croisades et à Grégoire VII. Un autre parti, presque aussi contraire à l'esprit de notre temps, se compose de ces enfants tardifs du XVIIIe siècle, qui ne veulent d'aucune religion positive, et qui disent avec Diderot : « Toutes les religions sont des hérésies de la religion naturelle. »

Ces esprits qui se donnent pour très-positifs sont parfaitement chimériques; car, de toutes les chimères, la plus creuse selon nous c'est la religion naturelle. Qu'entend-on par ce grand mot? Est-ce un ensemble de croyances communes à tous les hommes? Qu'on en donne le symbole. Rousseau l'a essayé dans la profession de foi du Vicaire savoyard ; mais il n'a réussi qu'à réunir avec éloquence un certain nombre de nobles pensées, entre lesquelles chacun choisit ce qui lui con-

vient. Ce qu'on appelle religion naturelle, ce n'est donc autre chose au fond que l'instinct religieux, l'idée naturelle de Dieu et de l'ordre. Dès que vous déterminez cette idée par la pensée et par la parole, de deux choses l'une, vous avez un symbole religieux ou un système philosophique.

Entre ces deux partis extrêmes, également violents, également exclusifs, se placent tous les esprits qui, plus étendus, plus prévoyants, plus éclairés, connaissent l'excellence de la philosophie et la nécessité de la religion, et ne veulent sacrifier ni l'une ni l'autre. Mais ils arrivent à ce but commun par des voies bien différentes : les uns croient à la possibilité d'une fusion intime entre le christianisme et l'esprit nouveau, soit qu'après avoir conçu un grand système philosophique, ils soutiennent, comme Hégel et Schelling en Allemagne, que ce système est en parfait accord avec les dogmes du christianisme, soit qu'à l'exemple de l'illustre auteur de l'*Essai sur l'Indifférence,* ils prennent pour base le dogme catholique et s'efforcent d'y faire pénétrer une philosophie en harmonie avec les progrès et les besoins de l'esprit moderne. Quel a été le résultat de ces tentatives? En Allemagne, la théodicée hégélienne, qui aboutit à une sorte d'athéisme, et la *Vie de Jésus-Christ* du docteur Strauss, qui sape le christianisme par sa base; en France, l'*Esquisse d'une Philosophie,* où on commence par admettre la Trinité, où l'on finit par nier le péché originel, c'est-à-dire l'Incarnation et la Rédemption. Voilà où conduit le désir de concilier les contraires.

D'autres rêvent une religion nouvelle. Ces esprits généreux ne se trompent, il est vrai, que faute de se rendre un compte assez sévère de leurs propres desseins. Sortis du christianisme orthodoxe, la philosophie ne leur suffit pas : ils la trouvent trop abstraite, trop spéculative, trop isolée du peuple. Ils veulent une religion.

Mais au nom du ciel, que peut être au XIXe siècle une religion nouvelle, hors du christianisme et de la philosophie? Nous avouons ne pas le comprendre. Cette religion aura-t-elle des prophètes, des miracles, un messie? On croit rêver en discutant de telles folies. A qui espère-t-on persuader le retour du surnaturalisme? Depuis Descartes et Galilée, son règne est fini. Les lois de la nature et de l'esprit sont assez connues aujourd'hui pour que l'idée d'une intervention surnaturelle de Dieu soit inévitablement repoussée, non-seulement par la science, mais par le bon sens. Un messie au XIXe siècle est un charlatan ou un fou. Parle-t-on d'une religion prêchée au nom de la raison? Je demande qui en donnera le symbole. Est-ce par hasard l'état? Nous voilà revenus à Hobbes. Seront-ce les philosophes? Qu'on veuille bien en trouver deux qui soient d'accord sur un symbole précis. S'agit-il seulement d'une influence générale, de la diffusion universelle des lumières et de l'esprit de tolérance et de liberté? C'est à merveille sans doute; mais on ne satisfait pas, on ne console pas le peuple avec des idées générales. Courbé sur la terre, tout entier aux besoins de chaque jour, il faut qu'on lui apporte tout préparé le pain spirituel, la nourriture de vie. Veut-on que le peuple fasse des cours de métaphysique? Ou bien, en reviendrons-nous au *Catéchisme* de Volney? Le peuple aimera toujours mieux l'Évangile. Tout cela est déraisonnable, contraire à la nature des choses et aux enseignements de l'histoire. Aucune fusion, aucun mariage n'est possible entre le christianisme et la philosophie. Le christianisme y perdrait sa règle, la philosophie sa liberté. Que l'état concilie les enseignements de la religion et ceux de la philosophie dans ses écoles, il le doit, il le peut; car, grâce à Dieu, le but de la philosophie et celui de la religion sont les mêmes : élever, fortifier les âmes; et, dans certaines limites, l'accord est parfait. Mais vouloir

mettre en harmonie, soit par un mélange impraticable, soit par une séparation factice, deux puissances contraires, c'est aller contre la force des choses, c'est fermer les yeux volontairement sur ce qui s'est passé dans le monde depuis trois siècles.

La philosophie et le christianisme doivent donc se développer au XIX[e] siècle avec une entière indépendance, et conquérir les âmes, chacune avec les moyens qui leur sont propres, sous la protection commune de notre libre société. Ceux qui prédisent la chute prochaine du christianisme connaissent bien mal cette grande religion et plus mal encore le cœur humain et l'état moral de l'Europe. Le christianisme a rendu au genre humain d'inappréciables services ; il est loin d'être au terme de cette sublime mission ; comment aurait-il épuisé sa carrière, puisqu'il n'a pas épuisé ses bienfaits? Pour nous, philosophes, gardons fermement notre caractère ; défendons notre indépendance absolue avec une inébranlable énergie ; mais ne nous travestissons pas en inspirés et en prophètes. Que les leçons de l'histoire ne soient pas perdues pour nous ; n'oublions pas que la grande école d'Alexandrie, en voulant être une église, perdit sa liberté qui faisait sa force, et qu'en se cachant derrière les symboles du paganisme, elle perdit sa franchise qui faisait sa noblesse et sa dignité.

Em. Saisset.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1844.

Est-il vrai que l'affaire de Taïti ait reçu la solution désirée par la France? est-il vrai que l'arrangement conclu entre les cabinets de Londres et de Paris repose sur des bases justes et convenables? que l'honneur et les droits des deux pays aient été également ménagés, que la balance n'ait penché ni d'un côté ni de l'autre? est-il vrai que cet arrangement soit de nature à resserrer les liens entre la France et l'Angleterre? est-il vrai enfin qu'il faille admirer l'habileté, l'énergie de M. Guizot, et dire de lui qu'il vient de sauver la paix du monde, en faisant respecter la dignité de la France?

Si tout cela était vrai, nous ne ferions aucune difficulté de le reconnaître. Le succès de M. Guizot serait un triomphe pour les principes que nous défendons. Nous féliciterions le ministre du 29 octobre d'avoir changé sa politique, d'être sorti de la situation fausse où il s'est placé depuis quatre ans vis-à-vis de l'Angleterre, et de marcher enfin dans la voie de prudence et de fermeté que les chambres lui ont souvent tracée. Malheureusement il n'en est pas ainsi. M. Guizot n'a pas changé sa politique, et nous ne pouvons souscrire aux éloges que de complaisants amis lui adressent aujourd'hui.

Nous voulons éviter toute exagération dans ce triste débat. Nous ne dirons pas que l'arrangement conclu sur Taïti déshonore la France. Un pays comme la France ne se déshonore pas en faisant imprudemment une concession trop large à des exigences injustes. Il accepte par là une position fâcheuse, il suit une mauvaise politique, et voilà tout. Nous ne dirons pas non plus que la conduite de M. Guizot doit soulever l'indignation publique. Que ses amis l'élèvent aux nues, qu'il monte au Capitole; nous ne le traînerons pas aux gémonies. Nous dirons même, si l'on veut, qu'il a montré moins de faiblesse qu'on n'en attendait de lui. A tort ou à raison, le bruit s'était répandu que le cabinet anglais montrait des prétentions démesurées; il exigeait, disait-on, le rappel de MM. Bruat et d'Aubigny. On a pu croire un instant que le rappel de M. d'Aubigny était accordé par M. Guizot; mais il n'accorde que le blâme, et de plus une indemnité pour M. Pritchard. Il a donc écarté la moitié des conditions qui lui étaient imposées. L'Angleterre s'était avancée de deux pas, elle a fait un pas en arrière : voilà ce que les amis de M. Guizot

appellent une victoire. Cependant, si les concessions que l'on a faites n'étaient pas dues par la France, si les exigences subies par M. Guizot n'étaient pas plus justes que celles qu'il a repoussées, comment la France pourrait-elle s'applaudir de l'arrangement conclu en son nom ? Exempte des torts qui lui sont reprochés, blessée elle-même dans ses droits et ses intérêts, c'est elle qui s'humilie : est-ce là une situation digne d'elle?

Pourquoi blâme-t-on M. d'Aubigny? S'il faut en croire la presse ministérielle, c'est pour avoir emprisonné et mis au secret M. Pritchard. M. d'Aubigny a-t-il commis quelque outrage envers la personne de son prisonnier? Non. Il l'a traité avec distinction; on ne lui reproche aucune parole injurieuse, aucun procédé offensant. Son seul tort est d'avoir fait arrêter un missionnaire brouillon, fanatique, un agent anglais surpris en flagrant délit d'insurrection contre les autorités françaises, et de l'avoir détenu pendant cinq ou six jours, jusqu'à l'arrivée du gouverneur, M. Bruat, qui a expulsé M. Pritchard, et n'est pas désavoué pour ce fait. Il était donc permis d'expulser M. Pritchard ; mais on a eu tort de l'incarcérer provisoirement. L'expulsion du consul intrigant, du prédicateur incendiaire, était juste; l'emprisonnement seul est blâmable. Étrange distinction! Les tribus soulevées par l'agent de l'Angleterre étaient en armes, les autorités françaises étaient menacées, le sang de nos soldats avait déjà coulé, il coule encore! et M. d'Aubigny, en l'absence du gouverneur, qui seul pouvait prononcer l'expulsion, devait laisser M. Pritchard en liberté! Si M. d'Aubigny eût agi de la sorte, que serait-il arrivé? Si le gouverneur, à son retour dans l'île de Taïti, eût trouvé l'insurrection victorieuse, nos soldats massacrés, notre établissement détruit ou dans un péril imminent, tout cela grâce à l'impunité de M. Pritchard, le commandant d'Aubigny eût passé devant un conseil de guerre. Et on le blâme aujourd'hui pour avoir fait son devoir, pour avoir pris, sous l'empire d'une nécessité évidente, une mesure prompte et vigoureuse qui a épargné le sang de la France?

Mais le gouverneur, dit-on, a blâmé lui-même la conduite de M. d'Aubigny! Sur quoi? nous l'ignorons encore, ou du moins nous n'avons aucun renseignement officiel à ce sujet. Ce que nous en savons est puisé dans les journaux anglais. Notre ministère, depuis l'origine des différends sur Taïti, n'a voulu faire au public aucune communication franche et détaillée. Il a refusé d'éclairer l'opinion. Si elle s'égare, c'est en partie la faute de ceux qui auraient dû la diriger dès le début en l'instruisant. Quoi qu'il en soit, si M. d'Aubigny a été désapprouvé par M. Bruat, nous avons peine à croire que ce soit pour le fait seul d'avoir emprisonné M. Pritchard. Est-ce pour l'avoir mis au secret? Les circonstances critiques où se trouvait le gouvernement provisoire, la violence connue de l'agent anglais, sa complicité patente avec les révoltés, l'attitude menaçante de ces derniers, tout semble avoir justifié cette mesure, qui d'ailleurs n'a rien d'excessif et doit être regardée comme la conséquence même de l'emprisonnement.

En résumé, le blâme infligé à M. d'Aubigny place le ministère dans une situation difficile à défendre. Il s'agit d'une question de fait, où les subtilités oratoires et les théories diplomatiques ne lui seront d'aucun secours. M. d'Aubigny, dans les circonstances où il se trouvait, devait-il incarcérer M. Pritchard? Il en avait le droit? cela même n'est pas contesté par le cabinet de Londres, qui, n'exigeant point le rappel des officiers français, semble reconnaître par là que M. Pritchard avait cessé d'être inviolable. Ce droit, que possédait M. d'Aubigny, devait-il en user, et dans quelle mesure? voilà toute la question. Or, sur ce point, si les faits que tout

le monde connaît sont exacts, ils donnent complétement raison à M. d'Aubigny. Ces faits sont-ils erronés? le ministère possède-t-il des renseignements d'une autre nature qui accusent gravement M. d'Aubigny? cela est douteux. Si le ministère avait eu cette arme entre les mains, il se serait empressé de s'en servir. Il aurait fait connaître ce qui pouvait le justifier dans l'opinion. Son silence prouve au moins qu'il hésite, et qu'il n'est pas sûr que le blâme de M. d'Aubigny soit mérité. Dans l'incertitude, le ministère aurait dû attendre pour se prononcer. Sa précipitation révèle dès à présent qu'il a cru devoir faire une concession, sans s'inquiéter de savoir s'il pourrait en démontrer plus tard la convenance et la justice.

M. d'Aubigny sera donc officiellement blâmé, et de plus, M. Pritchard recevra une indemnité! Quel renversement de tous les principes! Une indemnité ne se paie qu'en réparation d'un dommage causé. Or, qui a causé le dommage à Taïti? c'est M. Pritchard. Qui paiera l'indemnité? c'est nous. Voilà le nouveau droit des gens inauguré par M. Guizot et M. Peel. L'Europe saura maintenant que les agents anglais, lorsqu'ils sont légitimement expulsés d'un territoire pour y avoir fomenté des troubles, ont droit à des indemnités pécuniaires. On invoquera le consentement de la France pour faire valoir dans la suite ce précédent.

L'indemnité ne se comprend pas. Ce second chapitre de nos humiliations est en contradiction manifeste avec le premier. On ne désavoue pas M. Bruat : c'est la preuve que l'expulsion du consul Pritchard est déclarée juste et légitime : pourquoi donc l'indemniser? pourquoi l'Angleterre s'intéresse-t-elle en sa faveur? Il s'est dépouillé par sa faute du caractère diplomatique dont elle l'avait revêtu; il a compromis le nom anglais dans des entreprises odieuses, justement flétries chez tous les peuples civilisés; pourquoi l'Angleterre prend-elle en main la défense de ses intérêts privés? Depuis quand la voit-on réclamer des indemnités pécuniaires pour ceux de ses sujets qui se ruinent dans les pays étrangers en y suscitant des troubles politiques? Serait-ce que le missionnaire factieux, expulsé de Taïti pour ses violences, n'a jamais cessé d'être aux yeux de l'Angleterre un agent sacré? serait-ce que le cabinet anglais a voulu, par un moyen détourné, faire reconnaître l'inviolabilité de M. Pritchard, et obtenir indirectement le désaveu des officiers français? Si tel était le sens de cette indemnité, le ministère, en l'accordant, aurait assumé sur lui une grande responsabilité.

Dira-t-on que l'indemnité réclamée par M. Pritchard est la suite du blâme infligé à M. d'Aubigny? Cela ne se peut pas. Le blâme se rattache à l'emprisonnement, qui a duré cinq ou six jours; ce n'est pas dans un laps de temps si court que les intérêts commerciaux de M. Pritchard ont pu souffrir gravement. Une indemnité pour le dommage causé par une circonstance si minime n'aurait point de sens. Si l'on paie une indemnité à M. Pritchard, on l'évaluera évidemment d'après le tort que lui aura causé son expulsion. Or, cette expulsion ayant été reconnue légale, l'indemnité manque de base.

Contraire à la dignité du pays, l'indemnité sera surtout blessante pour les chambres, qui seront naturellement appelées à voter le crédit destiné à la payer. On doit supposer que le cabinet espère tirer un assez bon parti de cette circonstance. Il compte sur l'adhésion forcée de la majorité, sur un vote que la situation rendra nécessaire, et dont le résultat sera d'entraîner le parlement dans une solidarité apparente avec lui. Si les chambres résistent, M. Guizot agita devant elles le flambeau de la guerre. Il est probable que la majorité votera le crédit; mais il est douteux que ce vote ne lui laisse pas un vif ressentiment contre M. Guizot.

Du reste, la presse ministérielle nous montre déjà l'attitude que M. le ministre des affaires étrangères prendra devant les chambres. Durant six semaines, elle n'a rien négligé pour alarmer le pays, et depuis la conclusion du différend de Taïti, elle déroule chaque matin sous nos yeux l'effrayant tableau des dangers que nous venons d'éviter, grâce à la prudence et à la fermeté de M. Guizot. Tous les jours on nous affirme qu'une rupture a été sur le point d'éclater entre les deux nations, et que cette rupture pouvait amener la guerre; on ajoute que la guerre avec l'Angleterre eût été la guerre avec le monde; on va même jusqu'à dire que la France, surprise par cette guerre, se serait trouvée sans armée, sans flottes, sans alliés sur le continent. Le bon sens du pays fera justice de ces exagérations ridicules et de ces paroles imprudentes; il devinera sans peine qu'elles ont pour but de justifier les concessions faites à l'Angleterre, et de présenter l'œuvre de M. Guizot sous un jour honorable, en grossissant les difficultés qu'il a dû vaincre pour l'accomplir. Sans doute, la situation a mérité une attention sérieuse, les prétentions du cabinet anglais ont été exorbitantes, le langage tenu par M. Peel dans le parlement a pu laisser quelques traces dans les négociations; mais il y a loin d'une difficulté diplomatique à une rupture et à une guerre, surtout quand cette difficulté s'élève entre deux grands peuples, et à propos d'un misérable incident. Nous sommes persuadés que M. Guizot et M. Peel n'ont pas cru un seul instant à la guerre, et qu'ils sont disposés à rire de cette comédie assez habilement jouée par eux pour donner de l'importance à leur politique et se faire décerner des actions de grâces par leurs amis.

Sans parler de toutes les raisons générales qui font qu'une guerre avec la France serait aujourd'hui une immense difficulté pour l'Angleterre, sans parler de l'Irlande qui la tient en suspens, ni des agitations populaires qui fermentent dans son sein, ni du poids de sa dette, ni de ses embarras extérieurs; sans parler enfin des dispositions amicales de la reine Victoria pour la maison royale de France, M. Guizot avait près de lui, à Paris, un garant que la paix ne serait point troublée. C'était lord Cowley, qui n'a pas cessé un moment de témoigner sa confiance dans les intentions pacifiques des deux pays, et d'inspirer cette sécurité à tous les membres du corps diplomatique. M. Guizot savait bien, par le langage de lord Cowley, que le ministère anglais ne voulait pas la guerre. S'il eût su profiter de sa situation, il eût obtenu un arrangement plus conforme à la dignité de la France. En suivant une politique plus ferme et plus habile, il n'aurait pas troublé la paix; il n'aurait pas même créé un obstacle à l'établissement de cette alliance intime qui est depuis quatre ans son rêve et son erreur. Loin de là, au lieu d'entraver l'alliance, il l'eût puissamment secondée. Si jamais ce bon accord que l'on a nommé l'entente cordiale doit régner entre la France et l'Angleterre, ce sera lorsque les deux peuples vivront ensemble sur un pied d'égalité parfaite, lorsque l'un ne pourra pas se sentir froissé par l'autre, lorsque chacun aura sa juste part d'action et d'influence. Tant que cet équilibre n'existera pas, l'alliance intime sera une chimère. M. Guizot eût pu maintenir cet équilibre dans l'affaire de Taïti. L'Angleterre, plus vivement pressée, mieux éclairée sur nos droits, aurait abandonné sans honte des prétentions injustes dont le triomphe était inutile à sa gloire. En accordant à l'Angleterre ce qu'elle n'avait pas droit d'exiger, en souscrivant un arrangement qui blesse la France et place les deux pays dans des situations inégales, M. Guizot a compromis le succès de l'œuvre qu'il a vainement poursuivie jusqu'ici. Au moyen de cette transaction boiteuse qu'il vient de conclure, la paix

est garantie, et les deux peuples pourront vivre encore en bonne intelligence; mais tout espoir d'une entente cordiale est perdu pour longtemps.

Au surplus, ce résultat sera peu regretté. Si la France doit renoncer au plaisir amer de cultiver les fruits de l'entente cordiale, elle trouvera ailleurs des compensations. Le moment est venu de la diriger dans une voie plus sûre, où l'appellent les vrais intérêts de sa puissance et de son honneur. L'Angleterre doit être satisfaite. Nos concessions lui ont prouvé notre ardent désir de conserver avec elle des relations amicales : restons-en là. Si elle fait à nos procédés l'accueil qu'ils méritent, si elle se montre empressée pour notre alliance, nous profiterons de cette bonne fortune; sinon, nous userons de notre liberté, sans pour cela rompre avec elle. Nous tournerons nos regards vers le continent. Le système de l'entente cordiale nous a nui de ce côté depuis quatre ans. On s'est senti blessé de nos préférences exclusives pour l'Angleterre. Néanmoins, tout récemment, malgré les fautes de notre diplomatie, plusieurs états du continent nous ont témoigné des intentions bienveillantes lors du conflit qui s'est élevé entre l'Angleterre et nous. Ils ont reconnu la justice de notre cause. Ils se sont placés du côté du droit. Ce sont là des dispositions qu'il serait imprudent de négliger. Quatorze années d'un gouvernement paisible et régulier ont dû dissiper sur le continent beaucoup d'ombrages qu'avaient fait naître des paroles et des désirs échappés à la première fougue d'une révolution triomphante. Tout le monde sait aujourd'hui que la France constitutionnelle est à l'épreuve de l'ambition comme de l'anarchie; elle ne veut que des progrès légitimes. Cette confiance que nous devons inspirer sur le continent peut être la base d'une politique pleine d'avantages pour l'Europe et pour la France. Rester libres sans être isolés, conserver de bons rapports avec l'Angleterre sans lui montrer un attachement exclusif, nouer des relations sur le continent sans y contracter des engagements étroits, tel est le système que la prudence conseille depuis plusieurs années à notre pays, et que l'entente cordiale est venue si malheureusement ajourner.

Si jamais la France a pu reconnaître l'utilité d'un système d'alliance qui ne l'enchaînerait pas trop étroitement à l'Angleterre, c'est surtout depuis qu'il s'est agi du Maroc. Qu'a produit sur ce point l'entente cordiale? Dès les premières hostilités, la crainte d'inquiéter le cabinet anglais a poussé M. Guizot à lui communiquer ses instructions et ses plans. Cette communication imprudente, devenue entre les mains du ministère anglais un engagement formel, a entravé, dès le début, les opérations de la guerre. Elle a amené des hésitations et des lenteurs; elle a donné des forces à nos ennemis. Sans la vigueur du prince de Joinville et du maréchal Bugeaud, qui ont saisi le moment d'agir et ont interprété leurs instructions dans un sens large, le sort de la guerre eût pu être compromis. Encore, jusqu'ici, nos succès ont été stériles. Les brillants faits d'armes du prince de Joinville ont amené l'occupation d'une langue de terre où nos soldats remplissent la mission la plus pénible. Ils ont devant eux les ruines de la ville qu'ils ont détruite; ils ne peuvent s'y abriter : les instructions le défendent. Quant au maréchal, après sa belle victoire, il s'est replié. Le petit nombre de ses troupes, les difficultés de la saison, les ordres qu'il a reçus, ne lui ont pas permis de profiter de son triomphe pour aller répandre la terreur sur le territoire de Fez. Aujourd'hui, M. le duc de Glucksberg et M. de Nyon, revêtus de pleins pouvoirs, sont devant Tanger, et présentent à l'empereur du Maroc les conditions de la France. Ces conditions sont exactement les mêmes que celles qui ont été offertes avant le bombardement de Tanger et de

Mogador, avant la bataille d'Isly, et l'on admire la noblesse de ce désintéressement! Ne serait-il pas plus juste de reconnaître qu'il est forcé, et que nous subissons encore ici la loi que nous imposent les engagements contractés par M. Guizot vis-à-vis de l'Angleterre? D'ailleurs, si cette résolution du ministère est libre, elle n'est pas plus excusable à nos yeux. Quoi! l'empereur du Maroc nous aura fait depuis trois mois une guerre injuste et barbare, nous aurons éprouvé des pertes sensibles, la diversion de nos forces aura pu nous faire courir des dangers graves en Algérie et ailleurs, nous aurons dépensé des sommes immenses, et nous ne réclamons pas même les frais de la guerre! Que la presse ministérielle nomme cela du désintéressement : l'Angleterre dira que nous faisons un métier de dupes, et l'empereur de Maroc se rira de nous. Au lieu de croire à notre modération, il ne croira qu'à notre faiblesse.

Qu'arrivera t-il cependant si l'empereur Abderrahman refuse les conditions qui lui sont posées, ou bien, ce qui serait la même chose pour nous, s'il ne peut les remplir après les avoir acceptées? Le ministère paraît décidé, dans l'un et l'autre cas, à agir énergiquement. On nous déclare en son nom que, si la France n'obtient pas satisfaction, elle se fera justice à elle-même. Si l'empereur résiste, les hostilités seront reprises contre lui et poussées avec vigueur. S'il est trop faible pour éloigner Abd-el-Kader de notre territoire et de son empire, la France se chargera de ce soin. Nos armées feront la police dans l'empire du Maroc.

Voilà de belles résolutions ; mais que de difficultés si la guerre continue! que d'embarras naîtront d'une première faute, celle d'avoir pris, entre les mains de l'Angleterre et à la face du monde, l'engagement de ne poursuivre aucune extension de territoire sur le Maroc! L'Algérie nous suffit, cela est vrai, et la France ne veut pas conquérir le Maroc ; mais pourquoi l'avoir dit? pourquoi s'être lié les mains? pourquoi avoir donné cette arme contre nous? Peut-on d'ailleurs prévoir les nécessités de l'avenir? Si la France se trouve forcée de faire une guerre dangereuse, et d'entretenir des armées dans le Maroc, avec des escadres sur les côtes d'Afrique ; si des revers se mêlent à ses victoires, si elle fait d'immenses sacrifices, qui l'indemnisera? Et si les indemnités offertes ne sont pas suffisantes, où prendra-t-elle des compensations? Il faudra bien alors que la parole de M. Guizot soit retirée. Heureusement M. Guizot n'a pu engager que lui seul; il n'a pas engagé la France.

L'Angleterre paraît s'être calmée, depuis quelques jours, au sujet de nos affaires du Maroc. Elle a changé de langage sur le mérite de nos opérations militaires. Les calomnies absurdes dirigées contre notre escadre ont été l'objet d'un blâme public; nous les avions déjà oubliées. Au reste, les affaires de Taïti et du Maroc ont perdu aujourd'hui le privilége de fixer exclusivement l'attention de la Grande-Bretagne. Ce qui l'occupe surtout en ce moment, c'est le triomphe d'O'Connell, rendu à la liberté par un grand acte de justice. Le jugement de la chambre des lords est un événement mémorable. Il témoigne au plus haut degré de ce respect de la loi, qui est une des vertus constitutionnelles de l'Angleterre. Acquitté par un tribunal anglais qui a placé la justice au-dessus des haines politiques et des intérêts de l'état, le libérateur de l'Irlande va-t-il rentrer dans l'arène avec les passions qu'il y a portées autrefois? Nous espérons pour sa gloire, et dans l'intérêt de l'Irlande, qu'il saura user avec modération de son triomphe. Jusqu'à présent, il a su se contenir; ses paroles sont pacifiques et conciliantes; il semble vouloir

rester dans une voie légale : c'est le plus sûr parti qu'il puisse prendre pour désarmer les résistances de l'Angleterre et pour défendre utilement les droits de son pays. La délivrance d'O'Connell est un grave échec pour M. Peel. Les tories adressent de vifs reproches au cabinet. Ils suspectent sa loyauté et sa bonne foi. Si la puissance d'O'Connell grandit, si l'agitation du rappel recommence, la majorité de M. Peel, déjà divisée sur des questions importantes, s'ébranlera; le parti qu'il a si durement gouverné pendant longtemps cherchera peut-être un autre chef.

La présence de M. de Nesselrode à Londres pendant nos démêlés avec le cabinet anglais ne pouvait manquer de fixer l'attention de l'Europe. On a formé sur cet incident bien des conjectures. On a parlé d'un projet de partage de l'empire ottoman entre l'Angleterre et la Russie. Ce fait n'aurait rien de surprenant. L'empereur Nicolas et M. de Nesselrode n'ont pas sans doute été poussés à Londres uniquement par la manie des voyages. Il y a des projets de partage de l'empire ottoman dans toutes les cours d'Europe, il y en a eu déjà plusieurs à Londres et à Saint-Pétersbourg; il ne serait pas étonnant qu'on s'occupât en ce moment de les revoir et de les corriger. Parmi les derniers projets de ce genre qui sont sortis du cerveau de la diplomatie ou de l'imagination des poëtes, en voici un assez nouveau et peu connu. C'est la jeune Italie qui le propose. Elle donne Constantinople à la Russie, et fait de la mer Caspienne un lac russe; elle donne l'Égypte à l'Angleterre. A l'Autriche, elle remet les provinces du Danube et l'embouchure du fleuve; puis, pour établir des compensations en faveur de certains états, elle remanie la carte de l'Europe. Elle ôte aux uns pour donner aux autres; elle pousse la France jusqu'aux limites du Rhin, la nation germanique sur une partie du territoire autrichien, la Prusse sur les provinces polonaises. Enfin, Milan et Venise sont retirés à l'Autriche. L'Italie entière, recouvrant son indépendance, forme une confédération d'états. Les deux extrémités de cette confédération, le Piémont et Naples, sont seules destinées à s'agrandir, le Piémont vers le continent, Naples dans les provinces chrétiennes d'Orient. Tels sont les rêves que fait la jeune Italie, agitée par ses désirs d'indépendance. Elle a besoin de démembrer l'Orient et de remanier l'Europe pour recouvrer sa liberté. Son plan est assez compliqué, comme on voit. Nous doutons que M. de Nesselrode et M. Peel le trouvent de leur goût, mais ils feront bien de considérer attentivement la part qui y est faite à l'Autriche.

Les événements suivent, en Espagne et en Grèce, la marche que nous avons déjà indiquée. L'Espagne procède tranquillement aux élections des cortès. Le triomphe du parti modéré est assuré. La nouvelle de la paix conclue entre l'Espagne et le Maroc s'est confirmée. En Grèce, M. Mavrocordato a fait place à M. Coletti. Le nouveau ministère était désigné par les suffrages du pays. Son système, nettement proclamé, est de rester indépendant au milieu des influences étrangères. Son drapeau sera la nationalité grecque. C'est une politique sage, que tous les amis de la Grèce doivent approuver.

Le différend commercial entre la Prusse et la Belgique est terminé Ce que nous avions pressenti est arrivé; le ministère s'est laissé devancer par l'événement. Il n'a pas su prévoir une réconciliation qui était dans l'ordre naturel des choses, mais que sa prudence eût pu empêcher. M. Guizot, lors de la rupture avec le *Zollverein*, pouvait offrir à la Belgique une convention favorable aux producteurs belges. Cela seul eût suffi pour empêcher le traité du 1er septembre, ou du moins

pour lui donner un caractère moins absolu. M. Guizot mérite de graves reproches dans cette circonstance. Il a été averti; la question lui a été soumise. Il a même eu un instant la pensée d'agir ; mais il s'est arrêté devant des difficultés de détail qui eussent exigé une solution prompte. Maintenant le mal est fait ; il s'agit d'en diminuer la portée et de trouver des mesures pour garantir les intérêts de la France.

LE BRÉSIL

EN 1844.

INTÉRIEUR DU PAYS. — VILLES MARITIMES. — AVENIR POLITIQUE.

I. — LES MINES D'OR ET LES COMPAGNIES ANGLAISES.

Le voyage de Rio-Janeiro à Ouropreto m'avait préparé aux difficultés que devait présenter une excursion dans l'intérieur des terres. Ma curiosité était vivement excitée par les premiers incidents de mon séjour au Brésil ; j'avais hâte de parcourir l'intérieur de ce singulier pays, d'en observer de près et à loisir les mœurs et les habitants. J'espérais aussi trouver dans l'étude intéressante des mines et des cultures un dédommagement aux tristes impressions que m'avait fait éprouver la situation politique et morale de l'empire. Malheureusement, le voyage que j'entreprenais à travers des contrées inconnues ne devait servir qu'à me fortifier dans ma première opinion. On ne s'étonnera pas si je le raconte avec quelque détail. Les impressions variées de ce long itinéraire ont peut-être leur importance comme pièces à l'appui d'un jugement sévère, mais impartial ; et en présence des graves questions que soulève l'état du Brésil, il n'est pas inutile, assurément, de placer souvent les faits à côté des réflexions.

C'est le 7 décembre 1842 que je quittai Ouropreto pour me rendre à Bahia. J'avais à traverser la partie la plus curieuse et la moins fréquentée du Brésil. Je suivis pendant quelques heures une chaussée pavée, construite lorsque Ouropreto était le centre des mines les plus productives. Le ciel était sombre, une pluie incessante tombait depuis le matin. La vie de voyage recommençait pour moi avec

ses fatigues et ses périls, mais aussi avec tout le charme de ses incidents bizarres et de ses rencontres imprévues. Le Brésil ne se montrait plus à mes yeux sous l'aspect sévère et morne qui m'avait frappé avant d'arriver à Ouropreto. Les terrains arides et ferrugineux que j'avais remarqués à l'entrée de la ville avaient fait place à un sol fertile, coupé d'arbres et paré de fleurs. Des groupes d'arbustes bordaient la route, des lianes verdoyantes tapissaient le bord des précipices. En franchissant non sans peine les montagnes qui dominent Ouropreto, je sentais que j'abordais pour ainsi dire un monde nouveau; ma curiosité soutenait mon courage, et je dis adieu sans regret aux sites désolés, à la ville pauvre et triste que je laissais derrière moi.

Au pied du versant opposé de la montagne d'Ouropreto s'étend un joli vallon traversé par le Rio-Itabira, qui, à cet endroit de son cours, n'est encore qu'un ruisseau sans importance. Le voyageur qui descend la montagne a devant soi le village de la Cachoiera. Je suivis lentement le chemin qui me conduisait vers le vallon, et je me dirigeai vers une habitation où je comptais me reposer des fatigues de ma première journée de route. L'habitation était celle d'un ancien président de la province de Minas-Geraës, M. Mendez-Rodrigo. Je fus accueilli par le propriétaire avec la bienveillance que les Brésiliens témoignent toujours aux étrangers qui leur sont recommandés. Une fois débarrassé de mes vêtements mouillés, et en attendant le souper, je me crus obligé d'aller passer quelques instants avec mon hôte, que je n'avais fait qu'apercevoir; je le trouvai assis dans une salle, avec sa femme et ses filles; je m'avançai pour le saluer : aussitôt il se leva, vint à moi, et me demanda si je désirais entrer dans le salon. Sur ma réponse affirmative, il m'emmena avec lui, et j'eus à subir un tête-à-tête d'au moins deux heures. Quant à sa femme et à ses filles, elles avaient disparu, je ne pus les entrevoir. Je connaissais trop bien la répugnance qu'ont les Brésiliens à montrer leurs femmes, pour m'étonner du bizarre procédé de mon hôte. Cette défiance extrême s'explique moins par la jalousie que par un attachement obstiné aux vieilles coutumes portugaises. Au Brésil, le plus grand honneur que puisse vous faire un mari, c'est de vous présenter sa femme; souvent il m'est arrivé de recevoir les excuses de ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient me présenter leur famille, mais qui croyaient toutefois devoir colorer d'un prétexte ce manque de respect au visiteur européen.

La conversation de l'ex-président était peu intéressante, il ne savait que me parler du haras établi à Cachoiera par don Pedro Ier. Situé dans une vallée dont le climat est toujours tempéré, et où de nombreux cours d'eau entretiennent une végétation perpétuelle, ce haras, disait-il, aurait pu exercer quelque influence sur l'amélioration de la race chevaline. Des étalons venus de Syrie y avaient été envoyés, mais bientôt les administrateurs avaient détourné les fonds qui leur étaient confiés par l'empereur, et l'établissement, trop négligé, avait fini par devenir inutile. Il ne reste plus aujourd'hui que les bâtiments élevés aux frais de don Pedro; quant aux étalons, ils ont péri misérablement, sans qu'on puisse retrouver dans le pays un seul cheval de race arabe.

De Cachoiera à Itabira, la route suit la vallée; je dus traverser plusieurs fois la petite rivière d'Itabira, heureusement peu profonde. Il serait facile, avec quelques soins, de rendre cette vallée fertile; les Brésiliens, peu soucieux d'améliorer les produits de la terre par des engrais, ne tirent du sol que ce qui suffit à leur consommation, et se bornent presque partout à cultiver le maïs ou les haricots. Quelques champs de riz planté dans les plaines facilement inondées forment, avec

les champs de maïs et de haricots, les principales cultures de la province de Minas-Geraës. Ce que nous disons de cette province pourrait s'appliquer au reste de l'empire. La nature a tout fait pour le Brésil, et l'homme, au lieu de porter dans les travaux agricoles une activité intelligente, ne pense qu'à découvrir des métaux précieux. Le succès d'un seul spéculateur fait oublier les nombreux exemples d'existences ruinées, de fortunes dilapidées dans ces recherches aventureuses. Il serait temps pour les habitants de Minas de renoncer à leurs rêves chimériques et de se consacrer à l'agriculture. Les parcelles d'or qui jadis brillaient à la surface du sol sont devenues beaucoup plus rares; l'or n'existe plus aujourd'hui en abondance qu'à de grandes profondeurs, et les dépenses d'extraction, dans un pays où l'usage des machines se trouve limité, faute de moyens de transport, absorbent les produits des mines les plus abondantes. Mais il faudra encore bien des leçons sévères pour éclairer les Brésiliens sur leurs véritables intérêts.

Itabira est un village d'environ deux mille âmes. Les habitants, employés par la compagnie anglaise qui exploite la mine de Calta-Branca, paraissent jouir de quelque aisance. La plupart sont des muletiers qui font le voyage d'Itabira à Rio-Janeiro, ou transportent les bois et charbons nécessaires à l'exploitation de la mine. Je m'attendais, en approchant de la mine de Calta-Branca, à voir s'élever devant moi une de ces montagnes dont l'aridité annonce ordinairement des veines fécondes. Je fus agréablement surpris, au contraire, quand je vis les jolis bâtiments de la compagnie anglaise qui surmontent une montagne couverte de fleurs et de verdure. Devant moi s'élevaient en amphithéâtre cinq grandes roues à brocards d'un aspect vraiment pittoresque. Je me crus transporté dans une de nos belles usines d'Europe, en entendant le bruit inaccoutumé de ces puissantes machines hydrauliques établies à grands frais par la compagnie anglaise dans une des plus admirables positions du Brésil. La source qui met en mouvement ces machines n'est rendue à son cours naturel qu'après avoir servi au lavage du minerai. Même alors l'eau est encore utilisée par les nègres esclaves de la compagnie, elle sert à l'irrigation des jardins qu'on leur a abandonnés pour leur usage. Ces jardins, où ils cultivent presque tous les légumes d'Europe et ceux du pays, sont parfaitement entretenus par les pauvres nègres, qui montrent avec fierté leur petit domaine.

L'ensemble des bâtiments d'exploitation et de tous les travaux extérieurs prouve que les directeurs de la compagnie anglaise de Calta-Branca ont le pouvoir et la volonté de bien faire. On doit regretter que les travaux intérieurs aient été conduits avec peu d'intelligence. Lorsque je descendis dans la mine, je fus étonné de voir des voûtes de vingt-cinq et trente pieds de largeur suspendues au-dessus de la tête des travailleurs sans que rien fût projeté pour prévenir un éboulement. Les travaux sont conduits dans une seule direction. Tant que la veine actuelle se prolongera, rien de mieux; mais aussitôt qu'elle se trouvera interrompue, il faudra des dépenses considérables pour retrouver une autre veine. En visitant les travaux avec l'ingénieur en chef, qui venait des mines de Cornouailles, je me permis quelques observations sur le danger qu'il y avait à exploiter la veine sur une largeur de trente pieds. Il me répondit avec une assurance naïve : « Je ne pense pas qu'en France ou en Allemagne il y ait des hommes qui s'entendent aussi bien que nous à l'exploitation des mines. » Le fait est que les compagnies anglaises, au lieu de confier leurs intérêts à des hommes spéciaux, à des géologues instruits, ont envoyé au Brésil des capitaines-mineurs assez intelligents sans doute pour continuer des travaux déjà commencés, mais incapables de diriger avec succès l'exploitation si

difficile d'une mine d'or. Les hommes mêmes qui ont l'expérience du travail de toutes les autres mines échouent dans cette exploitation, pleine de difficultés et de hasards; la formation de la veine d'or est presque toujours inégale, et se présente sous les aspects les plus différents. Les Anglais, tout en exposant d'immenses capitaux, n'ont pas voulu demander à l'Allemagne les seuls travailleurs qui pussent rendre leurs travaux productifs. Nulle part peut-être le mauvais choix des chefs mineurs envoyés d'Angleterre n'a produit d'aussi fâcheux résultats qu'à Calta-Branca. Un seul éboulement a coûté la vie à onze nègres; quant aux éboulements partiels qui n'ont fait qu'un petit nombre de victimes, on ne les compte plus.

Les travaux des ingénieurs anglais de Calta-Branca avaient atteint, le 10 décembre 1842, une profondeur de 104 brasses; la veine d'or, dont l'épaisseur et la largeur varient à tout instant, était mélangée de bismuth et de quartz; dans toutes les parties où dominait le quartz, l'or était plus pur et plus abondant. On ne recueillait le métal qu'en parcelles palpables, et on n'avait pu rencontrer encore des morceaux d'or d'un grand poids. La dureté du minerai rend l'exploitation difficile. Environ quarante nègres sont employés dans l'intérieur de la mine : ils doivent travailler huit heures de jour ou de nuit; des mineurs anglais les surveillent tout en travaillant avec eux. Le nombre des esclaves employés par la compagnie de Calta-Branca est de trois cents. Les femmes ont à trier le minerai, à le placer sous les brocards, à retirer et à laver le sable aurifère. Le filon de Calta-Branca, sans être d'une richesse remarquable, aurait pu couvrir facilement tous les frais d'exploitation; mais les actionnaires ont choisi des officiers de marine pour directeurs, ils ont confié la conduite des travaux à des agents privés des connaissances nécessaires, et aujourd'hui leurs intérêts sont compromis : les actions de cette mine ne valent plus que 150 fr., pourtant le capital avancé a été de 400 à 500 fr. Aucun dividende n'a pu être payé depuis la formation de la compagnie, et il me paraît difficile d'admettre qu'aucun changement favorable s'opère dans l'exploitation de Calta-Branca.

La compagnie emploie des esclaves et des affranchis; après cinq ans de travail irréprochable, on donne à chaque esclave, le dimanche, 50 centimes, lorsque sa conduite a été bonne pendant la semaine. Une fonderie de fer, exploitée par la même compagnie, est à deux lieues de Calta-Branca; le minerai de fer y est abondant, le métal est supérieur en dureté, dit-on, au fer de Suède : tous les outils employés pour la mine y sont fabriqués. Cette fonderie est exclusivement réservée aux besoins de la compagnie. Les directeurs n'ont pas cherché à produire au delà de la quantité de fer qui leur est nécessaire. Les dépenses entraînées par une plus large exploitation de cette fonderie ne seraient pas couvertes dans un pays où le manque de population restreint nécessairement les bénéfices.

J'avais pu, en visitant les mines de Calta-Branca, prendre quelque idée de l'état de l'industrie minière dans un pays où elle fut jadis si florissante. Je ne voulais pas cependant m'en tenir à une première expérience. Ma route passait à travers les districts qui pouvaient le mieux fixer mes notions à cet égard. De Calta-Branca, je me rendis, laissant derrière moi plusieurs villages sans importance, à une autre mine non moins remarquable, celle de Morro-Velho. Situé dans le fond d'un vallon, encaissé de tous côtés par des montagnes, l'établissement de Morro-Velho a l'aspect d'une maison de campagne anglaise entourée de vastes dépendances. M. Herring, directeur de la compagnie de Morro-Velho, est non-seulement un homme aimable et distingué, mais sa femme et ses dix enfants forment la plus charmante famille

qu'on puisse rencontrer. Mal secondé par les capitaines-mineurs envoyés d'Angleterre, qui sont incapables de dresser même un plan de la mine, M. Herring a dû diriger tous les travaux, et il s'est acquitté de sa tâche avec une prudence qui fait honneur à ses lumières. La mine de Morro-Velho forme un contraste complet avec celle de Calta-Branca; les éboulements y sont inconnus, et les travaux, poussés avec une grande activité, sont toujours conduits dans une pensée d'avenir. La grande difficulté que présente l'exploitation de cette mine, c'est l'extraction ou plutôt la séparation de l'or de son enveloppe de pyrite arsénical. La perte d'or calculée d'après des expériences est aujourd'hui de 50 pour 100. Cette mine, n'ayant plus à supporter que les frais d'entretien des travaux, peut néanmoins donner quelques dividendes aux actionnaires de la compagnie; mais ses produits seront toujours limités par l'impuissance où l'on est, dans l'état actuel de la science, d'opérer parfaitement la séparation de l'or et du pyrite. L'étude des procédés à employer me paraît digne d'occuper les savants; quant à moi, je n'ai pu que constater les efforts faits par M. Herring pour obtenir de meilleurs résultats.

Morro-Velho est de 500 mètres moins élevé que Calta-Branca : aussi la température y est-elle beaucoup plus malsaine; les brusques alternatives de chaud et de froid compromettent la santé de tous les hommes employés aux travaux, nègres ou blancs. Le docteur de la compagnie me disait avoir constaté une différence de 18 degrés dans la température entre le lever du soleil et le coucher. Les miasmes qui proviennent de la mine contribuent, sans doute, à corrompre l'air de cette vallée qui semble, au premier aspect, un délicieux séjour. J'aurais été heureux de jouir plus longtemps de l'aimable intimité de M. Herring et de sa famille; c'est avec regret que je quittai cette riante habitation où j'avais trouvé les charmes de la vie d'intérieur, si rarement goûtés au Brésil; mais il fallait continuer mon voyage, et atteindre, en côtoyant le Rio das Velhas, Sabara, chef-lieu du dictrict de ce nom.

La ville de Sabara, bâtie au confluent de la petite rivière du même nom et du Rio das Velhas, est entourée de hautes montagnes, qui rendent ce séjour insupportable pendant les chaleurs de l'été. La population est d'environ six mille âmes, les rues sont larges et bien aérées. On exploitait autrefois plusieurs mines d'or en cet endroit. Sabara est situé à 45 milles nord-nord-ouest d'Ouropreto; non loin de la ville est un lac dont les eaux ont, dit-on, de grandes propriétés médicales. L'eau, quoique limpide, est couverte d'une pellicule argentée qui blanchit les lèvres de ceux qui la boivent; les habitants ont donné à ce lac le nom de Lagoa-Santa : ses eaux presque chaudes viennent se réunir au Rio das Velhas. Il y a quelques années, on avait trouvé dans le district de Sabara le platine en assez grande abondance. Cette découverte est restée sans résultats apparents. L'intérieur du pays est encore si peu connu et a été exploré par si peu de géologues, qu'on ne peut s'étonner de voir tant de richesses perdues. Il n'y a au Brésil que l'or placé à la surface de la terre qui tente l'ambition des habitants. Le gouvernement, qui ne tire que des revenus peu importants des mines actuellement exploitées par les Brésiliens, ne cherche pas à stimuler une population qui, sous une direction habile, serait, je crois, capable d'activité.

De Sabara à Caëthe, la route n'offre aucune particularité intéressante. Une distance d'environ six milles sépare ces deux villes. Rien n'est plus triste que les abords de Caëthe. Pour arriver à la ville, on descend une côte aride où s'élèvent à peine quelques buissons épineux et quelques mimosas rabougris. Partout la

couleur rougeâtre du sol annonce le pyrite de fer, et donne un aspect triste à ces terrains abandonnés. Caëthe, assez jolie ville, a une église regardée comme le plus bel édifice de la province, et qui n'est qu'un grand bâtiment d'architecture insignifiante. La population est de quatre mille âmes. L'industrie des habitants consiste dans la fabrication de poteries communes et dans la culture des arbres fruitiers. Le climat, beaucoup plus tempéré qu'à Sabara, a fait multiplier les fleurs et les fruits d'Europe, qui s'y sont acclimatés. Caëte a soutenu un siége pendant les derniers troubles. Après un engagement bruyant qui dura cinq jours, on ne compta que deux hommes blessés par des fusils qui avaient éclaté. Les deux partis agissaient avec une prudence dont les exemples ne sont pas rares dans les guerres intérieures du Brésil.

Laissant derrière moi Caëthe, je me dirigeai vers Congo-Soco, un des établissements les plus considérables que les Anglais aient fondés au Brésil. J'eus occasion de visiter sur ma route Luis-Soarès, mine d'or qui appartient à la famille du marquis de Barbacena. Cet homme, qui a joué un rôle important dans les affaires de son pays, est mort en 1842, au mois d'août. Chargé de toutes les négociations d'emprunts par la confiance aveugle de l'empereur don Pedro Ier et de son jeune fils, il avait acquis dans ses voyages en Europe une fortune immense qu'il dilapida follement. Il dut céder à des compagnies anglaises le privilége de mines très-riches qu'il possédait dans la province de Minas. Aujourd'hui ses descendants voudraient encore se débarrasser des deux mines qui leur restent; mais leurs propositions ont été refusées.

C'est une curieuse histoire que celle du marquis de Barbacena. Portugais de basse origine, il était simple sous-lieutenant dans l'armée lorsqu'il réussit à obtenir en mariage l'héritière d'un riche négociant de Bahia. On raconte que pour obtenir sa main il usa d'un singulier stratagème. Pauvre officier sans fortune, il avait peu de chances de réussir dans ses projets de mariage; il résolut de recourir à la ruse. Ayant obtenu qu'une somme considérable lui fût confiée pour quelques jours, il prétexta un ordre de ses chefs qui exigeait son départ immédiat, et pria le père de la jeune fille de vouloir bien garder jusqu'à son retour cette somme dont il se dit propriétaire. Tout en remettant ce dépôt précieux entre les mains du négociant, il insista sur le bonheur qu'il aurait à obtenir la main de la jeune héritière. Le père se laissa séduire et consentit au mariage. Quelques jours plus tard, M. de Barbacena était possesseur d'une des fortunes les plus considérables du Brésil; un avenir brillant s'ouvrait devant lui. Bientôt il devenait l'arbitre des difficultés survenues entre le Brésil et l'Angleterre, amenait une séparation violente entre la colonie et la métropole, et se voyait entouré d'une considération qu'il devait, non à ses titres acquis, mais à une intelligence remarquable, à une grande habitude des affaires, et à l'ascendant qu'exerce toujours un homme politique qui possède d'immenses revenus.

La mine de Luis-Soarès, une des nombreuses possessions du riche marquis, est aujourd'hui dans un état déplorable. L'eau et la boue obstruent les galeries, où l'on ne peut guère marcher que courbé. Renonçant à poursuivre ma visite jusqu'au centre de l'extraction, je me contentai de recueillir les indications d'un Brésilien chargé de surveiller les travaux, et qui se plaignait de la difficulté d'exploitation de cette mine, augmentée encore par une humidité extrême que l'on ne cherche pas à combattre.

D'épaisses forêts séparent Luis-Soarès de la mine de Congo-Soco. La compagnie

anglaise de Congo-Soco est la plus ancienne de celles qui exploitent les terrains aurifères du Brésil ; c'est son exemple, ce sont les résultats recueillis dès le début de cette entreprise qui ont provoqué la formation des autres compagnies. Cinq cents esclaves travaillent à la mine de Congo-Soco; à ce nombre il faut ajouter quatre-vingts mineurs anglais. Six roues hydrauliques mettent en mouvement cent vingt brocards. Malheureusement le filon, jadis si riche, a presque disparu ; presque tout le travail actuel se borne à exploiter les rochers abandonnés autrefois comme trop pauvres. L'étendue de cette mine est immense. Au mois de juin 1842, on est arrivé, dans une des galeries intermédiaires, à une section de veine qui, entre autres richesses, a offert un morceau d'or du poids de quarante livres : dégagé des substances étrangères, ce morceau avait encore trente-huit livres de poids. A l'époque où je visitais la mine, l'exploitation traversait une mauvaise phase; depuis six mois, les travaux produisaient peu, et M. Crickett, directeur de la compagnie, qui voulut bien m'accompagner dans la visite de l'intérieur de la mine, chercha vainement des échantillons un peu riches : tous les travailleurs lui répondaient qu'on ne recueillait qu'un minerai pauvre. Les roches n'offrant aucune consistance, il faut soutenir les terres par des poutres. La quantité de bois employée dans la mine de Congo-Soco est effrayante ; les travaux ne peuvent avancer qu'autant que l'ouvrier soutient les percements nouveaux par des piliers et par des voûtes. Aussi l'exploitation de cette mine exige une grande surveillance, et je n'ai pu qu'admirer l'habile direction donnée aux travaux.

Les trois établissements anglais de Calta-Branca, Morro-Velho, Congo-Soco, sont les plus importants parmi ceux qu'ont formés des compagnies, et un capital immense est engagé dans cette exploitation. Ces grandes entreprises méritent donc de fixer notre attention. Le gouvernement du Brésil, après avoir longtemps refusé aux Anglais le droit d'exploiter les mines, concédé à ses nationaux, a dû y consentir; mais il ne l'a fait qu'en imposant aux compagnies anglaises des conditions iniques : il a élevé par exemple de 5 à 10 pour cent les taxes sur tout l'or obtenu. Les dépenses énormes pour les frais de premier établissement, bâtiments d'exploitation, maisons d'habitation, employés (1), etc., ont absorbé une grande partie du capital fourni par les actionnaires Ces travaux, dirigés par des hommes qui jouissaient d'une entière liberté, ont été faits avec un luxe souvent inutile. Aujourd'hui Calta-Branca, Morro-Velho et Congo-Soco coûtent d'entretien annuel plus de six cent mille francs. Les produits de chaque mine équivalent sans doute à cette somme; mais ils sont insuffisants pour rembourser les frais d'installation. Excepté Congo-Soco, aucune des mines exploitées au Brésil n'a pu donner aux actionnaires l'intérêt de l'argent avancé ; on se borne à payer avec les produits de la mine les dépenses d'exploitation et d'entretien.

J'ai été surpris que les compagnies anglaises, sacrifiant des capitaux aussi considérables, n'eussent pas choisi pour diriger les travaux des hommes pratiques. A Calta-Branca, cette tâche importante est confiée, je l'ai dit, à d'anciens officiers de marine qui ont conservé toute la sévérité minutieuse du service militaire. A Morro-Velho, à Congo-Soco, les directeurs sont actifs et intelligents, mais, faute d'avoir

(1) Le moindre mineur anglais reçoit 250 francs par mois; pour peu qu'un seul établissement compte soixante ou quatre-vingts de ces mineurs, on conçoit que les dépenses s'augmentent beaucoup. Le travail d'un nègre intelligent équivaut à celui d'un mineur anglais ivrogne et insoumis; un nègre ne coûte que 500 fr. par an en moyenne.

sous leurs ordres des mineurs entendus, ils voient souvent leurs intentions mal exécutées. Les travaux sont ainsi compromis tour à tour par l'incapacité des directeurs et l'ignorance des ouvriers. En résumé, soit par les dépenses excessives de premier établissement, soit à cause du défaut d'instruction des chefs de travaux, les compagnies anglaises n'ont devant elles qu'un avenir incertain. Si le parlement adopte un jour la motion de lord Brougham, qui veut affranchir tous les esclaves appartenant à des Anglais, ces mines seront forcément abandonnées. Les Brésiliens, tout en admirant les travaux accomplis, sont incapables de les apprécier. Animés d'une haine aveugle contre l'Angleterre, ils ne consentiront jamais à reconnaître que les dépenses faites par les compagnies britanniques ont amélioré le sort des habitants de la province de Minas. C'est une tâche ingrate qu'ont acceptée ces compagnies, et leurs efforts, on doit le reconnaître, sont mal encouragés.

Si j'en crois des rapports recueillis sur les lieux, les esclaves occupés dans les mines anglaises du Brésil sont traités avec douceur. Soumis à un travail régulier et recevant une nourriture abondante, ils sont soignés par un médecin attaché à chaque mine; ils touchent chaque semaine une gratification; les heures qu'ils donnent au travail au delà du temps exigé leur sont payées, et ces divers salaires, en s'accumulant, leur permettent de se racheter après quelques années. Tous les nègres mariés ont une maison séparée, avec un jardin qu'ils cultivent le dimanche, jour de repos général. M. Herring m'assurait qu'il avait rarement d'autre punition à infliger que la suppression de gratification. En citant des faits qui témoignent en faveur de l'humanité des Anglais propriétaires de mines, je dois rappeler que je tiens ces détails des maîtres d'esclaves eux-mêmes, qui ont tout intérêt à dissimuler devant un Français leur sévérité à l'égard des nègres.

Cocaës, petite ville où je passai après avoir quité Congo-Soco, est dans une jolie situation; plusieurs des anciennes familles du Brésil y ont leur résidence. Le chef de la dernière révolution, le sénateur José Feliciano, s'y était réfugié, et quelque désir que témoignassent les autorités de s'emparer de sa personne, il restait tranquillement à Cocaës; nul n'osait le troubler dans sa retraite. Don José Feliciano est un homme de mœurs douces et conciliantes; tous ceux qui ont eu des rapports avec lui pendant sa présidence ne m'en parlaient qu'avec éloges. Devenu chef de parti, il a manqué de caractère et de résolution; il faut se féliciter qu'il n'ait pas réussi, car une anarchie profonde eût succédé à la régularité apparente du gouvernement actuel, des vengeances eussent été exercées contre tous les étrangers, et la province de Minas, qui ne peut produire ses richesses que dans les temps de calme et de sécurité, serait devenue le théâtre des intrigues de ces prétendus démocrates qui ne pensent à détruire les institutions établies que pour avoir des places dans un gouvernement nouveau. — Près de Cocaës se trouvent encore des mines d'or exploitées par des compagnies anglaises, que les chances aléatoires de cette industrie n'ont pas découragées. Il faut toute la hardiesse et la ténacité du génie britannique pour expliquer cette persistance dans la poursuite des richesses mystérieuses du Brésil. L'une de ces mines, payée un million, n'a encore produit que des parcelles d'or sans offrir un filon régulier. L'autre, signalée comme très-riche, a été mal exploitée dès le début : il a fallu faire venir d'Europe de nouvelles machines et entreprendre les travaux sur un nouveau plan pour réparer les fautes d'une mauvaise direction.

Poursuivant ma route vers le district des Diamants, je quittai Cocaës avec l'intention de franchir rapidement la distance qui me séparait de la petite ville de

Conceicao. Malheureusement j'avais compté sans les difficultés qui retardent toujours le voyageur sur les routes mal frayées du Brésil. Le voyage de Cocaës à Conceicao dura quatre jours. Partant au lever du soleil, ne m'arrêtant que peu d'instants pendant la chaleur du jour, il m'arrivait souvent, après une marche de dix heures, de n'avoir fait que sept ou huit lieues de pays, tant les chemins sont affreux. Partout mes chevaux enfonçaient jusqu'au poitrail dans une boue épaisse, et, pour les retirer, il fallait descendre à chaque instant et m'enfoncer moi-même dans la bourbe du chemin. Je n'avais pas d'ailleurs les dédommagements qu'offrent en d'autres endroits du Brésil les beautés variées du paysage; je ne voyais autour de moi que des collines d'un aspect triste et monotone. Les habitations ne se succédaient qu'à de longs intervalles. Çà et là je rencontrai des champs invariablement plantés de maïs ou de haricots; de nombreuses rivières croisaient la route et multipliaient les obstacles, car le plus souvent il fallait les traverser à la nage. Les villages sont en harmonie avec le paysage; le premier où je passai, Itambé, est connu par une litanie devenue proverbiale dans le Brésil :

De miseriis d'Itambé libera nos, Domine.

Cependant l'aspect d'Itambé ne me sembla pas justifier tout à fait sa réputation. Ce village me parut moins effrayant de misère que beaucoup d'autres; seulement le sol ferrugineux qui s'étend sur les deux rives du Rio-Itambé repoussant toute végétation, le village se trouve encadré par des rochers noirâtres, d'un aspect sévère, qui ferment tristement l'horizon. D'Itambé je me rendis à une ferme *(farenda)* qui appartenait à un frère du colonel Martins, autrefois chef des rebelles et honoré d'un haut grade par le baron Caxias, pour avoir trahi la cause des insurgés. Mon hôte ne semblait pas désapprouver la conduite de son frère; je recueillis dans sa conversation de curieux renseignements sur les richesses du sol environnant. L'entretien de sa ferme révélait une direction intelligente. Le laitage servait à faire des fromages qu'on recherche dans toute la province. Un moulin destiné à broyer le maïs était mis en mouvement par la rivière voisine. Il est rare de rencontrer au Brésil des habitants qui sachent se créer une certaine aisance par une sage exploitation de leur domaine.

Gaspar Soares, où je passai après avoir quitté M. Martins, est le siége d'une fonderie établie par le gouvernement. Le minerai de fer se trouve en abondance dans les montagnes voisines; mais on n'a pas su exploiter ces richesses naturelles, et les travaux ont dû être abandonnés faute d'une administration régulière. Le gouvernement ne parvenait pas à couvrir ses frais. Il n'y a aujourd'hui qu'une seule fonderie de quelque importance dans la province de Minas; elle appartient à un Français qui la dirige lui-même, et cette fonderie, qui occupe un grand nombre d'esclaves, assure, dit-on, des revenus considérables à notre intelligent compatriote. Je continuai ma route avec le regret de ne pouvoir visiter cet établissement, situé à quarante milles de Congo-Soco.

La rivière de Conceicao, dont le cours est interrompu par des chutes d'eau fort élevées, offre des sites imposants et sauvages; des masses de roches, de plus de cent pieds de hauteur, s'élèvent au-dessus de ses rives; de belles forêts encore vierges étendent leurs branches jusqu'au lit du fleuve, dont les eaux écumantes bondissent avec bruit. La nature, livrée à elle-même, semble se complaire à orner ces lieux abandonnés de tout le luxe d'une végétation puissante. Malheureusement il

faut quitter bientôt les bords de la rivière et traverser des plaines arides pour arriver à Conceicao, qui vient d'être érigé en ville par la dernière assemblée de la province. Cette ville n'est qu'une misérable bourgade; toute sa richesse consiste dans les fromages que les habitants expédient par milliers. De Conceicao à Villa-do-Principe, les habitants comptent dix lieues. La saison des pluies était commencée, et les chemins que le soleil seul doit réparer étaient tellement difficiles, qu'il me fallut deux jours pour parcourir cette distance. De nombreuses rivières coupent la route; on les passe soit à gué si elles ne sont pas trop profondes, soit à la nage quand il n'y a pas un pont construit par les propriétaires voisins. Le pont, consistant en un arbre jeté d'une rive à l'autre, ne peut servir pour les chevaux; il faut donc transporter le bagage à dos d'homme, tandis que les chevaux traversent la rivière en nageant. Et qu'on ne croie pas que ces obstacles multipliés soient le propre d'un pays désert; c'est dans une des provinces les plus importantes de l'empire que les voyageurs ont à lutter contre ces périls et ces fatigues. La route que je suivais et qui va de Rio-Janeiro au district des Diamants est une des plus fréquentées du Brésil.

Villa-do-Principe, ou Ciudad-do-Serro, est situé à l'entrée du district des Diamants. Cette ville compte quatre mille habitants. Le commerce des diamants occupe la classe la plus riche de la population; c'est cette classe qui a pris parti pour le gouvernement dans les derniers troubles de la province. Un grand nombre de nègres trouvent des moyens d'existence dans le lavage des sables du Rio-do-Peixe, qui charrie des grains d'or presque pur; quant aux diamants qu'on retirait autrefois du fleuve, il y a plusieurs années qu'on n'en a trouvé un seul. Villa-do-Principe est dominée par une haute montagne fort riche, dit on, mais qui n'a été qu'imparfaitement explorée; je remarquai pourtant des traces d'anciennes galeries, aujourd'hui fermées par les éboulements intérieurs.

Mon attention fut appelée à Villa do-Principe sur l'état d'incurie où on laisse le cours des rivières. Le Rio-do-Peixe va se réunir au Rio-San-Antonio, qui se jette dans le Rio-Doce. On conçoit de quelle importance il serait pour ce district éloigné qu'une navigation régulière fût établie sur le fleuve. Une compagnie anglaise avait été formée, des bateaux à vapeur devaient remonter le Rio-Doce jusqu'à l'embouchure du Rio-San-Antonio. La compagnie, qui avait obtenu la concession de toutes les forêts bordant les rives du fleuve, forêts consistant en bois du Brésil, dont la valeur est très-grande en Europe, et qui aurait été exporté en franchise de droit, paraît avoir été découragée par les difficultés que présentent les nombreux rapides du Rio-Doce. Un bateau à vapeur destiné à cette navigation était mis en vente; un des directeurs de la compagnie voulut recourir à un dernier moyen et donna au gouvernement l'assurance qu'il remplirait au nom de la compagnie toutes les conditions qui lui étaient imposées, si on voulait le soutenir et faciliter son entreprise. Je crois que ce projet de navigation sera abandonné. Les Anglais se borneront à exporter une grande quantité des bois qui leur sont concédés; ils ne voudront pas risquer dans une navigation périlleuse des bateaux à vapeur qui seraient bientôt mis hors d'état, tant à cause des rochers qui interrompent le cours de la navigation qu'à cause des arbres entraînés dans le lit de la rivière, et qu'il serait difficile de retirer.

Les Anglais ne sont pas seuls à défendre au Brésil la cause de la civilisation; mais ces nobles efforts échouent le plus souvent contre l'apathie du gouvernement et de la population. Une exploration a été faite en 1837 par un Français, afin de

reconnaître le Rio-Micuri, qui coule à peu de distance de Minas-Novas. La rivière a été reconnue navigable; après dix jours de navigation dans un canot creusé sur le bord même de la rivière, M. Veyssière est arrivé à la mer. Son rapport a dû démontrer au gouvernement brésilien les avantages que pourrait offrir cette nouvelle voie de communication; cependant rien n'a été fait jusqu'ici pour en tirer parti. Le gouvernement fait grand bruit de toutes ces missions ; il annonce à l'avance les immenses résultats qu'elles doivent produire, puis on abandonne les travaux commencés. L'état de malaise, de dénûment presque absolu de la province de Minas, la plus peuplée du Brésil, mérite vraiment une sérieuse attention, et il serait temps qu'on introduisît quelques changements faciles et peu coûteux. La navigation du Rio-Doce, du Rio-Micuri, du Rio-Grande de Belmonte, quoique offrant des obstacles, peut devenir praticable, si des ingénieurs habiles sont envoyés sur les lieux, si des cartes sont dressées avec soin. Aujourd'hui l'intérieur de la province est entièrement inconnu, et je ne serais nullement étonné qu'on ne découvrît un de ces jours quelque nouvelle rivière navigable. Aucune province n'est arrosée par un aussi grand nombre de cours d'eau qui, presque tous, ont leurs sources dans la Mantiqueira, et se versent dans les quatre grands fleuves, Rio-Doce, Rio-Grande, Rio-San-Francisco, Rio-das-Mortes. Il faut toute l'incroyable apathie des Brésiliens pour que ces ressources naturelles n'aient pas encore été utilisées; et tandis qu'on abandonne les rivières sans penser à les rendre navigables, on parle d'un projet de chemin de fer que le gouvernement compte sans doute suspendre d'une montagne à l'autre.

Les anciennes formalités imposées aux voyageurs qui voulaient pénétrer dans le district des Diamants n'existent plus depuis que le monopole du gouvernement a été aboli. On entre et on sort librement, sans être soumis à aucune visite. Les diamants se vendent au plus offrant, et l'état ne prélève aucun droit sur la vente; il n'y a que l'or qui est soumis à un droit d'exportation et soi-disant de monnayage. Il existait jadis un hôtel des monnaies à Villa-do-Principe; aujourd'hui il y a encore un directeur et des employés qui reçoivent leurs traitements sans remplir aucune fonction. Le ministre des finances a proposé au congrès, en 1843, une loi qui autoriserait le gouvernement à vendre toutes les mines qui seraient découvertes, et même celles dont la propriété n'aurait pas été légalement reconnue. Ce décret s'appliquerait principalement au district de Tejucco (Diamantina), dont le gouvernement a dû abandonner l'exploitation, toute la population s'étant soulevée contre le monopole exercé jusqu'alors, et chacun ayant pris possession des terrains exploités par le gouvernement. Si cette mesure est adoptée et mise à exécution, les propriétaires actuels des mines exploitées devront entreprendre des travaux, soit pour le détournement de la rivière Jequitinonha, soit pour l'exploitation des terrains riches, abandonnés par crainte des nègres libres. Ceux-ci se croient en effet le droit d'exploiter toutes les terres, sans qu'aujourd'hui, dans l'état de la législation, on puisse mettre obstacle à leurs prétentions; car les terrains appartiennent au gouvernement, qui n'a jamais reconnu l'abandon que comme une nécessité, et le nègre qui travaille seul ne doit pas être traité plus sévèrement comme usurpateur que celui qui exploite un terrain avec vingt esclaves. La solution de cette question se fera sans doute attendre ; la mesure est repoussée aussi bien par la population libre que par les riches propriétaires. Le gouvernement craindra d'exciter une guerre civile, et le district des Diamants restera soumis au droit du plus fort.

Le pays change entièrement d'aspect aussitôt qu'on s'est éloigné de Villa-do-

Principe. Après avoir suivi quelque temps les bords ombragés d'un ruisseau, on entre dans un pays montagneux, où l'on est entouré de masses de rochers d'une pierre sablonneuse; des groupes de cette pierre forment des collines isolées d'un aspect bizarre. La végétation se réduit à quelques chétifs palmiers, quelques momosas, des plantes épineuses; le sol est desséché et aride. Après deux heures de route au milieu de ces pierres, je descendis sur les bords du Viao, un des affluents du Jequitinonha. Malgré la largeur de la rivière, le lit était peu profond, et nos chevaux purent le traverser sans mouiller nos bagages. Je laissai, à l'est, San-Gonzales et Milho-Velho, anciens lavages de diamants aujourd'hui presque abandonnés, et je côtoyai les bords du Viao. Forcé bientôt de m'arrêter dans une hôtellerie, je fus frappé d'une misère et d'une saleté qui dépassaient ce que j'avais pu observer jusqu'à ce jour. Pouvais-je me douter que je venais d'entrer dans le district des Diamants, ce mystérieux berceau de la richesse du Brésil?

II. — LES MINES DE DIAMANTS ET LES PROPRIÉTAIRES BRÉSILIENS.

On raconte que les premiers diamants trouvés au Brésil, en 1729, furent envoyés en Portugal, puis en Hollande. La valeur de ces diamants fut bientôt comprise par les lapidaires hollandais. Ceux-ci passèrent un contrat avec le gouvernement portugais, qui s'engagea à leur livrer toutes les pierres trouvées dans le Serro-do-Frio. En 1772, le produit des mines de diamants retourna au Portugal, par suite de l'expiration du traité avec la Hollande. Le monopole exercé par le gouvernement s'est maintenu jusqu'à la révolution de 1831. A cette époque, les nègres chassèrent les intendants qui dirigeaient les travaux des lavages de diamants. Aujourd'hui, le district est exploité par des propriétaires d'esclaves, qui travaillent pour eux-mêmes dans des terrains nouveaux ou dans les anciennes exploitations du gouvernement.

Diamantina ou Tejucco, capitale du district, est situé à cinquante lieues d'Ouro-preto, et cent vingt-cinq de Rio-Janeiro. Les caravanes mettent quarante-cinq et cinquante jours pour aller de Rio à Diamantina. La difficulté des voies de communication au Brésil multiplie en quelque sorte les distances. Je n'ai jamais pu parcourir une lieue du pays en moins d'une heure et demie. La capitale du district diamantin est située sur le penchant d'une montagne; on y arrive à travers des terrains arides et recouverts de grès sablonneux. Les maisons, basses et de construction irrégulière, ont néanmoins un air d'élégance et de propreté qui surprend le voyageur habitué aux tristes aspects des cités brésiliennes. Aucun monument remarquable ne s'élève dans la ville; les églises ne se distinguent ni par le luxe intérieur ni par l'architecture; un marché mal tenu, dont le centre est occupé par un vaste hangar, est fréquenté par les nègres, qui viennent y débiter, chaque matin, le grain et les fourrages destinés à nourrir les chevaux. La nourriture d'un cheval coûte 3 francs par jour à Diamantina; on peut juger, par cet exemple, de la cherté des autres denrées. La stérilité du sol oblige les habitants à tirer leurs provisions de fermes éloignées; quant aux objets de luxe, ils viennent tous de Rio-Janeiro.

La société qui habite cette petite ville se distingue par la douceur et la cordialité qui règne dans ses relations avec les étrangers. Les habitants n'ont, il est vrai, que

de bien rares occasions d'exercer leur hospitalité, car peu de voyageurs se dirigent vers cette partie du Brésil. Ce qui plaît dans leur accueil, c'est la franchise, la simplicité, l'abandon, qualités peu communes assurément dans le pays. Répondant sans embarras aux questions que vous leur adressez, ils cherchent avec empressement à vous être utiles : les femmes elles-mêmes secouent le joug de cette contrainte qui les rend, dans la plupart des autres villes, à peu près inabordables pour l'étranger. Elles prennent part à la conversation, et, si ce n'était ce désagréable accent portugais qui enlève tant de charme aux plus aimables causeries, on pourrait se croire, non plus au Brésil, mais dans une colonie d'Espagnols qui auraient gardé sans altération les manières affables de la mère patrie.

On rencontre, aux environs de la ville, plusieurs *lavras* (lavages) d'or et de diamants. Je visitai successivement ceux de Vassoieras, du Mato, de Guinda et de Bromalinho; j'étais curieux de connaître par moi-même les ressources qu'offre aujourd'hui cette branche si importante de l'exploitation du sol brésilien. Grâce à l'obligeance des propriétaires de *lavras*, je pus recueillir des notions précises et complètes sur les difficultés que présente l'extraction des diamants. Il y a dans cette recherche beaucoup de hasard. On emploie divers procédés pour recueillir le *cascalho* (sable qui enveloppe l'or et les diamants). A Vassoieras, un puits a été creusé dans le milieu du Jequitinonha, dont on a détourné les eaux au moyen d'un barrage. Le *cascalho* ainsi retiré a produit plusieurs milliers de diamants. Souvent on lave deux fois le sable, et le second lavage rend encore une précieuse récolte. A la *lavra* du Mato, une des plus riches du district, l'exploitation consiste dans le lavage des terres de l'ancien lit du Jequitinonha, qui a été détourné depuis près d'un siècle. A Guinda, la couche de sable précieux est séparée de la surface du sol par la terre végétale, qui recouvre quelquefois une croûte rocailleuse, et souvent pour arriver au *cascalho* il n'y a d'autre moyen que de faire sauter les rochers. A Bromalinho, outre la couche de terre végétale, il faut traverser une couche d'argile épaisse de sept à huit pieds pour atteindre le *cascalho*. Les deux dernières *lavras* sont situées dans les *campos*, à environ deux lieues ouest de la ville. Les *campos* sont des plaines arides, à peine recouvertes d'une mousse légère. On ne peut travailler dans les *lavras* des *campos* que durant la saison des pluies. Le reste de l'année, le manque d'eau empêche de continuer les travaux.

Les moyens employés pour l'extraction des diamants n'ont guère changé depuis les premiers essais d'exploitation. Le prix de la main-d'œuvre absorbant à peu près tous les bénéfices, les propriétaires de *lavras* ne peuvent espérer de faire fortune qu'à la condition de rencontrer des diamants de grande valeur. Pourtant, l'octave de trente-deux diamants se paie, à Tejucco, 400,000 reis (environ 1,200 francs) : je vis payer un seul diamant 1,800 francs. J'ai été étonné de la manière dont se font ces achats. Un nègre apporte des diamants, le négociant les examine, il se garderait bien de les peser ; il offre un prix : si ce prix est accepté, le nègre dépose les diamants ; dans le cas contraire, il va présenter aux autres négociants le produit de son travail. Souvent un diamant estimé par un négociant 1,000 fr. est payé 1,500 fr. par son voisin. Je disais à un riche Brésilien que le prix du diamant s'élevait chez nous dans une proportion réglée par le poids : il ne pouvait me comprendre, et me répondit qu'il achetait les diamants à la simple vue. Cette manière de procéder enlève toute régularité au commerce, et les acheteurs perdent souvent sur un marché, tandis qu'ils gagnent sur un autre.

Il y a dans la recherche du diamant, je l'ai dit, beaucoup de hasard. Pourtant

les hommes qui s'occupent de cette exploitation prétendent reconnaître, à des signes certains, si le cascalho sera riche ou pauvre. La présence du pyrite de fer en fragments, d'une certaine espèce de cailloux en forme de fèves noires, jaunes ou brunes, est un présage toujours accepté comme favorable. La formation des terrains qui contiennent les diamants varie sur chaque habitation. les symptômes indicateurs varient aussi nécessairement. J'ai recueilli plus de vingt pierres différentes dont l'abondance dans le cascalho était considérée comme un indice de richesse. Parmi ces pierres, la *fava preta* (fève noire) était signalée comme accompagnant le diamant dans tous les terrains où il se trouve sur les bords du Jequitinonha.

Le lavage du cascalho exige une suite d'opérations qu'il est bon de faire connaître. La première consiste à exposer le cascalho à un fort courant d'eau, le sable est précipité sur un tamis en fer qui, mis en mouvement par un esclave, arrête les gros cailloux; le sable et les diamants sont entraînés. La seconde opération est moins simple, on place le sable dégagé des cailloux dans des cadres en bois fermés de trois côtés. Un nègre, tenant une grande écuelle de bois nommée *batea*, est placé du côté qui reste ouvert, et arrose continuellement le *cascalho*. L'eau, tombant avec force, enlève les petits cailloux, et, après une heure de travail, il ne reste plus qu'une faible quantité de cascalho, à peine le vingtième de ce qui avait été apporté pour remplir les cadres. La troisième et dernière opération consiste dans le *lavage à la batea* du sable précieux. Huit nègres se placent dans l'eau, chacun prend quatre à cinq livres de cascalho dans son écuelle, et l'agite en lui imprimant un mouvement circulaire. Renouvelant à chaque instant l'eau du lavage, il retire tous les cailloux sans valeur. Enfin le diamant apparaît, et sa cristallisation parfaite le fait reconnaître. Les nègres me montrèrent plusieurs fois des diamants dans leur *batea*, et j'avoue que, malgré ma bonne volonté, j'avais une peine infinie à les distinguer; il faut que les diamants soient très-gros pour qu'on puisse les apercevoir pendant la seconde opération. Ce n'est généralement qu'à la troisième qu'on parvient à les trouver. J'assistai à une opération de lavage qui dura deux heures; huit nègres y étaient employés. Cette opération produisit sept diamants d'une valeur de 160 francs et une quantité d'or estimée 30 francs. Le cascalho était pauvre, et le propriétaire me parut mécontent du résultat obtenu. Des surveillants assistent à toutes les opérations. Aujourd'hui, du reste, les nègres sont traités avec moins de sévérité, et les vols ne sont peut-être pas aussi nombreux que du temps où l'exploitation était conduite par le gouvernement.

L'or et les diamants ne se trouvent pas seulement dans le lit du Jequitinonha : de récentes découvertes prouvent que les montagnes qui s'étendent de cette rivière jusqu'au San-Francisco renferment aussi des mines très-fécondes. Un des affluents du San-Francisco, le Coëthe, a depuis longtemps été reconnu comme fort riche; mais des fièvres pestilentielles ont enlevé tous ceux qui ont voulu explorer ses rives. La chaîne de montagnes désignée sous le nom de *Serra du Grand-Mogol*, située à environ cinquante-huit lieues de Diamantina, est le théâtre d'exploitations importantes. Malgré les fatigues inséparables d'une excursion dans les montagnes du Brésil, je résolus de me diriger vers la Serra du Grand-Mogol, sauf à retarder de quelques jours le voyage que je comptais faire sur le Jequitinonha jusqu'à Bahia. J'étais curieux de voir l'exploitation des diamants sous ses deux faces, dans le lit des rivières et sur le flanc des montagnes. La grande difficulté était de trouver un guide : l'excursion était périlleuse, il fallait traverser un pays désert

pour se rendre dans un lieu éloigné de toute voie de communication. Un mulâtre s'était engagé à m'accompagner : après quelques jours de réflexion, la peur le prit, et il refusa de partir. Placé enfin dans l'alternative de m'accompagner ou de passer trois mois en prison, il s'arma de résolution, et je n'eus plus tard qu'à me louer de ses soins.

Je ne pris pas congé sans regret des aimables habitants de Diamantina ; pendant mon séjour près d'eux, j'avais été vivement touché de l'empressement qu'ils mettaient à satisfaire ma curiosité. Je quittai Diamantina le 10 janvier 1843. Sans m'arrêter à Modania, petit village de deux cents maisons d'assez belle apparence, je traversai le Rio-Manso, et j'arrivai à l'*arroial* (bourg) qui porte le nom de la rivière. Cet *arroial,* bâti entre les deux bras du Rio-Manso sur une île assez fertile, compte six cents habitants et deux églises. Ce bourg est renommé pour la salubrité des environs, malgré l'élévation de la température. J'allai demander l'hospitalité à un vieux colonel, qui me donna quelques renseignements curieux sur l'état de la province. Un missionnaire venait d'y exercer par ses prédications une grande influence. Mon hôte attribuait à l'effet des paroles du missionnaire la tranquillité qui n'a cessé de régner dans cette partie de la province, dont la population ne s'est pas soulevée contre le gouvernement. Le missionnaire avait engagé les fidèles, en venant à l'église, à apporter sur leur tête des pierres destinées aux réparations de ce temple. Les habitants avaient accompli scrupuleusement cette prescription, mais ils s'en étaient tenus là, et les pierres restées en tas attendaient encore la main de l'architecte. Les résultats moraux de la mission avaient été plus satisfaisants. On me cita plus de cent mariages conclus et célébrés, grâce aux exhortations du prédicateur. Des filles même de mauvaise vie se signalèrent par leur zèle religieux. A Diamantina, comme dans tous les villages un peu importants du district, l'empressement des auditeurs avait été tel, qu'on avait peine à trouver place dans les églises. Toute la population environnante, à huit et dix lieues à la ronde, quittait ses travaux pour se rendre aux sermons. Des familles entières passaient huit ou dix jours loin de leurs habitations pour suivre des exercices de piété imposés par le missionnaire. Si ces pieuses tentatives, faites par des prédicateurs zélés, se multipliaient, elles auraient un effet salutaire sur les mœurs générales et particulièrement sur les mœurs du clergé. A l'époque de mon passage, il y avait six mois déjà que le missionnaire avait quitté Rio-Manso.

La route longue et triste qui mène à l'*arroial* du Grand-Mogol ne prépare que trop le voyageur aux pénibles impressions que l'aspect de ce lieu fait éprouver. Je mis sept jours à franchir les cinquante-huit lieues qui séparent l'arroial de Diamantina. Après avoir dépassé le Rio-Manso, on s'élève sur un de ces vastes plateaux que les Brésiliens nomment *chapadas*. Rien de plus monotone que les chapadas ; mais on y marche du moins sur un terrain sec et uni. Quelques grandes fermes, de pauvres villages, se montrent çà et là dans les positions favorables aux cultures. A trente lieues environ de Diamantina, on rencontre le Jequitinonha. Le cours de la rivière, en cet endroit, est très-rapide. Au delà du Jequitinonha, on recommence à gravir. La route n'offre plus rien d'intéressant jusqu'à l'Itacambirason, qu'on traverse sur un pont jeté au milieu de rochers sauvages et d'une formation bizarre. Bientôt la végétation cesse entièrement, le pays devient de plus en plus âpre et désolé. Une haute colline sépare le voyageur de l'arroial du Grand-Mogol : après avoir franchi cette colline, le long de laquelle serpente une route détestable, on

rencontre une caserne occupée par les troupes employées à la surveillance du district, puis on entre dans l'arroial, longue rue bordée de maisons pauvres et mal bâties. Une tristesse immense, insurmontable, saisit l'âme de celui qui voit se dérouler pour la première fois devant lui le site sauvage au milieu duquel s'élève le misérable village du Grand-Mogol. L'espoir de faire une rapide fortune peut seul décider l'homme à s'ensevelir vivant dans ces affreuses solitudes. Rien ne peut distraire les habitants de la poursuite obstinée des trésors. Il n'y a ici en présence que les plus tristes instincts de l'homme et les plus sombres aspects de la nature.

La chaîne de montagnes désignée sous le nom de Grand-Mogol, le Ribeiron et l'Itacambirason furent explorés pour la première fois en 1813. Dans le cours des années suivantes, le gouvernement envoya des employés chargés de diriger quelques travaux, et les diamants rendirent à la couronne d'immenses bénéfices. Forcé, après la révolution qui mit fin au règne de don Pedro, d'abandonner le monopole des diamants, le gouvernement laissa tous les travaux inachevés, et la population des districts voisins se porta avec empressement sur le théâtre d'une exploitation qui promettait de devenir productive. Ainsi fut fondé, en 1833 et 1834, l'arroial du Grand-Mogol. Lorsque je visitai le district, en janvier 1843, ce village comptait déjà près de deux cents maisons. On avait commencé la construction d'une église. La population est composée en grande partie d'aventuriers, de spéculateurs, qui, venus là de tous les points du Brésil dans l'espoir de faire fortune, mènent en attendant une vie misérable. Les richesses si péniblement recueillies sont en effet à peu près inutiles à l'arroial : on n'obtient, en échange des diamants, que les objets de première nécessité, sans pouvoir à aucun prix se procurer les jouissances même les plus ordinaires. L'absence de toute communication, le danger qu'offrent les routes, où l'on est trop souvent dévalisé, détournent les caravanes d'entreprendre le voyage de Diamantina à la *serra*.

On comprend que les relations sociales n'offrent aucun charme au sein de l'étrange population du Grand-Mogol. Ces hommes vivent tous avec des maîtresses qu'ils soustraient soigneusement aux regards de l'étranger. Ils n'ont aucune instruction, et c'est en vain qu'on voudrait tirer de leur torpeur ces âmes assoupies. On ne connaît dans l'arroial qu'un seul sujet de conversation : c'est le prix des diamants trouvés dans la semaine. L'aspect des maisons n'est pas moins triste que l'intérieur. De tous côtés, l'on n'aperçoit que des cabanes en bois ; on remarque à peine quatre maisons à deux étages ; les croisées manquent de vitres. Pour construire les murs, il a fallu apporter la terre d'une lieue de distance. Il en est de même pour quelques pauvres jardins où croît le bananier. Ce n'est qu'en couvrant les rochers de terre amassée avec effort, qu'on a pu obtenir une végétation imparfaite. Le Ribeiron, petit torrent sur les bords duquel la ville se prolonge depuis le pied de la montagne jusqu'à l'Itacambirason, charrie un sable très-fin qu'on recueille avec soin. On conçoit, du reste, que, depuis dix ans qu'on travaille, les diamants que contenait ce torrent soient devenus plus rares. Il a fallu chercher d'autres terrains encore vierges d'exploration. Je parcourus les environs de l'arroial : plusieurs exploitations voisines ont produit de beaux résultats. Je m'arrêtai quelques instants à l'*aldea* de Muidos, qui doit son nom à la petitesse des diamants qu'on y a recueillis. Je visitai Coitès, exploitation commencée en 1840 seulement, et dont les diamants ont déjà rapporté 600,000 francs. Environ deux cents esclaves sont employés aux travaux ; ils dépendent de vingt propriétaires différents. La première année, Coitès avait été exploitée par deux propriétaires

aidés de trente esclaves seulement. Les heureuses découvertes qui furent faites attirèrent des concurrents; il fallut diviser et subdiviser le terrain exploité. Les premiers arrivés ne conservaient en effet aucun privilége, et chacun obtenait une quantité de terrain proportionnée au nombre d'esclaves qu'il employait. Le lit du Coitès a jusqu'ici produit une grande quantité de diamants, qui, pour la pureté, ne sont nullement inférieurs à ceux du Jequitinonha, seulement la couche de sable qui renferme les diamants est beaucoup moins rapprochée du sol que celle qu'on exploite sur les bords de cette rivière. Après la première couche de terre végétale, il faut traverser un terrain argileux, puis une couche épaisse formée par des rochers d'un grès sablonneux de formation secondaire. L'on parvient ensuite au cascalho, qui se trouve à environ cinquante pieds au-dessous du niveau du sol. S'il était possible de suivre cette couche de cascalho jusque dans l'intérieur de la montagne, les efforts des travailleurs seraient à coup sûr largement récompensés; mais, jusqu'ici, les tentatives n'ont eu que de fâcheux résultats. Les rochers, dont on avait ébranlé la base en remuant les terrains sans précaution, se sont affaissés en plusieurs endroits, et un grand nombre de nègres ont péri écrasés. Force a donc été de limiter les explorations au lit du Coitès et à ses deux rives. Malheureusement les travailleurs commencent à se porter en trop grand nombre sur les bords du Coitès; les bénéfices deviennent presque nuls, et à l'époque où je visitai cette exploitation, la plupart des chercheurs de diamants songeaient à abandonner leurs travaux. Les plus entreprenants étaient partis pour la mine des Aroueras. J'eus le bonheur de rencontrer un docteur anglais, M. Deller, qui arrivait de cette mine, située à cent soixante lieues, presque au nord, dans la chaîne des montagnes à laquelle se rattache la Serra du Grand-Mogol. M. Deller voulut bien me faire part des observations qu'il avait faites sur les lieux mêmes. Je m'assurai, grâce à lui, que les importantes découvertes faites aux Aroueras méritaient de fixer l'attention des Européens. Pour la première fois, peut-être, le diamant s'est trouvé dans un filon régulier. Il serait à désirer qu'un minéralogiste distingué explorât ces mines où le diamant n'a pas encore atteint sa formation complète, car il ne se présente jamais sous la forme cubique. Outre les mines des Aroueras, il y a dans la même chaîne celles de Suroué, Souvidor et Morro do Chapeo, qui toutes dépendent de la province de Bahia. Suroué a produit non-seulement des diamants, mais encore des fragments d'or cristallisé, d'un poids assez élevé, et presque pur. Cet or se trouvait au pied de la montagne, dans un terrain d'alluvion, et, dit-on, en grande abondance. Les diamants, quoique fragiles, sont plus brillants que ceux des Aroueras, et ont des formes plus régulières. Quant au Morro do Chapeo, exploité depuis longues années, les diamants y sont très-fins, mais aussi très-rares. Tout tend donc à prouver que la chaîne de montagnes qui s'étend depuis le Jequitinonha jusqu'au San-Francisco contient beaucoup d'or et de diamants. Ces découvertes inattendues ont donné de grandes espérances aux habitants de ces montagnes, et notamment à ceux de la Serra du Grand-Mogol. Tous ont l'espoir de découvrir de nouvelles mines; mais d'immenses dangers sont semés sur la route où se jettent avec tant d'empressement les spéculateurs. Aux Aroueras, les diamants sont tombés tout à coup de 600 francs, prix de l'octave, à moins de 300. L'abondance des diamants aurait pu racheter l'abaissement des prix, et les bénéfices seraient restés considérables; mais dans un désert aride, éloigné de plus de cent lieues d'un centre de population, les denrées les plus communes ont atteint une valeur presque fabuleuse. L'alquière de maïs, qui se vend généralement 2,000 reis

(6 francs), se vendait aux Aroueras de 80 à 100 fr.; l'alquière de riz coûtait 250 fr. Les mules ne trouvant aucune nourriture dans les abords de la mine, il fallait les envoyer chercher leur pâture à une et deux journées de distance. Quant à l'état moral des habitants, il était ce qu'il est partout où des aventuriers de toute classe s'agglomèrent sur un même point. Dans l'espace de six mois, sur une population de moins de deux cents personnes, il y avait eu dix-huit meurtres suivis de vol.

Je revins à l'arroial du Grand Mogol, assez désenchanté du nouvel aspect sous lequel le Brésil s'offrait à moi; j'entendis tous les habitants se plaindre de la diminution des diamants. Les terres voisines, ayant été lavées et relavées, sont devenues stériles, et le Grand-Mogol sera, dans quelques années, abandonné par tous ces hommes qui n'y sont retenus que par le désir de faire fortune. J'assistai un dimanche à la vente des diamants. Les nègres apportent les pierres trouvées pendant la semaine, et vont d'un négociant à l'autre, espérant obtenir un prix avantageux; au dire des négociants, la quantité offerte ainsi diminue tous les mois, et, les diamants venant à manquer, le commerce est paralysé.

Les mines de diamants forment une branche importante des produits du Brésil, et il serait temps que le gouvernement adoptât quelques mesures d'utilité publique, qui, tout en lui permettant de prélever sur le produit des mines un impôt modéré, remédiassent aux nombreux inconvénients de la situation actuelle. Ou le monopole existe, et le gouvernement conserve tous les droits dont il a perdu la jouissance : il doit alors, dans une époque plus ou moins éloignée, poursuivre les propriétaires qui ont pris possession de ses établissements abandonnés; — ou bien le monopole a cessé de fait et de droit : dans ce cas, la propriété des mines appartient à l'état; c'est à lui de faire les concessions de terrains, d'accorder des priviléges, de poser des conditions. Persister plus longtemps dans la vaine prétention de rétablir le monopole des diamants, et repousser toute demande de concession, de peur de consacrer légalement l'abandon de droits irrévocablement perdus, c'est vouloir se priver volontairement des ressources naturelles qu'offre un sol privilégié. Quel est l'homme disposant de capitaux un peu considérables qui voudrait les exposer aujourd'hui dans l'exploitation des diamants? S'il commence de grands travaux et parvient à mettre à découvert un cascalho productif, de nombreux concurrents viendront aussitôt réclamer leur part de ses bénéfices; s'il refuse, le poignard fera justice de ses résistances : force lui sera donc de consentir, car il ne peut adresser aucune plainte au gouvernement, qui ne reconnaîtrait pas ses droits. Dans l'état actuel de la législation brésilienne, il n'y a donc que les petits capitalistes qui se lancent dans la périlleuse recherche des diamants. Aussi tout se borne à des explorations dans le lit des rivières, nulle part on n'entreprend ces grands travaux qui seraient nécessaires pour détourner le Jequitinonha ou l'Arasuahy de leur cours; pourtant ces deux rivières, riches en or et en diamants, offriraient des bénéfices incalculables aux spéculateurs, et, pour les exploiter fructueusement, il faudrait risquer des capitaux bien moins considérables que ceux que les compagnies anglaises ont sacrifiés dans le travail des mines d'or : cette opinion peut aisément se justifier par des calculs. Le prix d'un nègre arrivant d'Afrique par Bahia varie de 1,500 à 2,500 francs. Au Grand-Mogol, le produit net d'un esclave est calculé à 600 francs par an; ainsi, en moins de trois ans de travail, le prix d'achat se trouve remboursé : je crois ce calcul également applicable à Diamantina. Dans tous les cas, en évaluant à dix ans la durée moyenne du travail qu'un nègre doit faire, il est facile de calculer les bénéfices du maître d'un grand nombre

d'esclaves. En remplaçant les bras par les machines, on obtient doubles bénéfices, soit parce que les travaux sont plus étendus, soit parce que les dépenses diminuent. Si le gouvernement avait résolu d'exécuter le projet présenté au congrès, en vendant des concessions de terrains dans le district diamantin, et si des Européens intelligents profitaient de cette occasion pour exploiter le sol abandonné aux mains inhabiles des Brésiliens, je suis convaincu que les capitaux avancés dans une telle entreprise seraient quintuplés en moins de deux ans. Les travaux des Européens serviraient de modèle aux habitants, et le pays gagnerait à la fois en richesse et en bien-être. La présence de géologues instruits amènerait aussi de nouvelles découvertes dans ces montagnes encore inexplorées pour la plupart. Malheureusement le Brésil, on le sait déjà, n'admet les étrangers qu'avec répugnance, et des obstacles de tout genre paralyseraient des efforts que le gouvernement craindrait d'encourager.

Je quittai, sans trop de regret, l'arroial du Grand-Mogol. Mon voyage dans l'intérieur du Brésil touchait à sa fin. Je comptais me rendre de l'arroial à Tocayos; je n'atteignis le but de ma course qu'après des fatigues et des retards considérables. Ces deux points ne sont séparés l'un de l'autre, cependant, que par une distance de trente lieues; mais mon guide m'avait égaré plusieurs fois. Après une marche de trois jours tantôt à travers des forêts vierges, tantôt au milieu d'arides *chapadas*, je n'arrivai qu'à la nuit devant l'habitation du lieutenant-colonel don Jose Muerta, chez qui je devais trouver l'hospitalité. Don Jose, prévenu de ma prochaine arrivée, m'attendait depuis quelque temps, et m'accueillit avec une aimable cordialité. Une fois descendu de cheval, j'oubliai promptement toutes mes souffrances; j'avais terminé cette longue et pénible excursion de la province de Minas-Geraës qui m'avait révélé toutes les misères et toutes les richesses du Brésil. Je n'avais plus qu'à descendre le Jequitinonha jusqu'à Belmonte, et à m'embarquer pour Bahia. Je connaissais l'intérieur du pays, il me restait à en visiter les côtes.

Tocayos est indiqué sur toutes les cartes et dans les ouvrages publiés sur le Brésil comme centre d'une population de deux mille âmes. M'informant près du président de la province de Minas des ressources que pouvait m'offrir Tocayos, où je me proposais de m'embarquer, j'avais été étonné de sa réponse : il n'avait jamais entendu citer le nom de ce village. Je crus à une erreur; mais, arrivé à Tocayos, je dus reconnaître que le bourg de deux mille âmes désigné sur les cartes se compose de deux ou trois *farendas*. Dans un rayon d'une lieue, je cherchai en vain un hameau. On ne rencontre ni habitants ni trace de commerce. Ce n'est qu'à Callao, village bâti à trois lieues du confluent de l'Arasuahy et du Jequitinonha, qu'il y a un mouvement commercial. Des canots partant de Callao se rendent au Salto, et rapportent un chargement de sel destiné à la nourriture des bestiaux, de l'huile, des vins et quelques étoffes grossières pour la consommation du pays; ils doivent franchir, pour arriver à Callao, un chemin rapide, dangereux, et il y avait un an à peine, à l'époque de mon voyage, qu'un canot chargé avait péri avec trois bateliers. Du reste, le mouvement du commerce est peu important; vingt canots sont employés à cette navigation qui exige six jours pour descendre, et dix-huit à vingt pour remonter le fleuve. Le prix d'un canot, avec trois bateliers, varie de deux cents à deux cent cinquante francs. Si l'on calcule qu'un canot, avec trois hommes, ne peut guère à la remonte porter plus de deux tonneaux de marchandises encombrantes, on comprend que tous les articles expédiés par mer de Bahia à Belmonte, et de Belmonte à Callao par le Salto, doivent revenir fort cher. Il faudrait que

les canots n'eussent qu'à transporter des articles de grande valeur et de peu de volume pour qu'il y eût avantage à les expédier par cette voie dans l'intérieur de la province, à Minas-Novas et à l'arroial du Grand-Mogol; mais, le chargement consistant presque toujours en sel, la navigation n'offre aucun bénéfice : aussi se trouve-t-elle limitée par les besoins restreints d'un district médiocrement peuplé. En revanche, l'éducation des bestiaux, dans ces terrains humides et souvent inondés par le Jequitinonha, procure quelques avantages. Les bestiaux, engraissés sans peine, sont envoyés à l'arroial du Grand-Mogol, et vendus quelquefois deux cents francs, rarement moins de cent francs, somme considérable pour ces provinces où l'argent manque, et où tout le commerce se réduit à des échanges.

J'avais envoyé à la chambre municipale de Minas-Novas l'ordre du président Bernardo de la Vieja, qui lui enjoignait de mettre à ma disposition un canot pour me conduire au Salto. L'ordre fut exécuté; je vis arriver à Tocayos un canot et trois bateliers. Mon voyage se trouvait ainsi facilité; je n'avais plus qu'à me munir de quelques provisions pour descendre le fleuve, car on m'assurait qu'il n'y avait aucune habitation sur les rives. Après quelques jours de repos, employés en préparatifs de navigation, je dus prendre congé de mon hôte José Muerta, et je montai dans mon canot. Deux ou trois peaux de bœuf, soutenues par des cerceaux, formaient au-dessus de ma tête une tente assez commode. Mon canot pouvait avoir trente pieds de long sur deux pieds et demi de large. Un canotier placé sur l'avant dirigeait avec une rame; les deux autres, toujours debout, ramaient en chantant. Don José Muerta ne voulut me quitter qu'après m'avoir accompagné jusqu'au confluent de l'Arasuahy; il me montra en chemin une chapelle qu'il faisait construire. Il espérait attirer quelques habitants et former un village, dont la situation offrirait plus d'avantages que celle de Callao. C'est à regret que je quittai cet homme, qui m'avait reçu avec tant de bienveillance. Don José Muerta n'avait aucune des prétentions, aucun des vices de ses compatriotes; c'est un des hommes qui m'ont inspiré le plus de sympathies durant mon séjour au Brésil.

Le cours du Jequitinonha n'offre rien de remarquable. Les bords, généralement boisés, sont assez plats. Ce n'est qu'à quelque distance du fleuve que commencent les montagnes, qui tantôt courent parallèlement, tantôt viennent se rapprocher de son lit, ou se retirent à de grandes distances. Çà et là se présentent des rapides qu'on regarde comme dangereux; mais les eaux du fleuve étant hautes, ces rapides n'offrent aucune difficulté. Parfois sur les rives on aperçoit quelques champs de riz et de maïs; les habitations sont cachées par d'épais ombrages, et vous ne découvrez pas même une cabane. Des arbres entiers sont entraînés par les eaux; résistant au courant, ils forment avec les rochers épars dans le lit du fleuve des obstacles dangereux pour la navigation. Les bords du Jequitinonha sont ravagés par de nombreux insectes; des moustiques tourbillonnent dans l'air, qui est souvent obscurci par des bandes de fourmis ailées. Un bruit extraordinaire signale le passage de ces nuées menaçantes. Tous les arbres placés sur leur route sont dépouillés en peu d'instants; les habitants ne se préservent du fléau qu'en ménageant autour de leurs résidences un vaste espace inculte. Ces fourmis, qui se multiplient à l'infini, détruisent souvent toute une récolte.

Avant d'arriver au Salto, on traverse quelques-uns des rapides les plus dangereux du fleuve. Mes canotiers ne se décidèrent pas sans peine à franchir de nuit la chute appelée *Panellia cachoiera*. Malgré l'obscurité, je ne courus aucun danger sérieux. J'arrivai enfin à la *Cachoiera del Inferno :* les rapides se prolongent sur un

espace de près de 500 mètres. Les rochers interceptent en plusieurs endroits le cours du fleuve; on risque à chaque instant de s'y briser, car le courant est très-rapide, et il est difficile de manœuvrer les longs canots du Brésil. La chute de la Cachoiera est de trois à quatre pieds d'élévation sur une largeur de trente à quarante. La secousse que reçoit le canot est tellement forte, qu'il se remplit d'eau. Les moyens restreints dont dispose le Brésil ne permettent pas au gouvernement d'entreprendre les travaux nécessaires pour rendre ce passage praticable en tout temps. Cependant le danger que présentent les cataractes du Nil à Assouan est loin d'égaler celui qui vous menace à la chute de la Cachoiera del Inferno.

Deux heures plus tard, j'arrivais à Salto-Grande. Je comptai de Tocayos à cette ville environ soixante-douze lieues de navigation. Les autorités du Salto, croyant sans doute que j'étais chargé d'une mission d'exploration, vinrent au-devant de moi en grande pompe, et on m'indiqua la maison que je devais occuper. Mon seul désir était d'arriver promptement à Bahia ; on me promit que je pourrais partir le lendemain. Le Salto-Grande doit son nom aux chutes qui interrompent sur ce point le cours du Jequitinonha, et qui ne le cèdent en magnificence qu'aux chutes du Niagara. Je profitai de mon séjour au Salto pour visiter une aldea de Botocudos (tribu indienne). Le chef, distingué par le nom de *Pîteauhy* (le grand), m'accueillit dans sa cabane, couverte de feuilles de cocotier. Ces Indiens sont renommés par leur adresse à tirer l'arc; j'étais curieux de les mettre à l'épreuve. Les sauvages s'empressèrent de satisfaire à mes désirs; une flèche lancée en l'air, après avoir presque entièrement disparu, revenait tomber à leurs pieds. Un malheureux oiseau, placé à cinquante pas de distance, fut tué dès le premier coup. J'obtins qu'ils me cédassent quelques arcs et des flèches; ils me demandèrent en échange de la toile commune, — voulant, disaient-ils, se faire un vêtement, — des hameçons et des couteaux. Je leur donnai ces objets, en y ajoutant de la viande et de la farine, qu'ils mangèrent avec avidité. Les femmes de ces Indiens étaient allées à la récolte des fruits sauvages, et, forcé de retourner au Salto, je ne pus les attendre. Un voyageur allemand, le prince Maximilien de Neuwied, a, dans un ouvrage curieux sur le Brésil, donné de nombreux détails sur les Botocudos et toutes ces races d'Indiens connus au Brésil sous le nom de *Mansos* (doux). Par ce nom, les habitants essaient de caractériser l'état d'apathie et d'insouciance demi-sauvage où vivent ces tribus. L'exemple de la population brésilienne est bien fait, au reste, pour dégoûter les Indiens de la civilisation.

Je quittai le Salto dans la soirée du 4 février, et j'arrivai à Belmonte après vingt heures de navigation. A partir du Salto, la rivière change de nom, et s'appelle Rio-Grande de Belmonte. Les deux rives sont couvertes de forêts que l'on commence à exploiter. Le *jaquaranda*, que nous connaissons sous le nom de palissandre, croît en grande abondance. Ces bois sont magnifiques ; malheureusement ils ne tarderont pas à disparaître par suite de la négligence du gouvernement, qui laisse les habitants dévaster et brûler les taillis à leur guise. Du Salto à Belmonte, on ne remarque d'autres habitations que de pauvres cabanes, construites pour recevoir temporairement les hommes qui se livrent à l'exploitation du *jaquaranda*. Belmonte est situé sur la rive droite du fleuve, à environ deux lieues de la mer ; l'entrée de la rivière se trouve fermée par une barre de sable qu'il est souvent difficile de franchir. Ce village se compose d'une soixantaine de maisons, toutes d'un aspect misérable, construites en bois et recouvertes de feuilles de palmier. Les inondations du fleuve, qui ont plus d'une fois enlevé ces cabanes légères, ne

permettent pas d'entreprendre des constructions plus solides sur un sol sablonneux et sans consistance. Chaque année, l'eau emporte avec elle de vastes portions de terrain, et souvent même elle entraîne les belles plantations de cocotiers qui entourent les maisons des habitants. Le commerce de Belmonte consiste en jaquaranda et autres bois précieux, ainsi qu'en noix de cocos (1), qu'on expédie à Bahia. Les retours se font en vins, bœuf salé, eaux-de-vie, étoffes, et sel. Expédiées dans le haut de la rivière, les denrées envoyées de Bahia parviennent jusqu'à Minas-Novas et à l'arroial du Grand-Mogol. Ce commerce occupe une quinzaine de barques jaugeant de 30 à 40 tonneaux. A mon arrivée à Belmonte, aucune de ces barques n'était dans le port, et je dus attendre qu'une occasion se présentât de gagner Canasvieras, d'où je comptais atteindre la mer pour me rendre à Bahia.

J'avais passé trois jours à Belmonte, et je quittai sans regret ce triste village. J'appris plus tard que j'étais parti à temps, car la maison dans laquelle j'étais logé fut enlevée par un débordement du fleuve peu d'instants après que je l'eus quittée. Au moment de mon départ, les eaux étaient déjà hautes. Après une navigation pénible, nous fûmes arrêtés par les sables. Il fallut descendre à terre, traverser les sables à pied, pour nous embarquer de nouveau sur le Rio-Salso, qui communique au Rio-Pardo, et atteindre Canasvieras Des vents contraires et le débordement du Rio-Pardo me retinrent plusieurs jours dans ce misérable village, composé de deux cents maisons en bois. Le commerce de Canasvieras consiste en farine et en riz, qu'on expédie à Bahia avec quelques chargements de jaquaranda. Il y a trois ans environ, quatre-vingts maisons furent emportées par un débordement. Pendant mon séjour, plus d'une vingtaine furent entraînées par les eaux. Les habitants montraient une résignation admirable. Aussitôt qu'une maison semblait près d'être atteinte par le fleuve débordé, toute la famille se mettait à la démolir; la grande légèreté de ces constructions rendait le travail facile, et le courant n'entraînait que des matériaux de rebut. Enfin le temps redevint assez favorable pour me permettre de reprendre mon voyage. Je m'embarquai sur le Rio-Patype, car le capitaine de mon canot craignait d'affronter la barre du Rio-Pardo. Nous approchions de la mer; l'équipage se préparait avec hésitation à y entrer. Ce fut à force de cris, de tumulte, d'invocations à tous les saints du paradis, que mon capitaine prit du courage : il lança hardiment sa barque dans la barre, la brise nous souleva, nous étions en mer, et j'avoue que je m'en félicitai autant que mes pauvres matelots, qui croyaient avoir fait preuve d'une grande bravoure. Bientôt, en dépit de l'inexpérience et des lenteurs de l'équipage, je pus saluer la baie de Bahia, un des plus magnifiques panoramas du Brésil.

(1) En calculant la valeur d'une noix de coco à 20 reis (5 centimes), un cocotier rapporte 12 francs par an. Le jaquaranda coûte de 30 à 40 000 reis (75 à 120 fr.) la douzaine de blocs ronds, carrés ou ovales, de 7 à 8 pieds de longueur sur une épaisseur d'environ 6 à 10 pouces. Le fret jusqu'à Bahia est de 60 à 75 fr. ; ces bois, rendus à Bahia, se vendent, selon leur qualité, de 200 à 300 fr. Aujourd'hui l'extraction du jaquaranda est devenue plus coûteuse ; tous les arbres qui étaient sur les rives ont été exploités. Il faut pénétrer dans l'intérieur des forêts ; les frais se trouvent presque doublés par le transport jusqu'au lieu d'embarquement, car on ne peut frayer un passage aux blocs de jaquaranda qu'en abattant une grande quantité de bois.

III. — BAHIA. — LES NOIRS AU BRÉSIL. — FERNAMBOUC.

L'histoire du premier établissement portugais dans la baie de Bahia est toute romanesque. En 1516, un navire part de Lisbonne pour les Indes orientales, fait naufrage sur des bas fonds, au nord de la baie; l'équipage peut à peine se sauver. Descendus à terre, les Portugais sont saisis et massacrés par des anthropophages. Un seul, Alvarez Correo, parvient à éviter le triste sort de ses compagnons; les armes à feu qu'il a conservées inspirent aux Indiens une sainte terreur, les sauvages s'inclinent devant lui avec respect, ils l'appellent *Caramourou* (homme de feu). Intelligent et brave, Alvarez sait mériter la confiance de ces barbares. il marche à leur tête contre une peuplade ennemie, obtient la victoire, et reçoit pour récompense, avec la main de la fille d'un chef, l'honneur du commandement suprême. Bientôt, dégoûté de la vie sauvage, l'intrépide Portugais s'embarque sur un bâtiment français venu pour chercher sur la côte du Brésil le précieux bois de teinture. Accueilli en France par Henri II, ainsi que sa jeune femme, qui adopte la religion chrétienne, Alvarez retourne de nouveau vers sa tribu, après s'être engagé à établir des relations amicales entre la France et les Indiens soumis à son autorité. Au Brésil, de nouveaux obstacles ne tardèrent pas à mettre à l'épreuve le courage et les hautes facultés d'Alvarez Correo. Le chef portugais triompha de toutes ces difficultés, et exerça sur les peuplades indiennes une autorité bienfaisante. Sa femme se signala à ses côtés par une fermeté, un courage dignes de son époux.

En 1549, Thomé de Souza, envoyé par le Portugal, vint jeter les fondements de la capitale du Brésil, car Bahia n'a perdu que depuis un siècle le droit de servir de résidence aux vice-rois envoyés de Lisbonne. Alvarez soutint de ses conseils et de son influence le nouveau gouverneur; il mourut entouré de l'estime générale. On admirait en lui cette mâle énergie, ces facultés puissantes qui semblèrent pendant un temps le privilége de la race portugaise. Aujourd'hui, il reste à peine un souvenir des anciens possesseurs de cette contrée fertile; la race des Indiens qu'Alvarez commandait a entièrement disparu; un monument consacré à la mémoire de sa femme dans la chapelle Da Graça, l'église la plus ancienne de Bahia, rappelle seul l'aventureuse destinée du chef portugais et de son intrépide compagne.

Après la mort d'Alvarez, la prospérité de Bahia grandit rapidement. La baie de Tous-les-Saints devint le port le plus fréquenté du Brésil, les bâtiments suffisaient à peine pour charger le sucre et le café déposés dans les magasins des riches négociants portugais. L'importance acquise par Rio-Janeiro put seule arrêter le développement commercial de Bahia. L'ancienne capitale lutta quelque temps encore avec la nouvelle; puis l'indépendance du Brésil, la suppression presque absolue de la traite des noirs, et enfin la rébellion de 1837, vinrent consommer sa ruine.

La ville de Bahia est divisée en deux parties. La ville basse est le centre du commerce; les magasins, les boutiques d'artisans animent cette longue rue étroite qui longe la plage, et où l'on respire les odeurs les plus nauséabondes. La douane et l'entrepôt où sont amoncelés tous les produits commerciaux de la province, l'arsenal et le chantier de marine, où l'on construit quelques bâtiments de guerre, les églises de la Conception et de Notre-Dame-du-Pilier, sont avec la bourse, les

seuls édifices remarquables de cette partie de la ville. Les rues, étroites et malsaines, sont animées par les cris des noirs, qui portent de lourds fardeaux ou se disputent dans les nombreux cabarets avec des matelots ivres.

La ville haute, où l'on ne parvient qu'après avoir gravi une pente rapide, est moins fréquentée que la ville basse; mais l'ensemble de ses constructions, d'une architecture noble et régulière, quoiqu'un peu massive, mérite de fixer l'attention du voyageur. Bahia est le siége de l'archevêque métropolitain du Brésil. De beaux édifices vous rappellent son ancienne opulence; on remarque le théâtre, le palais du président, quelques églises. L'admirable vue de la baie, qu'on domine des hauteurs où s'élève la ville, complète heureusement le paysage. D'innombrables couvents attestent l'importance religieuse de Bahia. Le nombre des moines et leurs richesses ont certainement beaucoup diminué, pourtant ils possèdent encore des biens considérables. Quelques-uns de leurs couvents, situés hors de la ville, ont été bâtis dans des situations délicieuses. Les cloîtres de femmes ont, à Bahia, un caractère tout particulier; on y passe le temps à fabriquer des fleurs en plumes, et le libertinage le plus éhonté règne parmi les recluses. Les exemples de cette bizarre alliance de la débauche et de la dévotion ne sont, au reste, pas rares au Brésil.

La population noire de Bahia est robuste et active. On est frappé de la beauté des négresses qui reviennent des fontaines situées près de la ville une cruche d'eau posée coquettement sur la tête. D'autres négresses vendent des fruits, des poteries de toute espèce, et restent assises sur le seuil des maisons. Les nègres sont occupés à tresser des chapeaux de paille ou des nattes de couleur. On reconnaît, chez les noirs de Bahia, les caractères d'une race intelligente et laborieuse.

La société de Bahia ne ressemble point à celle de Rio-Janeiro; on n'y retrouve pas l'arrogance et la raideur de ces grandes dames qui composent à Rio ce que l'on est convenu d'appeler la cour. Les relations du monde y offrent plus de charme; l'abandon, la cordialité, n'en sont point bannies. Les femmes jouissent d'une grande liberté; elles n'ont rien de cette gêne, de cette timidité qu'une sorte d'esclavage domestique donne trop souvent aux Brésiliennes. Elles se réunissent au théâtre, prennent part aux causeries du monde, et les maris, quoique très-jaloux, permettent qu'on les accompagne. Ces femmes, qui ont toutes le désir de plaire, sont généralement peu jolies, et par leur teint olivâtre se rapprochent beaucoup des mulâtresses. Il faut leur savoir gré des efforts qu'elles font pour animer les tristes salons du Brésil et pour s'élever au-dessus de l'état d'infériorité sociale où leur sexe est réduit dans les autres provinces. Grâce à leur aimable influence, Bahia conserve assez fidèlement les mœurs européennes; la ville a ses fêtes, ses jours d'ivresse et d'oubli, son carnaval. C'est un étrange plaisir que ce carnaval de Bahia. Pendant trois jours, toutes les affaires sont suspendues; si vous sortez, assailli de tous côtés par des cruches d'eau qu'on vous jette à la tête, vous rentrez, meurtri, mouillé, blessé souvent. Il se peut cependant qu'une jolie femme vous lance un fruit de cire rempli d'une eau parfumée, et alors rien ne vous empêche de vous introduire chez elle, car toutes les maisons restent ouvertes. Que de liaisons ont commencé pendant les *intrudos!* Aussi les jeunes gens et les femmes conservent-ils avec un soin jaloux la vieille coutume du carnaval. Il est à croire que ces galantes traditions ne se perdront pas de sitôt à Bahia.

L'ancienne capitale du Brésil est le siége de quelques industries qui ne sont pas sans importance. On y fabrique les seuls cigares qu'on puisse obtenir au Brésil.

Si les habitants apportaient plus de soin dans cette fabrication, leur tabac, qui est d'une bonne qualité, serait recherché bientôt sur les marchés d'Europe. Les fleurs en plumes fabriquées par les religieuses sont, avec les cigares et quelques poteries communes, des industries particulières à Bahia. La ville compte même des manufactures, encore en enfance il est vrai ; mais une manufacture est chose rare au Brésil. Une fabrique de savon est en pleine activité et suffit en partie aux besoins de la population. L'école de médecine est dans un état déplorable ; c'est pitié vraiment que d'envoyer des élèves à un établissement pareil, où la bibliothèque reste entassée dans une chambre toujours fermée, et où l'on chercherait en vain des instruments de chirurgie. L'hôpital militaire, un hôpital pour les pauvres, méritent d'être cités en revanche parmi les édifices utiles que renferme la ville haute. Ces diverses institutions rappellent que Bahia fut pendant longtemps la première ville de l'empire.

Ne pouvant me résoudre à loger dans les auberges de Bahia, qui sont d'une saleté repoussante, je fus trop heureux d'accepter l'hospitalité que notre consul voulut bien m'offrir. Sa charmante maison de la Vittoria est située dans un des faubourgs de la ville adopté par tous les négociants riches, qui, obligés de passer leur journée dans la ville basse, trouvent le soir sous les frais ombrages de leurs jardins un délassement plein de charmes. La chaleur est si forte, qu'il est rarement possible de monter à cheval pendant le jour. Le moyen de transport le plus en usage est la *cadeira*, espèce de fauteuil couvert, protégé par des rideaux et porté sur les épaules de deux esclaves. Ces litières fermées sont très-recherchées par les femmes, qui en profitent pour se rendre chez leurs amants en dépit des jaloux. Chaque famille un peu riche a sa cadeira particulière avec des rideaux de soie damassée, un fauteuil richement orné et des nègres en livrée. On emploie habituellement pendant la journée des cadeiras de louage, et on réserve pour les grandes réunions l'usage de la cadeira particulière. Les nègres congos, employés au service de ces litières, sont généralement de beaux hommes, d'une grande intelligence. Plus intéressés que les autres races de nègres, les congos amassent l'argent qu'ils gagnent afin de se racheter après quelques années de travail. Tous préfèrent obtenir la liberté de travailler pour leur compte, moyennant une redevance journalière, plutôt que de rester soit sur une habitation, soit dans la maison de leur maître. A la vue de ces nègres robustes et hardis, on ne peut se défendre de réflexions pénibles sur l'état de la population noire vis-à-vis des blancs. C'est ainsi qu'au Brésil l'esprit est toujours invinciblement reporté vers les grands problèmes qui travaillent ce pays. Parmi ces problèmes, celui de l'avenir des noirs est assurément un des plus redoutables.

Quelle que soit l'apathie du gouvernement brésilien, il est des situations qu'on n'envisage pas longtemps de sang-froid. Les hommes placés à la tête des affaires commencent eux-mêmes à être effrayés du nombre d'esclaves qui ont su conquérir la liberté depuis quelques années. Ce nombre pour Bahia seul s'élève à douze mille. On avait voulu interdire aux nègres libres la résidence de la ville, mais cette mesure par trop brutale n'aurait jamais pu être mise à exécution. On s'est borné à imposer aux nègres une capitation qu'ils espèrent un jour se faire rembourser par les Portugais, contre lesquels ils nourrissent une haine que les odieux massacres commis en 1838 n'ont pas encore satisfaite. L'insurrection de 1838, quoique restée sans résultat, est un fait bien plus grave que la rébellion de la province de Minas-Geraes en 1841. A Bahia, le cri des révoltés était : *Mort aux Portugais!*

Tous les hommes de race blanche tombaient assassinés dans les rues, leurs maisons étaient envahies, et ceux qui purent fuir à quelque distance de la ville échappèrent seuls à la rage des nègres libres et des mulâtres. Sabino, médecin distingué, homme capable et résolu, était à la tête du mouvement révolutionnaire. Le but des insurgés était de proclamer une république fédérative après s'être affranchis de l'autorité des Portugais, qui, tous négociants riches et disposant d'immenses capitaux, avaient la haute main sur l'administration de la province. D'horribles atrocités furent commises pendant les cinq mois que dura le gouvernement révolutionnaire. Les nègres, les mulâtres, frappaient de sang-froid et sans pitié tous les Portugais. Si la victime n'était que blessée, malheur à celui qui eût tenté de la secourir ! Un médecin français, passant dans une des rues les plus fréquentées, vit un Portugais expirant ; il reconnaît un de ses amis et s'élance pour donner des soins au blessé. Les meurtriers, qui n'étaient pas loin, reviennent aussitôt sur leurs pas, et enlevant de force le docteur : « Tu es Français, lui disent-ils, cela te sauve ; mais si jamais tu oses secourir un Portugais, malheur à toi ! » Saisi par ces hommes ou plutôt par ces bêtes féroces qui tenaient leurs poignards sur sa poitrine, le Français dut laisser expirer son ami sans secours.

Les troupes impériales vinrent enfin mettre le siége par terre et par mer devant la ville insurgée. Cerné de toutes parts, le mulâtre Sabino organisa une vigoureuse défense ; toute la population libre ou esclave s'unit à lui, et ce ne fut qu'après quatre jours d'assaut que les troupes purent occuper Bahia. Sabino, voyant que la résistance devenait impossible, voulut incendier la ville ; on mit le feu dans tous les quartiers, mais les troupes purent l'éteindre, et Bahia échappa à une entière destruction. Traqué par les vainqueurs, le chef des rebelles chercha un refuge chez le consul de France ; mais à peine y était-il entré, que les soldats envoyés à sa poursuite vinrent le réclamer : n'obtenant aucune réponse, ils pénétrèrent dans la maison du consul, et Sabino, qui s'était jeté tout nu sous un lit, fut arrêté. Le gouvernement, satisfait de son triomphe, ne se crut pas assez fort pour sévir contre les rebelles. On accorda une amnistie à tous ceux qui firent leur soumission, et Sabino fut envoyé dans la province de Matto-Grosso, où il jouit en ce moment d'une entière liberté.

La question soulevée à cette époque se représentera quelque jour, et le chef des insurgés de 1838, homme jeune encore, pourra bien causer de nouveaux embarras au gouvernement. C'est de Bahia que partira, sans aucun doute, le premier cri de révolte contre la centralisation de Rio-Janeiro. Le nombre des mulâtres s'accroît à Bahia dans une proportion menaçante, autour d'eux se groupent tous les nègres qui parviennent à se racheter par leur travail, et cette population farouche ne subit qu'à regret la domination des blancs. Un nouveau massacre des Portugais établis dans la province sera le signal de désordres que le ministère brésilien aura peine à réprimer : la saisie d'un bâtiment négrier par les Anglais, sur les côtes du Brésil, peut d'un jour à l'autre provoquer une terrible explosion. En effet, ce que les hommes de couleur reprochent aux Portugais, c'est moins de maintenir l'esclavage que de ne pas défendre leurs droits contre les exigences de l'Europe. Aussi dans toute l'étendue non-seulement de la province de Bahia, mais de l'empire, les Anglais, qui ont eu de nombreux démêlés avec le gouvernement brésilien, sont abhorrés, et si une révolution amenait une république fédérative, les négociants de cette nation seraient forcés de s'éloigner pour sauver leur existence. Les Français jouissent de plus d'influence personnelle et obtiennent plus de

confiance; leur vie serait protégée, mais leurs intérêts auraient à souffrir d'une révolution qui tendrait à isoler le Brésil de l'Europe et constituerait sous le titre de république un gouvernement incapable d'inspirer la confiance au commerce. Tous les hommes influents de Bahia ne peuvent songer sans tristesse à l'avenir de leur pays ; le président de la province lui-même convient qu'il est impossible de prévoir la fin des convulsions intérieures au prix desquelles le Brésil a acheté l'indépendance. Le gouvernement voit le mal, les autorités le signalent ; l'assemblée de la province propose des résolutions, on va même jusqu'à en adopter, jamais on ne les exécute. Si quelque faute est commise, c'est à l'influence des étrangers qu'on l'attribue. On semble attendre les réactions, on les prépare, tandis qu'il serait possible encore de les prévenir en développant la prospérité matérielle, en assurant le bien-être et le calme à une population inquiète et misérable.

Le président de Bahia, dans un de ses rapports à l'assemblée provinciale, observe que le commerce, depuis la rébellion du 7 novembre 1837, a été chaque année en décroissant. Les autres provinces ont dû, en effet, chercher à Rio-Janeiro les produits que le blocus les empêchait de demander à Bahia. Les menaces dont plusieurs négociants portugais ont été victimes ont contribué aussi à la stagnation des affaires : la culture a diminué comme le commerce. Aujourd'hui, pour qu'un navire marchand complète son chargement, il doit attendre près de trois mois ; ce surcroît de dépenses ne peut être comblé que par d'immenses bénéfices : toutes ces causes réunies ont amené les résultats signalés dans le rapport du président. La valeur des importations d'Europe s'est élevée de 1840 à 1841, pour la province de Bahia, à environ 22 millions de francs ; les exportations n'ont pas dépassé 19 millions. De 1841 à 1842, l'importation s'est élevée à 23 millions, l'exportation seulement à 15 millions. Les revenus de la douane ont également subi une notable décroissance en 1840 ; malgré l'élévation des tarifs sur les vins, ils avaient dépassé 540,000 francs; en 1841, ils tombaient à 420,000 francs. et le ministre des finances, dans son rapport au congrès, annonçait une nouvelle diminution pour 1842.

Parmi les bâtiments d'Europe qui touchent à Bahia, beaucoup sont destinés à la côte d'Afrique, et viennent compléter leur chargement en achetant du rhum et des liqueurs fortes, avidement recherchées par tous les nègres de la côte. Les mesures prises contre la traite expliquent en partie l'état d'abandon dans lequel languit Bahia. D'après les traités du Brésil avec l'Angleterre, le commerce des esclaves ne devrait plus exister; mais favorisé par les autorités du pays, offrant des bénéfices hors de toute proportion avec les risques à courir, ce commerce n'est nulle part aussi actif qu'à Bahia. Des goëlettes d'une marche supérieure, construites aux États-Unis, sont employées à ce trafic. Une goëlette, dont la valeur avec son chargement était estimée à cent mille francs, vint mouiller dans la rade pendant mon séjour à Bahia ; elle ramenait six cents esclaves, ce chargement valait un million. Ainsi, en supposant que sur dix bâtiments un seul échappe, le négociant qui les a armés couvre ses dépenses; mais c'est porter les choses au pire, et ordinairement, sur trois goëlettes expédiées pour la traite, à peine une seule est saisie, les deux autres rentrent au port avec leur chargement d'esclaves. On comprend que de si belles chances encouragent les hommes entreprenants qui veulent faire fortune à tout prix.

Si l'émancipation des nègres n'était pour l'Angleterre qu'une préoccupation morale et religieuse, on admirerait ses efforts et on louerait sa persévérance dans

la poursuite de la traite. Malheureusement il est difficile, pour qui a vu Sierra-Leone, de conserver quelque illusion sur le mobile qui inspire cette croisade philanthropique. Les nègres enlevés aux bâtiments qui font la traite subissent à Sierra-Leone un esclavage plus odieux que dans toutes les autres colonies du monde. Avant d'atteindre cette île, les malheureux, entassés dans la prison flottante d'un navire, succombent le plus souvent aux souffrances d'une captivité atroce. Un médecin anglais, dont le témoignage ne peut être suspect, assure qu'il a vu périr, dans une seule nuit, vingt-cinq nègres étouffés, faute d'air et de soins, sur un de ces bâtiments armés pour la cause de l'humanité et de la civilisation. Arrivés à Sierra-Leone, les nègres sont remis, sous le nom d'engagés, à des planteurs anglais. La durée de l'engagement est de quatorze ans. Souvent leurs maîtres les revendent sans nul scrupule avant l'expiration de ce terme, et ils n'ont besoin, pour se mettre à couvert, que de certifier le décès de l'engagé; il est arrivé que des nègres vendus par les planteurs de Sierra-Leone ont été livrés de nouveau à des négriers. Tous ceux qui ont visité le Brésil ont rencontré de ces esclaves; j'eus d'abord peine à croire, je l'avoue, que l'Angleterre tolérât de semblables abus, mais j'ai dû me rendre à l'évidence. Les nègres sont esclaves à Sierra-Leone comme au Brésil, car l'engagement de quatorze ans ne peut être considéré que comme un esclavage perpétuel dissimulé. Il est fâcheux que l'état intérieur de cette colonie anglaise soit aussi peu connu. Si j'en crois des renseignements dignes de foi qui m'ont été communiqués, le traitement imposé aux nègres par les planteurs anglais ne ferait guère honneur à la philanthropie britannique.

C'est à Bahia que se passa l'affaire du brick français *le Marabout*, saisi à sa sortie du mouillage par le commandant du *Cygne*, capitaine Christie. La saisie du bâtiment français fut motivée par la présence de planches que le capitaine n'avait emportées qu'après s'être muni d'une autorisation du consul. *Le Marabout* fut ramené à Bahia : le consul protesta contre l'arrestation; mais avant qu'il eût pu obtenir la liberté des passagers et de l'équipage français, le capitaine Christie partit pour Rio-Janeiro, afin de s'assurer l'approbation de ses chefs, et ceux-ci, sans autre information, envoyèrent à Cayenne le bâtiment français pour que justice fût faite. Ce qu'on voulait fut obtenu, justice fut faite, car on condamna le capitaine anglais à des dommages-intérêts; mais ce n'était qu'un faible dédommagement pour les souffrances qu'il avait imposées aux passagers d'un équipage français injustement détenus. Le gouvernement britannique sembla même vouloir indemniser le capitaine Christie; on ne le rappela qu'en lui accordant de l'avancement.

L'arrogance des officiers anglais chargés de réprimer la traite est une cause toujours renaissante de pourparlers et de complications. Le capitaine Nott, commandant du *Partridge*, avait vu un bâtiment suspect entrer à Sainte-Catherine, mais il n'avait pu le visiter. Il se présente devant les autorités brésiliennes, et les somme de lui livrer le bâtiment avant la nuit, sinon il tirera sur la ville. Les autorités indignées protestent contre cette violence et refusent d'obéir. Le pauvre capitaine en fut pour sa colère, il dut se retirer sans même avoir exécuté sa menace. Cette attitude hautaine des commandants des croisières anglaises indispose, on le comprend sans peine, toute la population du Brésil, et l'Angleterre, au lieu d'atteindre son but, s'en éloigne, car ces manifestations maladroites ne servent qu'à provoquer une sourde résistance. Il y a d'ailleurs une contradiction flagrante entre les prétentions de l'Angleterre et la conduite de ceux qui la représentent au Brésil.

Outre les compagnies anglaises qui possèdent des esclaves, on voit les agents de l'Angleterre et ses négociants acheter, pendant leur séjour dans l'empire, des noirs qu'ils vendent à leur départ. Le ministre d'Angleterre à Rio-Janeiro n'est servi que par des esclaves; il lui serait facile de s'entourer d'hommes libres, mais leur service serait plus coûteux, et la philanthropie doit se taire devant le bon marché. Quelle autorité peuvent avoir les représentations de M. Hamilton contre un abus dont ce ministre profite tout le premier? Le résultat le plus positif des croisières anglaises est de procurer d'immenses bénéfices aux bâtiments de guerre qui y sont employés. Aussi les capitaines ne pensent-ils qu'à faire fortune; ce qu'ils poursuivent avant tout, c'est l'indemnité qu'on leur alloue comme récompense; si l'on supprimait l'indemnité, s'ils n'avaient plus qu'à exécuter les ordres de leur gouvernement, on aime à croire que, moins éblouis par l'appât du gain, ils agiraient avec plus de dignité et de prudence.

Mon voyage ne se terminait pas à Bahia ; les côtes du Brésil méritent d'être visitées avec attention. Les villes maritimes, plus fréquentées par les étrangers, ont une physionomie curieuse et piquante. Quand on a vu la population livrée à elle-même dans l'intérieur du pays, on aime à la retrouver, sur les côtes, en présence du commerce européen. C'est un plaisir qu'on achète, il est vrai, par d'énormes tribulations. Rien de plus sale et de plus mal tenu qu'un paquebot brésilien : des porcs se promènent librement sur l'avant; sur l'arrière, dindons et poulets errent à leur aise. La toilette du bord n'ayant lieu qu'une fois par mois, il se forme sur le pont une poussière épaisse qui colore le bois, dont vous n'apercevez plus la couleur primitive. Les repas ne répondent que trop à ces tristes apparences; il est impossible d'y toucher sans dégoût. Le prix du passage est assez élevé, néanmoins l'entreprise a peine à se soutenir : il y a si peu de passagers, que les frais ne sont pas couverts ; il faut que le gouvernement alloue pour chaque voyage une indemnité qui est évaluée à un million par an. La compagnie doit expédier un paquebot tous les vingt jours de Rio-Janeiro. Ce paquebot, après avoir touché à Bahia, Maceyo, Fernambouc, Céara, San-Luis-de-Maragnan et Sainte-Marie-de-Belem, retourne à Rio-Janeiro en s'arrêtant dans les mêmes villes. Le trajet doit durer deux mois; mais, dans l'état actuel de la navigation brésilienne, on ne peut attendre aucune régularité dans le service des dépêches. Les machines, mal dirigées par des ingénieurs anglais, ou plutôt par de simples chauffeurs, exigent de continuelles réparations, et, au lieu de deux mois, il faut calculer au moins trois mois pour faire un voyage qui n'offre aucun danger.

Deux jours après avoir quitté Bahia, nous entrions dans le port de Maceyo, en évitant les nombreux bancs de sable qui en défendent l'entrée. Maceyo est une ville toute neuve, dont les deux cents maisons forment une longue rue assez large et bien aérée. On remarque chez les habitants quelque activité. La province d'Alogoas, où se trouve Maceyo, est une des moins étendues du Brésil; elle faisait autrefois partie, comme district, de la province de Fernambouc. La population s'élève à 140,000 âmes. Des bois de construction, l'huile de coco, le sel, qu'on récolte en abondance et qui est expédié pour la province de Minas, forment, avec le coton, le riz et le maïs, les objets d'exportation de cette province, dont le commerce acquiert chaque année une plus grande importance. Depuis la révolution d'Alogoas, qui a éclaté en 1833 et ne s'est terminée qu'en 1835, il y a eu dans cette province des symptômes notables de prospérité. Les revenus de la douane, qui n'étaient, de 1837 à 1839, que de 30,000 francs, se sont élevés, de 1839 à 1840, à 67,000 fr.,

et atteignaient, de 1840 à 1841, plus de 100,000 francs. La période de 1840 à 1841 a, du reste, été une des plus brillantes qu'ait traversées le commerce d'Alogoas. Les importations des pays étrangers, Europe et États-Unis, ont été estimées 2 millions; les exportations, 1,500,000 francs. De 1841 à 1842, l'importation s'est trouvée réduite à 1,345,000 francs, et l'exportation à 1,200,000 francs. Le président de la province d'Alogoas, dans un rapport à l'assemblée provinciale, propose l'établissement d'une colonie, où tous ceux qui sont inoccupés et n'ont aucun moyen avoué d'existence seraient assujettis au travail. « Cette colonie aurait, dit-il, non-seulement l'avantage d'augmenter les produits de la province, mais elle déciderait aussi le reste de la population à s'assurer, par la culture des terres, une existence honnête; car ce n'est pas la population qui manque, mais la plupart des habitants sont ou inutiles ou dangereux pour la société. » Si des mesures aussi énergiques pouvaient être adoptées dans tout le Brésil, je ne doute pas que le malaise général ne cessât bientôt; les ressources abondent, et la prospérité matérielle ne dépend que de la bonne volonté des habitants.

Après une journée passée à Maceyo, il fallut s'embarquer de nouveau pour gagner Fernambouc. Nous longeâmes les rochers bizarrement taillés qui se prolongent sur la côte du Brésil jusqu'au passage étroit qui sert d'entrée aux bassins contenus entre ce môle naturel et le Récife. On désigne sous ce nom une partie de la cité actuelle de Fernambouc, formée de la réunion de deux villes, Olinda et le Récife.

La ville d'Olinda fut fondée par Duarte Coelho Pereira, en 1535. Celle du Récife fut bâtie par les Hollandais, sous Maurice de Nassau. Construit sur plusieurs bancs de sable séparés par diverses criques et par l'embouchure de deux rivières que trois ponts réunissent, le Récife se subdivise en trois parties : le Récife proprement dit, qui comprend les forts et tous les magasins des négociants; Saint-Antoine, où sont les principales églises et le palais du président; enfin, Boa-Vista, où se trouvent l'évêché, des couvents, quelques églises et les résidences des plus riches négociants, bâties au milieu de magnifiques jardins. Olinda, isolée du Récife et bâtie sur une colline élevée, perd chaque jour de son importance. Ses rues sont désertes, ses maisons inhabitées. Les moines, retirés dans quelques couvents de cette ville, jouissent seuls de l'air pur qu'on respire à Olinda; la population s'est éloignée d'un séjour où l'eau manquait, pour se porter dans le Récife où l'attirent une position plus favorable et le mouvement des affaires.

Les débordements presque annuels de deux rivières, le Biberibe et le Capivari, rendent le séjour de Fernambouc très-malsain; après la saison des pluies, les eaux accumulées ne trouvent pas d'écoulement; elles remplissent les maisons, et l'évaporation cause des fièvres qu'il est difficile aux étrangers d'éviter. Depuis quelques années, le gouvernement a entrepris des travaux d'art pour favoriser l'écoulement des eaux. Des digues sont commencées pour arrêter les débordements. On attend avec confiance l'achèvement de ces travaux, dirigés par un ingénieur français, M. Vauthier. Déjà un bateau employé au curage du port a produit une amélioration notable. Les bâtiments qui ont un tirant d'eau de dix pieds arrivent jusqu'aux magasins de coton; auparavant ils devaient rester à distance, faute de profondeur nécessaire.

Les revenus de la douane s'élèvent à environ 5 millions; l'année de 1841 à 1842 présentait un déficit de 300,000 francs sur les années précédentes. Cette diminution dans les revenus était attribuée à la mauvaise récolte du coton et au bas prix

des sucres de la province. Le coton de Fernambouc, recherché jadis à cause de ses longues soies, ne peut plus supporter la concurrence avec le coton des États-Unis; la différence de prix est hors de proportion avec la différence de qualité. Aujourd'hui, l'*arrobe* (trente-deux livres) se vend 15 francs. Les frais de transport absorbent tous les bénéfices du cultivateur, et le coton n'est enlevé que par les bâtiments qui ne peuvent obtenir d'autres objets d'échange pour compléter leur chargement de retour. Le sucre, quoique d'une qualité inférieure à celui de Rio-Janeiro, par suite de la négligence apportée à la fabrication, est devenu le produit le plus important de la province; ce sont les négociants allemands qui enlèvent cette denrée. Les rapports avec l'Angleterre ont à peu près cessé; les États-Unis et Hambourg pourvoient presque seuls aux besoins de la province. Le commerce avec la France est insignifiant. On ne compte à Fernambouc qu'un petit nombre de maisons de négociants français, mais beaucoup de magasins de détail. Les autorités de la province ont compris l'avantage qui résulterait pour tous d'une amélioration dans la fabrication du sucre. Un de nos compatriotes, ancien planteur des colonies, a reçu pour mission d'indiquer à tous les propriétaires les changements à introduire dans les moulins pour écraser la canne, et dans les chaudières destinées à la cuisson. La question de la qualité du sucre est d'autant plus importante pour le planteur, que les droits seuls de transport doublent les frais. Obtenir une qualité supérieure à des prix plus élevés doit donc être le but de tous les propriétaires : il leur suffit d'adopter quelques changements faciles pour améliorer leur situation, et les autorités ont raison de chercher à détruire ces habitudes de routine qui rendent infructueuses les terres les plus fertiles.

Les environs de Fernambouc sont assez boisés; une des îles formées par le Capivari est entièrement couverte de cocotiers. A partir de la côte, le sol s'élève graduellement, et la population diminue. Les terrains humides situés sur le bord de la mer sont impropres à la culture; les terrains élevés, qu'on désigne sous le nom de *Sertaon,* sont d'une aridité déplorable. Pendant des jours entiers, vous errez dans les plaines du Sertaon sans rencontrer une source pour étancher votre soif. Le sol qui environne Fernambouc étant peu accidenté, les Brésiliens ont pu entretenir les routes construites autrefois par les Hollandais, routes fort belles, mais qui ne peuvent suffire aux besoins de la province, car elles ne s'étendent que dans un étroit rayon autour de la ville. Ce n'est pas seulement dans ces travaux que la Hollande a marqué son passage : la construction des maisons, l'ensemble régulier et propre des différentes divisions de la ville, tout concourt à vous faire oublier le Brésil; on se croit transporté dans une ville néerlandaise, et l'illusion ne cesse qu'à la vue des nègres accablés de fardeaux, ou des hommes du Sertaon, venus quelquefois de cent lieues de l'intérieur, sur des chevaux efflanqués, avec un chargement de coton. Les mœurs sont, dit-on, moins faciles à Fernambouc qu'à Bahia; mais la société offre aussi moins de charme. Les Brésiliennes ne sortent qu'au point du jour pour se rendre à la messe; une fois rentrées chez elles, on ne les aperçoit plus. Elles dorment couchées dans des hamacs. De telles mœurs sont incompatibles avec les relations du monde. Fernambouc a un théâtre, mais pas d'acteurs. La vie est des plus maussades dans cette ville, où règne une chaleur accablante, quand la saison des pluies n'interrompt pas toute activité. Je n'y pus fréquenter d'autre société que celle des consuls, des négociants français ou allemands, et des ingénieurs employés par le gouvernement brésilien.

Les femmes n'exerçant aucune influence, les rapports des maîtres avec leurs

esclaves se sont multipliés. J'ai entendu citer des traits d'une révoltante inhumanité. Des hommes vendaient les esclaves dont ils avaient abusé et qui devenaient enceintes; d'autres vendaient la mère et gardaient l'enfant. Ces abus, dont l'opinion publique devrait faire justice, sont au contraire approuvés de tous. Je n'ai jamais entendu un Brésilien blâmer les excès de pouvoir d'un planteur, il en parlait comme de faits tout naturels. On croirait volontiers que le sens moral manque à cette population. Ce qui surprend chez elle, c'est moins une méchanceté profonde que l'ignorance du bien et du mal. Le libertinage est excusé, les assassinats restent impunis. Un homme est frappé dans une rue fréquentée, dix témoins regardent l'assassin sans chercher à l'arrêter. Si l'on se trouve forcé d'envoyer en prison un meurtrier, aucun témoin n'ose déposer contre lui, et après quelques jours le malfaiteur est rendu à la liberté. Nulle part on n'est plus frappé qu'à Fernambouc de cet étrange état moral. Cette ville est célèbre par le nombre des assassinats qui s'y commettent impunément. Le président de la province, baron de Boavista, a été lui-même impliqué dans des assassinats commis par sa famille. Sans avoir participé directement au crime, il a employé son influence pour empêcher toute poursuite, et une opposition très-vive s'est manifestée contre lui dans l'assemblée provinciale. Il est triste de dire que, si le président est coupable, beaucoup de ceux qui l'accusent auraient fait comme lui. Ces habitudes indignes d'une nation civilisée révoltent le voyageur européen; mais l'exemple part de si haut qu'il faut bien reconnaître que toute répression est impossible. Que faire quand le président de la province est accusé sans pouvoir se justifier? Que faire quand le chef de la justice donne l'exemple d'une vénalité imitée par tous les juges inférieurs? Les femmes suivent les exemples de cruauté qu'on leur donne chaque jour. Elles ne manient pas le poignard elles-mêmes, mais elles soudoient des assassins pour se venger. Une femme qui en était à ses premiers débuts dans la vie galante fut insultée par une mulâtresse plus courtisée qu'elle. Trois ans s'écoulent; vivant avec des hommes impuissants à la protéger, elle laisse dormir ses pensées de vengeance. Devenue la maîtresse d'une des premières autorités de la province, elle profite enfin de son pouvoir, et par ses ordres on rase entièrement la mulâtresse qui l'avait offensée. Quelques jours plus tard, elle fait annoncer à sa malheureuse victime, en lui renvoyant les dépouilles de sa chevelure, qu'elle seule a ordonné cet odieux traitement.

Un fait qui s'est passé à Fernambouc, il y a quelques années, caractérise à merveille ce mélange d'orgueil et de cruauté qui indigne l'étranger introduit dans la société brésilienne. Un jeune homme sans fortune, sans appui, avait demandé la main d'une descendante des Albuquerque; ses prétentions irritèrent la famille, qui, entre autres vanités, a celle de faire remonter son origine aux premiers donataires de la province, les Albuquerque-Coëlho. Pourtant la jeune fille était toute favorable à celui qui demandait sa main. Les Albuquerque se réunissent; le prétendant arrive, se croyant sûr du succès. La famille était assise autour d'une table qu'un tapis recouvrait en partie. A peine le jeune homme avait-il fait les premières ouvertures, que le chef de la famille enlève le tapis et lui montre des pistolets, un poignard et le fouet dont on se sert pour châtier les nègres. Il dit au prétendant surpris que, s'il persistait dans sa demande, il n'avait qu'à choisir de ces trois genres de mort, la famille des Albuquerque ne pouvant permettre qu'un homme comme lui élevât ses prétentions jusqu'à un de ses membres! Le pauvre jeune homme, honteux et tremblant, se retira, car il savait que ceux qui le mena-

çaient avec une si ridicule emphase l'auraient assassiné sans pitié. Ce fait, que personne n'ignore à Fernambouc, n'a excité ni surprise ni réprobation parmi les habitants. A peine s'est-on permis de rire tout bas d'une famille qui cache sous le nom d'Albuquerque une basse origine.

En rapportant de pareils faits, on éprouve le besoin de rappeler que diverses causes ont dû exercer une action funeste sur l'état moral de la province de Fernambouc. Des révolutions successives, la division des familles, ont contribué à multiplier les assassinats; l'indolence du gouvernement a encouragé le crime. Chaque année, le ministère constate dans son rapport au congrès le nombre des assassinats commis, et jamais on ne pense à sévir contre les meurtriers. Dans le rapport du ministre de la justice publié en 1843, je trouve les passages suivants : « Pedro Albuquerque Uchôa ayant été assassiné, les recherches de la justice furent impuissantes à obtenir la preuve de la culpabilité de l'assassin, aucun témoin n'osa déposer de la vérité : le planteur qui, suivant le jugement de tous, avait ordonné l'assassinat fut poursuivi par soixante hommes armés, qui, ne l'ayant pu saisir, tuèrent son neveu, un de ses cousins et son beau-frère, mettant le feu ensuite à toutes les habitations appartenant à sa famille. » Au lieu d'un coupable la justice en avait soixante à poursuivre. On aura peine à le croire, mais le ministre de la justice déclare dans son rapport qu'aucun criminel n'a pu être arrêté. « Les assassins étant dirigés par quelques hommes riches, ceux-ci offrent un asile et une protection redoutée à tous ceux qu'ils emploient pour se faire respecter et craindre par les propriétaires voisins. Il est difficile d'admettre que ces hommes font partie d'un peuple libre et sont citoyens d'un empire constitutionnel, ils ne forment qu'une réunion de maîtres et de vassaux. Toute l'autorité politique et judiciaire dépend des seigneurs, qui ont le droit de choisir et de nommer les fonctionnaires qui leur conviennent. » La féodalité règne donc dans un état constitutionnel, et c'est le gouvernement lui-même qui constate le fait en avouant son impuissance!

IV. — MARAGNAN ET LE PARA. — LA POPULATION INDIENNE.

Un séjour de quelques semaines à Fernambouc m'avait permis de recueillir sur la ville et les habitants tous les renseignements que je désirais. Il me restait, pour compléter mon voyage, à visiter Maragnan et le Para. Je m'embarquai, le 29 mars 1843, sur un paquebot brésilien, *le San-Salvador*. Le capitaine était un bon aubergiste allemand auquel on avait confié, je ne sais trop pourquoi, le commandement d'un *steamer*. Craignant les récifs, il s'éloigna des côtes. A quelque distance de Céara, une des machines se brisa ; nous n'avions plus qu'une roue pour avancer. Nous passâmes tout un jour en vue de Céara ; enfin, le soir, nous pûmes mouiller dans la rade. Céara, où nous descendîmes, et où il fallut passer trois jours à faire réparer notre machine, est la capitale de la province de ce nom. La ville compte dix mille habitants ; elle se compose de quelques maisons à un seul étage, séparées par des rues pleines de sable ou de boue, selon la saison. La richesse des habitants consiste en troupeaux, le commerce en exportation de cuirs et de viande. Des correspondants de maisons anglaises et allemandes, établis à Céara, surveillent la distribution des marchandises qu'ils envoient à leurs associés. Le sol est aride sur toute la côte, mais fertile et montagneux dans l'intérieur : de riches pâturages,

des forêts magnifiques, de nombreuses rivières, font de cette province inhabitée un séjour délicieux. On n'en peut dire autant de la ville, où j'attendis fort tristement le terme de notre halte forcée, malgré l'aimable hospitalité que m'avait offerte un jeune Français, envoyé d'une maison de commerce de Fernambouc. Il fallait se contenter, pour toute distraction, de quelques courses dans les sables qui environnent Céara, ou d'une promenade à pied sur la grande place. Là, du moins, je pouvais observer la tenue des troupes brésiliennes, j'assistais à l'exercice des conscrits, pauvres paysans maltraités sans motif par les officiers, et qui semblaient n'attendre qu'un moment favorable pour déserter. Vers la fin du jour, quand la fraîcheur de l'air attirait les habitants hors des maisons, il se formait dans la rue des réunions assez animées ; souvent on voyait le passant s'arrêter au milieu d'un de ces groupes et se mêler à la conversation commencée. Les femmes, moins sauvages à Céara que dans les autres cités du Brésil, prenaient une part active à ces causeries en plein air qui égayaient un peu chaque soir la sombre physionomie de la ville.

La machine du paquebot étant enfin réparée, nous pûmes nous remettre en mer. Je pensais que nous allions regagner le temps perdu, vain espoir ! la machine se brisa de nouveau, et c'est avec une seule roue que nous atteignîmes l'île de Maragnan. Le souvenir d'une tentative de colonisation des Français se rattache à cette île. Deux fois les Français cherchèrent à s'établir au Brésil ; d'abord c'est de la baie de Rio-Janeiro qu'ils avaient pris possession sous les ordres d'un chef célèbre par sa cruauté, Villegagnon ; mais la colonie naissante, livrée à des divisions intérieures, ne put résister aux attaques des Portugais. Le fort Coligny, bâti à l'entrée de la baie, et qui porte encore aujourd'hui le nom de Villegagnon, n'était fondé que depuis quatre ans quand il fut pris par Mem de Sa. Dix ans plus tard, les colons, réfugiés dans l'intérieur des terres, étaient massacrés par les indigènes unis aux Portugais, et en 1568 le fort Coligny conservait seul le souvenir de notre apparition sur la terre brésilienne. La déplorable issue de cette première tentative ne découragea pas nos compatriotes. Moins de trente ans après, un négociant de Dieppe, Riffaut, ayant captivé l'affection des peuplades indiennes, pensait à fonder une colonie dans l'île de Maragnan. Ses vœux furent remplis, on forma un établissement. La colonie naissante avait malheureusement à se maintenir en présence de deux ennemis, les Portugais et les sauvages. En vain Laraverdière, secondé par François de Rasilly, avait amené dans l'île cinq cents Français et quatre missionnaires qui espéraient convertir les Indiens. On ne put se défendre contre les Portugais, et en 1615, vingt ans après la fondation du premier établissement par Riffaut, tous les Français avaient évacué l'île de Maragnan. Les Hollandais vinrent plus tard prendre possession de cette province, qu'ils abandonnèrent, en 1645, après avoir perdu leur colonie de Fernambouc.

L'île de Maragnan, située à deux degrés sud de l'équateur, s'enfonce à quinze lieues environ dans le continent, dont elle est séparée par deux fleuves, le Taboacourou et le Méary. Des bancs de sable rendent dangereuse l'entrée de la baie où s'élève cette île. Plusieurs bâtiments se perdent chaque année à la Punta d'Area, banc de sable qu'on ne peut doubler qu'en virant rapidement de bord. La pointe de San-Juan présente aussi des dangers : en 1842, deux bâtiments anglais s'y perdirent. Le gouvernement néglige de faire les travaux peu coûteux qui débarrasseraient ce passage des bancs de sable qui l'obstruent. On s'étonne de rencontrer tant d'obstacles à l'entrée d'une ville importante. Saint-Louis de Maragnan ren-

ferme de beaux édifices, ses places sont vastes, ses rues larges et toutes coupées à angle droit : les maisons sont de construction espagnole. Des négociants d'origine portugaise, quelques Brésiliens, un grand nombre d'esclaves et de mulâtres libres, composent la population de Maragnan, qu'on évalue à 30,000 âmes. Les Indiens paraissent exclus de la ville : l'intérieur de la province contient encore des peuplades sauvages en guerre contre les planteurs. La société de Maragnan fait oublier au voyageur qu'il est dans le Brésil, et c'est le plus bel éloge qu'on puisse en faire. Des bals, quelques soirées, animent la ville, où les familles portugaises et celles des négociants anglais vivent en rapports intimes. J'assistai aux cérémonies de la semaine sainte. Des processions où figurent tous les personnages de la passion, et même le Christ portant sa croix, donnent un caractère assez bizarre à ces solennités. La piété se ressent à Maragnan de l'exaltation méridionale. Il y a un grand nombre de couvents. A un jour marqué, les moines font la quête dans la ville, et il est difficile de répondre par un refus aux pressantes sollicitations de ces pieux mendiants.

Comme place de commerce, Maragnan est dans une situation peu avantageuse. La culture du coton a sensiblement diminué depuis quelques années ; la production, qui s'était élevée à 80,000 balles, est tombée à 50,000 : c'est le point qu'elle avait atteint il y a vingt-cinq ans. Les bâtiments qui apportent des marchandises d'Europe prennent en retour du coton ; mais le prix payé sur place étant supérieur aux cours de l'Europe, il faut que la perte soit compensée par les bénéfices faits sur les marchandises. Aussi les transactions commerciales deviennent-elles chaque jour moins fructueuses. Les planteurs, manquant d'objets d'échange, ne peuvent acheter des marchandises qu'à de longs termes, et le chargement d'un bâtiment attend souvent plus d'un an le jour de la vente. Un négociant m'affirmait qu'un navire qui apporterait plus de 500 sacs de farine ne pourrait en trouver le placement ; il devrait en transporter une partie au Para, et pourtant l'on compte une population de deux cent mille âmes dans la province de Maragnan. Une situation si difficile enlève chaque jour à cette province une partie de son importance. Les Indiens, traités en ennemis par les habitants, usent de représailles, tandis que des relations pacifiques avec ces peuplades pourraient offrir de précieux avantages. La décadence commerciale s'est déjà révélée à Maragnan par de fâcheux symptômes : les négociants anglais se retirent ; il ne reste qu'un petit nombre de négociants de Hambourg, qui cherchent à écouler des marchandises européennes refusées sur les autres marchés du Brésil.

Le gouvernement applique à cette province un système politique dont il devrait reconnaître aujourd'hui les fatales conséquences. Craignant qu'un homme influent ne soulève ce pays éloigné du centre de l'empire, il laisse rarement à un président le temps d'étudier les besoins du pays. Dès qu'un chef politique a pu recueillir quelque expérience, il inspire de la défiance au pouvoir, il est rappelé. Aussi tous cherchent à profiter d'une mission temporaire pour se créer une fortune ; président, chef de la justice, autorités civiles et militaires, tous favorisent les abus dont ils profitent ; chaque nouveau gouverneur veut introduire des réformes, et modifier le système de son prédécesseur ; le commerce, l'agriculture, sont paralysés, et le malaise général dispose les esprits à la révolte. En 1842, la province s'était soulevée en partie : les deux districts de Bastos-Bons et d'Itapicura furent occupés par les rebelles, le gouvernement put envoyer à temps des troupes qui dispersèrent les insurgés ; mais, malgré les triomphes du pouvoir, les tentatives

d'insurrection, sans cesse renouvelées, anéantissent l'action gouvernementale, et les lois ne sont pour les planteurs qu'une lettre morte, quand une force militaire n'en protége pas l'exécution.

De Maragnan à l'entrée de la rivière du Para, la navigation n'offre aucun intérêt. Les côtes sont basses, et bien qu'éloignées seulement de quelques milles, nous ne pouvions les apercevoir. Un nouveau dérangement dans la machine du paquebot retarda notre arrivée ; nos pilotes effrayés voulurent attendre le jour pour doubler le banc de Bragance, qui obstrue la partie inférieure de la rivière, et dont les brisants servent de point de reconnaissance. Un passage entre la terre et le banc de Bragance venait d'être exploré par un bâtiment français, *la Boulonnaise*. Cette baleinière, commandée par M. Tardif de Montravel, un de nos officiers hydrographes les plus distingués, avait dignement rempli sa périlleuse mission. Lorsque le navire français s'était engagé dans ce passage, regardé comme impraticable par tous les pilotes du pays, les autorités brésiliennes avaient conçu l'espoir que nos marins périraient victimes de leur tentative ; une ancre abandonnée forcément par *la Boulonnaise* fut rapportée à Sainte-Marie de Belem comme un signe du désastre attendu, et le président ne put dissimuler sa joie, car la mission de *la Boulonnaise* l'inquiétait vivement. Il ne pouvait supposer à cette expédition un but purement scientifique. Après une longue absence, *la Boulonnaise* reparut devant Sainte-Marie, et les autorités furent forcées de contenir les sentiments qui les animaient. Ces dispositions hostiles n'ont rien que de naturel de la part des Brésiliens. Lorsqu'en 1801 le Portugal se vit contraint à nous abandonner la rive gauche de l'Amazone, des instructions officielles furent données à un officier chargé d'accompagner les Français dans leur exploration. Ces instructions confidentielles portaient que, « pour dégoûter et forcer les Français à se retirer sans fonder aucun établissement, il devait les mener dans les plus mauvais parages, perdre leurs ancres et les exposer à ces ras de marée qui, à l'entrée de l'Amazone, s'élèvent jusqu'à quarante pieds. » Ce fait, peu honorable pour la bonne foi des Portugais, est rapporté par un écrivain dont le témoignage ne peut être suspect. Les instructions dont nous venons d'indiquer le sens se trouvent consignées dans le *Tableau de la province du Para (Compendio das eras da provincia do Para)*, dû au colonel Monteiro Baena.

En remontant le cours du Toccantins pour arriver à Sainte-Marie de Belem, capitale de la province du Para, située à quinze lieues de l'embouchure, nous admirâmes les belles forêts qui en couvraient les bords. Quelques rares habitations s'élevaient çà et là au milieu des arbres. Les terrains qui bordent la rivière n'ont aucune valeur ; nous passâmes près d'une île qui avait plus d'une lieue carrée ; elle n'avait été vendue que 5,000 francs ; pourtant on y remarquait quelques maisons recouvertes en tuiles, et la valeur des bois qui s'y trouvaient excédait dix fois cette faible somme. Cette dépréciation des terrains s'explique par la nécessité où sont les habitants de transporter tous leurs produits à Sainte-Marie de Belem ; il leur est impossible de nouer aucun commerce avec les bâtiments qui descendent la rivière. La largeur du Toccantins varie de 5 à 10 kilomètres. Nous côtoyâmes quelque temps l'île de Macayo, dont l'intérieur est encore inexploré ; de nombreux troupeaux sauvages s'y sont multipliés ; les jaguars et l'once noire y sont communs, mais les forêts qui couvrent l'île rendent la chasse difficile et dangereuse. Quelques Portugais se sont réfugiés dans les solitudes de Macayo ; établis au sein des riches vallons de l'île, ils vivent de l'élève des bestiaux et four-

nissent les denrées nécessaires à la consommation de la capitale. On pourrait recueillir en abondance, aux environs de Sainte-Marie, le caoutchouc et le cacao. Si le gouvernement renonçait à son système d'intimidation vis-à-vis des étrangers qui veulent s'établir sur les rives de l'Amazone, il y aurait là pour une colonie européenne une source de revenus importants.

Un couvent de jésuites élevé sur la pointe Saint-Antoine, et qui sert aujourd'hui de forteresse, est le premier édifice qu'on remarque avant d'entrer dans la baie formée par l'embouchure des deux rivières Guarna et Acara. La ville de Sainte-Marie de Belem, bien bâtie et assez animée, se présente au fond de la baie; environ vingt bâtiments de toute nation, la plupart portant le pavillon des États-Unis, étaient mouillés dans la baie quand nous y entrâmes. Nous descendîmes à terre, près d'un môle construit il y a peu d'années. Je me hâtai de me rendre chez un négociant portugais, M. da Costa, qui avait bien voulu m'offrir l'hospitalité, car aucun hôtel n'existe à Belem, et il faut recourir à l'obligeance des habitants pour se procurer un asile. On évalue à douze mille âmes la population de la capitale du Para. L'occupation de cette ville par les Indiens en 1835 lui a porté un coup dont elle ne s'est jamais relevée. Depuis cette époque, les habitants vivent dans des terreurs continuelles. L'invasion des Indiens semble toujours imminente. Pourtant, de l'aveu même des habitants de Belem, les Indiens ont exercé moins de ravages que les troupes brésiliennes destinées à réprimer la révolte. Les sauvages, facilement satisfaits, respectaient ceux qui ne leur résistaient pas, tandis que les chefs brésiliens dépouillaient indistinctement amis et ennemis. On s'étonne moins de l'attitude inquiète de la population quand on songe à quelles mains l'administration de la province est confiée. Il avait suffi, me dit-on, d'une mauvaise plaisanterie pour porter le président à déserter son poste. On l'avait menacé par écrit de lui faire en armes une visite de carnaval. Le pauvre fonctionnaire perdit la tête et alla demander refuge à bord d'un brick de guerre mouillé dans le port; ce n'est qu'après deux jours passés dans cet asile qu'il se décida à rentrer dans son palais. Remis de sa frayeur, il prétendit avoir reçu avis d'un mouvement révolutionnaire.

Malgré le danger toujours présent d'une invasion des Indiens, la capitale du Para est un séjour assez agréable. Il règne dans les relations sociales une cordialité, une gaieté qui ne sauraient nulle part être mieux goûtées qu'au Brésil. Chaque semaine, un bal est donné par un des négociants. Pour éviter les rivalités de toilette, une robe de mousseline est le costume exigé, et on ne permet que quelques rafraîchissements. Des orages journaliers vous condamnent à garder la chambre pendant l'après-midi. Les pluies commencent à deux heures et finissent à quatre. On ne sort que le matin et le soir : quelques promenades entourent la ville; mais si l'on veut jouir plus complétement de la belle nature du Brésil, il faut s'éloigner un peu des maisons, et bientôt on se trouve sous les magnifiques ombrages des forêts vierges. Outre le charme pittoresque, cette situation présente des avantages matériels qu'une population plus industrieuse que celle de Sainte-Marie saurait vite apprécier. La variété des bois de construction qui croissent sur les bords de l'Amazone est prodigieuse; mais les ressources qu'offrent ces belles forêts ne stimulent pas l'activité des habitants du Para. Une frégate en construction est depuis dix ans sur les chantiers, et probablement elle ne sera jamais achevée. Un malheureux charpentier français qu'on avait fait venir pour diriger les travaux a été renvoyé brutalement parce qu'un Brésilien voulait obtenir sa

place. Grâce à un capitaine marchand qui retournait à Marseille, notre pauvre compatriote et sa famille purent regagner la France. Il est triste de voir tant de richesses naturelles perdues aussi bien pour les habitants qui les négligent que pour les étrangers qu'on repousse. J'ai pu vérifier par moi-même un fait presque incroyable. Dans ce pays couvert d'arbres qui ont vingt et trente pieds de circonférence, on reçoit de mauvaises planches de sapin envoyées des États-Unis, et on les emploie plutôt que d'utiliser les bois qui bordent le fleuve. En dépit de la négligence des habitants, la province conserve une grande importance commerciale. Ses produits sont des plus variés (1). Aujourd'hui, l'importation étrangère se balance avec l'exportation ; de 1840 à 1841, l'une et l'autre se sont élevées à 5 millions de francs ; de 1841 à 1842, la valeur des marchandises importées et exportées n'a pas varié, sauf une diminution de quelques mille francs.

La province du Para est une des moins peuplées du Brésil, on n'y compte que 150,000 âmes; elle est bornée au nord par les trois Guyannes française, anglaise et hollandaise, au nord-ouest par la Colombie, à l'ouest et au sud par la province de Matto-Grosso, au sud-est par l'Océan. Les limites de cette province du côté des Guyanes ont soulevé des réclamations de la part des gouvernements français et anglais. Cette question des limites est importante, l'Angleterre et la France sont en présence sur les bords de l'Amazone, et là comme ailleurs l'action envahissante de la politique anglaise peut devenir la source de graves complications. A cette question des limites s'en rattache une autre non moins digne d'attention, celle de la lutte des Indiens contre les autorités brésiliennes. Si une puissance européenne étendait son influence parmi les peuplades sauvages, il est à croire que la cause de la civilisation serait désormais gagnée dans ce pays. Malheureusement, les violences des autorités brésiliennes ont poussé à bout les Indiens. Qu'on en juge par ces extraits d'un rapport curieux publié en 1843. Ce travail est dû à un missionnaire chargé par le gouvernement du Brésil de visiter les établissements de l'intérieur.

« Le pire de tous les maux pour les Indiens est la présence parmi eux d'hommes qui se disent civilisés et qui ne sont que vicieux et corrompus. Les commerçants fraudent sur le poids, la mesure, la quantité, vendent pour intactes des marchandises entamées; ils profitent de l'ignorance et de la bonne foi des Indiens pour les duper; ils exploitent leur penchant à l'ivresse pour faciliter la prostitution ; ils sèment des intrigues dans ces populations paisibles, et si les Indiens poussés à bout ne commettent pas de nombreux assassinats, c'est que leur caractère pacifique les détourne d'user de représailles.

» Témoin oculaire, je puis affirmer que la population du plus petit village, dans les temps passés, était plus forte que celle du village le plus peuplé aujourd'hui. La *comarca* du Rio-Negro, qui, il y a vingt ans, comptait plus de 16,000 habitants, en a moins de 12,000 à présent; il en est ainsi du reste de la province : les Indiens s'éloignent ; non-seulement on perd en eux des bras utiles, mais on se

(1) Voici les prix qu'on payait ces produits en mai 1843. — Le coton (l'arrobe de trente-deux livres) se demandait à 10 francs; le riz à 4 fr., la gomme élastique en bouteilles, par arrobe, valait 15 fr. ; les souliers en gomme, par paire, de 60 à 75 cent. ; le cacao, par arrobe, 6 fr. 50 cent. ; la salsepareille, par arrobe, 30 fr.; trente-six litres d'huile de copahu se payaient 22 fr. ; l'arrobe de roucou, 11 fr. ; de clou de girofle, 12 fr. ; de tabac d'Irutuia, 30 fr. — Le miel de canne, la colle de poisson, le café, les cuirs secs et tannés, la copahyba, la résine, une espèce d'amande connue sous le nom de châtaignes du Para, forment, avec les bois de construction, les autres produits notables de la province.

crée des ennemis, quand il eût été si facile, en ménageant ces peuplades, d'obtenir toutes les richesses de leurs forêts.

» Les jésuites exerçaient sur les Indiens une autorité souvent excessive, mais ils avaient su conserver la confiance des indigènes : ceux-ci ne s'éloignaient ni de leurs familles, ni de leurs villages. On les distribuait par couples mariés pour des services particuliers qui se prolongeaient deux ou trois mois ; le temps du service, une fois fixé, ne dépassait pas le terme convenu. Aujourd'hui les Indiens sont arrachés à leurs foyers ; s'il se trouve parmi eux un homme robuste et actif, tant pis pour lui ! jamais on ne le relâchera ; la fuite seule peut le réunir à sa famille. Aussi est-il impossible désormais de se confier aux Indiens.

» D'après ce que je vois pratiquer par les commandants militaires, je regarderais comme un miracle que même les Indiens civilisés ne rentrassent pas dans leurs forêts ; quant à ceux qui ne sont réunis en villages que depuis quelques années, il est impossible de les retenir.

» J'ai appris que dans le Rio-Solimoens se commettaient encore d'infâmes abus ; on surprend, on attaque les *malocas* des Indiens, on saisit les habitants, on les met à la chaîne, et on les transporte ensuite sur des embarcations pour les vendre. Les Indiens forment une marchandise de commerce, on est allé même jusqu'à s'en servir pour payer des dettes. Dans les attaques dirigées contre les peuplades, il y a eu des morts et des blessés; quelques tribus se sont enfoncées dans les forêts sans qu'on puisse les retrouver. Ces persécutions barbares favorisent les démarches des missionnaires anglais du Rio-Branco et de Démerari, qui n'ont pas de peine à séduire les Indiens avec lesquels ils communiquent par le Rio-Japura.

» Les chefs militaires et civils refusent de supprimer l'horrible trafic des Indiens, dont ils sont les premiers à profiter. Je le répète, non-seulement ce trafic s'est pratiqué ouvertement jusqu'ici. mais on en est venu à poursuivre et à surprendre les Indiens dans leurs propres habitations ; on les met ensuite à la chaîne pour qu'ils ne s'évadent pas, et on les vend de 16 à 20,000 reis chacun (48 à 60 fr.) à des particuliers qui ne se font aucun scrupule de les acheter : seulement on colore cette vente du titre de rançon! »

Le rapport dont nous venons de citer quelques extraits a été remis au président de la province du Para. Ce document jette une triste lumière sur la civilisation du Brésil. En présence de ces faits déplorables, j'ai regretté vivement que l'Amazone ne fût pas restée la frontière de notre colonie de la Guyane. Une fois maîtres d'une embouchure de ce fleuve, dont les nombreux affluents établissent une communication avec le centre de l'Amérique, il nous eût été possible de rendre à la culture toutes ces terres improductives aujourd'hui. Au lieu d'organiser, d'encourager un odieux trafic, nous aurions cherché à exercer parmi les Indiens une influence bienfaisante. Un premier pas avait été fait; les troupes françaises avaient occupé Mapa. Les réclamations de l'Angleterre, qui dans cette question s'unissait au Brésil pour s'opposer à l'extension des limites de notre Guyane, ont déterminé notre gouvernement à donner l'ordre de retirer nos troupes. Quelques mois auparavant, un capitaine anglais, examinant les travaux du fort de Mapa, avait dit à nos officiers : « Ne vous donnez pas tant de peine, avant six mois ce fort sera évacué. » Il est triste d'avoir réalisé cette prédiction. Nous espérons encore que la question des limites de la Guyane n'est pas résolue. Rétablir ces limites telles que les traités les ont déterminées sous l'empire, placer notre frontière sur la rive gauche de l'Amazone, tel doit être l'objet des réclamations constantes de la France.

Ce n'est pas le vain désir d'un agrandissement de territoire qui doit nous animer, c'est le sentiment de remplir une mission bienfaisante, la volonté d'exercer une action salutaire dans un pays plus digne peut-être de notre ambition que les lointains îlots de l'Océan Pacifique. L'exemple d'une colonie florissante, où règneraient l'ordre et la paix, ne tarderait pas à éveiller l'attention des Brésiliens sur leurs vrais intérêts. Ils ne comprendraient pas de beaux préceptes de morale; mais le bien-être matériel d'une population voisine leur enseignerait à coup sûr le respect de la justice et des lois.

En ce moment, les Brésiliens s'obstinent dans un triste aveuglement, l'évidence des faits pourra seule les convaincre. Animées d'un sentiment de jalousie contre des nations dont elles ne peuvent contester la supériorité, les autorités de l'empire témoignent une malveillance hostile contre tous les Européens chargés d'une mission politique ou commerciale, et qui doivent transmettre à leur gouvernement des rapports sur l'état du pays. Un agent français a été désigné pour Santarem, le président de la province a refusé jusqu'à ce jour de lui donner l'*exequatur*. Nous avons déjà parlé de *la Boulonnaise* et de sa mission toute scientifique; cette mission consiste à dresser une carte de l'Amazone, carte qu'aucun officier ou ingénieur brésilien n'est en état de lever. Notre baleinière a reçu l'ordre de ne pas remonter le Toccantins au delà de Sainte-Marie. Les canons du fort devaient tirer sur ce bâtiment, si la limite était dépassée; le commandant de *la Boulonnaise,* M. de Montravel, a dû s'embarquer avec quelques matelots pour remonter le fleuve dans un canot du pays, et exécuter ainsi le sondage jusqu'à Santarem.

Cependant l'Angleterre s'agrandit, elle a su profiter du mécontentement qu'excitent parmi les Indiens les mesures barbares tolérées par le gouvernement du Brésil. Les Anglais sont déjà parvenus sur les bords du Rio-Negro ; bientôt les limites de leurs possessions s'étendront jusqu'à l'Amazone. Une commission avait été nommée pour la délimitation des frontières du Brésil et de l'Angleterre ; cette commission ne s'est pas encore réunie. Depuis plus d'un an, un Allemand désigné par le gouvernement brésilien pour prendre part aux délibérations des commissaires attend au Para un ordre de convocation. L'Angleterre temporise, elle ne veut rien terminer. Ces longs retards ne sont pas perdus pour ses agents; ils envoient dans les tribus indiennes des marchandises qu'on livre à vil prix : j'ai vu des foulards anglais, apportés de quatre et cinq cents lieues dans l'intérieur, qui coûtaient moins cher que les moindres étoffes importées directement au Para. Ces relations commerciales, établies et facilitées par le bon marché, ouvrent à la puissance anglaise une voie qu'elle saura plus tard élargir. Deux officiers de la marine britannique se sont rendus récemment du Pérou dans l'Amazone. Le récit de ces deux voyageurs a été publié. Le lieutenant Smyth a consacré plus de huit mois à terminer cette entreprise difficile; le lieutenant Lister, au lieu de partir de Lima pour s'embarquer sur *le Mallaya*, s'est rendu par mer à Truxillo et de là à Balsa-Puerto; il a suivi le cours du Chaciguco et a pu achever son excursion en sept mois. Toutes ces entreprises de l'Angleterre devraient stimuler notre ardeur. La colonie de Cayenne pourrait devenir le centre de missions qui étendraient dans ces vastes contrées notre influence morale et politique. Le Brésil refuse d'exercer une autorité protectrice sur les malheureux restes de l'ancienne population du pays. Redoutant les Indiens, il tolère toutes les violences exercées contre des tribus inoffensive, il va même jusqu'à autoriser un abominable trafic. Des missions établies sur les limites de la Guyane sauveraient de la destruction cette race infor-

tunée; l'Europe aurait enfin des représentants dignes d'elle sur cette terre, livrée à l'exploitation combinée de la ruse et de la force. Les Indiens, au lieu de retourner à l'état sauvage, au lieu de fuir dans leurs forêts inaccessibles, viendraient sur notre territoire comme dans un asile inviolable, et apprendraient, sous la tutelle de la France, à aimer la civilisation, que des hommes cruels leur font détester.

Telles étaient les réflexions qui m'occupaient pendant mon séjour au Para. Je voyais avec surprise une population qui semblerait appelée à répandre la civilisation parmi les Indiens contribuer par ses violences aveugles au retour de l'état sauvage. Le sentiment pénible causé par la maladroite cruauté des autorités de l'empire fut la dernière impression que je reçus au Brésil. Après un mois de séjour au Para, je m'embarquai sur la goëlette *la Jeune Adèle*, qui devait me ramener à Cayenne.

V. — RAPPORTS DU BRÉSIL AVEC L'EUROPE. — DIFFICULTÉS INTÉRIEURES. — CONCLUSION.

J'eus tout le loisir, pendant la traversée, de résumer les jugements que j'avais formés sur le Brésil, et j'arrivai à une triste conclusion : c'est que les difficultés contre lesquelles se débat aujourd'hui l'empire tendent à se compliquer de plus en plus. Parmi ces difficultés, une des plus importantes est la question des limites, qui éternise l'irritation et les intrigues sur les frontières de ce vaste pays. L'origine des différends élevés à ce sujet entre le Brésil et les puissances européennes remonte à l'origine même de l'empire. L'Espagne, la France et l'Angleterre ont eu tour à tour à soutenir avec le Brésil des discussions épineuses, et deux de ces puissances ne peuvent pas regarder encore ces discussions comme terminées.

En 1493, une bulle du pape Alexandre VI traçait une ligne de démarcation imaginaire entre les possessions espagnoles et portugaises; ainsi fut formé le territoire brésilien. La bulle d'Alexandre VI accordait au Portugal toutes les terres situées à cent lieues à l'ouest des îles Canaries. Plus tard, cette ligne de démarcation fut reportée à deux cent soixante-dix lieues des mêmes îles. L'Espagne refusa de reconnaître l'autorité du pape; les discussions entre les deux puissances qui se disputaient la souveraineté du nouveau continent se prolongèrent jusqu'en 1754. A cette époque, on tomba d'accord que le confluent du Jaura et du Paraguay serait la limite occidentale du Brésil. Ainsi furent terminés les démêlés avec l'Espagne.

On ne put donner une solution également satisfaisante aux différends avec la France. En 1713, le traité d'Utrecht avait fixé la limite entre le Brésil et les possessions françaises. La rivière nommée le Rio-Oyapock, ou Vincent-Pinson, devait séparer la Guyane française du territoire occupé par les Portugais; mais, par une mauvaise foi inqualifiable, le Portugal soutint plus tard que les limites de ses possessions s'étendaient jusqu'à une autre rivière qu'il lui plaisait de nommer aussi Vincent-Pinson. Lors des traités de 1815, la justice des prétentions de la France fut reconnue par toutes les puissances; pourtant la question ne fut pas

résolue. Plus récemment, le Brésil contesta de nouveau à la France le droit d'étendre ses limites jusqu'à l'Oyapock. Nous avons parlé de l'évacuation de Mapa; c'est une satisfaction accordée aux exigences du Brésil appuyé par l'Angleterre. En vain le conseil colonial de Cayenne a protesté contre la décision du gouvernement en refusant d'allouer les frais d'évacuation ; on n'a pas tenu compte de cette manifestation significative, et le Brésil s'est vu encouragé ainsi dans ses injustes prétentions.

Ce n'est pas seulement la France et l'Espagne que le Brésil rencontre aux extrémités de son territoire, c'est l'Angleterre. Les limites entre les possessions anglaises et l'empire n'ont pas encore été fixées. L'Angleterre montre vis-à-vis du Brésil la prudence et l'habileté qui la distinguent en toute occasion ; elle ne se presse pas, nous l'avons dit, de faire déterminer la ligne qui doit séparer ses établissements du territoire brésilien ; elle se contente d'avancer sans bruit dans l'intérieur. Le temps n'est pas venu pour elle de se montrer impérieuse et menaçante. Une fois maîtresse d'une des rives du Haut-Amazone, elle exigera du gouvernement brésilien qu'on lui laisse remonter le cours du fleuve. Ce gouvernement voit les peuplades indiennes échapper à son influence; tôt ou tard, que ce soit l'Angleterre ou la France qui prennent l'initiative, le cours intérieur de l'Amazone sera ouvert à une navigation régulière. Un territoire immense et des populations opprimées ne peuvent être longtemps tenus à l'écart du mouvement commercial et civilisateur de l'Europe.

Après les différends avec les grandes puissances viennent les querelles avec les petits états. En 1828, l'établissement de la république de l'Uruguay reporta vers le nord la frontière du Brésil et lui fit perdre sa limite du Rio de la Plata. Depuis 1835, la province de Rio-Grande, qui touche à la république de l'Uruguay, est en lutte contre le Brésil. Sans la guerre civile qui a éclaté entre Buenos-Ayres et Montevideo, le Brésil eût depuis longtemps été forcé de renoncer à cette province, qu'on doit considérer en fait comme séparée de l'empire. Une autre province, celle de San-Paolo, tend à se détacher du Brésil et s'en séparera d'ici à quelques années. La cause qui arrache à l'empire ces deux provinces est l'incompatibilité de caractère et de tendances qui existe entre les hommes d'origine espagnole, les *gauchos* de Montevideo et de Rio-Grande, et les peuples abâtardis de race portugaise. L'indépendance de Montevideo a été une victoire de ce sentiment de supériorité innée et réelle qui porte la race espagnole à secouer la domination des Portugais, trop faibles pour maintenir leur autorité compromise. Les *gauchos* de Rio-Grande ont reconnu des frères dans les Espagnols de Montevideo, ils ont fait cause commune avec eux : San-Paolo suivra cet exemple. Le Brésil ne pourra rien retenir ni rien empêcher.

Si des affaires extérieures nous passons aux questions intérieures, nous ne rencontrerons encore qu'obstacles et dangers. Nous avons déjà indiqué la plupart de ces difficultés, la stagnation du commerce, les révoltes toujours renaissantes, l'impuissance des autorités, la vénalité de la justice, l'ambition farouche de la race noire, l'attitude hostile des tribus indiennes, enfin (et c'est là surtout ce qui doit alarmer les hommes politiques du Brésil) l'état moral des habitants. Il ne faut pas trop s'étonner des tristes tableaux qu'offre la civilisation brésilienne. Les mœurs de la population s'expliquent par son passé. Dans l'origine, les Portugais n'attachèrent qu'une importance secondaire à la possession du Brésil; on ne pensait alors qu'à s'établir aux Indes orientales, et on eut grand'peine à recruter des émi-

grants pour le Brésil. Il fallut y envoyer les proscrits, les victimes échappées aux *auto-da-fé*, les femmes de mauvaise vie. Ainsi se forma une population ignorante et cruelle, livrée à l'indolence et dominée par les mauvaises passions. La première cause de faiblesse et de ruine pour le Brésil fut l'insouciance coupable des rois de Portugal. Tandis que l'Espagne imprimait une forte direction à ses colonies, le Portugal laissait les vice-rois gouverner à leur guise, et ceux-ci exploitaient le pays dans leurs propres intérêts. Tout porte au Brésil la trace de l'avarice et de l'ignorance de ces souverains indignes de leur noble mission. Nulle part on ne trouve ces somptueux édifices d'utilité publique qui ont marqué la domination espagnole : l'aqueduc de Rio-Janeiro est le seul monument qui conserve le souvenir des anciens possesseurs du pays. Il y eut pour la colonie des temps d'opulence, mais c'est le Portugal qui en profita seul ; le Brésil n'était pour lui qu'une vaste exploitation d'or et de diamants. On veillait avec un soin jaloux sur les richesses de la terre, et on laissait sans direction, sans frein moral, une population énervée ; ne fallait il pas la tenir en enfance pour la ruiner plus librement? Aussi les étrangers étaient-ils repoussés avec une rigueur impitoyable ; on redoutait leur influence, on voulait éviter le partage, on craignait surtout une révolte qui n'eût pas manqué d'éclater dans une société ouverte au luxe et à la civilisation de l'Europe. On ne put réussir complétement sans doute, le jour de l'affranchissement devait venir, et il vint ; malheureusement il était trop tard, l'égoïsme des Portugais avait porté ses fruits. La conséquence naturelle de l'émancipation devait être une révolution morale qui se fait encore attendre. Affaiblie par un long esclavage, la population semble impuissante à supporter un nouveau régime.

La forme actuelle du gouvernement entrave peut être plutôt qu'elle ne sert le développement moral et intellectuel de la nation. On ne saurait préparer avec trop de soin, dans un pays longtemps soumis au pouvoir absolu, le passage difficile du despotisme à la liberté. La mise en mouvement des rouages d'un gouvernement constitutionnel exige une sagesse, une prudence extrêmes dans ceux qui dirigent les affaires comme dans ceux qui représentent la nation. Cette sagesse, cette prudence, on ne les rencontre guère que dans les sociétés vieillies sous l'influence féconde et bienfaisante de la civilisation. Pouvait-on les demander aux Brésiliens? Pouvait-on espérer que des hommes qui savent à peine obtenir de leurs habitations des revenus suffisants, seraient aptes à traiter les grandes affaires, à discuter les questions politiques? Rien n'eût été perdu encore si ces hommes grossiers et ignorants eussent pu accepter le contrôle et la direction des esprits supérieurs ; mais tout député brésilien se croit un homme d'état, tout fermier qui a lu un journal tient avec un entêtement ridicule à ses opinions. Pour se soutenir, le ministère doit ménager toutes les susceptibilités, toutes les ambitions, même les plus folles ; sinon, il fera des mécontents, les députés se transformeront en chefs de rebelles, ils quitteront la métropole pour aller soulever leur province. Au milieu de tels obstacles, la saine pratique du système constitutionnel devient impossible.

Le gouvernement lui même semble reconnaître que les institutions actuelles ne suffisent pas à tirer le Brésil de l'état d'anarchie et de langueur où il se débat. Quelques passages du discours prononcé par le ministre de l'intérieur à l'ouverture du congrès, en 1843, m'ont paru remarquables. La situation du pays est exposée par le ministre avec une sincérité qui doit nous surprendre. « Une ambition effrénée, des passions haineuses, dit-il, et le désir de développer outre mesure l'élément démocratique de notre constitution, ont motivé toutes les révoltes

qui depuis 1831 ont coûté tant de sacrifices d'argent à l'empire. La force seule a pu faire rentrer dans l'ordre les provinces rebelles. En 1842, la loi qui introduisait quelques modifications dans le code de procédure, et la création d'un conseil d'état, ont servi de prétexte à des rébellions qui, sans cesse réprimées, se renouvellent toujours, grâce à l'impunité assurée aux perturbateurs de la paix publique. L'assemblée législative de San-Paolo a envoyé au souverain un message confié à trois de ses membres, message par lequel elle exigeait de l'empereur la suspension des lois nouvelles. Sur le refus d'optempérer à de semblables menaces, San-Paolo, Minas-Geraes, s'insurgèrent contre le gouvernement; des hommes armés vinrent troubler la tranquillité publique dans les provinces de Fernambouc, Céara et Maragnan. Les troubles qui, avant et depuis 1831, ont éclaté dans la capitale, dans les provinces d'Alogoas, Fernambouc, Para, Rio-Grande, à Matto-Grosso, à Bahia, et dernièrement encore à San-Paolo et Minas-Geraes, prouvent que notre système libéral nous mène à l'anarchie. »

Le ministre des finances ne s'exprime pas moins explicitement dans son rapport présenté, vers le même temps, à l'assemblée générale : « Quelles que soient, dit-il, les réductions que vous adoptiez pour les dépenses générales, il est impossible que les recettes actuelles, à moins d'une modification dans les impôts, d'une augmentation dans les produits, suffisent aux charges du gouvernement. L'emploi de palliatifs, en atténuant le mal pour quelques moments, ne fera que provoquer une réaction dangereuse. Si nous comparons les recettes ordinaires de l'empire en 1820 avec celles de l'année courante, nous ne pouvons contester qu'il n'y ait une diminution amenée par l'emploi du papier-monnaie, dont la valeur varie à chaque instant. Les causes qui ont amené une diminution dans les recettes publiques n'ont pas cessé d'exister, et acquièrent chaque jour plus de gravité. Une augmentation de dix pour cent sur toutes les marchandises importées est le seul remède que nous puissions regarder comme efficace. En moins de dix ans, les révoltes des différentes provinces ont causé un surcroît de dépenses de 90 millions de francs, et l'état se trouve encore chargé du paiement des pensions dues aux familles des militaires blessés ou tués dans les rencontres avec les factieux. »

Il n'y a rien à ajouter à de pareils aveux. Les hommes qui posent si nettement les questions sauront-ils les résoudre? Préviendra-t-on la banqueroute imminente qui amènerait sans nul doute la dissolution de l'empire? Retiendra-t-on les provinces qui veulent s'isoler de Rio-Janeiro pour proclamer une république fédérative? Surmontera t-on les obstacles créés par l'inertie des habitants, l'orgueilleuse incapacité des fonctionnaires? Éclairera-t-on sur leurs vrais intérêts ces agitateurs ignorants qui égarent par leurs déclamations contre l'Europe les assemblées provinciales et le peuple tout entier? Leur persuadera-t-on que ce n'est pas en faisant la guerre à l'Europe, en chassant les étrangers et en fermant ses ports, que le Brésil retrouvera son opulence? Que d'embarras à vaincre! que d'obstacles à combattre! que de préjugés à dissiper! Un gouvernement fort, appuyé sur quelques hommes énergiques et intelligents, se tirerait peut-être d'une situation si périlleuse; mais jusqu'à ce jour il a manqué aux affaires du Brésil une direction puissante, et il faudrait un changement complet dans l'allure du gouvernement pour nous rassurer sur les destinées de l'empire. Nous souhaitons que ce changement s'accomplisse. Il y a là plus qu'une question d'existence et de salut pour le Brésil, il y a aussi une question d'intérêt général. L'Europe doit souffrir de voir un grand pays repousser son influence, entraver son commerce. Si des ressources

précieuses, aujourd'hui perdues, se trouvent exploitées, si des relations commerciales avantageuses à tous les peuples s'établissent enfin sur des bases régulières, le Brésil peut encore reprendre confiance dans l'avenir. Le commerce européen n'apportera pas seulement avec lui la prospérité matérielle, il servira la cause de l'ordre, favorisera la réforme des mœurs, et ramènera une population égarée dans les voies de la civilisation, d'où elle s'écarte de plus en plus.

L. de Chavagnes.

POÈTES

MODERNES

DE L'ITALIE.

—

III.

LEOPARDI.

Le nom seul de Leopardi est connu en France; ses œuvres elles-mêmes le sont très-peu, tellement qu'aucune idée précise ne s'attache à ce nom résonnant et si bien frappé pour la gloire. Quelques-uns de nos poëtes qui ont voyagé en Italie ont rapporté comme un vague écho de sa célébrité :

Leopardi dont l'âme est comme un encensoir,

lisions-nous, l'autre jour, dans l'album poétique d'un spirituel voyageur. De telles notions sont loin de suffire. M. Alfred de Musset, il y a deux ans, publiant en cette *Revue* (1) quelques-uns de ces vers aimables que lui dicte la fantaisie en ses meilleurs jours, a parlé de Leopardi plus en détail, bien qu'à l'improviste et avec une sorte de brusquerie faite d'abord pour étonner. Le poëte, se fâchant contre les versificateurs et rimeurs qui délaient leur pensée, s'écriait :

(1) 15 janvier 1843. C'est dans la pièce intitulée : *Après une lecture*. On peut se demander après quelle lecture ont été écrits ces vers. Serait-ce après une lecture de Leopardi ? Le début de la pièce ne l'indiquerait guère, quoique la fin semble le faire soupçonner.

Non, je ne connais pas de métier plus honteux,
Plus sot, plus dégradant pour la pensée humaine
Que de se mettre ainsi la cervelle à la gêne,
Pour écrire trois mots quand il n'en faut que deux,
Traiter son propre cœur comme un chien qu'on enchaîne,
Et fausser jusqu'aux pleurs que l'on a dans les yeux.

O toi qu'appelle encor ta patrie abaissée,
Dans ta tombe précoce à peine refroidi,
Sombre amant de la Mort, pauvre Leopardi,
Si, pour faire une phrase un peu mieux cadencée,
Il t'eût jamais fallu toucher à ta pensée,
Qu'aurait-il répondu, ton cœur simple et hardi?

Telle fut la vigueur de ton sobre génie,
Tel fut ton chaste amour pour l'âpre vérité,
Qu'au milieu des langueurs du parler d'Ausonie,
Tu dédaignas la rime et sa molle harmonie,
Pour ne laisser vibrer sur ton luth irrité
Que l'accent du malheur et de la liberté.

De tels traits, à coup sûr, sont caractéristiques du noble talent que le poëte français invoque ici en témoignage. Pourtant, si l'on a trouvé singulier que Boileau, s'adressant à Molière, lui dise tout d'abord par manière d'éloge :

Enseigne-moi, Molière, où tu trouves la rime,

il peut sembler également assez particulier que le premier éloge accordé ici à Leopardi soit de s'être passé de la rime, ce qui est possible en italien, mais à de tout autres conditions qu'en français, et ce qui d'ailleurs ne paraît point absolument vrai du savant poëte dont il s'agit. Dans tous les cas, il y a sur Leopardi, comme sur Molière, bien d'autres caractères distinctifs qui frappent à première vue.

Trop étranger que je suis habituellement à l'étude approfondie des littératures étrangères, persuadé d'ailleurs que la critique littéraire n'a toute sa valeur et son originalité que lorsqu'elle s'applique à des sujets dont on possède de près et de longue main le fonds, les alentours et toutes les circonstances, il semble que je n'aie aucun titre spécial pour venir parler ici de Leopardi, et je m'en abstiendrais en effet si le hasard ou plutôt la bienveillance ne m'avait fait arriver entre les mains des pièces manuscrites, tout à fait intéressantes et décisives, sur l'homme éminent dont il s'agit, et ne m'avait encouragé à une excursion inaccoutumée, pour laquelle je vais redoubler d'attention en même temps que je réclame toute indulgence.

Le comte Jacques Leopardi naquit le 29 juin 1798, à Recanati dans la marche d'Ancône; fils aîné du comte Monaldo Leopardi et de la marquise Adélaïde Antici, des plus nobles familles du pays, il reçut une éducation soignée sous les yeux de son père. Un prêtre de l'endroit, l'abbé Sanchini, lui enseigna les premiers éléments du latin; quant au grec, l'apprenant dès l'âge de huit ans dans la grammaire dite *de Padoue,* l'enfant jugea cette grammaire insuffisante, et, décidé à s'en passer, il se mit à aborder directement les textes qu'il trouvait dans la bibliothèque de son père; il lut ainsi sans maître, et bientôt avec une surprenante facilité, les

auteurs ecclésiastiques, les saints Pères, tout ce que lui fournissait en ce genre cette très-riche bibliothèque domestique; le premier débrouillement fait, il lut méthodiquement, par ordre chronologique, plume en main, et, de même que, chez Pascal avec qui on l'a comparé, le génie mathématique éclata comme par miracle, ainsi le génie philologique se fit jour merveilleusement chez le jeune Leopardi; il devint un véritable érudit à l'âge où les autres en sont encore à répéter sur les bancs la dictée du maître.

On a souvent remarqué cette alliance, au premier abord singulière, du génie poétique et du génie philologique; mais ici elle a cela de plus particulier encore que le poëte énergique et brûlant qui va nous apparaître ne finit point par la philologie, ne s'y retira point après son premier feu jeté, mais qu'il débuta par là, et que, si ses souffrances précoces ne l'avaient impérieusement détourné des études suivies, c'est de ce côté sans doute qu'il aurait, avant tout, frayé sa voie et poussé sa veine patiente.

J'ai sous les yeux tous les manuscrits de Leopardi qui datent de cette époque, manuscrits confiés par lui-même à M. de Sinner, si capable d'en bien juger, et qui en a publié des extraits (1). En tête d'un cahier contenant le texte correct de la *Vie de Plotin,* par Porphyre, avec traduction latine et commentaire, on lit cette attestation de la main du père de Leopardi :

« Oggi 31 agosto 1814, questo suo lavoro mi donò Giacomo mio primogenito figlio, che non ha avuto maestro di lingua greca, ed è in età di anni 16, mesi due, giorni due.

» MONALDO LEOPARDI. »

Un juge compétent à qui ce travail manuscrit a été communiqué, Creuzer, dans le 3ᵉ volume de son Plotin, en a tiré le sujet de plusieurs pages de ses *addenda.* Lui qui a travaillé toute sa vie sur Plotin. il trouve quelque chose d'utile dans l'ouvrage d'un jeune homme de seize ans.

Les travaux philologiques et les excursions érudites de Leopardi, vers cette époque de son adolescence et de sa première jeunesse, feraient une longue et trop sèche énumération, si on la voulait complète; singulier prélude, ouverture bien austère, à la destinée toute poétique qui suivra. Nous trouvons, en 1814, des commentaires de lui *sur la vie et les écrits de quelques rhéteurs du second siècle,* tels que Dion Chrysostôme, OElius Aristide, Hermogène et Fronton. M. Mai n'avait pas encore publié les lettres exhumées de Fronton à Marc-Aurèle. Elles parurent à Milan en 1815; l'année suivante, Leopardi les traduisait. Le docte éditeur lut plus tard le travail manuscrit de Leopardi et en tint compte dans l'édition de Rome. Le même savant prélat tint compte aussi pour son Denys d'Halicarnasse d'une lettre critique à ce sujet, que Leopardi adressa en 1817 à son ami Giordani. Un *Essai sur les erreurs populaires des Anciens* (Saggio sopra gli errori popolari degli Antichi), composé par Leopardi dans l'espace de deux mois, au commencement de 1815, nous présente déjà les résultats d'un esprit bien ferme, mais contenu encore dans les limites d'une foi sincère. Le jeune érudit, sans se perdre dans de vagues considérations, et tout en se laissant guider d'une pensée jusqu'à un certain point

(1) Sous ce titre : *Excerpta ex schedis criticis Jacobi Leopardii comitis,* dans le *Rheinisches Museum* ; Bonn, 1834.

philosophique, expose et démêle, moyennant des textes précis qui témoignent d'une immense lecture, les divers préjugés des anciens sur les dieux, les oracles, la magie, les songes, etc., etc. Un seul chapitre, celui des *Pygmées*, a été imprimé par M. Berger de Xivrey (1). Le jeune auteur, en concluant, adressait à la religion une espèce d'hymne, une vraie prière d'action de grâces, et ceci fait trop de contraste à ce que nous verrons plus tard pour ne pas être ici relevé :

« Religion très-aimable, s'écriait-il, il est doux pourtant de pouvoir terminer en parlant de toi un travail qui a été entrepris en vue de faire quelque bien à ceux qui recueillent tes bienfaits de chaque jour ; il est doux de pouvoir, d'une âme ferme et assurée, conclure qu'il n'est point vraiment philosophe celui qui ne te suit ni ne te respecte, et que te respecter et te suivre, c'est être par là même assez philosophe. J'ose dire aussi qu'il n'a point un cœur, qu'il ne sent point les doux frémissements d'un amour parfait, qu'il ne connaît point les extases dans lesquelles jette une méditation ravissante, celui qui ne sait point t'aimer avec transport, qui ne se sent point entraîner vers l'objet ineffable du culte que tu nous enseignes... Tu vivras toujours, et l'erreur ne vivra jamais avec toi. Lorsqu'elle nous assaillira, lorsque essayant de couvrir nos yeux d'une main ténébreuse, elle menacera de nous entraîner dans les abîmes entr'ouverts sous nos pieds par l'ignorance, nous nous tournerons vers toi et nous trouverons la vérité sous ton manteau. L'erreur fuira comme le loup de la montagne poursuivi par le pasteur, et ta main nous conduira au salut. »

Il y loin de ces très-jeunes élans aux réflexions amères et inexorables qui ont fait de Leopardi un des plus éloquents poëtes du désespoir ; il fut quelques années encore avant d'en venir à cette transformation, à cette conversion profonde et définitive de tout son être, à travers laquelle ses croyances en périssant toutes, il faut le dire, ne montrèrent pourtant que plus à nu sa nature généreuse. Dans une note manuscrite de lui que j'ai sous les yeux, et qui a pour titre *Supplemento generale a tutte le mie carte*, je lis une dernière indication relative à un projet d'hymnes chrétiennes : le simple canevas respire encore les mêmes sentiments de piété affectueuse qu'exprimait la conclusion précédente (2). Ce papier doit être

(1) Dans l'ouvrage intitulé : *Traditions tératologiques* (page 102). — Dans la seconde édition de sa *Batrachomyomachie* (1837), M. Berger de Xivrey a aussi inséré et traduit une dissertation de Leopardi sur ce poëme, laquelle avait paru dans *lo Spettatore* de Milan en 1816.

(2) Ce texte est trop imprévu dans la biographie qui nous occupe pour devoir être passé sous silence ; on en comprendra tout l'intérêt et le contraste en avançant dans le récit de cette destinée, si absolument dénuée de croyance consolante. Leopardi a fait route au rebours des Manzoni et des Pellico Respectons, sans les juger, toute conviction sincère et courageuse, tout martyre noblement subi. Mais voici les pensées de ses jeunes ans :

« Al progetto degl' inni cristiani.

» Per l' inno al Redentore : Tu sapevi già tutto ab eterno, ma permetti alla imaginazione umana che noi ti consideriamo come più intimo testimonio delle nostre miserie. Tu hai provata questa vita nostra, tu ne hai assaporato il nulla, tu hai sentito il dolore e l' infelicità dell' esser nostro, etc Pietà di tanti affanni, pietà di questa povera creatura tua, pietà dell' uomo infelicissimo, di quello che hai redento, pietà del gener tuo, poichè hai voluto aver comune la stirpe con noi, esser uomo ancor tu....... (Et après quelques autres projets d'hymnes *aux apôtres, aux solitaires*, il revient d'une manière touchante.) Per l' inno

d'une date peu postérieure à 1819. On ne saurait se tromper en reportant la grande conversion philosophique de Leopardi entre les années 1820-1823.

Jusqu'ici donc, nous n'avons affaire qu'à un jeune homme précoce, qui, confiné dans sa ville natale et du fond du nid paternel, dévore, jour et nuit, les livres anciens, ne s'effraie d'aucune étude épineuse, s'attache, par choix, à défricher les portions les plus ingrates, ce semble, du champ de l'érudition et de la critique, recueille les fragments des Pères grecs du second siècle ou des historiens ecclésiastiques antérieurs à Eusèbe, rassemble, commente en six mois (1815) les débris, les œuvres authentiques ou supposées de Jules Africain, et semble préluder en ces sillons pénibles avec la vocation opiniâtre d'un Villoison ou d'un Tillemont. Il serait trop extraordinaire pourtant que celui dont on admirera tout à l'heure le génie mâle et la pureté sévère n'eût pris d'abord l'antiquité que par ce côté des rhéteurs, des sophistes ou même des écrivains ecclésiastiques, et qu'il eût négligé précisément les chefs-d'œuvre de grandeur et de grâce qu'elle nous a légués. C'est que Leopardi, en effet, ne les négligeait pas; son ardeur studieuse suffisait à tout, et dans les essais de sa jeunesse, dans ceux particulièrement qui marquent sa collaboration au *Spectateur* (1) de Milan durant les années 1816-1817, on trouverait bon nombre de morceaux de lui qui préparent et dénoncent le poëte. Il ne se contente pas de disserter sur la *Batrachomyomachie,* il la traduit en vers, en sizains coulants et faciles, comme aussi il fera pour le *Moretum* de Virgile. Il ne se borne pas à éclaircir en critique les circonstances peu connues de la vie de Moschus, il aspire à en *vulgariser* les charmantes idylles en *sciolti* plus ou moins fidèles, premier coup d'essai, que bientôt son goût plus mûr répudiera. L'*Odyssée* le tente; pour être plus à l'aise en son entreprise, il n'a pas lu les deux premiers chants publiés à cette date par Pindemonte, et il marche seul et ferme en présence de son modèle, s'appliquant à en reproduire et presque à en calquer les traits de couleur et de caractère. En tête d'un fragment traduit de la *Théogonie* d'Hésiode (la bataille des Dieux et des Titans) il se livre à des réflexions approfondies et vives sur le mérite propre de cette poésie d'Hésiode, surtout dans *les Travaux et les Jours;* il la met presque au-dessus de celle d'Homère pour une certaine sincérité et ingénuité incomparable (*schiettezza*), il incline fort à la croire du moins supérieure en âge, et à ce propos il s'étend sur les conditions diverses qu'exige la traduction des poëtes anciens. Ici se déclare le studieux et passionné disciple, dont toute l'émulation va d'abord à les adorer. Il s'estimerait à jamais heureux de s'enchaîner comme traducteur à quelque illustre classique des premiers âges : « Qui ne sait, s'écrie-t-il, que Caro vivra autant que Virgile, Monti autant qu'Homère, Bellotti autant que Sophocle? Oh! la belle destinée, de ne pouvoir plus mourir sinon avec un immortel! » Des jugements très-particuliers sur les divers traducteurs italiens les plus admirés montrent à quel point ces questions de style l'occupaient, et combien il travaillait déjà à tremper le sien. Il insiste surtout (avec toutes sortes de précautions et de révérentes excuses) sur ce qu'Annibal Caro, en donnant à sa

al Creatore o al Redentore : Ora vo da speme a speme tutto giorno errondo e mi scordo di te, benchè sempre deluso, etc. Tempo verrà ch' io, non restandomi altra luce di speranza, altro stato a cui ricorrere, porrò tutta la mia speranza nella morte : e allora ricorrerò a te, etc. Abbi allora misericordia, etc. » Et il finit en quelques lignes par un projet d'hymne *à Marie*.

(1) *Lo Spettatore,* revue bi-mensuelle.

traduction de Virgile une couleur de simplicité aimable et de noble familiarité, un certain air dégagé (*scioltezza*) ou, si l'on veut, de *désinvolture*, a légèrement faussé la noblesse de ton et la magnificence habituelle de l'original. Il en vient à conclure que le style de Parini serait plus sincèrement virgilien que celui de Caro. Lui-même, en 1817, il publia un essai de traduction en vers du second livre de l'*Énéide* qu'il admirait entre tous les autres, et qu'il ne lisait jamais sans larmes.

Ce goût philologique qu'il avait développé et aiguisé dans la lecture des anciens, Leopardi le portait aussi dans l'étude et l'usage de sa propre langue; il revenait à Dante et aux vrais maîtres d'avant *la Crusca*. Une petite dissertation sur le participe *reso* (pour *renduto*) et le verbe *sortire* (dans le sens de *uscire*), que la *Gazette de Milan* avait compris en une même condamnation, atteste à quel point il ne laissait passer aucun détail, et combien il se préparait à être un vigilant écrivain. Il conclut d'une quantité d'exemples que, des deux mots proscrits par la *Gazette* puriste, le premier, c'est-à-dire *reso*, est du très-bon italien, tout à fait usité et recommandable, et que le second, *sortire* pour *uscire*, est italien aussi, mais de bas aloi. Quelques années plus tard (1826), Leopardi publiera une traduction d'une ancienne chronique sacrée grecque ou copte (*Martyre des saints Pères du mont Sinaï),* traduction censée faite sur une version latine par quelque bon italien du XIVe siècle (1350), en prose contemporaine de celle de Boccace, et il trompera à première vue les connaisseurs les plus exercés. Le vieil Antonio Cesari, grand expert en fait de *trécentistes,* y fut pris et y donna son approbation. Ainsi, chez nous, Paul-Louis Courier jouait à l'Amyot. C'est par de telles études préparatoires, quand on ne s'y oublie pas, c'est par de tels ingénieux secrets, longuement médités, que les vrais poëtes savent ressaisir, d'un puissant effort, les langues et les styles aux âges de décadence, parviennent à les arrêter au penchant, ou même leur font remonter avec honneur les pentes glorieuses.

En mai 1817, Leopardi se permettait une autre supercherie qui sent davantage son Chatterton ou son Macpherson; il publiait dans *le Spectateur* une traduction en vers d'un prétendu hymne grec *à Neptune,* qu'il donnait comme nouvellement découvert. Le tout était accompagné de notes et de commentaires destinés à jeter une docte poussière aux yeux. Enfin deux odes grecques dans le goût d'Anacréon s'ajoutaient comme provenant du même manuscrit. Leopardi, pour surcroît d'authenticité, produisait le texte de ces deux petites odes (de sa façon), et il s'excusait de ne les point traduire, sur ce qu'on ne traduit pas Anacréon. L'une de ces odes n'offre qu'une des mille variantes de l'Amour enchaîné de roses, l'autre est *à la Lune;* cette dernière a droit de passer pour un fort gracieux pastiche et très-propre à faire illusion.

Pour achever de noter ce qu'il y a de mémorable dans ces préludes de Leopardi avant l'âge de vingt ans, j'indiquerai encore une dissertation de lui *sur la réputation d'Horace chez les anciens* (décembre 1816). Le jeune critique s'autorise d'un passage de Fronton, du silence de Velleius et de quelques autres indices, pour conjecturer qu'Horace, dans le siècle qui suivit le sien et même un peu au delà, était loin d'avoir acquis cette renommée classique incontestée qui ne s'est consolidée que plus tard. Il y aurait eu, du temps de Fronton, un retour aux anciens, aux plus anciens qu'Horace, et celui ci en aurait souffert, comme, par exemple, Boileau, de nos jours, a pu souffrir d'un retour vers Regnier. Horace, en effet, selon Leopardi et selon quelques autres, aurait été en son temps un grand novateur, un artiste aussi habile que peu timoré en fait de langage; il s'était de

plus montré sévère ou dédaigneux pour ses prédécesseurs, pour Plaute, pour Catulle, et dans cette réaction archaïque un peu tardive, dont Fronton était l'un des chefs, on le lui faisait payer.

Cependant, à travers cette diversité de travaux précoces, Leopardi mûrissait au talent, et le poëte original en lui allait éclater. En 1818, c'est-à-dire à vingt ans, il fit imprimer à Rome ses deux premières canzones, l'une *à l'Italie*, l'autre *sur le monument de Dante* qui se préparait à Florence. Une troisième parut à Bologne, en 1820, adressée *à Angelo Mai* au sujet de *la République*, par lui retrouvée, de Cicéron. Le caractère de ces premières pièces et de celles qui suivirent est grandiose, mâle, généreux, et d'une inspiration patriotique aussi élevée que douloureuse. Les deux premières canzones avaient en tête une dédicace à Monti :

« Je vous dédie, seigneur cavalier, ces canzones, parce que ceux qui aujourd'hui plaignent ou exhortent notre patrie ne peuvent que se consoler en pensant que vous, avec un petit nombre d'autres (dont les noms se déclarent assez d'eux-mêmes quand on les passerait sous silence), vous soutenez la gloire dernière de l'Italie, je veux parler de celle qui lui vient des études et particulièrement des lettres et des beaux-arts ; tellement qu'on ne pourra dire encore que l'Italie soit morte. Si ces canzones étaient égales au sujet, je sais bien qu'elles ne manqueraient ni de grandiose ni de véhémence.... »

Elles en sont empreintes en effet : bien que le sujet en semble aujourd'hui un peu usé, roulant sur cette plainte perpétuelle et cette désolation tant renouvelée depuis Dante, et se prenant à cette modeste Italie, à celle même d'Alfieri, de Corinne et de Childe-Harold, et de laquelle Manzoni a dit qu'elle était

Pentita sempre e non cangiata mai,
Repentante toujours et jamais convertie;

malgré cet inconvénient inévitable en telle rencontre, le poëte se sauve ici du lieu-commun par son impression sentie et profonde. Pas un mot inutile n'est accordé à la phrase ou à l'harmonie ; c'est la pensée même qui jaillit dans son cri impétueux :

« O ma patrie, je vois les murs, et les arcs, et les colonnes, et les statues, et les tours désertes de nos aïeux, mais la gloire, je ne la vois pas, je ne vois ni le laurier ni le fer dont étaient chargés nos pères d'autrefois. Maintenant désarmée, tu montres ton front nu et nue ta poitrine. Hélas! que de blessures, quelles plaies livides, que de sang! Oh! dans quel état te vois-je, ô très-belle Dame! Je demande au ciel et au monde : Dites, dites, qui l'a réduite ainsi? Et le pire, c'est qu'elle a les deux bras chargés de chaînes, de telle sorte que, cheveux épars et sans voiles, elle est assise à terre, délaissée et désolée, se cachant la face entre les genoux, et elle pleure. Pleure, car tu en as bien sujet, ô mon Italie, née pour surpasser les nations et dans la bonne fortune et dans la mauvaise.

» Si mes yeux étaient deux sources vives, je ne pourrais assez pleurer pour égaler ton malheur et encore moins ta honte, parce que tu étais maîtresse et que tu n'es plus qu'une pauvre personne. Quel est celui qui, parlant ou écrivant de toi, ne dise au souvenir de ton renom passé : En voilà une qui fut grande et qui ne l'est plus! Pourquoi, pourquoi? Où est la force antique, où sont les armes, la

valeur et la constance? qui t'a pris l'épée à ta ceinture? qui t'a trahie? quelle ruse, ou quel long effort, ou quelle si grande puissance fut capable de t'enlever le manteau et les bandelettes d'or? comment et quand es-tu tombée d'une telle hauteur en si bas lieu? personne ne combat-il pour toi? n'es-tu défendue par aucun des tiens? des armes ici, des armes! moi seul je combattrai, je tomberai seul; et fasse le ciel que pour les cœurs italiens mon sang devienne flamme!

» Où sont tes fils? J'entends le son des armes et des chars, et des voix et des timbales; dans les contrées étrangères tes fils combattent. Attention, Italie! prête l'oreille. Je vois ou crois voir tout un flot de fantassins et de cavaliers, fumée et poussière, et briller les épées comme les éclairs dans la nue. Et tu te tais et tu pleures, et tu n'as pas même la force de tourner ton tremblant regard vers la lutte douteuse! Pour qui donc combat dans ces champs la jeunesse italienne? O dieux, ô dieux! les glaives italiens combattent pour la terre étrangère. O malheureux qui tombe à la guerre, non point pour la défense des rivages paternels, pour la pieuse compagne et les fils chéris, mais frappé de la main d'ennemis qui ne sont pas les siens, pour le compte d'autrui, et qui ne peut dire en mourant : Douce terre natale, la vie que tu m'as donnée, la voici, je te la rends!

Oh! bienheureux et chers et bénis les âges antiques, où les nations couraient par bandes à la mort pour la patrie ; et vous, soyez à jamais honorées et glorieuses, ô gorges de Thessalie, où la Perse tout entière et le destin furent de bien moindre force qu'une poignée d'âmes héroïques et généreuses... »

Et apostrophant ici les rochers, les arbres et la mer, le poëte leur redemande le récit de cette mort invincible, de cette chute triomphante, et il refait hardiment le chant perdu de Simonide.

On l'a déjà remarqué avant nous (1), Leopardi s'est toujours beaucoup préoccupé de Simonide : il ne l'a pas seulement reproduit et restitué dans l'héroïque, il a traduit ses deux morceaux mélancoliques d'élégie. J'ajouterais qu'il n'a pas omis non plus le morceau satirique sur les femmes, si cette pièce ne paraissait devoir être attribuée à un autre Simonide. Mais, en tout, il semble que Leopardi, parmi les modernes, puisse être dit un poëte du même ordre et de la même variété que Simonide parmi les anciens. A côté des élans les plus enflammés de l'hymne et de la louange des héros, il a trouvé les accents les plus douloureux et les plus directs de la plainte humaine.

Son second chant, sa seconde *messénienne*, comme on peut l'appeler, au sujet du *monument préparé à Dante*, est dans le même ton que la première, mais encore plus empreinte, s'il se peut, de sombre et patriotique amertume. C'est à Dante poëte, à Dante surtout citoyen et patriote qu'il s'adresse et qu'il demande assistance et recours dans cet abaissement du présent :

« O père illustre du mètre toscan, si à vos sacrés rivages il parvient quelque nouvelle encore des choses de la terre et de cette patrie que tu as placée si haut, je sais bien que tu ne ressens point de joie pour toi-même, car moins solides que la cire et que le sable sont les bronzes et les marbres au prix du renom que tu as

(1) M. Theil l'avait remarqué dans un article du journal *la Paix* (4 mars 1837), où il parlait de Leopardi à merveille, mais devant un public distrait et dans un lieu trop peu littéraire.

laissé de toi ; et si tu as jamais pu, si tu pouvais un jour tomber de notre mémoire, que croisse notre malheur s'il peut croître encore, et que ta race inconnue de l'univers soit vouée à d'éternels gémissements !

» Mais non, ce n'est pas pour toi que tu te réjouis, c'est pour cette pauvre patrie, à l'idée que peut-être l'exemple des pères et des aïeux réveillera assez les fils assoupis et malades pour qu'ils relèvent tout d'un coup leur regard. Hélas ! de quel long outrage t'apparaît flétrie celle qui te saluait, déjà si malheureuse, alors que tu montas la *première* fois au paradis ! Et pourtant, auprès de ce que tu la vois aujourd'hui, elle était alors heureuse maîtresse et reine. Une telle misère lui ronge le cœur que peut-être, en la voyant, tu n'en crois pas tes yeux. Je veux taire les autres ennemis et les autres sujets de deuil, mais non la France scélérate et mauvaise *(la Francia scelerata e nera),* par qui ma patrie à l'extrémité a vu de près son dernier soir. »

Je ne crains pas de rétablir ici le nom de la France, que Leopardi a supprimé dans ses corrections dernières, tout en laissant subsister le passage et en substituant par manière d'adoucissement l'appellation de cruelle (*fera*). Il ne pardonnait pas à la France la diminution et la confiscation de l'Italie sous l'Empire; ces impressions d'enfance lui demeurèrent durables et profondes. Il redevenait de 1813, en écrivant cinq ans plus tard, et son accent répondait, on l'a remarqué, au cri d'imprécation des généreux Allemands Henri Kleist, Arndt et Kœrner. Ainsi, dans ce chant au Dante, il peint en traits sanglants la perte des légions italiennes durant la campagne de Russie, ces hommes du Midi ensevelis sous les glaces et, dans leur dernier regard vers leur mère adorée, se disant :

« Plût au ciel que ce ne fussent ni les vents, ni les tempêtes, mais le fer qui nous moissonnât, et pour ton bien, ô notre patrie ! Voilà que loin de toi, quand le plus beau de notre âge nous sourit, inconnus du monde entier, nous mourons pour cette nation qui te tue. » — « Et leur plainte, ajoute le poëte, ne fut entendue que du désert boréal et des forêts sifflantes. Ainsi ils rendirent le dernier soupir, et leurs cadavres abandonnés à découvert sur cette horrible mer de neige furent déchirés des bêtes féroces ; et le nom des braves et des meilleurs restera à jamais l'égal de celui des lâches et des méprisables. »

Mais le sentiment qui sera bientôt la clef du cœur même de Leopardi et que nous surprenons déjà, ce sentiment stoïque du calme fondé sur l'excès même du désespoir, lui inspire cette sublime consolation :

« Ames chéries, bien que votre calamité soit infinie, apaisez-vous, et que cela vous serve de réconfort, que vous n'en aurez aucun ni dans cet âge ni dans les suivants. Reposez au sein de votre affliction sans mesure, ô les vrais fils de celle dont le suprême malheur ne voit que le vôtre seul capable de l'égaler ! »

Nous retrouverions ailleurs encore des éclats de cette colère de Leopard contre la France. Remarquons toutefois que cette colère même n'était pas de l'indifférence, ni même de la haine, et qu'il y a souvent plus près de la colère à l'amour que d'une froide et tiède amitié. A un certain moment, Leopardi songea sérieusement à venir habiter en France; il croyait que ce n'est que là encore qu'on peut

vivre hors de la patrie (1). Le jour où il voudra exprimer nettement sa pensée la plus chère, une profession de foi faite pour être montrée, nous verrons que c'est en français tout naturellement qu'il la consignera. Enfin, dans ses préventions pessimistes, contre lesquelles protestaient assez hautement ses propres efforts et ceux de plusieurs de ses nobles compatriotes, il estimait que la différence littéraire actuelle entre la France et l'Italie, c'est qu'en France il y avait encore quelques personnes qui cherchaient à bien écrire, et qu'en Italie il n'y en avait plus.

Un beau réveil pourtant s'opérait sur toute la péninsule en ces années; Leopardi, l'un des précurseurs, le présageait, sans assez y croire, dans son chant à Angelo Mai. Ce savant et actif investigateur venait de retrouver la *République* de Cicéron après les *Lettres* de Fronton : on se demandait où s'arrêteraient de telles découvertes. Quoi? les antiques aïeux ressuscitaient de la tombe, et les vivants n'y répondaient pas! Oh! du moins, lors de la grande renaissance des lettres, la ruine de l'Italie n'était pas consommée; l'étincelle du génie circulait dans l'air au moindre souffle. Les cendres sacrées de Dante étaient chaudes encore, et le doux luth de Pétrarque n'avait pas cessé de frémir. Leopardi part de là pour célébrer le hardi Colomb, et l'Arioste, et le Tasse, en des couplets qui sont tour à tour de la plus gracieuse ou de la plus fière beauté. Je reprends le chant à ce qu'il dit de Pétrarque :

« Et tes douces cordes murmuraient encore au toucher de tes doigts, Amant infortuné. Hélas! c'est par la douleur que naît et commence le chant italien. Et pourtant il pèse et mord moins cruellement le mal qui blesse avec douleur, que l'ennui qui étouffe. O bienheureux toi dont les pleurs furent la vie! Pour nous, l'ennui nous a serré dans ses nœuds; pour nous, près du berceau comme sur la tombe, s'assied immobile le néant.

» Mais ta vie était alors avec les astres et avec la mer, audacieux enfant de Ligurie, quand au delà des colonnes d'Hercule, et par-delà les rivages où l'on croyait sur le soir entendre frémir l'onde au plonger du soleil, te confiant aux flots infinis, tu retrouvas le rayon de ce soleil qu'on croyait tombé et le jour qui naît quand pour nous il a disparu. Tout le contraste de la nature fut rompu par toi, et une terre inconnue, immense, servit de trophée de gloire à ton voyage et aux périls de ton retour. Hélas! hélas! le monde mieux connu ne s'accroît point, mais plutôt il diminue, et l'éther résonnant, la féconde terre et la mer paraissent bien plus vastes au tout petit enfant qu'au sage.

» Où sont-ils allés nos songes fortunés qui nous montraient de ce côté l'inconnue retraite d'habitants inconnus, ou bien le lieu d'abri des astres durant le jour, et le lit mystérieux de la jeune Aurore, et le sommeil caché du grand astre durant les nuits? Voilà qu'ils se sont évanouis en un instant, et le monde est figuré sur une carte étroite; voilà que tout devient semblable, et la découverte ne fait qu'accroître le néant. Le vrai à peine touché t'interdit à nous, ô imagination

(1) « . ... E non mi fa punto meraviglia che la Germania, solo paese dotto oggidì, sia più giusta verso di voi, che la presuntuosissima e superficialissima, e ciarlatanissima Francia. » On me dispensera de traduire : Leopardi écrivait cela de Florence à M. de Sinner, le 18 décembre 1832; et, moins de deux ans après (20 mars 1834), il lui écrivait de Naples : « Io per molte e fortissime ragioni sono desiderosissimo di venire a terminare i miei giorni a Parigi. » C'est ainsi que se résument le plus souvent et que se réfutent le mieux la plupart de ces grandes colères contre la France.

chérie; notre esprit se retire de toi pour toujours; les années viennent nous soustraire à ton premier pouvoir si plein de prodiges, et la consolation de nos chagrins périt.

» Tu naissais cependant aux doux songes, et le premier soleil te donnait en plein dans le regard, ô chantre aimable des armes et des amours... »

Je m'arrête, mais on comprend tout ce que va gagner en poésie et en fraîcheur ce portrait de l'Arioste venant aussitôt après les teintes sévères de la réalité. Ce beau chant finit par un salut sympathique et un cri ardent vers Alfieri, que Leopardi appelle *Vittorio mio* et auquel il se rattache comme au dernier de la noble race, au seul que ces temps de ruine aient laissé debout. Dans la préface en prose de cette canzone, Leopardi rappelait le mot de Pétrarque : *Ed io son un di quei che 'l pianger giova,* et moi aussi je suis de ceux qui se plaisent à la plainte : « Je ne dirai pas, ajoute-t-il, que la plainte soit ma nature propre, mais une nécessité des temps et de la fortune. »

Et en effet on ne peut douter, rien que d'après ces débuts, de la nature avant tout mâle et antique de Leopardi : elle continuera de se dessiner de plus en plus. Au milieu même de ses plaintes les plus tendres et de ses mélancoliques élégies, la sobriété mettra le cachet; pas une parole n'excèdera le sentiment, et le stoïcien invincible se retrouvera au fond, jusque dans les amertumes les plus épanchées. La date de cette canzone à Angelo Mai (1820), était celle également du *Cormagnola* de Manzoni; le drapeau d'une réforme littéraire flottait donc enfin, et toute une jeune milice s'ébranlait à l'entour. L'*Anthologie* de Florence allait s'ouvrir pendant des années à d'honorables et ingénieuses tentatives (1). Plus jeune d'âge que la plupart des hommes de ce premier mouvement, le précoce Leopardi se trouve débuter en même temps qu'eux; il va en ligne avec les Manzoni, les Berchet, et ne vient à la suite de personne : il se lève de son côté, tandis qu'eux marchaient du leur. Le rapprocher de ces hommes éminents, de ces écrivains généreux, marquer les rapports exacts et les différences, conviendrait à des juges mieux informés et plus compétents que nous. Il nous semble que si, par ses audaces et ses rajeunissements de langage, par son culte de la forme retrouvée, Leopardi appartient à l'école des novateurs, il était du moins le classique par excellence entre les romantiques. Les autres se préoccupaient davantage de l'Allemagne, du moyen âge et des théories dramatiques : lui, il resserra et poussa uniquement ses efforts dans la haute poésie lyrique, et aussi dans des écrits en prose d'une extrême perfection. Je ne sais si Leopardi rendait toute justice au mouvement italien contemporain, dont il n'était lui-même qu'un des nobles organes, et s'il y reconnaissait autant de signes de parenté avec lui qu'on croit en découvrir à distance, mais je me plais à enregistrer ici le mot de Manzoni sur son talent : « Vous connaissez Leopardi, disait-il vers 1830 à un voyageur, avez-vous lu ses essais de prose? On n'a pas assez fait attention à ce petit volume; comme style, on n'a peut-être rien écrit de mieux dans la prose italienne de nos jours. » La candeur de l'illustre auteur des *Promessi Sposi* se reconnaît en cette parole.

Quant à ses vers, Leopardi se rattachait directement au style des anciens par Alfieri et Parini, et en remontant plus haut. La langue italienne a cela de particu-

(1) Ce recueil littéraire, le meilleur de l'Italie, fut supprimé par un décret du grand-duc au commencement de 1833, après douze années environ d'existence.

lier, d'avoir offert, depuis cinq siècles, plusieurs moments vrais de renaissance; elle le doit à ce qu'à ses débuts elle eut le bonheur de compter des chefs-d'œuvre. Le courant dans l'intervalle peut s'égarer; mais il suffit de se remettre en communication avec les sommets pour retrouver le jet de la source. Après Dante, Pétrarque et Boccace, la langue italienne faiblit; la renaissance grecque et latine l'encombre de débris et semble l'étouffer. Il fallut que Politien avec Laurent de Médicis rouvrît la route à l'Arioste et aux autres grands poëtes de ce siècle. Après le Tasse, autre décadence; les concetti abondent et corrompent tout. Des hommes de talent au XVIIIe siècle, Parini, Alfieri et Monti, essaient un retour généreux et sévère; mais la révolution française interrompt et contrarie les efforts; l'invasion implante moins de gallicismes qu'on ne dit, elle nuit pourtant comme toute invasion; il fallut que cette œuvre de Parini et d'Alfieri fût reprise par Manzoni, Leopardi et autres, et elle le fut avec un vrai succès. On ne saurait, en France, comparer ce privilége heureux de l'Italie à nos efforts estimables et incomplets d'archaïsme studieux. Les Grecs avaient Homère à l'horizon, les Italiens ont Dante : voilà des marges immenses. Notre lointain horizon, à nous, ce n'est qu'une ligne assez plate. Nous ne remontons guère par la pratique au delà de Rabelais ou de Ronsard, et encore que d'efforts et de faux pas pour y arriver! Aussi le siècle de Louis XIV reste aisément, pour l'aspect de la langue, notre bout du monde; la colline est admirable de contour, mais elle est bien prochaine; entre elle et nous il n'y a guère d'espace pour ces évolutions que présente l'Italie qu'accomplissait la Grèce, que l'Angleterre elle-même se peut librement permettre moyennant son Shakspeare.

Le caractère technique et la qualité des vers de Leopardi seraient à déterminer; il emploie assez volontiers, mais non pas du tout exclusivement, ni même le plus habituellement, les *sciolti* : à quelle école appartiennent les siens? Les critiques italiens en distinguent de deux sortes et comme de deux familles : ceux qui datent de Frugoni, plus fastueux, plus pompeux, plus redondants et colorés, et ceux de Parini, plus sobres, plus châtiés, d'une élégance plus discrète. A la première espèce on rapporte, comme variétés, les *sciolti* de Cesarotti et ceux même, si perfectionnés, de Monti; dans la seconde se rangent ceux d'Alfieri, de Foscolo, de Manzoni. On me fait remarquer que ceux de Leopardi, en se rattachant à cette dernière école pour la netteté, paraissent avoir gardé de la facilité de l'autre : les connaisseurs diront le degré exact et à quel point ils les jugent bien frappés.

La rime joue d'ailleurs un rôle très-savant et compliqué dans les couplets des canzones de Leopardi; elle reparaît de distance en distance et correspond par intervalles calculés, comme pour mettre un frein à toute dispersion. Elle fait bien l'effet de ces vases d'airain artistement placés chez les anciens dans leurs amphithéâtres sonores, et qui renvoyaient à temps la voix aux cadences principales. Qu'il nous suffise de signaler cette science de structure et d'harmonie dans les strophes de Leopardi, en réponse à ceux qui croiraient encore qu'il a dédaigné la rime.

C'est aux environs de l'année 1820, et probablement avant son premier voyage à Rome, que dut s'opérer un changement complet dans les croyances intimes de Leopardi : il passa de la première soumission de son enfance à une incrédulité raisonnée et invincible, qui s'étendait non-seulement aux dogmes de la révélation, mais encore aux doctrines dites de la religion naturelle. On a cherché à expliquer par des circonstances accidentelles cette révolution morale dans un homme d'une pensée supérieure et d'une sensibilité exquise, comme si l'esprit humain, quand il

s'élève et que l'orage du cœur s'en mêle, avait un si grand nombre de chances entre les solutions. Leopardi, sous plus d'un aspect, semblait primitivement destiné par la nature à la force, à l'action, à la beauté virile : le feu de son regard, son accent vibrant, le timbre pénétrant de sa parole, une sorte de fascination involontaire qui s'exerçait d'elle-même sur ceux qui l'approchaient, et dont la nature a fait l'une des prérogatives du génie, tout semblait le convier à l'expansion de la vie, au charme des relations partagées. Mais de bonne heure son organisation délicate s'altéra, son corps frêle ne réussit point à triompher du travail de la puberté; avant même que sa santé fût totalement perdue, une inégalité d'épaule se prononça, et on a cherché à expliquer en lui par un douloureux ressentiment cette amertume incurable qui se répandit dès lors sur les objets et qui en toute occasion s'en prenait au sort. Byron a ressenti non moins amèrement un inconvénient beaucoup moindre. On a parlé aussi d'une autre circonstance. L'abbé Gioberti, à qui l'on doit cette justice que, chrétien et prêtre, il n'a jamais parlé de Leopardi qu'en des termes pleins de sympathie et d'une admiration compatissante (1), a raconté qu'ayant connu le poëte à Florence, en 1828, et l'ayant accompagné dans un petit voyage à Recanati, il entendit chemin faisant, de sa bouche, le récit de sa *conversion philosophique*, c'est ainsi que Leopardi la nommait : la première impulsion lui serait venue d'un personnage qu'il admirait beaucoup, littérateur influent par son esprit et par ses ouvrages. Mais, de quelque part que soit arrivée au jeune homme la première provocation au doute et à l'examen, et quand il en aurait reçu l'initiative dans la conversation de quelqu'un de ses amis philosophes, comme Giordani ou tout autre, il faut reconnaître que l'esprit seul de Leopardi fit les frais de cette nouvelle opinion dans laquelle il s'engagea, et qui lui devint aussitôt comme un progrès naturel et nécessaire de sa pensée, un sombre et harmonieux développement de son talent et de sa nature. Nous aurons assez d'occasions d'en étudier les traits et la forme tout originale entre les diverses sortes d'incrédulité et de désespoir.

Cette tournure décisive que prirent les opinions philosophiques de Leopardi, aussi bien que ses exhortations de réveil patriotique, eurent pour effet d'aliéner de lui son père, qu'on dit homme distingué lui-même, écrivain spirituel, mais qui ne pardonna point à son fils d'embrasser une cause contraire. Toute la suite de l'existence du poëte en fut entravée et resta sujette à la gêne. Il ne put s'éloigner du gîte natal, qui lui devenait insupportable, sans que les ressources domestiques lui fussent parcimonieusement marchandées, ou même totalement refusées à la fin. Les détails précis qu'on pourrait donner sur certains instants de détresse d'un si noble cœur seraient trop pénibles.

Au mois d'octobre 1822, cédant aux instances de quelques amis, Leopardi quitta pour la première fois Recanati et se rendit à Rome, où ses relations s'étendirent. Il fut chargé de dresser le catalogue des manuscrits grecs de la bibliothèque Barberine. Il fit la connaissance de Niebuhr, qui l'apprécia dignement, et qui essaya même de lui faire donner un emploi par le cardinal Consalvi ; mais on n'y consen-

(1) Voir le livre intitulé : *Teorica del Sovrannaturale* (1838), page 390. Il y rappelle, à propos de Leopardi, ce beau mot de saint Augustin, au début de ses *Confessions : Fecisti nos, Domine, ad te, et inquietum est cor nostrum donec requiescat in te ;* tu nous as faits pour toi, ô Seigneur, et notre cœur est en proie sans relâche, jusqu'à ce qu'il trouve son repos en toi. »

tait qu'à la condition que Leopardi embrasserait la carrière ecclésiastique. Niebuhr essaya encore d'attirer son jeune ami comme professeur à l'université de Berlin. Dans sa seconde édition des vers retrouvés de Merobaudes, ayant profité de ses observations, il lui a rendu un éclatant hommage (1). En quittant Rome, il le recommanda vivement à M. Bunsen, avec qui le poëte noua des relations toujours continuées. Pendant son séjour à Rome, Leopardi inséra dans les *Effemeridi letterarie Romane* de savants articles sur le Philon arménien d'Aucher, sur la *République* de Cicéron publiée par Mai; il donna une grande dissertation critique sur la *Chronique* d'Eusèbe publiée par le même infatigable Mai conjointement avec Zohrab. Ce sont, assure-t-on, les plus importants parmi ses travaux de ce genre; le jugement de Niebuhr nous dispense d'y insister davantage. Ce séjour de Rome fut peu propre d'ailleurs à faire revenir Leopardi de certaines préventions et aversions déjà conçues. A côté des satisfactions fort douces qu'il y recueillit, il ressentit bien des ennuis, bien des gênes, sans parler de celles qui tenaient à sa situation personnelle. Il éprouva, comme Courier, la jalousie et les mauvais tours de certain bibliothécaire (Manzi) qu'il a fustigé sous l'allégorie du *Manzo* (bœuf) dans des sonnets satiriques un peu trop conformes au sujet (2).

En 1824, parut à Bologne le premier recueil de ses *Canzoni*, contenant les trois premières déjà publiées et sept autres inédites. Le poëte était retourné de Rome à Recanati, à l'*abborrito e inabitabile Recanati,* comme il l'appelle. Sa santé s'altérant de plus en plus, et les études philologiques lui devenant presque impossibles, la douleur et la solitude lui inspirèrent un redoublement de révolte et de plainte; sa poésie en prit un plus haut essor, et son malheur, comme à tant d'autres, fit sa gloire. Il faudrait analyser chacune des canzones nouvelles de ce volume, car chacune a son caractère et ses beautés. Pour les noces de sa sœur Paolina, il compose un épithalame héroïque qui semble destiné à Cornélie : « Tu auras des fils ou malheureux ou lâches : préfère-les malheureux ! » — En adressant une sorte de chant pindarique à un jeune homme *vainqueur au ballon* (ces sortes de jeux et de

(1) « Parmi les érudits, dit-il à la fin de sa préface, dont les conjectures heureuses m'ont profité, est le comte Jacques Leopardi, que j'annonce à mes concitoyens comme l'un des ornements actuels de l'Italie, comme l'une de ses futures et de ses plus certaines espérances. » Mais il faut laisser à ce témoignage mémorable l'autorité de son texte tout à fait classique : « Comes Jacobus Leopardius, Recanatensis Picens, quem Italiæ suæ jam nunc » conspicuum ornamentum esse, popularibus meis nuntio ; in diesque eum ad majorem » claritatem perventurum esse, spondeo : ego vero, qui candidissimum præclari adoles- » centis ingenium, non secus quam egregiam doctrinam, valde diligam, omni ejus honore » et incremento lætabor. » (*Merobaudis carminum Reliquiæ;* Bonn, 1824.)

(2) Leopardi parle avec dégoût, dans l'une de ses lettres, de *la infame gelosia de' bibliotecarii, insuperabile a chi non sia interessato a combatterla personalmente.* Quand il énumère les congés de la Vaticane et des autres bibliothèques, qui sont en vacances la moitié de l'année, et qui, le reste du temps, profitent de toutes les fêtes et de tous les saints du calendrier, sans compter deux ou trois jours de clôture régulière par semaine, il me rappelle le conte malin de Boccace imité par La Fontaine. Il semble tout à fait que le gouvernement de ce pays applique à la science le *calendrier des vieillards,* de peur qu'elle ne devienne féconde :

On sait qui fut Richard de Quinzica,
Qui mainte fête à sa femme allégua,
Mainte vigile et maint jour fériable...

victoires ont beaucoup de solennité en Italie), il passe vite de la félicitation triomphante à un retour douloureux : l'antique palestre était une école de gloire; on courait de l'Alphée et des champs d'Élide à Marathon; mais ici, qu'est-ce? L'éphèbe, vainqueur des jeux, survit à la patrie; il a sa couronne, et elle n'en a plus : « La saison est passée; personne, aujourd'hui, ne s'honore d'une telle mère. Mais pour toi-même, ô jeune homme! élève là-haut ta pensée. A quoi notre vie est-elle bonne, sinon à la mépriser? » — Le chant *au printemps,* où il redemande à la nature renaissante l'âge d'or des fables antiques, développe une pensée que nous avons déjà entendu exprimer au poëte au sujet de la découverte de Colomb; il se reprend d'un regret passionné à ces douces illusions évanouies, irréparables :

« Hélas! hélas! puisque les chambres d'Olympe sont vides et que l'aveugle tonnerre, en errant aux flancs des noires nuées et des montagnes, lance à la fois l'épouvante au sein de l'innocent et du coupable, puisque le sol natal, devenu étranger à sa race, ne nourrit que des âmes contristées, c'est à toi d'accueillir les plaintes amères et les indignes destinées des mortels, ô belle nature, à toi de rendre à mon esprit l'antique étincelle, si toutefois tu vis, et s'il existe telle chose dans le ciel, si telle chose sur la terre féconde ou au sein des mers, qui soit, oh! non pas compatissante à nos peines, mais au moins spectatrice!

Pietosa no, ma spettatrice almeno! »

— *Le dernier Chant de Sapho,* tout vibrant d'une sauvage âpreté et tout chargé des plus sombres couleurs de l'Érèbe, peut sembler, sous ce masque antique, un cri presque direct de l'âme du poëte, à l'une de ces heures où, lui aussi, il fut tenté de lancer sa coupe au ciel et de rejeter l'injure de la vie :

. . . . Lucemque perosi
Projecere animas. . . . .

Mais c'est autour de la pièce intitulée *Bruto minore (Brutus le jeune,* celui de Philippes), qu'il faut surtout nous arrêter, parce qu'ici est la clef de toute la philosophie négative de Leopardi, le cachet personnel et original de son genre de sensibilité poétique.

La pièce, dans l'édition première (Bologne, 1824), est précédée d'une préface en prose : *Comparaison des pensées de Brutus et de Théophraste à l'article de la mort;* on a eu le tort de supprimer ce morceau capital dans les éditions subséquentes. Brutus, on le sait, près de se percer de son épée, s'écria, selon Dion Cassius : « O misérable vertu, tu n'étais qu'un nom, et je te suivais comme si tu étais une réalité; mais tu obéissais à la fortune. » Et le vieux Théophraste, comblé de jours et d'honneurs, à l'âge de plus de cent ans, interrogé par ses disciples au moment d'expirer, leur répondit par des paroles moins connues, non moins mémorables, et qui revenaient à dire qu'il n'avait suivi qu'une fumée, et qu'il se repentait de la gloire, autant que Brutus de son côté se repentait de la vertu. Or, vertu et gloire, chez les anciens, c'étaient deux noms divers pour désigner à peu près le même objet idéal, but des grandes âmes. Aujourd'hui, remarque très-bien Leopardi, ces reniements et, pour ainsi dire, ces apostasies des erreurs magnanimes qui embellissent ou mieux qui composent notre vie, et lui donnent proprement ce qu'elle tient de la vie plutôt que de la mort, ces sortes de paroles scep-

tiques sont très-ordinaires et n'ont plus de quoi surprendre ; l'esprit humain, marchant avec les siècles, a découvert la nudité, et comme le squelette des choses ; le christianisme a changé le point de vue de la sagesse, et elle consiste à dénoncer à l'homme sa misère plutôt qu'à la recouvrir et à la dissimuler. Mais il n'en était pas ainsi chez les anciens, accoutumés, selon l'enseignement de la nature, à croire que les choses étaient des *réalités* et non des *ombres*, et que la vie humaine était destinée à mieux qu'à la souffrance. Leopardi discute donc, avec une curiosité aussi ingénieuse que pénétrante, le sens et la valeur de ces paroles, alors si étranges, de deux sages. Il agite très-longuement celle de Théophraste, plus étrange encore, selon lui, en ce qu'elle semble moins motivée. Quant au cri de Brutus, il le considère volontiers comme le dernier soupir de l'antiquité tout entière, au moment où va expirer l'âge de l'imagination. Brutus meurt le dernier des anciens, et il crie au monde qu'il s'est trompé dans sa noble espérance. A partir de ce jour-là, l'humanité dépouilla sa robe virile et entra dans les années de deuil et de triste expérience. Les sages, éclairés sur la vérité toute nue, durent chercher un autre recours, non plus contre la fortune, mais contre la vie elle-même. Rejetés de la terre, qui n'était plus tenable, ils émigrèrent ailleurs; ils essayèrent (c'est Leopardi qui parle) des perspectives chrétiennes et de l'autre vie, comme consolation dernière.

Tel est le point de vue de Leopardi, le pôle fixe auquel il rapporte désormais tous ses jugements et ses sentiments. Il considère Brutus comme le dernier des anciens, mais c'est lui qui l'est. Il est triste comme un ancien venu trop tard. Il n'a pas voulu rendre son épée, et il est près de s'en percer dix fois le jour. Mélancolie haute et généreuse, invincible attitude, fierté muette et indomptable, il y a dans ce désespoir aussi bien des traits d'originalité (1).

Notre âge a compté d'autres poëtes et peintres du désespoir : Byron, Shelley, Oberman. Ces trois noms suffiraient pour parcourir une triple variété frappante d'incrédulité, de scepticisme et de spinosisme. Shelley abonde plutôt en ce dernier sens qu'il embellit, qu'il orne et revêt des plus riches couleurs; on a volontiers chez lui l'hymne triomphal de la nature. Oberman, étranger à toute ivresse, promène sur le monde son lent regard gris et désolé. Byron, si capable de retour éclatant vers l'antique, est celui qui a le plus de rapports avec Leopardi ; et certes,

(1) Dans un article sur les *Études d'Histoire romaine* de M. Mérimée, M. de Rémusat, vengeant les anciens Romains de quelques accusations trop promptes, a dit : « Auprès des vices de Rome, au déclin même des anciennes mœurs, que d'exemples de dignité, d'empire sur soi, de mépris de la souffrance et du danger ! Auprès des violences sanglantes de quelques réactions passagères, quel respect habituel pour la vie des citoyens au milieu des luttes de la politique ! Il n'était point d'inimitié de parti, point d'accusation capitale, que le plus menacé des hommes ne pût conjurer à temps en s'exilant lui-même, et tel était leur amour pour ce qu'ils appelaient leur dignité, qu'ils ressentaient un voluptueux exil comme un cruel déshonneur, et que, dans une guerre civile, le vaincu qui pouvait aisément sauver sa tête, aimait mieux, sans effort et sans bruit, se faire égorger noblement par un esclave. Il y a, dans la manière de penser et de sentir des anciens, de telles différences dès qu'on les compare à nous, qu'il faut, si l'on ne veut leur faire injustice, les connaître tout entiers. A les juger dans l'ensemble, les Romains n'ont point usurpé cette admiration traditionnelle qui s'attache à leur nom. Nos idées et nos lumières ont pu améliorer l'ordre social, mais je ne sais si les hommes des temps modernes sont meilleurs pour être plus faibles, et les progrès ne sont pas des vertus. » Cette page est un beau commentaire de la manière de sentir de Leopardi.

l'un comme l'autre, ils durent méditer bien souvent ce sublime et désespéré monologue d'Ajax prêt à se tuer, en face de son épée. Mais Leopardi garde en lui, nous le répétons, ce trait distinctif qu'il était né pour être positivement un ancien, un homme de la Grèce héroïque ou de Rome libre, et cela sans déclamation aucune et par la force même de sa nature. Il croyait que là seulement l'homme avait eu une vue simple des choses, un déploiement heureux et naturel de ses facultés. Il regrettait cette vie publique de l'*agora* et cette existence expansive en face d'une nature généreuse. Il oubliait un peu que Socrate déjà avait dit qu'il était impossible de vaquer aux choses publiques en honnête homme et de s'en tirer sain et sauf, et que Simonide avait déjà déploré amèrement la misère de la race des hommes; ou plutôt il ne l'oubliait pas, mais il croyait qu'à travers ces plaintes et ces écueils inévitables, il y avait lieu, en ces temps-là, de vivre d'une vraie vie, au lieu d'être, comme aujourd'hui, jeté dans le monde des ombres.

Comme il faut pourtant qu'on soit toujours (si peu qu'on en soit) du temps où l'on vit, Leopardi en était par le contraste même, par le point d'appui énergique qu'il y prenait pour s'élancer au dehors et le repousser du pied. Mais de plus lui-même, sans s'en douter, il avait gardé du christianisme en lui; les anciens n'aimaient pas, à ce degré de passion qu'on lui verra, l'*amour* et la *mort;* quelques-unes de ses pièces semblent être d'un Pétrarque incrédule et athée (pardon d'associer ces mots!), mais d'un Pétrarque encore.

Car qu'on ne croie pas que Léopardi était tout entier dans les énergiques et farouches accents dont nous avons déjà cité maint exemple, et dont la paraphrase qu'il donne des paroles de Brutus est chez lui l'expression la plus superbe (1) : on a là le côté, pour ainsi dire, historique de son talent; c'est comme la ruine romaine dans le grand paysage; mais souvent il s'y promène seul, rêveur, et animé d'une mélancolie personnelle, toujours profonde et à la fois aimable. Il publia à Bologne, en 1826, un petit volume pour compléter les *Canzoni*, et qui y fait par le ton un gracieux contraste. Les idylles, les élégies y tiennent la meilleure place. Nous oserons en reproduire quelques-unes en vers, prévenant le lecteur, une fois pour toutes, que nous savons toute l'infériorité de l'imitation, que nous avons par instants paraphrasé plutôt que traduit, et que bien souvent, par exemple, nous avons mis cinq mots là où il n'y en a que trois. Chez Leopardi, je le rappelle, pas un mot inutile n'est accordé ni à la nécessité du rhythme ni à l'entraînement de l'harmonie : la simplicité grecque primitive diffère peu de celle qu'il a gardée et qu'il observe religieusement dans sa forme. Malgré tout, nous croyons avoir

(1) En voici la fin : « O caprices du sort! ô espèce fragile! nous sommes la moindre partie des choses; les glèbes teintes de notre sang, les cavernes où hurle l'hôte qui nous déchire, ne sont point troublées de notre désastre, et l'angoisse humaine ne fait point pâlir les étoiles.

» Je ne fais pas appel, en mourant, aux rois sourds de l'Olympe ou du Cocyte, ni à l'indigne terre, ni à la nuit; je ne t'invoque point non plus, dernier rayon dans l'ombre de la mort, ô conscience de l'âge futur! La morne fierté du tombeau se laissa-t-elle jamais apaiser par les pleurs, ou orner par les hommages et les offrandes d'une foule vile? Les temps se précipitent et empirent : c'est à tort que l'on confierait à des neveux gâtés (*a putridi nepoti*) l'honneur des âmes fortes et la vengeance suprême des vaincus. Qu'autour de moi le sombre vautour agite en rond ses ailes; que la bête féroce serre sa proie, ou que l'orage entraîne ma dépouille inconnue, et que le vent accueille mon nom et ma mémoire! »

mieux réussi de cette façon à donner quelque idée de la muse tendrement sévère (1).

L'INFINI.

J'aimai toujours ce point de colline déserte,
Avec sa haie au bord, qui clôt la vue ouverte,
Et m'empêche d'atteindre à l'extrême horizon.
Je m'assieds : ma pensée a franchi le buisson;
L'espace d'au delà m'en devient plus immense,
Et le calme profond, et l'infini silence,
Me sont comme un abîme; et mon cœur bien souvent
En frissonne tout bas. Puis, comme aussi le vent
Fait bruit dans le feuillage, à mon gré je ramène
Ce lointain de silence à cette voix prochaine :
Le grand âge éternel m'apparaît, avec lui
Tant de mortes saisons, et celle d'aujourd'hui,
Vague écho. Ma pensée ainsi plonge à la nage,
Et sur ces mers sans fin j'aime jusqu'au naufrage.

LE SOIR DU JOUR DE FÊTE.

Douce et claire est la nuit, sans souffle et sans murmure;
A la cime des toits, aux masses de verdure,
La lune glisse en paix et se pose au gazon,
Et les coteaux blanchis éclairent l'horizon.
Déjà meurent les bruits des passants sur les routes;
Les lampes aux balcons s'éteignent presque toutes,
Ma Dame, et vous dormez; car le sommeil est prompt
A qui n'a point d'ennui qui lui charge le front,
Et votre cœur ignore, en sa calme retraite,
Ma blessure profonde et que vous avez faite.
Vous dormez; et je viens, sous l'aiguillon cruel,
A ma fenêtre ouverte, en face du beau ciel,
Saluer cette antique et puissante nature,
Mais qui, pour moi chétif, ne fut jamais que dure :
« Loin de toi l'espérance, enfant, m'a-t-elle dit;
Oui, même ce rayon, l'espoir t'est interdit.
Qu'en aucun temps tes yeux ne brillent que de larmes ! »

— Ce jour-ci, qui finit, fut pour vous plein de charmes,
Ma Dame, un heureux jour, de divertissement,
De triomphe; et peut-être encore, en ce moment,
Quelque songe léger vous rend à la pensée
Ceux à qui vous plaisiez dans la foule empressée,

(1) L'Allemagne, toujours si au courant, possède, depuis plusieurs années, des traductions en vers du poëte. M. Bothe (le savant éditeur d'Homère) en a traduit quelques morceaux, et M. Karl Ludwig Kannegiesser, traducteur du Dante, a également traduit tout le recueil de Leopardi. Puisque j'en suis à ces indications d'outre-Rhin, je noterai aussi un excellent article biographique sur Leopardi, par M. Schulz, dans l'*Italia* (espèce d'almanach allemand rédigé à Rome par des Allemands qui vivent en Italie, année 1840), et des articles de la *Gazette d'Augsbourg* (septembre 1840.)

Ceux aussi qui plaisaient... Oh! non pas moi, jamais!
Un souvenir, c'est plus que je ne m'en promets.

Cependant je me dis ce qui me reste à vivre,
Je cherche quand viendra le moment qui délivre,
Et je me jette à terre et j'étouffe mes cris.
Jours affreux à passer sous les printemps fleuris!

Non loin d'ici j'entends à travers la campagne
Quelque chant d'ouvrier attardé, qui regagne
Sa chétive demeure, oublieux et content;
Et j'ai le cœur serré de penser que pourtant
Tout fuit, sans laisser trace; et déjà la semaine
A la fête succède, et le flot nous emmène.
Qu'est devenu le bruit des peuples d'autrefois,
Des antiques Romains et des citoyens-rois?
Tes faisceaux, où sont-ils, colosse militaire,
Dont le fracas couvrait et la mer et la terre?
Tout est paix et silence, et le monde aujourd'hui
Ne s'informe plus d'eux qu'à ses moments d'ennui.

Dans ma première enfance, alors qu'un jour de fête
Nous rend impatients de l'heure qui s'apprête,
Ou le soir, au sortir du grand jour écoulé,
Tout douloureux déjà, dans mon lit éveillé,
Si quelque chant au loin, gai refrain de jeunesse,
M'arrivait prolongeant sa note d'allégresse,
Et d'échos en échos dans les airs expirait,
Alors comme aujourd'hui tout mon cœur se serrait.

L'ANNIVERSAIRE.

O lune gracieuse, un an déjà s'achève
Qu'ici, je m'en souviens, dans ces lieux où je rêve,
Sur ces mêmes coteaux je venais, plein d'ennui,
Te contempler ; et toi, belle comme aujourd'hui,
Tu baignais de tes flots la forêt tout entière.
Mais ton visage, à moi, ne m'offrait sa lumière
Que tremblante, à travers le voile de mes pleurs;
Car ma vie était triste et vouée aux douleurs.
Elle n'a pas changé, lune toujours chérie;
Je souffre; et de mes maux pourtant la rêverie
M'entretient et me plaît; j'aime le compte amer
De mes jours douloureux. Oh! combien nous est cher
Le souvenir présent, en sa douceur obscure,
Du passé, même triste, et du malheur qui dure!

LE PASSEREAU.

Sicut passer solitarius in tecto.

Du haut du toit désert de cette vieille tour
Tu chantes ta chanson, tant que dure le jour,

Passereau solitaire, et ta voix isolée
Erre avec harmonie à travers la vallée.
Dans les airs le printemps étincelle et sourit;
C'est sa fête, et tout cœur, à le voir, s'attendrit.
Il fait bondir la chèvre et mugir la génisse;
Et les oiseaux des bois, sous son rayon propice,
Célèbrent à l'envi leur bonheur le plus vif
Par mille tours joyeux : mais toi, seul et pensif,
Tu vois tout à l'écart, sans te joindre à la bande,
Sans ta part d'allégresse en leur commune offrande;
Tu chantes seulement : ainsi fuit le meilleur,
Le plus beau de l'année et de ta vie en fleur.

Combien, hélas! combien ta façon me ressemble!
Et rire et jeunes ans qui vont si bien ensemble,
Et toi, frère enflammé de la jeunesse, amour,
Délicieux orage au matin d'un beau jour!
D'eux tous mon triste cœur n'a rien qui se soucie,
Ou je les fuis plutôt et d'eux je me défie.
Seul et presque étranger aux lieux où je suis né,
Je passe le printemps qui m'était destiné.
Ce jour dont le déclin fait place à la soirée
Est la fête du bourg, à grand bruit célébrée.
Un son de cloche au loin emplit l'azur profond;
De villas en villas l'arquebuse répond.
La jeunesse du lieu, dans ses atours de fête,
Sort des maisons, s'épand sur les chemins, s'arrête
Regardant, se montrant, doux et flatteur orgueil!
Moi, pendant ce temps-là, je m'en vais comme en deuil
Par ce côté désert, évitant qu'on me voie,
Ajournant à plus tard tout plaisir, toute joie;
Et derrière les monts, dans les airs transparents,
Le soleil m'éblouit de ses rayons mourants,
Et d'un dernier regard il semble aussi me dire
Que l'heureuse jeunesse avec lui se retire.

Pour toi, sauvage oiseau, lorsque le soir viendra
Des jours qu'à vivre encor le ciel t'accordera (1),
Tu ne te plaindrais point, docile à la nature,
Passereau solitaire, et ton secret murmure
N'ira pas regretter la saison du plaisir;
Car c'est le seul instinct qui fait votre désir.
Mais, moi, si je n'obtiens de l'étoile ennemie
D'éviter la vieillesse et sa triste infamie,
Quand ces yeux n'auront plus que dire au cœur d'autrui,
Quand suit tout lendemain plus terne qu'aujourd'hui,
Quand le monde est désert, oh! comment jugerai-je
Alors l'oubli présent, ma perte sacrilége?
J'en aurai repentir, et d'un cri désolé
Je redemanderai ce qui s'en est allé.

(1) Il met *le stelle,* les étoiles, et non le *ciel,* dans le sens vulgaire où on l'emploie comme synonyme de *Dieu.*

Nous aurions pu choisir d'autres pièces encore dans ce même caractère plaintif et passionné : ce sont les sujets familiers et chers à tout poëte, premier amour, fuite du temps, perte de la jeunesse, réveil du cœur *(il Risorgimento),* mais relevés ici par une manière particulière de sentir, variations originales sur le thème lyrique éternel. On voit déjà, par le peu que nous avons cité, que Leopardi a aimé ; il a l'air de n'avoir eu que deux amours (ce qui me paraît, en effet, très-suffisant), celui qu'il appelle *il primo amore,* d'où l'on peut conclure que ce ne fut pas le seul, et celui de la personne qui chantait si bien et qui mourut, celle du *Songe,* de *la Vie solitaire,* de *Silvia,* des *Souvenirs (le Ricordanze).* Le chant de la personne aimée joue un grand rôle dans ces diverses pièces. L'éclair de désir passionné qui se reflète si vivement dans la pièce *à Aspasie* ne mérite pas le nom d'amour. Il résulterait de ces témoignages poétiques que Leopardi n'a connu de ce sentiment orageux que la première, la plus pure, la plus douloureuse moitié, mais aussi la plus divine, et qu'il n'a jamais été mis à l'épreuve d'un entier bonheur. Mais ce ne sont là que des conjectures sur le coin le plus mystérieux de ce noble cœur.

Leopardi partagea entre Milan et Bologne les années 1825-1826. Obligé, par la sévérité de son père, de demander secours à sa plume, il publia une édition des vers de Pétrarque avec commentaires (Milan, 1826) ; puis une *Chrestomathie* italienne, ou choix des meilleurs auteurs, vers et prose (2 vol., Milan 1827-1828). Les lecteurs de Pétrarque ne sauraient désirer un meilleur guide dans les mille sentiers du charmant labyrinthe ; il s'y moque finement, à la rencontre, du commun des lettrés italiens qui ne remontaient si haut ni si avant. J'ai omis de dire que l'édition de ses poésies de Bologne (1824) était accompagnée d'un commentaire grammatical de sa façon, dans lequel il se défendait contre les mêmes lettrés prétendus puristes. Ce commentaire affecte un ton de plaisanterie assez opposé d'ailleurs à son caractère, et n'a été écrit qu'en vue de la circonstance, pour faire niche à quelques pédants, à qui il se plaît à en remontrer en fait de *classique.*

De 1826 à 1831, Leopardi passa la plus grande partie de son temps à Florence, sauf un voyage qu'il fit à Recanati. Participant à la rédaction de l'*Anthologie*, entouré d'une société d'élite et d'amis déjà éprouvés (Capponi, Pucci, etc.), il y aurait trouvé quelque bonheur sans doute, si ses infirmités n'avaient augmenté de jour en jour. Il recueillit et publia, en 1827, ses *Essais de morale* (*Operette morali*, Milan), dont la plupart avaient précédemment paru dans divers journaux ; c'est le livre de prose auquel Manzoni décerne un si bel éloge. Leopardi, tout en y étant fidèle à lui-même, nous y apparaît sous un nouveau jour : le grand moraliste, que recèle tout grand poëte, se déclare ici et se développe en liberté sous vingt formes ingénieuses et piquantes. On peut trouver que, pour le cadre, l'auteur s'est souvenu des *Dialogues* du Tasse, et il le met effectivement en scène dans l'un des siens. Quant au fond, il ne relève que de lui-même et se classe, par la profonde et amère ironie, à côté de Lucien, de Swift et de Voltaire. Nous nous sommes souvenu, en plus d'un endroit, des *Contes philosophiques* et de *Candide ;* mais Leopardi ne s'en souvenait pas ; il est plus sérieux que Voltaire, alors même qu'il plaisante, et puis il va jusqu'au bout. On peut dire que le déisme de Voltaire est une inconséquence et souvent une dérision de plus. Leopardi a le malheur d'habiter en un scepticisme sans limites, et sa sincérité, lorsqu'il écrit, n'en suppose aucunes. Il a rang parmi le petit nombre de ceux qui ont le plus pénétré et retourné en tout sens l'illusion humaine. Un des dialogues les plus originaux et les plus frappants est celui de

Ruysch et de ses momies. Ce grand anatomiste se trouve une nuit éveillé par le bruit des morts de son cabinet qui se sont remis à vivre, qui dansent en ronde et chantent en chœur une hymne à leur grande patronne la mort : c'est par cette hymne en vers que le dialogue commence. Ruysch éveillé regarde à travers les fentes de la porte, et a un moment de sueur froide malgré toute sa philosophie ; il entre pourtant : « Mes enfants, à quel jeu jouez-vous ? ne vous souvenez-vous plus que vous êtes des morts ? que signifie tout ce tintamarre ? Serait-ce par hasard la visite du czar (1) qui vous aurait monté la tête, et croyez-vous n'être plus soumis aux mêmes lois qu'auparavant ?... » Et l'un des morts lui apprend que ce réveillon ne tire pas à conséquence, que c'est la première célébration de la grande année mathématique qui s'accomplit en ce moment, et que les morts n'en ont plus de ce rare sabbat périodique que pour un quart d'heure. — Ruysch en profite pour les interroger sur tant de choses qu'ils doivent savoir mieux que les vivants ; et le quart d'heure est bientôt passé, même un peu trop vite pour le philosophe et avant qu'il ait obtenu toutes les réponses satisfaisantes (2). — Dans le dialogue intitulé *Parini ou de la Gloire*, Leopardi met dans la bouche du sage poëte Parini, sous forme de conseils à un jeune homme, ses propres réflexions, qui sont comme le développement des paroles de l'antique Théophraste. Mais, après avoir touché une à une toutes les vanités, tous les caprices de la gloire, l'avoir poussée et harcelée en ses derniers retranchements, Parini n'en conclut pas moins qu'il faut suivre sa vocation d'écrivain quand elle est telle, et obéir coûte que coûte à son destin, avec une âme forte et grande (3). Ce petit traité fait songer à celui de Cicéron *sur la gloire*, qu'on a perdu ; il en est la réfutation subsistante. — Sous le titre des *Dits mémorables de Philippe Ottonieri*, Leopardi nous donne son propre portrait en Socrate, ses propres maximes pratiques ; c'est là encore qu'on sent à chaque mot un *ancien* né trop tard et dépaysé. Le tout se résume dans cette épitaphe composée par Ottonieri pour lui-même :

LES OS
DE PHILIPPE OTTONIERI,
NÉ POUR LES OEUVRES DE VERTU
ET POUR LA GLOIRE :
IL A VÉCU OISIF ET INUTILE ;
IL EST MORT SANS RENOM,
NON PAS SANS AVOIR CONNU
SA NATURE ET SA
FORTUNE.

Le caractère de l'ironie socratique n'a jamais été mieux analysé et défini qu'au début de ce dialogue, digne d'être lu après Platon.

Comme je n'ai pas la prétention d'enregistrer au complet tous les écrits de Leo-

(1) Pierre-le-Grand, dans son séjour en Hollande, avait visité le cabinet de Ruysch.

(2) Ce dialogue, ainsi que celui *de la Nature et d'un Islandais* et aussi *la Gageure de Prométhée*, ont été traduits en français par M. de Sinner et insérés dans *le Siècle*, recueil périodique dirigé par M. Artaud (1833, tomes I et II) ; ils furent alors trop peu remarqués.

(3) Parlant ailleurs de la gloire, à la fin de son *Épître au comte Pepoli*, Leopardi l'appelle « non pourtant une vaine déesse, mais une déesse plus aveugle que la fortune, que le destin et que l'amour. »

pardi, je note seulement, au nombre de ses derniers travaux qui tiennent encore à la philologie, sa traduction de la chronique grecque précédemment indiquée (*Martyre des saints Pères du mont Sinaï*), en style *trécentiste,* qu'il publia en 1826 ; et peu après, en 1827, la traduction qu'il donna d'un discours de *Gémiste Pleton,* grand orateur et, qui plus est, penseur du Bas-Empire, venu trop tard ou trop tôt, et avec lequel il pouvait se sentir de certaines affinités. Vers 1830, la santé de Leopardi, âgé seulement de trente-deux ans, était tellement perdue qu'elle ne lui permettait que de rares instants d'application. Une édition de ses poésies, qui parut alors à Florence, était précédée de cette préface si touchante et si lamentable :

« Florence, 15 décembre 1830.

« Mes chers Amis,

» C'est à vous que je dédie ce livre, où je cherchais, comme on le cherche souvent par la poésie, à consacrer ma douleur, et par lequel à présent (et je ne puis le dire sans larmes) je prends congé des lettres et de l'étude. J'avais espéré que ces chères études soutiendraient un jour ma vieillesse, et je croyais, après la perte de tous les autres plaisirs, de tous les autres biens de l'enfance et de la jeunesse, en avoir acquis un du moins qu'aucune force, qu'aucun malheur ne me pourrait enlever; mais j'avais vingt ans à peine quand, par suite de cette maladie de nerfs et de viscères, qui me prive de l'usage de la vie et ne me donne même pas l'espérance de la mort, ce cher et unique bien de l'étude fut réduit pour moi à moins de moitié ; depuis lors, et deux ans avant l'âge de trente ans, il m'a été enlevé tout entier, et sans doute pour toujours. Car, vous le savez, je n'ai pu lire moi-même ces pages que je vous offre, et il m'a fallu pour les corriger me servir des yeux et de la main d'autrui. Je ne sais plus me plaindre, mes chers amis ; la conscience que j'ai de la grandeur de mon infortune ne comporte pas l'usage des paroles. J'ai tout perdu ; je suis un tronc qui sent et qui pâtit. Sinon que, pour consolation en ces derniers temps, j'ai acquis des amis tels que vous ; et votre compagnie qui me tient lieu de l'étude, et de tout plaisir et de toute espérance, serait presque une compensation à mes maux, si la maladie me permettait d'en jouir comme je le voudrais, et si je ne prévoyais que bientôt peut-être ma fortune va m'en priver encore, en me forçant à consumer les années qui me restent, sevré des douceurs de la société, en un lieu beaucoup mieux habité par les morts que par les vivants ; votre amitié me suivra toutefois, et peut-être la conserverai-je même après que mon corps, qui déjà ne vit plus, sera devenu poussière. Adieu.

» Votre Leopardi. »

Qui ne serait touché de la sensibilité profonde qui s'exhale en cette espèce de testament du poëte? Elle ne cesse d'animer jusqu'au dernier soupir les accents de Leopardi. Oserai-je exprimer ici une manière d'interprétation que me suggère ce mélange, ce contraste en lui d'incrédulité orgueilleuse et d'épanchement affectueux ? Il semble que, lorsqu'on se met en rapport par la croyance, par la confiance, par la prière (et encore mieux selon les rites sacrés, qui sont comme des canaux établis), avec la grande âme du monde, on trouve appui, accord, apaisement. Que si la créature humaine s'en détache au contraire et ne trouve pas de raison suffisante pour croire et pour espérer, comme, à la rigueur, elle en a peut-être le droit, car les preuves de raisonnement laissent à désirer, elle en est à l'instant punie par je

ne sais quoi d'aride et de désolé. Mais, lorsqu'elle est noble et généreuse, elle trouve une amère consolation dans le sentiment même de sa lutte sans espoir et de sa stoïque résistance au sein des choses. Que si, de plus, elle est tendre, elle a pourtant besoin de chercher autour d'elle des équivalents. Leopardi, qui ne croyait plus à Dieu, se mit à croire d'autant plus tendrement et pieusement à l'amitié dans tous ses sacrifices et ses délicatesses. Ainsi l'âme humaine en détresse se donne le change.

A partir de 1830, nous avons un témoignage direct et continu de ses pensées et de ses souffrances dans une correspondance familière et tout intime. M. de Sinner vit en 1830 Leopardi à Florence; l'érudition fit le premier lien, mais d'autres convenances plus précieuses s'y joignirent. Leopardi, gagné à une entière estime et amitié, confia, en octobre 1830, tous ses manuscrits philologiques à M. de Sinner, qui ne cessa depuis lors d'en faire le plus libéral usage, les extrayant, les communiquant aux savants d'Allemagne qu'il savait occupés des mêmes matières, et pourvoyant en toute occasion à la gloire de son ami (1). Durant les six années qui suivirent (1831-1837), une correspondance aussi fréquente que le permettait l'état de santé de Leopardi se continua entre eux. Après un court séjour à Rome (1831-1832) et un retour passager à Florence, Leopardi était allé s'établir à Naples en 1834, déterminé par un ami dont le nom restera désormais inséparable du sien. Antonio Ranieri, écrivain distingué lui-même, auteur d'une *Histoire du Royaume de Naples*, avait connu pour la première fois Leopardi à Florence, le 29 juin 1827, *jour anniversaire de la naissance* du poëte (l'amitié aussi, dans les cœurs passionnés, a ses dates mémorables); il fut saisi aussitôt de ce je ne sais quoi d'attrayant qu'exerçait cette nature douloureuse et puissante; après quelques absences, Pylade rejoignit son Oreste, il s'attacha à lui dès novembre 1830, pour ne le plus quitter jusqu'à la mort : « Ranieri, écrivait Leopardi, que la foudre seule de Jupiter pourrait arracher d'auprès de moi; *col quale io vivo, e che solo il fulmine di Giove potrebbe dividere dal mio fianco.* » Nous donnerons deux ou trois passages de cette correspondance avec M. de Sinner; elle est d'ordinaire en italien, et je traduis.

« De Rome. 24 décembre 1831.

» Je retournerai certainement à Florence à la fin de l'hiver pour y rester autant que me le permettront mes faibles ressources déjà près de s'épuiser : lorsqu'elles viendront à manquer, le détestable et inhabitable Recanati m'attend, si je n'ai pas le courage (que j'espère bien avoir) de prendre le seul parti raisonnable et viril qui me reste (2)...

» Vous attendez peut-être que je vous dise quelque chose de la philologie romaine. Mais ma santé ici a été jusqu'à présent si mauvaise que je ne puis vous donner aucune information satisfaisante à ce sujet, étant obligé de garder presque toujours la maison. Il est bien vrai que j'ai souvent l'honneur de recevoir des

(1) Un jour qu'après tous ces usages à peu près épuisés, M. de Sinner avait exprimé la pensée de renvoyer le dépôt confié, Leopardi lui répondait : « *Les fleuves retourneront à leurs sources* avant que je retrouve la vigueur nécessaire pour les études philologiques, et, quand ce miracle arriverait, mes paperasses, en revenant de vos mains aux miennes, ne feraient que perdre..... *Prima i fiumi torneranno alle fonti*, etc. »

(2) On devine trop quel est ce parti.

visites littéraires; mais elles ne sont pas du tout philologiques, et en général on peut dire que, si l'on sait ici un peu plus de latin que dans la haute Italie, le grec est presque ignoré et la philologie presque entièrement abandonnée en faveur de l'archéologie. Comment celle-ci peut-elle se cultiver avec succès sans une profonde connaissance des langues savantes? je vous le laisse à penser. Il ne se trouve pas cette année à Rome de philologues étrangers de réputation. Je vois assez souvent le bon ministre de Prusse, le chevalier Bunsen, qui était ami du pauvre Niebuhr ; il réunit toutes les semaines chez lui une société de savants, dont je n'ai pu encore profiter à cause de ma santé et de la distance où il demeure.... »

Mais voici un passage curieux, dans lequel, à l'occasion d'un article sur lui qu'avait inséré un journal de Stutgard, *l'Hesperus*, Leopardi, au beau milieu d'une lettre écrite en italien, s'exprime tout d'un coup en français, comme pour rendre plus nettement sa pensée et pour adresser sa profession de foi à plus de monde. Je laisse subsister les deux premières lignes en italien comme elles sont :

(Florence, 24 mai 1832.)

« Ho ricevuto i fogli dell' *Hesperus*, dei quali vi ringrazio carissimamente. Voi dite benissimo ch' egli è assurdo l'attribuire ai miei scritti una tendenza religiosa. Quels que soient mes malheurs, qu'on a jugé à propos d'étaler et que peut-être on a un peu exagérés dans ce journal, j'ai eu assez de courage pour ne pas chercher à en diminuer le poids ni par de frivoles espérances d'une prétendue félicité future et inconnue, ni par une lâche résignation. Mes sentiments envers la destinée ont été et sont toujours ceux que j'ai exprimés dans *Bruto minore*. Ç'a été par suite de ce même courage, qu'étant amené par mes recherches à une philosophie désespérante, je n'ai pas hésité à l'embrasser tout entière; tandis que, de l'autre côté, ce n'a été que par effet de la lâcheté des hommes, qui ont besoin d'être persuadés du mérite de l'existence, que l'on a voulu considérer mes opinions philosophiques comme le résultat de mes souffrances particulières, et que l'on s'obstine à attribuer à mes circonstances matérielles ce qu'on ne doit qu'à mon entendement. Avant de mourir, je vais protester contre cette invention de la faiblesse et de la vulgarité, et prier mes lecteurs de s'attacher à détruire mes observations et mes raisonnements plutôt que d'accuser mes maladies. »

J'ajoute, avant de donner le commentaire, cette autre phrase d'une lettre écrite de la campagne près de Naples (22 décembre 1836), et qui touche dans un sentiment plus doux et avec délicatesse cette idée de la vie d'au delà ; cette fois je traduis :

« Adieu, mon excellent ami, j'éprouve un continuel et bien vif désir de vous embrasser, mais comment et où le pourrai-je satisfaire? Je crains fort que ce ne soit seulement κατ' ἀσφοδελὸν λειμῶνα (le long de la prairie d'Asphodèle) (1). Ranieri vous honore et vous salue de toutes ses forces. Parlez moi de vos études et aimez-moi toujours ; adieu de tout cœur. »

Ainsi, cette fois, à l'ami qu'il aurait voulu revoir et qu'il désespérait d'embrasser encore, Leopardi ne disait pas tout à fait *non*, et il lui donnait rendez-vous

(1) *Odyssée*, livre XI.

avec un sourire attendri et presque avec un *peut-être* d'espérance, parmi ces antiques ombres homériques de la *prairie d'Asphodèle*. — Quant au passage décisif et qui concerne sa profession de foi, il se rattache de près à la pièce lyrique qui peut sembler la plus belle du poëte, et qu'on dirait avoir été composée à la suite de cette lettre irritée : je veux parler de son chant intitulé *l'Amour et la Mort*, dans lequel le ton le plus mâle s'unit à la grâce la plus exquise. Il faut désespérer de faire comprendre un tel chef-d'œuvre autre part que dans l'original; qu'on me pardonne de l'avoir osé traduire et légèrement paraphraser, et qu'on devine, s'il se peut, à travers le plâtre et la terre de la copie, la fermeté primitive et tout le brillant du marbre.

L'AMOUR ET LA MORT.

Celui qu'aiment les Dieux meurt jeune.
MÉNANDRE.

Frère et sœur à la fois, naquirent fils du Sort,
Éclos le même jour, et l'Amour et la Mort.
Le monde ni le ciel n'ont vu choses si belles :
De l'un naît tout le bien aux natures mortelles,
Et le plus grand plaisir, ici-bas départi,
Sur ce vaste océan d'où chaque être est sorti.
L'autre à son tour fait taire, apaise en souveraine
Tout mal, toute douleur, si vive qu'elle prenne.
C'est une enfant très-belle, et non point telle à voir
Que de lâches effrois la veulent concevoir :
L'enfant Amour souvent l'accompagne et l'emmène;
Ils volent de concert sur cette route humaine,
Portant à tout cœur sage allégeance et confort.
Et cœur ne fut jamais plus sage ni plus fort
Qu'atteint d'amour : jamais mieux qu'alors il ne prise
La vie à son vrai taux, et souvent il la brise ;
Car, partout où l'Amour se fait maître et seigneur,
Le courage s'implante ou renaît plein d'honneur,
Et la sagesse alors, non celle qu'on renomme,
Mais celle d'action, devient aisée à l'homme.

Lorsque nouvellement au sein d'un cœur profond
Naît un germe d'amour, du même instant, au fond,
Chargé d'une fatigue insinuante et tendre
Un désir de mourir tout bas se fait entendre.
Comment? je ne sais trop ; mais telle est, en effet,
D'amour puissant et vrai la marque et le bienfait.
Peut-être que d'abord le regard s'épouvante
Du désert d'alentour où l'amie est absente ;
Peut-être que l'amant n'a plus devant les yeux
Qu'un monde inhabitable et qu'un jour odieux,
S'il n'atteint l'objet seul, l'idéal de son rêve :
Mais, déjà pressentant l'orage qui s'élève,
L'orage de son cœur, il tend les bras au port,
Avant que le désir ne rugisse plus fort.

Puis, quand le rude maître a pris en plein sa proie,
Quand l'invincible éclair se déchaîne et foudroie,
Combien, ô Mort, combien, au pire du tourment,
Monte vers toi le cri du malheureux amant!
Combien de fois, le soir ou plus tard à l'aurore,
Laissant tomber son front que la veille dévore,
Il s'est dit bienheureux, si du brûlant chevet
Jamais dès lors, jamais il ne se relevait,
Et ne rouvrait les yeux à l'amère lumière!
Et souvent, aux accents de la cloche dernière,
Aux funèbres échos de l'hymne qui conduit
Les morts sans souvenir à l'éternelle nuit,
Avec d'ardents soupirs et d'un élan sincère
Il envia celui que le sépulcre enserre.

Même l'homme du peuple, et le moindre garçon
A qui certes jamais Zénon ne fit leçon,
Même la jeune fille, humble enfant qui s'ignore,
Qui se sentait dresser les cheveux hier encore
Au seul mot de mourir, tout d'un coup enhardis,
Ils vont oser régler ces apprêts si maudits,
Méditer longuement, d'un œil plein de constance,
Le poison ou le fer, leur unique assistance;
Et dans un cœur inculte, et du reste ignorant,
La grâce de la mort à la fin se comprend :
Tant cette grâce est vraie, et tant la discipline
De l'amour, vers la mort, doucement nous incline!
Souvent, lorsqu'à l'excès le soupir enflammé
Ne laisse plus de souffle au mortel consumé,
Ou bien le frêle corps, mourant de ce qu'il aime,
Sous l'effort du dedans se dissout de lui-même;
Et la Mort, par son frère, en ce cas-là prévaut;
Ou bien l'Amour au fond redouble tant l'assaut,
Que, n'y pouvant tenir et fatigués d'attendre,
Le simple villageois, la jeune fille tendre,
D'une énergique main, jettent leurs nœuds brisés,
Et couchent au tombeau leurs membres reposés.
Le monde en rit, n'y voit que démence ou faiblesse,
Le monde à qui le ciel fasse paix et vieillesse!

Mais aux bons, aux fervents, aux mortels généreux,
Puisse en partage échoir l'un ou l'autre des deux,
Amour ou Mort, seigneurs du terrestre domaine,
O les plus vrais amis de la famille humaine,
Que nul pouvoir n'égale ou prochain ou lointain,
Et qui dans l'univers ne cédez qu'au Destin!
Et toi qu'enfant déjà j'honorais si présente,
Belle Mort, ici-bas seule compatissante
A nos tristes ennuis, si jamais je tentai
Aux vulgaires affronts d'arracher ta beauté
Et de venger l'éclat de ta pâleur divine,
Ne tarde plus, descends, et que ton front s'incline
En faveur de ces vœux trop inaccoutumés!
Je souffre et je suis las, endors mes yeux calmés,

Souveraine du temps. A quelque heure fidèle
Qu'il te plaise venir m'enfermer dans ton aile,
Sois certaine de moi : toujours fier et debout,
Résistant au Destin et luttant malgré tout,
Refusant de bénir le dur fouet dont je saigne
Et de flatter la main qui dans mon sang se baigne,
Comme fit de tout temps le vil troupeau mortel,
Sois-en certaine, ô Mort, tu me trouveras tel ;
Et rejetant encor toute espérance folle,
Tout leurre où, vieil enfant, le monde se console ;
Comptant sur toi, toi seule, et pour mon ciel d'azur
N'attendant que le jour impérissable et sûr
Où je reposerai ma fatigue endormie
Sur ton sein virginal, ô la plus chaste amie!

Il me semble qu'après de tels témoignages Leopardi n'a plus qu'à mourir. Il traînait à Naples ses dernières années, séquestré du monde et de toute communication active avec le dehors, gêné par la censure locale dans les éditions définitives qu'il voulait publier de ses écrits, mais entouré des tendres soins de son fidèle Ranieri, et consolé aussi par quelques visites passagères, telles que celles du noble poëte allemand Platen, qui s'en allait mourir en Sicile vers ce même temps. Je ne fais qu'indiquer un dernier poëme en octaves : *Paralipomeni della Batracomiomachia di Omero* (la suite de la Batrachomyomachie d'Homère), espèce de composition satyrico-politique à laquelle s'amusait le malade à ses heures de relâche, et qu'il a menée à fin. Cette veine-là nous plaît moins chez Leopardi ; elle nous est d'ailleurs peu accessible par la difficulté d'entendre ces sortes d'allusions. Nous nous tenons en ce genre à sa pièce adressée à Capponi sous le titre de *Palinodie*, dans laquelle il se moque très-agréablement de notre progrès proclamé par les journaux et de notre âge d'or industriel. Cependant le choléra avait fait invasion à Naples; Ranieri devait emmener son ami à la campagne, à Portici : au moment du départ, le 14 juin 1837, à cinq heures de l'après-midi, le malade expira subitement, non point du choléra, mais d'une hydropisie de poitrine arrivée à son dernier période. Il n'était âgé que de trente-neuf ans moins quinze jours. Quelques heures avant sa mort, sur la demande d'un ami, il avait écrit quelques vers dans le goût de Simonide ou de Mimnerme, et dont voici le sens : « Mais la vie mortelle, depuis que la belle jeunesse a disparu, ne se colore plus jamais d'une autre lumière ni d'une autre aurore ; elle est veuve jusqu'à la fin, et, à cette nuit qui obscurcit tous les autres âges, les Dieux n'ont mis pour terme que le tombeau. » — Par les soins de son admirable ami, au milieu de toutes les difficultés d'une ville comme Naples livrée au choléra, il fut transporté dans la petite église de San Vitale, hors de la grotte du Pausilype, et là, dans ces beaux lieux où *cesse la douleur,* il repose non loin de Sannazar et de Virgile. Depuis ce temps, Ranieri prépare l'édition complète des œuvres, qui a subi tous les retards ordinaires en ces contrées de lenteur et d'entraves, mais nous espérons que l'entreprise pieuse aura son issue (1).

Que si, nous-même, il nous a été possible en ce moment de payer un tribut,

(1) Indépendamment de deux ou trois *Dialogues* inédits où figurent Straton de Lampsaque, Copernic, etc., on a lieu de désirer vivement un volume inédit de *Pensées* sur les caractères des hommes et sur leur conduite dans la société.

bien tardif, à la mémoire d'un si grand esprit, d'un si vrai poëte, nous le devons à cet autre ami de Leopardi, déjà cité plus d'une fois, et qui nous en a donné l'idée en même temps que le secours; si nous avons eu l'honneur de *verser un tombeau,* comme disaient les Grecs, sur cette noble victime du sort, il ne serait que juste d'inscrire sur la petite colonne du monument le nom de M. de Sinner autant que le nôtre.

SAINTE-BEUVE.

ELLEN MIDDLETON

BY LADY GEORGIANA FULLERTON.[1]

Cette œuvre nouvelle est curieuse, en ce qu'elle émane d'une situation morale exceptionnelle et d'un état de mœurs particulier aux classes supérieures de l'Angleterre. Tout y est subtil et exalté ; rien n'y est faux. La religion y devient poésie, la poésie métaphysique, la souffrance de l'âme dépasse, domine et entraîne la souffrance du corps, la délicatesse s'y raffine jusqu'à l'extrême, et le scrupule s'y exagère jusqu'au supplice. Si l'on passe sans transition des nouveaux romans américains à une telle œuvre, on aura franchi tout le diamètre qui sépare l'excessive brutalité démocratique des derniers raffinements d'une aristocratie vieillie et usée dans le luxe, le pouvoir et la conscience de sa force.

Nous sommes dans un de ces comtés de l'Angleterre où la main de l'homme adoucit et fait valoir, par une culture assidue de quinze siècles, les aspects et les grâces sauvages de la nature. Là vivait, entre 1820 et 1830, une famille riche et considérée. Le manoir habité par elle ne pouvait être cité comme un modèle de goût ; toutes les époques de l'histoire anglaise avaient contribué à cette étrange architecture ; l'art gothique en avait évidé les pierres les plus antiques ; la lourde copie des colonnades du Parthénon s'était installée sur les degrés du péristyle, bâti vers la fin du XVIIIe siècle, et l'on y admirait çà et là les féeries de la renaissance, mêlées aux traces du goût hasardé qui régna sous Élisabeth. Tant d'incohérence ne déplaisait pas ; tout était si bien conservé, les rides des vieilles sculptures étaient si nettes et si propres, la variété même des ornements offrait une si piquante originalité, que l'on s'arrêtait rêveur ; on s'étonnait d'aimer ce mélange baroque de toutes les époques et de tous les styles. Le calme d'une vie réglée et élégante, héréditaire chez les générations représentées par ces générations de pierres neuves et vermoulues, les traces d'un ordre constant, jointes à l'imprévu et au caprice de l'ensemble, éveillaient à la fois les deux sentiments les plus charmants pour les âmes délicates, le sentiment de l'ordre moral et celui de la grâce poétique.

(1) 3 vol. post-octavo, Londres, 1844 ; Paris, chez Galignani, rue Vivienne.

C'est là, dans ce manoir, que l'auteur du nouveau roman anglais dont nous avons à parler, livre remarquable à plusieurs égards, a placé la scène de sa touchante histoire. Elle a ému Londres tout récemment, et ce n'est pas là un honneur médiocre, au milieu de tant de créations que l'industrie nouvelle met en vogue, et dans une stagnation aussi complète de la curiosité intellectuelle. L'auteur est une femme du monde et du plus grand monde, lady Fullerton, une des filles de lord Granville, l'ancien ambassadeur en France ; les genres de mérite spécial ainsi que les fautes du livre s'expliquent aisément par cette origine élevée. On gravit, en le lisant, les hauteurs poétiques et même mystiques de ce monde réservé; ce qui est charmant, c'est que, malgré la hauteur, on y respire une atmosphère d'émotion féminine puissante et vraie, toute déliée qu'elle soit.

Nous voudrions traiter ce livre comme il le mérite, et nous mettrons un moment de côté les instruments ordinaires de la critique, — nous déposerons le microscope, le scalpel, les balances esthétiques. En fait d'œuvres qui s'adressent directement à l'émotion, le mieux est de respirer la fleur avant d'en effeuiller la corolle, de suivre le cours du récit, de vivre avec les personnages, et de se laisser attendrir ou échauffer de leurs passions. Quelquefois, en redisant cette histoire, il faudra bien expliquer un peu les détails de mœurs que lady Fullerton n'a pas éclairés d'une lumière vive, ou creuser des caractères qui sont restés à l'état d'ébauche sous sa douce main de femme du monde, ou mettre en relief les secrètes combinaisons qui ont présidé à son travail ; mais, en définitive, nous serons très-fidèle au fonds des idées et au récit de l'auteur. Essayons avant tout d'en indiquer les sources diverses et étrangères à nos mœurs.

C'est un roman sentimental et surtout religieux. Comme le dit ce bon évêque de Bellay, qui n'a pas écrit moins de deux cents romans religieux, « il n'est pas défendu, ains il est légitime, de mesler les honnestes esbattemens aux saintes pensées et de tempérer par le crystal aganippide l'amertume des eaux salutaires de Siloë : » cela veut dire tout simplement que la fiction, l'apologue et le roman bien employés peuvent légitimement venir en aide au sermon et à l'homélie. Les pères jésuites ont poussé cette licence au delà des raisonnables bornes; saint Bonaventure et saint Borromée, avant eux, avaient donné l'exemple modéré de cette méthode : instruire les hommes par des récits agréables. Même les calvinistes austères possèdent un chef-d'œuvre dans ce genre, *le Pèlerin voyageur à travers le Monde* (*Pilgrim's progress*), par Bunyan, la dernière allégorie mystique que le moyen âge ait léguée aux siècles qui le suivirent. Cette épopée en prose, qui compte « six cent cinquante-deux » éditions et traductions dans toutes les langues du Nord, mériterait d'être comparée à l'épopée catholique de Dante ; c'est l'œuvre d'un chaudronnier, qui l'écrivait en prison ; jamais le style anglais, même sous la plume de Swift, n'a déployé plus de vigueur, de simplicité, de concentration. Bientôt la fiction religieuse passa des mains du chaudronnier Bunyan à celles de Daniel de Foë et de Richardson ; vers la fin du XVIIIe siècle, elle devint en Angleterre le partage à peu près exclusif des femmes-auteurs : les *spinsters*, vieilles filles, y excellèrent. Ce fut un mélange de pruderie, de dévotion, de coquetterie, de politique mondaine, de prétention et d'hypocrisie, pour lequel j'ai peu de goût; miss Edgeworth s'en tira mieux que personne, et c'est la seule préceptrice de ce genre qui me paraisse digne ou d'éloge ou de pardon. Quant à la célèbre Hannah Moore, amie de Samuel Johnson, peu d'esprit, un style lâche, une invention stérile, un rabâchage éternel, constituent les mérites de son style; c'est pis encore quant

au fond. Sa morale est celle des apparences, dont on fait bientôt la morale de l'hypocrisie, et de l'utilité personnelle, qui se transforme vite en égoïsme. Dans les derniers temps, le roman religieux s'est confondu avec le roman fashionable ; cette phase littéraire, qui n'a pas été observée, tient, comme il arrive toujours, à des changements graves survenus dans les mœurs.

L'alliance du calvinisme et de l'aristocratie est chose assez récente : entre l'une et l'autre, aucune ressemblance originelle ne se trouve. Le dogme de Calvin, fondamentalement populaire et même républicain, n'a commencé à s'infiltrer dans les classes élevées d'Angleterre que depuis environ un siècle. Tailleurs, maçons, marchands de vin et apprentis composaient l'avant-garde de Cromwell. Toute la cour de Charles II se moquait du calvinisme ; celle de Charles Ier penchait vers la foi catholique. On lit dans le rapport d'un nonce italien fort spirituel, qui s'appelait Panzani : « Presque tous les grands seigneurs anglais sont catholiques, sinon de profession, au moins de cœur et d'âme. »

Après la chute définitive de l'absolutisme et du génie catholique en Angleterre, le premier écrivain qui tenta la réconciliation de la sévérité calviniste et de l'élégance des mœurs fut Addison ; son style ingénieux, son agréable causerie, n'auraient pas suffi à lui assurer la place élevée qu'il occupe, s'il n'eût exercé une véritable influence politique ; promoteur et expression d'une civilisation mixte et nouvelle, grâce à lui, on a pu se croire autorisé à porter des gants en restant dévot, et même se montrer poli envers les dames sans cesser d'aller au prêche. Richardson, plus bourgeois et plus rigide, lui succéda ; après lui, le calvinisme, continuant de se civiliser, enfanta en Écosse une petite subdivision d'école romanesque et d'analyse sentimentale ; Mackenzie, écrivain pâle et doux, auteur du *Man of Feeling*, en est le héros. A côté de lui parut l'intarissable et pieuse Hannah Moore, la Mme de Genlis de son pays, celle qui produisit *Cœlebs in search of a wife (le Célibataire à la recherche d'une femme)*, le plus immoral des romans moraux, religieux et populaires ; une horde de femmes auteurs l'escorta, toutes prêchant la vertu, la prudence, la politique, le mariage, et quelques-unes les bonnes manières. Miss Burney et miss Edgeworth, reines de ce domaine, écrivirent à la fois le roman du grand monde et le roman religieux, ou plutôt elles fondirent un de ces genres dans l'autre. Depuis cette époque, M. Ward, auteur de *Trevelyan*, eut un grand succès en poussant la piété jusqu'au scrupule mystique, le bon ton jusqu'au raffinement exquis.

Ellen Middleton, œuvre née dans les hautes régions actuelles de la pensée et des habitudes anglaises, procède, à l'insu de son auteur, de ces trois sources à la fois, du roman sentimental de Mackenzie, du récit religieux et métaphysique et du roman fashionable. Il n'est pas étonnant que lady Fullerton ait puisé, sans le savoir, à ces trois sources élevées qui l'entouraient. Mais, ce qu'il est utile de remarquer, c'est le changement subi par le calvinisme, devenu aristocratique et de bon ton, transformé dans ce livre en poésie métaphysique, et venant aboutir aux limites du catholicisme même, comme nous allons le voir.

J'ai fait tout à l'heure le portrait du château. Je regrette qu'on ne nous dise pas comment y fut élevée Ellen, quel homme c'était que M. Middleton, propriétaire de ce manoir, à peine indiqué par l'auteur, mais que j'ai décrit pour y avoir vécu dans ma jeunesse. Les caractères virils échappent volontiers à lady Fullerton ; elle les estompe plutôt qu'elle les burine, et c'est là un des inconvénients de ce talent féminin, poétiquement élégant, du ton le plus distingué, souvent aussi naïvement

passionné. Imaginons M. Middleton assez chargé d'embonpoint, haut en couleur, personnel et facile à vivre, quelque médiocrité bien élevée, bien vêtue, bien portante et bien nourrie : — heureuse nature d'homme dans tous les pays. M. Middleton, remarié à une personne de son espèce, avait eu de son premier mariage une fille, Ellen. Celle-ci grandissait dans une solitude sentimentale, et pouvait avoir seize ans à l'époque dont nous parlons; raffinée et capricieuse, indépendante et timide, ardente et réfléchie, disciplinée et mystique, pastorale et du grand monde, elle était tout cela de bonne heure et sans y prétendre. M. Mérimée, dans son conte de *Colomba*, a deviné ou copié finement ce produit unique de la civilisation religieuse et aristocratique en Angleterre; les autres pays n'ont rien de pareil. Lady Georgiana ne fait point le portrait extérieur d'Ellen, ou plutôt, car c'est d'une confession qu'il s'agit, Ellen ne se décrit pas elle-même dans le roman. Pour y suppléer, en l'absence de renseignements précis, supposons quelque brune-blonde, au profil net et fier, vive et douce, l'œil bleu et rayonnant, la chevelure brune et ondoyante, le teint transparent des Anglaises, l'arc noir du sourcil finement tracé; Marie Stuart était ainsi. S'il est vrai, comme les philosophes grecs l'assurent, que la femme soit un danger, de toutes les races de femmes c'est bien la plus dangereuse.

Dès la première adolescence, ce danger éclata; un geste trop vif de la jeune fille, mouvement irréfléchi de violence et de colère, précipita d'une terrasse à l'italienne qui dominait un torrent la sœur cadette d'Ellen, enfant du second lit; sous ce coup fatal, l'enfant disparut entraînée par les eaux, sans que les habitants de la maison vissent ce malheur et en connussent la cause. Ellen rêvait, appuyée sur une des colonnes du portique, ses cheveux bruns répandus sur ses jeunes épaules; et sa pensée volait du côté des belles montagnes bleues qui couronnaient l'horizon. Deux fois l'enfant l'avait provoquée en jouant les bras étendus au bord du parapet fatal. Deux fois Ellen avait quitté sa rêverie pour courir vers elle et l'arracher à la mort, et la méchante enfant s'était obstinée dans sa taquinerie périlleuse. Ellen s'était élancée; l'enfant, frappée trop vivement, était tombée de l'arête extrême de la terrasse dans le torrent; elle était morte.

Une violence passagère, voilà tout; la vie d'Ellen sera perdue : l'auteur l'a voulu. Au siècle dernier, Hannah Moore eût choisi volontiers ce début et ce texte pour prouver aux filles anglaises la nécessité de la modération; c'eût été le sujet d'un de ces sermons insipides qu'elle déguisait sous le titre de romans. Elle n'eût pas manqué de toucher en passant le dogme calviniste de la prédestination, auquel elle eût donné pour preuve l'acte d'Ellen et les suites de cet acte; elle eût vivement appuyé sur cette autre injonction calviniste, l'importance des faits les plus insignifiants de la vie humaine. Lady Georgiana n'est point Hannah Moore, je l'en félicite de tout mon cœur; depuis le XVIII[e] siècle, les nuances des doctrines ont changé; une mysticité plus ardente, un besoin plus vif de consolation et d'appui sur cette terre respirent dans le roman nouveau. Vous diriez une aspiration sourde et douloureuse vers le catholicisme, tant il y a là de tendresse et de ferveur.

Le mal secret du remords subit un traitement différent sous la loi catholique et sous la loi protestante. Le catholicisme dit à l'homme : Obéis, crois, humilie ton orgueil, confesse-toi, tes fautes te seront pardonnées. Le protestantisme, au contraire : Examine ton âme, humilie-toi devant Dieu seul, sois sévère pour toi-même; si Dieu l'a voulu, tu seras pardonné. — Ici l'autorité, là l'examen; ici l'espoir et la confiance; là incertitude, peut-être désespoir. Je ne décide pas théologiquement et moralement entre les doctrines, je les expose.

Le souvenir d'un seul acte coupable va poursuivre Ellen pendant toute sa vie; les joies de son amour en seront empoisonnées, l'éclat de sa beauté s'en obscurcira, les loisirs de sa solitude y trouveront des fantômes, les suites d'un mouvement à peine volontaire l'envelopperont de soucis cruels, d'horribles intrigues, de douleurs brûlantes, et la plongeront toute jeune au tombeau. Telle est l'histoire que nous allons lire. Oiseau blessé, traînant de buisson en buisson, à travers sa courte vie, l'épine ensanglantée que rien n'arrachera de son cœur, nous la verrons mourir accablée sous cette angoisse. Avec le catholicisme et la confession, rien de tout cela n'était possible; si, le jour même de la catastrophe, elle avait pu, comme dit Shakspeare, « alléger son âme de ce périlleux fardeau, » si un homme placé entre Dieu et elle avait eu le droit d'effacer la tache de sang, elle aurait pu vivre et moins souffrir. Le catholicisme est une religion d'autorité qui pardonne et châtie, le protestantisme une foi individuelle qui place les passions de chacun en face de sa raison, sollicitant le cœur à s'analyser, l'esprit à se juger; ainsi les douleurs incurables retombent sur elles-mêmes, au risque de briser l'être qui les porte. L'ouvrage de lady Fullerton, à l'insu de l'auteur même, renferme un plaidoyer secret en faveur de la confession catholique, et au moment où les doctrines d'Oxford continuent leur singulier travail, où une faible portion du clergé protestant d'Allemagne les adopte, où une autre portion du clergé catholique penche vers une réforme, cette coïncidence, fortuite sans doute, est plus qu'intéressante à observer.

Revenons à l'histoire d'Ellen, et rentrons dans le manoir des Middleton pour ne plus le quitter. Deux jeunes gens y passaient les vacances, et l'un d'eux n'était pas indifférent à la jeune fille. Le grave Édouard Middleton, neveu du père, un de ces hommes sévères qui n'ont pas de jeunesse et qui attirent et séduisent la mobilité féminine par l'immobilité de l'âme et le sérieux de l'esprit, inspirait déjà à sa jeune cousine ce respect mêlé d'admiration attendrie qui chez les femmes d'ordre supérieur accompagne les préférences profondes. Lui-même aimait Ellen, ou plutôt il l'étudiait. Quant à Henri Lovell, le seul caractère viril que lady Fullerton ait peint de couleurs vives et franches, imaginez une de ces audaces saxonnes qui apparaissent assez souvent chez nos voisins, — héros épris des grandes chances, des joies folles, des courses périlleuses, des passions extrêmes, des douleurs emportées; pour ce Lovell, la vie sans accidents eût été l'enfer. Vous avez vu sans doute de ces hommes de fougue qui parlent bien, causent brillamment, aiment l'action, et sont capables de nobles choses, quand la débauche ou le danger imprudemment bravé ne les ont pas détruits à vingt-cinq ans? Toutes leurs saillies sont hasardeuses; ils se reposent dans l'extrême, et n'ont d'ennemi que l'ennui. Tels Walter Raleigh au XVIe siècle, Buckingham au XVIIe, Fox au XVIIIe. Henri, dès vingt et un ans, avait brûlé sa vie. Il avait joué gros jeu à Oxford; son oncle avait payé ses dettes. A Londres, il avait recommencé de plus belle, et tout prêt à se déshonorer et à se tuer, une ancienne gouvernante de sa famille l'avait sauvé, à grand prix comme on va voir.

Parlons de cette gouvernante. J'aurais voulu que mistriss Tracy fût étudiée et peinte à la façon de Holbein et de Rembrandt; je vois d'ici sa figure sèche et pointue, l'étincelle de deux petits yeux enfoncés, l'air dévot et amer, le bonnet collé sur la tête, et une certaine austérité avare répandue sur toute la personne. Mistriss Tracy avait passé la première moitié de sa vie à servir; elle en passait l'autre moitié à intriguer. Devenue assez riche à force d'économie sordide et de petits héritages entassés, elle pensait à faire épouser à Lovell, resté sans fortune, Alice, sa fille unique. Toute l'ambition de cette femme se bornait là; elle n'avait que cette

seule idée, acclimater sa fille dans le cercle magique du monde supérieur qu'elle avait vu de si près et avec tant d'envie. C'est encore un trait lumineux qui peint admirablement les classes inférieures de l'Angleterre.

Une promesse de mariage, signée en faveur d'Alice, avait été le prix dont Lovell avait payé la générosité intéressée qui lui rendait la vie et l'honneur. Ainsi Lovell tombe sous le joug de sa faute, comme Ellen, meurtrière irréfléchie, plie sous son remords. Ces deux personnages vont se rencontrer; ils sont l'un et l'autre impétueux, pleins d'orgueil, de passion, d'inexpérience, misérables par la conscience, et la lutte qui va s'établir entre eux est le sujet du roman, — un très-beau sujet.

Le crayon de l'auteur n'est pas toujours assez vigoureux dans le dessin des portraits. J'aurais aimé plus de finesse et de force dans les touches, un M. Middleton plus nettement accusé, une mistriss Tracy plus femme de chambre, un Édouard Middleton mieux caractérisé. Ce livre, que distingue une sorte de retour secret et involontaire vers une religion plus fervente, incline aussi vers ce genre de roman que l'Angleterre comme la France a oublié depuis longtemps, — vers *Zaïde* ou *la Princesse de Clèves;* la passion y absorbe les caractères, elle les efface, les enveloppe et les fond dans un foyer de vapeur ardente : là, de nos deux facultés sentir et penser, c'est la première qui l'emporte. Nous ne chercherons point ici quelle secrète liaison rattache la fiction pathétique et passionnée, — forme particulière de l'art, — à la foi tendre et rêveuse de sainte Thérèse et de saint François de Sales. Le roman de caractère et d'extrême analyse, tel que Richardson l'a fait, est essentiellement le roman protestant; c'est l'examen qui le domine et qui y règne : on y voit tout à la loupe; et que deviennent les passions, quand le microscope s'en empare? Si, au contraire, c'est de la passion humaine que l'on s'occupe surtout, l'attention manque pour l'analyse ; le théâtre espagnol en est la preuve; sans analyse, sans observation détaillée, c'est le théâtre catholique par excellence. Il y a donc un art catholique et un art protestant, comme un art romain et un art germanique. Quand on n'a pas étudié d'assez près ces matières, on accuse trop facilement de subtilité ou de paradoxe ces résultats, qui éclairent, par leur exactitude incontestable, les profondeurs même de l'histoire littéraire ; j'indique seulement cette veine aux méditatifs. Continuons notre récit.

Le secret d'Ellen, inconnu de toute la famille, ne l'est pas de deux personnes, de Lovell et de mistriss Tracy, qui ont tout vu d'une chambre du château. La gouvernante profitera de ce qu'elle sait, elle en usera pour ses desseins; déjà elle redoutait que Lovell s'attachât à la jeune Ellen, tous ses plans formés en faveur d'Alice pouvaient être ainsi déjoués. Ce secret domine la position entière, la femme de chambre peut perdre Ellen; comme la mort de l'enfant assure à sa sœur aînée la fortune paternelle, cet acte peut devenir le texte d'imputations odieuses. Quant à Lovell, avec un caractère tel qu'est le sien, vous présumez bien qu'il aimera Ellen; là se trouvent à la fois le danger, l'attrait, la passion, l'impossible; il se met donc à aimer éperdument sa cousine. Attirée vers lui par une analogie mystérieuse de caractère, par l'éclat, la grâce, la nouveauté, le fracas des manières, elle ne lui donne après tout que sa curiosité de jeune fille; la portion sérieuse de son cœur est captivée par la gravité de Middleton. Cette nuance est charmante de délicatesse et d'ardeur. Les progrès que Lovell a semblé faire dans les préférences d'Ellen affligent Édouard, qui part pour le continent; ils déplaisent fort à l'oncle, qui donne à Lovell son congé définitif.

Ellen reste seule au château. Figurez-vous les grandes pelouses d'un vert sombre,

l'ombre des chênes aux énormes branches, le silence du manoir, la mélancolie des cloches lointaines, la régularité sourde de la vie, le murmure continu du torrent tombant de la cascade dans les fossés, l'orgue qu'Ellen fait soupirer sous les voûtes de la grande salle qui date des Plantagenets, le remords et le chagrin de l'enfant devenue jeune fille, le départ du cousin adoré, la crainte vague jetée dans son âme par quelques mots obscurs que Lovell a prononcés. Que tout cela est triste, et que nous arriverions facilement à l'une de ces créations qui, sous prétexte d'être sentimentales, nous plongent dans le marécage de la mélancolie éternelle, si une peinture fine du grand monde à la campagne ne réveillait l'esprit et ne ranimait la composition! Ceci est velouté, délicat, et cependant vrai. La tapisserie, les chenets et la pincette n'y sont pas décrits et détaillés comme par gens qui n'auraient marché de leur vie que sur le carreau d'un cinquième étage; les fourchettes et les réchauds de vermeil n'apparaissent pas avec fracas comme des héros extraordinaires. Ce qui constitue le vrai *high life,* c'est l'habitude de ne faire aucune attention à ces choses; et je m'extasie toujours sur la vulgarité de ceux qui, pour peindre les mœurs d'un certain monde, appuient sur la livrée, le plateau qui supporte la lettre, et les ajustements du tapissier. Quand on a vécu dans ces habitudes, imagine-t-on que l'on puisse vivre autrement?

Lovell est amoureux et veut retrouver sa cousine; il la fait inviter à passer la saison chez une parente de son père. Là se trouvent réunis des gens de fort bonnes manières, qui ne manquent pas, grâce à Dieu, de leurs petits ridicules: — complimenteur fade, élégant maladroit, roué triste, et surtout une petite créature, délicieuse celle-ci et originale, Rose l'Irlandaise, avenante, riante, bondissante, rose comme son nom, patriote devant les ministres, un peu sauvage dans le bon ton, et chantant ses mélodies nationales à la barbe des tories. C'est charmant de vivacité et de grâce. Viennent de bonnes scènes de salon; l'élégant maladroit, lorsque la pauvre Ellen, assise au piano et forcée de chanter douze couplets d'une romance, passe trois de ces couplets, la rappelle à l'ordre; « il ne veut pas perdre une note de cette voix délicieuse, » observant galamment que la cantatrice a fait tort de trois couplets à l'auditoire, et qu'il « veut son compte » absolument.

Un soir cependant, l'Irlandaise, assise au salon devant sa table à ouvrage, et voyant tout le monde réuni, y compris Henri Lovell, s'arma d'un air grave, déposa sa tapisserie, appuya ses deux petits coudes sur ses genoux, et, soutenant de ses deux mains sa petite tête rose et ronde, fixa un regard sérieux sur Henri Lovell, et lui dit de sa voix la plus solennelle: — « Monsieur Henri Lovell, je suis fâchée d'être obligée de vous faire une déclaration désagréable; vous m'épouserez demain matin; il le faut absolument. — Ah! dit Henri en se baissant respectueusement; s'il le faut absolument, mademoiselle, je suis prêt à tout! »

Ceci étonna un peu, bien que l'on fût accoutumé aux gentillesses de l'Irlandaise. On se groupa autour d'elle.

« Voici ce que c'est, reprit-elle gravement. Vous savez que j'ai du goût pour les excursions matinales. Je montais le pony Sélim ce matin d'assez bonne heure, et j'avais pris avec moi le vieux John, monté sur son alezan. Sélim aime à courir, je suis de son avis, mais pas John. Au détour de New-Forest, il avait laissé entre l'alezan et ma bête au moins une soixantaine de pas. Il ne se pressait guère, et le coin du bois l'empêchant de me voir, deux messieurs, fort mal vêtus par parenthèse, débouchèrent du taillis. L'un arrêta Sélim par la bride, et l'autre me dit d'une voix rauque: — Ah çà! vous épouserez Henri, entendez-vous! ne faites pas la

bégueule; épousez vite, ou vous aurez affaire à nous. Épousez Henri Lovell le plus tôt possible. — Il entendit le pas du cheval de John et déguerpit. Vous voyez, monsieur Henri, qu'il n'y a pas de temps à perdre; ces messieurs m'ont l'air très-résolus. J'ignorais vos intentions, qui sont très-flatteuses ; mais vous avez là de singuliers amis. »

Cet interlocuteur de New-Forest est un nouveau personnage que lady Fullerton nous amène; ici encore, elle touche à un monde qu'elle ne connaît pas, et elle a tort : elle ne sait pas le peindre. Cet homme, cousin de la femme de chambre, mauvais sujet de bas étage, quelque déporté de Botany-Bay, s'est amouraché d'Alice; il s'appelle Brandon, et n'ignore aucun des plans de mistriss Tracy; aussi traverse-t-il de toutes ses forces un mariage qui va lui enlever celle qu'il aime. Il a pris Rose pour la jeune Ellen, et lui a fait cette algarade ridicule, un jour sans doute qu'il avait bu dès le matin. Quoi qu'il en soit, le redoutable secret d'Ellen se trouve entre les mains de trois personnes, de Lovell, de Brandon et de la cousine de ce dernier, mistriss Tracy.

L'amour de Lovell pour Ellen augmente; oubliant son engagement envers Alice ou le méprisant, il se déclare, menace, prie, se désespère, et se voit repoussé par Ellen. Dans son dépit, il épouse Alice; Ellen se marie à Édouard : double mariage qui, loin de terminer le roman, complique le drame, l'assombrit, l'enflamme, et accroît les angoisses de chacun. D'un côté, le mariage sans amour; de l'autre, un mariage d'inclination empoisonné par un souvenir secret qui pèse et déchire; c'était fort beau à peindre; lady Fullerton n'a rempli que la plus difficile moitié du cadre, la seconde. Ellen, sûre d'être aimée, craint son mari, elle sait que le plus léger souffle pourrait ternir ou affaiblir cette affection fondée sur l'estime. Cependant Lovell, en vain marié, dédaigne la froide Alice, s'attache aux pas de la jeune femme qui l'a repoussé, avive son anxiété, la force à s'occuper de lui, exploite les terreurs d'une âme de vingt ans et les scrupules d'une âme religieuse, et la contraint de le rappeler chaque jour près d'elle pour la défendre contre mistriss Tracy et Brandon, qui, voulant de l'argent sans doute, assiégent l'hôtel de lettres anonymes et de hideuses menaces. L'obstacle enflamme la passion de Lovell, l'incendie s'allume jusqu'au délire chez un homme de sa trempe, la crainte nerveuse d'une femme élevée comme l'a été Ellen s'accroît aussi; le progrès fatal de cette terreur toujours frémissante, et du mal physique qu'elle porte dans une organisation fragile, l'espoir secret et violent qui se forme chez Lovell, les ombrages grandissants d'Édouard, — cette peinture est terrible et de l'effet le plus touchant.

Mariée à Lovell, qui la dédaigne, Alice, au milieu de ce drame, reste complétement délaissée de son mari; mistriss Tracy s'en formalise à juste titre; Brandon, qui n'a pas renoncé à sa tendresse pour Alice, espère la venger et se venger lui-même de Lovell; il cherche donc le mari pour l'avertir de ce qui se passe; les lettres anonymes recommencent à pleuvoir; le réseau fatal et brûlant se resserre autour de la pauvre Ellen. Tout cela est encore plein d'intérêt, de vérité, souvent de profondeur. Mais l'intérieur glacé, le triste mariage de Lovell et d'Alice auraient pu être mieux reproduits. Quel tableau! le mariage sans sympathie, le foyer sans la flamme, les cendres mortes, la vie sans l'étincelle, deux cadavres unis, deux bourreaux enchaînés pour se torturer : la plus horrible des souffrances! L'Alice de lady Fullerton ne me satisfait pas; sa blonde pâleur et sa dévotion pâle ne me disent rien. Elle méritait d'être étudiée; fille du peuple, en butte aux dédains

polis d'un homme de race, elle souffre plus qu'Ellen, puisqu'elle n'est pas aimée. C'était là une situation neuve et belle, et que l'auteur a manquée.

Ainsi marche ce roman, mélange de défauts ou plutôt de lacunes réelles compensées par des beautés vives. Les bourgeois de lady Fullerton, ses personnages vulgaires et ses monstres n'ont pas de vérité; ils ressemblent trop à ces tigres brodés en soie plate par l'aiguille des dames de son pays. Cela ne vit pas, cela ne mord et ne griffe pas. J'aime peu les ressorts violents à côté de peintures éthérées, ces passions brutales heurtant le raffinement des mœurs; ajoutons que tout ce qui est exquis dans le roman est parfait, le reste insuffisant. Le sentiment religieux se transformant en vapeur de subtile poésie, l'élégance poussée à son dernier terme, le scrupule métaphysique atteignant son expression de torture la plus délicate, toutes les douleurs ressenties par les oisifs exprimées dans leur intense réalité, voilà ce qu'il faut demander à l'œuvre nouvelle; hors de cette sphère, l'auteur n'a ni le pied ferme, ni le coup d'œil précis. L'art peut lui reprocher le choc des événements mélodramatiques et des peintures délicates; la morale peut blâmer l'apparition passagère de ces subalternes odieux qu'elle fait agir : elle les montre inévitablement comme d'atroces coquins. Sans avoir l'honneur de connaître lady Fullerton, on parierait volontiers qu'elle n'a guère vu ce monde-là, si ce n'est pour faire appeler sa femme de chambre, et que la bourgeoisie doit être pour elle une région curieuse et nouvelle. Elle se trompe; l'homme du labeur physique ou même du servage domestique n'est pas plus nécessairement abject que l'homme du grand monde inévitablement vicieux. Je reste de l'avis de mes maîtres, Cervantes, Shakspeare, Montaigne, Tacite; ils ont passé leur vie à observer les lumières et les ombres inégalement répandues sur les variétés de notre espèce.

Cette fiction de la nouvelle romancière, trop longue d'ailleurs et à laquelle manque tout un côté de la vie humaine, émane si complétement de la sphère qui domine la société anglaise, elle ressort si intimement des idées et des sentiments raffinés de ce monde à part, qu'il suffit d'une hypothèse pour tout renverser. Remplacez par une confiance et une franchise bourgeoises le scrupule dont Ellen est possédée et dont elle est victime. Que la jeune femme vienne trouver le grave Édouard quand il est de bonne humeur, après le succès de son élection par exemple et le triomphe de sa cause, qu'elle lui dise : « Édouard, je me suis trompée, je vous ai trompé aussi. J'ai commis une faute autrefois, légère par l'intention, horrible par les suites; j'en ai fait une plus grande quand je me suis cachée de votre sévérité, redoutant la perte de votre tendresse. J'ai eu tort mille fois davantage lorsque mon orgueil m'a défendu de me placer sous votre aile. Ah! pardonnez-moi, j'ai demandé protection à un autre que vous; et celui-là, je ne l'aimais pas! Vous voyez mes fautes; la plus grave a été de vous craindre, vous que j'aime! Pardonnez-moi donc, Édouard, c'est là mon crime. Henri avait surpris un secret effroyable qui m'appartient. J'avais peur; je l'ai cherché, je l'ai vu, je lui ai écrit, toutes les apparences sont contre moi, toutes sont menteuses! Soyez sévère, mais soyez juste, Édouard, pardonnez-moi! »

Ellen ne prit conseil que de sa fierté et de sa crainte. On imagine ce que dut souffrir cette jeune femme pour qui le monde et l'avenir étaient dans l'amour de son mari. Elle se persuadait qu'une fois instruit de ce qui s'était passé, de la mort de sa sœur et des conversations intimes de sa femme avec Lovell, il ne voudrait plus la regarder ni l'entendre. Lady Fullerton triomphe dans la peinture de ces souffrances; Ellen se voit dégradée dans le cœur de l'homme qu'elle aime; plus les

lettres anonymes se multiplient, plus elle redouble de soins pour les intercepter et les supprimer. Rien de tout cela ne serait vraisemblable dans des conditions différentes; l'éducation aristocratique, religieuse, poétique, le suprême raffinement des idées et des habitudes, expliquent seuls les terreurs et les longs scrupules d'Ellen. Middleton espère et attend de sa femme une perfection idéale, une régularité angélique, avant comme après le mariage; pour lui dérober ce secret et celui de ses innocents rapports avec Henri, elle s'abaisse à tous les subterfuges, elle admet les mille faussetés qui ne trompent jamais qu'à demi. Pauvre femme! il lui faut cacher ses démarches, gagner les domestiques, épier, attendre, mentir, passer par les anxiétés et les lâchetés d'une vie de ruses et d'embûches. Cette situation fait grande pitié. Les ombrages de Middleton augmentent; cet homme tout d'une pièce raisonne le caractère de sa femme au lieu de la deviner par l'instinct et la sympathie. Il se tait, il observe, et toutes les preuves s'accumulent contre la jeune femme; qui ne la croirait coupable? elle pleure en secret; sa santé s'affaiblit; elle voit souvent Lovell, le reçoit seul, mystérieusement, en l'absence de son mari; enfin une enveloppe contenant plusieurs billets écrits par elle à Henri est adressée à Middleton lui-même. Alice, avertie par mistriss Tracy, les a tirés d'un secrétaire brisé par elle. Ces billets, de deux ou trois lignes, respirent la terreur et l'agitation les plus vives; ils demandent grâce, ils appellent Lovell; pour qui n'est pas instruit des événements, ces lettres ne laissent pas de doute. Middleton suit la ligne de conduite d'un digne gentleman, pour qui le scandale est pire que la mort, et s'éloignant sans bruit, défend à Ellen, par une lettre calme et sévère, de jamais revoir Lovell. Ellen, au désespoir, ferme sa porte à toutes les visites; après quinze jours de fureurs désespérées et d'inutiles recherches, Lovell brise la consigne; il se trouve aux genoux d'Ellen, quand Middleton reparaît. On a enfreint ses ordres, il est inexorable; Ellen est chassée de sa maison par un billet laconique qui ne veut pas de réponse.

L'agonie de la jeune femme depuis ce moment arrache des larmes; mille petits traits sont d'un pathétique achevé, et l'ensemble du récit porte un caractère de simplicité profonde qui rappelle *Madame de La Pommeraye*, ce chef-d'œuvre de Diderot, ou *Manon Lescaut*, cet autre chef-d'œuvre. « Je ne m'évanouis pas, dit-elle, je ne versai pas une larme; un poids terrible accablait mes membres et arrêtait ma respiration; la source des larmes était tarie, mon âme gémissait seule; je n'attendais rien, je n'espérais rien. Je n'osais pas marcher. Mes yeux s'arrêtaient sur ces mots : *Quittez ma maison pour toujours, je ne vous reverrai plus* Faire un pas, c'était partir!—Partir! cela ne pouvait être. Je tombai à genoux et j'essayai de prier... Puis je me relevai, je passai la main sur mes cheveux. J'avais perdu mes gants, j'ouvris un tiroir pour en chercher d'autres; je n'en trouvai qu'une paire qu'Édouard m'avait dit de quitter parce qu'il n'en aimait pas la couleur. Ce que sa lettre n'avait point fait, ce que n'avaient pu faire les horribles souffrances du dernier jour, cette misérable circonstance en vint à bout. Je pleurai amèrement, et le poids qui oppressait mon cerveau diminua. Je traversai d'un pas rapide l'antichambre; le portier (1) me demanda : — John suivra-t-il madame? — Je fis signe que non, et je m'élançai. Puis revenant sur mes pas avant que la porte fût fermée : — Je serai de retour dans une heure, lui dis-je. — Pourquoi parlais-je ainsi? l'habitude est forte, le cœur est faible, et je ne voulais pas m'avouer à moi-même que je partais pour toujours.

« Marcher à travers les rues populeuses avec un horrible chagrin dans le cœur,

(1) *Porter*, désignation qui n'indique rien d'analogue aux portiers parisiens.

un tourbillon douloureux dans le cerveau, coudoyer des êtres heureux, insouciants, affairés, se poser à soi même sans cesse une question insoluble, infinie, à laquelle rien ne répond qu'un sentiment vague de douleur aiguë, rencontrer le regard curieux de l'indifférence, le salut de celui qui vous reconnaît, pendant que le cerveau se fend et que la tête se brise! qui a éprouvé tout cela ? — Moi!... Les rêves de la fièvre n'ont rien de plus douloureux... Je marchais vite, seulement il me semblait que les dalles s'étendaient indéfiniment sous mes pas et que les voitures en roulant emportaient Édouard. Au détour d'une rue, M. Esteourt le joueur, le satirique, le roué, l'ami de Henri, me reconnut, sourit et me salua! »

Frappée à mort, elle va cacher sa peine dans un recoin de village inconnu. Là, mourante de l'affection de poitrine que les douleurs intérieures ont développée, elle est consolée par un ministre anglican nommé M. Lacy; ce dernier va chercher Édouard, obtient de Lovell mourant l'aveu écrit et explicite de sa longue conspiration contre Ellen, et amène au lit de mort de la jeune femme son mari, qui reçoit en pleurant ses derniers soupirs. Expression d'une sensibilité tendre et profonde, d'une religion sévère et épurée, d'une poésie exaltée et d'une vie spéciale, il ne manque au roman de lady Georgiana que ce qui fait défaut à la plupart de nos livres; — d'être plus court. En un volume, c'était un chef-d'œuvre.

Le début du livre est poétique, triste et bien inventé; on voit toutes les curiosités oisives et l'intérêt honnête du village se grouper autour de l'étrangère malade, et le ministre anglican chercher à consoler cette douleur. Un nuage de mysticité vague attendrit ce prélude, qui émeut vivement; les cérémonies d'un culte rigide accomplies dans la chambre de la malade, entre une petite domestique de campagne et une bonne femme de propriétaire, à genoux toutes les deux, ont quelque chose de touchant comme un visage sévère baigné de larmes. C'est le calvinisme qui s'amollit et se détend, qui console et qui pardonne, non plus la terrible loi qui tua Marie Stuart, ni même la sévérité bourgeoise qui sacrifia Clarisse Harlowe : quelque chose de plus tendre et de plus rêveur, comme une teinte secrète de catholicisme, s'est glissé peu à peu dans cette religion dure; les larmes coulent, le repentir est consolé, l'aiguillon de la douleur s'émousse. Le ministre protestant devient presque un confesseur; la faiblesse humaine a parlé plus haut que l'orgueil ; encore un pas, et vous aurez les flots d'encens, les images saintes qui pleurent et sourient, la procession aux robes et aux accents qui flottent dans l'air, la lueur mélancolique des vitrages et la solennelle élégie de l'orgue sous les voûtes qui gémissent.

Sans doute le mysticisme est ici plus délié que dans les œuvres de l'art purement catholique, l'émotion s'y montre plus métaphysique. Autour de la jeune femme anglaise mourante, c'est encore le protestantisme qui déploie ses ailes protectrices, la religion du foyer et de la famille. Je n'y vois pas surgir l'autorité redoutable de la vieille foi catholique qui lie, délie, tombe comme la foudre sur le coupable, ou tire le repentir du fond des abîmes ; mais ce n'est plus aussi le vieux dogme du terrible Knox, qui, passant devant de jolies femmes dans l'antichambre de Marie Stuart, leur criait : « Allez, *cadavres*, les colliers et les perles qui vous couvrent dureront plus que vous! »

Philosophes, ne dédaignez pas ce conte écrit par une femme; je vous conseille de vous arrêter un peu, et de méditer comment les doctrines changent à l'insu même des nations qui les professent et qui les ont défendues au prix de leur sang.

PHILARÈTE CHASLES.

MADEMOISELLE

DE LA SEIGLIÈRE.

SECONDE PARTIE.[1]

IV.

D'abord tout alla bien, et les premiers mois réalisèrent amplement toutes les prédictions de bonheur qu'avait prodiguées Mme de Vaubert à Stamply. Nous pouvons même affirmer que la réalité dépassa de beaucoup les espérances du vieillard. Le 25 août, à l'occasion de la fête du roi, M. de La Seiglière ayant réuni quelques gentilshommes de la ville et des environs, Stamply s'était assis entre le marquis et sa fille; au dessert, sa santé avait été portée avec enthousiasme immédiatement après celle de Louis *le désiré*. Il dînait ainsi tous les jours à la table de M. de La Seiglière, le plus souvent en compagnie de Mme de Vaubert et de son fils, car, de même que dans l'exil, les deux maisons n'en formaient qu'une seule à proprement parler. On recevait peu de monde; les soirées se passaient en famille. Stamply était de toutes les réunions, honoré comme un patriarche et caressé comme un enfant. Le marquis avait exigé qu'il occupât le plus bel appartement du château. Ses gens, qui le servaient à peine et ne le respectaient pas davantage, s'étaient vus remplacés par des serviteurs diligents et soumis qui veillaient à ses besoins et prévenaient tous ses désirs. On l'entourait à l'envi de toutes les attentions si douces à la vieillesse; on prenait ses ordres en toutes choses; on ne faisait

(1) Voyez la livraison du 31 août.

rien sans le consulter. Ajoutez à tant de séductions la présence de Mlle de La Seiglière ; songez que ce n'était, à dix lieues à la ronde, qu'un hymne en l'honneur du plus honnête des fermiers.

Cependant quelques mois à peine s'étaient écoulés que déjà la vie du château avait changé de face et d'allure. Aussi vert et alerte que s'il avait vingt ans, M. de La Seiglière n'était pas homme à se contenter longtemps des joies du foyer et des délices de l'intimité. Il avait repris sa fortune comme un vêtement de la veille, et ne se souvenait du passé que comme d'une pluie d'orage. Vif, allègre, dispos, bien portant, il s'était conservé dans l'exil comme les primevères sous la neige. Les vingt-cinq années qui venaient de s'écouler ne l'avaient pas vieilli d'un jour. Il avait trouvé le triple secret qui fait qu'on meurt jeune à cent ans, l'égoïsme, l'étourderie du cœur et la frivolité de l'esprit ; au demeurant, le plus aimable et le plus charmant des marquis. Nul n'aurait pu croire, au bout de quelques mois, qu'une révolution avait passé par là. On avait redoré les plafonds et les lambris, renouvelé les meubles et les tentures, rétabli les chiffres et les écussons, lavé, gratté, effacé partout la trace de l'invasion des barbares. Pour nous servir des charitables expressions de Mme de Vaubert, qui ne se gênait déjà plus pour en plaisanter, on avait nettoyé les étables d'Augias. Ce ne furent bientôt que fêtes et galas, réceptions et chasses royales. Du matin au soir, souvent du soir au matin, les voitures armoriées se pressaient dans la cour et dans les avenues. Le château de La Seiglière était devenu le salon de la noblesse du pays. Une armée de laquais et de marmitons avait envahi les cuisines et les antichambres. Dix chevaux piaffaient dans les écuries ; les chenils regorgeaient de chiens ; les piqueurs donnaient du cor toute la journée. Stamply avait compté sur un intérieur plus paisible, sur des mœurs plus simples, sur des goûts plus modestes ; il n'était pas au bout de ses déceptions.

Dans la première ivresse du retour, on avait trouvé tout charmant en lui, son costume, ses gestes, son langage, jusqu'à ses gilets de futaine. Le marquis et Mme de Vaubert l'appelaient hautement leur vieil ami, gros comme le bras. On ne se lassait pas de l'entendre, on s'extasiait à tout ce qu'il disait. C'était l'esprit gaulois dans sa fleur, un cœur biblique, une âme patriarcale. Quand le train du château eut pris un cours brillant et régulier, on commença de remarquer qu'il faisait ombre et tache au tableau. On ne s'en expliqua pas tout d'abord ; longtemps encore ce ne fut entre le marquis et Mme de Vaubert que le bon, le cher, l'excellent monsieur Stamply ; seulement, de temps à autre, ils y mêlaient quelques restrictions. De détours en détours, de restrictions en restrictions, ils furent amenés à se déclarer mutuellement que cet esprit gaulois était un rustre et ce cœur biblique un bouvier. On souffrit de ses familiarités, après les avoir encouragées ; ce qui passait, quelques mois auparavant, pour la bonhomie d'un patriarche ne fut plus désormais que la grossièreté d'un manant. Tant qu'on s'était borné au cercle de la famille, on avait pu s'y résigner ; mais au milieu du luxe et des splendeurs de la vie aristocratique, force fut bien de reconnaître que le brave homme n'était plus acceptable. Ce que le marquis et la baronne ne s'avouèrent pas l'un à l'autre, ce dont ils se gardèrent bien tous deux de convenir vis-à-vis d'eux-mêmes, c'est qu'ils lui devaient trop pour l'aimer. Pareille à cette fleur alpestre qui croît sur les cimes et qui meurt dans les basses régions, la reconnaissance ne fleurit que dans les natures élevées. Elle est aussi pareille à cette liqueur d'Orient, qui ne se garde que dans des vases d'or : elle parfume les grandes âmes et s'aigrit dans les petites. La

présence de Stamply rappelait au marquis des obligations importunes; la baronne lui en voulait secrètement du rôle qu'elle avait joué près de lui. On s'appliqua donc à l'éconduire, avec tous les égards et tous les ménagements à l'usage des gens comme il faut. Sous prétexte que l'appartement qu'il occupait au sein du château était exposé aux bises du nord, on le relégua dans le corps le plus isolé du logis. Un jour, ayant observé, avec une affectueuse sollicitude, que les fêtes bruyantes et les repas somptueux n'étaient ni de son goût ni de son âge, que ses habitudes et son estomac pourraient en souffrir, le marquis le supplia de ne se point faire violence, et décida qu'à l'avenir on le servirait à part. Vainement Stamply s'en défendit, protestant qu'il s'accommodait très-volontiers de l'ordinaire de M. le marquis; celui-ci n'en voulut rien croire et déclara qu'il ne consentirait jamais à ce que son vieil ami se gênât pour être agréable à ses hôtes. — Vous êtes chez vous, lui dit-il; faites comme chez vous, vivez à votre guise. On ne change pas à votre âge. — Si bien que Stamply dut finir par prendre, comme un chartreux, ses repas dans sa chambre. Le reste à l'avenant. On en arriva, par d'insensibles transitions, à le traiter avec une politesse exagérée; le marquis le tint à distance à force d'égards; Mme de Vaubert l'obligea à battre en retraite sous le feu croisé des grands airs et des belles manières. Aussitôt qu'il apparaissait avec ses souliers ferrés, ses bas de laine bleue et sa culotte de flanelle, on affectait de mettre la conversation sur un ton de cour : ne sachant quelle contenance tenir, Stamply se retirait confus, humilié et l'oreille basse. Ainsi le mur de boue qui l'avait longtemps séparé du monde se changea doucement en une glace de cristal, barrière transparente, mais infranchissable autant que la première; seulement le bonhomme eut la satisfaction de voir à travers s'en aller en fusées de toutes les couleurs les revenus de ce beau domaine qu'il avait reconstitué au prix de vingt-cinq années de travail et de privations. Le soir, après son repas solitaire, en passant sous les fenêtres du château, il entendait les éclats joyeux des conversations mêlées au bruit des cristaux et des porcelaines. Le jour, errant, triste et seul, sur ces terres qu'il avait tant aimées et qui ne le reconnaissaient plus pour maître, il voyait au loin les chevaux, les équipages, les meutes et les piqueurs battre la plaine et s'enfoncer dans les bois, au son des fanfares. La nuit, interrompu souvent dans son sommeil, il se dressait sur son séant pour écouter le tumulte du bal; c'était lui qui payait les violons. D'ailleurs, il ne manquait de rien. Sa table était abondamment servie; une fois la semaine le marquis envoyait prendre de ses nouvelles, et quand Mme de Vaubert le rencontrait sur son chemin, elle le saluait d'un geste amical et charmant.

Au bout d'un an, il n'était pas plus question de Stamply que s'il n'existait pas et n'avait jamais existé. Au bruit qui s'était fait un instant autour de lui avaient succédé le silence et l'oubli. On ne se souvenait même plus qu'il eût jamais possédé ce château, ce parc et ces terres. Après l'avoir accueilli, caressé, fêté comme un chien fidèle, le monde avait fini par le traiter comme un chien crotté. Le malheureux ne jouissait même pas de cette considération qui avait été le rêve de toute sa vie. On croyait ou l'on feignait de croire qu'en rappelant les La Seiglière, il n'avait fait que céder aux cris de l'opinion. On mettait l'acte de sa générosité sur le compte d'une probité forcée et trop tardive pour qu'on pût lui en savoir gré. Enfin ses anciens fermiers, tout fiers d'être redevenus la chose d'un grand seigneur, se vengeaient par le plus éclatant mépris d'avoir vécu sous le gouvernement fraternel d'un paysan comme eux. Tout cela s'était accompli graduellement, sans

déchirement, sans secousse, presque sans calcul : cours naturel des choses d'ici-bas. Stamply lui-même fut longtemps à comprendre ce qui se passait autour de lui. Lorsque enfin ses yeux se dessillèrent et qu'il vit clair dans sa destinée, il ne se plaignit pas : un ange veillait à ses côtés, qui le regardait en souriant.

Mlle de La Seiglière tenait de sa mère qu'elle n'avait jamais connue, et de la pauvreté au sein de laquelle avait grandi, un caractère silencieux, un esprit réfléchi, un cœur grave. Par un contraste assez commun dans les familles, elle s'était développée en sens inverse des exemples qu'elle avait reçus, sans rien garder de son père, qu'elle aimait d'ailleurs passionnément, et qui la chérissait de même ; seulement, l'amour d'Hélène avait quelque chose de protecteur et d'adorablement maternel, tandis que celui du marquis se ressentait de toutes les puérilités du jeune âge. Élevée dans la solitude, Mlle de La Seiglière n'était elle-même qu'un enfant sérieux. Sa mère lui avait transmis, avec le pur sang des aïeux, cette royale beauté qui se plaît, comme les lis et comme les cygnes, à l'ombre des châteaux, au fond des parcs solitaires. Grande, mince, élancée, un peu frêle, elle avait la grâce ondoyante et flexible d'une tige en fleur balancée par le vent. Ses cheveux étaient blonds comme l'or des épis, et, par un rare privilége, ses yeux brillaient, sous leurs sourcils bruns, comme deux étoiles d'ébène, sur l'albâtre de son visage, dont ils rehaussaient l'expression sans en altérer l'angélique placidité. La démarche lente, le regard triste et doux, calme, sereine et demi-souriante, un poëte aurait pu la prendre pour un de ces beaux anges rêveurs chargés de recueillir et de porter au ciel les soupirs de la terre, ou bien encore pour une de ces blanches apparitions qui glissent sur le bord des lacs, dans la brume argentée des nuits. Ne sachant rien de la vie ni du monde que ce que son père lui en avait appris, elle avait assisté sans joie au brusque changement qui s'était opéré dans son existence. La patrie, pour elle, était le coin de terre où elle était née, où sa mère était morte. La France, qu'elle ne connaissait que par les malheurs de sa famille et par les récits qui s'en faisaient dans l'émigration, ne l'avait jamais attirée ; l'opulence ne lui souriait pas davantage. Loin de puiser, comme Raoul, dans les entretiens du marquis, l'orgueil et l'esprit de sa race, elle en avait retiré de bonne heure l'amour de l'humble condition où le destin l'avait fait naître. Jamais ses rêves ni ses ambitions n'étaient allés au delà du petit jardin qu'elle cultivait elle-même ; jamais le marquis de La Seiglière n'avait pu réussir à éveiller dans ce jeune sein un désir non plus qu'un regret. Elle souriait doucement à tout ce qu'il disait ; s'il venait à parler des biens perdus avec trop d'amertume, elle l'entraînait dans son jardin, lui montrait les fleurs de ses plates-bandes, et demandait s'il en était en France de plus fraîches et de plus belles. Aussi, le jour du départ, avait-elle dévoré ses pleurs ; le fait est que, ce jour-là, l'exil avait commencé pour elle. En touchant le sol de la France, ce sol tourmenté qu'elle n'avait jamais entrevu de loin que comme une mer orageuse, Hélène s'était mal défendue d'un sentiment de tristesse et d'effroi ; en pénétrant sous le toit héréditaire, elle avait senti son cœur se serrer et ses yeux se mouiller de larmes qui n'étaient pas des larmes de bonheur. Toutefois, ces premières impressions dissipées, Mlle de La Seiglière s'était acclimatée sans efforts dans sa nouvelle position. Il est des natures de choix que la fortune ne surprend jamais, et qui, portant avec la même aisance les destinées les plus contraires, se trouvent toujours et sans y songer au niveau de leurs prospérités. Tout en ayant conservé sa grâce et sa simplicité natives, cette jeune et belle figure s'encadrait si naturellement dans le luxe de ses ancêtres, elle paraissait elle-

même si peu étonnée de s'y voir, que nul, en l'observant, n'aurait pu supposer qu'elle fût née dans un autre berceau, ni qu'elle eût grandi dans une autre atmosphère. Elle continua d'aimer Raoul, comme par le passé, d'une tendresse fraternelle, sans soupçonner qu'il existât un sentiment plus profond ou plus exalté que celui qu'elle éprouvait pour ce jeune homme. Elle ne savait rien de l'amour; le peu de livres qu'elle avait lus étaient moins faits pour éveiller que pour endormir une jeune imagination. Les personnages que les récits de son père lui avaient représentés de tout temps comme des types de distinction, de grâce et d'élégance, ressemblaient tous plus ou moins à M. de Vaubert, qui, parfaitement nul et distingué d'ailleurs, se trouvait ainsi ne contrarier en rien les idées qu'Hélène pouvait se former d'un époux. Ils avaient, elle et lui, joué sur le même seuil et grandi sous le même toit. Mme de La Seiglière avait bercé l'enfance de Raoul; Mme de Vaubert avait servi de mère à Hélène. Ils étaient beaux tous deux, tous deux à la fleur de leurs ans. La perspective d'être unis un jour n'avait rien qui pût raisonnablement les effrayer beaucoup l'un et l'autre. Ils s'aimèrent de cette affection compassée assez commune entre amants fiancés avant l'âge et avant l'amour. Le mariage est un but auquel il est bon d'arriver, mais qu'il faut se garder de voir de trop loin, sous peine de supprimer tous les agréments de la route. Étrangère à tous les actes aussi bien qu'à tous les intérêts de la vie positive, droite de cœur, mais n'ayant sur toutes choses que des notions confuses, fausses ou incomplètes, entretenue, dès l'âge le plus tendre, dans l'idée que sa famille avait été dépossédée par un de ses fermiers, Hélène croyait ingénument que Stamply n'avait fait que restituer le bien de ses maîtres; mais, quoiqu'elle pensât ne rien devoir à sa générosité, elle s'était prise, dès les premiers jours, à sourire à ce doux vieillard, qui ne se lassait pas de la considérer avec un sentiment de respect et d'adoration, comme s'il comprenait déjà que de toutes les affections qui l'entouraient, celle de cette belle enfant était la seule qui fût vraie, naïve et sincère.

En effet, Mlle de La Seiglière réalisa, sans s'en douter, toutes les promesses de Mme de Vaubert; elle acquitta, sans le savoir, toutes les dettes du marquis. A mesure qu'on s'était éloigné de Stamply, Hélène s'était sentie de plus en plus attirée vers lui; isolée elle-même au milieu du bruit et de la foule, de mystérieuses sympathies avaient dû bientôt s'établir entre ces deux âmes, dont le monde repoussait l'une et dont l'autre repoussait le monde. Cette aimable fille devint, pour ainsi dire, l'Antigone de ce nouvel OEdipe, la Cordelia de ce nouveau roi Lear. Elle égaya ses ennuis et peupla son isolement. Elle fut comme une perle au fond de sa coupe amère, comme une étoile dans sa nuit sombre, comme une fleur sur ses rameaux flétris. Ce qu'il y eut de plus étrange, c'est que, n'ayant cédé d'abord qu'à un sentiment d'adorable pitié, elle finit par trouver auprès de ce vieux compagnon plus d'aliments pour son cœur et pour son esprit qu'elle n'en rencontrait dans la société sonore et vide, brillante et frivole, au milieu de laquelle s'écoulaient ses jours. Chose étrange en effet, ce fut ce pauvre vieillard qui imprima le premier mouvement et donna le premier éveil à cette jeune intelligence. Le matin, quand tout dormait au château, le soir, quand les flambeaux s'allumaient pour la fête, Hélène s'échappait avec lui, soit dans le parc, soit à travers champs, et, dans les longs entretiens qu'ils avaient ensemble, Stamply racontait les grandes choses que la république et l'empire avaient faites. Hélène écoutait avec étonnement et curiosité ces récits naïfs, qui ne ressemblaient à rien de ce qu'elle avait entendu jusqu'alors. Parfois Stamply lui donnait à lire les lettres de Bernard, seul trésor qu'il eût con-

servé. En les lisant, Hélène s'exaltait comme un jeune coursier qui se réveille au bruit des clairons. D'autres fois, il lui parlait de sa mère, de cette belle et bien-aimée marquise dont il avait gardé le vivant souvenir. Son langage était simple, et souvent Hélène sentait ses yeux mouillés en l'écoutant. Puis il parlait de Bernard, car c'était toujours à ce cher mort qu'on devait revenir. Il disait son enfance turbulente, sa jeunesse impétueuse et son héroïque trépas. Les âmes de colombe aiment les cœurs de lion ; Hélène se plaisait à tous ces discours, et ne parlait elle-même de ce jeune homme que comme d'un ami qui n'est plus. Ils allaient ainsi causant l'un et l'autre, et ce qui montre combien ce vieux Stamply était une bonne et charmante nature, c'est que, dans ces fréquents entretiens, il ne se permit jamais une plainte contre les ingrats qui l'avaient délaissé, et qu'Hélène put continuer de croire qu'en se dépouillant, il n'avait fait qu'accomplir un acte rigoureux de conscience et de probité. Peut-être aussi lui était il doux de se sentir aimé pour lui-même. Il savait que Mlle de La Seiglière était destinée à Raoul ; il n'ignorait pas que le vœu de leurs parents les avait fiancés de tout temps l'un à l'autre ; il tenait entre ses mains le fil qui avait dirigé Mme de Vaubert ; il comprenait et savait tout enfin. S'il se plaignit dans son propre cœur, il n'en laissa rien voir à sa jeune amie ; il lui cacha, comme une plaie honteuse, le spectacle flétrissant des humaines ingratitudes. Lorsque Hélène s'affligeait de l'existence retirée qu'il menait : — Que voulez-vous? disait-il avec mélancolie ; le monde n'est pas fait pour le vieux Stamply, ni le vieux Stamply pour le monde. Puisque M. le marquis a la bonté de me laisser vivre dans mon coin, j'en profite. J'ai toujours aimé le silence et la solitude ; M. le marquis a bien senti qu'on ne se reforme point à mon âge... Aimable enfant, ajoutait-il, votre présence et vos doux sourires, voici mes fêtes, à moi ! jamais le vieux Stamply n'en avait rêvé de si belles !

Sur les derniers temps, il voulut visiter une dernière fois la ferme où son père était mort, où son fils était né, où il avait, lui, laissé le bonheur en partant. Brisé déjà par la maladie, depuis longtemps courbé sous le chagrin, il s'y rendit seul, appuyé sur son bâton de cornouiller. La ferme était déserte ; tout le monde travaillait aux champs. Après avoir pénétré dans la maison rustique, où rien n'était changé, après avoir reconnu le bahut de chêne, le lit en forme de buffet avec ses courtines et ses rideaux de serge verte, l'image de la Vierge devant laquelle il avait vu, dix années durant, sa femme prier soir et matin, après avoir respiré le bon parfum du lait dans les jattes et du pain frais empilé sur la planche, il alla s'asseoir dans la cour, sur un banc de pierre. Il faisait une tiède soirée d'été. On entendait dans le lointain la chanson des faneuses, les aboiements des chiens et les mugissements des bestiaux. L'air était tout imprégné de la senteur des foins. En face de Stamply, sur la mousse du toit, piétinaient une bande de pigeons roucouleurs. — Ma pauvre femme avait raison, s'écria le vieillard en s'arrachant à ce tableau des joies perdues, ç'a été un mauvais jour, le jour où nous avons quitté notre ferme !

Chargé d'années moins que de tristesse, il mourut deux ans après le retour du marquis, sans autre assistance que celle de Mlle de La Seiglière, qui lui ferma les yeux. Près d'expirer, il se tourna vers elle et lui remit les lettres de son fils : « Prenez-les, lui dit-il, c'est tout ce qu'on m'a laissé, c'est tout ce qui me reste à donner. » Il s'éteignit sans regrets de la vie, et tout joyeux d'aller retrouver sa femme et son petit Bernard.

Sa mort ne laissa de vide que dans sa chambre et dans le cœur d'Hélène. Au château, on en parla durant trois jours. — Ce pauvre Stamply ! disait le marquis ;

à tout prendre, c'était un brave homme. — Bien ennuyeux, soupirait Mme de Vaubert. — Bien mal appris, ajoutait Raoul. — Bien excellent, murmurait Hélène. Ce fut là toute son oraison funèbre; Hélène seule acquitta le tribut de larmes qu'on avait promis à sa tombe. Il est bon pourtant d'ajouter que la fin du vieux gueux souleva dans le pays l'indignation d'un parti qui commençait de poindre à l'horizon politique, comme on disait alors élégamment. Hypocrite, envieux, surtout moins libéral que son nom ne semblait l'annoncer, ce parti, qui se composait, en province, d'avocats bavards et médiocres, de bourgeois importants et rogues, fit un héros de Stamply mort, après l'avoir outragé vivant. Ce n'était pas qu'on se souciât de lui le moins du monde; mais on détestait la noblesse. On le mit sur un piédestal, on lui décerna les palmes du martyre, sans se douter à quel point le pauvre homme les avait méritées. Bref, on accusa hautement Mme de Vaubert de captation, et le marquis d'ingratitude; et c'est ainsi qu'une fois, par hasard, ces petites passions et ces petites haines rencontrèrent, sans la chercher peut-être, la vérité sur leur chemin.

Cependant on touchait à l'époque fixée pour le mariage d'Hélène et de Raoul. Cette époque, encore trop éloignée au gré de M. de Vaubert, Mlle de La Seiglière ne la souhaitait ni ne la redoutait; elle la voyait approcher sans impatience, mais aussi sans effroi. Quoi qu'il en coûte, on peut même affirmer qu'elle en ressentait moins de tristesse que de joie. Ses entretiens avec Stamply, la lecture des lettres de Bernard, qu'elle s'était surprise plus d'une fois à relire après la mort de son vieux camarade, l'avaient bien amenée à de vagues comparaisons qui n'étaient pas précisément à l'avantage de notre jeune baron; mais tout cela était trop confus dans son cœur et dans son esprit pour qu'elle cherchât à s'en rendre compte. C'était d'ailleurs une âme bien trop loyale pour entrevoir seulement l'idée qu'on pût revenir sur un engagement pris et sur une parole donnée. Fiancée de Raoul, à partir du jour où elle avait compris le sens et la portée de ce mot, la noble fille s'était regardée comme une épouse devant Dieu. Enfin, ce mariage agréait au marquis; Raoul cachait sa nullité sous un fin vernis de grâce et d'élégance; il ne manquait ni des séductions de son âge ni des qualités chevaleresques de sa race, et, pour tout dire, Mme de Vaubert, qui veillait au grain, ne manquait jamais, dans l'occasion, de lui prêter l'esprit qu'il n'avait pas. Tout allait pour le mieux, et rien ne semblait devoir troubler le cours de ces prospérités, lorsqu'un événement inattendu vint se jeter à la traverse.

On célébrait du même coup au château la fête du roi, le troisième anniversaire de la rentrée du marquis dans ses terres, et les fiançailles de Raoul et d'Hélène. Cette triple solennité avait attiré toute la haute noblesse de la ville et des alentours. A la nuit tombante, le château et le parc s'illuminèrent, un feu d'artifice fut tiré sur le plateau de la colline; puis le bal s'ouvrit dans les salons, tandis qu'au dehors villageois et villageoises sautaient sous la ramée, au son de la cornemuse. Mme de Vaubert, qui touchait au but de ses ambitions, ne cherchait pas à dissimuler la satisfaction qu'elle en éprouvait. La seule présence de Mlle de La Seiglière justifiait suffisamment l'orgueil et le bonheur qui rayonnaient, comme une double auréole, sur le front de Raoul. Quant au marquis, il ne se sentait pas de joie. Chaque fois qu'il se mettait au balcon, ses vassaux faisaient retentir l'air des cris de *vive notre maître! vive notre seigneur!* mille fois répétés avec un enthousiasme qui prenait sa source dans le cœur de ces braves gens et dans les caves du château. Stamply était mort depuis quelques mois; qui songeait à lui? personne,

si ce n'est Hélène, qui l'avait sincèrement aimé, et qui gardait pieusement sa mémoire. Ce soir-là, Mlle de La Seiglière était distraite, rêveuse, préoccupée. Pourquoi? elle-même n'aurait pu le dire. Elle aimait son fiancé, du moins elle croyait l'aimer. Elle avait grâce et beauté, amour et jeunesse, noblesse et fortune : tout n'était autour d'elle que doux regards et frais sourires; la vie ne semblait lui promettre que caresses et enchantements. Pourquoi ce jeune sein oppressé et ces beaux yeux voilés de tristesse? Organisation fine et déliée, nature délicate et nerveuse, comme les fleurs à l'approche de l'orage, frissonnait-elle sous le pressentiment de sa destinée ?

Ce même soir, un cavalier à qui nul ne songeait suivait la rive droite du Clain. Arrivé à Poitiers depuis moins d'une heure, il n'avait pris que le temps de se faire seller un cheval, et il était parti au galop, en remontant le cours de la rivière. La nuit était noire, sans lune et sans étoiles. Au détour du sentier, en découvrant le château de La Seiglière, dont la façade illuminée courait en lignes étincelantes sur le fond assombri du ciel, il arrêta court son cheval sous la brusque pression du mors. En cet instant, une gerbe de feu sillonna l'horizon, s'épanouit dans les nuages et tomba en pluie d'or, d'améthistes et d'émeraudes sur les tours et les campaniles. Comme un voyageur hésitant qui ne reconnaît plus son chemin, le cavalier promena autour de lui un regard inquiet; puis, sûr de ne s'être pas trompé, il rendit la bride et continua sa route. Il mit pied à terre à la porte du parc, et, laissant sa monture à la grille, il entra juste au moment où la foule champêtre, dans un paroxysme d'enthousiasme et d'amour, mêlait les cris de *vive le roi!* à ceux de *vive le marquis!* Toutes les fenêtres étaient encadrées de feuillage et décorées de transparents; le plus remarquable, chef-d'œuvre d'un artiste du cru, offrait aux yeux ravis l'auguste tête de Louis XVIII, sur laquelle deux divinités allégoriques courbaient des branches d'olivier. Au pied du perron, la musique d'un régiment en garnison à Poitiers jouait à pleins poumons l'air national de *Vive Henri-Quatre.* Doutant s'il était éveillé, observant tout et ne comprenant rien, impatient de savoir, tremblant d'interroger, l'étranger se perdit dans la fête sans être remarqué de personne. Après avoir longtemps erré, comme une ombre, autour des groupes, en passant contre une des tables qu'on avait dressées dans les allées, il entendit quelques mots qui frappèrent son attention. S'étant assis au bout d'un banc, non loin de deux anciens du pays qui, tout en buvant le vin du château, s'entretenaient, d'un ton goguenard, du retour des La Seiglière et de la mort du vieux Stamply, il s'accouda sur la table, et, le front appuyé sur ses deux mains, il demeura longtemps ainsi.

Lorsqu'il s'éloigna, le parc était désert, le château silencieux, les derniers lampions achevaient de s'éteindre, et les coqs éveillaient le jour.

V.

A deux jours de là, dans l'embrasure d'une fenêtre ouverte, devant un joli guéridon de porcelaine de vieux Sèvres chargé de cristaux, de vermeil et des débris d'un déjeuner mignon, M. de La Seiglière, couché plutôt qu'assis dans un fauteuil à dos mobile et à fond élastique, jouissait, en toilette du matin, de cet état de bien-être et de béatitude que procurent à coup sûr un égoïsme florissant, une

santé robuste, une fortune bien assise, un caractère heureux et une facile digestion. Il s'était réveillé en belle humeur, et ne s'était jamais senti si dispos. Enveloppé d'une robe de chambre de soie à grands ramages, le menton frais rasé, l'œil vif, la bouche rose encore et souriante, le linge éblouissant, la jambe fine, le mollet rebondi, la main blanche et potelée à demi cachée sous une manchette de valenciennes et jouant avec une tabatière d'or enrichie d'un portrait de femme qui ne semblait pas être celui de la marquise, le tout exhalant un doux parfum d'iris et de poudre à la maréchale, il était là, ne pensant à rien, respirant avec délices la verte senteur de ses bois, dont l'automne commençait de rouiller la cime, et suivant d'un regard distrait ses chevaux couverts de housses qu'on ramenait de la promenade, lorsqu'il aperçut, sur le pont du Clain, Mme de Vaubert, qui paraissait s'avancer dans la direction du château. Il se leva, tendit le jarret, s'examina des pieds à la tête, secoua du bout des doigts les grains de tabac éparpillés sur son jabot de point d'Angleterre, puis, s'étant penché sur le balcon, il regarda venir l'aimable visiteuse. Un esprit tant soit peu observateur aurait reconnu dans la sortie matinale de Mme de Vaubert, moins encore que dans sa désinvolture, l'indice certain d'un cœur violemment agité; mais le marquis n'y prit point garde. Lorsqu'elle entra, il lui baisa galamment la main, sans remarquer seulement l'altération de ses traits et la pâleur de son visage.

— Madame la baronne, lui dit-il, vous êtes tous les jours plus jeune et plus charmante. Au train dont vous allez, encore quelques mois, et vous aurez vingt ans.

— Marquis, répliqua Mme de Vaubert d'une voix brève, ce n'est point de cela qu'il s'agit. Parlons sérieusement, la chose en vaut la peine. Marquis, tout est perdu ! tout, vous dis-je; la foudre est tombée sur nos têtes.

— La foudre ! s'écria le marquis en montrant le ciel, qui brillait de l'azur le plus pur et du plus vif éclat.

— Oui, dit Mme de Vaubert ; supposez que la foudre, éclatant dans ce ciel sans nuages, réduise en poudre votre château, brûle vos fermes et consume vos moissons sur pied : vous ne supposerez rien de si invraisemblable que le coup qui vient de vous frapper. Après avoir échappé à la tempête, vous êtes menacé de sombrer au port.

M. de La Seiglière pâlit. Lorsqu'ils furent assis l'un et l'autre :

— Croyez-vous aux revenants ? demanda froidement la baronne.

— Eh ! madame !... fit le marquis.

— C'est que, si vous n'y croyez pas, vous avez tort, poursuivit Mme de Vaubert. Le fils Stamply, ce Bernard dont son père nous a tant de fois étourdi les oreilles, ce héros mort et enterré depuis six ans sous les glaces de la Russie...

— Eh bien ? demanda M. de La Seiglière.

— Eh bien ! reprit la baronne, on l'a vu hier dans le pays, on l'a vu en chair et en os, on l'a vu, ce qui s'appelle vu, et on lui a parlé, et c'est lui, c'est bien lui, c'est Bernard, Bernard Stamply, le fils de votre ancien fermier; il existe, il vit; le drôle n'est pas mort.

— Qu'est-ce que ça me fait? dit le marquis d'un ton dégagé et de l'air à la fois surpris et charmé d'un homme qui, s'étant attendu à recevoir un aérolithe sur la tête, reçoit sur le bout du nez une plume détachée de l'aile d'une mésange.

— Comment! ce que cela vous fait? s'écria Mme de Vaubert. Le fils Stamply n'est pas mort, il est de retour au pays, on a constaté son identité, et vous demandez ce que cela vous fait !

— Mais sans doute, répondit M. de La Seiglière avec un naïf étonnement. Si ce garçon a des raisons d'aimer la vie, tant mieux pour lui qu'il ne soit pas en terre. Je prétends le voir; pourquoi ne s'est-il pas déjà présenté?

— Soyez calme, dit la baronne, il se présentera.

— Qu'il vienne! s'écria le marquis; on le recevra; on aura soin de lui; au besoin, on lui fera un sort. Je n'ai point oublié la délicatesse des procédés du père. Le vieux Stamply a fait son devoir; à mon tour, je ferai le mien. C'est une justice que le gars se ressente de la fortune que m'a rendue le papa. Je ne suis pas ingrat; il ne sera pas dit qu'un La Seiglière a laissé dans la peine le fils d'un serviteur fidèle. Qu'on m'amène Bernard; s'il hésite, qu'on le rassure; il aura ce qu'il demandera.

— Et s'il demande tout? dit la baronne.

A ces mots, M. de La Seiglière tressaillit et se tourna vers elle d'un air effaré.

— Avez-vous lu un livre qui s'appelle le Code? demanda tranquillement Mme de Vaubert.

— Jamais, répondit le marquis avec orgueil.

— Je l'ai parcouru ce matin à votre intention. Hier encore, je n'étais pas plus avancée que vous; pour vous, je me suis faite clerc de procureur. C'est un livre d'un style assez sec, très-goûté d'ailleurs lorsqu'il consacre nos droits, mais peu estimé quand il contrarie nos prétentions. Je doute, par exemple, que vous en aimiez beaucoup le chapitre des donations entre vifs. Lisez-le cependant, je le recommande à vos méditations.

— Madame la baronne, s'écria M. de La Seiglière en se levant avec un léger mouvement d'impatience, me direz-vous ce que tout cela signifie?

— Monsieur le marquis, répondit Mme de Vaubert en se levant de son côté avec la gravité d'un docteur, cela signifie que toute donation à titre gratuit est révoquée de plein droit pour cause de survenance d'enfant légitime, même posthume, du donateur; cela signifie que Jean Stamply, du vivant de son fils, n'aurait pu disposer en votre faveur que de la moitié de ses biens, et que, n'ayant disposé du tout que dans l'hypothèse que son fils était mort, ces dispositions se trouvent anéanties; enfin cela signifie que vous n'êtes plus chez vous, que Bernard va vous faire assigner en restitution de titres, et qu'au premier jour, armé d'un jugement en bonne forme, ce garçon à qui vous parliez de faire un sort vous sommera de déguerpir et vous mettra poliment à la porte. Comprenez-vous maintenant?

M. de La Seiglière fut atterré; mais telle était son adorable ignorance des choses de la vie, qu'il passa vite de l'étonnement et de la stupeur à l'exaspération et à la révolte.

— Je ne me soucie pas mal de votre Code et de vos donations entre vifs, s'écria-t-il avec l'emportement d'un enfant mutin. Est-ce que j'entends rien à tout cela, moi? Est-ce que tout cela me regarde? Ce que je sais, c'est que je suis chez moi. Que parlez-vous d'ailleurs de donation! On me restitue ce qu'on m'a dérobé, on me rend les biens qu'on m'a pris, et cela s'appelle une donation! Le mot est joli. Un La Seiglière acceptant une donation! la chose est plaisante! Comme si les La Seiglière avaient jamais rien accepté d'une autre main que la main de Dieu! Comment, ventre-saint-gris! je suis chez moi, heureux et paisible, et parce qu'un vaurien qu'on croyait mort se permet de vivre, je devrai lui compter la fortune que m'avait volée monsieur son père! C'est le Code qui le veut ainsi! Mais ce sont donc des cannibales qui l'ont rédigé, votre code, qui se dit civil, je crois, l'impertinent!

Un code d'usurpateur, qui consacre de père en fils la rapine et le brigandage! En un mot, le code Napoléon! Je reconnais là M. de Buonaparte. Il a pensé à son louveteau : c'est d'un bon père et d'un loup prévoyant.

Il parla longtemps sur ce ton, sans suite, sans liaison, au hasard, marchant à grands pas, frappant du pied le parquet, se drapant d'une façon tragi-comique avec les pans de sa robe de chambre, et répétant à chaque instant d'une voix étouffée par la colère: une donation! une donation ! Mme de Vaubert eut bien de la peine à l'apaiser et à lui faire comprendre ce qui s'était passé plus d'un quart de siècle auparavant et ce qui se passait à cette heure. Elle avait jusqu'alors respecté ses illusions; mais cette fois la gravité de la situation ne permettait plus de ménagements. Elle arracha brutalement le bandeau qui lui voilait les yeux, et vainement le pauvre marquis se raidit, se débattit, et, comme un aveugle rendu subitement à la lumière des cieux, ferma douloureusement les paupières; Mme de Vaubert le dompta, et, le forçant à regarder en face le soleil de l'évidence, elle l'inonda de toutes parts d'une impitoyable clarté. A voir les ébahissements de M. de La Seiglière en écoutant l'impartial résumé de l'histoire de ces derniers temps, on eût dit qu'après s'être endormi sur les bords du Clain, il se réveillait en Chine, au milieu d'un groupe de bonzes, et déguisé lui-même en mandarin. Les faits rétablis et le passé nettement dessiné:

— Maintenant, ajouta la baronne avec fermeté, il s'agit de résoudre la question de l'avenir. Le cas est périlleux ; mais il n'est si mauvais pas dont on ne se puisse tirer avec un peu d'adresse et beaucoup de sang-froid. Voyons, marquis. Nul doute que ce Bernard ne se présente d'un instant à l'autre, non pas en solliciteur, comme vous l'avez espéré d'abord, mais en maître, le front haut et la parole haute. Il ne manque pas de gens qui l'auront instruit de ses droits et qui lui fourniront, au besoin, le moyen de les soutenir. Supposez qu'il arrive; comment l'allez-vous recevoir ?

— Qu'il aille à tous les diables! s'écria le marquis en éclatant comme une bombe dont on croyait la mèche éteinte.

— Pourtant, s'il se présente?...

— S'il l'osait, madame la baronne, je me souviendrais qu'il n'est pas gentilhomme, et, plus heureux que Louis XIV, je n'aurais pas à jeter, comme lui, ma canne par la fenêtre.

— Vous êtes fou, marquis.

— S'il faut plaider, eh bien! nous plaiderons.

— Marquis, vous êtes un enfant.

— J'aurai pour moi le roi.

— La loi sera pour lui.

— J'y mangerai mon dernier champ, plutôt que de lui laisser un brin d'herbe.

— Marquis, vous ne plaiderez pas. Plaider! y songez-vous? mêler votre nom à des débats scandaleux! vous commettre avec la justice! et cela pour en arriver à des conclusions prévues, infaillibles, inévitables! Nous avons des ennemis; vous ne leur donnerez pas cette joie. Vous avez un blason ; vous ne lui ferez pas cette injure.

— Mais, pour Dieu! madame la baronne, que faire ? que décider ? que devenir ? à quel parti se rendre ? s'écria le marquis aux abois.

— Je vais vous le dire, répliqua Mme de Vaubert avec assurance. Savez-vous l'histoire d'un colimaçon qui s'introduisit un jour étourdiment dans une ruche? Les abeilles l'empâtèrent de miel et de cire; puis, lorsqu'elles l'eurent ainsi emprisonné

dans sa coquille, elles roulèrent cet hôte incommode et le poussèrent hors de leur maison. Marquis, c'est ainsi qu'il faut nous y prendre. Ce Bernard est sans doute un rustre comme l'était son père : aux grâces de son origine il doit joindre la brutalité du soldat et l'emportement du jeune homme. Enduisons-le de cire et de miel; engluons-le des pieds à la tête. Si vous l'irritez, tout est perdu ; ménageons-le, voyons-le venir. Il arrivera comme un boulet de canon qui s'attend à rebondir contre un mur de granit ou d'airain; qu'il s'enfonce et s'amortisse dans une balle de coton. Ne le heurtez pas ; gardez-vous surtout de discuter vos droits ni les siens. Défiez-vous de votre sang; vous êtes bien jeune encore! Loin de les contrarier, flattez ses opinions ; humiliez, s'il est nécessaire, la victoire devant la défaite. L'essentiel d'abord est de l'amener doucement à s'installer comme un hôte dans ce château. Cela fait, vous gagnez du temps ; le temps et moi, nous ferons le reste.

— Ah çà ! madame la baronne, quel rôle allons-nous jouer ici? demanda fièrement le vieux gentilhomme.

— Un grand rôle, monsieur, un grand rôle! répondit la baronne encore plus fièrement. Nous allons combattre pour nos principes, pour nos autels et pour nos foyers; nous allons lutter pour le droit contre l'usurpation; nous allons défendre la légitimité contre les exactions d'une légalité odieuse et tyrannique; nous allons disputer nos derniers boulevards aux envahissements d'une bourgeoisie basse et jalouse, qui nous hait et veut notre ruine. Si nous étions aux beaux temps de la chevalerie, je vous dirais de monter à cheval, d'entrer en lice, et de combattre à armes courtoises, ou bien encore, enfermés dans votre château comme dans un fort, vous, nous, nos gens et nos vassaux, plutôt que d'en sortir vivants, nous nous ferions tuer sur la brèche. Malheureusement ce n'est pas d'aujourd'hui que les avocats ont remplacé les champions, et les huissiers les hérauts d'armes; et puisque nous vivons dans un temps où l'on a substitué plus que jamais le palais de justice au champ-clos, et les subtilités de la loi aux inspirations du courage, force est bien aux plus nobles et aux plus vaillants d'user de la ruse en guise d'épée et de l'esprit à défaut de lance. Que voulons-nous d'ailleurs ? Il n'est pas question de réduire ce garçon à la mendicité. Vous serez généreux, vous ferez bien les choses ; mais, en bonne conscience, un pauvre diable qui vient de passer six années dans la neige, a-t-il absolument besoin, pour se sentir mollement couché, d'être étendu tout de son long sur un million de propriétés. A présent, cher marquis, si vous avez encore des scrupules, qu'à cela ne tienne! Tout cas de conscience est respectable. Allez trouver M. Bernard ; passez-lui, comme une bague au doigt, vos domaines. Pendant que vous y serez, pourquoi ne joindriez-vous pas à ce petit cadeau vos parchemins et vos armoiries? J'ai vu, ce matin, passer Hélène, belle, radieuse, souriante et confiante en la destinée ; à son retour, elle apprendra qu'elle est ruinée de fond en comble, et qu'il ne lui reste plus que l'humble castel de Vaubert. Nous irons y vivre modestement, comme autrefois nous avons vécu dans l'exil. Au lieu de s'unir dans l'opulence, nos enfants se marieront dans la pauvreté. Nous serons la fable du pays. Plus tard, nous ferons de nos petits-fils des hobereaux, et nous vendrons nos petites-filles à la vanité de quelques manants enrichis. Cette perspective n'a rien d'alarmant : sans compter la satisfaction d'avoir incessamment sous les yeux le château de La Seiglière, les ombrages de ce beau parc, et M. Bernard chassant, vivant en liesse, menant grand train sur ses terres.

— Savez-vous, baronne, s'écria M. de La Seiglière, que vous avez le génie d'une Médicis ?

— Ingrat, j'ai le génie du cœur, répondit Mme de Vaubert en souriant. Qu'est-ce que je veux? qu'est-ce que je demande? Le bonheur des êtres que j'aime. Pour moi, je n'ai pas d'ambition Pensez-vous que je m'effraie sérieusement, pour ma part, à l'idée de vivre avec vous, en famille, dans mon petit manoir? Eh ! mon Dieu, je suis faite depuis longtemps à la pauvreté; mon Raoul n'a jamais rêvé la fortune. Mais vous, mais notre belle Hélène, mais les enfants qui naîtront d'une union charmante, voilà, marquis, voilà ce qui m'effraie !

Ils en étaient là de ce long entretien, lorsqu'un laquais annonça qu'un inconnu, qui refusait de se nommer, demandait à parler à M. le marquis.

— C'est notre homme, dit la baronne.

— Faites entrer, dit le marquis.

— Songez bien, s'empressa d'ajouter Mme de Vaubert, que tout le succès de l'entreprise dépend de cette première entrevue.

Le parquet du corridor retentit sous un talon brusque, ferme et sonore, et presque aussitôt le personnage qu'on venait d'annoncer entra militairement, botté, éperonné, le chapeau et la cravache au poing. Quoique évidemment flétri par la fatigue et par la souffrance, c'était un homme qui paraissait avoir trente ans au plus. Le front découvert, effleuré déjà par des rides précoces, les joues amaigries, l'œil enfoncé dans son orbite, la bouche mince et pâle, ombragée d'une moustache épaisse et brune, l'air franc et décidé, l'attitude fière et même un peu hautaine, il avait une de ces figures qui passent pour laides aux yeux du monde, mais que les artistes ont en général la faiblesse de trouver belles. Une redingote bleue, boutonnée jusqu'au col, pressait sa taille élancée, droite et souple. A peine entré dans ce salon qu'il sembla reconnaître, son regard s'amollit, et son cœur parut se troubler; mais, s'étant remis promptement d'une émotion involontaire, il s'inclina légèrement à quelques pas de la baronne, puis interpellant le marquis :

— C'est à M. de La Seiglière que j'ai l'honneur de parler? demanda-t-il avec une politesse glacée et d'une voix qui se ressentait encore de l'habitude du commandement.

— Vous l'avez dit, monsieur. A mon tour, puis-je savoir....

— Dans un instant, monsieur, répliqua froidement le jeune homme; si, comme je le suppose, c'est à Mme de Vaubert que j'ai l'honneur de m'adresser, madame, veuillez rester, ajouta-t-il, vous n'êtes pas de trop entre nous.

Un éclair de joie passa dans les yeux de Mme de Vaubert, complétement rassurée sur le gain d'une bataille dont elle avait dressé le plan et qu'elle allait pouvoir diriger. De son côté, M. de La Seiglière respira plus à l'aise, en sentant qu'il allait manœuvrer sous les ordres d'un si grand capitaine.

— Monsieur, veuillez vous asseoir, dit-il en s'asseyant lui-même presqu'en face de la baronne.

Le jeune homme prit le siége que lui indiquait le marquis et s'y installa assez cavalièrement; puis il se fit entre ces trois personnages un moment de ce silence solennel qui précède les engagements décisifs, quand deux armées sont en présence. Le marquis ouvrit sa boîte d'or, y plongea le pouce et l'index et se bourra le nez d'une prise de tabac d'Espagne, lentement et à petits coups, avec une grâce toute spéciale, entièrement perdue de nos jours.

— Monsieur, dit-il, je vous écoute.

Après quelques secondes de recueillement, l'étranger s'accouda sur le bras du fauteuil dans lequel il était assis, du côté du vieux gentilhomme.

— Monsieur le marquis, dit-il en élevant la voix avec autorité, voici bientôt trente ans, de grandes choses allaient s'accomplir. La France était dans l'attente. Tous les regards se tournaient avec anxiété vers l'orient que blanchissait une nouvelle aurore; il courait dans l'air de sourdes rumeurs qui remplissaient les âmes de joie ou d'épouvante, d'espérance ou de stupeur. Il paraît que vous n'étiez pas, monsieur, au nombre de ceux qui espéraient alors et se réjouissaient, car vous fûtes un des premiers qui abandonnèrent la patrie menacée pour fuir à l'étranger. La patrie vous rappela, c'était son devoir; vous fûtes sourd à son appel, c'était sans doute votre bon plaisir; elle confisqua vos biens, c'était son droit.

A ces mots, le marquis, oubliant déjà le rôle qu'il avait tacitement accepté, bondit sur son siége comme un chamois blessé; un regard de Mme de Vaubert le contint.

— Ces biens, devenus la propriété de la nation, propriété légale et légitime, un de vos fermiers les acheta du prix de ses sueurs, et lorsqu'il eut bien travaillé, lorsqu'au bout de vingt-cinq années de fatigues et de labeurs, il eut recousu, pour ainsi dire, lambeaux par lambeaux, le domaine de vos ancêtres, tandis que vous, les bras croisés, vous étiez occupé là-bas à ne rien faire, si ce n'est des vœux hostiles à la gloire et à la grandeur de la France, il s'en dépouilla comme d'un manteau et vous le mit sur les épaules.

— Ventre-saint-gris! monsieur..., s'écria le marquis, ne se connaissant plus.

— Un second regard de Mme de Vaubert l'arrêta court et le cloua muet sur place.

— Par quel enchantement cet homme, qui ne vous devait rien et ne vous aimait pas, se porta-t-il envers vous à un tel excès de générosité, d'amour et d'enthousiasme? Comment se décida-t-il à résigner entre vos mains cette sainte propriété du travail, la seule que Dieu reconnaisse et bénisse? Peut-être pourriez-vous me l'apprendre. Ce que je puis, moi, vous affirmer, c'est que, du vivant de son fils, cet homme ne se souciait même pas de savoir si vous existiez. Toujours est-il qu'il mourut, sans s'être réservé seulement un coin de terre pour son dernier sommeil, vous laissant paisible possesseur d'une fortune qui ne vous avait coûté d'autre peine que d'ouvrir la main pour la recevoir.

Le marquis allait répliquer, quand la baronne lui coupa, ou, pour mieux dire, lui souffla la parole.

— Puisque vous m'avez permis d'assister à cet entretien, dit-elle de sa plus douce voix, avec un ton d'exquise urbanité, souffrez, monsieur, que j'y prenne part. Je n'essaierai point de relever ce que quelques-unes de vos expressions ont eu pour nous de cruel et de blessant. Vous êtes jeune; cette nouvelle aurore dont vous parlez, si vous l'aviez vue poindre, vous sauriez, comme nous, que ce fut une aurore de sang. Quant aux reproches que vous nous adressez d'avoir déserté le sol de la France et d'être demeurés sourds à l'appel de la patrie, il nous est permis d'en sourire. Si l'on venait vous dire que ce château menace ruine, si ce parquet tremblait sous vos pieds, et que ce plafond, près de s'effondrer, criât et craquât sur nos têtes, resteriez-vous assis tranquillement dans ce fauteuil? Si le bourreau, la hache derrière le dos, vous appelait d'une voix pateline, vous empresseriez-vous d'accourir? Laissons là ces enfantillages. Encore un mot pourtant. Vous nous accusez d'avoir formé, au fond de l'exil, des vœux hostiles à la gloire et à la grandeur du pays. C'est une erreur, monsieur. Nous vous voyons pour la première fois; nous ne savons ni qui vous êtes ni quel intérêt vous amène; seulement nous sentons que vous ne nous êtes pas ami, et la distinction de votre personne nous

fait une loi de chercher à forcer votre estime, à défaut de vos sympathies. Croyez qu'il s'est rencontré dans ces rangs de l'émigration, trop calomniés peut-être, de nobles cœurs, demeurés français sur la terre étrangère. Vainement la patrie nous avait rejetés de son sein; nous l'avions emportée dans le nôtre. Demandez au marquis si nos vœux l'ont suivie, cette patrie ingrate et chère, dans toutes ses campagnes et sur tous ses champs de bataille? qu'il vous dise s'il est un de ses triomphes qui n'ait éveillé d'orgueilleux échos dans nos âmes? Rocroi n'exclut point Austerlitz; Bouvines et Marengo sont sœurs. Ce n'est pas le même drapeau; mais c'est toujours la France victorieuse.

— Très-bien, très-bien, dit le marquis en ouvrant sa tabatière.

Et, tout en portant à son nez une pincée de poudre brune : — Décidément, ajouta-t-il mentalement, la baronne a le diable au corps.

— Et maintenant, reprit Mme de Vaubert, ce petit compte une fois réglé, si vous n'êtes venu que pour nous rappeler ce que l'on doit ici à la mémoire du meilleur des hommes, si c'est à cela seulement que se borne votre mission, j'ajouterai, monsieur, que c'est sans doute une noble tâche, mais que, nos dettes étant payées, vous avez pris une peine inutile. Enfin, si vous tenez à savoir par quel enchantement M. Stampli s'est décidé à réintégrer dans ce domaine une famille qui de tout temps avait comblé ses pères de bonté, je vous dirai qu'il n'a fait qu'obéir aux pieux instincts de sa belle âme. Vous affirmez que, du vivant de son fils, M. Stamply ne se souciait même pas de savoir si cette famille existait; je crois, monsieur, que vous calomniez sa mémoire. Si son fils revenait parmi nous...

— Si son fils revenait parmi vous! s'écria l'étranger, en retenant un mouvement de sombre colère. Supposons qu'il revienne en effet; supposons que ce jeune homme n'ait pas été tué, comme on l'a cru, comme on le croit encore; supposons que, laissé pour mort sur un champ de bataille, ramassé vivant par l'armée ennemie, il se soit vu traîné de steppe en steppe jusqu'au fond de la Sibérie. Après six ans d'une horrible captivité, sur un sol de glace et sous un ciel de fer, libre enfin, il va revoir sa patrie et son vieux père, qui ne l'attend plus. Il part, il traverse à pied les plaines désolées, mendiant gaiement son pain sur sa route, car la France est au bout, et déjà, mirage enchanté, il croit apercevoir le toit paternel fumant au lointain horizon. Il arrive; son vieux père est mort, son héritage est envahi, il n'a plus ni toit ni foyer. Que fait-il? Il s'informe, et bientôt il apprend qu'on a profité de son éloignement pour capter l'affection d'un pauvre vieillard crédule et sans défense; il apprend qu'après l'avoir amené, à force de ruses, à se déposséder, on a payé ses bienfaits de la plus noire ingratitude; il apprend enfin que son père est mort, plus seul, plus triste et plus abandonné qu'il n'avait vécu. Que fera-t-il alors? Ce ne sont toujours que des suppositions. Il ira trouver les auteurs de ces basses manœuvres et de ces lâches machinations; il leur dira : C'est moi, moi que vous croyiez mort, moi le fils de l'homme que vous avez abusé, dépouillé, trahi, laissé mourir d'ennui et de chagrin, c'est moi, Bernard Stamply! Eux, que répondraient-ils? Je vous le demande, monsieur le marquis; je vous le demande, madame la baronne?

—Ce qu'ils répondraient! s'écria M. de La Seiglière, qui, ayant trop ou trop peu présumé de lui-même en acceptant le rôle que lui avait confié Mme de Vaubert, venait de sentir tout son sang de patricien lui monter indigné à la face; vous demandez ce qu'ils répondraient!... ajouta-t-il d'une voix étranglée par l'orgueil et par le courroux.

— Quoi de plus simple, monsieur? dit Mme de Vaubert avec une naïveté charmante. Ils lui diraient : — Est-ce vous, jeune ami que nous avons aimé sans vous connaître, que nous avons pleuré comme si nous vous avions connu? Que béni soit Dieu qui nous rend le fils pour nous consoler de la perte du père! Venez vivre au milieu de nous, venez vous reposer au sein de nos tendresses des souffrances de la captivité, venez prendre dans notre intimité la place que votre père y occupa trop peu de temps, hélas! enfin venez juger par vous même de quelle façon nous pratiquons l'oubli des bienfaits. Confondons nos droits, ne formons qu'une même famille, et que la calomnie, en voyant l'union de nos âmes, soit réduite au silence et respecte notre bonheur. — Voici, monsieur, ce que répondraient les auteurs de ces basses manœuvres et de ces lâches trahisons ; mais, dites, monsieur, parlez, ajouta Mme de Vaubert avec émotion : ne comprenez-vous pas qu'en pensant nous effrayer peut-être, vous avez éveillé en nous presque un espoir? Ce jeune ami que nous avons pleuré...

— Il vit, répondit l'étranger, et je souhaite pour vous que ce jeune ami bien portant ne vous coûte pas plus de larmes que le bruit de sa mort ne vous en a fait verser.

— Où est-il? que fait-il? qu'attend-il? pourquoi ne vient-il pas? demanda coup sur coup la baronne.

— Il est devant vous, répondit simplement Bernard.

— Vous, monsieur, vous! s'écria Mme de Vaubert avec une explosion de joie et de surprise qui n'aurait pas été mieux jouée, s'il se fût agi de la résurrection de Raoul. En effet, ajouta-t-elle en attachant sur lui un regard attendri, ce sont tous les traits de son père; c'en est surtout l'air franc, loyal et bon. — Marquis, vous le voyez, c'est bien le fils de notre vieil ami.

— Monsieur, dit à son tour M. de La Seiglière, fasciné par le regard de la baronne moins encore que par l'abîme entr'ouvert sous ses pieds, mais trop fier encore et trop gentilhomme pour s'abaisser à feindre des transports qu'il n'éprouvait pas; lorsque après vingt-cinq ans d'exil je rentrai dans le domaine de mes aïeux, monsieur votre père, qui était un brave homme, me reçut à la porte du parc et me tint ce simple discours : Monsieur le marquis, vous êtes chez vous. Je ne vous en dirai pas davantage : Vous êtes chez vous, monsieur Bernard. Veuillez donc regarder cette maison comme vôtre; je ne dois pas souffrir, je ne souffrirai pas que vous en habitiez une autre. Vous êtes arrivé avec des intentions hostiles, je ne désespère pas de vous ramener bientôt à des sentiments meilleurs. Commençons par nous connaître, peut-être finirons-nous par nous aimer. La chose me sera facile; si vous n'y réussissez pas, il ne sera jamais trop tard pour entrer en accommodement, et vous me trouverez toujours disposé à prendre avec vous les arrangements qui pourront vous être agréables.

— Monsieur, répondit Bernard avec hauteur, je ne veux ni vous connaître ni vous aimer. Entre vous et moi il n'y a rien de commun, rien de commun ne saurait exister. Nous ne servons pas le même Dieu; nous ne desservons pas le même autel. Vous haïssez ce que j'adore, et j'adore ce que vous haïssez. Je hais votre parti, votre caste, vos opinions; je vous hais, vous, personnellement. Nous dormirions mal sous le même toit. Vous serez toujours disposé, dites-vous, à prendre avec moi les arrangements qui pourront m'agréer; je n'attends rien de votre bonté, n'attendez rien de la mienne. Je ne sais qu'un arrangement possible entre nous : c'est celui qu'a prévu la loi. Vous n'êtes ici qu'à titre de donataire. Le

donateur n'ayant disposé de ses biens qu'avec la conviction que son fils était mort, — l'acte de donation en fait foi, — puisque je vis, vous n'êtes plus chez vous, je suis ici chez moi.

— *That is the question,* fredonna M. de La Seiglière, résumant ainsi en trois mots tout ce qu'il savait de Shakspeare.

— Ah ! s'écria Mme de Vaubert avec la tristesse d'une espérance déçue, vous n'êtes pas Bernard ; vous n'êtes pas le fils de notre vieil ami !

— Madame la baronne, répliqua brusquement le jeune homme, je ne suis qu'un soldat Ma jeunesse a commencé dans les camps ; elle a fini chez les barbares, au milieu des steppes arides. Les champs de bataille et les huttes glacées du Nord, tels ont été jusqu'à présent les salons que j'ai fréquentés. Je ne sais rien du monde; voici deux jours, je n'en soupçonnais même pas les détours et les perfidies. Je crois naturellement, sans effort, à l'honneur, à la franchise, au dévouement, à la loyauté, à tous les grands et beaux instincts de l'âme. Eh bien! quoiqu'à cette heure encore mon cœur indigné s'efforce de douter que la ruse, l'astuce et la duplicité puissent être poussées si loin, je ne crois pas, madame, à votre sincérité.

— Eh! monsieur, s'écria Mme de Vaubert, vous n'êtes pas le premier noble cœur qui ait cédé aux suggestions des méchants et dont la calomnie ait flétri les saintes croyances ; mais encore, avant de se décider à la haine, faudrait-il s'assurer qu'on ne doit pas, qu'on ne peut pas aimer.

— Tenez, madame, dit Bernard, pour en finir, vous devriez comprendre que plus vous déploierez d'habileté, moins vous réussirez à me convaincre. Je conçois maintenant que mon pauvre père se soit laissé prendre à tant de séductions ; il y a eu des instants où vous m'avez fait peur.

— C'est bien de l'honneur pour moi, s'écria Mme de Vaubert en riant ; vous n'en avez jamais tant dit des boulets ennemis et des baïonnettes étrangères.

— Oui, oui, ajouta le marquis, on sait que vous êtes un héros.

— Engagé volontaire à dix-huit ans, dit la baronne.

— Lieutenant de hussards à dix-neuf, dit le marquis.

— Chef d'escadron trois ans plus tard.

— Remarqué par l'empereur à Wagram.

— Décoré de la main du grand homme après l'affaire de Volontina, s'écria Mme de Vaubert.

— Ah ! il n'y a pas à dire, ajouta le marquis en enfonçant résolument ses mains dans les goussets de sa culotte ; il faut reconnaître que c'étaient des gaillards.

— Brisons là, dit Bernard, un instant interdit. Monsieur le marquis, je vous donne huit jours pour évacuer la place. Je veux espérer, pour votre réputation de gentilhomme, que vous ne me mettrez pas dans la pénible nécessité de recourir à l'intervention de la justice.

— Eh bien ! moi, j'aime ce garçon ! s'écria franchement le marquis, emporté malgré lui par son aimable et léger caractère, sans être retenu cette fois par Mme de Vaubert, qui, comprenant qu'il allait au but, lâcha la bride, et lui permit de caracoler en liberté ; eh bien ! ventre-saint-gris ! ce garçon me plaît. Madame la baronne, je vous jure qu'il est charmant. Jeune homme, vous resterez ici. Nous nous haïrons, nous nous exécrerons, nous plaiderons, nous ferons le diable à quatre ; mais, vive Dieu ! nous ne nous quitterons pas. Vous savez l'histoire de ces deux frégates ennemies qui se rencontrèrent en plein Océan? L'une manquait

de poudre; l'autre lui en donna, et toutes deux, après s'être canonnées pendant deux heures, se coulèrent bas l'une l'autre. Ainsi ferons-nous. Vous arrivez de Sibérie; je présume qu'en vous laissant partir, les Tartares, de peur d'alourdir votre pas et de retarder votre marche, ne vous ont point chargé de roubles. Vous manquez de poudre, je vous en donnerai. Je vous promets de l'agrément. Tandis que nos avoués, nos avocats et nos huissiers s'enverront, pour nous, des bombes et des obus, nous chasserons le renard, nous vivrons en joie et nous boirons le vin de nos caves. Je serai chez vous, et vous serez chez moi. Comme il n'est pas de procès bien mené qui ne puisse durer vingt ans, nous aurons le loisir de nous connaître et de nous apprécier; nous en viendrons peut-être à nous aimer, et le jour où nous découvrirons que notre château, notre parc, nos bois, nos champs, nos prés, nos fermes et nos métairies auront passé en frais de justice, ce jour-là, qui sait? nous nous embrasserons.

— Monsieur le marquis, répondit Bernard, qui n'avait pu s'empêcher de sourire, je vois avec plaisir que vous prenez gaiement les choses ; de votre côté, trouvez bon que je les traite plus sérieusement. Il n'est pas un coin de ces terres que mon père n'ait arrosé de ses sueurs et aussi de ses larmes ; il ne convient pas que j'en fasse le théâtre d'une comédie.

A ces mots, après avoir salué froidement, il se dirigea vers la porte. Le marquis fit un geste de désespoir résigné, et Mme de Vaubert poussa dans son cœur un rugissement de lionne qui vient de laisser échapper sa proie Bernard eût emporté le domaine de La Seiglière dans ses poches, que ces deux visages n'auraient pas exprimé plus de consternation. Encore un pas, et tout était dit, lorsqu'au moment où Bernard allait ouvrir la porte du salon, cette porte s'ouvrit d'elle-même, et Mlle de La Seiglière entra.

JULES SANDEAU.

(*La fin au prochain numéro.*)

DE LA

SITUATION DE LA FRANCE

VIS-A-VIS DE L'ANGLETERRE

A PROPOS DE LA POLITIQUE DU MINISTÈRE DANS L'OCÉANIE.

Depuis ces dernières années surtout, on a pu observer dans l'esprit public en France deux dispositions déplorables : en présence d'une difficulté, d'un danger, d'une crise, on s'émeut, on s'agite, on s'effraie avec une vivacité qui laisse peu de place à la réflexion ; puis, la difficulté aplanie, le danger détourné, la crise apaisée par une solution telle quelle, on s'abandonne avec un laisser-aller non moins irréfléchi à une confiance oublieuse, et il semble qu'on ne puisse se reposer que dans l'excès de l'insouciance du trouble d'inquiétudes exagérées. On ne saurait faire trop d'efforts pour corriger ces incertitudes, ces oscillations désordonnées de l'opinion publique; et comme la fâcheuse conséquence qui en résulte est d'empêcher le pays d'envisager ses intérêts avec calme et avec fermeté, comme elles lui ravissent le bénéfice de l'expérience que les peuples, de même que les individus, doivent retirer des épreuves qu'ils traversent, nous croyons que la manière la plus efficace de lutter contre ces dispositions regrettables est d'appeler la discussion sur les événements qui ont préoccupé l'opinion, avant que les impressions qu'ils ont fait naître aient pu être entièrement effacées, au moment même où ils viennent de s'accomplir, et où les enseignements qu'ils portent en eux doivent parler avec le plus d'autorité. C'est ce qui nous décide à donner, dès aujourd'hui, quelques développements aux réflexions que l'affaire de Taïti nous suggère.

Le différend auquel a donné lieu l'expulsion de M. Pritchard des îles de la Société a mis en question, avec une gravité et sous une forme nouvelle, la situation de la France envers l'Angleterre, et a montré par des faits très-significatifs la portée de la politique du cabinet du 29 octobre.

Le point le plus important de cette complication n'est pas en effet, à mon avis, le dénoûment par lequel on la dit terminée. Je ne crois pas que le plus grand intérêt de l'affaire de Taïti soit dans la solution que le cabinet a donnée à cette affaire. Il me paraît évident d'abord qu'il n'est pas aujourd'hui possible de discuter complétement cette solution. Sans doute, l'arrangement, tel qu'il est présenté par les amis mêmes du ministère, peut être à bon droit critiqué; sans doute, dans la prétention du ministère à n'exprimer qu'un regret, et dans la concession d'une indemnité qu'il accorde à M. Pritchard, cet arrangement présente une contradiction qui, de quelque manière qu'elle soit plus tard expliquée, ne pourra faire honneur au cabinet; sans doute, des conjectures fort plausibles et des révélations dignes de confiance permettent déjà de porter un jugement sévère sur la solution même dont le ministère voudrait se réjouir comme d'une victoire. Cependant le ministère tend ici des embûches au débat. Devant son silence, comment apprécier les termes de l'arrangement? Que dire des faits qui lui ont servi au moins de prétexte, lorsqu'il tient ces faits enveloppés d'obscurité? Savons-nous ce qu'il y a eu de blâmable ou de blâmé dans la conduite de M. d'Aubigny? Savons-nous de quelle mesure de blâme M. Bruat a jugé digne la conduite de son lieutenant? Il peut y avoir dans tout cela pour le ministère de délicates questions, d'où il est vraisemblable que son honneur sortira dangereusement atteint. Mais les grandes questions ne sont pas là : lors même que le différend soulevé par M. Pritchard aurait été terminé par le ministère sans compromis fâcheux, la portée de ce différend n'en serait pas moins fatale pour lui. Il y a toujours, et avant tout, à demander compte au ministère de la situation dans laquelle il a conduit la France vis-à-vis de l'Angleterre. Il y a à porter un jugement sur sa politique dans l'Océanie, si promptement éclairée par de si tristes résultats.

L'attitude et le langage du ministère et de ses amis, durant la crise et les premiers moments qui ont suivi la solution, donnent à notre situation vis-à-vis du royaume-uni un singulier caractère de gravité. L'attitude du ministère a été la consternation; le langage de ceux qui l'approchent autorisait toutes les craintes. Nous connaissons des personnes à qui M. Guizot, même après la solution, a témoigné un découragement profond au sujet de l'alliance anglaise; nous en savons d'autres auxquelles, après la solution également, il a découvert des pensées toutes différentes : il affirmait à celles-ci qu'il n'avait jamais craint une rupture violente; il leur donnait les apparences timorées de sa conduite et de son langage pendant un mois pour un coup de fine diplomatie. A l'entendre, il aurait voulu effrayer tout le monde, afin de faire tourner à son profit les craintes qu'inspirerait à tout le monde une perspective sérieuse de guerre. Au fond, quelle peut être à ce sujet la pensée véritable de M. le ministre des affaires étrangères? Est-il sincère, lorsqu'il se présente comme n'ayant jamais chancelé dans sa confiance? ou bien, rassuré par l'événement, suit-il la pente naturelle qui le porte d'ordinaire à dresser après coup des théories sur les faits accomplis? Faut-il le croire plutôt dans l'expression de ses craintes? Les défiances et l'irritation qu'il a soulevées en France, la mauvaise humeur, la colère qu'il a rencontrées dans le gouvernement anglais au début du dernier conflit, l'ont-elles fait réellement désespérer du maintien du bon accord entre les deux pays? Son amour-propre déçu lui présente-t-il comme supérieure à d'autres forces que les siennes une tâche contre laquelle il a lui-même échoué? Je ne me prononcerai pas sur ces questions. Je ne demanderai pas quelle est l'opinion que M. Guizot garde pour lui-même; je demanderai plutôt celle qu'il

peut avoir intérêt à faire partager au public et aux chambres, celle qu'il peut du moins avoir intérêt à faire insinuer par les personnes qui l'entourent, afin de la propager dans le pays. Pour ma part, si M. Guizot, en supposant qu'il ne les ait pas partagées lui-même, a pu croire, en d'autres circonstances, d'une bonne tactique de répandre des appréhensions sur la conservation de la paix avec l'Angleterre, j'incline à penser qu'il ne renoncera pas à un expédient qui lui a déjà réussi. C'est peu s'exposer à se tromper, et ce n'est pas d'ailleurs calomnier le ministère que de prendre son passé pour garant de son avenir, et de s'attendre à le voir employer encore, pour arracher aux chambres le vote de l'indemnité stipulée en faveur de M. Pritchard, le moyen dont il s'est déjà servi pour obtenir la sanction du désaveu de M. Dupetit-Thouars.

Qui ne voit cependant les funestes effets de cette tactique? Sans doute, de la part d'un ministère qui s'est présenté comme apportant au pays le bénéfice d'une entente cordiale avec l'Angleterre, d'un ministère qui se donne pour investi de la considération et de la confiance des hommes d'état anglais, il y a quelque chose d'illogique à montrer ainsi l'Angleterre toujours prête à en appeler contre nous et contre l'équité aux menaces et à la guerre. Si tel est le bon accord que le ministère nous procure avec l'Angleterre, entre quelles mains cet accord pourrait-il avoir pour nous de pires résultats? On a vu précisément dans l'affaire de M. Pritchard un des plus graves inconvénients de cette tactique. Ces paroles si risquées de sir Robert Peel qui ont envenimé la difficulté dès le début, qui l'ont grossie outre mesure, qui étaient au fond la plus grosse et la seule difficulté, ces paroles n'ont-elles pas été inspirées par l'attitude que le ministère avait prise devant les chambres à propos du désaveu de l'amiral Dupetit-Thouars? Mais là encore n'est pas le plus grand danger. Cette habitude, devenue familière au ministère, de montrer l'Angleterre sans cesse disposée à prendre les armes, cette habitude d'évoquer à chaque instant la guerre est le seul péril grave qui menace la paix. Il n'est pas d'imprudence plus fatale et plus coupable peut-être que de se jouer ainsi de la guerre et des préoccupations qu'elle inspire : c'est par une pareille conduite que l'on s'expose à la faire éclater sans intérêt, presque sans cause, au choc des plus absurdes préjugés ou des passions les plus insensées. On trompe par là, de la manière la plus fatale, les deux pays l'un sur l'autre : on fait croire à l'Angleterre que la guerre est une menace irrésistible et d'un succès infaillible pour venir à bout de la France; on accoutume l'Angleterre à prodiguer cette menace ; on l'expose à se méprendre sur les moindres résistances qu'il lui arrive de rencontrer chez nous; à la moindre opposition que ses exigences peuvent éprouver en France de la part même des hommes les plus modérés et les plus prudents, on lui fait croire que tout le monde parmi nous, sauf le cabinet, veut la guerre avec l'Angleterre. C'est ainsi qu'une irritation injustifiable, qu'une colère sans fondement, arrivent à troubler le jugement, ordinairement si calme et si circonspect, d'hommes tels que sir Robert Peel et le duc de Wellington. Je le répète, je ne sais si le cabinet est aujourd'hui sincère dans les craintes qu'il exprime sur la situation ; mais, à force de les manifester, il en a fait un véritable danger qui plane sur les rapports des deux pays, qui les sépare chaque jour plus profondément, qui les accoutume à se défier l'un de l'autre, à s'irriter l'un contre l'autre, qui les prépare à l'idée de se trouver, à un moment plus ou moins rapproché, en hostilité, en lutte réelle. On ne saurait compromettre davantage le grand intérêt de la paix, et on ne saurait le compromettre avec moins de raison. Pour détourner ce danger, on ne peut mettre trop

d'insistance à faire réfléchir froidement les deux pays sur les dispositions réciproques que leurs intérêts sérieux doivent leur inspirer, et sur la véritable situation dans laquelle ils sont placés l'un envers l'autre.

Les intérêts réels des deux peuples peuvent-ils leur commander, je dirai plus, leur permettre de faire appel à l'argument extrême de la guerre dans les débats qu'ils sont exposés à voir s'élever entre eux? Doit-on enfin faire disparaître cette perspective de la guerre entre l'Angleterre et la France, qui obscurcit la raison des deux pays et les expose à de si funestes malentendus? Une alliance est-elle, au contraire, naturelle, justifiable, possible? Quelles en sont les conditions normales et raisonnables, et comment doit-elle être comprise et pratiquée? Nous croyons qu'il n'est pas de questions sur lesquelles il soit aujourd'hui plus important de porter un examen calme et prompt.

C'est par la situation de l'Angleterre vis-à-vis de la France qu'il nous paraît naturel de commencer cet examen, puisque c'est à l'Angleterre que le ministère attribue l'attitude menaçante et les résolutions les plus redoutables pour la paix. Serait-il donc vrai que la situation de l'Angleterre lui prescrivît ou lui permît de braver contre nous la guerre, de la risquer sur les affaires les plus minces, ou, à vrai dire, sur les plus frivoles prétextes? Cette question se subdivise : elle conduit à rechercher si l'Angleterre, dans son ensemble, comme nation et comme état, a ou non des intérêts à substituer la guerre à la paix dans ses relations avec la France, et quels peuvent être aussi vis-à-vis de nous les intérêts et les dispositions des deux grands partis qui se disputent le gouvernement de l'empire britannique.

Ces questions sont parfaitement éclaircies par l'histoire. L'Angleterre nous a fait la guerre depuis un demi-siècle pour de grands intérêts; ces intérêts subsistent-ils aujourd'hui? Lorsque l'Angleterre nous déclara la guerre en 1793, elle alléguait de puissantes raisons, et je crois qu'elle était tout à fait sincère dans l'appréciation du motif par lequel elle fut déterminée. Qu'on le remarque : elle fut la dernière des puissances principales de l'Europe à rompre avec nous; elle attendit jusqu'à la mort de Louis XVI. Le motif prépondérant qui la décida fut la crainte de la propagande révolutionnaire; les écrits et les discussions parlementaires de cette époque ne permettent pas d'en douter; ce qui le prouve plus fortement encore, c'est la scission qui s'opéra dans le parti whig. Ce furent des whigs, les partisans les plus convaincus et les plus dévoués de la constitution anglaise, qui témoignèrent, dès le principe, les alarmes les plus vives, les répugnances les plus profondes à l'égard de la révolution française. Il suffit de nommer Burke et de rappeler sa polémique ardente contre notre révolution. Il est certain que ce fut la scission des whigs qui permit à Pitt, qui le força même de se réunir à la coalition européenne. Il n'est pas moins certain que les membres si importants du parti whig qui se séparèrent de Fox et se déclarèrent contre la France, que le duc de Portland, le comte de Fitz-William, Burke, Windham, et plusieurs autres, effrayés par des théories prêchées dans des associations nombreuses et actives, affiliées aux jacobins, n'abandonnèrent ainsi leurs anciennes amitiés que sous l'impression des périls dont ils croyaient la constitution anglaise menacée par les principes révolutionnaires (1). Ce n'est pas ce motif assurément, ce n'est pas la crainte des dangers

(1) La correspondance de Burke, qui vient d'être publiée, démontre complétement la sincérité de ses craintes et de celles de ses amis, et prouve que ces craintes furent le seul motif qui les rallia au ministère.

dont nous pourrions menacer sa constitution, qui déterminerait aujourd'hui l'Angleterre à nous faire la guerre ; ce ne serait pas davantage le motif qui l'anima dans la lutte contre Napoléon : il est trop évident que le gouvernement de 1830, et nous sommes loin de l'en blâmer, ne nourrit pas contre l'Angleterre les desseins acharnés et gigantesques de la politique impériale.

Aucune considération d'intérêt défensif n'impose la guerre à l'Angleterre. Quelque intérêt d'une nature différente la sollicite-t-il à l'agression? Si la guerre ne lui est pas commandée comme une nécessité, lui serait-elle suggérée par un calcul?

Il est bien évident d'abord que l'Angleterre ne saurait se proposer, dans une guerre contre la France, aucun agrandissement de territoire. Que peut nous envier l'Angleterre? A-t-elle, comme au siècle dernier, à nous disputer la possession du nord de l'Amérique aux sources de l'Ohio? A-t-elle à nous ravir le Canada? Quelque nouveau Dupleix rêvant de substituer un empire européen à la vaste domination du Grand-Mogol peut-il exciter l'émulation d'un nouveau Clive? L'Angleterre, qui a fait si bon marché de ses colonies des Indes occidentales, voudrait-elle s'emparer des petites îles que nous avons encore aux Antilles? L'Angleterre, qui a tant de colonies dont elle n'a à disputer les richesses qu'au sol, dont elle n'a à faire la conquête que par la culture, voudrait-elle nous remplacer dans l'Algérie? Que voudrait donc l'Angleterre contre nous? Oserait-elle, nous attaquant dans notre existence même, nous forcer à demander secours aux terribles désespoirs dont parle le vieil Horace?

Lorsqu'on attribue à l'Angleterre la pensée de la guerre, c'est par un autre intérêt qu'on la suppose dirigée : c'est sa constitution économique et les besoins de son industrie que l'on considère. On se souvient que, durant les luttes de la république et de l'empire, l'industrie et le commerce britanniques ont pris un développement immense; on se rappelle que, malgré les charges énormes que la guerre imposait à ses finances, la prospérité intérieure du royaume-uni s'est accrue avec une rapidité prodigieuse et dans des proportions colossales ; on sait également que les profits de l'industrie anglaise ont diminué depuis la paix, que ses embarras, au contraire, se sont chaque jour multipliés depuis lors, que c'est à la suite de la pacification du monde que l'industrie anglaise s'est trouvée soumise à ces dilatations maladives et à ces contractions douloureuses que les fiévreux soubresauts de la concurrence et des crises commerciales amènent périodiquement à des époques rapprochées et comme avec une nécessité mathématique. On compare donc l'Angleterre durant la guerre à l'Angleterre durant la paix, et l'on conclut que l'état de guerre est celui que préfèrent les intérêts économiques du royaume-uni. Cette conclusion est fausse. Les prospérités de l'Angleterre durant les guerres de la république et de l'empire ne tiennent pas à l'Angleterre seule ; elles sont la conséquence de la situation du reste du monde à cette époque. Cette situation était celle-ci : tandis qu'en Angleterre de magnifiques découvertes dans les sciences mécaniques venaient donner aux forces industrielles une multiplication de puissance miraculeuse, tandis que les capitaux accumulés déjà en Angleterre se trouvaient ainsi posséder des instruments qui mettaient leurs produits au-dessus de toute concurrence étrangère, le continent européen, dévasté par la guerre, était détourné des préoccupations industrielles et commerciales. L'Europe se battait, elle s'épuisait, elle se ruinait dans la guerre ; mais l'Angleterre produisait pour elle, elle lui vendait ses produits, et elle réalisait d'énormes bénéfices, dont elle

plaça une partie considérable, environ 15 milliards, dans les emprunts que les besoins de sa politique lui firent contracter.

Une guerre avec la France ramènerait-elle une situation semblable? C'est impossible. En supposant, ce qui est invraisemblable, ce que le ministère est inexcusable de laisser dire par ses journaux, que les grandes puissances européennes dussent toujours faire cause commune avec l'Angleterre dans une guerre contre la France, l'Angleterre ne trouverait plus les mêmes avantages. A la faveur de la paix, la grande industrie a pris partout dans le monde des racines indestructibles. Partout, l'Angleterre le sait bien, puisque c'est par là qu'elle souffre, partout, et c'est le fait capital de la situation actuelle, il s'est constitué ou il se constitue des nationalités économiques, si l'on peut s'exprimer ainsi. De quel intérêt serait-il donc pour l'Angleterre d'entreprendre la guerre contre la France? Les manufactures belges lui feraient-elles pour cela une concurrence moins redoutable? Avec les bombes qu'elle viendrait lancer sur nos ports, avec les boulets dont elle percerait nos vaisseaux, ferait-elle brèche à cette enceinte du *Zollverein* qui s'élève chaque jour devant le flot refoulé de ses produits? Pour détruire nos escadres, croit-elle qu'elle obtiendrait des concessions du tarif américain, et pendant qu'elle porterait contre nous l'effort de sa marine, s'imagine-t-elle que les cotons manufacturés des États-Unis, qui lui disputent avec avantage les marchés de l'Amérique méridionale, cesseraient la lutte qu'ils soutiennent déjà contre ses propres produits jusque dans l'Inde et en Chine? Les intérêts industriels ne peuvent donc rien gagner à provoquer la guerre. Nous n'énumérerons pas les avantages qu'ils ont à la conjurer, à la prévenir : n'est-il pas évident, au contraire, qu'ils offrent bien plus de prise que les nôtres à l'agression, par la seule raison qu'ils embrassent un cercle plus vaste, qu'ils sont dispersés sur d'immenses espaces? D'ailleurs la guerre, qui vient déplacer violemment les courants des intérêts, et en cela seul elle est un fléau immédiat que repoussent les intérêts industriels, la guerre commence et finit toujours par une crise commerciale.

L'Angleterre, comme nation et comme état, n'a pas de motif raisonnable pour susciter une guerre qui, de la part de la France, étant une guerre défensive, nous pousserait à de tels efforts et remuerait en nous des ressentiments si profonds, qu'elle pourrait préparer au royaume-uni les plus terribles catastrophes. Y aurait-il cependant un parti en Angleterre qui, dans un intérêt d'ambition et par une nécessité de situation, pût être porté à braver tous ces périls?

Je crois que sur les dispositions des deux grands partis qui occupent tour à tour le pouvoir en Angleterre, on tombe communément en France dans l'erreur où conduisent les idées toutes faites, les préjugés. Je crois que nous nous sommes laissé tromper, dans l'appréciation des sentiments du parti whig et du parti tory à notre égard, par quelques souvenirs qui sont devenus des lieux communs. Nous pensions avoir défini, une fois pour toutes, et sans avoir plus à y revenir, les whigs et les tories; nous regardions les whigs comme naturellement nos amis, et les tories comme naturellement nos adversaires. L'étonnement douloureux que les événements de 1840 nous ont donné n'a pas été tout à fait une leçon. La vieille habitude a peut-être, dans plus d'un esprit, repris son empire. On veut croire encore en plus d'un endroit que la cause de la France trouverait au besoin plus de sympathie chez les whigs. Il y a dans cette appréciation routinière une erreur qu'il importe de dissiper.

C'est d'abord une faute de compter sur des sympathies permanentes dans un

parti. L'histoire de l'Angleterre le prouve bien. Les whigs et les tories ont été tour à tour et successivement amis et ennemis de la France; la situation des affaires et leurs intérêts en décident. Les tories ont été alliés de la France sous la reine Anne pendant le ministère de Harley et de Bolingbroke. La portion des whigs à la tête de laquelle était Robert Walpole conserva des relations pacifiques et amies avec la France sous le gouvernement de ce ministre. Lord Chatham était whig, c'est un des hommes d'état anglais qui ont fait le plus de mal à la France. Jusqu'à la révolution, Fox déclama contre notre pays; lors du traité de commerce de 1786, c'était Pitt qui défendait l'alliance française, c'étaient Fox et ses amis qui l'attaquaient, et à cette époque le comte Grey, qui devait plus tard inaugurer l'union des deux pays sous le ministère auquel il a donné son nom, mais qui débutait alors dans la vie politique, inspira son *maiden speech* de toutes les passions qu'a jamais pu soulever l'antagonisme des deux peuples. La révolution divisa le parti whig : l'amour des institutions libres fit prendre d'abord à Fox et à quelques-uns de ses amis la défense de la France révolutionnaire. Depuis cette époque d'ailleurs, les relations privées qui unirent quelques familles whigs à des familles qui ont exercé parmi nous, au nom et au profit des idées libérales, une large et noble influence, les familles de Lansdowne et d'Holland, par exemple, à celles de La Fayette et de Mme de Staël, ces relations créèrent, entre deux groupes importants dans les deux pays, des liens d'estime, de bienveillance et de sympathie. Vers la fin de l'empire, néanmoins, on peut en juger par la correspondance, publiée cette année, de Francis Horner, un des membres les plus distingués du groupe ami de la France formé à Holland-House, le parti whig était unanime contre nous; on n'aurait pas le droit d'ailleurs d'exiger que les whigs eussent eu, pour le régime auquel la France était alors soumise, plus de sympathie que n'en professaient leurs amis français, M. de La Fayette, Mme de Staël, Benjamin Constant. Sous la restauration, lors de l'intervention française en Espagne, M. Canning eut à soutenir les assauts du parti whig. La révolution de juillet et l'établissement de 1830 ont été reconnus par le ministère tory du duc de Wellington et de sir Robert Peel. Quelques années après, lorsque les whigs arrivèrent au pouvoir, lorsque lord Grey, lord Lansdowne, lord Holland, devenus ministres, trouvèrent investis parmi nous des hautes influences leurs anciens amis, on crut que l'on pourrait transporter, dans les rapports des deux pays, les sentiments inspirés par de délicates et nobles sympathies privées, et c'est alors plus que jamais que s'établit en France l'opinion qui représentait les whigs comme nos amis naturels et nécessaires.

Il est vrai qu'il y avait, en ce moment, plus qu'un rapprochement de sentiments personnels : il y avait des deux côtés similitude de situation, et de cette ressemblance sortait comme une identité d'intérêts. Le parti whig tentait, par le bill de réforme, de déplacer en Angleterre la base du pouvoir, de l'étendre et de l'appuyer principalement sur les *middle classes;* en France, à la tête des classes moyennes, maîtresses de la prépondérance politique, on entreprenait une œuvre analogue. L'élan que la commotion de juillet avait donné au mouvement réformiste, l'intérêt qu'avaient les whigs, pour le succès de leur propre entreprise, à voir réussir notre révolution, tout leur faisait alors un devoir de prêter secours à l'œuvre que la France poursuivait. Les whigs n'ont pas manqué à cette obligation. S'il n'est question en France que de l'établissement d'une monarchie modérée appuyée sur des institutions libres, les sympathies et le concours des whigs nous sont assurés; mais une fois cette question résolue, une fois les épreuves d'établissement consti-

tutionnel et de forme de gouvernement terminées chez nous, lorsqu'il ne s'agit plus que des affaires positives et régulières et des intérêts extérieurs des deux pays, les whigs ne nous doivent plus de concours dans les affaires que lorsqu'il y a coïncidence dans les intérêts des deux pays, et ils ont pu, sans manquer à leur consistance politique (nous ne jugeons pas ici avec quels procédés ils l'ont fait), se détacher de l'union de la France, quand les intérêts anglais leur ont paru se séparer des intérêts français. Les whigs (et nous devrions dire tous les Anglais) aiment mieux une France constitutionnelle qu'une France despotiquement gouvernée : là se bornent les sympathies politiques permanentes sur lesquelles il est permis à la France de compter en Angleterre ; au delà, les partis anglais ne peuvent être dirigés au pouvoir que par les intérêts de gouvernement et par les nécessités particulières de leur situation.

Ce n'est donc plus à des inclinations privées, à des admirations théoriques, à des doctrines générales, qu'il faut aller demander les motifs des dispositions dans lesquelles peuvent se trouver les grands partis anglais à l'égard de la France. A ce point de vue, il nous paraît démontré par l'examen de la situation du parti tory, qui occupe aujourd'hui le pouvoir, que le ministère actuel est aussi éloigné par ses intérêts que l'Angleterre elle-même de la rupture des relations pacifiques avec la France. On sait quelle est la grande difficulté du parti tory : c'est l'Irlande. Sans doute, dans une guerre avec l'Angleterre, nous ne devrions pas nous attendre à rencontrer, dans l'Irlande combattant pour son indépendance, une alliée puissante ou fort sûre; pourtant il n'en est pas moins vrai que le gouvernement anglais ne pourrait s'engager dans une guerre sous la menace d'une insurrection irlandaise, et qu'il serait forcé, avant de prendre les armes, d'apaiser les griefs de ce pays. Mais le principal de ces griefs est la réclamation d'une part proportionnée dans la représentation nationale, égale à celle que la législation du royaume-uni assure à l'Angleterre, à l'Écosse et au pays de Galles. Si l'on accordait aux Irlandais le nombre de représentants qu'ils devraient avoir à la chambre des communes, les voix qu'on leur donnerait allant se joindre aux whigs, l'équilibre actuel des partis serait bouleversé, la majorité qui soutient le ministère tory serait ou compromise, ou transformée en minorité. Le jour où, sous le poids d'une nécessité aussi impérieuse que le serait le péril d'une guerre, les tories cèderaient à l'Irlande, ce jour-là ils signeraient leur abdication. D'ailleurs les finances, le budget, ressentent immédiatement le contre-coup de la guerre. Le ministère de sir Robert Peel est arrivé précisément au pouvoir à la suite du déficit que la politique belliqueuse du parti whig avait laissé dans les revenus du royaume-uni; c'est sur les mesures que les whigs proposaient pour combler le déficit que sir Robert Peel les a renversés. Ce n'est que par des remaniements de tarif, par l'imposition d'une taxe nouvelle et pesante, par des mesures qui ont refroidi envers lui plusieurs de ses amis politiques, que sir Robert Peel a pu fermer le déficit. Le croit-on disposé à rouvrir le gouffre qui a été fatal à ses adversaires, et à donner un démenti complet à toute la politique qu'il a pratiquée depuis qu'il a en mains le gouvernement? Enfin il y a entre les situations et les hommes une correspondance étroite, une solidarité réelle. Sir Robert Peel, dont le génie s'accorde si bien avec les besoins actuels de l'Angleterre, sir Robert Peel n'est pas le ministre de la guerre; il est le ministre de la paix. Toute sa carrière a été dirigée vers les préoccupations pacifiques, vers la solution des questions économiques, vers l'étude des intérêts de commerce et d'industrie : sir Robert Peel doit préférer à une situation pleine de pré-

cipices et antipathique à la nature de ses facultés un état de choses par lequel il a fondé son influence et sa réputation, au milieu duquel il a acquis des droits à l'admiration de ses contemporains et à la reconnaissance de son pays. Il est impossible que sir Robert Peel ne soit pas un des hommes d'Europe le plus fortement attachés au maintien de la paix. Il est impossible que le parti tory ne réfléchisse pas à deux fois avant de s'aventurer dans une politique belliqueuse à l'égard de la France.

Je ne veux pas pousser plus loin l'examen des motifs qui commandent à l'Angleterre et au ministère qui est en ce moment à sa tête une politique pacifique. Je n'ai rappelé que les plus simples, je n'ai pas indiqué les échecs qu'une guerre avec la France ferait subir à l'Angleterre dans les difficultés qu'elle a avec d'autres nations, avec les États-Unis par exemple. Le plus léger aperçu suffit pour réfuter la tactique coupable et pour dissiper l'illusion qui représenterait l'Angleterre comme prête, sur le plus ridicule incident, au premier caprice, à tout remettre entre elle et nous à la décision des armes. Je n'ai signalé non plus que les raisons d'intérêts; mais pour un peuple qui jouit des institutions représentatives, pour une nation chez laquelle les résolutions du gouvernement ne sont après tout que le retentissement forcé des exigences des intérêts, les raisons d'intérêts sont les seules décisives, — assez puissantes par elles-mêmes pour dompter les passions banales et inconsidérées qui bouillonnent à la surface de tous les pays libres, assez fortes pour enchaîner dans le gouvernement les fantaisies, les caprices, l'arbitraire.

Entre deux nations, entre des nations surtout comme la France et l'Angleterre, que la nature et la civilisation ont tant rapprochées, qui sont en contact si souvent et sur un si grand nombre de points, les intérêts qui interdisent la lutte commandent nécessairement la bonne intelligence et les bons rapports. L'alliance de la France est utile à l'Angleterre; l'alliance de l'Angleterre ne saurait être dédaignée par la France. Le langage qui, dans les temps ordinaires et calmes, est tenu dans le parlement anglais par les hommes les plus considérables des deux partis, nous montre le prix que l'Angleterre attache en réalité à l'alliance de la France, et il n'y a pas parmi nous un homme politique sérieux qui ne comprenne et qui repousse les avantages inhérents à l'alliance anglaise. Qu'y a-t-il donc alors aujourd'hui entre les deux pays? Pourquoi d'une question qui n'implique aucun grand intérêt ont jailli de si vives paroles et de si grandes alarmes? Pourquoi, sur une question où notre ministère (et ce n'est pas peu dire) croyait le bon droit du côté de la France, nous a-t-il représenté le gouvernement anglais comme prêt à en appeler à la force contre l'équité? Pourquoi, dans le langage des feuilles qui passent pour les organes de l'opinion publique dans les deux pays, tant d'irritation, tant de colères, tous les signes d'une rivalité profondément hostile, tous les symptômes d'une inimitié prête aux plus violentes explosions? Cette émotion extérieure et toujours dangereuse est-elle l'expression des sentiments réels? y aurait-il donc entre les sentiments et les intérêts une contradiction si profonde? Lorsqu'on regarde à ce qui vient de se passer, il est impossible de ne pas se poser ces questions avec étonnement, avec anxiété; il est impossible de ne pas reconnaître qu'il y a aujourd'hui dans les rapports de la France avec l'Angleterre quelque chose d'anormal, un vice réel; on serait coupable de ne pas vouloir rechercher consciencieusement les causes de cette situation fausse, on serait coupable de fermer volontairement et plus longtemps les yeux, si, comme nous en sommes

convaincus, ces causes se présentent avec la certitude d'une irréfutable évidence.

Il est clair que pour que les relations de la France avec l'Angleterre demeurassent bonnes, pour que l'alliance entre les deux pays fût heureusement et logiquement pratiquée, il fallait ces trois choses : — l'intention d'agir ensemble, de s'aider mutuellement en présence d'intérêts communs ; — là où les intérêts des deux peuples diffèrent, le soin de prévenir les chocs, le soin surtout d'éviter, en créant des oppositions nouvelles d'intérêts, de nouvelles occasions de conflits ; — enfin l'échange entre les deux pays de sentiments bienveillants.

Il est certain que l'absence de cette bienveillance réciproque est précisément le signe auquel se reconnaît le vice de la situation de la France vis-à-vis de l'Angleterre. Tel est le résultat dont le ministère du 29 octobre a couronné l'alliance anglaise. Ce n'était assurément pas le but qu'il se proposait ; ce n'était probablement pas non plus le résultat que le cabinet anglais avait en vue dans cette alliance, ce n'était pas le bénéfice qu'il comptait retirer des ménagements qu'il a eus pour le ministère du 29 octobre. Or, nous le demandons, à qui attribuer cet état de choses, par lequel de si grands intérêts sont compromis, si ce n'est au cabinet du 29 octobre lui-même?

Le ministère n'a pas eu l'occasion d'agir de concert avec l'Angleterre sur de très-importantes questions. Ce n'est pas que nous pensions que des questions de ce genre ne puissent se présenter, et aujourd'hui, par exemple, que les événements de 1840 ont enlevé à la France la possibilité d'avoir en Orient une politique isolée, nous croyons que la France, loin d'y demeurer hostile à la politique anglaise, doit être disposée à y travailler ordinairement de concert avec l'Angleterre. Cependant, et c'est la faute du ministère, là où les intérêts étaient différents, il a fait éclater les choses au lieu de les prévenir ; là où la France n'avait pas d'intérêts hostiles à ceux de l'Angleterre, il est allé lui en créer comme à plaisir, il est allé chercher lui-même les conflits qu'il semblait intéressé plus que personne à éviter.

Il est remarquable, en effet, que les conflits les plus graves qui aient ébranlé l'alliance anglaise depuis l'existence du cabinet du 29 octobre sont uniquement sortis d'actes excentriques de la politique de ce cabinet, et non d'un antagonisme antérieur. A d'autres époques, de grands embarras sont nés de questions où les intérêts séculaires de la France sont engagés. Depuis quatre ans, le cabinet a lui-même fait naître les questions qui ont produit les difficultés. L'opinion publique n'a été émue contre l'Angleterre que par le traité du droit de visite et par les conséquences de la politique de M. Guizot dans l'Océanie. Si les amis de M. le ministre des affaires étrangères doivent être crus, s'il est vrai , comme ils le disent, que les hommes d'état anglais se montrent choqués des manifestations anti-anglaises que l'opinion publique a faites en France depuis quatre ans, qui peuvent-ils en accuser? Si M. Guizot n'avait pas signé le traité de l'extension du droit de visite avec une intempestive précipitation dont sir Robert Peel semblait lui-même comprendre, il y a deux mois, l'imprudence, en attribuant la susceptibilité de la France sur le droit de visite à la politique de lord Palmerston, et en justifiant ainsi cette susceptibilité ; si la pensée n'était venue à M. Guizot de nous donner de misérables colonies dans l'Océanie, il n'y aurait pas eu en France de manifestations hostiles à l'Angleterre, il n'y aurait pas eu de différend entre l'Angleterre et la France. La conduite de M. Guizot compromettait l'alliance dans les choses et dans les sentiments. Tandis qu'il provoquait ici les défiances de

l'opinion, ou qu'il en attisait l'irritation par les échecs dont son imprudence menaçait les intérêts ou l'honneur du pays ; tandis qu'il excitait en France des répugnances, des antipathies, des protestations contre sa politique à l'égard de l'Angleterre, auprès des ministres anglais il alléguait les sentiments hostiles qu'il avait lui-même créés, il se montrait environné de difficultés par les passions anti-anglaises qu'il prétendait avoir à vaincre. Étrange manière d'établir la bienveillance entre deux pays, que de faire peur à chacun d'eux des préjugés ou des colères de l'autre! singulier procédé pour fonder une entente cordiale entre deux peuples, de ne les révéler l'un à l'autre que par leurs mauvais vouloirs! C'est là, en effet, qu'a abouti l'alliance anglaise entre les mains de M. Guizot. S'il demande à l'Angleterre des adoucissements à ses exigences, c'est en lui parlant de la fougue anti-anglaise qu'il lui faut réprimer en France; s'il fait sanctionner par les chambres les fautes de sa politique, c'est en leur montrant l'Angleterre prête à nous déclarer la guerre. En vérité, les intérêts qui ont besoin du maintien de la paix entre les deux peuples, et nous croyons que ces intérêts sont considérables et puissants en Angleterre comme en France, pensent-ils que la bonne entente puisse résister longtemps à un pareil système?

Il faudrait désespérer de l'intelligence des deux pays, il faudrait se laisser aller en effet aux doutes que les amis de M. Guizot expriment sur le maintien de la paix, si l'affaire de Taïti n'avait apporté que d'inutiles enseignements. Jamais politique n'a été plus tôt mise à même d'être jugée sur ses résultats que celle de M. Guizot dans l'Océanie; jamais les erreurs de la politique de M. Guizot ne s'étaient plus promptement ni plus gravement révélées que dans la fondation des établissements coloniaux de l'Océanie.

Au point de vue de l'affaire en elle-même, au point de vue de la politique purement coloniale, M. Guizot montra dans la discussion des premiers crédits de l'Océanie combien ses aptitudes, telles que les ont formées et dirigées son éducation politique et toute sa carrière, le rendent peu propre à la conduite des intérêts que la paix crée et développe. Nous disions tout à l'heure que sir Robert Peel est le ministre des situations pacifiques. On ne peut en dire autant de M. Guizot : M. Guizot qui a rendu de si grands services lorsqu'il a fallu lutter contre les factions, M. Guizot qui est le ministre des crises intérieures, qui même pendant qu'il était ambassadeur et qu'il avait à veiller à une aussi importante affaire que le traité du 15 juillet, de son propre aveu, *se préoccupait plus du dedans que du dehors*, M. Guizot n'est pas l'homme des situations pacifiques. Placé à la tête d'une situation de cette nature, il la tourmentera, comme nous le voyons aujourd'hui, il y amassera de grandes inquiétudes à propos d'affaires minimes en elles-mêmes, il fera sortir de grands dangers des plus petites choses. Pour être ministre de la paix, il faut avoir une profonde intelligence des intérêts de la paix, une dextérité savante à les manier. L'Angleterre a eu plusieurs ministres de ce genre : Robert Walpole, Pitt (qui a été bien plus grand comme homme d'état pendant la paix que durant la guerre), Canning et Huskisson, et aujourd'hui sir Robert Peel. Tous, ils se sont distingués par une entente complète des intérêts économiques, par une expérience consommée dans les questions commerciales, par une habileté supérieure dans la conduite des affaires positives. Ces qualités indispensables pour mener le gouvernement d'un grand pays dans une situation pacifique manquent à M. Guizot. Il ne s'en est jamais montré plus dépourvu que dans l'ébauche de politique coloniale qu'il a tentée aux Marquises et à Taïti.

Je me souviens d'avoir assisté à la séance de la chambre des députés où M. le ministre des affaires étrangères vint justifier ces malheureux établissements. Il avait à répondre à un des meilleurs discours qu'ait prononcés M. Billault, à un discours où, dans une argumentation éclairée par la connaissance des intérêts commerciaux et les vives lumières du sens pratique, fortifiée par une logique ferme et pressante, cet orateur avait réuni les plus remarquables qualités qui distinguent son talent. Il était bien démontré, après le discours de M. Billault, que M. Guizot nous avait conduits dans une mauvaise affaire. M. Guizot se défendit par d'étranges arguments : il demandait un crédit annuel de trois millions. (Le budget de la colonie anglaise de la Nouvelle-Zélande, colonie bien plus considérable que les Marquises et Taïti et d'un avenir magnifique, ne s'élève qu'à la moitié de cette somme.) M. Billault avait démontré combien une somme si énorme était disproportionnée avec le peu d'importance commerciale des établissements. M. Guizot crut lui fermer la bouche en venant lire un tableau duquel il résultait que les baleiniers français, à qui on voulait assurer des points de relâche à Taïti et aux Marquises, fréquentaient, au nombre de vingt environ, l'Océan Pacifique, et rapportaient du produit de leur pêche une valeur annuelle d'un peu moins de quatre millions. Faire dépenser à l'état trois millions pour protéger un commerce qui procure à ceux qui l'exploitent à peu près cette somme ! voilà avec quelle habileté M. Guizot entendait la protection des intérêts commerciaux, et cette considération des baleiniers était le seul motif d'intérêt actuel qu'il donnât à la prise de possession des Marquises et au protectorat de Taïti ! Et après avoir développé cette considération, M. Guizot s'écriait avec une gravité que je n'oublierai jamais : « Il est évident que, sous ce point de vue, le projet de loi correspond à un intérêt national ! » Mais M. Guizot poussa l'erreur plus loin : il éleva la faute qu'il avait commise en prenant ces îlots à la hauteur d'une doctrine politique. Il prononça une leçon de politique coloniale de sa façon. M. Billault avait déploré que nous nous fussions laissé devancer par l'Angleterre dans la Nouvelle-Zélande, où un riche avenir nous eût été ouvert. M. Guizot déclara qu'il ne le regrettait pas ; il fallait en donner des raisons : il fit une théorie ; il méconnut complétement ce principe élémentaire de la politique coloniale des nations industrielles, principe dont l'Angleterre poursuit tous les jours l'application avec une si admirable activité, lequel conseille, aux peuples qui produisent au delà de leurs besoins de consommation, de se préparer des marchés coloniaux où aucune prohibition ne puisse les empêcher d'écouler le surplus de leurs produits. Sans paraître se douter de cet intérêt qui est la seule justification des établissements coloniaux, M. Guizot déclara qu'il ne fallait pas à la France de trop grandes entreprises, qu'il ne fallait songer qu'à former des stations; il appelait cela un système sage, réservé, limité, et il se proposait, disait-il, de le pratiquer partout.

C'est donc, pour ne pas dire plus, à l'inexpérience de M. le ministre des affaires étrangères dans les questions pratiques que nous devons, avec nos colonies de l'Océanie, les embarras et les pertes de considération que nous avons eu à subir depuis une année seulement, et qui sait ce qu'elles nous réservent encore ? Les difficultés même que nous y devions rencontrer, l'opposition les avait signalées à M. Guizot. Il était facile de prévoir que ces colonies, qui n'avaient pour nous aucune valeur, qui n'étaient pour nous qu'une charge stérile, venant se placer au milieu d'intérêts britanniques, ne pouvaient manquer de susciter des ombrages en Angleterre : à Taïti surtout, où nous prenions une souveraineté partagée et mal

définie, où des intérêts anglais nous avaient devancés et dominaient cette moitié d'autorité dont nous n'avions pas voulu nous saisir, la plus simple prudence apercevait les conflits où la considération de la France est restée deux fois grièvement blessée, et par lesquels la tranquillité du monde a été si gravement compromise. L'opposition, que le ministère représente comme cherchant partout querelle à l'Angleterre, avait sagement averti M. Guizot. « Nous ne comprenons pas, disait M. Billault, les difficultés de cette situation fausse ou impuissante cachée sous le nom de protectorat. Pour le présent comme pour l'avenir, il n'y a rien de pire que les situations équivoques ; il n'y a rien de plus mauvais que ce mélange d'autorités dont l'une se croit indépendante, et l'autre veut rester prépondérante... Il y a là le germe de bien des conflits... Tenez pour certain que le jour où l'étranger aura intérêt à soulever des difficultés dans cette intervention, il en trouvera. Il saura au besoin soulever entre la reine et vous des différends sur sa souveraineté et ses attributions..... Vous serez conduits par le fait à briser l'autorité de la souveraineté indigène, dès qu'elle sera en dissentiment avec vous, et ce jour-là des étrangers eux-mêmes pourront vous dire que vous avez rompu votre propre traité. » A ces avertissements M. Guizot répondait par une épigramme. « Je me félicite, disait-il, de voir que les honorables opposants sachent venir conseiller, recommander une politique réservée, prudente, modeste, passez-moi le mot. » N'est-ce pas aujourd'hui retourner cette épigramme contre M. le ministre des affaires étrangères que de se borner à la rappeler? M. Guizot trouve-t-il aujourd'hui le même piquant au sel de son ironie?

Pour nous, nous ne savons pas en vérité de ministère qui ait rencontré sur tous les points des mécomptes aussi cruels et aussi instructifs que le cabinet du 29 octobre. Ce ministère se donne pour le partisan systématique de la paix; la paix partout et toujours, c'était la devise qu'il avait inscrite sur son drapeau, devise dont nous ne blâmons pas la pensée, bien au contraire, mais dont nous blâmons l'expression jetée comme une bravade à des susceptibilités qu'il faut toujours respecter, que nous blâmons surtout lorsque, considérant le ministère à l'œuvre, nous le voyons, dans sa politique extérieure, ne pouvoir faire un pas sans évoquer devant le pays le fantôme de la guerre. Ce ministère se donnait pour le seul qui pût réaliser l'alliance anglaise : il y a huit mois, il parlait de l'entente cordiale qui l'unissait avec le gouvernement britannique; il devait donc avoir le secret de calmer les défiances de l'Angleterre, il devait avoir assez d'ascendant sur le cabinet anglais pour en obtenir des procédés bienveillants envers les intérêts français! Au contraire, d'un acte dont l'initiative n'appartient qu'à lui sortent des conflits qui font courir à la paix, de l'aveu même de ses journaux, les plus sérieux périls dont elle ait été menacée depuis bien des années : c'est à lui que s'adressent en plein parlement les paroles les plus dures qui soient tombées depuis trente ans, sur le compte de la France, de la bouche de ministres anglais. Ce ministère a une velléité de politique coloniale; au mépris des principes économiques et des véritables intérêts commerciaux, malgré les avis d'une opposition dont il raille la prudence, il fait dispendieusement des établissements stériles, afin, dit-il, d'épargner à la France les embarras des grandes entreprises, et ces établissements ont déjà donné plus d'inquiétudes à la politique extérieure de la France que la conquête de l'Algérie! Il soumet à un protectorat une souveraineté animée et soutenue par une influence étrangère, et sur toutes les questions qui s'élèvent entre les deux autorités, désavouant ou regrettant les mesures des agents qu'il a lui-même choisis, il

abdique en réalité entre les mains de cette influence le protectorat efficace et véritable.

Tel est le bilan de la politique du ministère ; c'est dans cet ensemble, dans ses prétentions comparées à ses résultats, dans ses desseins mis en contraste avec les faits qu'ils produisent, qu'elle veut être jugée. C'est donc en vain que les amis du ministère lui chercheraient un sujet de triomphe dans le dénoûment de la dernière difficulté Le ministère eût-il obtenu un succès complet : le droit, l'intérêt et la considération de la France fussent-ils sortis intacts de la solution à laquelle a donné lieu l'affaire de M. Pritchard, quelle serait la position du ministère? Il aurait épargné au pays une des conséquences désastreuses d'une politique dont la responsabilité ne peut retomber que sur lui. Ce serait une bonne fortune dont il pourrait s'estimer heureux, mais de laquelle il n'aurait aucun droit à se faire un titre à la reconnaissance du pays. Il s'en faut assurément que les choses soient ainsi. Ce n'est pas néanmoins sur le dernier accident de l'affaire de Taïti que doit être instruit le procès de la politique du ministère ; il faut la considérer tout entière pour en mesurer tous les dangers, pour lire dans son passé l'avenir qu'elle prépare au pays. M. Guizot, l'année dernière, n'a cru pouvoir demander aux chambres qu'un sursis au sujet du désaveu de l'amiral Dupetit-Thouars. Ne préjugez pas, disait-il alors, c'est une affaire qui commence. Nous avons vu aujourd'hui comment se continuent les affaires ainsi commencées et conduites. Lorsque de si grands intérêts sont en jeu, sera-t-on disposé à attendre des catastrophes pour savoir comment elles finissent?

*****

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 septembre 1844.

Lorsque M. Guizot se présentera devant les chambres, il leur dira : J'ai terminé les affaires de Taïti et du Maroc, j'ai maintenu la politique de la paix, j'ai évité la guerre à mon pays, l'entente cordiale est rétablie entre la France et l'Angleterre, le roi est allé à Windsor. Voilà mes actes, jugez-moi. — Ce langage pourra faire une certaine impression sur les esprits ; mais la majorité ne se laissera pas éblouir. Elle voudra connaître le fond des choses. On lui parlera des périls qu'une politique habile a conjurés : elle voudra savoir si ces périls ont existé réellement, si le ministère a pu croire sérieusement à la possibilité d'une guerre avec l'Angleterre, si M. Pritchard a failli troubler la paix du monde. Elle cherchera à découvrir si les dangers de la situation n'ont pas été exagérés à dessein, et si le ministère n'a pas répandu de fausses alarmes dans l'opinion, afin de lui faire accepter plus facilement une imprudence ou une faiblesse. Admettons cependant que la guerre ait été imminente, il faudra justifier devant les chambres les moyens que l'on a pris pour conserver la paix ; il faudra expliquer aussi comment la France et l'Angleterre, sous les auspices de l'entente cordiale, ont été au moment d'en venir aux mains. Pourquoi ce coup de foudre dans un ciel serein ? Qui a fait naître la crise ? Qui doit en supporter la responsabilité ? M. Guizot aura fort à faire, s'il entreprend de se disculper sur tous ces points devant les chambres.

En attendant les débats de la tribune, nous lisons les journaux du ministère, et nous sommes forcés d'avouer que leurs arguments ne nous persuadent pas. La presse ministérielle a pris d'ailleurs depuis quelque temps une manière de discuter qui rend les conversions difficiles. Si vous n'êtes pas de son avis, vous êtes un mauvais citoyen ; si vous n'admirez pas la politique de M. Guizot, vous êtes un intrigant ou un révolutionnaire. Voilà un système qui n'exige pas grands frais de dialectique. On met l'injure et la calomnie à la place du raisonnement, et tout est dit. La presse ministérielle affecte de ne pas voir que l'opposition renferme beaucoup de gens disposés à faire la part du bien et du mal dans la politique de M. Guizot, et à signaler le mal sans passion. Pour triompher plus aisément de tous les adversaires du cabinet, elle prête le même langage à des partis différents, elle mêle à dessein les opinions les plus contraires, elle fait marcher ensemble sous le même

drapeau ceux qui veulent la paix et ceux qui veulent la guerre, les partisans de l'alliance anglaise et ceux qui la repoussent, les amis du gouvernement de juillet et ceux qui l'attaquent. Cela s'appelle discuter. Que diront les chambres, si le ministère emploie, pour les convaincre, les arguments de ses journaux?

Que sert, par exemple, de nous parler sans cesse des bienfaits de la paix? Ne savons-nous pas que la guerre est un horrible fléau? Combien y a-t-il de gens en France qui aient besoin qu'on leur démontre tous les matins cette vérité? Aurait-on la prétention de convertir là-dessus les républicains et les légitimistes? Il faudrait au moins s'y prendre plus adroitement pour réussir. Comment, vous parlez à des ennemis du gouvernement de juillet, à des gens qui n'aspirent qu'à le renverser pour s'établir au milieu de ses ruines, et vous leur dites qu'une guerre mettrait ce gouvernement en péril, que la paix est la sauvegarde de notre dynastie, qu'une guerre avec l'Angleterre entraînerait la France vers des abîmes! L'excellent moyen que vous prenez pour inspirer aux ennemis du gouvernement de juillet des dispositions pacifiques à l'égard de l'Angleterre! Mais peut-être ne parlez-vous pas seulement pour les légitimistes et les républicains? Suivant vous, quiconque ne comprend pas comme vous le système de la paix veut la guerre. Quiconque veut pour la France une situation plus digne et plus sûre, une politique plus libre au dehors et plus féconde, est un partisan de la guerre. Ingénieux mensonge, habile calomnie, qui tend à faire supposer en Europe que la passion de la guerre s'est emparée inopinément chez nous des esprits les plus sérieux, qu'elle règne jusque sur les bancs de la majorité parlementaire, qu'elle est entrée dans le cœur des hommes les plus dévoués au pays, et qui ont rendu à la paix des services signalés! Quels peuvent être les fruits d'une semblable tactique? Vous êtes, dites-vous, les défenseurs de la paix, et vous ne craignez pas d'ébranler la sécurité de l'Europe en supposant des projets belliqueux à des hommes que le mouvement naturel de l'opinion peut porter d'un jour à l'autre au pouvoir! Voilà les intérêts de la paix merveilleusement défendus! L'Angleterre, qui a vu combien de fois le ministère du 29 octobre a failli tomber devant les chambres, qui sait combien sa base est étroite, doit éprouver une singulière confiance dans les destinées de l'entente cordiale! Les puissances du Nord doivent se sentir bien rassurées sur les dispositions de notre gouvernement! Vit-on jamais une polémique plus maladroite, plus dangereuse et plus injuste?

Il y a des jours où le ministère fait soutenir une autre thèse. Savez-vous pourquoi sa politique est faible? C'est parce que la France est impuissante. Nous n'avons ni armée, ni marine, ni alliés : comment voulez-vous que notre gouvernement soit ferme avec si peu d'appui? Ce ne sont pas, croyez-le bien, les bonnes intentions qui manquent à M. Guizot; donnez-lui des alliés, une marine, une armée : ce sera un Louis XIV ou un Napoléon! Nous ne voulons pas suspecter l'indépendance des écrivains qui ont inventé cet admirable argument : nous sommes persuadés qu'ils sont de très-bonne foi; mais nous devons dire que, s'ils ont le mérite de cette invention, ils doivent aussi en supporter toute la responsabilité. Cela les regarde seuls. Vous ne trouverez personne, parmi les adversaires du cabinet, qui tienne un pareil langage. Tous les organes de l'opposition l'ont vivement blâmé. Le ministère seul peut en tirer quelque profit. En effet, voilà toute sa conduite justifiée. Son honneur est à l'abri. Il n'y a que les chambres, il n'y a que la majorité parlementaire, il n'y a que le pays qui soient coupables. Si le pays eût remis entre les mains de M. Guizot les forces nécessaires, M. Guizot eût montré plus de vigueur, ses

négociations eussent été plus fermes, les résultats obtenus par sa diplomatie eussent été plus honorables pour la France. Les puissances de l'Europe, si elles font une attention sérieuse à nos journaux ministériels, doivent trouver qu'on joue avec elles un singulier jeu. D'un côté, on leur dit que tout le monde politique en France, sauf le ministère et quelques-uns de ses amis dévoués, veut la guerre, et d'un autre côté on les avertit que la France n'a ni armée, ni marine : il faut convenir que si d'une part le langage qu'on leur tient peut les inquiéter, de l'autre on prend le plus sûr moyen de les tranquilliser.

On cherche à s'autoriser de l'exemple donné par M. le prince de Joinville, pour justifier les assertions que l'on ose publier sur la faiblesse militaire et diplomatique de la France. M. le prince de Joinville, dit-on, a dévoilé la faiblesse de notre marine ; pourquoi ne ferait-on pas comme lui? pourquoi serait-il défendu de révéler l'impuissance de notre armée de terre, et le discrédit dont notre alliance est frappée en Europe? Aucun esprit sensé n'admettra ce rapprochement. Lorsque M. le prince de Joinville a signalé les vices de notre administration maritime et la nécessité de créer une flotte à vapeur, il a fait une chose louable, parce qu'elle était utile et qu'elle partait d'un esprit juste et d'un patriotisme éclairé. La différence qui existe entre lui et ceux qui cherchent à se prévaloir de son noble exemple, c'est qu'il est resté dans les limites de la vérité et de la prudence, c'est qu'il a exprimé avec mesure des critiques parfaitement fondées, c'est qu'il a exposé des théories applicables, c'est qu'enfin il n'a rien dit qui ne fût parfaitement conforme à l'intérêt de la France, tandis que les écrivains dont nous parlons se jettent dans des exagérations ridicules, qui pourraient causer le plus grand mal, si elles étaient prises au sérieux, car elles feraient supposer que notre gouvernement et nos chambres ont été aveugles depuis quinze ans, que l'esprit public est mort dans notre pays avec le bon sens et la raison, que tous nos hommes d'état ont perdu la tête, que tous nos administrateurs sont incapables, et que cette belle France, dont nous sommes si fiers, peut devenir en huit jours la proie du premier ambitieux qui viendra jeter contre elle une flotte et une armée! Grâce à Dieu, la modération et les lumières de M. le prince de Joinville, la rectitude de son jugement, les vues droites d'une âme qu'aucun intérêt de parti ne saurait troubler l'ont garanti contre de pareils écarts. Demandez d'ailleurs à l'Angleterre ce qu'elle en pense. L'écrit du prince, loin de passer à ses yeux pour une révélation imprudente de notre faiblesse maritime a été pris par elle pour une menace. Le sentiment qui l'avait dicté était si vif, l'élan était si généreux, on y voyait une si grande confiance dans la fortune de la nation ; le jeune prince, tout en découvrant un défaut de notre armure, montrait si bien que l'énergie de la France saurait au besoin suppléer sa force ; cet aveu d'une infériorité passagère sur un point spécial, était fait avec une simplicité si mâle et si digne, véritable témoignage d'une vraie grandeur, que l'honneur du pays, au lieu d'en souffrir, s'en est agrandi, et la France n'en a paru que plus redoutable, ou plus respectable si l'on veut. La presse de Londres, la tribune même, ont été jusqu'à voir une pensée guerrière dans des pages que le patriotisme seul avait inspirées. On sait aussi comment ces pages ont été accueillies à leur apparition par notre cabinet, qui a délibéré un instant s'il ne les désavouerait pas à la tribune comme une manifestation trop vive du sentiment national, et qui, faute du courage nécessaire pour les frapper d'un blâme officiel, les a fait attaquer en termes amers par le plus accrédité et le plus dévoué de ses journaux. Non, l'exemple donné par M. le prince de Joinville ne peut être invoqué

pour justifier une polémique aussi imprudente qu'insensée. Un acte de modération, de bon sens et de vigueur ne peut être comparé à des extravagances.

Le ministère devrait montrer plus de confiance dans la justice du pays. Il ne devrait pas employer, pour se défendre, les arguments dont se servent les causes désespérées. Les adversaires sérieux du cabinet ne lui disent pas qu'il a déshonoré la France. Ils ne l'accusent pas d'avoir fait une paix honteuse. Ils n'ont jamais prétendu qu'il eût mieux valu déclarer la guerre à l'Angleterre que de signer l'arrangement de Taïti et la paix que l'on a faite avec le Maroc. Pourquoi donc s'efforcerait-on de leur prouver que la France n'est pas en état de faire la guerre à l'Angleterre? Nous croyons, quant à nous, que la France a une belle et brave armée, qui a fait ses preuves ; que la marine française, inférieure à celle de l'Angleterre, peut cependant, à la faveur de certaines circonstances, soutenir avec elle une lutte glorieuse; que le nombre d'ailleurs ne décide pas toujours du sort des batailles; que le bon droit soutenu par le courage donne des alliés ; qu'enfin, une guerre juste contre l'Angleterre ne mettrait pas aujourd'hui toute l'Europe contre la France. Voilà ce que nous pensons, et nous croyons que le ministère pense de même. Nous sommes persuadés qu'au fond il est plein de confiance dans les forces militaires du pays ; mais dirons-nous pour cela qu'il est coupable de n'avoir pas préféré la guerre à l'arrangement de Taïti ? dirons-nous qu'il a trahi la France? Nullement. Ce n'est point là le reproche que nous lui adressons. S'il faut dire toute notre pensée, nous avons peu de goût pour ces accusations injustes, dont le seul effet est de montrer la violence des partis et de fausser les situations politiques. Si d'une part nous trouvons que le ministère calomnie l'opposition constitutionnelle, en disant qu'elle veut la guerre, nous croyons que d'un autre côté l'on n'est pas plus juste envers le ministère en disant de lui qu'il veut la paix à tout prix. Parti de la guerre, parti de la paix à tout prix, exagérations que tout cela, injures gratuites, sous lesquelles les spectateurs désintéressés des luttes politiques ne peuvent plus discerner le vrai et le juste ; déplorable combat, devant lequel l'opinion hésite, et qui a toujours pour résultat de retarder le triomphe des vrais intérêts du pays. Nous sommes certainement à notre aise en parlant de M. Guizot. Nous croyons jusqu'ici avoir jugé librement sa politique. Néanmoins nous ne dirons pas de lui dans cette circonstance qu'il a trahi la France. M. le ministre des affaires étrangères est vulnérable sur bien des points. Les débuts de sa carrière politique ont laissé de fâcheux souvenirs. L'amour du pays n'a pas toujours été sa passion la plus vive. Il aime particulièrement les éloges de la presse anglaise. Ses confidents le savent, et leurs communications officieuses avec certaines feuilles de Londres lui procurent trop souvent le plaisir de respirer l'encens britannique. Les compliments que lord Aberdeen et sir Robert Peel lui ont adressés plus d'une fois du haut de la tribune anglaise, un mot gracieux que lui a dit la reine Victoria lors de son voyage en France, lui ont causé les plus douces émotions qu'il ait peut-être ressenties de sa vie. Telle est sa nature, et l'on ne peut nier qu'elle présente des côtés regrettables chez un ministre de France. Ce n'est point là le caractère des hommes qui ont gouverné si glorieusement les destinées de la Grande-Bretagne depuis soixante ans. Quoi de plus anglais qu'un Chatam, un Pitt, un Canning ! La France a excité plus d'une fois des sympathies en Angleterre ; elle y a trouvé des partisans sincères depuis la révolution de juillet ; plusieurs sont entrés au pouvoir : a-t-on jamais pu dire qu'ils aient montré à l'égard de la France ce penchant indiscret que M. Guizot témoigne si visiblement du côté de

l'Angleterre? A ce tort grave il en a joint un autre, c'est d'affecter un froid dédain pour les susceptibilités que font naître dans le pays ces tendances trop britanniques, rapprochées de certains souvenirs impopulaires qui appartiennent à une autre époque de sa vie. Ces susceptibilités sont respectables ; c'est une maladresse de les avoir froissées. Voilà bien des torts sans doute; mais tout cela ne fait pas, selon nous, que M. Guizot puisse être accusé de trahison pour le dénoûment qu'il a donné au différend de Taïti et à la guerre du Maroc.

Soyons justes, si nous pouvons, les uns envers les autres. Si M. Guizot ne l'a pas toujours été, ce n'est pas une raison pour suivre contre lui le déplorable exemple qu'il a donné. Nous l'avons vu, il y a cinq ans, déserter son parti dans un intérêt de pouvoir, descendre dans l'opposition, non pour la gouverner, mais pour se mettre à sa suite; jouer le rôle d'un tribun, se faire une arme des préjugés et des haines qu'il avait cent fois combattus, sacrifier momentanément sa cause, son drapeau, ses principes, à une ambition impatiente. Le moyen lui a réussi. Une seconde désertion l'a replacé au pouvoir, et le parti conservateur lui a rendu son appui en lui refusant son estime. Voilà un succès qui peut tenter les ambitieux. Cependant il n'a tenté personne jusqu'ici, et M. Guizot a pu jouir tranquillement de son impunité depuis quatre ans. Disons mieux : il a été l'objet d'une faveur toute particulière. Avant lui, tout ministère en désaccord avec la majorité avait quitté volontairement ou forcément le pouvoir. Il était réservé à M. Guizot et à ses collègues du 29 octobre de conserver leurs portefeuilles en suivant un système blâmé plus d'une fois par la majorité, mais sur lequel elle a évité de se prononcer nettement toutes les fois que la question de cabinet a été posée devant elle. Il est probable que ces ménagements cesseront lorsque les chambres auront à juger les derniers résultats de cette politique, dont elles ont si souvent prévu les difficultés et les périls. Elles comprendront que l'intérêt du pays se refuse à de nouvelles expériences de cette nature. Quoi qu'il en soit, nous ne chercherons pas plus aujourd'hui que par le passé à aggraver la position de M. le ministre des affaires étrangères. En montrant le mal, nous tiendrons compte du bien. Nous dirons par exemple un fait qui honore M. Guizot. Lorsque les négociations étaient pendantes sur l'affaire de Taïti, plusieurs de ses amis lui ont donné le conseil de se retirer pour éviter la responsabilité d'une conclusion, et pour se faire en dehors du pouvoir une situation nouvelle. M. Guizot est resté; il a bien fait. Il a compris ses devoirs; nous pourrions dire aussi qu'il a compris ses intérêts, car, en se retirant dans une pareille circonstance, il eût commis une faute dont il ne se serait jamais relevé.

S'il faut en croire le langage mystérieux de certains amis du cabinet, toute discussion sur les affaires de Taïti et du Maroc serait prématurée en ce moment, et tout jugement serait hasardé, par la raison qu'aucun document officiel n'a été publié. On leur dit : Mais que signifient donc les assertions de la presse ministérielle? Ne sont-elles pas l'écho des confidences de M. Guizot? Ne savons-nous pas quelles sont les conditions de l'arrangement de Taïti? Les clauses principales du traité du Maroc ne sont-elles pas connues? Cela est vrai, disent-ils, les conclusions sont connues, mais le commentaire ne l'est pas. Or, le commentaire, c'est la correspondance diplomatique que M. Guizot réserve pour les chambres. Il n'est pas difficile de préjuger dès à présent d'où vient cet espoir que M. Guizot paraît fonder sur la publicité future des négociations suivies avec le cabinet anglais. Sa correspondance nous apprendra sans doute que la situation a été critique, qu'une guerre

a été imminente. Il faut s'attendre à cet argument préparé sans doute pour justifier les conditions de la paix. La polémique de certaines feuilles ministérielles nous fait déjà pressentir ce résultat. Quand on cherche à nous prouver que la France n'est pas en mesure de faire la guerre, on veut nous faire comprendre qu'il a fallu acheter la paix, et c'est dans le même but qu'on nous développe, d'un autre côté, ce bel axiome : que la paix est préférable à la guerre.

Quoi qu'il en soit, nous ne voyons pas pourquoi la discussion serait interdite en ce moment sur la politique du cabinet. Nous n'avons pas besoin des dépêches de M. de Jarnac pour la juger au moins sommairement. Il y a déjà dans ce débat si grave des bases certaines sur lesquelles on peut s'appuyer. En effet, supposons que le sens de ces dépêches soit inconnu : de deux choses l'une, ou elles tendent à prouver que la paix entre l'Angleterre et la France n'a pas été menacée, ou elles tendent à prouver le contraire. Dans le premier cas, si la paix n'a pas été menacée, les conditions de l'arrangement de Taïti méritent un jugement sévère. Quoi! vous étiez parfaitement libres, la situation ne vous offrait aucun péril, l'Angleterre discutait avec vous sans passion, et vous lui avez sacrifié le bon droit et la justice, qui étaient du côté de la France. Vous avez blâmé M. d'Aubigny, qui a fait son devoir, et vous avez accordé une indemnité à M. Pritchard, tandis que c'est M. Pritchard qui doit une indemnité à la France! M. Pritchard sera indemnisé pour le dommage qu'a pu lui causer son expulsion, l'emprisonnement de cet agent factieux et incendiaire sera l'objet d'un blâme direct dans la personne de M. d'Aubigny, et son expulsion, très-juste et très-nécessaire, sera l'objet d'une excuse formelle, puisqu'elle donne lieu à une réparation pécuniaire! Voilà, dans la question de Taïti, ce que vous avez accordé à l'Angleterre sans raison grave, sans nécessité d'un ordre supérieur, sans autre motif apparent qu'une complaisance maladroite et inutile! Voyons maintenant pour la question du Maroc. Ne parlons plus des instructions communiquées à sir Robert Peel, ni de la lenteur des premières opérations, ni des entraves imposées à la flotte et à l'armée, difficultés graves que M. le prince de Joinville et le maréchal Bugeaud ont heureusement surmontées. Ne parlons pas non plus de cet engagement préalable que vous avez pris de ne pas occuper un pouce du territoire de Maroc, engagement d'une générosité bien imprudente, s'il a été spontané. Allons plus loin. Vous remportez de grands succès, vous jetez la terreur dans le Maroc, vous forcez l'empereur à vous demander la paix, et quelles conditions lui dictez-vous? les mêmes que vous lui avez offertes au début de la guerre, avant vos victoires, vos sacrifices, et les trahisons répétées de votre ennemi. A quoi bon cette grandeur d'âme et ce désintéressement dont la France paie les frais? Vous savez que l'empereur du Maroc est sans pouvoir dans ses états, vous l'avez dit à la tribune, et vous exigez de lui qu'il interne Abd-el-Kader? Puisque vous supposez qu'il pourrait le prendre, pourquoi n'avoir pas exigé que le véritable otage de la paix vous fût livré? Abd-el-Kader, dans le Maroc, sera toujours un ferment de guerre. Entre les mains d'Abderrahman, il sera pour lui un danger, et pour nous une menace : le geôlier d'Abd-el-Kader tiendra l'Algérie en échec. Le maréchal Bugeaud, après la bataille d'Isly, conseillait d'exiger qu'Abd-el-Kader fût remis à la France : pourquoi n'avoir pas écouté ce conseil? Au lieu de cela, il paraît qu'on a cru devoir prendre l'engagement de traiter Abd-el-Kader avec égard, s'il tombe entre nos mains, ce qui veut dire qu'on s'oblige à ne pas le faire périr, comme si une nation telle que la France devrait souffrir que des barbares la soupçonnent de cruauté, et se laisser imposer par eux la loi d'être humaine

et généreuse! Il serait possible, toutefois, que cette stipulation particulière eût pour but d'engager l'empereur du Maroc à nous remettre Abd-el-Kader, dès qu'il sera parvenu à s'en rendre maître : dans ce cas, nous pourrions l'approuver. Nous attendrons là-dessus les explications du cabinet. Mais une chose que le cabinet expliquera difficilement, c'est l'abandon de l'île de Mogador avant les ratifications du traité. Si les dispositions de l'Angleterre étaient si pacifiques, pourquoi cet abandon précipité? qui vous forçait à vous priver de votre gage? d'où venait ce besoin si impérieux de rassurer le Maroc en le délivrant de notre présence? Qui ne verra dans cet empressement une imprudence que rien n'excuse?

Nous avons raisonné jusqu'ici dans la supposition que la paix n'aurait pas été menacée, que l'Angleterre se serait montrée calme et bienveillante dans les négociations, que ce fait résulterait des pièces diplomatiques, et nous avons établi que dans ce cas le ministère aurait sacrifié inutilement le droit de la France et commis des imprudences coupables. Plaçons-nous maintenant dans l'hypothèse contraire. Supposons qu'une rupture ait failli éclater, et que nous en trouvions un jour la preuve dans les dépêches de Londres; ce fait, au lieu de justifier le ministère, rendra sa responsabilité plus grave. Certes, dans ce cas, nous ne le blâmerions pas d'avoir fait des sacrifices pour conserver la paix. L'Angleterre a pu montrer des prétentions injustes et les soutenir avec aigreur sans que pour cela elle ait franchi la limite qui sépare la paix de la guerre. La France a pu se sentir blessée et se contenir. Il faut des raisons bien fortes pour jeter dans une guerre dont les suites sont incalculables deux peuples qui sont les rois de la civilisation moderne. Ces raisons si puissantes se sont-elles présentées? nous en doutons. Les chambres exigeront là-dessus une lumière complète. Attendons; mais ce qui accuse dès à présent le ministère, ce qui condamne sa politique, c'est l'aveu de l'immense danger que la paix vient de courir, c'est ce fait qu'une guerre a été imminente entre l'Angleterre et la France, et qu'une redoutable alternative a plané un instant sur les deux nations. Voilà donc le fruit du système qu'on a nommé l'entente cordiale! Les avances réitérées de la France, l'oubli d'une injure récente, les témoignages d'une sympathie exclusive, des concessions sans nombre et sans mesure, ont abouti à cette situation étrange, qu'il suffit d'un choc, si faible et si involontaire qu'il soit, pour que les deux peuples s'ébranlent, s'agitent, s'emportent l'un contre l'autre, et parlent d'en venir aux mains?

La paix, cette bienfaitrice de notre siècle, a été mise pendant deux mois dans la balance avec M. Pritchard, et l'on nous dit que sans nos concessions la paix eût été trop légère! On prétendra peut-être que la dernière crise a été un incident fortuit, que rien ne rattache au passé : ce serait une erreur. Depuis le système de l'entente cordiale, il n'y a pas eu un seul jour où les rapports des deux pays aient été parfaitement calmes. Une inquiétude réciproque les agite sans cesse. Ils sont l'un vis-à-vis de l'autre dans un état d'observation perpétuelle. Les causes les plus futiles semblent au moment de produire des explosions. Si vous demandez au ministère les motifs de ces ombrages et de ces malentendus, il vous répondra que c'est la faute des peuples, non de leurs gouvernements. Oui, les deux peuples sont naturellement rivaux; mais qui a donc attisé le feu de leurs rivalités au lieu de chercher à l'éteindre? Qui a jeté en Angleterre de vives alarmes sur les projets d'un prétendu parti de la guerre, à la tête duquel on a inscrit les noms les plus considérables de la France? Qui a imaginé, pour tranquilliser les intérêts anglais, de les froisser gratuitement dans des entreprises stériles, où nous n'avons recueilli

que des humiliations, et peut-être aujourd'hui des revers? Qui a conçu l'idée de présenter comme un admirable système politique une situation où deux grands peuples, pleins de vie et de mouvement, merveilleusement doués pour le progrès, passeraient leur temps à débattre des questions mesquines, nées de leur contact journalier sur divers points du globe, à vider leurs procès, et à s'examiner mutuellement, comme deux voisins jaloux dont la seule affaire est de surveiller leur patrimoine? Voilà une œuvre vraiment digne d'occuper deux grandes nations! Cette œuvre, que le cabinet de l'Angleterre n'a pas prise au sérieux comme le nôtre, a été depuis quatre ans l'objet des préoccupations exclusives de M. Guizot. Il a parlé, il a agi, il a administré, les yeux perpétuellement fixés sur l'Angleterre, non pas, malheureusement, pour épier toujours ses démarches, mais pour prévenir des froissements, ou apaiser ceux que sa politique imprudente a fait naître. Pendant ce temps, que de choses utiles ont été négligées! Où en sont nos rapports avec le continent? Qu'est devenue la question belge? Que faisons-nous en Orient, où une décision récente des puissances médiatrices prouve que notre protectorat traditionnel s'efface de plus en plus? Cette question de l'isthme de Suez, que la presse ministérielle discute avec un dédain affecté, sommes-nous bien sûrs qu'elle ne soit pas au moment de recevoir dans l'ombre une solution qui atteindra gravement nos intérêts? Voilà le système de l'entente cordiale! des préventions mutuelles excitées par des rapports jaloux et égoïstes, où les deux nations se rapetissent au lieu de s'élever; des idées de guerre semées sous le manteau d'une paix factice; de graves malentendus propagés entre les deux pays par les calculs étroits et personnels de leurs gouvernements; une intimité qui a suffi à peine jusqu'ici pour empêcher que les deux peuples se tirent des coups de canon; une alliance enfin pleine de déceptions, de dégoûts, d'appréhensions et de périls, au lieu de cette autre alliance que les chambres ont plus d'une fois conseillée, association féconde dans le sein de laquelle les deux pays, appelés à marcher de concert vers un noble but, travaillant à une œuvre commune, oublieraient dans une émulation glorieuse leur rivalité séculaire, et s'agrandiraient ensemble sans se nuire! C'est aux chambres de remettre en honneur cette politique dont les deux peuples ont un égal besoin. Il faut songer sérieusement aux résolutions extrêmes vers lesquelles ils ont failli être poussés. La France ne pourrait pas toujours faire des concessions; elle n'aurait pas toujours au service de sa dignité, et pour protéger son honneur, les lauriers de Tanger et de Mogador, et la bataille d'Isly.

Les trophées conquis par nos soldats à Mogador et sur l'Isly ont été portés devant les rangs des bataillons que le roi a passés en revue dimanche dernier. La population parisienne les a salués avec un grand enthousiasme. Cette solennité militaire a causé une vive impression. La pensée publique aime à s'arrêter sur ces hommages rendus à nos gloires récentes, dignes héritières de celles qui les ont précédées. Le pays doit une grande reconnaissance à sa flotte et à son armée. Sans leurs succès, où en serions-nous? A quelles extrémités aurait été réduite la politique de M. Guizot, livrée à elle-même! Sans ces *jeux de la force et du hasard,* que M. le ministre des affaires étrangères a toujours dédaignés, et qu'il a osé ridiculiser un jour devant une chambre française, dans un accès de philanthropie ironique, le voyage du roi à Windsor serait-il possible? Ce but avoué de toute la politique de M. Guizot depuis trois mois serait-il atteint? Quelle figure ferait en Angleterre M. le ministre des affaires étrangères, portant d'une main le blâme

infligé à M. d'Aubigny, et de l'autre l'indemnité de M. Pritchard, si un peu de gloire dérobée au prince de Joinville et au maréchal Bugeaud ne venait se refléter sur lui!

On a orné d'une couronne ducale l'écusson du maréchal Bugeaud ; on a cru que sa gloire ne pouvait se passer d'un titre. Cette innovation aristocratique a été en général fort peu goûtée ; elle fera sourire l'ancien régime dans les salons du faubourg Saint-Germain, et il aura raison. Pourquoi lui faire concurrence? Penserait-on à créer une noblesse de la révolution de juillet? L'idée serait bizarre. Nous savons bien que depuis plusieurs années on donne assez facilement des titres à ceux qui en demandent. C'est une affaire de chancellerie : on crée des barons, des comtes, pour les besoins de la diplomatie; c'est une chose reçue. Voulez-vous être baron, priez M. le ministre des affaires étrangères de vous donner une lettre à porter dans quelque cour d'Allemagne ; on vous remettra le titre et la lettre à la fois. Du reste, ceux qui se font ainsi des armoiries ont le bon goût de ne pas en être trop fiers : ce sont les aristocrates les plus simples du monde. De ce côté, l'esprit plébéien de la révolution de juillet n'est pas en péril ; l'égalité n'est pas menacée. Il en serait autrement si ces créations nobiliaires prenaient un caractère sérieux en devenant la récompense des grands services. Un homme qui a illustré son pays, et qui reçoit de lui des titres de noblesse, ne les prend pas pour un hochet destiné à satisfaire sa vanité; il veut que ces titres perpétuent sa gloire, et il est juste qu'on lui accorde les moyens d'assurer cette perpétuité. Nos lois actuelles vous le défendent; nos mœurs s'y opposent : réformerez-vous nos mœurs et nos lois? Dieu merci, nous n'en sommes point là. Plusieurs ambitions s'éveillent, dit-on, en ce moment ; le nouveau titre du maréchal Bugeaud fait des jaloux. Cette fièvre se calmera ; le ministère aura sans doute le bon sens de résister à des sollicitations dangereuses. Nous ne verrons pas de sitôt une restauration du privilége. Nous garderons les débris de notre vieille noblesse de l'ancien régime, que nous honorons dans quelques-uns de ses représentants, esprits distingués, citoyens illustres, affranchis de tous les préjugés d'un autre âge, et partisans sincères des idées nouvelles. Nous garderons notre noblesse de l'empire, dont les noms seront longtemps populaires dans le pays ; enfin, nous garderons encore, si l'on veut, la petite noblesse clandestine et mystérieuse de la révolution de juillet : c'est bien assez comme cela.

Naturellement, on a dû chercher à savoir comment la création d'un duc a été adoptée dans le conseil. Il paraît que la majorité s'est d'abord prononcée contre la mesure. La minorité a obtenu qu'on fît une offre au maréchal. Celui-ci, pensant que la proposition avait réuni toutes les voix dans le conseil, a accepté. M. Guizot passe pour avoir pris une part très grande dans cette affaire. Quels sont les intérêts qui l'ont poussé? Hélas! les plus grands hommes ont leurs faiblesses. Il fut un temps où M. Guizot était le défenseur des classes moyennes. Il voulait la libre concurrence des forces individuelles. Il repoussait les supériorités factices et mensongères. Il détestait le privilége; il adorait l'égalité. C'était l'homme de la bourgeoisie; c'était l'ennemi des titres et des distinctions nobiliaires. Alors il était dans l'opposition; c'était en 1821. Depuis, ses sentiments ont bien changé : nous disons ses sentiments, et non pas son langage, car si vous parlez à M. Guizot d'égalité et de privilége, il vous dira les mêmes paroles qu'en 1821 ; mais qu'il s'agisse de créer un duc, il sera le premier à y souscrire. Le titre de duc paraît, depuis plusieurs années, exercer un certain prestige sur son esprit. On racontait ces jours

derniers qu'en 1835, se trouvant aux Tuileries avec M. Thiers, il avait dit en se tournant vers son collègue du 11 octobre : « Lorsque M. Thiers et moi prendrons un titre, ce sera celui de duc. » L'anecdote est vraie. Elle peint d'un trait M. le ministre des affaires étrangères. Depuis 1835, les velléités aristocratiques de M. Guizot ont été exposées à diverses épreuves. Dans son ambassade de Londres, il a vécu au milieu de cette grande aristocratie britannique, au niveau de laquelle il se trouvait placé par l'éclat de son rang politique; mais il n'était pas duc. L'ancien professeur à la Sorbonne, le publiciste, l'homme austère des derniers jours de la restauration déployait dans son ambassade une grande magnificence : il était cité pour son faste; mais il manquait à cette pompe des armoiries. Il est bien permis de supposer que le penchant de M. Guizot pour les couronnes ducales a dû influer sur la démarche qui a été faite près du maréchal Bugeaud. Voilà le précédent établi, il ne s'agit plus que de l'invoquer un jour. Quant à présent, M. Guizot juge convenable de s'abstenir.

LE MAROC

EN 1844.

LA SITUATION, LES MOEURS, LES RESSOURCES DE L'EMPIRE.

I. — *Cuadro geográfico, estadistico, histórico, politico del imperio de Marruecos*, por DON SERAFIN CALDERON; Madrid, 1844.

II. — *Costumbres de Marruecos;* Algésiras, 1844.

III. — *Observaciones relativas à las costumbres de los Moros y Judios de la ciudad de Tetuan* (manuscrit).

On ne peut se défendre d'un sentiment de tristesse à l'aspect des solutions timides, incomplètes, que reçoivent aujourd'hui en France les questions de politique internationale. Nous venons de conclure avec le sultan Abderrahman une paix qui se borne à remettre en vigueur un traité intervenu, il y a près d'un siècle, entre notre pays et le Maroc; le problème est replacé, pour tout dire, dans les termes où il se trouvait avant le bombardement de Tanger. En présence d'un tel résultat, on se demande avec découragement à quoi il tient que la France paraisse désormais incapable de grandes choses; est-ce aux institutions nouvelles qu'il s'en faut prendre, ou aux hommes qui nous gouvernent en vertu de ces institutions? Cependant, lorsque au delà du détroit on voit un ministre, appuyé sur le patriotisme résolu du parlement, poursuivre, en dépit des embarras intérieurs les plus compliqués et les plus graves, l'entreprise qui aura pour effet d'ouvrir la Chine à l'Europe, il est impossible qu'on sente faiblir sa foi dans le régime représentatif. On comprend plutôt quelle force irrésistible il doit donner dans une cause juste, quand on se préoccupe uniquement d'étendre les conquêtes légitimes de la civilisation,

puisque, dans cette guerre immorale dont le commerce de l'opium était le but immédiat, il a mis sir Robert Peel en état de réaliser son gigantesque dessein. Non, ce n'est pas le régime constitutionnel qui abaisse les hommes, mais les hommes qui abaissent le régime constitutionnel.

Le cabinet a conclu la paix avec le Maroc; certes, si, en poursuivant leurs victoires, nos marins et nos soldats avaient dû nécessairement provoquer une guerre générale, nous ne blâmerions pas le gouvernement d'avoir voulu prévenir une telle conflagration; mais avant de rappeler nos troupes, ne pouvait-on pas, du moins, stipuler des conditions formelles et précises dans l'intérêt de notre commerce, au lieu de remettre en vigueur un vieux traité qui, en dernier résultat, ne lui a valu jamais qu'une protection illusoire? Ne pouvait-on pas stipuler ces conditions dans l'intérêt du commerce européen tout entier? Ne pouvait-on pas, enfin, tout en se montrant plus généreux que l'Angleterre, faire pour l'Europe, au Maroc, ce que l'Angleterre a fait en Chine? Dans cette *Revue* même, il y a quatre ans (1), cette grande question a été hardiment débattue; on y a, de la façon la plus nette, indiqué la solution qu'elle doit recevoir; on y a prouvé qu'aux portes mêmes de nos possessions d'Afrique, la barbarie marocaine ne peut plus longtemps se maintenir, mystérieuse et menaçante, toujours prête à nous susciter les périls et les embarras. Si dans la lutte décisive, qu'il ne dépend d'aucune puissance humaine de prévenir, entre cette barbarie et la civilisation chrétienne, la France abandonne le premier rôle, un autre peuple se rencontrera, n'en doutez point, qui n'hésitera pas à s'en emparer. Prenez garde : rien que pour conserver Gibraltar, l'Angleterre a besoin d'agrandir et de multiplier au Maroc ses relations, qui, aujourd'hui même, forment déjà les deux tiers de celles qu'y entretient l'Europe entière. L'Angleterre envie Ceuta, qui, entre les mains de l'Espagne régénérée, pourrait lui disputer la domination du détroit. Il y a vingt-cinq ans, elle méditait, — un écrivain de Madrid, don Serafin Calderon, nous dévoile, jusque dans les moindres détails, des plans qu'elle est loin d'avoir abandonnés, — de jeter à Tétuan une colonie d'Irlandais, de façon à isoler du continent africain cette même ville de Ceuta, que ses vaisseaux bloqueraient par la Méditerranée. Elle comprend, elle est sûre d'avance que le commerce de l'Afrique centrale, maintenant interdit à l'Occident, appartiendra au peuple qui s'ouvrira le Maroc. Hier encore, quand nous pouvions forcer la barrière, on a vu par quels transports de colère se sont manifestées ses inquiétudes; on a vu, quand nous avons laissé échapper l'occasion, de quelle satisfaction vive elle a été tout à coup saisie. L'Angleterre a pourtant la conviction que la barrière ne peut plus longtemps rester debout : qui nous répond que, d'un moment à l'autre, elle ne prendra point cette magnifique initiative, à laquelle nous venons de renoncer?

Ce n'est point ici, d'ailleurs, une simple question de commerce; il ne s'agit pas seulement de livrer des marchés immenses à l'industrie européenne : c'est plus haut et plus loin qu'il faut regarder. Est-il vrai que, dans cet empire du Maroc, la violence du despotisme ou sa faiblesse non moins dissolvante, la décadence absolue de tout ce qui fait vivre un peuple, — la religion, les lois, les mœurs privées, les mœurs publiques, l'industrie, le commerce, l'agriculture, les arts, les sciences, — la dépravation de la société, en un mot, partout où cette société n'est point retournée à l'état sauvage, appelle énergiquement de nouveaux principes, de

(1) *Le Maroc et la Question d'Alger*, livraison de décembre 1840.

nouvelles idées, de nouvelles mœurs qui relèvent les races maures et arabes de leur abjection séculaire, et parviennent à les régénérer? Ceux qui, par les publications dont le Maroc a été l'objet en France, en Angleterre, en Allemagne, savent à quoi s'en tenir sur ce pays étrange, comprennent bien qu'il ne peut à l'avenir demeurer fermé à la civilisation de l'Europe. Par les faits nombreux que nous apportent les livres tout récemment publiés en Espagne, nous essaierons de dissiper les doutes qui pourraient subsister encore. Depuis que la question du Maroc a pris ces grands développements qui préoccupent aujourd'hui l'Europe, l'Espagne n'a publié que deux livres sur ses voisins d'Afrique, mais deux livres remplis de renseignements positifs, de renseignements si complétement nouveaux, qu'on les chercherait en vain dans les autres ouvrages, quels qu'ils soient, dont le Maroc a partout ailleurs fourni le sujet. Le premier, *Costumbres de Marruecos* (*Costumes du Maroc*), a paru sans nom d'auteur, à Algésiras, en face même du pays maure; c'est un simple essai, écrit sans prétention et fort court, mais substantiel et presque toujours intéressant. Le second est de beaucoup le plus important et le plus considérable; c'est l'ouvrage de don Serafin Calderon, *Cuadro geográfico, estadistico, histórico, politico y militar del imperio de Marruecos* (1). M. Calderon est un des professeurs les plus distingués de l'Athénée de Madrid; la province d'Orense vient de l'envoyer aux cortès. Le jeune député aurait écrit un livre excellent si, avec le soin qu'il a mis à s'occuper de l'histoire, de la topographie et de la statistique de l'empire, il avait traité la question religieuse et politique; si, pour tout dire enfin, il s'était montré philosophe et publiciste en même temps qu'économiste et historien. Telle qu'elle est cependant, son œuvre est la meilleure qui ait paru encore sur la barbarie marocaine; et comme, à notre avis, elle constitue un titre sérieux, nous conseillons vivement à M. Calderon de la reprendre pour la compléter.

M. Calderon s'est attaché principalement à indiquer les causes qui ont entraîné, au Maroc, la ruine de la société musulmane; c'est là aussi notre but, mais c'est surtout la ruine ou plutôt les ruines que nous voulons décrire; on verra clairement l'impuissance où se trouve, au Maroc, la société musulmane de se relever elle-même et de se reconstituer. Le tableau douloureux que nous allons tracer ne renfermera point un seul fait dont nous ne puissions prouver la rigoureuse exactitude, non pas seulement par les témoignages de M. Calderon et de l'auteur des *Costumbres de Marruecos,* mais par ceux de plusieurs condamnés politiques, officiers, généraux, membres des cortès, déportés en 1823 aux présides de Ceuta, de Melilla, du Peñon de la Gomera et d'Alhucemas, dont nous avons recueilli les observations et les souvenirs. Après bien des jours d'une rude captivité, quelques-uns parvinrent à tromper la surveillance de leurs gardiens; ils se réfugièrent à Tétuan, où ils attendirent la mort du roi Ferdinand VII. C'est à l'un d'eux, à un ancien député de Navarre, que nous devons un manuscrit auquel nous emprunterons de curieux détails sur les coutumes des Maures et des juifs. Aux termes des vieux traités existant entre l'Espagne et le Maroc, le ministre Calomarde réclama l'extradition des proscrits. L'empereur Abderrahman éluda les sollicitations du cabinet de Madrid, et, à ce sujet, il faut le dire, les réfugiés espagnols ne furent pas un seul instant inquiétés.

(1) *Tableau géographique, statistique, historique, politique et militaire de l'empire de Maroc;* Madrid, 1844.

Au reste, à l'entrée de l'Afrique, cette ville de Ceuta, d'où ils venaient de s'enfuir, résume à elle seule la civilisation chrétienne et l'attitude peu digne que celle-ci a jusqu'à ce jour gardée vis-à-vis de l'islam. Ceuta est une ville charmante, une ville européenne. Par ses rues alignées au cordeau et pavées comme une vraie mosaïque, par ses maisons blanches et bien bâties, gracieusement disposées en amphithéâtre, elle contraste avec les mosquées noires, les habitations étroites, incommodes, obscures de Tétuan, que les beaux soleils de la Méditerranée laissent apercevoir au loin sur la côte. Depuis trois siècles, Ceuta possède quatre lignes admirables de fortifications, faisant face au *Champ du Maure, el Campo del Moro;* mais, en dépit de ses quatre rangs de batteries qui, en 1840, arrachaient à lord Londonderry ces paroles adressées au gouverneur de la ville : « Vous pouvez affirmer que vous commandez la plus forte place du monde, » Ceuta, il y a sept ans à peine, s'est laissé prendre sa propre banlieue par les Arabes, un territoire dont elle jouissait avant le roi Ferdinand V, et qui lui est nécessaire comme l'air à la poitrine de l'homme (1). Reléguée dans une sorte de presqu'île, avec ses deux présides, où regorgent par centaines les condamnés politiques, et par milliers les criminels vulgaires, avec ses bastions, ses casernes, ses magasins de poudre et de munitions de guerre, Ceuta s'est d'elle-même condamnée à une complète impuissance. Elle est pourtant située aux flancs d'Abila, comme Gibraltar aux flancs de Calpé; mais tandis que le géant européen, gardant les clefs du détroit dans ses cavernes hérissées de canons, domine la Méditerranée et l'Atlantique, son frère d'Afrique étend son autorité à peine aussi loin que peut aller son ombre. Si, en effet, vous descendez à sa base, à la ligne de démarcation qui sépare la colonie espagnole du pays maure, vous trouverez en présence l'Europe et l'Afrique, la barbarie de celle-ci, la civilisation de celle-là, aussi étrangères l'une à l'autre que si elles avaient entre elles tous les sables du Sahara. Au delà du fossé, gravement assis sous un palmier sauvage, les jambes croisées, sa grande arquebuse suspendue à l'arbre, un garde de l'empereur, un soldat de l'*Almagasen*, fixe, en fumant sa pipe, un regard sombre sur un pauvre fantassin du provincial de Valence ou de Séville, qui, de son côté, blotti dans sa guérite et appuyé sur son escopette, le regarde de travers et d'un air méfiant. De cinquante pas en cinquante pas, vous rencontrez ainsi, dans la personne de leurs factionnaires, l'Espagne et le Maroc s'entre-regardant sans mot dire. Et quelles idées pourraient-ils donc se transmettre qui leur fussent communes? Dans quelle langue se pourraient-ils parler, qu'ils soient tous deux capables d'entendre? De la langue arabe, la péninsule catholique n'a jamais su que les mots laissés dans la sienne par les conquérants qui ont fondé l'Alhambra et l'Albaycin, et quant à la langue espagnole, il y a bien longtemps déjà que l'Arabe du Maroc, le fils dégénéré de ces conquérants, l'a tout à fait oubliée.

Si, le long de la ligne, le silence est parfois troublé, c'est par une détonation qui se fait brusquement entendre; c'est le soldat musulman qui, sans se lever, abat d'un coup d'arquebuse, sur le territoire espagnol, un taureau que la faim a poussé en vue des gras pâturages usurpés, il y a sept ans, par les Maures. Que le

(1) Aux termes des arrangements récemment conclus avec l'Espagne, le sultan avait promis de restituer une partie de ce territoire. Aujourd'hui, nous apprenons qu'Abderrahman ne paraît guère disposé à remplir ses engagements, et qu'il soulève de nombreuses difficultés.

gouverneur de Ceuta tolère l'insulte ou se plaigne au pacha de Tétuan, peu importe : il est hors d'exemple qu'en un tel cas l'insulte soit réparée. Ne diriez-vous pas l'époque où Charles II envoyait un grand d'Espagne à Méquinez pour supplier le kalife, cet empereur de forbans et de pirates, de ne point inquiéter ses galions revenant du Nouveau-Monde, à leur entrée dans les eaux de Gibraltar ou de Cadix? Mais ce n'est pas seulement de la situation ou, si l'on veut, de l'attitude de l'Espagne à l'égard du Maroc qu'il s'agit ici; il faut embrasser d'un coup d'œil les relations diplomatiques de tous les peuples européens avec ce pays depuis le XVIe siècle, depuis la fin des guerres de race. On verra que, durant trois cents ans, aucun de ces peuples n'a conclu de traité que, dans l'intérêt de son industrie et de son commerce, il ne soit aujourd'hui obligé de renouveler. Est-il vraisemblable que les nations européennes s'en tiennent à de vieilles conventions, très-mesquines, très-précaires, et que repousse absolument l'esprit public de l'époque où nous vivons? Non, évidemment; les unes et les autres, celles du moins dont l'ambition est servie par une certaine puissance, ne manqueront point d'exiger tôt ou tard des conditions plus favorables, plus conformes à la supériorité définitive de la civilisation chrétienne sur le régime de l'islam. En présence de ces propensions ou, pour mieux parler, de ces besoins irrésistibles, on comprendra, nous l'espérons, que, vis-à-vis d'Abderrahman et entre les nations européennes elles-mêmes, la question peut à chaque instant se reproduire avec tous ses périls, avec toutes ses difficultés; on comprendra que, dès maintenant, il eût mieux valu débattre et régler avec le sultan les conditions précises auxquelles l'Europe entière pourrait avoir, pour son industrie et pour son commerce, le libre accès du Maroc.

I. — DES RELATIONS DIPLOMATIQUES DU MAROC AVEC LES PUISSANCES CHRÉTIENNES.

Toutes les nations chrétiennes, si l'on excepte la Prusse et la Russie, qui n'ont pas encore paru sur les côtes d'Afrique, et la France qui a souvent sacrifié ses intérêts à sa dignité, ont, depuis le XVIe siècle, consenti à payer tribut à l'empereur du Maroc. C'est pour assurer un peu de sécurité à leur navigation, à l'embouchure si dangereuse des fleuves de Larache, de Salé, de la Marmora, par où les rapides *chebecks* des pirates pouvaient à l'improviste fondre, comme l'éclair, sur leurs navires, ou bien, après une défaite, se soustraire complétement à leur vengeance, que la plupart des puissances civilisées, grandes et petites, ont traité à des conditions si humiliantes avec les sultans. Par sa position géographique, l'Espagne se vit forcée d'entamer les négociations; le plus fier de ses rois, Philippe II lui-même, envoya un grand, don Pedro de Venegas, supplier le sultan de Fez de lui vouloir bien rendre le corps de son neveu, l'héroïque dom Sébastien de Portugal. Sous Philippe III, une révolution ayant tout à coup relégué le sultan à Ségovie, un traité fut conclu avec ce *xherif*, qui s'engageait à livrer Larache et plusieurs lieues de terrain, dans les environs de toutes les places espagnoles, à la condition qu'on lui fournît une somme énorme en ducats, six mille arquebuses, et en général tout ce dont il avait besoin pour reprendre possession de son trône. Le sultan repassa le détroit, ressaisit sa couronne, et il va sans dire qu'il refusa nettement de remplir les obligations contractées envers le roi catholique. Avant la fin de son règne, la

guerre civile se ralluma, et continua, sous ses successeurs, à désoler l'empire, pendant cent cinquante ans environ. Certes, durant ce siècle et demi, l'Espagne aurait pu venger aisément ses vieilles injures; mais l'Espagne s'épuisait à exploiter l'Amérique, à opprimer le Portugal, l'Italie, les Flandres, à fomenter en France les troubles et les conspirations: sous le dernier roi de race autrichienne, elle s'engourdissait profondément dans un marasme entrecoupé d'émeutes; plus tard, elle se débattait dans les guerres de la succession. L'Espagne ne songea qu'en 1767 à établir avec le Maroc des relations formelles; un traité fut conclu ou, pour mieux parler, fut convenu, car, après des négociations sans fin, entremêlées de rencontres à main armée et de contestations sanglantes, ce traité ne reçut qu'en 1798 sa sanction définitive à Méquinez. Comme les autres nations de l'Europe, l'Espagne s'assujettissait à des présents annuels, qui pourtant ne s'élevaient qu'à une valeur de 1,000 *duros*, 5,000 francs environ. Il est vrai qu'à tout changement de consul, elle devait en outre payer à l'empereur 12,000 duros. L'Espagne, au moment où commencèrent les pourparlers, était gouvernée par Charles III, un grand prince qui, par malheur pour sa gloire, n'a pas eu de bons ministres. A ses négociateurs, Charles III donna pour mission de sauver le plus possible la dignité de leur pays. Il fit expressément stipuler dans le traité que, si l'Espagne consentait à faire quelques présents à l'empereur, c'est que, de son côté, celui-ci s'obligeait à protéger des couvents qui alors se fondèrent à Tanger, à Larache, à Méquinez, et jusqu'à Maroc. Charles III ne négligea rien pour inspirer à ses barbares voisins le respect de la nation espagnole; il fit bâtir à Tanger un palais magnifique pour son consul, et le traitement de cet agent dépassa toujours, sous son règne, 6,000 duros ou 30,000 francs. Ce traitement aujourd'hui n'est pas même de 3,000 duros; il ne suffit point à l'entretien du consul et à celui de sa maison : comment le représentant de l'Espagne aurait-il pu conserver à Tanger l'influence vraiment prépondérante qu'il y exerçait sous Charles III? Cette influence est en ce moment tout à fait annulée dans un pays où, du cadi au sultan, l'oreille du grand ne s'ouvre à personne, si d'abord on n'a frappé l'œil par l'aspect de l'or. On peut hardiment prétendre que si, en 1837, le consul espagnol avait été un peu plus riche, s'il avait pu, avec quelques centaines de duros, neutraliser la malveillance de deux ou trois pachas tout-puissants, jamais les Maures n'auraient consommé cette usurpation odieuse du territoire de Ceuta, qui hier encore formait, et peut former de nouveau demain, l'objet de graves contestations entre le cabinet de Madrid et l'empereur. A Tétuan et dans les autres villes de la côte, l'Espagne a des vice-consuls; mais, en vérité, on ne sait trop jusqu'ici en quoi ils lui sont utiles. On se fera une idée de leur crédit et de la considération dont ils peuvent jouir, pour peu que l'on songe à ce malheureux Victor Darmon, si cruellement mis à mort, et sans la moindre forme de procès, par un soldat nègre de la garde du sultan.

Comme l'Espagne, le Portugal, situé à l'extrémité occidentale de la péninsule ibérique, a toujours eu des querelles à débattre avec les Maures. Nous nous trompons; depuis l'époque où il a perdu ses magnifiques établissements de la côte d'Afrique, depuis qu'en 1769 l'empereur Mohamad lui a repris Mazagan, sa dernière place et son dernier pouce de terrain, le Portugal ne s'est plus sérieusement préoccupé de cette race arabe, qu'il a si opiniâtrément et si longtemps combattue. Il y a mieux : le Portugal aujourd'hui entretient avec l'empereur de vraies relations de courtoisie et de bon voisinage. Tous les ans, Abderrahman envoie à Lisbonne de beaux chevaux, et quelques-uns de ces animaux féroces dont on s'empare à l'entrée du

Sahara. Il sait bien, le rusé Arabe, qu'en échange il doit recevoir des présents qui paieraient un troupeau de cavales et une ménagerie entière de tigres, de panthères et de lions.

Sous la reine Élisabeth déjà, l'Angleterre commençait à trafiquer sur les côtes du Maroc ; ce n'est pourtant qu'à dater du roi George Ier qu'elle y a fait de considérables opérations. Le premier traité intervenu entre le Maroc et l'Angleterre a été conclu en 1729 ; il a été renouvelé en 1760 et en 1805. La Grande-Bretagne n'a jamais accepté ouvertement le tribut ; mais qu'importe le mot au prince barbare, pourvu qu'aux trésors qui d'année en année s'accumulent à Méquinez la Grande-Bretagne apporte aussi son contingent ? Si l'Angleterre ne paie pas de tribut, elle grossit à elle seule, en présents de toute espèce, plus que toutes les autres nations, le budget des recettes impériales. En 1815, le parlement a fait publier le tableau des subsides payés à l'étranger, de 1797 à 1814, pendant les guerres contre la France. Le Maroc y figure pour une somme de 16,177 livres sterling, et encore n'y faut-il point comprendre les 10,000 duros que le consul anglais de Tanger dépense chaque année en présents pour les ministres de l'empereur. Ce n'est pas tout : on sait déjà depuis longtemps qu'en fait de poudre et de munitions de guerre, les Maures s'approvisionnent à Gibraltar ; ce qu'on ne sait point, c'est que de tout temps, même durant la guerre qui s'achève, l'Angleterre, — M. Calderon l'affirme, — a gratuitement livré ces munitions aux agents de l'empereur. C'est là un fait notoire à Gibraltar, à Algésiras, à Tanger, sur les deux bords du détroit, et que nous pourrions prouver par les plus authentiques témoignages. On ignore encore les avantages spéciaux que l'Angleterre n'a pu manquer de stipuler en retour d'une telle générosité. L'avenir nous dira bientôt, sans aucun doute, le dernier mot de la diplomatie anglaise ; ce sont les marchands et les armateurs de la Grande-Bretagne qui se chargeront de nous expliquer la lettre jusqu'ici demeurée secrète des traités de 1729, de 1760 et de 1805.

L'empire d'Autriche, à l'époque où il se nommait l'empire d'Allemagne, s'était mis aussi, et depuis longtemps, en communication avec le sultan africain. Déjà, au commencement du XVIIe siècle, Rodolphe II avait envoyé un ambassadeur en titre à l'empereur Abu-Fers, c'était un Anglais nommé Shirley, à qui le prince maure fit le plus brillant accueil. Cent quatre-vingts ans après, en 1784, le sultan Sidi-Mohamad envoya lui-même un ambassadeur à Joseph II, pour renouveler un traité conclu par Shirley, et que l'on a modifié depuis toutes les fois que la fortune de l'Autriche a éprouvé un changement notable. En 1815, l'empereur François, ayant pris possession de Venise, s'engagea formellement à payer au Maroc le tribut annuel de 10,000 sequins auquel, en 1765, s'était soumise cette vieille république de marchands. A dater de 1815, cependant, les rapports officiels ont complétement cessé entre le Maroc et l'Autriche ; celle-ci n'a plus de consul à Tanger ; ses nationaux s'y réclament au besoin du premier consul européen qui les veut bien protéger. C'est presque toujours, même depuis la mort de Ferdinand VII, au consul espagnol que les Autrichiens ont eu recours. En même temps qu'elle retira son consul, l'Autriche cessa de payer le tribut. Abderrahman en ressentit un si vif dépit, qu'il fit essuyer les dernières avanies à tous les sujets autrichiens qui avaient affaire dans son empire. On sait qu'en 1829 une escadre, commandée par l'amiral Bandiera, fut chargée d'en tirer vengeance ; mais, après avoir lancé quelques boulets contre les villes de la côte, l'Autriche accepta la médiation du Danemark, et, en février 1830, un traité nouveau, abrogeant de tout point les anciens, fut

conclu entre l'empereur et le Maroc. On ne connaît pas encore en quoi ce traité consiste; nous pouvons affirmer néanmoins que l'Autriche n'a rien stipulé pour son commerce; elle s'est bornée à déclarer qu'à l'avenir elle entendait ne plus payer le tribut.

Les relations de la Hollande avec le Maroc ont commencé en même temps que celles de l'Autriche. Ce fut aussi le sultan Abu-Fers qui, en 1604, envoya à La Haye le juif espagnol Pacheco pour s'entendre avec les états généraux. Pacheco mourut en Hollande; les gazettes de l'époque rapportent que les honneurs funèbres lui furent décernés, ni plus ni moins qu'à un véritable ambassadeur. En 1684, un autre juif conclut au nom du sultan, avec les Provinces-Unies, un traité qui depuis a été renouvelé à trois reprises différentes, en 1732, en 1755, et en 1778. Aux termes de ce traité, la Hollande était obligée de payer tous les ans 15,000 duros au sultan; mais en 1815, au moment où les Pays-Bas furent érigés en royaume, le roi Guillaume envoya tout exprès un de ses généraux au sultan Muley-Soliman pour lui signifier qu'il cessait d'être son tributaire. C'est précisément cette détermination du roi Guillaume qui, plus tard, décida l'Autriche à ne plus acquitter la subvention de 10,000 sequins qu'elle s'était imposée, en 1815, au nom de Venise.

La France est venue tard au Maroc; c'est en 1693 seulement, sous Louis XIV, qu'elle y a envoyé son premier négociateur, qui, presque aussitôt après son arrivée, rentra en Europe. La France de l'ancien régime n'a conclu son traité qu'en 1767. Ce traité ne stipulait ni tribut, ni présent; c'est assez dire que nos affaires au Maroc étaient à peu près nulles. C'est pourtant ce traité de 1767, quelquefois renouvelé avant les différends survenus au sujet de nos possessions d'Afrique, mais sans que de part ni d'autre on y attachât une grande importance, que les conventions récentes remettent en pleine vigueur. M. Guizot pense-t-il que notre commerce lui en doive témoigner une bien vive gratitude?

Le Danemark et la Suède ont traité presque à la même époque avec le Maroc, l'un en 1753, l'autre dix ans après euviron. Le Danemark se soumit à un tribut de vingt-cinq mille duros qu'il a payé jusque dans ces derniers temps; à cette condition, le Danemark obtint un privilége exclusif pour une compagnie qui s'établit sur les côtes de l'Océan, de Salé à Saffi. Dans les quatorze premières années de sa fondation, la compagnie danoise était parvenue à un assez haut degré de prospérité; ce sont les entreprises hasardeuses, et, en dernier résultat, le défaut de capitaux qui ont précipité sa ruine. Aujourd'hui encore, le privilége subsiste; mais rien n'annonce que l'on songe à l'exploiter. A la première nouvelle qu'il a reçue de notre expédition contre Tanger, le Danemark a d'ailleurs notifié au sultan qu'il entendait à l'avenir ne plus acquitter le moindre tribut. C'est également le parti qu'a pris la Suède, dont la subvention annuelle avait été fixée en 1763 à vingt mille duros. Peu de temps, il est vrai, avant de tomber sous le coup de pistolet d'Ankastroem, Gustave III avait déclaré qu'il ne voulait plus envoyer de l'argent suédois au Maroc. On n'avait pourtant pas osé tout à fait rompre avec les barbares; tous les deux ans, de la mort de Gustave III à 1803, la cour de Stockholm envoyait à l'empereur des présents considérables. En 1803, la Suède, engagée dans la guerre contre la France, craignit que le sultan ne se portât envers ses nationaux à des avanies qu'elle ne pourrait ni prévenir ni venger; elle se résigna à renouveler le traité de 1763. Chaque année, jusqu'au moment où, de concert avec le Danemark, elle s'est décidée à garder et son argent et ses présents, elle versait dans les caisses de l'empereur vingt mille duros, sans

compter quatre ou cinq cents duros consacrés à gagner les bonnes grâces du pacha de Tanger. Pour rendre l'humiliation de la Suède plus manifeste encore, le pacha avait stipulé une condition étrange : c'était en public que le consul suédois acquittait le tribut, au milieu d'une grande fête musulmane, l'*Ansara*, qui se célèbre en été le même jour que la Saint-Jean, avec laquelle on verra qu'elle a de singulières analogies.

Après la Suède vint la Toscane, qui n'entama qu'en 1778 de sérieuses négociations avec le Maroc. Le traité qu'à cette époque la Toscane a conclu avec le sultan Sidi-Mohamad est le seul, il faut le dire à l'honneur du grand-duc Léopold, où une puissance chrétienne se soit, avant le XIX[e] siècle, préoccupée des intérêts de l'humanité. Indigné que les navires toscans qui venaient trafiquer sur ses côtes ne s'assujettissent envers lui à aucun subside, Sidi-Mohamad en fit capturer deux, et réduisit en esclavage équipages et passagers. Le grand-duc Léopold chargea le fameux Acton d'aller à la tête d'une escadre, non-seulement délivrer les captifs, mais stipuler qu'à l'avenir tous les esclaves chrétiens seraient livrés aux agents consulaires dès que ceux-ci offriraient une rançon. Acton parvint à conclure son traité, qui n'a pas moins de douze articles ; mais ce sont là des conventions qui, à vrai dire, n'ont jamais reçu la moindre exécution. La Toscane, aujourd'hui, ne fait presque plus d'affaires au Maroc ; c'est du consul danois que se réclament habituellement ceux de ses nationaux qui s'aventurent encore à Tanger, à Tétuan et dans les autres villes de la côte.

C'est aussi avec Sidi-Mohamad que les États-Unis d'Amérique traitèrent dès 1786 ; néanmoins on ne s'entendit définitivement qu'en 1795, sous le règne de Muley-Soliman, oncle et prédécesseur du sultan actuel. Les États-Unis ne s'obligèrent point au tribut, et cependant leurs présents s'élèvent à une valeur annuelle de 15,000 dollars environ. Les conventions de 1795 devaient durer cinquante années lunaires ; c'est à la fin de 1843 qu'elles ont expiré, et, à l'heure qu'il est, les États-Unis sont en instance auprès de l'empereur pour négocier de nouvelles stipulations. Les jeunes républiques de l'Amérique méridionale et centrale ont aussi envoyé une espèce de représentant à Tanger ; mais ces états font encore trop peu d'affaires au Maroc pour que leur agent y puisse avoir le moindre crédit.

En 1820, la Sardaigne, ayant pris possession de Gênes, se vit forcée de composer avec Muley-Soliman ; cette année-là même, les bases d'une convention commerciale furent discutées et arrêtées ; le traité cependant ne fut conclu qu'en 1825. En 1825, le gouvernement sarde établit un consulat général à Tanger. La vieille Gênes, du reste, avant que les autres nations européennes songeassent à trafiquer au Maroc, y jouissait d'une sorte de trêve qui, à vrai dire, équivalait à un traité de paix. Au moyen âge, un spéculateur génois exploitait avec de grands avantages les bois de construction de l'Atlas. A cette époque déjà, l'empereur de Maroc avait à Gênes un chargé d'affaires, le seul qui, à poste fixe, ait jamais résidé en Europe. Ce qu'il y a d'étrange, c'est que, depuis la déchéance de l'antique république ligurienne, le représentant de la barbarie africaine n'ait pas été rappelé. Ce chargé d'affaires est accrédité auprès du roi de Sardaigne ; mais c'est encore à Gênes qu'il remplit ses fonctions, qui aujourd'hui, à la vérité, n'exigent point des relations fréquentes avec la cour de Turin.

Le royaume des Deux-Siciles a été le dernier à négocier avec le Maroc. Par l'intermédiaire du consul britannique, les Deux-Siciles conclurent, en 1827, un traité qui est demeuré une lettre morte. Les intérêts napolitains sont si peu pro-

tégés au Maroc, que la cour de Naples ne vient à bout d'empêcher les plus grandes avanies qu'en adressant à l'empereur de continuelles menaces d'armement. On se rappelle celui qui, en 1834, a été sur le point de se diriger sur Tanger. Vers la fin de la restauration également, la ville anséatique de Hambourg a essayé de prendre position sur les côtes méditerranéennes; aujourd'hui même, elle a pour chargé d'affaires le consul portugais. Avant Naples et Hambourg, en 1817, la Prusse avait fait faire, par le consul de Suède, quelques ouvertures au sultan Muley-Soliman, qui les accueillit avec une faveur marquée; on ne comprend pas facilement, quand on pense que la marine prussienne se réduit à une seule frégate, que la cour de Berlin ait voulu entrer en rapports avec l'empereur, ni que celui-ci en ait éprouvé une joie si vive. Quoi qu'il en soit, en 1817, précisément, s'allumèrent au Maroc les guerres civiles qui ont abouti à l'avénement du sultan actuel; la Prusse fut contrainte de suspendre ses négociations, que depuis lors elle n'a pas songé à reprendre.

Tels sont les rapports officiels qui, dès le moyen âge, ont subsisté entre la chrétienté et ce pays du Maroc, où l'islam a contracté ses plus sauvages allures. Pour tous les peuples, on le voit, la situation est intolérable; il faut toujours mettre à part l'Angleterre, la seule nation qui ait des traités sérieux, la seule qui soit en état d'obtenir de meilleures conditions. Comme les autres nations, du reste, l'Angleterre se soumettait, avant notre dernière expédition, au cérémonial humiliant par lequel de tout temps Abderrahman a témoigné de sa haine pour le nom chrétien. Avant notre dernière expédition, les affaires diplomatiques se débattaient à Tanger avec le pacha, qui en référait aux *wasyrs* ou aux ministres du sultan. Cependant, si la contestation avait la moindre importance, il la fallait soumettre à l'empereur lui-même. Le consul intéressé lui adressait une requête écrite en arabe littéral ou *koranique* par un *taleb,* espèce d'érudit musulman attaché au service des légations. Or, comme le *taleb* se serait fait scrupule d'apprendre les langues européennes, le consul lui expliquait ses désirs ou ses intentions par l'intermédiaire d'un juif, qui, soit mauvaise volonté, soit ignorance, les dénaturait souvent d'une façon à peu près complète. La dépêche ainsi rédigée, on l'envoyait à Maroc, ou à Fez, ou à Méquinez, ou à toute autre ville dans laquelle résidait le sultan, ou bien encore au *douair,* au camp où il avait fait dresser sa tente impériale. Dès qu'il avait jugé à propos de prendre connaissance de la requête, le sultan envoyait à Tanger un officier chargé de s'entendre avec le consul. S'il se décidait à trancher lui-même l'affaire, le consul était mandé auprès de lui. Être reçu à la cour du Maroc, c'était la plus grande faveur; il est vrai que l'infidèle la payait en raison même de l'honneur que l'on croyait lui faire en la lui accordant. Au consul qui devait entreprendre un tel voyage, le sultan donnait une escorte nombreuse, commandée par un *alcaide;* c'était le consul qui défrayait l'escorte, sans compter un présent de cinquante à cent duros, qu'il se voyait obligé de faire à l'*alcaide,* et un autre de cinq à dix duros à chacun des soldats. Sur son chemin, il ne traversait point de *douairs* dont les chefs ne lui vinssent offrir en abondance des vivres qu'il payait au triple de la valeur. Du moment où il arrivait auprès de l'empereur, celui-ci se chargeait de le nourrir ainsi que sa suite; mais la munificence musulmane exigeait en retour de si riches présents, que l'infortuné consul eût cent fois mieux aimé subvenir lui-même à son entretien. A quoi bon dire, d'ailleurs, qu'avant notre dernière campagne les choses se devaient ainsi passer? Grâce à la paix que l'on nous a faite, Abderrahman sera parfaitement libre de ne modifier en rien les

rapports qu'il lui convient d'avoir avec les Européens. Abderrahman est un vrai sultan du XVI[e] siècle. Pour que l'on en soit convaincu, il suffit de raconter les convulsions effroyables d'où il est sorti empereur. On verra combien peu, au Maroc, depuis l'expédition où a disparu l'infortuné roi dom Sébastien de Portugal, l'esprit public et les mœurs ont changé.

II. — GUERRES CIVILES. — AVÉNEMENT D'ABDERRAHMAN.

La succession au trône plus capricieusement établie que dans tout autre pays musulman, le grand nombre d'enfants mâles que laissent après eux les empereurs, l'esprit de rapine et de turbulence qui travaille les races arabes, telles sont les causes qui du soir au lendemain peuvent armer les unes contre les autres les populations du Maroc. Il y a trois siècles à peine, la couronne du Maroc était réellement élective, comme le veut la loi du prophète. Aujourd'hui, le peuple est forcé d'accepter le maître que lui impose la volonté d'un seul homme ou celle d'un très-petit nombre d'oligarques; depuis un temps immémorial, le sceptre est fixé dans une seule famille, et pourtant c'est encore par une sorte d'élection qu'il est transmis, soit que de son vivant l'empereur se choisisse un successeur entre les mains duquel il dépose la souveraine puissance, soit qu'il le désigne dans son testament, soit enfin qu'après sa mort une vingtaine de nobles proclament le prince qui doit hériter de l'empire : ce prince est toujours choisi dans la dynastie des Muley. On peut juger s'il est aisé de faire un choix parmi des centaines de compétiteurs, ambitieux et remuants, qui d'ailleurs se voient exposés à tout perdre, si l'on se refuse à leur tout donner. Le nouveau sultan ne règne qu'à la condition de réduire de nombreux et opiniâtres soulèvements; c'est dans la ruine absolue et dans le sang des rebelles que s'étouffent les rébellions. Il est sans exemple que de telles collisions n'aient point duré des années entières, et pendant ces années-là le gouvernement civil est de fait complétement suspendu. Peu importent les vols, les assassinats, les vengeances particulières, les exactions de toute espèce; c'est un compte hideux où s'accumulent les crimes les plus odieux et les plus lâches, et qui, après la victoire, se règle tout simplement par l'implacable proscription des vaincus. Les populations du Maroc se divisent alors en deux classes bien distinctes, celle des oppresseurs et celle des opprimés : d'une part, les races musulmanes qui, avec des chances diverses, se disputent la prééminence politique; de l'autre, les renégats, les juifs et autres parias dont le concours est repoussé par les parties belligérantes qui se ruent sur eux comme sur des ennemis communs envers lesquels on n'est pas même tenu de conserver le moindre sentiment humain. Le seul moyen de salut qui reste alors aux proscrits, c'est d'implorer un asile dans la maison de quelque Maure puissant qui les accueille avec leur famille. Si le protecteur qu'ils se sont donné est généreux et loyal, ils n'ont plus guère d'autres périls à courir que ceux auxquels il est exposé lui-même. C'est là un cas extrêmement rare; presque toujours ils se doivent estimer fort heureux qu'on leur veuille bien laisser la vie sauve au prix de leurs terres et de leurs capitaux.

La dernière crise a duré huit ans; c'est celle d'où Abderrahman est sorti empereur. Il n'y en a jamais eu peut-être qui ait fait mieux ressortir les perfides et féroces instincts dont se compose le caractère des Arabes du Maroc. Las de régner

et désirant prévenir les catastrophes que tout changement de règne appelle sur le pays, le sultan Muley-Soliman abdiqua en faveur du plus âgé de ses fils, Muley-Ibrahim. A peine monté sur le trône, le nouveau sultan vit la tribu des Shilogs lever contre lui l'étendard de la révolte; à la première campagne qu'il entreprit pour châtier les Shilogs, ceux-ci le prirent et le mirent à mort. On était alors vers le milieu de 1817. Muley-Soliman lui-même aurait subi un pareil sort, si, au péril de leurs jours, des serviteurs dévoués n'étaient parvenus à le soustraire aux coups de ses ennemis. Accablé sous les maux réunis du corps et de l'âme, Muley-Soliman se réfugia dans un de ses palais, ou, pour mieux dire, dans un de ses châteaux forts, à quelques lieues de Méquinez. Il y passa deux ans, ne s'occupant que de sa sûreté personnelle, défendu par ses esclaves et par les vieux soldats de sa garde, et abandonnant l'empire aux convulsions qui le déchiraient. Vingt fois il faillit tomber entre les mains des rebelles, qui, avant de le tuer, lui auraient fait subir les plus affreux supplices. Un jour enfin son château fut pris par les meurtriers de son fils, qui de toutes parts le poursuivirent et le traquèrent avec l'ardeur particulière à la race arabe. Il dut son salut à une femme du peuple qui lui ouvrit sa cabane, l'affubla de ses vêtements, et, lui barbouillant à la hâte la figure de cette substance avec laquelle les Marocaines se teignent en jaune les ongles et les dents, le fit passer pour sa propre mère en proie au dernier marasme de la peste. Les ennemis de Muley-Soliman, qui jusqu'à la hutte avaient suivi sa trace, n'eurent rien de plus pressé que de prendre la fuite pour échapper à la contagion.

Ainsi délaissées par leur sultan, les principales familles de Fez et de Méquinez demandèrent grâce aux Shilogs. Un arrangement se conclut dans la première de ces deux villes; Muley-Soliman fut déposé, et un autre Muley-Ibrahim, son neveu et son gendre, proclamé empereur. Muley-Ibrahim accepta la couronne et se mit en devoir de pacifier ses provinces; mais les Shilogs, voyant qu'il se refusait à subir leurs caprices, reprirent de nouveau les armes. Muley-Ibrahim les aurait réduits peut-être, si, dans une bataille qu'il était allé leur offrir, il n'avait reçu à la jambe une blessure dont il mourut quelques jours après, à Tétuan. Pendant une semaine environ, jusqu'à ce qu'il fût en état de se saisir de la souveraine puissance, son frère Muley-Isahid ou Jézid, dont il avait fait son premier ministre, réussit à cacher la nouvelle de sa mort à l'armée et au peuple. Quand il eut bien pris toutes ses dispositions, Isahid convoqua au palais les grands de la ville, les chefs de l'armée, ceux-là dont il avait le plus à craindre les antipathies ou les ambitions, et, leur annonçant la mort de son frère, il leur signifia sans détour qu'ils eussent immédiatement à le reconnaître comme sultan, s'ils tenaient à ne pas avoir à l'heure même la tête coupée. Muley-Isahid était homme à exécuter sa menace; c'est assez dire que d'une voix unanime on le salua empereur. Ce ne fut pas tout, pour subvenir aux frais de la guerre, Isahid leur extorqua, ainsi qu'aux riches juifs du pays, des sommes énormes en duros et en doublons. Les plus récalcitrants furent emprisonnés, quelques-uns décapités pour l'exemple; si jamais règne au Maroc a pu se promettre une certaine durée, c'était assurément celui d'un tel prince qui faisait un si énergique usage de la force brutale, ce droit divin des musulmans.

Quinze jours après son avénement, Muley-Isahid sortit de Tétuan, et par d'exécrables chemins de traverse se porta inopinément sur la ville de Fez, qui, prise à l'improviste, se vit obligée de capituler. Il était loin pour cela d'avoir consolidé sa domination; Tétuan, Méquinez et Fez exceptées, le Maroc entier se prononça contre

lui. Cette fois enfin, le vieux Muley-Soliman se résolut à quitter sa retraite; Soliman reparut à la tête d'une armée nombreuse, et c'est à ce moment qu'il se donna pour auxiliaire son neveu Muley-Abderrahman, aujourd'hui empereur, alors pacha de Mogador et de Tafilet. En moins d'un an, Muley-Abderrahman dompta les tribus rebelles et réduisit les deux villes de Fez et de Méquinez. Tétuan fut la dernière à se soumettre; c'est d'elle-même cependant qu'elle ouvrit ses portes, après un long siége que lui firent subir en personne les deux princes victorieux, et quand la nouvelle lui parvint que le sultan vaincu avait pour jamais quitté le Maroc. Quarante cavaliers maures, des plus riches et des plus considérés de la ville, se rendirent à Fez, précédés de leur pacha, pour jurer fidélité à Soliman. On était en 1822; mais jusqu'en 1825 les soulèvements et les convulsions publiques se prolongèrent encore : comme nous l'avons dit, c'est après une crise de huit ans qu'Abderrahman a été proclamé empereur.

On ne sait si la mort d'Isahid suivit de près sa défaite. La bizarre histoire du Maroc n'a jamais offert de plus poétiques ni de plus étranges aventures que les vicissitudes dernières de ce prince cruel et vaillant. Traqué dans sa fuite par des ennemis sans nombre, défendu avec un dévouement héroïque par une poignée de serviteurs qui se firent tuer un à un, Isahid, après des alarmes, des périls auxquels on ne peut comprendre qu'il ait échappé, se réfugia chez un de ces *saints* dont la maison est considérée comme un asile inviolable. Longtemps, dit-on, Isahid vécut ainsi, au milieu de populations exaspérées, de soldats à demi sauvages et acharnés à sa perte, de cadis et de pachas qui avaient à venger de mortelles injures. La demeure du *xherif* ayant cessé d'être une retraite sûre, le proscrit se cacha quelques jours encore dans un caveau consacré à la sépulture des *saints*. La haine implacable dont il était l'objet l'aurait enfin emporté sans doute sur la superstitieuse croyance qui l'avait jusque-là protégé, si, déguisé en mendiant, seul, le corps affaibli par les jeûnes forcés et les privations de toute espèce, il n'était parvenu à gagner le Grand-Désert, où se perdirent les traces de ses pas. La destinée d'Isahid n'est point sans quelque analogie, ce nous semble, avec celle de ces violents et intrépides princes de l'Europe féodale tout à coup disparus dans les batailles ou les convulsions politiques, redoutés et maudits de leur vivant comme la famine ou la peste, et dont pourtant, quand les années ont effacé le souvenir de leurs crimes, les populations opprimées et crédules invoquent le nom comme un nom de vengeur. Il n'est pas de pays au monde où la légende se forme et s'exalte aussi vite que dans cette Afrique barbare et enthousiaste. A l'heure qu'il est déjà, c'est une mémoire populaire au Maroc que la mémoire du sultan Muley-Isahid. Depuis vingt ans, le pauvre peuple a vainement demandé au désert ce qu'il sait de l'impérial fugitif; si le désert n'a rien répondu, est-ce une raison pour croire que le fugitif a péri? Depuis vingt ans, le peuple a souffert assez pour avoir besoin qu'une main providentielle le vienne relever de sa misère. Peu lui importe que le désert se soit obstiné à se taire : qui peut assurer qu'un jour la voix de ses houles de sable ne lui annoncera point le triomphal retour du brillant et malheureux sultan Isahid?

Laissons là pourtant la poésie légendaire, et hâtons-nous de revenir à l'histoire, car aussi bien n'avons-nous à parler que de choses trop réelles, nous voulons dire la situation déplorable où l'avide et inintelligente administration du sultan Abderrahman a réduit un pays déjà si profondément désolé. Abderrahman et son oncle n'abusèrent pas trop de leur victoire : dans toutes les provinces, on mit à mort

les chefs et les instigateurs de la révolte ; mais comme, en définitive, il n'y eut pas d'exécution en masse et que des villes entières ne furent pas livrées au pillage, ils acquirent l'un et l'autre un vrai renom de clémence, qui fit la force d'Abderrahman, lorsque le vieil empereur, arrivé au dernier terme de la vieillesse, le désigna pour lui succéder après lui. A la mort de Muley-Soliman, Abderrahman fut reconnu d'une voix à peu près unanime; les premiers qui lui vinrent jurer obéissance étaient précisément les vingt-sept fils de Soliman, et il eut d'autant plus lieu de s'en applaudir qu'ils avaient presque tous une grande autorité dans l'armée, que huit d'entre eux avaient tour à tour commandée. Il faut ajouter pourtant, et c'est là un fait dont la presse européenne a eu tort de ne point tenir compte, que les enfants de Soliman, le sultan Ibrahim excepté, étaient fils de négresses, et que de temps immémorial, au Maroc, les fils de négresse sont presque toujours exclus de la succession au trône. Aujourd'hui, trois seulement survivent, Muley-Ali, Muley-Hacen et Muley-Giaffar, et tous les trois occupent des postes importants dans l'administration ou bien encore auprès de l'empereur et de ses deux fils aînés. Le premier de ses fils, Sidi-Mohamad, est le prince à qui notre vaillante armée d'Afrique a fait essuyer tout récemment une si rude défaite. Gouverneur de Maroc quand son père réside à Fez, ou de Fez quand Abderrahman va se fixer à Maroc, Sidi-Mohamad est un homme de quarante ans environ, profondément versé, dit-on, dans les lettres arabes, d'un caractère énergique et d'un esprit beaucoup plus élevé que ne l'a été jusqu'ici celui des héritiers présomptifs chez les descendants des Mouza et des Almanzor. Le frère puîné de Sidi-Mohamad se nomme Muley-Ahmed; il est aujourd'hui pacha de Rabat. Les autres enfants de l'empereur sont dispersés dans le pays; leur éducation est confiée à de riches Maures qui en répondent sur leur vie et sur leur fortune. C'est un usage établi depuis des siècles que l'on coupe la tête au précepteur convaincu d'avoir trompé la confiance du sultan; mais pourvu qu'il sache épeler le Koran, monter à cheval, tirer au galop des coups d'arquebuse aussi vite et aussi adroitement qu'un soldat de la garde noire, un prince au Maroc passe pour avoir reçu une éducation accomplie.

Muley-Abul-Fald-Abd-en-Rahamen (tel est le nom exact du sultan actuel) est le trente-sixième descendant direct de Fatima, fille de Mahomet, cette perle des légendes et des traditions orientales, et d'Ali, cousin du prophète. Nous avons sous les yeux sa généalogie, qu'il a fait dresser lui-même aussitôt après son avénement, et déposer chez tous les cadis. C'est à Tétuan que l'a pu copier un des proscrits qui, en 1824, parvinrent à s'enfuir de Ceuta. A dater de l'an 661 de notre ère, tous les grands noms arabes des guerres d'Égypte, du Magreb, de l'Espagne, les noms des califes Almohades, Almoravides, Fatimites, se retrouvent dans cette pièce curieuse, dont nous sommes loin, on le conçoit, de garantir la parfaite authenticité. Ce qu'il y a de certain du moins, c'est qu'Abderrahman appartient à une des branches les plus illustres de la dynastie régnante. C'était lui-même qui, dans l'ordre naturel, aurait dû prendre possession de la couronne, à la fin du dernier siècle, à l'époque où Soliman fut proclamé empereur; mais, comme alors il était encore dans l'enfance, son oncle, selon l'usage, lui fut préféré. En lui transmettant le sceptre à sa mort, Soliman a, pour ainsi dire, accompli un devoir de justice. Pourtant, en dépit de son droit, en dépit de l'illustration qui l'avait désigné au choix de son oncle, Abderrahman n'en a pas moins eu à comprimer souvent de violentes émeutes, constamment suscitées par cette indomptable tribu des Shilogs, qu'on a vue déjà, sous les précédents empereurs, à la tête de tous les soulèvements

anarchiques, et dont nous nous attacherons à faire connaître le caractère et les mœurs. Abderrahman, on en peut convenir, est parvenu à rendre l'autorité impériale un peu plus solide qu'elle ne l'a été jusqu'ici en un pays aussi fréquemment bouleversé que cette contrée à demi sauvage de l'Orient africain.

III. — POPULATIONS DU MAROC. — DE L'ESCLAVAGE DES BLANCS EN AFRIQUE.

L'empire du Maroc, que les Arabes, aussitôt après leur conquête, nommèrent le Mogreb-el-Aksa, ou l'*Occident extrême*, est de l'un à l'autre bout diagonalement coupé par l'immense cordillère de l'Atlas, qui, s'enlaçant, pour ainsi dire, dans l'Algérie même, au sud du désert d'Angad, avec les montagnes de Beni-Ammer, va çà et là se divisant en une foule de chaînes inférieures, jusqu'aux promontoires de Gher et de Noun, où elle plonge dans l'Océan ses énormes pieds de granit. Non loin de ces promontoires, dans cette même Atlantique, elle relève de nouveau sa tête, au-dessus des marées presque toujours orageuses, pour former le riant et pittoresque archipel des îles Canaries. De l'Algérie au cap Noun, l'Atlas a trois versants principaux ; à ceux du nord et de l'ouest s'appuient les vingt provinces des royaumes proprement dits de Fez et de Maroc, divisées en trente pachalicks ; au midi, les provinces à peine connues des officiers même et des ministres de l'empereur, Tafilet, Segelmesa, Dara'a, el Hharits, Adrar, les deux Sus et Tezzet, où les populations, à demi sauvages, si l'on excepte pourtant celles du Tafilet, ne reconnaissent guère que l'autorité de leurs chefs de tribu. L'empire entier embrasse un territoire de deux cent vingt lieues de longueur sur cent cinquante de largeur; il a trois cents lieues de côtes, deux cents sur l'Océan, cent sur la Méditerranée, et une superficie de vingt-quatre mille trois cent soixante-dix-neuf lieues carrées environ. La population est répandue dans dix villes et dans une infinité de villages et de douairs nomades; quatre de ces villes sont situées plus ou moins avant dans les terres, Méquinez, Maroc, Al-Kassar-Kebir et Fez, la seule qui aujourd'hui encore conserve quelques vestiges de la civilisation mauresque ; — trois, sur les côtes de la Méditerranée, Tanger qui n'a point de port, et dont la rade peu sûre, hérissée de rochers et de bancs de sable, contraint les vaisseaux de jeter l'ancre à une distance très-considérable de la plage ; fort près de Tanger, à l'ouest, le port de Larache, et, en vue de la ville espagnole de Ceuta, non loin des possessions françaises, le port de Tétuan ; — trois, sur l'Océan, Salé, Rabat et Mogador. C'est par Mogador que se fait la plus grande partie du commerce maritime avec la capitale de l'empire, qui s'élève à quelques lieues de distance, et avec les autres cités de l'intérieur.

Il est impossible, faute de données positives et de renseignements statistiques, d'évaluer, même d'une façon approximative, la population du Maroc. Quelques voyageurs affirment que l'empire compte douze millions d'habitants ; mais, encore que le Maroc soit plus vaste que l'Espagne, et une fois plus grand, ou peu s'en faut, que nos possessions d'Afrique, c'est là un chiffre évidemment exagéré. Nous préférons nous en rapporter, quant à nous, à l'autorité des captifs et des proscrits qui, après avoir parcouru le pays dans toute son étendue, lui assignent une population inférieure à celle de l'Andalousie, supérieure à celle de l'Algérie et de l'Égypte,

trois cent quarante-neuf âmes par lieue carrée. Or, si l'on excepte dix lieues environ de sables inhabités, la superficie de l'empire étant de vingt-quatre mille trois cent soixante et dix lieues carrées, la population, à ce compte, serait de huit millions cinq cent mille habitants, inégalement répartis dans les quatre principales divisions du pays, trois millions deux cent mille dans le royaume de Maroc, trois millions six cent mille dans celui de Fez, sept cent mille dans le Tafilet et le Segelmesa, un million dans le Sus et dans les autres districts du midi. Au reste, on peut dire que depuis le XVI[e] siècle la population du Maroc a diminué d'un tiers, sinon de moitié. Grâce aux rivières pourtant, au voisinage de la mer, aux vents qui soufflent des montagnes, le climat du pays est un des plus sains de la terre, et il est des districts entiers, comme Tétuan et la contrée dont cette ville est la capitale, où les saisons se balancent à peu près comme dans nos provinces méridionales. Mais parmi ces tribus fatalistes, les dernières pestes ont exercé d'incroyables ravages ; ce ne sont encore partout que ruines et décombres, magasins fermés, maisons sans habitants. La race arabe est depuis longtemps déchue de son aptitude, célèbre autrefois, aux sciences médicales ; les maladies ne sont plus combattues au Maroc que par des drogues toujours nuisibles ou par de simples sortiléges. Les plaies, et en général tout ce qui ressortit à la chirurgie est abandonné à la seule nature ; quand une balle est engagée dans les chairs, on essaie de l'extraire en agrandissant à tout hasard la blessure, et c'est l'unique traitement que reçoive le blessé. Contre la peste et la lèpre, les musulmans ne savent point et ne veulent point se défendre ; aux termes du Koran, ou, pour mieux dire, suivant l'interprétation que les muphtis et les docteurs maures font subir au livre du prophète, c'est un crime envers le ciel que de chercher à conjurer les malheurs et les fléaux qu'il envoie aux vrais croyants. A une si complète indifférence ajoutez les causes de mortalité qui résultent de la malpropreté hideuse des rues, des places publiques et des habitations, des excès de tout genre auxquels, à la moindre de leurs fêtes, les Maures ont coutume de se livrer, et vous concevrez sans peine que dans un pays si mal gouverné la population puisse être d'un jour à l'autre, non pas seulement décimée, mais en bien des endroits tout entière anéantie. La nature y est pourtant si favorable à la propagation de l'espèce humaine, que, si l'on y pouvait adopter les plus simples mesures d'hygiène appliquées en Europe chez les nations les moins avancées, une population vigoureuse et brillante ne tarderait point à couvrir le sol, de la mer aux derniers contre-forts de l'Atlas. Et ce n'est pas tout encore : ce ne sont pas tant les pestes et les maladies contagieuses qui, dans le Maroc, déciment incessamment l'espèce humaine ; il faut signaler une coutume religieuse qui peut-être lui est plus funeste, nous voulons dire l'obligation où se trouve tout musulman d'aller, une fois au moins dans sa vie, à la Mecque, pèlerinage excessivement pénible, rigoureusement prescrit par l'empereur, qui tous les ans charge un officier de réunir une grande caravane, de la diriger à travers les sables de l'Égypte, et de la ramener, s'il se peut, au Maroc. Or, comme le voyage s'accomplit à la hâte, absolument de la même façon qu'une expédition militaire, et sans aucune des précautions que recommande la plus vulgaire prévoyance, dès les premières journées, les fatigues et les privations, les chaleurs étouffantes, tuent les pèlerins par centaines, et il est hors d'exemple que les sables n'en aient point gardé au moins une bonne moitié.

Les populations du Maroc, — nous ne parlons point encore de celles qui n'y vivent que par tolérance et sous le bon plaisir des tribus primitives ou conqué-

rantes, — se divisent en deux races parfaitement distinctes, la race *amazirga* et la race arabe, qui elles-mêmes se subdivisent en deux branches, la race amazirga, en Amazirgas purs et en Shilogs, la race arabe en Arabes purs, Bédouins et Hameritas, et en Arabes mêlés, Maures et Ludajas ou Arabes du Grand-Désert. Plus connus sous le nom de *Berbères,* les Amazirgas descendent des premiers habitants de cette partie de l'Afrique septentrionale qui s'étend des bords du Nil aux promontoires de l'Atlantique. Tout à côté des vieilles dénominations de Gétules et de Melanogétules, se retrouve, plus ou moins défiguré, dans quelques historiens grecs et latins, le plus ancien nom de la race, *Mezyes, Mazisgi, Macyces, Mazich.* Les Amazirgas du Maroc sont les Kabyles de l'Algérie, les Zouaves de Tunis et des îles de Gelbez, les Ademsos de Tripoli, les Tuaricks du Grand-Désert. Les Amazirgas-Berbères habitent à l'est de la partie septentrionale de l'Atlas, dans la province du Riff, qui avoisine nos possessions, s'étendant à l'intérieur jusqu'à la province de Tedla, où l'on trouve leurs frères de race, les Amazirgas-Shilogs. Des environs de Méquinez aux plages de l'Océan, le long des vastes plaines d'Ummerrebick et de Temsift, les Shilogs occupent les flancs et les contre-forts occidentaux de la grande chaîne. Au versant opposé, dans le Tafilet et le Segelmesa, quelques-unes de leurs tribus, et parmi celles-ci la tribu des Filelies, à laquelle appartient la dynastie régnante des Muley, sont parvenues à s'établir d'une façon à peu près fixe. En résumé, Berbères ou Shilogs, les Amazirgas possèdent les seules montagnes boisées du Maroc, ces vallées si fertiles dont les ondulations capricieuses se vont perdre dans la Méditerranée. C'est là qu'Abd-el-Kader a jusqu'ici trouvé ses partisans les plus fanatiques; ce sont là les vastes retranchements dans lesquels nos troupes seront obligées de le forcer, s'il est vrai qu'aux termes du traité de paix conclu avec Abderrahman, celui-ci, variant le mot célèbre des Spartiates, ait répondu : « Viens le prendre, » à la France, qui exigeait de lui qu'il livrât le trop fameux émir. Si la guerre doit un jour de nouveau éclater, c'est sans aucun doute avec les Amazirgas qu'auront lieu les premiers engagements, avec les Gomeres, les Masmudas, les Zenètes, les Havoras, les Cenegas, et cent autres tribus à demi sauvages qui tiennent leurs noms des guerriers et des patriarches qui les ont autrefois commandées ou des montagnes aux flancs desquelles sont établis leurs douairs.

La dénomination générale de *berbère* est d'origine étrangère, la première lettre de ce mot n'existant dans aucun des idiomes que parlent les tribus. Dans tous ces idiomes, *amazirga* signifie libre, noble, indépendant; c'est l'équivalent du mot *frank* chez les anciennes races teutoniques; il exprime l'indépendance à peu près complète où vivent les tribus du Riff vis-à-vis de l'empereur. Leurs douairs nomades n'abandonnent jamais les plus hautes et les plus âpres ravines. Les unes et les autres ne reconnaissent guère que l'autorité de leurs *omzarghis* ou seigneurs héréditaires et de leurs *arngaris* ou anciens. Les montagnards du Riff sont de taille moyenne, mais de formes athlétiques; leur physionomie, ordinairement ouverte, contracte, quand ils s'abandonnent à toute leur colère, une expression de férocité inouïe; à leur teint blanc, à leurs cheveux blonds, on les prendrait, non certes pour des Africains, mais pour des habitants de l'Europe du nord. Grands chasseurs et dédaignant les travaux de l'agriculture, la plupart ne tirent leur principale subsistance que des troupeaux qui paissent dans les vallées inférieures de l'Atlas.

Mais les plus curieuses des tribus amazirgas, ce sont les tribus des Shilogs, race belliqueuse, tout à fait inconnue encore à l'Europe, et qui dans ces dernières

années a pris, comme on l'a vu déjà, la plus grande part aux événements politiques. Si l'on en croit les lettrés du Maroc, il faut voir dans les Shilogs les débris, tombés à l'état sauvage, de la première colonie que les Portugais aient entreprise, bien des siècles avant d'avoir doublé le cap de Bonne-Espérance. On trouve même, dit on, aux environs de Demnest, au cœur du pays des Shilogs, une église chrétienne, dont les murs sont couverts d'inscriptions latines, et que les hordes musulmanes n'ont pas osé détruire, par crainte des esprits dont elle est hantée. D'autres leur ont donné pour aïeux les *Arabes purs*, qui, en Espagne, ont dominé sur cent tribus rivales. Ce ne sont là que des conjectures arbitraires ; elles ne tiennent point devant le témoignage des Shilogs eux-mêmes, qui, pour frères de race, reconnaissent les Berbères, et prennent comme ceux-ci la dénomination générale d'*Amazirgas*. Leur constitution, pourtant, diffère beaucoup de celle des montagnards du Riff. Les Shilogs sont d'une très-haute taille ; leur visage est brun et comme tanné par les rayons du soleil ; rien de plus expressif que leur regard, qui, sans rien perdre de sa fixité, s'enflamme et scintille ; c'est en vain que sur leurs faces basanées, et d'un aspect qui tour à tour effraie ou repousse, on chercherait un vivant souvenir des fières et mélancoliques physionomies de ces populations sarrasines qui ont laissé en Espagne les traces d'une si grande et si brillante civilisation. Les Shilogs parlent aujourd'hui un jargon à demi sauvage, qui n'a de lointains rapports avec la vraie langue arabe que par une insupportable exagération de consonnes gutturales ; leur costume ne diffère point de celui des autres montagnards, si ce n'est cependant qu'ils portent la barbe plus longue, plus hérissée, plus épaisse. Au reste, on verra plus loin à quelle simplicité primitive se réduit le costume des hommes et celui des femmes elles-mêmes dans les montagnes du Maroc. Presque toujours en guerre avec l'empereur ou avec leurs voisins, les Shilogs ne vivent que de pillage ; ils se battent à pied, à cheval, isolés ou par bandes, de toutes les façons particulières au Parthe, au Numide et au Scythe ; ils ont pour armes le poignard et l'escopette, qu'ils portent en bandoulière sur leurs épaules, à l'aide d'une corde de feuilles de palmier. Si rudes que doivent être les rencontres et les mêlées, ils ne se présentent à l'ennemi que le corps presque entièrement nu. Dans toutes leurs expéditions, dans tous les périls, ils se font accompagner de leurs femmes, armées comme eux, comme eux ne gardant du costume national que les sandales de cuir et le pagne, comme eux se battant à pied ou en croupe derrière leurs maris ou leurs amants, et plus qu'eux peut-être s'acharnant au carnage et aux déprédations. Les femmes des Shilogs n'ont de faveurs et de préférences que pour la bravoure implacable et féroce ; en temps de guerre, chacune d'elles se munit d'une sorte de vase rempli d'ocre rouge, qui lui sert à imprimer les marques de l'infamie sur les poltrons et les fuyards. Par sa stoïque sobriété, le Shilog contraste avec le Maure des plaines et surtout avec le Maure des villes, dont le principal défaut est précisément une gloutonnerie effrénée. Le Shilog ne mange point de poisson ni de viande ; il ne se nourrit que de mauvais légumes, d'herbes amères, de fruits et de racines, de fromage, et, dans les grands jours, d'un indigeste pain de maïs. Aussi profondément dépravés que le peuvent être des sauvages, les Shilogs n'ont au demeurant qu'un seul des vices de la civilisation, nous voulons dire une avarice excessive, et qui en saurait remontrer aux juifs thésauriseurs de Salé ou de Tétuan. On aurait de la peine à supputer la richesse monnayée qui se trouve sans aucun doute enfouie dans leurs huttes misérables, d'où jamais l'on ne voit sortir les sommes énormes qu'ils rapportent de

leurs incessants pillages, ou que leurs menaces arrachent aux sultans et aux pachas. Le jour où la guerre devrait recommencer contre l'empereur, nous sommes convaincu qu'on pourrait lui opposer les Shilogs, en les prenant par leur faible, cet amour excessif du butin et de l'or; parmi eux, les tribus vaillantes de Zenetta et de Sanhagia formeraient au besoin une sorte d'état indépendant, qui, en très-peu de temps, isolerait le sultan du Tafilet et des autres districts du midi.

Les plaines du Maroc appartiennent aux Arabes et aux Maures; dans quelques provinces, les deux races se sont à tel point mêlées, que l'on ne peut plus les distinguer l'une de l'autre; tout auprès, il en est d'autres où elles se sont développées côte à côte, sans plus contracter d'alliance qu'à l'époque où elles franchirent ensemble le détroit pour conquérir l'Espagne. Maures et Arabes sont en général d'une taille élevée, d'une constitution souple et robuste, d'une agilité à l'épreuve de toutes les fatigues ; pour la conformation du visage, pour la couleur des cheveux, ils ressemblent presque de tout point aux Espagnols des provinces méridionales. Leur regard est vif, leur geste énergique. Présomptueux et fanfarons, ils sont prompts à promettre, comme les Andaloux ; mais, comme les Andaloux, ils sont sujets à oublier leurs engagements aussitôt après les avoir contractés. A Dieu ne plaise pourtant que nous assumions sur nous la responsabilité d'un tel rapprochement! c'est aux voyageurs espagnols que nous laissons le mérite de l'observation. Quand les Maures et les Arabes s'engagent par écrit, leur premier soin est de chercher de quelle façon ils pourront fausser leur parole; mais, en dépit de cette barbarie séculaire qui, au Maroc, va tous les jours augmentant, Maures et Arabes sont merveilleusement doués encore pour le commerce : on peut compter sur eux, du moment où l'habitude des affaires leur a révélé l'importance et les avantages du crédit. Du reste, les Maures d'Afrique sont excessivement enclins aux plaisirs de l'amour, et surtout à ceux de la table ; ce n'est pas sans raison que le prophète avait interdit à ses sectateurs l'usage du vin et des liqueurs, et celui des viandes fortes et grasses. Presque partout aujourd'hui, ces prohibitions du Koran sont tombées en désuétude; dans les villes populeuses, sur vingt Maures, il en est au moins quinze qui, chaque semaine, s'enivrent une ou deux fois, sinon plus souvent. L'autorité religieuse est assez indulgente envers les croyants qui s'adonnent à l'ivresse ; il ne faudrait pas trop cependant se fier à sa tolérance : en bien des occasions, il lui prend de si vifs scrupules, qu'elle s'empare brutalement de quiconque a ainsi transgressé la loi du prophète, et le fait fouetter jusqu'à ce qu'il ait repris l'empire de ses sens.

En général, ce sont les Maures qui habitent les villes; les Arabes originaires de l'Yémen, les Bédouins, les Arabes *purs* enfin, sont presque tous répandus dans les campagnes, où ils sont, comme les Berbères du Riff, réduits à l'état nomade. Comme les Berbères, ils vivent sous des tentes de poil de chèvre; comme chez les Berbères, les femmes sont parmi eux chargées des travaux pénibles ; ainsi que les clans amazirgas, les tribus arabes ne s'allient presque jamais avec les hordes voisines : elles campent cependant à peu de distance les unes des autres, au bord des fleuves ou des fontaines, non loin des tombeaux de leurs *saints,* et comme leurs tentes sont disposées en cercle, le camp entier prend le nom de *douair,* qui signifie *rond.* Les Arabes purs ne sont point, comme les Maures, perfides ni sujets à la colère; ainsi que les premiers patriarches, ils exercent la plus franche et la plus cordiale hospitalité. S'ils donnent leur parole, on peut s'y fier, ils la tiendront. Par un étrange contraste, les Arabes purs sont peut-être les plus grands et

les plus déterminés voleurs de la terre; si l'on met à part ce défaut, qui n'a rien de l'antique naïveté biblique, et leurs superstitions d'origine mahométane, on ne voit pas trop en quoi, aujourd'hui même, ils diffèrent de leurs pères, les Arabes du temps de Job.

Tout à côté, ou plutôt parmi les populations de race conquérante ou du moins indépendante, il existe au Maroc trois classes de parias, les esclaves nègres et blancs, les juifs et les renégats. De l'un à l'autre bout de l'empire, on trouve des esclaves nègres chargés des soins domestiques et des travaux de l'agriculture. Leur position pourtant est loin d'être aussi misérable que celle des serfs en Russie et des nègres au Nouveau-Monde. En aucune occasion, le maître n'a le droit de frapper son esclave, ni de lui imposer une tâche au-dessus de ses forces. L'esclave a un alcade spécial, nègre comme lui, auquel il peut porter ses plaintes. De concert avec le pacha, l'alcade noir prend les mesures nécessaires pour obliger le maître à vendre l'esclave maltraité. Aux termes du Koran, aucun sectateur de l'islam, fût-ce un pacha, un cadi, fût-ce le sultan, ne peut avoir de relations intimes avec l'esclave de sa femme, si d'abord il ne décide celle-ci à l'émanciper. Si, avant l'affranchissement, l'esclave devient enceinte, elle doit renoncer à l'espoir que sa condition puisse jamais changer, et son enfant appartient à l'épouse légitime. Quand l'esclave appartient en propre au mari, le Koran la déclare libre par le seul fait de la grossesse, et son fils ou sa fille entre dans la famille du père sur un pied d'égalité parfaite vis-à-vis des autres enfants. L'affranchissement est du reste extrêmement commun au Maroc, et il n'est presque pas de Maure, surtout s'il est de race noble, qui, avant de mourir, n'émancipe lui-même la plupart de ses esclaves dans son testament. Il ne faut pas, du reste, ranger tous les noirs du Maroc dans la classe des esclaves ou des affranchis : parmi les nobles et les grands dignitaires, même parmi les pachas, on voit encore de vrais nègres, descendants directs des hordes qui du fond de la Guinée ont répondu à l'appel des premiers conquérants.

Les Marocains réservent toutes leurs rigueurs pour leurs esclaves blancs, oui, leurs esclaves blancs, de nations européennes et chrétiens, ni plus ni moins qu'à l'époque où les forbans de l'Afrique venaient croiser à la vue de nos ports, et où les laboureurs d'Andalousie se réfugiaient précipitamment dans les villes en criant : « Les Maures à la côte (*hay Moros en la costa*)! » C'est un chapitre de mœurs marocaines inconnu encore à l'Europe, et sur lequel nous voulons insister pour montrer que, vis-à-vis des puissances barbaresques, nous ne sommes pas si loin du moyen âge que nous le pourrions croire. Depuis que la civilisation du christianisme a décidément prévalu sur le régime de l'islam, c'est dans le midi du Maroc, dans les districts confinant au désert, que subsiste l'esclavage des chrétiens; on pourrait dire que cet esclavage se recrute de la façon la plus régulière au sud de Mogador, à une distance de cinq ou six jours de marche tout au plus. Les malheureux qui le subissent sont pour la plupart des marins naufragés, des pêcheurs de l'archipel des Canaries. Le nombre des captifs, il est tout à fait impossible qu'on le sache, les points les plus rapprochés de Mogador, Wadnoon et Lous par exemple, étant pour l'Europe entière un livre complétement fermé. C'est un devoir de religion scrupuleusement observé par les habitants de ce pays, de ne point laisser pénétrer jusqu'à eux les chrétiens, bien que des frontières du Grand-Désert ils viennent eux-mêmes trafiquer jusqu'à Mogador. Le peu qu'on sait des chrétiens qu'ils ont réduits en esclavage, on n'a pu l'apprendre que d'un

très-petit nombre de captifs parvenus à rompre leurs chaînes, ou dont les maîtres avares ont enfin accepté la rançon ; encore ne peuvent-ils presque rien dire des compagnons d'infortune qu'ils laissent chez les barbares : les uns périssent misérablement sur les côtes, c'est la faim qui les tue ou la peste; les autres vont se perdre, à la suite de leurs maîtres, parmi les tribus du Grand-Désert, et le Grand-Désert ne les rend jamais.

Autrefois, quand les vaisseaux européens s'aventuraient dans le canal des îles Canaries, non loin des côtes de Wadnoon, plusieurs échouaient, et les équipages avaient à choisir entre la mort et la servitude. Depuis longtemps, les navigateurs ont reconnu à quels écueils ils allaient se briser dans ces parages : ils passent maintenant à l'ouest des Canaries, et l'on a beaucoup moins de naufrages à déplorer; mais les pauvres pêcheurs des Canaries sont encore obligés d'aller chercher dans le canal leur subsistance précaire. Malheur à eux s'ils viennent à être surpris par le calme! ils n'ont plus alors qu'à se coucher sur leurs filets jusqu'à ce qu'ils aient expiré de besoin et d'épuisement. Malheur à eux surtout si les vents violents qui brusquement s'élèvent dans ces mers capricieuses les jettent sur les côtes de Barbarie! la mort serait préférable au sort qui les y attend. Dès que les Maures s'en sont emparés, ils affectent d'abord de compatir à leur misère, pour découvrir s'ils sont en état d'exercer un métier dont leurs hôtes, ou plutôt leurs maîtres, puissent tirer quelque profit. Si en effet ces derniers peuvent exploiter leur force ou leur adresse, c'en est fait pour la vie de leur liberté; on les interne immédiatement dans l'Afrique, bien loin par-delà le désert. S'ils sont impuissants à faire œuvre de leurs mains, on se résout quelquefois à les vendre à quelque juif plus avide encore, qui à son tour les livre, moyennant une forte rançon, aux agents des vice-consuls de Mogador. C'est là un cas extrêmement rare; plutôt que de les vendre, les Maures, quelle que soit leur proverbiale avarice, se donnent le plaisir de verser leur sang. A l'heure qu'il est, il existe à Wadnoon un pêcheur espagnol dont le rachat a été l'objet de longues négociations entre son maître et le vice-consul d'Angleterre, qui est aussi vice-consul d'Espagne, M. Wellshire, celui-là même que nos braves marins ont tout récemment recueilli à Mogador. M. Wellshire a eu beau faire, le Maure n'a voulu consentir à lui renvoyer le pêcheur que si on lui comptait 200 duros, c'est-à dire la valeur de 1,000 francs, rançon énorme que M. Wellshire, pauvre comme tous les vice-consuls, n'était pas en mesure de payer. Au reste, il faut tout dire, M. Wellshire se fût décidé à donner les 200 duros, qu'il aurait infailliblement couru l'un de ces deux risques : ou que le Maure, après avoir touché l'argent, eût refusé de lui livrer l'esclave, ou bien que le gouvernement espagnol eût fait difficulté de lui rembourser la somme. Cela s'est vu, il y a trois ans environ, à l'occasion d'un autre naufragé que M. Wellshire avait racheté de ses propres deniers. D'ailleurs, en supposant que ces malheureux mille francs se trouvent enfin et qu'on les offre au Maure qui les a exigés, est-il bien sûr qu'il n'ait pas perdu déjà toute confiance en la générosité chrétienne, et qu'il puisse rendre encore son captif? Quoi qu'il en puisse être, il est vraiment honteux pour l'Europe qu'on se soit vu obligé d'entamer des négociations pareilles, et sans réussir, à quelques journées des places fortes dont les canons chrétiens tiennent incessamment en respect la barbarie musulmane des deux côtés du détroit de Gibraltar. L'Europe se doit à elle-même de reconquérir ceux de ses enfants qui, en plein XIXe siècle, sont esclaves dans les districts méridionaux du Maroc; c'est là une œuvre d'humanité dont

l'accomplissement ne peut se faire attendre. Hélas! jusqu'au jour où l'Europe sera parvenue à faire comprendre aux Maures les plus simples principes du droit des gens, il faut bien se résigner à traiter avec leur avarice. Dieu sait le nombre de malheureux que l'on pourrait arracher à un sort intolérable, si à Mogador s'établissait une société où seraient représentées toutes les nations chrétiennes, bien décidée à racheter, sans acception de secte ni de pays, tous ceux dont on lui viendrait demander la rançon. Il y a dix ans, un marchand de Londres, qui par miracle avait échappé aux forbans de Wadnoon, ordonna dans son testament que la moitié de sa fortune fût consacrée à briser les fers des Anglais esclaves au sud de Mogador. Cette disposition charitable n'a pas encore été mise à exécution. D'année en année, les intérêts ont grossi le capital, les exécuteurs testamentaires peuvent disposer aujourd'hui d'une somme très-considérable, dont on dirait qu'ils se trouvent embarrassés, car ils ont l'intention de demander au parlement que cette somme puisse être employée à fonder une école gratuite. La pétition sera énergiquement combattue, nous le savons ; des voix éloquentes demanderont que la volonté du testateur soit scrupuleusement respectée. L'honneur anglais, celui de la chrétienté entière, ne peut souffrir qu'un tel legs soit détourné de sa première destination.

Mais quittons les parias des contrées lointaines et revenons à ceux dont on peut voir l'abjection et les misères, pour peu que, par Tanger ou Tétuan, on pénètre dans l'intérieur du Maroc. De tous ces derniers, sans aucun doute, ce sont les renégats qui maintenant se trouvent le plus à plaindre. Les renégats sont presque tous des condamnés aux présides espagnols, échappés de Ceuta, de Melilla, d'Alhucemas, du Penon de la Gomera. Et comme il subsiste entre le Maroc et le cabinet de Madrid un traité spécial qui stipule l'extradition des condamnés et des proscrits réfugiés chez les Maures, les malheureux, pour n'être point ramenés aux présides, se voient obligés d'abjurer leur religion et leur nationalité. La classe des renégats est assez nombreuse au Maroc ; de jour en jour, elle s'accroît, et l'on a vu des années où le chiffre des réfugiés s'est élevé à plus de trois cents ; de toutes les classes de la population, celle-ci est la plus méprisée, la plus avilie, la plus opprimée. Dans les cas de guerre civile ou de guerre étrangère, le sultan fait courir sus aux renégats pour les enrôler de vive force sous les bannières impériales ; voilà comment, à la bataille de l'Isly, il s'est trouvé des Espagnols dans les rangs des artilleurs marocains. C'est, du reste, il faut tout dire, un renégat, nommé Piloti, qui a dressé les Maures à l'exercice du canon. Comme jusque dans ces derniers temps ils ne pouvaient espérer de grâce, s'ils venaient à tomber entre les mains de leurs anciens co-religionnaires, les renégats se battaient avec l'intrépidité du désespoir ; mais à aucune époque on n'a reconnu les services qu'ils ont pu rendre, et l'immense majorité, nous en sommes sûr, se fût estimée trop heureuse qu'on lui eût permis d'aller reprendre aux présides ses chaînes les plus dures. On ne se souvient au Maroc que d'un seul renégat qui soit parvenu à prendre rang parmi les pachas, et encore s'agit-il de ce fameux aventurier hollandais du nom de Ripperda, qui, après avoir été député aux états généraux dont le concours énergique fit la force du stathouder Guillaume contre le roi Louis XIV, ambassadeur du roi Philippe V à Vienne, duc et grand d'Espagne, premier ministre de la monarchie, se réveilla tout à coup de ses rêves accomplis d'ambition et de grandeur dans un cachot de la tour de Ségovie. Ripperda s'échappa de la tour de la façon la plus étrange et la plus romanesque ; traversant le Portugal, où il était proscrit ni plus ni moins qu'en

Espagne, il alla se réfugier à Londres, où le poursuivit la colère d'un roi dont il avait été le plus cher favori. Le séjour de Londres n'étant plus sûr pour lui, Ripperda s'enfuit au Maroc et embrassa l'islamisme. Ripperda était né catholique; mais il se fit protestant en Hollande pour se frayer un chemin plus court aux honneurs : dans la catholique Espagne, il va sans dire qu'il était revenu à sa première religion. Ripperda est le vrai Bonneval de l'Espagne : il faut le dire pourtant, le général français n'était point tombé de si haut ni si bas que le ministre espagnol; Bonneval est mort pacha à Constantinople. Disgracié par l'empereur après une expédition malheureuse qu'il avait commandée lui-même contre Ceuta à la tête de toutes les forces marocaines, Ripperda se vit obligé, pour vivre, d'exercer, comme un esclave, la profession de jardinier à Tétuan, et l'on ne sait pas même comment il est mort.

Les juifs du Maroc ont pour ascendants directs les juifs chassés d'Italie en 1342, des Pays-Bas en 1350, de France et d'Angleterre en 1403, d'Espagne en 1492, de Portugal en 1496. En butte aux mauvais traitements, aux avanies, aux injures, les juifs ne s'en sont pas moins rendus maîtres du commerce intérieur et extérieur, du pays entier, pour tout dire, par la persévérance de leur avarice, de leur souplesse et de leur cupidité. Les musulmans s'aperçoivent d'une si étrange domination : ils s'en indignent et redoublent de cruautés et de mépris; mais que peuvent la brutalité sur l'hypocrisie et l'astuce, l'orgueil sur l'intérêt, la tyrannie besogneuse sur la servitude opulente? Malgré qu'ils en aient, les musulmans subissent l'empire des juifs. Dans une seule circonstance, les sectateurs de l'islam se relâchent de leurs dédains et de leurs rigueurs envers les disciples de Moïse. Quand la guerre ou la peste désole l'empire, quand on redoute une grande calamité publique, le sultan ordonne que, pour apaiser ou détourner la colère du ciel, on fasse des prières dans toutes les mosquées. Si méprisés, si détestés qu'ils soient, les juifs sont alors, de la part des pachas et des cadis, l'objet des sollicitations les plus vives et des plus sincères prévenances; on ne leur ordonne point, on les supplie de vouloir bien, dans leurs synagogues, prier Dieu de se montrer miséricordieux envers toute créature humaine vivant sous la loi du sultan. Couverts de cendres et les habits déchirés, exténués par les macérations et les jeûnes, israélites et musulmans parcourent en procession les villes et les campagnes; Maures et juifs n'abandonnent les mosquées et les synagogues que pour vaquer aux soins indispensables de la vie; ils passent les journées entières à gémir et à se meurtrir le front, les uns sur la tombe de leurs *xherifs* et de leurs santons, les autres dans les caveaux où reposent leurs sages et leurs plus illustres docteurs. Mais quand la terreur publique s'est enfin dissipée, les juifs ont soin de se tenir cachés pendant quelques semaines; honteux d'avoir associé à leur douleur ou à leurs alarmes ces enfants dégradés de Moïse, les fiers musulmans, s'ils les rencontraient dans le premier moment de l'humiliation et de la colère, leur feraient expier chèrement d'avoir osé implorer, pour la grande famille privilégiée du prophète, la clémence d'un Dieu qui les a réprouvés.

Les juifs du Maroc ne sont pas tous, du reste, d'origine européenne. Un très-grand nombre, si l'on en croit M. Calderon, — et ceux-ci forment des tribus isolées au milieu des Amazirgas, — sont venus de l'Asie; eux-mêmes, à l'époque où nous sommes, dit l'écrivain espagnol, se donnent encore le nom de *Palestins*. A quelle époque s'est accomplie cette émigration mystérieuse? On l'ignore, et qui jamais le pourra savoir? Don Serafin Calderon ne serait point surpris que leurs

ancêtres eussent poussé jusques-là, lors des persécutions assyriennes; mais il se hâte d'ajouter qu'il est impossible d'invoquer une preuve à l'appui d'une si hardie assertion. Nous croyons, quant à nous, que l'on peut, sans trop sacrifier à la manie du paradoxe, voir en eux les descendants des plus anciens habitants du pays, ni plus ni moins que les Amazirgas, auxquels ils ressemblent de tout point, pour les mœurs et les manières, pour quoi que ce soit enfin, la religion exceptée. Ne sait-on pas qu'avant l'invasion arabe, avant que les populations de l'Atlas eussent embrassé l'islamisme, les plus hautes vallées, les plus âpres ravines, étaient remplies de tribus professant le judaïsme, et qui n'avaient rien de commun, à part le culte, avec les juifs de Syrie? Pourquoi donc quelques-unes d'entre elles n'auraient-elles point conservé leurs pratiques religieuses dans un pays où les siècles ne peuvent altérer les moindres traditions de famille? Si vis-à-vis des Amazirgas purs et des Shilogs elles vivent sur un pied d'égalité complète, si elles ne connaissent point l'abjection que subissent les juifs venus d'Europe dans les villes de la plaine où la seule différence d'origine a fait de tout temps les parias, n'est-ce pas une preuve que leurs enfants sont frères de race pour les Shilogs et les Amazirgas?

Nous avons montré l'état d'isolement, sinon même d'hostilité permanente, où vivent à l'égard les unes des autres les populations du Maroc, races primitives, races conquérantes, races proscrites. Dans les lois et les institutions de ce pays, est-il une idée, un principe, qui, parvenant enfin à se dégager des excès inséparables du despotisme musulman, puisse un jour rapprocher ces races et enfanter la cohésion vigoureuse par laquelle s'enfantent ou se régénèrent les sociétés politiques? Non, évidemment, puisque après tout ce sont ces institutions et ces lois qui ont déterminé, on va le voir, la dissolution de la société marocaine; ce sont elles qui chaque jour davantage précipitent la décomposition et rendent plus difficiles les moyens d'y remédier.

IV. — GOUVERNEMENT POLITIQUE ET MUNICIPAL. — ORGANISATION MILITAIRE. — FORCES DE TERRE ET DE MER.

L'empereur du Maroc porte deux titres officiels qui définissent exactement son autorité; il se nomme l'Amir-el-Mumenin, *prince des fidèles,* ou bien le Califa-el-Haligui, *vicaire de Dieu sur la terre;* sa puissance n'est limitée que par le Koran, ou, pour mieux dire, par la capricieuse et arbitraire interprétation qu'il en peut donner. Le sultan marocain n'a point, comme le grand-seigneur de Constantinople, de muphtis ni d'ulémas se réunissant en conseil et se prononçant sur toutes les questions politiques ou religieuses. C'est par sa volonté absolue que tout se fait et se tranche; pour mieux imprimer à son peuple le respect et la crainte de son autorité, pour la lui rendre toujours présente, l'empereur maure l'exerce lui-même ostensiblement, à toute heure; point de ministres qui se placent entre lui et ses sujets. Parfois cependant il veut bien mander auprès de sa personne deux ou trois de ses innombrables parents, deux ou trois cadis, quelques officiers de sa garde, qui, s'asseyant en rond autour de lui, applaudissent invariablement à tous ses desseins, à toutes ses résolutions. Cette espèce de divan se nomme le *mezlès* ou le conseil assis; les courtisans dont il est composé prennent le nom de *mokaseni* ou *sajebi-udina*, compagnons ou amis de notre seigneur. L'un d'entre eux remplit les

fonctions de *wasyr ;* mais ces fonctions, jadis si importantes à la cour des anciens califes, se réduisent aujourd'hui à celles de *keleb-el-amir* ou de secrétaire du prince. C'est le keleb-el-amir qui, sous la constante inspiration du sultan, traite les affaires importantes avec les agents consulaires et en général avec tous les chrétiens. Après lui vient, dans la hiérarchie marocaine, le *mula-el-tabaa*, une sorte de garde des sceaux qui, en présence du sultan, appose à tous les décrets, à toutes les dépêches, le grand anneau impérial. Sur le cachet ainsi scellé, on peut lire non-seulement les noms et les titres du souverain, mais des sentences tirées du Koran. Sous les ordres du *mula-el-tabaa*, un intendant, qui porte le titre de *mula-el-tesserad* (*chargé des menues dépenses*), règle les dépenses du palais et y fait, à vrai dire, la police. Cet intendant et le très-petit nombre de domestiques qui avec lui concourent au service du maître n'ont point d'émoluments ni de gages; ils sont amplement dédommagés par les présents qu'ils arrachent à quiconque, Maure ou étranger, peu importe, sollicite une audience de l'empereur.

L'empereur donne ses audiences (*mesxuar*) quatre fois par semaine, à cheval, entouré de ses grands, sous un parasol qui est le signe de sa souveraine puissance, et que soutient derrière lui un de ses principaux caïds. C'est à cheval qu'il reçoit les ambassadeurs, les consuls, les voyageurs, les marchands étrangers, mais c'est à peine si on a le temps de lui dire pour quel motif on a souhaité d'être admis en sa présence : lui-même désigne la personne, — c'est presque toujours son secrétaire, — avec laquelle l'affaire se doit traiter. Soumis au même cérémonial que les étrangers, les Marocains eux-mêmes, et jusqu'aux plus hauts fonctionnaires, n'arrivent à l'empereur qu'en lui offrant, à lui et aux courtisans qui l'entourent, un présent proportionné à leur fortune; les riches pachas donnent de magnifiques chevaux, des diamants, des esclaves; les simples particuliers apportent des tapis, des pièces d'étoffe ou de poil de chèvre; les plus pauvres eux-mêmes se gardent bien de se présenter les mains vides : si peu qu'ils offrent, du reste, un mauvais roussin, un vieux mulet, quelques œufs, quelques poules, quoi que ce soit enfin, ils sont toujours sûrs d'être admis.

Dans toutes les provinces, l'empereur est représenté par un pacha, lequel a pour lieutenant un *kalifa* qui, en son absence, le remplace. Du pacha et du kalifa dépendent les caïds héréditaires, qui gouvernent les tribus des plaines et celles des montagnes; mais pour ces derniers, que l'on peut assimiler aux plus anciens chefs des clans celtiques, c'est là une dépendance purement nominale. L'empereur ne les décide à l'obéissance que par l'intermédiaire de leurs *saints* ou *xherifs*, dont nous définirons plus loin la toute-puissance. Bien que les affaires purement contentieuses et les causes criminelles soient dévolues au cadi, tout rentre, à vrai dire, dans les attributions du pacha, qui tranche les affaires comme il convient à ses caprices. Le pacha, non plus que le kalifa, n'a aucune espèce de traitement ni d'honoraires; il est rare pourtant que l'un et l'autre tardent à s'enrichir : de toutes les causes déférées à leur juridiction, il n'en est pas une qui ne leur rapporte un profit considérable. Le pacha est chargé de répartir les contributions et de les faire entrer dans le trésor public, ainsi que les amendes dont les villes ou les sujets de l'empereur sont à chaque instant frappés. Ils ne sont pour cela soumis à aucun contrôle, et l'on comprend sans peine qu'il leur soit facile d'agrandir leurs biens et d'entasser les capitaux. Il faut tout dire cependant : depuis qu'il y a des pachas et des kalifas, il est hors d'exemple qu'ils aient tranquillement joui du fruit de leurs exactions et de leurs rapines. Presque toujours

le moment arrive où, sans aucune forme de procès, l'empereur les dépouille de toutes leurs richesses, et encore doivent-ils s'estimer fort heureux qu'il ne se fasse point apporter leurs têtes en même temps que leur or.

Les questions contentieuses, les causes criminelles, les affaires civiles, sont du ressort d'un cadi, qui est aussi chargé de desservir la mosquée principale. Le cadi est arbitrairement nommé par le sultan; on n'a jamais vu, du reste, que le choix du souverain se soit arrêté sur un personnage absolument dépourvu de lumières et de considération. Le traitement du cadi est de 20 duros par mois (100 francs environ), qui se perçoivent sur les revenus des mosquées. Les grandes mosquées jouissent de biens considérables, qu'elles doivent aux libéralités du sultan et des plus riches Maures; ces biens sont gérés par un prêtre qui, en outre, dirige les cérémonies du culte. Le cadi est tenu de rendre gratuitement la justice; mais la corruption est si contagieuse au Maroc, que, dès les premiers jours de sa magistrature, le plus vertueux cadi devient aussi vénal, aussi avide qu'un vieux pacha. Sous les ordres immédiats du juge se trouve un officier (*almotacen* ou *mejacten*) chargé de mesurer les grains, d'estimer les fruits et toute sorte de marchandises, le blé et quelques produits d'Europe exceptés. Comme le pacha et le kalifa, le mejacten n'a point d'émoluments fixes; mais sous tous les règnes, il lui a suffi d'une année d'abondance pour s'enrichir. Autrefois, il y a trois ou quatre siècles, le peuple entier procédait à la nomination du mejacten; c'était là un des emprunts faits aux institutions municipales des Goths par les sectateurs de l'islam. Aujourd'hui encore, c'est par l'élection que l'on procède, bien qu'en réalité ce soit le pacha qui la dirige et la détermine. Quand l'occasion se présente de nommer un mejacten, le pacha convoque les alcades des divers quartiers de la ville, et d'autres notables au nombre de cinq cents environ : après qu'il a demandé leur avis pour la forme, l'élection se fait au scrutin secret; mais il a soin d'abord de proclamer le nom sur lequel doivent se réunir tous les suffrages, et ce nom ne manque point d'obtenir la plus ferme et la plus compacte unanimité. On concevra aisément l'intérêt que prend le pacha à la nomination du mejacten; du commencement à la fin de l'année, cet officier divise en trois parts ses profits : la première pour lui, la seconde pour le pacha, la troisième pour le secrétaire du pacha, c'est-à-dire encore pour le pacha.

Dans tout quartier des villes principales, si petit qu'il soit, un Maure des plus riches et des plus considérés reçoit de l'empereur la mission expresse de veiller au maintien de l'ordre et de la paix publique. Toutes les nuits, ce Maure est obligé de faire des patrouilles dans lesquelles il est assisté par ses voisins et par tous ceux qu'il rencontre sur sa route. Dans les fêtes et les cérémonies religieuses, c'est ce magistrat qui porte la bannière du quartier, sous laquelle tous ses administrés se viennent ranger en foule. Cette institution ne vous rappelle-t-elle point celle des gonfaloniers à Florence et dans les républiques italiennes du moyen âge?

Souvent, quand le trésor public est à sec, le sultan décrète des impositions extraordinaires qui frappent indistinctement toutes les classes de la population. Pour faciliter le recouvrement de ces contributions, on divise la ville en cinq quartiers; dans chacun de ces quartiers, un notable est chargé de répartir l'impôt suivant les ressources dont les chefs de famille peuvent disposer. Au reste, les alcades de quartier n'exercent leur juridiction que sur les sujets de race blanche; libres ou esclaves, les nègres ont un alcade particulier, nègre comme eux et chargé par le pacha de veiller à ce qu'ils ne soient point foulés et persécutés outre mesure. Quand un esclave a

de nombreux griefs à faire valoir contre son maître, l'alcade noir les apporte aux pieds du pacha, qui les accueille ou les repousse, comme il lui convient. Presque toujours, cependant, le maître est obligé de vendre l'esclave, si celui-ci peut fournir la preuve qu'il a été bien réellement maltraité.

La loi musulmane interdit à l'autorité politique d'imposer des contributions aux vrais fidèles. Les sectateurs de l'islam sont obligés tout simplement de livrer aux officiers de l'empereur le dixième de leurs revenus; encore, depuis on ne sait combien de siècles, ce dixième a-t-il été réduit à une contribution de deux et demi pour cent environ du revenu que l'on est censé avoir, celui des maisons formellement excepté. Mahomet exempte en outre de l'impôt tout homme dont le revenu n'excède point une valeur de 20 ducats. Ce n'est pas tout : les alcades de quartier, que l'empereur charge de répartir l'impôt, n'ont pas pour cela mission de fixer la somme que chacun est tenu de payer. C'est le contribuable qui s'impose lui-même, et déclare, selon l'impulsion de sa conscience, jusqu'à quel point il lui est possible de supporter les charges de l'état. Quand le trésor public est absolument épuisé, le sultan s'adresse directement au peuple, et fait un pathétique appel à son patriotisme; dans chaque province, dans chaque ville importante, le pacha convoque les plus puissants et les plus riches : il leur expose les misères de la situation, et puis, leur montrant, au milieu du prétoire, cinq ou six grands vases de terre à moitié remplis d'eau, il les invite à y mettre la somme que chacun d'eux juge convenable d'offrir à l'empereur. Les riches Maures s'approchent alors des vases, et, trempant dans l'eau leur main fermée, ils laissent tomber au fond, sans que personne puisse voir en quoi elle consiste, la contribution qu'ils veulent bien s'imposer. La nuit venue, le pacha brise les vases et envoie au sultan l'or ou l'argent qu'ils peuvent contenir. Voilà, sans aucun doute, un magnifique système, plus libéral, on en conviendra, que la plupart des lois d'impôt établies chez les peuples de la chrétienté ; il faudrait, pour l'avoir promulgué, bénir à jamais la mémoire du prophète, si, dans le chapitre même où il l'a formulé, il n'avait également décrété que l'autorité politique pourra, sans autre forme de procès, confisquer les biens des criminels et de tous les croyants infidèles qui n'observent point strictement les lois civiles et les lois religieuses. Les chroniqueurs du Maroc déclarent que les sultans ont très-rarement sollicité de leurs sujets les dons volontaires dont nous venons de parler. Nous le croyons bien : qu'avaient-ils à faire de leur demander une insignifiante portion de leur fortune, lorsqu'en leur imputant des crimes imaginaires il était si facile de la leur enlever tout entière?

Dans toutes les causes ordinaires, le cadi est juge unique. De ses sentences, on peut appeler au jugement de l'empereur ; mais presque toujours l'empereur se contente de faire examiner la cause par un second cadi, ou, si l'affaire est d'une extrême importance, par trois autres prêtres-magistrats réunis en vraie cour de justice. Presque toujours encore la procédure est verbale ; dans les causes peu graves, le cadi prononce à la simple audition des témoins. Si pourtant l'affaire présente quelque difficulté sérieuse, les parties peuvent exiger que l'on dresse une procédure écrite; mais elles sont forcées de confier le soin de leurs intérêts à des officiers publics qui, de tout point, ressemblent aux *escribanos* d'Espagne, procureurs ignorants et avides dont il serait impossible de rencontrer les pareils en tout autre pays. A mesure que se poursuit la procédure, le demandeur est tenu de communiquer toutes ses pièces, tous ses moyens à son adversaire ; la communication faite, ce dernier obtient un certain délai pour préparer sa défense, après quoi plaideurs

et témoins comparaissent une seconde fois devant le cadi, qui, sans quitter son siége, tranche la question. Le serment n'est jamais déféré aux témoins; si mauvaise que soit la réputation des Arabes, il est fort rare qu'ils cherchent à surprendre la religion du cadi. Celui-ci, du reste, ne se prononce point d'après ce qu'ils disent, mais bien d'après la considération dont ils peuvent jouir, et, si l'on nous permet de parler ainsi, d'après ce qu'ils sont. Toujours disposé à s'en rapporter à la parole des croyants scrupuleux qui, pour mieux observer la loi, n'ont pu se résoudre à quitter leur pays, il ne place qu'une fort médiocre confiance en ceux qu'a pu entraîner à l'étranger le soin de leurs affaires ou leur humeur aventureuse. Quant à ceux que l'on aperçoit toute la journée dans les rues et lieux publics, les vêtements en désordre, ne prenant aucun souci de leur dignité personnelle, fumant ou aspirant du tabac en poudre, c'est à peine si le digne magistrat consent à les écouter. Il va sans dire qu'il fait une formelle exception pour ceux qui, les jours de fête, prendraient de telles allures, car, les jours de fête, les plus sages et les plus graves se permettent toutes les folies et tous les excès.

Dans les affaires criminelles qui peuvent aboutir à une sentence capitale, il est indispensable que la culpabilité soit établie par dix témoins, bien entendu qu'il s'agit de témoins jouissant d'une considération ordinaire. Si dans la même cause il se présentait trois de ces éminents personnages qui se nomment les *sages du Koran,* il suffirait de leur déposition pour former la conviction du cadi. Dans les affaires purement civiles, la justice est beaucoup plus expéditive. Un Maure est-il condamné à payer une dette, il est tenu de l'acquitter immédiatement, s'il ne veut être conduit en prison. S'il se résigne à perdre sa liberté, le créancier est obligé de le nourrir, mais seulement au pain et à l'eau. Après trois jours d'une captivité si rigoureuse, il est fort rare que les débiteurs solvables, — on ne poursuit guère que ceux-là,— ne sollicitent point d'eux-mêmes un accommodement. Quand l'affaire en est venue là, le Koran leur accorde trente jours pour se libérer tout à fait. Si le créancier n'a, pour justifier sa demande, ni témoins ni pièces écrites, le cadi se borne à déférer le serment au défendeur. C'est là une épreuve que tout le monde redoute, même les plus considérés, même les plus honnêtes; il s'en est rencontré souvent qui, pour ne la point subir, se sont résignés à reconnaître des prétentions évidemment mal fondées. C'est en présence du peuple, dans la mosquée principale, le visage tourné vers la Mecque, que s'accomplit la terrible formalité du serment; mais quand arrive le jour où elle doit avoir lieu, des villes entières s'émeuvent, des familles puissantes imposent leur intervention, et presque toujours elles parviennent à concilier les parties.

Pour arriver à découvrir la vérité, pour forcer l'accusé à l'aveu du crime, les cadis marocains s'y prennent de diverses manières, en raison de leur caractère, de leurs sentiments plus ou moins humains, de leur humeur plus ou moins féroce. C'est par les coups de fouet, par le poids des plus lourdes chaînes, par la faim et la soif, que sont combattues les dénégations opiniâtres; souvent encore, avec des câbles de fer, le malheureux qu'on torture est attaché sur des tables de marbre glacé. Si le sultan a résolu de faire main basse sur le trésor d'un pacha, on sévit contre tous les siens, femmes, enfants, esclaves, sans distinction d'âge ni de sexe; contre tout le monde, on emploie le fouet, quelquefois le pal, le billot, le sac, où l'on coud la victime avant de la jeter à la mer. Quand la sentence est prononcée, l'application de la peine est immédiate; on connaît au Maroc des peines de quatre degrés, la mort, l'emprisonnement temporaire ou perpétuel, la mutilation, l'a-

mende et le fouet. A vrai dire, c'est presque toujours en vue de l'amende que le juge prononce la sentence, ou que les Arabes offensés traînent leurs adversaires devant les cadis. Si odieux que puissent être les crimes qu'on a commis, on est assuré de l'impunité, pour peu qu'on soit riche; on est certain d'avance que la peine sera commuée. Quand on se décide à exécuter un arrêt de mort, le condamné est fusillé par derrière; le condamné au fouet est flagellé par les rues de la ville, les mains garrottées, les épaules nues, et lui-même, de vingt pas en vingt pas, est tenu de proclamer à haute voix pourquoi il est ainsi châtié. Souvent à la peine du fouet on substitue des coups de bâton sur la plante des pieds; mais c'est là un châtiment militaire et de pure discipline, que le pacha fait arbitrairement infliger à qui lui déplaît. Au fond, si l'on excepte les époques de guerre civile et de réaction, la loi pénale du Maroc n'a d'autre but que d'assouvir la rapacité du fisc, en exaltant les vengeances et les ressentiments particuliers. Un homme est-il assassiné, son père, son fils ou son parent le plus proche, a le droit de mettre à mort le coupable, mais après la sentence du cadi, en public et sous les yeux même de la justice. Cette loi est-elle arabe, ou bien serait-elle d'origine visigothe? Par l'exécution des assassins du général Esteller, on a pu voir tout récemment qu'en Espagne la reine elle-même n'a pas le droit de prononcer une commutation de peine, si les parents de la victime n'y ont d'abord consenti. Au Maroc pourtant, il est extrêmement rare que la famille de l'homme assassiné se montre inflexible; huit fois sur dix, pour le moins, elle accepte une réparation pécuniaire, dont les trois quarts reviennent à l'empereur; le condamné n'a plus ensuite à subir qu'une année de prison. Aux époques de paix et de calme, il est presque hors d'exemple qu'on applique la peine capitale; la paix intérieure vient-elle à être le moins du monde troublée, se voit-on menacé d'une guerre civile ou d'une guerre étrangère, c'est par centaines que l'on coupe les têtes, celles des pauvres et des riches, des plus petits comme des plus puissants. Pour prévenir les mouvements populaires ou pour les réprimer, dans toutes les villes les pachas ne peuvent souvent disposer que du petit nombre de troupes qui forment la garnison sédentaire. C'est par la terreur, par la promptitude et l'énergie avec laquelle ils la répandent, qu'ils essaient de suppléer à la force que ne peuvent leur donner les institutions.

De tous les crimes qui se commettent dans les états barbaresques, c'est le vol qui est l'objet de la répression la plus sévère; jamais le voleur ne doit s'attendre à la moindre indulgence, jamais il n'est admis à la réparation purement pécuniaire; le voleur est plus durement traité que le meurtrier, le sacrilége ou le conspirateur. A peine convaincu, c'est-à-dire à peine conduit devant le cadi, le voleur est flagellé jusqu'à ce que son corps ne soit plus qu'une plaie hideuse et sanglante; à sa première récidive, on lui coupe une main; à la seconde, la main qui lui reste; à la troisième, le pied droit; à la quatrième, le pied gauche; au cinquième délit, on le fusille impitoyablement par derrière. C'est ainsi qu'on parvient à contenir ce penchant naturel au vol, qui, pour les Maures d'Afrique, est souvent une véritable et irrésistible passion. Un vol a-t-il lieu sur un chemin public ou dans tout autre endroit inhabité, l'empereur, si l'on ne peut saisir le coupable, prononce une forte amende contre la principale autorité de la ville ou du village sur le territoire duquel le vol a été commis. En promulguant cette loi, Mahomet s'était proposé uniquement d'assurer un peu de sécurité aux marchands et aux voyageurs; mais, dans un pays d'absolutisme, le législateur ne peut avoir une seule bonne intention qui, à la longue, ne fournisse un prétexte à des abus intolérables : quand il ordonne,

ou plutôt quand il provoque de pareilles enquêtes, l'empereur n'a aujourd'hui d'autre but que de tourmenter ses pachas et de les dépouiller.

Si grande que soit au Maroc la férocité des mœurs publiques, il ne faut pas s'imaginer cependant que l'on y voie à tout propos se produire les rixes violentes; au Maroc, tout le monde a le droit de sortir en armes; jeunes et vieux, riches et pauvres, Maures, juifs, chrétiens, esclaves même, tout le monde, dans l'intérieur des villes, porte un couteau, un poignard, une épée; personne ne s'aventure dans les champs sans se munir d'une escopette ou d'une paire de pistolets. On a prétendu que rien n'est si cher à l'Arabe que sa vigoureuse et rapide cavale; on s'est trompé : c'est à ses armes qu'il s'attache par-dessus tout. Pour se mettre en état d'acheter un sabre ou une arquebuse, un Arabe se résignerait volontiers au jeûne le plus rigoureux. C'est là précisément ce qui en grande partie prévient les querelles sanglantes; quand chacun est prêt à la défense, il est évident que chacun doit être moins prompt à l'agression. Nous ne parlons point ici de ces époques terribles où les guerres de succession et le défaut absolu de gouvernement provoquent tous les excès et tous les crimes; mais, si grands que soient ces crimes et ces excès, ils ne peuvent présenter un aussi affreux spectacle que les violences du compétiteur qui enfin triomphe. Pour rétablir l'ordre, pour faire sentir son autorité longtemps méconnue, le sultan vainqueur a recours à tous les genres de supplice; c'est un luxe de répression qui seul donnerait à l'Europe le droit d'aller substituer ses mœurs et ses lois aux lois et aux mœurs qui prescrivent ou autorisent une si complète barbarie. C'est alors que la mer et les fleuves engloutissent par centaines les condamnés cousus dans des sacs; c'est alors que sur les places publiques meurent lentement et dans d'inexprimables angoisses les patients empalés; c'est alors que, pour le moindre motif et souvent sans raison, on coupe les pieds, les mains, les seins, les oreilles. Frottés de miel ou d'huile, des malheureux, enchaînés dos à dos, sont exposés, jusqu'au dernier soupir, aux piqûres venimeuses des insectes; quelquefois pourtant, pour abréger leurs souffrances, on leur remplit le nez et la bouche de paquets de poudre qui, venant à faire explosion, font voler la tête en éclats; quelquefois encore, on les brûle à petit feu, on les scie, on les coupe en morceaux palpitants sous l'acier; on les enterre vifs, la tête exceptée, sur laquelle s'acharne la rage inventive des plus cruels et des plus ingénieux bourreaux du monde, les soldats noirs de l'empereur. Ces abominables supplices, Maures, Arabes, Bédouins, Berbères, tous, au Maroc, jusques aux juifs, les endurent avec une sombre résignation de sauvage. Il n'est pas rare de les voir, sur les places ou dans les marchés, quand on veut bien ne pas leur prendre la vie, cloués au poteau par la main ou l'oreille, fumer leur pipe aussi tranquillement que s'ils assistaient à une fête publique, ou bien encore, si après la mutilation on consent à les laisser libres, ramasser d'un air insouciant leur main ou leur oreille, et s'éloigner d'un pas lent et délibéré. On a remarqué pourtant que ce sont les proscrits, les victimes de l'oppression politique, et non point les criminels ordinaires qui, par un tel courage, par une telle constance, savent narguer et pour ainsi dire défier leurs bourreaux.

A l'abri de toute agression extérieure, le sultan n'avait eu d'armée jusqu'à ce jour que pour maintenir la paix publique et pour lever les impôts. L'armée marocaine se divise en troupes de l'empereur qui se nomment l'*almagasen*, et en troupes de pachas, dont le service est irrégulier. Les premières sont directement payées par l'empereur, les secondes par les villes de leurs districts, qui presque toujours leur abandonnent des terres, comme Sylla à ses vétérans. L'*almagasen*, qui,

en 1789, sous Sidi-Mohamad, était de trente-deux mille hommes, n'est plus aujourd'hui que de seize mille, huit mille fantassins et huit mille cavaliers. Outre la milice du pacha, toute ville importante a une espèce de garde nationale dont fait partie, si l'on excepte les juifs et les esclaves, quiconque est en état de porter les armes. Cette garde n'est tenue de faire le service que dans les limites de son district. Les soldats de l'*almagasen* reçoivent tous les ans deux chemises, deux turbans, deux paires de chaussures, un cafetan de drap rouge. Équipés et armés aux frais du sultan, ils ont de plus une paie d'environ un quart de duro par jour (un franc vingt-cinq centimes). Ce n'est pas tout. le sultan, dont ils font la vraie force, leur procure toujours des profits considérables, en les chargeant d'escorter les ambassadeurs, les consuls, les voyageurs, les riches marchands. Souvent, quand il est content d'eux, il envoie des présents à leurs femmes, et, pour que l'attention leur paraisse plus délicate, il choisit le jour où ils font circoncire leurs petits garçons. Aussi l'empereur peut-il compter sur le dévouement de l'*almagasen ;* de mémoire d'homme on ne l'a vu tourner ses armes contre le sultan.

L'empereur entre-t-il en campagne, il mande auprès de lui les soldats des pachas ; chacun de ces soldats reçoit, si longue que soit la campagne, vingt duros pour lui-même et trois pour sa femme. Chaque pacha mobilise la garde nationale de ses villes et prévient les caïds des tribus qu'ils aient à fournir leur contingent, un homme par dix tentes, quand le sultan ne juge pas à propos de faire un appel général. Du moment où les troupes sont en campagne, régulières ou irrégulières, peu importe, toutes, jusqu'à la garde du sultan, vivent aux frais de la province qu'elles occupent. Rien de plus simple que la hiérarchie militaire; après les pachas et leurs kalifas, les *mocademes*, qui sont de vrais colonels; après les *mocademes*, des *alcaïdes* qui ont sous leurs ordres jusqu'à cinq cents hommes; puis des *alcaïdes* inférieurs qui n'en ont guère que vingt-cinq ou trente. Le sultan lui-même se met d'ordinaire à la tête de ses troupes ; s'il se fait remplacer, c'est toujours par un de ses fils ou du moins par un de ses parents.

Bien traité par ses chefs, bien nourri, bien payé, le soldat marocain est soumis, intrépide, plein d'ardeur et de bonne volonté. A pied comme à cheval, il tire son coup d'arquebuse, comme autrefois le Numide sa flèche, avec une adresse, une précision incroyables ; c'est encore le cavalier des Juba et des Massinissa. Dans cet exercice militaire de l'équitation, c'est surtout le Shilog qui excelle. Quant à l'ordre de bataille, le glorieux bulletin de l'Isly l'a déjà fait connaître à l'Europe : la cavalerie se divise en deux parties égales, et forme les deux ailes; elle se déploie comme un grand croissant, au centre duquel se placent les fantassins. Un moment avant l'attaque, chacun récite un verset du Koran ; puis, jetant d'une voix terrible son cri de guerre : *La ilah, ela ilah!* l'armée entière se précipite sur l'ennemi. Que celui-ci soutienne son premier choc, et il est sûr de la victoire ; *mocademes* et alcaïdes essaient en vain de reformer les rangs de leurs troupes pour les ramener à la charge : rien ne peut retenir ces soldats fatalistes qui, dans leur moindre revers, voient un signe manifeste qu'Allah a résolu de ne leur point accorder la victoire. Dans toutes leurs rencontres avec les troupes européennes, c'est principalement le défaut d'artillerie qui assurera leur défaite. Il y a cependant au Maroc deux mille artilleurs environ, presque tous renégats et disséminés dans vingt-cinq forteresses, à Fez, à Méquinez, à Maroc, à l'entrée des plus périlleux défilés, à Tanger, à Salé, à Larache, le long des côtes enfin de la Méditerranée et de l'Océan. Bien qu'elles soient hors d'état de soutenir une attaque habilement

dirigée, les forteresses de la côte sont pourtant les moins délabrées, les mieux pourvues de canons. Mal montées, mal construites, les batteries marocaines sont composées de pièces de fer ou de bronze, d'un calibre variant entre huit et vingt-quatre; Tanger a quelques mortiers de dimensions inégales; quant à l'usage de l'obusier, il est encore inconnu dans tout le Maroc. Nous ne parlons point des artilleurs : la bataille d'Isly a montré ce qu'ils savent faire; si l'on excepte un très-petit nombre de renégats, ils sont à peine capables de manier le levier et l'écouvillon.

Dans l'*almagasen*, le métier de soldat est héréditaire et réputé noble; c'est un privilége que l'empereur lui-même se réserve de conférer, quand vient à s'éteindre une famille qui en est investie. Qu'ils appartiennent aux troupes régulières ou aux troupes irrégulières, tous les soldats sont tenus d'exécuter aveuglément les sentences prononcées par les pachas et les cadis, si ce n'est pourtant celles qui entraînent la mutilation des membres ou la perte de la vie. C'est l'empereur qui fait exécuter par les nègres de sa garde les mutilations et les arrêts de mort. On s'étonne, au premier aspect, que des soldats nobles soient ainsi convertis en bourreaux; mais on sait que, dans tout l'Orient, ce nom de bourreau ne soulève aucun sentiment d'horreur ni de réprobation.

Si peu nombreuse, si mal disciplinée que soit aujourd'hui l'armée régulière, on ne peut s'empêcher pourtant de trouver son organisation admirable, si on la compare à celle de la marine, dont l'administration d'Abderrahman a précipité et consommé la décadence. En 1793, quand Muley-Soliman monta sur le trône, sa flotte se composait de dix frégates, de quatre brigantins, de quatorze galères, de dix-neuf barques canonnières, montées par six mille marins exercés; celle d'Abderrahman n'est plus maintenant que de trois brigantines qui à peine porteraient quarante canons, et de treize grandes barques, tant bien que mal embossées à l'embouchure du Buregreg, du Lucos et du Martil. Ce dernier fleuve est celui qui baigne les remparts à demi écroulés de Tétuan. Barques et brigantines sont montées par quinze cents hommes tout au plus; dans ce nombre, il faut compter, non-seulement les officiers de marine et leurs soldats, mais les ouvriers des ports. Ces ouvriers sont, dit-on, des charpentiers assez habiles; quant aux officiers et à leurs soldats, ce sont, on le conçoit, les plus ignorants de tous les marins de la terre. Sur les côtes même d'Andalousie, il n'est pas un pêcheur qui, en fait de sciences exactes et de tactique navale, ne fût capable de leur en remontrer. Point de chantiers ni d'arsenaux, si ce n'est à Salé; et encore, à Salé même, les travaux ont-ils été abandonnés, ou peu s'en faut, depuis l'époque où Abderrahman eut la malheureuse idée de faire construire une grande corvette qui, achevée complétement, armée de tous ses canons et de toutes ses voiles, ne put pas même être lancée à la mer.

V. — PRODUCTIONS DU SOL. — ÉTAT PRÉSENT DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.

A ce gouvernement brutal et inintelligent, qui ne sait ni se constituer, ni organiser ses moyens de conservation et de défense, le ciel a livré pourtant un des plus beaux et des plus fertiles pays de la terre. A l'exception des hautes cimes de l'Atlas, les collines, les vallées, les plaines, sont partout recouvertes d'une terre

végétale extrêmement féconde : ce ne sont que débris d'ocre, lits de marne et de plâtre, heureusement combinés avec le silex et le détritus des forêts. Nulle part on n'aperçoit les traces de convulsions souterraines et d'éruptions volcaniques. Comme dans le reste de l'Afrique, les montagnes sont à peu près déjà dépouillées d'arbres; les genêts, les buis, les lentisques y forment d'épais fourrés, qu'il faudrait s'attacher à détruire avant d'y entreprendre les grandes plantations. Loin des villes pourtant s'élèvent encore de magnifiques taillis de chênes, de hêtres, de yeuses, de genévriers, et d'autres arbres d'un bois dur et solide; mais, si on ne se hâte d'arracher le pays à la barbarie qui le désole, avant un demi-siècle ces forêts auront disparu. C'est là que durant les guerres civiles se réfugient les proscrits et les partis vaincus, et, pour les en chasser, on n'imagine point de meilleur moyen que d'y porter la dévastation et le feu.

Dans un espace formant une circonférence de plusieurs lieues, chaque ville importante est entourée de *huertas*, prairies, champs et jardins, que séparent les uns des autres de superbes haies de lentisques. Aussi loin que le regard peut s'étendre, ce ne sont dans les *huertas* bien cultivées que bosquets d'orangers, de citronniers, de mûriers, çà et là coupés par des treilles appuyées à l'érable, comme dans le midi de la France, et par toute espèce d'arbres fruitiers. Vous diriez du midi de l'Espagne, si ce n'est pourtant que les rivières du Maroc sont plus abondantes, plus limpides, plus poissonneuses, que les canaux, plantés de roseaux gigantesques et de peupliers élancés, y sont mieux entretenus qu'à Murcie même ou Valence, que la végétation y est plus rayonnante et plus vigoureuse, les fruits plus gros, plus savoureux et d'un arome plus pénétrant. A vrai dire, il n'y a de bien entretenu au Maroc que les canaux d'irrigation, qui sont l'objet d'un chapitre spécial du Koran. La plupart des *huertas* sont si mal cultivées, qu'au bout d'un certain temps les jardins se convertissent tout naturellement en prairies; les hautes herbes y étouffent les orangers et les autres arbustes : rosiers, grenadiers, et toutes les fleurs rares qui au Maroc revêtent des couleurs splendides, disparaissent à la longue sous les mauves, les orties blanches et rouges, les rudes scabieuses et les autres filles vigoureuses de la flore champêtre et sauvage, qui en Afrique se reproduisent et se développent plus promptement et plus énergiquement encore que dans notre midi.

Pour faire la fortune du Maroc, il suffirait des potagers qui entourent les villes, où croîtraient aisément toutes nos plantes légumineuses, mais qu'une culture paresseuse et inintelligente réduit à n'être que d'arides pelouses et des halliers épineux, où rampent, s'agitent, bavent et sifflent incessamment, sur les bleues et blanches ardoises que fait resplendir le soleil, des républiques entières de lézards et de serpents. La nature a tout fait pour l'homme dans ce pays, où il suffit de dégager le sol et de l'entr'ouvrir pour développer les germes féconds; mais l'homme s'y est fait une telle habitude de l'abjection et de la misère, que, s'il lui en doit coûter la moindre fatigue, la pensée ne lui viendra pas d'en sortir. C'est au hasard que l'on y sème le blé, le maïs, l'avoine et les autres céréales; c'est au hasard qu'on les recueille avec une multitude de graines mauvaises qui semblent être l'objet principal de la culture et de la moisson. Point d'engrais, pas le moindre aménagement pour les terrains qu'on épuise, tandis que tout à côté s'étendent de vastes plaines incultes où errent, parmi les broussailles, les taureaux à demi sauvages et les chevaux indomptés. La moisson se fait à l'aide de faucilles extrêmement petites qui rendent la besogne si longue, qu'on se rebute avant d'en être venu à bout; le

blé se coupe à mi-tige, ou, pour mieux dire, on se borne à couper les épis qui dépassent les herbes mauvaises; et, comme on n'entreprend l'œuvre qu'à la dernière extrémité, au moment où les épis, trop mûrs et gonflés outre mesure, laissent de toutes parts échapper le grain, presque tous déjà sont à demi vides quand on les entasse sur les chariots qui les doivent transporter au village. En dépit d'une si stupide négligence, les céréales du Maroc sont d'une qualité supérieure; mais on connaît si peu les moyens de les conserver, qu'avant l'exportation ou la consommation qui s'en fait sur place, elles finissent presque toujours par subir une avarie complète : ce n'est que dans les villes ou dans les villages situés aux environs des villes qu'on les enferme en des chambres bien closes. Les plus prévoyants les enterrent dans de grands paniers d'osier ou de paille; c'est le seul moyen de les soustraire à l'avidité des pachas, quand pour l'entretien de la maison du sultan, pour la nourriture des troupes, et sous vingt autres prétextes, les pachas font exécuter des *razzias* générales qui, d'un seul coup, ruinent les populations.

De toutes les productions naturelles à l'Afrique et à l'Europe, il n'en est pas une seule qui ne puisse prospérer au Maroc; le lin, le chanvre, la vigne, l'olivier, le tabac, tout enfin y deviendrait d'une ressource inépuisable, si par la même indifférence on ne semblait prendre à tâche de contrarier la nature qui sous ce beau soleil, au bord de ces grandes rivières, dans ces plaines toujours vertes, prodigue en pure perte ses plus riches trésors. La culture du tabac, il est vrai, y est moins négligée que celle de l'olivier ou de la vigne; mais le tabac du Maroc est trop capiteux, son odeur extrêmement désagréable, et l'on aurait beaucoup de peine à le faire accepter aux plus misérables *presidarios* d'Alhucemas et de Ceuta. Aujourd'hui encore, on rencontre çà et là dans les plaines quelques débris des vastes plantations d'oliviers dont parlent les anciens chroniqueurs; mais le gracieux arbuste n'y croît plus qu'à l'état sauvage. Rabougri et noué, il ne porte plus que des fruits insipides. Les Marocains en sont réduits à faire de l'huile avec la baie amère des lentisques. Pour assaisonner leurs aliments, les pauvres gens se servent de cette huile, qui est d'un goût détestable; appliquée à l'éclairage, elle projette au loin d'éclatantes lueurs. La vigne a disparu des collines et des terrains qui lui sont le plus favorables; on ne la voit plus que dans les bas-fonds, à une médiocre distance des villes, et les raisins peu savoureux qu'elle donne ne sont jamais convertis en vin : le gouvernement marocain, qui maintenant tolère qu'on s'enivre avec les vins d'Espagne, s'y oppose de la plus formelle façon. De riches propriétaires font pourtant écraser et piler leurs raisins en cachette; avant même que le moût ait fermenté, ils boivent avidement la liqueur hideuse qui en découle et tombent presque aussitôt dans une lourde et stupide ivresse, de laquelle ils ne se relèvent que malades et pour longtemps affaiblis. Il y a quelques années, les juifs avaient obtenu du sultan l'autorisation de faire un peu de vin qu'ils préparaient selon les procédés usités dans les provinces méridionales de l'Espagne, et ce vin était, dit-on, aussi bon, sinon meilleur que celui d'Alicante et de Malaga; mais l'empereur ayant découvert que les juifs n'en gardaient pas pour eux une seule goutte et le vendaient tout entier aux Maures, l'autorisation fut immédiatement retirée. Aujourd'hui les juifs ne fabriquent plus, — et encore sont-ils forcés de le faire en cachette et par contrebande, — qu'une espèce d'eau-de-vie, provenant de grappes de raisin, de figues, de poires, de dattes et d'une foule d'autres fruits pilés et mêlés, qui, après avoir longtemps fermenté, finissent par donner une liqueur extrêmement forte dont on essaie, mais en pure perte, de corriger la saveur détestable en y trempant des

herbes aromatiques pendant une semaine environ. Depuis l'époque où nous avons entrepris de coloniser l'Afrique, les Marocains ont voulu naturaliser chez eux la pomme de terre ; après le premier essai, les plus résolus se sont rebutés, et de longtemps sans doute on ne recommencera l'expérience. Nous en dirons autant de l'industrie cotonnière qui, sans être abandonnée pourtant, ne peut plus compter aujourd'hui parmi les ressources de ce pays. La seule récolte abondante qui se fasse régulièrement au Maroc, la seule à peu près qui jamais ne manque et puisse être considérée comme la vraie richesse des populations montagnardes, c'est la récolte du kermès, que les Amazirgas et les Shilogs vont vendre dans les villes, et dont les teinturiers marocains savent extraire une couleur rouge d'une qualité à l'épreuve des ans Il y faut joindre la récolte du miel et de la cire, qui est encore plus précieuse et surtout plus générale, par la raison toute simple que, pour avoir la cire et le miel, il suffit de fixer les abeilles, dont l'armée entière du Maroc serait d'ailleurs impuissante à détruire les innombrables essaims. Il en est des mûriers comme des abeilles, on a beau en négliger la culture, on a beau les arracher, ou laisser croître à l'entour en toute liberté les halliers qui aspirent à les étouffer : dans la plupart des campagnes s'élève encore verdoyant et vivace l'arbre magnifique où le ver à soie forme et dépose ses riches cocons. Depuis longtemps il ne se fait guère plus de soie au Maroc ; le peu que l'on en récolte est de beaucoup préférable à celle qui se recueille dans les *huertas* espagnoles. On pourra, quand on le voudra, faire de la soie une des branches les plus importantes du commerce africain.

Si l'agriculture languit au Maroc, les pâturages y abondent, et les bestiaux y sont peut-être les plus beaux, les plus sains de la terre. Le Marocain pourrait dès aujourd'hui exporter de grandes cargaisons de beurre, de fromage et de viande; déjà il alimente les soldats anglais et les habitants de Gibraltar. Les taureaux du Maroc n'ont pas ces vives allures et cette mine hautaine qui font dire aux *toreros* de Cadix et de Séville que les taureaux d'Andalousie sont de vrais *hidalgos ;* pour peu cependant que l'on s'occupât, avec une intelligente sollicitude, d'améliorer la race africaine, on ne tarderait pas à la rendre plus vigoureuse et plus fière que les *vichos* et les *novillos* andaloux. Les mules marocaines sont préférables aux mules d'Espagne; moins inquiètes, moins capricieuses, moins têtues, elles sont plus rudes à la marche et aux fatigues des longs voyages, et on peut comparer leur sobriété à celle du chameau. Les mules au Maroc se vendent d'ordinaire à très-bas prix ; quelquefois pourtant il s'en est trouvé de si belles, que les Anglais de Gibraltar en ont donné jusqu'à 300 duros, 1,500 francs environ. Cela ne peut être pour nous l'objet de la moindre surprise, car, dans nos Pyrénées françaises, nous en avons vu souvent que pour notre compte nous aurions préférées aux plus souples et aux plus ardents chevaux. Du reste, les chevaux du Maroc soutiennent dignement la concurrence ; à la rapidité de leur course, à leur agilité merveilleuse, à la force de leurs muscles, à l'incomparable beauté de leurs membres, à leur élégante fierté, qui toujours s'allie à la docilité, on ne peut s'empêcher de reconnaître en eux la noblesse et la pureté du sang, et de les proclamer les chefs de la race d'élite à laquelle appartiennent les chevaux andaloux. La mule et le cheval, voilà les vrais serviteurs de l'Arabe marocain, et non point le chameau, qui rarement se rencontre dans les provinces du nord ; le chameau ne respire à l'aise que si le désert lui envoie son haleine embrasée ; il n'aborde au Maroc que dans les districts lointains qui avoisinent la solitude immense des sables. A la mule et au cheval il faut joindre une excellente espèce d'ânes, accorte, éveillée, vigoureuse et rapide comme

le cerf. Nous ne nous étendrons pas davantage sur les richesses que la nature a prodiguées au Maroc, nous ajouterons seulement que de leurs plages méditerranéennes, ou bien encore à Rabat, à Salé, et des autres ports des côtes de l'Océan, les Maures pourraient faire des pêches aussi abondantes que celles qui se font à Gibraltar ou à Ceuta, si au lieu de harpons incommodes ils savaient employer cet ingénieux système de filets dont se servent les pêcheurs européens. Les Marocains songent si peu à tirer parti de leurs poissons de mer, qu'ils ne salent pas même et laissent toujours s'avarier les légions de sardines que leur jettent pour ainsi dire la Méditerranée et l'Océan. Dans les rivières de l'intérieur foisonnent les anguilles, les tanches, les tortues, et en général les meilleurs poissons des rivières d'Europe ; mais les Arabes du Maroc descendraient en ligne directe des anciens habitants de l'Inde ou de l'Égypte, qui regardaient chaque poisson comme un être divin et chaque fleuve comme un temple, qu'ils n'auraient pas une plus grande répugnance pour la pêche de rivière : leurs poissons mourraient de vieillesse, et se multiplieraient au point d'obstruer jusqu'aux canaux d'irrigation, n'étaient les chrétiens et les juifs qui en prennent des quantités prodigieuses, et dans plusieurs provinces en font leur principal aliment.

Malheureusement le despotisme marocain gouverne le climat et le sol, comme il gouverne les populations. D'un district à l'autre, d'une ville à l'autre, les communications demeurent interrompues pendant des années entières; le gouvernement lui-même s'attache à rendre extrêmement difficiles les correspondances particulières ou plutôt à les supprimer. On ne peut envoyer ni recevoir le plus simple message si d'abord on n'en donne pleine connaissance à l'empereur ou aux dépositaires de sa terrible puissance, pachas, kalifas et cadis. S'il ne veut tomber entre les mains des brigands, l'Européen qui s'aventure un peu au delà des villes maritimes ne doit voyager qu'avec une forte et coûteuse escorte : quatre cavaliers montés à la légère prennent les devants pour reconnaître les vallées et les plaines; quand le pays n'est point découvert, ils attendent, cachés parmi les aloës et les lentisques, à tous les endroits périlleux, que leurs compagnons les aient pu rejoindre. Jusqu'à ce qu'on soit arrivé au terme du voyage, on se garderait bien de négliger une pareille précaution. Point de chemins, si ce n'est d'affreux sentiers que les intempéries des saisons dégradent chaque jour davantage; point de ponts sur les fleuves ni sur les plus petites rivières; s'il survient une pluie abondante, un débordement, un orage, les relations entre les deux rives sont brusquement interrompues, à moins qu'au péril de la vie on ne risque la traversée à l'aide d'outres gonflées de vent. Point de chars ni de voitures; ce sont les hommes ou pour mieux dire les femmes qui se chargent de transporter les plus lourds fardeaux, partout où ne peuvent librement cheminer les bêtes de somme, et Dieu sait si même dans les plaines le transport est facile à dos de chameau, de cheval, d'âne ou de mulet. Point de commerce, à vrai dire, et, pour justifier une assertion au premier abord si absolue, il nous suffira de faire observer que chaque branche du négoce, intérieur ou extérieur, peu importe, est un monopole que l'empereur afferme à des juifs, aux conditions les plus onéreuses. Les traitants se verraient infailliblement écrasés si, à leur tour, ils ne s'efforçaient d'exploiter et de ruiner les populations, en leur achetant presque pour rien les denrées indigènes, en leur vendant à des prix exorbitants les produits de l'étranger. Au bout de toutes leurs fraudes, de leurs opérations déloyales, de leurs manœuvres infâmes, les traitants eux-mêmes n'ont d'autre perspective qu'une misère à peu près complète. Presque

jamais ils ne parviennent à se soustraire aux confiscations, aux exactions impériales, et cette fois, chose étrange, ce sont là des avanies qui ont une apparence de justice : puisqu'ils ne peuvent remplir les obligations qu'en acceptant le monopole ils ont contractées envers le sultan, ne semble-t-il pas naturel que le sultan se paie lui-même en s'emparant de leurs biens? Il n'est peut-être pas un seul négociant au Maroc qui vis-à-vis du souverain ne se trouve complétement obéré. Hier encore, à la veille du brillant fait d'armes accompli par nos marins devant Mogador, un des principaux marchands de la ville n'était-il pas, malgré son titre de vice-consul, retenu par les autorités marocaines pour une dette énorme qu'il se trouvait hors d'état de payer? Un tel fait devrait décider l'Europe à se préoccuper un peu plus de sa dignité vis-à-vis de ces populations barbares. Il y a trente ans à peine, le mal était beaucoup moindre; nos consuls pouvaient résider encore à Tétuan, sinon même dans des villes plus rapprochées de la capitale; mais, comme à tout propos leur présence inquiétait et irritait le fanatisme musulman, l'empereur ordonna brusquement leur translation à Tanger. En dehors de cette ville les puissances chrétiennes sont représentées par des vice-consuls de race juive ou de race maure; la Grande-Bretagne seule ne confie qu'à ses nationaux de si importantes fonctions. Les vice-consuls ne reçoivent de leurs gouvernements respectifs qu'un traitement extrêmement modique; ils y suppléent par les exactions qu'ils font subir aux marchands forcés de réclamer leur appui.

Qu'elles s'importent ou s'exportent, toutes les marchandises paient des droits excessifs à la douane de Tanger, de Tétuan et des autres villes de la côte. Ce sont les droits de douane qui forment les principales ressources de l'empire avec le *djazia (contribution de vassal)* que paient les juifs depuis les premiers temps de l'invasion arabe, et le *naiba* (*contribution directe*), espèce d'exaction que l'on fait subir aux tribus nomades quand l'autorité du sultan les peut atteindre. M. Serafin Calderon évalue à deux millions de duros (le duro vaut cinq francs) la moyenne du revenu total de l'empire, et à neuf cent quatre-vingt-dix mille celle des dépenses de tout genre auxquelles le sultan est obligé de subvenir. On voit quelle somme énorme entre tous les ans dans le trésor impérial enfoui à Méquinez. Ce trésor, renfermé dans une forteresse à triples remparts et recouverte de fer, qui se nomme le *Beitulmel* (*le palais des richesses*), doit être considéré comme la propriété particulière de l'empereur. C'est un corps spécial de deux mille nègres qui se charge de veiller à l'entour. L'intérieur du fort est divisé en chambres remplies de monnaies d'argent, et en cellules remplies de monnaies d'or. Pour arriver à chacune de ces chambres et de ces cellules, il faut se faire ouvrir cinq portes bardées de fer et fermées avec d'énormes serrures dont le sultan garde les clefs. Rien de mystérieux comme l'intérieur de ce formidable *Beitulmel*, même pour les *wasyrs* et les favoris de l'empereur. Autrefois, avant de subir leur supplice, les condamnés à mort y allaient déposer les trésors amassés à Maroc, à Tétuan et sur les autres points de l'empire; c'est Abderrahman qui, le premier, a négligé de prendre une si barbare précaution.

Nous avons sous les yeux les divers tarifs de cette douane qui donne au sultan ses revenus les plus sûrs; nous sommes étonné, pour notre compte, que le commerce y puisse tenir. Il n'est presque pas d'objets dont les droits d'entrée ou de sortie n'absorbent la valeur. Aussi le gouvernement est-il obligé de consentir à des concessions envers quiconque les réclame, et il existe autant de tarifs qu'il peut y avoir de négociants. Ce ne sont pas, du reste, les marchandises seulement qui ac-

quittent les droits de douane; il est une classe de personnes qui, à l'entrée et à la sortie, est estimée ni plus ni moins que les tissus et les huiles : nous voulons parler des juifs, qui paient en raison de leur âge, de leur santé, de leur sexe. Si les vieillards et les femmes sur le retour son très-faiblement taxés, en revanche les hommes vigoureux, les enfants, les jeunes gens, les jeunes femmes, sont soumis à des droits exorbitants. On conçoit qu'avec un pareil système de commerce et d'économie sociale, la contrebande prenne chaque jour des proportions effrayantes; et comme le commerce est pour le sultan la plus claire source des revenus publics, on conçoit aussi que la contrebande soit très-sévèrement réprimée. Outre la confiscation des marchandises, le contrebandier est roué de coups de bâton s'il est pauvre; s'il est riche, on l'emprisonne, on le charge de chaînes, on le ruine à peu près complétement en amendes. En dépit de ces lois impitoyables, la contrebande se fait sur tous les points et presqu'au grand jour, surtout en ce qui concerne les monnaies étrangères, le duro espagnol excepté. Pour empêcher que le duro ne circulât en fraude, le sultan fut obligé de décréter que, dans tout le Maroc, il aurait la même valeur qu'en Espagne; il avait jusque-là valu, au lieu de cinq *pesetas*, sept et demie, c'est-à-dire sept francs et demi environ. Quant aux autres monnaies et, en général, quant aux marchandises étrangères, Abderrahman a trouvé un sûr moyen de ne point trop perdre aux entreprises des fraudeurs, et c'est tout simplement de s'y associer. Les contrebandiers du Maroc se divisent en deux classes bien distinctes : ceux qui, pour leur compte exclusif, s'exposent aux coups de feu des soldats du pacha, à la prison, à la bastonnade, et ceux dont le sultan est en secret le complice. Le temps viendra où Abderrahman s'enrichira par la fraude qu'il se fait à lui-même, bien plutôt que par sa douane et par les exactions de son fisc.

Chaque ville maritime a sa douane, dirigée par un *amin (administrateur des rentes)*; presque partout aujourd'hui ce sont les pachas eux-mêmes qui remplissent les fonctions d'*amin*. Tous les jours, dans les villes des côtes de l'Océan et de la Méditerranée, le pacha lui-même, de neuf heures du matin à trois heures de l'après-midi, se rend à sa douane, assisté de deux secrétaires, d'un jaugeur et de vingt-deux soldats. Le jaugeur est un des principaux habitants de la ville, et, comme le pacha, il exerce des fonctions gratuites, mais on sait comment se paient de leurs services les officiers et les employés marocains; les deux secrétaires jouissent d'un traitement mensuel de cinq duros (1). Les douanes du Maroc se distinguent fort peu, du reste, par leur magnificence; ce ne sont pour la plupart que des édifices délabrés et croulants où l'on pratique une pièce étroite, obscure, incommode, pour le pacha, le jaugeur et les soldats. Dans quelques villes c'est en

(1) Depuis que, par nos conquêtes d'Afrique, nous sommes arrivés aux frontières de l'empire, Abderrahman a cherché à répandre sa monnaie dans nos possessions; il n'est donc point sans à-propos de faire connaître le rapport exact de cette monnaie avec la nôtre et avec celle d'Espagne. Le *bandqui* d'or vaut 2 *duros* ou 10 fr.; le *bandqui* d'argent, 15 réaux de veillon ou 2 francs 1 cent. environ; le *flous* de cuivre, 4 maravédis, ou un peu moins de 8 deniers. Il existe en outre au Maroc des monnaies imaginaires, comme le *blanquio,* qui vaut 12 maravédis, et le *demi-blanquio,* qui en vaut 6. Les monnaies de métal sont grossièrement frappées; rien de plus facile que de les altérer ou de les contrefaire; toutes d'ailleurs sont bien au-dessous de leur valeur nominale. A Téluan, à Tanger et dans les autres villes, les négociants eux-mêmes fabriquent la monnaie de cuivre, sous le bon plaisir de l'empereur, qui se réserve la fabrication des monnaies d'or et d'argent.

plein air, entre quatre murailles formant une cour carrée, que s'installent les fonctionnaires arabes. Gravement assis sur le sol et les jambes croisées, le pacha fume sa pipe, tandis que le jaugeur estime au hasard les marchandises, que les secrétaires les incrivent sur de mauvais registres, et que les soldats perçoivent les droits, dont pacha, jaugeur, secrétaires et soldats s'approprient au moins une bonne moitié.

Le commerce maritime du Maroc est d'environ 250,000,000 de réaux, ou de 30 millions de francs. C'est l'Angleterre qui, par Gibraltar, en fait les deux tiers; le tiers restant se répartit d'une façon inégale entre les autres puissances chrétiennes et les deux régences de Tunis et de Tripoli. Dans ces derniers temps, le port de Marseille a établi avec le Maroc des relations suivies et fréquentes, et l'on affirme qu'en 1843 ces relations ont représenté une somme de six à sept millions. Quant au commerce du continent africain, il se fait encore au Maroc par caravanes. Tous les ans, le Sahara est traversé par six grandes caravanes qui d'ordinaire emploient de deux mille cinq cents à trois mille chameaux, portant du littoral aux pays lointains de l'intérieur de l'Afrique les marchandises et les produits de l'Europe, et ceux de l'Afrique aux villes du littoral. La plus nombreuse est sans aucun doute celle du Maroc qui, avant notre conquête, côtoyait de l'ouest à l'est les versants de l'Atlas et les frontières du désert, traversait l'Algérie par la gorge des Ouanascherichs et la vallée de Sétif, s'engageait, pour aboutir à Constantine et puis à Tunis, dans le fameux défilé des Portes-de-Fer, suivait jusqu'à Tripoli les bords du golfe de Kabès, et de là pénétrait enfin par les sables de Barca dans les immenses déserts de la Libye. Arrivées là, les six caravanes, venues par divers chemins de tous les pays musulmans, formaient une sorte d'armée tumultueuse de quatre à cinq mille personnes de tout âge et de tout sexe. Depuis que nous avons pris possession de l'Algérie, les caravanes du Maroc ont changé leur itinéraire; aujourd'hui, c'est par mer qu'elles se rendent au point indiqué pour le rendez-vous général. Les grandes caravanes pénètrent dans le Soudan jusqu'à Tombouctou, Kanou et Noufi, qui sont les trois marchés principaux du pays des noirs; elles en rapportent des nègres, de la poudre d'or, des noix de gourou, des plumes d'autruche, des peaux de buffle, des dents d'éléphant, une espèce de toile verte fabriquée par les noirs, du séné, du natron, des cornes de rhinocéros, de l'encens, de l'indigo, des diamants, et un parfum très-recherché qui se nommé le *bhour noir* ou la *gomme du Soudan*. Un officier du génie, membre de la commission scientifique de l'Algérie, M. E. Carette, qui dans un récent écrit a très-nettement tracé l'itinéraire que suivent non-seulement les grandes caravanes du Maroc, mais celles de l'Algérie et de la régence de Tunis, paraît croire qu'elles ne franchissent point le Niger. Il est possible, en effet, qu'elles s'arrêtent à la rive gauche du fleuve; mais faut-il en conclure qu'elles n'ont aucunes relations avec les sauvages populations de la rive droite? Nous pensons le contraire, et dans le livre de don Sarafin Calderon nous trouvons un fait bizarre qui de tout point autorise notre opinion. M. Calderon raconte que les Maures ou les Arabes, quand ils sont arrivés à la rive gauche du Niger, déposent sur une colline les marchandises qu'ils désirent vendre aux nègres établis par delà le fleuve. En leur absence, les nègres viennent examiner les marchandises; ils placent à côté la quantité de poudre d'or qu'ils en veulent donner et rentrent dans leurs canots. Si les Maures trouvent qu'on leur offre un prix convenable, ils emportent la poudre d'or; dans le cas contraire, ils reprennent leurs marchandises. Durant trois jours, vendeurs et acheteurs répètent ce curieux manége, et il est rare qu'avant la fin ils ne parviennent point à s'accorder.

A les voir ainsi, ces races maures et arabes, s'aventurer au fond de l'Afrique pour opérer de simples échanges, en dépit des périls et des fatigues qui les déciment, on comprend bien qu'il ne faut point désespérer de leur avenir. A quel degré de prospérité ne seraient-elles pas capables d'arriver encore, si la civilisation européenne pouvait librement développer chez elles ces énergiques instincts sociaux dont une barbarie séculaire, un despotisme énervant et oppressif n'ont pas eu tout à fait raison? C'est l'esprit, ou pour mieux dire l'ardeur du négoce, et non plus le fanatisme religieux, qui aujourd'hui les pousse en dehors de ce pays; ce fanatisme, qui aujourd'hui s'endort, ou, par intervalles, s'agite convulsivement en des superstitions dont à aucune époque les autres sociétés musulmanes n'ont offert le spectacle, nous allons montrer qu'il ne peut plus leur inspirer l'idée des grandes et lointaines entreprises, ni leur donner la force de les accomplir.

VI. — CROYANCES RELIGIEUSES. — MOEURS ET COSTUMES. — ARTS ET MÉTIERS. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

On le sait, les musulmans du Maroc se piquent d'être les plus fidèles disciples du prophète; les Marocains appartiennent à la secte des *sunnites,* ils n'ont que du mépris et de la haine pour les disciples d'Ali; mais bien qu'à leurs yeux Turcs, Égyptiens, et jusqu'aux Arabes de l'Afrique française, ne soient que des hérétiques, leur croyance religieuse ne diffère pourtant pas essentiellement de celle des autres peuples soumis à l'islamisme. Si donc ils se distinguent de ces derniers, ce n'est point par les dogmes, ni même par l'enseignement moral, mais par un certain nombre de coutumes et de superstitieuses extravagances que nous allons décrire, pour que l'on puisse bien apprécier le fanatisme marocain. Dans chaque province de l'empire, il existe deux familles toutes-puissantes de *xherifs* ou de *saints,* qui prétendent remonter en droite ligne, l'une à Mahomet, l'autre à Ismaël; toutes les deux sont l'objet d'une vénération égale à celle dont jouit le sultan lui-même, et leur maison est pour tous les criminels un lieu d'asile que les officiers de l'empereur se garderaient bien de violer. Dans les contrées montueuses et reculées, ces familles privilégiées ont le monopole des enchantements et des sortiléges; à vingt lieues environ de Ceuta, aux portes même de Tétuan, une des villes les plus considérables du Maroc, quelques-unes d'entre elles sont retournées à l'état sauvage, sans rien perdre de leur prestige ni de leur puissance; on imagine aisément à quels excès les enhardit l'impunité que leur assurent les invincibles préjugés des populations. Aujourd'hui même elles forment des hordes nombreuses, réduites à la vie nomade, parcourant aux cris furieux de Allah! Allah! cités, villages et douairs. La plus dangereuse, la plus barbare de ces tribus porte le nom d'*Eisaquas;* elle ne se montre guère qu'une fois par an dans les villes, le jour où se célèbre la Pâque de la troisième lune; mais ce jour-là seulement elle commet plus de cruautés et de violences que n'en pourraient commettre toutes les autres en deux ans. C'est une croyance répandue au Maroc que, pour se rendre le ciel favorable, il est absolument nécessaire d'offrir aux Eisaquas des festins magnifiques; les Eisaquas préludent aux banquets en s'enivrant avec un philtre composé d'herbes sauvages qui bientôt leur enlève jusqu'aux moindres sentiments humains. Le repas achevé, ils se répandent par les rues et les places publiques, renversant, égorgeant tout ce

qui se rencontre sur leur passage, hommes, femmes, enfants, animaux, et contrefaisant, au moment où le sang coule, celui-ci le rugissement du lion ou du tigre, celui-là le cri lugubre de l'orfraie, tel autre le cri strident de l'aigle ou du chacal. Pour ce jour-là d'ailleurs, chacun prend le nom de la bête féroce ou de l'oiseau de proie dont il s'attache à imiter les cruels instincts. Pour peu que dure l'horrible fête, les uns et les autres en viennent à un tel état de furie qu'ils finissent par se déchirer eux-mêmes et par s'entre-tuer.

Les cérémonies du culte sont peu compliquées, bien qu'aux diverses phases de la journée les sectateurs du Koran soient tenus d'interrompre leurs occupations, leurs affaires, pour réciter des prières ou remplir certains devoirs religieux. Ce qui leur rend la pratique de la religion moins incommode qu'on ne le pense communément en Europe, c'est que leurs obligations se peuvent accomplir en quelque lieu qu'ils se trouvent, dans leurs maisons, dans les rues de la ville, sur les places et jusque dans les bains publics. Tout musulman est tenu de se mettre en prières au lever du soleil, au milieu du jour, à trois ou quatre heures de l'après-midi; à sept heures du soir en hiver, à neuf heures en été. A chacune de ces heures, un Maure, — c'est presque toujours un vieillard ou un enfant, — donne le signal en chantant des hymnes sur la tour principale de la grande mosquée, au haut de laquelle il hisse une bannière blanche. L'instant d'après, le même signal est répété sur toutes les tours des mosquées inférieures; pendant une minute environ, on ne voit par-dessus les noires maisons des villes que vieillards et enfants entonnant des hymnes ou agitant des drapeaux blancs. Comme le christianisme et le judaïsme, l'islam a sa fête hebdomadaire, qui se célèbre le vendredi. Ce jour-là, les prières redoublent; entre midi et une heure il se prononce, dans toutes les mosquées, de véritables homélies que chaque musulman est tenu d'aller entendre avec sa famille ou sa tribu. Le travail manuel n'est jamais interdit au Maroc, pas plus le vendredi que durant les autres fêtes de l'année; riches et pauvres pourtant consacrent la journée entière du vendredi à se reposer et à se réjouir, depuis les premiers coups de canon qui, au lever du soleil, annoncent que la fête commence, jusqu'à la salve d'artillerie qui, le soir également, avertit que la solennité a pris fin.

Toutes les fois qu'il se propose d'entrer dans une mosquée, toutes les fois qu'il vient d'accomplir un acte nécessaire à la vie, si insignifiant d'ailleurs qu'il puisse être, le musulman du Maroc est tenu de se purifier par une ablution. Selon que l'acte est plus ou moins important, l'ablution est plus ou moins longue; si, faute d'eau, elle ne peut se faire, ou bien encore dans les cas de maladie où elle serait infailliblement nuisible à la santé du corps, la loi permet d'y suppléer en se frictionnant les mains et le front avec un peu de terre ou une pierre que le cadi, en sa qualité de prêtre, a eu soin de bénir. Indépendamment des fêtes hebdomadaires, les Marocains ont dans l'année quatre solennités plus ou moins longues, trois pâques, et le fameux ramadan. Le ramadan est un jeûne de trente jours, pendant lesquels on ne peut prendre ni opium ni tabac. Aux premières heures du jour, une salve d'artillerie avertit les croyants que le jeûne commence; aussitôt vingt trompettes emplissent la ville de leurs fanfares; c'est le moment où les bannières blanches se hissent au haut de toutes les mosquées. Au coucher du soleil, le même bruit, la même cérémonie, annoncent que l'on peut prendre quelques aliments. Cinq jours avant la fin du ramadan, on célèbre pendant la nuit, non pas dans le monde tout entier de l'islamisme, mais au Maroc seulement, une fête bruyante qui

est une vraie saturnale. La population se presse dans les mosquées, qui tout à coup s'illuminent d'une façon éblouissante; chacun s'agite, tout le monde s'embrasse, criant ou chantant sans se concerter ni s'entendre; dans toutes les maisons, dans les rues, sur les places publiques, sur le seuil même des temples, on s'abandonne aux plus hideux excès de l'intempérance. On comprend sans peine qu'il en soit ainsi après vingt-cinq jours d'un jeûne insensé, qui, en affaiblissant le corps, déprave l'âme et la livre sans défense à toutes les tentations du vice. Jusqu'au matin, on ne rencontre par la ville que des bandes repoussantes d'hommes ivres et de prostituées. Cette nuit-là, chrétiens et juifs s'enferment chez eux dès cinq heures et s'y barricadent soigneusement. S'ils se hasardaient à faire un seul pas en dehors de leurs demeures, ils s'exposeraient à une mort cruelle et à des traitements pires que la mort. Par une bizarrerie qui du reste se reproduit assez fréquemment parmi ces populations à demi sauvages, cette même nuit, où les passions musulmanes se donnent librement carrière, est la seule époque de l'année où l'on ne fasse pas un crime aux chrétiens et aux juifs de repousser la force par la force, si l'on essaie de violer l'entrée de leurs maisons.

Le jour qui suit le ramadan commence la première pâque; c'est une solennité de huit jours, pendant lesquels se font des courses de chevaux. A vrai dire, c'est la saturnale de la vingt-cinquième nuit du ramadan qui se poursuit; on continue à se vautrer dans de tels excès, que, bien avant le huitième jour, il se déclare de toutes parts des fièvres, des gastrites, des maladies hideuses, qui par centaines enlèvent les dissolus sectateurs du prophète. Dans la matinée même où commence la première pâque, le pacha et le cadi, précédés de trompettes qui exécutent d'assourdissantes fanfares, suivis de la garnison, des ministres grands et petits qui desservent les mosquées, de tous les habitants que conduisent les alcades des divers quartiers, portant de gigantesques bannières, sortent de la ville par la porte principale. Tous ensemble se rendent en pleins champs à l'entour d'un énorme échafaudage en maçonnerie grossière, dont les deux plus larges façades regardent le levant et le couchant. Au centre est pratiqué un colossal escalier de bois, qui permet aux ministres inférieurs de l'islam d'aller tout au haut chanter des hymnes ou stimuler, par de continuels reproches, la dévotion populaire. A droite et à gauche s'ouvrent deux fenêtres où se placent le pacha et le cadi, le cadi au midi, le pacha au nord. A un moment donné, il se fait tout à coup silence, et le cadi prononce, ou, pour mieux dire, psalmodie d'une voix nazillarde une homélie qui dure une heure environ. C'est presque toujours un lieu-commun de morale, bourré de maximes et de sentences, qui, depuis des siècles, est dans toutes les mémoires. A peine descendu de sa fenêtre, le cadi reçoit pour sa peine quatre duros, c'est-à-dire la valeur de vingt francs. Immédiatement après, l'étrange cortége se remet en marche, et rentre dans la ville. Arrivé sur la place principale, le pacha se fait majestueusement saluer par quatre ou cinq coups de canon. A ce signal, prêtres, soldats, marchands, hommes et femmes, tout le monde se disperse, et chacun de son côté est libre de s'en aller célébrer la fête comme il l'entend.

La seconde pâque est fixée au premier jour de la douzième lune. On sait que le calendrier de l'islam se divise, selon le cours de la lune, en six mois ou *lunes* de trente jours, et six de vingt-neuf. Cette pâque ne se distinguerait en aucune façon de la première, n'était une coutume dont la bizarrerie surpasse tout ce que nous avons raconté déjà. Accompagnés du cortége que nous venons de décrire, cadi et pacha sortent encore de la ville; mais, arrivé en pleins champs, le cadi, au lieu

de réciter son éternel sermon, saisit vivement un mouton, le frappe au hasard d'un grand coup de poignard, et le place sur un cheval, qui, aussitôt pressé par le fouet et le bâton, prend au galop le chemin de la maison du cadi. Si, au moment où le cheval s'arrête devant la porte, le mouton est encore vivant, l'année sera des meilleures, la récolte, des plus abondantes; si le mouton est mort, il faut s'attendre à une affreuse disette. Les bons croyants se séparent en poussant des cris lamentables, auxquels pourtant succèdent bientôt les clameurs du plaisir et de l'ivresse.

La troisième pâque rappelle la naissance du prophète; elle se célèbre d'une façon moins bruyante. Rien n'y manque cependant, banquets dans les maisons et dans les jardins, processions, sermons, prières, salves d'artillerie. Une chose vraiment singulière, c'est que la veille de la Saint-Jean soit, au Maroc comme en Espagne et dans le midi de la France, fêtée par des feux de joie et par de publiques réjouissances. C'est le seul jour de la troisième pâque où se commettent des excès et des extravagances. Sur les bords des fleuves et des rivières, sur les côtes de la mer, les populations accourent en foule et se mêlent confusément. Les autorités du Maroc ne se piquent point envers leurs administrés d'une très-grande sollicitude; ce soir-là, du reste, elles auraient beau faire, elles ne pourraient empêcher qu'à la suite de la troisième pâque un grand nombre de familles ne se voient obligées de prendre le deuil.

La loi de Mahomet, qui prescrit si rigoureusement la circoncision, n'a pourtant pas indiqué l'âge où elle se doit opérer. Au Maroc, les jeunes garçons ne la subissent qu'après avoir dépassé sept ans, à l'anniversaire de la naissance du prophète. La cérémonie s'accomplit en secret dans une mosquée; c'est une fête de famille qui s'achève chez le père par un long banquet où tous les parents viennent s'asseoir. Il y a quelques années, les sectateurs de l'islam professaient une telle indifférence à l'égard du précepte le plus impérieux, le plus précis de leur loi religieuse, qu'il se trouve aujourd'hui au Maroc une foule de musulmans incirconcis; mais l'Orient africain est un pays de violentes passions et de réactions fougueuses. Il y a deux ans, la ferveur mahometane se ralluma un instant d'une si énergique façon, que l'on vit de pieux croyants pénétrer de vive force dans les maisons des plus puissants, s'emparer brutalement des jeunes garçons incirconcis, les traîner à la mosquée, où des chirurgiens improvisés se chargeaient de les faire immédiatement rentrer dans les conditions rigoureuses de l'orthodoxie musulmane.

Nous avons, avec une scrupuleuse exactitude, raconté bien des folies, bien des misères ignorées des nations européennes, même de celles qui avoisinent le Maroc. Il ne faut pas s'imaginer cependant que le mahométisme africain ne se soit pas le moins du monde relâché de sa vieille intolérance, et puis, d'ailleurs, on ne doit pas oublier, si dégénérés que soient les Arabes du Maroc, qu'ils sont les descendants directs de ces Maures d'Espagne qui, par leur habile et humaine politique autant que par leur courage, se sont pendant plus de trois cents ans maintenus au delà du détroit. A Fez, à Méquinez, dans tout l'empire, en dépit de leur abjection sociale, les juifs peuvent librement, si l'on excepte les jours de fête, où les excès de la débauche raniment et exaltent l'aveugle haine de l'étranger, se livrer à toutes les pratiques de leur culte; il en est absolument de même des chrétiens, s'ils se soumettent aux lois du pays. Le Maroc est la seule contrée musulmane où, même durant les trois derniers siècles, juifs et chrétiens eussent le droit d'acquérir des maisons et des terres, la seule où, les jours de fête toujours

exceptés, il leur fût possible de circuler parmi les populations sans trop avoir à craindre les exactions et les avanies. On ne doutera point enfin de la tolérance marocaine à l'égard des croyances et des religions étrangères, si l'on se rappelle ces couvents, dont nous avons déjà parlé, fondés par le roi Charles III à Tanger, à Méquinez, à Tétuan. De tous ces couvents, un seul existe encore à Tanger, un couvent espagnol de franciscains, qui a bravement survécu à la destruction de son ordre Les franciscains de Tanger, dont aucun voyageur n'a contesté les vertus ni le mérite, sont tombés, depuis les massacres de Madrid, de Murcie et de Valence, dans un profond dénûment. Ces pauvres moines d'Afrique, dont l'existence même est ignorée aujourd'hui en Europe, n'ont jamais connu l'opulence, ni par conséquent la corruption de leurs frères d'Espagne; jusqu'à la fin, ils se sont consacrés au rachat des captifs et au soulagement de leurs misères. Parmi eux, d'ailleurs, la diplomatie européenne pourrait trouver d'excellents interprètes, et cette seule considération mériterait bien, ce nous semble, qu'on s'occupât sérieusement d'améliorer leur sort.

La musique instrumentale des Marocains se compose, aujourd'hui encore, comme à l'époque où les Arabes occupaient Cordoue ou Grenade, de l'étroite mandoline au son perçant, du violon à deux cordes, du tambour et de la flûte; c'est surtout durant les pâques et les autres fêtes de l'islamisme que la jeunesse, d'une voix souvent très-belle, très-étendue, très-expressive, chante ses interminables chansons de guerre ou d'amour. Rien de plus mélancolique en général ni de plus traînant que ces chansons marocaines, dont le rhythme est d'ailleurs absolument le même que celui des *jacaras* ou des romances d'Andalousie. C'est durant les pâques encore que les hommes daignent prendre part aux danses publiques, qui ne différeraient guère de la *cachucha* ni du *fandango,* n'étaient des contorsions, des convulsions, des sauts périlleux à défier l'adresse et l'agilité de nos saltimbanques, des gestes lubriques, d'épouvantables grimaces qui, à la fin, dénaturent complétement ces ardents ou gracieux ballets populaires de Valence, de Séville ou de Jaën. Pendant le reste de l'année, ce sont les seules Marocaines qui dansent entre elles, isolées ou par couples. Nous ne parlons ici que des juifs et des Maures, car les nègres du Maroc sont aussi passionnés pour le bal que peuvent l'être leurs frères d'Amérique. Tous les vendredis, les nègres, libres ou esclaves, peu importe, se réunissent pour danser en présence de leur alcade, qui ouvre le bal. Le temps qu'ils ne consacrent pas aux affaires de commerce et aux pratiques de la religion, les Maures l'emploient aux exercices de l'équitation et aux jeux militaires, qui souvent rappellent les joûtes célèbres du moyen âge arabe en Espagne, ou bien encore à jouer dans les cafés publics aux échecs et aux dames, et à dormir sous les arbres de leurs *huertas*. Encore n'est-ce que dans le voisinage des ports, ou bien quand on se dispose à faire le grand pèlerinage, que l'on se livre habituellement à des affaires de négoce; à toutes les autres époques de l'année, Maures et Arabes demeurent à peu près complétement oisifs. Arbitrairement frappée de lourdes patentes, l'industrie marocaine est fort retardée, on le conçoit, et l'on peut dire qu'en ce moment elle est à peu près nulle, si l'on met à part la fabrication des objets de stricte nécessité, celle des papiers, des faïences, des soies communes, et surtout celle de ce cuir fameux qui, après avoir commencé à Cordoue, sous les Arabes d'Espagne, a pris son nom de ce pays de Maroc, où les Arabes se sont réfugiés. Pour ce qui est de l'architecture, de la sculpture, de la peinture, de tous les arts enfin qui en Espagne également, ont donné tant d'éclat à la civilisation

musulmane, il est inutile que l'on aille au Maroc en chercher les vestiges; les obscures mosquées, leurs tours massives, les trois immenses palais de l'empereur, les maisons des pachas et des grands, celles de quelques juifs opulents, ne se recommandent que par la solidité de la construction. C'est à peine si dans l'intérieur des mosquées, à l'entour de la source abondante et vive qui fournit l'eau aux ablutions, quelques légères colonnes rappellent que là viennent se préparer à la prière les descendants directs de cette race admirable qui a bâti l'Alhambra. Dans tout l'empire, la population pauvre, celle qui ne vit point dans les douairs, s'entasse sous des toits de chaume appuyés sur une muraille de trois pieds de haut tout au plus. Dans sa misérable demeure chaque famille ne pénètre qu'en rampant, pour ainsi dire, par une étroite ouverture qui regarde l'orient. Là vivent pêle-mêle avec les animaux domestiques hommes et femmes, enfants et vieillards, accroupis ou couchés, demi-nus. Rien ne prouve la dégradation morale d'un peuple comme la dégradation du costume. A l'Alhambra de Grenade, dans la seule peinture arabe qui représente des figures humaines, on aperçoit les membres du divan combinant avec leur émir quelques beaux projets d'*algarade*. On admire en même temps que leur mine résolue et hautaine, la singulière et capricieuse élégance de leurs vêtements, leur jaquette fermée comme une cotte d'armes, leur cafetan que serre au milieu du corps une ceinture rouge à glands d'or, leur burnous dont le capuchon retombe sur l'épaule avec une si gracieuse négligence, leur turban retenu aux tempes par une foule de bandelettes de mousseline ou de laine cramoisie. Leur costume s'est maintenu au Maroc, mais seulement à la cour, dans les villes principales, dans les plus grandes maisons. Partout ailleurs la sandale d'un cuir lustré est remplacée par la babouche, le turban par le bonnet rond, le burnous par le kaïk, une grande pièce de laine où l'on s'enveloppe. Dans les plus hautes vallées de l'Atlas, on renonce même au bonnet et à la babouche; les montagnards ont presque toujours la tête nue et rasée, ou, pour mieux dire, ils se coupent les cheveux avec le tranchant de leurs poignards, abandonnant au vent une mèche qui, au milieu de la tête, atteint sa longueur naturelle. Ils ne revêtent le kaïk que dans les grands jours, quand ils vont à la guerre, ou bien encore quand leurs affaires les appellent dans les villes de la plaine. Dans les villages ou plutôt dans les douairs, le costume se réduit au pagne ou au caleçon. Aussi, une semaine environ après leur naissance, les enfants sont-ils exposés au soleil, dans des paniers d'osier ou de paille, jusqu'à ce que leur peau soit brunie, hâlée, durcie, jusqu'à ce qu'ils puissent affronter les intempéries des saisons, et au besoin dédaigner l'usage des vêtements.

Le costume des femmes ne s'est pas moins altéré que celui des hommes; il s'est dégradé, comme avant la vieillesse se dégrade leur mélancolique ou ardente beauté. Les femmes du Maroc sont presque toutes de taille moyenne; presque toutes ont le teint brun, les yeux noirs, grands, expressifs, les cheveux noirs, les traits doux et réguliers, la physionomie ouverte, la main délicate et nerveuse, le pied petit; mais, comme dans l'intérieur des maisons, où elles se livrent aux plus rudes travaux domestiques, elles ne portent jamais de chaussures, elles ont bientôt le pied déformé, rugueux, aplati. Leur chevelure même, la plus belle peut-être que type féminin ait portée, ne demeure que fort peu d'années noire, lustrée, chatoyante. Arrivées à une certaine époque de leur vie, qui est précisément le plein développement de leur beauté et de leur jeunesse, les femmes du Maroc teignent leurs cheveux de couleurs diverses, formées du substances cor-

rosives, qui les brûlent, les roussissent et les font enfin complétement disparaître.

Ce brillant costume des odalisques, dont le théâtre européen a si souvent montré les magnificences, les riches Marocaines ne le portent que dans les cérémonies solennelles, dans ces grands jours où elles font scintiller et ruisseler sur elles toute sorte de diamants et de perles, et se chargent, plutôt qu'elles ne se parent, de cordons d'argent ou d'or, de pendants d'oreilles, de bagues, de bracelets, de colliers. La dernière heure de la fête vient-elle à sonner, adieu les bijoux, les vêtements précieux, les luxueuses parures; riches et pauvres s'enveloppent en public d'une grande pièce de laine qui, de leur visage, ne laisse entrevoir que le regard; chez elles, elles portent une simple tunique de cuir ou de lin, qui ne se recommande guère par l'élégance, ni même par la plus vulgaire propreté. Les femmes du peuple et surtout les femmes des paysans se coiffent en plein air d'un grand chapeau de paille, qui leur donne un aspect repoussant. Les unes et les autres se teignent non-seulement les cheveux et les ongles; avec le suc de certaines herbes sauvages, elles se font tracer comme des tatouages sur les mains, les bras et les pieds. Mêlant et pilant ensemble le brou des noix encore vertes avec l'écorce de la racine même du noyer, quelques-unes composent une liqueur jaunâtre qui imprime à leurs dents et à leurs lèvres la couleur éclatante du safran.

Pour les Marocaines des villes, c'est le dernier degré de l'éducation que de savoir broder à la soie ou à l'or des emblèmes et des devises qu'elles réservent pour leurs maris ou pour leurs amants. Presque toutes n'ont d'autre occupation que de filer au rouet. Bien loin, dans l'intérieur de l'Afrique, jusque par delà le désert, on vante beaucoup la délicatesse de leur fil de laine ou d'estame. Les femmes pauvres passent leur vie aux champs, à cultiver la terre, à garder les troupeaux, à cueillir des herbes ou des racines, à ramasser du bois mort qu'elles viennent vendre à la porte des mosquées. Dans aucune famille, pas même dans les plus puissantes maisons, on ne se met en devoir de leur apprendre à lire ou à écrire, ni rien enfin de ce qui leur pourrait élever et former l'esprit. On croit faire assez pour leur éducation morale et religieuse, quand on les empêche, non par des considérations de vertu ou d'honneur, mais par la terreur et les mauvais traitements, de manquer à leurs devoirs d'épouses. La condition des femmes au Maroc est la plus odieuse qui se puisse imaginer; l'adultère est puni de mort, et jusqu'au moindre soupçon d'adultère; aux termes de la loi, le mari peut répudier sa femme, en exposant au cadi ses motifs et même sans se donner la peine de s'expliquer; Les musulmans d'Afrique se sont plus scrupuleusement conformés que ceux d'Asie, il faut le reconnaître, au conseil du prophète qui engage les croyants à ne pas épouser plus de quatre femmes. Il y a plus, aujourd'hui même, sauf l'empereur, les pachas, les grands personnages, on trouvera fort peu de polygames au Maroc, mais tout le monde y prend des concubines qui, dans la famille, occupent à peu près la même position que la femme légitime. Dès les premiers jours de leur précoce vieillesse, ses concubines sont abandonnées, comme si jamais on n'avait éprouvé pour elles le moindre sentiment de tendresse; c'est à peine si leurs propres enfants leur conservent encore, non pas du respect, non pas de l'amour, mais seulement un peu de pitié. C'est alors un hideux spectacle que de voir ces pauvres créatures, rebutées et dégradées, exagérer tous les vices de la nature féminine, inquiètes et gloutonnes, s'adonnant sans réserve à la luxure cynique, à celle qui ne se peut nommer, ne s'occupant guère que de désunir par de continuelles médisances et d'armer les uns contre les autres leurs parents ou leurs amis. Parmi ces femmes

déjà un peu avancées en âge et délaissées par leurs maris ou leurs amants, se recrutent pour la plupart les prostituées du Maroc. Il n'en est pas sous ce rapport du Maroc comme des autres pays musulmans; la prostitution y est, moyennant tribut, non-seulement tolérée, mais autorisée. Pour en finir avec ce triste chapitre, nous ajouterons que les femmes perdues du Maroc, même quand elles sont arrivées au dernier degré de la corruption et du vice, refusent obstinément de se livrer aux chrétiens, aux juifs, à tous les étrangers enfin. Parfois pourtant d'elles-mêmes elles s'efforcent de les attirer dans leurs repaires, mais ce n'est que pour les abandonner au rebut de la société maure, et les malheureux y ont presque toujours laissé leur vie.

L'éducation des hommes n'est guère moins négligée que celle des femmes. Il est vrai que dans toutes les mosquées il existe une sorte d'enseignement mutuel présidé par un prêtre; mais ce prêtre s'imagine avoir accompli sa tâche, quand, à force de cris et de coups de bâton, il est parvenu à graver dans la mémoire des écoliers une centaine de versets du Koran, que lui-même souvent serait hors d'état d'expliquer. On n'apprend à écrire et à calculer qu'à ceux qui se destinent à la cléricature et aux charges de cadi, de notaire ou de secrétaire du cadi. D'aucune façon, le gouvernement ne se préoccupe de l'éducation publique : il y a quelques années, des commerçants européens fondèrent à Tétuan un collége où ils admirent les enfants des juifs et des Maures; mais la cour de Fez ne tarda point à prendre l'alarme, et le collége fut supprimé. Les actes officiels sont rédigés en arabe littéral, ou, si l'on veut, dans la langue du Koran; pourtant c'est à peine si quelques personnages, connus sous les noms de *fekis,* de *tolbas,* de *sages du Koran,* sont capables de parler et d'écrire cette langue; le peuple entier ne parle que les dialectes barbaresques aux sons gutturaux, aux rudes et criardes syllabes. L'usage de l'imprimerie n'ayant point encore pénétré dans une seule des villes de l'empire, tout s'écrit à la main, mais de la façon la plus nette du monde et sur du papier excellent. Si jamais ce pays est pleinement ouvert à l'Europe, la médecine, la philosophie, l'histoire, les sciences diverses, y feront de précieuses conquêtes, car dans toutes les mosquées, dans presque toutes les maisons, dans presque toutes les familles maures habitant les villes, on trouvera un nombre infini de manuscrits qui remontent aux plus belles époques de la civilisation musulmane. On sait combien, jusque vers le commencement du XVIIe siècle, les Arabes tenaient à leurs richesses intellectuelles; on sait quelles sommes énormes les sultans de Fez et de Maroc offraient aux rois d'Espagne pour les livres que leurs ancêtres avaient été forcés d'abandonner à Grenade. Venue des sables lointains du Tafilet, où jamais n'a pénétré la civilisation orientale, la dynastie actuelle a porté le dernier coup aux lettres arabes et aux sciences. Il y a quelques années à peine, il y avait dans la mosquée de Carubin une grande bibliothèque renfermant les plus précieux trésors de cette civilisation. Sous Soliman, sous Abderrahman lui-même, livres de poésie, de philosophie, d'histoire, livres de théologie, livres de médecine, tout a été, non détruit, mais dispersé dans le pays, chez les *tolbas* et chez les cadis. Plus que leurs sultans, les populations qui ne sont pas de race nomade ont conservé le souvenir de l'ancienne splendeur arabe; c'est une tradition qui, à mesure qu'elle est allée s'effaçant, s'est convertie chez elles en une sorte d'instinct. Aujourd'hui encore, le Marocain, qui ne comprend pas la première lettre de ses manuscrits, refuse obstinément de s'en dessaisir; l'étranger ne peut pas même obtenir qu'il lui veuille bien montrer les antiques parchemins dont ils sont recouverts.

Voilà comment s'est évanoui le dernier rayon de la civilisation arabe dans ce pays qui, après la conquête de Grenade et après l'expulsion des Maurisques, en avait recueilli pourtant les débris les plus précieux. Il n'est pas de contrée musulmane qui, depuis lors, se soit tenue aussi obstinément à l'écart de toute influence européenne. Sans autorité, sans crédit et presque toujours sans lumières, les renégats s'estimaient trop heureux de conserver une vie misérable au prix de leur religion et de leur nationalité. Quelle influence auraient-ils pu exercer sur des populations qui les traitaient en parias? De leurs voisins d'Espagne, les Maures repoussaient tout, même les médecins de Malaga et d'Alicante, qui venaient se proposer pour les guérir de la lèpre ou de la peste; et quant aux marchands de Gibraltar, ils se préoccupaient trop exclusivement des progrès de leur commerce, pour se dévouer à la propagation des idées qui régénèrent. Habitué à voir l'Europe plier devant lui, dans la personne de ses agents consulaires, et à remplir de son or le *Beitul-mel* de Méquinez, le sultan marocain, avant notre dernière campagne, n'avait compris qu'une seule fois la puissance de l'Occident : ce fut lorsque nos armes prenaient possession de l'Égypte. Au moment où Bonaparte rentrait en France, l'oncle du sultan actuel, Muley-Soliman, venait de promettre à Mourad-Bey de lui prêter assistance avec l'élite de son *almagasen*. Plus tard, quand Napoléon envoya ses troupes en Espagne, Soliman se souvenait encore des terreurs que lui avaient fait éprouver les victoires du jeune général de la république; pour la première fois, dans l'esprit du Maure, les haines de race fléchirent; Soliman fit offrir son alliance aux cortès de Cadix.

Abandonné complétement à lui-même, l'islamisme s'est perdu au Maroc par ses propres excès, par le seul vice de son principe : opérant une confusion absolue entre les deux ordres, l'ordre religieux et l'ordre politique, proclamant dans celui-ci le plus pur despotisme, dans celui-là le dogme étouffant de la fatalité, ce principe devait à la longue les bouleverser infailliblement l'un et l'autre; il devait infailliblement relâcher tous les liens de la société civile, et jusqu'aux liens de famille, dépraver les mœurs, énerver les volontés, affaiblir les intelligences, séparer les races que Mahomet et ses lieutenants avaient réunies sous le même drapeau et dans le même symbole, briser enfin l'unité sociale que le génie du prophète avait eu tant de peine à fonder. Évidemment, un principe qui, à un tel point, se dégrade et abdique sa force est impuissant à se relever de lui-même. L'homme qui aujourd'hui le représente au Maroc aurait la pensée d'entreprendre, ce qui n'est pas et ne peut pas être, l'œuvre malheureuse tentée par le sultan Mahmoud à Constantinople, qu'il succomberait, sans aucun doute, à la lutte; sans aucun doute il y perdrait le pouvoir, et peut-être la vie. C'est par la civilisation européenne que doivent se régénérer ces petites sociétés maures et arabes; c'est la civilisation européenne qui, les attirant, ou, pour mieux dire, allant à elles et les pénétrant chaque jour davantage, doit parvenir à les reconstituer.

Il n'est pas de peuple au monde qui, plus facilement, s'assimile une civilisation étrangère que l'Arabe ou le Maure, du moment où ses préventions fléchissent, du moment où il se décide à s'y plier. A la fin du dernier siècle, un Maure de Maroc, de cette ville où se sont le plus conservés profonds et vivaces les vieux préjugés du mahométisme, El-Ghazal, fut chargé par le sultan d'aller en Espagne régler quelques affaires commerciales. Les négociations traînant en longueur, El-Ghazal séjourna quatre ans à Madrid. A son arrivée, El-Ghazal était un vrai musulman des temps de barbarie et d'ignorance, superstitieux comme un *tolba*, fanatique n

plus ni moins qu'un soldat de l'*almagasen.* A son départ, on l'eût à peine distingué, pour les manières et le savoir-vivre, des plus élégants seigneurs de la cour de Madrid. Pendant son séjour dans la Péninsule, Ahmed-Bel-el-Mohedi-el-Ghazal composa, sur les mœurs de l'Espagne et sur les opinions qui alors y dominaient, un livre plein de judicieuse malice. Admirateur enthousiaste du génie de Montesquieu, El-Ghazal adopta le plan des *Lettres Persanes;* son livre, qu'il écrivit en arabe et en espagnol, et qui du reste est demeuré inédit, a pour titre les *Lettres d'un Marocain.* Le texte espagnol s'est perdu; mais le texte arabe subsiste : c'est le Musée britannique de Londres qui possède le manuscrit d'El-Ghazal. Un consciencieux écrivain de Madrid, qui en a pris une copie exacte, le traduit en ce moment; on saura bientôt, nous l'espérons, comment, sans renoncer à l'originalité primitive de son caractère, un Arabe du Maroc peut devenir Européen. M. Calderon a la conviction qu'aujourd'hui même, dans ce pays, plus d'une intelligence élevée, plus d'un cœur généreux, ne tarderaient point à se produire, si les Maures des principales familles, pachas, cadis, wazyrs, docteurs de la loi, pouvaient être, comme El-Ghazal, initiés aux mœurs et aux idées de l'Europe. Par là, ce nous semble, il est facile de voir quels moyens on peut employer afin que ces idées et ces mœurs prennent elles-mêmes possession du pays maure. Pour les y installer, il n'est pas nécessaire de recourir à l'occupation armée qui, durant des siècles peut-être, soulèverait contre nous les populations, et entre les puissances européennes pourrait provoquer des divisions interminables. Il suffirait de conventions nettes et précises qui, au profit de toutes les nations, et au profit du Maroc surtout, livreraient l'empire au commerce du monde par la Méditerranée, par l'Océan, par les gorges algériennes de l'Atlas. Il faut abattre enfin ces barrières que nous opposent les douanes des villes maritimes ; ces tarifs arbitraires, établis depuis le temps où l'Afrique musulmane se complaisait à humilier et à rançonner les princes chrétiens, ne peuvent plus se maintenir. Il y faut substituer des droits modérés qui, décourageant la fraude et attirant tous les grands peuples de la terre, prouveraient à l'empereur que son trésor peut mieux se trouver des progrès de la civilisation européenne que des exactions et des avanies épuisantes de la barbarie; il faut détruire le monopole qui ruine les populations par les traitants juifs, les juifs par les pachas, les pachas par le sultan; à cette civilisation il faut ménager l'accès de Fez, de Maroc, de Méquinez et de toutes les autres villes de l'intérieur, d'où elle puisse rayonner à son aise et s'étendre jusqu'aux plus hautes vallées des Shilogs et des Amazirgas, jusqu'aux douairs reculés de Sus et de Wadnoon. Le commerce y importera nos mœurs; nos mœurs y introduiront nos idées et nos principes; nos idées, à leur tour, se chargeront d'y réformer les institutions. Pourquoi ne pas espérer qu'un jour races dominantes, races nomades, races proscrites, en ce moment divisées par des antipathies séculaires, finiront par se fixer, par se rapprocher et s'entendre? Si du Maroc ouvert à l'influence européenne, on regarde au loin à travers l'Afrique centrale, quels horizons magnifiques se laissent entrevoir, et de proche en proche s'agrandissent pour la civilisation! Du fond de leurs solitudes orientales, les Arabes se sentirent autrefois invinciblement attirés vers le fécond Magreb-el-Aksa, comme nous-mêmes aujourd'hui de nos régions du nord. Ils en firent un boulevard pour leurs conquêtes passées, un quartier général d'où ils devaient s'élancer aux conquêtes futures. Puisqu'un tel point d'appui leur a donné la force d'envahir les plus belles contrées de l'Europe méridionale, où ils ont tant amoncelé de ruines, pourquoi l'Europe ne s'en servirait-elle point, à son

tour, pour pénétrer plus avant dans cet Orient mystérieux, où il en faut tant relever?

Peut-on dire qu'on s'est proposé un tel but, en signant si précipitamment la paix avec le Maroc? Pour la France comme pour l'Europe, cette paix ne stipule aucun avantage réel; elle ne modifie point, elle ne rend ni meilleures ni plus sûres nos relations avec le pays maure; elle nous replace à peu près dans la situation où nous étions vis-à-vis du sultan africain, non-seulement avant le bombardement de Tanger, non-seulement avant l'occupation de l'Algérie, mais à la fin du dernier siècle, à l'époque où les premières conventions ont été arrêtées entre la France et le Maroc. En cette question, pas plus qu'en toutes celles qui s'agitent dans le monde et qui sollicitent la France à une noble initiative, on ne s'est inquiété ni de grands résultats politiques, ni de conquêtes commerciales. Pourtant, après nos succès de Tanger, de l'Isly, de Mogador, l'occasion était belle de réparer les échecs qu'a subis la politique extérieure de la France en ces dernières années. En livrant le Maroc au commerce européen, en stipulant pour toutes les nations chrétiennes, on pouvait peut-être entraîner l'Angleterre à sa suite. Mais on a manqué de la prévoyance de l'homme d'état avant comme après la lutte, on n'a vu que les petites difficultés du moment, et, pour s'être volontairement engagé à n'occuper aucun point du territoire marocain, on s'est privé des moyens de tirer parti d'une situation qui ne se retrouvera plus. Il n'y a cependant que deux puissances au monde, la France et l'Angleterre, capables d'ouvrir le Maroc; on peut être sûr que la Grande-Bretagne ne s'exposera plus à être devancée. Elle-même n'interprétera-t-elle pas notre prompte retraite comme un abandon non-seulement des marchés maures et arabes, mais de ceux de l'Afrique centrale, qui sont d'une si haute importance pour l'avenir de nos possessions algériennes? N'est-on l'intime allié de l'Angleterre qu'à la condition de ne pas la suivre dans ses grandes résolutions? Préfère-t-on imiter l'Espagne, qui, en négligeant Ceuta et ses autres établissements des côtes méditerranéennes, se désintéresse trop facilement aussi dans ce beau pays où elle a autrefois dominé? On ne comprend pas, en effet, l'incurie de l'Espagne, quand on pense que Ceuta est située presque en face de Gibraltar; du jour où les Anglais seront entrés dans Ceuta, Gibraltar deviendra pour jamais inexpugnable; le blocus maritime, qui à la longue le réduirait par famine, sera dès lors tout à fait impossible. Ce qu'il y a d'étrange, c'est que l'Espagne, qui d'aucune façon ne cherche à conjurer ces éventualités menaçantes, voit pourtant le péril; c'est un de ses écrivains, don Serafin Calderon, qui nous montre combien il est grand, combien il est proche; c'est M. Calderon qui se charge de nous dire dans quelles vues l'Angleterre se proposait, il y a vingt-cinq ans, de jeter une colonie d'Irlandais entre Tétuan et Ceuta. Depuis vingt-cinq ans, c'est encore M. Calderon qui l'affirme, l'Angleterre n'a pas cessé un instant de songer à la réalisation d'un tel projet, et il est évident qu'aujourd'húi elle doit être moins que jamais d'humeur à y renoncer. Par la réelle importance que la race irlandaise s'est acquise aux États-Unis, on sait combien elle est prompte à se naturaliser, à se créer des intérêts nombreux et vivaces partout où l'on veut bien lui accorder sa part du sol. Il y a mieux encore: l'Irlandais est catholique; soyez certains qu'en Afrique, il se sera bientôt lié par des relations étroites, dont l'Angleterre fera son profit, avec les habitants de Ceuta, qui, vis-à-vis de leur métropole, se considèrent, ou peu s'en faut, comme des étrangers. Que les hommes d'état et les publicistes de Madrid y pensent bien : dans leurs journaux, dans leurs livres,

à la tribune de leurs cortès, ils rappellent avec orgueil que, sous la domination romaine, le Maroc a porté le nom d'*Espagne transfrétane;* ils rappellent que les Wisigoths, leurs ancêtres, ont possédé Fez, Méquinez et la plupart des villes de l'intérieur. Assurément, c'est là un orgueil fort légitime; ils feraient mieux, cependant, de ne pas remonter si haut dans leur histoire : qu'ils se souviennent seulement qu'en 1704 les Anglais leur ont enlevé Gibraltar. Malheureusement il est à craindre que la solution incomplète donnée par la France à la question du Maroc n'encourage l'Angleterre à poursuivre ses plans, — sans réveiller l'esprit politique de l'Espagne sur ses intérêts africains.

XAVIER DURRIEU.

MADEMOISELLE

DE LA SEIGLIÈRE.

TROISIÈME PARTIE [1].

VI.

Mlle de La Seiglière entra, simplement vêtue, mais royalement parée de sa blonde et blanche beauté Opulemment tordus derrière la tête, ses cheveux encadraient de nattes et de tresses d'or son visage, que coloraient encore l'animation de la marche et les chauds baisers du soleil. Ses yeux noirs brillaient de cette douce flamme, rayonnement des âmes virginales, qui éclaire et ne brûle pas. Une ceinture bleue, à bouts flottants, rassemblait et serrait autour de sa taille les mille plis d'une robe de mousseline qui enveloppait tout entier son corps élégant et flexible. Un brodequin de coutil vert faisait ressortir la cambrure aristocratique de son pied mince, étroit et long. Un bouquet de fleurs des champs décorait son jeune corsage. Après avoir jeté négligemment sur un fauteuil son chapeau de paille d'Italie, son ombrelle de moire grise, et une touffe de bruyères roses qu'elle venait de cueillir dans une promenade sur la pente des coteaux voisins, elle courut, svelte et légère, à son père d'abord, qu'elle n'avait pas vu de la journée, puis à Mme de Vaubert, qui l'embrassa avec effusion. Ce ne fut qu'au bout de quelques instants, en s'échappant des bras de la baronne, qu'Hélène s'aperçut de la présence d'un étranger. Soit embarras, soit curiosité, soit surprise de l'âme et des sens, Bernard s'était

(1) Voyez les livraisons du 31 août et du 15 septembre.

arrêté près de la porte, devant l'apparition de cette suave créature, et il était là, debout, immobile, en muette contemplation, se demandant sans doute depuis quand les gazelles vivaient fraternellement avec les renards, et les colombes avec les vautours. Le regard est prompt comme l'éclair ; la pensée est plus rapide encore. En moins d'une seconde, Mme de Vaubert eut tout vu, tout compris : sa figure s'éclaircit, son front s'illumina.

— Tu ne reconnais pas monsieur? demanda le marquis à sa fille.

Après avoir examiné Bernard d'un regard inquiet et curieux, Hélène ne répondit que par un mouvement de sa blonde tête.

— C'est pourtant un de tes amis, ajouta le vieux gentilhomme.

Sur un geste de son père, demi-troublée, demi-souriante, Mlle de La Seiglière s'avança vers Bernard. Quand cet homme, qui n'avait eu jusqu'à présent aucune révélation de la grâce et de la beauté, et dont la jeunesse, ainsi qu'il l'avait dit lui-même, s'était écoulée dans les camps et chez les barbares, vit venir à lui cette belle et gracieuse enfant, la candeur au front et le sourire sur les lèvres, lui qui vingt fois avait vu la mort sans pâlir, il sentit son cœur défaillir, et ses tempes se mouillèrent d'une sueur froide.

— Mademoiselle, dit-il d'une voix altérée, vous me voyez pour la première fois. Cependant, si vous avez connu un infortuné qui s'appela Stamply sur la terre, je ne vous suis pas tout à fait étranger, car vous avez connu mon père.

A ces mots, Hélène attacha sur lui deux grands yeux de biche effarée; puis elle regarda tour à tour le marquis et Mme de Vaubert, qui contemplaient cette scène d'un air attendri.

— C'est le petit Bernard, dit le marquis.

— Oui, chère enfant, ajouta la baronne, c'est le fils du bon M. Stamply.

— Monsieur, dit enfin Mlle de La Seiglière avec émotion, mon père a eu raison de me demander si je vous reconnaissais. J'ai tant de fois entendu parler de vous, qu'il me semble à présent que j'aurais dû vous reconnaître en effet. Vous vivez! c'est une joie pour nous; voyez, j'en suis toute tremblante. Et pourtant, joyeuse que je suis, je ne puis penser sans tristesse à votre père, qui a quitté ce monde avec l'espoir de vous retrouver dans l'autre; le ciel a donc aussi ses douleurs et ses déceptions. Oui, mon père a dit vrai, vous êtes de mes amis. Vous le voulez, monsieur? M. Stamply m'aimait et je l'aimais aussi. Il était mon vieux compagnon. Avec lui, je parlais de vous; avec vous, je parlerai de lui. — Mon père, a-t-on fait préparer l'appartement de M. Bernard? — car vous êtes ici chez vous.

— Ah bien! oui, s'écria le marquis! un enragé qui aimerait mieux s'aller loger sous le pont du Clain que d'habiter et de vivre au milieu de nous!

— Ainsi, monsieur, reprit Hélène d'un ton de doux reproche, lorsque je suis entrée, vous vous éloigniez! vous partiez! vous nous fuyiez! Heureusement, c'est impossible.

— Impossible! s'écria le marquis; on voit bien que tu ne sais pas d'où il vient. Tel que tu le vois, monsieur arrive de Sibérie. La fréquentation des Kalmouks l'a rendu difficile sur la qualité de ses relations et sur le choix de ses amitiés. Cela se conçoit, il ne faut pas lui en vouloir. Et puis, il nous hait, ce garçon ; ce n'est pas sa faute. Pourquoi nous hait-il? Il n'en sait rien, ni moi non plus ; mais il nous hait, c'est plus fort que lui. On n'est pas maître de ses sentiments.

— Vous nous haïssez, monsieur! J'aimais votre père, vous haïssez le mien ! Vous me haïssez, moi! Que vous avons-nous fait? demanda Mlle de La Seiglière

d'une voix qui aurait amolli un cœur d'airain et désarmé le courroux d'un Scythe. Monsieur, nous n'avons pas mérité votre haine.

— Qu'est-ce que cela fait, dit le marquis, si c'est son goût de nous haïr? Tous les goûts sont dans la nature. Il prétend que ce parquet lui brûle les pieds, et qu'il lui serait impossible de fermer l'œil sous ce toit. Voici ce que c'est que d'avoir dormi sur des peaux de rennes et vécu dans six pieds de neige. Rien ne vous flatte plus, et tout paraît terne et désenchanté.

Par une intuition rapide, Hélène crut comprendre ce qui se passait dans le cœur et dans l'esprit de ce jeune homme. Elle comprit qu'en restituant les biens de ses maîtres, le vieux Stamply avait dépouillé son fils, et que celui-ci, victime de la probité de son père, refusait par orgueil d'en recevoir le prix. Dès lors, par délicatesse autant que par devoir, elle redoubla de grâce et d'insistance, jusqu'à se départir de sa réserve habituelle, pour lui faire oublier tout ce que sa position comportait de pénible, de difficile et de périlleux.

— Monsieur, reprit-elle d'un ton d'autorité caressante, vous ne partirez pas. Puisque vous refusez d'être notre hôte, vous serez notre prisonnier. Comment avez-vous pu seulement aborder l'idée que nous vous permettrions de vivre autre part qu'au milieu de nous? Que penserait le monde? que diraient nos amis? Vous ne voudriez pas du même coup affliger nos cœurs et porter atteinte à notre renommée. Songez donc, monsieur, qu'il ne s'agit ici ni d'hospitalité à offrir ni d'hospitalité à recevoir. Nous devons trop à votre père, ajouta l'aimable fille, qui n'en savait rien, mais qui, croyant entrevoir que Bernard hésitait par fierté, voulait ménager ses susceptibilités et faire, pour ainsi dire, un pont d'or à son orgueil, — nous devons trop à votre père pour que vous puissiez nous devoir quelque chose. Nous n'avons rien à vous donner; il ne nous reste qu'à rendre d'une main ce que nous avons reçu de l'autre. Vous accepterez, pour ne pas nous humilier.

— Accepter, lui! s'écria le marquis; il s'en gardera, par Dieu, bien. Nous humilier, c'est ce qu'il veut. Tu ne le connais pas : il aimerait mieux se couper le poignet que de mettre sa main dans la nôtre.

La jeune fille déganta sa main droite et la tendit loyalement à Bernard.

— Est-ce vrai, monsieur? lui dit-elle.

En sentant entre ses doigts brunis par les travaux de la guerre et durcis par les labeurs de la captivité cette peau moite, fine et satinée, Bernard pâlit et tressaillit. Ses yeux se voilèrent, ses jambes se dérobèrent sous lui. Il voulut parler; sa voix expira sur ses lèvres.

— Vous nous haïssez? dit Hélène; c'est une raison de plus pour que vous restiez. Il nous importe surtout que vous ne nous haïssiez pas; il y va de notre gloire et de notre honneur. Souffrez d'abord que nous tâchions de vous apprendre à nous connaître. Quand nous y aurons réussi, alors, monsieur, vous partirez si vous vous en sentez le courage; mais d'ici là, je vous le répète, vous êtes en notre pouvoir. Vous avez été six ans le prisonnier des Russes; vous pouvez bien être un peu le nôtre. C'est donc une perspective si effrayante que celle de se sentir aimé? Au nom de votre père qui m'appelait parfois son enfant, vous resterez, je le veux, je l'exige; au besoin, je vous en prie.

— Elle est charmante! s'écria Mme de Vaubert avec attendrissement.

Elle ajouta tout bas :

— Il est perdu!

Et c'était vrai, Bernard était perdu. L'histoire de ses variations peut se résumer

aisément. Ulcéré par le malheur, justement irrité par les poignantes déceptions du retour, exaspéré par la rumeur publique, brûlant de toutes les passions et de toutes les ardeurs politiques du temps, haïssant d'instinct la noblesse, impatient de venger son père, il se présente au château de La Seiglière, sa haine appuyée sur son droit, le cœur et la tête remplis d'orages et de tempêtes, s'attendant à rencontrer une résistance orgueilleuse, pressentant des prétentions altières, des préjugés hautains, une morgue insolente, et se préparant à broyer tout cela sous l'ouragan de sa colère. Tout d'abord, il manque son effet; sa haine avorte, sa colère échoue. L'ouragan qui voulait des chênes à briser ne courbe que des roseaux et va se perdre dans les hautes herbes; la foudre qui comptait bondir de roc en roc et d'écho en écho s'éteint sans bruit dans la vallée, où elle n'éveille que de suaves mélodies. Bernard cherche des ennemis, il ne trouve que des flatteurs. Il essaie encore de loin en loin de lâcher quelques bordées; on lui renvoie ses boulets changés en sucre. Toutefois, échappant aux enchantements d'une Armide émérite, il va se retirer après avoir signifié sa volonté inexorable, lorsque apparaît une autre enchanteresse, d'autant plus séduisante, qu'elle ne songe pas à séduire. Puissance irrésistible, charme éternel et toujours vainqueur, éloquence divine de la jeunesse et de la beauté! Elle n'a fait que paraître, Bernard est ébranlé. Elle a souri, Bernard est désarmé. C'est une enfant que Dieu doit contempler avec amour. Son front respire la candeur, sa bouche la sincérité; au fond de son regard limpide, on peut voir son âme épanouie comme une belle fleur sous la transparence des eaux. Jamais le mensonge n'a flétri ces lèvres, jamais la ruse n'a faussé le rayon de ces yeux. Elle parle, et, sans le savoir, l'ange se fait complice du démon. Elle ne dit rien, non seulement qui contrarie, mais encore qui ne confirme ce qui s'est dit précédemment; il n'est pas une parole d'Hélène qui ne vienne à l'appui d'une parole de Mme de Vaubert La vérité a des accents vainqueurs que l'âme la plus défiante ne saurait méconnaître. C'est la vérité, c'est bien elle qui parle par la voix d'Hélène; cependant, si Hélène est sincère, Mme de Vaubert est sincère, elle aussi? Bernard hésite. Si c'étaient là pourtant de nobles cœurs calomniés par l'envie? S'il avait plu à son père d'acheter au prix de toute sa fortune quelques années de joie, de paix et de bonheur, est-ce Bernard qui oserait s'en plaindre? Oserait-il révoquer un don volontaire et spontané, légitimé par la reconnaissance? chasserait-il impitoyablement les êtres auxquels son père aurait dû de vivre entouré de soins et de s'éteindre entre des bras amis?

Il en était là de ces réflexions, moins nettes pourtant dans son esprit, moins arrêtées et moins précises que nous ne venons de les exprimer, quand Mme de Vaubert, qui s'était approchée, profita d'un instant où Mlle de La Seiglière échangeait quelques paroles avec le marquis, pour lui dire :

— Eh bien! monsieur, à présent vous les connaissez tous, les auteurs de ces lâches manœuvres que vous signaliez tout à l'heure. Que n'accablez vous aussi cette enfant de vos mépris et de vos colères? Vous voyez bien qu'elle a trempé dans le complot infâme, et qu'après avoir travaillé à la ruine de votre père, elle s'est entendue avec nous pour le laisser mourir de chagrin.

A ces paroles de Mme de Vaubert, Bernard frissonna, comme s'il sentait un serpent s'enrouler autour de ses jambes; mais presque aussitôt Mlle de La Seiglière revenant à lui :

— Monsieur, dit-elle, la mort de votre père m'a laissé vis-à-vis de vous des devoirs sérieux à remplir. Je l'ai assisté à son heure suprême; j'ai reçu ses der-

niers adieux, j'ai recueilli son dernier soupir. C'est comme un dépôt sacré qui doit passer de mon cœur dans le vôtre. Venez, peut-être vous sera-t-il doux d'entendre parler de celui qui n'est plus, le long de ces allées qu'il aimait et qui sont encore toutes remplies de son image.

Ainsi parlant, Mlle de La Seiglière avait appuyé sa main sur le bras de Bernard, qu'elle emmena comme un enfant. Lorsqu'ils se furent éloignés, le marquis se jeta dans un fauteuil, et, libre enfin de toute contrainte, il laissa déborder les flots de colère et d'indignation qui l'étouffaient depuis plus d'une heure. Il y avait en lui deux sentiments ennemis, qui se combattaient avec acharnement, tour à tour vaincus et vainqueurs, l'égoïsme et l'orgueil de sa race. Décidément l'égoïsme était le plus fort ; mais il ne pouvait triompher sans que l'orgueil vaincu ne poussât aussitôt des cris de blaireau pris au piége. En presence de Bernard, l'égoïsme l'avait emporté; Bernard parti, l'orgueil irrité s'arracha violemment aux étreintes de son rival et reprit bravement le dessus. Il y eut encore une scène de révoltes et d'emportements qui fut tout ce qu'il est possible d'imaginer en ce genre de plus puéril et de plus charmant : qu'on se représente la grâce pétulante d'un poulain échappé, franchissant haies et barrières, et bondissant sur les vertes pelouses. Ce ne fut pas sans de nouveaux efforts que Mme de Vaubert parvint à le ressaisir, à le ramener et à le maintenir dans le vrai de la situation.

— Voyons, marquis, dit-elle après l'avoir longtemps écouté avec une pitié souriante, cessons ces enfantillages. Vous aurez beau vous mutiner, vous ne changerez rien aux faits accomplis. Ce qui est fait est fait. A vouloir le contraire, Dieu lui-même perdrait sa puissance.

— Comment! s'écria le marquis, un drôle dont le père a labouré mes champs et dont j'ai vu la mère apporter ici, chaque matin, pendant dix ans, le lait de ses vaches, viendra m'insulter chez moi, et je n'y pourrai rien ! Non-seulement je ne le ferai pas jeter à la porte par mes laquais, mais encore je devrai l'héberger, le fêter, lui sourire et lui mettre ma fille au bras! Un va-nu-pieds qui trente ans plus tôt se fût estimé trop heureux de panser mes chevaux et de les conduire à l'abreuvoir! Avez-vous entendu avec quelle emphase ce fils de bouvier a parlé des sueurs de son père? Quand ils ont dit cela, ils ont tout dit. La sueur du peuple ! la sueur de leurs pères ! Les impertinents et les sots ! Comme si leurs pères avaient inventé la sueur et le travail ! S'imaginent-ils donc que nos pères ne suaient pas, eux aussi? Pensent-ils qu'on suait moins sous le haubert que sous le sarrau? Cela m'indigne, madame la baronne, de voir les prétentions de cette canaille qui se figure qu'elle seule travaille et souffre, tandis que les grandes familles n'ont qu'à ouvrir les deux mains pour prendre des châteaux et des terres. Et comment trouvez-vous ce hussard qui vient revendiquer un million de propriétés, sous prétexte que son père a sué? Voilà les gens qui nous reprochent l'orgueil et la vanité des ancêtres ! Celui-ci réclame insolemment le prix de la sueur de son père, puis il s'étonnera que je tienne au prix du sang de vingt de mes aïeux!

— Eh! mon Dieu, marquis, vous avez cent fois raison, répliqua Mme de Vaubert. Vous avez pour vous le droit ; qui le nie et qui le conteste? Malheureusement, ce hussard a pour lui la loi, la loi mesquine, taquine, hargneuse, bourgeoise en un mot. Encore une fois, vous n'êtes plus chez vous, et ce drôle est ici chez lui ; c'est là ce qu'il vous faut comprendre.

— Eh bien! madame la baronne, s'écria M. de La Seiglière, s'il en est ainsi, mieux vaut la ruine que la honte, mieux vaut abdiquer sa fortune que son honneur.

L'exil ne m'effraie pas ; j'en connais le chemin. Je partirai, je m'expatrierai une dernière fois. Je perdrai mes biens, mais je garderai mon nom sans tache. Ma vengeance est toute prête : il n'y aura plus de La Seiglière en France !

— Eh ! mon pauvre marquis, la France s'en passera.

— Ventre-saint-gris, madame la baronne ! s'écria le marquis rouge comme un coquelicot. Savez-vous ce que dit un jour à son petit lever le roi Louis XIV, en apercevant mon trisaïeul au milieu des gentilshommes de sa cour ? Marquis de La Seiglière, dit le roi Louis en lui frappant affectueusement sur l'épaule.....

— Marquis de La Seiglière, je vous dis, moi, que vous ne partirez pas, s'écria Mme de Vaubert avec fermeté. Vous ne faillirez point du même coup à ce que vous devez à vos aïeux, à ce que vous devez à votre fille, à ce que vous vous devez à vous-même. Vous n'abandonnerez pas lâchement l'héritage de vos ancêtres. Vous resterez, précisément parce qu'il y va de votre honneur. D'ailleurs on ne s'exile plus à notre âge. C'était bon dans la jeunesse, alors que nous avions devant nous l'avenir et un long espoir. Et pourquoi donc partir ? ajouta-t-elle d'un air belliqueux. Depuis quand attend-on, pour lever le siége, que la place soit près de se rendre ? Depuis quand bat-on en retraite, quand on est sûr de la victoire ? Depuis quand quitte-t-on la partie, lorsqu'on est près de la gagner ? Nous triomphons, ne le sentez-vous pas ? Que ce Bernard passe seulement la nuit au château, et demain je réponds du reste.

En cet instant, la baronne, qui se tenait dans l'embrasure d'une fenêtre, aperçut dans la vallée du Clain son fils, qui se dirigeait vers la porte du parc. Laissant le marquis à ses réflexions, elle s'échappa plus légère qu'un faon, arrêta Raoul à la grille, le ramena au castel de Vaubert, et trouva un prétexte plausible pour l'envoyer de là dîner et passer la soirée dans un château voisin.

Cependant Hélène et Bernard allaient à pas lents, la jeune fille suspendue au bras du jeune homme, lui timide et tremblant, elle redoublant de séduction et de grâce. Grâce naïve, séduction facile ! Elle racontait avec une simplicité touchante l'histoire des deux dernières années que le vieux Stamply avait passées sur la terre. Elle disait comment ils en étaient venus à se connaître l'un l'autre et à s'aimer, leurs promenades, leurs excursions, leurs mutuelles confidences, et aussi quelle place avait tenue Bernard dans leurs entretiens. Bernard écoutait en silence et charmé, et, tout en écoutant, il sentait à son bras le corps souple et léger d'Hélène, il regardait ses deux pieds qui marchaient à l'unisson des siens, il respirait son haleine plus suave que les parfums d'automne, il entendait le frôlement de sa robe plus doux que le bruit du vent dans la feuillée. Déjà il subissait des influences amollissantes ; pareille à ces tiges élancées le long desquelles la foudre s'échappe et s'écoule, Hélène lui dérobait le fluide orageux de sa haine et de sa colère. Vainement essayait-il encore de se raidir et de se débattre ; semblable lui-même à ce chevalier dont on avait dévissé l'armure, il sentait tomber à chaque pas quelque débris de ses rancunes et de ses préventions. Tout en causant, ils avaient rabattu sur le château. Le jour baissait ; le soleil à son déclin allongeait démesurément l'ombre des peupliers et des chênes. Arrivé au pied du perron, Bernard se disposait à prendre congé de Mlle de La Seiglière, quand celle ci, sans quitter le bras du jeune homme, l'entraîna doucement dans le salon où Mme de Vaubert avait déjà rejoint le marquis, tant elle appréhendait de l'abandonner à ses seules inspirations.

— Vous êtes ému, monsieur, dit-elle aussitôt en s'adressant à Bernard com-

ment pourrait-il en être autrement? Ce parc fut, pour ainsi dire, le nid de vos belles années. Enfant, vous avez joué sur ces gazons; c'est sous ces ombrages que sont éclos vos premiers rêves de jeunesse et de gloire. Aussi votre excellent père en avait-il fait, sur les derniers temps, sa promenade de prédilection, comme si, au détour de chaque allée, il s'attendait à vous voir apparaître.

— Je le vois encore, dit le marquis, passer le long des boulingrins; avec ses cheveux blancs, ses bas de laine bleue, son gilet de futaine et sa culotte de velours, on l'aurait pris pour un patriarche.

— C'était bien un patriarche en effet, ajouta Mme de Vaubert avec onction.

— Ma foi! s'écria le marquis, patriarche ou non, c'était un brave homme.

— Si bon! si simple! si charmant! reprit Mme de Vaubert.

— Et point sot! s'écria le marquis. Avec son air bonhomme, il avait une manière de tourner les choses qui surprenait les gens.

— Aussitôt qu'il apparaissait, on s'empressait autour de lui, on faisait cercle pour l'entendre.

— C'était un philosophe. On se demandait, en l'écoutant, où il prenait les choses qu'il disait.

— Il les prenait dans sa belle âme, ajouta Mme de Vaubert.

— Et quelle gaillarde humeur! s'écria le marquis, emporté, malgré lui, par le courant; toujours gai! toujours content! toujours le petit mot pour rire!

— Oui, dit Mme de Vaubert, il avait retrouvé au milieu de nous son humeur souriante, sa gaieté naturelle et les vertes saillies d'un heureux caractère. Longtemps altérées par la rouille de l'isolement, toutes ses aimables qualités avaient repris, dans une douce intimité, leur éclat primitif et leur fraîcheur native. Il ne se lassait pas de répéter que nous l'avions rajeuni de trente ans. Dans son langage naïf et figuré, il se comparait à un vieux tronc ombragé de pousses nouvelles.

— Il est bien vrai que c'était une douce nature qu'on ne pouvait connaître sans l'aimer, dit à son tour Hélène, qui supposant à son père et à la baronne les délicatesses de son cœur et de son esprit, s'expliquait ainsi leur empressement autour de Bernard.

— Ah! dame, reprit la baronne, il adorait son empereur. On n'aurait pas été bien venu à le contrarier sur ce point. Quelle chaleur, quel enthousiasme, toutes les fois qu'il parlait du grand homme! Il en parlait souvent, et nous nous plaisions à l'écouter.

— Oui, oui, dit le marquis, il en parlait souvent; on peut même affirmer qu'il en parlait très-souvent. Que voulez-vous? ajouta-t-il, foudroyé par un regard de Mme de Vaubert et se reprenant aussitôt? ça lui faisait plaisir, à ce bonhomme, et c'était tout profit pour nous. Vive Dieu! monsieur, monsieur votre père peut se flatter là-haut de nous avoir procuré ici-bas de bien agréables moments.

La conversation en était là, sans que Bernard eût pu placer un mot, lorsqu'un laquais vint annoncer que M. le marquis était servi. M. de La Seiglière offrit son bras à la baronne, Hélène prit le bras du jeune homme, et tous quatre passèrent dans la salle à manger. Cela s'était fait si promptement et si naturellement, que Bernard ne comprit ce dont il s'agissait qu'en se voyant, comme par enchantement, assis auprès d'Hélène, à la table du gentilhomme. Le marquis ne l'avait même pas invité, et Bernard eût été depuis six mois l'hôte et le commensal du logis, que les choses n'auraient pu se passer sans moins de façon ni de cérémonie. Il voulut se lever et s'enfuir; mais la jeune fille lui dit :

— Ce fut longtemps la place de votre père; ce sera désormais la vôtre.

— Rien n'est changé ici, ajouta le marquis; il n'y a qu'un enfant de plus dans la maison.

— Touchant accord! charmante réunion! murmura Mme de Vaubert.

Ne sachant s'il veillait ou s'il était le jouet d'un songe, Bernard déploya brusquement sa serviette, et resta rivé sur sa chaise.

Dès le premier service, le marquis et la baronne entamèrent l'entretien sans avoir l'air de s'apercevoir de la présence d'un convive de plus, absolument comme si Bernard n'eût pas été là, ou plutôt comme si, de tout temps, il avait fait partie de la famille. Bernard était silencieux, ne buvait que du bout des lèvres et touchait à peine aux mets qu'on lui servait. On ne le sollicita point; on feignit même de ne pas remarquer son attitude sombre, pensive et réservée. Ainsi qu'il arrive au début de tous les repas, la conversation roula d'abord sur des objets indifférents : quelques mots échangés çà et là, point d'allusion à la situation présente, tout au plus, de temps à autre, un hommage indirect à la mémoire du bon M. Stamply. De banalités en vulgarités, on en vint naturellement à parler de la politique du jour. A certains mots qui échappèrent au marquis, Bernard commença de dresser les oreilles : quelques traits partirent de droite et de gauche; bref, la discussion s'engagea. Mme de Vaubert en saisit aussitôt les rênes, et jamais automédon conduisant un quadrige et faisant voler la poussière olympique ne déploya autant de dextérité qu'en cette occasion la baronne. Le terrain était difficile, creusé d'abîmes, hérissé d'aspérités, traversé d'échaliers et d'ornières; du premier bond, le marquis courait risque de s'y rompre le cou. Elle en sut faire une route aussi droite, unie et sablée que l'avenue d'un château royal ; elle tourna tous les obstacles, contint la fougue étourdie du marquis, aiguillonna Bernard sans l'irriter, les lança l'un et l'autre tour à tour au trot, au galop, au pas relevé; puis, après les avoir fait manœuvrer, pirouetter, se cabrer et caracoler, de façon toutefois à laisser à Bernard les honneurs de la joûte, elle rassembla les guides, serra le double mors, et les ramena tous deux fraternellement au point d'où ils étaient partis. Insensiblement Bernard avait pris goût au jeu. Échauffé par cet exercice, entraîné malgré lui par la bonne humeur du marquis, il montra moins de raideur et plus d'abandon, et lorsqu'au dessert le gentilhomme dit en lui versant à boire :

— Monsieur, voici d'un petit vin que monsieur votre père ne méprisait pas; je prétends que nous vidions nos verres à sa mémoire et à votre heureux retour.

Machinalement Bernard leva son verre et toucha celui du marquis.

Le repas achevé, on se leva de table pour aller faire un tour de parc. La soirée était belle. Hélène et Bernard marchaient l'un près de l'autre, précédés du marquis et de la baronne, qui causaient entre eux, et dont la voix se perdait dans le bruit de l'eau et dans le murmure du feuillage. L'un et l'autre étaient silencieux et comme absorbés par le bruissement des feuilles desséchées que leurs pieds soulevaient en marchant. Quand le marquis et sa compagne disparaissaient au tournant d'une allée, les deux jeunes gens pouvaient croire un instant qu'ils erraient seuls dans le parc désert, à la sombre clarté des étoiles. Plus pure et plus sereine que l'azur du ciel qui étincelait au-dessus de leurs têtes, Mlle de La Seiglière ne ressentait alors aucun émoi, et continuait d'aller d'un pas lent, rêveur et distrait, tandis que Bernard, plus pâle que la lune qui se montrait derrière les aulnes, plus tremblant que les brins d'herbe qu'agitait le vent de la nuit, s'enivrait, à son insu, du premier trouble de son cœur. De retour au salon, la conversation reprit son

cours autour d'un de ces feux clairs qui égaient les soirées d'automne. Le sarment pétillait dans l'âtre, et les brises imprégnées de la senteur des bois lutinaient follement les rideaux de la fenêtre ouverte. Commodément assis dans un fauteuil moelleux, non loin d'Hélène, qui s'occupait, à la lueur d'une lampe, d'un ouvrage de tapisserie, Bernard subissait, sans chercher à s'en rendre compte, le charme de cet intérieur de famille. De temps en temps, le marquis se levait, puis venait se rasseoir après avoir baisé sa fille au front. D'autres fois, c'était l'aimable enfant qui regardait son père avec amour. Bernard s'oubliait au tableau de ces chastes joies. Cependant on voulut savoir l'histoire de sa captivité; M. de La Seiglière et sa fille joignirent leurs instances à celles de la baronne. Il est doux de parler de soi et de raconter les maux qu'on a soufferts, surtout quand on a bien dîné, et qu'on suspend, pour ainsi dire, à ses lèvres quelque Didon ou quelque Desdémone palpitante, curieuse, le regard ému et le sein agité. Bernard donna d'autant plus aisément dans le piége, qu'Hélène y jouait, sans s'en douter, le rôle de l'alouette captive chargée d'attirer la gent emplumée dans les lacets de l'oiseleur. Il raconta d'abord l'affaire de la Moscowa. Il indiqua à grands traits le plan des lieux, les mouvements du terrain, la disposition respective des deux armées, puis il engagea la bataille. Il avait commencé sur un ton grave et simple; exalté par ses souvenirs, emporté par sa propre parole comme par des ailes de flamme, ses yeux s'animèrent peu à peu, et sa voix retentit bientôt comme un clairon. On respira l'odeur de la poudre, on entendit le sifflement des balles, on vit les bataillons s'ébranler et se ruer à travers la mitraille, jusqu'au moment où, frappé lui-même en tête de son escadron, il tomba sans vie sous les pieds des chevaux, sur le sol jonché de cadavres. Ainsi parlant, il était beau; Mlle de La Seiglière avait laissé échapper son aiguille, et, le col tendu, sans haleine, elle écoutait et contemplait Bernard avec un sentiment de naïve admiration.

— C'est un poëte qui chante les exploits d'un héros! s'écria Mme de Vaubert avec enthousiasme.

— Monsieur, ajouta le marquis, vous pouvez vous flatter d'avoir vu la mort de près. Quelle bataille! j'en rêverai la nuit. Il paraît que vous n'y alliez pas de main morte; mais aussi, que diable votre empereur allait-il faire dans cette maudite Russie?

— Il avait son idée, répliqua fièrement Bernard; cela ne nous regarde pas.

Ensuite, il dit de quelle façon il s'était réveillé prisonnier, et comment de prisonnier il était devenu esclave. Il raconta simplement, sans emphase et sans exagération, son séjour au fond de la Sibérie, six années de servitude au milieu de peuplades sauvages, plus cruelles encore et plus impitoyables que leur ciel et que leur climat; tout ce qu'il avait enduré, la faim, le froid, les durs travaux, les traitements barbares. il dit tout, et plus d'une fois, pendant ce funeste récit, une larme furtive glissa sous les paupières d'Hélène, brilla, comme une goutte de rosée, à ses cils abaissés, et roula en perle liquide sur l'ouvrage de tapisserie que la jeune fille avait repris sans doute pour cacher son émotion.

— Noble jeune homme! dit Mme de Vaubert en portant son mouchoir à ses yeux, était-ce là le prix réservé à votre héroïque courage?

— Ventre-saint-gris! monsieur, dit le marquis, vous devez être criblé de rhumatismes.

— Ainsi toute gloire s'expie! reprit la baronne avec mélancolie; ainsi, trop souvent, les branches de laurier se changent en palmes du martyre. Pauvre jeune

ami! que vous avez souffert! ajouta-t-elle en lui pressant la main par un mouvement de vive sympathie.

— Monsieur, dit le marquis, je vous prédis que, sur vos vieux jours, vous serez mangé de gouttes.

— Après tant de traverses et de misères, qu'il doit être doux, s'écria Mme de Vaubert, de se reposer au sein d'une famille empressée, entouré de visages amis, appuyé sur des cœurs fidèles! Heureux l'exilé qui, de retour sur le sol natal, ne trouve pas sa cour silencieuse, sa maison vide et son foyer froid et solitaire!

— Une goutte de Sibérie! s'écria le marquis en se frottant le mollet; en voici une qui, pour ne venir que du fond de l'Allemagne, a déjà bien son prix. Monsieur, je vous plains. Une goutte de Sibérie! vous n'en avez pas fini avec les Cosaques.

Les dernières paroles de Mme de Vaubert avaient rappelé brusquement le jeune homme aux exigences de sa position. Onze heures venaient de sonner à la pendule d'écaille incrustée de cuivre qui ornait le marbre de la cheminée. Honteux de ses faiblesses, Bernard se leva, et, cette fois enfin, il allait se retirer, ne sachant plus que résoudre, mais comprenant encore, au milieu de ses incertitudes, que ce n'était point là sa place, quand, le marquis ayant tiré un ruban de moire qui pendait le long de la glace, la porte du salon s'ouvrit, et un valet parut sur le seuil, armé d'un flambeau à deux branches chargées de bougies allumées.

— Germain, dit le marquis, conduisez monsieur dans ses appartements. Ce sont les appartements, ajouta-t-il en s'adressant à Bernard, qu'occupa longtemps monsieur votre père.

— C'est vraiment mal à nous, monsieur, s'écria Mme de Vaubert, d'avoir si longtemps prolongé votre veille. Nous aurions dû nous rappeler que vous avez besoin de repos; mais nous étions si heureux de vous voir et si ravis de vous entendre! Pardonnez une indiscrétion qui n'a d'autre excuse que le charme de vos récits.

— Dormez bien, monsieur, dit le marquis; dix heures de sommeil vous remettront de vos fatigues. Demain, au saut du lit, nous irons battre nos bruyères et tirer quelques lapereaux. Vous devez aimer la chasse : elle est l'image de la guerre.

— Monsieur, dit Mlle de La Seiglière encore toute tremblante, n'oubliez pas que vous êtes chez vous d'abord, puis chez des amis qui se feront une joie autant qu'un devoir de guérir votre cœur, et d'effacer en lui jusqu'au souvenir de tant de mauvais jours. Mon père essaiera de vous rendre l'affection de celui que vous avez perdu, et moi, si vous le voulez, je serai pour vous une sœur.

— Si vous aimez la chasse, s'écria le marquis, je vous en promets de royales.

— D'impériales même, dit la baronne en l'interrompant.

— Oui, reprit le marquis, d'impériales. Chasse à pied! chasse à courre! chasse au lévrier! chasse aux chiens courants! Vive Dieu! si vous traitez les renards comme les Autrichiens, et les sangliers comme les Russes, je plains les hôtes de nos bois.

— J'espère bien, monsieur, ajouta Mme de Vaubert, avoir le plaisir de vous recevoir souvent dans mon petit manoir. Votre digne père, qui m'honorait de son amitié, se plaisait à ma table et à mon foyer. Venez parler de lui à cette même place où tant de fois il a parlé de vous.

— Allons, monsieur Bernard, bonsoir et bonne nuit! dit le marquis en le saluant de la main, et que monsieur votre père vous envoie de là-haut de doux rêves?

— Adieu! monsieur Bernard, reprit la baronne avec un affectueux sourire; endormez-vous dans la pensée que vous n'êtes plus seul au monde!

— A demain, monsieur Bernard, dit à son tour Hélène; c'est le mot que votre excellent père et moi nous échangions le soir en nous quittant.

Ébloui, étourdi, entraîné, fasciné, enlacé, pris par tous les bouts, Bernard fit un geste qui voulait dire : à la grâce de Dieu! puis, après s'être incliné respectueusement devant Mlle de La Seiglière, il sortit, précédé de Germain qui le conduisit dans l'appartement le plus riche et le plus somptueux du château. C'était en effet celui que le pauvre vieux gueux avait quelque temps habité avant qu'on l'eût relégué comme un lépreux dans la partie la plus retirée et la plus isolée du logis; seulement, on l'avait depuis lors singulièrement embelli, et, ce jour même, on s'était empressé de l'approprier à la circonstance. Quand Bernard entra, la flamme joyeuse du foyer faisait étinceler les moulures dorées du plafond et les baguettes de cuivre qui bordaient et encadraient la tenture de velours vert-sombre. Un tapis d'Aubusson jonchait le parquet de fleurs si fraîches et si brillantes, qu'on les eût dites cueillies nouvellement dans les prairies d'alentour et semées là par la main d'une fée bienveillante. Bernard, qui depuis dix ans n'avait dormi que sur des lits de camp, sur la neige, sur des peaux de loup, et dans des draps d'auberge, ne put se défendre d'un sentiment de joie indicible en apercevant, sous l'édredon amoncelé, la toile blanche et fine d'un lit qui s'élevait, comme le trône du sommeil, au fond d'une alcôve, réduit mystérieux formé de draperies pareilles à la tenture. Toutes les recherches du luxe, toutes les élégances, toutes les commodités de la vie, étaient réunies autour de lui et semblaient lui sourire. Une sollicitude ingénieuse avait tout prévu, tout calculé, tout deviné. L'hospitalité a des délicatesses qui échappent rarement à la pauvreté, mais qu'on ne trouve pas toujours chez les hôtes les plus magnifiques; rien ne manquait à celle-ci, ni l'esprit, ni la grâce, ni la coquetterie, plus rares que la munificence. Quand Germain se fut retiré après avoir tout préparé pour le coucher de son nouveau maître, Bernard éprouva un plaisir d'enfant à examiner et à toucher les mille petits objets de toilette dont il avait oublié l'usage. Nous n'oserions dire, par exemple, dans quels ravissements le plongèrent la vue des flacons d'eau de Portugal et la senteur des savons parfumés. Il faut avoir passé six ans chez les Tartares pour comprendre ces puérilités. De chaque côté de la glace, à demi cachés par des touffes d'asters, de dahlias et de chrysanthèmes épanouis dans des vases pansus du Japon, reluisaient des poignards, des pistolets damasquinés, diamants et bijoux des guerriers. Sur un coin de la cheminée, une coupe d'un travail précieux regorgeait de pièces d'or, comme oubliées là par mégarde. Bernard ne s'arrêta ni devant l'or, ni devant les fleurs, ni même devant les armes. En rôdant autour de la chambre, il tomba en extase devant un plateau de vermeil chargé de cigares que Mme de Vaubert avait envoyé chercher à la ville, chez un vieil armateur de ses amis : attention hospitalière qui n'aurait aujourd'hui rien que de simple et de banal, mais qui pouvait passer alors pour un trait d'audace et de génie. Il en prit un, l'alluma à la flamme d'une bougie, puis, étendu mollement dans une bergère, enveloppé d'une robe de cachemire, les pieds dans des babouches turques, il pensa d'abord à son père, à l'étrangeté de sa destinée, à la tournure imprévue qu'avaient prise en ce jour les événements, au parti qu'il lui restait à choisir. Brisé par la fatigue, le front brûlant, la paupière alourdie, bientôt ses idées se troublèrent et se confondirent. Dans cet état d'assoupissement, qu'on pourrait appeler le crépuscule de l'intelligence,

il crut voir la fumée de son cigare s'animer et former au-dessus de sa tête des groupes fantastiques. C'étaient tantôt son vieux père et sa vieille mère qui montaient au ciel, assis sur un nuage; tantôt son empereur, debout sur un rocher, les bras croisés sur sa poitrine; tantôt la baronne et le marquis se tenant par la main et dansant une sarabande; tantôt et plus souvent, une figure svelte et gracieuse qui se penchait vers lui et le regardait en souriant. Son cigare achevé, il se jeta au lit, se roula dans la plume, et s'endormit d'un profond sommeil.

Soit lassitude, soit besoin de recueillement, Mlle de La Seiglière avait quitté le salon presqu'en même temps que Bernard. Demeurés seuls au coin du feu, la baronne et le marquis se regardèrent un instant l'un l'autre en silence.

— Eh bien! marquis, dit enfin la baronne, il est gentil, le petit Bernard! Le père sentait l'étable et le fils sent le corps-de-garde.

— Le malheureux! s'écria le marquis arrivé au dernier paroxysme de l'exaspération; j'ai cru qu'il n'en finirait pas avec sa bataille de la Moscowa. La bataille de la Moscowa! ne voilà-t-il pas une belle affaire? Qu'est-ce que c'est que ça? qui connaît ça? qui parle de ça? Je n'ai jamais fait la guerre; mais si je la faisais jamais.... Par l'épée de mes aïeux! madame la baronne, ce serait une autre paire de manches. Tout le monde y passerait; je ne voudrais même pas qu'il en revînt un invalide. La bataille de la Moscowa! Et ce faquin qui se donne des airs d'un César et d'un Alexandre! Les voici pourtant, ces héros! voici ces fameuses rencontres dont M. de Buonaparte a fait si grand bruit, et que les ennemis de la monarchie font encore sonner si haut! Il se trouve qu'en résumé c'étaient de petits exercices hygiéniques et sanitaires; les morts se ramassaient eux-mêmes, et les tués ne s'en portent que mieux. Vive Dieu! quand nous nous en mêlons, nous autres, les choses se passent autrement; quand un gentilhomme tombe, c'est pour ne plus se relever. Mais ne fût-on qu'un manant, ne fût-on qu'un vilain, ne fût-on qu'un Stamply, lorsqu'on s'est fait tuer pour le service de la France, que Diable! c'est le moins qu'on ne vienne pas soi-même le raconter aux gens. S'il avait seulement pour deux sous de cœur, ce garnement rougirait de se sentir en vie, et il s'irait jeter, tête baissée, dans la rivière.

— Que voulez-vous, marquis, ça ne sait pas vivre, dit Mme de Vaubert en souriant.

— Qu'il vive donc, mais qu'il se cache! Cache ta vie, a dit le sage. S'il aimait la gloire comme il le prétend, n'aurait il pas préféré continuer de passer pour mort au champ d'honneur plutôt que de venir ici traîner ses guêtres, sa honte et sa misère? Que ne restait-il en Sibérie? Il était bien là-bas; il y avait ses habitudes. Ce douillet se plaint du climat: ne dirait-on pas qu'il est né dans de la ouate et qu'il a grandi en serre-chaude! Les Cosaques sont de braves gens, de mœurs douces et hospitalières. Il les appelle des barbares. Obligés donc ces va-nu-pieds! sauvez-leur la vie! recueillez-les chez vous! faites-leur un sort agréable! Voici la reconnaissance que vous en retirez: ils vous traitent de cannibales. Je jurerais, quoi qu'il en dise, qu'il était là comme un coq-en-pâte; mais ces vauriens ne savent se tenir nulle part. Et puis ça vient vous parler de patrie, de liberté, de sol natal, de toit paternel qui fume à l'horizon! grands mots qu'ils mettent en avant pour justifier leurs désordres et pour voiler leur inconduite.

— La patrie, la liberté, le toit paternel, le tout assaisonné d'un million d'héritage, il faut pourtant convenir, ajouta Mme de Vaubert, que, sans être précisément un sacripant, on peut quitter pour moins les bords fleuris du Don et l'intimité des Baskires.

— Un héritage d'un million ! s'écria le marquis : où diable voulez-vous qu'il le prenne?

— Dans votre poche, répliqua la baronne découragée d'avoir toujours à courir après lui pour le ramener forcément dans le cercle de la question.

— Ah çà! s'écria M. de La Seiglière, mais c'est donc un homme dangereux, ce Bernard! S'il me pousse à bout, madame la baronne, on ne sait pas de quoi je suis capable : je le traînerai devant les tribunaux.

— Bien! dit la baronne, vous lui éviterez ainsi l'ennui de vous y traîner lui-même. De grâce, marquis, ne recommençons pas. La réalité vous enveloppe et vous presse de toutes parts. Puisque vous ne pouvez pas lui échapper, osez la regarder en face. Qu'a-t-elle donc à cette heure qui puisse tant vous effrayer? Le Bernard est en cage; le lion est muselé; vous tenez votre proie.

— Elle est jolie, ma proie! Pour Dieu, dites-moi, je vous prie, ce que vous voulez que j'en fasse!

— Le temps vous l'apprendra. Ce matin, il s'agissait d'installer l'ennemi dans la place : c'est fait. Il s'agit maintenant de l'en expulser : ça se fera.

— En attendant, dit le marquis, nous allons en manger de la Sibérie, de la mitraille et de la Moscowa ! Nous allons en avaler des lames de sabre fricassées dans la neige et des biscaïens accommodés aux frimas! Et puis, madame la baronne, ne vous paraît-il pas que je joue ici un vilain rôle et un rôle de vilain? Ventre-saint-gris! je jure comme Henri IV, mais il me semble que je vais m'y prendre autrement que le Béarnais pour reconquérir mon royaume.

— Croyez-vous donc, répliqua Mme de Vaubert, que le courage ne procède qu'à coups d'arquebuse et que les grandes actions ne s'accomplissent qu'à la pointe du glaive! Si la France n'a pas été divisée en ces derniers temps, partagée et tirée au sort comme les vêtements du Christ, à qui le doit-elle? En habit brodé, en escarpins et en bas de soie, la jambe droite appuyée sur la gauche et la main passée dans le jabot de sa chemise, M. de Talleyrand a plus fait pour la France que toute cette racaille en culottes de peau qui s'appelait la vieille garde, et qui n'a su rien garder. Pensez-vous, par exemple, n'avoir pas déployé, en ce jour qui s'achève, cent fois plus de génie que n'en montra le Béarnais à la bataille d'Ivry? Secouer son panache blanc en guise de drapeau, frapper d'estoc et de taille, joncher le sol de morts et de mourants, ne voilà-t-il pas quelque chose de bien difficile? Ce qui est vraiment glorieux, c'est de triompher sur ce champ de bataille qui s'appelle la vie. Souffrez qu'à ce propos je vous adresse mes compliments. Vous avez eu le sang-froid d'un héros, l'esprit d'un démon et la grâce d'un ange. Tenez, marquis, passez-moi le mot, vous avez été adorable.

— Il est certain, dit le marquis en passant sa jambe droite sur la jambe gauche et en jouant du bout des doigts avec son jabot de dentelle, il est certain que ce malheureux n'y a vu que du feu.

— Ah! marquis, comme vous l'avez assoupli ! D'un gantelet de fer vous avez fait un gant de peau de Suède. Je vous savais brave et vaillant ; mais je dois avouer que j'étais loin de vous soupçonner dans l'esprit une si merveilleuse souplesse. Il est beau d'être le chêne et de savoir plier comme le roseau. Marquis de La Seiglière, le prince de Bénévent a pris votre place au congrès de Vienne.

— Vous croyez, baronne? demanda M. de La Seiglière eu se caressant le menton.

— D'un coup de pouce, vous auriez courbé l'arc de Nemrod, dit en souriant

Mme de Vaubert. Vous apprivoiseriez des tigres et vous amèneriez des panthères à vous venir manger dans la main.

— Que voulez-vous? c'est l'histoire de toutes ces petites gens. De loin, ça ne parle que de nous dévorer; que nous daignions leur sourire, ça tombe et ça rampe à nos pieds. C'est égal, madame la baronne, je ne suis point encore d'âge à jouer le rôle de don Diègue, et si ce drôle était gentilhomme, je me souviendrais encore des leçons de Saint-George.

— Marquis, répliqua fièrement Mme de Vaubert, si ce drôle était gentilhomme, et que vous fussiez don Diègue, vous n'auriez pas loin à aller pour rencontrer Rodrigue.

A ce moment, la porte du salon s'ouvrit, et Raoul entra, ganté, frisé, tiré à quatre épingles, la paupière clignotante, la bouche épanouie, le visage frais et rosé, aussi irréprochable des pieds à la tête que s'il sortait d'une bonbonnière. Il venait chercher sa mère pour la ramener à Vaubert, et sans doute aussi dans l'espoir de faire sa cour à Mlle de La Seiglière, qu'il n'avait pas vue depuis la veille. A l'apparition de ce beau jeune homme, le marquis et la baronne arrêtèrent sur lui avec complaisance leurs regards rafraîchis et charmés : ce fut pour eux comme l'entrée d'un pur sang Limousin dans un hippodrome encore tout souillé par l'intrusion d'un mulet normand. Il était tard; la journée touchait à sa fin; les deux aiguilles de la pendule étaient près de se joindre sur l'émail de la douzième heure. Après avoir tendu sa main au marquis, Mme de Vaubert se retira, appuyée sur le bras de son fils, qu'elle se réserva d'instruire en temps et lieu des événements à jamais mémorables qui venaient de remplir ce grand jour.

Une heure après, tout reposait sur les deux bords du Clain. M. de La Seiglière, qui s'était endormi sous le coup des émotions violentes qu'il venait d'essuyer, rêvait qu'une innombrable quantité de hussards, tous tués à la bataille de la Moscowa, se partageaient silencieusement ses domaines, et qu'il les voyait s'enfuir au galop, emportant chacun son lot sur la croupe de son cheval, qui un champ, qui un pré, qui une ferme; Bernard galopait en avant avec le parc dans sa valise et le château dans un de ses arçons. N'ayant plus sous les pieds un seul morceau de terre, le marquis éperdu se sentait rouler dans l'espace, comme une comète, et cherchait vainement à se raccrocher aux étoiles. Mme de Vaubert rêvait de son côté, et son rêve ressemblait fort à un apologue bien connu. Elle voyait une jeune et belle créature, assise sur une fine pelouse, avec un lion énorme amoureusement couché auprès d'elle, une patte sur ses genoux, tandis qu'une troupe de valets, armés de fourches et de bâtons, observait ce qui se passait, cachée derrière un massif de chênes. La jeune fille soutenait d'une main la patte au fauve pelage, et de l'autre, avec une paire de ciseaux, elle rognait les griffes, qui s'allongeaient docilement sous le velours. Quand chaque patte avait subi la même opération, la belle enfant tirait de sa poche une lime au manche d'ivoire, et, prenant entre ses bras la tête à la blonde crinière, elle relevait d'une main délicate les épaisses et lourdes babines, et de l'autre elle limait gentiment une double rangée de dents formidables. Si parfois le patient poussait un rugissement sourd, elle l'apaisait aussitôt en le flattant du geste et de la voix. Cette seconde opération achevée, quand le lion n'avait plus ni crocs ni ongles, la jeune fille se levait, et les valets, sortant de leur cachette, couraient à la bête, qui détalait sans résister, la queue serrée et l'oreille basse. Bernard rêvait, lui, qu'au milieu d'un champ de neige, sous un ciel de glace bleuâtre, il voyait tout d'un coup surgir un beau lis qui

parfumait l'air; mais, comme il s'approchait pour le cueillir, la royale fleur se changeait en une fée aux yeux d'ébène et aux cheveux d'or, qui l'enlevait à travers les nuages et le déposait sur des rives charmantes où régnait un printemps éternel. Enfin, Raoul rêvait qu'il était au soir de ses noces, et qu'au moment d'ouvrir le bal avec la jeune baronne de Vaubert, il découvrait avec stupeur qu'il avait mis sa cravate à l'envers.

VII.

Mlle de La Seiglière veillait seule. Accoudée sur l'appui d'une fenêtre ouverte, le front appuyé sur sa main, dont les doigts se perdaient sous les nattes de sa chevelure, elle écoutait d'un air distrait les confuses rumeurs qui montaient des champs endormis, concert de l'eau, du feuillage et des brises, nocturne de la création, langage harmonieux des nuits étoilées et sereines. A toutes ces voix et à tous ces murmures, Mlle de La Seiglière mêlait les premiers tressaillements d'un cœur où la vie commençait à poindre et à se révéler. Il se faisait en elle comme un bruit de source cachée, près de sourdre, et soulevant déjà la mousse et le gazon qui la couvrent. Hélène s'était élevée dans un monde gracieux, élégant et poli, mais peu accidenté, froid, correct, compassé, nous n'avons pas dit ennuyeux. Ses entretiens avec le vieux Stamply, les lettres de Bernard, l'image et le souvenir d'un mort qu'elle n'avait jamais connu, avaient été tout le poëme de sa jeunesse. A force d'entendre parler de ce mort, à force de lire et relire ces lettres qui respiraient toutes une adorable piété filiale unie aux exaltations de la gloire, lettres d'enfant autant que de héros, caressantes et chevaleresques, toutes écrites dans l'ivresse du triomphe, le lendemain d'un jour de combat, elle en était venue à se prendre pour lui de cette poétique affection qui s'attache à la mémoire des jeunes amis moissonnés avant l'âge. Peu à peu, ce sentiment étrange avait germé et s'était épanoui dans son sein comme une fleur mystérieuse : petite fleur bleue de l'idéal qui parfume le fond des âmes, aux heures solitaires, Hélène se penchait sur son cœur pour la voir et pour la respirer. Comment se serait-elle défiée d'un rêve dont elle n'avait jamais entrevu la réalité? comment aurait-elle pu s'effaroucher d'une ombre dont le corps dormait au tombeau? Parfois elle emportait ces lettres dans ses excursions, comme elle aurait pu faire d'un livre aimé, et ce matin même, sur la pente des coteaux, assise sous un bouquet de trembles, elle en avait relu la plus touchante, celle dans laquelle Bernard envoyait à son vieux père le premier bout de ruban rouge qui avait brillé sur sa poitrine. Le bout de ruban s'y trouvait encore, terni par la fumée de la poudre et par les baisers du vieux Stamply. Hélène n'avait pu s'empêcher de songer que cela valait bien, à tout prendre, les œillets, les roses ou les camélias que M. de Vaubert portait toujours à sa boutonnière. Elle était donc revenue la tête et l'esprit tout remplis d'expressions de flamme, et de retour au château, à peine entrée dans le salon, on lui avait montré Bernard, Bernard ressuscité. Bernard debout et vivant devant elle. C'était plus qu'il n'en fallait à coup sûr pour surprendre vivement une imagination oisive, qui ne s'était jusqu'à présent exaltée que pour des chimères. L'apparition miraculeuse de ce jeune homme, qui ne ressemblait à rien de ce qu'elle avait vu jusqu'alors, et qui ne répondait pas trop mal au type qu'elle s'en était formé confusément, la position

de ce fils qu'elle croyait déshérité par la probité de son père, son air triste et grave, son attitude digne et fière, le belliqueux éclat de son front et de son regard, ce qu'il avait enduré et souffert, enfin tous les détails de cette étrange journée avaient produit sur la belle enfant une impression romanesque et profonde; mais trop loin de soupçonner ce qui se passait dans son être pour pouvoir s'en alarmer, Mlle de La Seiglière s'abandonnait sans trouble aux sensations qui affluaient en elle comme les flots d'une nouvelle vie. Cependant elle comprit que, puisque Bernard vivait, elle n'avait plus le droit de garder les lettres que le vieux Stamply lui avait confiées à son lit de mort. Près de s'en séparer, son cœur se serra; elle les prit toutes une à une, les relut toutes une dernière fois, puis elle les glissa sous une même enveloppe, après avoir dit un silencieux adieu à ces amies de sa solitude, à ces compagnes de son désœuvrement. Cela fait, la jeune fille revint au balcon, et s'y tint quelque temps encore à regarder les étoiles qui scintillaient au ciel, la blanche vapeur qui traçait dans l'air le cours invisible du Clain, et la lune pareille à un disque de cuivre dont l'horizon rongeait les bords.

Quoiqu'il fît jour depuis plusieurs heures, Bernard se réveilla dans l'obscurité; seulement un rayon de soleil venant on ne sait d'où coupait en deux l'appartement par une bande lumineuse dans laquelle tournoyait follement un essaim de petites mouches mêlées à un million d'atomes, poussière d'or dans un sillon de feu. Après être resté quelques instants plongé dans cet état de bien-être et de nonchalance qui n'est ni la veille ni le sommeil, tout d'un coup au mugissement sourd de la réalité qui commençait à lui arriver comme le bruit de la marée montante, il se dressa sur son séant, prêta l'oreille, et promena autour de lui un regard étonné. Le bruit se rapprochait, la marée montait toujours. Inquiet, éperdu, il se jeta à bas du lit, tira les rideaux, ouvrit les volets, et. l'esprit et les yeux illuminés en même temps, il vit clair à la fois dans sa chambre et dans sa destinée. L'aigle qui, après s'être endormi libre dans son aire, se réveillerait sur un perchoir, dans une cage de ménagerie, n'éprouverait pas un sentiment de rage et de stupeur plus sombre ni plus terrible que ne le fut celui de Bernard au souvenir de ce qui s'était passé la veille. Il se pressa le front avec désespoir, et se prodigua les noms de lâche, de parjure et d'infâme. Il fut tenté de jeter par la fenêtre les vases du Japon, la coupe aux pièces d'or, les babouches turques, le plateau de cigares, et de consommer l'expiation en se précipitant lui même. Il voulut aller tordre le col à la baronne; il chercha quel châtiment il infligerait au marquis; Hélène elle-même ne trouva point grâce devant sa colère. Immobile devant une glace, il se demandait si c'était bien son image qu'il y voyait se refléter. Était-ce donc lui en effet? Traître en un jour à tous ses instincts, traître à ses opinions, à ses sentiments, à son origine, à ses devoirs, à ses résolutions, à ses intérêts même, il avait frayé avec la noblesse et accepté l'hospitalité des spoliateurs et des assassins de son père! Par quel charme funeste? par quel enchantement ténébreux? Indigné de s'être fait jouer comme un enfant, convaincu que le marquis n'était qu'un vieux roué, et sa fille qu'une jeune intrigante élevée à l'école de Mme de Vaubert, dégagé de tous les liens dont on l'avait insidieusement enlacé, honteux et furieux à la fois de s'être laissé enchaîner, comme Gulliver, par des nains, il prit sa cravache, enfonça son chapeau sur sa tête, et, sans vouloir seulement prendre congé de ses hôtes, il sortit du château, décidé à n'y plus rentrer que lorsqu'il en aurait chassé la race des La Seiglière.

En traversant une cour plantée de figuiers, de marronniers et de tilleuls, pour

gagner les écuries et seller lui-même le cheval qui l'avait amené, il fut rencontré par Mlle de La Seiglière, qui sortait de son appartement, en simple négligé du matin, encore plus belle ainsi qu'il ne l'avait vue la veille, le front si pur et si serein, la démarche si calme, le regard si limpide, que Bernard, en l'apercevant, sentit sa conviction s'évanouir avec sa colère, de même qu'au soleil levant se disperse et se fond la brume des collines. Soupçonner cette fière et suave créature de ruse, de mensonge, d'intrigue et de duplicité, autant aurait valu accuser de meurtre et de carnage les palombes au plumage ardoisé qui se becquetaient sur le toit du colombier voisin. La jeune fille alla droit au jeune homme.

— Monsieur, je vous cherchais, dit-elle.

A ce timbre de voix plus doux et plus frais que l'haleine embaumée du printemps, plus franc, plus loyal et sincère que le son de l'or sans alliage, Bernard tressaillit, et le charme recommença. Hélène et lui se trouvaient en cet instant près d'une petite porte qui donnait sur la campagne. Hélène l'ouvrit, et, passant sa main sur le bras de Bernard :

— Venez, ajouta-t-elle. Il est encore de bonne heure, et mon père s'est vanté hier soir en vous offrant d'aller battre avec vous, ce matin, nos landes et nos guérets. Vous serez obligé de vous contenter d'une promenade avec moi à travers champs. Vous y perdrez; mais les lièvres y gagneront.

— Tenez, mademoiselle, dit Bernard d'une voix tremblante en se dégageant doucement de la main d'Hélène, je vous vénère et vous honore. Je vous crois aussi noble que belle ; je sens que douter de vous, ce serait douter de Dieu même. Vous avez aimé mon père ; vous avez été l'ange gardien de sa vieillesse. Vous l'avez assisté souffrant; vous vous êtes assise à son chevet; vous l'avez aidé à mourir. Soyez-en remerciée et bénie. Vous avez rempli les devoirs de l'absent; je vous en garderai dans mon cœur une reconnaissance éternelle. Cependant laissez-moi partir. Je ne saurais vous expliquer les motifs impérieux qui m'en font une loi ; mais puisque je la subis, cette loi, puisque j'ai la force de m'arracher à la grâce de vos instances, vous devez comprendre, mademoiselle, que les motifs qui me commandent sont bien impérieux en effet.

— Monsieur, répondit Mlle de La Seiglière, qui croyait connaître ces motifs dont parlait Bernard ; si vous êtes seul ici bas, si vous n'avez point d'affection sérieuse qui vous appelle ailleurs, si votre cœur est libre de tout lien, je ne sais rien qui vous puisse dispenser de vivre au milieu de nous.

— Je suis seul ici-bas, et mon cœur est libre de tout lien, répliqua tristement le jeune homme; mais songez que je ne suis qu'un soldat de mœurs rudes et sans doute grossières. Je n'ai ni les goûts, ni les habitudes, ni les opinions de monsieur votre père. Étranger au monde où vous vivez, j'y serais importun, et moi-même j'y souffrirais peut-être.

— N'est-ce que cela, monsieur? dit Hélène. Mais songez donc à votre tour que vous êtes ici sur vos terres, et que nul ne songera jamais à contrarier vos goûts, vos habitudes et vos opinions. Mon père est un esprit aimable, indulgent et facile. Vous nous verrez à vos heures; si vous le préférez, vous ne nous verrez jamais. Vous choisirez le genre de vie qui vous conviendra le mieux, et, à part la température, dont nous ne saurions disposer, il ne tiendra qu'à vous de vous croire encore en pleine Sibérie. Seulement vous ne gèlerez pas, et vous aurez la France à votre porte.

— Soyez sûre, mademoiselle, répondit Bernard, que ma place n'est point chez le marquis de La Seiglière.

— C'est me faire entendre, monsieur, que ce n'est point ici notre place, répondit Mlle de La Seiglière, car nous sommes ici chez vous.

Ainsi ces deux cœurs honnêtes et charmants abdiquaient chacun de son côté pour ne pas s'humilier l'un l'autre. Bernard rougit, se troubla et se tut.

— Vous voyez bien, monsieur, que vous ne pouvez pas partir et que vous ne partirez pas. Venez, ajouta Hélène en reprenant le bras du jeune homme. Je vous ai hier transmis, pour ainsi dire, les derniers jours de votre père; il me reste encore un dépôt qu'il m'a confié à son lit de mort, et que je tiens à vous remettre.

A ces mots, elle entraîna Bernard, qui la suivit encore une fois, et tous deux s'enfoncèrent dans un sentier couvert qui courait à travers les terres entre deux haies d'épines et de troënes. Il faisait une de ces riantes matinées que n'ont point encore voilées les mélancolies de l'automne. Bernard reconnaissait les sites au milieu desquels il s'était élevé; à chaque pas, il éveillait un souvenir; à chaque détour de haie, il rencontrait une fraîche image de ses jeunes années. Ainsi marchant, tous deux s'entretenaient des jours écoulés. Bernard disait son enfance turbulente; Hélène racontait sa jeunesse grave et sérieuse. Parfois ils s'arrêtaient, soit pour échanger une idée, une observation ou un sentiment, soit pour cueillir les menthes et les digitales qui bordaient les marges du chemin, soit pour admirer les effets de lumière sur les prés et sur les coteaux; puis, tout surpris de quelque révélation sympathique, ils poursuivaient leur route en silence jusqu'à ce qu'un nouvel incident vînt interrompre le langage muet de leurs âmes. S'il paraissait étrange, disons le mot, inconvenant, à quelques esprits rigoristes et timorés que la fille du marquis de La Seiglière se promenât, en toilette du matin, au bras de ce jeune homme qu'elle avait vu la veille pour la première fois, c'est que ces esprits, dont nous respectons d'ailleurs les susceptibilités exquises, oublieraient que Mlle de La Seiglière était trop chaste et trop pure pour avoir la pudeur et la retenue que le monde enseigne à ses vestales; nous leur rappellerions aussi qu'Hélène avait grandi dans la solitude et dans la liberté, et qu'enfin, en suivant le secret penchant de son cœur, elle croyait accomplir un devoir. Au bout d'une heure de marche, ils arrivèrent, sans y songer et sans l'avoir cherchée, à la ferme où Bernard était né. A la vue de cette humble habitation où rien n'avait changé, Bernard ne put retenir son émotion Il voulut tout revoir et tout visiter; puis il alla s'asseoir auprès d'Hélène, dans la cour, sur ce même banc où son père s'était assis quelques jours avant d'expirer. Tous deux étaient attendris, et ils restèrent silencieux. Quand Bernard releva sa tête, qu'il avait tenue longtemps entre ses mains, son visage était mouillé de larmes.

— Mademoiselle, dit-il en se tournant vers Hélène, j'ai raconté hier devant vous six années d'exil et de dur esclavage. Vous êtes bonne, je le sais, je le sens. Peut-être avez-vous plaint mon martyre, et pourtant dans ce récit indiscret de mes maux et de mes misères, je n'ai pas fait entrer la plus cruelle de mes tortures. Cette torture n'a point cessé, je la porte en moi comme un vautour qui me ronge le sein. Quand je quittai mon père, il était vieux déjà et seul au monde. Vainement m'objecta-t-il qu'il n'avait plus que moi sur la terre. Je le délaissai sans pitié pour courir après ce fantôme qui s'appelle la gloire. Au milieu du bruit des camps et des enivrements de la guerre, je ne songeai pas que j'étais un ingrat; dans le silence de la captivité, je me sentis écrasé tout d'un coup sous le poids d'une pensée terrible. Je me représentai mon vieux père sans parents, sans amis, sans famille, frappé d'abandon, pleurant ma mort, mais accusant ma vie. Dès lors, cette

pensée qu'il se plaignait de moi et qu'il accusait ma tendresse ne me donna ni trève ni merci ; ce devint le mal de mon cœur, et je me demande encore à cette heure s'il m'a pardonné en mourant.

— Il est mort en bénissant votre mémoire, répondit la jeune fille ; il est parti joyeux, avec le doux espoir d'aller vous embrasser là-haut.

— Jamais ne parla-t-il de moi avec amertume?

— Il ne parla jamais de vous qu'avec amour et qu'avec enthousiasme.

— Jamais n'a-t-il maudit mon départ?

— Il n'a jamais que tressailli d'orgueil à l'idée de vos glorieux travaux. Vous n'étiez plus pour lui, et cependant vous étiez encore sa vie tout entière. Il vous pleurait, et cependant il n'existait qu'en vous et que par vous. Près d'expirer, il me livra vos lettres comme ce qui lui restait de plus cher et de plus précieux à léguer. Ces lettres, les voici, dit Hélène en les tirant d'un sac de velours et en les remettant à Bernard ; elles m'ont appris à connaître et à aimer la France, et j'ai vu souvent votre père les tremper de ses pleurs et de ses baisers.

— Mademoiselle, dit Bernard d'une voix émue, vous qui avez aidé le père à mourir et qui aidez le fils à vivre, soyez remerciée et bénie encore une fois.

Ils s'en retournèrent plus silencieux qu'ils n'étaient venus. Encore sous le coup du rêve affreux qu'il avait fait la nuit, M. de La Seiglière reçut cordialement Bernard, qui ne put se dispenser de s'asseoir à la table du déjeuner, entre le marquis et sa fille. Livré à lui-même, le marquis fut charmant, et s'il lui échappa quelques imprudences, ces étourderies eurent un caractère de franchise et de loyauté qui ne déplurent point à la nature loyale et franche de son hôte. Le repas achevé, la journée s'écoula comme un rêve, Bernard toujours prêt à partir, et toujours empêché par quelque nouvel épisode. Il feuilleta des albums avec Hélène, passa dans la salle de billard avec le marquis, se laissa promener en calèche découverte, visita les écuries du château, parla de chevaux avec le vieux gentilhomme, qui les aimait et prétendait s'y connaître. Dans l'après-midi survint Mme de Vaubert, qui déploya toutes les chatteries de sa grâce et de son esprit. Le dîner fut presque joyeux. Le soir, au coin du feu, Bernard s'oublia encore une fois à raconter ses batailles. Bref, sur le coup de minuit, après avoir serré la main du marquis, il se retira dans son appartement, et, tout en se promettant de s'éloigner le lendemain, il fuma un cigare, se coucha et fit de doux songes.

Que devenait cependant notre jeune baron? Dans la matinée de ce même jour, Mme de Vaubert, qui avait détourné son fils de se présenter, la veille, au château, le fit appeler auprès d'elle.

— Raoul, lui dit-elle aussitôt, m'aimez-vous?

— Quelle question ! ma mère, répondit le jeune homme.

— M'êtes-vous dévoué corps et âme?

— En avez-vous jamais douté?

— Si de graves intérêts qui me concernent vous obligeaient de partir pour Paris ?

— Je partirais.

— Immédiatement?

— Je vais partir.

— Sans perdre une heure?

— Je pars, dit Raoul en prenant son chapeau.

— C'est bien, dit Mme de Vaubert. Cette lettre renferme mes instructions ; vous

ne l'ouvrirez qu'à Paris. La malle de Bordeaux passera à Poitiers dans deux heures. Voici de l'or. Embrassez-moi. Maintenant, partez.

— Sans présenter mes adieux au marquis et mes hommages à sa fille? demanda Raoul hésitant.

— Je m'en charge, dit la baronne.

— Cependant...

— Raoul, m'aimez-vous ?

— Que penseront ?...

— M'êtes-vous dévoué?

— Ma mère, je suis parti.

Trois heures après, M. de Vaubert roulait vers Paris, moins perplexe et moins intrigué qu'on ne pourrait se l'imaginer, et convaincu que sa mère l'envoyait tout simplement acheter les présents de noce. A peine arrivé, il brisa le cachet de l'enveloppe qui renfermait les instructions de la baronne, et il lut les lignes suivantes :

« Amusez-vous, voyez le monde, ne fréquentez que des gens de votre rang, ne dérogez en rien ni jamais, ménagez votre jeunesse, ne songez à revenir que lorsque je vous rappellerai, et reposez-vous sur moi du soin de votre bonheur. »

Raoul ne comprit pas et ne chercha point à comprendre. Le lendemain, il marchait gravement sur le boulevard, l'air froid et compassé, et, au milieu des splendeurs de ce Paris qu'il voyait pour la première fois, aussi peu curieux de voir et d'observer que s'il se promenait sur ses terres.

JULES SANDEAU.

(La suite à un prochain numéro.)

DE

L'ART DU COMÉDIEN.

—

ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE.

Première Partie. — Histoire.

Jamais le nombre de ceux qui se destinent à la scène n'a été aussi grand que de nos jours; jamais les doléances sur la rareté des bons acteurs n'ont été plus vives, plus générales, et j'ajoute à regret, mieux justifiées. Les auteurs excusent leur propre stérilité en proclamant qu'ils manquent d'interprètes. Les directeurs voient depuis longtemps leurs cadres s'affaiblir, sans espoir de réparer leurs pertes. Les artistes, en très-petit nombre, qui conservent le privilége d'attirer la foule, sentent si bien leur supériorité, qu'ils en abusent de toutes manières, et que leur acquisition devient parfois, pour les entreprises, une cause d'embarras, sinon de ruine. Dans le monde, vous entendrez souvent des comparaisons pleines d'amertume, entre la misère du présent et la fécondité du dernier siècle, où tant d'acteurs accomplis rivalisaient de talent et de zèle. Cette décadence du génie scénique ne serait-elle qu'un jeu de la fatalité, un mal sans remède? Je ne suis pas de ceux qui nient la nécessité des vocations spéciales, et je sais tout ce qu'il y a de hasardeux, d'inexplicable dans l'apparition des êtres supérieurs; mais je suis loin de croire que la nature, après s'être épuisée pour une génération, reste stérile pour l'âge suivant : et quand arrive, dans un art, une de ces époques maladives où chacun semble se laisser aller de l'impuissance au découragement, c'est, n'en doutons

pas, que tous les efforts sont paralysés par une influence funeste qu'on doit s'efforcer de découvrir.

Les acteurs qui se sont illustrés en si grand nombre pendant la seconde moitié du dernier siècle et les premières années du siècle présent, avaient sur ceux de nos jours un avantage inappréciable : ils savaient nettement ce que leur public exigeait d'eux, et à quelles conditions ils se feraient applaudir. Le but des études préparatoires était bien indiqué ; la scène offrait des modèles excellents. Les connaisseurs se trouvaient placés au même point de vue pour lancer leurs sentences. L'auditoire, naïf et palpitant d'attention, ne renvoyait à l'acteur que des impressions sincères sur lesquelles il n'y avait pas moyen de s'abuser. Les choses sont tellement changées aujourd'hui, qu'il est inutile de s'appesantir sur le contraste. Notre monde théâtral reflète la société d'une manière que n'avaient pas prévue les poétiques : c'est en présentant, comme son modèle, le conflit des doctrines, ou bien leur négation absolue. S'il était possible de ramener sur ce point l'attention des hommes qui dirigent l'opinion, quelques étincelles luiraient sans doute dans le chaos : ce serait un service rendu à ceux qui cultivent le théâtre par profession, et à ceux qui l'aiment encore comme un des plus nobles délassements de l'esprit.

Il y a deux manières de concevoir et d'exercer l'art théâtral : interprétation intelligente et poétique d'une nature choisie, ou bien reproduction fidèle, copie minutieuse de tout ce que la nature nous montre. C'est l'éternel antagonisme de l'idéal et du réel, qui existe dans tous les autres arts : cette formule est même tellement usée dans les écoles de peinture, qu'il semblera au moins inutile à quelques personnes d'en renouveler l'application. On voudra bien remarquer, je l'espère, la différence qui sépare les comédiens des autres artistes. Le poëte, le peintre, sont maîtres de leur sujet, de leur coloris, et le mieux qu'ils ont à faire est de traduire avec naïveté leur propre sentiment. Pour le comédien, au contraire, la plus grande gloire consiste à s'oublier lui-même, à se mettre en harmonie avec une conception qui n'est pas la sienne, à nuancer son jeu et son débit suivant la nature de l'œuvre qu'on lui donne à interpréter. Parmi ces œuvres, les unes, les anciennes surtout, sont d'un ton qui les élève jusqu'à l'idéal ; les autres affectent un naturel vulgaire. Chacun de ces styles a des moyens d'effet qui lui sont propres, et exige, de la part de l'acteur, un mécanisme d'exécution particulier. Que peut-on attendre de ceux qui n'ont pas une perception bien nette de ces deux points de vue? Nous le voyons par l'exemple de beaucoup de comédiens, hommes d'intelligence et de bonne volonté, mais qui, rejetant par système toutes les notions systématiques et divinisant leurs instincts, s'épuisent en efforts aussi pénibles pour le spectateur que pour eux-mêmes.

Généralisant mon observation, je répète que l'affaiblissement de notre scène a pour cause principale la confusion qui est faite des deux théories applicables à l'art de l'acteur, et surtout le mélange des procédés au moyen desquels on obtient les *effets* dans l'une ou dans l'autre de ces manières opposées.

Je sens la difficulté de bien établir de pareilles nuances, en traitant d'un art qui consiste uniquement dans la pratique et ne laisse que des impressions fugitives. Je voudrais éviter les considérations abstraites dont je me défie, et m'en tenir à rappeler les leçons de l'expérience. Malheureusement ce moyen de vérification n'est pas facile. On compterait par milliers les volumes consacrés dans toutes les langues à l'histoire littéraire des théâtres; un ouvrage d'une utilité plus directe n'a

jamais été entrepris : ce serait une histoire complète et suivie de l'art théâtral, par rapport aux comédiens. A défaut d'un livre si désirable, je vais essayer d'exposer, dans une simple esquisse, les changements survenus pendant le cours des âges dans la pratique de la scène. C'est un long chemin que je prends pour arriver au point de vue que je viens de signaler : si je ne me trompe, les regards qu'on jettera sur le passé seront la meilleure explication du présent.

I. — THÉATRE ANTIQUE.

L'art théâtral naît en Grèce, et, dès l'origine, il s'y élève au plus haut point de l'idéalisation. La tragédie antique, dans la sublimité de sa conception primitive, était une vue idéale des choses de ce monde envisagées religieusement par le côté sérieux, de même que la comédie était un tableau des mœurs idéalisées d'une manière ironique. L'effet cherché par le poëte ne résultait pas, comme chez les modernes, d'une imitation plus ou moins exacte des incidents extérieurs de la vie, mais de l'intensité de l'*idée* qu'il parvenait à graver dans les âmes. A ce système dramatique correspondait un genre d'exécution théâtrale si éloigné de nos habitudes, qu'il est bien difficile de s'en rendre compte, malgré l'abondance des détails et les ingénieuses conjectures d'une foule d'érudits.

Les usages du théâtre antique, pendant la période florissante d'Athènes, n'offrent avec les nôtres que des contrastes (1). En Grèce, de vastes amphithéâtres, des spectacles à ciel découvert, aux yeux de tout un peuple convié gratuitement; aujourd'hui, des salles exiguës, éclairées artificiellement, remplies, tant bien que mal, par les oisifs en état d'acheter un remède contre l'ennui. D'une part, pour acteurs, des citoyens qui accomplissent avec plaisir un devoir religieux en montant sur la scène; d'autre part, quelques artistes intelligents et enthousiastes perdus dans la foule de ceux qui font leur métier avec ennui et pour vivre. Le poëte grec avait encore l'avantage de pouvoir choisir des interprètes dans toutes les classes, car l'éducation commune de l'enfance semblait n'être alors qu'une préparation aux exercices dramatiques. La musique en faisait la base, et sous cette dénomination générale on comprenait les arts divers qui tirent leur puissance du rhythme. Deux de ces arts concernaient spécialement la diction et le geste, les deux moyens d'expression du comédien : c'étaient la *musique hypocritique,* art de la récitation théâtrale, et la *musique orchestique*, art de la danse ou plutôt de la gesticulation expressive, qui consistait, a dit Platon, dans l'imitation méthodique de tous les gestes que les hommes peuvent faire. Appliquée à la scène, l'orchestique se subdivisait en trois méthodes spéciales : *emmélie,* ou gesticulation tragique; *cordace,* ou gesticulation usitée dans la comédie; *sicinnis,* danse et gesticulation satiriques. Chez

(1) Mon but étant simplement d'exprimer quelques observations sur l'art de l'acteur, je glisserai sur les usages extérieurs, comme sur l'esprit littéraire du théâtre antique. Nos lecteurs n'ont pas oublié une série d'études *sur la mise en scène chez les anciens*, présentées par M. Ch. Magnin, avec un talent égal à la sûreté de son érudition. Ce travail, qui a épuisé la matière, me dispense, fort heureusement pour moi, d'une tâche à laquelle je ne serais point préparé. — Voyez *Revue des Deux Mondes,* livraisons de septembre 1839, avril et novembre 1840.

les Romains, le fameux Pylade institua une quatrième méthode, qu'il appela *italique,* pour les gestes en usage dans la pantomime. Ainsi, tout homme de bonne éducation était préparé à monter sur la scène, et, comme les divers genres d'expression dramatique reposaient sur des principes et des conventions invariables, comme les inflexions du geste et de la voix avaient une valeur généralement acceptée, l'étude d'un rôle pouvait, à la rigueur, se réduire à un travail de mémoire.

Le génie prosodique des langues anciennes, la différence des moyens d'exécution, des localités, du personnel dramatique, donnaient à la diction un caractère si étrange, que nous avons besoin d'un effort d'esprit pour en concevoir l'effet. Jusqu'au commencement du XVIIIe siècle, on croyait vaguement que les tragédies grecques étaient *chantées* d'après une mélopée écrite à l'avance par un musicien, sinon par le poëte lui-même. Par le mot *mélopée*, on entendait un genre particulier de notation applicable au drame, et de nature à préciser le rhythme, les accentuations et le dessin mélodique de chaque phrase. La vérité, ou du moins une lumière plus certaine, jaillit enfin d'une controverse engagée entre l'abbé Dubos et Racine le fils, et prolongée par l'intervention des plus savants hommes de l'époque, Rollin, Voltaire, les académiciens Vatry et Duclos, les jésuites Bougeant et Brumoi, le bénédictin Caffiaux, et beaucoup d'autres. Le débat se termina par une sorte de transaction entre ceux qui faisaient du poëme tragique une véritable partition musicale, et ceux qui niaient la possibilité de noter le débit des déclamateurs. On distingua dans la tragédie grecque trois parties : le dialogue, *diverbium*, c'est-à-dire le drame lui-même; les *cantiques,* morceaux d'un sentiment élevé et d'un rhythme chantant, amenés dans les moments d'expansion lyrique, comme les stances de *Polyeucte* et du *Cid,* ou comme les airs de bravoure de nos opéras; enfin, les *chœurs*. Or, suivant les conclusions de la critique, dans les scènes d'action, le ton du dialogue devait bien prendre des inflexions chantantes, comme celles des tragédiens qui exagèrent; mais il n'avait pas pour cela le vrai caractère du langage musical, qui est de procéder par intervalles égaux, appréciables à l'oreille et mesurés comme ceux de notre gamme. Le dialogue tragique conservant les intonations inégales et non mesurables du parler ordinaire, il n'y avait donc pas possibilité de noter exactement chaque phrase, syllabe par syllabe, comme dans le chant proprement dit. La notation appliquée à cette partie du drame devait correspondre seulement aux signes expressifs de notre musique, indiquer les silences, les degrés de la force vocale et aussi le rhythme prosodique, afin que le déclamateur pût se mettre d'accord avec l'accompagnement, qui ne s'arrêtait jamais. Le monologue lyrique, ou cantique, était un morceau de chant véritable, susceptible d'être noté, et accompagné avec plus de recherche que le récit. Enfin, les chœurs étaient toujours chantés sur des mélodies simples, franches et fortement rhythmées, de telle sorte que les spectateurs eux-mêmes pussent se joindre par instants aux musiciens. Il n'y avait d'autres combinaisons harmoniques que les accords naturels trouvés instinctivement par tous ceux qui ont de l'oreille.

Bien que le dialogue dramatique de la tragédie grecque n'eût pas le caractère que nous attribuons au chant, il s'éloignait encore beaucoup plus des idées que nous avons pu nous faire de la déclamation parlée. Tout le monde sait que chez les anciens, chaque syllabe avait une durée précise et invariable dans sa prononciation, et qu'on devait employer exactement à l'articulation d'une longue le double du temps nécessaire pour une brève. Cette observation de la quantité syllabique, en usage dans le discours familier, était impérieusement exigée au

théâtre. Pour prévenir la tempête que n'eût pas manqué d'exciter une violation de la prosodie, un homme était sur la scène, en vue de tous, frappant du pied pour battre la mesure. Ainsi, le tragédien et même l'acteur comique n'étaient pas moins esclaves du rhythme dans leur diction que, dans leurs genres, le chanteur et le danseur. Auprès du batteur de mesure se trouvaient deux musiciens accompagnateurs, l'un pour guider les scènes dialoguées, l'autre pour soutenir les parties lyriques. Le premier exécutait sur la flûte une sorte de basse continue, dont le son était ordinairement faible et discret; mais, par moments, il frappait des accents avec force, soit pour indiquer aux déclamateurs certaines intonations dans les passages importants, soit plutôt pour les aider à rentrer dans le ton lorsqu'ils étaient jetés hors d'eux-mêmes, par des efforts trop violents pour grossir leur voix. On faisait alors un mérite aux tragédiens d'un certain genre de *vocifération* surhumaine, en contraste avec le ton assez familier de la comédie. *Tragœdus vociferatur, comœdus sermocinatur,* a dit Apulée. Les masques, suivant la définition étymologique d'Aulu-Gelle (*persona;* du verbe *personare,* résonner), aidaient beaucoup le mécanisme vocal. Le développement monstrueux de la bouche cachait une espèce de porte-voix au moyen duquel, dit Cassiodore, se formaient « de tels sons qu'on avait peine à croire qu'ils pussent sortir de la poitrine d'un mortel. »

Si le parler des tragédiens était conventionnel, leur aspect, leur gesticulation, ne l'étaient pas moins. Pour que les acteurs qui paraissaient dans une perspective plus éloignée que les choristes conservassent aux yeux du public une stature héroïque, ils chaussaient le cothurne, c'est-à-dire des brodequins dont les semelles étaient exhaussées par un entassement de feuillets d'une matière souple, je le suppose. Ils étaient obligés en outre de se matelasser le corps pour le proportionner à leur taille, et de donner au masque qui couvrait toute la tête une configuration également exagérée. Les gestes, appesantis par cet attirail, n'avaient rien de spontané. Ils devaient être réglés à l'avance sur la prosodie du discours, et sur l'accompagnement musical. Le jeu muet consistait donc en une succession de mouvements, de poses expressives, conformes aux lois généralement connues de l'orchestique, et dont, par conséquent, la signification positive ne pouvait pas échapper aux spectateurs.

Gardons-nous de croire néanmoins, d'après M. Schlegel, que « l'acteur chez les anciens n'était qu'un instrument passif, que son mérite consistait dans l'exactitude avec laquelle il remplissait son rôle, et non dans l'étalage de ses sentiments particuliers. » Autant vaudrait dire que nos chanteurs sont des automates, parce qu'ils obéissent au rhythme, et que leurs intonations n'ont rien d'arbitraire. Si l'acteur, dans l'antiquité, était dispensé de la recherche des intentions, des jeux de physionomie, des élans improvisés, et de tout ce que nous appelons aujourd'hui la composition d'un rôle, il avait en revanche à faire dans l'exécution une dépense prodigieuse de vitalité et d'intelligence. On peut mettre du génie dans la manière de comprendre et de rendre un effet indiqué, de prendre et de soutenir un ton, de passionner une syllabe, de conduire le geste par une succession d'accents bien frappés et d'ondulations mollement harmonieuses.

Il est hors de doute, d'après tout ce qui précède, que les Grecs ne se proposaient aucunement de faire illusion en reproduisant la réalité extérieure. Pour apprécier le système de leur déclamation, il faut considérer, non pas ses procédés, mais le but qu'on lui assignait. Au lieu de copier, comme les modernes croient le

faire, les incidents de la vie humaine, les anciens essayaient d'en éclairer le sens, et le jeu théâtral le plus conforme à ce but leur paraissait le meilleur. Qu'on se représente donc, sur une vaste scène, en plein jour, en plein air, sous l'œil des dieux, des figures colossales éveillant par l'ampleur de leur aspect, par le type de leur physionomie empruntée, l'idée de l'héroïsme. Leur parler a une sonorité étrange et forte, une justesse d'accent irrésistible, une puissance de rhythme pleine de séductions et de mystères : c'est la langue de la passion parlée avec une énergie plus qu'humaine. Également entraînés par la mesure, tous les mouvements corporels se dessinent avec une lenteur noble et majestueuse : ils soulignent, pour ainsi dire, l'intention, en s'arrêtant dans ces poses expressives et parlantes dont la sculpture de grand style peut nous donner une idée. Jamais, dans ce tableau mouvant, le beau n'est sacrifié à ce qui semble vrai; jamais le spectateur ne souffre dans sa dignité d'homme à voir le rapetissement de notre nature. Trop heureux est celui qui peut oublier la réalité mesquine, et s'élancer, à la suite du génie, dans un monde idéal où tout est grandiose. On y tremble sans honte d'une terreur pleine d'enseignements; on s'y enivre d'une solennelle tristesse qui agrandit l'âme et l'esprit : quand arrive ce moment de suprême émotion où l'auditeur appartient au poëte, intervient, pour expliquer l'*idée* du poëte, un spectateur idéal, le chœur, être multiple, placé au-dessous des acteurs du drame, comme dans le monde la foule au-dessous des héros, et cet interprète sublime de la sagesse vulgaire juge les grandes passions, les grands coups du sort qu'on lui donne en spectacle, avec cette voix du peuple qui est la voix des dieux.

Personne n'oserait soutenir, j'imagine, qu'un tel ensemble dût manquer d'effet; mais l'aperçu n'est exact que pour le siècle fécondé par l'influence de Periclès. « Aux époques de décadence, a dit Winkelman à propos des arts pittoresques, l'expression fut employée pour suppléer en quelque sorte à la beauté. » Un symptôme de cette nature se manifesta en Grèce peu après la mort des grands poëtes dont les chefs-d'œuvre nous ont été conservés. On commença à chercher l'effet dramatique, moins dans un reflet idéal de la vérité que dans une exagération matérielle des choses vraies. On essaya les coups de théâtre, l'imprévu, l'horrible. La poétique d'Aristote témoigne de cette dégradation. Les chœurs tragiques perdirent leur signification religieuse, à tel point qu'ils furent souvent remplacés par des intermèdes lyriques, sans rapport avec le sujet de la pièce. La comédie, privée aussi de ses chœurs, cessa d'être une appréciation ironique et bouffonne des intérêts les plus sérieux de la société : elle devint purement et simplement anecdotique, et s'en tint à esquisser la superficie des mœurs. Ces changements réagirent assurément sur l'art de l'acteur. La mise en scène, les usages tragiques se perpétuèrent; mais l'idéal des pieux interprètes d'Eschyle et de Sophocle s'affaiblit à la longue, et pour les comédiens mercenaires de la décadence, il ne fut plus qu'une tradition de coulisses, si j'ose m'exprimer ainsi. Or, rien n'est plus froid dans les arts, rien n'est plus ennuyeux qu'un idéal de convention, devenu, pour ceux qui le traduisent, une routine d'école : mieux vaut, je l'avoue, la plus vulgaire réalité. Je conjecture que les Grecs continuèrent à vanter leur ancienne tragédie, qui était un de leurs titres de noblesse, mais qu'ils coururent en foule à ces comédies dont les acteurs savaient faire une image amusante de la vie réelle. Je crois voir un indice de ce fait dans la prodigieuse abondance de la muse comique, depuis la déchéance d'Athènes jusqu'à l'asservissement de toute la Grèce.

Ce besoin de remplacer la beauté idéale, le sentiment sympathique par la viva-

cité et le naturel de l'expression, se manifesta en Italie dès l'introduction des jeux dramatiques par Livius Andronicus, cent soixante ans après la mort d'Eschyle et de Sophocle. Le chœur, composé de gagistes mal exercés, est relégué au fond de la scène, comme nos humbles comparses, et sa place à l'orchestre est envahie par les personnes de distinction et les fins amateurs. La gesticulation et la vocalise se sont déjà tellement chargées de difficultés, que le même acteur ne peut plus exécuter les gestes rhythmiques en chantant. Livius Andronicus obtient la permission de se faire remplacer dans les cantiques par un musicien de profession, et cet usage ne tarde pas à se répandre généralement. Les monologues deviennent ainsi des espèces de cavatines, dont la mélodie, de plus en plus tourmentée, est écrite par un compositeur spécial qui y met toute sa science. A ces passages, intervient le chanteur qui rend la mélodie par des sons, tandis que le tragédien se contente de traduire les mots par des gestes en accord avec le chant. Les acteurs négligent les beautés de sentiment, et s'accoutument à chercher l'effet dans l'illusion théâtrale. Pour se rapprocher de la réalité, ils renoncent à la lenteur solennelle du style idéal. On presse peu à peu les mouvements, dans l'espoir de donner à la diction et au geste une vivacité plus naturelle. Si les Romains avaient dès lors renoncé franchement à la déclamation rhythmique, leur théâtre serait devenu ce qu'est celui des modernes, une copie de la nature, livrée à l'arbitraire de l'acteur. Soit respect, soit routine, on n'alla pas jusqu'à rompre avec la tradition. Alors se présenta d'une manière bien plus marquée, bien plus choquante que chez nous, ce phénomène qui caractérise, selon moi, l'état actuel de notre scène, la confusion de l'idéal et de la réalité vulgaire. Dès le temps de Cicéron, c'est le grand orateur, c'est Horace qui nous l'apprennent, la mélopée simple et réservée de Nœvius et d'Andronicus avait fait place à une musique si pétulante, que les acteurs étaient obligés, pour en suivre les mouvements, de s'épuiser en ridicules contorsions (*cervices oculosque cum modorum flexionibus torquent*). Le modeste accompagnement de la flûte douce fut dédaigné pour des instruments criards. Dans le monde même, le langage des ancêtres, ce parler ferme et franc exempt de toute affectation, devenait un écho de la diction en vogue au théâtre, en se chargeant d'accents étrangers, d'éclats de voix, d'aspirations, de sons diminués ou prolongés. En vain le tragédien Esopus et le comédien Roscius, artistes de l'ancienne école, proclament-ils que l'union du beau au vrai est le point culminant de l'art, *caput artis;* en vain essaient-ils la protestation plus efficace de l'exemple en ordonnant que les mouvements fussent ralentis quand ils jouaient, afin qu'ils pussent développer l'ampleur et la sérénité puissante de leur exécution : on admire en eux des talents exceptionnels, on les comble d'honneurs et de richesses; mais l'engouement de la foule n'encourage pas moins les innovations de mauvais goût.

Les historiens de la scène latine ont attribué la chute des genres littéraires à l'immensité des amphithéâtres, qui ne permettait plus aux acteurs de se faire entendre, et surtout à la frayeur des poëtes, responsables des allusions malignes saisies par l'auditoire. Le discrédit de la muse tragique s'explique d'une manière plus simple par les changements que je viens de signaler dans le système de l'exécution. A mesure que les acteurs tendaient à remplacer la beauté par la vivacité, il devenait plus embarrassant pour eux de s'assujettir à un rhythme impérieux. L'accélération progressive des mouvements dut à la fin rendre à peu près impossible cette double traduction de la poésie tragique par la mélopée apprise et

par le geste cadencé : assurément l'ancienne hypocritique avait cessé d'être en harmonie avec les exigences de la mode. Alors arrivent des régions orientales de l'empire Bathylle et Pylade, artistes vifs, hardis, gracieux, bondissants. Dégagés du lourd attirail tragique, ils se vouent à un seul genre d'expression, le geste, qu'ils poussent à un degré de subtilité et d'entrain dont rien jusqu'alors n'a donné l'idée. Tels furent, à leur exemple, les pantomimes latins. Le délire qu'ils excitèrent se répandit dans tout l'empire comme une incurable contagion. Sans cesse proscrits, toujours rappelés, on les maudissait et on ne pouvait se passer d'eux.

Si la pantomime, à son origine, fut attrayante, digne, à certains égards, de l'admiration des esprits les plus distingués, elle ne tarda pas à subir la loi fatale. La mimique savante, la peinture par les gestes expressifs, fut à son tour effacée par un art plus sensuel, par la danse pétulante et lascive, exécutée surtout par des femmes. Si j'avais à fournir une preuve de la décadence du théâtre pendant cette agonie de plus d'un siècle qui précéda la ruine de l'empire, je la trouverais dans la condition sociale des comédiens. Leur profession était devenue héréditaire ! L'hérédité, que dis-je? l'obligation légale, sous peines sévères, d'exercer un art qui exige une aptitude des plus rares, une vocation impérieuse, quel renversement de toutes les idées ! quel symptôme de dégradation ! Le fait paraît constant néanmoins; il résulte d'un point de droit qui est resté jusqu'à ce jour fort obscur parmi les légistes, et qui, je crois, n'a pas encore été signalé par les historiens du théâtre. J'ai eu occasion de montrer, dans des recherches d'un ordre plus sérieux (1), comment, vers la fin du IIIe siècle de notre ère, les classes ouvrières avaient été distribuées en corporations industrielles dans chaque ville et dotées de biens inaliénables, à la condition d'accomplir, suivant leur spécialité, des services d'utilité publique. Avec le temps, et sous le poids de la plus accablante tyrannie qui ait pesé sur l'humanité, ce droit facultatif de participer aux charges et aux avantages de la communauté, en y succédant à son père, dégénéra en obligation absolue : la condition des incorporés, contraints à la résidence dans le ressort de leur *collége*, condamnés irrévocablement à un métier contraire à leur goût, devint une exécrable servitude. Les spectacles, considérés dans chaque ville comme des besoins de première nécessité, donnèrent lieu à des corporations de ce genre. Cette circonstance explique plusieurs décrets conservés dans le *Code théodosien* (2). Une loi de 389 porte une amende de cinq livres d'or contre quiconque éloigne de sa résidence une femme de théâtre. On a remarqué que beaucoup d'acteurs de cette période embrassèrent avec ferveur le christianisme. C'est que l'adhésion au nouveau culte était l'unique moyen de se soustraire à l'affreuse obligation de déclamer ou de danser malgré soi. Souvent aussi cette conversion n'était elle-même qu'une comédie pour effacer la servitude originelle. Plusieurs lois préviennent ce délit qui porte atteinte aux plaisirs des citadins. Un décret de 381 déclare que les sujets attachés à la scène d'une bonne ville (*almæ urbis editioni obnoxii*) ne seront admis à réclamer le baptême qu'à l'article de la mort. En 380, Valentinien jeune ordonne que les femmes qui se doivent au théâtre (*quæ spectaculorum debentur obsequiis*) et qui tentent de se soustraire à cette fatalité, soient restituées à la scène. L'église, à son tour, se sentit assez forte pour réagir contre la société

(1) Voyez *Du Sort des classes laborieuses* (*Revue des Deux Mondes*, 30 septembre 1842).
(2) Voyez le *Code théodosien*, livre XV, titre VII (*passim*), et les commentaires du savant Godefroi.

païenne. Le concile d'Afrique de 399 demanda avec autorité que tout acteur qui désirait embrasser le christianisme ne pût en aucune façon être contraint à reprendre sa profession héréditaire (*non cum liceat ad eadem exercenda reduci vel cogi*). Je laisse à penser ce que dut être l'art du théâtre lorsque ceux qui l'exerçaient étaient plongés dans un tel avilissement.

II. — MOYEN AGE.

Les conquérants barbares, qui travaillaient à leur insu au renouvellement de l'Europe, étaient, en général, peu favorables aux villes, derniers foyers de la civilisation romaine. Les corporations industrielles furent dépouillées et asservies; à l'égard de celles qui avaient pour but de procurer au public des amusements profanes, la proscription fut absolue. Ainsi finit le théâtre antique.

Les interprètes de la muse moderne ne descendent donc pas des histrions romains. Leur filiation est beaucoup plus noble Ils ont pour aïeux vénérables les prêtres, les religieux, et les plus graves personnages de ces époques, où le christianisme régnait sans partage. Les pièces, écrites en mauvais latin jusqu'au XIIe siècle, ne pouvaient avoir pour acteurs que des clercs. A en juger par le *Jeu paschal de l'Antechrist*, que le bénédictin Pezio nous a conservé, ces pièces devaient être des espèces d'opéras, puisqu'on y trouve des chœurs, et que parfois le dialogue même est noté en plain-chant. Nous nous faisons difficilement une idée du parti qu'on pouvait tirer de ces compositions informes, et cependant les cris d'alarme poussés par les moralistes du temps donneraient à penser que ces spectacles n'étaient pas sans agrément. « Notre siècle, dit Jean de Salisbury, mort en 1182, avide de fables et de frivolités, cherche à alimenter sa langueur par tout ce qui peut charmer les yeux, par la mollesse des instruments, par les modulations de la voix, par l'enjouement de ses chanteurs ou la gentillesse de ses comédiens (*hilaritate canentium, aut fabulantium gratiâ*). » Il paraît que les chanteurs de cette époque, à défaut de système harmonique, exécutaient d'instinct des enjolivements, des variations *ad libitum* sur le thème principal, qui seul était noté, et qu'ils étaient parvenus à une remarquable adresse dans ce genre de vocalise. Écoutez saint Aëlrède (1), disciple de saint Bernard, et vous croirez entendre un docteur de feuilleton déplorant la stérile habileté des virtuoses de notre époque. « Pourquoi, je vous prie, cette multitude d'instruments qui expriment plutôt le fracas du tonnerre que la suavité de la voix humaine? Pourquoi ces syncopes, ces diminutions de sons? Tantôt des éclats de voix, tantôt des sons entrecoupés, ou des tremblements, ou des notes interminables.... Oubliant qu'il est homme, le chanteur pousse des soupirs efféminés. De temps en temps, il embrouille et débrouille l'écheveau de ses artificieuses roulades. Vous le voyez imiter tous les gestes des comédiens; ses lèvres sont crispées, il roule ses yeux, il joue des épaules, et à chaque note qu'il émet correspond un certain mouvement de ses doigts. »

Le déclin de cet âge qui éveille communément dans les esprits des idées de candeur et de naïveté, le XVe siècle, est une époque de souffrance sourde où le besoin de la dissipation est poussé jusqu'à la fureur. Le théâtre est partout, dans

(1) Cité par Bonanni, dans son *Cabinet harmonique*, chap. XIII.

l'église, dans les châteaux, dans les cours de justice. Il arrête les passants au coin des carrefours, il court de ville en ville au-devant des spectateurs. Où trouve-t-on des acteurs pour suffire à tant de spectacles? Sont-ce de pauvres hères obligés de se vendre corps et âme à un spéculateur, de débiter à contre-cœur leur gaieté factice? Point du tout. Ce sont les maîtres de la société, les privilégiés de la fortune, des prêtres, des magistrats, de bons bourgeois, la jeune cléricature, espoir de l'église et du barreau. Tous quittent leurs affaires, apprennent de longs rôles, s'affublent à leurs frais, gambadent sur des tréteaux pour divertir le menu peuple qui fait galerie. On évalue à trois mille le nombre des comédiens qui desservent aujourd'hui la scène française. L'homme qui connaît le mieux l'ancienne France, M. Monteil, ne craint pas d'affirmer qu'au xve siècle cinq à six mille personnes de diverses classes paraissaient sur les théâtres publics. On parle de l'activité de nos directeurs quand ils ont mis en scène cinq actes qui se jouent en trois heures : qu'ils osent se comparer aux *maîtres des mystères,* obligés de réunir quatre à cinq cents personnes pour jouer des pièces qui duraient parfois des semaines entières, à l'exception d'un entr'acte de midi à deux heures, accordé aux spectateurs pour le temps de leurs repas et aux acteurs pour reprendre haleine. Il fallait engager de pieux ecclésiastiques pour représenter Dieu et les saints, de hardis soudards pour Satan et sa diabolique escorte, des gens de robe pour les personnages de distinction, des bourgeois, des artisans pour le populaire, et pour les rôles de femmes de blonds écoliers à mine joufflue et de fine taille. Que de soins, de dépenses, de dévouement pour équiper et discipliner cette armée de comédiens! mais aussi quel succès! quelle ardente curiosité! quel religieux silence dans la foule pressée autour des échafauds! Ne nous y trompons pas; cet empressement est moins un symptôme de ferveur religieuse que l'effet d'un goût pour les spectacles presque général à cette époque. Pour huit à dix grandes confréries vouées en France à la représentation des pièces saintes, on eût rencontré dans les provinces nombre de bandes joyeuses qui, sous prétexte d'instruire et de moraliser le peuple, allaient jouer en plein vent des scènes bouffonnes ou des mascarades satiriques.

Je voudrais, pour me rapprocher du but de mes recherches, pouvoir caractériser la nuance de talent déployée par ces acteurs improvisés. A cette époque, les traditions de la scène antique étaient complétement effacées. Les confrères, qui prenaient longtemps à l'avance l'engagement solennel de jouer leurs rôles, les étudiaient sans doute avec beaucoup de soin, mais sans méthode, sans aucune notion d'art. Ces premiers bégaiements de la muse moderne n'eussent pas été supportables, s'ils n'avaient pas été soutenus par le pieux sentiment qui les animait. La foi naïve, l'onction religieuse des dévots personnages qui se réservaient les beaux rôles dans les mystères, devaient les élever par instants au ton d'une émotion sympathique. Je lis dans un vieil historien du Berry (Lassay), à propos d'une représentation des *Actes des Apôtres* donnée à Bourges, que ce mystère « fut joué par » des hommes graves, qui savaient si bien feindre par signes et gestes les per- » sonnes qu'ils représentaient, que la plupart des assistants jugeaient la chose être » vraie et non fausse. » Il est permis de croire aussi que les *moralités,* les *farces* grivoises, les *diableries,* lorsqu'elles avaient pour acteurs des hommes comme Villon ou l'auteur de *l'Avocat Patelin,* étaient relevées par d'ingénieuses fantaisies ou par l'entrain d'une gaieté mordante.

Les confrères dramatiques n'auraient pas pu subvenir aux frais d'une pompeuse mise en scène, sans recourir à la générosité des spectateurs. Il est probable que

des quêtes étaient faites dans la foule, ou qu'une légère rétribution était exigée pour certaines places réservées. L'appât des recettes conduisit à l'idée d'une spéculation sur la curiosité publique. D'amateurs qu'ils étaient, beaucoup de confrères devinrent des comédiens de profession. Il n'y avait là rien que d'heureux, puisqu'un art, assez vaste pour absorber toute la vie, ne saurait se perfectionner qu'en procurant des moyens d'existence à ceux qui l'exercent. Cette métamorphose date, pour Paris, de l'an 1402. Les confrères, établis au delà de la porte Saint-Denis, dans le couvent des Trinitaires, y exploitèrent leur genre de spectacle pendant un siècle et demi, avec assez d'avantages pour être en mesure d'acheter, en 1547, l'ancienne résidence des plus puissants vassaux de la couronne de France, l'*Hôtel de Bourgogne,* situé rue Mauconseil. L'édifice, qui menaçait ruine, fut restauré conformément à sa destination nouvelle : en même temps, un arrêt du roi, interdisant à l'avenir la représentation des mystères, accordait en revanche aux confrères le monopole des spectacles profanes. Un emplacement des plus heureux au cœur de la ville, un privilége dont les restrictions même étaient avantageuses, semblaient ouvrir une veine de prospérité. Une concurrence imprévue précipita l'antique confrérie dans une voie de décadence.

L'Italie avait essayé, depuis plus d'un siècle, la rénovation de la scène antique, lorsqu'en 1552, Jodelle donna chez nous sa *Cléopâtre.* Cette pièce, illisible aujourd'hui, jouée fort médiocrement sans doute par des écoliers, avait le genre de mérite le plus favorable aux ouvrages dramatiques, celui de venir à point. L'érudition excitait, non-seulement la juste estime des hommes graves, mais l'engouement de la société frivole. L'effet produit par la *Cléopâtre* fut un éblouissement d'admiration. Avant la fin du XVIe siècle, il s'était formé un répertoire de pièces composées dans le goût antique, ou plutôt à l'imitation de Jodelle. Jouées dans les colléges par la fleur de la jeune littérature, ces pièces réunissaient l'élite des personnages éminents par leur rang ou leur savoir : c'était déjà une distinction que d'être admis à les entendre. L'enthousiasme devint une affaire de mode. Ces succès d'amateurs, décidés à huis clos, étaient plus funestes aux comédiens de profession qu'une lutte avouée. Mal inspirés par la misère, ils essayèrent de renouveler leur clientèle en flattant les instincts grossiers de la populace : ils s'abaissèrent peu à peu jusqu'à la farce ignoble. Dénoncée aux états de Blois comme ennemie de la morale publique, l'antique confrérie de la Passion fut dispersée. Sa salle et son privilége échurent à une troupe de comédiens qui crut voir des chances de succès dans l'exploitation du nouveau répertoire classique. L'admiration factice des lettrés ne gagna pas cette portion nombreuse du public qui veut du plaisir en retour de son argent. Ennuyeuses par elles-mêmes, les pièces *érudites* devenaient plus insupportables encore par l'exécution. On n'avait pas idée alors des qualités de tenue et de diction, de ce mystérieux mélange d'abandon naturel et de noblesse qui sont nécessaires pour faire valoir les pièces conformes à la poétique grecque. On rompit par nécessité avec Aristote, et on en vint à mettre en scène des romans dialogués sans logique et sans style, mais surchargés de ces incidents dont l'invraisemblance même est une amorce pour la foule béante. Huit cents pièces que Hardy composa dans ce système, procurèrent une existence facile aux comédiens de l'Hôtel de Bourgogne, et déterminèrent l'établissement d'une troupe rivale. Quant aux poëtes de cette période, ils faisaient si bon marché de leurs succès, qu'ils ne livraient pas même leurs noms au public. Théophile, Mairet, Racan et Gombaud furent les premiers qui acceptèrent la responsabilité de leurs œuvres. Le théâtre

en était au mode de publicité de nos spectacles forains. Après avoir battu la caisse dès le matin à la porte de l'hôtel et dans les rues voisines, on faisait annoncer par le stentor de la troupe que dans l'après-midi, entre deux et cinq heures, on représenterait une pièce *sur un sujet très-intéressant*. La foule ne tardait pas à se précipiter dans une grande salle carrée, garnie de deux ou trois rangs de loges en charpente, en regard d'une estrade disposée en forme de scène. Il en coûtait dix sous à l'honnête bourgeoisie pour prendre place dans les galeries. Le parterre, où l'on entrait pour cinq sous, était le rendez-vous des laquais, des fainéants, des vauriens, cohue hargneuse et bruyante au milieu de laquelle il n'était pas prudent de s'aventurer.

Segrais, ou plutôt l'auteur du *Segraisiana*, a dit, en parlant des ouvrages composés dans le goût de Hardy : « Ces vieilles pièces étaient misérables, mais les comédiens excellents les faisaient valoir par la représentation. » Je ne puis accepter ce jugement. Les comédiens en renom, sous Henri IV et Louis XIII, n'avaient sans doute que ces qualités dangereuses qui impressionnent la foule, l'emphase et l'énergie criarde dans le sérieux, et dans le genre bouffon un entrain de mauvais goût. En considérant leurs habitudes, leur clientèle, leur répertoire, on sent qu'ils durent rester bien loin de l'idée que nous nous faisons aujourd'hui d'un artiste véritable. Les mêmes acteurs qui avaient figuré les personnages héroïques dans les tragédies reparaissaient, sous des déguisements grotesques, dans des parades improvisées à l'imitation des bouffonneries italiennes. Aussi avaient-ils toujours deux noms, l'un pour la tragédie, l'autre pour la farce. Henri Legrand, qui se faisait appeler *Belleville* quand il se présentait comme tragédien, devenait dans les parades ce joyeux *Turlupin* auquel il a donné une célébrité proverbiale. Le nom comique caractérisait un type de convention que l'acteur reproduisait invariablement dans chaque comédie où ce même nom restait toujours celui de son rôle. Ainsi Duparc, dont le sobriquet était *Gros-René*, joua les rôles de *Gros-René* dans *le Dépit amoureux*, dans *Sganarelle* et d'autres pièces encore. Certains acteurs s'enfarinaient la figure : la plupart jouaient masqués, à l'italienne; Molière lui-même se masqua dans les premiers temps pour jouer les *Mascarille*. Beaucoup de rôles de femmes étaient rendus par des hommes avec la voix de fausset. La difficulté de trouver des actrices qui consentissent alors à représenter les femmes vieilles et ridicules perpétua cet usage jusqu'en 1704, époque de la mort de Beauval. Le prédécesseur de ce dernier, Hubert, élève de Molière, avait joué d'original les rôles de Mme Jourdain, de Mme Pernelle, et de Bélise des *Femmes savantes*.

Tendances vagues et impuissantes vers la noblesse antique, découragement et retour à la vulgarité déréglée, ainsi peut être résumée en deux mots l'histoire de la scène française, jusqu'à l'époque où les chefs-d'œuvre de Corneille, de Racine et de Molière firent entrevoir le genre d'idéal qui convient au théâtre moderne. L'influence de ces trois grands hommes sur l'art de la déclamation a été décisive. Il importe, afin de la mieux caractériser, de faire une rapide excursion dans les autres régions littéraires de l'Europe.

III. — THÉATRES ÉTRANGERS.

A l'Italie appartient l'honneur d'avoir essayé la première la régénération du théâtre, en renouvelant les traditions de l'art grec. A peine les chefs-d'œuvre de la

scène antique eurent-ils été divulgués par l'imprimerie, qu'une foule de poëtes s'appliquèrent à les imiter, les uns en se servant de la langue latine, qui était devenue pour les savants une langue usuelle, les autres en essayant d'élever l'idiome vulgaire jusqu'à la dignité de la tragédie. La renaissance du théâtre littéraire n'eut pas en Italie un caractère mesquin, comme dans le reste de l'Europe : ce ne sont pas des pédants qui s'enferment dans leurs colléges pour y jouer leurs propres ouvrages. Tout ce que la péninsule renferme d'hommes supérieurs par le génie ou par la fortune s'honorent de concourir à la splendeur de la scène. Les poëtes n'ont aucune espérance de profit : ces poëtes, il est vrai, sont ordinairement les dignitaires de l'église. Il y a rivalité entre les princes pour élever la mise en scène jusqu'à la haute idée qu'on s'est faite des spectacles antiques. Les représentations, organisées avec magnificence par les cours de Ferrare, de Florence, d'Urbin, de Mantoue, deviennent, comme les jeux de l'ancienne Grèce, autant de fêtes nationales. Les architectes les plus célèbres, Balthazar Peruzzi, Scamozzi, Sansovino, Palladio, sont appelés à construire des théâtres sur le plan des anciens. Les innombrables sociétés savantes qui se forment à l'exemple des *Intronati* de Sienne et des *Sempiterni* de Venise, ont pour but principal la représentation des œuvres dramatiques. On joue avec un zèle respectueux des pièces grecques traduites en latin, et celles de Plaute, de Térence, de Sénèque, en original. Tous les littérateurs renommés, Politien, Trissin, Bibbiena, Arioste, Tasse, Machiavel, l'Aretin, et une foule d'autres que les bibliographes comptent par centaines, ne cessent d'alimenter le répertoire des acteurs académiques.

Ne nous étonnons pas de voir l'élite d'une population se précipiter, pour ainsi dire, vers la scène. Les Italiens de la renaissance considéraient la récitation dramatique comme un complément indispensable de l'éducation. « Si l'on nous traite d'histrions, dit Politien dans un prologue qu'il composa pour les *Ménechmes* de Plaute, nous ne nous en défendrons pas. Qu'on sache que nous suivons les mœurs de l'antiquité, et que les anciens livraient leurs enfants aux comédiens, afin qu'ils formassent sur eux leur maintien. » Presque tous les hommes célèbres de l'Italie, pendant la période de sa plus grande gloire littéraire, ayant passé sur le théâtre, il est évident que plusieurs d'entre eux ont dû s'élever jusqu'aux divers genres de mérite qui constituent le comédien. Les traditions ont mis quelques noms en relief. Dans les pièces latines réussirent Marcellin Verardi et le chanoine Thomas Inghiramo, surnommé *Phèdre* parce qu'il joua avec supériorité le rôle de cette héroïne dans l'*Hippolyte* de Sénèque. Dans les pièces en langue vulgaire, Machiavel saisissait à merveille la démarche et jusqu'au son de voix des personnages de son temps qu'il voulait livrer au ridicule. Le poëte Ruzzante se rendit célèbre par sa verve bouffonne. Les artistes, en grand nombre dans les sociétés académiques, s'y distinguaient particulièrement. Le talent scénique du Bernin et de Salvator Rosa contribua beaucoup à leur réputation.

Malgré ces exemples que je cite par esprit d'impartialité, je reste en défiance contre des succès de coterie auxquels a manqué la sanction populaire. A en juger par le répertoire des académies, je ne puis croire que les acteurs érudits aient élevé bien haut l'art de l'exécution théâtrale. Pour eux, le beau idéal de la déclamation tragique ne dut être qu'une récitation chantante, selon l'idée qu'on se faisait alors de la mélopée des anciens. Il leur était moins difficile dans la comédie de se rapprocher du naturel, car les personnages empruntés aux comiques latins se retrouvaient encore dans l'Italie du XVIe siècle. Malheureusement, chez les Italiens,

comme chez les Romains, la comédie ne pouvait refléter que les superficies de la société. En ces temps de despotisme jaloux et perfide, une étude pénétrante des mœurs n'eût pas été sans dangers pour les poëtes. Avec ces masques éternels de l'intrigant, du libertin, de l'usurier, de l'entremetteur, de la courtisane, du spadassin et du matamore, on ne pouvait produire que des imbroglios faits pour exciter, non la gaieté cordiale, mais seulement la grimace du rire. Un jour vint où chacun comprit, sans l'avouer, que la tragédie érudite était sans intérêt, que la comédie selon les règles était sans variété comme sans pudeur. Dès le commencement du XVIIe siècle, les scènes académiques tombèrent dans un discrédit dont elles ne se relevèrent pas en essayant de se transformer en spectacles payés.

Un obstacle décisif s'opposait d'ailleurs au succès des érudits. Un théâtre ne peut prospérer qu'à la condition d'être populaire. Or, la langue des académiciens, qui est une épuration minutieuse du dialecte toscan, n'a jamais été adoptée généralement. On compte dans la péninsule environ quatorze patois qui correspondent, assure-t-on, par leurs qualités et leurs défauts, aux traits caractéristiques des contrées où ils sont en usage. Un esprit instinctif d'opposition contre la langue officielle, un sentiment de vanité mesquine, attachent les localités rivales à leurs différents idiomes. La foule, glacée aux interminables tirades des académiciens, se portait donc devant les tréteaux de ces bouffons ambulants qui, dans un dialogue improvisé, parlaient à chaque province la langue qu'elle aimait. Les vrais artistes, aux yeux du peuple, n'étaient pas les érudits dévoués et laborieux : c'étaient, comme le prouve le nom populaire des pièces à canevas (*comedia dell' arte*), c'étaient ces joyeux improvisateurs qui, le masque au visage, le geste prompt, la langue vive et piquante, gambadant, riant des pieds à la tête, pouvant tout risquer, parce qu'ils étaient certains d'avoir un public grossier pour complice, remplissaient avec plus ou moins de bonheur des *scenarios* dont l'intention seulement était convenue à l'avance.

Je veux bien croire que plusieurs comédiens de l'art ont justifié par leur esprit et leur gentillesse la célébrité acquise à leur nom. Néanmoins, en examinant les conditions auxquelles l'impromptu est possible, on voit qu'il ne constitue qu'un genre inférieur auquel on hésite à accorder quelque estime. Les patois employés par les bouffons, consistant dans certaines altérations du langage littéraire, devaient exclure le sentiment d'une bonne diction. Au lieu de se transformer sans cesse comme nos acteurs, de revêtir autant de caractères que de rôles, le comédien de l'art, voué à un seul type, restait le même personnage dans mille pièces différentes. Il était toujours, ou *Pantalon,* l'avare négociant de Venise, ou *Arlequin,* l'espiègle de Bergame, ou le *docteur,* c'est-à-dire un pédant bolonais, ou le jovial *Polichinelle.* Le bravache, le fourbe, le niais, le rustre calabrais, le fat romain, le petit maître florentin, le bon bourgeois milanais, avaient chacun leur nom, leur masque, leur costume, leurs lazzis, connus à l'avance du dernier des spectateurs comme de l'acteur lui-même. Cette improvisation prétendue ne pouvait être qu'une variante sans cesse renouvelée de la même charge, de la même plaisanterie. Les gravures du temps, celles de Callot par exemple, font voir qu'à défaut de verve comique, on obtenait le rire par des turpitudes.

Avertis par le dégoût public de la nécessité de se réformer, les troupes ambulantes perdirent leurs principaux moyens d'effet, et devinrent insensiblement aussi moroses que les troupes académiques. Sous le poids d'une disgrâce commune, les érudits et les improvisateurs se rapprochèrent. Il résulta de leur alliance un genre

bâtard, qui étala des prétentions littéraires en conservant le sans-gêne de l'impromptu. La verve nationale semblait épuisée. Pour la renouveler, on ne sut mieux faire que des emprunts maladroits aux théâtres de la France et de l'Espagne. Pendant le XVIII[e] siècle, plusieurs poëtes comiques, d'une ingénieuse fécondité, ne captivèrent la multitude qu'en mêlant à leurs ouvrages étudiés les charges des anciennes parades. Quant à cette classe exigeante et capricieuse qui s'appelle la bonne société, professant pour le drame parlé une indifférence dédaigneuse, elle commença à manifester cet engouement musical qui est pour la littérature un symptôme funeste. Autant il y avait eu autrefois d'académies de déclamation, autant on fonda de *conservatoires* de musique où l'on offrit gratuitement à la jeunesse, avec des leçons de chant, les éléments des connaissances utiles, et une bonne éducation morale. Vers 1760, on comptait à Naples trois de ces écoles, et quatre à Venise. Tous ceux qui sentirent en eux l'étincelle de la vocation dramatique se réunirent dans les conservatoires, où ils apprirent la vocalise, au lieu de s'élever jusqu'à l'éloquence du geste et de la diction. L'Italie obtint ainsi les plus grands chanteurs qui eussent existé; mais elle se priva à jamais de la plus pure des jouissances littéraires, de cette émotion saine et bienfaisante qu'on éprouve en sympathisant avec un excellent comédien.

J'arrive à l'Espagne. Nous manquons en France de documents directs et précis sur les comédiens de ce pays, et nous sommes réduits à nous en faire une idée en étudiant le caractère et les vicissitudes du théâtre espagnol. Le génie dramatique s'éveilla vers la fin du XV[e] siècle. Ses premiers bégaiements furent de petits poëmes dialogués que leurs auteurs mirent en action, en s'associant au besoin quelques camarades : de là vint que les directeurs de théâtre conservèrent longtemps le nom d'*autores*. Gil Vicente et sa fille à la cour de Portugal, et Lope de Rueda, simple artisan à Séville, furent les premiers qui se firent un nom dans ce genre. Leurs pièces étaient des pastorales, c'est-à-dire des conversations galantes, relevées d'ordinaire par des bouffonneries ou des allégories satiriques. « Dans ce temps-là, dit Cervantes en recueillant des souvenirs d'enfance, tout l'appareil d'un auteur de comédie s'enfermait dans un sac, et consistait en quatre pelisses blanches de berger, garnies de cuir doré, quatre barbes ou chevelures postiches, et quatre houlettes. Il n'y avait point de coulisses : l'ornement du théâtre, c'était une vieille couverture soutenue avec des ficelles. » Les progrès de la mise en scène sont attribués à un certain Naharro de Tolède, renommé pour les rôles comiques. En peu de temps, on imagina les coulisses, les décors, les costumes; on trouva les moyens de produire les tonnerres, les éclairs, les incendies, les cérémonies, les combats à pied et à cheval. Le matériel du théâtre semblait préparé pour un drame pétulant et romanesque en rapport avec les instincts de la foule. Cervantes, un des premiers, donna des pièces dans ce caractère. A travers son ironie souriante, il laisse percer l'orgueil d'avoir fondé le théâtre national : « On ne toucha, dit-il, à la perfection qui nous charme aujourd'hui, qu'au moment où l'on représenta sur le théâtre de Madrid *les Captifs d'Alger*, pièce de ma composition. Je donnai depuis vingt à trente comédies, qui toutes furent représentées sans que le public lançât aux acteurs ni concombres, ni oranges, ni rien de ce qu'on a coutume de jeter à la tête des mauvais comédiens. » A peine ouverte, la veine fut exploitée, avec une puissance gigantesque, par Lope de Vega et par beaucoup d'autres poëtes d'une si prodigieuse fécondité, qu'on n'a pu réussir à dresser l'inventaire complet de leurs ouvrages.

Il y avait depuis longtemps en Espagne, comme au delà des Pyrénées, des scènes *érudites*, alimentées et suivies exclusivement par les savants de profession. Plusieurs des pièces écrites alors suivant les règles de la poétique grecque eussent mérité, assure-t-on, un succès solide et durable ; mais débitées dans les universités, et sans doute avec une emphase pédantesque, elles ne pouvaient atteindre cet entrain, ce fini d'exécution, qui sont nécessaires pour impressionner sérieusement un auditoire. Les poëtes et les comédiens ne se trompent pas aux démonstrations de la foule : l'enthousiasme dont ils ont besoin ne se renouvelle que dans les applaudissements sincères. A l'exemple des femmes andalouses qui abaissent un rideau devant l'image de la madone quand elles craignent quelques tentations, Lope de Vega et les poëtes de même école, franchement dévots à l'antiquité, voilaient pieusement le buste d'Aristote avant d'écrire pour les tréteaux populaires ces drames où le sublime étincelle et dont notre Corneille devait s'inspirer. Un jour vint où les savants s'ennuyèrent de déclamer dans le vide, et le théâtre classique, qui n'avait jamais eu de public en Espagne, succomba définitivement, faute d'interprètes.

Quels ont été l'état matériel de la scène, le sort des comédiens, le système de la déclamation, pendant la période active du théâtre espagnol, pendant le règne brillant des Vega, des Castro, des Alarcon, des Royas, des Calderon ? A défaut de feuilletons, dont on se passait fort bien alors, je consulterai les *impressions* des voyageurs contemporains. Les troupes ambulantes étaient si nombreuses, que la plupart des villes avaient le plaisir de la comédie. Il y avait à Madrid deux théâtres publics et plusieurs salles dans les palais royaux, bien que le roi n'eût pas de troupe à ses gages. Le prix des meilleures places, c'est-à-dire des siéges réservés, représentait environ quinze sous de France, équivalant à plus de deux francs de notre monnaie actuelle. Deux sous au plus par spectateur revenaient aux comédiens ; le reste était partagé entre les hôpitaux, la municipalité propriétaire des salles et les loueurs de chaises. Dans les provinces, la contribution était moindre. En général, le sort des comédiens était assez misérable, et il fallait pour le supporter ce dévouement qui est un des indices de la vocation. Une première actrice, célèbre en 1659, avait par exception trente-trois réaux par jour et une litière à ses ordres. Le goût pour le théâtre, très-vif dans toute la Péninsule, dégénérait à Madrid en véritable fureur. Quoique deux salles fussent ouvertes tous les jours, il était difficile aux étrangers d'y pénétrer. Les places d'honneur étaient toujours louées à l'avance par les gens de distinction, et plusieurs familles se piquaient de les conserver de père en fils, comme un fief. Il y avait pour les femmes un amphithéâtre inaccessible aux hommes. A l'heure du spectacle, c'est-à dire vers le milieu de la journée, beaucoup de boutiques, beaucoup d'ateliers restaient déserts. Les petits marchands, les artisans, allaient s'entasser au parterre, où, debout, drapés dans leur cape, la rapière au côté et la main sur le poignard, ils prononçaient sur le mérite des acteurs et des pièces. Le parterre était, suivant ses impressions, un volcan d'enthousiasme ou une tempête de colère : les jours de cabale, il devenait un champ de bataille.

Les représentations des *Autos sacramentales* avaient un caractère particulier ; elles commençaient chaque année le jour de la Fête-Dieu, et duraient environ un mois, pendant lequel les spectacles profanes demeuraient fermés. On élevait à cet effet des échafauds sur les places publiques devant la résidence des hauts dignitaires de l'endroit. A Madrid, on jouait d'abord devant le palais du roi, et succes-

sivement devant les hôtels de chacun des ministres. Pour donner plus de pompe à ces solennités, on mettait en réquisition tous les comédiens de la ville, sauf à choisir entre eux les plus habiles et les plus dignes. La munificence des grands de l'état prêtait a la mise en scène un éclat inaccoutumé. Les décorations et les costumes de chaque jour, grotesques dans les petites villes, mesquins même à Madrid, prenaient une apparence de splendeur pour les représentations des *Autos*. Les étrangers étaient surtout surpris de voir qu'on prodiguât les flambeaux à ces pièces saintes, exécutées en place publique et en plein midi, tandis qu'on jouait les pièces profanes sans lumières, dans des salles ou dans des cours obscures.

J'arrive au point capital, et j'interroge mes vieux voyageurs sur le mérite des comédiens. « La représentation ne vaut presque rien, dit l'un d'eux (Van Aarsens, 1655); car, excepté quelques personnes qui réussissent, tout le reste n'a l'air ni le génie du vrai comédien. Les habits des hommes ne sont ni riches ni proportionnés aux sujets : une scène grecque ou romaine se représente avec des habits espagnols... On chante si mal que l'harmonie semble des cris d'enfants... Aux entr'actes, il y a quelque peu de farce, quelque ballet ou quelque intrigue, et c'est souvent le plus divertissant de la pièce. » Ce jugement sévère confirme les conjectures qu'on peut établir d'après le répertoire du vieux théâtre espagnol. Si on veut bien se rappeler que Lope de Vega a composé, suivant le calcul de ses apologistes, deux mille deux cents pièces de théâtre, et répandu vingt et un millions trois cent mille vers sur cent trente-trois mille deux cent quatre-vingt-deux feuilles de papier ; que la plupart de ses nombreux successeurs ont semé les drames par centaines, on conviendra que les comédiens aux prises avec d'aussi rudes joûteurs ont eu peu de temps à donner à la méditation des rôles : il fallait que chacun d'eux se consacrât à reproduire constamment une même nuance de caractère, à peu près comme les improvisateurs de la comédie de l'art en Italie. Les critiques littéraires ont remarqué en effet que tous les personnages du théâtre espagnol répondent à des types conventionnels et immuables, placés en dehors de la réalité. L'amant réunit de droit les qualités chevaleresques; l'amante offre l'idéal de la passion et de la fidélité. Hautains, inflexibles sur le point d'honneur, tels doivent être les parents de l'héroïne. Toujours les gens de condition, quel que soit leur caractère, sont placés sous un reflet sombre et sévère : leurs vices, quand ils en ont, sont anoblis par une fierté héroïque qui les maintient à leur rang. La gaieté n'est permise qu'à la gueuserie : les êtres vils et pauvres ont seuls le droit de faire rire en riant eux-mêmes. Observons encore que le dialogue espagnol, écrit en petits vers d'un mouvement rapide et passionné, est entrecoupé par des sonnets et des stances qui se détachent, comme les airs de nos drames lyriques. Le passage fréquent d'un mètre à l'autre, l'entrain irrésistible des parties dialoguées, la nécessité de faire ressortir la pointe du sonnet ou de détailler les beautés poétiques de la stance, me semblent autant d'obstacles au naturel du débit et à la progression dramatique des effets. Les mauvaises conditions acoustiques de ces salles ouvertes eussent détruit d'ailleurs ces nuances de diction qui font vivre les personnages. J'oserai donc conclure, de tout ce qui précède, qu'une énergie fougueuse, une emphase castillane dans le genre héroïque, une pétulance bouffonne dans le genre picaresque, étaient les principaux, peut-être les seuls mérites, des acteurs espagnols au XVIIe siècle ; qu'improvisant la mise en scène pour des poëtes qui improvisaient les pièces, leur déclamation devait être conventionnelle, imparfaite, et fatigante à la longue par son uniformité. L'Espagne, soumise au petit-fils de

Louis XIV, ouvrit les yeux sur les inconvénients de son vieux théâtre, et essaya de conformer sa poétique aux habitudes de la scène française. Les historiens littéraires s'accordent à reconnaître que cette innovation ne fut pas heureuse. On dit qu'une régénération théâtrale coïncide présentement avec les réformes politiques; que déjà de grands talents se sont révélés : prenons acte de la déclaration.

L'Angleterre, dont la civilisation se développe parallèlement à celle de la France, débute aussi dans la carrière théâtrale par les drames religieux et les comédies satiriques jouées par des bourgeois. Au XVIe siècle, on commence à spéculer sur la légère cotisation exigée jusqu'alors des spectateurs. L'instinct dramatique, chez quelques-uns, le libertinage chez le plus grand nombre, transforment les candides confrères en comédiens errants, qui vont exploiter à leurs risques et périls la curiosité des provinces. Beaucoup de comédiens aux gages des seigneurs étaient tristement confondus dans la domesticité des grandes maisons. Shakspeare parut; on sentit qu'il fallait pour ses conceptions, variées comme le monde qu'elles reflètent, d'autres interprètes que des vagabonds accoutumés à jouer d'instinct des pièces à peu près improvisées. Élisabeth choisit les douze meilleurs sujets des différentes troupes publiques et particulières, et leur donna, avec le titre de comédiens royaux, une pension et des priviléges qui les mirent au-dessus de la nécessité. Que les pièces de Shakspeare aient été jouées dans une espèce de grange dont les fenêtres intérieures tenaient lieu de loges pour les dames, devant une populace debout et pressée dans une cour poudreuse qu'on nommait le parterre, au milieu des gentilshommes qui achetaient le droit de rester sur la scène, et croyaient du bon ton d'y jouer aux cartes ou d'y fumer le tabac nouvellement introduit; que ces pièces aient été exécutées en plein jour, sans autres décorations que des tapisseries clouées aux murs, sans autres costumes que des oripeaux de saltimbanques ; que les rôles de Juliette et d'Ophélie aient été créés par de jeunes garçons, tout cela ne nous autorise pas à mettre en doute la sensation produite sur la multitude par les acteurs de Shakspeare. Ce grand homme voyait trop clairement dans les profondeurs de la nature humaine pour ne pas y découvrir les secrets de l'art théâtral. Il suffit de lire les instructions qu'il adresse par la bouche d'Hamlet aux comédiens de son temps, pour être persuadé que l'exécution de ses pièces sur le théâtre du Globe était saisissante malgré la misère des accessoires. N'est-ce pas un des indices de son influence que cette manie de jouer la comédie qui fut un des travers de la société anglaise pendant la première moitié du XVIIe siècle?

La révolution de 1644 vint interrompre la tradition shakspearienne. Pendant tout le règne du puritanisme, les spectacles furent fermés et les acteurs assimilés aux plus odieux vagabonds. L'ouverture du théâtre de Drury-Lane, l'introduction des femmes sur la scène, coïncident avec la restauration des Stuarts. Un drame sévère, envisageant les choses humaines par les côtés sombres et profonds, ne pouvait plus convenir à une société dissipée. L'existence des gens du bel air devenant une orgie, le théâtre se transforma sur ce modèle. Le règne de la comédie licencieuse abâtardit le goût de la forte déclamation ; la vogue appartint à l'acteur qui réussit le mieux à mettre en saillie les pointes d'un esprit maniéré. Vers le commencement du XVIIIe siècle, un ridicule engouement pour la musique acheva de fausser le goût du public. A défaut de chanteurs nationaux, il fallut faire appel aux virtuoses de l'Italie. On en vint, suivant Addison, à applaudir des espèces d'opéras-comiques, où le héros s'adressait en chantant de l'italien à son confident,

qui lui répondait en déclamant de l'anglais. Quant à la déclamation tragique, elle choquait les Français surtout par des tons furieux et par une gesticulation dévergondée. Un homme d'un goût très-fin, qui avait pu observer l'Angleterre pendant ses missions diplomatiques, l'abbé Dubos, porta ce jugement : « Les acteurs anglais sont dispensés de noblesse dans le geste, de mesure dans leur prononciation, de dignité dans leur maintien, de décence dans leur démarche. Il suffit qu'ils fassent parade d'une morgue bien noire et bien sombre, ou qu'ils paraissent livrés à des transports qui les fassent extravaguer. »

L'école littéraire dont les critiques du *Spectateur* furent les organes détermina une réaction. S'ils ne parvinrent pas à implanter en Angleterre la tragédie classique telle qu'on l'avait comprise sous Louis XIV, ils contribuèrent du moins à corriger, par la sévérité de la poétique française, les écarts choquants du goût britannique. Cette influence fut particulièrement remarquable en ce qui concerne l'art de la scène. On revint avec amour à Shakspeare. Toutefois le respect n'empêcha pas qu'on ne retranchât dans l'exécution de ses pièces tout ce qui pouvait prêter à des excentricités ou à des effets de mauvais aloi. La période qui commence à l'ouverture de Covent-Garden, en 1733, pour se prolonger jusqu'à l'invasion de la sentimentalité allemande, vers la fin du siècle, fut pour l'Angleterre, comme pour la France, celle des grands comédiens. A côté de Garrick, brillaient assez pour éclipser par instants leur émule, Quin, l'inimitable *Falstaff*, Barry, l'élégant et tendre *Romeo*, l'inépuisable Macklin, et parmi les femmes mistress Cibber, la ravissante *Juliette*, mistress Pritchard, Bellamy, Siddons, talents variés et féconds, atteignant moins souvent le grandiose que les artistes français de la même période, mais plus près de la vérité dans la personnification des caractères. L'émulation qui régnait alors dans les coulisses devint si vive, qu'elle se communiqua à toutes les classes de la société, et en 1751 on vit les plus grands seigneurs de l'Angleterre louer la salle de Drury-Lane pour y représenter une tragédie de Shakspeare. La décadence se manifesta, comme chez nous, dès la fin du dernier siècle, par le succès du drame larmoyant, qui dégénéra en mélodrame, et par de petits opéras qui dégénérèrent en espèces de vaudevilles. Shakspeare a encore rencontré quelques interprètes assez éloquents pour le faire tolérer par le public ; mais en général la décadence de l'art théâtral est si profonde, que les meilleurs juges la déclarent irrémédiable.

Peu de mots suffiront pour esquisser l'histoire de la scène allemande. Après les mystères vinrent les réminiscences du drame antique, les pièces latines composées et jouées dans les universités protestantes. Le défaut d'unité dans le monde germanique fut longtemps un obstacle à l'établissement d'un théâtre national et populaire. Jusqu'à la fin du dernier siècle, il y eut peu d'états allemands qui possédassent des troupes sédentaires et régulièrement organisées. Les théâtres étaient desservis au hasard, par des comédiens ambulants qu'on retenait au passage, ou par des artisans qui, le soir, quittaient l'atelier pour la scène. « Très-souvent, disait il y a cent ans un voyageur français, votre cordonnier est le premier ténor de l'opéra, et l'on achète au marché les choux et les fruits des filles qui ont la veille chanté Armide ou joué Sémiramis. » La condition précaire de ces acteurs les condamna longtemps à une médiocrité grotesque. Figurons-nous l'indignation d'un secrétaire perpétuel de l'Académie française, du savant abbé Dubos, en voyant vers 1730, sur la scène allemande, « Scipion fumer une pipe de tabac et boire dans un pot de bière sous sa tente, en méditant le plan de la bataille qu'il va

livrer aux Carthaginois ! » Vers la fin du siècle, des artistes véritables s'étaient formés à l'imitation des grands maîtres de Paris et de Londres. Celui qui justifia le mieux l'enthousiasme de son pays fut Eckhof, remarquable surtout dans certains rôles d'origine française, comme *Lusignan* et *le Père de Famille*. L'émancipation poétique, prêchée par Lessing et réalisée par Schiller, n'était pas de nature à favoriser l'essor de l'art théâtral. Les poëmes dialogués de la nouvelle école, parfois admirables par l'ampleur de la conception, par l'épanouissement lyrique, sont peu conformes aux lois de la perspective scénique. L'exécution en est très-difficile, et répond rarement, assure-t-on, aux efforts de l'acteur. Aussi en est-on revenu communément, en Allemagne, aux drames à situations pressées et pathétiques, ou aux pièces empruntées aux répertoires divers de la France.

IV. — THÉATRE FRANÇAIS.

Nous avons pu voir que dans les pays étrangers, comme en France avant Corneille, s'est manifestée dans l'art dramatique une tendance vers cet idéal qui semble un des besoins de l'âme humaine, mais que partout la tentative échoua, et qu'on en revint sur toutes les scènes à laisser parler les instincts populaires. Les érudits qui cherchaient systématiquement le secret de l'antiquité ne pouvaient rencontrer que l'ennui. On ne s'était pas encore rendu compte, au XVIe siècle, de ce qui constituait la déclamation idéale des anciens, et, l'eût-on découverte, on aurait vu qu'elle n'était plus applicable aux temps modernes. La déclamation antique recevait sa plus grande puissance d'un rhythme fortement prononcé ; les langues de nouvelle formation ont bien aussi leur rhythme, mais plus souple, plus mystérieux, et dont la vertu n'est connue que du génie. Le style du geste, dans cette tragédie pour laquelle Phidias dessinait des masques, était, comme la sculpture de ce sublime artiste, imposant, élevé, énergique dans sa majestueuse immobilité. Il faut du mouvement aux modernes. L'idéal convenable à leur scène devait bien plutôt correspondre à cette autre époque de la statuaire où l'idée se fait chair sous le ciseau des Praxitèle et des Lysippe, où l'expression s'unit à la beauté. D'ailleurs, pour que cet idéal que tout le monde rêvait vaguement se réalisât, il était nécessaire que des poëtes bien inspirés produisissent, dans cet ordre de sentiment, des ouvrages qui fussent à la fois nobles et saisissants, littéraires et dramatiques.

Eh bien ! ces conditions, ce sont nos trois poëtes immortels qui les ont remplies, et c'est là leur vraie gloire. J'associe notre grand comique à Corneille et à Racine, parce que la haute comédie, telle qu'il l'a conçue, admet les qualités de tenue et de diction essentielles dans la tragédie. « Le comique de Molière, a dit avec raison M. de Châteaubriand, par son extrême profondeur, et, si j'ose le dire, par sa tristesse, se rapproche de la vérité tragique. » C'est la passion abstraite qu'ils peignent, mais d'une main assez sûre, d'une touche assez large pour que l'acteur puisse faire vivre sur la scène des types savamment personnifiés. La langue dont ils se servent, réunissant la clarté, l'exactitude du parler habituel au noble épanouissement du style littéraire, permet, que dis-je? commande impérieusement cette musique du langage qui poétise la voix de l'instinct. Sachant bien que le drame a besoin, pour exister, de l'émotion populaire, l'idéalisme n'est pour eux

qu'un moyen de concentrer l'intérêt par l'unité d'impressions. Ils conduisent leur œuvre à ce point culminant dans l'art où le mouvement se produit sans altérer la beauté, où la vérité, poétisée par le génie, semble plus animée, plus réelle que la nature même. C'est ainsi que nos trois grands poëtes ont créé la possibilité d'élever la pratique théâtrale à la dignité d'un art des plus sympathiques. Il est à remarquer que les époques où les scènes étrangères ont eu leurs plus grands acteurs sont précisément celles où elles se sont rapprochées de la poétique de l'école française.

Les vrais principes ne furent pas découverts soudainement. Il fallut plus d'un siècle d'inspirations et de tâtonnements, il fallut le concours de beaucoup d'hommes éminents, comme acteurs ou comme critiques, pour conduire l'art théâtral à ce degré de perfection qui devait faire la règle de l'avenir. Les acteurs que trouva Corneille étaient, pour le tragique, dans le sentiment de l'emphase espagnole, à l'exception de Floridor, homme de qualité qui conserva à l'hôtel de Bourgogne la dignité aisée du parfait gentilhomme. Corneille d'ailleurs, modeste et naïf, s'inquiétait peu de faire valoir ses propres ouvrages. Il balbutiait en déchiffrant avec peine sa propre écriture, et appuyait lourdement sur les beaux passages qu'il savait de mémoire. Lui-même confessait ingénument sa maladresse : « L'on ne peut, a-t-il dit, m'écouter sans ennui, — que quand je me produis par la bouche d'autrui. » Au contraire, Racine et Molière s'appliquèrent, autant par goût que par calcul, à pénétrer les secrets de la belle déclamation. L'un et l'autre avaient même la prétention, plus nuisible qu'utile, à mon sens, de noter musicalement certaines intonations qu'ils jugeaient heureuses. Les conseils de Molière avaient tant d'autorité, qu'on peut dire qu'il a fait école. Séduit, dans sa jeunesse, par la charge italienne, il ne cessa de se rapprocher de la vérité dans ses ouvrages, dans les divers rôles qu'il créa, dans les principes de déclamation qu'il essaya de faire prévaloir. N'oublions pas Lulli, qui, suivant son principal biographe, « dressait lui-même ses acteurs et ses actrices, leur montrait à entrer, à marcher, à se donner de la grâce, du geste et de l'action. » Le naturel et l'élégance de ce grand musicien exigeaient des qualités vocales qui ont dû vulgariser le sentiment du beau langage, et je ne doute pas que son influence n'ait été très-utile.

Retrouver la déclamation théâtrale des anciens, cette merveille perdue, tel était, sous Louis XIV, le rêve de tous les auteurs, de tous les acteurs tragiques. Dans la persuasion que le récit des Grecs était une espèce de chant, on trouvait beau de psalmodier les vers en cadençant la mesure, en accusant l'intention par des tournures mélodiques, en donnant à la voix une sonorité musicale. Il est facile de reconnaître, à la pompe de leurs tirades, que les poëtes du temps acceptaient ce genre de déclamation. Seulement, à l'opposé du récitatif de l'opéra, où l'émotion est traduite par des chants d'un caractère plus prononcé, le récitatif tragique était souvent ramené par les acteurs intelligents à la vérité du langage passionné. C'était le secret que la tendre Champmeslé avait appris de Racine. Elle n'a garde de chanter comme les autres ; mais, est-il dit dans une critique datée de 1681, « elle sait conduire sa voix avec beaucoup d'art, et elle y donne à propos des inflexions si naturelles, qu'il semble qu'elle ait véritablement dans le cœur une passion qui n'est que dans sa bouche. » Pour le vulgaire des acteurs, le beau du métier fut une déclamation boursouflée, emphatique, toujours rhythmée de même manière, toujours modulée dans les mêmes tons. Un débit accéléré jusqu'à la fin du couplet, un crescendo de gestes et de cris, conduisaient à cette dernière explosion que

les spectateurs grossiers attendaient, comme a dit Molière, « pour faire le brouhaha. » Depuis la première retraite de Baron, et la mort de Mlle Champmeslé, jusqu'à la fin de la régence, cette manière fut poussée au dernier terme de l'extravagance. La vogue appartenait à Beaubourg, dont on vantait la chaleur désordonnée, et surtout à Mlle Duclos, ancienne chanteuse de l'Opéra, qui exagéra jusqu'au ridicule le chant monotone des comédiens français.

Une réaction était nécessaire. L'élève de Molière, Baron, en fut le héros. Lorsque cet acteur incomparable remonta sur la scène qu'il avait quittée depuis vingt-neuf ans, il avait environ soixante-douze ans. Remplaçant Beaubourg, qui avait réussi par l'abus de sa vigueur physique, il chercha dans le contraste les chances de son propre succès. La moindre cause d'étonnement pour le public fut l'audace de ce vieillard qui abordait, à l'âge où la décrépitude commence, les rôles les plus vivaces du répertoire. On fut saisi surtout d'entendre un homme qui parlait en réponse à des chanteurs, qui économisait le geste au milieu des énergumènes, qui, au lieu d'une pétulance inintelligente et brutale, détaillait savamment ses rôles, en nuançait à l'infini les intentions ; artiste merveilleux, assez maître de lui pour éviter les défauts de ses qualités, simple et calme sans froideur, décent dans l'impétuosité, intéressant et spirituel sans laisser voir la recherche de l'esprit. L'impression que fit Baron sur ses contemporains fut si vive, qu'elle demeura ineffaçable, et que la critique du dernier siècle s'accoutuma à le présenter comme le type de la perfection. Je m'en tiens à croire qu'il a possédé au suprême degré la qualité la plus importante du comédien, celle du bien-dire. C'est avec cette qualité enchanteresse qu'il captivait son auditoire, au point de ne pas lui laisser le temps de la réflexion. Il traduisait, dit-on, non pas le mot, comme le font les acteurs médiocres, mais l'intention, mais le sentiment, et il trouvait pour chaque sentiment des inflexions si consciencieuses, qu'elles étaient irrésistibles.

En caractérisant le talent de Baron, j'ai fait connaître sa brillante élève, Mlle Lecouvreur. Même netteté de débit avec un organe moins riche, même adresse à phraser suivant la tradition de Molière, comme on disait alors, c'est-à-dire à conserver quelque chose du rhythme poétique, sans marquer la césure, sans appuyer sur la rime; même charme à parler le vers, mais non pas comme on parlait la prose. Ses efforts pour animer la pantomime, pour compléter l'illusion théâtrale, annonçaient les derniers progrès de l'art, lorsque la mort la frappa.

Le maître de la scène, après la perte de Lecouvreur, Dufresne, venait développer complaisamment les suprêmes beautés de sa personne et les richesses naturelles de son organe. Toujours éblouissant, il n'essayait pas même de paraître profond, et, soit qu'il jouât le brûlant *Orosmane* ou *le Glorieux*, dont il avait été le modèle, il n'était jamais qu'un pompeux lecteur à qui on eût été tenté d'offrir l'eau sucrée académique. Autour de lui, et à son exemple, on dessinait de belles attitudes, on posait largement la voix, on phrasait avec élégance, mais on ne jouait pas. La *bienséance* théâtrale n'admettait alors qu'une marche majestueusement cadencée et inconciliable avec les grands effets de scène. Un soir pourtant, à une représentation de *Mérope*, au moment où la mère désolée trahit son secret pour sauver son fils, l'actrice, entraînée par un élan de passion, franchit la scène en courant pour venir se placer entre Égysthe et le meurtrier. Ce bondissement de lionne, un cri parti des entrailles, étonnent le spectateur et l'actrice elle-même. L'éclair, si rapide qu'il fût, a laissé voir une manière nouvelle.

Agée alors de trente-deux ans, Mlle Dumesnil tenait de la nature une organisa-

tion tragique riche et complète ; sa facilité d'exécution était si prodigieuse, qu'elle niait le pouvoir de l'étude chez les autres, et ne s'apercevait pas même du travail qui se faisait en elle-même. Sa diction ne perdait jamais l'accent de la grandeur, même lorsqu'elle était familière et distraite. Impatiente de frapper les grands coups, elle atténuait les redondances de la tirade, et, suivant une expression inventée pour elle, *déblayait* les détails inutiles. « Mais, a dit un excellent juge, Grandmesnil, de ces ombres qu'elle distribuait peut-être avec trop de profusion, partaient des éclairs et des tonnerres qui embrasaient toutes les âmes. » Jamais actrice n'obtint des effets plus puissants, plus variés. Dans les émotions de la sensibilité, elle trouvait de ces larmes sympathiques, de ces cris de nature que l'art ne saurait imiter. Dans les grands mouvements de passion, elle renouvela les prodiges de la scène antique. Lorsque terrible, l'œil en feu, la menace à la bouche, elle s'avançait à l'encontre du spectateur debout au parterre, on vit parfois cette foule mouvante, comprimée par la terreur, reculer en tremblant jusqu'au fond de l'enceinte, et s'y blottir de manière à laisser un espace vacant entre elle et cette femme qui lançait la foudre.

Ce qui me confirme dans la haute idée que je me suis faite du génie de Mlle Dumesnil, c'est le dépit haineux, implacable, d'une autre tragédienne, Mlle Clairon, digne d'occuper la seconde place au premier rang. Je suis frappé des points de ressemblance qui existent entre Mlle Clairon et Mlle Rachel. Toutes deux, dans leur bas âge, sont éprouvées par l'adversité. Leur première éducation dramatique est toute musicale : l'une chante l'opéra à Rouen et à Paris, comme l'autre à l'école de Choron. Mlle Clairon, engagée pour jouer les soubrettes, débute par *Phèdre ;* Mlle Rachel traverse le vaudeville pour arriver à la tragédie. Mêmes qualités d'articulation, même science dans le jeu muet, même supériorité dans les éclats d'ironie et de colère, dans les crises de la passion concentrée et oppressive. J'incline à croire que le jeu de Mlle Clairon n'était pas exempt d'emphase et de véhémence factice, et qu'à tout prendre elle fut moins heureusement douée que Mlle Rachel ; mais elle eut sur celle-ci l'avantage de venir à une époque où la rivalité des grands talents, où les exigences des bons juges, ne permettaient pas à l'artiste de se relâcher un instant. Leur existence était un combat. Il serait peut-être malheureux pour Mlle Rachel que la sienne continuât à n'être qu'une victoire.

On a remarqué que les tragédiennes dignes de ce nom ont toujours été moins rares que les tragédiens. La raison en est simple : les rôles destinés aux femmes dans la tragédie n'admettant que peu de nuances, sont en général plus francs et plus sympathiques que les rôles d'hommes dont la variété est infinie. Lekain agrandit considérablement l'importance et la difficulté des rôles de son emploi en concentrant tous les moyens imaginables d'intérêt sur chacune de ses conceptions. Disgracieux de sa personne, il possédait en revanche la parfaite intelligence, celle qui vient à la fois de l'esprit et du cœur. Sans amoindrir cette solennité de débit qui était de tradition sur la scène française, il l'enrichit par les nuances les plus variées, qu'il obtint en travaillant musicalement sa voix. Son ambition fut d'être un acteur tragique, dans le sens exact du mot. La mauvaise disposition matérielle de notre scène faisait obstacle à son dessein ; il persuada à un généreux amateur, le comte de Lauraguais, de sacrifier 40,000 livres pour disposer dans l'intérieur de la salle les *balcons,* c'est-à-dire ces banquettes d'avant-scène où les élégants venaient eux-mêmes se donner en spectacle. La réforme des costumes et des décors, les savants effets d'entrée et de sortie, les larges jeux de scène, mille moyens nou-

veaux d'illusion devinrent possibles. Pour des spectateurs qui ne concevaient l'héroïsme qu'avec l'habit à la française, ce fut un saisissant coup de théâtre que de voir Ninias sortir du tombeau où il vient de tuer Sémiramis, les bras nus et ensanglantés, les vêtements souillés, la chevelure en désordre. Lekain, travailleur infatigable, reprit alors chacun de ses rôles pour les agrandir, pour les meubler des plus riches effets. Il accordait aux préparations muettes une importance peut-être exagérée, s'il est vrai qu'on l'a vu employer jusqu'à six minutes à dire quatre vers. Ce qu'il préparait, au surplus, ce n'étaient pas seulement les coups de théâtre ménagés par le poëte, mais les éclats de la passion qui s'amoncelait dans son sein. Par exemple, lorsque après avoir dit, sous les traits d'Orosmane : « Je ne suis point jaloux, » il ajoutait : « Si je l'étais jamais!..., » il manifestait à ces derniers mots des remuements intérieurs si profonds, si douloureux, qu'il n'était plus possible d'attendre sans épouvante l'explosion de sa jalousie. C'était par cette ampleur d'exécution qu'il emplissait toujours le cadre de la scène.

Les souvenirs de Baron et de Lecouvreur, les exemples de Lekain, de Dumesnil et de Clairon, formèrent cette grande école tragique qui se soutint avec éclat jusqu'aux premiers temps de la révolution. Il serait trop long de citer tous ceux qui eurent, sinon le génie de leur emploi, au moins cet ensemble de qualités essentielles qui constituent le vrai talent.

L'art de l'acteur comique subit dans son développement les mêmes phases que celui du tragédien, c'est-à-dire que vers le milieu du siècle, sans répudier l'entrain et la jovialité naïve de la première période, on s'éleva jusqu'à la pensée philosophique dans l'étude des rôles, et, dans l'exécution, jusqu'à ce naturel élégant et châtié qui touche à l'idéal. Il y a peut-être quelque témérité de ma part à avancer que des comédies mises en scène par des auteurs qui étaient du métier, comme Molière, Poisson, Hauteroche, Baron, Dancourt, Legrand, n'ont pas été dès l'origine jouées d'une manière pleinement satisfaisante. Je crois entrevoir, à travers le prestige des anciennes renommées, que pendant cette première période la verve comique dégénérait trop souvent en bouffonnerie, sinon en charges grossières. Quant aux rôles posés de la haute comédie, ils étaient remplis par les tragédiens, c'est-à-dire qu'on se contentait, pour les caractères élégants ou sérieux, de la froide correction du débit tragique. Ce fut donc vers le milieu du siècle que la comédie agrandit le style de son exécution. L'honneur de ce progrès doit revenir surtout à Préville, comédien par excellence, fin, leste, incisif, naturel sans trivialité, d'une gaieté franche sans grossièreté, doué surtout d'une puissance de transformation qui étonnait Garrick, le protée de l'Angleterre. Sa promptitude d'intelligence lui permit d'aborder avec succès tous les emplois de la comédie, depuis les pères nobles et les rôles à manteau jusqu'aux valets et aux types ridicules. Il fut à peine remplacé par trois acteurs du premier mérite, Dugazon, Dazincourt et Larochelle. Une comédienne seulement, Mlle Dangeville, lui fut comparable pour la perfection et la variété de son talent. Mon plan m'oblige à mentionner encore les deux artistes qui, par le prestige de leurs manières, ont le plus contribué à élever le style de la comédie, Mlle Louise Contat et Molé. Dix années de lutte contre un public sévère jusqu'à la rigueur, furent pour Mlle Contat un apprentissage qui la conduisit au plus haut point de son art. Sa supériorité dans l'emploi des grandes coquettes a laissé des impressions ineffaçables ; mais la coquetterie, cet art qui consiste à charmer les hommes en se moquant d'eux, avait communiqué à son débit plein d'agrément, à son regard brillant et fin, une intention de persiflage qu'on lui reprochait de con-

server dans tous ses rôles. Nous avons un témoignage de l'intelligence de cette actrice, un écho de sa manière enjouée et spirituelle dans le style consacré des pièces de Marivaux, qu'elle a empruntées à une scène inférieure pour les élever au ton de la Comédie-Française. Le prédécesseur de Molé, Grandval, beau de formes et d'un maintien irréprochable, avait été le modèle accompli de la bonne société, l'homme parfait qu'on estime. Molé établit le type de l'homme charmant et dangereux qu'on ne peut s'empêcher d'aimer. Comédien des plus variés, il conserva sous tous les aspects une séduction de manières, une vivacité de bon goût, une fine fleur d'aristocratie qui le rendait intéressant et gracieux jusque dans les détails insignifiants de ses rôles. « Il possédait, a dit un de ses biographes, cette magie éblouissante du talent qui pare le ridicule et embellit jusqu'au vice. »

La dispersion de la Comédie-Française, pendant les orages de la révolution, eut des conséquences funestes pour l'art théâtral. Désunie par la misère et plus encore par les haines politiques, la société se dissémina dans ces innombrables troupes qui se formèrent de tous côtés après la proclamation de la liberté des théâtres. Confondus avec des acteurs vulgaires, condamnés à se faire applaudir par un public grossier dans des pièces pitoyables, les vrais comédiens perdirent cette estime d'eux-mêmes, ce légitime orgueil qui les portait à soutenir leur répertoire assez haut pour que sa supériorité ne puisse pas être mise en contestation. Néanmoins, après que le directoire eut reconstitué la Comédie-Française par le rapprochement de ses anciens membres et par l'adoption de plusieurs talents nouveaux, la société présenta encore un riche ensemble dans chacun des trois genres qui constituent son domaine. Mlle Raucourt, dont la célébrité datait de ses débuts en 1772, rapportait dans la tragédie les qualités qui remuent la foule, l'éclat et la véhémence. Trente ans d'études et d'exercices avaient fait de Monvel un tragédien accompli : on lui savait gré de racheter la pauvreté de ses moyens physiques par la sincérité de son émotion et la profondeur de son intelligence. Une figure détachée d'un tableau de David, un peu raide dans sa majesté, un peu blafarde dans son héroïsme, donnerait une idée de Saint-Prix. Quant à Talma, il devait déjà à son exaltation républicaine, puis à la bienveillance du chef de l'empire, une renommée qui aidait à sa réussite. Il était loin, à cette époque, de cette élévation qu'il devait atteindre. Flottant entre deux manières extrêmes pour s'en faire un style qui lui fût propre, il était souvent lourd et lamentable quand il visait au grandiose, sec, saccadé, fantasque, inharmonieux, lorsqu'il essayait le réel et le pittoresque. Les juges sévères qui le condamnaient à huis clos ne lui faisaient grâce que pour quelques créations, comme *Oreste*, *Othello*, *Hamlet*, où il était servi par l'ardeur sombre et concentrée de son tempérament.

Le genre comique retrouva Molé, Dugazon, Dazincourt, Larochelle, et Mlle Contat. D'autres artistes, effacés dans l'ancienne société ou admis depuis peu dans la société nouvelle, établirent leur réputation sur un mérite digne de leurs devanciers. Laissant à des acteurs élégants et distingués, comme M. Armand, les jeunes rôles de son emploi, Fleury exprimait à ravir le persiflage du petit-maître qui légitime sa fatuité à force d'esprit. On ne tarda pas à remarquer l'admirable vérité dans les rôles à manteau de Grandmesnil, la rondeur, le naturel entraînant de Michot, la fine bêtise de Baptiste cadet, qui jouait les niais mis à la mode par Volange avec une tenue digne du Théâtre-Français. Les grands rôles que ne réclamait pas Mlle Contat étaient tenus avec distinction par Mlle Mézerai : il ne restait à Mlle Mars que l'ingénuité gracieuse ; mais déjà elle y déployait une perfection irrésistible.

Le drame touchant, où Monvel excellait, avait pour ses principaux interprètes Baptiste aîné, dont on estimait la minutieuse exactitude; Saint-Phal, copiste de Molé dans les parties dramatiques de son talent, et surtout Mme Talma (Mlle Vanhove), dont la sensibilité était soutenue par un organe enchanteur.

Depuis les premières années de la restauration jusqu'à nos jours, de grands talents brillèrent sur nos scènes diverses. C'est pendant cette période que Talma entra en possession des qualités qui l'ont rendu justement célèbre. On comprendra que si je me prive de citer d'autres noms, c'est pour ne pas m'exposer à des omissions blessantes, quoique involontaires.

La tradition qui remonte à Baron, l'influence successive des artistes dont je viens de caractériser le talent, avaient déterminé le style de la grande déclamation tragique, art particulier à la France, approprié au sentiment élevé de nos chefs-d'œuvre dramatiques; art très-défavorable, je l'avoue, à la médiocrité, mais noble, mais fécond dans sa simplicité, mais supérieur à tous les autres systèmes d'exécution théâtrale, quand c'est le génie qui interprète le génie. La tendance à idéaliser le vrai régna jusqu'aux premiers temps de la révolution avec tant d'autorité, qu'elle semblait un effet instinctif du goût national. « L'art de la déclamation, disait plus tard La Harpe, n'était pas encore détruit par le système le plus faux que la médiocrité et l'impuissance aient pu substituer au talent. On ne croyait pas alors qu'il fallût débiter des vers enchanteurs comme la prose la plus commune; que l'expression, pour être vraie, dût toujours être violente. »

L'indignation de La Harpe était peu clairvoyante. Disciple fervent de l'école idéaliste, il ne s'élevait pas assez haut dans sa critique pour distinguer le double domaine dont se compose l'empire des arts. Pendant la révolution, à une époque où le grand mot de nature était dans toutes les bouches, le naturalisme, appliqué à la déclamation, commençait à avoir beaucoup d'adeptes. Depuis longtemps déjà cette doctrine avait eu ses théoriciens. Diderot et Mercier, Lessing et Engel, méconnaissant le caractère idéal de l'ancien théâtre qui justifie la distinction des pièces en tragédie et en comédie, déclarant que la scène doit être un écho passif des agitations de la vie humaine, avaient réduit l'éducation de l'acteur à une simple analyse du cœur humain, et la pratique de la scène à une copie exacte de la nature. Il ne résulta d'abord de cette prédication qu'un genre de sensiblerie ennuyeuse empruntée à l'Allemagne. Sous la restauration, la théorie de Diderot et de Lessing, fécondée par l'étude de Shakspeare et de Schiller, par le sentiment du pittoresque emprunté à Walter Scott, est devenue, comme chacun sait, le symbole de notre école romantique. Je m'empresse de reconnaître hautement que le romantisme, appelé à refléter la réalité, nous présente un des deux aspects éternels de l'art, que sa légitimité est consacrée chez nous par de très-beaux ouvrages, que son triomphe a réagi d'une façon utile contre cet idéal bâtard et monotone qui régnait dans certaines écoles de l'empire. Je n'ai d'autre but ici que de constater l'influence du romantisme par rapport à l'art de la déclamation, et je le ferai dans les termes les plus simples, afin d'éviter tout ce qui pourrait ressembler à des récriminations littéraires.

Au siècle dernier, le grand secret était celui d'ennoblir la réalité, et, sans négliger la peinture des caractères et des passions, on obtenait l'effet principal du beau développement des attitudes, de la justesse et de la mélodie des intonations vocales. Sous l'inspiration romantique, l'effet fut déplacé. Afin de peindre le monde dans sa plus rigoureuse vérité, et la passion dans sa plus saisissante énergie,

on renonça systématiquement à la diction finement détaillée, à la sonorité mélodieuse et enivrante : on rechercha le ton vrai dans l'accent, comme le mot propre dans la phrase. On s'en tint, pour le fond du dialogue, au sans-gêne de la vie commune, et on se réserva pour lancer de temps en temps avec puissance le cri de l'instinct. De même pour le jeu muet. La gesticulation, au lieu d'être dessinée méthodiquement, devint indécise et vagabonde comme dans la nature, où le geste ne se caractérise que dans les grands mouvements de la passion. A la beauté d'aspect on préféra un pittoresque dont trop souvent le costumier a fait seul les frais. Chacun des deux genres a un vernis poétique qui lui est propre. Chacun a ses avantages, que le talent fait valoir, et aussi ses inconvénients que la médiocrité rend insupportables. Les grands écueils sont d'un côté l'emphase, de l'autre la vulgarité. Dans l'idéalisme, tel que l'ont conçu les Grecs, et comme l'ont appliqué Corneille et Racine, il n'y a de vrai que le sentiment; le parler et l'aspect ne sont pas naturels, parce qu'ils sont plus logiques et plus beaux que la nature. Dans le naturalisme, au contraire, les apparences extérieures sont vraies, mais le sentiment est souvent faussé, parce que l'acteur, qui s'en tient à l'imitation de la nature, serait froid et insignifiant, s'il ne l'exagérait jamais. Il résulte de ce parallèle que l'idéalisme et le romantisme, dans la déclamation, constituent deux arts distincts dont les procédés et les effets sont différents : ce sont comme deux instruments dont chacun a son mécanisme particulier. L'important, je le répète, est de se pénétrer de leur diversité. Exclure l'un au profit de l'autre, ce serait rétrécir, sans raison légitime, le cercle de nos jouissances.

Au-dessous des deux systèmes littéraires dont je reconnais la légitimité, s'est produit, par la nécessité d'alimenter les trop nombreuses scènes d'un ordre inférieur, un troisième genre de pièces imaginées en faveur des théâtres qui n'ont pas d'acteurs. Les écrivains qui soutiennent nos théâtres secondaires font preuve d'une ingénieuse fécondité, d'une habileté souvent surprenante dans un art qui consiste à rendre les médiocrités supportables. Ils *forcent les effets,* comme on dit dans le jargon théâtral, c'est-à-dire qu'au lieu de les attendre du jeu sympathique de leurs interprètes, ils les font jaillir *forcément* de la situation. Dans ce genre bâtard, qui ne s'inquiète pas plus de la nature que de l'idéal, l'imprévu, la bizarrerie des incidents, sont les uniques moyens d'intérêt. L'acteur, emporté par ce mouvement désordonné qu'on est convenu d'appeler *action,* n'a pas le temps de poser son jeu, de dessiner un type. Le style qu'il doit débiter est d'ordinaire tellement négligé, que si une prononciation savante le déroulait lentement, on n'en pourrait supporter les taches et la misère. *Chauffer* la scène par la précipitation du débit et l'abus du geste, *enlever* la situation invraisemblable, c'est le comble du talent. Une seule qualité, l'entrain, tient lieu de tous les genres de mérite qu'un artiste véritable obtient par de longues études.

La diversité, l'antagonisme des genres, ne seraient pas un mal, si chaque école restait franchement dans les limites de son système. Malheureusement il n'en est pas ainsi : les théories sont tombées en défaveur chez les artistes comme parmi le public; on s'est endormi mollement dans l'idée que nous sommes parvenus à une époque de fusion qui doit concilier tous les genres. Représentons-nous l'état de notre scène, en laissant à l'écart un très-petit nombre de personnes dont le mérite hors ligne échappe aux classifications. Les comédiens de notre temps peuvent être distribués en trois groupes : d'une part, les artistes voués à l'ancien style, mais formés à une époque où l'école classique, démoralisée par des attaques imprévues

et violentes, était véritablement affaiblie. N'apportant devant le public qu'un idéal d'emprunt dont ils ont les habitudes traditionnelles, mais rarement le sentiment, ils ne résistent pas à la tentation de rétrécir leur manière pour paraître plus naturels, de risquer souvent des accents vulgaires qui semblent d'autant plus vrais qu'ils font contraste avec leur emphase routinière. D'autre part, des artistes pleins de feu et d'une intelligence pénétrante, mais qui, habitués seulement à cette vague étude de la nature qu'a recommandée le romantisme, n'ont pas aujourd'hui un mécanisme d'exécution assez complet, assez sûr, pour aborder avec un plein succès le genre classique qui reprend faveur. Le dernier groupe, le plus nombreux de tous, se compose de ceux qui, livrés dès leur jeunesse aux hasards de l'instinct, formés par la pratique sur les scènes vulgaires, se trouvent inquiets, dépaysés comme des parvenus dans un salon, dès qu'ils sont appelés à composer, dans une pièce de haut style, des rôles dont tous les effets ne sont pas soulignés. De cet ensemble de faits résulte cette confusion qui, selon moi, fausse l'intelligence, égare le zèle de la plupart de nos acteurs, et répand cette déplorable croyance, que le génie de la scène s'éteint chez nous.

Il s'est développé une sorte de fatalisme qui considère les évolutions des sociétés et des arts comme autant de phases inévitables, et professe qu'il est impossible de modifier les tendances d'une époque. Cette doctrine a cela de commode, qu'elle dispense de l'observation dans la théorie, et de l'énergie dans la pratique. Les esprits de cette trempe ne manqueront pas de demander de quelle utilité il peut être de constater, comme j'ai essayé de le faire, l'état de notre scène. Cette chute de l'idéalisation au naturalisme, diront-ils, ce passage du culte de la beauté au besoin de la vérité et de l'expression, ont été des symptômes d'une irrémédiable décadence vers laquelle la fatalité nous entraîne. Le sentiment de l'idéal ne se commande pas, et c'est folie que de vouloir y ramener les générations qui en ont laissé tarir la source. Ces objections sont prévues : on essaiera d'y répondre dans la partie critique de cette étude.

A. Cochut.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LETTRE A ROSSINI

A PROPOS D'OTHELLO.

Cher Maître,

Dans la solitude où vous vous êtes retiré, désormais vous ne devez plus guère permettre aux bruits du monde d'arriver jusqu'à votre oreille. Je parle ici d'un certain monde dont on vous vit de bonne heure abdiquer les passions, si tant est que vous les ayez jamais eues; car il faut bien avouer, quoi qu'on puisse dire, que les mille préoccupations dévorantes de la vie d'artiste, sous lesquelles tant de consciences généreuses et d'esprits noblement doués se débattent mesquinement, n'ont jamais été votre fait. Naturelle ou jouée, votre indifférence en matière de gloire musicale ne s'est jamais démentie, et du même regard impassible et glacé, du même sourire goguenard dont vous accueilliez jadis les fanatiques acclamations de la multitude, vous deviez assister aux triomphes bruyamment décernés à vos rivaux d'un jour. Je me trompe cependant : une fois cette sérénité si grande s'obscurcit, une fois ceux qui vous approchaient crurent surprendre dans votre air je ne sais quelles traces d'une mélancolie réelle. Ce fut, si j'ai bonne mémoire, à l'avénement de Bellini. Cette voix passionnée et tendre chantant sur un mode nouveau l'éternelle complainte du cœur humain, cette voix mélodieuse vous toucha d'abord ; puis, quand les transports éclatèrent, lorsque l'enthousiasme d'un dilettantisme excessif ne voulut plus entendre qu'elle, un peu de découragement vous prit. N'allez pas croire au moins que je prétende ici vous en faire un reproche; de pareils sentiments n'ont rien qui ne puisse s'avouer tout haut, et l'envie qui rampe aux basses régions ne se loge guère en des natures comme la vôtre. L'amertume vous vint, en cette occasion, de l'attitude du public. L'idée de son ingratitude insigne et du peu de cas qu'on doit faire de son oubli comme de sa faveur ne devait pourtant pas chez vous être nouvelle. Quoi qu'il en soit, il semble qu'elle saisit ce prétexte pour se présenter à vos yeux sous des couleurs plus sombres, et, comme on dit, se formuler définitivement. Il y a dans la littérature allemande un exemple à peu près pareil au vôtre. Je veux parler de cette espèce d'hésitation

qui s'empara de Goethe à l'apparition de Novalis. Ce jeune homme divinement inspiré, ce penseur de vingt ans, s'élevant du milieu d'un groupe hostile avec son verbe lumineux et cette physionomie singulière qui vous donne comme une vague idée de Platon au sein des temps nouveaux, étonna, s'il ne l'effraya point, le Jupiter dans son Olympe, et sa main, occupée à lancer des foudres sur la horde romantique aux abois, attendit volontiers que l'ombre harmonieuse eût disparu, ce qui ne tarda guère, car du chantre de *Henri d'Ofterdingen* comme du chantre des *Puritains*, il devait bientôt ne plus rester qu'une lyre brisée sur un tombeau. Ne souriez pas trop du rapprochement, cher maître; l'aigle chasse les cygnes devant lui, et la mort aime ainsi par occasion à faire la place nette autour des cerveaux prédestinés. Comme le poëte de Weimar, vous deviez survivre, vous, par cette loi de la nature qui consacre la force en toute chose, et parce qu'il fallait qu'il y eût un Rossini dans le siècle de Byron, de Goethe et de Châteaubriand.

De cette époque date, à vrai dire, votre abdication. Sitôt après *Guillaume Tell*, vous eussiez, j'imagine, volontiers composé encore. Évidemment, ce chef-d'œuvre ouvre un cycle que votre génie n'a point eu le temps de parcourir, et la séve si magnifiquement reconquise n'en était pas à donner son dernier fruit. Par malheur, ceux qui vous entouraient alors négligèrent de mettre à profit les circonstances ; et, si nous devons en toute chose tenir compte de l'occasion, c'est surtout avec des natures comme la vôtre, ou le scepticisme domine, où l'ironie finit toujours par tuer l'enthousiasme. A ces âmes ardentes, mais paresseuses à s'émouvoir, il faudrait, comme à l'autel de Vesta, la prêtresse qui veille, car, la flamme sacrée une fois éteinte, c'est grande affaire de la rallumer, et chez vous on la laisse s'éteindre. Vous avez laissé passer l'heure ; bientôt d'autres goûts ont commencé de régner ; entre l'œuvre passée et celle que vous auriez pu faire, de nouveaux courants se sont ouverts. Cependant le doute vous gagnait avec l'âge. O maître ! combien vous avez dû sentir amèrement alors l'impuissance et la frivolité de l'art auquel vous vous étiez consacré ! Que voulez-vous, en effet, qu'un musicien devienne à cette période de la vie où la réflexion succède au lyrisme, où la corde d'airain se met à vibrer dans son âme. Écrivain et poëte, d'infinis horizons se seraient étendus devant vous : la philosophie, la critique, l'étude des sciences comparées; qui sait où se serait arrêtée dans ses spéculations et ses conquêtes une intelligence comme la vôtre? Vous eussiez été Goethe ou Voltaire ; vous n'êtes que Rossini. Excusez du peu ! dira-t-on. Oui, certes, la part est encore assez belle ; mais compte-t-on pour rien la nécessité d'un pareil silence, et cette alternative où vous vous êtes vu de revenir pour la centième fois sur un thème épuisé, ou de rompre avec l'art qui vous a fait ce que vous êtes, de rompre, plein de courage et de mâle vigueur, et de dévorer en soi le meilleur de sa pensée, faute d'avoir de quoi l'exprimer désormais.

Mais que vous importent maintenant les bruits du monde? Et voilà que je me demande quelle idée m'a pris de vous entretenir d'une traduction qu'on vient de faire de votre *Otello* à l'Académie royale de musique. *Otello?* direz-vous ; mais c'est du plus loin qu'il m'en souvienne, et je ne vois guère quelle sorte d'*actualité* peut avoir une telle entreprise. C'est un peu la question que chacun s'est faite, car enfin il s'en faut que vos chefs-d'œuvre soient abandonnés ; les Italiens, Dieu merci, en conservent encore assez fidèlement le glorieux dépôt, et, plus heureux qu'*Oberon*, *Euryanthe* et *Fidelio*, *Otello* et *Semiramide* ont trouvé là le sanctuaire où le dilettantisme, chaque hiver, les visite et les fête. Sans vous parler des inconvénients

naturels d'une exécution en tout point inférieure, de pareils exemples, s'ils se renouvelaient souvent, entraîneraient la plus insupportable monotonie dans les plaisirs des gens habitués à fréquenter les deux théâtres. Il me semble vous voir d'ici penser à Mme A..., et vous représenter avec horreur le sort de l'intrépide marquise dans son avant-scène. Entendre aujourd'hui *Otello*, et demain *Othello,* quand on l'entend déjà depuis quelque vingt ans, c'est un peu bien la même chose, et je n'y vois guère de changé que l'orthographe. Évidemment, il y a là un supplice oublié par Dante en son enfer. J'admets avec vous, cher maître, que c'est une étude des plus intéressantes et des plus utiles pour *l'art*, comme on dit à cette heure, de comparer en un même rôle Giulia Grisi et Mme Stoltz, M. de Candia et Duprez, Ronconi et Barroilhet. Cependant, à la longue, on finit par se lasser de tout, même de ces comparaisons, d'où ne ressort, en somme, qu'une vérité que personne n'ignore, à savoir : que les Italiens sont très-grands chanteurs, et qu'à vouloir se mesurer avec eux, on tombe dans la parodie. Quel sens attribuer à cette mise en scène d'*Otello?* A quel besoin du jour, à quel ordre d'idées cela répond-il ? Je n'y vois pas même une spéculation; car, dès la seconde soirée (et l'on ne devait que trop s'y attendre, d'après le déplorable effet des répétitions générales), la salle était à moitié vide ; depuis, la solitude n'a fait qu'augmenter à chaque épreuve. N'importe; puisque j'ai commencé, je veux vous compter mes impressions; libre à vous de planter là mon bavardage et de me laisser dire, si mon épître, en éveillant à vos oreilles des bruits auxquels vous avez échappé, devait troubler pour un instant l'ineffable quiétude de votre indifférence orientale. D'ailleurs, cette causerie me rappelle l'heureux temps où nous agitions ensemble à tout propos de si hautes questions philosophiques. Vous habitiez alors les frises du Théâtre-Italien, véritable *deus in machinâ*, et chaque soir, lorsque la salle en fleurs s'illuminait pour ses féeriques harmonies, on vous voyait descendre et venir rôder, grand génie désœuvré, dans ces corridors où votre verve, impossible à contenir, s'exhalait en mille sarcasmes. Que de fois, moi, jeune homme inconnu, dont le dilettantisme désappointé n'avait pu trouver place, je vous rencontrai là! que de fois, lorsque la salle entière, suspendue aux lèvres de Rubini, frémissait d'aise et se pâmait de langueur aux accents d'une cantilène des *Puritani* ou de la *Lucia,* je vous surpris, pauvre Marius à Minturnes, assis rêveur et pensif dans le coin le plus solitaire du foyer! Si quelque tristesse profonde vous rongeait le cœur à ces heures, si le cri d'*ingrata patria!* s'échappa sourdement de vos entrailles, nul ne l'a jamais su; car vos yeux conservaient leur éclair de malice, et votre diable de sourire ne cessait pas de plisser votre lèvre. Causons donc, cher maître, causons comme autrefois, de poésie et de musique, de théâtre, de chanteurs et de journalistes, et cherchons en toute chose à découvrir la vérité, celle qui se cache si souvent derrière ce fameux rideau qu'en ces temps de feuilletons et de réclames on prend volontiers trop fréquemment pour la scène elle-même.

Ne vous est-il jamais arrivé, étant enfant, lorsqu'on vous conduisait au spectacle, de prendre le rideau pour la pièce, et de prodiguer sans réserve toute votre admiration à quelque scène plus ou moins allégorique peinte à la détrempe sur la toile par le Cicéri de l'endroit? Quant à moi, la première fois que je mis le pied dans le temple des muses de ma province, j'avoue que j'eus la naïveté de donner en plein dans l'illusion dont je parle. J'avais devant les yeux un magnifique péristyle à colonnades grecques où s'élevait un autel de marbre et d'or sur lequel des prêtres sacrifiaient au divin Apollon. L'encens surtout, qui semblait fumer pour

le dieu, en montant en épaisses bouffées vers le lustre, préoccupait mon imagination. Je ne pensais pas qu'on pût demander d'autres sensations aux jeux de la scène, et mon étonnement fut immense lorsque la musique commença, et que je vis colonnades et péristyle, autel et sacrificateurs s'enrouler d'eux-mêmes et disparaître pour faire place à tout un nouveau monde. Le rideau qui nous cache toute chose aujourd'hui, c'est la publicité, la presse, le mensonge ; et que de fois il nous arrive encore d'être ses dupes et de nous laisser prendre à sa prétendue vérité ! Singulier rideau en effet avec ses couleurs d'arlequin, ses arabesques tourmentées, ses monstres à tête de singe et à queue de poisson ; que sais-je ? ses soleils et ses étoiles de papier doré. Au milieu se dresse une sorte de géante décharnée, hideuse à voir, et qui s'exténue à souffler dans une trompette de bois. C'est la Renommée du XIX[e] siècle. Hécate de carrefour, prostituée de la publicité, son front aspire au firmament, et ses pieds traînent dans la boue. Il va sans dire que de ce qui se passe honnêtement derrière, le rideau n'en laisse rien transpirer impunément. Toute notion s'y transforme ou s'y altère ; la vertu y devient vanité, le génie prétention, et il suffit du caprice d'un bateleur de la foire pour venir mettre en doute ce qui est immortel. Mais où vais-je moi-même et quelle idée me prend de vous entretenir des misères du temps, comme si vous ne les connaissiez pas ? N'importe ; pour tant de moquerie et de dédains que vous lui prodiguiez, le feuilleton vous réservait cette fois un tour de son métier. Vous n'imagineriez jamais, cher maître, quel texte il lui a pris fantaisie de donner à sa critique à propos de cette malencontreuse mise en scène de votre chef-d'œuvre à l'Académie royale de Musique. Non, je vous le donne en mille, et si d'aventure cette humeur noire que nous vous avons trop souvent connue à Paris vous tenait à cette heure, il y aurait là de quoi la dissiper incontinent. Cependant je songe à tant de choses que j'ai à vous dire, et je me ravise. Procédons avec ordre, nous en viendrons toujours assez tôt à nous occuper de vos critiques ; pour le moment, parlons du chef-d'œuvre : *ab Jove principium*.

Voilà donc votre *Otello* installé désormais sur la scène française. Poëtes, chanteurs et musiciens ont exécuté leur entrée, et, comme ces tailleurs du *Bourgeois gentilhomme*, sont venus prendre la mesure au chef-d'œuvre d'il y a vingt ans pour l'habiller selon le goût du jour. Ainsi que bien vous pensez, le damas, le velours et l'or ne devaient pas manquer, et l'on s'est empressé d'entourer de tout le caractère et de toute la couleur locale imaginables les marionnettes du librettiste italien, rendues un peu plus ridicules par le naïf sérieux dont cette mirifique traduction affecte de les traiter. On a donc suivi en tout point le cérémonial en usage à l'Académie royale de musique, où la question des souquenilles et des hallebardes prime de si haut, comme on sait, la question musicale ; et ce n'est que l'avant-veille de la première représentation, lorsque les palais de marbre et d'or ont été élevés à grands frais, lorsque tant de splendides robes de patriciens ont été taillées en plein brocard, qu'on s'est aperçu de la faiblesse, je ne dirai pas du néant de l'exécution. D'où venait cela ? Est-ce que par hasard les étoffes étouffaient les voix ? Au fait, au Théâtre-Italien, où le luxe des tentures, à coup sûr, règne beaucoup moins, on peut dire que les voix sonnent mieux. Vous vous demandez comme moi à quels arrêts d'en haut il fallait se soumettre, et s'il n'existait point à ce sujet dans le cahier des charges une de ces clauses désastreuses moyennant lesquelles il faut qu'une administration de théâtre se ruine à jour fixé. Mais non, le ciel, que je sache, ne tonnait pas, et les oracles du cahier des charges n'avaient point senti la nécessité de voir apparaître en 1844, à l'Académie royale

de musique, une traduction de l'*Otello* italien. Il y a donc là-dessous une gageure que vous ni moi ne pouvons pénétrer. En effet, quand on n'a pour soi que Mme Stoltz et les restes de ce grand chanteur qu'on appelait Duprez, entreprendre tout à coup de lutter corps à corps avec les plus récentes, les plus splendides, les plus illustres traditions de la scène italienne, où le chef-d'œuvre se maintient encore avec gloire, grâce aux efforts de la belle Giulia et de ceux qui l'entourent, franchement, cela ne s'explique point. Il est vrai qu'on espérait beaucoup dans l'exactitude des costumes et dans cette haute science des entrées et des sorties dont se sont toujours si fort piqués les grands esprits du lieu. Mais voyez un peu comme on se trompe, et comme bien souvent nos plus flatteuses conjectures portent à faux! Ces soins minutieux, fort louables d'ailleurs, dans la mise en scène d'une œuvre conçue selon les conditions du genre qu'on exploite aujourd'hui à l'Opéra, devaient ici parfaitement manquer leur effet; et ces pompeux décors, cette couleur locale, ces costumes de mandarin avec leur raideur empesée, tout ce solennel fatras, cet attirail gourmé se rencontrant avec le sans-gêne de votre musique et le train inégal dont elle va, devaient produire à la longue les plus singulières, tranchons le mot, les plus dérisoires discordances.

De cet honnête libretto, sans prétention comme sans malice, on a voulu faire absolument une comédie héroïque à la manière des poëmes de M. Scribe. A force de manipulations et de ravaudages, à force de lambeaux pris à Shakspeare et grotesquement entrelardés dans le récitatif, on s'est imaginé qu'on allait donner une raison d'être aux scènes incohérentes de la pièce italienne qui se joue, comme tous les libretti du monde, on ne sait où, en plein air, dans le vestibule d'un palais, dans une alcôve. Je vous donne à penser quelle confusion devait résulter d'un pareil amalgame. On prétend que La Fontaine, étant assis un jour au parterre du théâtre, oublia que la pièce qu'on représentait était de lui, et se mit à déblatérer sans façon contre l'auteur. Je gage qu'ici, cher maître, la même histoire vous fût arrivée. Comment, en effet, reconnaître votre musique à ce point défigurée, je ne dis pas seulement par l'exécution, qui cependant n'y va pas de main morte, mais encore par les accessoires compliqués d'un maladroit système de mise en scène qu'elle ne comportera jamais? A vrai dire, cette représentation de votre chef-d'œuvre d'autrefois sur le théâtre de l'Opéra d'aujourd'hui me paraît une mystification dans laquelle chacun devait trouver son compte. Et d'abord, à commencer par le commencement, que vous semble de la situation de M. Habeneck et de son orchestre, réduits à jouer avec tout le sérieux imaginable, et comme ils feraient pour une symphonie de Beethoven ou l'ouverture de *Guillaume Tell*, l'espèce d'improvisation qu'il vous a plu jadis de mettre en tête de cette partition d'*Otello*, laquelle improvisation, soit dit entre nous, est bien l'une des plus médiocres fantaisies qui vous aient jamais passé par la cervelle, et pourrait tout aussi bien servir d'introduction aux *Noces de Gamache*, par exemple, qu'à la terrible complainte des amours du More de Venise. Mais, attention! la toile se lève. Ici commence le caractère, et du premier coup d'œil le système musical en vigueur à l'Académie royale nous apparaît incarné dans la personne de deux hallebardiers gigantesques placés en sentinelle, et la pertuisane au poing, sur les degrés du fauteuil ducal. Au lever du rideau, la scène est vide. Peu à peu cependant des groupes se forment; on va et vient, on se salue, on s'aborde, et, sous prétexte d'avoir l'air de parler de chose et d'autre, on montre au public ses habits neufs. Exorde pittoresque s'il en fut : on ne saurait être en vérité plus Vénitien que cela, et Canaletti

a trouvé son maître. Reste à savoir si tout cet appareil inventé après coup va répondre au ton général de l'ouvrage, et si cette couleur locale, prétentieuse et gourmée, ne semblera point ridiculement déplacée quand il s'agira d'entonner le *viva Otello* traditionnel et de se ranger en espalier, les ténors avec les ténors, les basses avec les basses, pour ne pas manquer les reprises de la fameuse *aria di bravura col pertichini*. Vous dirai-je qu'à l'Opéra le père de Desdemona se nomme Brabantio? Un patricien de la sérénissime république de Venise, aussi étoffé que l'est M. Levasseur ou M. Serda, pouvait-il raisonnablement s'appeler Elmiro? Dans tous les cas, c'est se donner de la couleur locale à bon marché; un nom de plus ou de moins ne fait rien à l'affaire, et je n'insisterais pas sur de pareils détails, si cette voie où l'on s'est engagé à plaisir n'aboutissait par moments à d'incroyables extravagances. En voici une entre autres dont vous rirez bien. A coup sûr, vous n'avez point oublié la Malibran et l'impression immense qu'elle produisait dans cette entrée du second acte où votre génie a versé le pathétique à si large mesure. S'il me fallait décrire exactement le costume qu'elle portait dans cette scène, j'avoue que je ne le pourrais guère ; mais ce que je sais, c'est qu'elle y était inspirée et sublime. Elle venait là suppliante, éperdue, passionnée, en épouse qui se hâte d'accourir pour conjurer un grand malheur ; et quand elle se présentait au More, les cheveux en désordre, le front haut et résolu, les yeux en larmes, c'était un effet véritablement héroïque. Or, il paraît que les poëtes romantiques en train d'*illustrer* votre *Otello* pour la scène française auront changé tout cela. Au fait, cette Malibran était une écervelée qui ne savait ni composer un rôle, ni se mettre. Et que deviendrait-on, bon Dieu ! si, dans la Venise des *poëtes*, dans la Venise des doges et du Rialto, des lagunes, des gondoles et des barcaroles, une fille de sang patricien pouvait ainsi se rendre à visage découvert dans le palais d'un homme, cet homme fût-il cent fois More et cent fois son mari? A nous donc la couleur locale! Vite un domino sur votre blanche épaule, ô Desdemona ! et sur vos yeux un loup de satin noir! C'est pourtant ainsi que les choses se passent ; c'est ainsi affublée que M[me] Stoltz entre en scène dans ce passage immortalisé par les souvenirs de la Pasta et de la Malibran. Et maintenant, cher maître, répondez : eussiez-vous jamais reconnu votre Desdemona en cette échappée du bal masqué? Non, certes ; vous l'eussiez bien plutôt prise pour l'héroïne d'une ballade de M. Alfred de Musset, mise en musique par feu Monpou. Il va sans dire que la situation, de grandiose et de sublime qu'elle était, tourne immédiatement au comique, *desinit in piscem*. Ceci, remarquez-vous, passe la plaisanterie. En effet, on a multiplié si fort les coups de théâtre de ce genre, que votre musique a fini par se trouver comme dépaysée au milieu de tant de belles et magnifiques innovations. J'en suis au désespoir pour vous, cher maître; mais je vous dois la vérité : dès la quatrième scène, vous n'étiez plus à la hauteur de tout ce romantisme. Du reste, l'observation n'a échappé à personne, et le lendemain le feuilleton s'écriait que vous n'aviez jamais compris Shakspeare, et qu'il y avait là un drame bien autrement pathétique, bien autrement élégiaque et sublime, dont vous ne vous étiez seulement pas douté. Qui le conteste? Il y a vingt-huit ans (1), pouviez-vous donc songer à Shakspeare lorsque vous écriviez, sans vous occuper du lendemain, cette partition d'*Otello* que l'espace d'une saison italienne devait voir naître et mourir?

(1) *Otello* est de 1816, l'année de *Torvaldo e Dorliska* et du *Barbiere,* lequel fut écrit, comme on sait, en treize jours.

Pour vous, jeune homme de génie en proie à cette fièvre d'un lyrisme qui déborde, il s'agissait bien en vérité de Desdemona, d'Iago et du More; il s'agissait d'un ténor, d'une basse et d'une prima donna, voilà tout. Est-ce qu'on discute à cet âge où l'on chante; à cet âge où, pour me servir de l'expression de je ne sais plus quel grand compositeur de l'école française, on mettrait *le Moniteur* en musique (1)? Ce libretto, tout décousu qu'il est, vous paraissait sublime; vous le teniez de Barbaja; vous étiez sûr qu'une fois la partition écrite, une vaillante compagnie de chanteurs (2) l'exécuterait aussitôt; et, je le demande, quand on a vingt ans, du génie et le diable au corps, en faut-il davantage pour s'inspirer? Dites, cher maître, à cette époque, saviez-vous seulement qu'un grand poëte du nom de Shakspeare eût jamais existé? Pourquoi vouloir toujours confondre la période du lyrisme et celle de la critique? Aujourd'hui, s'il vous prenait fantaisie d'écrire un *Otello*, sans aucun doute les choses se passeraient autrement. Au point de maturité où vous en êtes venu, l'œuvre se formulerait complète et normale, plus grandiose en ses contours, plus reliée en ses parties, plus *shakspearienne* enfin, puisqu'on a dit le mot. Mais ce troisième acte, si coloré, si profond, si embaumé de toutes les langueurs, de toutes les mélancolies de l'amour italien, cette inspiration sortie toute d'un trait, ce fragment qui vaut à lui seul dix chefs-d'œuvre, parlez, maître, le retrouveriez-vous maintenant? Non. Que les choses restent ce qu'elles sont; et pour obéir aux équivoques prétentions d'une poétique nébuleuse, ne nous exposons pas à dénaturer ce qui est sublime.

Aussi bien, peut-être conviendrait-il de s'expliquer sur ces termes de comparaison toujours plus ou moins hyperboliques, et qui ne servent qu'à fausser le jugement. Fort souvent il m'est arrivé, au sortir d'une représentation du chef-d'œuvre de Mozart, d'entendre des gens soutenir que Molière n'avait rien compris au type de *Don Juan;* aujourd'hui la même chose est dite de vous à propos du *More de Venise*. Ainsi, de ce que tel poëte se sera emparé en maître d'un sujet, il s'ensuivra que le musicien auquel ce sujet vient échoir deux ou trois cents ans plus tard devra nécessairement s'inspirer du poëte, au risque de passer, s'il ne le fait, pour un esprit étroit et médiocre aux yeux de la critique de son temps! Mais, sans discuter ici tout ce qu'il y a de vague dans cette expression et jusqu'à quel point la poésie peut s'inspirer de la musique, la musique de la peinture, et ainsi de suite, ce qui nous mènerait trop loin, ne serait-ce point là proclamer le despotisme du génie? N'y a-t-il donc pas deux façons d'envisager une idée? Pour moi, je tiens que le *Don Juan* de Molière est une admirable invention, ce qui ne m'empêche pas à coup sûr de trouver celui de Mozart l'un des chefs-d'œuvre de l'esprit

(1) Non pas le *Moniteur*, la *Gazette de Hollande,* ce qui revient à peu près au même. On connaît l'aventure. — Rameau se vantait un jour au foyer de l'Opéra de pouvoir mettre toute chose en musique. « Même la *Gazette de Hollande*, observa l'incrédule Quinault. — Oui certes, et j'en fais le pari. — Je le tiens. » — Le lendemain, le poëte d'*Armide* apporte au chantre de *Castor et Pollux* le *Journal de Harlem*, où se trouvaient, entre autres motifs d'inspiration pour un compositeur, des tarifs de fromages et la liste des décès de la veille. Rameau s'assied au clavecin, et en moins d'une heure trouve dans tout cet amalgame de *premiers Harlem*, de nouvelles et d'annonces, une telle musique et de tels effets, que Quinault reconnaît avoir perdu sa gageure. — Mais tout ceci ne vaut pas l'histoire du chevalier d'Alayrac, qui, dans sa joie d'avoir été décoré par l'empereur, lui proposait de mettre en musique le code civil.

(2) La Colbrand, Davide et Nozzari.

humain, et cependant quoi de plus distinct que ces deux pièces, bien autrement éloignées l'une de l'autre que votre *Otello* ne l'est du *More de Venise!* car vous avez, vous, votre troisième acte jeté là comme un pont sublime entre le vieux Will et vous, ce troisième acte où, malgré qu'on en dise, vous avez été shakspearien, et dans la plus puissante et la plus noble acception du mot, sans vous en douter, comme il faut l'être.

Je passe volontiers condamnation sur vos personnages, pourvu qu'on m'accorde que Desdemona, telle que vous l'avez conçue, est une des plus idéales créations que la lyre ait jamais évoquées. Votre *Otello* a pour lui son entrée dans le finale, sa grande phrase si pathétique dans le duo du second acte, et ses récitatifs du troisième; mais c'est là tout. Enlevez au rôle ces trois ou quatre éclairs, et vous allez, ne vous en déplaise, le voir rentrer soudain dans cette catégorie de Turcs à cavatines et à vestes brodées si chère de tout temps aux ténors italiens. Aussi, comme cet excellent Rubini l'avait compris, ce rôle! Remarquez, cher maître, que je ne parle point ici seulement de l'exécution musicale; quelle musique Rubini n'eût comprise? j'entends toute la partie du costume et de la mise en scène. Comme il était dans le vrai avec sa large ceinture de cachemire, son vaste pantalon rouge tombant à plis flottants sur ses bottes jaunes, son sabre recourbé et son turban blanc! A la bonne heure! c'était là du moins un Otello d'opéra italien, et, soyons francs, l'Otello tel que vous l'aviez entrevu dans l'orientalisme napolitain de vos vingt ans. Maintenant, que dirait Rubini s'il voyait l'accoutrement grotesque dont l'Opéra vient d'affubler son personnage? Non, jamais singe de la foire ne parut attifé de la sorte. Figurez-vous une espèce de robe de chambre brochée d'or, sur laquelle (sans doute pour faciliter les mouvements du chanteur dans un rôle si dramatique et si emporté) pend encore un ample burnous de couleur claire. A quoi songeait donc M. Duprez en se laissant équiper ainsi? De pareils oripeaux peuvent être bons dans *la Juive;* mais l'*Otello* de Rossini se joue et surtout se chante plus lestement. Bien entendu que le vertueux père de Desdemone n'a jamais représenté à vos yeux autre chose qu'une partie de basse qui, sans lui, eût manqué à vos deux finales. Après cela, que le digne homme s'appelât Elmiro ou Brabantio, une fois sa réplique donnée, l'affaire, j'imagine, vous importait assez peu. Quant à Iago, vous ne le soupçonniez même pas, et cela devait être; quand vous auriez su par cœur, à cette époque, le chef-d'œuvre de Shakspeare, dites, cher maître, l'idée vous fût-elle jamais venue d'aborder cet abîme de ténèbres et de profondeur? Il n'y a au monde qu'un Allemand, et parmi les Allemands qu'un homme, Meyerbeer, qui puisse, dans le cours des siècles, vouloir entreprendre de mettre Iago en musique. *Honest Iago!* essayez donc de rendre avec des violons et des hautbois le sublime et l'immensité de cette parole. Votre Iago, à vous, c'est tout simplement le *traditore* du mélodrame italien, ce drôle qui orne sa toque d'une plume rouge et porte un pourpoint sombre en signe de la noirceur de son âme. Comme il a un billet à remettre dans la pièce, vous lui avez donné un duo; il le chante, puis se retire, et tout est dit. Iago, c'est le *secondo basso cantante* de la troupe, comme Elmiro en est le *primo basso*. Or, rien, vous le savez, ne chante faux à l'égal d'un second sujet de troupe italienne. Cette vérité, qui remonte dans la nuit des temps, fut comprise d'abord du public dilettante, lequel ne manquait jamais d'accueillir par des éclats de rire et des huées le pauvre diable appelé par ses attributions à se charger de ce personnage subalterne, et plus tard par l'administration, qui, pour arriver à ces magnifiques ensembles où nous assistons, dé-

cida qu'à l'avenir le premier sujet remplirait à certains jours solennels la partie du second, en d'autres termes, qu'un Tamburini ou qu'un Ronconi chanterait Iago dans *Otello*. Mais là ne devait point s'arrêter la mise en lumière du personnage : à cette réhabilitation, entreprise uniquement au point de vue des ensembles, devait succéder la réhabilitation *au point de vue de l'art*. Réjouissez-vous donc, cher maître, Iago ne sera plus désormais cet obscur lieutenant qui figurait à peine dans votre opéra à l'état de comparse; le voici qui brille au premier rang, ni plus ni moins que s'il surgissait de la tragédie de Shakspeare. Enfin, et grâce à l'ingénieuse combinaison des poëtes qui viennent d'illustrer votre œuvre, nous avons un Iago. Au fait, ne fallait-il pas ajouter une cavatine pour M. Barroilhet? M. Barroilhet est un virtuose d'importance trop haute pour se contenter d'un duo, même quand il a sous les yeux l'exemple de Tamburini et de Ronconi, qui n'en n'ont cependant jamais demandé davantage. La cavatine devenue nécessaire, il ne s'agissait plus que d'y mettre des paroles; oui, mais quelles paroles? Et, pardieu, qu'à cela ne tienne! Iago se racontera lui-même au public. Accordez les violons et les flûtes, que nous mettions à nu cette âme fourbe, et qu'une bonne fois nous disions le secret de tant de perfidie et de haine, ce secret de l'enfer si profondément enveloppé par Shakspeare. Vous connaissez ces personnages de la caricature anglaise que le dessinateur fait parler en leur mettant dans la bouche une ou deux lignes écrites sur une sorte de vapeur nuageuse grossièrement figurée. Tel est Iago; les sombres poisons de cette conscience venimeuse s'exhalent ainsi en bouffées mélodieuses, et bientôt l'harmonie opérant ses prodiges : « Ah! s'écrie-t-il dans un retour bucolique sur lui-même où j'aurais souhaité quelques pipeaux, quel honnête homme j'aurais fait, s'il m'eût été donné de posséder le cœur de Desdemone! donnez-moi le cœur de Desdemone, et je deviens philanthrope. » Grande et poétique paraphrase du magnifique monologue si habilement rendu par M. Alfred de Vigny. Donnez donc Elmire et la cassette à ce bon M. Tartufe, et vous verrez après ce qu'il dira.

Quel rôle que cette Desdemone à qui vous avez donné tout votre admirable troisième acte pour chanter et mourir! Mme Stoltz n'a point su résister à l'espèce de tentation qu'il exerçait sur elle. Invinciblement entraînée par la magie du charme, lorsque ses yeux se sont ouverts, à cette heure de calme réflexion qui suit toujours une dernière répétition générale, lorsqu'elle a pu froidement mesurer le précipice, il était trop tard pour reculer. Comme cette sirène perfide du rocher de Lurley qui chante pour attirer les voyageurs à l'abîme, votre blanche Desdemone aux cheveux dénoués, à la harpe d'or, fascine de sa voix enchanteresse toutes les cantatrices qui passent, et plus d'une, haletante, est venue succomber sous le saule, *all' ombra del salice*. Mme Stoltz a voulu essayer; pourquoi pas? Un échec de plus ou de moins, qu'importe, quand il s'agit de satisfaire une fantaisie? Capricieuse comme l'onde, a dit le poëte, et comme une prima donna, devrait-on ajouter. Puisque les traducteurs étaient en si belle humeur de chansonner Shakspeare, peut-être auraient-ils trouvé là le motif d'une cavatine à mettre dans la bouche de leur héroïne, en manière de moralité. Vous vous souvenez, maître, de la Pasta dans ce rôle, car c'est d'elle qu'il faut parler sans fin lorsqu'il s'agit de la vraie Desdemona. La Malibran, poétique, ardente, passionnée à l'excès, mais trop souvent ravie à son insu par la fougue de sa nature bondissante (il y avait de la panthère dans cette organisation déliée et souple, dans cette narine dilatée, dans cet œil de feu), la Malibran sacrifiait presque toujours l'ensemble aux détails. La

Pasta seule me semble avoir saisi et fixé à jamais le côté classique de votre création, le contour; et, s'il m'était permis de m'exprimer ainsi, je dirais que l'une en fut la vignette anglaise, l'autre le marbre. Sa voix, bien qu'incomplète et voilée, avait, dans certaines cordes, des sons d'une richesse et d'une expression singulière. Et puis, quel art dans sa façon de dire, quel goût parfait dans la disposition des ornements, toujours maintenus au ton de l'épopée lyrique, car, chez elle, la cantatrice s'effaçait devant la tragédienne! La voyez-vous encore, cher maître, avec sa taille imposante, son grand air, ses traits si mobiles, où tant de passions et d'orages éclataient, toujours beaux dans la douleur comme dans la joie, dans la colère comme dans le dédain, dans les larmes du désespoir et dans les angoisses de la mort? Pas un mouvement qui n'eût sa loi, pas un regard, pas un geste qui ne fût à sa place, rien de conventionnel, partout l'inspiration du moment, et cependant partout aussi le calcul et la réflexion, l'art en un mot tel qu'on se l'imagine, l'idée qu'on se fait de la muse tragique. Pour moi, je ne l'oublierai jamais, au troisième acte, dans la scène du dénoûment, lorsque, se dressant sur la pointe du pied elle se rapprochait tout à coup d'Otello, et, du haut de son innocence outragée, laissait tomber sur lui un sourire écrasant d'indignation et de mépris. Il fallait aussi la voir, au second acte, s'élancer de l'avant-scène vers le fond du théâtre pour interroger le chœur sur le sort de son époux; et ce cri de joie et de reconnaissance qu'elle poussait d'un front rayonnant et comme transfiguré, en apprenant qu'il vit, ne vous semble-t-il pas l'entendre encore, au bruit des applaudissements et des bravos mille fois répétés? — Au même instant survient le père, et l'on assistait alors à l'une des plus admirables péripéties où l'art dramatique se soit jamais élevé. A l'aspect du vieillard qui vient de la maudire, Desdemona s'arrêtait immobile et comme frappée de la foudre au milieu de ses élans d'ivresse. On eût dit que les ténèbres remplaçaient tout à coup la lumière autour d'elle, tristes et mortelles ténèbres, toutes pleines des souvenirs du passé et des pressentiments d'un avenir plus sombre encore. La Pasta avait une manière à elle d'interpréter ce caractère (remarquez, cher maître, que je ne parle point ici du personnage de Shakspeare, mais du vôtre), et de rallier entre eux les divers points de son action tragique. Dès qu'elle se sentait près de son père, l'idée de ses malheurs et de sa faute lui revenait; c'était encore la fille pieuse et tremblante implorant son pardon et ne désespérant jamais de l'obtenir. Vis-à-vis du More, au contraire, son attitude devenait tout autre, et, chaque fois que celui-ci s'emportait jusqu'à la menacer, le visage de Desdemona trahissait subitement je ne sais quelle expression de répugnance et de dégoût physique; puis, se ravisant soudain, on voyait sa joue se colorer et sa tête se redresser fièrement pour répondre. Ce contraste éclatait surtout dans les ensembles, lorsqu'elle avait affaire à tous les deux, par exemple lorsque étant à supplier son père, la voix sombre et fatale du More lui arrivait brusquement, et qu'après s'être détournée vers lui, elle revenait s'incliner aux genoux du vieillard.

Vous rappellerai-je sa pose inimitable et son intelligence de la situation dans la scène du *saule*, ainsi que ce grand secret qu'elle possédait de se draper magnifiquement à deux reprises sur sa couche, une fois pour le sommeil, l'autre pour la mort; tantôt la tête appuyée sur son bras, de manière à laisser voir au public sa main, qu'elle avait très-belle, tandis que l'autre bras descendait mollement sur sa hanche; tantôt échevelée, la tête et les bras pendant hors du lit, où reposait le reste de son corps? Mais tout cela, il faut l'avoir vu et entendu, et de pareilles

choses, si elles pouvaient se décrire, cesseraient d'être ce qu'elles sont.

Quel dommage que de tant de poésie d'inspiration et de style il ne reste plus rien! Qui parle aujourd'hui de la Pasta? Oh! l'art du comédien, misère et néant! et que l'indifférence du lendemain lui fait payer cher les trésors et les couronnes de la veille! Il meurt, une poignée de terre, et tout est dit; quelquefois même l'oubli, pour s'emparer de sa personne, n'attend pas que la mort le lui livre. Dernièrement, aux funérailles de Seydelmann, cet autre enfant de la muse tragique que l'Allemagne ne remplacera pas, le seul acteur qui ait jamais su rendre dans ses mille nuances insaisissables cette immense figure du Méphistophélès de Goethe, aux funérailles de Seydelmann, le prêtre catholique qui assistait à la cérémonie, après avoir accompli les devoirs de son ministère et au moment de s'éloigner, prit une poignée de terre qu'il jeta sur le cercueil en signe d'adieu. Aussitôt tous les amis de Seydelmann en font autant l'un après l'autre, et ce bruit sourd et creux fut le dernier applaudissement qui salua le grand artiste. C'est effrayant comme ce siècle oublie vite et froidement, et vous voulez qu'on se souvienne d'un comédien! Je déteste les lieux communs, mais cependant, il faut bien le dire, le comédien écrit son souvenir sur le sable que le vent disperse, sur le flot qui va s'effaçant de lui-même, et quelques années ont suffi pour faire passer chez nous à l'état de mythe et de légende les noms les plus glorieux au théâtre et les plus aimés. — Ici, cher maître, vous froncez le sourcil, et j'entends votre voix m'interrompre pour s'écrier avec amertume : « La gloire du virtuose est-elle donc la seule qui passe, et celle du maëstro vit-elle plus longtemps? Prenons mon exemple. Depuis quinze ans que j'ai quitté la scène, combien ne s'en est-il pas élevé de ces idoles éclatantes aux pieds desquelles fument les mille encensoirs dont je m'enivrai! Comme je remplaçai jadis Paisiello, Zingarelli, Fioravanti, Salieri, Pavesi, Generali, Coccia, Nicolini, Paër, et *tutti quanti,* d'autres sont venus qui m'ont remplacé, moi. J'étais seul, ils sont plusieurs; tantôt c'est le génie, tantôt sa monnaie; qu'importe au public, qui demande avant tout des sensations nouvelles, et veut, comme don Juan, se divertir pour son argent? Ma royauté, d'autres l'ont eue, qui seront remplacés à leur tour; quant à l'engouement populaire, je me flatte de n'avoir jamais donné dans cette plaisanterie. Il fut un temps, j'en conviens, où l'on n'entendait partout dans les rues de Naples et de Milan, de Bologne et de Florence, que *Di tanti palpiti* et *Languir per una bella;* mais depuis, si j'ai bonne mémoire, on a aussi beaucoup chanté Bellini, et quant à ce qu'on chante aujourd'hui, je l'ignore, m'étant arrêté à *Casta diva.* » A cela je n'ai rien à répondre, sinon que la postérité ne s'est ouverte à vous que parce que vous l'avez bien voulu. Aussi, pour vos amis d'autrefois, qui savent à quoi s'en tenir sur les résolutions de votre esprit, rien n'est curieux comme de voir tant de braves gens se démener à tout propos à cette fin de mettre le public dans vos confidences et de l'avertir que vous vous occupez décidément d'un nouveau chef-d'œuvre. Astrologues bizarres, ces gens-là semblent n'avoir autre chose à faire que de tenir leur lorgnette braquée sur la constellation de votre génie. Le croirez-vous, cher maître? ils vous voient du matin au soir assis au pupitre et croquant des notes ni plus ni moins qu'un lauréat émérite de l'Institut; puis, à la première occasion, ils se répandent dans la ville et vont racontant partout la bonne nouvelle, et que vous destinez cette merveille à notre Académie royale de musique. En vrais prophètes qui ne doutent de rien, ils en disent même au besoin le titre. Tantôt c'est un *Hamlet,* tantôt un *Roméo:* vous voyez que les sujets shakspeariens ne vous peuvent man-

quer. Je me trompe, dernièrement ils parlaient d'une *Jeanne d'Arc*, *Guillaume Tell* les ayant sans doute avertis que le souffle de Schiller vous était bon Mais ce que vous n'imagineriez jamais, c'est l'impatience qui les prend à l'idée que vous persistez dans l'inaction et ne tenez point compte de réaliser leurs prophéties. Il faut les entendre alors vous reprocher votre oisiveté, votre indolence, et vous démontrer en belles oraisons que le génie est un don du ciel dont nous devons un compte exact à l'humanité, et que nul n'a le droit d'enfouir sous le boisseau la plus légère étincelle du feu divin. Ainsi, vous aurez usé vingt ans de votre vie (1) dans le travail, écrit trente partitions parmi lesquelles on nommerait au moins douze chefs-d'œuvre, tout cela pour qu'un barbouilleur de papier, à qui manque le sujet de son feuilleton du lendemain, vienne vous contester la faculté de vous reposer à cinquante ans, et faire servir vos précieux loisirs de texte à son homélie! Écrire! Et pourquoi? Quel mobile vous reste? Qui vous tentera désormais? Est-ce la gloire ou la fortune? La gloire? vous en savez le dernier mot et le néant. La fortune? quand vous aurez agrandi votre coffre-fort, étendu vos domaines, enrichi de trésors sans nombre votre palais de marbre de Bologne, dites, en souffrirez-vous moins du mal physique qui vous tourmente, et cet estomac (2), que vous appeliez

(1) A commencer, en 1810, par *il Cambiale di Matrimonio*, et à finir, en 1829, par *Guillaume Tell*. Si maintenant on nous demandait de combler l'espace qui s'étend entre ces deux dates, nous dirions pour épuiser la glorieuse nomenclature : en 1811, l'*Equivoco stravagante*. — En 1812, *Demetrio e Polibio*, l'*Inganno felice*, *Ciro in Babilonia*, *la Scala di Seta*, *la Pietra del Paragone*, l'*Occasione fa il ladro*. — En 1813, *il Figlio per azzardo*, *Tancredi*, l'*Italiana in Algeri*. — En 1814, *Aureliano in Palmira*, *il Turco in Italia*. — En 1815, *Elisabetta*, *Sigismondo*. — En 1816, *Torvaldo e Dorliska*, *il Barbiere di Siviglia*, la *Gazetta*, *Otello*. — En 1817, *la Cenerentola*, *la Gazza ladra*, *Armida*. — En 1818, *Adelaïde di Borgogna*, *Mose in Egitto*, *Ricciardo e Zoraïde*. — En 1819, *Ermione*, *Odoardo e Cristina*. *la Donna del Lago*. — En 1820, *Bianca e Faliero*, *Maometto secondo*. — En 1821, *Matilde di Sabran*. — En 1822, *Zelmira*. — En 1823, *Semiramide*. — En 1825, *il Viaggio a Reims*. — En 1826, *le Siége de Corinthe*. — En 1827, *Moïse*. — En 1828, *le Comte Ory*.

(2) « Après ne rien faire, nous disait-il un jour, je ne sais pas, pour moi, de plus précieuse occupation que de manger, manger comme il faut, s'entend. Ce que l'amour est pour le cœur, l'appétit l'est pour l'estomac ; *l'estomac est le maître de chapelle qui gouverne et active le grand orchestre de nos passions ;* l'estomac vide me représente le basson ou la petite flûte grognant le mécontentement ou glapissant l'envie ; l'estomac plein, au contraire, c'est le triangle du plaisir ou les timballes de la joie. Quant à l'amour, je le tiens pour la prima donna par excellence, pour la diva chantant dans le cerveau ses cavatines dont l'oreille s'enivre et qui ravissent le cœur. Manger et aimer, chanter et digérer, tels sont, à vrai dire, les quatre actes de cet opéra-bouffe qu'on appelle la vie, et qui s'évanouit comme la mousse d'une bouteille de champagne. Qui la laisse échapper sans en avoir joui est un maître fou. » N'aimez-vous pas la profession philosophique, et le sensualisme musical n'aurait-il pas trouvé son Épicure? Puisque nous sommes en veine de citations, donnons encore ici le fragment d'une lettre qu'il écrivait de Rome à la Colbrand pour annoncer le succès du *Barbiere* à la célèbre cantatrice, qui depuis fut sa femme. « Mon *Barbier* gagne de jour en jour, et le drôle sait si bien ensorceler son monde, qu'à l'heure qu'il est, les plus acharnes adversaires de la nouvelle école se déclarent pour lui. Le soir, on n'entend dans les rues que la sérénade d'Almaviva ; l'air de Figaro, *Largo il factotum*, est le cheval de bataille de tous les barytons, et les fillettes, qui ne s'endorment qu'en soupirant : *Una voce poco fà*, se réveillent avec : *Lindore mio sarà*. Mais ce qui va vous intéresser bien autrement que mon opéra, chère Angélique, c'est la découverte que je viens de faire d'une nouvelle salade dont je me hâte de vous envoyer la recette. Prenez de l'huile

jadis si spirituellement le maître de chapelle dirigeant l'orchestre de la vie, en recouvrera-t-il sa vigueur? Quant aux ovations et aux apothéoses, je vous soupçonne d'être un peu blasé sur ce chapitre, ô Rembrandt de la musique! et à ceux qui croiraient vous séduire par l'espoir de nouveaux triomphes et la perspective entrevue de vos vanités satisfaites, vous pourriez leur répondre par l'histoire de ce ballet du théâtre Carcano qui s'intitulait : *Il ritorno d'Orfeo del inferno ossia la gloria del celebre maestro Rossini,* et dans lequel on voyait Orphée évoquer Euridice du sein du Ténare en lui jouant sur la flûte la romance du *saule.* Du reste, ces sortes de flatteries ne vous ont jamais trop tourné la tête, que je sache. Votre prédilection s'est de tout temps montrée pour les choses positives (1), rebutant l'idéal non sans quelque cynisme peut-être, de sorte que, chassé de votre vie, il n'avait rien de mieux à faire que de se réfugier dans vos chefs-d'œuvre. Que vous manque-t-il encore, à vous que les honneurs vont chercher jusque dans votre exil? Dernièrement Frédéric-Guillaume IV ne vous adressait-il pas le diplôme de chevalier de l'ordre du mérite de Prusse? Il est vrai que vous partagez cette distinction avec M. Listz. Désormais l'heure de la philosophie a sonné pour vous. Retiré à Bologne depuis 1838, loin des passions, loin de ce gouffre du théâtre autour duquel gravitent encore dans les angoisses du succès tant de nobles intelligences qui pourraient vivre heureuses, *procul a Jove, procul a fulmine,* vous contemplez nos misères d'en haut, vous faites votre macaroni vous-même, et lorsque d'aventure la digestion se présente bien, le sourire sur les lèvres, la main dans le gousset, vous vous prenez à méditer sur les grandeurs humaines, ô sublime sceptique, et dites avec le roi Salomon : Tout est vain sous le soleil.

H. W.

de Provence, de la moutarde anglaise, du vinaigre de France, un peu de citron, du poivre et du sel, battez et mêlez le tout, puis jetez-y quelques truffes, que vous aurez soin de couper à menus morceaux. Les truffes donnent à ce condiment une sorte de nimbe fait pour plonger un gourmand dans l'extase. Le cardinal secrétaire d'état, dont j'ai fait la connaissance ces jours derniers, m'a donné pour cette découverte sa bénédiction apostolique. Mais je reviens à mon *Barbier,* etc. » — La truffe, disait-il un jour au comte Gallenberg, est le Mozart des champignons. En effet, je ne connais à don Juan d'autre terme de comparaison que la truffe; l'un et l'autre ont cela de commun, que, plus on en jouit, et plus on y trouve de charmes. »

(1) Je rappellerai à ce sujet une anecdote que je tiens du marquis de Louvois. et qui peint l'homme. En 1819, l'académie de Pesaro, sa ville natale, non contente d'avoir déjà le buste en marbre du jeune maître, lui vota une statue en pied de grandeur naturelle, qu'on devait élever sur la place de l'hôtel de ville, afin, disait le protocole municipal, que les gens de la campagne qui viennent les mardi et vendredi de chaque semaine au marché puissent au moins contempler et admirer leur glorieux compatriote.—Et combien coûtera cette plaisanterie? demanda Rossini à l'orateur de la députation. — Mais environ douze mille francs, que le conseil vient de voter. — Écoutez, monsieur, je vais vous faire une proposition : donnez-moi la moitié de cette somme, et je m'engage à me poster deux fois par semaine, à heure fixe, sur la place du marché, de manière à ce que mes compatriotes puissent jouir amplement de ma présence et se donner du grand homme tout leur saoûl. — Notez que j'omets ici la crudité toute rabelaisienne de l'expression. Que durent penser de leur *cygne,* après cela, les bons habitants de Pesaro?

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 octobre 1844.

Nous ne sommes pas de ceux qui blâment le voyage du roi à Windsor. A nos yeux, ce voyage était commandé par de hautes convenances : le roi des Français devait rendre la visite reçue au château d'Eu : il était tenu d'acquitter cette dette de courtoisie. Ajoutez que le voyage avait été annoncé pendant plusieurs mois ; ne pas le faire, c'eût été provoquer une rupture. Pourquoi cette offense aurait-elle été commise envers la reine Victoria? Parce que la politique de M. Guizot a été aventureuse et imprévoyante! Grâce à Dieu, la gloire récente de nos armes a couvert les faiblesses de notre diplomatie, et le voyage du roi a pu se faire sans blesser la dignité de la France.

Il est pénible, dit-on, il est affligeant pour le pays de voir une amitié si vive régner entre les deux couronnes lorsque de graves dissentiments séparent les deux peuples. Nous ne poussons pas aussi loin la susceptibilité. Veut-on que la France et l'Angleterre cessent d'être divisées? Si l'on a ce désir, pourquoi verrait-on d'un œil chagrin les sentiments affectueux qui lient les deux couronnes? Ces sentiments mieux secondés ne pourront-ils pas servir un jour à unir la France et l'Angleterre dans une intimité étroite, à réparer les fautes commises par leurs gouvernements, à fonder une politique nouvelle établie sur de meilleures bases et plus conforme aux intérêts des deux nations ?

Quant à présent, il ne faut pas oublier une chose, c'est que le roi des Français a rendu sa visite à la reine Victoria, et non pas au peuple d'Angleterre. Telle a été la pensée du voyage dans l'esprit du roi. Cela ressort des déclarations qu'il a faites, des intentions qu'il a publiquement exprimées. Ainsi compris, le voyage du roi à Windsor n'a rien qui puisse froisser les susceptibilités nationales.

Plusieurs circonstances ont modifié, dit-on, le caractère privé et personnel que le roi voulait donner à sa visite. Jusqu'ici, ces circonstances nous ont paru secondaires. En réponse à des adresses présentées par les municipalités anglaises, le roi a prononcé des discours, et dans ces discours il a parlé de la paix. Pouvait-il faire autrement? Devait-il refuser d'entendre les félicitations des aldermen? Harangué par eux, devait-il garder le silence? ou bien, en leur répondant, pouvait-il témoigner autre chose que des sentiments pacifiques? Espérons que la France

n'aura pas d'autres griefs à exprimer sur le voyage de Windsor, et qu'elle n'aura pas à regretter des imprudences plus graves.

Malheureusement, le ministère nous a appris depuis longtemps qu'on ne peut guère compter sur son habileté. Le cabinet du 29 octobre n'a jamais su garder une juste mesure dans ses rapports avec l'Angleterre. Toujours dominé par la pensée de l'alliance anglaise, et rattachant à cette pensée toute sa politique, combien de fois l'avons-nous vu montrer un empressement irréfléchi, fausser sa situation par des démarches indiscrètes, engager témérairement sa liberté et celle de la France sur les questions les plus délicates. Qu'on se rappelle ce qu'il a fait après la visite de la reine d'Angleterre au château d'Eu. La démarche spontanée de la jeune reine, les sentiments d'estime et d'affection nés dans le cœur des deux royales familles, ont été tout à coup transformés en un signe manifeste d'alliance entre les deux pays, et nous avons vu naître le système de l'entente cordiale. Serions-nous exposés à revoir bientôt de pareilles fautes ? On pourrait le craindre en observant la presse ministérielle, et en lisant certaines relations du château de Windsor, écrites sous les yeux de M. le ministre des affaires étrangères. De ce côté, en effet, le voyage du roi prend déjà des proportions immenses : c'est l'inauguration d'une ère nouvelle; c'est le gage d'une alliance féconde entre les deux nations.

Assurément, ce n'est pas nous qui cherchons à diminuer le succès obtenu par le roi en Angleterre. Les hommes éminents de la Grande-Bretagne l'ont entouré des témoignages de leur admiration et de leur respect. La foule l'a salué avec enthousiasme. Ses qualités personnelles, les circonstances extraordinaires de sa vie, les événements qui ont marqué son règne, ont produit un effet puissant sur les imaginations britanniques. Cela ne nous surprend pas, et nous sommes les premiers à nous en réjouir. La France de juillet ressent un légitime orgueil en voyant les hommages rendus en Angleterre au chef qu'elle a choisi. Cependant, ces hommages ont un caractère direct et personnel qu'il faut bien se garder de dénaturer, si l'on ne veut pas s'exposer à de rudes mécomptes. De même que le roi, en abordant sur les rivages de l'Angleterre, y est venu seul, laissant derrière lui la France, non pas indifférente, mais libre et dégagée de toute solidarité dans l'acte de courtoisie qu'il venait accomplir, de même aussi l'Angleterre, en fêtant son hôte illustre, n'a fêté que lui seul. L'Angleterre elle-même n'a pas voulu qu'on s'y trompât. Lisez les feuilles de Londres, vous verrez avec quel soin le roi des Français, dans les magnifiques éloges qui lui sont adressés, est séparé de sa nation. Dans les adresses des municipalités, quelques paroles indiquent une intention semblable. Enfin, quoi de plus significatif à cet égard que les récriminations violentes des principaux organes de la presse britannique au sujet des derniers événements de Taïti ! Dans le moment même où le roi partait pour l'Angleterre, des écrivains anglais ont osé donner à nos marins de l'Océanie le nom d'assassins, pour avoir livré le 17 avril un combat meurtrier à des indigènes qu'un fanatisme barbare et les encouragements avoués de la marine anglaise avaient soulevés contre nous ! De telles attaques, dans un pareil moment, ne prouvent-elles pas que la visite du roi n'a pas changé les sentiments du peuple anglais à l'égard de la France ?

Ne perdons pas de vue l'alliance anglaise : employons, pour la rétablir, tous les moyens que permettent la dignité et la prudence; mais ne cherchons pas à la provoquer par un empressement maladroit et par des exagérations qui ne trompent

personne. Ce système a échoué depuis quatre ans; il est usé aujourd'hui. Nous regrettons de voir que la presse ministérielle n'y ait pas encore renoncé.

Ce n'est pas tout. La presse ministérielle commet une autre faute non moins grave dans sa discussion sur le voyage de Windsor. Elle fait de ce voyage un triomphe pour le cabinet. C'est le plus sûr moyen de rendre la démarche du roi impopulaire et de compromettre le succès qu'on en attend. Comment ne voit-on pas que si quelqu'un est intéressé à s'effacer dans cette question, c'est le ministère. Qu'a fait M. Guizot pour qu'on le couvre de gloire à l'occasion du voyage de Windsor? Il a failli rendre ce voyage impossible, et il en a diminué le caractère par la situation où ses fautes ont placé la France. Sans lui, sans sa politique imprudente, sans les embarras qu'elle a créés dans l'Océanie, sans l'irritation qu'elle a jetée entre les deux peuples, sans les concessions qu'elle a entraînées à sa suite, concessions si lourdes et si stériles, sans cette paix du Maroc, œuvre de précipitation ou de complaisance, qui a mis en danger les intérêts de la France, le voyage du roi en Angleterre aurait pris un tout autre aspect. La nation aurait pu s'associer librement aux vœux, aux espérances, aux sympathies de son représentant couronné. L'Angleterre, en accueillant le roi, n'eût pas écarté la France. Nous aurions vu des dispositions franchement amicales entre les deux pays, au lieu de cette situation équivoque qui n'aurait pas permis au roi de débarquer en Angleterre sans l'éclat récent des victoires de notre flotte et de notre armée. Le canon de Tanger et de Mogador, la bataille d'Isly, voilà ce qui a permis au roi d'aller à Windsor. Si son voyage amène des résultats utiles, la France les devra d'abord au prince de Joinville et au maréchal Bugeaud. Quant au ministère, son intérêt est de se montrer modeste dans cette question; ses véritables amis ne devraient songer qu'à le faire oublier.

Avant de partir pour l'Angleterre, le roi a signé une amnistie qui rend la liberté à cinquante prisonniers politiques. La royauté a rattaché cet acte de clémence aux divers événements de la côte d'Afrique. On ne peut qu'applaudir à ce noble usage de la prérogative royale. Quant à l'importance politique de la mesure, il serait ridicule de s'en occuper sérieusement. Le ministère en a réclamé sa part : personne ne songe à la lui disputer. Il fut un temps où la politique de pardon exigeait du courage et de la hardiesse dans les conseils du gouvernement. Un homme d'état, en 1837, proposa d'arborer le drapeau de la conciliation; il voulut mettre un terme à la politique de résistance et de rigueur; il eut la grande pensée de montrer la force de la révolution de juillet par une amnistie. On sait quels furent les hommes qui l'accusèrent alors d'imprévoyance et qui repoussèrent sa solidarité. M. le ministre des affaires étrangères ne doit pas avoir oublié le rôle qu'il joua à cette époque. Aujourd'hui, l'expérience est faite; chacun est rassuré. On peut sans grand péril se donner le relief de la clémence et de la générosité ; cela, d'ailleurs, peut être utile devant les chambres. On viendra leur dire qu'on a montré au dedans comme au dehors la force du gouvernement, qu'on a remporté la bataille d'Isly, et qu'on a ouvert les prisons politiques de la France : voilà les magnifiques arguments que le ministère prépare pour reconquérir sa majorité.

Bien que les chambres ne soient pas encore près de se rassembler, l'opinion commence à se préoccuper des débats qui s'agiteront dans leur sein. Là en effet sera jugée la politique du cabinet et s'éclairciront au grand jour de la tribune plusieurs questions que la presse ne peut résoudre sûrement, faute de documents authentiques. Le système du ministère jusqu'ici a été de se renfermer dans un

silence absolu sur les sujets les plus graves ; il n'a publié aucune pièce officielle, il n'a rien livré à la discussion. Sa défense s'est bornée aux communications incomplètes qu'il a faites à ses journaux. Sans doute la plupart de ses arguments sont connus, mais on ne connaît pas tous ceux qui peuvent être employés contre lui. Ce système de défense sera nécessairement changé devant les chambres. Aussi on attend avec un vif intérêt l'ouverture de la session prochaine. De son côté, le ministère consulte l'opinion. Des rapports destinés à faire connaître l'état des esprits lui sont adressés par les préfets, par des procureurs généraux, par des émissaires envoyés dans les départements. Le ministère ne s'est pas contenté de ces documents administratifs. Des notes officieuses ont été demandées à plusieurs députés et à des pairs de France. Si nous sommes bien informés, le cabinet du 29 octobre n'aurait pas à se réjouir des confidences qui lui sont faites. Sa politique est accusée de fournir des armes dangereuses aux ennemis du gouvernement de juillet, et de répandre de vives inquiétudes chez les véritables amis de l'ordre et de la paix. Ces derniers reprochent surtout au ministère d'avoir abandonné depuis quatre ans la vraie politique du gouvernement de juillet dans les affaires extérieures, c'est-à-dire la politique du juste-milieu, dont les principes sont tout aussi applicables aux affaires du dehors qu'à celles du dedans. La ligne que le ministère devait suivre au dehors avait été nettement tracée par la majorité des chambres. Son rôle, à l'égard des alliances, était d'agir avec réserve, de garder sa liberté sur tous les points, de ne montrer aucune préférence exclusive ; au lieu de cela, il s'est porté aveuglément vers une alliance unique ; il a joué, pour ainsi dire, toute la politique de la France sur une seule carte. Dans les difficultés diplomatiques, son rôle était de concilier la dignité avec la prudence et la justice. Il devait se montrer pacifique, mais sans démonstrations indiscrètes. Au lieu de garder cette mesure, il s'est compromis par des avances irréfléchies ; il a été imprudent et faible, et ses fautes ont amené cette paix peu digne et peu respectée, cette paix inquiète, sur laquelle il éprouve lui-même à chaque instant le besoin de nous rassurer. Les vrais amis du gouvernement de juillet déplorent cette politique et les griefs qu'elle amasse contre le pouvoir. Enfin, ils sont frappés des périls que présenterait une situation si critique au moment des élections. Que deviendraient les membres du parti conservateur, abandonnés du ministère, dont ils ne pourraient plus approuver la marche, et de l'opposition, dont ils ne partageraient pas les principes ? Le parti conservateur serait-il sacrifié ? sur quelle base s'appuierait désormais le gouvernement de juillet ? — Telles sont les réflexions que présentent, dit-on, plusieurs des rapports dernièrement adressés au ministère ? On assure qu'elles ont produit une assez vive impression sur son esprit.

A peine reposé des émotions et des fatigues que lui auront données les fêtes de Windsor, M. le ministre des affaires étrangères se trouvera aux prises avec des difficultés nombreuses. En premier lieu se présenteront les nouvelles complications de Taïti, si funestes au système du protectorat, puis l'affaire du lieutenant Rose, puis celle de Malte, nouvel exemple d'un conflit entre la France et l'Angleterre. Cette affaire de Malte a passé inaperçue dans la presse ; cependant elle a vivement inquiété M. le ministre des affaires étrangères, qui a recommandé sur ce point le plus profond secret dans ses bureaux. Espérons que ce nouveau différend, né sous les auspices du voyage de Windsor, sera facilement aplani. En Orient, l'influence française a reçu un grave échec dans l'affaire de la famille Shehab ; il faut que cet échec soit réparé. L'isthme de Suez, malgré les railleries de la presse ministérielle,

appelle toujours une attention sérieuse. Les entreprises récentes de l'Angleterre sur le continent américain, l'occupation du royaume de Mosquitos, et le blocus du port de Saint-Jean de Nicaragua, montrent qu'elle n'est pas très-scrupuleuse sur les moyens, dès qu'il s'agit d'assurer le monopole de son commerce. On parle d'un traité commercial dont les bases seraient déjà posées entre l'Angleterre et le Brésil. Lors du mariage du prince de Joinville, on nous faisait espérer que le Brésil serait une terre privilégiée pour notre commerce : cette espérance va-t-elle nous échapper? Au Mexique, une affaire grave commence. On sait que plusieurs Français, impliqués à tort ou à raison dans les démêlés intérieurs du pays, ont été immolés à Tabasco, sans jugement, sans une instruction régulière qui ait établi leur culpabilité. On connaît les détails horribles de cet assassinat, commis par des bêtes féroces. Notre ministre plénipotentiaire à Mexico, M. le baron Alley de Ciprey, a déployé dans cette circonstance une louable énergie. Il a cessé toutes relations avec le gouvernement mexicain. De son côté, le président Santa-Anna accuse, dit-on, M. de Ciprey devant notre gouvernement. Quelle sera l'issue de ce conflit? M. de Ciprey sera-t-il désavoué? ou bien le ministère du 29 octobre prendra-t-il des mesures vigoureuses contre le Mexique? Le ministère est embarrassé. Tout annonce que M. de Ciprey a dignement représenté la France, et que les autorités mexicaines ont commis un acte infâme. Il faudra donc sévir contre le Mexique, à moins que le président Santa-Anna ne fasse les réparations convenables. Mais l'Angleterre protége le gouvernement mexicain : devant cette considération, M. Guizot hésite; il hésitera peut-être longtemps encore. En attendant, les atrocités les plus révoltantes se commettront tous les jours à Mexico ; le pays sera la proie des brigands et des assassins ; notre commerce sera l'objet de spoliations iniques, et nos compatriotes, menacés dans leur vie et leur fortune, imploreront vainement l'envoi d'une escadre française chargée de renouveler la prise de Saint-Jean-d'Ulloa.

Le bruit court que la question du droit de visite serait au moment de recevoir une solution. L'exercice de ce droit serait abandonné. On chercherait à obtenir la répression de la traite par des moyens nouveaux, moins dispendieux, plus sûrs et plus conformes à la dignité de chaque nation. La France et l'Angleterre se chargeraient de réprimer la traite sous leurs pavillons respectifs. Des garanties seraient offertes à l'Angleterre sur ce point. Tel est, dit-on, le grand avantage que la politique de M. Guizot vient de remporter à Windsor. Nous avons, quant à nous, des renseignements opposés. Nous croyons savoir qu'en effet la solution dont il s'agit a été proposée par M. Guizot, mais que le cabinet anglais n'a fait encore aucune réponse satisfaisante. Il se pourrait bien que M. le ministre des affaires étrangères se leurrât ici d'un vain espoir.

D'ici à peu de jours, la liste des nouveaux pairs sera discutée en conseil. Il est à désirer, dans l'intérêt de la chambre des pairs, que cette liste ne soit pas trop longue, que le mérite et les services déterminent principalement les choix, que l'on écarte les considérations secondaires, que toutes les candidatures, enfin, soient attentivement discutées. La chambre des pairs, pour exercer sa légitime influence, n'a pas besoin d'être nombreuse. Ce qui importe avant tout, c'est qu'elle brille par l'éclat des talents et des illustrations. Après les nominations à la pairie, quelques mouvements auront lieu, dit-on, dans le corps diplomatique. On connaît les préférences de M. le ministre des affaires étrangères pour la jeune diplomatie. Ces préférences ont éveillé déjà bien des craintes.

Les questions extérieures, depuis trois mois, ont fait tous les frais de la poli-

tique ; les questions intérieures ont complétement disparu. La loi sur l'enseignement, la dotation, ont été pour ainsi dire oubliées. Nous pensons que ces questions graves seront bientôt remises sur le tapis. D'abord, en ce qui concerne la dotation, il est permis de supposer que le projet si singulièrement annoncé il y a trois mois, loin d'être abandonné aujourd'hui, est devenu au contraire l'objet d'une prédilection plus vive. En s'y prêtant un peu, la gloire de nos armes dans le Maroc et le voyage de Windsor ne peuvent ils pas servir d'arguments? Il faudra donc bientôt que le *Moniteur* ouvre ses colonnes à une série d'articles sur la dotation, et que M. Guizot se prépare à lutter contre la polémique des journaux. Nous avons déjà dit ce que nous pensons de ce merveilleux système de discussion ; nous n'y reviendrons pas aujourd'hui. La discussion de la loi sur l'enseignement sera une affaire plus sérieuse. Le cabinet a songé un instant à la retirer. C'eût été le moyen le plus commode de terminer le débat; mais la prudence a fait écarter ce dessein arbitraire. Nous verrons donc le ministère du 29 octobre soutenir son projet de loi sur l'enseignement contre les opinions de la majorité, défendues par M. Thiers. Nous assisterons aux perplexités de M. le ministre de l'instruction publique, heureux en secret de voir triompher sa cause, et malheureux de ne pouvoir la soutenir lui-même. Nous verrons enfin M. le garde des sceaux et M. Villemain forcés de s'entendre et d'accorder en apparence leurs convictions pour répondre aux arguments de l'ancien chef du 1er mars. Ce sera sans doute un spectacle fort divertissant pour M. Guizot.

La reine d'Espagne a ouvert le 10 la session des cortès. Leur composition offre un ensemble remarquable. Elles renferment des hommes éminents, des orateurs et des écrivains célèbres, des citoyens qui ont rendu de grands services au pays. Les diverses classes de la société espagnole y sont représentées ; on y voit des généraux, des nobles, des propriétaires ruraux, des avocats, des fonctionnaires, des savants et des gens de lettres. On y compte fort peu d'industriels, de commerçants et de banquiers. L'immense majorité des nouvelles cortès appartient au parti modéré, pour lequel va commencer une redoutable épreuve. Jusqu'ici, depuis le rétablissement du régime constitutionnel, tous les partis vainqueurs, en Espagne, se sont divisés. Tous ont perdu promptement, par des dissensions intestines, les avantages de leur position. Les modérés de 1844 sauront-ils former un parti compacte, homogène, capable de seconder l'action du gouvernement, et de lui prêter un énergique appui dans toutes les mesures nécessaires à la régénération de l'Espagne? Il est permis d'en douter, ou du moins de croire que ce résultat se fera attendre longtemps. Déjà, avant même que les cortès fussent assemblées, les réunions préparatoires ont montré les petites passions, les jalousies, les ambitions mesquines, les rivalités égoïstes, qui ont travaillé jusqu'ici tous les corps politiques de l'Espagne constitutionnelle. Ces divisions, réagissant sur le ministère, ont failli le désunir et le dissoudre. Heureusement le patriotisme et la sagesse de la plupart des membres qui le composent ont résisté à cette première secousse. Il est facile de prévoir que les atteintes de ce genre se renouvelleront.

Le parti progressiste s'est isolé. Ses chefs ne figurent pas dans le congrès. Leur abdication politique est un fait regrettable. Nous aurions voulu, dans l'intérêt de leur pays, les voir reprendre leurs anciennes places dans ces assemblées parlementaires où ils ont brillé par leurs talents. Membres de la minorité, ils auraient pu éclairer la majorité de leurs conseils sur des questions d'affaires. Organes d'une opposition légale, leur lutte avec la majorité eût pu produire souvent des résultats

utiles. Toutefois, ce que nous disons de certains membres du parti progressiste, hommes sincères, qui ont pu commettre des erreurs, mais dont le patriotisme ne peut être mis en doute par personne, nous ne le dirons pas à l'égard d'un exilé trop célèbre, qui semble aujourd'hui se lasser de l'oubli où il est tombé, et chercher, sous un masque hypocrite, les moyens de retrouver quelques débris d'une puissance à jamais perdue. Espartero vient d'adresser un manifeste au peuple espagnol. C'est l'apologie de ses actes. C'est une protestation contre l'arrêt qui l'a si justement frappé. L'ex-régent fait une tentative inutile. L'Espagne constitutionnelle n'a rien à lui offrir. Son rôle est fini.

Le Portugal présente depuis quelque temps un spectacle digne d'intérêt. Un jeune ministre, M. da Costa-Cabral, soutenu par sa fermeté et par de grands talents politiques, lutte avec succès contre des ennemis acharnés, au nombre desquels est l'Angleterre. Le gouvernement anglais lui demande le renouvellement de l'ancien traité de Methuen; M. da Costa-Cabral se refuse à sacrifier les intérêts commerciaux de son pays. Quelle sera l'issue de ce combat inégal? Jusqu'ici, le ministre portugais tient tête à l'orage. Il a une majorité assez forte dans les cortès, et il dispose de moyens puissants. Cependant, les forces soulevées contre lui sont menaçantes. Dans le sénat, M. Palmella lui fait une opposition dangereuse; l'université, la magistrature, l'armée, qu'il a frappées par des décrets arbitraires excitent l'opinion contre lui. Les finances de l'état sont épuisées, le déficit est énorme, le trésor est à bout d'expédients. Pour sortir de cette crise, quelques partisans du ministre lui conseillent de changer le système du gouvernement, de révoquer toutes ses mesures arbitraires, de fonder un régime franchement constitutionnel. M. da Costa-Cabral voudra-t-il se prêter à cette combinaison? Il exerce en ce moment une sorte de dictature; voudra-t-il l'abdiquer?

Les ratifications du traité signé le 1er septembre, entre la Prusse et la Belgique, n'ont pas encore été formellement échangées; mais on peut considérer comme désormais aplanies les difficultés qui avaient retardé la conclusion définitive de l'arrangement. Le ministre prussien à Bruxelles en est tellement convaincu, qu'il a provoqué et qu'il a même déterminé, malgré la répugnance du gouvernement belge, une démonstration à la fois populaire et officielle, afin d'inaugurer (c'est le mot d'ordre) la jonction du Rhin avec l'Escaut. Cette fête, indiquée pour le 15 octobre, vient d'être célébrée, en grande pompe, dans la ville d'Anvers. Tous les ministres belges y assistaient, en regard de M. d'Arnim, qui semblait prendre possession du pays. On fait circuler à Bruxelles une médaille de grand module, frappée en commémoration de cet événement, et qui porte les écussons réunis d'Anvers et de Cologne, union naturelle, union heureuse, si elle devait s'accomplir sous un autre drapeau que le drapeau prussien.

Le traité du 1er septembre a reçu quelques modifications, qui ont toutes été introduites à la demande de la Prusse. On a défini avec plus de précision les clauses qui assimilent, pour les arrivages directs dans les ports de la Belgique, les navires prussiens aux navires nationaux. En même temps, on a réservé expressément au gouvernement prussien la faculté de diminuer ou de supprimer les droits établis sur les fers étrangers, sans tenir compte du privilége conféré aux Belges par le traité. Ainsi, le cabinet de Berlin, en ratifiant un arrangement qui lui était déjà bien assez favorable, a trouvé moyen d'obtenir davantage et de donner moins.

Les vues de M. d'Arnim et de son gouvernement allaient encore plus loin. On imaginerait difficilement jusqu'où ces prétentions ont été poussées. La Prusse a

demandé que l'assimilation de son pavillon au pavillon national dans les ports belges fût étendue jusqu'aux arrivages indirects, c'est-à-dire que l'on permît à sa marine d'aller chercher à Londres, à Rio-Janeiro ou à New-York, les produits dont la Belgique aurait besoin. Le cabinet de Bruxelles, comprenant qu'on lui proposait la suppression pure et simple de la marine belge, a trouvé pourtant le courage de résister. Une autre proposition encore plus étrange a été mise en avant, sous la forme inoffensive, en apparence, d'un règlement de douanes, par un fonctionnaire supérieur que le gouvernement prussien vient d'envoyer à Bruxelles pour y représenter les intérêts du *Zollverein*. Ce fonctionnaire a offert de recevoir des douaniers belges à Cologne, à condition d'installer des douaniers prussiens à Anvers ; mais l'usurpation a paru trop flagrante, et cette fois encore le gouvernement belge a répondu par un refus.

On voit comment la Prusse mène les négociations. L'humeur conquérante de ce cabinet ne se dément pas. En traitant avec la Belgique, il ne se proposait d'abord que d'alarmer les villes libres de l'Allemagne, et de les obliger ainsi à entrer dans le *Zollverein*, politique qui lui a réussi, car il est déjà question de l'accession de Hambourg ; mais, trouvant la Belgique de facile composition, la Prusse a voulu pousser sa pointe : ce qu'elle demandait n'était rien moins que la réunion de la Belgique à l'association allemande. Anvers, qui n'est déjà plus ni un port belge ni même un port franc, allait devenir, comme on le dit avec raison, un port prussien. Ce que la Prusse vient d'oser nous donne la mesure de ce qu'elle peut entreprendre ; il faudrait une main plus ferme que celle de notre gouvernement pour l'arrêter dans cette carrière de succès.

On avait annoncé l'envoi de M. le baron Deffaudis à Bruxelles, avec mission de reprendre des négociations qui n'auraient pas dû être interrompues. Nous croyons que le gouvernement français a manifesté en effet des dispositions conciliantes ; mais dans les préoccupations qu'entraînait le voyage de Windsor, il s'en est malheureusement tenu là. M. le ministre des affaires étrangères ne rentre en France que demain ; M. le ministre du commerce se repose, depuis quinze jours, dans ses foyers, des émotions que lui donne toute perspective d'un arrangement commercial avec les pays voisins. Les négociations ne seront donc pas reprises immédiatement, et voilà ce que nous déplorons. La politique entreprenante du cabinet de Berlin devrait nous servir de leçon. Du moment où la lutte des influences, au lieu de s'établir sur le Rhin, se porte sur l'Escaut, nous ne sommes plus libres de nous abstenir, car il y aurait péril pour nous dans cette immobilité.

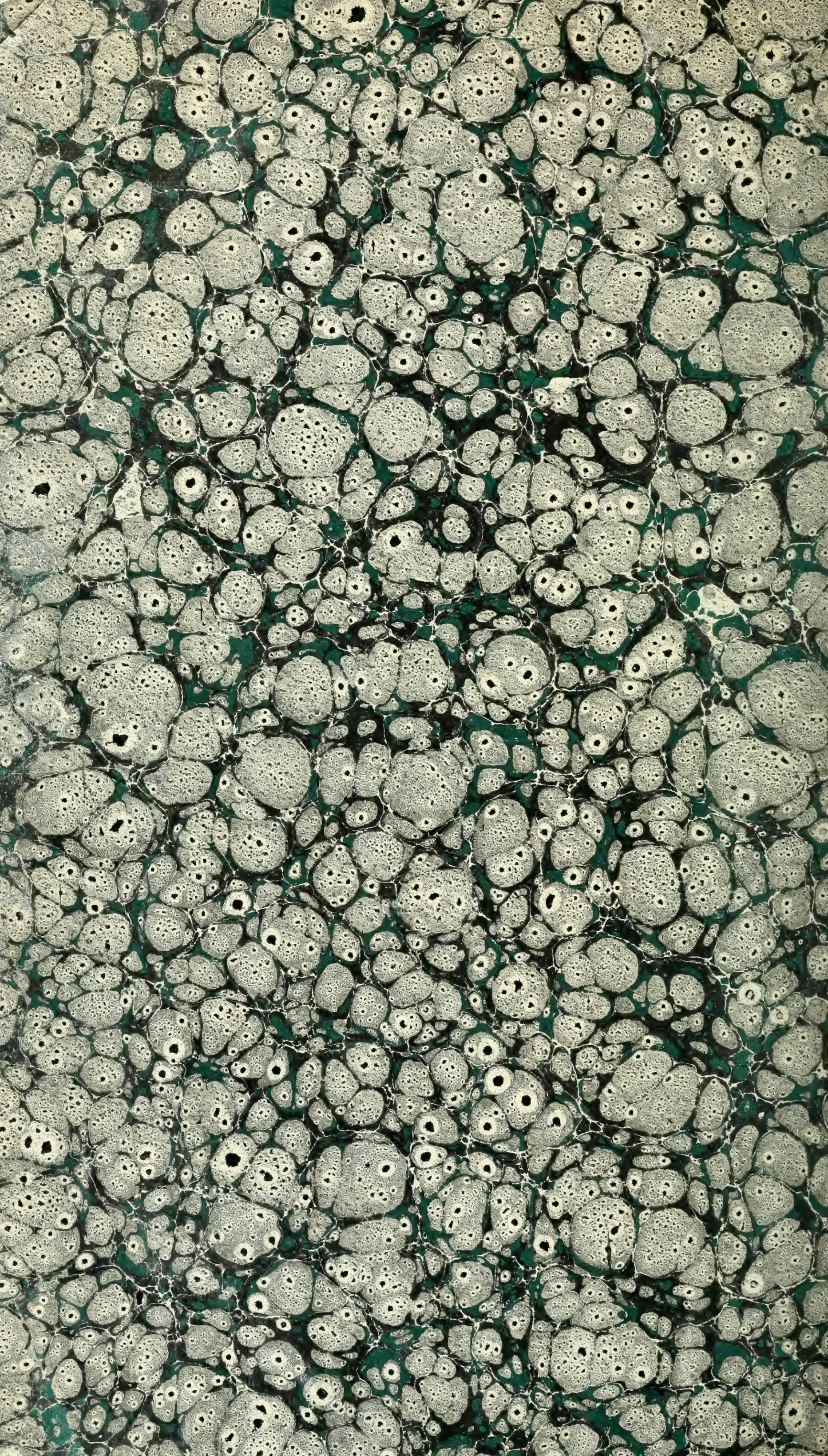
FIN DU TROISIÈME VOLUME.

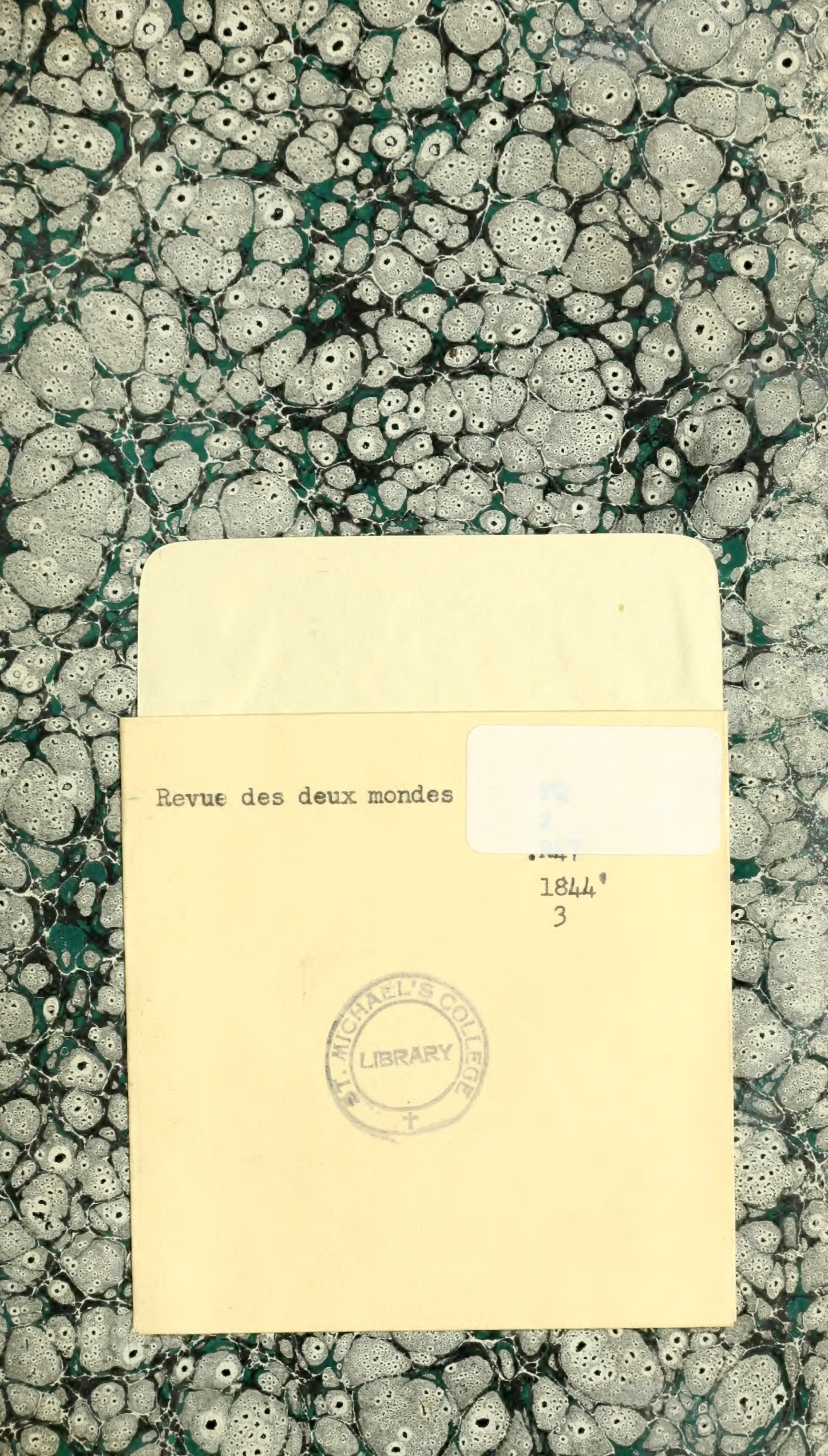
TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.



FIN DE LA TABLE.




Revue des deux mondes
1844
3
ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY

